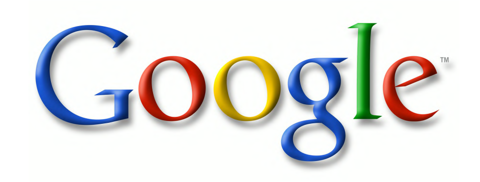
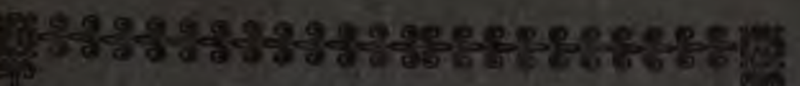





STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES







DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822.

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

ANCIEN MAGISTRAT,

CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES, ETC.

TOME QUATRIÈME.

CARR — COBS

A PARIS,

Chez { L'AUTEUR, rue Saint-Honoré, n° 290, près l'église Saint-Roch;
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23;
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15.

M. DCCC. XXII.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1821.



DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822.

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.

HORAT., *Od. IX, lib. IV.*

TOME QUATRIÈME.

CARR—CORS



A PARIS,

Chez { l'AUTEUR, rue Saint-Honoré, n° 290, près l'église Saint-Roch.
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

M. DCCC. XXII.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANCAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1821.

CARRIER (Louis), *maréchal-de-camp*, naquit à Saint-Martin-en-Bresse, le 30 mars 1772. Il entra au service, le 1er août 1793, comme lieutenant dans le 11e bataillon du département de l'Ain, où il fut fait capitaine, le 25 septembre suivant. Il passa, en la même qualité, dans la 22e demi-brigade d'infanterie légère, lorsque ce bataillon y fut incorporé, le 8 juillet 1794. Il fit successivement, et sans interruption, les campagnes des armées des Alpes et d'Italie, depuis 1794 jusqu'en 1798; y eut part à plusieurs affaires, et notamment à l'enlèvement des retranchements du col de l'Assiette; à la prise de la Chessai; aux combats devant Mantoue et à la prise de Véronne. La 22e demi-brigade ayant fait partie de l'armée d'Égypte, en 1798, le capitaine Carrier l'y suivit, et fit la campagne dans ce pays, jusqu'en 1801. Il s'était trouvé à la prise d'Alexandrie; aux batailles de Chebreyss, des Pyramides, d'Héliopolis et de Koraim. Un parti considérable de Mamelucks et d'Arabes ayant attaqué, à Benesoaef, le 6 février 1799, le bataillon de la 22e demi-brigade d'infanterie légère, dans lequel servait le capitaine Carrier, ce bataillon se vit forcé à une retraite, pendant laquelle le commandant Pouillet fut blessé mortellement, après une heure de combat. Quoique Carrier ne fût pas le plus ancien capitaine de ce corps, il fut désigné, par les acclamations de la troupe, pour en prendre le commandement.

Assailli par une masse considérable de paysans, armés de fusils et de piques, et par plus de 300 cavaliers, tant mamelucks que bédouins, il repoussa avec succès les vives attaques dirigées contre sa petite troupe, qui n'était forte que de 300 hommes au commencement de l'action, et n'avait pour toute artillerie qu'une pièce de campagne. Après s'être battu depuis sept heures du matin jusqu'à la nuit, Carrier parvint à faire rentrer le bataillon dans ses cantonnements, distants de 12 lieues du point où la retraite avait commencé. Le capitaine Carrier n'avait laissé, pendant tout ce trajet, aucun de ses soldats vivants au pouvoir des ennemis, et il avait même sauvé de leurs mains le chef de bataillon Pouillet, en le faisant transporter par 4 soldats, qui se relevaient alternativement. Dans cette affaire, 250 hommes du bataillon furent blessés, et Carrier reçut 2 balles, l'une qui le blessa à l'épaule droite, et l'autre qui enleva une partie de son épaulette et de son habit. Cette action brillante valut au capitaine Carrier les félicitations de tous ses camarades et les éloges du général Vaux. De retour en France avec les débris de l'armée expéditionnaire, Carrier fut employé pendant seize mois à l'armée de l'Océan, dans la division des grenadiers commandés par le général Junot, et passa ensuite à l'armée d'Italie. Le 29 octobre 1805, il commanda huit compagnies de carabiniers, formant l'avant-garde des grenadiers réunis, sous les ordres du général Partouneaux. Ayant reçu de ce général l'ordre de pousser l'arrière-garde ennemie et de la poursuivre, Carrier s'acquitta avec un plein succès de la mission importante qui lui avait été confiée; chassa l'ennemi de Caldiero; lui fit 300 prisonniers, et ne rentra au camp que sur l'ordre du général Partouneaux, qui le combla d'éloges. Le lendemain, 30 octobre, Carrier ayant été chargé de conduire 800 hommes au pas de course pour renforcer les troupes françaises qui venaient d'éprouver un échec auprès des retranchements de Caldiero, il rallia deux fois les carabiniers que la fusillade et la mitraille ennemies avaient dispersés. Sur les 800 hommes qu'il commandait, plus de 350 furent mis hors de combat en moins d'une heure, et lui-même reçut une balle

dans ses habits. Le royaume de Naples ayant été conquis, dans la même année 1806, on tira, des corps qui avaient servi à cette expédition, quatre compagnies d'élite, qui furent désignées pour former la garde du nouveau roi que Napoléon Buonaparte venait de donner à ce pays. La compagnie de carabiniers de la 22ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, dans laquelle servait le capitaine Carrier, fut une de celles indiquées, et cet officier passa dès lors, avec sa troupe, au service de Joseph Buonaparte. Pendant les trois années que Carrier fut employé dans l'armée napolitaine, il y obtint le grade de chef de bataillon de voltigeurs, le 12 décembre 1808; celui de major au 4ᵉ régiment de ligne, le 28 août 1809; celui de colonel du régiment de voltigeurs, devenu le 2ᵉ des vélites à pied, le 25 mars 1811; et fut enfin promu au grade de maréchal-de-camp de la garde royale, le 27 janvier 1814. A cette dernière époque, Joachim Murat qui, par suite d'une permutation faite précédemment avec Joseph Buonaparte, était passé du trône d'Espagne à celui de Naples. Murat, disons-nous, venait d'unir sa cause à celle des puissances alliées, qui faisaient la guerre à Napoléon Buonaparte; et, comme il avait été à portée de juger les talents militaires de Carrier, il fit solliciter vivement cet officier de rester à son service. Le grade de maréchal-de-camp, et des offres brillantes, furent les moyens de séduction que l'on crut propres à obtenir le consentement de Carrier; mais celui-ci, indigné qu'on pût le croire capable de servir contre sa patrie, refusa tous les avantages qui lui furent offerts, et s'il eut des imitateurs parmi les autres officiers français qui se trouvaient alors au service de Naples, du moins fut-il des premiers à déclarer hautement que sa résolution était invariable, et à le prouver, en envoyant sa démission du grade éminent qui venait de lui être accordé, sacrifiant à l'honneur et à son devoir l'existence brillante dont il jouissait, et la faveur d'un prince qui lui témoignait autant de considération que de bienveillance. Carrier quitta Naples le 30 janvier 1814, et revint en France, où S. M. Louis XVIII le confirma dans le grade de maréchal-de-camp, par or-

donnance du 9 septembre de la même année. Le maréchal-de-camp Carrier a été créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 9 novembre 1814; il est aussi chevalier de l'ordre de la Légion-d'Honneur. On le trouve classé parmi les officiers-généraux en non activité. (*Brevets et États militaires.*)

CARTEAUX (Jean-François), *général en chef*, naquit à Allevant, dans le Forez, en 1751. Fils d'un dragon du régiment de Thiauges, il fut élevé dans les garnisons, jusqu'à ce qu'il devînt en âge d'être lui-même soldat. Carteaux père ayant eu la jambe emportée par un boulet, fut placé à l'hôtel des Invalides, où son fils le suivit. Ce fut dans cet asile que le jeune Carteaux fortifia son goût pour l'art militaire. Il y puisa aussi celui de la peinture, et ayant été adopté par le peintre Doyen, il fit des progrès rapides sous cet habile maître. Entraîné cependant par son penchant dominant, il servit comme soldat dans plusieurs régiments; revint ensuite prendre la palette et le pinceau, et fit plusieurs tableaux d'histoire généralement estimés. Pour achever de s'instruire dans son art, il parcourut les diverses contrées de l'Europe. Pendant son séjour en Prusse, il consacra une partie de son temps à étudier la théorie de l'art de la guerre. Étant rentré en France, à l'époque de la révolution, il en embrassa les principes avec ardeur, et fut nommé, le 14 juillet 1789. aide-de-camp du général commandant la place de Paris. Il devint ensuite lieutenant dans la cavalerie de la garde nationale parisienne; se fit remarquer à la journée du 10 août 1792, et obtint le grade d'adjudant-commandant. En 1793, il servait comme général de division dans l'armée des Alpes, commandée par le général Kellermann. Dans la même année, les Marseillais s'étant armés pour secourir les Lyonnais, Carteaux fut envoyé avec sa division pour soumettre les insurgés provençaux. Il les attaqua et les battit à Orange, le 15 juillet, et les força à rétrograder en toute hâte sur Cadenet, où il les défit de nouveau, le 9 août. Dans cette journée, il se saisit de Darband, chef des insurgés; prit trois canons, des munitions, et fit

des prisonniers. Après avoir dissipé un autre corps d'insurgés, qui s'était réuni à Salons, il s'avança sur Marseille. Arrivé, le 23, devant cette place, il attaqua, dès le 24, l'armée provençale retranchée sur les hauteurs de la ville, et protégée par 17 pièces de canon de tout calibre. Malgré la vigoureuse résistance des Marseillais, Carteaux parvint à s'emparer des retranchements et de leur artillerie; et poursuivant sans relâche ses succès, il fit sommer la ville de se rendre. Les habitants, divisés entre eux, étaient alors en guerre ouverte, et se battaient dans l'intérieur de Marseille, pendant que Carteaux, impatienté du retard que l'on mettait à répondre à sa sommation, faisait jeter quelques obus dans la place. Cependant les chefs des insurgés étaient entrés en pourparlers avec les officiers de quelques bâtiments anglais qui croisaient devant le port, et peu s'en fallut que Marseille ne fût livrée aux troupes britanniques; Mais l'activité que Carteaux mit dans ses opérations, ne laissa pas aux insurgés le temps d'effectuer cette mesure, et les républicains, sous ses ordres, entrèrent en vainqueurs dans Marseille, le 25 au matin (1). Après avoir été retenu quelque temps dans cette ville par les commissaires conventionnels, pour appuyer, avec sa troupe, les mesures rigoureuses développées contre les ennemis du système révolutionnaire, Carteaux marcha, à la tête de 3300 hommes, contre la ville de Toulon, qui s'était rendue aux Anglais. Quoique les forces qu'il commandait fussent insuffisantes pour réduire une place qui, outre ses habitants, renfermait alors plus de dix mille hommes de troupes étrangères, il commença néanmoins ses opérations d'attaque, dès le 7 septembre; força les gorges d'Ollioules, défendues par quelques bataillons anglais, qui s'y étaient fortifiés, et fit replier sur la ville plusieurs détachements, postés pour en défendre les approches. Bientôt après, il fut remplacé au siége de Toulon, et nommé, le 11 septem-

---

(1) La convention ne tarda pas à tirer une vengeance terrible des efforts que les Marseillais venaient de faire pour se soustraire à son joug.

bre, au commandement en chef de l'armée d'Italie, vacant par l'arrestation du général Brunet (1). Il obtint ensuite le commandement en chef de l'armée des Alpes; mais il ne le posséda pas long-temps. Arrêté à Marseille, par ordre du comité de salut public, il fut amené à Paris, et renfermé à la Conciergerie, le 2 janvier 1794. La révolution du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794) l'ayant rendu à la liberté, il fut envoyé, en 1795, sur les côtes de la Normandie, pour y commander un corps d'observation faisant partie de la grande-armée de l'Ouest, sous les ordres du général Hoche. Destitué quelque temps après, il s'en plaignit, le 12 septembre, auprès de la convention, à laquelle il protesta de son dévouement, et qu'il servit en effet avec beaucoup de zèle dans l'affaire du 13 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795). Réintégré dans son grade depuis cette époque, il resta en activité jusqu'en 1800. Le gouvernement consulaire le nomma, le 2 juillet 1801, l'un des administrateurs de la loterie. Carteaux quitta cette place, en 1804, pour aller prendre celle d'administrateur de la principauté de Piombino : Buonaparte avait disposé de cette principauté en faveur de madame Bacciochi, l'une de ses sœurs. Après un an d'exercice dans ce nouvel emploi, le général Carteaux revint en France, où il se tint dans un éloignement absolu des affaires jusqu'à sa mort, qui arriva quelques années après. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE CARVOISIN D'ACHY (François-Philippe, *marquis*), *maréchal-de-camp*, avait commencé à servir en 1652. Il ne manqua aucune action de guerre jusqu'à la paix des Pyrénées. Il se trouva aux siéges de Douai, de Tournay et de Lille, en 1667, et leva, par commission du 15 décembre de cette année, une compagnie de cavalerie, qui fut licenciée au mois de mai 1668. Il en leva une nouvelle

(1) Sur la proposition du comité de salut public, la convention avait déclaré, le 7 du même mois de septembre, que Carteaux avait bien mérité de la patrie.

dans le régiment de Bligny, le 9 août 1671; la commanda en Hollande pendant la campagne de 1672; au siége de Maestricht, en 1673; au combat de Seneff; à la bataille de Mulhausen, en 1674; à la bataille de Turkeim, et au combat d'Altenheim, en 1675. Devenu major de son régiment, le 20 novembre de cette dernière année, il se trouva au combat de Kokesberg, sous le maréchal de Luxembourg, en 1676; au siége de Fribourg, sous le maréchal de Créqui, en 1677; à l'attaque du pont de Seckingen; à la prise de Kehl et du château de Lichtemberg, en 1678, et au combat de Minden, en 1679. Son régiment ayant été réformé, le 8 août 1679, on le mit capitaine incorporé dans le régiment Royal-Roussillon cavalerie, par ordre du 15. On lui donna une compagnie en chef dans ce régiment, le 4 octobre 1683, et il servit en cette qualité de capitaine au siége de Luxembourg, en 1684. Créé lieutenant-colonel de son régiment pendant la conquête du Palatinat, en 1689, il servit à la bataille de Fleurus, en 1690, et au siége de Mons, en 1691. On lui accorda, le 25 avril de cette année, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, et il se trouva en cette qualité au combat de Leuze, au mois de septembre suivant; au siége de Namur et au combat de Steinkerque, en 1692; à la bataille de Neerwinde, et au siége de Charleroi, en 1693. Mestre-de-camp d'une brigade du régiment royal des carabiniers, à la formation de ce corps, par commission du 1er novembre 1693, il la commanda à l'armée de Flandre, en 1694, et à l'armée de la Meuse, en 1695. Créé brigadier de cavalerie, le 3 janvier 1696, il servit à l'armée de la Meuse, cette année et la suivante; au camp de Compiègne, en 1698, et à l'armée de Flandre, en 1701. Il se démit de sa brigade, au mois de février 1702; fut employé en qualité de brigadier au combat de Nimègue, la même année; à celui d'Eckeren, en 1703, et à l'armée de Flandre, en 1704. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre de cette année. Il mourut le 29 novembre 1718, âgé de 84 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 558.)

4 février 1454, et devint duc de Bourbon à la mort de son père, le 4 décembre 1456. Par provisions données à Saint-Priest, le 12 mars 1457, il fut fait grand-chambellan de France, et prêta serment, pour cette charge, le 27 mai suivant. Il assista au couronnement de Louis XI, en 1461, et y représenta le duc de Normandie. Le roi lui ôta le gouvernement de la Guienne, le 24 février 1462. En 1463, il jeta les fondements de la ligue, dite du *bien public*, en s'unissant avec le duc de Bretagne et le comte de Charolais contre le roi. L'année suivante, il engagea dans cette ligue le duc de Berri, frère du roi, et plusieurs autres princes. En conséquence de cette association, on arma de tous côtés. En 1465, il leva un nombre considérable de troupes dans son duché de Bourbonnais; mais n'ayant pu tenir contre l'armée royale, qui attaqua Moulins, il se réfugia à Riom, où presque tous les princes rebelles se trouvèrent renfermés. Le roi, qui marcha sur cette ville, les y aurait forcés, sans la diversion que fit en leur faveur le comte de Charolais en Picardie, où le roi fut obligé de se rendre avec la plus forte partie de son armée. De son côté, le duc de Bourbon se rendit en toute hâte en Normandie, et entra par intelligence dans Rouen, où il reçut le serment des habitans, au nom du duc de Berri. La paix, qui fut conclue à Conflans et signée à Paris le 5 octobre, termina cette guerre. Le roi nomma le duc de Bourbon, par pouvoir du 19 novembre de la même année, son lieutenant-général au duché d'Orléans, au comté de Blois, en Sologne, Berri, Lyonnais, Albigeois, Vivarais, Vélay, Gévaudan, Rouergue, Quercy et Périgord (1). Le duc de Bourbon eut le gouvernement du Languedoc, sur la démission du comte du Maine, par provisions données à Orléans, le 5 juin 1466, enregistrées au parlement de Toulouse le 6 septembre suivant (2). Il fut fait chevalier de Saint-Michel à l'institution de cet ordre, le 1er avril 1469. Par lettres données à Amiens, le 13 mai

(1) Histoire du Languedoc, tom. V, pag. 32.
(2) Histoire du Languedoc, aux preuves, pag. 35.

en Corse pour servir en France. Le dévouement que Casabianca avait montré aux Français, et l'influence qu'il s'était acquise sur ses compatriotes, dont les esprits étaient encore fiers et indociles, déterminèrent le gouvernement français à le faire repasser en Corse. Il y fut nommé, par le ministre de France, capitaine au régiment Provincial-Corse, le 23 août 1772, et reçut, un an après, le brevet de major de ce régiment. Honoré de la confiance de MM. de Narbonne et de Marbeuf, qui furent successivement gouverneurs de l'île, il reçut d'eux les missions les plus délicates, et leur parut digne de veiller au maintien de la tranquillité parmi les citoyens. Il justifia pleinement la confiance de ces deux gouverneurs, et sut, par son zèle, sa prudence, ainsi que par la bonne discipline et la bravoure de son régiment, ramener la paix et la sécurité dans ce pays, où, pendant long-temps, de furieuses rivalités avaient fait ruisseler le sang. Nommé lieutenant-colonel du régiment Provincial-Corse, en 1779, il le commandait encore dans l'île, lorsque la révolution française éclata, en 1789. La Corse ayant été déclarée, par l'assemblée constituante, partie intégrante du territoire français, Casabianca fut un des quatre députés extraordinaires envoyés à Paris, en 1790, pour remercier l'assemblée à l'occasion de cette déclaration. Le ministère français, qui connaissait les anciens services de Casabianca, l'éleva, le 15 septembre 1791, au grade de colonel-commandant du 49e régiment d'infanterie de ligne, ci-devant Berri. La guerre ayant été déclarée, le nouveau colonel se rendit avec son régiment à l'armée du Nord, commandée par le maréchal de Rochambeau. Classé dans le corps du général Biron (alors connu sous le nom de duc de Lauzun), le colonel Casabianca conduisit l'aile droite des troupes de cette division à toutes les attaques qui furent dirigées contre la ville de Mons, et combattit constamment à la tête du bataillon de campagne de son régiment. L'intelligence et la bravoure qu'il déploya dans toutes les occasions lui valurent les éloges flatteurs qu'il reçut du général Biron en présence de l'armée. Les forces autrichiennes opposées à Biron ayant été augmentées, elles

obligèrent ce général à une retraite; mais Casabianca, qui avait dû suivre d'abord le mouvement rétrograde, revint sur ses pas, et obligea un corps de hulans, accouru pour investir le camp français, de se réfugier dans Quievrain. Sur l'ordre qu'il reçut de chasser les hulans de cette ville, il part avec son bataillon et 2 pièces de canon; attaque vivement Quievrain; en fait escalader les murs et enfoncer les portes, et met les ennemis en fuite. Cette entreprise hardie eut le plus grand succès; mais comme elle avait paru téméraire, on accueillit facilement dans le camp de Biron la fausse nouvelle de la défaite et de la mort du colonel Casabianca; et alors les 8000 hommes qui composaient ce camp, sourds à la voix de Biron, qui voulut en vain les rallier, se mirent en déroute; prirent la fuite avec toute la violence et le désordre qui caractérisent l'indiscipline, et ne s'arrêtèrent qu'à Valenciennes. Cette lâche fuite mettant le bataillon vainqueur à Quievrain en danger d'être assailli par des forces ennemies auxquelles il lui eût été impossible de résister, Casabianca se détermina à évacuer cette ville; et, s'étant placé à l'arrière-garde de sa troupe, il la ramena saine et sauve au corps d'armée. S. M. Louis XVI récompensa la belle et courageuse conduite du colonel Casabianca, en lui conférant le grade de maréchal-de-camp, le 30 mai 1792. Employé en cette qualité à l'armée des Alpes, sous les ordres du marquis de Montesquiou, il y eut le commandement de l'avant-garde. Étant sorti de Pont-Voisin, il força le passage de la Grotte; se réunit au corps principal de l'armée à Chambéry, et concourut par cette jonction à assurer la conquête de la Savoie. Il continua à poursuivre les Piémontais; leur enleva Chatelard, ainsi que les magasins qui s'y trouvaient; perça dans la Tarentaise; et, après avoir battu et dispersé les ennemis sur plusieurs points, il vint prendre position au pied du petit Saint-Bernard, d'où il força les Piémontais d'évacuer la Maurienne et la Savoie. Après la conquête de ces deux pays, Casabianca se rendit en Corse, où Paoli lui donna le commandement en second de la place d'Ajaccio, avec l'ordre de se tenir prêt, avec des détachements, à s'embarquer

pour la Sardaigne que l'on voulait surprendre. Bientôt après, et en exécution de cet ordre, Casabianca alla joindre devant Cagliari, avec les transports qu'il avait préparés, les bâtiments de guerre commandés par Truguet et Latouche-Tréville. Cagliari, qu'on avait cru pouvoir occuper sans résistance, ayant fait des démonstrations de défense, Casabianca en fit l'investissement pendant quelques jours; mais l'insubordination fomentée dans les troupes par une phalange marseillaise empêcha que l'attaque de cette place pût avoir lieu, et l'on fut contraint de rembarquer les troupes, qui furent ramenées à Toulon. Vers cette époque, Paoli, mécontent du directoire-exécutif de France et des commissaires envoyés dans la Corse, venait d'y appeler les Anglais. Toute l'île, excitée par lui, s'était soulevée, et ses places maritimes étaient au pouvoir des ennemis de la France. Casabianca, qui était retourné en Corse, fut nommé pour remplacer Paoli. Bientôt la place de Calvi, dans laquelle il s'était établi, fut investie par une escadre anglaise, sous les ordres de l'amiral Hood, et par des troupes de terre que commandait le général Stuart. Les nombreux partisans de Paoli s'étaient réunis à ces forces redoutables. Enfermé avec moins de 600 hommes dans la place de Calvi, qui était en très-mauvais état de défense, et mal approvisionnés en vivres, en munitions, Casabianca y soutint cependant 39 jours de siége. Au bout de ce terme, la garnison étant réduite à 80 hommes, et la ville ayant été écrasée et en partie détruite par les bombes, les boulets et les obus des assiégeants, Casabianca accepta la capitulation que lui offrirent les Anglais, et qui fut tout à la fois honorable pour lui et sa troupe, et favorable aux habitants de Calvi. Il s'était cependant réservé de rompre cette capitulation, si dans le délai de dix jours les secours qu'il avait demandés arrivaient. Rien n'ayant paru, il remit la place, et se rendit à Toulon, où sa conduite et celle de sa troupe furent approuvées. Pendant la durée du siége de Calvi, Casabianca avait été élevé au grade de général de division, le 19 mars 1794. Il servit, en 1795, d'abord sous le général Masséna, qui commandait l'avant-

garde de l'armée d'Italie, et ensuite sous le général Buonaparte, commandant en chef de cette armée. Par les ordres de ce dernier, Casabianca conduisit une expédition en Corse. Les Anglais qui occupaient l'île en étant sortis à son approche et sans combattre, il reprit le commandement du département du Liamone. Buonaparte lui confia peu de temps après celui de Gènes, où il parvint à apaiser les factions qui agitaient cette ville. En 1798, il servit dans l'armée de Rome, commandée par le général Championnet. Sa division fut une de celles qui marchèrent vivement sur la droite de l'armée napolitaine et la repoussèrent. Il s'assura, le 6 décembre, de la place de Coni et de la personne du gouverneur de cette place. En 1799, il fut employé à l'armée d'Helvétie, sous le général en chef Masséna, qui l'envoya dans la Haute-Engadine, avec mission de s'emparer du poste de Bormio, que le général autrichien Laudon évacua. Il avait été envoyé, dans la même année, à l'armée de l'Ouest, et s'y occupait à faire fortifier la ville de Saint-Brieux, lorsque Napoléon Buonaparte, devenu premier consul de la république française, récompensa ses services en le faisant nommer membre du sénat-conservateur, le 25 décembre. Le général Casabianca abandonna alors le service militaire. Il fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804; élevé à la dignité de comte, et pourvu de la sénatorerie d'Ajaccio. En 1814, il adhéra à la déchéance de Buonaparte. S. M. Louis XVIII le nomma pair de France, le 14 juin de cette année, et le fit chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 21 décembre suivant. En octobre de la même année, le comte Casabianca vint à la tête d'une députation de la Corse féliciter S. M., et l'assurer du dévouement de ses compatriotes. En 1815, pendant les *cent jours*, Buonaparte le créa pair de France, par décret du 2 juin; mais au second retour du roi, il fut privé de cette dignité, par ordonnance du 24 juillet. Il a été réintégré dans la pairie, par une autre ordonnance royale du 21 novembre 1819. Il est porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la re-

traite du grade de lieutenant-général, après 36 ans 10 mois et 19 jours de service (1). (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CASAUX, *voyez* DE BEON.

CASSAGNE (Louis-Victorin, *baron*), *lieutenant-général*, naquit le 5 juin 1774. Il entra au service en qualité de lieutenant dans une compagnie franche, le 1er février 1793, et devint capitaine de la 6e compagnie du 8e bataillon du département de la Haute-Garonne, le 25 mars suivant. Employé avec ce bataillon à l'armée des Pyrénées-Orientales, il se distingua, le 4 avril de la même année, en défendant à la tête de sa compagnie le passage de la rivière de la Teta, au village de Corneilla. Il continua à servir à la même armée, en 1794 et 1795, et passa à celle d'Italie, en 1796. Commandant les éclaireurs de l'aile gauche du corps du général Masséna, il fut chargé de poursuivre les Autrichiens après leur défaite à Lonato, et fut blessé très-grièvement d'un coup de feu à la poitrine, le 3 août, près du lac de Garda. A la tête de ces mêmes éclaireurs, il fit mettre bas les armes à un corps de cavalerie ennemie, le 16 janvier 1797, près de Mantoue. Il

(1) Le comte Raphaël Casabianca était oncle de Lucio Casabianca qui s'immortalisa, en 1798, au fameux combat d'Aboukir, où il montait le vaisseau de guerre *l'Orient*, en qualité de capitaine de pavillon de l'amiral Brueys. Cet amiral ayant été tué dans l'action, Casabianca prit le commandement du vaisseau, et le défendit contre les Anglais avec beaucoup d'intrepidité. Bientôt il fut lui-même blessé mortellement. Les batteries de l'escadre anglaise, commandée par Nelson, ayant mis le feu au vaisseau *l'Orient*, ce bâtiment sauta en l'air et s'engloutit dans les flots avec son capitaine et ce qui restait de l'équipage. Ziacomo Jocante, fils de Lucio de Casabianca, enfant de dix ans, de la plus belle espérance, donna dans cette occasion l'exemple de la tendresse filiale la plus héroïque. Ce jeune homme, pressé vivement par son père de se séparer de lui et de chercher son salut dans une prompte fuite, s'y refusa obstinément, et il tenait l'auteur de ses jours pressé dans ses bras, lorsque l'explosion du vaisseau eut lieu. Ce trait sublime a inspiré de beaux vers a deux de nos poètes célèbres, MM. Lebrun et Chénier.

commença l'attaque du camp autrichien à la bataille de Tarvis, le 23 mars suivant, et reçut dans cette affaire un coup de feu à la jambe gauche. Après avoir continué à servir à l'armée d'Italie et en Suisse, il fit partie de l'armée expéditionnaire d'Égypte, qui partit des ports de France, en 1798. Il eut le commandement des éclaireurs de la division du général Bon, et combattit à leur tête aux batailles de Chebreyss et des Pyramides. Employé dans l'expédition de Syrie, il servit au siége de St.-Jean-d'Acre. Chargé, le 29 mai 1799, d'attaquer un des ouvrages des assiégés, il fut obligé de combattre à outrance, et d'égorger les Turcs qui le défendaient. Il reçut dans cette action cinq coups de poignard, dont deux à la main gauche, deux à la cuisse et un dans la poitrine. Il fut élevé au grade de chef de bataillon, le 7 août de la même année; commanda son corps à la bataille de Canope près d'Alexandrie, le 21 mars 1801; pénétra dans le camp des Anglais, et y reçut un coup de feu qui lui traversa la cuisse droite. Il devint colonel du 25ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 29 mai. Après la capitulation signée à Alexandrie, au mois d'août suivant, le colonel Cassagne quitta l'Égypte, et revint en France. Le premier consul Buonaparte récompensa les services distingués de cet officier, en le créant d'abord chevalier de la Légion-d'Honneur, le 11 décembre 1803, puis officier de la même légion, le 4 juin 1804. Le colonel Cassagne fut employé à l'armée des côtes, en 1804 et 1805, et fit ensuite les campagnes de 1806 et 1807 contre les Autrichiens, les Prussiens et les Russes. A la célèbre bataille d'Iéna, livrée le 14 octobre 1806, le colonel Cassagne, dont le régiment faisait l'avant-garde de la division Gudin (au corps du maréchal Davoust), se distingua en enlevant, dans le combat d'Auerstaedt, 2 pièces de canon à la cavalerie légère prussienne. Il eut, à cette affaire, un cheval tué sous lui, un second grièvement blessé, et fut atteint légèrement d'une balle au front. Cité plusieurs fois avec éloges, soit dans les rapports du maréchal Davoust, soit dans ceux des généraux sous lesquels il servait le plus immédiatement, sa conduite valeureuse fut connue de Napoléon, qui lui conféra le grade de général de brigade, le 7

juin 1807, et le titre de baron d'empire, le 8 mars 1808. Employé à l'armée d'Espagne, depuis 1808 jusqu'en 1812, il eut d'abord le commandement d'une brigade de la division Vedel, formant la gauche du corps d'armée commandé par le général en chef Dupont. Un corps d'insurgés du royaume de Grenade s'étant porté sur Jaen, en juin 1808, le général Cassagne fut envoyé pour les disperser. Parti de Baylen, le 1er juillet, il arriva, le 2, à Jaen, et en chassa les Grenadins. Il reçut en cette occasion un coup de feu, qui le blessa au côté gauche. Il eut à soutenir contre le général espagnol Reding plusieurs combats d'avant-garde, d'où il sortit toujours victorieux. Nommé gouverneur de la Sierra-de-Ronda, il y eut des succès marquants dans diverses affaires; enleva aux ennemis plusieurs villes; occupa le camp de Saint-Roch, et observa la place de Gibraltar. Chargé de couvrir la gauche du blocus de Cadix, au poste de Medina-Sidonia, il força à la retraite un corps de troupes anglaises; battit, le 22 janvier 1811, le corps espagnol du général Crux-Mourgon; lui fit des prisonniers, et lui enleva un drapeau. Le général Cassagne conserva le gouvernement de la Sierra-de-Ronda jusqu'au mois de décembre 1811. On le créa commandant de la Légion-d'Honneur, le 23 janvier 1813. Appelé, la même année, à la grande-armée d'Allemagne, il obtint le grade de général de division, le 30 mai; commanda en cette qualité la 1re division du 1er corps d'armée; combattit avec elle le corps russe du général Tolstoy à la bataille de Dresde, le 13 octobre; lui fit bon nombre de prisonniers, et lui enleva 5 bouches à feu et un équipage de pont. Le général Cassagne faisait partie des troupes qui se trouvaient à Dresde, lorsque le maréchal Gouvion-Saint-Cyr conclut, le 11 novembre, avec les généraux des troupes alliées, une capitulation pour l'évacuation de cette place. Cette capitulation ayant été violée, au mépris du droit des gens et des lois de la guerre, les Français furent retenus prisonniers de guerre, et le général Cassagne fut conduit en Hongrie. Il avait été créé chevalier de l'ordre impérial de la couronne d'Autriche, le 29 août précédent, et commandeur

battue et mise en déroute, le 22 juin de la même année, à Landriano, proche Milan, par Antoine de Lève. Le comte de Saint-Paul fut fait prisonnier dans cette journée, et celles de ses troupes qui ne tombèrent point au pouvoir de l'ennemi, s'étant débandées, repassèrent les Alpes, et rentrèrent en France : la paix se fit avec l'empereur, le 3 août suivant. En 1536, le roi ayant déclaré la guerre au duc de Savoie, le commandement de l'armée fut confié, par pouvoir du 14 juillet (1), au comte de Saint-Paul, qui prit Chambéry; battit les milices tarentaises, et soumit au roi tout le pays. En 1543, il secourut Landrecies contre les Impériaux, ne servit pas depuis, et mourut le 1er septembre 1545, âgé de 54 ans. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne ; le Président Hénault et le Père Daniel ; Brantôme ; Mémoires de Bellay ; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VII, pag.* 152; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IV.*)

DE BOURBON (Antoine), *roi de Navarre, commandant d'armée,* fils de Charles Ier, duc de Vendôme, né le 22 avril 1518, porta le titre de comte de Vendôme jusqu'au 25 mars 1537, époque à laquelle son père étant mort, il prit le nom de duc de Vendôme. Nommé, le 25 mai 1555, gouverneur de Picardie, après le décès de son père, il commanda en cette qualité l'armée de Picardie, sous le dauphin, en 1543; attaqua et prit Bapaume; abandonna cette place, sur un ordre du roi, et mena ses troupes à Cambrai. Il prit aussi plusieurs autres villes; eut une grande part à la levée du siége de Landrecies par les Impériaux, et continua de commander dans son gouvernement pendant les années suivantes. Le 20 octobre 1548, il épousa Jeanne, fille et héritière d'Henri d'Albret, roi de Navarre (2). En 1551, il porta la guerre sur la frontière des Pays-Bas; entra dans le Hainault et dans la Flandre, et ravagea ces provinces.

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) C'est de ce mariage qu'est né Henri IV. Henri d'Albret avait épousé Marguerite, sœur unique de François Ier, et veuve du duc d'Alençon.

et de la Capelle, en 1637; de Saint-Omer, en 1638; d'Hesdin, en 1639; d'Arras, en 1640; d'Aire, de la Bassée et de Bapaume, en 1641; de Collioure et de Perpignan, en 1642; de Gravelines, en 1644; de Cassel, de Mardick, de Linck et de Bourbourg, en 1645. On lui donna le gouvernement de cette dernière place après sa prise, le 9 août. Il leva, par commission du 14 mars 1646, un régiment d'infanterie de son nom, pour tenir garnison à Bourbon; se démit de sa compagnie aux gardes, au mois de mai, et mérita, par les services qu'il rendit à Bourbourg, le grade de maréchal-de-camp, qu'on lui accorda, par brevet du 2 mars 1649. Nous ne connaissons pas l'époque de sa mort. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 249; *Histoire de la maison du roi*, *par l'abbé de Nœufville*, *tom. III.*)

DE CASTELNAU-MAUVISSIÈRE (Jacques, *marquis*), *maréchal de France*, de la même famille que le précédent, mais d'une autre branche, naquit en 1620. Il fit ses premières armes en Hollande, en 1634, comme volontaire dans la compagnie du sieur de Hauterive, son parent. Le fort de Saint-Philippe étant assiégé par les Espagnols, il se jeta parmi les troupes qui y entrèrent pour le défendre; et à peine y fut-il arrivé, qu'il marcha avec un détachement dans une sortie contre les assiégeants. Ces derniers furent chassés de la tranchée avec perte de 500 hommes, et on les contraignit de lever le siége, le 14 mai 1635. Il accompagna au siége de Louvain François de Castelnau, son frère aîné. Celui-ci était venu en Hollande avec plusieurs jeunes gentilshommes, pour aller ensuite joindre l'armée du roi, qui s'était ouvert une entrée dans le Brabant par la victoire d'Avesnes. Les armées de France et de Hollande furent obligées, faute de vivres, de lever le siége de Louvain, le 4 juillet 1635, en présence des Espagnols. Les deux frères Castelnau se signalèrent en divers combats, pendant la retraite qui se fit sur Nimègue. Le marquis de Castelnau se trouva au siége et à la prise du fort de Schenck, enlevé aux Espagnols par le comte Guillaume de Nassau, le 20 avril 1636. De retour en France,

père, il fut fait amiral de Guienne, par provisions données à Fontainebleau, le 5 juin 1555, registrées au parlement, le 29 avril 1557, et obtint le gouvernement de cette province, par autres provisions du 6 du même mois de juin 1555, registrées au parlement, le 4 mai 1557 (1). En 1559, on le chargea de conduire en Espagne la princesse Élisabeth. Après avoir inutilement négocié dans ce pays pour obtenir la restitution de son royaume, il revint en Béarn, bien déterminé à ne plus se mêler des affaires publiques. Cependant, François II étant mort en 1560, il se présenta à Charles IX, qui le fit lieutenant-général du royaume, par pouvoir du 6 décembre de cette année (2). Il abandonna alors la religion protestante, et forma, avec le duc de Guise et le connétable de Montmorency, l'union que les réformés appelèrent *le Triumvirat* (3). En 1562, il commanda l'armée du Berri, en vertu du pouvoir de lieutenant-général du royaume, et prit Blois, Tours et Bourges. Il conduisit ensuite cette armée en Normandie, et y attaqua la ville de Rouen. Étant dans la tranchée, il reçut un coup d'arquebuse dans l'épaule gauche. Cette ville ayant été prise, il y fit son entrée, porté dans son lit. Il mourut aux Andelis, le 17 novembre 1562, à l'âge de 44 ans, le 35e jour de sa blessure; et les historiens s'accordent à dire que cette blessure ne devint mortelle que par l'incontinence du malade, qui était épris depuis long-temps d'une violente passion pour la belle Bérandière du Rouet, l'une des filles d'honneur de la reine. (*Histoire des Grands-Officiers de la Cou-*

---

(1) Registres du parlement, au 6e volume des ordonnances d'Henri II, coté VV, fol. 84.

(2) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(3) Après le massacre des religionnaires tués à Vassy par les gens du duc de Guise, les ministres protestans vinrent porter leurs remontrances au roi, qui se trouvait alors à Monceaux. Catherine de Médicis les y reçut très-bien; mais Antoine de Bourbon les traita d'*hérétiques et de factieux*. Bèze, l'un de ces ministres, lui fit alors cette fière réponse : «Je parle pour une religion qui sait mieux supporter les injures que les »repousser; souvenez-vous, sire, que c'est une enclume qui a déjà usé »bien des marteaux.»

nombre d'hommes, dont leur commandant faisait partie. Castelnau, poursuivant vivement les fuyards, fut sur le point d'entrer avec eux dans la demi-lune. Huit jours après, il reçut, dans le fossé, un coup de mousquet qui lui cassa l'os d'une jambe. Le roi daigna l'envoyer visiter, et le cardinal de Richelieu lui donna de grandes marques d'estime. Après sa guérison, Castelnau servit, en 1640, sous M. du Hallier (depuis maréchal de France, sous le nom de l'Hospital), au siége et à la prise de Sancy. Il l'accompagna, la même année, dans la conduite d'un grand convoi mené devant Arras, et qui était d'une haute importance pour la prise de cette place. En 1641, il fut employé, sous le maréchal de la Meilleraye, au siége d'Aire, qui capitula le 26 juillet. Castelnau s'était distingué pendant ce siége, en soutenant deux sorties que firent les assiégés pendant qu'il était de garde à la tranchée, et en repoussant vigoureusement l'ennemi dans la ville. En 1642, on le chargea, conjointement avec le sieur de Kargretz, de conduire un secours de 4000 hommes au maréchal de Guébriant, en Allemagne. Cette troupe avait été levée en Bretagne, et mise en qualité de recrue dans les régiments de Castelnau et de Kargretz. Castelnau tomba malade à Cologne, par suite des fatigues du voyage, et revint en France pour rétablir sa santé. Le régiment de Castelnau, étant resté en Allemagne, fut entièrement détruit à la bataille de Rothweil. Pour dédommager Castelnau de cette perte, on le nomma, le 4 février 1644, mestre-de-camp du régiment français du cardinal Mazarin (depuis Bretagne), et il obtint, le même jour, la charge de maréchal de bataille. Employé, la même année, à l'armée commandée par le duc d'Enghien, il se trouva aux combats de Fribourg, les 3 et 5 août. Au premier de ces combats, le marquis de Castelnau, marchant à la tête du régiment de Mazarin, passa par-dessus les abattis de bois faits par les ennemis; s'attacha à la palissade du retranchement d'une redoute; arracha les pieux, et chassa les ennemis. Il était déjà en possession de la redoute, lorsque le duc d'Enghien lui envoya l'ordre de s'en emparer. Au combat du 5, qui dura

depuis onze heures du matin jusqu'à sept heures du soir, le marquis de Castelnau fut toujours avec son régiment à la portée du pistolet de l'ennemi, et reçut cinq coups de mousquet, dont un le blessa grièvement au bras. Malgré ces blessures, il tint ferme à son poste, jusqu'à ce que, sur un ordre réitéré du duc d'Enghien, il commanda la retraite. Il fut détaché, le 9 du même mois, à la tête de 1000 mousquetaires, pour aller engager les ennemis au combat; mais ceux-ci rebutés, et n'osant hasarder une troisième affaire, prirent le parti de se retirer, en abandonnant leur bagage et une partie de leurs canons. Le marquis de Castelnau continua de signaler sa valeur à la prise des places de Philisbourg, Landau, Worms, Spire, Mayence, etc., etc. Employé, en 1645, à l'armée d'Allemagne, sous les ordres du duc d'Enghien, il rendit un service des plus importants à la bataille de Nortlingue, le 3 août. Les Impériaux s'étaient retranchés dans le village d'Alterem, dont ils avaient barricadé les rues et crénelé les maisons. Trois cents de leurs mousquetaires étaient postés dans le clocher de ce village, dont l'église et les carrefours étaient gardés par des cuirassiers, et ces divers moyens de défense étaient appuyés par toute leur infanterie. Le marquis de Castelnau ayant été chargé d'attaquer avec l'infanterie française le village d'Alterem, dont l'occupation était indispensable pour assurer le gain de la bataille, il mena ses troupes à l'ennemi. La résistance qu'il éprouva fut des plus vigoureuses, et l'on se battit de part et d'autre avec un égal acharnement; mais enfin le village fut enlevé. Mercy, qui commandait les Impériaux, fut tué à l'attaque du marquis de Castelnau, qui eut lui-même deux chevaux tués sous lui, et reçut six coups de mousquet sur son corps ou dans ses armes. Une de ces mousquetades lui ayant percé l'aine droite, la vessie et le haut de la cuisse gauche, la blessure fut jugée mortelle; mais il fut assez heureux pour en guérir. En récompense de ses services, il obtint le grade de maréchal-de-camp, que S. M. lui conféra, le 16 du même mois d'août. Il leva, par commission du 14 mars 1646, un régiment d'infanterie de son nom.

Employé, la même année, au siége de Mardick, il fit un logement à sa garde sur la contrescarpe; repoussa avec sa vigueur ordinaire une sortie des assiégés; et quoiqu'il eût reçu deux coups, l'un à la tête et l'autre à la cuirasse, il ne quitta point la tranchée, où le duc d'Enghien le trouva soutenant le choc des assaillants. Mardick fut pris, le 24 août. Au siége de Dunkerque, qui capitula, le 7 octobre suivant, le marquis de Castelnau fit encore sur la contrescarpe un logement, qu'il maintint contre toutes les attaques des assiégés. Chargé de jeter des troupes dans Béthune, il s'acquitta de cette mission avec tant de diligence, que les ennemis, qui menaçaient la place, furent obligés de renoncer à leur dessein. Une maladie le força peu de temps après de quitter l'armée; mais, ayant eu avis qu'il pourrait y avoir un combat vers Landrecies, il s'y fit porter, afin de ne pas manquer une occasion de prouver son zèle pour le service du roi. Ce dévouement fut récompensé par le gouvernement de la Bassée, que le roi lui donna, le 10 juillet de la même année, et auquel on joignit celui de Lens, avec ordre de faire raser cette dernière place. Il fit fortifier la Bassée de manière à mettre cette ville dans un état de défense respectable. Nommé au gouvernement de Brest, en 1648, il se démit alors de celui de la Bassée. Il se démit aussi du régiment du cardinal Mazarin, le 30 mars. Sur les avis que l'on eut des projets de l'ennemi sur Furnes, le marquis de Castelnau reçut l'ordre d'aller servir, seul maréchal-de-camp, et de commander un corps de troupes en Flandre, du côté de la mer, sous les ordres du maréchal de Rantzaw. Pendant qu'on préparait à Dunkerque le secours destiné pour Furnes, le marquis de Castelnau résolut d'enlever une garde de cent chevaux, et se mit en embuscade dans les dunes. Les ennemis, avertis de son dessein par un cavalier allemand qui déserta, firent monter à cheval toute leur cavalerie; mais, afin d'attirer Castelnau dans le piége qu'ils lui tendaient, ils ne lui présentèrent d'abord qu'un escadron de 40 chevaux, à la poursuite duquel il se mit, et dont il prit une partie Il était parvenu à faire rétrograder le reste,

riage de Marguerite de Valois, sa sœur, avec le prince de Navarre. La cérémonie de ce mariage se fit en l'église de Notre-Dame de Paris, le 18 août 1572 (1). Jeanne d'Albret, qui avait précédé son fils à la cour de Charles IX, mourut peu de temps après y être arrivée, et avant la célébration de ce mariage (2). Henri prit alors le titre de roi de Navarre. La cour hésitait si on l'envelopperait dans la proscription des protestants, que l'on devait massacrer le 24 août 1572, jour de la Saint-Barthélemi; et il ne dut, ainsi que le prince de Condé, la vie qu'aux représentations faites par le maréchal de Tavannes. Cependant, le jour de ce massacre, Charles IX, qui avait fait arrêter ces deux princes, les fit appeler, et ne leur donna que trois jours pour faire abjuration du calvinisme. Le roi de Navarre, cédant à la violence qui lui était faite, écrivit au pape; en reçut l'absolution; ordonna le rétablissement du catholicisme dans ses états, et y défendit l'exercice de la religion prétendue réformée. Ayant été mis en liberté, on l'envoya servir, en 1573, contre les calvinistes, au siége de la Rochelle, sous les ordres du duc d'Anjou. Étant entré, en 1574, dans la cabale des *politiques* ou *malcontents*, on lui donna des gardes; mais Henri III le remit en liberté, lorsqu'il revint de Pologne pour succéder à Charles IX. Après avoir vécu avec une apparente indifférence au milieu des troubles qui agitaient le royaume, il s'échappa de la cour, en 1576; se retira avec plusieurs de ses amis dans son gouvernement de Guienne, et envoya des députés à une conférence qui se tint à Moulins, et dont le résultat fut d'adresser au roi une requête expositive des demandes du roi de Navarre. Henri voulait une autorité presque indépendante dans son gouvernement de Guienne; la souveraineté dans ses domaines; le paiement des anciennes pen-

---

(1) Henri était alors âgé de 19 ans.

(2) Cette princesse vécut, « n'ayant des femmes que le sexe, l'âme » entière aux choses viriles, l'esprit puissant aux grandes affaires, le cœur » invincible aux grandes adversités. » (*Sang des Bourbons*, par J. A. Jacquelin, Paris, 1819, 1re partie, pag. 8.)

ouvrir la tranchée avec la plus grande célérité. Pour faire avancer plus rapidement les ouvrages, il y coucha toutes les nuits, malgré des pluies presque continuelles. Déjà il était parvenu à faire un logement sur la contrescarpe, lorsque les assiégés proposèrent une capitulation, qui leur fut accordée, le 10 septembre. Son régiment d'infanterie fut licencié à la fin de cette campagne. Créé lieutenant-général, le 12 septembre 1650, après la levée du siége de Guise, auquel il s'était trouvé, il eut ordre d'aller servir en Guienne, sous le maréchal de la Meilleraye. De là, il vint avec le cardinal de Mazarin au siége de Rethel, que le maréchal du Plessis prit le 14 décembre. Il combattit, le 15, les Espagnols, près de cette place, et obtint, le 23, un régiment d'infanterie irlandaise, vacant par la mort du sieur Duval. Créé chevalier des Ordres du roi, le 9 février 1651 (1), il alla d'abord servir en Flandre, sous le maréchal d'Aumont, puis il conduisit en Guienne les troupes qui soumirent la Rochelle. On l'employa au siége d'Angers, qui se rendit par capitulation. Il se saisit de Lagny; et, quoique malade, il se trouva à la reprise de Château-Porcien. Il se démit, au mois de septembre, de son régiment irlandais, et en leva, par commission du 5 décembre suivant, un de cavalerie de son nom, qu'il conserva jusqu'à sa mort. Employé au siége de Vervins, sous le maréchal de Turenne, il attaqua et enleva le faubourg de cette place, qui se rendit, au mois de janvier 1653. La ville de Mouzon étant assiégée par M. de Turenne, le marquis de Castelnau, seul lieutenant-général employé à ce siége, joignit aux devoirs et aux périls de sa charge les fonctions d'ingénieur, parce qu'on manquait d'officiers de cette arme. Pendant toute la durée du siége, il ne quitta les ouvrages ni jour ni nuit, et l'on dut en grande partie à ses soins et à ses talents la prise de Mouzon, qui capitula le 26 septembre. Il concourut ensuite à l'investissement de Sainte-Ménéhould, qui se rendit le 26 novembre. A ce dernier siége,

(1) Il mourut avant d'être reçu.

il emporta un ouvrage qui flanquait le fossé. Les assiégés ayant repris cet ouvrage, il le leur enleva de nouveau; attacha le mineur au bastion; y fit un logement qu'on lui disputa long-temps, et s'y maintint. Il avait reçu plusieurs coups dans ses armes, à l'ouverture des tranchées; et deux gentilshommes, ses parents, y avaient été tués près de lui, ainsi que deux de ses domestiques. Il commanda seul le siége de Tanne, dont il se rendit maître, et y fut très-dangereusement blessé au bras, en arrachant une palissade, pour donner l'exemple à ses soldats, parmi lesquels il s'était mêlé. Après cette conquête, il mit ses troupes en quartiers d'hiver, et conclut, par ordre du roi, un traité avec le comte d'Harcourt, qui remit Brisack. Étant guéri de sa dernière blessure, le marquis de Castelnau alla, au commencement de la campagne de 1654, servir au siége d'Arras, où il eut un cheval tué sous lui. Son poste était à l'infanterie, lorsqu'on força devant cette place les lignes des Espagnols. Commandant l'armée, qui fut laissée sur la frontière pendant l'hiver, il surprit la ville basse du Catelet; y tua ou prit tous les hommes composant 3 régiments ennemis: brûla la ville, et rendit libres les chemins du Quesnoy, où il mena, en personne, deux grands convois. En 1655, il fut chargé de la conservation de cette même place pendant le siége de Landrecies. Il s'empara de Bovines; concourut à la prise de Condé, le 18 août, et à celle de Saint-Guilain, le 25. La défense de ces deux dernières places lui ayant été confiée, ainsi que le commandement-général dans le Hainaut, il battit plusieurs postes espagnols, et leur enleva un grand convoi qu'ils menaient à Valenciennes. Nommé, par lettres du roi du 6 juin 1656, pour commander l'armée de Flandre en l'absence du maréchal de Turenne, en qualité de lieutenant-général, et pour donner des ordres aux autres lieutenants-généraux sous lui, il passa trente nuits entières dans la tranchée devant la place de Valenciennes, qui fut investie le 15 du même mois, et qu'on ne put prendre. Il eut, à ce siége, son chapeau percé d'une balle. Il prit la Capelle, le 27 septembre, après trois jours d'un siége, pendant lequel il reçut un coup de mousquet dans ses ha-

bits. M. de Turenne, ayant été obligé de marcher sur la Meuse au secours du maréchal de La Ferté, laissa une partie de son armée sous le commandement du marquis de Castelnau. Celui-ci fit observer les Espagnols avec le plus grand soin ; et, ayant été averti par ses coureurs qu'ils revenaient sur Mons, il dépêcha MM. de Hocquincourt et de Rosepaire, avec 500 chevaux chacun pour aller à Ardres. Cette expédition suffit pour rompre les desseins de l'ennemi. Il commanda un quartier au siége de Saint-Venant, qui se rendit, le 27 août 1657 ; prit la Mothe-aux-Bois, le 13 septembre, et peu de temps après le fort d'Anuin. Au siége de Mardick, qui se rendit le 3 octobre, le marquis de Castelnau se signala dans l'attaque qu'il fit de la contrescarpe, à la tête du régiment de Picardie. Employé comme lieutenant-général au siége de Dunkerque, que l'on investit dans la nuit du 4 au 5 juin 1658, il fut de toutes les attaques et de tous les travaux qui eurent lieu à cette occasion. Le maréchal de Turenne ayant jugé convenable de sortir de ses lignes devant Dunkerque, pour aller offrir le combat aux ennemis, il en résulta la célèbre bataille des Dunes, gagnée sur les Espagnols, le 14 juin. A cette bataille, le marquis de Castelnau, ayant le commandement de l'aile gauche (1), rompit d'abord la cavalerie espagnole, qu'il chassa de la Dune ; puis il chargea deux escadrons, dont un appartenait au duc d'York ; les repoussa ; dégagea un bataillon anglais qui s'était emparé de la Dune, et tomba enfin sur 3 bataillons espagnols, auxquels il fit mettre bas les armes. La valeur que déploya le marquis de Castelnau dans cette journée, où il eut son cheval blessé de deux mousquetades, fut admirée, ainsi que la conduite et le bon ordre qu'il apporta dans la disposition de ses troupes, et particulièrement par-

---

(1) Par suite de la disposition des rangs, un bataillon anglais qui servait avec l'armée française, se trouva placé sous les ordres du marquis de Castelnau. Les Anglais eurent tant de joie de servir sous sa conduite, qu'ils lui rendirent les mêmes honneurs qu'à leurs princes, et l'accueillirent, en jetant leurs chapeaux en l'air et criant tous ensemble : *Bataille et Castelnau*.

bon catholique, lui fit ouvrir les yeux sur les terribles conséquences de la ligue, et forma avec lui une alliance offensive et défensive (1). Trop faible pour tenir contre les armées royales répandues dans la Guienne, le roi de Navarre se rendit d'abord à la Rochelle, en attendant les secours qu'il espérait; mais l'inaction n'étant point du tout de son goût, il obtint des Rochelais 1200 fantassins, avec lesquels il fit attaquer Talmont. Il leva encore 2000 hommes aux environs de la Rochelle et les conduisit, sur trois vaisseaux, devant Talmont qui se rendit. Il mena ses troupes à Chisai, dans le Haut-Poitou, et le gouverneur de cette ville ne capitula que lorsque sa garnison manqua de tout. Il apprit à ce siége que les troupes protestantes d'Allemagne étaient prêtes à entrer en France. Il s'empara de Sauzay et de Saint-Maixant. Renforcé de 200 chevaux et de 1500 hommes, il entreprit le siége de Fontenay, la seconde place de guerre du Poitou, et en força les faubourgs après trois assauts. Pour réduire la ville, il eut recours à la sape, et conduisit lui-même les travaux, qui furent poussés si loin, que du logement du mineur on entendait la voix des soldats de la garnison employés à la garde des parapets. Le roi de Navarre ayant le premier reconnu cette circonstance, adressa la parole aux assiégés, du fond de ce souterrain, et se fit reconnaître. La surprise des assiégés fut extrême, ils demandèrent à capituler; et Henri ayant dicté les articles de la capitulation, ils ne voulurent d'autres sûretés que sa parole. Il se saisit de l'abbaye de Maillezan, de Mauléon, du château de la Garnache, et manqua Niort et Parthenay. Étant informé de l'approche de l'armée que l'on envoyait contre lui, sous les ordres du duc de Joyeuse, il fit démanteler et raser la plupart des villes qu'il avait prises, et vint de nouveau s'enfermer dans la Rochelle. En 1587, Joyeuse ayant repris quelques-unes de ces villes, quitta son armée et revint à la cour. Les soldats catholi-

(1) Ils n'écrivirent rien en cette occasion, et se contentèrent de se donner réciproquement la foi de chevalier.

par Le Laboureur, Bruxelles, 1731, *tom. III, in-fol., pag.* 113 *et suivantes; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 111; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VII, pag.* 328; *Gazette de France.*)

DE **CASTELNAU**, *voyez* D'ALBIGNAC.

DE **CASTELNOUVEL**, *voyez* D'AUBUSSON.

DE **CASTELPERS**, *voyez* BORIE.

CASTEX (Bertrand-Pierre, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Pavie en Languedoc, le 24 juin 1771. Il entra au service, le 15 juillet 1792, en qualité de maréchal-des-logis de la compagnie franche du département du Gers; fut nommé sous-lieutenant au 24ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 18 août 1793, et lieutenant au même régiment, le 1ᵉʳ juillet 1795. Il fit les campagnes de 1794 et 1795 à l'armée des Pyrénées-Occidentales, et celles de 1796, 1797, 1798, 1799 et 1800 à l'armée d'Italie. Il avait été nommé capitaine au 24ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 7 janvier 1797, et chef d'escadron au même régiment, le 22 décembre 1800. Employé en cette dernière qualité à l'armée d'Espagne, en 1801 et 1802, il fut fait major du 20ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 29 octobre 1803. En 1806, il fit la campagne contre les Prussiens; se distingua à la bataille d'Iéna, le 14 octobre, et y fut fait colonel du même régiment, sur le champ de bataille. Il servit, en 1807, à la grande-armée d'Allemagne; se signala en différentes occasions, et notamment aux batailles d'Eylau et de Friedland, et obtint, en récompense de ses services, la croix de commandant de la Légion-d'Honneur, qui lui fut accordée, le 11 juillet. Napoléon lui conféra, en 1808, le titre de

---

ses petites pièces de poésie répandues dans différents recueils. On a encore d'elle *les Lutins de Kernosi*, roman plein d'esprit et de grâce; les *Contes des Fées*, en 2 volumes; et *le Voyage de campagne*, écrit avec agrément.

baron avec une dotation. Le colonel Castex commanda son régiment dans la campagne de 1809 contre l'Autriche; et s'étant fait remarquer par des actions d'éclat à la bataille de Wagram, le 6 juillet, il fut créé général de brigade, le 21 du même mois. Il servit, en 1810 et 1811, au camp de Boulogne; fut employé, en 1812, dans la grande-armée de Russie; donna des preuves de valeur et de conduite aux combats d'Ostrowno et de Polotsk, et fut blessé, le 27 novembre, d'un coup de baïonnette à la cuisse, au passage de la Bérésina, pendant la retraite de Moscou. En 1813, il fut fait général-major des grenadiers à cheval de la garde impériale; servit en cette qualité à la grande-armée d'Allemagne; se trouva aux combats sous les murs de Dresde, et fut blessé d'un coup de sabre au genou à l'affaire d'Altembourg. Il obtint le grade de général de division, le 28 novembre de la même année. Vers la fin du mois de décembre suivant, il servait à l'armée du Nord, en Hollande, sous les ordres du général Lefebvre-Desnouettes. Employé à la même armée, en 1814, il reçut en Belgique, vers le 23 janvier, un ordre du général en chef comte Maison, pour commander un détachement de 1200 hommes d'infanterie, 800 chevaux et 2 pièces de canon, et aller reconnaître la position dans laquelle se trouvait le corps d'armée du maréchal duc de Trévise. Chemin faisant, il rencontra près de Saint-Tron 2 régiments de Cosaques russes, qui tournèrent bride à son approche, et se replièrent en toute hâte sur le faubourg de Liége. Les ayant poursuivis vivement, il était prêt de les atteindre et de les sabrer, lorsque le corps entier des Cosaques de Czernichew accourut avec 2 pièces d'artillerie. Les Français furent bientôt tournés par une portion des ennemis et chargés par l'autre. Obligés de se replier à leur tour sur Saint-Tron, ils perdirent une centaine d'hommes; et le général Castex fut lui-même blessé d'un coup de feu à la poitrine. Il continua cependant à servir pendant tout le reste de la campagne; eut part aux diverses opérations de retraite que fit l'armée; battit près de Lielle deux colonnes ennemies, venues par Chornaing et Bouvines; leur fit une

soixantaine d'hommes prisonniers, et leur en mit une centaine hors de combat. Après l'abdication de Buonaparte, le général Castex fit sa soumission à S. M. Louis XVIII, qui le créa chevalier de Saint-Louis, le 13 août 1814. Napoléon Buonaparte étant revenu en France, en 1815, le baron Castex fut employé par lui dans le corps du Jura, sous les ordres du général en chef Lecourbe. Après les *cent jours*, le général Castex fut classé parmi les officiers en non-activité; mais, en 1818, S. M. lui donna le commandement de la 6ᵉ division militaire. Il fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en mai 1821. (*Brevets et états militaires, annales du temps.*)

CASTIGLIONE, *voyez* AUGEREAU.

DE CASTILLON (N,...), *baron de Saint-Victor, lieutenant-général*, servit dans la légion royale, et fut ensuite nommé commandant-général des troupes du roi dans les Iles-sous-le-Vent. On le créa brigadier d'infanterie, le 20 février 1761; maréchal-de-camp, le 16 avril 1767, et lieutenant-général, le 1ᵉʳ mars 1784. (*Etats militaires.*)

DE CASTRIES, *voyez* LA CROIX *et* DE BEAUVAU.

LE CAT (Jean-Baptiste-Maximilien-Joseph-Antoine), *baron de Bazancourt, maréchal-de-camp,* né au Bois-de-Molle en Picardie, le 19 mars 1767. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1ᵉʳ septembre 1817, pour la retraite du grade de maréchal-de-camp, après 46 ans 9 mois et 9 jours de service.

CATHELINEAU (Jacques), *généralissime des armées vendéennes*, naquit au bourg de Pin-en-Mauge dans l'Anjou, le 5 janvier 1759. Il exerça d'abord la profession de maçon, puis devint voiturier et marchand colporteur. Il ne s'était encore distingué que par sa dévotion, sa probité et ses bonnes mœurs, lorsque la révolution française éclata. Il ne tarda pas à s'y montrer opposé. Après l'assas-

donné à Saint-Germain-en-Laye, le 28 avril 1543 (1), le commandement de l'armée de mer du Levant, et il eut ordre de se joindre à Barberousse, qui devait venir attaquer Nice avec les armées françaises de terre et de mer. En attendant le général turc, il attaqua Nice, et y fut battu par suite d'une trahison. Les flottes turque et française s'étant jointes à Marseille, elles en partirent le 5 août de la même année pour faire le siége de Nice, qui se rendit le 22. On attaqua ensuite le château, dont on fut obligé, faute de vivres, de lever le siége, le 8 septembre. Le roi donna au comte d'Enghien le gouvernement général du Piémont, sur la démission du maréchal d'Annebaut; par provisions du 6 décembre (2), et par pouvoir donné à Fontainebleau, le 26 du même mois (3), il lui confia le commandement de l'armée qu'il envoyait dans ce pays. En 1544, le comte d'Enghien prit les villes de Pallezol, de Crescentino, de Desannes et de Carmagnolles. Le 12 avril de la même année il livra bataille au marquis du Guast, général des troupes de l'empereur Charles, près Cérisoles. Étant placé au corps de bataille, le comte d'Enghien s'aperçut que les Italiens et les Grisons de la gauche de l'armée française abandonnaient leurs capitaines; il y accourt suivi de quelque cavalerie, et charge l'ennemi, dont il enfonce les bataillons; dans une seconde charge qu'il fit, les Grisons et les Italiens ayant pris la fuite, il se trouva investi de toutes parts par l'infanterie espagnole et allemande; mais, à la tête de 100 cavaliers qui lui restaient, il tint ferme contre 4000 hommes qui l'attaquaient. Ceux-ci apprenant alors la défaite du reste de leur armée, commencèrent à se retirer. Le comte d'Enghien les fit charger en flanc par 50 chevaux, et tomba avec le reste de sa compagnie sur l'arrière-garde de cette troupe ennemie, qu'il tua ou fit prisonnière. Les Français ne perdirent pas 300 hommes dans cette journée, qui

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres, manuscrits de Béthune.

(2) Elles sont rapportées dans les manuscrits de Béthune.

(3) Comptes de l'extraordinaire des guerres, et manuscrits de Brienne, à la bibliothèque du roi.

re. Chemin faisant, elle se recrute de tous ceux que Cathelineau parvient à convaincre et à enflammer. Elle arrive enfin devant Jallais, forte d'environ 200 hommes presque tous armés de bâtons, de fourches et de faux emmanchées à l'envers. Jallais avait été occupé par un détachement de 80 républicains, postés avantageusement sur les hauteurs du château, dans un retranchement défendu par un canon de 6, nommé *le Missionnaire*. Arrivé à portée des républicains, Cathelineau s'adresse à sa troupe et lui dit : « Voilà nos plus cruels ennemis ; courons sur eux, et que » tout ce qui résistera soit détruit. » Un coup de canon part; mais la pièce étant mal dirigée, elle ne fait aucun mal à la troupe de l'intrépide Cathelineau. Celui-ci franchit le coteau à la tête des siens; enlève le poste en dix minutes; fait prisonnier tout ce qui résiste; oblige le reste à prendre la fuite, et s'empare de la pièce de canon. Il était midi. Après s'être saisi des armes des vaincus, Cathelineau dit à ses soldats : « Ce beau jour doit être mar- » qué par plus d'une victoire »; et, sans perdre de temps, il les dirige sur Chemillé, petite ville située à deux lieues de Jallais, et défendue par 200 hommes et 3 grosses coulevrines (1). A l'approche des insurgés, les républicains du pays se joignent à la troupe soldée, et se préparent à faire une vigoureuse résistance. Cathelineau, sentant que la victoire serait disputée, fait d'abord attaquer les flancs des bleus (2); et, lorsqu'il juge le combat assez engagé, il se précipite en tête du gros de sa colonne sur le centre de la position des ennemis. Devançant les siens, il se bat corps à corps avec un républicain, et est prêt à succomber, lorsqu'un paysan, accouru à son secours, tue son adversaire. Cependant sa colonne avance avec intrépidité sous un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie. Toute la tactique

---

(1) La coulévrine est une pièce d'artillerie, plus longue que les canons ordinaires.

(2) C'est le nom que les Vendéens donnaient aux soldats républicains, dont l'uniforme était effectivement de couleur bleue.

des soldats de Cathelineau consistait à courir sur l'ennemi, aussitôt qu'une décharge avait été faite, et avant qu'un second coup pût être tiré. Ce fut par ce moyen qu'après une demi-heure seulement d'engagement, les Vendéens avaient déjà renversé les défenseurs de Chemillé. Les républicains furent mis en déroute avec perte d'un bon nombre d'hommes tués, d'une centaine faits prisonniers, et des 3 coulevrines qui restèrent au pouvoir des royalistes. Les succès remportés par Cathelineau ayant été bientôt connus dans la contrée, il lui vint de toutes parts de nombreux renforts; et, dès le 14 mars, sa troupe pouvait être forte d'environ 3000 hommes. Après le combat de Chemillé, il avait dit aux siens : « Demain nous serons à Chollet. » Effectivement, il se présente, le 15, devant cette place, défendue par 500 hommes de troupes réglées, auxquels s'étaient joints beaucoup de patriotes, et par 4 pièces d'artillerie. A la vue des insurgés, la garnison de Chollet sort de la place et marche au-devant des royalistes; mais ces derniers, tombant tête baissée et avec une effrayante impétuosité sur les bleus, les enfoncent, les poursuivent, et entrent avec eux pêle-mêle dans Chollet. Les Vendéens restèrent maîtres de cette ville, qui était un chef-lieu de district (1), et où ils trouvèrent des armes, des munitions, et 4 pièces de campagne, dont une, nommée *la Marie-Jeanne*, devint non moins fameuse que *le Missionnaire* dans les guerres de la Vendée. Le 16 mars au matin, Cathelineau rassembla son armée; et, après y avoir incorporé tous ceux qui étaient venus le joindre et s'être fait reconnaître pour chef, il marcha sur Vihiers, où il savait que les républicains se réunissaient en forces pour venir l'attaquer dans Chollet. Il partagea son armée en trois corps, et plaça les prisonniers faits dans les précédentes affaires derrière son artillerie de campagne, qui était au centre. Arrivé en vue de l'ennemi, il fait avancer ce centre, et recommande à ses soldats de

(1) Le marquis de Beauveau, l'un des administrateurs de ce district, fut tué du premier coup de canon, parti des rangs vendéens.

marcher éparpillés ; de s'approcher furtivement des bleus, et de tomber sur le canon. Cet ordre s'exécute, et l'artillerie républicaine, faisant une décharge, n'est funeste qu'à la colonne des prisonniers (1). Avant qu'une seconde décharge puisse avoir lieu, les Vendéens, qui s'étaient mis ventre à terre, se relèvent, s'élancent sur une pièce de canon appelée *la Rustique*, et s'en emparent (2). Bientôt toutes les colonnes fondent sur l'ennemi, l'enfoncent à coups de bâton, de pique et de baïonnette, tuent ou font prisonniers un bon nombre d'hommes, et forcent le reste à fuir en désordre sur Doué et Saumur. Le lendemain, 17 mars, la troupe de Cathelineau se dirigea sur Chemillé. Le 18, elle poursuivit et mena battant, dans un espace de deux lieues, un corps de 1500 républicains, auxquels elle enleva un convoi de munitions. Le 19, Cathelineau, informé que les bleus se trouvaient en force à Chalonne, Saint-Florent et aux environs, rassembla à la hâte son armée, alors forte d'environ 10,000 hommes, et se fit précéder d'une sommation que deux prisonniers de guerre furent chargés de remettre aux autorités. Celles-ci ayant décidé que Chalonne serait défendu jusqu'à la dernière extrémité, Cathelineau, arrivé à onze heures du soir devant la ville, la fit investir, et donna ses ordres pour l'attaquer le lendemain à la pointe du jour. Ces préparatifs répandirent d'abord l'effroi parmi les gardes nationales; et les troupes de ligne étant elles-mêmes découragées, Chalonne fut évacué et abandonné sans coup férir aux

---

(1) Vie de Jacques Cathelineau, Paris, 1821, pag. 15.

(2) La manière dont les Vendéens s'emparaient des canons, dans les commencements de la guerre, était pleine d'audace et d'adresse, et nous paraît digne d'être citée. Les paysans, connus par leur force et leur agilité, étaient chargés de cette opération. Précédant la colonne, ils marchaient en désordre, armés seulement de gros bâtons, et s'approchaient furtivement de l'ennemi. Dès qu'ils voyaient mettre le feu à la mèche, ils se jetaient à terre, se relevaient après le coup, et répétaient cette manœuvre, jusqu'à ce qu'ils fussent assez près pour assommer les canonniers ou les mettre en fuite.

Vendéens. Depuis le 19 mars, jour de la reprise de Chalonne, jusqu'aux premiers jours d'avril, l'armée vendéenne n'eut aucun engagement important avec les républicains; mais les royalistes s'emparèrent sans obstacles d'un grand nombre de villes et de bourgs. M. d'Elbée, qui avait le commandement d'une forte division d'insurgés vendéens, ayant voulu attaquer vers Angers les républicains commandés par le général Berruyer, réunit à cet effet plusieurs corps royalistes, parmi lesquels se trouvait celui de Cathelineau. L'attaque contre les bleus eut lieu à Chemillé, le 11 avril; et, dans cette journée, les Vendéens, surtout ceux de la colonne de Cathelineau, obtinrent d'abord des avantages sur l'ennemi; mais plusieurs divisions royalistes ayant été battues, cet échec et le défaut de munitions obligèrent l'armée vendéenne à faire retraite, et à se porter sur Beaupréau, où elle se rallia pour marcher sur Chollet. Chemin faisant, cette armée attaqua une faible division de républicains, commandés par le général Lygonnier, qui occupait Coron et Vezins. Ce général, jugeant qu'il ne pourrait pas tenir contre les forces vendéennes, très-supérieures aux siennes, prit le parti de la retraite; et déjà il commençait à l'effectuer, lorsque Cathelineau, sortant de Vihiers, vint fondre sur les bleus avec une intrépidité qui les étonne et les ébranle. Malgré leur défense courageuse et opiniâtre, les républicains sont bientôt cernés de toutes parts, forcés de fuir pour éviter une mort certaine, et poursuivis par les royalistes qui en font un grand carnage. Toute l'artillerie et les munitions des patriotes tombent au pouvoir des vainqueurs, qui font en outre 600 prisonniers. 160 grenadiers, échappés à ce désastre, s'étant jetés dans le château de Boisgroleau, s'y retranchèrent; mais Cathelineau les y assiégea, et les força à se rendre le troisième jour (1). D'Elbée et Cathelineau résolurent, le 22,

(1) L'épuisement des vivres et une démonstration faite par Cathelineau pour incendier le château, déterminèrent ces braves soldats à capituler.

d'attaquer Beaupréau, défendu par 2 bataillons de la garde nationale d'Angers. L'armée royaliste arrive inopinément, le 23, devant Beaupréau; et Cathelineau, sans perdre un instant, fait réunir des planches, dispose sa troupe en 2 colonnes pour effectuer le passage de la Sèvre, et marche au centre avec 4 pièces de canon. Bientôt il a démonté une des pièces de l'artillerie des républicains; et son attaque étant secondée par celle que la division Bonchamp faisait en même temps sur un autre point, il aborde vivement les gardes nationaux. Ceux-ci, épouvantés par la manœuvre des Vendéens qui se précipitent en aveugles sur les canons (1) et sur les baïonnettes, plièrent en désordre et prirent la fuite. Les royalistes entrèrent à Beaupréau, après avoir ramassé sur le champ de bataille 6 pièces de canon avec leurs caissons, et fait un assez grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvait un escadron des dragons de Roussillon, dont les chevaux servirent à remonter la cavalerie vendéenne. Après avoir été battu aux Aubiers, le 25 avril, par Henri de Larochejacquelein, l'un des chefs royalistes, le général républicain Quetineau s'était retiré à Thouars, ville du département des Deux-Sèvres, anciennement fortifiée, située sur une hauteur, et que sa position met à l'abri d'un coup de main. L'armée vendéenne vint cependant attaquer Thouars, le 5 mai, et s'en rendit maîtresse, après un combat qui dura deux heures, et dans lequel Cathelineau se conduisit avec sa bravoure accoutumée. Le général Quetineau fut fait prisonnier de guerre avec toute sa division, forte d'environ 5000 hommes. Plus de 1000 républicains étaient restés morts sur le champ de bataille, où les royalistes s'emparèrent de 5 à 6000 fusils, de 12 pièces de canon et de 20 caissons. Après cette expédition, l'armée vendéenne

---

(1) Les canonniers du département d'Eure-et-Loir se firent tuer sur leurs pièces qu'ils ne voulurent point rendre. Une compagnie de la garde nationale de Luynes se fit également hacher presque tout entière, en se défendant avec la plus grande intrépidité.

se sépara en deux portions, dont une marcha sous la conduite de d'Elbée et de Cathelineau, et se dirigea sur Parthenay : elle en chassa le général Chalbos, et s'empara de la Chateigneraie et de Vouvant. Chalbos se retira à Fontenay, qu'il se disposa à défendre avec 3000 hommes. Le 16 mai, Cathelineau rassemble sa colonne et la dirige sur Fontenay. Chalbos sort de cette ville, et s'avance contre les royalistes, auxquels il présente le combat. Supérieurs en nombre, ces derniers se précipitent avec force sur l'ennemi et le font plier; mais une charge de cavalerie ordonnée par Chalbos arrête ce mouvement. Chalbos attaque à dos les royalistes, les culbute, et les met en déroute avec perte de 400 hommes, de 24 canons, parmi lesquels se trouvait *la Marie-Jeanne*, et de beaucoup de bagages et de munitions. Cette défaite ne découragea pas Cathelineau. Dans une courte harangue adressée aux troupes, le 24 du même mois, il assura que si elles voulaient le seconder, bientôt elles auraient repris ce qu'elles avaient perdu à Fontenay. Effectivement l'armée royaliste s'étant présentée de nouveau devant cette ville, le 25, y battit complétement le général Chalbos, qui perdit un grand nombre d'hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Les vainqueurs s'emparèrent en outre dans cette journée, glorieuse pour les armes vendéennes, de 42 pièces de canon, des bagages de l'ennemi et de sa caisse militaire, contenant 22 millions en assignats. Après la prise de Fontenay, l'armée vendéenne se dispersa momentanément dans la partie qu'on appelle le Bocage. S'étant réunis de nouveau, vers les premiers jours de juin, au nombre d'environ 40,000 hommes, les royalistes marchèrent sur Saumur. La division Cathelineau, qui avait pris sa route par Doué, délogea, le 7 du même mois, le général Lygonnier des hauteurs de Concourson. Dans cette affaire, Cathelineau eut un cheval tué sous lui par un boulet de canon. Dans la nuit du 8, il concourut à la défaite du général Salomon, qui donna dans une embuscade près de Montreuil, et fut obligé de s'enfuir à Niort, après un combat de trois heures, dans

lequel il perdit son canon et ses bagages (1). Le 9, l'armée royaliste se trouva devant Saumur. Sans attendre les ordres de ses chefs, une partie des Vendéens commença l'attaque, en se précipitant sur les postes avancés des républicains. Déjà les colonnes de la droite et de la gauche étaient engagées, lorsque Cathelineau gravit avec sa troupe une hauteur presque en face du château de Saumur; mais ses soldats se trouvant exposés à un feu très-meurtrier, tournent le dos et prennent la fuite. Cathelineau part au galop, gagne la tête des fuyards, leur fait, au nom de la religion, une harangue qu'il termine par ces mots : « Suivez-»moi à l'instant, et ne me quittez plus : il faut vaincre ou »périr en combattant. » Les Vendéens répondent à cet ordre par le cri de *vive le roi quand même!* et reviennent prendre leur poste. Cathelineau s'étant porté seul en avant pour mieux juger la position respective des deux armées, trouva que le plan d'attaque avait été mal conçu; et en ayant adopté un autre, de concert avec M. de Larochejacquelein, il s'empresse de le faire mettre à exécution. Bientôt l'aile gauche des républicains fut mise en déroute, et l'infanterie de leur centre ainsi que leur droite ayant refusé d'appuyer la cavalerie qui avait fourni une belle charge, les Vendéens profitèrent de cette lâcheté d'une partie de leurs adversaires. Ceux-ci prirent la fuite, et furent sabrés par la cavalerie royaliste. Saumur tomba au pouvoir des Vendéens, le 9, et le château, défendu par 1400 hommes, capitula le 10. Dans ces deux journées, les républicains perdirent environ 5000 hommes tués, blessés ou prisonniers (2), 80 pièces de canon, une grande quantité de

(1) L'armée royaliste fit aussi des pertes assez considérables en hommes par le feu de ses propres soldats, qui dans l'obscurité tirèrent les uns sur les autres.

(2) Cathelineau s'entretenant avec un des officiers faits prisonniers, celui-ci, après avoir rendu hommage au courage des Vendéens, ajouta : « En dernier résultat, à quoi réussirez-vous avec une armée sans instruc-»tion ni discipline? » — « Quand nous ne pourrons plus vaincre, répon-»dit Cathelineau, nous réussirons à nous faire tuer. » (*Vie de Jacques Cathelineau*, pag. 73 et 74.)

accidents (1); continua de combattre avec la même ardeur; enfonça plusieurs escadrons, et attaqua le duc de Montpensier. Ce dernier, par sa vigoureuse résistance, donna le temps au duc d'Anjou de venir à son secours. Le prince de Condé ne put résister à ce nouveau choc. Soldat et capitaine en même temps, il arrêta cependant ceux qui pliaient; rallia les fuyards; ranima les uns par ses discours, et fortifia les autres par son exemple. Mais enfin, abandonné des siens; environné par les catholiques; son cheval, percé de plusieurs coups, s'étant renversé sur lui, Condé leva la visière de son casque, et se rendit à Dargence, qui le fit transporter au pied d'un arbre. Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou, apprenant que Condé était prisonnier, accourut en criant : Tue, tue, mordieu ! et lui cassa la tête d'un coup de pistolet. Condé expira le 13 mai 1569. Avec un cœur droit, un esprit fin, une éloquence naturelle, de la hardiesse, de la prudence, du courage, et enfin toutes les qualités qui caractérisent un grand homme, Condé eût des faiblesses, et laissa trop souvent pénétrer ses projets. Il ne manqua à ce prince, né pour la gloire et le malheur de son pays, que de naître dans des temps plus heureux. (*Dépôt de la guerre, Vie des Hommes illustres de l'abbé Perrault, tom. X, pag.* 1; *de Thou, Davila, d'Aubigné, La Popelinière, Brantôme, Moréry, Histoire de France du Père Daniel, Histoire militaire des Suisses, Dictionnaire universel par Chaudon et Delandine, tom. V, pag.* 21; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 387; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V.*)

DE BOURBON (François), *prince de Conti, commandant d'armée,* fils du précédent, naquit le 19 août 1558. Il servit au siége de la Rochelle, en 1573, sous les ordres du duc

daigner se plaindre de ce funeste accident, s'adressa aux gentilshommes qui l'accompagnaient : « Apprenez, leur dit-il avec le plus grand sang-froid, que les chevaux fougueux nuisent plus qu'ils ne servent dans une armée. »

(1) « J'ai encore assez de courage, dit-il, pour donner une bataille. »

Vendéens, ces deux généraux prirent les mesures les plus énergiques pour assurer la défense de ce poste important. La garnison était peu considérable et l'artillerie très-faible; mais la garde nationale et les patriotes nantais qui étaient en grand nombre et pleins d'enthousiasme, offrirent aux généraux républicains un puissant renfort, dont ils surent profiter. Le 27 juin, Cathelineau fit commencer l'attaque par la colonne en tête de laquelle il se trouvait, et qui était dirigée par d'Elbée. Le bourg de Nort fut enlevé, non sans beaucoup de résistance de la part du 3e bataillon de la Loire-Inférieure (1). Le 28, toutes les colonnes vendéennes marchèrent de concert à une nouvelle attaque. A la vue des nombreux bataillons royalistes, 12,000 hommes, dont plus de la moitié gardes nationaux, sortent de Nantes et se précipitent contre l'ennemi; mais après un engagement opiniâtre et des plus sanglants, ils sont obligés de rentrer dans la place. Nantes est bientôt cerné de toutes parts, et attaqué sur neuf points à la fois. A midi, le combat le plus meurtrier avait lieu aux portes de Paris, de Rennes et de Vannes, et partout l'acharnement des assiégés égalait l'ardeur des assiégeants. Une batterie de Cathelineau ayant abattu la barricade armée de canons, qui défendait la porte dite de Rennes, le généralissime vendéen, qui voit ses soldats exposés à un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie, s'écrie : « Je perdrai plus utilement dans la ville les braves qui périraient ici. » Aussitôt il met pied à terre; rassemble 300 hommes, parmi lesquels sont ses frères, ses parents et ses amis; court avec eux sur la brèche; tue tout ce qui s'y rencontre; s'empare de la barricade ainsi que du canon; et, poursuivant, à l'arme, blanche les républicains qui fuient devant lui, il arrive avec sa troupe jusque sur la place de Viarme. Là s'engage un combat avec les troupes que commandait le général Beysser, et la victoire semblait ne pou-

(1) Le brave Meuris, commandant ce bataillon, fort de 400 hommes, se fit hacher à son poste avec toute sa troupe, moins 17 soldats qui parvinrent à regagner Nantes, en emportant le drapeau du bataillon.

même contraint de se sauver, dans la journée du 24 du même mois. Nommé lieutenant-général commandant à Paris, sous le roi, qui s'en était réservé le gouvernement, par commission donnée à Fontainebleau le 17 de mai 1595, registrée au parlement de Paris le 23 du même mois (1), il y commanda jusqu'au retour du roi. Le gouvernement du Dauphiné étant devenu vacant par la mort du maréchal d'Aumont, il en fut pourvu par provisions du 17 décembre (2), et s'en démit au mois de mars 1602, en faveur de Charles de Bourbon, comte de Soissons. On lui donna le gouvernement d'Auvergne, sur la démission de Charles de Valois, comte d'Auvergne, depuis duc d'Angoulême, par provisions données à Paris le 9 décembre 1612, registrées au parlement de Paris le 9 février 1613 (3). Il conserva ce gouvernement jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 3 août 1614. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne; Histoire militaire des Suisses; Mémoires de Sully; Histoire du Père Daniel; le P. Matthieu; Davila; Histoire de France, par Anquetil, tom. V, pag.* 259, 423 *et* 456.)

DE BOURBON (Charles), *comte de Soissons, commandant d'armée,* frère du précédent, naquit à Nogent-le-Rotrou, le 3 novembre 1566. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1585. Mécontent de la cour, il embrassa le parti du roi de Navarre, en 1587. Il le joignit avec des troupes qu'il avait levées en Normandie, et il marcha avec lui en Saintonge et en Périgord. Il combattit pareillement avec lui à Coutras, le 20 octobre de la même année; et, à la tête de son escadron, il renversa tout ce qui se pré-

---

(1) Registres du parlement au Ier vol. des ordonnances de Henri IV. — Davila, pag. 1162, écrit que le roi, partant pour la Bourgogne, donna au prince de Conti le gouvernement de Paris. Dans la commission qui lui fut expédiée, il est fait lieutenant-général-commandant à Paris, et non gouverneur.

(2) Manuscrits de Sainte-Marthe.

(3) Registres du parlement de Paris, au Ier volume des ordonnances de Louis XIII, coté ZZ, fol. 350.

DE CATINAT DE SAINT-GRATIEN (Nicolas), *maréchal de France*, naquit à Paris, le 1er septembre 1637. Fils du doyen des conseillers au parlement de Paris, sa première éducation fut celle d'un homme destiné à la magistrature; et, lorsqu'elle fut terminée, il se fit recevoir avocat. Choisi pour défendre une cause dont la justice lui paraissait évidente, il la perdit : et ce début malheureux le rebuta à un tel point, qu'il quitta le barreau pour embrasser le parti des armes, plus convenable à son caractère et surtout à son génie. Il entra au service comme lieutenant dans le régiment de cavalerie que commandait M. de Fouville, et fut fait aide-de-camp des armées du roi, le 5 mai 1667. Il servit en ces qualités au siége de Tournay, pris le 24 juin de la même année; à la prise de Douay, le 6 juillet suivant, et à celle de Lille, le 27 août. Louis XIV, témoin d'une action de tête et de courage que fit Catinat, à l'attaque de la contrescarpe de Lille, lui donna, le 2 septembre, pour le récompenser, la lieutenance de la compagnie de Cauvisson, dans le régiment des gardes, corps bien composé, et que le roi regardait comme devant servir de modèle aux troupes et devenir une pépinière de chefs. Catinat continua de servir en Flandre jusqu'à la paix, signée à Aix-la-Chapelle, le 2 mai 1668. Dévenu capitaine au régiment des gardes, le 7 janvier 1670, il servit avec ce régiment à l'armée de Flandre, en 1672; se trouva à la première attaque de la ville d'Orsoy, que le roi prit le 3 juin; au passage du Rhin, le 12; à la prise de Doesbourg, le 21, et à celle d'Unna, le 5 février 1673. Il fut blessé, dans la même année, au siége de Maestricht. Il suivit cependant le roi en Lorraine et en Alsace, d'où il revint à Paris avec ce prince. Il se distingua, en 1674, au siége de Besançon, pris le 15 mai; à l'attaque

» ferme. » Ce Jean de Cathelineau fut tué au combat de Savenay. Pierre Cathelineau, second frère du général, commanda en plusieurs occasions des corps de paysans, et mourut des suites d'une blessure reçue dans une affaire près de Chollet. Joseph Cathelineau périt sur l'échafaud, à Angers, après avoir été pris et couvert de blessures par les républicains, en revenant d'une mission que Jacques, son frère, lui avait confiée.

l'armée du roi, lorsqu'elle emporta les faubourgs de Paris, le 1er novembre 1590. Il servit au siége de Chartres, commencé le 9 février 1591, et terminé le 19 d'avril par la prise de cette ville. Le roi étant occupé au siége de Rouen, en 1592, le comte de Soissons, qui l'y avait suivi, se déroba secrètement du camp, et passa en Béarn. Le mariage qu'il s'était proposé de conclure dans ce voyage, avec Marguerite d'Albret, à l'insu d'Henri, ne put s'accomplir, parce que le roi avait donné ses ordres dans la province, qui se souleva contre le comte de Soissons. En 1594, le roi assiégea la ville de Laon, dans laquelle le duc de Mayenne tenta de faire entrer un secours de cent chevaux et de deux cents arquebusiers. Le comte de Soissons, qui était de garde dans la tranchée le jour de cette tentative, défit la troupe envoyée par Mayenne. Laon se rendit au commencement du mois d'août. Le comte de Soissons suivit le roi en Bourgogne, en 1595; mais il ne partagea point avec ce prince la gloire de cette campagne. Pour avoir un prétexte de se retirer, il prétendit que sa charge de grand-maître de la maison du roi lui donnait le droit de commander les troupes en l'absence du monarque. Ce commandement lui ayant été refusé, il quitta l'armée avec une partie des gens de guerre qu'il avait sous sa conduite. En 1600, le duc de Savoie retenant injustement le marquisat de Saluces, le roi lui déclara la guerre, lui enleva la Savoie, la Maurienne, la Tarentaise, etc. Le comte de Soissons commanda, pendant cette campagne, l'armée, sous le roi, et eut part à toutes les opérations militaires. Le duc de Savoie s'étant enfin résolu à passer les Alpes, pour arrêter les progrès des Français, le comte de Soissons alla à sa rencontre, le 12 novembre, à Esme, et lui barra les chemins. Sur la démission du prince de Conti, il obtint le gouvernement du Dauphiné, le 22 mars 1602 (1). A l'avénement de Louis XIII à la couronne, il passa au gouvernement de Normandie, par provisions du 10 juin 1610 (2), registrées au parlement

(1) Manuscrits de Sainte-Marthe.

(2) *Ibidem.*

Longwy. Il se démit, le 26 juillet suivant, de sa compagnie aux gardes; obtint le gouvernement de Condé, le 21 février 1680, et se démit alors de celui de Longwy. Nommé gouverneur des ville et citadelle de Tournay, le 20 mai 1681, il se démit du gouvernement de Condé. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 16 août de la même année, et le roi le chargea de l'inspection de l'infanterie. La cour de France, qui n'avait pas renoncé au projet de faire occuper par ses troupes la citadelle de Casal, conclut enfin, avec le duc de Mantoue, un traité par lequel celui-ci s'engagea à livrer cette forteresse. Aussitôt que cette nouvelle fut arrivée à la cour, M. de Louvois donna à Catinat l'ordre de quitter son commandement de Flandre, de prétexter des affaires de famille, et de se rendre secrètement à Pignerol, où M. de Saint-Marc, gouverneur de la place. devait le tenir caché. On prétend que Catinat, pour mieux déguiser son arrivée et son séjour à Pignerol, fit prier M. de Saint-Marc de l'envoyer arrêter la nuit, sur le chemin. et de le faire conduire de suite à la citadelle. Quoi qu'il en soit, il y resta ignoré pendant vingt-quatre jours; et, lorsque les troupes aux ordres de M. de Boufflers furent arrivées à Pignerol, il se mit à la tête de 12 bataillons, marcha sur Casal, et entra dans la citadelle, avant qu'aucune puissance pût en être informée. On lui donna, par provisions du 3 février 1682, le gouvernement de cette place, et il se démit alors de celui de Tournay. Catinat déploya toute la vigueur et la justice qui faisaient la base de son caractère, pour rétablir, parmi les troupes de la garnison de Casal, une discipline et une subordination dont elles manquaient essentiellement. Sans être l'esclave d'aucuns préjugés, il fit adopter à ses troupes les usages et les coutumes du pays, afin que les militaires vécussent en bonne intelligence avec les habitants. Il donna le projet des nouvelles fortifications à faire à Casal, et s'entendit, à ce sujet, avec M. de Vauban. Lorsque sa présence ne fut plus jugée indispensablement nécessaire à Casal, on lui donna, par ordre du 3 février 1686, le commandement des troupes que le roi envoyait au duc de Savoie, pour être em-

ployées contre les calvinistes, et il parvint à soumettre ceux des vallées de Lucerne, de Saint-Martin, de Bobbio et de Villar, qui furent forcés de se rendre à discrétion. En récompense de ce service signalé, le duc de Savoie lui fit don d'une boîte de grand prix, ornée de son portrait. Après cette expédition, il retourna à Casal, où il continua de donner ses soins aux fortifications. Il quitta cette place, en 1687, pour se rendre à Luxembourg, dont le gouvernement lui avait été accordé, le 25 juillet, sur la démission du maréchal de Boufflers. Modeste et désintéressé, Catinat fit son entrée dans cette ville à pied et enveloppé dans son manteau, pour éviter les dépenses qu'occasionait aux villes l'arrivée d'un nouveau commandant. Son premier acte d'autorité dans Luxembourg fut le refus qu'il fit positivement des offres que lui firent les habitans de ce qu'on appelait le *traitement du pays* (1). Il n'accepta, par la suite, ce traitement que par les ordres du roi. Il commanda le camp de la Meuse, par lettres du 8 mai 1688, et leva un régiment de dragons de son nom, par commission du 20 août suivant. Créé lieutenant-général, le 24 du même mois, il alla servir, par lettres du 16, à l'armée d'Allemagne, sous monseigneur le dauphin et le maréchal de Duras. Il leva un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 24 octobre de la même année. Le roi ayant dessein d'envoyer des troupes, pour protéger la liberté du chapitre de Cologne dans la nomination d'un nouvel électeur, Catinat fut chargé de reconnaître la ville d'Aix-la-Chapelle et le pays de Juliers. A son retour à Luxembourg, il y trouva ses lettres de lieutenant-général et l'ordre de se rendre en secret devant Philisbourg. On avait résolu le siége de cette place; et c'était M. le dauphin qui devait le commander, ayant pour conseils Catinat et Vauban. Ce siége

---

(1) Ce trait de désintéressement était d'autant plus admirable, que le revenu de Catinat était très-modique. A la fin de l'année, il pria le ministre de lui continuer une gratification de 2000 écus qui, *les années précédentes, lui était de commodité, mais, celle-ci, de nécessité.*

ayant été commencé, Catinat y déploya autant de conduite que de courage et d'activité. Un jour qu'il s'agissait d'attaquer un ouvrage avancé, 12 grenadiers et 12 fusiliers du régiment d'Auvergne y marchèrent sans hésiter : Catinat se mit à leur tête, et chargea le premier l'ennemi, qui, malgré une vigoureuse résistance, fut forcé d'abandonner ce poste. Le gouverneur de Philisbourg fit sortir sa garnison, reprit le poste, et culbuta le régiment d'Auvergne qui gardait la tranchée, et dont les ouvrages n'étaient pas perfectionnés. A la voix de Catinat, ce brave régiment se rallie et repousse l'ennemi derrière ses remparts. Pendant l'action, Catinat tombe, atteint d'un coup de feu qui lui avait effleuré le haut de la tête; aussitôt la consternation se répand sur tous les visages, mais elle fait place à une joie vive, lorsqu'on apprend que la blessure n'est pas dangereuse. Philisbourg s'étant rendu le 27 octobre, M. de Louvois donna à Catinat l'ordre de mettre à exécution le pays de Juliers et de Limbourg (1). Après cette expédition, qu'il fit en alliant le service de l'état avec les lois sacrées de l'humanité (2), il retourna à Luxembourg, pour s'occuper de la formation de ses deux régiments. Il leva une compagnie franche, sous le nom de volontaires de Luxembourg, par commission du 10 juillet 1689, et fut employé, cette même année, dans l'armée du maréchal de Lorges. On lui

---

(1) L'ordre de Louvois était conçu en ces termes : « Faites de rudes »exécutions dans le pays de Limbourg; mettez le feu dans les lieux qui »ne voudront point payer les contributions. Le meilleur moyen de faire »retirer chez eux les habitants du pays de Liége, de Limbourg, et des »environs de Maestricht, c'est d'envoyer par les derrières mettre le feu »à leurs villages. »

(2) L'ordre donné par Catinat à ses troupes portait que si, par suite de l'opiniâtreté des habitants, le feu devenait le seul moyen de les soumettre, on eût grande attention de n'enflammer qu'une maison isolée de chaque village, afin que l'incendie ne pût se communiquer. Le gazetier de Hollande rendit compte de l'expédition de Catinat en ces termes : « La province de Juliers a eu le bonheur que les troupes fussent »commandées par ce général; si c'eût été tout autre, le pays aurait été »brûlé. »

sons, qui se retira au moment de donner le signal (1). En 1637, il commanda l'armée de Champagne, par pouvoir du 16 avril. Il se brouilla avec le cardinal de Richelieu, et se retira, avec la permission du roi, à Sédan, où le duc de Bouillon lui avait ouvert un asile. Il y demeura l'espace de quatre ans; mais l'ennui le gagna dans cette retraite. En 1641, le dépit de se voir oublié, et plus encore la haine qu'il portait au cardinal de Richelieu, le portèrent à traiter avec la maison d'Autriche. Il passa au service des Espagnols, et alla se joindre au général Lamboy. Le roi envoya contre lui le maréchal de Châtillon. Les troupes royales et celles commandées par le comte de Soissons s'étant trouvées en présence le 6 juillet de la même année, dans la plaine de Bazeille, près du bois de la Marsée, en vue de Sédan, l'action s'engagea; et, malgré toutes les bonnes dispositions qu'avait faites le maréchal de Châtillon, il fut complétement battu. Le comte de Soissons, entouré de quelques officiers, s'avançait dans la plaine, regardant fuir l'armée royale. Tout à coup on entend la détonation d'un coup de pistolet: le prince tombe, on le relève: il était mort. Le coup avait porté au milieu du front, la bourre était restée dans la tête, et il avait le visage brûlé par la poudre (2) (3). (*Dépôt de la guerre; Mercure français; le Président Hénault; Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet; Le Vassor; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XVI, pag.* 296; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VI et VII.*)

---

(1) Art de vérifier les dates depuis la naissance de J.-C., Paris, 1818, in-8°, tom. XII, pag. 275.

(2) Les uns dirent qu'il se tua lui-même en relevant avec son pistolet la visière de son casque; d'autres rapportèrent qu'on vit passer près de lui un cavalier qui, avec la rapidité de l'éclair, tira sur le prince un coup de pistolet à brûle-pourpoint, et disparut. Cette dernière opinion a généralement prévalu.

(3) On raconte de ce prince que, jouant aux cartes, il aperçut dans un miroir placé vis-à-vis de lui, un voleur occupé à couper le cordon de son chapeau, qui était orné de pierreries. L'ayant laissé faire, le prince se

marais près de l'abbaye de Staffarde. La cavalerie ennemie fut poursuivie, l'épée aux reins, jusqu'à Villefranche. Le duc de Savoie perdit, dans cette journée, 4000 hommes tués, 1200 faits prisonniers, 11 pièces de canon, la poudre et les équipages de son armée, et beaucoup de drapeaux et étendards (1). Catinat, exposé au plus grand feu pendant l'action, avait eu un cheval tué sous lui, et reçu plusieurs coups dans ses habits (2) (3). Après avoir passé la nuit du 18 au 19 sur le champ de bataille, il s'avança vers Saluces, que les milices piémontaises évacuèrent à son approche, et dont les habitants lui ouvrirent les portes. Il séjourna, le 20, dans cette ville, et y établit ses blessés. Il réduisit ensuite plusieurs petites places; vint à Raconis; leva des contributions dans tout le pays, et fit brûler Cerisoles et Autrive, qui avaient refusé de les acquitter. Il emporta Barges, le 1er novembre; brûla Bibiane et Luserne, le 2; et se présenta, le 9, au col de Feneste, que les Piémontais abandonnèrent. Il les chassa également du col de Collet. Suze se soumit et apporta ses clefs, le 12. On se disposait à attaquer la citadelle de cette place, lorsque la garnison, forte de 450 hom-

---

(1) Anquetil, dans son *Histoire de France* (tom. VIII, pag. 148), dit que la perte des Français à la bataille de Staffarde ne s'éleva qu'à 300 hommes.

(2) En rendant compte à la cour de cette journée, Catinat fit valoir les services de tous les officiers qui s'y étaient distingués, et poussa la modestie jusqu'à négliger entièrement de parler de lui. L'historien de sa vie dit qu'un nouvelliste, qui avait écouté la lecture de son rapport, demanda d'un air de curiosité : « *M. de Catinat y était-il?* »

(3) Le lendemain de la bataille, Catinat remercia les troupes des services qu'elles avaient rendus la veille. Étant arrivé au régiment de Grancey, qui s'était particulièrement distingué, il descendit de cheval pour embrasser le colonel. Quelques soldats de ce corps, qui jouaient alors aux quilles à la tête du camp, quittèrent leur jeu pour s'approcher du général, qui leur dit avec bonté de retourner à leur partie. Les officiers lui proposèrent d'en faire une; il l'accepta, et se mit à jouer avec eux. Un officier-général ayant dit qu'il était extraordinaire de voir un général d'armée jouer aux quilles après une bataille gagnée : « Vous vous trompez, » reprit Catinat; cela ne serait étonnant que s'il l'avait perdue. »

mes, se rendit le 13. Catinat lui accorda les honneurs de la guerre (1). Le ministre Louvois ayant adopté le projet de la conquête du comté de Nice, qui lui avait été proposé par Catinat, ce dernier chassa, en 1691, les Vaudois des vallées de Saint-Martin de Prali, et de la Perouse; s'empara de Villefranche et en assiégea le château, qui se rendit le 21 mars. Il prit également Montalban, qui capitula le 23, et Sant-Ospitio, qui en fit autant, le 24. Dès qu'il fut en possession de ces deux dernières places, il y fit débarquer l'artillerie des galères. Ses troupes marchèrent sur Nice, où elles entrèrent le 28. Catinat fit dresser, dès le 29, des batteries contre le château de Nice, sur le même emplacement qu'avait pris autrefois le célèbre Barberousse. Les bombes lancées par les assiégeants ayant fait sauter des magasins à poudre très-considérables, le comte de Froasque, qui commandait dans la place pour le duc de Savoie, demanda à capituler, le cinquième jour de la tranchée ouverte, et se rendit le 2 avril. Catinat continua de commander l'armée d'Italie, par pouvoir du 27 du même mois. Il commença la campagne par la prise de Veillane, qui se rendit à discrétion, le 30 mai. Rivoli,

(1) Lorsque M. de Louvois apprit cette capitulation, il fut transporté de fureur, comme si on eût laissé échapper toute l'armée du duc de Savoie. Ce ministre, dur et hautain, oubliant les importants services rendus par Catinat, lui fit essuyer les reproches les plus injustes; et Catinat lui ayant mandé avec sa bonne foi ordinaire que les frais de la campagne avaient rendu son traitement insuffisant, il le priait de continuer de le gratifier de 2000 écus, il en reçut la réponse suivante : « Quoique vous ayez » fort mal servi le roi cette campagne, S. M. veut bien vous continuer la » gratification. » Cette lettre était tout à la fois injuste et inconséquente, puisque, peu de jours auparavant, Louvois avait écrit à Catinat : « Le duc » de Savoie s'aperçoit qu'ayant affaire à vous, il a affaire à plus fort que » lui : ce sera bien autre chose l'année prochaine que vous aurez une » grosse armée à laquelle rien ne manquera. » Cette alternative de compliments et de reproches apprit à Catinat à voir d'un œil philosophique la louange et le blâme. « Quand on réussit, disait-il quelquefois, on a » souvent des louanges à bon marché; quand on ne réussit pas, on trouve que vous avez eu tort. » (*Vie du maréchal de Catinat*, Paris, 1775, pag. 74 et suivantes.)

ayant refusé de contribuer, fut brûlé et livré au pillage, le 3 juin. Carmagnole battit la chamade, le 9, après trois jours de tranchée ouverte. Le siége de Coni, par MM. de Bulonde et de Feuquières, n'ayant eu aucun succès, Catinat, d'ailleurs informé de la jonction d'un corps considérable de troupes du duc de Bavière avec l'armée du duc de Savoie, ce qui rendait cette dernière très-supérieure à l'armée française, Catinat, disons-nous, jugea convenable de se tenir sur la défensive; et, pour cet effet, après avoir fait fortifier Carmagnole, dans lequel il laissa M. Duplessis-Bellièvre, avec une garnison suffisante, il fit repasser le Pô, au mois d'août, par toute son armée. Le prince Eugène, averti de sa marche, le suivit avec un fort détachement, dans le dessein de donner sur son arrière-garde; mais ce prince, étant tombé dans une embuscade que Catinat lui avait dressée, ne put s'en tirer qu'en se faisant jour à travers les Français, qui lui tuèrent environ 300 hommes. L'armée de Catinat campa alors tranquillement à Piobès, de l'autre côté du Pô, d'où elle se porta à Saluces, que les ennemis semblaient menacer. Le duc de Savoie investit Carmagnole, et s'avança vers Suze, dont il projetait de s'emparer. Dès que Catinat eut eu connaissance de cette marche des ennemis, il partit de Pignerol, où il se trouvait alors, prit avec lui 18 bataillons choisis sur toute l'infanterie, et se dirigea sur Suze. Les ennemis, ayant hâté leur marche, étaient déjà au pied du col de Fenestrelles, lorsque Catinat, voyant que ses troupes, qui d'ailleurs étaient excédées de fatigue, ne pourraient arriver à temps, prend le parti de les laisser aux ordres de M. de Laugallerie, et d'aller en personne joindre M. de Larray, qui commandait dans Suze. A peine arrivé dans cette place, il voit les ennemis marcher en colonnes, pour s'emparer des hauteurs qui dominent la ville; sort, sans hésiter, à la tête de 12 bataillons de la garnison; attaque l'une après l'autre les colonnes ennemies, qui étaient séparées à de grandes distances, et les poursuit jusque dans leur ancien camp, avec une telle rapidité, que les ducs de Savoie et de Bavière ont à peine le temps de s'échapper, pour re-

de l'année. Ses provisions furent registrées au parlement de Paris, le 2 décembre; et il fut reçu, le même jour, sénéchal et maréchal du Bourbonnais (1). Ayant appuyé le projet de guerre contre les calvinistes, il fut nommé pour commander l'armée du Bourbonnais et du Berry, par pouvoir du 19 mai 1621 (2); et se rendit maître, dans le même mois, de la ville de Sancerre, située sur une assez haute montagne, au milieu de la France, et qui par sa position commande le passage de la Loire. Les calvinistes s'y étaient défendus, en 1596, avec une opiniâtreté presque sans exemple; et ils se proposaient d'en faire une place d'armes d'où ils s'étendraient d'une part jusqu'à Paris, et de l'autre jusqu'à Poitiers. Le roi, qui était à Saumur, écrivit au prince de Condé, et lui ordonna de travailler à soumettre Sancerre par adresse et sans force ouverte. Le prince de Condé s'étant ménagé des intelligences avec les bons serviteurs du roi, il se servit d'eux pour intimider les échevins, et rendit les catholiques suspects aux calvinistes, et ceux-ci aux catholiques. Il chargea en même temps un capitaine fidèle au roi de se saisir du château, si les calvinistes du dehors s'introduisaient dans la ville. Cependant, pendant que le prince rassemblait son armée, Watteville entre, la nuit, dans Sancerre, avec 400 calvinistes bien armés. De son côté, le capitaine catholique se jette dans le château avec 40 hommes. Le prince, instruit de toutes ces circonstances, mande aussitôt les échevins, et quelques-uns des sujets restés fidèles à la cause royale. Il parle aux échevins en particulier; leur expose la faiblesse de Watteville, et le danger qu'ils courent s'ils persistent à désobéir au roi. En même temps il charge ceux qui sont d'intelligence avec lui de faire savoir sous-main à Watteville, que les principaux officiers de Sancerre traitent sans son aveu avec Condé, et que, pour rendre meilleure leur condition, ils le livreront au prince. Watteville se défie de la bourgeoisie, et les ha-

(1) Registres du parlement; il est dit dans les archives de la maison de Condé, qu'il acheta ce gouvernement 325,200 livres.

(2) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

Fenestre. Son infanterie et sa cavalerie se joignirent à Suze, où l'on trouva la gendarmerie française qui y était arrivée le 1[er] octobre. Le 2 du même mois, Catinat se mit en marche de Veillane, et vint camper à Rivalte, où les avis qu'il reçut lui firent penser que les ennemis se porteraient du côté de Pessine, et de là à la Marsaille (*Marsaglia*, plaine entre Pignerol et Turin). Effectivement, l'armée française et celle du duc de Savoie s'étant trouvées en présence à la Marsaille, le 4, Catinat commença l'attaque. Il se porta en personne contre le centre de l'armée ennemie, qui était couvert par une haie, au devant de laquelle était un fossé soutenu par de l'infanterie; et, dès le commencement de la bataille, il força cette importante position. Le duc de Savoie perdit, dans cette journée, 10,000 hommes tués, 200 prisonniers, 30 pièces de canon, et un grand nombre de drapeaux et étendards. Catinat évalua la perte des Français à 2000 hommes environ, tués ou blessés (1). La suite de cette victoire fut le ravitaillement de Casal, et la levée du blocus de cette place par les ennemis, le 6 du même mois. Catinat fit aussi chasser les troupes ennemies qui occupaient encore les châteaux de Rosignan et du pont d'Esture. Elles furent poussées jusqu'à un vieux château, où elles se retranchèrent; mais bientôt on les força de demander quartier, ce qui leur fut accordé. Il leva des contributions de guerre dans presque tout le Piémont; mit garnison dans Saluces et Villefranche; prit Poirin, Deschalanges; fit sauter le château de Sarlemasque; défit, le 3 novembre, la milice piémontaise près de Morelta; ravitailla Pignerol et Suze, et mit enfin ses troupes en quartiers d'hi-

(1) Catinat avait employé une ruse de guerre pour faire croire au duc de Savoie qu'il lui était arrivé des renforts plus considérables que n'étaient ceux qu'il avait effectivement reçus. Il avait donné au dernier bataillon de chaque régiment un nom de province, ou, comme disent les mémoires du temps, un nom en *ois*, comme si c'eût été de nouveaux corps arrivés à l'armée. Par suite de ce stratagème, le duc de Savoie ne manqua pas de croire, d'après le rapport de ses espions, que l'armée française était bien plus forte qu'il ne l'avait d'abord pensé.

ver. Commandant l'armée d'Italie, par pouvoir du 24 avril 1694, il se contenta d'empêcher, pendant cette campagne, que le duc de Savoie ne fît aucune entreprise, et l'obligea de rester dans son propre pays. En 1695, il commanda la même armée, munit des choses nécessaires les places menacées, et fortifia les postes auprès de Pignerol, afin d'en rendre les approches plus difficiles. L'armée ennemie s'étant séparée, le maréchal de Catinat sépara aussi la sienne. Il commanda encore cette armée, par pouvoir du 17 avril 1696, et fut nommé, le 17 août suivant, ministre plénipotentiaire, avec le comte de Tessé, pour convenir de la neutralité de l'Italie. La paix fut signée avec le duc de Savoie, le 29 du même mois. L'empereur ayant refusé la neutralité qu'on lui demandait, le duc de Savoie et le maréchal de Catinat assiégèrent Valence; et ils étaient sur le point d'emporter cette place, après quatorze jours de tranchée ouverte, lorsqu'on reçut, le 7 octobre, l'acquiescement de l'empereur et du roi d'Espagne à la neutralité. La suspension d'armes fut en conséquence signée à Vigevano, le même jour, et le maréchal de Catinat leva le siége de Valence, dès le lendemain. La paix ayant été conclue pour l'Italie, le roi appela Catinat en Flandre, lui donna le commandement de l'armée de la Lys, le 7 mai 1697, et le chargea de faire le siége d'Ath (1). Il prit cette place, le 5 juin, après treize jours de tranchée ouverte, malgré les mouvements que se donnèrent le prince d'Orange et l'électeur de Bavière, pour la secourir (2). Le siége d'Ath avait été couvert par les maréchaux de Villeroi et de Boufflers. La paix

(1) Catinat avait beaucoup étudié la partie de l'art militaire qui a rapport aux siéges.

(2) Pendant le siége d'Ath, la conduite du maréchal fut aussi humaine que savante. Ayant vu les artilleurs tirer sur les maisons, il le leur défendit, et ne souffrit point que les batteries fussent pointées ailleurs que sur les ouvrages. Il avait sévèrement défendu la maraude; et, pour s'assurer de l'exécution de ses ordres à ce sujet, il allait dans les campagnes habillé simplement, et prenait des informations près des paysans, sans qu'on pût le reconnaître.

fut signée, le 30 octobre de la même année. On licencia le régiment de dragons du maréchal de Catinat, le 13 décembre 1698. La guerre pour la succession d'Espagne ayant commencé, en 1701, par l'Italie, le maréchal de Catinat fut nommé, le 23 mars, pour commander l'armée dans ce dernier pays, sous les ordres du duc de Savoie. Il se démit alors de son régiment d'infanterie. Les lenteurs et la mauvaise volonté du duc de Savoie rendirent les commencements de cette campagne défavorables à l'armée qu'il devait commander, et qui, en son absence, était sous les ordres de Catinat. Une intrigue ourdie à la cour, et à la tête de laquelle se trouvait la duchesse de Bourgogne, fille du duc de Savoie, eut alors pour but de faire encourir au maréchal la disgrâce du roi. On imputait à Catinat des torts et des revers qui n'étaient point de son fait. Enfin on envoya le maréchal de Villeroi à l'armée d'Italie, et Catinat eut un ordre, du 13 août, pour y commander, conjointement avec lui (1). Villeroi s'étant persuadé que le prince Eugène était décampé de Chiari pour marcher sur le Mantouan, et qu'il n'avait laissé quelques troupes à Chiari, que pour mieux cacher son mouvement, Villeroi, disons-nous, résolut, contre l'opinion et l'avis de Catinat, d'attaquer ces troupes, le 1er septembre. Catinat se mit à la tête des brigades de Normandie et d'Auvergne, et força rapidement quelques cassines qui servaient de petits postes aux ennemis; mais lorsque l'infanterie française, continuant sa marche, arriva aux véritables retranchements du prince Eugène, elle essuya un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie. Catinat, contenant alors les troupes étonnées, se contente de leur dire : « Mon avis n'était pas si sot; messieurs, » je n'en suis pas la cause. » Après ces paroles, il marcha

---

(1) Lorsque Catinat vit arriver le maréchal de Villeroi à l'armée d'Italie, il écrivit à sa famille : « J'étouffe la disgrâce où j'ai le malheur d'être tombé, pour avoir l'esprit plus libre dans l'exécution des ordres de » M. de Villeroi. Je me mettrai jusqu'au cou pour l'aider; les méchants » seraient outrés, s'ils savaient jusqu'où va mon intérieur sur ce sujet. »

seul aux retranchements. Bientôt les troupes, encouragées par son exemple, montrèrent une telle valeur, que beaucoup de soldats se firent tuer sur les retranchements (1); mais toutes les tentatives ayant été inutiles, l'armée reçut enfin l'ordre de se retirer. Pendant ce combat, dans lequel les Français perdirent 2000 hommes, Catinat avait toujours été au plus grand feu et sans armes. Après quelques détachements faits de part et d'autre, et qui terminèrent la campagne, l'armée des deux couronnes (celles de France et du duc de Savoie) décampa dans la nuit du 12 au 13 novembre, et repassa l'Oglio. Les ennemis s'étant montrés le lendemain, Catinat, après avoir rangé son armée derrière un rideau qui la mettait à l'abri du feu, s'avança seul pour les reconnaître. Il reçut alors un coup de mousquet dans le bras et une contusion à la poitrine (2). Il fut porté à Crémone; et ayant reçu son congé sur la fin de décembre, il se rendit à la cour, où le roi lui donna une audience particulière, à la sortie de laquelle S. M. témoigna au maréchal une bonté qui déconcerta les ennemis de Catinat. Il eut un pouvoir, du 6 mai 1702, pour commander en Allemagne, et se rendit bientôt après en Alsace, d'où il fit connaître au roi l'impossibilité de déposter le prince de Bade, qui s'était avantageusement retranché. Le marquis de Villars ayant été détaché avec une partie de cette armée, pour passer le Rhin, à Huningue, et se joindre à l'électeur de Bavière, le maréchal de Catinat, ne pouvant plus demeurer en campagne avec le peu de troupes qui lui restaient, se rendit sous Strasbourg. Il reçut, peu de temps après, la permission de quitter l'armée; et, de ce moment,

---

(1) Un officier s'adressant à Catinat, lui dit : « Où voulez-vous que » nous allions? à la mort? » — « Il est vrai, répondit le maréchal; la mort » est devant nous, mais la honte est derrière. »

(2) L'armée donna en cette circonstance au maréchal de Catinat toutes les marques d'estime et d'attachement qu'il méritait. Les soldats demandaient à tous ceux qui venaient de Crémone : « Comment se porte » notre père *la Pensée?* » C'était le nom que depuis long-temps ils lui avaient donné, parce qu'on le voyait toujours calme et réfléchi.

il ne servit plus. Il se retira d'abord à Paris, puis à sa terre de Saint-Gratien. Le roi le nomma chevalier de ses ordres, le 2 février 1705; mais il refusa cet honneur, quoiqu'il fût en état de faire les preuves nécessaires (1) pour recevoir cette dignité. Il mourut à Saint-Gratien, le 22 février 1712, âgé de 74 ans, sans avoir été marié (2). (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 104; *Mémoires pour servir à la Vie du maréchal de Catinat, Paris,* 1755; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 145; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VII, pag.* 396; *Histoire militaire de M. de Quincy, Journal historique du Père Griffet, l'abbé Le Pipre de Nœufville, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Gazette de France, Bauclas, le président Hénaut.*)

DE **CAULAINCOURT** (Marc-Louis, *marquis*), *maréchal-de camp,* né le 6 décembre 1719, entra au service comme cornette au régiment Royal-Cavalerie, le 5 novembre 1733; se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen; au siége de Philisbourg, en 1734, et à l'affaire de Clausen, en 1735.

---

(1) Sa famille s'étant plainte amèrement de ce refus, dont le public, disait-elle, tirera la conséquence que *nous ne sommes que des bourgeois*: « Eh bien! dit le maréchal à ses parents, effacez-moi de votre généalogie. »

(2) Catinat s'était élevé par degrés, sans cabale et sans intrigue, et il ne dut son élévation qu'à son courage, à ses talents, à ses vertus. Philosophe dans la véritable acception du mot, il se montra tel au milieu des grandeurs et de la guerre. Religieux sans austérité, libre de tous préjugés sans affecter d'en mépriser aucuns, ignorant la galanterie et le métier de courtisan, jamais homme ne fut plus simple et plus modeste. Il aimait à être simplement vêtu; mais ennemi de l'affectation, il prenait des habits riches dans les cérémonies publiques. Lorsqu'il se présentait à la cour, il se tirait toujours avec grâce des reproches que le roi lui faisait de ne s'y pas montrer plus souvent. La sévérité de ses principes n'ôtait rien à la noblesse de ses manières. Il avait l'esprit très-cultivé et éminemment juste. Il ne lui a manqué pour écraser les courtisans jaloux de sa gloire, que de vouloir en prendre la peine.

26 décembre 1646, époque à laquelle son père étant mort, il prit le titre de prince de Condé. En 1622, il eut, sur la démission de son père, un régiment d'infanterie de son nom, qui fut licencié le 14 février 1623. Il en eut un de cavalerie, aussi de son nom, par commission du 16 mai 1635 (1), lors de la première formation des régiments de cavalerie. Ces régiments, séparés par ordonnance du 30 juillet 1636, ne furent rétablis qu'en 1638. Le duc d'Enghien en obtint un, par commission du 24 janvier. Il en leva un d'infanterie, qui porta son nom, par commission du 8 juillet 1635 (2). En 1638, il parut pour la première fois à la cour, dont il attira tous les regards (3). Il fit sa première campagne en 1640, au siége d'Arras, qui se rendit le 10 août. En 1641, il suivit le maréchal de La Meilleraye, au siége d'Aire, qui capitula le 27 juillet. Nommé capitaine d'une compagnie royale, par commission du 10 novembre de la même année, il servit, en 1642, avec le vicomte de Turenne, dans l'armée de Roussillon; se trouva au siége de Perpignan, qui se rendit le 9 septembre; aux siéges de Collioure et de Salces, et commanda, pendant cette campagne, la noblesse du Languedoc, à la tête de laquelle il

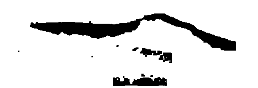
---

» ce que de promptitude. Il fut encore admiré dans sa retraite; mais en» fin le feu dévorant qui en avait fait dans sa jeunesse un héros impé» tueux et plein de passions, ayant consumé les forces de son corps, né » plus agile que robuste, il éprouva la caducité avant le temps; et, son » esprit s'affaiblissant avec son corps, il ne resta rien du grand Condé » les deux dernières années de sa vie. » (VOLTAIRE, *siècle de Louis XIV*.)

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) *Ibidem.*

(3) Sa taille, sans être haute, était bien proportionnée; il avait le front large, le nez aquilin; ses yeux vifs et pleins de feu annonçaient la fierté de ses sentiments. On disait de lui qu'il avait la figure d'un aigle et le cœur d'un lion. Il était passionné pour tous les exercices de corps, et il y excellait. Le cardinal de Richelieu, à qui l'expérience avait appris à connaître les hommes, dit un jour à Chavigny: « Je viens d'avoir avec » M. le duc une conversation de deux heures sur la religion, la guerre et » les intérêts des princes: ce sera le plus grand capitaine de l'Europe et » le premier homme de son siècle, et peut-être des siècles à venir. »



DE CAULAINCOURT (Louis-Gabriel, *marquis*), *général de division*, fils du précédent, commença à servir dans les chevau-légers de la garde ordinaire du roi. Il était capitaine de cuirassiers, en 1772, et colonel en second du régiment d'infanterie de Medoc, en 1779. On le créa brigadier d'infanterie, le 5 décembre 1781. Il servait, en 1779, comme colonel en second du régiment de Rohan-Soubise. Créé maréchal-de-camp, à la promotion du 9 mars 1788, il fut ensuite pourvu du gouvernement militaire de la province d'Artois. Lorsque la révolution éclata, en 1789, le marquis de Caulaincourt quitta ce gouvernement, et se retira à Paris, où il vécut éloigné des affaires jusqu'au 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), époque à laquelle Napoléon Buonaparte fut nommé premier consul de la république française. Le marquis de Caulaincourt obtint alors le grade de général de division, et fut choisi, en 1804, pour présider le collége électoral du département de l'Aisne. Élu candidat au sénat conservateur, il en devint membre, le 1er février 1805. Il était alors chevalier de la Légion-d'Honneur. Il mourut à Paris, le 28 octobre 1808. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CAULAINCOURT (Armand-Auguste-Louis), *duc* de Vicence, *lieutenant-général,* fils du précédent, naquit à Caulaincourt, en Picardie, le 9 décembre 1773. Il entra au service, en 1788, dans le régiment de cavalerie Royal-Étranger, où il était officier, lorsque la révolution française éclata, en 1789. Il n'émigra point, et continua de servir avec son régiment, jusqu'en 1793, époque à laquelle il fut mis en arrestation, comme noble. Après une courte détention, il recouvra sa liberté, et entra, comme réquisitionnaire, dans le 17e bataillon de Paris. Il passa bientôt après dans les grenadiers du 4e bataillon de la même ville, et fut incorporé plus tard dans le 16e régiment de chasseurs à cheval. Il fit sans interruption, dans ces différents corps, les campagnes jusqu'en l'an 3 (1794). Ce fut dans cette année que le général en chef Hoche demanda et obtint, pour Caulaincourt, la réintégration dans le grade de capitai-

15,000 hommes de pied et 7000 chevaux. Cette infériorité numérique n'arrêta point le duc d'Enghien, qui commença la journée du 19 mai par charger, avec sa cavalerie, un corps de 1000 mousquetaires retranchés dans un taillis : les attaquer et les battre fut l'affaire d'un instant. Animé par ce premier succès, il ordonne à Gassion, qui commandait la première ligne, de marcher autour du bois, sur la droite, et de prendre en flanc la cavalerie espagnole. S'étant mis lui-même en tête de la seconde ligne, il se porta sur la gauche et l'attaqua de front. Les escadrons espagnols ayant été rompus à la première décharge, se renversèrent et prirent la fuite. Après avoir donné l'ordre de les poursuivre, il tourna contre l'infanterie ; tailla en pièces celle wallonne et allemande, et mit en fuite l'italienne. Apprenant alors que son aile gauche, commandée par le maréchal de l'Hospital, était en déroute, il cesse de poursuivre les fuyards ; pénètre par derrière les bataillons espagnols et tombe sur leur cavalerie, qui venait de donner la chasse aux Français ; mais, victorieuse sur ce point, elle ne jouit pas long-temps de sa victoire : tout fut passé au fil de l'épée. Il ne restait plus à combattre que ces fameuses bandes espagnoles, corps d'infanterie si formidable depuis Charles-Quint, et qui était commandé par le comte de Fuentès, l'un des premiers capitaines de son siècle. Resserrées en un seul corps, près de leur canon, ces bandes demeuraient fières et calmes au milieu d'une déroute générale. Cependant le duc d'Enghien marche contre elles : il en était à peine à cinquante pas, lorsqu'elles ouvrent leurs rangs et font une décharge de 18 canons chargés à cartouches, accompagnée d'une grêle de mousquetades. Trois fois le duc d'Enghien, ralliant son infanterie, recommence l'attaque ; trois fois il charge les ennemis : il est repoussé, et ne peut parvenir à les rompre. Enfin, il fait avancer son corps de réserve ; et étant joint par plusieurs escadrons qui venaient de poursuivre la cavalerie espagnole, il parvint à envelopper cette infanterie de tous côtés. Contraints de céder, les plus avancés des ennemis font signe du chapeau qu'ils demandent quartier. Le prince s'avançait pour recevoir leur

croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 1er février 1804, à la création de l'ordre (1). Il fut créé grand-cordon de la même légion, le 2 février 1805. Il assista, le 25 juin 1807, comme grand-écuyer, à l'entrevue des empereurs Alexandre et Napoléon sur le Niémen; fut nommé, en novembre suivant, ambassadeur en Russie, où il demeura en cette qualité pendant quatre années, et parvint à maintenir la bonne harmonie entre les cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg. En 1811, il demanda son rappel en France, et l'obtint. Il accompagna Napoléon dans la campagne de Russie, en 1812, ainsi que dans la fatale retraite de Moscou, et revint avec lui à Paris. Il fut créé sénateur, le 5 avril 1813. Pendant la campagne de cette dernière année, il accompagna encore Napoléon à la grande-armée, et fut chargé des négociations qui s'ouvrirent, les 29 et 30 mai, avec les plénipotentiaires russes et prussiens, après les batailles de Lutzen et de Bautzen. Les conférences se terminèrent par un armistice conclu, le 4 juin, et qui devait durer jusqu'au 20 juillet. Le duc de Vicence fut ensuite envoyé comme ministre plénipotentiaire au congrès qui se tint à Prague, dans le courant de ce dernier mois, et qui fut rompu par la reprise des hostilités. Après les batailles de Leipsick et la retraite de l'armée française, le duc de Vicence fut nommé, le 20 novembre, ministre des relations extérieures. L'armée des al-

(1) Ce fut le 17 mars de la même année que le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé, fut arrêté à Ettenheim, dans le duché de Bade. (*Voyez* les détails de cette arrestation et ceux de la fin tragique de ce prince infortuné, à l'article *Bourbon-Condé*, pag. 98 du IIIe volume.) Plusieurs historiens contemporains ont attribué l'exécution de cette mesure odieuse, prescrite par Buonaparte, à M. de Caulaincourt. Celui-ci a fait paraître à cet égard, en 1814, une justification de sa conduite, et l'a appuyée sur une lettre de S. M. l'empereur de Russie, dont copie fut alors imprimée dans les journaux. Les explications données par M. de Caulaincourt tendirent à prouver que, lors de l'événement auquel elles se rapportent, il se trouvait effectivement à Strasbourg, mais pour une autre mission, et que le général Ordenner avait été seul chargé de l'arrestation du prince.

Brie, sur la démission du maréchal de L'Hospital, par provisions données à Paris, le 16 mai, registrées au parlement de Paris, le 23 (1). Il avait prêté serment dès le 10. Le général Merci ayant pris Fribourg, le 28 juillet, le duc d'Enghien fut envoyé pour se réunir au vicomte de Turenne. Ils se déterminèrent à attaquer Merci près de Fribourg, dans des retranchements que l'art et la nature semblaient rendre inaccessibles. Pendant que Turenne, pour entrer dans la plaine, s'avançait dans le dessein de forcer un abattis d'arbres qui défendait le vallon, le duc d'Enghien se disposait à forcer l'ennemi par les hauteurs. Le 3 août, il commande quatre bataillons qui montent sur une côte escarpée, au travers d'une vigne coupée d'espace en espace, par des murailles hautes de 4 pieds qui soutenaient les terres, et formaient pour les Bavarois autant de retranchements. Au-delà de la vigne, on rencontrait un nouveau retranchement de bois de sapins entrelacés les uns dans les autres; et derrière ces arbres, les Bavarois faisaient un feu extraordinaire. Les Français poussèrent encore jusqu'aux bois de sapin; mais tant d'obstacles vaincus ayant épuisé l'ardeur du soldat, il resta tout à coup comme immobile entre le retranchement et le camp ennemi, et sous le feu meurtrier d'une artillerie formidable. Dans cette situation critique, le duc d'Enghien descend de cheval; se met à la tête de 2000 hommes du régiment de Conti; et, accompagné de la noblesse, qui met aussi pied à terre, il franchit le premier l'abattis de sapins; s'approche des retranchements, et y jette son bâton de commandant. Cette action hardie ranime le courage des soldats, qui se décident à braver mille morts plutôt que de laisser à l'ennemi un trophée si précieux. Tous, à l'exemple du duc d'Enghien, se précipitent par-dessus le retranchement; et 3000 hommes qui le défendaient s'enfuient et se cachent dans le bois, à la faveur des approches de la nuit. Le duc d'Enghien profite du peu de jour qui reste; rassemble son infanterie; s'em-

(1) Original, archives de la maison de Condé, registres du parlement.

giment de dragons, le 1er février 1800, il servit à l'armée d'Italie; combattit vaillamment à Marengo, le 14 juin, et y fut blessé d'un coup de feu à la tête. Il se distingua, le 13 février 1801, à l'affaire de Vede-Lago, en enlevant, avec un escadron, 400 hommes d'infanterie autrichienne. En récompense de ses services pendant ces deux campagnes, il fut fait colonel du 19e régiment de dragons, le 24 août 1801. Il devint aide-de-camp du maréchal Berthier, connétable de l'empire, le 9 juin 1804, et fut créé général de brigade, le 10 juin 1806. Employé en cette dernière qualité à l'armée d'Espagne, pendant la campagne de 1808, il fut envoyé avec un corps de 5000 hommes de différentes armes pour faire rentrer dans l'obéissance la province de Cuença, qui s'était insurgée, et pour y punir l'attentat commis sur un officier et quelques soldats français que la populace avait assassinés. Étant parti de Tarazona, ville de l'Aragon, il arriva, le 3 juillet, devant Cuença, où il trouva 4000 Espagnols disposés à défendre cette ville avec 4 pièces de canon. Il fit immédiatement attaquer les insurgés; les culbuta; s'empara de leurs canons; leur tua 7 à 800 hommes, et força le reste de se sauver dans les montagnes. Il parvint ensuite à ramener intacte sa troupe à Madrid, à l'époque de la capitulation de Baylen, et quoique ses communications fussent interceptées. Ces deux faits d'armes furent cités avec éloges dans le rapport général de la campagne de 1808. Le général de Caulaincourt se distingua également en Espagne et en Portugal, pendant la campagne de 1809. Les talents militaires dont il avait fait preuve déterminèrent les maréchaux ducs de Dalmatie, de Trévise et d'Elchingen, dont les trois armées venaient de se réunir pour tenter le passage du Tage, à lui confier l'exécution de cette opération importante. Elle eut lieu au pont de l'Arzo-Bispo, le 8 août, et fut effectuée malgré la mousqueterie, la mitraille et les boulets que l'ennemi, très-supérieur en nombre, faisait pleuvoir sur les assaillants (1). Promu au grade de général de division, le 7 sep-

(1) Dans son rapport au gouvernement sur les opérations de l'armée

Le duc d'Enghien, qui se multipliait, pour ainsi dire, et qui portait ses vues partout, fut toujours exposé au plus grand feu. Il donna d'abord avec son infanterie, et fit reculer celle de l'ennemi. Celle-ci, quoique renforcée d'une nouvelle infanterie et d'un corps de cavalerie, fut une seconde fois contrainte de prendre la fuite. Cependant l'aile droite de l'armée française fut entièrement rompue par les troupes de Jean de Werth; et le maréchal de Grammont, qui la commandait, tomba au pouvoir des ennemis. Le vicomte de Turenne soutenait néanmoins les efforts de cette aile droite, lorsque le duc d'Enghien étant accouru à lui, tous deux rompent les escadrons ennemis; les mettent en désordre, et réparent la fuite de la cavalerie française. Le duc d'Enghien eut, dans cette journée, deux chevaux tués sous lui, et trois blessés; il reçut une forte contusion à la cuisse, un coup de pistolet dans le coude, et plus de vingt coups dans ses habits. La victoire coûta aux Français environ 4000 hommes. Turenne et Grammont furent blessés légèrement. Les Bavarois, complétement battus, perdirent 4000 tués; environ 2000 faits prisonniers, et parmi lesquels se trouvait Glesne, qui commandait sous Merci. On leur prit, en outre, 15 pièces de canon et 40 étendards. Merci fut trouvé au nombre des morts, et reçut, sur le champ de bataille, les honneurs funèbres que lui fit rendre le duc d'Enghien (1). Nortlingue et Dunckespiel, dans la Souabe, ouvrirent leurs portes au vainqueur. Le duc d'Enghien, assiégeant Hailbron, tomba malade, et le vicomte de Turenne fut chargé du commandement. En 1646, le duc d'Enghien commanda l'armée de Flandre, sous Monsieur,

---

rapprocher les esprits, et parvint à ranimer les Hessois; mais le général Kœnigsmarck, faisant monter les fantassins en croupe sur les chevaux de la cavalerie, disparut avec tous les Suédois sous ses ordres.

(1) Le duc d'Enghien marqua lui-même le lieu de sa tombe, et dicta cette épitaphe honorable :

Sta, viator! heroem calcas.
Arrête, voyageur! tu foules un héros.

DE CAUMONT (Jacques-Nompar), *marquis*, puis *duc de la Force, maréchal de France*. Après la journée de la Saint-Barthélemi, à laquelle il eut le bonheur d'échapper (1), il intéressa en sa faveur le roi de Navarre, Henri IV, qui, touché des malheurs ainsi que des belles qualités du jeune Caumont, lui donna un emploi dans son armée. Caumont défendit Marans, en 1586, et suivit Henri IV dans ses campagnes de 1587 et 1588. En cette dernière année, ce prince le fit conseiller, chambellan, et son lieutenant-général au gouvernement de Périgord, de Bergerac et de Montflanquin. Il combattit à Arques; se distingua au combat d'Angers, en 1589; se trouva à la bataille d'Ivry; au siége de Paris, en 1590; aux siéges de Chartres et de Noyon, au mois d'août 1591, et à celui de Rouen, commencé en 1591, et levé, le 20 février 1592. Henri IV, qui était devenu roi de France, après l'assassinat de Henri III, en 1589, donna à Caumont (2), par provisions du 20 mars 1592, la troisième compagnie française de ses gardes-du-corps (depuis Luxembourg), vacante par la mort d'Archant, tué au siége de Rouen. Caumont fut établi, le 1er mars 1593, gouverneur et lieutenant-général de Navarre et de Béarn. Il s'empara de Domme en Pé-

---

(1) Il était fils de François de Caumont, qui fut enveloppé dans le massacre des protestants, le jour de la Saint-Barthélemi, en 1572. Caumont père, Armand, son fils aîné, et Jacques, son second fils, qui fait le sujet du présent article, ayant été traînés au lieu des exécutions, les deux premiers tombèrent sous les coups des assassins. Jacques de Caumont, âgé seulement de 9 ans, tout couvert du sang de son père et de son frère, se laissa tomber en criant : « Je suis mort. » Cet acte de présence d'esprit lui sauva la vie. Un malheureux, qui le dépouillait de ses habits l'ayant trouvé vivant, en eut compassion, et le conduisit pendant la nuit chez le maréchal de Biron, oncle de Caumont. Ce dernier, après être resté quelque temps caché dans la chambre des filles de service, se sauva déguisé en page, et se rendit à travers mille dangers au sein de sa famille.

(2) Caumont avait été l'un des premiers à reconnaître Henri IV pour roi légitime, et son exemple avait contribué à ramener plusieurs seigneurs au parti de ce prince, qui honora constamment Caumont de toute sa confiance.

devoir faire échouer l'entreprise. Mais le duc d'Enghien triompha de tous ces obstacles; et, secondé par l'amiral hollandais Martin Tromp, il se rendit maître de Dunkerque. qui capitula le 7 octobre. La nouvelle ville fut remise aux Français le 10; les Espagnols sortirent le 11, et le prince y entra le même jour (1). Le 26 décembre, le duc d'Enghien prit le nom de prince de Condé, après la mort de son père. Son régiment de cavalerie prit aussi ce nom. Il eut le régiment d'infanterie de Condé, et une compagnie de chevau-légers, également à la mort de son père, par commission du 31 décembre, et céda alors au duc d'Enghien, son fils, le régiment d'infanterie qui portait ce nom. On le nomma gouverneur du Berri, par provisions du 1er janvier 1647 (2), registrées au parlement de Paris le 21 février suivant, à condition qu'il s'en démettrait le 31 décembre 1654, en faveur du prince de Conti, son frère. Il fut fait grand-maître de la maison du roi, par provisions du même jour (3); et gouverneur de Bourgogne et de Bresse, par brevet du 2 du même mois, et par provisions données à Paris le 5 (4): toutes ces charges vaquaient par la mort de son père. Il se démit alors du gouvernement de Champagne, en faveur du prince de Conti, son frère. On le nomma vice-roi de Catalogne, sur la démission du comte d'Harcourt, par provisions du 4 mars 1647. Commandant l'armée en Catalogne, en vertu d'un pouvoir du même jour (5), il assiégea Lérida (6); mais

(1) La capitulation est rapportée en entier dans l'Histoire de Dunkerque, par Faulconnier, pag. 185. La capitulation pour la bourgeoisie y est aussi, pag. 187 : cette dernière ne fut signée que le 10 octobre.

(2) Registres du parlement, manuscrits Le Tellier, dépôt du secrétaire de la province.

(3) Dépôt du secrétaire de la maison du roi. Original.

(4) Original, manuscrits Le Tellier, registres de la chambre des comptes de Dijon, dépôt du secrétaire d'état de la province.

(5) Manuscrits Le Tellier.

(6) La tranchée fut ouverte au son des violons : « C'était, dit J. A. Jacquelin (Sang des Bourbons, Paris, 1819, 1re partie), un usage des Espagnols qui, par un reste de l'ancienne chevalerie, mêlaient les fêtes

construite en-deçà du pont, et passa au fil de l'épée deux régiments espagnols : ce qui échappa de cette troupe alla se noyer dans le Pô. Il était sur le point d'attaquer les ennemis retranchés devant Casal, lorsque Mazarin détermina, le 26 octobre, les Espagnols à rendre la ville et le château au duc de Mantoue, et à sortir du Montferrat. Commandant l'armée de Lorraine, en 1631, il s'empara de Vic et de Moyenvic, le 27 décembre, et investit Marsal. Le duc de Lorraine ayant traité avec le roi, le 31 du même mois, Caumont quitta la Lorraine, et marcha, en 1632, contre l'armée de Monsieur, qu'il obligea de se retirer en Auvergne, et de gagner le Languedoc. Il y suivit le prince, et envoya un détachement pour s'emparer de Privas. Le vicomte de l'Estrange ayant voulu s'opposer à ce détachement, on lui tua 300 hommes, et il fut pris lui-même, le 6 août, avec 10 officiers et 50 soldats. Caumont s'avança vers Montpellier; attaqua, le 9 du même mois, 500 chevaux du parti de Monsieur; tua 60 cavaliers, et emmena 140 prisonniers. Il mit en fuite, le 5 septembre, l'arrière-garde du duc d'Elbeuf près de Remoulins. Il fut nommé, le 22 octobre, grand-maître de la garde-robe. Il accompagna le roi à la conquête de la Lorraine, en 1633; prit Épinal, et obtint le commandement dans la Lorraine, par pouvoir du 26 septembre. Il prit Haguenau, le 31 janvier 1634, et Saverne, au commencement de février. Dans le courant du même mois, il investit Lunéville; y prit le duc et la duchesse de Lorraine, les conduisit à Nanci, et leur donna des gardes. Il s'empara de Bitche, le 10 mai, et de la Mothe (1), le 26 juillet. Il commanda l'armée d'Allemagne conjointement avec le maréchal de Brezé, par pouvoir du 12 octobre. Cette armée, après avoir passé le Rhin, le 21 décembre, secourut Heidelberg et Philisbourg contre les Impériaux et les Bavarois. Les deux maréchaux continuè-

---

(1) Ce fut au siége de cette place, dit le président Hénault, que l'on se servit pour la première fois de bombes, quoiqu'elles fussent inventées depuis 1588.

Condé, il parcourut les rangs; anima le soldat, et s'exposa tellement lui-même, qu'il reçut un coup de mousquet dans les reins. Le succès de cette journée fut aussi décisif qu'il avait été inespéré. L'ennemi perdit 3000 hommes tués, 5000 faits prisonniers, 38 pièces de canon et 100 drapeaux ou étendards. Le prince de Condé reprit Furnes sur les Espagnols, le 10 septembre, et courut risque d'avoir la cuisse cassée d'un coup de feu qu'il reçut dans la tranchée. Le prince de Condé reçut une marque éclatante de satisfaction des services qu'il avait rendus, par le don que la reine-mère lui fit faire, par lettres-patentes du mois de décembre de la même année, du pays de Clermontais, pour en jouir, lui et ses successeurs, aux titres les plus honorables et avec les droits les plus éminents. Le prince de Condé avait humilié les ennemis étrangers; il fut rappelé à Paris, en 1649, pour soumettre le parti de la fronde. Il commanda l'armée devant Paris, par pouvoir du 30 janvier; y rétablit l'autorité royale; prit le parti du cardinal de Mazarin, et le ramena dans la capitale avec la cour, le 18 août. Le cardinal avait de grandes obligations au prince de Condé, qui avait forcé le parlement et le peuple de Paris à reconnaître Mazarin comme premier ministre; mais Condé désira que le cardinal ne fît rien sans le consulter. Il s'opposa au mariage de la nièce du cardinal avec le duc de Mercœur. Mazarin forma alors le projet d'abaisser la puissance et le crédit d'un prince qui lui portait ombrage; et, mettant de côté tout sentiment de reconnaissance, il tâcha de rendre Condé suspect à tous les partis. A la suite de toutes les trames ourdies par le cardinal, le prince de Condé fut arrêté, le 18 janvier 1650, ainsi que le prince de Conti, son frère, et le duc de Longueville. Étonné de l'ordre que lui donnait Guitaut, capitaine des gardes de la reine, il s'écria : « C'est donc là le prix de mes » services ! » Et s'adressant aux gendarmes rangés en haie sur son passage : « Mes amis, leur dit-il, ce n'est pas ici » la bataille de Lens. » On le conduisit d'abord à Vincennes, d'où il fut transféré à Marcoussi, le 28 août, puis au Havre-

DE CAUMONT (Armand-Nompar), *duc de la Force, maréchal de France,* fils aîné du précédent, fut d'abord nommé capitaine de la 3ᵉ compagnie des gardes-du-corps du roi (depuis Luxembourg), en survivance de son père, par provisions du 26 décembre 1610. Cette survivance lui fut ôtée, le 20 avril 1621, lorsque son père, dont il suivit l'exemple, eut pris les armes en faveur des calvinistes rebelles. Il défendit Montauban, dont les troupes du roi levèrent le siége, le 2 novembre. Étant rentré dans le devoir en même temps que son père, qui conclut à ce sujet un traité avec la cour, le 24 mai 1622, il fut créé maréchal-de-camp, le 19 mars 1625, et servit en cette qualité, cette année et la suivante, dans l'armée de Picardie, commandée par les maréchaux de Chaulnes et de la Force. Il fut employé dans l'armée que l'on assembla en Bresse, en 1629, et qui marcha en Piémont au secours de Casal, en 1630. Il se trouva à la prise de Saluces, le 20 juillet, et de son château, le 21; à celle du fort St.-Pierre, de son château et de Brezol. Il se signala à l'attaque des retranchements du pont de Carignan, le 6 août. Il fut nommé maître de la garde-robe du roi, en 1632. Employé dans l'armée d'Allemagne, en 1634 et 1635, il se trouva à la prise d'Haguenau, le 31 janvier 1634; à celle de Saverne, au commencement de février; au siége de la Mothe, qui capitula, le 26 juillet, et servit au secours d'Heidelberg, dont les Impériaux furent forcés de lever le siége, le 23 décembre. Il leva, par commission du 8 juillet 1635, un régiment de cavalerie de son nom, qu'on réduisit en compagnies, par ordre du 30 juillet 1636. Commandant les troupes du roi, en l'absence du maréchal de la Force, son père, il fut informé, au mois de janvier 1636, que Colloredo, général des troupes impériales, conduisait 2000 dragons de l'évêché de Bâle au duc de Lorraine à Sierck. Sur cet avis, il tira des quartiers d'hiver 10,000 hommes d'infanterie et 1500 chevaux, et détacha le colonel Gassion, avec 600 chevaux, pour reconnaître la marche de Colloredo. Gassion, étant arrivé à Raon, à deux lieues de Baccarach, et y ayant appris que l'ennemi venait pour prendre poste en cet endroit, en fit donner avis au marquis de la Force,

mandait les Espagnols. Le moment de la majorité de Louis XIV était arrivé, la cour fit faire encore une tentative pour enlever le prince dans le château de Trie, appartenant au duc de Longueville; mais il échappa à cette nouvelle embuscade. Il fit proposer des voies d'accommodement, par l'entremise du duc d'Orléans. La reine ayant été sourde à tout moyen de conciliation, Condé et ses partisans levèrent enfin l'étendard de la révolte. Il se rendit à Bordeaux, et vit bientôt une partie de la Guienne, plusieurs seigneurs et un grand nombre de gentilshommes se déclarer pour lui. Ayant levé à la hâte un corps de 10 à 12,000 hommes, il se rendit maître en quinze jours de la Guienne, de l'Angoumois, du Périgord et de la Saintonge. Il assiégea Cognac, sur la Charente, et s'en serait emparé, si le débordement subit de cette rivière n'avait entraîné les ponts et séparé ses quartiers; ce qui obligea le prince à lever le siége de cette place, au mois de novembre. Ses régiments et ceux de son fils avaient été licenciés, par ordre du 13 septembre précédent. Le 24 janvier 1652, il traita avec le duc d'Orléans, pour l'expulsion du cardinal Mazarin, et le duc joignit aussitôt ses troupes à celles des Espagnols, qui traversèrent la France pour se réunir au prince de Condé. La rivalité du commandement ayant jeté la division dans l'armée des princes, commandée par les ducs de Nemours et de Beaufort, Condé prit avec lui six personnes seulement; partit secrètement d'Agen le 24 mars, et se rendit, à travers mille dangers, à Orléans, où campait cette armée. Il se détermine aussitôt à attaquer le maréchal d'Hocquincourt, dont les quartiers étaient séparés, et qui le lendemain devait se joindre au vicomte de Turenne. Après s'être emparé de Montargis, où il savait que l'armée du roi avait un gros magasin de vivres et de munitions, il se saisit de Château-Renard; et, prenant ensuite l'élite de sa cavalerie, avec toutes les timballes et les trompettes de son armée, il fond, par une nuit obscure, sur les quartiers du maréchal d'Hocquincourt, distribués aux environs de Bleneau. Quoique sa troupe fût peu nombreuse, il attaqua

DE CAUMONT (Henri-Nompar), *duc de la Force, maréchal-de-camp,* frère puîné du précédent, naquit en 1582, et fut connu sous le nom de marquis de Castelnau-Caumont. Ayant obtenu une compagnie de chevau-légers, il suivit son père à la guerre du Béarn, en 1620. Il se trouva à la prise de Tonneins; à la défaite de Sainte-Foy, en 1622; en Picardie, en 1625; au secours de Casal, en 1629; à la prise des ville et château de Saluces; du fort Saint-Pierre et du château de Bresol; au combat de Carignan, en 1630; à la prise de Vic et de Moyenvic, en 1631; à la prise de Privas; à la défaite du vicomte de Lestranges, près de Montpellier; à la défaite du duc d'Elbeuf à Remoulins, en 1632; à la conquête de la Lorraine; à la prise d'Épinal et de Nanci, en 1633; à la prise d'Haguenau, de Saverne, de Lunéville, de Bitche, de la Mothe; au secours d'Heidelberg et de Philisbourg, en 1634; à la défaite du duc de Lorraine près Fresche, en Alsace; à la prise de Spire et de Vaudemont, en 1635; à la prise de Corbie, en 1636; et enfin à la défaite des troupes du duc de Lorraine, en plusieurs rencontres, en 1637. Créé maréchal-de-camp, le 15 mars 1638, il couvrit, avec l'armée que commandait son père, le siége de Saint-Omer; contribua à la victoire remportée sur Picolomini, le 8 juillet; couvrit le siége du Catelet, et quitta le service, en même temps que son père, à la fin de cette campagne. Il devint duc de la Force, pair de France, à la mort de son frère aîné, le 16 décembre 1675, en prit alors le titre, et mourut au mois de janvier 1678. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 143; *Gazette de France.*)

DE CAUMONT LA FORCE (Pierre), *marquis de Cugnac, maréchal-de-camp,* fils du précédent, fut d'abord lieutenant de la compagnie des chevau-légers du maréchal de la Force, son grand-père, dès 1633. Il se trouva aux siéges de Nanci et d'Épinal; à la prise d'Haguenau, de Saverne, de Lunéville et de la Mothe, et au secours d'Heidelberg et de Philisbourg, en 1634. Il leva un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 20 mars 1635,

générale. Le prince de Condé, qui était sorti de Paris cinq jours auparavant, se rendit en Flandre, et se livra aux Espagnols. Il se rendit maître de Rethel le 30 octobre, de Sainte-Ménéhould le 14 novembre, et fut déclaré généralissime des armées d'Espagne, le 25. Il prit Roye, en Picardie, le 7 août 1653. Rocroi se rendit à lui, le 30 septembre. En 1654, il fut destitué de sa charge de grand-maître et de ses gouvernements. En août de la même année, il assiégea Arras. L'archiduc Don Juan d'Autriche et le comte de Fuensaldagne commandaient avec lui. Le vicomte de Turenne s'approcha de leurs lignes pour les tenir en échec. Il n'était suivi que de la moitié de son armée. Si le commandement de l'armée espagnole n'eût point été partagé, le prince de Condé eût sur-le-champ attaqué celle du vicomte; mais Fuensaldagne s'étant opposé à cette attaque, l'archiduc fut de son avis, et Turenne eut le temps de se retrancher et d'attendre des secours qu'il reçut, et avec lesquels il attaqua et força les lignes d'Arras, dans la nuit du 24 au 25 août. L'archiduc et Fuensaldagne ayant pris la fuite les premiers, le prince de Condé, qui se vit seul pour combattre trois corps d'armée, se décida à la retraite, et la fit en bon ordre avec sa cavalerie (1). Le 16 juillet 1656, le prince de Condé, joint à Don Juan d'Autriche, força le quartier du maréchal de La Ferté, devant Valenciennes : La Ferté fut fait prisonnier, et perdit 4000 hommes. Après cette défaite, Turenne leva le siége de Valenciennes. Le prince prit Condé, le 18 août. Il se rendit maître de Saint-Guilain, le 22 mars 1657. Le 1er juin, il se jeta dans Cambrai avec 2000 chevaux; s'empara du châ-

---

brûlés, ses habits percés de coups, et tenant à la main son épée dont il avait perdu le fourreau. « Ah ! dit-il en abordant la princesse, tous mes » amis sont morts. » Puis il se jeta sur un siége et versa un torrent de larmes : il n'éprouva de consolation qu'en apprenant que ceux dont il pleurait la perte n'étaient que blessés.

(1) Le roi d'Espagne lui écrivit à ce sujet : « Mon cousin, je sais que » tout était perdu, et que vous avez tout réparé. »

delberg et de Philisbourg, en 1634; au combat de Fresche; à la prise de Spire et de Vaudemont, en 1635, et au siége de Dôle, en 1636. Étant passé en Guienne, en 1637, il se trouva au combat de la Sauvetat; à la prise de cette place et de Bergerac; au combat qui eut lieu pour le passage de la rivière de Bidassoa; à la prise du fort du Figuier et du port du Passage; au siége de Fontarabie, en 1638; aux siéges et à la prise de Salces, de Canet, de Jentavel, en 1639, et au siége d'Elne en Roussillon, en 1641. Employé, la même année, à l'armée de Catalogne, sous le comte de la Mothe, il se trouva à l'assaut donné à Tamarith, dont on s'empara; au secours d'Almenas, dont on fit lever le siége aux Espagnols; aux combats des 19 janvier, 24 et 31 mars 1642; au second assaut de Tamarith, et au secours de Lérida, dont les Espagnols levèrent le siége, après un combat qui dura depuis onze heures du matin jusqu'à la nuit. Il servit aussi au secours de Flix et de Mirabel. en 1643. Devenu lieutenant-colonel de son régiment, par commission du 4 juillet, il marcha, sur la fin de la campagne, au secours du cap de Quiers, dont les Espagnols levèrent le siége. Mestre-de-camp du même régiment, sur la démission du marquis de Tonneins, son oncle, par commission du 15 avril 1644, il se trouva au combat près de Lérida, où le maréchal de la Mothe fut battu, le 15 mai. On se tint sur la défensive le reste de la campagne. Il fut employé à l'armée qui couvrit le siége de Roses; se trouva à la prise d'Agramont et de Saint-Aunais; se distingua au combat de Liorens, et servit au siége et à la prise de Balaguier, en 1645. Il commanda le régiment d'Espenan, à la défaite du régiment ennemi du colonel Gaspard, le 16 avril 1646, et déploya beaucoup de valeur dans cette occasion. Il en donna de nouvelles preuves à la prise du poste d'Algouarre, près de Lérida. On l'employa au premier siége de Lérida, et il fut blessé à la levée de ce siége, qui eut lieu en novembre 1646. Il servit au second siége de cette place; à la prise d'Ager; au secours de Constantin, en 1647, et au siége de Tortose, en 1648. Nommé sergent de bataille, le 23 février 1649, il continua de servir en Catalogne, où l'on se tint

sur la défensive, tout en empêchant les Espagnols de faire le siége de Barcelone. Il continua d'être employé, en 1650, à la même armée, qui couvrit la frontière. Créé maréchal-de-camp, le 11 mai 1651, et employé en cette qualité à l'armée de Catalogne, par lettres du 13, il servit sous le comte de Marchin, avec lequel il passa, au mois de novembre, dans le parti du prince de Condé, auquel il conduisit une partie de son régiment. Il leva un régiment de cavalerie pour le service de ce prince. D'après cette défection, on disposa de son régiment d'infanterie, le 24 mars 1653. Il fut arrêté, en avril suivant, par un parti des troupes du roi, sur la route de Libourne, et on le conduisit à Blaye (1). Étant rentré dans le devoir, on lui donna un régiment d'infanterie, et on lui conserva le régiment de cavalerie qu'il avait levé pour le service du prince de Condé. Il se trouva, en 1665, à la prise de la ville basse du Catelet, par le maréchal de Castelnau, et fut blessé, le 8 juillet, au siége de Landrecies. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 16 septembre suivant, il finit la campagne, sous le maréchal de Turenne. On licencia son régiment de cavalerie, en 1656, et celui d'infanterie, le 20 juillet 1660. Il quitta la France, en 1685, et se retira en

---

(1) On lit dans le second tome des *Pièces fugitives* pour servir à l'*Histoire de France*, à la première note qui se trouve à la suite de l'*Histoire de Guienne*, par Balthazar : *Montpouillan, qui passa les Pyrénées avec Marchin par la vallée d'Oudorra, doit être François de Caumont, maréchal de-camp, gouverneur de Montbelliard et de Beffort, huitième fils du maréchal de la Force....* De son côté, la gazette de 1653, article de Bordeaux du 17 avril, s'exprime ainsi : « *Le marquis de Montpouillan, petit-fils du feu maréchal de la Force, allant à Libourne conférer avec le comte de Maure pour les affaires du prince de Condé, fut arrêté près de Lusac par Salomon, commandant la compagnie des chevau-légers du duc de Saint-Simon, gouverneur de Blois* (c'est de Blaye que l'on aura voulu dire), *où il fut conduit. Cela convient à Montpouillan, fils du maréchal de la Force, et non son petit-fils.* » Il y a dans ces observations trois erreurs. Le marquis de Montpouillan, qui alla avec Marchin joindre le prince de Condé, n'était point François de Caumont. Ce François, huitième fils du maréchal de la Force, fut connu sous le nom de

en Hollande, où il fut fait gentilhomme de la chambre du prince d'Orange, depuis roi d'Angleterre. Il fut créé lieutenant-général des armées de Hollande, et gouverneur de la ville de Naerden. On reçut, le 2 février 1692, au parlement d'Angleterre, un acte portant naturalisation du marquis de Montpouillan. Il mourut le 16 mai 1701, âgé de 86 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. IV, pag.* 222; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CAUMONT (N....), *duc de la Force,* de la même famille que le précédent, fut créé *pair de France,* le 4 juin 1814, et *maréchal-de-camp,* le 1er juillet 1815.

DE CAUMONT (François-Nompar II), *comte de Lauzun, maréchal-de-camp,* d'une autre branche de la famille des précédents, fut député de la noblesse de la sénéchaussée d'Agénois aux états-généraux tenus en 1614. Devenu capitaine de la compagnie des cent gentilshommes de la maison du roi, en 1615, il suivit S. M. en Guienne, cette année et la suivante, et se démit de sa compagnie, en faveur de son fils, au mois de novembre 1616. Il obtint, le 28 du même mois, une compagnie de cent hommes d'armes, et un brevet de conseiller-d'état. Il leva, le 26 février 1619, un régiment d'infanterie de son nom, avec lequel il servit

---

marquis de Castelmoron, et mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie, qui prit ensuite le nom d'Aquitaine, depuis 1631 jusqu'en 1646, époque à laquelle il s'en démit en faveur du comte de Béthune-Orval, son neveu. Il n'a point servi depuis. La gazette de 1653 ne s'est donc point trompée, en attribuant au petit-fils du maréchal de la Force ce qu'elle dit du marquis de Montpouillan. Celui qui se jeta dans le parti du prince de Condé, était réellement Armand de Caumont, marquis de Montpouillan, quatrième fils de Henri-Nompar de Caumont, qui avait été connu sous le nom de marquis de Castelnau, jusqu'en 1657, époque à laquelle il devint duc de la Force. Jean de Caumont, seigneur de Montpouillan, sixième fils du maréchal de la Force, et seul de ses enfants qui ait porté ce nom, avait été tué, dès le mois d'avril 1622, au siége de Tonneins. Il résulte de tout cela, que ce qui est rapporté par l'historien de la guerre de la Guienne et la gazette de 1653, du marquis de Montpouillan, ne peut convenir qu'à Armand de Caumont, qui fait le sujet du présent article.

à l'armée de Guienne, sous les ordres du duc de Mayenne, qui pacifia la province et l'Angoumois. Ce régiment fut licencié à la fin de la campagne. Créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1619, il rétablit son régiment, le 5 juillet 1620; suivit le roi à l'attaque des retranchements du pont de Cé, puis en Béarn, où il contribua à la soumission de plusieurs places. Il servit, en 1621, aux siéges de Saint-Jean-d'Angély, de Clérac, de Montauban et de Monheurt. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 16 décembre de cette année, et désigné pour servir en Guienne, sous le duc d'Elbeuf, il se trouva, au mois de janvier 1622, au siége du château de la Force; à la défaite du marquis de la Force, qui venait au secours de son château, le 31 du même mois; au siége de Montravel, au mois de février; à celui de Tonneins, qui se rendit au mois de mai; et enfin à celui de Montpellier, qui ouvrit ses portes au mois d'octobre. On licencia son régiment, le 14 février 1623. On ne le trouve plus employé depuis cette époque. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 73; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. IV.*)

DE CAUMONT (Antoine-Nompar), *duc de Lauzun, commandant d'armée,* petit-fils du précédent, naquit en Gascogne, au mois de juin 1633. Il entra dans le monde sous le nom de marquis de Puiguilhem (1); débuta dans la carrière militaire par le grade de cornette au régiment de cavalerie de Grammont, en 1654; y fut fait capitaine, en 1655, et marcha à toutes les campagnes que fit ce régiment, jusqu'en 1658. Il devint colonel du régiment de Dragons-Étrangers du roi (depuis Royal-Dragons), le 23 janvier de cette dernière année, lors de la retraite du sieur Oddi. Il se signala à la bataille des Dunes, le 14 juin, et à la prise de Dunkerque, le 23 du même mois. Il fut choisi, en

(1) Le maréchal de Grammont, son parent, le présenta dans la société de la comtesse de Soissons. Louis XIV l'y vit, prit du goût pour lui; et bientôt il en fit son favori et le combla de bienfaits.

juillet, par le vicomte de Turenne, pour commander dans Furnes, ville tout ouverte, qui se trouvait alors au milieu des ennemis. On le fit capitaine de la compagnie des cent gentilshommes de la maison du roi, dits *au bec de corbin*, à la mort de son père, en 1660; et il assista, en cette qualité, à l'entrée de LL. MM. (Louis XIV et l'infante d'Espagne) dans Paris, après leur mariage. Créé maréchal-de-camp, dès 1663, il fut employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, en 1667, et conduisit un détachement au siége de Courtrai, au mois de juillet. La tranchée ne fut ouverte, à son attaque, que la dernière : mais il la poussa avec une si grande vivacité, qu'il se logea sur la contrescarpe, et que les ennemis capitulèrent pour la ville, le 16. Il se porta, le 17, avec le même feu, à l'attaque de la citadelle, qui se rendit le 18. Au siége de Lille, qui capitula le 27, il avait emporté, l'épée à la main, une demi-lune, et y avait fait un logement. Les ennemis s'étant réunis pour secourir Lille, dont ils ignoraient la prise, Lauzun marcha avec 2000 chevaux; se joignit au marquis de Créqui; et, ayant atteint les ennemis, commença un combat opiniâtre, pendant lequel il fut deux fois pris et deux fois dégagé. Ses habits furent percés de plusieurs coups d'épée, et il eut une de ses bottes coupée d'un coup de sabre. Après être revenu plusieurs fois à la charge, il fit glisser ses dragons le long des haies; prit les ennemis de flanc; les chargea ensuite, et les rompit entièrement. Il fut employé, par lettres du 30 mars 1668, à l'armée des Pays-Bas, commandée par le vicomte de Turenne. La paix se fit à Aix-la-Chapelle, le 2 mai suivant. Créé colonel-général des dragons, le 2 avril de la même année, il se démit alors du régiment du Roi-Dragons. On le fit capitaine de la 1re compagnie française des gardes-du-corps, le 28 juillet 1669 (1),

(1) La charge de grand-maître de l'artillerie ayant vaqué en cette même année 1669, par la démission du cardinal Mazarin, le roi la promit à Lauzun, en lui recommandant le secret. Lauzun ayant eu la vanité ou l'indiscrétion d'en parler, Louvois le sut, et supplia le monarque de ne

de Bourgogne et de Bresse, en survivance du prince de Condé, par provisions signées à Saint-Germain-en-Laye, le 22 janvier 1670, registrées au parlement de Paris, le 24 janvier 1671 (1). Il fut nommé pour commander la cavalerie de l'armée de Lorraine, par commission du 6 septembre 1670. La conquête de cette province fut faite en moins d'un mois. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 avril 1672, il servit à l'armée de Hollande, commandée par le prince de Condé, et se trouva à la prise d'Orsoi, d'Émeric, et au passage du Rhin à Tolhuis, au mois de juin. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 avril 1673, il servit dans l'armée employée à couvrir le Bas-Rhin. Il eut le commandement de l'armée du roi sous le prince de Condé, par pouvoir du 5 août de la même année. Cette armée fut chargée de veiller aux mouvements des Espagnols en Flandre. Commandant l'armée de Franche-Comté sous son père, par pouvoir du 2 janvier 1674, il joignit le duc de Noailles, qui avait commencé la conquête de la Franche-Comté. Il investit au mois d'avril la place de Besançon, que le roi prit au mois de mai. Il investit aussi, dans le même mois, la ville de Dôle, qui se rendit au roi au mois de juin. Il eut le commandement d'une des armées de Flandre, sous le prince de Condé, par pouvoir du 5 avril. Au combat de Seneff, le 11 août, le duc d'Enghien, quoique blessé d'un coup de mousquet à la jambe, combattit toujours aux côtés de son père; il aida le comte d'Ostain à remonter le prince de Condé, dont le cheval avait été tué, et continua de combattre avec lui jusqu'à la retraite du prince d'Orange. Commandant l'armée de Flandre sous le prince de Condé, par pouvoir du 1er mai 1675, il attaqua, au mois de juin, la ville de Lunébourg, qui se rendit le 21, après huit jours de tranchée ouverte. Il eut un ordre, le 30 juillet de la même année, pour commander en chef l'armée d'Allemagne, jusqu'à l'arrivée

(1) Original aux archives de la maison de Condé.

Lauzun aux yeux du roi, comme un sujet audacieux et dangereux. Arrêté le 25 novembre 1671, il fut conduit au château de Pignerol (1). On le renferma dans un cachot, et toute communication avec les autres prisonniers lui fut interdite pendant cinq années. Au bout de ce temps, on le conduisit au donjon (2), où il jouit d'un peu plus de liberté. En 1681, sa prison fut convertie en exil, et il fut envoyé à Angers. On l'avait dépouillé, lors de son arrestation, du gouvernement de Berri et de la charge de capitaine des gardes-du-corps. Après quatre ans d'exil, il revint à Paris : mais on lui défendit de se présenter devant le roi. En butte à la disgrâce la plus complète, Lauzun demanda et obtint la permission de passer en Angleterre. Il se trouvait dans ce pays, en 1688, lorsque les Anglais se révoltèrent contre leur roi, Jacques II. Le prince d'Orange, à la tête des rebelles, marchait pour détrôner son beau-père; et, dans le soulèvement général de ses sujets, Jacques II, prévoyant les périls qui menaçaient sa personne et sa famille, confia aux soins et à la fidélité de Lauzun, le 19 décembre de la même année, la reine et le prince de Galles, pour les conduire en France. Lauzun parvint, au milieu de mille dangers, à les faire débarquer à Calais, le 21 du même mois.

---

par ses services. Cependant Lauzun et mademoiselle de Montpensier se firent donner secrètement la bénédiction nuptiale. Lauzun paya les bienfaits de *Mademoiselle* par la plus noire ingratitude, et l'on prétend même qu'un jour, revenant de la chasse, il osa lui dire : « Louise d'Orléans, tire-moi mes bottes, » et que la princesse s'étant alors récriée sur cette insolence, il fit du pied un mouvement, qui était le dernier des outrages. Le lendemain, *Mademoiselle* lui défendit de se présenter jamais devant elle. Cette princesse mourut le 5 avril 1693, et Lauzun épousa, le 21 mai 1695, mademoiselle de Durfort, fille du maréchal de Lorges. Il mourut sans postérité.

(1) Chemin faisant pour se rendre à Pignerol, on l'engagea à descendre de voiture dans un endroit périlleux. Lauzun, qu'un changement de fortune aussi prompt qu'inattendu avait jeté dans un sombre désespoir, refusa de prendre des précautions contre les dangers dont on lui parlait, et s'écria : « Ces malheurs-là ne sont pas faits pour moi. »

(2) En entrant dans ce donjon, il s'écria : *In secula sæculorum.*

DE BOURBON-CONDÉ (Louis III), *duc de Bourbon, lieutenant-général*, fils de Henri-Jules de Bourbon-Condé, qui précède, naquit le 11 octobre 1668, et fut connu sous le nom de M. le duc. Il eut d'abord la survivance du gouvernement de Bourgogne et de Bresse, par provisions données à Versailles, le 16 juillet 1685; et la charge de grand-maître de la maison du roi, aussi en survivance de son père, par provisions du 24 du même mois. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 juin 1686. On le nomma, par provisions, du 28 décembre suivant, colonel du régiment d'infanterie de Bourbon, et mestre-de-camp du régiment de cavalerie du même titre, sur la démission de son père, qui passait au régiment de Condé. Il fit sa première campagne sous M. le dauphin, en 1688, et se trouva aux siéges et à la prise de Philisbourg et de Manheim; à la soumission de Spire, de Worms, d'Oppenheim, de Trèves, et au siége de Franckendal. Il servit en Allemagne, en 1689, sous le maréchal de Lorges, qui se tint sur la défensive. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 avril 1690, il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous M. le dauphin, qui tint les ennemis en échec toute la campagne, et les empêcha de faire aucuns progrès. Employé en Flandre, par lettres du 14 mars 1691, il servit sous le roi, au siége de Mons, et monta plusieurs tranchées. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 mai 1692, et employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, par lettres du même jour, il servit, sous le roi, au siége et à la prise de Namur. Il commanda, à ce siége, l'attaque de l'ouvrage neuf; et, à la tête de 15 compagnies de grenadiers, soutenues par 7 bataillons, il emporta le chemin couvert en moins d'une demi-heure; contraignit les ennemis de se retirer dans le fort et de se rendre sur-le-champ. A l'attaque des chemins couverts et des contrescarpes de l'ouvrage à corne, le duc de Bourbon, commandant comme lieutenant-général, entra des premiers dans les palissades. Il se trouva à la bataille de Steinkerque, où, à la tête d'une division, il chargea plusieurs fois l'ennemi. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 27 avril 1693, il commanda l'aile gauche de

le nomma capitaine-général de ses armées, en 1691. Louis XIV le créa duc de Lauzun, par lettres données à Versailles, au mois de mai 1692, registrées au parlement de Paris, le 13 du même mois. Dans ces lettres, le roi déclare qu'en créant Lauzun duc, *il a été bien aise de faire connaître la considération qu'il fait de la recommandation de la reine d'Angleterre, et de satisfaire en même temps l'inclination qu'il a à élever le comte de Lauzun aux dignités convenables à sa naissance, et qu'il a méritées par ses services*. Lauzun quitta le service, et se retira au couvent des Augustins du faubourg Saint-Germain de Paris (1), où il mourut le 19 novembre 1723, âgé de plus de 90 ans, après une maladie longue et douloureuse, dont il supporta les souffrances avec une religieuse résignation (2). (*Chronolo-*

» des troupes auxiliaires, il (Lauzun) fit voir que, si jamais il avait su » quelque chose du métier de la guerre, il l'avait totalement oublié. Le » jour de la Boyne, étant avec lui, lorsque les ennemis passèrent la ri» vière, il me dit qu'il fallait les attaquer; mais à force de chercher un » champ de bataille, il donna le temps aux ennemis de se former dans la » plaine; après quoi il n'y eut plus moyen de les charger. Il ne montra » en Irlande ni capacité ni résolution, quoique d'ailleurs on assure qu'il » était très-brave de sa personne. »

(1) Ce couvent était contigu à sa maison.

(2) Voici le portrait de Lauzun, tel que le duc de Saint-Simon l'a tracé dans ses Œuvres (tom. X, pag. 88). « Le duc de Lauzun était un petit » homme *blondasse*, bien fait dans sa taille, de physionomie haute, » pleine d'esprit, qui imposait, mais sans agrément dans le visage, à ce » que j'ai ouï dire aux gens de son temps; plein d'ambition, de caprices, » de fantaisies; jaloux de tout, voulant toujours passer le but, jamais » content de rien; sans lettres, sans aucun agrément ni ornement dans » l'esprit; naturellement chagrin, solitaire et sauvage; fort noble dans » toutes ses façons; méchant et malin par nature, encore plus par jalou» sie et par ambition; toutefois bon ami, quand il l'était, ce qui était » rare, et bon parent; volontiers ennemi, même des indifférents, et cruel » aux défauts et à trouver et donner des ridicules; extrêmement brave » et aussi dangereusement hardi; courtisan également insolent, mo» queur et bas jusqu'au valetage, et plein de recherches, d'industrie, d'in» trigues et de bassesses pour arriver à ses fins; avec cela dangereux aux » ministres, à la cour redouté de tous; plein de traits cruels et pleins de » sel, qui n'épargnaient personne. »

gie militaire, tom. I, pag. 559; *Mémoires de madame de Montpensier, le président Hénaut, le Père d'Avrigny, le continuateur du Père Daniel, Larrey, Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Abrégé chronologique des troupes de France, par l'abbé de Nœufville; Mémoires de Saint-Simon, Histoire de France, par Anquetil; Gazette de France, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IX, pag.* 569; *Biographie universelle ancienne et moderne, tom. XXIII, pag.* 451.)

DE CAUMONT (N.....), *duc de Lauzun, maréchal-de-camp*, de la même famille que les précédents, était mestre-de-camp du régiment Royal-Dragons, en 1776. On le créa brigadier de dragons, le 1er mars 1780. Il était colonel du régiment de hussards de son nom, lorsqu'on le fit maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. (*Etats militaires.*)

DE CAUMONT (Auguste-Marie), *comte*, né à Aumale, le 28 octobre 1743, fut nommé *lieutenant-général*, le 2 février 1815. Il avait été créé commandeur de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, le 3 janvier précédent. Il est aussi commandeur de l'ordre du Phénix de Hohenlohe, grand'-croix et gouverneur-général de l'ordre royal hospitalier et militaire du Saint-Sépulcre de Jérusalem. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor-royal, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de lieutenant-général, après 55 ans et 10 mois de service. (*Etats militaires.*)

DE CAUX (Louis-Victor), *vicomte, maréchal-de-camp*, naquit à Douai, le 23 mai 1775. Il entra, comme élève sous-lieutenant, à l'école du génie, le 1er mars 1793; devint lieutenant dans le même corps, le 1er août suivant, et fut employé en cette qualité à l'armée des Ardennes. Destitué, le 26 novembre de la même année, pour cause de noblesse, il fut réintégré dans ses fonctions, le 5 avril 1795, par un arrêté du comité de salut public, qui l'éleva, par rang d'ancienneté, au grade de capitaine, à dater du 16 décembre 1793. Nommé chef de bataillon sous-directeur

des fortifications, par arrêté du directoire-exécutif du 1er août 1799, il fit les campagnes de 1799 et 1800 à l'armée du Rhin, et s'y distingua aux combats de Derbach et de Dillingen; au passage du Danube, et aux affaires de Korick et de Bourgzieden. Le général en chef Moreau le chargea de faire exécuter, dans les places d'Ulm, Ingolstadt et Philisbourg, les conditions de l'armistice conclu, en 1799, avec l'Autriche. Il servit à l'armée des côtes de l'Océan, pendant les années 1802, 1803, 1804 et une partie de 1805, et fut employé à la grande-armée, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre de cette dernière année. En 1806, il fut fait chef de l'état-major du premier inspecteur-général du génie, à l'armée de réserve. En 1807, il fut appelé au ministère de la guerre, pour y diriger la division du génie. En 1809, les Anglais ayant fait une expédition contre la Hollande, il fut nommé commandant du génie à l'armée qui se forma sous Anvers, et qui fut commandée par le prince de Ponte-Corvo. Les divers forts qu'il fit construire, les batteries qu'il fit élever, et enfin les nombreux moyens de défense dus à son zèle et à son activité, signalèrent son habileté, et contribuèrent à faire échouer l'entreprise des ennemis. Après cette campagne, il vint reprendre ses fonctions au ministère de la guerre, où il est maintenant chef de la 2e division. Il fut nommé colonel du génie, le 7 octobre 1810. S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp, le 20 août 1814, et conseiller-d'état en mars 1817. Sous le gouvernement de Buonaparte, il avait été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, le 15 juin 1804, et créé baron d'empire. Le roi lui a accordé la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 27 juin 1814; celle d'officier de la Légion-d'Honneur, le 29 juillet suivant; et enfin celle de commandeur du même ordre, le 18 mai 1820. S. M. lui a également conféré le titre de vicomte, par ordonnance du 12 février 1817. Le vicomte de Caux est chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, 1re classe, et commandeur des ordres de Saint-Léopold d'Autriche, de Saint-Henri de Saxe, et des Guelphes. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

Rhin, commandée par le même général, il combattit à Etlingen, le 27 juin 1743. Pendant la campagne de 1744, il servit dans l'armée commandée par le roi, et se trouva au siége de Menin, où il fit ouvrir la tranchée du côté de l'ouvrage à corne qui est devant la porte de Lille. Il commanda l'attaque de la droite contre Menin, qui capitula, le 3 juin. Il investit Ypres, le 6 juin; et s'empara de la redoute de Dickcbusck, où on fit un sergent et quinze soldats prisonniers. Cette place aurait pu tenir long-temps, si le comte de Clermont n'eût, par une extrême diligence, prévenu le commandant, qui avait ordonné de faire abattre les arbres et les haies qui pouvaient servir à couvrir les premiers travaux des assiégeants. En effet, à la faveur de ces arbres, les ouvrages furent avancés jusqu'à 40 toises de la palissade, sans que les assiégés s'en fussent aperçus. Ypres capitula, le 27 du même mois, et le roi y fit son entrée, le 29. La place de Furnes, investie par le comte de Soissons, le même jour, 29 juin, demanda à capituler le 10 juillet; et la garnison en sortit le 13(1). Après avoir fait le siége de Fribourg, il soumit la ville de Constance au mois de novembre. Il servit pendant la campagne de 1745, sous le roi; combattit à Fontenoi, le 11 mai; se trouva à la prise de Tournay, qui capitula le 23; et de la citadelle, qui se rendit le 20 juin. Il servit, en 1746, aux siéges de Louvain, qui ouvrit ses portes, le 6 mai; et d'Anvers, réduit le 20. Il commanda le siége de la citadelle d'Anvers, qu'il fit investir le 21 mai. La tranchée ayant été ouverte, du 25 au 26, les ennemis arborèrent le drapeau, le 31; la capitulation fut signée, le 1er juin; et la garnison sortit de la place, le 3. Le comte de Clermont forma, le 5 septembre, le siége de la ville de Namur; et obligea cette ville de capituler, le 19. Il attaqua les châteaux, le 25; la garnison en sortit, le 30. A la bataille de Raucoux, le 11 octobre suivant, le comte de Clermont chargea l'ennemi à la tête des troupes

(1) Le comte de Clermont quittait ordinairement la tranchée le dernier, et dirigeait toutes les opérations.

Vendôme; et, après le succès de cette affaire, il passa la rivière; attaqua 22 bataillons ennemis qui faisaient leur retraite; les rompit, et les mit dans en tel désordre qu'il fut facile à la cavalerie, qui le suivait, de les détruire presque entièrement. Au combat de Castiglione, le 9 septembre de la même année, il commanda la brigade de Forêt; prit en flanc l'infanterie ennemie; la culbuta, et décida du gain de la bataille. Il marcha ensuite à Castiglione, y attaqua le corps du général ennemi Valles, qui faisait le siége du château, et obligea cette troupe, forte de quinze cents hommes, de se rendre à discrétion et de livrer toute son artillerie de siége. Il fut chargé d'apporter à Paris 33 étendards et 23 drapeaux pris sur les ennemis, à l'affaire de Castiglione. Créé brigadier d'infanterie, le 21 du même mois de septembre, on lui donna le régiment du Perche, le 27 octobre, et il se démit alors de celui de Ponthieu. Il fut employé, en 1707, sous le duc de Vendôme, à l'armée de Flandre, où l'on se tint sur la défensive, et commanda à Commines pendant l'hiver, par ordre du 18 octobre. Servant à la même armée, en 1708, il fut détaché, le 10 juillet, avec 30 campagnies de grenadiers, pour masquer la ville d'Oudenarde. Toute l'armée ennemie l'ayant attaqué dès le lendemain, il fit sa retraite en bon ordre, et rejoignit l'armée française, sans avoir essuyé aucun échec. Il se distingua, le 12 du même mois, à la bataille qui fut livrée sous Oudenarde, et y contint les ennemis assez long-temps pour favoriser la retraite de la gendarmerie. Il marcha sous les ordres du comte de La Mothe, et se trouva au combat de Winendall, où il força les retranchements de l'ennemi. Il attaqua ensuite, avec sa brigade, un corps de 1600 hommes, au camp de Hondscoote; les poussa avec vigueur jusque dans un grand terrain enclos, et les y força de se rendre à discrétion. Parmi les prisonniers faits en cette occasion, se trouvaient un officier-général, et 80 officiers subalternes. On prit également aux ennemis 12 drapeaux et 6 étendards. A la bataille de Malplaquet, le 11 juillet 1709, il favorisa la retraite de l'artillerie, dont aucune pièce montée ne tomba au pouvoir de l'ennemi. Il continua

sion de l'exercice de cette charge à cette époque. Nommé gouverneur et lieutenant général des provinces de Bourgogne et de Bresse, par provisions données à Versailles, le 19 mai 1754, il prêta serment, pour cette charge, le 3 juin suivant. Il fit sa première campagne en Allemagne, en 1757; se trouva à la bataille d'Hastembeck (1), et à la conquête de l'électorat d'Hanovre, et quitta l'armée après la capitulation de Closterseveru. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 3 février 1758, et employé en cette qualité à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er juin suivant, il se trouva à la bataille de Crewelt; obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 11 août, et finit la campagne sous les ordres du maréchal de Contades. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai 1759, il y eut le commandement de la cavalerie. A la bataille de Minden, il chargea plusieurs fois les ennemis à la tête de sa troupe, et déploya la plus grande valeur. Employé à la même armée, par lettres du 1er juin 1760, il se signala au combat de Corback, le 10 juillet. Le 26 du même mois, il fit attaquer, par un corps considérable de troupes, le village d'Eppinghausen, dont l'occupation était de la plus haute importance, pour pénétrer dans la plaine de Wolfhagen, où campaient les ennemis. Les troupes françaises ayant été repoussées deux fois à cette attaque, le prince de Condé y marcha lui-même; emporta le village pour la troisième fois, et le conserva. Le résultat de ce combat fut d'obliger le prince Ferdinand à abandonner Wolfhagen, où l'armée campa le 27. Le prince de Condé, commandant l'avant-garde de l'armée, se porta, le 30, à Oberweimar, d'où il chassa les ennemis. Après l'affaire de Warbourg, les Prussiens ayant fait passer un corps de

(1) A cette bataille, le jeune prince de Condé se trouvait tellement exposé au feu d'une batterie formidable, que le comte de la Touraille, son premier gentilhomme, crut devoir le supplier de faire quelques pas pour s'éloigner de la direction des boulets. « Moi! répondit tranquillement le prince; je ne trouve point ces précautions dans l'Histoire du grand Condé. »

toute la Flandre et des provinces frontières de ce côté, en l'absence du maréchal de Noailles, par ordre du 1er décembre 1742. Il obtint une place de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er janvier 1744, et conserva son commandement en Flandre, jusqu'au 1er avril de la même année. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres du même jour, il servit au siége et à la prise de Menin, où il commanda l'ouverture de la tranchée; au siége et à la prise d'Ypres. Le roi lui donna le gouvernement de cette dernière place, par provisions du 19 juin, et lui accorda une place de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, le 16 décembre suivant. Le marquis de Ceberet eut, par ordre du 24 du même mois, le commandement dans toute la Flandre, le Hainaut et l'Artois, en l'absence et sous l'autorité du maréchal de Saxe. Il résida à Ypres, et conserva ce gouvernement jusqu'à la paix. La ville d'Ypres ayant été rendue alors à l'impératrice, le marquis de Ceberet obtint du roi, le 10 février 1749, le gouvernement d'Aire, qui vaquait par la promotion de M. de Vallière au gouvernement de Bergue. Il eut aussi le gouvernement en Artois, par ordre du 30 mai suivant, et mourut à Aire, le 25 août 1756, à l'âge de 83 ans et 6 mois. (*Chronologie milit., tom. V, pag.* 107; *Gazette de France.*)

DE CELY, *voyez* EON.

DE CERESTE, *voyez* DE BRANCAS.

DE CÉRIS (Louis-Charles-Thomas, *marquis*), *lieutenant-général honoraire*, naquit le 17 avril 1772. Il entra au service, en 1788, comme officier à la suite du régiment de Champagne infanterie. Il servit dans ce corps jusqu'à la fin de 1791, époque à laquelle il émigra, et passa en Allemagne, pour y rejoindre l'armée des princes français. Il fit, dans cette armée, la campagne de 1792. Lorsque la Vendée s'insurgea, en 1793, le marquis de Céris se rendit dans ce pays, et fut fait officier supérieur dans les armées royales. Ayant été fait prisonnier de guerre par les républicains, dans une affaire où il avait été blessé dangereusement à la

retourné à l'armée d'Allemagne, en 1762, il y battit, à Grummingen, le prince héréditaire de Prusse (Ferdinand de Brunswick), qui l'avait attaqué, et le força de repasser la Wetter. Le prince de Condé attaqua, le 30 novembre, le camp retranché des ennemis, à Johannsberg, près de Friedberg. Après avoir formé en colonne ses grenadiers royaux, et leur avoir défendu de tirer, il les dirigea vers un point menacé, et les précipita sur les Prussiens, qui ne purent résister à une charge aussi impétueuse. Lui-même, à la tête de quelques escadrons de gendarmerie et de dragons, chargea deux fois la cavalerie ennemie et la détruisit presque entièrement. Cependant, l'infanterie, qui formait le centre de l'armée du prince Ferdinand, étant encore intacte, le prince de Condé donna une nouvelle preuve du talent avec lequel il savait placer ses batteries : il foudroya d'abord la masse d'infanterie ennemie; se porta ensuite sur elle; l'enfonça, et remporta la victoire la plus glorieuse et la plus complète (1). La paix ayant été faite, le prince de Condé revint à la cour (2). La mort de la princesse son épouse répandit, dans ce temps, sur l'existence du prince une mélancolie qui lui fit chercher la solitude; et il se retira à Chantilly, où il se forma une société de savants, de gens de lettres et d'hommes célèbres, dont plusieurs furent comblés de ses bontés (3). Il se plaisait aussi à recevoir

(1) Louis XV, pour récompenser dignement la valeur du prince de Condé, lui fit don de plusieurs canons pris sur l'ennemi à la bataille de Johannsberg. Ces canons furent placés au château de Chantilly, qui appartenait au prince de Condé. En juillet 1789, un détachement de la garde nationale de Paris les y enleva.

(2) Son retour à Paris fut un véritable triomphe, d'autant plus flatteur qu'il était moins préparé, et que les hommages étaient libres. La première fois qu'il parut à la Comédie française, on y jouait une petite pièce intitulée : *Heureusement*. Un jeune militaire soupant avec une jolie femme, lui dit : « Je bois à Cypris! » Elle répond : « Et moi, je bois » à Mars! » Le public appliqua cette réponse avec acclamation au prince de Condé.

(3) Il mettait un discernement très-judicieux dans le choix de ceux qu'on lui proposait. « J'aime mieux, disait-il, les bons esprits que les » beaux esprits. »

cains, le marquis de Céris attaqua une forte colonne ennemie, qui couvrait Bressuire. Trois fois il parvint à pénétrer dans cette ville ; mais, n'ayant pu parvenir à déloger les républicains d'un bâtiment qu'ils avaient fortifié au centre de la ville, il se retira, après leur avoir tué 600 hommes, fait 200 prisonniers, et enlevé une centaine de chevaux. Il livra encore quelques combats aux républicains, jusqu'à l'époque de la pacification définitive, qui eut lieu en août 1796. Il reprit les armes, en 1799; et, après quelques affaires, dont le succès fut balancé, il défit les républicains à Serisaye, où il eut un cheval tué sous lui, et reçut une blessure à la jambe. Il prit encore part à toutes les opérations de cette campagne, qui se termina, en 1800, par l'affaire des Aubiers, où le marquis de Céris soutint pendant long-temps, à la tête d'un faible corps vendéen, les efforts d'une colonne républicaine très-supérieure en forces. Après la rupture du traité d'Amiens, en mai 1803, il fut choisi pour être l'un des principaux chefs de l'agence royale établie à Bordeaux, et dont les opérations, embrassant la Vendée et Nantes, devaient coïncider avec celles de Georges Cadoudal. Le dévouement qu'il déploya dans cette mission lui valut le brevet de lieutenant-général, qui lui fut délivré, le 1er juin 1804, par le conseil vendéen, chargé spécialement de la réorganisation des armées royales. Après la découverte de la conspiration de Cadoudal, le marquis de Céris resta encore à Bordeaux pendant plusieurs mois, puis il s'embarqua pour Londres, et se rendit aux États-Unis d'Amérique, d'où il n'est revenu en France qu'après la restauration de la monarchie. S. M. Louis XVIII a daigné, par son ordonnance du 23 mai 1814, autoriser les officiers des armées royales, qui y avaient obtenu des grades, à porter les marques distinctives de ces mêmes grades. En 1815, pendant les *cent jours*, le marquis de Céris se rendit auprès de S. A. S. Mgr. le duc de Bourbon, dans la Vendée, où il servit sous ce prince. Il a été nommé lieutenant de roi à Dunkerque, le 6 novembre 1817, et il en remplit encore aujourd'hui les fonctions. (*Etats et brevets militaires, annales du temps.*)

Condé sortit de France; se rendit d'abord à Bruxelles, auprès de l'archiduchesse Christine; puis à Turin, pour être plus à portée de seconder les rassemblements qui se formaient dans le midi de la France, afin de s'opposer aux entreprises des révolutionnaires. Au mois de juillet 1790, il publia un manifeste par lequel il déclara, qu'à la tête de la noblesse, qui s'était réunie à lui, il tenterait de venir en France, pour délivrer le monarque et relever le trône de ses rois. Ayant rejoint les princes français, MONSIEUR, frère du roi (aujourd'hui Louis XVIII), et M. le comte d'Artois, en Allemagne, le prince de Condé y organisa un corps d'armée composé d'émigrés, et avec lequel il se mit en marche de Kreutznach, le 1er août 1792, se dirigeant sur Spire pour se rapprocher de Landau, où il s'était ménagé des intelligences. Le général autrichien, qui commandait dans les environs de cette place un corps de 20,000 hommes, ayant refusé de faire un mouvement pour appuyer le coup de main projeté par le prince de Condé, l'entreprise sur Landau échoua. Le prince se préparait à entrer en France, lorsque la retraite inexplicable que les Prussiens firent en Champagne le força à se jeter, avec son corps d'armée, dans les gorges de la Forêt-Noire, où il établit son quartier-général à Willingen. En 1793, le gouvernement autrichien ordonna que le corps de Condé serait licencié à la date du 1er avril; mais, sur les réclamations faites par ce prince, l'empereur d'Allemagne révoqua l'ordre, et fit réunir le corps de Condé à celui que le comte de Wurmser commandait sur le Haut-Rhin. A l'attaque des lignes de Weissembourg, qui furent forcées par les Autrichiens et le corps des émigrés, le 13 octobre 1793, ces derniers se conduisirent avec une haute valeur dans l'entreprise contre les retranchements de Bergzabern. Dirigés par le prince de Condé qui marchait à leur tête, ils s'avancent avec intrépidité; bravent le feu des redoutes et s'emparent de 17 canons. Se portant ensuite avec la même impétuosité sur Weissembourg, ils y triomphent de la résistance opiniâtre des républicains et se rendent maîtres de la place. Le général Wurmser, qui donnait toujours les pos-

dit prisonnier de guerre à Cossaria avec le corps de troupes qu'il commandait. Cité avec éloges dans les rapports du général en chef, Cervoni reçut du directoire exécutif, sous la date du 23 avril, une lettre conçue en ces termes : « Les » travaux de la dernière campagne avaient trop fait con» naître votre courage au directoire, pour qu'il ne sût pas » d'avance qu'en vous faisant éprouver le premier choc, » les Autrichiens vous ménageaient le premier avantage. » Il se trouva au célèbre passage du pont de Lodi, le 10 mai suivant; et, lorsque les grenadiers français, écrasés par le feu terrible des ennemis, montrèrent quelque hésitation, Cervoni fut un des généraux qui, calculant toute l'imminence du danger, se précipitèrent avec le plus héroïque dévouement en tête de la colonne d'attaque, et donnèrent aux troupes un exemple que celles-ci s'empressèrent de suivre. Promu au grade de général de division, le 15 février 1798, il fit en cette qualité la campagne de Rome, dans la même année. Ce fut lui que, lors de l'insurrection de Rome, le général en chef Berthier chargea d'aller annoncer au Saint-Père que le peuple venait d'abolir le gouvernement papal, et de le remplacer par un gouvernement républicain. Le général Cervoni remplit cette mission avec les plus grands égards pour le souverain pontife, qu'il s'efforça de rassurer, et auquel il donna une garde nombreuse pour sa sûreté. Il alla ensuite à la *Loggia de Monte-Citorio;* harangua le peuple; publia l'installation du gouvernement provisoire, et contribua ainsi à l'établissement de la république romaine. En 1798 et 1799, il eut le commandement en chef de la 2ᵉ division militaire; et, en 1800, il obtint celui de la 8ᵉ division militaire, composée des départements des Bouches-du-Rhône, des Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes, du Var et de Vaucluse. Dans ce poste, aussi important qu'honorable, le général Cervoni déploya beaucoup de sagesse et de fermeté; sut faire respecter les lois, et se concilia l'estime et l'affection de ses administrés. En 1809, il quitta le commandement de cette division pour aller servir à la grande-armée d'Allemagne, en qualité de chef de l'état-

les il était resté intact, et de se diriger sur Seltz, par Lauterbourg. Les campagnes de 1794 et 1795 se passèrent sans qu'aucun événement remarquable eût pu fournir au corps du prince de Condé de nouvelles occasions de se signaler. A l'ouverture de la campagne de 1796 (1), ce corps était posté entre Vieux-Brisach et Kappel. A la prise du fort de Kehl, par les républicains, le 25 juin, les Autrichiens ayant été forcés à la retraite, le duc d'Enghien chargea, avec beaucoup de bravoure, à la tête des cavaliers émigrés, et mit en désordre une compagnie de la 31e demi-brigade d'infanterie de ligne. Il défendit, le 26, le pont d'Offembourg avec une grande audace, et ne se retira, dans la vallée de Kentzig, que lorsqu'il vit les républicains maîtres des deux flancs de la ville. Le corps autrichien du général Stain évacua le camp de Bühl, le 28 juin; et le corps de Condé, obligé de suivre ce mouvement, se retira sur Lahr. Le 14 juillet, il occupait la hauteur d'Eltenmunster et de Huchstetten. Ce même jour, le général républicain Abatucci attaqua les gorges entre Eltenmunster et Schweighausen. Elles étaient défendues par le corps de Condé, qui opposa une forte résistance. Après deux heures d'une lutte sanglante, ce corps fut écrasé par le nombre des assaillants; obligé d'évacuer ses positions d'Eltenmunster et de Schweighausen, et de suivre le mouvement de retraite du général autrichien Froelich, sur Schonwald et Fribourg. Le 12 août, l'arrière-garde du prince de Condé fut attaquée en-deçà de Westerheim, par l'avant-garde républicaine sous les ordres d'Abatucci. La première ligne du corps des émigrés ayant été forcée de plier, le prince de Condé fit avancer d'autres troupes sous les ordres du duc d'Enghien; et le combat recommença avec une nouvelle vigueur; mais un corps de républicains ayant fait un grand détour et s'étant montré sur le flanc des émigrés, le duc d'Enghien ordonna la retraite. Le

(1) En 1795, le quartier-général de l'armée de Condé était établi à Malheim, près Bâle en Suisse. Ce fut là que le prince de Condé annonça à son armée la mort du jeune roi Louis XVII, et prononça à ce sujet un discours très-pathétique.

ennemi, et soutint trois assauts. Au dernier de ces assauts, il fut blessé; combattit, malgré cette blessure; fut renversé de dessus la muraille, et fait prisonnier (1). Il se trouva à la bataille de Cerignoles, où les Français furent battus par Gonzalve de Cordoue, le 28 avril 1503, et fut employé au siége de Bologne, en 1506. Les Génois s'étant révoltés, en 1507, et ayant massacré tous les Français qu'ils purent atteindre, Louis XII marcha contre eux, à la tête d'une forte armée. La Palice en commanda l'avant-garde, sous les ordres du maréchal de Chaumont-d'Amboise. Il dirigea l'attaque du fort de Castellacio; mais, ayant été blessé à la gorge, dès le commencement du combat, et presque étouffé par le sang qu'il perdait, il fut obligé de remettre son commandement à Jean Stuard. En 1509, il fit partie de l'armée que Louis XII envoya contre les Vénitiens, commandés par l'Alviane. Il y servit, sous les maréchaux de Chaumont et de Trivulce, qui conduisaient l'avant-garde à la bataille d'Agnadel, gagnée par les Français, le 14 mai; reçut dans cette affaire un coup de pique

(1) Anquetil, dans son *Histoire de France* (tom. IV, pag. 143), donne les détails de cette affaire de Rouva dans les termes suivants: « La Palice soutint trois assauts. Au dernier, placé sur la brèche comme une tour inébranlable, écartant avec sa lame, et culbutant dans les fossés les ennemis qui se présentaient, il y fut précipité lui-même par une caque de poudre enflammée, qui le frappa à la tête, et dont le feu pénétra tellement son armure que la fumée sortait par toutes les ouvertures. Il se releva néanmoins, et combattit encore; mais, forcé enfin de se rendre, il jeta auparavant son épée le plus loin qu'il lui fut possible. Gonzalve de Cordoue essaya de profiter de ce hasard pour s'emparer de la ville, et menaça La Palice d'une mort honteuse, s'il ne donnait ordre à son lieutenant de la livrer. Traîné à cet effet au pied du fort: *Cornon*, cria La Palice à ce lieutenant, *Gonzalve que vous voyez ici menace de m'ôter un reste de vie, si vous ne vous rendez promptement. Mon ami, vous devez savoir en quel état est la citadelle: regardez-moi comme un homme mort; et, si vous avez quelque espoir de tenir jusqu'à l'arrivée du duc de Nemours, faites votre devoir.* » Cornon se défendit; mais il était sans munitions, et ne put empêcher que la place fût bientôt prise. Gonzalve se respecta assez pour épargner La Palice; mais il refusa de le mettre à rançon.

le mouvement de l'ennemi, soutint le choc des républicains assez long-temps pour permettre aux Autrichiens de sauver leurs canons et leurs bagages (1). Protégé par le feu d'une batterie qu'il avait fait établir, le prince effectua en bon ordre le passage de la Rissbach, au-delà de laquelle les républicains ne les poursuivaient point. Pendant la retraite que le général en chef Moreau fit faire à l'armée républicaine sous ses ordres, le corps de Condé suivit cette armée par le Val-d'Enfer, et l'attaqua avec succès au débouché de la vallée de San Peter, le 20 octobre. Il délogea les avant-postes français du village de Steinstadt, le 24 du même mois, et se maintint dans ce village, malgré les efforts que fit l'ennemi pour le reprendre. Après cette campagne, le prince de Condé prit son quartier d'hiver dans le Brisgaw, en février 1797. La cour de Vienne négociait alors sa paix avec la France. L'Angleterre, de son côté, prévoyant le moment où elle n'aurait plus d'intérêts à démêler sur le continent, paraissait indécise sur les engagements qu'elle avait pris, de concert avec l'Autriche, relativement à l'entretien du corps des émigrés. Dans cet état de choses, le prince de Condé fit connaître ses inquiétudes à l'empereur de Russie, avec lequel il entretenait une correspondance régulière. Paul I[er] envoya au quartier-général du prince son aide-de-camp Gortschakow, porteur de dépêches annonçant qu'il était accordé un asile et l'existence dans les états russes aux officiers, gentilshommes et soldats de l'armée du prince de Condé. En conséquence, cette armée se mit en marche, dans les premiers jours d'octobre

(1) Dans cette journée, 20,000 Autrichiens durent leur salut au corps du prince de Condé. Le général Moreau, bon juge de ce qui s'était passé, dit à cette occasion : « Sans cette poignée d'émigrés, j'étais maître de » l'armée autrichienne. » Lorsque dans une séance du parlement d'Angleterre un membre de l'opposition demanda à M. Windham, ministre de la guerre, de quelle utilité pouvait être *cette petite armée de Condé*, le ministre, faisant allusion à la journée de Biberach, répondit : « Allez » donc le demander à ces grandes armées autrichiennes que *cette petite* » *armée* a sauvées plus d'une fois d'une destruction totale. » (Mémoires de la maison de Condé, tom. II, pag. 115.)

signala, le 11 avril suivant, à la bataille de Ravenne, gagnée sur les troupes papales, par Gaston de Foix, duc de Nemours, neveu de Louis XII. Ce jeune prince, âgé seulement de 23 ans, et que la rapidité de ses exploits avait fait surnommer le *foudre d'Italie*, s'étant imprudemment mis à la poursuite des vieilles bandes espagnoles, qui seules se retiraient en bon ordre, reçut 14 blessures qui l'étendirent sans vie sur le champ où il venait de remporter une victoire complète. Chabannes, qui lui succéda dans le commandement de l'armée d'Italie, investit la ville de Ravenne, qui se rendit et qui fut pillée, malgré la défense expresse qu'il en avait faite; aussi fit-il punir de mort un capitaine, homme très-brave, à la vérité, mais qui, faisant la guerre en bandit plutôt qu'en soldat, avait excité les troupes au pillage. Quatre jours après la prise de la ville de Ravenne, la citadelle capitula. Il en fut de même de Césène, Rimini, Imola, Forli, et de toute la Romagne, qui se soumirent à Chabannes. Après ces expéditions, Chabannes, qui n'avait accepté le commandement provisoire de l'armée, qu'à la prière de toute la noblesse, et qui, d'ailleurs, ne pouvait remédier aux désordres qui s'étaient introduits dans une armée affaiblie par ses propres succès, mal payée, et se livrant à toutes sortes d'excès; Chabannes, disons-nous, jugea prudent de retourner dans le Milanais, dont il ravitailla les places, et où il attendit les ordres du roi. La victoire de Ravenne avait eu pour résultat de liguer la Suisse et toute l'Italie contre les Français. Une révolte générale éclata au Milanais, dans le même temps qu'un débordement considérable de Suisses, conduits par le cardinal de Sion (Scheiner, surnommé le *général Tondu*), s'avançait pour prêter la main aux révoltés de l'Italie. Chabannes, qui n'avait à sa disposition que 6000 fantassins et 1000 gendarmes, sentit l'impossibilité de se maintenir; et, conformément aux ordres que d'ailleurs il avait reçus du roi, il prit le parti de la retraite, et rentra en France, où il finit la campagne sous le comte d'Angoulême (depuis roi de France, sous le nom de François Ier), que le roi avait envoyé au secours de Don Juan, roi de Na-

de Condé, au lieu de mettre bas les armes, se font jour, la baïonnette en avant, à travers les rues de Constance; et, tandis qu'une grêle de balles fond sur eux, ils enfoncent une porte, et parviennent à effectuer leur retraite, après avoir donné des preuves d'un courage et d'une intrépidité dignes des plus grands éloges. L'empereur de Russie rappela son armée, qui se mit en mouvement le 30 novembre. Le corps de Condé devait d'abord la suivre; mais, d'après de nouvelles dispositions, il fut décidé qu'il prendrait ses quartiers d'hiver en Autriche et en Bohême. Bientôt après, le prince reçut une dépêche qui lui annonçait que son corps cessait de faire partie de l'armée russe, et passait à la solde de l'Angleterre. En 1800, une expédition secrète, dans la Méditerranée, ayant été concertée entre les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg, le corps du prince de Condé fut destiné à en faire partie. Déjà il était en marche pour se rendre à Livourne, lorsqu'un courrier vint lui apporter, à Pordenone, l'ordre de s'arrêter. A cet ordre succéda, peu de temps après, celui d'aller joindre, en Bavière, le corps autrichien du général Kray, qui concentrait ses forces à Ulm. En arrivant en ligne, le corps de Condé occupa Rosenheim et Waserburg, sur l'Inn. On mit sous les ordres du prince un corps de troupes Wurtembergeoises. Les républicains ayant tenté le passage de l'Inn sur le pont de Rosenheim, dans la nuit du 8 au 9 décembre, un détachement du corps de Condé s'opposa avec succès à cette entreprise (1). Cependant les Français ayant effectué ce passage par un autre pont, le prince de Condé se replia jusqu'à Ændorff. Il fut chargé ensuite, par l'archiduc Jean, de se porter à Rothmann, en Styrie, pour défendre les gorges qui couvrent la capitale des états autrichiens, fortement menacée alors par les progrès des armées

(1) Il faut dire à la louange des émigrés français, qu'ils montrèrent beaucoup de résolution dans cette défense, et une grande intrépidité en achevant l'incendie du pont sous le feu violent de l'artillerie et de la mousqueterie de leurs compatriotes. (Victoires et conquêtes des Français, de 1792 à 1815, tom. XIII, note au bas de la page 206.)

à une demi-lieue de cette place, lorsqu'il rencontra une vingtaine de cavaliers ennemis, envoyés pour reconnaître sa troupe. Il charge aussitôt ces cavaliers; les poursuit avec vigueur; arrive en même temps qu'eux aux portes de la ville, et s'en saisit, après en avoir empêché la fermeture. Prosper Colonne, dont la prudence et la circonspection étaient vantées généralement, fut surpris, dînant tranquillement dans Villefranche; il tint ferme dans la maison qu'il occupait, avec une partie de sa troupe, pendant que l'autre se rangeait en bataille sur la place d'armes; mais les Français, ayant rompu cette seconde portion des ennemis, se portèrent sur le quartier-général, qui ne fit plus de résistance. Colonne se rendit avec 1000 cavaliers, et on lui prit 600 chevaux de prix, ainsi que sa caisse, dans laquelle on trouva 150,000 écus. Après s'être reposé un jour dans Villefranche, les vainqueurs en sortaient, lorsque les Suisses, qui avaient cédé aux exhortations véhémentes du cardinal de Sion, se présentèrent inopinément pour fermer aux Français le chemin de Milan. Chabannes fit sa retraite dans le meilleur ordre possible, et mit en sûreté, à Fossano, le butin et les prisonniers faits à Villefranche. Cependant, à mesure que François Ier s'avançait, les Suisses abandonnaient leurs postes. Novarre et son château s'étant soumis, le roi en confia le gouvernement à Chabannes. Toujours excités par l'évêque de Sion, les Suisses, contre la foi d'un traité qu'ils venaient de conclure avec François Ier, pour se retirer dans leur pays, partent précipitamment de Milan, et fondent à l'improviste sur le camp français, dans l'après-midi du 13 septembre 1515. Leur attaque fut terrible, et le combat dura autant que le jour: la nuit seule suspendit les coups, et Suisses et Français restèrent pêle-mêle, chacun dans l'endroit où l'obscurité les avait surpris (1). Mais les premiers rayons de l'aurore du

(1) François Ier passa la nuit du 13 au 14 sur un affût de canon, et si près d'un bataillon suisse, que, de peur qu'il ne fût reconnu et assailli, on éteignit une lumière qui se trouvait placée près de lui.

teur de l'association paternelle des chevaliers de Saint-Louis. Il assista, le 17 mars suivant, à la séance royale tenue à la chambre des députés. Lors de l'invasion de Buonaparte, le prince de Condé quitta Paris, le 20 mars, en même temps que la famille royale, et résida, pendant les *cent jours*, tantôt à Bruxelles, tantôt à Gand. Étant rentré de nouveau en France, à la suite du roi, il assista, le 7 octobre, à l'ouverture des chambres, et y prêta serment à la charte constitutionnelle. Il fut créé grand'croix de l'ordre de la légion d'honneur, le 3 juillet 1816, et grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 10 du même mois. Il mourut à Paris, le 13 mai 1818, âgé de 81 ans et neuf mois. Son corps fut embaumé, et exposé dans une chapelle ardente (1). Par ordre du roi, la dépouille mortelle du prince de Condé fut déposée dans un des caveaux de l'église de Saint-Denis, le 26 du même mois (2). Une souscription fut ouverte pour l'érection d'une statue en l'honneur du prince; et l'esquisse de ce monument fut présentée, en août de la même année, par le statuaire Pigal, à S. M., qui daigna annoncer qu'elle en était satisfaite. (*Chronologie militaire de Pinard, tom. V, pag.* 613; *Histoire de France, par Anquetil; Mémoires de la maison de Condé, Paris,* 1820, *tom. II, pag.* 3 *et suiv.; Moniteur, annales du temps.*)

---

(1) Les princes de la famille royale et tous les grands corps de l'état vinrent jeter l'eau bénite sur le corps du prince, auquel une foule immense rendit pendant plusieurs jours les mêmes devoirs. Un invalide, âgé de 103 ans, nommé Leclerc, vint aussi visiter les restes inanimés du prince sous lequel il avait autrefois servi. Après avoir arrosé d'eau bénite le corps de son illustre chef, l'invalide s'écria d'une voix entrecoupée de sanglots : « Mon général, je ne vous verrai donc plus! » Puis s'adressant aux personnes qui l'entouraient : « Le général, dit-il, était comme moi; » il aurait mieux aimé, j'en suis sûr, périr au champ d'honneur, d'un » boulet de canon, que de mourir dans son lit. »

(2) Le prince n'avait pas droit à cette sépulture qui n'appartient qu'à la famille royale; mais S. M. voulut ainsi récompenser les éminents services rendus par le prince de Condé, et honorer sa mémoire d'une manière éclatante.

daye ; il fallait, pour secourir Fontarabie, passer à la vue de leur camp. Chabannes, s'étant décidé à effectuer ce passage, fit faire plusieurs décharges de son artillerie sur l'armée espagnole, que ce feu obligea à s'éloigner des bords de la rivière. Chabannes, profitant alors habilement de ce mouvement, entre dans la rivière, et la passe à la vue des Espagnols et des Allemands, qui, frappés de cette intrépidité, prennent la fuite, et se réfugient dans les montagnes. Il ravitaille la place, et en change la garnison. En 1524, il se saisit de la ville d'Avignon, où le roi assembla son armée. Le connétable de Bourbon, qui servait alors l'empereur Charles-Quint contre la France, ayant été obligé de lever le siége de Marseille, en septembre de la même année, Chabannes fut détaché avec de la cavalerie, pour tomber sur son arrière-garde, à laquelle il prit une partie du bagage, après avoir tué un nombre considérable de soldats. François Ier étant rentré en Italie, à la tête d'une armée, Chabannes en fit partie. Le roi mit le siége devant Pavie, le 28 octobre 1524. Les généraux de l'empereur se présentèrent, en février 1525, avec des forces considérables, pour ravitailler et secourir cette place. En vain La Trimouille, Chabannes, de Foix, et plusieurs autres généraux conjurèrent le roi de lever le siége, et de ne point hasarder une bataille. François Ier, abusé par ses idées chevaleresques, s'indigna de ce conseil, et préféra celui de Bonnivet, qui seul proposait le combat et osait promettre le succès. Le 24 février, fut livrée la bataille de Pavie, perdue par le roi, qui y fut fait prisonnier. Dans cette affaire, Chabannes commandait l'aile droite de l'armée. Attaqué de front par les Italiens et en flanc par le connétable de Bourbon, qui avait percé entre le roi et lui, Chabannes vit bientôt toute sa troupe se dissiper. Démonté lui-même, il se mettait en état de combattre à pied, lorsqu'il fut fait prisonnier par un capitaine italien, nommé Castaldo. Un officier espagnol, Buzarto, homme féroce, qui avait cru pouvoir prendre le maréchal, voyant cette proie prête à lui échapper, et voulant en priver l'Italien, qui refusait de partager avec lui la rançon, s'approche de Chabannes, lui appuie son arquebuse sur le

dant la campagne de cette année. Au combat de Berstheim, le 2 décembre, il conduisit les 2e et 3e divisions de la cavalerie noble. S'étant élancé sur la cavalerie républicaine, il la chassait devant lui, lorsqu'un ravin profond vint présenter un obstacle à cette poursuite. Emporté par son ardeur, le duc de Bourbon franchit ce fossé avec quelques gentilshommes; met en fuite les cavaliers ennemis, et s'empare de deux pièces d'artillerie légère. La mêlée fut des plus sanglantes; le duc y reçut un coup de sabre à la main, et ses aides-de-camp furent tous tués ou dangereusement blessés à ses côtés. En août 1795, le désir qu'avait le duc de Bourbon de se réunir à MONSIEUR, qui se préparait à passer dans la Vendée, lui fit prendre la résolution de se rendre à Bremen, où il attendit les ordres de S. A. R. Au mois d'octobre, il alla joindre le prince à l'Ile-Dieu; demeura quelques jours dans la baie de Quiberon, et passa ensuite en Angleterre. En 1797, il se rendit en Russie au corps de Condé, qui venait de passer au service de cette puissance. Il suivit ce corps lorsqu'il fut envoyé en Suisse, en 1799, et donna des preuves d'une grande bravoure, dans plusieurs des circonstances où les émigrés se mesurèrent avec l'ennemi. En 1800, après la dissolution de la seconde coalition, et le licenciement du corps de Condé, le duc de Bourbon se rendit en Angleterre (1), où il resta jusqu'à la restaura-

---

(1) Ce fut en Angleterre que le duc de Bourbon apprit la fin tragique de son fils. Louis-Antoine-Henri de Bourbon-Condé, duc d'Enghien, né à Chantilly le 2 août 1772. Ce jeune et infortuné prince s'était montré de bonne heure digne rejeton de l'illustre race des Condé. A peine âgé de 21 ans, il servit, en 1792, dans le corps des émigrés commandés par le prince, son aïeul, et se distingua pendant cette campagne au passage de l'Inn, le 12 septembre, et à l'attaque des lignes de Weissembourg, le 13 octobre. Les manœuvres qu'il fit exécuter au combat de Berstheim, le 2 décembre de la même année, excitèrent l'admiration des vieux guerriers présents à cette affaire, dans laquelle il reçut une blessure. Il fut reçu chevalier de Saint-Louis, en 1794, et déjà il avait été créé chevalier du Saint-Esprit, en 1792. En 1796, il eut le commandement de l'avant-garde du corps de Condé, et se signala à la défense de Kehl et du pont d'Offembourg; à l'affaire de Westerheim, le 12 août; à l'attaque d'Oberkamlach, où il dirigea une des colonnes, le 13 du même mois, et

et combattit à Cassano, au mois d'août suivant. Mestre-de-camp-lieutenant du régiment royal des Cravates, par commission du 21 octobre 1705, il continua de commander le régiment d'Anjou au siége et au combat de Turin, en 1706; se démit, au mois de mars 1707, de ce régiment, et commanda celui des Cravates à l'armée de Flandre, la même année. Il servit avec ce corps à la bataille d'Oudenarde, en 1708; à la bataille de Malplaquet, en 1709; à l'armée de Flandre, en 1710 et 1711; à l'attaque des retranchements de Denain; aux siéges de Douai et du Quesnoy, en 1712; au siége de Landau; à la défaite du général Vaubonne, et au siége de Fribourg, en 1713. Créé brigadier de cavalerie, le 1er février 1719, il fut employé en cette qualité à l'armée de la frontière d'Espagne, et se trouva aux siéges de Fontarabie, de Saint-Sébastien et de Roses. Il se démit du régiment royal des Cravates, au mois d'août 1720, et quitta alors momentanément le service. Ayant repris une compagnie au même régiment, le 16 avril 1727, il fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 5 octobre 1733; et se trouva au siége et à la prise du fort de Kehl. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1734, il se démit de sa compagnie; fut employé en Flandre, sous les ordres du maréchal de Berwick, par lettres du 30 mars, et commanda en Hainaut, sous les ordres du maréchal de Puységur. Il servit à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, et obtint le grade de lieutenant-général, le 1er mars 1738. Employé, par lettres du 20 juillet 1741, à l'armée que le roi envoyait en Bavière, il commanda la 4e division des troupes rassemblées au fort Louis, et qui passèrent le Rhin, le 21 août. Il conduisit cette division jusqu'en Bohême, et contribua à la prise de Prague, la même année. Il combattit à Sahay, en 1742; concourut à la défense de Prague, et y mourut de maladie, après la levée du siége, le 9 octobre 1742, à l'âge de 59 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 207; *Gazette de France.*)

Buonaparte en France, le duc de Bourbon fut pourvu, par le roi, du commandement des départements de l'Ouest (13e division militaire). Il rédigea à Angers une proclamation pour exciter tous les habitants, depuis l'âge de 18 jusqu'à 50 ans, à prendre les armes pour la défense de la cause royale. Buonaparte s'avançant vers la capitale, les troupes de la 13e division prirent parti pour lui, et marchèrent contre le duc de Bourbon. Ce prince ne voulant pas, ainsi qu'il le déclara lui-même, que son nom servît de prétexte à une guerre civile, s'embarqua sur la Loire, au pont de Cé, le 22 mars; se rendit à Nantes, et passa de là en Angleterre. Après la seconde expulsion de Buonaparte, le duc de Bourbon revint en France; arriva à Bordeaux le 3 août 1815, et à Paris le 13 du même mois. Il quitta de nouveau la capitale, peu de temps après; débarqua à Douvres, le 30 août, et se rendit à Londres. Il fut créé grand'croix de la légion-d'honneur, le 3 juillet 1816, et grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 10 du même mois. Sur l'avis qui lui fut porté à Londres, en 1818, de la maladie du prince de Condé son père, le duc de Bourbon quitta l'Angleterre, et arriva à Paris, le 15 mai. Le prince de Condé était mort le 13. Le duc de Bourbon remplit aujourd'hui les fonctions de grand-maître de la maison du roi. (*Mémoires de la maison de Condé, Paris,* 1820, *tom. II; Moniteur, annales du temps.*)

---

fus, il ne profère cependant pas un mot; s'agenouille; élève son âme à Dieu, et après un moment de recueillement, se relève, et dit avec fermeté : « Marchons. » Prêt à recevoir le coup mortel, le duc d'Enghien, debout et de l'air le plus intrépide, dit aux soldats chargés de l'exécution : « Allons, mes amis.... » — « Tu n'as point d'amis ici, » répond une voix féroce et insultante. Le fatal signal est donné, et le prince tombe mort, percé de plusieurs balles. On jeta son corps tout habillé dans une fosse préparée d'avance. Ainsi périt, à l'âge de 32 ans, ce malheureux prince, qui, aux qualités physiques les plus agréables, joignait celles du cœur et de l'esprit. Avec lui fut éteinte la branche du grand Condé. (*Mémoires de la maison de Condé, tom. II, Sang des Bourbons, par J. A. Jacquelin, Paris,* 181[illegible], 2e *partie; Biographie universelle ancienne et moderne, tom. XIII, pag.* 349.)

bannes, son père, lieutenant pour le roi en Bourbonnais, fut tué. Il obtint la charge de lieutenant-général en Bourbonnais, vacante par la mort de son père, par provisions données à Pontoise, le 17 août 1652, et un régiment de cavalerie que son père avait levé, par commission du lendemain 18. Il commanda en Bourbonnais, jusqu'au mois d'octobre de la même année, époque à laquelle le marquis de Levis, qui s'était attaché au parti du prince de Condé, rentra dans la charge de lieutenant-général de cette province, en vertu de l'amnistie. Son régiment fut licencié, à la fin de la campagne, et après la prise de Montrond. (*Chron. milit., t. VI, p.* 284; *Gaz. de France.*)

DE **CHABANNES-PIONSAC** (François-Antoine), *comte de Chabannes, lieutenant-général*, petit-fils du précédent, fut créé chevalier de Saint-Lazare, en 1701. Il entra comme sous-lieutenant au régiment de Navarre, en 1703; se trouva aux siéges de Brisack et de Landau, et à la bataille de Spire, la même année. Après la bataille d'Hochstedt, où il fut fait prisonnier, le 13 août 1704, on lui donna une commission de capitaine réformé à la suite du même régiment, avec lequel il servit à l'armée du Rhin, en 1705. Devenu sous-lieutenant de la compagnie colonelle, le 5 mai 1706, il se trouva à la levée du blocus du fort Louis par les ennemis; à l'attaque des retranchements de Drusenheim; à la prise de cette place, de Lauterbourg, d'Haguenau et de l'île du Marquisat. Il obtint, le 10 octobre, une compagnie, qu'il commanda à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, en 1707. Il concourut à la prise des retranchements de Stolhoffen, à celle de Schorndorff et à la défaite du général Janus. Il passa à une enseigne au régiment des gardes, le 23 novembre, en quittant sa compagnie. Il combattit en cette qualité à Oudenarde, le 11 juillet 1708 Devenu sous-lieutenant au régiment des gardes, le 16 mars 1709, il déploya beaucoup de valeur à la bataille de Malplaquet, le 11 septembre; fut fait lieutenant au même régiment, le 3 mars 1711; servit en Flandre; se trouva aux siéges de Douai, du Quesnoy et

de Bouchain, en 1712; à ceux de Landau et de Fribourg, en 1713. Il obtint une compagnie au régiment des gardes, le 17 août 1716, et la majorité du même régiment, le 4 janvier 1730. Créé brigadier, le 20 février 1734, et employé en cette qualité à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, il y remplit les fonctions de major-général de l'infanterie, conjointement avec M. de Salières, par ordre du même jour, et s'en acquitta avec toute la distinction possible, notamment au siége de Philisbourg. Il remplit les mêmes fonctions à l'armée du Rhin, par ordre du 1er mai 1735, et servit en Alsace, pendant l'hiver, sous les ordres du maréchal Dubourg. On le fit commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 1er juillet 1737, et grand'croix du même ordre, le 24 août suivant. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738, et employé à l'armée de Flandre, par lettres du 21 août 1742, il y fut major-général de l'infanterie, par ordre du même jour, et concourut à la défense de la frontière de Flandre, où on l'employa pendant l'hiver, par lettres du 1er décembre. Il remplit les mêmes fonctions de major-général de l'infanterie à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles, par ordre du 1er avril 1743, et se trouva à la bataille d'Ettingen, le 27 juin. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1744, il fut fait major-général de l'infanterie de cette armée, par ordre du même jour. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 2 mai, il servit comme maréchal-de-camp, et comme major-général de l'infanterie, au siége de Menin. Lieutenant-colonel du régiment des gardes-françaises, par commission du 22 mai, il en quitta la majorité, ainsi que la place de major-général de l'infanterie; fut déclaré lieutenant-général, le 7 juin, et finit la campagne en cette qualité. Il servit au siége d'Ypres, où il monta la tranchée, le 21 juin; à celui de Furnes, où il monta également la tranchée, le 9 juillet; passa de Flandre en Alsace avec la seconde colonne des troupes que le roi y envoya; se trouva à l'affaire d'Haguenau, le 23 août; passa le Rhin, le 30; servit au siége de Fribourg; fut employé à l'armée du Bas-Rhin,

sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er novembre, et y concourut à la prise de Cronembourg, au mois de mars 1745. Employé à l'armée du roi en Flandre, par lettres du 1er avril, il servit au siége de Tournay; commanda une division à la bataille de Fontenoy, le 11 mai; concourut à la prise de la citadelle de Tournay, et obtint, par provisions du 19 juin, le gouvernement des ville et citadelle de Verdun, qu'il conserva jusqu'à sa mort. Il quitta le régiment des gardes; fut employé à l'armée commandée par M. le prince de Conti, par lettres du 1er mai 1746; servit au siége de Mons, où il monta la tranchée, le 27 juin, et à celui de Charleroi. Il joignit ensuite avec toute cette armée celle de Flandre, couvrit le siége de Namur, et combattit à Raucoux. On lui donna le commandement sur les côtes du Poitou, d'Aunis et de Saintonge, par commission du 29 octobre; et il se rendit alors à la Rochelle, où il résida jusqu'à la paix. Il mourut à Paris, le 23 décembre 1754, dans la 68e année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 284; *Gazette de France.*)

DE CHABANNES-PIONSAC (Thomas, *comte*), *maréchal-de-camp,* frère du précédent, naquit le 6 décembre 1688. Il fut d'abord garde-marine, en 1702, puis sous-lieutenant de grenadiers d'un bataillon de troupes de la marine, et fit plusieurs campagnes sur mer. Devenu lieutenant de la colonelle du régiment de Navarre, le 10 octobre 1706, il servit à l'armée du Rhin, en 1707, et obtint, le 23 novembre, une compagnie dans le même régiment. Il la commanda à la bataille d'Oudenarde, en 1708; à Malplaquet, en 1709; à l'armée de Flandre, en 1710; à l'attaque d'Arleux, en 1711; à l'attaque de Denain, et aux siéges de Douai et du Quesnoy, en 1712. Il obtint, le 21 octobre, une commission de colonel réformé à la suite du régiment de Navarre; quitta sa compagnie, au mois de novembre, et passa en Bavière, où il fut fait, le 31 décembre, lieutenant-colonel du régiment des gardes-grenadiers à cheval de l'électeur, avec rang de colonel du même jour. Il eut, en 1714, un régiment de cuirassiers, qu'il commanda pendant

démit de ce même régiment en faveur du duc de Bourgogne, au mois de juin 1685. Le comte de la Marche, qui était généralement aimé, n'ayant pu se concilier la bienveillance de Louis XIV, ni obtenir un emploi qu'il sollicitait, prit la résolution d'aller offrir ses services à l'empereur, alors en guerre avec les Turcs. En conséquence, il passa en Hongrie avec le prince de Conti, son frère; servit la même année au siége de Neuhausel; revint en France après la campagne; et prit le nom de prince de Conti à la mort de son frère, le 9 novembre. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 2 juin 1686. Il marcha sous M. le dauphin, en 1688, au siége et à la prise de Philisbourg et de Manheim; à la soumission de Spire, de Worms, d'Appenheim et de Franckendal. Il fit la campagne de 1689, en Allemagne, sous le maréchal de Lorges, qui n'entreprit rien. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 avril 1690, il servit en Allemagne sous M. le dauphin, qui arrêta les ennemis dans leurs projets. Employé en Flandre, par lettres du 14 mars 1691, il se trouva au siége de Mons, où il monta plusieurs tranchées. Étant passé ensuite à l'armée d'Allemagne, sous les ordres du maréchal de Lorges, par lettres du 28 avril, il fut détaché, le 24 août, avec 2000 hommes, pour s'assurer de la gorge de Gernsback, et couvrir la marche de l'armée. Il battit quelques partis des ennemis qu'il rencontra; fit plusieurs prisonniers; força les barrières et la redoute qui défendaient Gernsback, et s'empara de la ville. Nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 mai 1692, et employé en cette qualité à l'armée de Flandre, il y servit au siége et à la prise des ville et châteaux de Namur. Il mena plusieurs fois les troupes à la charge, et eut deux chevaux tués sous lui à la bataille de Steinkerque. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 27 avril 1693, il combattit à Néerwinde, où, après avoir fait occuper les haies qui couvraient le village de Lande-Fermé, il marcha à l'attaque des retranchements ennemis, dont on se rendit maître. S'étant mis ensuite à la tête de la brigade des gardes, il attaqua, pour la troisième fois, le village de Néerwinde; le força par la droite; s'y maintint

en 1745, et se trouva à la bataille de Raucoux, en 1746. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 20 mars 1747, il se trouva à la bataille de Lawfeld, au mois de juillet, et fit la campagne des Pays-Bas, en 1748. Il devint deuxième enseigne des mousquetaires, le 20 mai 1751, premier enseigne, le 15 juin 1753, et deuxième sous-lieutenant, le 1er avril 1754. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai 1758, et quitta les mousquetaires et le service, au mois de février 1759. Il mourut avant le 1er décembre 1781. (*Chronologie militaire, tom. VII, p.* 338; *Gazette de France, états militaires.*)

DE CHABANNES (N...., *comte*), *maréchal-de-camp.* Il avait été colonel du régiment de Bretagne, en 1771. On le créa brigadier, le 22 janvier 1769, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE CHABANNAIS, *voyez* COLBERT.

DES CHABERTS, *voyez* FAURE.

DE CHABO LA SERRE (Charles-Louis, *comte*), *lieutenant-général,* connu sous le nom de comte de Chabo, entra comme cornette au régiment de cavalerie de Chevreuse, le 5 novembre 1733, et servit en cette qualité au siége de Philisbourg. Il obtint, le 23 mars 1735, dans le régiment de Mestre-de-camp-général des dragons, une compagnie qu'il commanda à l'affaire de Clausen, la même année; au siége et à la prise de Prague, au mois de novembre 1741; au bivouac de Piseck; à l'affaire de Sahay; au ravitaillement de Frawemberg; à la défense et à la fameuse retraite de Prague, en 1742, sous les ordres du maréchal de Belle-Ile Il rentra en France avec l'armée, au mois de février 1743. Devenu mestre-de-camp du régiment de cavalerie de la Feronaye, qui prit alors le nom de Chabo, par commission du 6 mars de la même année, il le commanda à la bataille d'Ettingen, où il reçut une blessure considérable. Étant passé en Italie, en 1744, il soutint les troupes qui firent les siéges de Nice, de Villefranche, de

le 8 du même mois. Il fit sa première campagne en 1713; se distingua au siége de Landau, et à la défaite du général Vaubonne. Il obtint le grade de maréchal-de camp, par brevet du 22 septembre, et servit en cette qualité au siége de Fribourg. On lui donna, par commission du 14 novembre, le régiment d'infanterie, ci-devant Barrois, qui prit son nom, par brevet du même jour : il a conservé ce régiment jusqu'à sa mort. On le nomma gouverneur et lieutenant-général du Poitou, en survivance du marquis de La Vieuville, par provisions du 29 avril 1717. Il entra le même jour au conseil de régence. Il obtint un régiment de cavalerie de son nom (depuis Poly), par commission du 15 mars 1718, et le gouvernement de Poitou, sur la démission du marquis de La Vieuville, par de nouvelles provisions du 9 juin suivant. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 janvier 1719, et employé en cette qualité à l'armée de la frontière d'Espagne, sous le maréchal de Berwick, il y commanda la cavalerie, par commission du 20 avril, et servit aux siéges de Fontarabie, des ville et château de Saint-Sébastien, du château d'Urgel et de Roses. Après cette campagne, le prince de Conti n'eut plus d'occasion de servir, et mourut le 4 mai 1727. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 60; *mémoires du temps.*)

DE BOURBON (Louis-François), *prince de Conti, commandant d'armée*, petit-fils de François-Louis de Bourbon, prince de Conti, qui précède, naquit à Paris, le 13 août 1717. Il fut nommé, en naissant, comte de la Marche, et devint prince de Conti, à la mort de son père, le 4 mai 1727. On le fit colonel du régiment d'infanterie de Brie, par commission du 22 juin 1726; et ce régiment fut mis sous le nom de la Marche, par ordonnance du même jour. Devenu colonel du régiment de Conti infanterie, après la mort du prince, son père, par commission du 1er juin 1727, il se démit alors du premier, qui reprit le nom de la province de Brie, par ordonnance du même jour. Gouverneur et lieutenant-genéral du Poitou, après son père, par provisions données à Versailles, le 7 juin de la même année,

maréchal-de-camp, par brevet du 20 mars de la même année, et accorda au régiment des volontaires royaux le titre de légion royale, par ordonnance du 7 mai suivant. Le comte de Chabo se trouva à la bataille de Crewelt, le 23 juin; fut détaché, au mois de septembre, de la grande-armée, pour aller joindre celle que commandait le prince de Soubise, et se distingua, le 10 octobre, à la tête de la légion royale au combat de Lutzelberg, où il repoussa plusieurs fois les ennemis. Il se démit, au mois de mars 1759, de la légion royale, que le roi accorda à son frère, et se trouva à la bataille de Minden, le 1er août. Pour assurer un fourage général, il attaqua, au mois de septembre, tous les postes ennemis, et les obligea de repasser la Lahn. Il investit, au mois de juin 1760, la ville de Marbourg, dont il se rendit maître, ainsi que de son château, après quelques jours de siége, et où il prit 400 hommes. Il se trouva à l'affaire de Corback, le 10 juillet; et, s'étant mis à la tête de 500 chevaux, il attaqua les ennemis dans les bois; les mit en désordre, et joignit un régiment de dragons anglais, qu'il défit presque entièrement. Il continua de se distinguer pendant le reste de la campagne dans différentes actions et dans plusieurs escarmouches de troupes légères. Au mois de juin 1761, il poursuivit l'arrière-garde du corps du général Luckner jusqu'à Beverungen; s'empara de tous les équipages de ce corps; tua ou prit 120 chevaux, et fit une trentaine de prisonniers. Quelques jours après, il prit le château de Dringelbrock et 3 pièces de canon, qui étaient dans l'ancien camp des ennemis. Commandant l'avant-garde de la réserve du comte de Lusace, il fut attaqué, le 13 juillet, au village de Saude, par un corps de 5000 hommes, sous les ordres de Luckner. N'ayant que 1200 hommes à lui opposer, il manœuvra avec tant de célérité, d'intelligence et de valeur, qu'il eut le temps d'attendre un secours qui lui fut envoyé, et avec lequel il obligea Luckner de se retirer jusqu'à Stukeimbrug, après avoir essuyé une perte d'environ 100 hommes tués et 30 faits prisonniers. Le 4 septembre, le comte de Chabo se porta dans le bailliage de Statolden-

Piémontais abandonnèrent Villefranche, le 21. Le fort de Montalban se rendit, le 23; et la citadelle de Villefranche, le 25. Les garnisons de ces places, et le commandant de Villefranche, furent prisonniers de guerre. On trouva dans les retranchements et dans ces citadelles, 107 pièces de canon, 14 mortiers, 7 pierriers, et une très-grande quantité d'armes et de vivres de toute espèce. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, le prince de Conti entreprit de forcer le passage des Alpes, par la vallée de Sture et le Château-Dauphin ; 500 hommes bien déterminés, postés dans ces gorges, auraient pu suffire pour arrêter et détruire une armée de 50,000 hommes. Cependant le prince força le passage et emporta d'assaut Château-Dauphin, le 19 juillet, après un combat des plus sanglants. Démont, incendié par un boulet qui porta dans un magasin à mèches, se rendit à discrétion, le 17 août; 1100 hommes de la garnison furent prisonniers de guerre, et l'on prit 50 pièces de canon (1). Il investit Coni, le 13 septembre. Le roi de Sardaigne, renforcé par 2000 Autrichiens, s'étant avancé, le 30, sur deux colonnes pour secourir la place et attaquer l'armée française, le prince de Conti, à la tête de la cavalerie, se porta contre la première ligne des ennemis qui avait été mise en désordre par notre infanterie ; mais les chevaux de frise ayant arrêté la cavalerie française, le prince la fit replier et revint à la charge, conduisant les régiments d'infanterie de Lyonnais, de Beauce, de Brie, de Foix, de Flandre et de Stainville. Le combat dura jusqu'à la nuit. Le roi de Sardaigne profita de l'obscurité pour opérer sa retraite, laissant cependant une partie de son artillerie, et une grande quantité de chevaux de frise. Le prince reçut, dans ce combat, deux coups dans sa cuirasse, et eut deux chevaux blessés sous lui. Les pluies qui survinrent, le débordement du

(1) Depuis la paix de 1737, le roi de Sardaigne avait dépensé plus de 9 millions pour rendre Démont une place des plus formidables de l'Europe. Pendant qu'on en faisait le siége, un général espagnol ayant hasardé de dire que ce fort était imprenable, « Ce mot n'est pas français, » repartit le prince de Conti.

des-logis des troupes qui servaient en Aunis, Poitou, Saintonge et Bretagne, par ordre du 1er juin 1758. On le créa brigadier, par brevet du 10 février 1759. Nommé colonel-commandant de la légion royale, sur la démission de son frère, et par commission du 10 mars suivant, il la joignit à l'armée d'Allemagne, où il se distingua, particulièrement le 6 juin, à l'attaque d'Erbefeld par les ennemis. Dans cette affaire, il dirigea si habilement la retraite, qu'il parvint à sauver et à ramener à Dusseldorff un bataillon du régiment de Provence, ainsi que l'infanterie de la légion royale, et plusieurs détachements de différents régiments. Il effectua cette retraite sans beaucoup de perte, quoiqu'il se fût trouvé plusieurs fois entouré de troupes légères ennemies. Il se trouva, le 1er août de la même année, à la bataille de Minden, après laquelle on se tint sur la défensive. Il se démit de la légion royale, au mois de mai 1760; servit en Allemagne jusqu'à la paix, et fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1761. Cette promotion ne fut déclarée qu'au mois de décembre suivant. Il mourut avant le 1er novembre 1777. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 511; *Gazette de France, états militaires.*)

DE CHABOT (Louis), *comte de Jarnac, maréchal-de-camp,* leva, par commission du 10 octobre 1651, un régiment de cavalerie de son nom. Il fut chargé, dans le même temps, d'assembler la noblesse des environs de Cognac, pour s'opposer aux troupes du prince de Condé. On lui accorda, à cette considération, le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 11 novembre, et il commanda dans le pays de Cognac jusqu'après la pacification des troubles, qui eut lieu au mois d'août 1652. Son régiment fut licencié à cette époque. Il mourut vers 1666. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 324.)

DE CHABOT (Charles, *comte*), *maréchal-de-camp* (1), commandait depuis long-temps une compagnie de chevau-

---

(1) Il était fils aîné de Charles de Chabot, seigneur de Saint-Aulaye,

tion aux mesures des ministres qui voulaient les enfreindre. En 1774, il obtint, de Louis XVI, le rappel du parlement de Paris, qui avait été exilé. Le monarque, à cette occasion, rappela à la cour le prince de Conti, qui y fut admiré et caressé, mais qui ne voulut pas s'y montrer souvent, parce qu'il n'approuvait pas les mesures et les projets du contrôleur-général Turgot (1). Il mourut, à Paris, le 2 août 1776, au palais du Temple, où il faisait sa résidence en qualité de grand-prieur de France (2) (3). (*Chronologie militaire, t. I, p.* 595; *Dictionn. universel, par Chaudon et Delandine, t. V, p.* 65; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 512; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Sang des Bourbons, par J. A. Jacquelin; Paris,* 1819, 2ᵉ *partie.*)

DE BOURBON-CONTI (Louis-François-Joseph), *comte de la Marche, lieutenant-général,* fils de Louis-François de Bourbon, prince de Conti, qui précède, naquit le 1er septembre 1734. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1750; et reçu, en cette qualité, le 17 mai suivant. Il devint colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (ci-devant Nivernais), par commission du 9 février 1753, et fut nommé gouverneur des haut et bas Berri. Il fit sa première campagne en Allemagne, en 1757; se trouva à la bataille d'Has-

(1) Un jour que la reine Marie-Antoinette se rendait à la salle d'opéra dans le château de Versailles, le prince de Conti se trouva dans le corridor sur son passage. « Ah! vous voilà, monsieur, lui dit cette princesse; que faites-vous ici? » — « Madame, lui répondit le prince, je suis un Parisien qui vient voir la reine. »

(2) On assure qu'avant sa mort il se fit apporter un cercueil de plomb, s'y plaça lui-même, et plaisanta sur ce qu'il s'y trouvait à l'étroit.

(3) Un de nos poètes l'a peint avec assez de fidélité dans les vers suivants :

« Des héros de son sang il augmenta l'éclat.
» Mécène des savants, idole du soldat,
» Favori d'Apollon, de Thémis, de Bellone,
» Il protégea les arts et défendit le trône. »

te occasion, le comte de Chabot déploya beaucoup de courage : mais il y fut atteint à la tête par un coup de feu, et mourut sur le champ de bataille. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 172; *Gazette de France.*)

DE CHABOT (Guy-Aldonce, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, s'attacha d'abord au duc d'Enghien (depuis le grand Condé), et le suivit dans toutes ses campagnes. Il servit, en qualité d'aide-de-camp de ce prince, à la bataille de Rocroy, le 19 mai 1643, et s'y distingua d'une manière particulière. Il se trouva ensuite au siége de Thionville, où il fut blessé le 4 août suivant. Il servit avec beaucoup de distinction aux quatre journées de Fribourg, où le prince de Condé battit les Bavarois, en août 1644; y eut son cheval blessé, et reçut lui-même quelques mousquetades peu dangereuses. Ayant été employé au siége de Philisbourg, il fut envoyé en cour pour porter la nouvelle de la reddition de cette place. Il se trouva au siége et à la prise de Spire. Les services qu'il avait rendus furent récompensés par le grade de maréchal-de-camp, qui lui fut accordé le 17 septembre de la même année. Il exerça les fonctions de cette charge au siége de Landau, au mois d'octobre suivant. Il déploya la plus grande valeur, le 3 août 1645, à la bataille de Nortlingue, où il commandait le corps de réserve. Il concourut ensuite à la prise de cette ville, ainsi qu'à celle de Dunkerque, d'Hailbronn et de Trèves. Il servit, en 1646, au siége et à la prise de Furnes. Employé, la même année, au siége de Dunkerque, il y monta la tranchée, le 1er octobre; attaqua et emporta, le même jour, après un combat très-vif, la contrescarpe, où il établit un très-bon logement. Il y fut blessé, le 6, en voulant s'assurer de quelques traverses, et mourut, le 11 du même mois, des suites de cette blessure. Il était alors gouverneur de Rosières en Lorraine (1). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 189; *Gazette de France.*)

---

(1) Le Père Griffet, dans son *Journal du règne de Louis XIV*, donne

et pair de France, par lettres données à Fontainebleau, au mois de février 1539, registrées au parlement de Paris, le 6 mars suivant (1). En 1542, il fit la campagne du Roussillon, sous M. le dauphin; se trouva au siége de Perpignan, et servit en Champagne, en 1544. On le nomma, conjointement avec le prince de Melphes, et par pouvoir donné à Saint-Maur-les-Fossés, le 10 juillet, lieutenant-général commandant, à Troyes, l'armée de Champagne, pour veiller à la défense de cette province. Il servit, en 1549, au siége de Boulogne, où il donna des preuves d'une grande valeur, ainsi qu'à la bataille de Renty, en 1554. En 1557, à la journée de Saint-Quentin, il vit enlever son guidon, après que de Chandenier, qui le portait, eut été tué. Le prince s'avançant alors l'épée à la main au travers des ennemis, perça celui qui enlevait ce guidon, et le reprit; mais ayant été environné de tous côtés, il fut obligé de se rendre. Il obtint de Charles IX le gouvernement-général de Touraine, d'Anjou, du Maine, du comté de Laval, des grand et petit Perche, du Vendômois, du comté de Blois, du bailliage d'Amboise, et du Loudunois, à la création de ce gouvernement, par provisions données à Fontainebleau, le 20 août 1560, registrées au parlement de Paris, le 11 octobre suivant. Il s'en démit en faveur de son fils, en 1561. En 1562, il commanda l'armée assemblée en Touraine. Nommé pour commander celle de Guienne, d'Aunis et du Poitou, en l'absence du roi de Navarre, par pouvoir donné au bois de Vincennes, il joignit, avec cette armée, celle du roi, au siége de Bourges, qui se rendit le 31 août. Il marcha dans la Guienne, qu'il pacifia; et, continuant sa marche dans la Saintonge, il prit possession de la ville de Saintes; s'empara de l'île d'Oléron, et soumit Marennes. Il servit sous le roi au siége du Havre-de-Grâce, qui fut pris sur les Anglais, le 27 juillet 1563. Il fut pourvu du gouvernement du Dauphiné à la mort de Charles de Bourbon, prince de

(1) Les lettres sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. III, pag. 519.

DE CHABOT-ROHAN (Louis-Antoine-Auguste), *duc de Chabot, lieutenant-général,* fils du précédent, naquit le 20 avril 1733. Il entra comme cornette au régiment de cavalerie de Rohan (depuis Henrichemont), le 4 avril 1747; servit, pendant la campagne de cette année, sur les côtes de Normandie, et se trouva au siége de Maestricht, en 1748. Il fut fait colonel à la suite du régiment des grenadiers de France, par commission du 25 août 1749. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment Royal-Étranger, le 2 février 1756, il le commanda à la bataille d'Hastembeck, le 24 juillet 1757; à la prise de Minden et d'Hanovre, et aux camps de Clostersevern et de Zell, la même année. Il se trouva, en 1758, à la retraite de l'électorat d'Hanovre, et à la bataille de Crewelt, le 23 juin. Il combattit à Minden, le 1er août 1759; aux affaires de Corback et de Warbourg, et à la bataille de Clostercamps, en 1760. On le créa brigadier, le 20 février 1761, et inspecteur-général des troupes légères, en avril suivant. Il servit sur les côtes de France, en 1761 et 1762; fut déclaré, au mois de mai 1763, maréchal-de-camp, avec rang du 25 juillet 1762, jour de la date de son brevet, et se démit alors du régiment Royal-Étranger. Il obtint le grade de lieutenant-général, le 5 décembre 1781, et fut créé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, le 1er janvier 1784. Lorsque la révolution éclata en France, en 1789, il en embrassa pendant quelque temps le parti; servit d'abord, à Paris, comme garde national, et devint ensuite aide-de-camp du général Lafayette. Mais il abandonna le parti des novateurs, lorsqu'il vit que la monarchie et la vie même du roi étaient menacées. Le 10 août 1792, il se rendit de son propre mouvement auprès de S. M. Louis XVI, lorsque ce prince se transporta à l'assemblée nationale. Le duc de Chabot, s'étant fait un devoir de veiller sur la personne de son souverain, fit, sans aucun ordre, faction à la porte des appartements du roi, pendant les journées des 11 et 12 août. Bientôt remarqué pour son attachement à l'auguste famille des Bourbons, il fut arrêté dans le jardin des Tuileries, dénoncé comme suspect, et traduit dans les prisons de l'Abbaye, où il périt, l'une des

victimes des massacres du 2 septembre suivant. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 597; *Gazette de France, Moniteur, Biographie moderne, tom. III, p.* 195.)

DE CHABOT-ROHAN (Louis-Marie-Bretagne-Dominique), *duc de Rohan, pair de France, lieutenant-général*, neveu de Guy-Auguste qui précède, naquit le 17 janvier 1710, et fut d'abord connu sous le nom de comte de Porhoet. Il fut entretenu lieutenant réformé à la suite du régiment de cavalerie de Lorraine, par lettres du 10 février 1723, et capitaine réformé à la suite du même régiment, le 1er mai suivant. Devenu duc de Rohan sur la démission de son père, le 18 août 1727, il en prit alors le titre. Il se trouva au siége de Kehl, en 1733; obtint le régiment de Vermandois, par commission du 10 mars 1734, et le commanda à l'attaque des retranchements d'Etlingen et au siége de Philisbourg, en 1734, et à l'affaire de Clausen, en 1735. Colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 16 avril 1738, il se démit du régiment de Vermandois. Il devint duc de Rohan-Chabot et pair de France, à la mort de son père, le 10 août de la même année. Il commanda son régiment à la bataille de Lintz, au mois de janvier 1742, et fut nommé gouverneur de Lectoure, le 30 janvier 1743. Créé brigadier, le 20 février suivant, il fut employé en cette qualité à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, et commanda sa brigade à la bataille de Dettingen, le 27 juin. Il la commanda aussi, en 1744, aux siéges de Menin, de Furnes, d'Ypres, et au camp de Courtrai. Il se démit de son régiment au mois de janvier 1745. On le reçut, au parlement, en qualité de pair de France, le 18 février 1751. Il fut nommé maréchal-de-camp, le 25 juillet 1762, et on l'éleva au grade de lieutenant-général, le 5 décembre 1781. Il figurait encore parmi les officiers de ce grade employés en 1791 : mais nous ignorons ce qu'il est devenu depuis cette époque. (*Chronologie militaire, tom. VIII, pag.* 403; *Gazette de France, États militaires.*)

DE CHABOT (Louis-Auguste), *vicomte de Rohan, maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, naquit le 10 juin 1722. Il avait servi un an dans les mousquetaires, et s'était trouvé à la bataille de Dettingen, en 1743, lorsqu'il obtint une commission de mestre-de-camp réformé à la suite du régiment de cavalerie de Noailles, le 1er mai 1744. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, le 8 juin suivant, il servit au siége de Menin, et commanda son régiment au siége d'Ypres, à celui de Furnes et au camp de Courtrai, la même année. Il le commanda aussi, en 1745, à la bataille de Fontenoy, le 11 mai, et aux siéges de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath. Il servit avec ce corps au siége de Bruxelles et à la bataille de Raucoux, le 11 octobre 1746, et fut chargé de porter au roi les drapeaux pris aux ennemis dans cette bataille. Créé brigadier, par brevet du 19 octobre de la même année, il fut employé, en 1747, sur les côtes de Normandie, et au siége de Maestricht, en 1748. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 10 mai de la même année, il fut déclaré tel au mois de janvier 1749. Il se démit alors de son régiment. Il obtint, le 27 mai 1751, des lettres-patentes pour porter le nom et les armes de Chabot seul, en dérogeant à celles du 15 septembre 1746, qui l'obligeaient d'y joindre celui de Rohan, et prit alors le nom de vicomte de Chabot. Il ne servit pas depuis, et mourut le 16 octobre 1753. (*Chronologie milit., tom. VII, pag.* 321 ; *Gazette de France.*)

DE CHABOT DE BRION (Philippe), *comte de Busançais* (1), *amiral de France et commandant d'armée*, fut élevé dans le château d'Amboise avec Charles, comte d'Angoulême (2). Ce prince, étant devenu roi de France, sous le nom

(1) Il était né du mariage de Jacques de Chabot, seigneur de Jarnac, avec Magdeleine de Luxembourg, et il fonda la troisième branche de la maison de Chabot.

(2) Ses autres compagnons auprès du comte d'Angoulême étaient An-

de François Ier, le 1er janvier 1515, nomma, dans le même mois, le comte de Chabot-de-Brion capitaine de 50 lances, et le fit ensuite gentilhomme de sa chambre, en 1516. Après l'évasion du connétable de Bourbon, en 1523, François Ier, qui se trouvait alors à Lyon, craignant que cette défection ne fît éclater quelques troubles dans Paris, y envoya la reine et les princes, ses fils, comme gages de sa confiance et de son affection, et chargea en même temps Philippe de Chabot d'expliquer au parlement, ainsi qu'au corps de l'Hôtel-de-Ville, la trahison du connétable, et la conduite tenue par le roi envers ce sujet rebelle. En 1524, la ville de Marseille étant menacée par les troupes de Charles-Quint, commandées par Pescaire et par le connétable de Bourbon, Chabot se jeta dans cette place avec 200 lances et 3000 fantassins italiens, et força les Impériaux d'en lever le siége, après quarante jours d'attaques non interrompues, que Chabot sut rendre infructueuses. François Ier, qui l'honorait de ses bonnes grâces, lui donna le gouvernement du pays de Valois, le 28 octobre de la même année. Il passa à l'armée d'Italie avec le roi, en 1525; partagea l'avis de Bonivet pour la bataille de Pavie, et fut fait prisonnier, le 24 février, à cette malheureuse affaire, dans laquelle il avait donné des preuves d'une haute valeur. Il fut employé par la reine-régente à diverses négociations entamées avec l'empereur Charles-Quint, pendant la captivité de François Ier. Ce monarque, ayant conclu avec l'empereur une convention d'après laquelle il fut rendu à ses états, donna à Philippe de Chabot la charge d'amiral de France, par provisions du 23 mars 1526. Cette charge était vacante par

---

ne de Montmorency, Montchenu et Robert de la Marck, prince de Sedan : « Un jour, dit Brantôme, qu'ils étaient en leurs goguettes et gau» deries, ils vinrent à dire audit comte, quand il serait roy, quels états » il leur donnerait. Montmorency dit qu'il voudrait un jour être conné» table; Chabot de Brion dit qu'il voulait estre amiral, et Montchenu » premier maître d'hostel. Selon le souhait fait, au bout de quelque » temps, le roi les pourvut tous trois, et les appointa desdits états. »

la mort de Bonivet, tué à la bataille de Pavie. Chabot obtint aussi, par provisions du 5 mai suivant, le gouvernement de Bourgogne, vacant par la mort du comte de Guise. Il fut créé, dans le même temps, chevalier de Saint-Michel. Le roi le nomma ensuite ambassadeur en Angleterre. En 1529, il fut envoyé en Italie, pour y faire ratifier par Charles-Quint le traité de Cambrai. Il rappela, par ordre du roi, les Français et les Italiens qui tenaient encore à cette époque une partie du royaume de Naples, et fit évacuer les cinq ports de la Pouille par les Vénitiens. Il fut nommé lieutenant-général en Normandie pour y commander sous François, dauphin de France, et conserva cette charge jusqu'en 1532. Il reçut en Angleterre, et avec l'autorisation du roi, l'ordre de la Jarretière. Sa terre de Busançais fut érigée en comté, par lettres du roi, datées du mois de novembre 1533, et registrées au parlement de Paris, le 2 mars 1534. Il fut nommé, le 21 mars 1535, lieutenant-général commandant l'armée delà les monts, et destinée à faire la guerre contre le duc de Savoie. Le pouvoir qui lui donnait cette charge fut ensuite confirmé pour l'année 1536. Pendant ces deux campagnes, le comte de Busançais s'empara des provinces de Bresse et de Bugey. Chambéry, Montmélian et Turin lui ouvrirent leurs portes. Il assiégeait le duc de Savoie dans Verceil, lorsqu'il se laissa persuader par le cardinal de Lorraine, qui allait négocier la paix à Naples, de ne pas poursuivre ses succès. Ce fut une faute d'autant plus grave, que le cardinal ne lui avait montré aucun ordre à cet égard. François Ier ne le lui pardonna jamais. Chabot, étant rentré en France, se mêla aux intrigues de la cour, qui était partagée entre le dauphin et le duc d'Orléans, et prit parti pour le dernier de ces princes. En 1541, François Ier, ayant ordonné des enquêtes contre ceux qui s'étaient enrichis aux dépens de l'état, le faste qu'étalait Chabot donna matière à des recherches, d'après lesquelles il fut arrêté, constitué prisonnier à Melun, et condamné à un bannissement; mais un arrêt du parlement, daté du 24 mars, le déclara innocent; et il eut

Rennes, le 10 octobre suivant (1). Il se démit de cette survivance, en même temps que son grand-père se démit du gouvernement en faveur du duc de Mercœur, au mois de septembre 1582. A la promotion de son père au gouvernement de Normandie, le prince de Dombes fut pourvu de celui du Dauphiné, par provisions du 14 juillet 1588. On le rétablit, par provisions données à Tours le 7 juin 1589, et registrées au parlement de Rennes, le 14 août suivant, dans la survivance du gouvernement de Bretagne qu'on donna à son père, après la destitution du duc de Mercœur (2). Nommé lieutenant-général, commandant l'armée de Bretagne, par pouvoir du 8 juillet de la même année (3), le prince de Dombes s'assura de Rennes; surprit deux cents chevaux du duc de Mercœur; fit prisonnier le commandant de cette troupe, et obligea les ligueurs de lever le siége de Vitré, formé depuis neuf mois. En 1590, il prit Hennebond; tailla en pièces, près de Josselin, les chevau-légers de l'armée ennemie, et donna un assaut au château de Montcontour, qui se rendit. En 1591, il se saisit, par assaut, de Plimeu, dont il fit pendre la garnison; de l'île de Brehal et de Guingamp. Repoussé devant Lamballe, il en leva le siége. Il fit attaquer la cavalerie légère du duc de Mercœur; enleva ses quartiers; la poussa jusqu'à Jugor, où était le duc, et en tua la plus grande partie. Bientôt après, il eut un succès pareil dans une seconde attaque contre la cavalerie du duc de Mercœur, près St.-Jean. Les barricades ayant été forcées, on fit un grand nombre de prisonniers, et on se saisit des chevaux ainsi que du bagage. La ville de Châtillon demanda à capituler; mais tandis qu'on parlementait, la place fut forcée, et presque tout ce qui s'y trouva fut passé au fil de l'épée. Le 14 mai 1592, il investit la ville de Craone. Le prince de Conti se rendit, onze jours après, au camp,

(1) Histoire de Bretagne, tom. III, pag. 1401.

(2) Histoire de Bretagne, tom. III, pag. 1499.

(3) Manuscrits de Béthune à la bibliothéque du roi.

avril 1577, il fut employé pour les siéges de la Charité et d'Issoire, après lesquels il n'est plus parlé de lui. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 24.)

DE CHABOT-ROHAN (N....), *comte de Jarnac, maréchal-de-camp*, de la même famille que les précédents, avait été mestre-de-camp d'un régiment de son nom, lorsqu'on le fit brigadier de dragons, le 1er mars 1780. Il fut créé maréchal de camp, le 5 décembre 1781. (*Etats milit.*)

DE CHABOT-ROHAN (N...., *vicomte*), *maréchal-de-camp* du 30 décembre 1814. Il est premier écuyer de S. A. S. Mgr. le duc d'Orléans. (*Etats militaires.*)

CHABOT (Louis-François-Jean, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Niort en Poitou, le 27 avril 1757. Il entra dans les gendarmes de la garde, avec rang de lieutenant de cavalerie, le 10 avril 1773, et y servit jusqu'au 12 juillet 1776, époque à laquelle il fut réformé avec activité. Il devint porte-drapeau au bataillon de garnison du régiment de Poitou, le 20 juin 1779, et passa, le 5 octobre 1782, sous-lieutenant aux grenadiers du même bataillon, qui firent ensuite partie du régiment des grenadiers royaux d'Orléanais. Il se trouvait avec son corps dans le cantonnement de Saintes, lorsque M. le lieutenant-général La-Tour-du-Pin lui donna une mission de confiance, comme officier permanent, et le chargea du commandement de toutes les troupes employées au desséchement des marais de Rochefort, ainsi que de la surveillance des travaux. En 1790, il commanda une colonne mobile dans le département des Deux-Sèvres (Poitou). Il fut fait lieutenant au 1er bataillon de ce département, le 9 octobre 1791, et capitaine au 15e régiment d'infanterie, le 20 juin 1792. Il servit, la même année, à l'armée du Nord, sous les ordres des généraux Labourdonnaye et Miranda; prit part à la défense des approches de Lille, avant que les Autrichiens en fissent le siége; fut blessé d'une balle à la cuisse, aux avant-postes, et eut un cheval tué sous lui. Il fut employé comme adjoint du génie au siége de la citadelle à Anvers, et resta

constamment dans la tranchée, pendant toute la durée de ce siége. Employé à l'armée du Nord, en 1793, il se trouva à la retraite que fit cette armée, dans le courant du mois de mars; fut chargé de rallier les avant-postes de la division Lamarlière, et protégea, par ses bonnes dispositions, le passage de la Meuse sous Ruremonde, et l'évacuation de cette place. On lui donna le commandement d'une colonne de l'armée du Nord, envoyée dans la Vendée pour former les bataillons du département du Loiret (Orléans); et il fut nommé lieutenant-colonel du second de ces bataillons, le 24 mai de la même année. Créé général de brigade, le 30 juillet suivant, il fut employé en cette qualité à l'armée des côtes de la Rochelle. Il se distingua en diverses occasions, et particulièrement aux combats de Vihiers et de Laval. Il se trouva au combat et à la prise de Chollet, où, à la tête de sa brigade, il repoussa les Vendéens, auxquels il prit 6 pièces de canon : cet échec, essuyé par les royalistes, détermina la prise de Bressuire. Il déploya beaucoup de valeur et d'expérience aux combats de Châtillon, le 8 octobre de la même année. Nommé général de division, le 29 avril 1794, il reçut, le 4 mai suivant, une lettre des plus honorables que lui adressait le général Kléber, en lui ordonnant de prendre le commandement de la division placée sous les ordres de ce général, qui venait d'être appelé à l'armée du Nord (1). Lors de l'expédition des royalistes à Quiberon, en 1795, le général Chabot reçut du général en chef républicain Hoche l'ordre de rester à Lorient, pour protéger cette ville contre toute attaque de la part de l'ennemi. Employé à l'armée d'Italie, en 1796, il commanda, sous les ordres du général en chef Buonaparte, et ensuite sous ceux du général Kilmaine, la première division des troupes au blocus de Mantoue, et repoussa avec avantage deux sorties faites par la garnison de cette place, et commandées en personne par le feld-maréchal Wurmser, les 13 et 23 novembre. La place de Mantoue

(1) Le général Chabot avait communiqué au général en chef un plan tendant à la destruction des chouans; et, d'après la lettre du général Kléber, il paraît que ce plan fut adopté, au moins en grande partie.

s'étant rendue en février 1797, le général Chabot en reçut la capitulation du général Wurmser. En 1798, il remplaça le général Gentili dans le commandement des troupes envoyées aux îles Ioniennes, et s'occupa avec activité de mettre ces îles en état de défense. Cependant, malgré tous ses soins, le personnel et le matériel étaient fort incomplets, lorsque la nouvelle d'une alliance entre la Russie et la Porte ottomane, et celle de l'arrivée aux Dardanelles d'une flotte composée de deux fortes escadres turque et russe, parvinrent au général Chabot, vers le mois de septembre 1799. Ce général, jugeant que l'attaque des îles Ioniennes serait la première opération des Turco-Russes, se hâta de prendre les mesures qu'il jugea les plus convenables, pour repousser l'invasion dont il était menacé. Il entreprit aussi de visiter les îles et les arrondissements continentaux, et se mit en route pour cette tournée, le 13 septembre, accompagné du général Verrières, commandant l'artillerie de la division du Levant, et de plusieurs officiers d'état-major. Il s'arrêta à la presqu'île de Préveza, qui était la plus intéressante comme point militaire, et ordonna des travaux et des constructions pour la mettre en état de défense. Il se rendit ensuite à Céphalonie; mais, ayant reçu à Lixuri, le 3 octobre, l'avis officiel de la déclaration de guerre de la Porte ottomane à la république française, il retourna immédiatement à Corfou, et visita, sur sa route, les ouvrages du camp retranché de Nicopolis. Pendant que Chabot était absent de Corfou, Ali, pacha de Janina, avait fait rassembler des bandes turques et albanaises, auxquelles il avait donné l'ordre de se préparer à marcher contre les Français, et qu'il fit, en attendant, cantonner dans les villages voisins du fort de Butrinto. L'astucieux pacha avait, dans le même temps, invité l'adjudant-général Roze, qui commandait à Corfou, en l'absence de Chabot, à une conférence au bourg de Filatès en Albanie. L'officier français s'y était rendu sans défiance : mais, aussitôt qu'il avait paru, le pacha l'avait fait saisir, garrotter sur un cheval, et conduire à Janina, où il le fit plonger dans un cachot infect. Lorsque le général Chabot arriva à Corfou, le 17 octobre, il apprit

Rennes, le 10 octobre suivant (1). Il se démit de cette survivance, en même temps que son grand-père se démit du gouvernement en faveur du duc de Mercœur, au mois de septembre 1582. A la promotion de son père au gouvernement de Normandie, le prince de Dombes fut pourvu de celui du Dauphiné, par provisions du 14 juillet 1588. On le rétablit, par provisions données à Tours le 7 juin 1589, et registrées au parlement de Rennes, le 14 août suivant, dans la survivance du gouvernement de Bretagne qu'on donna à son père, après la destitution du duc de Mercœur (2). Nommé lieutenant-général, commandant l'armée de Bretagne, par pouvoir du 8 juillet de la même année (3), le prince de Dombes s'assura de Rennes; surprit deux cents chevaux du duc de Mercœur; fit prisonnier le commandant de cette troupe, et obligea les ligueurs de lever le siége de Vitré, formé depuis neuf mois. En 1590, il prit Hennebond; tailla en pièces, près de Josselin, les chevau-légers de l'armée ennemie, et donna un assaut au château de Montcontour, qui se rendit. En 1591, il se saisit, par assaut, de Plimeu, dont il fit pendre la garnison; de l'île de Brehal et de Guingamp. Repoussé devant Lamballe, il en leva le siége. Il fit attaquer la cavalerie légère du duc de Mercœur; enleva ses quartiers; la poussa jusqu'à Jugor, où était le duc, et en tua la plus grande partie. Bientôt après, il eut un succès pareil dans une seconde attaque contre la cavalerie du duc de Mercœur, près St.-Jean. Les barricades ayant été forcées, on fit un grand nombre de prisonniers, et on se saisit des chevaux ainsi que du bagage. La ville de Châtillon demanda à capituler; mais tandis qu'on parlementait, la place fut forcée, et presque tout ce qui s'y trouva fut passé au fil de l'épée. Le 14 mai 1592, il investit la ville de Craone. Le prince de Conti se rendit, onze jours après, au camp,

(1) Histoire de Bretagne, tom. III, pag. 1401.

(2) Histoire de Bretagne, tom. III, pag. 1499.

(3) Manuscrits de Béthune à la bibliothèque du roi.

les deux arrondissements continentaux de Parga et de Vonizza, et à en faire rentrer les garnisons à Corfou et à Sainte-Maure. Sur ces entrefaites, la flotte turco-russe avait attaqué les îles Ioniennes et s'était emparé de Cérigo. Les fortifications de Corfou avaient bien été augmentées par des forts, que le général Chabot avait fait construire sur les hauteurs d'Abraham et de Saint-Sauveur; mais, dans l'état où se trouvait la place, sa défense eût nécessité un armement d'environ 450 bouches à feu, et une garnison d'au moins 7000 hommes. L'artillerie, qui dans le principe n'était composée que de 150 bouches à feu, fut portée plus tard à 450 par la mise en batterie de 300 pièces; mais la garnison, qui, avant le siége, ne comptait que 1500 hommes d'infanterie et 300 artilleurs, sapeurs ou ouvriers, ne put être augmentée. Les approvisionnements en grains pouvaient suffire pour les besoins pendant six mois; ceux en viande salée, légumes, combustibles et médicaments, pour la moitié de ce temps. Quant aux forces maritimes, elles ne se composaient que du vaisseau *le Généreux*, de 74 canons, du *Leander*, qui n'avait pas la moitié de son équipage, d'une corvette, une bombarde, un brick et quatre demi-galères. Outre l'insuffisance de ces moyens pour soutenir un long siége, le général Chabot avait encore à craindre la malveillance des habitants, qui, excités par la noblesse corfiote, et disposés naturellement en faveur des Russes, à cause de la similitude de religion, se montraient prêts à se révolter contre les Français. Une première tentative d'insurrection ayant eu lieu, le général Chabot fit désarmer les habitants de Corfou, le 2 novembre. Malgré cette sage mesure, l'esprit de révolte, après avoir fait de grands progrès dans l'intérieur de l'île, se propagea bientôt jusque dans les faubourgs de Corfou; et les habitants de celui de Manduchio levèrent, les premiers, l'étendard de l'insurrection. Réunis à des paysans, ils se portèrent sur les hauteurs du fort d'Abraham, et occupèrent toutes les avenues de la place. Le général Chabot, sortit de Corfou, à la tête de 800 hommes et de quelques canons; obligea les rebelles à évacuer les postes où ils s'étaient retranchés; fit brûler le faubourg de Mandu-

ment de Rouen. Toutes les villes de Normandie imitèrent l'exemple de Rouen, excepté Honfleur, que le duc de Montpensier obligea, quelque temps après, de reconnaître le roi. Le 5 janvier 1595, il fut nommé chevalier des Ordres du roi. Au mois d'août suivant, il conduisit du secours à la ville de Cambrai, assiégée par les Espagnols. Il se trouva, en 1596, au siége de la Fère et à la défense de Calais, dont les Espagnols voulaient se rendre maîtres. Au siége d'Amiens, qui se rendit au roi le 25 septembre 1597, il commanda l'avant-garde de l'armée qui observait l'archiduc, et fut douze jours et douze nuits sans désarmer. Au mois d'avril 1598, il se démit du gouvernement de Bretagne, en faveur de *César Monsieur*, fils naturel du roi. En 1600, il accompagna Henri IV dans la campagne de Savoie et de Bresse. Il mourut le 27 février 1608, à l'âge de 35 ans, des suites de la blessure qu'il avait reçue à Dreux. (*Chronologie militaire*, *tom. I, pag.* 358; *Histoire de France du Père Daniel, le Président de Thou, Mémoires de Sully, Dupleix, Histoire de Bretagne.*)

DE BOURBON (Louis-Auguste), *duc du Maine*, *grand-maître d'artillerie*, fils naturel de Louis XIV et de madame de Montespan, naquit à Versailles, le 31 mars 1670, et fut légitimé par lettres du mois de décembre 1673. Elles ordonnèrent qu'on l'appelât duc du Maine, et furent enregistrées au parlement et à la chambre des comptes, le 20 du même mois. Il obtint successivement la charge de colonel-général des Suisses et Grisons, vacante par la mort du comte de Soissons, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 1er février 1674, registrées au parlement le 9 mars suivant. On lui donna la compagnie-générale des Suisses, aussi vacante par la mort du comte de Soissons, par commission du 3 février. Il eut un régiment d'infanterie de son nom, vacant par la mort du maréchal de Turenne, par commission du 13 août 1675. Le roi ordonna, par lettres du mois de janvier 1680, enregistrées au parlement les 11 et 12 du même mois, que M. le duc du Maine porterait le

gnes, se précipitaient vers les forts avancés. Dans ces attaques soudaines, les Albanais parvinrent deux fois à s'emparer du fort Saint-Sauveur, que les Français leur reprirent, et que ces derniers conservèrent jusqu'à la fin du siége. Le général Chabot attendait depuis long-temps un secours qui lui avait été promis par le gouvernement français : mais ce renfort, si nécessaire, consistant en 3000 hommes de troupes embarquées à Ancône, ayant atteint, vers la fin de décembre, l'île de Fano, située à la pointe septentrionale de Corcyre, il fut décidé, dans un conseil tenu à bord du vaisseau commandant, qu'il était impossible d'aller plus loin : et l'on retourna à Ancône. Le 1er mars 1799, toute la flotte ennemie leva l'ancre, et fut s'embosser à demi-portée de canon du rivage de l'île de Vido (1), pendant que, pour occuper la garnison de Corfou et l'empêcher de se porter au secours de cette île, les batteries ennemies, placées au mont Olivetto, à Saint-Pantaléon et aux Castrades, dirigeaient le feu le plus violent sur les remparts et les forts de Corfou, et que des milliers d'Albanais attaquaient le fort Saint-Sauveur. L'attaque des ennemis sur ce dernier fort fut rendue infructueuse par la valeur des troupes qui le défendaient; mais le général Chabot, craignant de perdre trop d'hommes en de semblables occasions, qui pouvaient se renouveler, fit évacuer le fort Saint-Sauveur, dont les défenses furent rasées d'après ses ordres. L'occupation de l'île de Vido par les Turco-Russes leur donnait la faculté d'établir des batteries qui, en croisant leur feu avec celui de Saint-Pantaléon, eussent écrasé la partie inférieure de la citadelle et achevé de détruire tous les magasins et établissements militaires : et, en outre, le port de Corfou était devenu plus accessible aux bâtiments ennemis. D'un autre côté, la garnison de Corfou, affaiblie par une suite de combats et par

(1) L'île de Vido est située sur le rivage du canal de Corfou opposé à celui de cette dernière île. Faute d'argent et de matériaux, le général Chabot n'avait pas pu fortifier convenablement Vido, qui n'était alors défendu que par 5 batteries de canon et environ 450 hommes.

tre-de-camp, lieutenant du régiment royal des carabiniers à sa création, par commission du 1er novembre suivant. Il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 28 avril 1694. Le roi confirma en sa faveur le comté d'Eu en pairie, par lettres données à Versailles au mois de mai, registrées le 8 au parlement, où il fut reçu le même jour (1). Le duc du Maine se démit de sa charge de général des galères, le 1er septembre, et fut fait grand-maître et capitaine-général de l'artillerie, à la mort du maréchal d'Humières, par provisions données à Versailles le 10 du même mois. On le fit colonel-lieutenant des régiments royal-artillerie et des bombardiers, par commissions du 20 octobre. Il obtint la confirmation de duché-pairie pour sa terre d'Aumale, par lettres données à Versailles au mois de juin 1695, registrées au parlement le 1er juillet (2). Employé la même année à l'armée de Flandre, il chargea les ennemis à la tête d'un escadron, et eut un cheval tué sous lui à Bonet, le 30 août. Il servit, par lettres du 21 avril 1702, à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, et combattit les Hollandais à Nimègue, le 11 juin. Ce fut sa dernière campagne. Louis XIV, par les brevets des 20 et 21 mai 1711, son édit du mois de juillet 1714, et sa déclaration du 23 mai 1715, lui accorda beaucoup de priviléges, et des distinctions, qui furent en partie révoqués par édit du mois de juillet 1717. Cependant, le duc du Maine, qui avait été nommé surintendant de l'éducation du roi, fut confirmé dans ce poste éminent, par arrêt du parlement, le 2 septembre 1715. Il en remplit les fonctions jusqu'au 29 décembre 1718. A la mort de Louis XIV, en 1715, le duc du Maine avait été nommé membre du conseil de régence. Sur la demande du duc de Bourbon, le conseil de régence rendit, le 2 juillet 1717, une déclaration qui, pour cause de bâtardise, privait le duc du Maine et le comte de Toulouse des noms,

---

(1) Elles sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. III, pag. 237.

(2) *Ibidem*, tom. V, pag. 48.

1808, à l'armée de Catalogne, sous le général Gouvion Saint-Cyr, il y commanda la 3ᵉ division, formée de régiments napolitains. Il força le passage de Lobregat, le 27 mars, et obtint, dans cette journée, des avantages importants et décisifs sur l'ennemi. Il fut blessé à la cuisse, le 22 mai suivant, dans une affaire d'avant-poste, qui s'engagea à Saint-Heyl. Cette circonstance honorable le fit rentrer dans le commandement de la 9ᵉ division militaire, qu'il conserva jusqu'en 1814, époque à laquelle il fut admis à la retraite, après 50 ans 2 mois et 10 jours de service. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août de la même année. Le baron Chabot fut chargé, en janvier 1815, du commandement de la 9ᵉ division militaire, et rentra dans la classe des officiers-généraux en retraite, le 1ᵉʳ août suivant. Le roi lui a donné un témoignage de sa satisfaction, en le créant grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 10 mai 1817. Le général Chabot avait été nommé baron de l'empire, par Napoléon Buonaparte, le 4 juillet 1811. (*Tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du* 1ᵉʳ *septembre* 1819; *brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

CHABRAN (Joseph, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Cavaillon, près d'Avignon, le 22 juillet 1763. Il faisait partie d'une corporation consacrée à l'enseignement, lorsque la révolution française éclata en 1789. Son éducation soignée et les connaissances qu'il avait acquises le rendaient très-propre à des fonctions civiles; mais, par l'effet d'une inclination très-prononcée, il embrassa la carrière des armes, au moment où la jeunesse française s'enrôlait volontairement pour marcher à la défense des frontières. Chabran reçut alors de ses compatriotes un témoignage de l'estime qu'il s'était acquise parmi eux, et fut nommé, le 4 août 1792, capitaine au 5ᵉ bataillon des Bouches-du-Rhône. Il fit en cette qualité sa première campagne à l'armée d'Italie; devint capitaine-adjoint provisoire à l'état-major de cette armée, le 12 mai 1793, et se distingua par sa valeur et son habileté aux combats de Pérus et de Li-

gnier, le 8 juin suivant. On le fit chef de bataillon-adjudant-général provisoire, le 25 février 1794, et adjudant-général chef de brigade, le 13 juin 1795. Il se trouva en cette dernière qualité au passage du pont de Lodi, le 11 mai 1796, et fut, avec le général Masséna, un des officiers de l'armée française qui osèrent braver le feu d'une artillerie formidable, en se présentant des premiers sur le pont avec les carabiniers commandés par le brave chef de bataillon Dupas. Il passa ce pont au milieu d'un peloton de grenadiers que criblait la mitraille, et donna dans cette occasion des preuves d'une valeur peu commune (1). Il se trouva, le 3 août suivant, à la bataille de Lonato; concourut, le 11 du même mois, à la prise de la Corona et de Montebaldo, et fut cité avec éloge dans le rapport du général Masséna, sous les ordres duquel il servait. Il combattit vaillamment à Roveredo, le 4 septembre de la même année : la conduite qu'il tint dans cette affaire lui valut une mention fort honorable dans le rapport du général en chef Buonaparte, et une nomination provisoire, faite sur le champ de bataille, au grade de général de brigade. Il se trouva à la bataille et à la prise de Bassano, le 8 septembre, et s'y signala. En rendant compte au directoire-exécutif de cette bataille, le général en chef sollicita, en faveur de Chabran, la confirmation du grade de général de brigade. Chabran se trouva au passage du Tagliamento, le 16 mars 1797, et y soutint, avec deux bataillons de grenadiers, le mouvement de la division du général Murat. Il fut confirmé général de brigade, le 23 mai 1797 (2). La ville de Véronne, s'étant

---

(1) Une balle atteignit un hussard qui se trouvait aux côtés de Chabran. Celui-ci, s'apercevant que le hussard fléchissait, le soutint par le bras, et lui dit avec le plus grand sang-froid : « Allons, mon ami, un » peu de courage, et nous arrivons. »

(2) Le gouvernement français, voulant témoigner au général Chabran combien il était satisfait de sa conduite, lui fit présent d'un sabre d'honneur, sur la lame duquel étaient gravés ces mots : « *A l'adjudant-général Chabran, avec le brevet de général de brigade, pour les batailles de Lodi, Lonato, Roveredo et Trente; le 10 vendémiaire an 10.* »

révoltée contre les Français, le général Chabran fut envoyé pour la soumettre. Il s'en empara de vive force, y entra en vainqueur, et punit les chefs de l'insurrection; mais, quoiqu'il pût, d'après les lois de la guerre, déployer une plus grande sévérité envers les habitants, il sut résister aux insinuations d'un parti qui voulait faire livrer la ville au pillage, et fit observer à ses troupes la plus exacte discipline. La modération et le désintéressement qu'il montra dans cette occasion lui firent le plus grand honneur, et ajoutèrent beaucoup à l'éclat du succès qu'il avait obtenu. Après le traité de paix signé à Campo-Formio, le 17 octobre de la même année, le général Chabran fut employé à réprimer les troubles qui agitaient les départements des Bouches-du-Rhône et des Alpes, et il parvint à rétablir l'ordre, en alliant la fermeté aux moyens de conciliation. Servant, en 1799, à l'armée d'Helvétie, commandée par le général Masséna, il concourut, le 7 mars, au passage du Rhin. Chargé, le même jour, d'attaquer les ennemis qui avaient opéré leur retraite sur Coire, il marcha à la tête de sa brigade, composée des 37ᵉ et 103ᵉ demi-brigades d'infanterie de ligne; enfonça les rangs autrichiens à la baïonnette; et, secondé par une charge brillante du 7ᵉ de hussards, il parvint à mettre les ennemis dans une déroute complète, et fit prisonnier de guerre le général Auffemberg, qui les commandait. Le 1ᵉʳ mai suivant, une colonne ennemie forte de 2000 hommes ayant débouché par Flaich pour tourner Lucisteig, dans la gorge de la Lanquart, le général Chabran, qui était en position à Lucisteig, se mit à la tête d'un bataillon de la 109ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne, et des carabiniers de la 14ᵉ d'infanterie légère; tomba impétueusement sur cette colonne; la força de mettre bas les armes, et fit 1500 hommes prisonniers (1). Chargé d'occuper l'ennemi et de faire

(1) *Voyez* les rapports du général en chef Masséna et du général Lorge, dans les *Moniteurs* des 20 et 27 floréal an 7 (9 et 10 mai 1799), numéros 230 et 237.

fanterie de son nom, par commission du 19 juin. Il fut employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 16 octobre 1742, à l'armée qui garantit la frontière de l'invasion des ennemis. Il servit à l'armée du Rhin, sous le même général, par lettres du 1er mai 1743; combattit et fut blessé à la bataille d'Ettingen, le 27 juin. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er avril 1744; il combattit à l'attaque des lignes de Weissembourg, qui furent emportées le 5 juillet. Il fut détaché, le 23 août, avec 16 bataillons, 16 escadrons et 6 pièces de canon, pour soutenir le chevalier de Belle-Isle et le comte de Berchény à l'attaque des retranchements construits par les ennemis en-deçà de Suffelsheim. Ces retranchements étaient défendus par 5000 hommes, que commandait le prince de Bade-Dourlack. On les emporta, l'épée à la main, après une résistance d'environ une heure, et l'on poursuivit les ennemis jusqu'à l'entrée de la plaine qui est entre la forêt de Haguenau et Suffelsheim. Après avoir rallié les troupes, on attaqua aussi ce village, qui était palissadé, et d'où l'on chassa les ennemis, qui y étaient en grand nombre : ils perdirent à ces deux actions 1500 hommes. Employé sous le roi, par lettres du 1er septembre, le comte d'Eu servit au siége de Fribourg, qui capitula le 6 novembre, et à celui des châteaux, qui se rendirent le 25. Il servit, sous le roi, à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1745; se trouva au siége de Tournay, qui fut investi le 25 avril; passa la nuit du 10 au 11 mai, à la tête de sa division, sur le champ de bataille de Fontenoi, et concourut à la victoire que le roi y remporta le 11. Tournay arbora le drapeau le 19 juin. Employé à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, par lettres du 1er mai 1746, il combattit à Raucoux, le 11 octobre. Il servit à la même armée, par lettres du 1er mai 1747, et combatit à Lawfeld, le 2 juillet. Le comte d'Eu obtint, à la mort du prince de Dombes, son frère, le gouvernement-général du Languedoc, par provisions du 23 octobre 1755; prêta serment, pour cette charge, le 30, et se démit du gouvernement de Guienne. Il obtint ensuite la charge de

colonel-général des Suisses et Grisons, par provisions du 1er novembre; prêta serment le 9, et fut reçu le 29. Il obtint la compagnie-générale des Suisses, par commission du 1er novembre, et se démit de la charge de grand-maître de l'artillerie et du régiment Royal-Artillerie, au mois de décembre suivant. Il mourut en 1775. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 503; *mémoires du temps.*)

DE BOURBON (Louis-Alexandre), *comte de Toulouse*, *lieutenant-général*, dernier des enfants naturels de Louis XIV et de madame de Montespan, naquit le 6 juin 1678. Il fut légitimé, par lettres du mois de novembre 1681, registrées au parlement le 22, et obtint, au mois de novembre 1683, la charge de grand-amiral de France, vacante par la mort du comte de Vermandois. On lui donna, par commission du 20 février 1684, un régiment d'infanterie de son nom (depuis Penthièvre), et il le conserva jusqu'à sa mort. Il obtint le gouvernement-général de Guienne, par provisions du 1er janvier 1689. Il fit sa première campagne au siége de Mons, en 1691, et y monta la tranchée à la tête de son régiment (1). On le créa chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1692. Il accompagna le roi au siége et à la prise des ville et châteaux de Namur, et reçut une contusion au coude, ayant le bras appuyé sur le fauteuil du roi (2). Nommé aide-de-camp du roi, par brevet du 19 mai 1693, il l'accompagna dans son voyage de Flandre, et revint avec lui à la cour. Le roi lui donna un régiment de cavalerie (depuis Penthièvre), par commission du 29 août, et érigea de nouveau en sa faveur la terre de Damville en duché-pairie: les lettres à ce sujet furent données à Fontainebleau, au mois de septembre 1694, et registrées

---

(1) Un coup de canon ayant tué le cheval d'un écuyer assez près du roi et à côté du comte de Toulouse, qui n'avait pas encore 13 ans, ce jeune prince s'écria: « Quoi! un coup de canon, n'est-ce que cela? » et il ordonna aussitôt qu'on amenât un autre cheval.

(2) Louis XIV, tourmenté de la goutte, s'était fait transporter dans un fauteuil à la tête de la tranchée.

le 22 novembre au parlement de Paris, où le comte de Toulouse fut reçu le 27 du même mois (1). On lui accorda, par provisions données à Versailles le 19 mars 1695, le gouvernement-général de Bretagne (2), pour lequel il prêta serment le 30, en remettant le gouvernement de Guienne. On le fit conseiller au conseil des finances, le 28 mai suivant. Créé maréchal-de-champ, par brevet du 3 janvier 1696, il commanda la cavalerie de l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, qui n'entreprit rien. La terre de Penthièvre fut confirmée en duché-pairie en sa faveur, par lettres données à Marly, au mois d'avril 1697, registrées au parlement le 16 décembre 1698 (3). Le comte de Toulouse alla encore servir cette année à l'armée de la Meuse, fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 août, et finit la campagne en cette qualité. Nommé grand-amiral de France, le comte de Toulouse commanda une escadre dans la Méditerranée, en 1702; visita toutes les côtes de Sicile, et rentra à Toulon au mois d'octobre. Le marquisat d'Arc et le comté de Châteauvilain, furent érigés en duché-pairie, en faveur du comte de Toulouse, par lettres données au mois de mai 1703, registrées au parlement le 29 août suivant (4). En 1704, il commanda dans la Méditerranée une flotte destinée à seconder les opérations du roi d'Espagne, qui voulait reprendre Gibraltar, dont les Anglais s'étaient emparés. Il combattit, le 24 août, près de Malaga, la flotte combinée des ennemis; la battit, et l'aurait détruite, si, en suivant son avis, on avait recommencé à attaquer le lendemain. Après ce combat, le grand-amiral ramena sa flotte, d'abord vers les côtes d'Espagne,

(1) Elles sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag. 43.

(2) Au moment de signer les provisions pour ce gouvernement, Louis XIV s'aperçut qu'on y avait fait mention de la blessure reçue par le comte de Toulouse au siége de Namur. Il fit supprimer ce fait en disant : « C'est » pour mon fils une bagatelle qui ne mérite pas qu'on en parle. »

(3) Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag. 49.

(4) Elles sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag. 54.

Chabran obtint sa retraite. S. M. Louis XVIII l'a créé chevalier de Saint-Louis, le 19 juin 1814, et lui a conféré le titre de comte, le 23 décembre suivant. On trouve le général Chabran classé parmi les lieutenants-généraux disponibles, en 1820 et 1821. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CHADENAC, *voyez* BLOM.

DE CHALABRE, *voyez* BRUYÈRES.

DE CHAMBON (Pierre), *marquis d'Arbouville, maréchal-de-camp,* entra dans les mousquetaires, en 1695, et fit la campagne de cette année et celle de 1696 en Flandre. Il passa, le 22 janvier 1697, enseigne dans le régiment d'infanterie d'Artagnan, avec lequel il servit encore en Flandre. Ce régiment ayant été réformé, le 30 décembre 1698, le marquis d'Arbouville obtint une enseigne dans le régiment des gardes-françaises, le 26 avril 1699, et servit en Flandre, en 1701. Il se trouva au combat de Nimègue, en 1702, et à celui d'Eckeren, avec les grenadiers de son régiment, en 1703. Il parvint à une lieutenance dans son régiment, sans avoir été sous-lieutenant, le 9 décembre de la même année; continua de servir en Flandre, et fut fait aide-major, le 20 juin 1706, après la bataille de Ramillies. Il combattit à Oudenarde, en 1708, et à Malplaquet, en 1709. Il obtint, le 17 mars 1711, une commission pour tenir rang de colonel d'infanterie, et servit aux siéges de Douai et du Quesnoy, en 1712; à ceux de Landau et de Fribourg, en 1713. On le fit capitaine dans le même régiment, le 6 avril 1716; capitaine d'une compagnie de grenadiers, le 22 mars 1730, et brigadier, le 20 février 1734. Il commanda les grenadiers des gardes-françaises à l'attaque des lignes d'Ettingen, et au siége de Philisbourg, la même année, et à l'affaire de Clausen, en 1735. Créé maréchal-de-camp, le 1er mars 1738, et nommé gouverneur de Schlestadt, le 1er mai suivant, il quitta le régiment des gardes et conserva son gouvernement jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 13 [illegible] 53. Le marquis d'Ar-

bouville était alors âgé de 72 ans, et possédait la charge de lieutenant de roi de l'Orléanais. (*Chronologie militaire*, *tom. VII, pag.* 148; *Gazette de France.*)

CHAMBON D'ARBOUVILLE (N....), *maréchal-de-camp* du 21 septembre 1788. (*Etats militaires.*)

CHAMBON DE LA BARTHE (N....), *maréchal-de-camp* du 1er janvier 1784, avait été créé brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE CHAMBORS, *voyez* DE LA BOESSIÈRE.

CHAMORIN (Vital-Joachim, *baron*), *général de brigade*, naquit à Bonnelles, en l'Ile de France (actuellement département de Seine-et-Oise), le 16 août 1773. Il entra au service comme soldat dans le 7e régiment d'infanterie de ligne, le 23 décembre 1788; y fut fait caporal, le 27 avril 1792, et fourrier, le 27 mai suivant. Il fit la campagne de cette dernière année en Savoie et à l'armée des Pyrénées-Orientales. Il passa adjudant-sous-officier au 6e bataillon de l'Hérault, le 11 juillet 1793, et y devint sous-lieutenant, le 11 octobre suivant. Employé à l'armée des Pyrénées-Orientales, il se trouva, le 30 avril 1794, à la bataille de Boulou; entra, lui troisième, dans la redoute dite de Montesquiou, s'empara des canons qui la défendaient, et en dirigea le feu sur l'ennemi (1). Il fut blessé d'un coup de feu dans cette action brillante, et obtint le grade de capitaine, sur le champ de bataille. Il passa en cette qualité dans le 8e bataillon de la Côte-d'Or, le 8 septembre suivant, et devint capitaine de grenadiers à la 12e demi-brigade d'infanterie de ligne, où il fut incorporé, le 24 avril 1796. Employé, la même année, à l'armée d'Italie, dans la division du général Dallemagne, il se distingua, le 24 août, à Borgo-Forte, où il entra, après avoir forcé la ligne ennemie à la tête des grenadiers et des éclaireurs de

(1) Certificat du général Pérignon.

la 12[e] demi-brigade de ligne. Le grade de chef de bataillon fut demandé pour lui par le général de division Girardon (1), comme récompense de la bravoure qu'il avait déployée en cette occasion. Chamorin refusa ce grade, préférant alors commander les braves grenadiers de son corps. Il continua de servir à l'armée d'Italie, en 1797, 1798 et 1799. En décembre 1798, il fit partie de l'expédition de Circeo dans l'État ecclésiastique; entra le premier, à la tête des grenadiers polonais, dans la ville de Frossinone, prise d'assaut, et se conduisit dans cette action avec une telle bravoure, que le grade de chef de bataillon fut demandé une seconde fois pour lui par le général Girardon (2). Il se trouva, le 14 juin 1800, à la bataille de Marengo, s'y distingua particulièrement, et y eut 2 chevaux tués sous lui. Il passa capitaine au 6[e] régiment de hussards, le 20 du même mois. Il fut blessé, le 25 décembre suivant, au passage du Mincio, et n'en continua pas moins de rester à la tête des tirailleurs qu'il commandait. La bravoure qu'il montra en cette occasion fut citée avec éloges par le général Dupont, et lui valut le grade de chef d'escadron qu'il obtint sur le champ de bataille. Il compta en cette qualité dans le 11[e] régiment de hussards, à partir du même jour. En 1801, il fut attaché comme aide-de-camp au général Watrin, qui avait le commandement de l'île d'Elbe, et se distingua particulièrement lors du débarquement des Anglais dans cette île. Il reçut du général Watrin des félicitations sur sa bonne conduite dans cette circonstance (3), et obtint du général en chef Murat une attestation de la bravoure qu'il avait déployée, ainsi qu'une recommandation à

---

(1) Certificat du général Girardon.

(2) *Idem.*

(3) Le général Watrin le recommanda en ces termes au premier consul : « J'ose prier le premier consul de nommer membre de la Légion » d'Honneur le chef d'escadron Chamorin, mon aide-de-camp. Cet officier, rempli d'honneur, réunit à une rare bravoure toutes les connaissances qui constituent le véritable officier. Plusieurs actions d'éclat et » une excellente conduite, constamment soutenue, lui donnent des droits » à cette faveur, que je sollicite de la justice du premier consul. »

tenir une capitulation honorable. Il servit à l'armée du Bas-Rhin, en mai et juin 1745; au camp de Chièvres, en Flandre, au mois de juin, et au siége d'Ath, au mois de septembre. Créé mestre-de-camp du même régiment, par commission du 1er décembre de la même année, il le commanda au siége de Bruxelles et à la bataille de Raucoux, en 1746; à la bataille de Lawfeld et au siége de Berg-op-zoom, en 1747; au siége de Maestricht, en 1748; au camp de Sarre-Louis, en 1754; à la bataille d'Hastembeck, où il obtint les éloges du maréchal d'Estrées; à la prise de Minden et d'Hanovre; au camp de Clostersevern, et à la marche sur Zell, en 1757. Il se trouva en cette dernière année à la bataille de Rosbach, où il fut blessé. Il y soutint les efforts de l'ennemi à l'aile gauche, en attendant la réserve commandée par le comte de Saint-Germain. Créé brigadier, par brevet du 1er mai 1758, il fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du même jour; combattit, au mois de juin, à Crewelt, où il eut un cheval tué sous lui, et à la bataille de Lutzelberg, au mois d'octobre. Il servit sur les côtes, en 1759; fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai 1760, et se trouva aux affaires de Corback et de Varbourg. Il servit encore, en 1761, à l'armée d'Allemagne, que commandait le maréchal de Broglie, et se trouva, le 16 juillet, au combat de Filinghausen. Il obtint, le 1er août de cette année, un brevet qui rétablissait pour lui et ses descendants le titre de *cousin* du roi, dont avaient joui ses ancêtres, et qui avait été interrompu sans motifs connus. Son régiment ayant été incorporé, par ordonnance du 1er décembre, avec celui de Fumel, pour former le régiment Royal-Picardie, il fut alors déclaré maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 20 février précédent. Il fut pourvu de la charge de gentilhomme de la chambre de M. le comte d'Artois, par brevet du 16 septembre 1773, et obtint le grade de lieutenant-général, le 1er mars 1780. Il mourut le 16 janvier 1795. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 375; *Art de vérifier les dates, depuis J. C., Paris,* 1818, *in*-8°, *tom. VI, pag.* 436.)

cuée sur Badajoz. Le commandement de l'arrière-garde de la colonne française fut confié au général Chamorin. Un corps de cavalerie ennemie, fort de 4000 hommes, et composé d'Anglais et de Portugais, se présenta devant Campo-Mayor, le 25 mars, au moment où les Français achevaient l'évacuation de cette place. Chamorin n'avait alors sous ses ordres que 200 hommes du 26e régiment de dragons (celui dont il venait de quitter le commandement pour passer général de brigade), 300 chevau-légers espagnols, un bataillon du 100e régiment d'infanterie de ligne et 2 pièces de canon d'artillerie de campagne du calibre de 4. Voulant donner au convoi qu'il couvrait, ainsi qu'à son infanterie et à son artillerie, le temps de s'éloigner, il engagea le combat, avec sa cavalerie seulement, contre celle des Anglo-Portugais; et, quoique très-inférieur en nombre, il fit charger l'ennemi avec autant d'audace que d'intrépidité. Le turban du casque de dragons qu'il portait encore ayant été coupé, il combattit tête nue. S'étant enfoncé dans la mêlée, son cheval y fut tué d'un coup de pistolet, et lui-même, ayant refusé de se rendre aux nombreux ennemis qui l'entouraient, finit par succomber sous leurs coups, et resta mort sur le champ de bataille. Il y fut enterré par les soins du général anglais, qui lui fit rendre les derniers honneurs, en présence d'une députation composée d'officiers et de sous-officiers du 26e régiment de dragons. La France perdit dans le général Chamorin un défenseur zélé et dévoué, et un officier très-distingué (1) (2). Il avait été créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 11

(1) En apprenant la mort glorieuse du général Chamorin, le maréchal Soult dit, en présence de plusieurs généraux et officiers supérieurs : « Je » le regrette sincèrement; c'est un brave que je perds. C'était l'un de » mes meilleurs officiers d'avant-garde. »

(2) Le général anglais lord Beresford, qui commandait la cavalerie anglo-portugaise à l'affaire de Campo-Mayor, écrivit lui-même au général de Latour-Maubourg, pour l'informer que le général Chamorin, resté mort sur le champ de bataille, avait, dans cette journée, tenu, avec son petit nombre de troupes, une conduite au-dessus de tout éloge.

décembre 1808, et revêtu du titre de baron en 1809. (*Brevets et états militaires*, *Moniteur, annales du temps*.)

DE CHAMPCENETZ (N...., *marquis*), a été nommé *lieutenant-général*, le 22 juin 1814. S. M. Louis XVIII lui a confié, en même temps, le gouvernement des châteaux des Tuileries et de Meudon. (*Moniteur, états militaires*.)

CHAMPION, *voyez* DE NANSOUTY.

CHAMPIONNET (Jean-Étienne), *général en chef*, naquit à Valence, en 1762 (1). A l'âge de 14 ans, il s'engagea dans les gardes-wallonnes, et passa ensuite dans le régiment de Bretagne. Il se trouva au siége de Gibraltar, et y servit sous le duc de Crillon, qui l'honora de sa bienveillance. Un caractère belliqueux, une éloquence vive et persuasive, une taille superbe et des traits mâles et fiers, où la douceur trouvait place, tels étaient les dons naturels qui s'étaient développés chez Championnet, lorsque la révolution française vint à éclater. Tourmenté du besoin de la gloire, il saisit avec empressement l'occasion favorable qui se présentait; et, s'étant mis sur les rangs des défenseurs de la patrie, il fut appelé par ses compatriotes au commandement du 6e bataillon du département de la Drôme, en 1791. Envoyé avec son bataillon dans le département du Jura, pour y soumettre les habitants qui avaient pris les armes dans le dessein de venger leurs représentants que la convention avait opprimés, Championnet éluda les ordres sévères qu'il avait reçus, et parvint à apaiser la sé-

---

(1) Il était fils naturel d'un avocat distingué, nommé Legrand, et d'une jolie paysanne, que M. Legrand épousa à son lit de mort. Le nom de *Championnet*, qui signifie, en langue provençale, *petit champignon*, lui fut donné par analogie avec cette plante qui croît naturellement. L'impatience qu'il éprouvait à s'entendre quelquefois reprocher sa naissance illégitime fut le premier motif qui le porta à s'expatrier, et à entrer dans la carrière militaire. Les ouvrages de tactique devinrent alors sa lecture favorite, et *Plutarque*, qu'il ne quittait plus, acheva de déterminer son goût pour la profession des armes.

la cavalerie légère à l'armée des Côtes. Employé à la grande-armée, en 1805, le général Bourcier y commanda une division de dragons, avec laquelle il se trouva, dans le mois d'octobre, au combat d'Elchingen; aux affaires devant Ulm, et à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre. En 1806, il fit, à la même armée, la campagne contre les Prussiens, et fut chargé, après la prise de Berlin, de la direction-générale du grand dépôt des chevaux pris sur l'ennemi. En 1807, il servit, en qualité d'inspecteur-général de la cavalerie, aux armées d'Allemagne et d'Espagne. Buonaparte lui conféra la dignité de comte de l'empire, en 1808. Il se trouva à la bataille de Wagram, le 6 juillet 1809, et y fit preuve d'une grande valeur. Employé à la grande-armée de Russie, en 1812, il eut le bonheur d'échapper aux désastres de la retraite de Moscow, après laquelle il vint à Berlin, où il réorganisa toute la cavalerie de l'armée, en janvier 1813. Dans cette opération, le général Bourcier montra autant de zèle que de probité. S. M. Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis, le 19 juillet 1814, et inspecteur-général de la cavalerie, le 1er janvier 1815. Le comte Bourcier fut admis à la retraite, après 39 ans de service, le 1er janvier 1816; et élu membre de la chambre des députés, dans la même année. En 1817, le roi le nomma conseiller-d'état, et son commissaire près de la régie générale des subsistances. (*Brevets militaires*, *Moniteur*, *tableau des pensions inscrites au trésor public à l'époque du 1er septembre* 1817, *annales du temps.*)

DE BOURCK (Walter, *comte*), *marchal-de-camp*, était parvenu au grade de lieutenant-colonel dans les troupes du roi d'Angleterre. Il passa en France, en 1691, en qualité de lieutenant-colonel du régiment d'infanterie d'Atlone; servit à l'armée d'Italie, en 1692; se distingua à la bataille de la Marsaille, en 1693, et obtint, en 1694, le régiment dont il était lieutenant-colonel. Il le commanda, à l'armée d'Italie, cette année et la suivante; au siége de Valence, en 1696, et sur le Rhin, en 1697. Le régiment d'Athlone ayant été réformé, en 1698, le comte de Bourck

cette mémorable journée. Il commanda sa division à la bataille d'Aldenhoven et à la prise de Juliers, le 2 octobre suivant. Il s'empara des hauteurs de Clermont; attaqua et prit Juliers, et entra dans Cologne, qui lui ouvrit ses portes. L'armée de Sambre-et-Meuse ayant pris ses quartiers d'hiver, la division du général Championnet eut les siens assignés à Cologne. Pendant l'hiver de 1794 à 1795, Championnet parcourut pour son instruction les bords du Rhin, et visita plusieurs fois les champs de bataille fameux qui avoisinent ce fleuve. Il fit élever à Clostercamp un monument dédié à la mémoire du brave chevalier d'Assas, et sur le terrain même où ce généreux guerrier avait glorieusement terminé sa vie (1). Employé à la même armée de Sambre-et-Meuse, en 1795, le général Championnet fut mis avec sa division à la disposition du général Kléber, qui avait été chargé par le général en chef Jourdan d'effectuer le passage du Rhin. Cette division se porta près de l'embouchure de l'Erfft, à l'exception de 3 bataillons qui demeurèrent dans les ouvrages construits sur la rive gauche du Rhin, vis-à-vis de Dusseldorff. D'après les instructions de Kléber, Championnet fit déboucher de l'Erfft dans le Rhin, vers les premiers jours de septembre, 52 nacelles pouvant à peine contenir, ensemble, 600 hom-

---

(1) D'ASSAS (Nicolas, *chevalier*), naquit au Vigan. Il servait comme capitaine au régiment d'Auvergne infanterie, lorsqu'il périt, dans la nuit du 15 au 16 octobre 1760, victime du dévouement le plus héroïque. Commandant une grand'garde, postée sur la lisière d'un bois à Clostercamp, près Gueldre, il voulut, vers le point du jour, faire seul la reconnaissance des postes. A peine avait-il fait quelques pas, qu'il tomba sur une colonne ennemie, qui s'avançait en silence pour surprendre l'armée française. Aussitôt les grenadiers de cette colonne le saisissent, et, lui posant leurs baïonnettes sur la poitrine, le menacent de le tuer, s'il dit un seul mot. Il y allait du salut de l'armée française, qui n'était point préparée à l'attaque projetée par l'ennemi. D'Assas se recueille un moment pour enfler sa voix, puis il s'écrie : « *A moi, Auvergne! voilà l'ennemi.* » Aussitôt il tombe percé de coups. Ce trait sublime ne pouvait pas être omis dans un Dictionnaire consacré à la gloire du nom français.

par autres provisions du 24 octobre 1593. Il prêta serment, pour cette dernière charge, au parlement de Bordeaux, le 4 décembre. Il dissipa, la même année, les *croquants* (1), qui s'étaient soulevés, et contribua beaucoup à leur défaite. Il fut créé chevalier de Saint-Michel et marquis d'Archiac, pour lui et ses descendants mâles et femelles, par lettres-patentes données à Paris, au mois de mai 1609, registrées au parlement de Bordeaux le 1er juin suivant. On le nomma conseiller-d'état, par brevet du 10 janvier 1612, et il prêta serment en cette qualité le 17 du même mois. Il fut créé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, dans la même année. Il apaisa, en 1613, la querelle élevée entre plusieurs seigneurs du pays, relativement au prieuré de Tremolet. On lui donna, au mois d'avril 1617, un pouvoir pour commander en Guienne, en l'absence du maréchal de Roquelaure. Devenu maréchal-de-camp, par brevet du 3 juillet 1619, et reçu chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant, il servit en Guienne, sous le duc d'Elbœuf, en 1622, et contribua à la prise du château de la Force. Il obtint l'érection de la terre de Montrésor en comté, par lettres données à Paris au mois de février 1627, et demeura dans ses terres jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 14 mars 1641. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 57; généalogie de la maison de Bourdeilles, dans la nouvelle édition des Mémoires de Brantôme.*)

DE BOURDEILLES (François-Sicaire, *marquis*), *lieutenant-général,* fils du précédent, était conseiller du roi et capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, dès 1641. Nommé sénéchal de Périgord, à la mort de son père, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye le 7 avril, et gouverneur de cette province, par autres provisions données au même lieu le 10, il eut un pouvoir pour y commander les troupes. Le parlement de Bordeaux en-

(1) On appelait ainsi certains paysans qui se révoltèrent sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII.

qui se passait du côté des Français; mais ceux-ci, loin d'être intimidés, sentirent leur courage s'accroître par la certitude que leur triomphe serait éclairé. Bientôt le feu de toutes les batteries autrichiennes fut dirigé sur la flottille; mais l'artillerie française, placée sur la rive gauche du Rhin, riposte à cette décharge, et foudroie les batteries et les bataillons allemands. Au milieu de ce feu terrible, quelques bateaux dérivent, d'autres s'engloutissent; cependant les grenadiers français exécutent l'ordre donné par Championnet, et plusieurs périssent, atteints par les obus et les boulets, sans qu'aucun de leurs camarades songe à venger leur mort, en tirant sur l'ennemi. Enfin la flotille arrive au rivage allemand, et aussitôt les grenadiers s'élancent sur l'ennemi, l'enfoncent, le culbutent, et font retentir l'air de cris de victoire. Pendant que cette expédition arrivait à son but, Championnet la faisait suivre successivement par d'autres embarcations; enfin il passe lui-même sur la rive gauche du fleuve, où sa présence redouble le courage et l'ardeur de ses soldats. Sa division étant toujours aux prises avec l'ennemi, qui se défendait opiniâtrément, il donna ordre au général Legrand de bloquer sur le champ Dusseldorff. Après avoir lancé quelques boulets et obus sur la place, on somma le gouverneur de se rendre. Celui-ci capitula en effet, après une courte hésitation. 2000 hommes de troupes palatines furent faits prisonniers de guerre; et l'on trouva dans Dusseldorff 168 pièces de canon, 10,000 fusils et beaucoup de munitions de guerre de toute espèce. En prenant possession de la place, Championnet donna ses premiers soins à l'établissement de l'ordre et d'une discipline sévère parmi les troupes, et préserva par-là les habitants de tous les désastres qui accompagnent ordinairement la prise d'une ville. Après être restée quelques jours dans les environs de Dusseldorff, l'armée de Sambre-et-Meuse se mit en mouvement; Championnet, qui en commandait la 3e colonne, se dirigea sur Limbourg, et s'empara d'abord des faubourgs, après avoir culbuté les troupes ennemies chargées de leur garde. L'armée française ayant été obligée d'effectuer sa

retraite, le général Kléber, qui dirigeait les opérations pour le passage sur la rive gauche du Rhin, plaça la division Championnet sur le plateau de Bendorff, pour protéger la construction d'un pont, et dit à ce dernier général : « Mon ami, vaincre ou mourir; si l'ennemi nous attaque, » point de coups de fusil : la baïonnette en avant. » Le pont fut achevé, et le passage s'effectua sous la protection de la division Championnet. A l'ouverture de la campagne, cette division, forte de 9000 fantassins et 850 chevaux, se trouvait réunie dans le Hundsruck. Elle passa le Rhin à Neuwied, dans les premiers jours de juin, et occupa les hauteurs de Dietz. L'armée de Sambre-et-Meuse fut encore obligée de repasser le Rhin; mais, le 2 juillet, elle entreprit de s'établir de nouveau sur la rive droite du fleuve. La division Championnet s'embarqua derrière l'île de Weisenthurn, et effectua son passage sous le feu de 24 pièces de canon, qui furent impuissantes pour l'arrêter. La redoute en avant du village d'Heddersdorff fut enlevée, et les colonnes autrichiennes furent forcées de se replier sur Dierdoff. Le 7 juillet, Championnet fit attaquer le poste de Runkel, qui fut enlevé par un coup de main. Le 9, il concourut au passage de la Lahn; fit charger l'ennemi par sa cavalerie; et, ayant fait ensuite avancer son infanterie et son artillerie, il força le général autrichien Werneck de se retirer en arrière du fort de Kœnigstein. Le 10, il battit le général Werneck près d'Esch; et, dès le 11, il investit le fort de Kœnigstein, qu'il fit canonner le même jour. Le 24 juillet, une partie de sa division s'approcha de Wurtzbourg, qui capitula le 25. On trouva dans cette ville 200 pièces de canon. Le 4 août, sa division fut une de celles qui marchèrent sur Bamberg, où le général en chef voulait faire attaquer l'armée autrichienne. Son avant-garde, emportée par trop d'ardeur, s'avança sans précaution, et entra dans Bamberg avec celle de la division Collaud. Elles y furent bientôt enveloppées par les Autrichiens, et eurent à soutenir dans les rues de la ville un combat long et inégal; mais les autres divisions françaises étant arrivées, l'ennemi, accablé à son tour par le nombre, fut obligé d'évacuer Bamberg, et la division Championnet s'y

Belgique; s'empara de Tournay, le 8 novembre; entra à Gand, qui lui ouvrit ses portes le 12; occupa Furnes, Ypres et Bruges, le 18. L'avant-garde de son armée entra à Anvers, le même jour. La mésintelligence qui régnait entre lui et le général Dumouriez lui fit solliciter son rappel en France; et, l'ayant obtenu, il revint commander la frontière du Nord, et fut chargé plus particulièrement de surveiller les côtes de Dunkerque et de Calais, lorsque la guerre maritime éclata. En janvier 1793, on le nomma commandant d'une armée dites des Côtes, mais qui n'était pas encore formée. Le 19 mars suivant, il reçut, à Rouen, l'ordre de se rendre à Rennes, pour réprimer les troubles qui régnaient dans cette contrée. Les efforts qu'il fit alors pour prévenir ou arrêter les effets de la guerre civile, semblaient lui promettre d'être couronnés de quelque succès, lorsqu'il fut mandé à Paris pour y rendre compte de sa conduite. Accusé dans l'assemblée nationale, le 13 mai, d'avoir fait rétrograder les troupes qui marchaient contre les Vendéens, il se justifia de cette inculpation dans la séance du 16. Le 4 juin suivant, il fut envoyé, comme général divisionnaire, à l'armée des Pyrénées-Occidentales. Après quelques marches et contremarches, et plusieurs engagements avec les Espagnols, commandés par Don Ventura, il les battit à la Croix-des-Bouquets, le 13 juillet, et les força de repasser la Bidassoa. Le 23, il remporta sur eux un nouvel avantage, dans l'attaque de la redoute dite de Louis XIV, d'où ils furent chassés avec perte assez considérable en hommes tués ou faits prisonniers, ainsi qu'en armes de différentes espèces. Pendant qu'il chassait ainsi l'ennemi du sol français, sa femme et ses enfants avaient été mis en état d'arrestation, et déportés à Blois. Cette circonstance, jointe à une blessure que le général de La Bourdonnaye avait reçue en la dernière campagne, le mirent dans le cas de se retirer de l'armée pour se rapprocher de sa famille, et de venir en même temps chercher à Dax un repos que les fatigues de la guerre lui avaient rendu indispensable. A peine fut-il arrivé dans cette ville, qu'il

que à laquelle la retraite fut effectuée sur les bords de la rive droite du Rhin. Le 27 octobre (1), la division Championnet attaqua, de concert avec celle du général Bernadotte, les corps ennemis qui couvraient la Nahe. Les Français passèrent cette rivière à Grolsheim; battirent les Autrichiens, et les obligèrent de se replier sous Mayence. En avril 1797, l'armée de Sambre-et-Meuse étant alors sous le commandement du général Hoche, l'aile gauche de cette armée fut composée de deux divisions d'infanterie et d'une division de dragons. Championnet eut le commandement de cette aile gauche, qui occupa sur la rive droite du Rhin le camp retranché de Dusseldorff. Le 16 avril, Championnet déboucha avec son corps d'armée; passa la Wipper, et prit position dans les plaines de Mulheim; le 17, il s'établit sur la Sieg. Il s'empara d'Ukerad et d'Altenkirchen, dans la nuit du 17 au 18. Le 21, le général Hoche poursuivant vigoureusement le gros de l'armée autrichienne, Championnet passa la Lahn à gué avec deux brigades de dragons et une compagnie d'artillerie légère; déboucha sur la grande route, et tomba sur l'arrière-garde ennemie, qu'il força de se retirer sur Giessen. Championnet s'était rendu maître de cette ville, lorsque l'avis de la signature des préliminaires de paix à Léoben vint suspendre les hostilités, le 22 du même mois. Une armée destinée à agir contre l'Angleterre ayant été formée, Championnet eut le commandement de l'une des ailes de cette armée. Le gouvernement britannique, se voyant menacé, médita une surprise, et tenta, le 13 juin, un débarquement à Blankenberg. Championnet repoussa si vigoureusement les Anglais, qu'il les obligea à prendre le large. 600 hommes de son corps d'armée attaquèrent et défirent complètement 3000 Anglais, qui avaient débarqué près d'Ostende. La flotte britannique bombardait Ostende, pendant que les troupes débarquées

(1) A cette époque l'armée de Sambre-et-Meuse était commandée par le général en chef Beurnonville, qui avait remplacé le général Jourdan, démissionnaire.

essayaient de faire sauter les belles écluses de Schilikens; mais, après deux heures d'un combat, dans lequel le général de l'artillerie anglaise fut tué, et où le commandant de l'expédition eut une cuisse emportée, on fit aux Anglais 1800 prisonniers, et on s'empara de toute l'artillerie qu'ils avaient mise à terre. Championnet prit les mesures les plus propres à garantir Ostende d'une nouvelle tentative de la part de l'ennemi, et forma un camp retranché pour mettre toute la côte de l'ancienne Flandre à couvert. Nommé général en chef de l'armée de Rome, il arriva dans cette ville le 19 novembre 1798, et y apprit la nouvelle de l'envahissement du territoire romain par l'armée napolitaine, sous les ordres du général Mack. Ayant réuni le peu de troupes françaises et polonaises qui formaient la garnison de Rome, il se mit de suite en mouvement pour se porter sur les principaux points d'attaque. La défense de Rome étant impraticable avec le peu de troupes dont on pouvait disposer, il en ordonna l'évacuation (1), se contentant de mettre garnison dans le château de Saint-Ange, qu'il était important de conserver. Les troupes françaises formant l'armée de Rome ne s'élevaient qu'à environ 16,000 hommes; elles étaient disséminées sur une vaste étendue de terrain, et mal pourvues d'artillerie. De cette armée, déjà si faible, Championnet avait été obligé de détacher, d'après les ordres du gouvernement français, 3000 hommes destinés à renforcer la garnison de Corfou. L'armée de Rome, ayant été attaquée à l'improviste et sans aucune déclaration de guerre préalable, fut d'abord forcée d'abandonner une partie de ses positions, surtout celles de l'aile gauche; mais une victoire remportée à Terni vint ralentir la marche rapide de l'ennemi. Championnet, tout en faisant opérer une retraite, combinait déjà ses mesures pour prendre bientôt sa revanche sur le général ennemi. Cependant Mack s'était avancé sur Rome, où le roi de Naples fit

(1) En quittant Rome, Championnet s'engagea solennellement à y rentrer sous 20 jours, et il tint parole.

son entrée, le 29 novembre. La populace romaine détruisit aussitôt les armoiries de la république, arracha celles de France, et se porta aux plus grands excès, égorgeant les partisans des Français, et massacrant impitoyablement la population juive. Toutes ces scènes d'horreurs se passèrent sous les yeux du chef de l'armée napolitaine, qui n'y mit aucun obstacle. Sur ces entrefaites, les Anglais avaient fait débarquer à Livourne un corps de 7000 hommes, ce qui rendait la position de Championnet beaucoup plus critique, puisque ses communications se trouvaient menacées de tous côtés, et que ses forces, très-inférieures à celles de l'ennemi, pouvaient être battues en détail; mais le général français avait un courage et une activité tels, qu'il ne désespéra pas un seul instant du salut de l'armée qu'il commandait. Mack, au lieu de profiter de la supériorité numérique de ses troupes pour donner suite à ses premiers succès, perdit plusieurs jours dans Rome, où il n'entreprit autre chose que de faire sommer inutilement le château de Saint-Ange. Enfin le général napolitain se décida à marcher, avec 40,000 hommes, contre l'aile droite de l'armée française, espérant enlever Civita-Castellana, et forcer le pont de Borghetto, sur le Tibre. Le général Macdonald, qui commandait cette aile droite, et qui fut attaqué de suite, ne s'effraya point du nombre des assaillants; et, déployant toute son habileté, il remporta, le 5 décembre, une victoire signalée près de Nepi. Cette affaire ayant déconcerté le premier plan du général napolitain, ce dernier manœuvra de manière à pouvoir enfoncer le centre de l'armée française. Championnet, averti à temps des mouvements de l'ennemi, se hâta de concentrer ses forces. Une colonne napolitaine, commandée par le général Moesk, surprit le poste d'Otricoli, et massacra 50 hommes qui le gardaient. La ville fut traitée comme si elle eût été prise d'assaut; et les Napolitains poussèrent la rage jusqu'à mettre le feu à l'hôpital, où se trouvaient pêle-mêle des soldats français et napolitains, blessés dans les affaires précédentes. Cet acte de barbarie exaspéra les soldats républicains à un tel point, qu'ils ne res-

pirèrent que vengeance, et que le général Championnet se vit obligé de mettre un terme à cette fureur par un ordre du jour, qui la défendit expressément. Otricoli fut repris, et l'on se rendit maître, par capitulation, de Calvi, où s'était retirée une colonne ennemie, qui fut faite prisonnière de guerre. La forteresse importante de Civitella, regardée avec raison comme le boulevart des Abruzzes, se rendit également. Continuant à garder l'offensive qu'il avait reprise, Championnet, à la suite de plusieurs marches et de plusieurs combats, rentra dans Rome le 15 décembre, après 17 jours d'absence, pendant lesquels il avait détruit plus de 15,000 Napolitains. Par ses manœuvres habiles, et sans avoir combattu en bataille rangée, il avait forcé le roi de Naples et le général Mack d'abandonner leur conquête, et de s'éloigner en toute hâte. Le premier s'enferma dans la forteresse de Caserte, et le second se retira sur les bords du Garigliano et du Volturne. Aussitôt après sa rentrée dans Rome, Championnet y rétablit le gouvernement républicain. Il fit aussi ses dispositions pour établir ses troupes dans les positions militaires les plus avantageuses, et forma un camp en avant de la ville. Il envoya le général Rey à la poursuite des Napolitains, avec ordre de ne pas leur laisser un instant de relâche. Après avoir donné quelques jours de repos à ses troupes et fait désarmer les habitants de Rome, Championnet partit de cette ville le 20 décembre, à la tête de son armée, et se porta sur le Garigliano, dans le dessein de combattre l'armée du général Mack, et d'envahir ensuite le royaume de Naples. En peu de jours, les retranchements ennemis, à Céprano, furent enlevés de vive force, et le passage du Garigliano eut lieu. On s'empara de San-Germano et d'un parc de 80 pièces de canon, placées à Castelluccio. Fondi fut évacuée par les Napolitains. Les redoutes d'Istri furent forcées; Pescara se rendit par capitulation, et toute l'armée marcha sur Capoue, dans les premiers jours de janvier 1799. Les opérations du siége de cette place furent confiées au général Macdonald. Championnet envoya dans le même temps le général Rey tenter un coup de main sur Gaëte, place défendue par

4000 hommes, 70 pièces de canon et 12 mortiers. Après quelques démonstrations d'attaque faites par le général Rey, le gouverneur de Gaëte demanda à capituler. La garnison fut faite prisonnière de guerre, et l'on trouva dans la place, outre l'artillerie dont nous venons de parler, 20,000 fusils, plus de 100 milliers de poudre et des vivres, ainsi que des munitions considérables. Les généraux Duhesme et Lemoine avaient été envoyés dans les deux Abruzzes, Citérieure et Ultérieure, pour arrêter les progrès d'une insurrection qui pouvait devenir funeste à l'armée française. Toutes les divisions de cette armée avaient reçu du général en chef l'ordre de se réunir sous les murs de Capoue, après avoir rempli les diverses missions dont chacune d'elle avait été chargée. Lorsqu'elles furent presque toutes rassemblées, Championnet, qui déjà avait fait faire quelques attaques contre Capoue, se décida à tenter un nouvel effort pour accélérer la prise ou la reddition de cette importante forteresse. Ses ordres furent donnés en conséquence; et il se rendit à Venasro pour y conférer avec le général Lemoine, qui y avait pris position. Pendant son absence du quartier-général, une troupe considérable d'insurgés, qui s'était rassemblée à Sessa, se porta sur les ponts du Garigliano, les coupa, vint piller le parc de réserve de l'armée, fit sauter les caissons, et se livra aux plus grandes cruautés envers les Français qui tombèrent entre ses mains (1). Au moment où Championnet allait prendre les mesures les plus vigoureuses, des parlementaires, sortis de Capoue, vinrent, au nom du vice-roi de Naples, lui proposer un armistice, afin, dirent-ils, de pouvoir traiter de la paix. Ils offraient de rendre Capoue, et demandaient qu'une ligne militaire fût tracée. Quoique 'armée française se trouvât dans la position la plus criti-

---

(1) Un chef de bataillon d'infanterie légère, plusieurs autres officiers et soldats blessés furent attachés à des arbres et brûlés vifs par les Napolitains, qui, à l'exemple de certaines hordes de sauvages, poussaient des cris de joie et de victoire autour de leurs victimes.

que, Championnet, voulant la dissimuler aux parlementaires, et cherchant à en imposer le plus que possible à ses ennemis, refusa d'entrer en conférence, à moins que la soumission et la reddition de la ville de Naples ne fussent une des premières conditions de l'armistice. Les parlementaires napolitains se retirèrent, et ne réussirent pas davantage dans une nouvelle démarche qu'ils firent le lendemain. Cependant la cour de Naples, qui comptait 70,000 hommes de troupes réglées, avait cru devoir augmenter ses moyens de défense, en ordonnant à tous les paysans de faire aux Français une guerre d'extermination ; et cet ordre était si bien exécuté, que ces derniers n'osaient plus sortir de leurs camps que par gros détachements. L'armée française, à cette époque, manquait de vivres, et la destruction du parc de réserve avait réduit le soldat à un seul paquet de cartouches. Les communications avec Rome se trouvaient coupées par les insurgés, et il était douteux que la division du général Duhesme pût parvenir à rejoindre le gros de l'armée. Pour surcroît d'embarras, une escadre anglaise, commandée par Nelson, était partie de Livourne, et venait de débarquer, à l'embouchure du Garigliano, 7000 hommes de troupes qui devaient se réunir aux insurgés, et marcher sur les derrières de l'armée française, tandis que Mack, débouchant de Capoue, attaquerait cette armée de front. Dans un état de choses aussi alarmant, Championnet ne désespéra pas du salut de son armée; et son grand cœur, familiarisé avec les dangers, ne s'occupa que de préparatifs pour faire payer cher à l'ennemi la victoire que celui-ci semblait regarder comme certaine. Il résolut d'attendre les assaillants; et, fort de l'intrépidité de ses troupes, il se prépara à bien recevoir les Napolitains. Toutes ses dispositions étaient faites, lorsque les parlementaires vinrent renouveler les propositions du vice-roi, qui consentait à toutes les demandes du général français, excepté à la reddition de Naples. Championnet hésita encore; mais, après avoir pris l'avis des généraux réunis en conseil de guerre, il envoya son chef d'état-major (le général Belliard), pour

conclure, avec les plénipotentiaires du vice-roi, une convention, qui fut effectivement signée au camp sous Capoue, le 10 janvier 1799. Par suite de cette convention, Capoue fut remise aux Français, et une ligne militaire fut tracée pour les deux armées. Les Napolitains s'obligèrent en outre à évacuer entièrement le sol de la république romaine, à rendre neutres leurs ports de Sicile et du royaume de Naples, et à payer à la république française 10 millions de livres tournois. Championnet, débarrassé par cet armistice des troupes napolitaines qu'il avait eues en tête, s'occupa aussitôt du châtiment des insurgés, et mit ses divisions en mouvement. Les généraux Rey, Duhesme et Monnier parvinrent, en peu de temps, mais non sans périls et sans difficultés, à remplir cette mission importante, et opérèrent ensuite leur réunion. Championnet avait établi son quartier-général à Caserte, maison de plaisance du roi de Naples. Après avoir organisé toute son armée, et lui avoir fait prendre les positions qu'il jugea les plus convenables, il crut que, dans l'intérêt de la France, il devait préparer sourdement une révolution dans le royaume de Naples : et, à cet effet, il organisa un comité insurrectionnel, à la tête duquel il plaça un nommé Lambert, Napolitain d'origine, et qui exerçait une grande influence sur les mécontents du pays, dont le nombre était considérable. Un événement particulier vint accélérer le mouvement révolutionnaire projeté. Le commissaire-ordonnateur de l'armée française, Arcambald, ayant été envoyé à Naples, avec un sauf-conduit, pour hâter le paiement des sommes stipulées dans la convention de Capoue, cet administrateur fut bien accueilli par le vice-roi: mais sa présence et l'objet de sa mission furent un sujet de murmures pour la populace napolitaine, qui s'assembla tumultueusement, et voulut massacrer l'ordonnateur français. Celui-ci ne dut la vie qu'au dévouement des partisans de la révolution, qui saisirent cette occasion pour se montrer. Dès ce moment, deux partis se trouvèrent en présence dans Naples; et, un patriote ayant été tué, les uns voulurent venger la victime, tandis que les autres pri-

rent parti pour l'assassin. Bientôt l'anarchie la plus complète se manifesta dans Naples. Les lazzaronis (1) s'emparèrent de toutes les armes; et, ayant signalé le général Mack comme un traître vendu aux Français, ils voulurent l'arracher de son palais, pour l'immoler à leur fureur. Mack fut abandonné par ses soldats, qui, effrayés du mouvement des lazzaronis, se jetèrent, comme déserteurs, dans les rangs français, où ils furent bien accueillis; et, leur fuite ayant été protégée, cette armée napolitaine, levée naguère avec tant de frais et d'appareil, fut complétement désorganisée et anéantie en deux jours. Le général napolitain, menacé d'être brûlé vif dans son palais, n'eut plus d'autres moyens de salut que de se confier à la générosité de son rival. Il vint le trouver à Caserte (2). Championnet l'accueillit avec la loyauté qui caractérise le vrai guerrier, et lui fit donner un passeport et une escorte, pour se rendre à Milan (3). Le vi-

---

(1) Les lazzaronis appartiennent à la classe la plus robuste et la plus pauvre des Naples. Le nombre de lazzaronis proprement dits s'élève ordinairement à 40 mille hommes, auxquels se réunissent, en cas de besoin, les bateliers, les pêcheurs, et un grand nombre d'individus des classes inférieures de la société. Les lazzaronis ont des lois particulières, et un chef qui a le titre de *capo-lazzaro*. Un lien fraternel, auquel ils sont attachés, les unit tous. En général, ils sont bons et honnêtes, et commettent rarement des désordres. Il ne faut point les confondre, en raison de leur pauvreté, avec la lie de la populace. La cour de Naples affecte toujours beaucoup d'égards pour le *capo-lazzaro*, qui a le droit de faire des représentations aux ministres du roi, et qui, lorsque la reine accouche, vient au palais, en grand cortége, s'assurer du sexe de l'enfant, qu'il montre au peuple. Ils ont un costume particulier, et sont ordinairement déguenillés; mais, les dimanches et fêtes, on les voit habillés avec propreté.

(2) En abordant Championnet, le général Mack, qui se ressouvenait d'avoir écrit au général français une lettre dure et menaçante, était partagé entre l'espoir et la terreur. Il présenta son épée à Championnet, qui la refusa, en lui disant d'un air fier, et tout à la fois aimable : « Général, gardez-là ; mon gouvernement m'a défendu de recevoir des présents de la fabrique anglaise. »

(3) Quelque temps après, le directoire exécutif de France eut la déloyauté de faire arrêter Mack, comme prisonnier de guerre.

ce-roi de Naples, devenu lui-même l'objet de l'animadversion des lazzaronis, n'eut que le temps de se jeter dans un canot, pour se sauver en Sicile. Les lazzaronis, furieux de l'évasion de Mack, se portèrent en masse sur les avant-postes français, qui se trouvaient placés dans la ligne de démarcation déterminée par la convention de Capoue. Ils culbutèrent les grand'gardes, et parvinrent jusqu'à la ligne française, qui, à la nouvelle de cette attaque, avait pris les armes; mais ils furent chargés avec impétuosité par le chef de brigade Poitou, qui mit cette multitude en désordre, et la repoussa jusqu'à la ligne de démarcation, qu'il ne dépassa point. Cependant, cette agression imprévue des lazzaronis rompant nécessairement l'armistice, Championnet donna à ses divisions des ordres pour l'envahissement de Naples. Le 20 janvier, l'armée se mit en mouvement, et s'approcha de cette capitale, que Championnet fit investir. Dès le soir du même jour, la division Duhesme s'était rendue maîtresse, après plusieurs combats opiniâtres, de la place Capuana, qui forme un ovale en dehors de l'enceinte de Naples; toute l'artillerie des lazzaronis se trouvait prise, et le champ de bataille ainsi, que les faubourgs environnants, étaient couverts de cadavres ennemis. Bientôt toutes les approches de Naples furent au pouvoir des Français. Championnet donna alors au général d'artillerie Éblé l'ordre de faire avancer les pièces destinées à foudroyer la ville. Cependant, avant d'en venir à cette dernière extrémité, il essaya d'éclairer les Napolitains sur leur véritable situation et sur leurs intérêts. Il leur adressa, le 22, une proclamation, qu'ils accueillirent à coups de fusils dirigés sur l'officier chargé de leur en donner connaissance. Dans la nuit du 22 au 23, les Français élevèrent plusieurs retranchements et batteries, et s'approchèrent le plus près possible de l'enceinte de la ville. Sur ces entrefaites, le tocsin se faisait entendre dans Naples; et, à sa véhémence, on pouvait juger du désordre qui régnait dans l'intérieur de cette ville, où l'anarchie et la licence étaient portées au plus haut degré. Les lazzaronis firent plusieurs sorties : mais ils fu-

prince de Condé, il le suivit d'abord en Catalogne, aux siéges de Lérida, d'Ager, en 1646; puis en Flandre, au siége d'Ypres, à la bataille de Lens et à la prise de Furnes, en 1648. Il servit dans l'armée de Flandre, sous le comte d'Harcourt, en 1649; se trouva à la défaite des Lorrains, près Valenciennes, le 10 juin; à celle de 800 chevaux, entre Douai et Saint-Amand, le 23; aux siéges de Cambrai, de Condé et de Maubeuge. Sur la fin de cette campagne, il eut la lieutenance de la compagnie des chevau-légers du prince de Condé. Attaché dès l'enfance aux intérêts de ce prince, il le suivit à toutes ses expéditions. Il leva, en 1654, un régiment de cavalerie pour le service, et par commission de ce même prince. Étant gouverneur de la citadelle de Stenay, pour le prince de Condé, il reçut deux blessures à la défense de cette place, assiégée par l'armée du roi. Le prince de Condé le nomma maréchal-de-camp de ses armées, en 1658. A la paix des Pyrénées, le comte de Chamilly rentra en France, et le roi prit son régiment à sa solde, le 7 mars 1659. On le fit maréchal-de-camp, par brevet du 9 janvier 1660, et gouverneur du château de Dijon, le 15 décembre. Son régiment de cavalerie fut licencié le 18 avril 1661. Il fut élu représentant de la noblesse de Bourgogne aux états de la province, en 1662. Il fit la campagne de 1667, comme aide-de-camp du roi; eut part à tous les siéges qu'on entreprit; monta la tranchée à celui de Lille, le 20 août, et fut blessé devant cette place, le 22. Il servit à la conquête de la Franche-Comté, en 1668; fut chargé d'une attaque au siége de Dôle, et se fit le plus grand honneur en cette occasion. Il fut ensuite attaché, comme maréchal-de-camp, à l'armée que devait commander le prince de Condé sur la Sambre. La paix fut conclue le 2 mai. On l'employa, par lettres du 4 février 1671, en la même qualité de maréchal-de-camp, dans les troupes qui devaient marcher aux Pays-Bas, où le roi se rendait en personne, pour connaître par lui-même l'état de ses forces et de ses places de guerre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 18 avril 1672, il fut choisi pour commander l'armée assemblée dans l'électorat de Cologne

net fit chanter solennellement un *Te Deum*, en actions de grâces de la prise de Naples. Il annonça au peuple napolitain, qu'il était libre; et, pour faire cesser plus promptement l'anarchie qui régnait depuis l'absence de la cour, il choisit 21 citoyens, pour composer provisoirement la représentation nationale de la nouvelle république, qui prit le nom de *parthénopéenne*. Il fit prendre à son armée le titre d'*armée de Naples*. Les formes ordinaires de l'administration civile n'ayant pas paru à Championnet suffisantes pour contenir une population aussi remuante que celle de Naples, il soumit les décrets de l'assemblée à la sanction du général en chef de l'armée française. L'armée avait été suivie, à Naples, par une commission civile, nommée par le directoire-exécutif français, et dont les spoliations, à Rome, avaient déjà excité l'indignation de Championnet. Les exactions commises par les agents de cette commission s'étant renouvelées à Naples, Championnet n'en put rester tranquille spectateur : et, dans l'excès de son zèle à remplir la promesse, qu'il avait faite aux Napolitains, d'assurer leur bonheur et leur tranquillité, il prit un arrêté qui chassait de Naples cette commission et ses agents. Le directoire-exécutif, ombrageux comme il l'était, et redoutant les sentiments d'indépendance dont Championnet avait donné plusieurs fois la preuve, saisit l'occasion où ce général venait de se mettre en état de désobéissance à ses ordres, par le renvoi de la commission civile, pour le suspendre de ses fonctions, et ordonner sa traduction devant un conseil de guerre. Championnet fut donc arrêté à Naples, le 16 mars 1799, et conduit à Grenoble, où son procès fut commencé. Mais la révolution du 30 prairial an 7 (18 juin 1799), ayant ramené le gouvernement à des sentiments de justice et de modération, Championnet fut acquitté honorablement, et rendu à ses fonctions. Pendant que ce général était en détention, les armées ennemies avaient fait de grands progrès en Italie. Le directoire, ayant jugé convenable d'organiser une réserve, sous le nom d'armée des Alpes, en donna le com-

décembre. Il se trouva à la prise de Beuses, de Guardia, d'Alquerie, de Payamoge, de San-Lucar, en 1666, et à celle de Forcira, en 1667. La paix ayant été faite entre l'Espagne et le Portugal, le 12 février 1668, le marquis de Chamilly revint en France. Il marcha en Candie, avec le duc de la Feuillade; s'y signala, en 1669, et fut blessé au siége de la capitale de cette île. Le roi lui donna, par commission du 8 juillet de la même année, le régiment de Bourgogne, vacant par la mort du comte de Roussillon. L'électeur de Cologne le fit colonel du régiment de Saint-Léger, destiné pour sa garde, par commission donnée à Bonn, le 23 novembre 1671. Ce régiment fut incorporé, par ordre du 6 mars 1672, dans le régiment de Bourgogne. Le marquis de Chamilly servit, la même année, dans le corps séparé que commandait le comte de Chamilly, son frère, et se trouva aux siéges de Burick, pris le 3 juin; de Wesel, rendu le 4, et de Groll, qui capitula le 9. L'évêque de Munster le fit brigadier dans ses armées, par brevet du 10 du même mois. Il marcha à la prise de Deventer, le 21, et continua de servir en Hollande, en 1673. Le roi le fit brigadier d'infanterie, par brevet du 29 novembre suivant. Il fut nommé gouverneur et commandant à Graves, par ordre du 26 mars 1674, et défendit cette place (1) pendant

(1) Parmi tous les braves qui composaient la garnison de Graves, se trouvait un officier qui, manquant un jour de courage, abandonna le poste qui lui avait été confié. A cette nouvelle, les autres officiers courent à Chamilly et lui demandent justice. Chamilly, par un trait de présence d'esprit admirable, ne veut pas laisser entrevoir qu'il puisse se trouver un lâche, et les recevant froidement il leur dit : « Vous vous battez bien; jugez mieux. Un tel a pu suivre mes ordres, et j'ai eu mes raisons. » La nuit suivante, dans la plus noire obscurité, il fait venir ce gentilhomme, qui se jette à ses pieds avec des témoignages d'un profond repentir. En lui parlant, comme Caton, sur l'honneur et sur la vie, Chamilly développa le courage de cet officier, qui devint dès lors le plus téméraire d'entre ses camarades. C'était aux endroits les plus périlleux qu'il recevait d'eux les excuses qu'ils crurent devoir lui faire sur leur méprise à son égard; et ce jeune homme poussa le courage à un tel point, que Chamilly fut obligé de lui ordonner en public de ménager sa personne.

tagion, de l'autre, se combinaient pour la destruction de l'armée. Cet état de choses jeta Championnet dans une mélancolie sombre, qui affaiblissait journellement sa santé; aussi, lorsque l'épidémie vint l'atteindre, il n'eut plus de forces pour résister à la violence du mal, et expira à Antibes, le 9 janvier 1800. Dans son agonie, qui fut assez longue, il ne parlait que des besoins de son armée et du salut de la France, et ses dernières paroles furent l'expression du regret de ne pas mourir sur le champ de bataille. (*Moniteur, annales du temps.*)

LA CHAPELLE DE BELLEGARDE (N....), fut créé brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1784, et promu au grade de *maréchal-de-camp,* le 9 mars 1788. (*Etats militaires.*)

DE CHAPELLE (Pierre-Joseph), *marquis de Jumilhac, lieutenant-général,* naquit le 6 mars 1692. Il entra aux mousquetaires en 1713, et y devint cornette de la 2e compagnie, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, par brevet et commission du 28 avril 1719. Il fit la campagne de cette dernière année en qualité d'aide-de-camp; se trouva aux siéges et prises de Fontarabie, de Saint-Sébastien, d'Urgel et au siége de Roses. Il devint premier cornette de sa compagnie, le 19 décembre de la même année; deuxième enseigne, le 25 septembre 1722; premier enseigne, le 25 janvier 1726; deuxième sous-lieutenant, le 20 novembre 1727, et premier lieutenant, le 4 janvier 1729. Il fut créé brigadier, le 1er août 1734; nommé capitaine de la première compagnie des mousquetaires, le 21 mai 1738, et promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1740. Il suivit le roi pendant les campagnes de ce temps; se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres et de Fribourg, en 1744; au siége de Tournay; à la bataille de Fontenoy et au siége d'Oudenarde, en 1745. Créé lieutenant-général, le 1er mai de cette dernière année, il ne fut déclaré tel qu'au mois d'octobre suivant, et se trouva en cette qualité à la bataille de Lawfeld, en 1747. On lui donna le gouvernement de Philippeville, par provisions du 29 juin 1759. La date de

cinq autres retranchements, et fit brûler plus de 400 maisons, un village, deux châteaux et plusieurs moulins : cette expédition se fit en moins de six heures. Il accompagna, vers le même temps, le maréchal d'Humières dans le pays de Waars et jusqu'aux portes de Gand. Le maréchal et lui y forcèrent deux retranchements, trois petits forts, et brûlèrent plus de 1200 maisons. En 1676, il contribua à la prise des châteaux des Escaussiennes. Il servit au siége de Condé, où il fut blessé en montant la tranchée, le 22 avril. Pendant ce siége, les ennemis ayant menacé Oudenarde, le marquis de Chamilly vint s'enfermer dans cette place, afin de pourvoir à sa défense. On réforma son régiment de cavalerie, le 27 octobre de cette dernière année. Il resta à Oudenarde pendant la campagne de 1677. Employé à l'armée de Flandre, en 1678, il fut blessé d'un coup de canon au siége de Gand, que le roi prit le 9 mars ; et reçut une blessure à la tête au siége d'Ypres, qui se rendit le 25 du même mois. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 28 juin. Oudenarde ayant été rendu, à la paix, le marquis de Chamilly obtint le gouvernement de Fribourg, par provisions du 26 février 1679. Il eut le gouvernement de Strasbourg, par provisions du 23 octobre 1681 ; et le commandement en chef dans la Basse-Alsace, avec le commandement dans toute l'Alsace, en l'absence du gouverneur, par commission du 27 décembre suivant. Il se trouva à une des attaques de Kocheim, le 26 août 1689. On l'employa, en 1691, à l'armée d'Allemagne, qui se tint sur la défensive. Il fut employé dans la même armée, en 1692, et commanda l'aile gauche au combat de Pfortzheim, le 17 septembre. Il leva une compagnie franche d'infanterie de 100 hommes, pour tenir garnison à Strasbourg, par commission du 28 octobre. Il commanda, en 1693, l'attaque d'Heidelberg. Les assiégés, poussés et enveloppés par les batteries, abandonnèrent en plein jour la tête du faubourg. Le marquis de Chamilly s'avança pour l'occuper ; entra par le rempart ; fit ouvrir la porte de ce faubourg, et poursuivit les ennemis jusqu'à la porte de la ville, que les assiégés fermèrent, laissant en dehors 500 des leurs,

lière, en repassant par tous les grades, jusqu'à ce qu'il fût parvenu au commandement de quatre escadrons. La révolution française vint l'arrêter dans cette carrière. En 1791, il fut nommé l'un des premiers lieutenants-colonels de la garde de S. M. Louis XVI. Après la journée du 10 août 1792, et le licenciement de cette garde fidèle, le marquis de Jumilhac fut arrêté, au Havre, par ordre de la commune de Paris, qui l'avait signalé, comme dangereux au parti révolutionnaire; et il ne dut qu'à une espèce de miracle d'être rendu à la liberté, et d'échapper au massacre des prisons. Il passa en Angleterre, et entra au service de cette puissance, dans le régiment d'Hervilly, dit *Royal-Louis*. Il fut fait capitaine-major de ce régiment, instruisit et forma aux manœuvres les soldats qui le composaient, et fit partie de l'expédition de Quiberon. A l'affaire qui eut lieu, le 6 juin 1795, il fut blessé de deux coups de feu, dont l'un lui perça le bras gauche et l'autre lui traversa le corps. Le jour de la défaite totale de l'armée expéditionnaire, il ne parvint à échapper à une mort certaine, qu'en se jetant à la mer, et en gagnant à la nage les vaisseaux anglais, à bord desquels il se réfugia. S. A. R. MONSIEUR, comte d'Artois, le décora alors de la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et lui demanda un rapport sur la malheureuse expédition de Quiberon (1). Il resta hors de France jusqu'après le 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), et revint alors dans sa patrie, où il passa huit années dans les travaux paisibles de la campagne. Il monta une ferme expérimentale dans un pays qui paraissait peu susceptible d'un pareil établissement; et déjà il pouvait compter sur de grands succès, lorsqu'un incendie vint détruire toutes ses espérances, en dévorant le plus vaste et le plus important de ses bâtiments d'exploitation (2). Cet événement fu-

---

(1) Ce rapport fut imprimé dans le temps, sous le nom d'*un officier français à bord de la Pomone*. Le marquis de Jumilhac n'avait pas voulu y mettre son nom, afin de ne pas compromettre ceux de ses parents qui étaient restés en France.

(2) Le marquis de Jumilhac présenta à la société d'agriculture un mé-

(*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 113; *Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique du Père Griffet, Histoire militaire de M. de Quincy, le Président Hénault, Bauclas, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine; Biographie universelle, ancienne et moderne.*)

BOUTON (François), *comte de Chamilly, lieutenant-général,* fils de Ehrard Bouton, qui précède, naquit le 10 avril 1663. Il fut fait enseigne de la colonelle du régiment du Roi, le 3 janvier 1680, et obtint, par provisions du 14 février suivant, le régiment d'infanterie de Bourgogne, sur la démission du marquis de Chamilly, son oncle. Il commanda ce régiment au siége et à la prise de Luxembourg, en 1684; à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, en 1690; au siége et à la prise de Villefranche, de Montalban, de Sant-Ospicio, de Veillane, de Carmagnole, et du château de Montmélian, en 1691. Il servit à la même armée, en 1692. Créé brigadier, par brevet du 30 mars 1693, il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous les maréchaux de Lorges et de Joyeuse, la même année et en 1694. On le créa inspecteur-général de l'infanterie, par commission du 21 décembre de cette dernière année. Il marcha, l'année suivante, à l'armée d'Italie, où on ne fit aucune expédition. Il se trouva, en 1696, au siége de Valence; et servit à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1697. Nommé ambassadeur en Danemark, le 16 décembre, il se démit, au mois d'avril 1698, de son inspection et du régiment de Bourgogne; arriva en Dane-

belle défense de Graves, Louis XIV permit qu'il lui demandât une grâce. « Sire, lui dit Chamilly, je vous prie de m'accorder celle de » mon colonel, qui est à la Bastille. » — « Et qui peut être votre colonel? » lui repartit le roi avec surprise. — « C'est M. de Briquematte. J'ai eu » autrefois une compagnie dans son régiment; il m'a formé dans l'art de » la guerre, et je ne pourrais sans ingratitude oublier ce service. » Le roi accorda la grâce demandée.

eurent recommencé; et quand l'armée revint à Leipsick, il lui fit le versement de tous les détachements placés sous ses ordres. Il suivit ensuite le mouvement de retraite, et arriva à Mayence, le 1er novembre 1813. Il était destiné à prendre le commandement d'une brigade de cavalerie légère, forte de 3 régiments; mais la place de Mayence ayant été bloquée, le 1er janvier 1814, le général Morand, qui commandait dans cette forteresse, donna au marquis de Jumilhac le commandement d'une faible brigade d'infanterie. Après la rentrée du roi en France, la place de Mayence fut évacuée, en mai 1814; et le marquis de Jumilhac se rendit alors à Paris, où S. M. daigna le récompenser de ses anciens services, en l'élevant au grade de lieutenant-général. A la première nouvelle de l'invasion de Napoléon Buonaparte en France, en mars 1815, le maréchal Soult, alors ministre de la guerre, envoya le marquis de Jumilhac à Lyon, pour y rejoindre S. A. R. Monsieur. Il revint bientôt à Paris, à la suite de ce prince; et le duc de Feltre, qui avait remplacé au ministère le maréchal Soult, lui donna une preuve de la haute confiance qu'il avait en lui, en l'envoyant, le 16 mars, prendre le commandement de la 16e division militaire (département du Nord). Le marquis de Jumilhac était porteur d'ordres secrets et importants; mais la rapidité des événements ne lui permit pas de les exécuter. Après le passage du roi à Lille, et conformément aux intentions clairement manifestées par S. M., le marquis de Jumilhac se rendit à Paris, où, pendant l'interrègne, il vécut ignoré, n'ayant de rapports qu'avec ceux qui, comme lui, attendaient le moment favorable pour servir de nouveau la cause des Bourbons. Après les *cent jours*, il fut placé par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, alors ministre de la guerre, en tête du tableau des inspecteurs de cavalerie. Le duc de Feltre étant rentré à ce même ministère, à la fin de 1815, donna au marquis de Jumilhac le commandement de la 16e division militaire Ce gouvernement était l'un des plus importants de la France, surtout à une époque où il fallait s'occuper, jusqu'à la conclusion des traités de paix avec les puissances alliées, de la défense

lonel dans le même corps, le 20 juillet 1812, et eut, en cette dernière qualité, le commandement du 14e régiment de cette arme, le 1er février 1814. On le créa maréchal-de-camp, le 17 mars de la même année. Le général Bouvard a fait, dans les divers grades ci-dessus indiqués, les campagnes de 1792, 1793, 1794, 1795 et 1796, aux armées de la Vendée et de l'Ouest; celles de 1797 à 1805, inclusivement, à l'armée d'Italie; celles de 1806, 1807, et du commencement de 1808, à l'armée de Naples; celles de la fin de 1808 et de 1809 jusqu'en 1813, à l'armée d'Espagne; et enfin, celle de 1814, en France. Il fut fait prisonnier de guerre par les Autrichiens, le 1er mai 1799, et rendu à la liberté, le 1er mars 1801. Il reçut une balle dans l'épaule droite à l'affaire du 31 août 1813, sur la montagne de Saint-Martial, près d'Irun, en Espagne. Il a été créé membre de la Légion-d'Honneur, le 19 juin 1805; officier du même ordre, le 17 janvier 1815, et chevalier de Saint-Louis, le 17 septembre 1814. On le trouve classé dans le tableau des maréchaux-de-camp disponibles en 1821. (*Etats de services*, *Moniteur, Etats militaires*.)

BOUVET DE LOZIER (A. H., *comte*), *maréchal-de-camp*, né à Paris en 1769, servit d'abord dans l'infanterie, et émigra au commencement de la révolution française. Après avoir fait quelques campagnes dans l'armée du prince de Condé, il se retira en Angleterre. Son dévouement au service de la maison de Bourbon, détermina les princes à l'envoyer en France avec le grade d'adjudant-général dans l'armée royale. En 1804, il vint à Paris pour y concourir à l'exécution du plan de George Cadoudal et de Pichegru, et fut arrêté lors de la découverte de ce plan, dont l'objet était le renversement du gouvernement consulaire. Il fit au grand-juge, ministre de la justice, une déclaration qui fut rendue publique, et dans laquelle il reconnaissait le but de la conspiration et la participation qu'il y avait eue. Condamné à mort, il obtint sa grâce, à la sollicitation de madame Murat, sœur de Buonaparte; fut détenu pendant 4 ans au château de Bouillon, et ensuite déporté. La maison

1792, à l'avant-garde du corps d'armée commandé par M. le duc de Bourbon. Licencié après cette campagne, il joignit, en 1794, l'armée du prince de Condé, où il servit en qualité de chasseur noble dans la compagnie portant le n° 3. En 1796, le prince de Condé le nomma porte-drapeau du corps noble. Il fut grièvement blessé, à l'affaire d'Ober-Kamlach, et n'en conserva pas moins son drapeau, tant qu'il lui resta assez de force pour le soutenir. Il reçut, la même année, de S. M. Louis XVIII le brevet de lieutenant-colonel, à prendre rang de 1791. Les suites de sa blessure le tinrent éloigné du service jusqu'en 1798, époque à laquelle il fut promu au grade de lieutenant dans la compagnie n° 6 du corps des chasseurs nobles. Il passa alors au service de Russie, où il conduisit, la même année, un dépôt de troupes de l'armée de Condé. En 1801, l'armée du prince de Condé fut licenciée, et le prince donna avis à tous les officiers pour lesquels il avait demandé des grades militaires, que S. M. Louis XVIII les avait accordés. Le comte de Chappedelaine, se trouvant dans ce cas, prit rang de colonel, à partir de cette époque. Il fut créé maréchal-de-camp, en 1814, et mourut à Saint-Meen, département d'Ile-et-Vilaine, le 3 juin 1819. (*Brevets et états militaires.*)

LA CHARCE, *voyez* LA TOUR DU PIN.

DE CHARIOL, *voyez* DE BOUILLÉ.

CHARLET (Étienne), *général de division*, né à Dijon (Bourgogne), entra au service comme dragon dans le régiment du Roi, en 1773. Il passa, le 7 février 1774, dans le régiment de Penthièvre infanterie, où il fut fait caporal le 21 mars 1775, et sergent, le 26 mars 1776. Il s'embarqua avec ce régiment pour l'Amérique, où il fit les campagnes de 1780 à 1783, inclusivement (1), et obtint son

(1) Charlet était embarqué avec une partie de son régiment à bord du vaisseau *le Terrible*, lorsque, le 5 septembre 1782, il reçut l'ordre de

congé absolu, en 1786. Nommé lieutenant de la gendarmerie nationale du département de Paris, le 19 juin 1791, il en remplit les fonctions jusqu'au 13 juin 1792, et passa capitaine dans la légion des Pyrénées, le 16 septembre suivant. Il fut fait général de brigade provisoire, en 1793, et obtint le grade de général de division, le 23 décembre de la même année. Il commanda en cette dernière qualité un

---

passer à bord du vaisseau *la Flore*, et de conduire à l'hôpital de Sainte-Marie, en Espagne, 100 hommes, et plus, attaqués de maladies pestilentielles. Le capitaine qui commandait ce navire, ne connaissant pas les attérages, prit un pilote-côtier espagnol; mais celui-ci, par son impéritie, laissa toucher le bâtiment sur la barre de la rivière, en vue de Cadix. *La Flore*, engagée dans les rochers dont cette barre est hérissée, fit bientôt eau de toutes parts. L'équipage, saisi d'effroi, et dont une partie était attaquée du scorbut, ne luttait qu'avec peine et sans courage contre une mort qu'il croyait certaine. Deux lieues de distance séparaient le bâtiment du port de Cadix, et personne n'osait tenter de se jeter à la mer pour faire ce trajet à la nage. Charlet, moins sensible à son propre malheur qu'à celui de ses compagnons, conservait un sang-froid et une présence d'esprit qui lui firent concevoir un moyen de salut. Il proposa de prendre avec lui quelques hommes, de s'élancer dans un canot, et d'aller à force de rames chercher des secours auprès des bâtiments qui étaient dans le port de Cadix. L'imminence du péril attaché à cet acte de dévouement glaça tous les cœurs, et personne ne voulut seconder les généreux efforts que Charlet se proposait de faire. En vain il insiste, il sollicite; toujours ses instances sont accueillies par les refus les plus obstinés. Il a recours alors à la force, et oblige trois matelots de descendre avec lui dans le canot. Sur cette frêle embarcation, il brave la fureur des flots, aide et encourage par son exemple les matelots, et parvient enfin, à travers mille périls, à aborder la côte. Là, et sur sa demande, des secours sont fournis par les habitants, et Charlet les conduit lui-même au vaisseau naufragé. Il y trouve l'équipage livré au plus affreux désespoir, et implorant à grands cris les secours du ciel. A peine eût-il mis en sûreté tous les hommes qui se trouvaient à bord de *la Flore*, que ce bâtiment se brisa sur les rochers. Charlet rentra à Cadix avec tous ses compagnons; mais les fatigues qu'il avait essuyées dans cette journée lui occasionèrent une forte maladie, qui dura deux mois, et mit sa vie en danger. Le trait d'humanité et de courage que nous venons de citer a été certifié, avec tous ces détails, par le chevalier de Mijon, alors colonel du régiment de Penthièvre, et il a été consigné dans un procès-verbal authentique, ainsi que dans des attestations dignes de foi.

corps de 10,000 hommes, chargé d'observer les mouvements de l'ennemi pendant le blocus de Bellegarde, en 1794. Employé à l'armée des Pyrénées-Orientales, sous les ordres du général Pérignon, en 1795, il contribua au passage de la Fluvia, le 1er mars, en débouchant sur Bezala, à la gauche des Espagnols, avec 5000 hommes d'infanterie et 300 chevaux. S'étant porté rapidement sur Banolas, il se trouva bientôt à la hauteur du centre de l'armée espagnole, et prit une position très-avantageuse, en avant du village de Sernia. Une colonne ennemie, supérieure en nombre à la sienne, s'étant avancée pour l'attaquer, il se retrancha en toute hâte dans la position qu'il avait prise. Le général espagnol O'Farill jugeant qu'il lui serait impossible de débusquer les Français, manœuvra pour les attirer sur un terrain moins désavantageux, et battit en retraite. Charlet, trompé par cette manœuvre, et obligé d'ailleurs de céder à l'impatience de ses soldats, qui s'indignaient de laisser échapper ainsi les Espagnols, Charlet, disons-nous, marcha à l'ennemi. Sur ces entrefaites, le général espagnol, ayant reçu un renfort de 1500 hommes, rangea ses troupes en bataille dans la plaine; et bientôt l'action la plus meurtrière s'engagea par une fusillade à demi-portée. Les Français y firent des prodiges de valeur : mais ce fut en vain qu'ils essayèrent de rompre à la baïonnette les rangs des Espagnols. Après de longs et inutiles efforts, Charlet, voyant son flanc gauche menacé par la cavalerie espagnole, qui manœuvrait pour le tourner, ordonna la retraite, et revint prendre position dans les bois de Sernia. Le lendemain, il évacua Bezala et repassa la Fluvia. Le 24 avril suivant, en exécution d'un ordre du général Pérignon, il passa de nouveau cette rivière du côté d'Orfans, entre Bezala et Bascara. Ce passage avait eu lieu sans aucun obstacle de la part de l'ennemi; mais lorsque Charlet se préparait à avancer, une division espagnole, descendue du camp d'Oriole, vint lui barrer le chemin, et engagea un combat, que les Français soutinrent avec leur valeur accoutumée. Cependant ils furent obligés de céder à des forces très-supérieures; et Charlet re-

BOYER (Pierre-François-Xavier), *général de division* du 16 février 1814. (*Etats militaires.*)

BOYER DE CREMILLES (Louis-Hyacinthe), *lieutenant-général* né le 10 décembre 1700, entra cadet au régiment des gardes-françaises, en 1717; y servit pendant deux ans, et obtint, le 16 mars 1719, une compagnie dans le régiment de dragons de Goesbriant (depuis Condé), à la tête de laquelle il fit la campagne d'Espagne. Il commanda sa compagnie au camp de la Sambre, en 1727, et au siége de Kehl, en 1733. Nommé maréchal-général-des-logis des camps et armées du roi, sur la démission de M. de Mortières, par provisions du 6 février 1734, il n'en remplit point de suite les fonctions, et continua de servir avec sa compagnie au siége de Philisbourg, la même année. Après la prise de cette place, il obtint du maréchal d'Asfeld la permission d'exercer l'emploi d'aide-maréchal-des-logis à la place de M. de Comerfort, qui avait quitté cette fonction lors de la mort du maréchal de Berwick. Il continua de remplir les mêmes fonctions à l'armée du Rhin, en 1735; obtint, le 26 novembre, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de dragons, et se démit de sa compagnie. La guerre étant finie, il demanda, en 1737, la permission d'aller reconnaître la frontière des Pays-Bas, et l'obtint au commencement de 1740. Il employa cette année et une partie de celle de 1741, à la reconnaissance de la frontière entre Dunkerque et la Meuse. Ayant été nommé pour servir en qualité d'aide-maréchal-des-logis de l'armée du Bas-Rhin, par ordre du 1[er] août 1741, il se rendit à la cour, et fut chargé d'aller reconnaître et de diriger la marche de la 1[re] division de l'armée depuis Givet jusqu'à Neuss près du Rhin. Il concourut ensuite à la distribution des quartiers d'hiver, conformément aux vues militaires et politiques qui assurèrent le succès qu'on s'en était promis. Il passa l'hiver au quartier-général d'Udingen. Lorsque cette armée reçut, au mois d'août 1742, l'ordre de se rendre de Westphalie sur les frontières de Bohême, le sieur de Cremilles fut chargé d'aller reconnaître et de diriger la route qu'elle avait à tenir pour s'y rendre. Il prit de si justes

Charlet eut la gloire de contribuer pour beaucoup aux succès qui la couronnèrent. Il continua de servir à l'armée d'Italie, où il se distingua en plusieurs occasions. Il y mourut, le 27 novembre 1795, des suites d'une blessure qu'il avait reçue en combattant, le 23 du même mois. (*Brevets et états militaires, annales du temps.*)

DE CHAROST, *voyez* DE BÉTHUNE.

CHARETTE DE LA CONTRIE (François-Athanase), *généralissime des armées vendéennes*, naquit à Couffé, près de la ville d'Ancenis, en Bretagne, le 27 avril 1763. Après avoir fait ses études à Angers, il entra dans la marine, à l'âge de 16 ans, et s'y conduisit très-honorablement. Il avait obtenu le grade de lieutenant de vaisseau, lorsque la révolution française éclata en 1789. Il émigra, en 1791, et alla joindre à Coblentz les princes, frères de Louis XVI. Une perte considérable qu'il fit au jeu l'ayant déterminé à rentrer en France(1), il fut nommé chef de la garde nationale de son arrondissement. Il se trouva, à Paris, à la journée du 10 août, et essaya de pénétrer dans le château des Tuileries pour défendre le roi. Il retourna ensuite dans le Poitou, où il s'établit dans son château de Fonteclause, à deux lieues de Machecoul. Il menait une vie tranquille, et même frivole et insouciante, lorsqu'à l'époque de l'insurrection générale des Vendéens, en 1793, il fut nommé chef de son canton. Entraîné ainsi, et presque malgré lui, à prendre les armes, il se mit à la tête des insurgés, et s'empara d'abord du petit port de Pornic, à douze lieues de Nantes. Le 20 juin, il prit la ville de Machecoul, où les patriotes perdirent 14 canons, 12 milliers de poudre, 1500 hommes tués et 500 faits prisonniers. Après avoir réuni, à Légé, toutes les divisions vendéennes du Bas-Poitou, il concourut, avec les autres chefs royalistes, au siége et à l'attaque de Nantes, le 28 juin. Les Vendéens furent repoussés avec perte,

(1) *Dictionnaire universel*, par Chaudon et Delandine (tom. IV, pag. 272). *Biographie des hommes vivants* (tom. Ier, pag. 266).

encore qui, après leur avoir coupé les vivres de toutes parts, les enferma à Dettingen, où ils étaient sur le point d'être détruits sans combattre, lorsqu'une circonstance particulière fit échouer une combinaison si bien concertée, et amena une bataille, dans laquelle le sieur de Crémilles seconda le général avec tant de valeur, de zèle et d'intelligence pour rétablir l'ordre, que les ennemis victorieux n'osèrent faire aucun mouvement pendant la retraite de l'armée. Le roi, en considération de la distinction des services rendus par le sieur de Crémilles dans cette journée (27 juin), lui accorda, par une promotion particulière, le grade de brigadier, dont le brevet lui fut expédié le 2 juillet. Le retour de l'armée de Bavière en Alsace détermina M. le maréchal de Noailles à repasser le Rhin, que l'armée anglaise franchit quelque temps après. Les dispositions journalières et les mouvements de l'armée furent si sages et si bien concertées, que, malgré la supériorité des ennemis, non-seulement les Français ne furent entamés nulle part, mais qu'encore la Basse-Alsace et la Lorraine furent mises à couvert de l'invasion dont elles semblaient menacées. Le sieur de Crémilles fut nommé maréchal-général-des-logis de l'armée du roi, par ordre du 1er avril 1744. Les siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes; la marche d'une partie des troupes de l'armée de Flandre en Alsace; les dispositions pour le passage du Rhin; les siéges des villes et château de Fribourg, lui fournirent l'occasion de montrer, sous les yeux du roi même, la supériorité de ses talents, et lui méritèrent le grade de maréchal-de-camp, que S. M. déclara, au mois de novembre, lui avoir accordé par brevet du 2 mai précédent. Maréchal-général-des-logis de l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du maréchal de Maillebois, par ordre du 1er novembre, et employé à cette armée comme maréchal-de-camp, par lettres du 1er décembre, il concourut, sous les ordres du même maréchal, à faire prendre des quartiers d'hiver sur le Rhin, sur le Mein et sur la Lahn. Après l'établissement de ces quartiers, il se rendit, par ordre du roi, à la cour, pour les dispositions relatives à la campagne suivante; mais ayant appris, au mois de

viron 40,000 combattants, qui demandaient à grands cris d'être conduits à l'ennemi. Cédant à ce vœu, Charette se mit en marche, le 19 octobre; se dirigea contre une colonne républicaine qui, sous les ordres de Kléber, menaçait d'envahir Mortagne, et rangea sa troupe en bataille, entre Tiffauges et Cholet, faisant face à Torfou. Déjà il se préparait à charger les républicains qu'il avait devant lui, lorsque Kléber, cédant à l'ardeur qui animait aussi ses soldats, commence lui-même l'attaque. A peine l'action est-elle engagée, que les Vendéens plient : mais, ramenés au feu par leurs intrépides chefs, ils reprennent vigoureusement l'offensive, enfoncent les bataillons des patriotes, et les mènent battant pendant six lieues. La journée de Torfou coûta aux républicains 3000 hommes tués, un plus grand nombre de blessés, et presque toute leur artillerie : les royalistes y perdirent environ 1000 des leurs. Après cette affaire glorieuse pour les armées vendéennes, Charette et Bonchamp résolurent d'attaquer la colonne républicaine, aux ordres de Beysser, entrée, comme on l'a vu plus haut, à Montaigu. L'armée royaliste se mit en mouvement, le 21 septembre, et marcha sur deux colonnes, celle de Charette par la route de Clisson, et celle de Bonchamp par Boussay. Beysser est surpris par cette dernière, et la victoire, long-temps disputée, semblait assurée à Bonchamp; mais, la non-apparition de la colonne de Charette faisant supposer aux Vendéens combattants qu'ils étaient trahis par ce chef, le découragement se mit parmi eux. Le général Canclaux, qui était accouru au secours de Beysser, profita de ce moment d'hésitation pour charger les royalistes, qui bientôt cherchèrent leur salut dans une prompte fuite. Par des motifs qu'il ne nous est pas possible d'expliquer, Charette, au lieu de seconder Bonchamp dans son attaque contre Montaigu, s'était réuni à Lescure, et tous deux avaient marché contre le 3e corps de l'armée républicaine, qui se trouvait alors à Saint Fulgent, sous le commandement du général Mieskouski. Arrivé en vue des ennemis, le 23 septembre, une heure avant le coucher du soleil, Charette ordonne l'attaque. Il est d'abord repoussé; mais,

des troupes qui firent le siége de Berg-Op-Zoom, dont la prise termina la campagne. Maréchal-général-des-logis de l'armée du roi, par ordre du 1er avril 1748, il conçut le projet de la prise de Maestricht, et fit seul toutes les dispositions nécessaires pour l'investissement de cette place. Ce projet, et son exécution à la vue d'une puissante armée ennemie, furent regardés, par les plus habiles militaires, comme une des plus savantes opérations dont il soit fait mention dans l'histoire, et méritèrent à M. de Crémilles le grade de lieutenant-général, que le roi lui accorda aussitôt après la prise de cette place : le pouvoir est du 10 mai, et les lettres de service en cette qualité sont du même jour. La paix s'étant faite dans ce temps-là, le sieur de Crémilles dirigea toutes les opérations relatives à l'évacuation des Pays-Bas. Il se rendit ensuite à la cour, et continua de jouir de la confiance des ministres de la guerre, qui le consultèrent dans les affaires les plus difficiles, et reconnurent dans toutes les occasions la sagesse de ses conseils. Il commanda le camp de Beaucaire, en Languedoc, par lettres du 13 juin 1753. On mit sous ses ordres, par autres lettres du 30 avril 1754, les 20 bataillons qui furent employés, en 1754 et 1755, aux travaux du canal nécessaire pour la jonction de la Lys avec l'Aa. Le roi lui donna le commandement de la province d'Artois, en l'absence du gouverneur-général de la province et du marquis de Céberet, par commission du 1er janvier 1755. Il fut employé, en qualité de lieutenant-général, sur les côtes de l'Océan, par lettres du 31 décembre de la même année. On lui donna le gouvernement d'Aire, avec le commandement de l'Artois, à la mort du marquis de Céberet, par provisions du 7 mai 1756, et on lui accorda les honneurs de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par lettres du 5 février 1757. Chargé d'une commission importante à l'armée d'Allemagne, il y fut employé, en sa qualité de lieutenant-général, par lettres du 1er octobre 1757, et y demeura jusqu'au mois d'avril 1758, époque à laquelle le maréchal de Belle-Isle, nommé depuis peu secrétaire-d'état de la guerre, ayant demandé au roi quelqu'un pour concourir avec lui à tous les détails d'une aussi grande

cains pénétrèrent dans le bourg de Bouin; et Charette, cerné de toutes parts, se trouva dans une position désespérée. Il trouva cependant un moyen de s'échapper, à l'aide des habitants de l'île, et conduisit sa troupe d'abord à Châteauneuf, et de là à Tourvois. Il avait perdu dans cette affaire 6 pièces de canon, ses bagages, tous ses chevaux, et environ 700 hommes tués ou blessés. Le lendemain, s'étant réuni au chef Joly, il voulut attaquer la petite ville de Légé, défendue par 3000 hommes, sous les ordres de l'adjudant-général Guillaume; mais, après un combat de cinq heures, il fut obligé de se retirer, dans la crainte d'être coupé par une colonne venant de Palluau. La grande armée vendéenne d'outre-Loire venait d'éprouver une défaite des plus complètes, au Mans, le 11 décembre. Charette, qui était resté dans la Basse-Vendée, attaqua, le 23 du même mois, les républicains campés aux Quatre-Chemins, sur la route de la Rochelle à Nantes. Il força leur camp, et fit éprouver une grande perte aux patriotes, qui se retirèrent en désordre sur Montaigu, après avoir abandonné aux vainqueurs une pièce de canon, 2 caissons, des munitions, beaucoup de vivres, d'effets de campement, d'habillement et d'équipement (1). Après la dispersion des débris de l'armée royaliste, à Savenay, le comité de salut public, considérant Charette comme le seul chef vendéen qu'il fût important de réduire, avait ordonné aux généraux républicains, commandant dans l'Ouest, de concentrer rapidement leurs forces sur le pays de la Basse-Vendée, et d'y attaquer et poursuivre à outrance tout ce qui s'opposerait

---

(1) Les cavaliers de Charette massacrèrent une grande partie des fuyards depuis le camp jusqu'au-delà de Saint-Fulgent. Charette n'était point dans l'habitude de faire des prisonniers, et faisait fusiller tous les soldats qui tombaient entre ses mains, ainsi que les paysans qui trahissaient la cause royale. Bouvier-Desmortiers, son historien, lui fait tenir le langage suivant : « Les républicains tuent mes soldats, égorgent les » vieillards, les femmes et les enfants; je ne veux faire grâce qu'à ceux » qui se rangeront de mon côté, et encore ce ne sera que quand je me » serai assuré de leur fidélité. »

inclusivement, aux armées de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, et du Rhin. Employé à l'armée d'Italie en 1797, il fut blessé d'un coup de feu à la jambe droite au passage du Tagliamento, le 16 mars, et obtint le grade de capitaine, le 25 du même mois. En 1798 et 1799, il servit aux armées d'Angleterre et du Rhin. Il eut le rang de chef de bataillon, le 30 juillet de cette dernière année, et fut nommé chef de bataillon titulaire au 43ᵉ régiment d'infanterie, le 23 octobre suivant. Il fit la campagne d'Italie en 1800. Ayant été désigné par le général en chef pour commander un des bataillons de grenadiers de l'armée, il se trouva au passage du Tésin; s'élança à la tête de son corps dans un gué profond, où plusieurs de ses soldats se noyèrent; aborda d'abord dans une petite île; y fit bon nombre de prisonniers, et parvint ensuite à traverser entièrement la rivière, dont la rive opposée était garnie par une ligne autrichienne, qui faisait pleuvoir sur les attaquants une grêle de balles et de mitraille. Il déploya sa troupe sur cette rive, et favorisa par ce mouvement hardi le passage de toute l'armée. Le 25 décembre de la même année, il se trouva au passage du Mincio. Un corps de grenadiers hongrois occupait le village de Pozzolo, et menaçait de déboucher sur le flanc de la division du général Dupont. Le succès de l'opération dépendait de la prise de ce village. Le chef de bataillon Boyer ayant reçu ordre de l'attaquer, marcha deux fois pour s'en emparer, mais deux fois son bataillon fut repoussé. Il voulait tenter un dernier effort, lorsque ses soldats, rebutés, refusèrent de marcher. Un seul grenadier sort des rangs, apostrophe ses camarades en termes très-énergiques, et s'adressant au chef de bataillon : « Marchons nous deux, mon commandant, puisqu'ils ne veulent pas avancer; nous enlèverons bien le village sans eux. » Cette saillie militaire produisit le meilleur effet sur la troupe, et le commandant Boyer, se hâtant de profiter des bonnes dispositions des soldats, se précipite sur l'ennemi; enlève le village; y fait quelques prisonniers et s'empare de plusieurs drapeaux: il eut la cuisse traversée d'une balle. Il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur en 1804; chef de bataillon aux chasseurs à

pied de la garde impériale, le 30 août 1805; officier de la Légion-d'Honneur, en mars 1806, et major des vélites-chasseurs à pied dans la même garde, le 1er mai suivant. Désigné en 1807 pour servir à la grande-armée, on lui donna le commandement du 1er régiment de fusiliers de la garde. On l'envoya en Poméranie avec ce corps qui venait d'être formé, et qui devait concourir au blocus de Colberg. Le fort de Naugarten, espèce de poste avancé, situé au milieu de vastes marais et n'ayant qu'une seule entrée, gênait beaucoup les approches de Colberg. Déjà une brigade italienne, qui avait tenté de s'emparer de ce fort, avait été repoussée avec perte, lorsqu'on envoya le régiment de fusiliers commandé par Boyer pour l'enlever. Trois pièces de canon battaient le chemin creux qu'il fallait suivre pour s'en approcher. Boyer avait chargé un de ses bataillons d'attaquer le fort, pendant qu'avec un autre bataillon il observait la route de Colberg; mais voyant que l'attaque languissait, il donne ordre aux premières compagnies de se charger de fagots, de planches, etc.; s'arme lui-même d'un madrier; fait battre la charge; se précipite dans le chemin creux où la mitraille ne peut arrêter l'élan de ses soldats; arrive au fossé; le fait combler en un instant, et s'élance un des premiers sur le rempart, où bientôt toute sa troupe l'a suivi. L'ennemi, déconcerté par cette brusque attaque, ne résiste plus; le fort est pris; 300 soldats, plusieurs officiers supérieurs, 3 pièces de canon et quelques drapeaux tombent au pouvoir du commandant Boyer. L'ennemi perdit aussi plusieurs centaines d'hommes tués dans cette occasion. Employé à l'armée d'Allemagne en 1809, il délivra la ville de Marbourg d'un corps de partisans qui s'en était emparé. On le nomma général de brigade, en juin de la même année; commandeur de la Légion-d'Honneur, le 21 septembre suivant, et adjudant-général de la garde impériale, en décembre 1811. Il fit la campagne et la retraite de Russie en 1812, et reçut un coup de feu au poignet droit à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre. Il fit aussi la campagne de 1813 en Saxe; devint chevalier de la Couronne de fer, le 13 août; fut blessé d'un coup de feu

au ventre à la bataille de Dresde, le 26 du même mois, et obtint le grade de général de division, le 20 novembre suivant. Pendant la campagne de 1814, en France, il continua à se distinguer. Le 22 février, il attaqua à Mery plusieurs divisions des corps des généraux Blucher, Sacken et Jorck, qui avaient passé l'Aube pour rejoindre à Troyes l'armée du prince de Schwartzemberg; poussa l'ennemi au pas de charge; le culbuta, et s'empara de la ville, que les alliés incendièrent avant de l'évacuer. Il se trouva, le 7 mars, à la bataille de Craoné; y fit des prodiges de valeur, et reçut deux fortes contusions, l'une d'un boulet qui l'atteignit à la cuisse gauche, l'autre d'un biscaïen qui le frappa à la poitrine. Le roi le nomma chevalier de Saint-Louis, le 15 octobre de la même année. Le baron Boyer de Rebeval était encore classé parmi les lieutenants-généraux disponibles en 1820. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DU BOYS (N...), *maréchal-de-camp* du 21 septembre 1788. (*Etats militaires.*)

BOYVIN DE LA MARTINIÈRE (N...., *baron*), *général de brigade d'artillerie.* (*Etats militaires.*)

DE BOZELLY (Scipion, *comte*), *lieutenant-général* du 1er mars 1788. (*Chronologie militaire, tom. V, pag. 200.*)

DE BRACHET (N...., *chevalier*), *maréchal-de-camp,* fut fait sous-aide-major des gardes-du-corps, le 12 janvier 1764; mestre-de-camp, en 1770, et sous-lieutenant des gardes-du-corps, le 1er janvier 1776. Il obtint le brevet de lieutenant, le 1er janvier 17....; fut fait brigadier de cavalerie, le 5 décembre 1781, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il était encore inscrit dans le tableau des officiers-généraux en activité en 1792; mais on ignore ce qu'il est devenu depuis cette dernière époque. (*Etats militaires.*)

DE BRAM (Jean), *baron de Lordat, maréchal-de-camp* du 10 mars 1641. (*Chronologie militaire, tom. VI, p. 159.*)

cation, au moins partielle. Ils se déterminèrent à s'adresser de préférence à Charette, auquel ils firent faire des propositions par mademoiselle de La Gascherie, sa sœur, qui consentit à se rendre conciliatrice entre les deux partis. Les conditions offertes par les commissaires conventionnels ayant paru satisfaisantes à Charette, il se rendit à la Jaunais, le 15 février 1795, à la tête de son état-major. Les représentants du peuple arrivèrent à ce rendez-vous, accompagnés du général en chef Canclaux. Après trois jours de conférence, un traité de paix définitif fut signé le 17 février (1). Les conditions de ce traité ne furent pas plus tôt connues, que Delaunay, Savin et Lemoine, trois chefs qui n'y avaient pris aucune part, éclatèrent en reproches contre Charette, et le signalèrent aux Vendéens comme un traître qui s'était laissé corrompre. Excités par ces trois chefs, les Vendéens frémissaient à l'idée de déposer leurs armes, et une sédition allait devenir générale, lorsque Charette, averti de ce désordre, quitte précipitamment la Jaunais, vole à son quartier-général de Belleville, se présente au milieu des rebelles, et les harangue en ces termes : « Croyez-vous, messieurs, que je sois devenu républicain depuis hier ? » Confus, ils répondirent : « Général, nous avons toujours en vous la même confiance. » — « Eh bien, dit Charette, croyez donc que je n'ai fait la paix que par des considérations importantes ; retournez dans vos foyers, et restez-y tranquilles et sans inquiétude. » A ces mots, les cris de *vive le roi! vive notre brave général!* retentirent de toutes parts. Aux termes des conventions faites, Charette fit son entrée solennelle dans Nantes, le 26 février, avec l'écharpe blanche et le panache blanc, accompagné de 4 de ses officiers et du général Canclaux, suivi de son état-major. L'air retentit de cris d'allégresse, parmi lesquels on entendait distinctement ceux

(1) Ce traité consistait en cinq articles, au bas desquels Charette et 9 autres chefs vendéens firent une déclaration par laquelle ils promirent de reconnaître la république française, de se soumettre à ses lois, et prirent l'engagement formel de n'y porter aucune atteinte.

démit, au mois de janvier 1706, du régiment d'Orléans, et conduisit un détachement au siége de Barcelonne, que le roi leva le 12 mai. Il joignit, en 1707, l'armée espagnole sur les frontières de Portugal. Chargé par le marquis de Bay de la conduite du siége de Ciudad-Rodrigo, il emporta d'assaut cette place, le 4 octobre, après treize jours de tranchée ouverte. Pour couper la retraite aux ennemis, on marcha de suite au château, où les Français entrèrent en même temps que le gouverneur. Il n'y eut que 500 Français ou Espagnols tués à ce siége, qui coûta aux alliés 800 hommes tués et 2500 faits prisonniers. Le marquis de Brancas fut revêtu la même année du caractère d'envoyé extraordinaire du roi à la cour de Madrid. pour complimenter le roi d'Espagne sur la naissance du prince des Asturies. Il continua d'être employé, en 1708, à l'armée d'Espagne; servit aux siéges de Tortose, qui capitula le 7 juillet; de Dénia, emporté d'assaut le 12 novembre; du château, dont la garnison fut faite prisonnière de guerre le 17; et de la ville d'Alicante, qui se rendit le 2 décembre. Il combattit, le 7 mai 1709, sous les ordres du marquis de Bay, dans la plaine de la Gudina, entre la Gevosa et la Gaya: l'armée portugaise commandée par milord Gallowai, y fut complétement défaite. On le créa commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 18 du même mois. Il marcha au siége du château d'Alcouchel, où l'on prit, le 1er juin, 3 pièces d'artillerie, et dont la garnison demeura prisonnière de guerre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 29 mars 1710, il servit à l'armée de Roussillon, et la commanda pendant le voyage du duc de Noailles en Espagne. Il se trouva au siége de Gironne, dont on ouvrit la tranchée le 27 décembre. Ce siége fut continué, en 1711, sous les ordres du duc de Noailles. La ville haute fut emportée d'assaut, le 23 janvier; la ville basse capitula le 25, et les forts de la montagne des Capucins furent évacués par les ennemis le 31. On lui confia le gouvernement de cette place, par provisions du 12 février. Il y fut investi, le 28 avril 1712, par les troupes du comte de Stahremberg; soutint plusieurs as-

née avec la république (1), et ceux qui l'obligeaient à recommencer la guerre. Un camp républicain se trouvait alors établi aux Essards, non loin de Belleville. Charette, voulant se débarrasser de ses dangereux voisins, part à la tête de l'élite de ses soldats, s'avance à la faveur de l'obscurité jusqu'à une demi-lieue du camp, et envoie sommer le commandant des bleus d'évacuer son camp et de s'éloigner. Sur le refus de ce commandant, Charette fait marcher le gros de sa troupe, auquel il avait donné l'ordre d'essuyer le premier feu sans riposter; s'élance lui-même à la tête des siens dans le camp ennemi, l'enlève à la baïonnette, y tue 500 hommes et y fait 300 prisonniers. Après l'expédition de Quiberon, si funeste aux royalistes, l'Angleterre en avait préparé une seconde, qui mit à la voile de Portsmouth, le 25 septembre 1795: son altesse royale Monsieur, comte d'Artois, s'y trouvait, avec un assez grand nombre d'officiers français. Le territoire occupé par Charette était celui qui offrait le plus d'avantage pour une descente, et ce chef royaliste avait présenté un plan d'exécution, qui fut rejeté sur l'avis des commissaires anglais. Le conseil, assemblé à bord de la flotte expéditionnaire, décida que l'on s'établirait à l'île Dieu. Tous les chefs vendéens, et Charette en particulier, avaient fait les plus grands efforts pour seconder les vues du prince français; et aussitôt que celui-ci eut débarqué à l'île Dieu, il envoya à Charette, par le marquis de Rivière, le cordon rouge et le brevet de lieutenant-général signé de la main de Sa Majesté Louis XVIII (2). Fier de la distinction qu'il venait de recevoir, et jaloux de s'en rendre de plus en plus digne, Charette résolut de se rapprocher de l'île Dieu, afin de favoriser le débarquement de son altesse royale; et, pour cet effet, il détacha de son armée ses divisions de Mache,

(1) Charette n'avait jamais considéré le traité de la Jaunais que comme une suspension d'armes, alors indispensable.

(2) Ce brevet était destiné à Charette depuis 1794; mais le défaut de communication en avait retardé l'envoi.

état donné à Versailles, le 11 février 1741, il prêta serment en cette qualité, le 11 juillet. Son état fut enregistré à la connétablie, le 4 septembre 1747. Il ne servit point depuis, et mourut à Paris, le 9 août 1750, dans la 79ᵉ année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 300; *Mémoires du Père d'Avrigny, Moréri, Bauclas, Journal de Louis-le-Grand, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis XIV, par le marquis de Quincy; Gazette de France.*)

DE BRANCAS (Louis-Paul), *marquis de Brancas*, puis *duc de Céreste-Brancas, lieutenant-général*, fils du précédent, né le 25 mai 1718, fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Brancas. Il entra aux mousquetaires, le 19 septembre 1733; fit avec ce corps la campagne de Philisbourg, en 1734, et celle du Rhin, en 1735. Il obtint une compagnie dans le régiment Royal-Piémont cavalerie, le 19 novembre 1737, et un régiment de cavalerie de son nom, le 28 octobre 1738. Il commanda ce dernier régiment en Flandre, où on se tint sur la défensive, en 1742; à la bataille de Dettingen, en 1743, et à l'armée de Flandre commandée par le maréchal de Saxe, en 1744. Créé brigadier, par brevet du 1ᵉʳ mai 1745, et déclaré tel, le 1ᵉʳ juin suivant, il combattit à Fontenoy; servit aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1ᵉʳ mai 1746, il couvrit avec le corps de l'armée les siéges de Mons, Charleroi, Namur, et combattit à Raucoux. On lui donna, sur la démission du maréchal de Brancas, son père, le gouvernement des ville et château de Nantes, par provisions du 21 février 1747. Il prit, au mois de mars, le nom de marquis de Brancas, en se mariant. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1ᵉʳ mai, il se trouva, le 2 juillet, à la bataille de Lawfeld. Il servit, en 1748, au siége de Maestricht, et fut déclaré, au mois de décembre de cette année, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 10 mai précédent. Il se démit alors de son régiment. Il devint grand d'Espagne de la première classe, à la mort de son frère aîné, le 3 février 1753. Il fut

terre, sans avoir rien entrepris. Ce départ semblait devoir être l'arrêt de destruction de tout le parti royaliste dans la Vendée. Cependant Charette, résolu d'accomplir le serment qu'il avait fait de mourir en combattant, assemble son conseil, et y fait prévaloir la décision d'attaquer sans délai les républicains. Contre son avis, on arrêta que la garnison du bourg de Saint-Cyr, forte seulement de 400 hommes, serait la première contre laquelle on agirait. Elle fut effectivement attaquée par 10,000 Vendéens; mais les 400 républicains qui la composaient, s'étant renfermés dans l'église, y firent une défense tellement héroïque, que les Vendéens furent obligés de renoncer à leur entreprise, après deux heures de combat, dans lequel ces derniers perdirent plus de 500 des leurs. Les audacieux républicains firent plus encore; ils osèrent se mettre à la poursuite de leurs nombreux adversaires et les attaquer. Dans cette seconde action, l'arrière-garde vendéenne fut très-maltraitée et perdit son chef Guérin. Charette, entreprenant et ferme dans ses résolutions, était le seul chef vendéen qui pût donner beaucoup d'inquiétudes aux républicains. Convaincu que l'état présent de ses forces ne lui permettait plus de tenir ouvertement la campagne, il reprit la tactique de la guerre en partisan, et harcela ses ennemis par des courses et des attaques partielles au milieu des bois, des marais et des bruyères. Le général en chef des républicains, Hoche, après avoir disposé ses lignes de manière à cerner tout le pays royaliste, destina sa première division, aux ordres des généraux Canuel et Bonneau, à agir dans la Basse-Vendée. Charette s'était réfugié dans la forêt d'Aizenay, où, comme dans une forteresse impénétrable, il se préparait à braver les efforts de ses ennemis. Quelques mouvements faits par les colonnes républicaines ayant laissé plus de liberté à ses mouvements, il sortit de la forêt d'Aizenay, pour retourner à son quartier-général de Belleville, où il se proposait de faire un recrutement; mais à peine y fut-il arrivé, que Hoche le fit attaquer par trois colonnes de son armée. L'infériorité du nombre obligea Charette d'ordonner la retraite, et de se

Mardick, de Linck, de Bourbourg, de Béthune et de Saint-Venant, en 1645; de Courtray, de Bergues et de Dunkerque, en 1646. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, par commission du 6 juin 1647, il le commanda à l'armée de Flandre, la même année; au siége d'Ypres, et à la bataillle de Lens, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 16 janvier 1649, il servit au blocus de Paris, la même année; se démit du régiment d'Orléans, au mois de décembre 1650, et ne servit plus. Il prêta serment pour la charge de chevalier d'honneur de la reine Anne d'Autriche, le 19 juin 1661, et mourut le 8 janvier 1681, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire, t. VI, pag.* 238; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII, pag.* 437) (1).

DE BRANCAS (Marie-Joseph), *marquis d'Oyse, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, naquit le 18 octobre 1687. Il entra aux mousquetaires au mois d'octobre 1703, et fit la campagne de Flandre, en 1704. Il obtint une compagnie dans le régiment d'infanterie de son frère, par commission du 1er octobre de la même année, et la commanda à l'armée de Flandre, en 1705; à l'armée de la Moselle, en 1706; en garnison, en 1707, 1708 et au commencement de 1709. Il fut nommé colonel de ce régiment, sur la démission de son frère, par commission du 13 juillet 1709. Il continua de servir en garnison; mais ayant été nommé, par commission du 17 septembre 1711, colonel du régiment d'Orléanais, il se démit de celui qui portait son nom, et commanda le régiment d'Orléanais à l'armée du Rhin, en 1712. Nommé deuxième cornette de la compagnie des chevau-légers d'Orléans, par brevet du 4 mai 1713, avec commission du même jour pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, il se trouva aux siéges de Landau et de

(1) Dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, par le Père Anselme, le comte de Brancas a été mal à propos qualifié de lieutenant-général.

armés à la main, et qu'il n'abandonnerait jamais les braves qu'il commandait. Il ordonna à ses lieutenants de faire un rassemblement général, et sortit lui-même du bourg de la Bégaudière, à la tête de 200 cavaliers et d'une quarantaine de fantassins. Il fut attaqué par l'adjudant-général Travot, qu'il repoussa d'abord; mais ce dernier, ayant reçu un renfort de 400 grenadiers, chargea les Vendéens, en fit un horrible carnage, et les poursuivit jusqu'au bourg de l'Hébergement. Charette, poursuivi à outrance, et abandonné par une partie des siens, fut trahi par quelques autres, qui indiquaient aux chefs républicains les lieux qu'il choisissait pour sa retraite. Le 23 mai, il se trouva cerné à la Préuillière, commune de Saint-Sulpice. Décidé à vendre chèrement sa vie, il se battit avec le plus grand courage pendant deux heures, et fut blessé grièvement à la main et à la tête. Il parvint cependant à s'enfoncer dans le taillis de la Chaboterie, où, après quatre heures de recherches, il fut trouvé, baigné dans son sang et épuisé de lassitude, par les grenadiers du général Travot. Ce général eut pour Charette tous les égards dus au courage malheureux. Conduit d'abord à Angers, le chef vendéen arriva à Nantes, le 27 mars. On le traduisit devant une commission militaire, qui le condamna à être fusillé. Cette exécution eut lieu, le 29 mars; et dans ce terrible moment, Charette vit la mort avec aussi peu d'effroi qu'il l'avait envisagée tant de fois sur les champs de bataille. Il tomba, en poussant le cri de *vive le roi* (1). (*Annales du temps.*)

CHARRIÈRE (Louis, *baron*), maréchal-de-camp, naquit au bourg Saint-Andéole, le 3 février 1765. Il entra au service, le 10 octobre 1782, comme soldat dans le 91e régiment d'infanterie de ligne; y devint caporal, le 1er septembre 1785; sergent, le 18 août 170; sergent-major,

(1) Il refusa le mouchoir qu'on lui offrait pour se couvrir les yeux, et marqua lui-même aux soldats le dernier temps des armes qui devaient lui porter le coup mortel.

le 1er mai 1792; adjudant-sous-officier, le 9 du même mois, et sous-lieutenant, le 1er août de la même année. Il fit à l'armée d'Italie les campagnes de 1792 à 1797, et fut employé comme adjoint à l'adjudant-général Vicose, dès le 20 mai 1794. Il passa lieutenant aux choix, le 13 avril 1795, dans la 165e demi-brigade d'infanterie, où le 91e régiment de ligne (depuis 45e) avait été incorporé. A l'attaque des redoutes de Saint-Bernard, près de Corregio, le 24 octobre de cette dernière année, il fut blessé d'un coup de feu. Employé à l'état-major-général de l'armée d'Italie, par ordre du 3 mars 1796, il devint capitaine, le 16 octobre de la même année, conformément aux dispositions de la loi du 14 germinal an 3 (3 avril 1795); fut nommé chef de bataillon par brevet du général en chef Buonaparte, en date du 5 novembre 1797, et passa adjoint de l'adjudant-général Jomard, le 16 du même mois. Il rentra, le 5 octobre 1800, par ordre du premier consul, dans la 45e demi-brigade, à laquelle il appartenait, pour y remplacer le chef de bataillon Lacroix, retraité. De 1798 à 1803, il fut employé aux armées d'Angleterre, d'Italie, des Grisons, d'Helvétie et de Hanovre. Il servit à l'armée des côtes d'Angleterre, en 1803. Il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 24 septembre, et fut nommé major au 48e régiment d'infanterie de ligne, le 22 décembre suivant. Il fut employé en cette dernière qualité à Anvers (24e division militaire), pendant les années 1804, 1805, 1806 et 1807. Employé à la grande-armée, en 1808, il fut nommé colonel du 57e régiment d'infanterie de ligne, par décret du 28 mars. Il commanda ce régiment pendant la campagne d'Autriche, en 1809. Il combattit à Pessing, le 3 mai (1). Trois jours après cette affaire, l'empereur, passant la revue du corps d'armée du

---

(1) Le *Moniteur*, en rendant compte de cette affaire, d'après un bulletin officiel, dit, entre autres choses : « Le 57e régiment soutint son an» cienne réputation. Il y a 16 ans, ce régiment avait été surnommé en » Italie *le Terrible*, et il a bien justifié ce surnom dans cette affaire (cel» le de Flessing), où seul il a abordé et défait successivement 6 régi» ments autrichiens. »

maréchal Davoust, dont le 57ᵉ faisait partie, accorda à ce régiment 40 décorations de la Légion-d'Honneur : les trois chefs de bataillon avaient la croix d'officier. Le colonel Charrière obtint aussi cette décoration, et Napoléon lui conféra en outre le titre de baron, avec une dotation de 4000 fr. de revenu. Charrière fut atteint de plusieurs balles, qui mirent ses habits en lambeaux, à la bataille d'Essling, le 22 mai. Il se trouva à la bataille de Wagram, le 3 juillet suivant, et y reçut une forte contusion, ayant été jeté sur un peloton de troupes par son cheval qui avait été atteint d'une balle à la tête. Le colonel Charrière fut créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 10 août de la même année. Employé à la grande-armée, en 1812, il fit la campagne de Russie, à la tête du 57ᵉ régiment, dans la division du général Compans. Une redoute ayant été enlevée sur les Russes, le 5 septembre, par des troupes de la division Compans, parmi lesquelles se trouvait un bataillon du 57ᵉ, le colonel Charrière reçut l'ordre d'occuper cette redoute et d'y faire exécuter des travaux propres à la mettre en état de défense contre une attaque qui paraissait devoir avoir lieu, le lendemain, de la part des Russes. Charrière, avec 3 bataillons de son régiment, et aidé par une compagnie de sapeurs de la garde impériale, fit faire, de nuit, sous la direction du général Kirchner, des ouvrages tels qu'on se trouva, avant le jour, en mesure de bien recevoir l'ennemi, qui n'osa se présenter. Le 7 du même mois fut livrée la célèbre bataille de la Moskowa, gagnée sur l'armée russe. Dans cette journée, le 57ᵉ régiment eut ordre d'attaquer et d'enlever une grande redoute, à laquelle s'appuyait la gauche des Russes. Au débouché d'un bois, Charrière adressa à son brave régiment ces seuls mots : « A la redoute. » Aussitôt ses bataillons s'élancent au pas de charge, la baïonnette en avant, et faisant en même temps un feu aussi bien nourri qu'il peut l'être pendant une marche rapide. En moins d'une heure, la redoute est enlevée, malgré la résistance opiniâtre des Russes, dont il fut fait un affreux carnage. Le général Barasdin, ayant fait marcher sur ce point la 18ᵉ division de l'armée russe, tenta de reprendre la re-

doute : mais il fut repoussé à plusieurs reprises, et combla les fossés de ses morts et de ses blessés. Le 57ᵉ régiment de ligne français fit aussi des pertes considérables, évaluées à 1500 hommes, tués, blessés, ou faits prisonniers. Le major Yeger et le chef de bataillon Girard furent tués, et le chef de bataillon Boyer reçut une blessure (1). La redoute étant demeurée au pouvoir des Français, l'empereur envoya demander quel était le corps qui l'avait enlevée, et ne fut pas surpris lorsqu'il apprit que cette action glorieuse avait été faite par le 57ᵉ régiment. Dans l'après-midi du même jour, et après la défaite des Russes, Napoléon, visitant le champ de bataille, questionna le colonel Charrière sur la prise de la redoute; et, s'étant assuré, sur le terrain même, des nouveaux droits que cet officier s'était acquis à une récompense, il le nomma général de brigade, par décret du 20 du même mois. En 1813, le baron Charrière fut employé à la grande-armée d'Allemagne. Il se trouva aux différentes batailles et à plusieurs des combats qui eurent lieu pendant cette campagne, et eut un cheval tué sous lui, au passage du pont de Buntzlau, le 30 août. Après la perte de la bataille de Leipsick, l'armée française faisant sa retraite sur le Rhin, le général Charrière tenta, dans la nuit du 30 au 31 octobre, avec une faible division du 3ᵉ corps, un coup de main pour pénétrer dans la ville de Hanau par un moulin contigu au rempart; mais cette entreprise échoua. Il avait été créé chevalier de l'ordre de la couronne de Fer, le 18 juin de la même année, après la bataille de Lutzen, et sur la demande du comte Lauriston, sous les ordres duquel il servait alors. Il fit la campagne de France, en 1814, contre les armées alliées. Après la chute de Napoléon et la restauration du trône des Bour-

(1) Dans cette journée, la division Compans vit renouveler son chef jusqu'à trois fois. Le général Compans, blessé au commencement de l'action, fut remplacé par le général Dessaix; et celui-ci, également blessé, céda le commandement au général Rapp, qui reçut aussi une blessure. Le général de brigade Teste fut de même blessé dans la redoute.

bons, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 5 septembre de la même année 1814. En 1815, pendant les *cent jours*, le général Charrière reçut de Buonaparte, le 22 mars, l'ordre d'aller prendre le commandement supérieur de la place de Calais. Il conserva ce commandement jusqu'au 20 juillet suivant. Il a obtenu sa retraite du grade de maréchal-de-camp, après 46 ans 3 mois et 22 jours de service, par ordonnance royale du 25 septembre de la même année. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CHARTONGNE (Philippe-François), *lieutenant-général*, fut fait enseigne au régiment d'Herbouville, le 11 décembre 1663. Nommé lieutenant, le 9 novembre 1665, il servit aux siéges et à la prise de Tournay, de Douai et de Lille, en 1667, et à la conquête de la Franche-Comté, en 1668. Réformé, le 26 mai de cette dernière année, il suivit le régiment d'Herbouville dans l'expédition de Candie, et s'y trouva à la fameuse sortie du 25 juin. Il fut remplacé lieutenant en pied, le 10 octobre 1670; servit à tous les siéges que le roi fit en personne, en 1672, et obtint une compagnie dans le même régiment, le 28 septembre de cette dernière année. Il se trouva au siége de Maestricht, en 1673; au combat de Seneff, et à celui de Mulhausen, en 1674, et enfin à celui de Turckeim, le 5 janvier 1675. Devenu capitaine de grenadiers de son régiment, le 6 avril suivant, il passa sous les ordres du maréchal de Créqui; combattit à Consarbruck; concourut à la défense de Trèves; servit aux siéges et à la prise de Valenciennes, de Cambrai et de sa citadelle, en 1677; aux siéges et à la prise de Gand et d'Ypres, en 1678, et à la bataille de Saint-Denys, près Mons, la même année. Il fut nommé major de son régiment, le 23 octobre 1683; servit en Flandre, sous le marquis de Boufflers, en 1689, et à l'armée du Piémont, sous M. de Catinat, en 1690. Lieutenant-colonel du même régiment, par commission du 5 juin, il contribua, la même année, à la prise de Cahours;

à la victoire remportée à Staffarde ; à la prise de Berges ; à la soumission de Suze et au siége de la citadelle. Il fut employé, en 1691, à la réduction des Vaudois, dans les vallées de Saint-Martin et de la Pérouse ; aux siéges et à la prise des ville et château de Villefranche ; des villes de Montalban, de Nice, de Veillane, de Carmagnole, et commanda pendant l'hiver dans la vallée de Pragolas. En 1692, il servit à l'armée de la Moselle, d'où il passa à l'armée de Flandre, au mois d'août, et se trouva au bombardement de Charleroi. Créé brigadier, le 30 mars 1693, il combattit à la Marsaille, sous M. de Catinat ; fut employé sur la frontière de Piémont pendant l'hiver, par ordre du 14 novembre, et continua de servir à la même armée, qui se tint sur la défensive, en 1695. Il fut créé inspecteur-général de l'infanterie, par ordre du 21 décembre ; servit au siége de Valence, en 1696, et à celui de Barcelonne, sous le duc de Vendôme, en 1697. Il obtint la lieutenance de roi de cette place, par commission du 20 août, et quitta alors son régiment. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 19 mars 1701, il combattit à Carpi et à Chiari, la même année. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 29 janvier 1702. Employé en cette qualité à l'armée d'Italie, par lettres du 21 février suivant, il contraignit les ennemis d'abandonner Viadanna ; contribua à la victoire remportée à San-Vittoria, au mois de juillet ; combattit à Luzzarra, au mois d'août, et concourut à la prise de cette place. On le créa directeur-général de l'infanterie, par commission du 4 septembre. Employé à l'armée d'Italie, en 1703, il se trouva à la défaite de l'arrière-garde du général Stahremberg, près la Stradella ; au combat de Castelnovo de Bormia ; suivit le duc de Vendôme dans le Trentin ; combattit à San - Sébastiano, où il défit le général Visconti, et servit à la prise de Villeneuve et d'Ast. Il fut employé, en 1704, aux siéges et à la prise de Verceil, d'Yvrée et de sa citadelle. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 26 octobre, il commanda une attaque à la prise du chemin couvert du fort de Guerbignan, qu'on emporta. Il était de tranchée, le 26 décembre, au siége de Vérue,

lorsque les assiégés firent une sortie avec toutes leurs troupes. Il combattit avec la plus grande valeur dans cette occasion, et déjà il repoussait les ennemis, lorsqu'il fut fait prisonnier, après avoir reçu une blessure, dont il mourut au bout d'une heure. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 560; *Gazette de France, Mémoires du temps.*)

DE CHARTONGNE (Claude-Louis), *maréchal-de-camp*, petit-fils du précédent, naquit à Ambreville près Clermont-en-Argonne, le 4 janvier 1742. Il entra au service, le 4 juin 1759, comme cadet au régiment d'infanterie de Chartres, dans lequel il fut fait lieutenant de grenadiers, le 18 janvier 1760; sous-aide-major, le 5 mars 1763; aide-major, le 28 juillet 1773; capitaine en second, le 3 juin 1779, et capitaine-commandant, le 19 juin 1786. On le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 23 août 1787 Il fut nommé major du régiment Royal-la-Marine, le 8 novembre 1788; lieutenant-colonel, le 6 janvier 1791, et colonel du régiment ci-devant de Vermandois, le 23 mars 1792. Il fit les campagnes de 1792 et 1793 à l'armée d'Italie, et fut promu au grade de général de brigade, le 30 juin de cette dernière année. On l'employa en Piémont et en Corse. Il obtint sa retraite, le 21 mars 1794, après 36 ans 9 mois et 16 jours de service, et mourut, le 4 mars 1819, à Verdun, où il avait fixé sa résidence. (*Brevets et états militaires.*)

DE CHARTRES, *voyez* ORLÉANS.

DE CHASSELOUP-LAUBAT (François, *marquis*), *pair de France et lieutenant-général du génie*, naquit à Saint-Sernin, près de Marennes, le 18 août 1754. Il entra comme élève, et avec le grade de lieutenant, à l'école d'application du génie à Mézières, en 1778; fut fait lieutenant, le 16 février 1781, et capitaine, le 1er avril 1791. Employé en cette dernière qualité à l'armée du centre, pendant la campagne de 1792, il prit part à toutes les affaires qui eurent lieu à Givet et à Arlon; se jeta ensuite dans la place de Montmédi; y dirigea les travaux du génie, et contribua

BRETEL (Jacques), *chevalier de Grémonville, lieutenant-général* du 5 novembre 1660. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 246.)

DE BRETEUIL, *voyez* LE TONNELLIER.

DE LA BRETONNIÈRE, *voyez* BERTHIN *et* DE BOTTEREL.

DE BRETONVILLIERS, *voyez* LE RAGOIS.

DE BRETTEVILLE, *voyez* LE NORMAND.

DU BREUIL (Georges), *maréchal-de-camp* du 10 mai 1651. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 297.)

DE BREUILPONT (N...., *marquis*), était colonel du régiment des Cuirassiers-Dauphin lorsqu'il fut nommé *maréchal-de-camp*, par ordonnance royale du 25 avril 1821. (*Etats militaires.*)

DE BREVAL, *voyez* DE HARLAY.

DE BREVES, *voyez* SAVARY.

DE BRÉZÉ, *voyez* DREUX *et* DE MAILLÉ.

DE BRIANÇON, *voyez* DE BELMONT.

BRICE-MONTIGNY (N....), *général de division.* (*Etats militaires.*)

DE BRICHANTEAU (Nicolas), *marquis de Nangis, maréchal-de-camp,* servit au siége de Laon, en 1594; au siége de Dijon, et au combat de Fontaine-Française, en 1595. Il fut fait capitaine des toiles et chasses du roi, sur la démission de l'amiral Damville, par provisions données à Folembray, le 23 janvier 1596. Il servit, la même année, au siége de la Fère, et l'année suivante à l'armée d'Amiens, et suivit le roi à la conquête de la Savoie, en 1600. Il obtint, le 27 mai 1611, une pension de 3,600 livres, qui fut portée jusqu'à 6000 livres, le 6 novembre 1616. Il reçut cette augmentation de pension, en se démettant de la charge de capitaine des toiles, au retour du voyage de Guienne, où il

prévoyance, en 24 heures, des lignes et des ouvrages qui eussent été de la plus grande utilité, si l'armée française avait été réduite à en avoir besoin. Il dirigea le siége de la citadelle de Milan, et commença ensuite celui de la forteresse de Mantoue, qui était alors défendue par 200 bouches à feu et 10,000 hommes de garnison. Les Français ayant pénétré dans l'île de Cerese, le colonel Chasseloup ouvrit de suite la tranchée, à 100 toises de la palissade de Migliaretto. La prochaine reddition de la place paraissait certaine, lorsque, le général autrichien Wurmser ayant paru sur le Montebaldo avec une armée de 50,000 hommes, Buonaparte fit lever le siége de Mantoue, et se contenta de faire bloquer cette place par un corps de 8 à 10,000 hommes. Le colonel Chasseloup se trouva aux batailles de Lonato, de Castiglione et de Solpherino, gagnées sur les Autrichiens, et s'y rendit très-utile par les reconnaissances militaires qu'il fit. Trois armées autrichiennes vinrent successivement se faire battre sur les bords de l'Adige, à Arcole, à Caldero, à Rivoli; et le colonel Chasseloup fut cité plusieurs fois avec éloges par Buonaparte, pour la part qu'il avait prise aux grandes opérations de l'armée française. Après la glorieuse campagne de 1796, Chasseloup fut nommé général de brigade. On le chargea, au mois de janvier 1797, de reconnaître le cours supérieur de l'Adige et les gorges du Tyrol, et de déterminer des positions de retraite pour le cas de besoin. Pendant que la paix se négociait à Rastadt, par suite de la signature des préliminaires de Léoben, le général Chasseloup traça les limites de l'Autriche et des nouveaux états en Italie. Il revint ensuite en France, où il reçut l'ordre de créer la ligne de défense du Bas-Rhin, depuis Mayence jusqu'à Nimègue. Il avait, entre autres choses, projeté le plan d'une forteresse au confluent de l'Erfft et du Rhin, près de Neuss; mais la guerre, qui se ralluma au commencement de 1799, suspendit le développement de ses projets. Le général Chasseloup fut alors appelé au commandement en chef de l'arme du génie, à l'armée d'Italie. Cette armée, commandée par le général Schœrer, fut forcée par cent mille Austro-Russes de se replier derrière l'Adda. On re-

des chevau-légers de M. le prince de Condé ; suivit ce prince au siége de Dôle, la même année, et en Roussillon, en 1637. On licencia son régiment, à la fin de cette campagne. Il suivit le prince de Condé au siége de Fontarabie, en 1638; au siége de Salces, en 1639, et se distingua, cette même année, à la défaite de 1200 Croates de l'armée du cardinal-infant, près d'Aire. Il servait au siége d'Arras, en 1640, lorsqu'il obtint, par commission du 27 août, le régiment de Picardie, vacant par la mort du marquis de Breauté. Il commanda ce régiment pendant le reste de la campagne, et servit aux siéges d'Aire, de la Bassée et de Bapaume, en 1641. Il fut employé en Flandre et en Picardie, sous le comte d'Harcourt, qui se tint sur la défensive, en 1642. On lui donna 3000 livres de pension, par brevet du 24 décembre de cette année. Il combattit à Rocroy, en 1643; obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 13 juin, et servit au siége et à la prise de Thionville et de Sierk. Nommé conseiller d'état, par brevet du 27 février 1644, il prêta serment, le 12 mars. Employé, la même année, à l'armée de Flandre, il se trouva au siége de Gravelines, où il fut tué d'un coup de canon, le 14 juillet. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 176; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII, pag.* 896; *Gazette de France.*)

DE BRICHANTEAU (Louis-Armand), *marquis de Nangis, maréchal de France*, petit-neveu du précédent, naquit le 27 septembre 1682. Il n'avait que huit ans lorsque le marquis de Nangis, son père, brigadier d'infanterie et colonel-lieutenant du régiment Royal-Marine, mourut des blessures qu'il avait reçues, le 8 août 1690, à l'attaque d'un retranchement ennemi sur les bords du Rhin. Le roi donna ce régiment au sieur de Brichanteau fils, par commission du 3 septembre 1690, sous la condition de servir deux ans dans les mousquetaires avant d'en prendre le commandement. Il entra effectivement aux mousquetaires, en 1698; y servit cette année et la suivante; obtint le régiment de Bourbonnais, sur la démission du

tières. En 1802, il fut envoyé à Tarente, pour faire de vastes projets sur les fortifications de cette ville. Il passa les années 1803, 1804 et 1805 à diriger les travaux de fortifications des places fortes d'Italie, et à faire les projets de celle d'Alexandrie, qui furent fixés à cette époque d'après un nouveau système dont il était l'auteur, système dont l'exécution rendit cette place l'un des plus forts boulevards de la France en Italie, et la fit devenir, concuremment avec la ville de Gènes, la base de tout le système défensif dans ce pays (1). Le général Chasseloup avait été nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, à la création de l'ordre. Il fut aussi élevé à la dignité de commandeur de l'ordre de la couronne de Fer, également à la création de cet ordre. Vers la fin de 1805, il eut le commandement en chef de l'arme du génie à l'armée d'Italie, qui devait concourir avec la grande-armée à faire une incursion dans les états autrichiens, et qui parvint jusqu'à Laybach, où elle s'arrêta par suite du traité de paix conclu à Vienne. Il reprit ensuite la direction des grands travaux de fortifications en Italie, et en suivit l'exécution jusqu'à l'automne de 1806, époque à laquelle il reçut, à Venise, l'ordre de se rendre à la grande-armée qui marchait sur la Prusse. Commandant en chef l'arme du génie, il fit exécuter, dans cette campagne, des travaux immenses sur les bords de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule; suivit tous les mouvements et les manœuvres de l'armée, et se trouva aux sanglantes batailles de Golymin et de Preuss-Eylau. Il dirigea les travaux de la tête de pont de Varsovie, à Praga, et ceux des nouvelles places fortes de Sierock et de Modelin. Il commanda en chef les travaux du siége de Dantzick, et fit les reconnaissances du siége de Colberg. Il releva les fortifications des places de Thorn et de Mariembourg; dirigea

---

(1) Le général Chasseloup publia, à cette époque, deux ouvrages, l'un sous le titre de : *Correspondance d'un général français avec un général autrichien*; l'autre sous celui de : *Essais sur quelques parties de fortifications et d'artillerie.*

emporta la redoute de Statmatt. Il alla ensuite, avec 1000 grenadiers et un régiment, observer les ennemis, qui paraissaient vouloir passer le Rhin. Détaché, au mois de mai 1707, il passa ce fleuve, à la tête de 400 grenadiers; attaqua les ennemis retranchés sur la rive opposée; força le général Janus, auprès de Lorch, le 20 juin; acheva, le 22, avec 40 compagnies de grenadiers, de chasser les ennemis de Suabs-Gæmund; eut part à la déroute des Impériaux, à Secknigen, le 23; à la prise de Lauffen, le 28, et à celle de Manheim, le 14 juillet. Il se jeta, avec 6 compagnies de grenadiers, dans la ville de Dourlach, le 15 août, et y tint pendant 18 jours jusqu'à l'arrivée d'un secours. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 19 juin 1708, il servit à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne et le duc de Vendôme, et se trouva au combat d'Oudenarde, le 11 juillet. Chargé de l'arrière-garde à la retraite de l'armée française, il soutint, le 12 du même mois, avec 500 grenadiers, l'attaque de l'avant-garde ennemie, et facilita au reste de l'armée le passage d'un défilé. Commandant, le 26 novembre, deux brigades d'infanterie, il arrêta, à Meldre, sur l'Escaut, 30 escadrons ennemis, et favorisa la retraite de l'infanterie, qu'il rejoignit après un heureux combat. Il servit, en 1709, à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Villars; se trouva au siége de Varneton, qui fut pris le 4 juillet, et enleva, le 24, 200 hommes dans l'abbaye d'Haunou, sur la Scarpe. A la bataille de Malplaquet, le 11 septembre, il enleva aux ennemis plusieurs drapeaux, qu'il porta au roi avec le détail de l'action. Employé à la même armée, sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou, il s'empara, le 20 juin 1710, du moulin et de la redoute de Biache, sur la Scarpe. Il obtint, par commission du 26 janvier 1711, le régiment d'infanterie du roi, vacant par la démission du marquis du Barail, et servit en Flandre, sous les mêmes maréchaux, qui se tinrent sur la défensive. Employé, sous le maréchal de Villars, en 1712, il eut part aux succès de la campagne de Flandre; concourut à la défaite des ennemis, à Denain, le 24 juillet; à la prise de Marchiennes, le 30 du même

gion-d'Honneur, le 30 juin de la même année, et conseiller-d'état en service ordinaire. En 1812, il eut le commandement du génie à la grande-armée destinée à agir contre la Russie. Il traça les fortifications de la tête du pont de Kowno, et les ouvrages du camp retranché de Wilna. Il se trouva à la prise de Smolensko, et fit, sur cette place, des projets de fortifications, qui, s'ils eussent été exécutés, auraient pu arrêter l'ennemi, lors de la retraite de l'armée française. Il eut part à toutes les batailles et affaires de cette campagne, et fit, avec l'armée, la désastreuse retraite de Moscow. Arrivé à Wilna, il y reçut l'ordre de rentrer en France, pour y reprendre sa place au conseil-d'état, et d'inspecter, chemin faisant, les places de Dantzick, Stettin, Magdebourg et Wesel. Napoléon, voyant la santé et les forces du général Chasseloup très-affaiblies par l'âge et les travaux de la guerre, confirma, le 5 août 1813, le vœu du département de la Charente-Inférieure, qui, depuis quelques années, avait présenté ce général comme candidat au sénat-conservateur. Chasseloup fut élevé, le même jour, à la dignité de comte. Il avait été créé grand'croix de l'ordre de la Réunion, le 3 du même mois. En qualité de sénateur, il fut employé, en 1813, comme commissaire extraordinaire du gouvernement, et chargé de l'inspection des places fortes du royaume d'Italie et de la forteresse d'Alexandrie. En 1814, il vota la déchéance de Napoléon Buonaparte, l'établissement d'un gouvernement provisoire, et le rétablissement des Bourbons sur le trône de France. S. M. Louis XVIII le créa pair de France, le 4 juin; chevalier de l'ordre de Saint-Louis, le 8 juillet, et grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 27 décembre. Le comte Chasseloup, fidèle au serment qu'il avait prêté au roi, ne prit, en 1815, aucune part au gouvernement de Buonaparte pendant les *cent jours*, et sa conduite, dans cette circonstance, le fit maintenir, par S. M. Louis XVIII, dans la dignité de pair de France. Il a été créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

Père Anselme, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Bauclas, Gazette de France.)

DE **BRICHE** (Louis-André, *vicomte*), *lieutenant-général*, né le 12 août 1772, entra cadet au régiment des chasseurs d'Alsace, en 1789. Étant passé dans le régiment Royal-cavalerie, il y fut fait successivement sous-lieutenant, lieutenant et capitaine. Il fit les premières campagnes de la révolution; se distingua en plusieurs occasions; eut un cheval tué, et plusieurs autres blessés sous lui. Devenu chef d'escadron au 11ᵉ régiment de hussards, et employé en cette qualité à l'armée d'Italie, il commanda ce corps, le 19 juin 1799, troisième jour de la bataille de la Trébia, et soutint la retraite de l'armée avec 600 hommes de troupes de toutes armes, jusqu'à l'entrée des montagnes, près de Modène. En 1800, il se distingua à la bataille de Marengo, le 14 juin, et donna des preuves de valeur au passage du Mincio, où il prit de sa main un major et plusieurs cavaliers autrichiens. Il continua de servir avec distinction, et remporta souvent des avantages sur l'ennemi, particulièrement dans les découvertes ou détachements qu'il eut souvent ordre de faire. En 1806, il était devenu colonel du 10ᵉ régiment de hussards, qu'il commanda à la bataille de Saalfeld, le 10 octobre. Dans cette affaire, le colonel Briche voyant le 9ᵉ de hussards ramené en désordre par la colonne des troupes prussiennes que conduisait le prince Louis (1), commande aussitôt la charge à son régiment; force l'ennemi à tourner bride; paralyse le feu de l'artillerie du prince; tue les canonniers sur leurs pièces; et, poussant cette charge avec vigueur pendant l'espace d'un quart de lieue, il s'empare de 2 canons d'infanterie, ainsi que d'un bon nombre d'hommes et de chevaux. Il combattit avec beau-

---

(1) Ce prince, qui était cousin-germain du roi de Prusse, fut tué d'un coup de sabre au travers du corps à la journée de Saalfeld, par un maréchal-des-logis du 10ᵉ régiment de hussards, nommé Cuindé, avec lequel il avait engagé un combat corps à corps.

créa chevalier de Saint-Louis, le 16 août 1814. On le trouve compris dans la liste des maréchaux disponibles, en 1820 et 1821. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CHASTENET (Jacques), *marquis de Puységur, maréchal-de-camp,* fut d'abord page de M. de Guise, en 1615. Il entra comme cadet aux gardes, en 1617; se trouva aux siéges de Riscourt, de Château-Porcien, de Rethel et de la Cassine, au mois de mars de la même année; au siége de Caen; à l'attaque du pont de Cé; à la prise de Pau et de Navarrcins, en 1620; aux siéges de Saint-Jean-d'Angély, de Clérac et de Montauban, en 1621; de Tonneins, de Sainte-Foi, de Bergerac, de Saint-Antonin et de Montpellier, en 1622. Il entra, cette dernière année, dans la compagnie des mousquetaires que le roi créa en allant de Montpellier à Avignon. Il obtint une enseigne aux gardes, en 1624; servit au siége et à la prise de la Rochelle, en 1627 et 1628, et se distingua particulièrement, en 1627, au combat de l'île de Ré. Il se trouva à l'attaque du Pas-de-Suze; aux siéges de Privas et d'Allais, en 1629; au secours de Casal; au siége de Pignerol; à la prise de Saluces; aux combats de Veillane et du pont de Carignan, en 1630, et à la bataille de Castelnaudary, en 1632. Il obtint la charge de major avec une compagnie dans le régiment de Piémont, au mois de novembre de cette année; servit aux siéges de Nancy, d'Épinal, de Remiremont et de Bitche, en 1633; se trouva au siége de la Mothe; au secours d'Heidelberg et de Philisbourg, en 1634; à la bataille d'Avein, à l'assaut de Tirlemont; au siége de Louvain; à la prise de Béclan, en 1635; à la défense du passage de la Somme et du moulin de Bray; à la prise de Roye et au siége de Corbie, en 1636; aux siéges de Landrecies et de Maubeuge; à la défense de Maubeuge; à la prise de Barlemont et au siége de la Capelle, en 1637, au siége de Saint-Omer; à la prise des convois que les ennemis conduisaient dans cette dernière place; au combat qui se donna sous ses murailles; au siége de Renty; à celui du

du maréchal duc de Trévise, et culbuta la droite des ennemis. Cette action lui valut d'être recommandé par le maréchal à Napoléon, qui nomma le colonel Briche général de brigade, le 17 décembre suivant. A la bataille de Fuente de Cantos, le 15 septembre 1810, il chargea l'ennemi à la tête de sa brigade de cavalerie; mit les Espagnols et les Portugais en désordre; fit un grand nombre de prisonniers, et prit 6 pièces d'artillerie légère. Il chassa la cavalerie espagnole de Mérida, le 6 janvier 1811; passa avec sa bribage jusqu'à Albuquerque; poursuivit l'arrière-garde ennemie, et la sabra à la Botoa. Le 20 du même mois, étant employé au siége d'Olivença, et placé en observation à Talavera-la-Roa, il fut attaqué par les Espagnols, qu'il poussa vigoureusement jusqu'auprès de Badajoz. Le duc de Trévise le signala de nouveau à Napoléon, pour la conduite distinguée qu'il avait tenue à la bataille de la Gébora, le 19 février. A la bataille d'Albuhera, le 16 mai suivant, la cavalerie légère, sous son commandement, soutint l'attaque que dirigeait le général Godinot à l'extrême droite de l'armée. Les Français ayant perdu cette bataille, la brigade du général Briche protégea la retraite de l'armée dans la direction de Solana. Il fut nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 20 du même mois. Lors de la levée du siége de Badajoz, il fit replier, le 11 juin, les avant-postes des ennemis, et ouvrit la marche sur Los-Santos. Il poussa ensuite une reconnaissance jusque sous les murs d'Olivença, dont les ennemis s'étaient emparés peu de temps auparavant; et, ayant trouvé cette place abandonnée et sans défense, il en donna avis au général de division Godinot, qui la fit réoccuper le 21 du même mois. Sa brigade fit partie d'une colonne qui, vers le mois d'octobre, et sous les ordres du général Gérard, fouilla la Haute-Estramadure, et força le général espagnol Castanos à se retirer sur la frontière du Portugal. Pendant la campagne d'Allemagne, en 1813, le général Briche commanda l'avant-garde du 4ᵉ corps, qui décida le gain de la bataille de Lutzen, en tombant à propos sur l'aile gauche victorieuse des ennemis. Ayant perdu presque toute sa brigade à l'af-

il marcha aux siéges de Dixmude, qui fut pris le 27 juillet, et de Deinse, qui se rendit le 29. Il eut part au bombardement de Bruxelles, les 13, 14 et 15 août. Créé brigadier, le 3 janvier 1696, il servit comme maréchal-général-des-logis de l'armée de Flandre, qui se tint sur la défensive. En 1697, il couvrit le siége d'Ath, qui se rendit le 5 juin. La paix de Riswick, signée le 20 septembre, mit un terme aux hostilités. Il fut nommé gentilhomme de la manche de M. le duc de Bourgogne, le 4 juin 1698, et maréchal-général-des-logis du camp de Coudun près Compiègne, le 13 août suivant. Il fut chargé, en 1700, de plusieurs négociations auprès de l'électeur de Bavière, avec lequel il ménagea l'entrée des troupes françaises dans les places des Pays-Bas, où les Hollandais tenaient garnison. Le projet relatif à cette occupation fut si bien concerté, et conduit avec des mesures si secrètes et si justes, que, dans la nuit du 5 au 6 février 1701, le roi se vit maître de Nieuport, Ostende, Gand, Ath, Anvers, Bruxelles, Charleroi, Mons, Namur et Luxembourg. Pendant sa mission à la cour de Munich, le marquis de Puységur avait aussi négocié une ligue offensive et défensive avec les électeurs de Bavière et de Cologne. Il fut nommé, le 6 juin 1701, maréchal-général-des-logis de l'armée de Flandre, sous le maréchal de Boufflers, qui ne fit aucune expédition. Créé maréchal-de-camp, le 29 janvier 1702, il servit, par lettres du 21 avril, comme maréchal-général-des-logis de l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne et sous le maréchal de Boufflers. Il se trouva, le 11 juin, à la défaite des Hollandais, qui perdirent 1200 hommes sous les murs de Nimègue. Employé à la même armée, et en la même qualité, sous les maréchaux de Villeroi et de Boufflers, en 1703, il contribua aux succès de la bataille d'Eckeren, gagnée sur les Hollandais, le 30 juin. Sur la fin de la même année, il passa en Espagne avec la qualité de directeur-général de l'infanterie et de la cavalerie, ayant en même temps la mission de discipliner les troupes espagnoles. Il servit ainsi, pendant trois ans, sous les maréchaux de Tessé et de Boufflers. Il se trouva au siége de Salvaterra, qui se rendit à

DE BRIDIEU (Louis), *baron de Bonnay, lieutenant-général,* avait servi long-temps dans l'infanterie, lorsqu'il fut fait lieutenant-colonel du régiment d'infanterie du duc de Guise, par commission du 6 juin 1644. Il se trouva, la même année, au siége de Gravelines; à ceux de Bourbourg et de Menin, en 1645. On le fit lieutenant de roi à Guise, par provisions du 5 juin 1646. Il se démit encore de la lieutenance-colonelle du régiment de Guise, et commanda dans cette place jusqu'à la paix. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 22 mars 1649, il défendit, en 1650, la ville et le château de Guise contre les Espagnols; soutint vingt-quatre jours de tranchée ouverte; et, quoique le château eût déjà reçu trois brèches considérables, il ne voulut entendre à aucune capitulation, ce qui donna au maréchal du Plessis le temps de le secourir. Les Espagnols furent contraints de lever le siége. En considération de ce que cette belle défense avait en quelque sorte sauvé l'état, puisque les ennemis, une fois maîtres de Guise, auraient pu facilement venir jusqu'à Paris, le roi donna au sieur de Bridieu la jouissance en usufruit des domaines de la ville de Guise, et le nomma, par brevet du 15 janvier 1652, chevalier de ses Ordres, pour être reçu lorsqu'il y aurait une promotion. Le sieur de Bridieu conduisit un convoi considérable au camp devant Valenciennes, en 1656. Il se démit de son régiment de cavalerie, en 1657, et en leva un autre, par commission du 10 décembre 1673. Il obtint le gouvernement de Guise, à la mort du duc de ce nom, par provisions du 3 mai 1675. Il le conserva jusqu'à sa mort, après laquelle on licencia son régiment de cavalerie. Il mourut dans son gouvernement de Guise, le 6 mars 1677, avant d'avoir été reçu chevalier des Ordres. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 155; *mémoires du temps, Moréri, Gazette de France.*)

DE BRIENNE (Raoul Ier), *comte d'Eu, connétable de France,* fut pourvu de cette charge, vers le mois de juillet 1327, sur la démission de Gaucher de Châtillon (1). Le roi, Phi-

(1) Il accorda des priviléges aux habitans de Florence, par lettres don-

dont les retranchements furent forcés le 20 septembre; à la prise de la ville de Fribourg, le 1er novembre, et à celle du fort et des châteaux, qui battirent la chamade le 16. On le nomma conseiller au conseil de la guerre, le 3 novembre 1715. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Berwick, en 1733, il servit au siége de Kehl, où il ouvrit la tranchée, dans la nuit du 19 au 20 octobre. Le commandant de Kehl battit la chamade, dès le 28, à neuf heures du soir, et capitula. Le marquis de Puységur commanda en chef l'armée de Flandre, par lettres du 30 mars 1734. Il fut créé maréchal de France, le 14 juin de la même année, et nommé en cette qualité, le 1er mai 1735, pour commander en chef dans la Flandre, le Hainault, et sur les frontières depuis la mer jusqu'à la Meuse. Il eut aussi le commandement dans les provinces de Picardie, d'Artois et du Soissonnais, par pouvoir du 6 juin. Il conserva ce dernier commandement jusqu'à la paix. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1739, et reçu, en cette qualité, le 17 mai suivant. Il obtint le gouvernement de Bergues, le 16 mars 1743, et se démit alors de celui de Condé. Il mourut à Paris, le 15 août de la même année, dans la 89e année de son âge. Le marquis de Puységur, dit M. de Saint Simon dans ses mémoires (1), fut l'ami du maréchal de Luxembourg; et, en qualité de maréchal-général-des-logis de son armée, il fut l'instrument de tout ce que ce maréchal fit de beau dans ses dernières campagnes. M. de Luxembourg se reposait de tout sur lui avec une confiance entière, à laquelle Puységur répondit avec une capacité supérieure, une simplicité et une modestie qui ne se démentirent jamais, mais qui ne l'empêchaient point de dire la vérité tout haut, et de soutenir son opinion avec fermeté. A la valeur et aux talents dans toutes les parties de l'art militaire, Puységur unit toujours la probité la

(1) Les éloges du duc de Saint-Simon sont d'autant moins suspects, qu'on ne peut lui reprocher de n'avoir vu dans les hommes dont il a parlé que leurs belles qualités.

à l'exclusion du comte de Montfort, le connétable de Brienne suivit Charles de Blois en Bretagne, au siége et à la prise de Chatoceaux et au siége de Nantes, où le comte de Montfort fut fait prisonnier. En 1342, il se trouva à la prise de Rennes. Il fut tué d'un coup de lance, dans le tournoi qui eut lieu à Paris, à l'occasion des noces de Philippe de France, duc d'Orléans, le 18 janvier 1344. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 81; *Froissart*, 1er *volume, édition de Lyon,* 1559, *p.* 29 *et suiv.; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI; Le Gendre.*)

DE BRIENNE (Raoul II), *comte d'Eu et de Guines, connétable de France*, fils du précédent, fit preuve de beaucoup de valeur au siége de Tournay, en 1340; à ceux de Chatoceaux et de Nantes, en 1341, et à la prise de Rennes, en 1342. On le fit connétable aussitôt après la mort de son père, le 18 janvier 1344. En 1345, les Anglais, commandés par le comte d'Erby, ravageaient la Gascogne. Le comte de Guines y marcha, sous les ordres du duc de Normandie, pour s'opposer à leurs conquêtes. On reprit Miremont, Villefranche et Angoulême. En 1346, on assiégea Aiguillon; mais les Anglais, rendant inutiles les efforts du duc de Normandie, ce prince députa au roi le connétable de Brienne, afin de savoir s'il continuerait ou abandonnerait ce siége. Dans cet intervalle, le roi d'Angleterre ayant fait une descente en Normandie, le connétable se rendit à Caen; et, comme cette ville n'était fermée que par la rivière, il fut d'avis que l'on abandonnât les faubourgs, et qu'on se retranchât dans la ville. La bourgeoisie, impatiente de combattre, pressa le connétable de la mener à l'ennemi; cédant à ses instances, le connétable la rangea en bataille; mais à peine eut-elle aperçu les bataillons anglais, qu'elle prit la fuite. Le connétable fut fait prisonnier avec le comte de Tancarville; et tous deux furent conduits en Angleterre. Le roi d'Angleterre les acheta du chevalier anglais qui les avait pris, et les paya 20,000 nobles. Cette excessive rançon, payée par un ennemi; le traitement que le connétable reçut à la cour de Londres, où il vivait plutôt en

et de ses châteaux, et à la bataille de Raucoux, en 1746; à la bataille de Lawfeld, en 1747, et au siége de Maestricht, en 1748. Il fut déclaré, le 1er juin 1745, brigadier, titre dont on lui avait expédié le brevet dès le 1er mai précédent. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 10 mai 1748, et déclaré tel au mois de décembre seulement, il se démit du régiment de Vexin. Employé comme maréchal-de-camp sur les côtes de Normandie, par lettres du 31 décembre 1755, il commanda, du 16 juillet au 15 septembre 1756, le camp de Granville. Désigné pour servir à l'armée d'Allemagne commandée par le prince de Soubise, par lettres du 1er mai 1758, il quitta la Normandie, joignit l'armée au commencement de juin, et se trouva, le 23 juillet, à l'affaire de Sundershausen, où il reçut un coup de feu à la tête. Il eut, le 1er mai 1759, des lettres de service pour l'armée d'Allemagne, et obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 17 décembre suivant. Il fut employé de nouveau en Normandie, par lettres du 1er mai 1761. (*Chronologie milit., tom. V, pag.* 659; *Gaz. de France.*)

DE CHASTENET (Louis-Pierre), *comte de Puységur, lieutenant-général,* d'une autre branche de la même famille que les précédents, naquit le 30 décembre 1726. Il entra au service, en qualité d'enseigne au régiment d'infanterie de Vexin, le 14 décembre 1739; fut nommé lieutenant, le 21 février 1741, et fit la campagne de Flandre, en 1742. Il leva une compagnie dans le régiment des cuirassiers du roi, par commission du 1er janvier 1743. Il commanda cette compagnie aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes, et au camp de Courtray, en 1744; à la bataille de Fontenoy; aux siéges de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde, et d'Ath, en 1745; au siége de Bruxelles et à la bataille de Raucoux, en 1746; à celle de Lawfeld, en 1747, et au siége de Maestricht, en 1748. Il obtint le régiment de Vexin, par commission du 1er février 1749; mais ce régiment ayant été incorporé dans celui de Vermandois, par ordonnance du 10 février suivant, le comte de [illegible] t attaché au régiment des grenadiers de Fra[illegible] lu 20 du même

mois, et obtint le régiment d'infanterie de Forez, le 22 avril 1756. Devenu colonel-lieutenant du régiment Royal Comtois, par commission du 4 mars 1757, il se démit de celui de Forez et commanda le régiment Royal-Comtois aux camps de Closterseven et de Zell, la même année; à la retraite de l'électorat d'Hanovre, et à la bataille de Crewelt, en 1758. Il rentra en France avec son régiment, au mois de septembre de la même année, et servit en Flandre, en 1759 et 1760. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1761, il continua de servir en Flandre. Nommé colonel du régiment de Normandie, par commission du 1er février 1762, il se démit du régiment Royal-Comtois, et commanda le régiment de Normandie sur les côtes pendant la campagne. On le déclara, au mois de mars 1763, maréchal-de-camp, avec rang du 25 juillet 1762. Il se démit alors du régiment de Normandie. Il fut créé grand'croix de l'ordre royal de Saint-Louis, le 25 août 1780, et promu au grade de lieutenant-général, le 5 décembre 1781. Il fut appelé par le roi Louis XVI au ministère de la guerre, le 30 novembre 1788, et en remit le portefeuille au duc de Broglie, le 12 juillet 1789. Il fut l'un des secrétaires-d'état envoyés par le roi à l'assemblée nationale, dans le courant de ce mois. Son attachement à la personne de Louis XVI le porta à rester constamment près du monarque dans tous les moments de dangers, et il commanda même une des compagnies de gentilshommes qui se réunirent, le 10 août 1792, pour défendre ce souverain. Le comte de Puységur ne quitta la France qu'après la mort de Louis XVI. Il mourut en émigration quelques années après. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 588; *états militaires, annales du temps.*)

DE CHASTENET (Barthélemy-Athanase-Hercule), *vicomte de Puységur, maréchal-de-camp,* frère du précédent, naquit le 23 novembre 1729. Il fut fait lieutenant en second au régiment d'Angoumois, en juillet 1740, et devint lieutenant, en 1742. Il passa enseigne au régiment de Vexin, le 12 mars 1744, y fut nommé capitaine, le 11 avril de la

même année, et aide-major, le 15 juin 1747. Il avait été blessé au siége de Mons, en 1746. Il obtint une aide-majorité dans le régiment de Vermandois, lorsque celui de Vexin y fut incorporé, en 1749. Il fut fait capitaine réformé à la suite du régiment Royal-Comtois, en 1756, et créé chevalier de Saint-Louis, la même année. Il fit partie de l'expédition de Minorque, et y fut blessé. Nommé aide-major-général de l'armée d'Allemagne, il en remplit les fonctions depuis le mois de mars 1757 jusqu'au 22 janvier 1761. On le nomma colonel d'un régiment de grenadiers royaux, par commission du même jour 22 janvier 1761, et il passa colonel d'un régiment (depuis Vivarais), par autre commission du 20 février suivant. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 22 janvier 1769, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE CHASTENET (Armand-Marc-Jacques), *marquis de Puységur, maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit à Paris, le 1er mars 1751. Il entra, en 1768, dans le corps royal de l'artillerie. L'intérêt que prenaient à sa famille le maréchal et le comte de Broglie, lui procurèrent l'avantage de sortir de bonne heure de la ligne d'avancement ordinaire, et de parcourir très-rapidement les rangs, qui, à cette époque, occupaient ordinairement la moitié de la vie, dans la carrière militaire. Il obtint, à l'âge de 27 ans, le rang de colonel, mais sous la condition, qu'avant d'en remplir les fonctions, il passerait un certain nombre d'années à compléter son instruction dans tous les grades intermédiaires. En 1782, il fit la campagne d'Espagne, et remplit les fonctions de major de tranchée au siége de Gibraltar. Il fut nommé, en 1786, commandant du régiment d'artillerie de Strasbourg. Il obtint, en 1789, le commandement de l'école d'artillerie de la Fère, et fut élevé, la même année, au grade de maréchal-de-camp. Il donna sa démission du service militaire, en 1792, et se retira dans ses foyers. Ayant été accusé de correspondance avec ses frères, qui étaient émigrés, il fut arrêté, et resta en détention pendant deux ans à Soissons, avec sa femme et ses enfants.

Rendu à la liberté après le 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), il fut nommé maire de la ville de Soissons, et remplit cette charge jusqu'en 1805, époque à laquelle il s'en démit. Depuis lors, il se livra avec beaucoup d'ardeur à la pratique de la science qui a pour objet le magnétisme animal, et fit paraître sur ce sujet plusieurs ouvrages, depuis 1805 jusqu'en 1814. Il est également auteur de plusieurs productions dramatiques, et entre autres du *Juge bienfaisant*, comédie jouée avec succès sur le théâtre de l'Odéon, en 1799. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE CHASTENET (Jacques-Maxime-Paul), *comte de Puységur, maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, naquit le 15 septembre 1755. Il servait avant la révolution. Ayant émigré, en 1791, il fut employé au service de Portugal, avec le grade de colonel dans l'état-major de l'armée. Il rentra ensuite en France, et y demeura caché chez son frère aîné. En 1814, il était domicilié à Bordeaux, et il fut un des habitants de cette ville qui y contribuèrent le plus à l'entrée de M. le duc d'Angoulême. Il fut créé maréchal-de-camp, dans les premiers mois de cette même année, et obtint le grade de lieutenant-général, le 22 juin. En mars 1815, étant alors inspecteur des gardes nationales du département de la Gironde, il montra le plus grand dévouement à la cause des Bourbons lors de l'invasion de Buonaparte. Il avait été nommé capitaine des gardes de S. A. R. MONSIEUR, en 1814. Il fut fait gouverneur de la 9e division militaire, en 1816, et mourut dans l'exercice de cette charge, en mars 1820. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DU CHATEAU DE LA BARRE (Antoine), servait, dès 1665, dans la 1re compagnie des mousquetaires. Il était parvenu, en passant par les grades de sous-brigadier et de brigadier, à celui de premier maréchal-des-logis de la même compagnie, lorsqu'il fut pourvu de la lieutenance de la compagnie colonelle du régiment des gardes-françaises, le 20 avril 1683. A cette époque, il s'était trouvé à toutes les actions de guerre des campagnes précédentes avec la

première compagnie des mousquetaires, et était entré l'un des premiers dans Valenciennes, lorsque cette compagnie s'en empara par assaut. Il devint capitaine-lieutenant de la compagnie colonelle du régiment des gardes-françaises, le 6 janvier 1686. Il commanda cette compagnie à l'attaque de Valcourt, en 1689; à la bataille de Fleurus, en 1690; au siége de Mons et au combat de Leuze, en 1691; au siége de Namur et au combat de Steinkerque, en 1692; à la bataille de Nerwinde et au siége de Charleroi, en 1693. et enfin au bombardement de Bruxelles, en 1695. Il fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 janvier 1702. Nommé brigadier d'infanterie, le 29 du même mois, il se trouva au combat de Nimègue, la même année, et à celui d'Eckeren, en 1703. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 26 octobre 1704; servit en cette qualité à l'armée de Flandre, en 1705, et combattit à Ramillies, en 1706. Il commandait encore la compagnie colonelle du régiment des gardes-françaises, lorsqu'il mourut, au mois de février 1707, à l'âge de 76 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 564; *Gazette de France.*)

DE CHATEAUNEUF (Claude-Annet), *chevalier*, puis *comte d'Apchier, lieutenant-général,* naquit le 14 juin 1693. Il entra au service, comme sous-lieutenant, au régiment Dauphin artillerie, en 1707; servit à l'armée du Dauphiné, et contribua à la défense de Toulon. Il passa cornette au régiment du mestre-de-camp-général des dragons, au mois de septembre de la même année; mais il rentra dans le régiment Dauphin, y obtint une lieutenance au mois de juin 1708, et combattit à Oudenarde. Il servit à l'armée du Rhin, depuis 1709 jusqu'en 1712. Devenu capitaine au régiment de Belle-Ile, par commission du 14 mars 1713, il servit aux siéges de Landau et de Fribourg. Ce régiment ayant été licencié le 10 novembre de la même année, le chevalier d'Apchier fut mis capitaine réformé à la suite du régiment mestre-de-camp-général des dragons, par ordre du 6 mars 1714. Il passa capitaine en second dans le régiment d'Orléans-

puis Soissonnais). Il servit avec distinction au siége de Mahon, en 1756; et obtint, le 15 février 1757, une pension de 2000 livres sur le trésor royal. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 25 juillet 1762; maréchal-de-camp, le 16 avril 1767; et lieutenant-général, le 1er janvier 1784. (*États militaires.*)

DE BRISAY (Jacques-René), *vicomte de Denonville, maréchal-de-camp*, servit d'abord quelques années en qualité d'officier subalterne dans le régiment Royal-Infanterie, et y obtint une compagnie, le 17 mars 1663. Il commanda sa compagnie au siége de Gigery, et au combat qui se donna sous cette place, en 1664. De retour en France, il obtint la majorité de son régiment, par brevet du 8 février 1666, et se trouva aux siéges de Tournay, de Douai et de Lille, en 1668. On le tira du régiment Royal-Infanterie pour le faire major du régiment Colonel-Général des dragons, le 22 mai 1669. Il fit la campagne de 1672, et se trouva à toutes les expéditions. Il servit avec son régiment au siége de Maestricht, en 1673, et fut créé lieutenant-colonel du régiment de la Reine-Dragons, à la création de ce corps, par commission du 14 septembre de cette année. Il commanda son régiment à la bataille de Seneff, en 1674. Devenu mestre-de-camp du même régiment à la mort du chevalier d'Hocquincourt, par commission du 31 juillet 1675, il le commanda à la bataille d'Altenheim; au secours d'Haguenau et de Saverne, la même année; au combat de Kokesberg, sous le maréchal de Luxembourg, en 1676; à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créqui, qui fit le siége de Fribourg, en 1677; à l'attaque du pont de Seckingen; au siége de Kehl et du château de Lichtemberg, en 1678; au combat de Minden, en 1679, et au camp de la Sarre, en 1681. On le créa inspecteur-général des dragons au département de Flandre, Picardie, Artois et Hainaut, par commission du 3 août 1681; et il obtint le grade de brigadier, par brevet du 30 mars 1683. Nommé gouverneur et lieutenant-général du Canada et de la Nouvelle-France, au mois de janvier 1685, il

Rhin, par lettres du 1er mai, il se trouva au siége de Namur et à la bataille de Raucoux. Il partit, avec le maréchal de Saxe, pour les Pays-Bas, le 1er mars 1747; fut employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai suivant; combattit à Lawfeld, au mois de juillet, et servit, sur la frontière du Piémont, depuis le 1er avril 1748, jusqu'au 28 février 1749. Il mourut le 12 février 1753. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 301; *Gazette de France, annales du temps.*)

DE CHATEIGNER-D'ANDONVILLE (Louis-François), *maréchal-de-camp*, fut fait sergent de bataille, pour l'armée de Flandre, le 29 mai 1651. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 21 novembre suivant; servit en Flandre, pendant toutes les campagnes de cette époque, et fut pourvu, par commission du 31 décembre 1657, du régiment d'infanterie de son nom, qui vaquait par la mort du marquis de Bougy. Il continua son service en Flandre jusqu'à la paix, après laquelle on licencia son régiment, le 12 décembre 1659. Il mourut vers 1666. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 326; *annales du temps.*)

DU CHATELIER-BARLOT (Léon), *maréchal-de-camp*, naquit le 14 mars 1582. Il servit, dès 1594, comme volontaire, dans la compagnie d'hommes d'armes de Pernes; se trouva au siége de Laon, et au combat de Fontaine-Française, en 1595. Au commencement de 1597, il monta à cheval, avec la noblesse du Poitou, pour conserver cette province au roi, et la préserver des incursions des troupes du duc de Mercœur. Il se rendit ensuite au siége d'Amiens. Il suivit le roi, en 1609, au voyage de Donchery, et obtint, en 1610, une compagnie dans le régiment qui devait être levé pour M. le dauphin. La mort du roi fit cesser toutes les levées. Du Chatelier-Barlot accompagna, en 1612, le duc de Mayenne, qui allait chercher l'infante d'Espagne. Il leva, par commission du 30 octobre 1615, un régiment d'infanterie de son nom, avec lequel il servit en Guienne, en 1616, et qui fut licencié le 1er mai 1617, après la mort du maréchal d'Ancre. Ce régiment fut rétabli le 26 février 1619, à

DE BRISAY (Louis-René, *marquis*), entra au service, en juin 1785. Il fut créé *maréchal-de-camp*, le 20 août 1814, et commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 31 décembre 1815. (*Etats militaires.*)

DE BRISSAC, *voyez* COSSÉ *et* DE GRILLET.

BRISSART DE COUCY (N....), *maréchal-de-camp* du 1er janvier 1800. (*Etats militaires.*)

DE BROC (Michel-Armand, *marquis*), *maréchal-de-camp*, fut fait lieutenant-réformé au régiment du Roi, le 22 janvier 1722, et servit, la même année, au camp de Montreuil. Devenu lieutenant, le 20 novembre 1724, il servit aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, en 1733; à ceux de Tortonne, de Novarre et de Sarravalle, aux mois de janvier et de février 1734. Capitaine au même régiment, par commission du 1er mars, il commanda sa compagnie à l'attaque de Colorno; aux batailles de Parme et de Guastalla; au siége de la Mirandole, la même année; aux siéges de Révéré, de Reggio et de Gonzague, en 1735; au camp de Compiègne, en 1739; à la prise de Prague, en 1741; au combat de Sahay; au ravitaillement de Frawemberg; à la fameuse retraite de Prague, en 1742, et à la bataille de Dettingen, en 1743. Il passa lieutenant de la compagnie colonelle du régiment du Roi, en conservant son rang de capitaine, le 16 mars 1744; et commanda cette compagne aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; à l'affaire d'Haguenau, et au siége de Fribourg, la même année; à la bataille de Fontenoy; aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; au siége de Bruxelles et à la bataille de Raucoux, en 1746, et à la bataille de Lawfeld, en 1747. Nommé colonel du régiment d'infanterie d'Aunis, par commission du 7 août de cette année, il le joignit, en Provence, au mois de septembre; l'y commanda pendant le reste de la campagne, et continua de servir à l'armée d'Italie jusqu'à la paix. Il fut fait colonel aux grenadiers de France, en 1749, et colonel-lieutenant du ré-

les maréchaux de Châtillon et de Brézé, il combattit, avec la plus grande distinction, à Aveïn ; servit au siége de Louvain, et rentra en France avec le maréchal de Châtillon, au commencement de l'année 1636. Il leva, le 1er août de la même année, un régiment d'infanterie, sous le nom de Poitou, et le commanda en Poitou jusqu'en 1645, époque à laquelle il s'en démit en faveur de son fils. Il ne servit plus, et mourut en 1646. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 87.)

DE CHATELIER-BARLOT (René), *maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut nommé capitaine au régiment d'infanterie de Poitou, lors de la création de ce corps, le 1er août 1636. Il servit en Poitou jusqu'en 1645, époque à laquelle il fut pourvu de ce régiment, sur la démission de son père. Il avait été employé comme aide-de-camp des armées du roi, depuis le 10 mars 1643. Il se démit de son régiment, au mois d'avril 1648, et obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 7 novembre 1651, où il est seulement qualifié ci-devant mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie. Il résida en Poitou jusqu'à sa mort. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 323.)

DE CHATILLON (Gaucher), *connétable de France*, avait passé par tous les grades de la milice, lorsqu'il fut créé connétable de Champagne, en 1286. Il commanda, depuis cette époque et jusqu'à sa mort, les troupes de cette province, partout où elles se trouvèrent. Il rendit au roi un service signalé, en mettant en fuite l'armée de Henri, comte de Bar, gendre du roi d'Angleterre, qui était entrée en Champagne, en 1291. Il combattit en héros à la funeste bataille de Courtray, le 11 juillet 1302. La valeur et l'expérience qu'il déploya dans cette occasion fixèrent le choix du roi Philippe-le-Bel, qui nomma Chatillon connétable de France, aussitôt que ce prince eut connu la mort de Raoul de Nesle, tué à cette bataille. Le roi lui fit don de la terre de Château-Porcien, qui fut érigée en comté, par lettres du 24 octobre 1303. Le courage et la valeur de Chatillon éclatèrent de nouveau au combat de Mons-en-

sino et de Villeneuve. Il défendit, pendant 3 mois entiers, contre l'armée française, la ville de Coni, en 1641. Créé comte de Revel, par lettres du duc de Savoie, du 11 novembre 1643, il passa au service de France, en 1644, et fut nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie italienne du cardinal Mazarin, par commission du 21 octobre. Il servit, en 1645, à l'armée de Catalogne, qui couvrit le siége de Roses; fut un des commandants de la cavalerie au passage de la rivière de Noguère-Paillarèse; et se signala dans cette occasion en passant un des premiers cette rivière à la nage, et en chargeant avec vigueur les ennemis, qu'il repoussa. Il fut un des officiers qui, sous le comte d'Harcourt, contribuèrent le plus au gain de la bataille de Liorens, et à la prise de Balaguier. Nommé sergent de bataille, le 8 avril 1646, et maréchal-de-camp, le 26 août suivant, il servit au siége de Lérida; combattit avec valeur à l'attaque des lignes, le 21 novembre, et facilita la retraite de l'armée. Capitaine au régiment du cardinal Mazarin, par commission du 21 février 1647, il se trouva au second siége de Lérida, où il fut blessé, et à la prise d'Ager. Ayant été envoyé en détachement par le prince de Condé, il poursuivit les Espagnols, et les obligea de renoncer au projet qu'ils avaient formé de faire le siége de Constantin. Créé mestre-de-camp du régiment de Champagne, vacant depuis la mort du comte d'Origny, par commission du 12 février 1648, il servit au siége et à la prise de Tortose. On le fit gouverneur de Constantin et de Salo, par provisions du 31 décembre de la même année. En 1649, il monta le premier à l'escalade de Charenton; contribua ensuite à la défaite des troupes lorraines, près de Valenciennes; servit au siége de Cambrai; à la prise de Condé, et contribua à la défaite de 800 chevaux de la garnison de Douay. Il se démit du régiment de Champagne, au mois de juin; obtint le gouvernement de la Bassée, par provisions du 27 février 1650; leva une compagnie de 90 chevau-légers pour la garnison de cette ville, par commission du 5 mars, et se démit, le 11, du régiment du cardinal Mazarin, en faveur du comte

DE CHATILLON (Alexis-Magdeleine-Rosalie, *duc*), *pair de France, lieutenant-général*, d'une autre branche de la famille des précédents, naquit le 24 septembre 1690, et fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Chatillon. Il fit la campagne de 1703 dans les mousquetaires, et se trouva au combat d'Eckeren. Il prit le nom de comte de Châtillon, et obtint un régiment de dragons de son nom, à la mort de son frère aîné, par commission du 13 octobre de la même année. Il commanda ce régiment à l'armée de Savoie, sous le duc de la Feuillade, et servit à la réduction des Vaudois, des vallées de Saint-Martin et de Saint-Germain, et à l'attaque des retranchements de la vallée d'Aoste. Il se trouva à la soumission de la ville de ce nom, en 1704; au siége de Chivas, en 1705; au siége de Turin et au combat qui se donna sous cette place, en 1706. Il servit en Languedoc, en 1707 et 1708, et à l'armée du Dauphiné, en 1709. Employé en Languedoc, en 1710, il y contribua à chasser les Anglais de cette province. Il passa à l'armée de Flandre, en 1711; servit à l'attaque des retranchements de Denain; au siége de Douai, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712. Il fut créé brigadier, par brevet du 6 octobre de cette année. Le grand bailliage et la préfecture royale d'Haguenau furent érigés en fief masculin pour lui et ses enfants mâles en survivance du duc de Mazarin, par provisions données au mois d'avril 1713. Il servit, cette année, aux siéges et à la prise de Landau et de Fribourg. On lui donna, par commission du 23 décembre, le régiment de dragons (depuis Chabrillant), et il se démit alors de celui qu'il avait. On le créa successivement inspecteur-général de la cavalerie et des dragons, par commission du 12 février 1714, et commissaire-général de la cavalerie, par provisions du 26, en se démettant de son régiment de dragons. Il fut fait mestre-de-camp-général de la cavalerie, le 5 février 1716. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er février 1719, il se démit de l'inspection-générale de la cavalerie, au mois de mars 1720, et fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1731. Employé à l'armée d'Italie, par

lettres du 6 octobre 1733, il servit aux siéges et à la prise de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, en novembre et décembre de la même année. Il se trouva au siége et à la prise des ville et château de Tortone, au mois de janvier 1734, et combattit à Parme, au mois de juin suivant. Créé lieutenant-général, le 1er août, il commanda la cavalerie à la bataille de Guastalla; y chargea deux fois celle des ennemis; la repoussa; et, en la poursuivant après la seconde charge, reçut dans la jambe un coup de fusil, dont il eut beaucoup de peine à guérir. Il continua d'être employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er mai 1735; y concourut à la prise du château de Gonzague, et à celle de Reggiolo et de Révéré : la paix se fit au mois d'octobre. Le comte de Chatillon fut nommé gouverneur de M. le dauphin, premier gentilhomme de sa chambre et grand-maître de sa garde-robe, par provisions du 12 novembre 1735 : il en prêta serment le même jour. Créé duc et pair de France, par lettres du mois d'avril 1736, il prit le nom de duc de Châtillon, et fut reçu au parlement en cette qualité, le 11 mai suivant. On lui donna la lieutenance-générale au gouvernement de Bretagne, à la mort du comte de Châteauregnault, par provisions du 4 mai 1739. Il accompagna M. le dauphin à Metz, en 1744, et se retira du service, peu après ce voyage. Il mourut à Paris, le 15 février 1774, à l'âge de 63 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag. 174; mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CHATILLON, *voyez* COLIGNY, *et* DU PLESSIS.

DE LA CHATRE-NANÇAY (Edme), *marquis de la Châtre, colonel-général des Suisses et Grisons*, était maître de la garde-robe du roi, lorsque la reine lui procura l'agrément de la charge de colonel-général des Suisses et Grisons, vacante par la mort du marquis de Coislin. Les provisions de cette charge lui furent expédiées à Paris, le 18 janvier 1643. S'étant lié, la même année, avec le duc de Beaufort, chef de la cabale dite *des importants*, il fut enveloppé dans la disgrâce qu'encourut ce duc, et contraint de donner sa démission de la charge de colonel-général des

Suisses. On lui donna, le 12 octobre de la même année, un brevet de retenue de 66000 livres qu'il avait payées pour cette charge, au-delà des 400,000 livres dont il devait être remboursé par le maréchal de Bassompierre. Il se retira alors de la cour. En 1645, il alla servir comme volontaire dans l'armée d'Allemagne, commandée par le duc d'Enghien; se distingua à la bataille de Nortlingue, le 3 août; y reçut un coup de pistolet à la tête, et fut fait prisonnier de guerre. Il paya sa rançon et se rendit à Philisbourg, où il mourut des suites de sa blessure, le 3 septembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 569; *Histoire militaire des Suisses; Gazette de France.*)

DE LA CHATRE (Louis-Charles-Edme, *marquis*), *lieutenant-général*, petit-fils du précédent, fut d'abord nommé enseigne de la compagnie colonelle du régiment du Roi, le 7 mai 1680. Devenu capitaine au même régiment, le 25 juillet 1682, il servit en cette qualité au siége de Courtray; à la prise de Dixmude; au bombardement d'Oudenarde, en 1683, et au siége de Luxembourg, en 1684. Il obtint pendant ce siége un régiment d'infanterie (depuis Montrevel), vacant par la mort du marquis d'Humières, par commission du 17 mai, et continua de servir au siége de Luxembourg, à la tête de ce régiment (1). Il servit sous M. le dauphin, aux siéges et à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Franckendhal, en 1688; à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, en 1609; commanda, le 26 août, une des attaques de Kockein; servit à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Luxembourg, en 1690; et combattit à Fleurus. Il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Lorges, en 1691 et 1692. Créé brigadier d'infanterie, le 30 mars 1693, il servit d'abord à l'armée de la Moselle sous M. le dauphin, puis à l'armée d'Allemagne. Il continua de servir à cette dernière armée sous

(1) Le marquis de la Châtre remporta le prix à la course de bagues, dans un carousel que le roi donna à Versailles, le 29 mai 1686.

les maréchaux de Lorges et de Joyeuse, en 1694 et 1695; fut employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1697; au camp de Coudun, près Compiègne, par lettres du 13 août 1698; et à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Boufflers, par autres lettres du 6 juin 1701. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 29 janvier 1702, il se démit alors de son régiment. Employé à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, par lettres du 21 avril, il concourut à la défaite des Hollandais, sous Nimègue. Il servit à la même armée, sous les maréchaux de Villeroy et de Boufflers, en 1703; combattit à Eckereu, où les Hollandais furent battus, et continua de servir à cette armée, sous le maréchal de Villeroy, en 1704. Créé lieutenant-général, le 26 octobre de cette dernière année, il servit en cette qualité sous le maréchal de Villars, en 1705; à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy, en 1706; et combattit à Ramillies. Il fut employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, en 1707; sous le maréchal de Berwick, en 1708; sous le maréchal d'Harcourt, en 1709 et 1710, et sous les maréchaux d'Harcourt et de Besons, en 1711 et 1712. On lui donna, par provisions du 12 avril de cette dernière année, le gouvernement du fort Pequay; et il conserva cette charge jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Paris, le 10 septembre 1730. Il était alors âgé de 69 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 553; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE LA **CHATRE-NANÇAY** (Charles-Louis), *marquis* de la Châtre, petit-fils du précédent, fut d'abord fait gouverneur du fort Pequay, à la mort de son père (1), par provisions du 15 août 1734. Il entra cornette au régiment de dragons de Nicolai, le 15 août 1739; suivit ce régiment à l'armée du Bas-Rhin, en 1741; passa l'hiver en Westphalie, sous

(1) Louis-Charles, marquis de la Châtre, père de Charles-Louis de la Châtre-Nançay, était brigadier d'infanterie et colonel du régiment de Béarn, lorqu'il fut tué à la bataille de Parme, le 29 juin 1734.

les ordres du maréchal de Maillebois; marcha avec l'armée, sur la frontière de la Bohême, en 1742, et se trouva à plusieurs escarmouches, ainsi qu'à la défense de plusieurs postes importants. Il obtint, le 27 mai 1743, une compagnie dans le même régiment, avec lequel il rentra en France, au mois de juillet suivant. Devenu colonel du régiment de Cambrésis, le 23 août de la même année, il le commanda pendant le reste de la campagne, en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny, et contribua à la défaite de 3000 ennemis, à Rhiuvillers. Il se trouva, en 1744, à l'attaque de Weissembourg, à l'affaire d'Haguenau, au siége de Fribourg, et passa l'hiver sur le Bas-Rhin, où il fit la campagne de 1745. Employé sous les ordres du prince de Conti, en 1746, il fit partie du détachement commandé par le comte d'Estrées, et qui marcha du camp sous Maubeuge jusqu'à Herrenthals, en Brabant, d'où il revint investir la ville de Mons, le 7 juin. Le marquis de la Châtre servit avec son régiment au siége de cette place; à celui de Charleroy; aux siéges des ville et château de Namur, et combattit à Raucoux, au mois d'octobre. Il fut détaché, en novembre, pour passer à l'armée d'Italie, qu'il rejoignit au mois de janvier 1747, et contribua, pendant le reste de la campagne de cette année, à chasser les ennemis de la Provence. Il servit, en 1747, aux siéges des places du comté de Nice, à ceux de Villefranche et de Montalban. Il marcha ensuite au siége de Vintimille, et se trouva aux deux combats qui se donnèrent sous cette place, au mois d'octobre. Créé brigadier d'infanterie, le 18 janvier 1748, il continua d'être employé à l'armée d'Italie; mais elle ne fit aucune opération, la paix ayant été conclue vers ce temps. Il reçut la croix de Saint-Louis, des mains du roi, le 4 janvier 1755. On l'employa en Bretagne, par lettres du 18 juin 1756. Le régiment de Cambrésis étant parti, au mois de mars 1757, pour l'armée d'Allemagne, le marquis de la Châtre fut employé à cette armée, par lettres du 18 mars; se trouva à la bataille d'Hastembeck; à la prise de plusieurs places de l'électorat de Hanovre, et rentra en France au mois de février 1758. On l'employa de nouveau

berg, il marcha à la tête d'un gros détachement; chargea les ennemis avec succès; mit en déroute leur arrière-garde, et obligea le prince d'Orange à lever le siége de cette place, le 27 août. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 25 février 1677, il servit dans l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créqui; combattit avec avantage la cavalerie ennemie à la canonnade du camp du prince Charles de Lorraine, le 15 juin; contribua à la défaite du prince de Saxe-Eysenach, le 24 septembre, et à celle de 2 régiments de l'armée commandée par le duc de Lorraine. Dans cette dernière affaire, qui eut lieu le 7 octobre, les ennemis laissèrent 600 morts sur le champ de bataille. Il fut détaché avec le marquis de Rannes pour couvrir la marche du maréchal de Créqui vers Rheinfeld, en occupant le débouché des montagnes. Le marquis de Rannes ayant été tué, le comte de Broglie combattit le duc de Lorraine jusqu'à ce que, sur des ordres précis du maréchal, il se retirât à la vue des ennemis, qui l'attaquèrent fréquemment, mais sans pouvoir l'entamer. Il marcha ensuite au siége de Fribourg, qui capitula le 14 novembre. Employé dans la même armée, et sous le même général, en 1678, il combattit, le 6 juillet, le comte de Stahremberg retranché au pont de Rhinfeld; eut part à la prise de Seckingen, qui fut forcé le 7; au bombardement de la redoute du pont et de la ville de Rhinfeld, et à la défaite des Impériaux, qui furent forcés, le 13, à Bolzhust. Il passa la Kintzig, le 23, à la vue du duc Charles retranché sur l'autre bord, et qui fit sa retraite vers Offembourg, avec perte de 800 hommes. Le comte de Broglie se trouva, le 27, à l'assaut du fort de Kehl, qu'on emporta l'épée à la main, et à la prise du château de Lichtemberg, le 15 octobre. Il servit au siége de Luxembourg, rendu le 4 juin 1684. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 août 1688, il commanda en Flandre, par commission du 20 septembre; et en Languedoc, par commission du 26 décembre. Il eut séance et entrée au parlement de Toulouse, par lettres-patentes du 3 décembre 1691. Il leva un régiment d'infanterie de son

plusieurs actions d'éclat. Son régiment ayant été licencié, en 1802, il se retira à Londres, où il jouit du traitement de colonel de l'armée britannique. Ayant été accrédité, en 1805, par S. M. Louis XVIII auprès de la cour d'Angleterre, il remplit pendant long-temps cette mission honorable. En 1814, après le rétablissement des Bourbons sur le trône de France, le comte de la Châtre resta en Angleterre avec le titre d'ambassadeur de France, et fut promu au grade de lieutenant-général, le 22 juin de la même année. Il fut créé pair de France, le 17 août 1815. Il revint en France, en avril 1816, et fut nommé l'un des premiers gentilshommes de la chambre du roi, ministre-d'état, et membre du conseil-privé de S. M., le 18 juin suivant. Il prêta serment, en qualité de pair de France, le 6 novembre de la même année. Le roi le créa duc, par ordonnance du 31 août 1817. Il signa, avec la permission de S. M., le 29 septembre 1820, l'acte de naissance de S. A. R. Mgr. le duc de Bordeaux, et fut nommé chevalier-commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 du même mois. Le duc de la Châtre est aussi chevalier des ordres de Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA CHATRE (Claude, *baron*), *maréchal de France*, d'une seconde branche de la famille des précédents, fut élevé page du connétable Anne de Montmorency; se trouva au siége de Thionville, en 1558, et à la bataille de Dreux, en 1562. Il était gentilhomme ordinaire du roi, dès le mois de décembre 1565. Il fit, pendant la campagne de 1567, en Piémont, les fonctions de colonel-général de l'infanterie, sous le duc de Nevers, en l'absence du comte de Brissac, et par commission du 5 avril. On le créa lieutenant-général au gouvernement de Touraine, et des bailliages de Blois et d'Amboise, des villes de Loches, Châtillon, Busançais, Loudun et pays Loudunois, sous le prince-dauphin, par provisions données à Paris, le 14 avril 1568, registrées au parlement de Paris, le 26 du même mois. Il fut le premier établi gouverneur et lieutenant-général du

duc de Longueville, sur les bords du Rhin. Il marcha, sous les ordres de Turenne, contre les troupes de l'électeur de Brandebourg, et se trouva à la reprise de plusieurs places de cet électorat, au mois de février 1673. Il revint au siége de Maestricht; combattit, à la tête de son régiment, à la journée de Seneff, en 1674; y donna des preuves de valeur, et fut blessé d'un coup de mousqueton dans le côté. Créé brigadier, par brevet du 12 mars 1675, il contribua, cette année, à la prise de Dinant, de Huy, de Limbourg; et à la prise de Condé, de Bouchain, d'Aire, en 1676. Il servit, en 1677, au siége et à la prise de Valenciennes, où il releva la tranchée dans les nuits du 10 au 11 et du 14 au 15 mars; à la bataille de Cassel; au siége et à la prise de Cambrai et de sa citadelle. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 28 janvier 1678, il rendit les plus grands services à l'affaire de Lauffembourg, le 15 juillet, ainsi qu'au siége et à la prise de Gand et d'Ypres. Il se démit, au mois d'août, du régiment des cuirassiers; passa à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créqui, et y finit la campagne. Employé en Catalogne, sous le maréchal de Bellefonds, par lettres du 14 mars 1684, il servit au siége de Gironne, qu'on emporta d'assaut, et qu'on fut obligé d'abandonner sur-le-champ. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 août 1688, il fut successivement employé, en Bretagne, sous le maréchal d'Estrées, par lettres du 9 mars 1689; dans le pays d'Aunis, sous le comte de Sourdis, par lettres du 4 mai 1690, et à l'armée de Roussillon, par lettres du 13 juin 1691. Il marcha au secours de Campredon, dont il fit lever le siége aux ennemis. Employé à la même armée, par lettres du dernier avril 1692, il s'y tint sur la défensive. Il servit, les cinq campagnes suivantes, sur le Rhin, sous les maréchaux de Lorges, de Joyeuse et de Choiseul: on s'y tint également sur la défensive. Employé à l'armée d'Italie, sous le maréchal de Villeroi, par lettres du 14 août 1701, il commanda la seconde ligne au combat de Chiari. Il fit la plus belle défense dans Crémone, dont les Allemands s'étaient déjà presque emparés par surprise, le 1er février 1702. Se

au mois de mai 1576, du gouvernement du Berri, lorsqu'on donna le duché de ce nom à François de France, alors duc d'Alençon, et depuis duc d'Anjou. Il avait été créé chevalier de l'ordre du Roi, lorsqu'il commanda, sous le duc d'Alençon, le siége de la Charité-sur-Loire, dont il s'empara en 1577. Il suivit ce même prince aux Pays-Bas, en 1578 et 1581. On le rétablit dans le gouvernement du Berri, après la mort du duc d'Anjou, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 8 juillet 1584. Il fut créé chevalier de l'ordre du St.-Esprit, le 31 décembre 1585. Il s'était attaché au duc d'Alençon; et, à la mort de ce jeune prince, il se dévoua aux Guises, et ensuite à la ligue. Il fit sous le duc de Guise les campagnes de 1586 et 1587. Ce duc, ayant été chargé de harceler les Allemands protestants qui marchaient au secours des calvinistes de France, envoya le baron de la Châtre, au mois de septembre de cette dernière année, asseoir un camp au pont de St.-Vincent, en Lorraine. Les Allemands ayant logé leurs troupes dans les villages voisins du château de St.-Vincent, la Châtre se jeta dans cette forteresse avec 600 arquebusiers. A sa sollicitation, le commandant du château d'Auneau reçut, dans la nuit du 23 au 24 novembre, 400 arquebusiers du duc de Guise, ce qui facilita la défaite des Allemands. La veille du jour où on leur livra le combat, un de leurs détachements tomba dans une embuscade, où la Châtre leur tua beaucoup de monde. Après la victoire du duc de Guise, il porta au roi, à Artenay, neuf cornettes enlevées aux ennemis. Il servit, en 1588, sous le duc de Nevers, aux siéges et à la prise de Mauléon, de Montagut et de la Garnache. On le fit maréchal-de-camp, le 14 août de la même année. Ayant embrassé ouvertement le parti de la ligue, vers cette époque, il détermina, en 1589, la ville de Bourges à se déclarer pour cette faction. Il s'empara, au nom des ligueurs, du gouvernement d'Orléans, dont il prit possession le 1er mars. Il fut destitué du gouvernement du Berri, par déclaration royale du 29 avril suivant, registrée au parlement de Paris, le 4 mai. Il conserva cependant une partie de ce gouvernement, à la faveur des armes de la ligue. Il assiégea, en 1591, la petite ville d'Aubigny-sur-

Nerre; mais, instruit que Châtillon venait au secours de cette place, il leva le siége (1). Il prit Sancoin, sur les frontières du Bourbonnais, et mit le siége devant Châtelet; mais, toujours harcelé par Châtillon qui marchait sur son flanc, il ne put se rendre maître de cette place, et se hâta de revenir à Orléans, lorsqu'il eut appris que le roi était entré en Beauce à la tête d'une armée. Il attaqua, en 1592, une partie de l'armée du roi qui avait été détachée du siége de Rouen pour aller reconnaître l'armée du duc de Parme. Il eût entièrement défait ce parti, si le roi Henri IV ne fût accouru, avec 300 chevaux, secourir sa troupe. Il fut nommé maréchal de la ligue, par lettres du duc de Mayenne, données à Soissons, le 21 juin 1593, registrées au parlement de Paris, le 16 juillet suivant (2). Il s'empara par surprise de la ville de Selles en Berri, la même année. Il refusa de reconnaître Henri IV pour roi de France jusqu'en 1594, époque à laquelle il traita avec ce prince (3), auquel

---

(1) Catherine de Balzac, veuve du seigneur d'Aubigny, femme aussi courageuse que belle, se présenta sur la brèche, une pique à la main, pour repousser deux assauts que la Châtre fit donner à la place. La garnison, quoique peu nombreuse, animée par l'exemple de cette héroïne, se défendit avec tant de courage, que la Châtre fut obligé de renoncer à une entreprise à laquelle un fol amour, disait-on, avait eu beaucoup de part.

(2) Il était un des quatre maréchaux que le duc de Mayenne avait faits, et de qui l'on avait dit : « Qu'il faisait des bâtards, qui se feraient » légitimer à ses dépens. » Les événements qui suivirent confirmèrent ce pronostic.

(3) Dans une assemblée des États tenue par le duc de Mayenne, et dans laquelle fut proposée l'election d'un roi pour succéder à Henri III, la Châtre, un des maréchaux de la création du duc de Mayenne, se leva, et représenta qu'il y aurait de l'imprudence à élire un roi pendant qu'on n'avait point de troupes, et que Henri IV, au contraire, dont l'abjuration paraissait immanquable, était à la tête d'une bonne armée; qu'il fallait bien plutôt accepter la trêve proposée, dont on avait le plus grand besoin. Ce raisonnement passe de bouche en bouche : le plus grand nombre l'approuve, et on arrête que l'élection sera différée. (*Histoire de France par Anquetil*, tom. VI, pag. 121.)

place, en 1706. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, par lettres du 20 avril 1707, il concourut à toutes les expéditions de ce général, et prit le nom de comte de Revel, le 25 octobre, à la mort de son frère. Il continua de servir, à la même armée, sous le maréchal de Berwick, en 1708; à l'armée de la frontière du Piémont, sous le même général, en 1709, 1710, 1711 et 1712; à l'armée d'Allemagne, en 1713; au siége de Landau et à celui de Fribourg : ce fut sa dernière campagne. Il obtint les honneurs de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par lettres du 20 janvier 1716; fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mars 1718, et grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, à la mort de M. de Chamlay, par provisions du 3 juillet 1719. Il mourut à Paris, au mois de juillet 1720. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 10; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE BROGLIE (Charles-Guillaume, *marquis*), *lieutenant-général,* fils de Victor-Maurice de Broglie, qui précède, naquit en 1669. Il fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique, et reçut le titre de bachelier en théologie. Il quitta cet état après la mort de son frère aîné, tué au siége de Charleroi, en 1693, et entra au service militaire en qualité de cadet. Il devint enseigne au régiment d'infanterie du Roi, en 1694; fit, cette année, la campagne de Flandre; y servit encore en 1695; fut fait capitaine au même régiment, le 19 août; continua de servir en Flandre, en 1696 et 1697, et au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698. Il obtint, par commission du 15 décembre de cette même année, le regiment d'infanterie de l'Isle-de-France; commanda ce régiment à l'armée d'Allemagne, en 1701; passa avec lui à l'armée d'Italie, au mois de juillet; combattit à Chiari, au mois de septembre; à Luzzara, en 1702; à Castelnovo-de-Bormia et à San-Benedetto, en 1703. Il servit au siége et à la prise de Verceil et d'Yvrée, en 1704. On le créa brigadier, le 26 octobre de la même année, et il fut employé en cette qualité au siége de Vérue. Il se trouva à la bataille de Cassano, et à la prise de Socino, en 1705. Il obtint une place d'inspecteur-général de l'infanterie, par

DE LA CHATRE (Louis, *marquis*), *maréchal de France*, fils du précédent, embrassa, en même temps que son père, le parti de la ligue, qu'il servit jusqu'en 1594, époque à laquelle il se soumit, aussi en même temps que son père, au roi Henri IV. Il obtint, le 2 mars de la même année, la survivance du gouvernement-général du Berri et de la grosse tour de Bourges. On le nomma chevalier des Ordres du roi, le 5 janvier 1597, et capitaine d'une compagnie de cent hommes d'armes, en 1601. Il se démit, en 1616, en faveur de M. le prince de Condé, du gouvernement du Berri, et obtint en échange de ce gouvernement une somme d'argent, ainsi que la charge de maréchal de France, qui lui fut accordée par état donné à Paris, le 26 mai. Ayant été pourvu, le 18 janvier 1623, du gouvernement-général du Maine, du Perche et du comté de Laval, sur la démission du marquis de Lavardin, il prêta serment en cette qualité, le 22 du même mois, et fit enregistrer ses provisions au parlement de Paris, le 11 mars suivant. Il se démit de ce gouvernement, au mois de janvier 1627, et mourut au mois d'octobre 1630. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 413; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Dictionnaire des maréchaussées, l'abbé Le Gendre, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VIII, pag.* 281.)

DE CHAULNES, *voyez* D'ALBERT.

DE CHAUMONT (Gasce, ou Gaston), *connétable de France*, souscrivit une charte de Philippe Ier, donnée à Paris, en 1107, par laquelle ce monarque institua dans le monastère de Saint-Éloi de Paris, 12 religieux, pour y vivre selon la règle de Saint-Benoît. Nous n'avons trouvé aucuns renseignements sur ses services militaires. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 66; *Morery, Le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE CHAUMONT (Hugues), dit *le borgne, connétable de France*, souscrivit une ordonnance donnée à Paris, en 1118, concernant les serfs et mainmortables de l'église de

Saint-Maur-les-Fosses; des lettres données à Paris, en 1119, en faveur de l'abbaye de Cluny; des lettres données à Paris, en 1124, concernant l'abbaye de St.-Denis; des lettres données à Paris, en 1128, concernant les serfs de l'église de Chartres; la confirmation, donnée en 1134, du droit d'arrêt accordé précédemment aux bourgeois de Paris; des lettres d'exemption de droits et d'impôts, pour les habitants de Frenoye-l'Évêque, données à Paris en 1137, et enfin plusieurs autres lettres données à Bordeaux, dans la même année. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 67; *Recueil des ordonnances, par Secousse, tom. I, II, IV et V; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE CHAUMONT DE QUITRY (Jean), *commandant d'armée*, d'une autre famille que les précédents (1), fut créé chevalier des Ordres du roi, et eut les charges de conseiller et chambellan du duc d'Alençon. Promu au grade de maréchal-de-camp, en 1589, il eut un ordre du roi pour faire une irruption dans les états du duc de Savoie. S'étant mis en marche, dans la nuit du 2 au 3 avril, avec 1200 hommes, il s'empara du château de Monthou, place très-forte par sa position locale. Il prit Bonne, par le moyen du pétard, et fit capituler la citadelle de cette même ville. Il rompit les ponts de Trembières et de Buringe, pour fermer les chemins aux ennemis; emporta d'emblée Saint Joire, et se rendit maître de Gex et de son château : le gouverneur et la garnison de cette place furent faits prisonniers de guerre, et conduits à Genève. Il tenta aussi de forcer le pas de Cluse ; mais cette entreprise fut abandonnée. Il accompagna M. de Sancy dans la suite des expéditions contre la Savoie. Il se rendit ensuite à Strasbourg, pour y prendre la cavalerie destinée à servir Henri IV, la conduisit d'abord à

(1) Le Père Daniel, le président de Thou, et beaucoup d'autres historiens le nomment, par erreur, Guitri. La ville de Chaumont (*Calvus-Mons*) dans le ci-devant Vexin-Français, a donné son nom à la maison de Chaumont-Quitry.

Genève, et vint joindre le roi en passant par la Bourgogne. Employé dans l'armée de Normandie, sous Henri IV, il eut ordre d'assiéger la place de Neufchâtel, dont la garnison insultait journellement les habitants de la ville de Dieppe, où se trouvait le roi. Il se rendit maître de Neufchâtel, au mois d'août, après avoir passé au fil de l'épée 700 paysans qui marchaient pour secourir cette place. On le fit capitaine de 50 hommes d'armes, le 1[er] août 1590, et on lui donna le commandement de l'armée envoyée en Savoie pour la défense de Genève, par pouvoir daté du camp devant Clermont, le 25 septembre de la même année (1). En 1591, le duc de Savoie pressant les Genevois, Quitry se hâta d'arriver à leur secours avec 300 chevaux et 1500 hommes. Il fit braquer, le 1[er] février, 5 pièces de canon contre Versoy, dont les Savoyards s'étaient emparés, et emporta, dès le premier assaut, cette place, qui fut livrée au pillage. La citadelle de Versoy ayant refusé de se rendre, et le canon n'y pouvant faire aucunes brèches, Quitry fit creuser des mines auxquelles on mit le feu, le 6 février. Les assiégés, effrayés par les effets que produisirent ces mines, se rendirent par capitulation. Quitry marcha ensuite contre Esvian, sur le bord du lac de Genève. La ville fut prise d'assaut et livrée à la fureur des soldats. La citadelle d'Esvian se rendit au bout de trois jours de siége. Après avoir fait le dégât dans la campagne aux environs d'Esvian, Quitry conduisit son armée contre la ville de Poulinge, dont la garnison capitula dans le même mois de février 1591. Le 12 mars suivant Amédée, bâtard de Savoie, parut en bataille avec 5000 hommes de pied, 600 cuirassiers et 400 arquebusiers. Cette armée était numériquement très-supérieure à celle que commandait Quitry. On en vint aux mains, le même jour, près de Monthou,

---

(1) L'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, fait le sieur de Quitry lieutenant-général des armées du roi, le 24 septembre 1590. C'est une erreur; le pouvoir délivré à cette date constitue Quitry commandant de l'armée comme maréchal-de-camp, et non pas lieutenant-général commandant l'armée.

et les Savoyards perdirent dans cette affaire plus de 300 hommes tués sur le champ de bataille. Cette défaite les força de se retirer dans la nuit suivante. M. de Sancy ayant quitté Genève, le 24 mars, Quitry y resta jusqu'à la fin de l'année 1591. Etant rentré en France, il tomba malade, et mourut à Gournay, dans le Vexin, au commencement de 1592, à l'âge de 60 ans. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 367; *le président de Thou, le Père Daniel, Davila, d'Aubigné, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE CHAUMONT (Philippe), *comte de Quitry, maréchal-de-camp*, fils du précédent, servait depuis long-temps à la tête d'une compagnie de chevau-légers, lorsqu'il obtint, le 16 avril 1637, un brevet de maréchal-de-camp, pour servir à l'armée de Bourgogne, sous M. le duc de Longueville. Il s'y trouva au siége et à la prise de Saint-Amour. Détaché avec 450 chevaux et 100 mousquetaires pour aller au-devant du secours que les ennemis envoyaient au nombre de 1200 chevaux, il les attaqua si brusquement, qu'il les culbuta, en tua 150, fit 40 prisonniers, prit 4 étendards et une paire de timbales. Il fut blessé dans cette action. Le reste de ce secours fut défait par le vicomte d'Arpajon qui soutenait Quitry, et la ville de Saint-Amour se rendit le 2 avril. Il contribua ensuite à la prise des châteaux de l'Aubespine et de Courlao; à la prise, par assaut, de Lons-le-Saunier, et à celle de son château par capitulation. Il se trouva au siége des ville et château de Bletterans. Employé dans la même armée, en 1638, il servit aux siéges des châteaux de Chaussin et de Raon; contribua à la soumission de Fay, de Ris et de Fontenay; marcha à l'attaque de Poligny; monta à l'assaut qui se donna à cette place, le 28 juin; y fut blessé, et mourut quelques jours après des suites de cette blessure. (*Chronologie militaire, tom, VI, pag.* 132; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VIII, pag.* 889; *Gazette de France.*)

DE CHAUMONT (Henri), *baron de Lecques, maréchal-de-camp,* cousin du précédent, commanda une compa-

Angleterre, au mois de janvier 1724, et créé chevalier des Ordres du roi, le 13 mai 1731. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733, il servit au siége de Gerra-d'Adda, qui capitula le 28 novembre, et où il avait monté la tranchée le 19 du même mois. On le détacha pour aller se saisir de Sabionette et de Bozzolo, que les Impériaux abandonnèrent à son approche. En janvier 1734, il eut part à la prise de Trezzo, de Lecco, de Fuentes, de Saravalle, qui se rendit, le 5; de Novarre, d'Arona, qui capitulèrent, le 7; de Tortonne, qu'on réduisit, le 28, et du château, qu'on prit, le 4 février. Il obtint le gouvernement de Bergues, par provisions du 12 mai 1734, en remettant celui du Mont-Dauphin. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 14 juin 1734 (1), il commanda l'armée d'Italie, conjointement avec le maréchal de Coigny, par pouvoir du 15, et se démit alors de la direction-générale de la cavalerie. Il donna, à la bataille de Parme, le 29, les plus grands exemples d'intrépidité. Détaché, le 2 juillet, avec 3 brigades d'infanterie, 5 brigades de carabiniers et 8 régiments de dragons, il campa le soir à Poviglio, et le 3 à Vittoria. Ayant appris, le 4, que les ennemis marchaient vers Novellare, il passa le Crostollo et se replia sur Guastalla, où les ennemis avaient 1200 hommes. Le gouverneur, sommé de se rendre, capitula, le 5, et fut prisonnier de guerre avec sa garnison. Le 15 septembre, sur les six heures du matin, 10,000 Impériaux forcèrent un poste de 50 hommes qui gardaient le gué de la Secchia; et, profitant de cette surprise, ils parvinrent même à s'emparer de la maison qui servait de logement au maréchal. Ce dernier s'étant retiré par les derrières, se mit à la tête de la brigade de Champagne, qui était le corps de troupes le plus à portée de lui; rangea en bataille cette brigade, ainsi que celle d'Auvergne qui vint le joindre, et garda sa position jusqu'à ce que le maréchal de Coigny, instruit du mouvement des ennemis, fût venu à son secours. Il com-

(1) Le supplément de Moréri, tom. II, pag. 30, renvoie la promotion au 29, et se trompe.

vembre. Il mourut en 1678, âgé de 84 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 116; *Mémoires du duc de Rohan, Gazette de France.*)

DE CHAUMONT (Philippe) *comte de Rivray, maréchal-de-camp,* de la même famille que les précédents, fut fait lieutenant au régiment d'infanterie d'Enghien, le 20 septembre 1733. Il servit à l'attaque des lignes d'Etlingen et au siége de Philisbourg, en 1734. Il obtint une compagnie dans le même régiment, le 16 décembre de cette année, et la commanda à l'affaire de Clausen, en 1735. Il fut fait capitaine de grenadiers du régiment des gardes de Lorraine, lors de sa création, le 1er mai 1740; devint lieutenant-colonel de ce régiment, le 12 septembre, et le commanda à la bataille de Dettingen, en 1743. Il passa à la lieutenance-colonelle du régiment Royal-Lorraine, à sa création, le 30 janvier 1744; obtint, le même jour, une commission pour tenir rang de colonel d'infanterie, et fit la campagne de 1744 sur le Rhin, où il servit au siége de Fribourg. Il servit, en 1745, à l'armée du Bas-Rhin sous les ordres de M. le prince de Conti; fut détaché pour passer avec son régiment à l'armée d'Italie, au mois de juillet 1746; la joignit au mois de septembre, et contribua à la défense de la Provence. Il se trouva, en 1747, à la conquête du comté de Nice; à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban; à la prise de Vintimille, au mois de juin; au secours de Vintimille et aux deux combats qui se donnèrent sous cette place, au mois d'octobre. Il continua de servir à l'armée d'Italie jusqu'à la paix, et fut créé brigadier, par brevet du 10 mai 1748. Nommé colonel du régiment Royal-Lorraine, lors de son rétablissement, par commission du 1er avril 1757, il fut employé comme brigadier à l'armée d'Allemagne, commandée par le prince de Soubise. Il commanda une brigade d'infanterie à la bataille de Rosback, au mois de novembre; y fut blessé et fait prisonnier. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 20 février 1761, il se démit du régiment Royal-Lorraine, et ne fut pas employé depuis. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 400; *Gazette de France.*)

pour s'avancer vers le centre des quartiers que les Autrichiens occupaient entre cette rivière et le Lokwitz. Le prince Charles de Lorraine, par la jonction de ses troupes avec celles du prince Lobkowitz, se voyant à la tête de 40,000 hommes, se mit à son tour à la poursuite du maréchal, qui n'en avait que 12,000. Ce dernier ayant mis le ruisseau de Wodnian entre sa petite armée et celle du prince Charles, forma trois pelotons de 4000 hommes; les rangea en bataille, et attendit de pied ferme les attaques du prince. Les Autrichiens parurent en effet sur les bords du ruisseau, le 6 juin, et attaquèrent avec un détachement un village qui était au front de l'armée française, mais furent repoussés avec perte : on se canonna tout le jour. Le maréchal attendant un renfort, qui fut coupé, cette circonstance le détermina à décamper à la hâte, et à se retirer derrière la Blanitz, d'où, à la faveur de la nuit, il se jeta dans Prague. On le créa duc de Broglie, par érection de la baronie de Ferrières en duché, par lettres données au mois de juin, enregistrées au parlement le 20 août suivant. Il obligea, au commencement de juillet, les habitants de Prague de remettre toutes les armes qu'ils avaient chez eux. L'armée ennemie investit, le 5, la ville de Prague et le camp du maréchal. Ce dernier proposa, par ordre du roi, un accommodement; mais les ennemis n'en voulant accepter qu'à des conditions honteuses et flétrissantes pour les Français, les maréchaux aimèrent mieux s'exposer à périr que de se rendre. Le maréchal de Broglie, forcé de rentrer dans la place, le 15 août, fatigua les assiégeants par de fréquentes sorties, et se tint toujours en garde contre les ennemis du dedans et les attaques du dehors. Obligé d'affermir le courage du soldat, qui manquait de vivres, il sut inspirer à la garnison un courage et une fermeté qui ne se démentirent point, et qui subsistaient encore, lorsque la nouvelle d'un secours conduit par le maréchal de Maillebois détermina le prince Charles à convertir le siége en blocus, et à décamper de devant Prague, le 13 septembre. Le maréchal força bientôt après le général Festelitz de s'éloigner des environs de la place, où les provisions

fut déclaré, au mois de novembre de cette dernière année, maréchal-de-camp, dont le brevet avait été expédié dès le 20 février précédent. Il se démit alors du régiment d'Orléans, et fut employé à l'armée d'Allemagne, en 1762. On le créa lieutenant-général, le 1er mars 1780. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 477; *annales du temps.*)

DE CHAVAGNAC DU BOSQUET (N....), *maréchal-de-camp*, naquit en 1624. Ses premiers services militaires ne nous sont pas connus. Il fut créé maréchal-de-camp, le 30 octobre 1652, et passa peu de temps après, avec le prince de Condé, au service d'Espagne, où il fut fait sergent de bataille. Après la paix des Pyrénées, il se rendit à Vienne, entra au service de l'Autriche, et y mérita le grade de lieutenant-général dans les armées de l'empereur. Il rentra en France après la paix de Nimègue; mais il paraît qu'il ne fut point employé. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 386.)

DE CHAVIGNY, *voyez* BOUTHILLIER.

DE CHEMERAULT, *voyez* BARBEZIÈRES.

CHEMINEAU (Jean, *baron*), *lieutenant-général*, naquit le 26 avril 1771. Il entra au service, le 25 septembre 1791, en qualité de sergent-major dans le 4e bataillon du département de la Gironde; y fut fait sous-lieutenant, le 11 juillet 1792, et lieutenant, le 13 octobre 1793. Il servit avec ce bataillon à l'armée du Nord, la même année, et fut blessé à la bataille de Hondscootte, le 8 septembre. Nommé capitaine au même corps, le 17 août 1794, il fit en cette qualité les campagnes des armées du Rhin, de l'Ouest et d'Italie jusqu'en 1802 inclusivement. Il rendit des services signalés au combat du pont du Var, le 26 mai 1802, et en fut récompensé par le grade de chef de bataillon, qu'il obtint sur le champ de bataille, et dont le brevet lui fut expédié, le 30 du même mois. Il devint major du 61e régiment d'infanterie de ligne, le 22 décembre 1803, et fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars 1804. Employé, en 1807, au siége de Dantzick, il fut chargé de poursuivre l'ennemi qui

se retirait, en fuyant, sur Pillau. S'étant mis à la tête d'un escadron du 11e de chasseurs, qui faisait partie des troupes sous son commandement, Chemineau chargea les ennemis dans un bois; fit mettre bas les armes à 800 hommes, et se saisit de 3 pièces de canon : il eut un cheval tué sous lui dans cette affaire, et la bravoure qu'il y déploya le fit nommer officier de la Légion-d'Honneur, le 1er juin de la même année. A la bataille de Friedland, gagnée sur les Russes, le 13 du même mois, le général Coehorn ayant été blessé dès le matin, Chemineau prit le commandement de la brigade de grenadiers de ce général, composée des 6e et 61e régiments d'infanterie. Cette brigade soutint vaillamment les efforts des Russes pendant toute l'action, et prit une grande part au succès de cette affaire. Le major Chemineau conserva le commandement provisoire de cette même brigade jusqu'au 28 juin, époque à laquelle il fut nommé colonel du 76e régiment de ligne. On le créa baron, le 19 mars 1808, et les lettres-patentes de ce titre lui furent expédiées, le 26 octobre suivant. Promu au grade de général de brigade, le 22 juin 1811, il fut employé en cette qualité à l'armée de Portugal, et y commanda une des brigades de la division du général Foy. Vers la fin de juillet 1812, et après la bataille des Arapiles, perdue le 12 du même mois, l'armée de Portugal, s'étant ralliée sous Alba-de-Tormès, commença sa retraite dans la direction de Péneranda. Chemineau commanda alors la 1re brigade de la division du général Foy, qui formait l'arrière-garde de cette armée. L'avant-garde anglo-portugaise, ayant passé la Tormès à Alba, vint attaquer l'arrière-garde française, et enfonça un des carrés de cette dernière. Un autre carré, formé par le 2e bataillon du 69e régiment, et au milieu duquel se trouvait Chemineau, arrêta, par sa contenance ferme, la cavalerie anglaise. Les officiers et sous-officiers, placés dans l'intérieur du carré, firent feu, tandis que les chevaux des ennemis venaient se faire percer par les baïonnettes des soldats des premiers rangs du carré. Le nombre de chevaux et d'hommes ainsi tués forma bientôt un rempart, qui préserva le bataillon du 69e du sort qu'avait

éprouvé le carré enfoncé au commencement du combat, et donna au général Foy le temps d'amener une seconde brigade, de seconder celle commandée par Chemineau, et d'arrêter la marche de l'ennemi. L'armée de Portugal ayant repris, en octobre de la même année, l'offensive contre celle anglo-portugaise et espagnole, cette dernière battit à son tour en retraite. La division du général Foy se présenta, le 25 du même mois, devant la ville de Palencia. A la première sommation qui leur fut faite, les Anglo-Espagnols qui se trouvaient dans cette place offrirent d'en ouvrir les portes, si le général Foy se présentait lui-même. Ce général envoya alors un de ses aides-de-camp; mais, par une perfidie insigne, le parlementaire fut accueilli par une décharge de mousqueterie à bout portant. Le général Foy, indigné de cette action déloyale, donna au général Chemineau l'ordre d'attaquer Palencia. Chemineau employa d'abord le canon pour enfoncer les portes de la ville; mais, s'apercevant que l'artillerie ne produisait pas tout l'effet qu'il en attendait, il se précipita à la tête des sapeurs du 69e régiment, fit rompre à coups de hache les portes barricadées, pénétra dans la ville, en poussant l'ennemi l'épée aux reins, arriva rapidement au pont de Carrion, l'emporta de vive force, et se saisit des barils de poudre qui étaient disposés pour le faire sauter. Employé à la grande armée en 1813, Chemineau y commanda la 1re brigade de la division du général Souham; se distingua, le 27 avril, au combat de Weissenfelds, et fut cité honorablement à cette occasion. Il donna de nouvelles preuves de valeur à la bataille de Lutzen, le 2 mai suivant, et s'y couvrit de gloire. Dans cette mémorable journée, ce fut lui qui, en faisant tirer le canon, annonça les attaques des ennemis. La principale de ces attaques fut dirigée sur Caïa, que Chemineau était chargé de défendre avec la 1re brigade de la division Souham, formant en quelque sorte l'avant-garde du corps du maréchal Ney. Il résista à tous les efforts de l'ennemi, et donna par ce moyen le temps à toute l'armée d'arriver sur le champ de bataille. Le général Chemineau reçut d'abord une balle, qui lui traversa

commandée par M. le prince de Soubise, en Saxe. Il combattit à Rosback, le 5 novembre; rejoignit ensuite l'armée dans l'électorat de Hanôvre, et y fut employé pendant l'hiver, par lettres du 29 novembre. Les ennemis ayant rompu la convention de Clostersevern, se rassemblèrent et marchèrent en force contre l'armée française. Le duc de Broglie fut chargé, le 21 décembre, d'aller prendre le commandement de 12 bataillons et de 8 escadrons dans le duché de Brême, pour agir sur la Wumme et tourner la droite des ennemis. Pour l'exécution de cet ordre, il passa la rivière, le 30, à pied, sur la glace, à la tête des grenadiers; marcha droit au poste de Wegesack, que les ennemis avaient abandonné la nuit; s'empara d'un magasin de 300,000 rations de foin, et établit son quartier à Gropel. Le 15 janvier 1758, il s'empara de Brême, en vertu de la capitulation qu'il accorda aux magistrats; y entra, le 16, à la tête des grenadiers; fit faire le logement des troupes, et retourna à son quartier. Il eut, le 17, de nouvelles lettres pour continuer d'être employé dans cette armée, sous les ordres de M. le comte de Clermont, et conserva le commandement dans le duché de Brême. Il le remit, le 20 février, au comte de Saint-Germain, et se rendit à Cassel, pour commander dans le landgraviat de Hesse. Le 23 mars, il évacua Cassel; se mit en marche pour joindre l'armée, et partit de Soest, le 28, avec toutes ses troupes marchant sur deux colonnes, dont chacune avait 3 divisions. La disposition de cette marche imposa aux ennemis, qui n'osèrent le poursuivre, à l'exception de quelques hussards qui se présentèrent et que l'on repoussa jusqu'à Soest. Il arriva à Cologne, le 7 avril, et en partit, le 8, pour rassembler un corps de troupes aux environs de Coblentz. Employé, par lettres du 1er mai, dans l'armée que devait commander M. le prince de Soubise, il y servit comme premier lieutenant-général. Il obtint les entrées de la chambre du roi, par brevet du 3 juillet. Commandant l'avant-garde de l'armée, il occupa Marpurg, le 16 du même mois; joignit, le 23, à Sundershausen un corps de 8000 hommes des ennemis commandés par le prince d'Isem-

éloges de la convention nationale, et le grade de général de brigade. Il fut employé, en 1793, à l'armée des côtes de l'Ouest comme chef de l'état-major-général, sous le général en chef Hoche, dont il était l'ami. Lors du débarquement des Anglais et des émigrés à Quiberon, il reçut de ce général la commission de parcourir le pays, d'y rassembler tous les soldats qu'il pourrait trouver, et de faire en sorte d'en former un corps de 6000 hommes qui devait être conduit à Rennes, avec 12 obusiers et 6 pièces de canon. Chérin remplit cette mission à la satisfaction du général Hoche. Les connaissances que Chérin s'était acquises dans l'art d'administrer une armée furent précieuses et utiles au général Hoche, qui, ayant conçu un système général de pacification pour la Vendée, chargea son chef d'état-major de rédiger à ce sujet un mémoire, dans lequel le plan, les vues et les moyens proposés par le général en chef furent très-clairement expliqués. Ce mémoire fut accueilli favorablement par le directoire-exécutif, et fit le plus grand honneur au général Chérin. Il passa, toujours comme chef d'état-major-général, à l'armée de Sambre-et-Meuse, lorsque le général Hoche en prit le commandement, en 1797. Il fut attaché en la même qualité à l'armée d'expédition d'Irlande, également commandée par Hoche (1). Il fut nommé, le 3 septembre 1797, commandant en chef de la garde du directoire-exécutif, et concourut aux succès de la journée du 5 du même mois (18 fructidor an 5). En janvier 1798, il fut nommé chef de l'état-major-général de l'armée du Rhin. Sur la demande du général Masséna, commandant en chef l'armée du Danube, il remplaça, en mai 1799, le général Ernouf dans l'emploi de chef de l'état-major-général de cette armée, avec laquelle il fit la campagne en Suisse. Les Autrichiens ayant attaqué, le 2 juin, le camp

(1) Lorsque cette armée, battue par les tempêtes, rentra dans les ports de France, sans avoir pu se rendre à sa destination, Chérin lui adressa une exhortation qui peut être considérée comme un beau monument historique de sa vie militaire. (*Voyez* le *Moniteur* du 15 janvier 1797.)

nements. Le duc de Broglie fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Contades, par lettres du 1[er] mai de la même année. Il fut créé prince de l'empire, pour lui et ses descendants mâles et femelles en ligne directe, par diplôme de l'empereur, donné à Vienne le 28 du même mois. Commandant une réserve considérable, il força les alliés d'abandonner Cassel et Munden; envoya des détachements jusqu'à Paderborn; chassa les ennemis de Melle, dont il s'empara; marcha, le 9 juillet, à Minden, qu'il emporta l'épée à la main; y prit le général Zastrow, 2 drapeaux, l'artillerie, des magasins de toute espèce, et ouvrit par la prise de cette ville l'entrée dans l'électorat de Hanôvre. L'armée francaise, commandée par les maréchaux de Contades et de Broglie, ayant été battue à Minden, le 1[er] août (1), se replia sur la Hesse, où elle se tint sur la défensive pendant le reste de la campagne. Le duc de Broglie attaqua cependant, au mois de septembre, la ville de Wetzlar, dont les ennemis s'étaient emparés; les força de l'abandonner et de repasser la Lahn. Il eut un pouvoir du 23 octobre pour commander en chef l'armée d'Allemagne, dont il prit le commandement, le 1[er] novem-

---

(1) Le duc de Broglie avait commandé la réserve qui formait la droite de l'armée à cette bataille. Le général anglais Clarke étant venu en France quelques années après, se rendit à Broglie, et dit en y arrivant: « M. le » maréchal, je suis le général Clarke; j'ai fait la guerre de *sept-ans* dans » l'armée des alliés; et, comme il y a dans cette guerre des événements » importants dont je n'ai pu deviner les causes, j'ai pensé que vous pourriez m'éclairer à cet égard: c'est pour cela que je vous demande l'hos» pitalité pendant trois jours. » Il fut bien accueilli; et le troisième jour, au moment de quitter le maréchal, il lui dit: « Je ne saurais assez vous » remercier de l'accueil que vous m'avez fait, et surtout des éclaircisse» ments que vous m'avez donnés sur tant de points que je n'entendais » pas, et qui sont maintenant fort intelligibles pour moi; mais cepen» dant, M. le maréchal, pardonnez ma franchise, *Minden n'est pas clair.* » Pour entendre ce mot, il faut savoir qu'à la bataille de Minden, le maréchal de Contades avait ordonné au duc de Broglie de prendre l'ennemi en flanc, que le mouvement ne fut point exécuté, et qu'on attribua au duc de Broglie, depuis maréchal, la perte de la bataille. Le général Clarke, qui avait eu du maréchal des réponses précises et très-sa-

mes et les plus intrépides de l'armée, lui donna le commandement des grenadiers de son attaque pour l'escalade de Prague (1). Chevert entra le premier dans cette ville, et y maintint un si bon ordre, qu'aucune maison ne fut pillée, ni même endommagée. L'électeur de Bavière, pour les intérêts duquel l'armée française avait combattu, donna le gouvernement de cette place au comte de Bavière, et nomma Chevert pour y commander sous lui, et en faire le détail. Chevert fut créé brigadier, par brevet du 15 décembre, et on lui envoya des lettres de service du même jour, pour être employé en cette qualité. Il commanda à Prague pendant le reste de la guerre; servit avec la plus grande distinction pendant le siége de cette ville; et, malgré la disette de toute espèce, on dut à ses soins et à ceux de M. de Sechelles, un ordre et une économie si bien entendus que les troupes ne manquèrent point du plus nécessaire. Lorsque le maréchal de Belle-Isle sortit de Prague avec l'armée, dans la nuit du 16 au 17 décembre 1742, il laissa Chevert dans cette place, avec une garnison de 1800 hommes formés par détachements, indépendamment des malades et des convalescents. Malgré la faiblesse de cette garnison, Chevert tint dans Prague jusqu'au 26 du même mois, époque à laquelle il obtint la capitulation la plus honorable (2). Il sortit de cette ville, le 2 janvier 1743, a-

---

(1) Au moment où l'on posait la première échelle pour cet assaut, Chevert assembla les sergents de son détachement, et leur dit : « Mes amis, » vous êtes tous braves, mais il me faut ici *un brave à trois poils* (ce fu» rent ses expressions). Le voilà, ajouta-t-il, en s'adressant au nommé » Pascal, sergent au régiment d'Alsace. Il lui donna l'ordre suivant : Vois» tu ce renfoncement? lui dit-il, en lui montrant l'angle rentrant d'un » bastion, tu monteras par-là; on te criera : *Wer da* (qui-là) une fois, deux » fois, trois fois; ne réponds pas, et avance toujours; la sentinelle te met» tra en joue, tirera, et te manquera; tu fondras aussitôt sur elle, tu la » tueras, et je serai là pour te soutenir. » Tout se passa et réussit comme Chevert l'avait dit.

(2) Chevert, se trouvant également pressé dans Prague par les habitants et par les assiégeants, sut contenir les uns et les autres, en menaçant, si on ne lui accordait une capitulation honorable, de mettre le feu aux

vec sa garnison, les honneurs de la guerre, et deux pièces de canon. Les troupes furent conduites à Égra aux dépens de la reine de Hongrie, conformément à la capitulation, et Chevert revint en France. Employé comme brigadier en Dauphiné, par lettres du 1er septembre 1743, il fit, par ordre du même jour, les fonctions de major-général des 14 bataillons qu'on joignit à l'armée d'Espagne sous les ordres de l'infant don Philippe. Cette armée, après avoir campé pendant quelque temps à la Bersée, en partit, le 17 août, pour la Chenal, où on arriva le 5 octobre. On y attaqua le château et le village du Pont, que les ennemis abandonnèrent pour conserver les retranchements de Villarette. On coucha trois nuits sur le champ de bataille; mais la neige et les mauvais temps obligèrent l'armée gallo-espagnole de se retirer, le 10 du même mois, en Dauphiné, où Chevert servit pendant l'hiver, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée d'Italie, sous les ordres du prince de Conti, par lettres du 1er février 1744, il se trouva au passage du Var; à la prise des châteaux d'Apremont; à celle d'Utelle, de Nice, de Castelnovo, de la Scarenne et de la Turbie, au mois d'avril; à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban, dans la nuit du 19 au 20 du même mois; à la prise de Villefranche, le 21; à celle du fort de Montalban, le 23; et de la citadelle de Villefranche, le 25. On le créa maréchal-de-camp, par brevet du 2 mai; mais cette promotion ne fut point déclarée à cette époque. Il se trouva au passage de la vallée de Sture et à la prise du château Dauphin, au mois de juillet. Chevert et le bailli de Givry escaladèrent, le 19 de ce mois, le roc sur lequel était bâti le château Dauphin; et, malgré l'artillerie des Piémontais et la présence du roi de Sardaigne, ils en atteignirent le sommet et l'emportèrent, après un combat sanglant qui coûta deux mille hommes aux assiégés et le double aux

---

quatre coins de la ville et de s'ensevelir sous ses ruines. Sa fermeté bien connue imposa aux ennemis, et le prince de Lobkowitz accorda la capitulation demandée.

assaillants (1). Déclaré maréchal-de-camp, le 1er août, il quitta la lieutenance colonelle du régiment de Beauce, servit au siége de Demont, à celui de Coni, et se distingua particulièrement à la bataille qui se donna sous cette place. Il commanda pendant l'hiver dans l'Embrunois, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er avril 1745, il servit aux siéges du château d'Acqui, de Sarravalle, de Tortone et de son château, à la prise de Plaisance, et à la soumission du Plaisantin, et du Parmesan. Il commanda, le 27 septembre, une colonne de troupes au combat de Rivaronne, où les Piémontais furent battus. Il investit ensuite Alexandrie; commanda une fausse attaque avec tant de succès qu'on ouvrit la tranchée sans perdre un seul homme, et servit au siége de cette place. Il s'empara, le 8 octobre, de la ville d'Asti; concourut à la prise de Casal, ainsi qu'à la soumission de tout le Montferrat, et passa l'hiver en Italie. Il marcha, en 1746, au secours de Valence, dont on ne put empêcher la prise; au siége des ville et château d'Acqui; à la bataille de Plaisance; au combat du Tidon, et finit la campagne sous les ordres du maréchal de Belle-Isle. Chargé de la défense de la Provence où les ennemis avaient pénétré, et d'où ils furent entièrement chassés au mois de mars 1747, Chevert demeura sur la frontière de Provence, jusqu'à l'ouverture de la campagne. Employé à la même armée, par lettres du 1er juin 1747, il se trouva, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, au passage du Var, le 3 juin; au siége et à la prise de Montalban, de Nice, de Villefranche, dans le même mois; de Vintimille, le 1er juillet, et campa aux environs de Nice jusqu'au mois d'octobre, époque à laquelle il marcha au secours de Vintimille, qui se trouvait alors blo-

(1) L'acharnement fut égal de part et d'autre. Tous les défenseurs du château Dauphin furent tués, et il fallut en arracher le roi de Sardaigne, qui voulait périr dans les retranchements. Du côté des Français, le courage et l'audace furent poussés au plus haut degré; et l'on vit les grenadiers profiter du recul des pièces de l'artillerie ennemie pour pénétrer dans le fort par les embrasures.

à la prise de Gonzague, de Reggiolo et de Révéré, et passa à une compagnie du régiment de cavalerie de Chepy, le 17 septembre. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 18 avril 1741, il le commanda à l'armée de Bavière, en 1742 et 1743. Il servit comme aide-maréchal-général-des-logis de la cavalerie de cette armée, par ordre du 1er avril de cette dernière année. Rentré en France avec l'armée, au mois de juillet suivant, il finit la campagne en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny. Employé à l'armée de la Moselle, sous le duc d'Harcourt, en 1744, il y contribua à la défaite du général Nadasty, près Saverne; joignit avec cette armée celle du Rhin; servit au siége de Fribourg, et passa l'hiver en Souabe, sous les ordres du maréchal de Coigny. Il servit, en 1745, à l'armée du Bas-Rin commandée par M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive, et fut employé aux siéges de Mons et de Charleroi, sous les ordres du même prince, en 1746. Réuni, au mois de septembre de la même année, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, il combattit à Raucoux. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 20 mars 1747, il se trouva à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet. Employé à l'armée de Flandre, le 1er avril 1748, il servit au siége de Maestricht. Il se démit de son régiment de cavalerie, au mois de mai 1752; fut placé colonel dans les grenadiers de France, par ordre du 30 du même mois, et devint en cette qualité brigadier d'infanterie. Il fut nommé, le 14 juillet de la même année, ambassadeur auprès du roi et de la république de Pologne, et eut sa première audience, le 27 août suivant. Il obtint, en mars 1755, la permission du roi pour faire un voyage à Paris, et prit congé, le 19 octobre, pour retourner à son ambassade. Il fut nommé maréchal-de-camp, par brevet du 23 juillet 1756, en se démettant de sa place de colonel dans les grenadiers de France. Créé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1757, il fut reçu, le 2 février suivant. Il revint encore à Paris, en 1758, pour y rétablir sa santé. Étant retourné de nouveau à Dresde, il s'y trouva lorsque le roi de Prusse s'en empara, et rendit dans cette circon-

l'électorat d'Hanovre, et rentra en France après la capitulation de Clostersevern. Il obtint la permission de porter la décoration de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par lettres du 11 février 1758. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 16 mars, il la joignit au mois de juin. Après la bataille de Crewelt, perdue par les Français, le 23 juin, Chevert fut détaché de Cologne pour se rendre à Wesel, où il ne put arriver que le 4 du mois d'août, à cause du débordement de toutes les rivières. Il attaqua, le 5, les ennemis au pont de Rès : mais il fut repoussé avec perte de 194 hommes tués, 300 blessés, et 6 pièces de canon, qu'on ne put emmener parce que tous les chevaux d'attelage avaient été tués. Détaché dans les premiers jours du mois d'octobre suivant, avec 25 bataillons et 18 escadrons, tirés de l'armée que commandait le maréchal de Contades, il joignit sous Cassel, le 8 du même mois, l'armée commandée par le prince de Soubise; combattit, le 10, à la bataille de Lutzelberg gagnée sur l'armée anglo-hanovrienne, et y fut chargé de la principale attaque qu'il exécuta avec une grande valeur, et une intrépide fermeté. Après la défaite des ennemis, Chevert retourna, avec le corps de troupes qu'il commandait, à l'armée du maréchal de Contades, qu'il joignit le 23 du même mois, et où l'on se tint sur la défensive pendant le reste de la campagne. Chevert ayant obtenu de Louis XV la permission d'accepter du roi de Pologne, électeur de Saxe, l'ordre de l'Aigle-Blanc, il fut reçu chevalier de cet ordre, le 2 décembre, par le prince Xavier de Saxe, qui lui remit en même temps une boîte d'or enrichie de diamans, et accompagnée d'une lettre du roi de Pologne, remplie de témoignages d'estime et de bienveillance. Il fut employé en Flandre, par lettres du 1er mai 1759, et y servit jusqu'au 30 avril 1760. Il continua de servir sur les côtes de Flandre, par lettres du 1er mai 1760, jusqu'au 21 juillet, et passa alors sur les côtes de Normandie, par lettres du même jour. Il eut un pouvoir, du 13 février 1761, pour commander sur le Bas-Rhin, en l'absence, et en attendant l'arrivée du prince de Soubise; et il concourut, par une diversion avantageuse, à chasser les en-

nemis jusqu'au-delà de la Hesse. Il fut employé à l'a du maréchal de Soubise, par lettres du 1er mai, et y commanda, pendant la campagne, différents corps de troupes, qu'il conduisit toujours avec succès. Il avait obtenu le gouvernement de Belle-Isle, par provisions du 12 juin 1759; mais cette place ayant été prise par les Anglais, le roi lui donna en remplacement le gouvernement de Charlemont et de Givet, par provisions du 1er août 1761. Il mourut à Paris, le 24 janvier 1769, à l'âge de 74 ans, et fut enterré dans l'église de Saint-Eustache (1) (2). (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 468.)

DE CHEVREUSE, *voyez* ALBERT.

DE CHIMAY, *voyez* ALSACE.

DE CHIVRÉ (Henri), *marquis de la Barre, maréchal-de-camp*, fut pendant long-temps lieutenant-général de l'artillerie qu'il commanda aux différents siéges faits, soit

---

(1) Voici l'épitaphe mise au bas du monument funèbre qui lui fut élevé : elle a été attribuée à Diderot :

Sans aïeux, sans fortune, sans appui,
orphelin dès l'enfance,
il entra au service à l'âge de 11 ans;
il s'éleva, malgré l'envie, à force de mérite,
et chaque grade fut le prix d'une action d'éclat.
Le seul titre de maréchal de France
a manqué, non pas à sa gloire,
mais à l'exemple de ceux qui le prendront pour modèle.

(2) Chevert était grand et bien fait; ses yeux étaient vifs et pleins de feu. Il était doué de beaucoup d'esprit naturel, et parlait avec une grande facilité. Il avait avec les troupes ce ton confiant, exalté, et même un peu *grivois* qui plaît au soldat, sert à animer son courage, et l'excite à braver les plus grands dangers. Il possédait un talent rare pour les évolutions militaires, qui, de son temps, étaient fort négligées; et il se fit une réputation brillante et justement méritée par une étude et une pratique constantes de la guerre, une exécution prompte, une valeur distinguée et beaucoup d'actions d'éclat.

en Allemagne, soit en Flandre, depuis 1632 jusqu'en 1638. Il fut créé maréchal-de-camp, le 5 avril 1638, et commanda, la même année, l'artillerie au siége de Saint-Omer. Les lignes françaises ayant été attaquées par les ennemis, le 8 juillet, le marquis de la Barre fut chargé, par le maréchal de Chatillon, de la défense de celles du marais, et eut pour cet effet 1000 hommes des régiments de Navarre et de Molondin. En voulant reprendre une redoute que les ennemis avaient enlevée, il eut la cuisse cassée par un boulet de canon, et mourut de cette blessure, le lendemain 9 juillet. Il fut regretté comme un des meilleurs officiers du royaume, et le maréchal de Chatillon rendit un hommage éclatant à sa mémoire dans la lettre qu'il écrivit pour rendre compte de sa mort. Le roi réserva pour le fils du marquis de la Barre, très-jeune alors, la charge de lieutenant-général de l'artillerie, et la lui donna, le 10 janvier 1643. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 147.)

CHOART (André), *marquis de Buzenval, lieutenant-général,* servait, depuis 1653, dans le régiment de cavalerie du cardinal Mazarin, commandé par le comte de la Feuillade, lorsqu'il y obtint une compagnie, par commission du 11 avril 1658. Il se trouva, la même année, au siége de Montmédi; à la bataille des Dunes, et aux siéges de Dunkerque et de Gravelines, en 1658. Sa compagnie ayant été licenciée, le 18 avril 1661, il en leva, par commission du 7 décembre 1665, une autre qui fut incorporée dans le régiment de Renel. Il se trouva, avec ce régiment, aux siéges et à la prise de Tournay, de Douai et de Lille, et leva, par commission du 15 janvier 1668, un régiment de cavalerie qui, n'étant point encore entièrement formé lors de la paix conclue le 2 mai, fut licencié le 24 du même mois. Le marquis de Buzenval fut fait capitaine en second dans la compagnie mestre-de-camp du régiment de Renel, par ordre du 26. Il rétablit son régiment, par lettres du 9 août 1671; servit, en 1672, aux siéges que fit M. le prince de Condé, et finit la campagne en Allemagne, sous M. de

Turenne. Il continua de servir sous ce général, en 1673 et 1674, et combattit, cette dernière année, à Sintzheim et à Ensheim, où il rallia deux fois son régiment, avec lequel il chargea trois fois les ennemis. Il combattit aussi à Mulhausen, et ensuite à Turckeim, le 6 janvier 1675. Il se démit, au mois d'avril suivant, de son régiment, et fut fait second sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes de la garde, à la création de cette place, par brevet du 13 août. Il fut employé, en 1676, au siége de Condé. Créé brigadier, par brevet du 25 février 1677, il se trouva aux siéges et à la prise de Valenciennes, de Cambrai et de sa citadelle; passa, au mois de mai, en Allemagne, sous le maréchal de Créquy, et commanda la compagnie des gendarmes et les chevau-légers de la garde au combat de Kokesberg, où il se distingua beaucoup. Il marcha ensuite au siége de Fribourg; servit aux siéges et à la prise de Gand et d'Ypres, en 1678, et passa en Allemagne, sous les ordres du maréchal de Créquy. Il était, en 1684, à l'armée du roi, qui couvrit le siége de Luxembourg. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 24 août 1688, il combattit à Valcourt, sous le maréchal d'Humières, en 1689; fit la campagne de 1690, en Allemagne, sous M. le dauphin; servit au siége de Mons, en 1691; combattit à Lense, la même année; se trouva aux siéges et à la prise de Namur et de ses châteaux, et à la bataille de Steinkerque, le 3 août 1692. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 30 mars 1693, il combattit à Neerwinde, le 29 juillet, fit partie de la marche de Vignamont au pont d'Espierres, sous M. le dauphin, en 1694, et se trouva au bombardement de Bruxelles, sous le maréchal de Villeroi, en 1695. Il continua de servir, en 1696 et 1697, sous le même général, à l'armée de Flandre, qui n'entreprit rien. Il devint premier sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes, à la mort du comte de Nonant, le 1er août 1698; fut employé au camp de Coudun près de Compiègne, par lettres du 13; se démit de sa lieutenance, au mois de mai 1701, et ne servit plus. Il avait été créé chevalier de Saint-Louis, en février 1694. Il mourut le 19 juillet 1717,

âgé de 80 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 361; *Histoire de la maison du roi, par l'abbé de Nœufville, t. I, pag.* 457; *Gazette de France, Mémoires du temps.*)

DE CHOISEUL (Clériadus), *marquis de Lanques, maréchal-de-camp*, issu de la branche des barons et marquis de Lanques, était capitaine au régiment de cavalerie de Condé, lorsqu'il en fut fait mestre-de-camp-lieutenant, par commission du 19 août 1645. Il le commanda à la prise d'Hailbron et de Trèves, et au siége de Dunkerque, en 1646; au siége de Lérida, en 1647; à celui d'Ypres, et à la bataille de Leuse, en 1648. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 novembre, et servit au blocus de Paris, sous le prince de Condé, en 1649. Il prit, en 1650, le parti de ce prince, et il le servait encore lorsqu'il mourut, au mois d'août 1652. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 235; *Gazette de France.*)

DE CHOISEUL-STAINVILLE (Étienne-François), duc de Choiseul, pair de France, *colonel-général des Suisses et Grisons*, issu de la branche des barons de Beaupré, ducs de Choiseul, naquit le 28 juin 1719, et fut connu d'abord sous le nom de marquis de Stainville. Il fut fait lieutenant réformé à la suite du régiment Royal-Allemand cavalerie, par ordre du 4 juillet 1730; entra lieutenant en second, au régiment d'infanterie du Roi, le 24 février 1739; marcha en Bohême, avec ce régiment, au mois d'août 1741; se trouva à la prise de Prague, au mois de novembre, et passa l'hiver dans cette place. Il combattit à Sahay au mois de mai 1742; contribua à la levée du siége de Frawemberg, par les ennemis; concourut à la défense de Prague; se trouva à plusieurs sorties, et rendit des services importants pendant ce siége. Il accompagna le maréchal de Belle-Isle, lors de sa fameuse retraite de Prague, au mois de décembre de la même année, et rentra en France avec l'armée, au mois de février 1743. Colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (depuis Montmorency), par commission du 21 mai suivant, il le commanda à l'armée d'Italie, sous les ordres du prince de Conti, en 1744; se trouva au passage du Var; à la

prise des châteaux d'Aspremont et d'Utelle: à celles de Nice, Castelnovo, de la Scarenne, de Péglia, de Castillon et de la Turbie. Il servit, la même année, aux siéges et à la prise du fort de Montalban et de la citadelle de Villefranche, au mois d'avril; à l'attaque des retranchements et à la prise du château Dauphin, au mois de juillet; et aux siéges de Demont et de Coni. Il combattit avec distinction à la bataille qui se donna sous cette dernière place, au mois de septembre; marcha à la tête de son régiment; et, aidé par la brigade de Lyonnais, il rompit une colonne des ennemis, la poussa jusqu'à une batterie dont il s'empara, tourna cette batterie contre la colonne, et acheva, par ce moyen, de la dissiper. Nommé colonel du régiment de Navarre, par commission du 15 janvier 1745, il se démit du régiment qui portait son nom, et commanda celui de Navarre, à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du prince de Conti. Il se distingua, le 19 juillet, au passage du Rhin, qui se fit en présence des ennemis. Il servit, en 1746, sous les ordres du même prince, aux siéges de Mons et de Charleroy, et fut envoyé à la cour pour porter au roi la nouvelle de la prise de cette dernière place, qui s'était rendue le 2 août. Il arriva à Versailles le 4, et fut créé brigadier, par brevet du même jour. Employé en cette qualité, par lettres du 6, il joignit l'armée, et combattit à Raucoux, le 11 octobre. Il servit à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1747; se trouva à la bataille de Lawfeld, et couvrit avec l'armée le siége de Berg-op-Zoom. Le roi de Pologne le nomma gouverneur des ville et château de Mirecourt et du pays des Vosges, par provisions données à Lunéville, le 14 mars 1748; et il obtint du roi Louis XV la permission d'accepter cette charge, par lettres du 19 du même mois. Employé à l'armée de Flandre, par autres lettres du 15 avril, il servit au siége de Maestricht; obtint le grade de maréchal-de-camp, le 10 mai; prêta serment, pour le gouvernement de Mirecourt, le 18 juillet, et fit enregistrer ses provisions à la chambre des comptes de Lorraine, le 27. Déclaré maréchal-de camp, au mois de décembre suivant, il se démit du régiment de Navarre, et obtint la charge de

grand-bailli du pays des Vosges, par provisions du 26 août 1751. Employé en qualité de maréchal-de-camp au camp d'Aimeries, par lettres du 13 juin 1753, il y servit du 1[er] au dernier septembre, et fut nommé, au mois de novembre, ambassadeur extraordinaire à Rome. Désigné pour être chevalier des Ordres du roi, le 1[er] janvier 1756, il eut la permission d'en porter les honneurs, par brevet du 2 février. Il fit son entrée à Rome le 28 mars suivant; en revint au commencement de l'année 1757, et fut présenté au roi le 12 février. Il fut nommé ambassadeur extraordinaire à Vienne, au mois de mars de la même année; et on le reçut chevalier des Ordres, le 29 mai. Il prit congé du roi le 29 juillet; arriva, le 20 août, à Vienne, où il eut, le 24, ses premières audiences de l'empereur et de l'impératrice reine de Hongrie, et cimenta une alliance entre les cours de France et d'Autriche. Le roi érigea, en sa faveur, la terre de Stainville en duché sous le nom de Choiseul, par lettres données à Versailles, au mois de novembre 1758, registrées au parlement, le 29 du même mois : il prit alors le nom de duc de Choiseul. Nommé ministre et secrétaire-d'état au département des affaires étrangères, en remplacement du cardinal de Bernis, par provisions du 3 décembre de la même année, il prit séance au conseil-d'état, le 10 du même mois. Il fut créé pair de France, par lettres du même jour, registrées, le 22 janvier 1759, au parlement, où on le reçut le 25 du même mois. On le nomma lieutenant-général, par provisions du 17 décembre 1759. Il obtint le gouvernement-général de Touraine, vacant par la mort du comte de Charolais, par provisions du 27 juillet 1760, et prêta serment, en cette qualité, le 30. Il eut la charge de surintendant-général des courriers, postes et relais de France, par provisions du 28 août de la même année. On lui donna le département de la guerre, le 27 janvier 1761, et celui de la marine, le 13 octobre suivant. Il remit alors le portefeuille des affaires étrangères au duc César-Gabriel de Choiseul-Praslin, son cousin, et conserva cependant, par ordre du roi, la correspondance avec les cours d'Espagne et de Portugal. Il se démit en même temps de la charge de se-

léans, le 29. Il reconduisit l'escorte à Blois, et amena un nouveau convoi, le 4 mai. Le 6 du même mois, il emporta d'assaut, avec la Pucelle, la bastille dite des Augustins, dans laquelle on tailla en pièces les Anglais qui s'y trouvèrent. Ceux-ci levèrent le siége d'Orléans deux jours après. Employé sous les ordres du duc d'Alençon et du connétable, le maréchal de Boussac chargea les Anglais à Patay, le 18 juin : il en demeura 2000 sur la place, et leurs généraux Talbot et de Scales furent pris, ainsi que plusieurs autres seigneurs de l'armée anglaise. Il assista au sacre du roi, à Rheims, le 17 juillet de la même année. Les Anglais ayant formé le siége de Compiègne, au mois de mai 1430, le comte de Vendôme et le maréchal de Boussac vinrent, le 1er novembre, au secours de la place; forcèrent les retranchements des ennemis ; les chassèrent de tous leurs postes; les mirent en fuite, et les contraignirent d'abandonner leur bagage et leur artillerie. Charles VII, par lettres-patentes données à Jargeau, le 11 novembre, nomma le maréchal de Boussac son lieutenant-général au-delà des rivières de Seine, Marne et Somme. Employé, sous le comte de Vendôme, il battit encore, sur la fin de cette année, les Anglais et les Bourguignons, à Germini. Un des généraux du duc de Bourgogne fut tué, et plusieurs seigneurs anglais furent faits prisonniers dans ce combat. Il était au moment de surprendre le château de Rouen, et peut-être de se rendre maître de la personne du roi d'Angleterre, pendant la nuit du 3 au 4 février 1432, lorsque les officiers de la troupe qu'il commandait s'avisèrent de disputer entre eux à qui aurait la meilleure part du butin que l'on espérait de faire sur l'ennemi. La contestation s'étant échauffée, Boussac eut la douleur de voir ces officiers reprendre le chemin de Beauvais, d'où ils étaient venus; et cette mésintelligence fit échouer une entreprise dont le succès paraissait assuré. Il fut un des généraux qui, en 1432, sauvèrent Lagny, assiégé par le duc de Bedfort. De concert avec le comte de Dunois, il força un quartier des Anglais. Bedfort, qui les commandait, se hâta de venir à leur secours; mais il fut repoussé après un sanglant

resta jusqu'en 1774 (1). A cette dernière époque, Louis XVI, étant monté sur le trône de France, accorda au duc de Choiseul la permission de reparaître à la cour : l'ex-ministre n'eut cependant aucune part aux affaires. Il mourut au mois de mars 1785. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 685; *Gazette de France*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. VIII*, *pag.* 430; *Histoire de France, par Anquetil.*)

DE CHOISEUL-STAINVILLE (Jacques), comte, puis marquis de Stainville, *maréchal de France*, servit, dès sa jeunesse, dans les troupes de l'impératrice, reine de Hongrie et de Bohême. Après avoir été capitaine de dragons, il fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Étienne de Toscane, chambellan de l'empereur, et colonel du régiment des chevau-légers de Lowenstein. La distinction avec laquelle il combattit dans différentes batailles, sous le baron de Laudon et le maréchal de Daun, lui mérita le grade de général-major, au mois de février 1759, et celui de lieutenant-feld-maréchal, au mois de novembre de la même année. Il prit congé de l'empereur et de l'impératrice, le 25 avril, 1760 et leur remit ses emplois militaires, pour entrer au service du roi de France, auquel il fut présenté le 11 mai, et qui le créa lieutenant-général de ses armées, par pouvoir du 18, avec des lettres de service, du même jour, pour l'armée d'Allemagne. Le comte de Stainville couvrit, avec un corps considérable, la droite de la marche de l'armée sur Corback, et fit l'arrière-garde le jour de l'action du 10 juillet. Détaché le 14 du même mois, il alla prendre le commandement de toutes les troupes qui étaient restées du côté de Franckenberg et de Marbourg, afin d'assurer les

(1) Le duc de Choiseul fut de tous les ministres de Louis XV celui que ce prince aima le plus. Le roi conserva toujours une haute opinion des talents de ce ministre, et gémit souvent en secret de la faiblesse qui le lui avait fait éloigner. Il s'écria, en apprenant le partage de la Pologne, en 1772 : « Ah ! cela ne serait point arrivé, si Choiseul eût été encore ici. » (*Biographie universelle*, tom. VIII, pag. 436.)

communications et de resserrer les ennemis. Le 23, il attaqua, conjointement avec le comte de Lusace, les détachements des ennemis qui se trouvaient à la droite de l'Eder : ces détachements furent obligés de repasser la rivière dans le plus grand désordre, et on leur fit plusieurs prisonniers. Chargé de faire le siége de Ziegenhain, il en commença l'attaque le 5 août; s'empara, le 10, de cette place, et obligea les 750 hommes, qui en formaient la garnison, de se rendre prisonniers de guerre. Les ennemis ayant fait marcher sur Marbourg un corps de 6000 hommes, commandé par les généraux Bulow et Fersen, le comte de Stainville partit, le 12 septembre, de Merdenhagen, avec un corps de troupes, pour se porter sur celui des ennemis, et lui couper toute retraite. Il arriva, le même jour, à Marienhagen, où il fit trente prisonniers d'un de leurs détachements, qui se retirait de Marbourg à Franckenberg. Il apprit alors que les ennemis n'avaient pu se rendre maîtres du château de Marbourg, et qu'après avoir fait quelques dégâts dans la ville, ils se retiraient sur Franckenberg. D'après cet avis, il se porta, dès le 13, vers Radern; trouva les ennemis en bataille à une demi-lieue de cette ville; les attaqua, et les obligea d'abandonner une hauteur avantageuse dont ils étaient les maîtres. Il les força ensuite de se retirer par Munden, en les chassant de hauteur en hauteur. Il leur prit 3 pièces de canon sur celle de Hallenberg, et 5 dans la plaine. Les ennemis perdirent en outre, dans cette journée, 400 prisonniers, dont plusieurs officiers, et tous leurs bagages. On dut à l'activité et à la célérité que le comte de Stainville mit dans cette attaque, d'empêcher que le prince héréditaire arrivât assez tôt pour dégager le général Bulow. Le comte de Stainville, ayant été détaché, le 15 octobre, se porta par Nordhausen, Hartskerode et Quedlimbourg, jusqu'à Halberstadt, qu'il mit à contribution. Il attaqua, près d'Embsleben, 500 hommes qui s'y étaient retranchés; les força; leur fit 150 prisonniers, et rejoignit l'armée avec les otages qu'il avait enlevés pour la sûreté des contributions. Il alla ensuite commander à Gotha. Il attaqua, le 26 jan-

attaqua un bataillon des Impériaux, qu'il mit en déroute. Ayant été poursuivi par 16 enseignes que commandait Albert de Brandebourg, il rallia ses troupes; et, voyant que le général ennemi faisait des dispositions pour l'envelopper, et que le mouvement s'opérait en désordre, il en profita; tomba sur les ennemis; en tua 80; fit 10 prisonniers, et rentra dans la ville en bon ordre. Il accompagna le duc de Guise en Italie, en 1556, et revint avec ce prince, dont il était devenu le conseil dans toutes les occasions. Après la bataille de Saint-Quentin, en 1557, il se trouva au siége de Calais, en 1558. Il fut nommé, dans la même année, gouverneur de François II, conjointement avec Louis Prévost de Sansac, et obtint en même temps les appointements de maréchal de France, pour être revêtu de cette place lorsqu'il en vaquerait une. Il passa en Écosse, au mois de décembre 1559, pour y commander 2 ou 3000 hommes, que François II envoyait au secours de la reine d'Écosse. Les Anglais ayant fait partir une armée considérable pour former le siége du fort de Leith, La Brosse s'y jeta avec 4 compagnies de gens de pied, et quelques gentilshommes français et écossais. Il y fut joint par le vicomte de la Martigue, et tous deux défendirent cette place pendant trois mois, harcelant journellement les ennemis par des sorties vigoureuses. Enfin, les Anglais n'ayant pu forcer Leith, conclurent la paix, à Édimbourg, le 6 juillet 1560. La ville fut évacuée par suite d'articles particuliers, arrêtés et signés le 23 du même mois. La Brosse revint alors en France, et conduisit à Saint-Denis le corps de François II, au mois de décembre. Il se trouva à l'affaire de Wassy, le 1er mars 1562. Créé maréchal de camp, et payé en cette qualité du 1er avril suivant, pour servir dans l'armée commandée par le duc de Montpensier, il se trouva aux siéges de Bourges et de Rouen, et fut tué à la bataille de Dreux, le 19 décembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 9; *historiens du temps, de Thou, Histoire de France, du Père Daniel.*)

Sabbaborg par le baron de Closen, qui s'en empara. Il prit des mesures si bien concertées, que le prince Ferdinand n'osa l'attaquer dans le camp retranché de Cassel, où il s'était replié à son approche. Il quitta ensuite les environs de Cassel, et se porta, avec le corps qu'il commandait, à la droite de l'armée, dont il fit l'arrière-garde, lorsqu'elle quitta le camp d'Embeck pour se rapprocher de ses quartiers d'hiver. Il fut créé maréchal de France, le 13 juin 1783, et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, le 1er janvier 1786. Il figurait encore dans la liste des maréchaux de France employés en 1789; mais on ne l'y trouve plus porté en 1790, ce qui fait présumer qu'à cette dernière époque il n'existait plus. (*Chronologie militaire, tome V, pag.* 696; *Gazette de France, états militaires.*)

DE CHOISEUL-STAINVILLE (Claude-César-Antoine-Gabriel, *duc*), *pair de France, lieutenant-général*, parent du précédent, était colonel du régiment Royal-Dragons, en 1791. Le roi Louis XVI ayant résolu à cette époque de quitter Paris, afin de se soustraire à la tyrannie du parti révolutionnaire, le duc de Choiseul eut ordre de protéger avec son régiment le passage du monarque à Varennes. Par l'effet d'un malentendu, ce régiment éprouva quelques retards, et ne put arriver à temps au poste qui lui avait été assigné. Le roi ayant été forcé de revenir dans sa capitale, le duc de Choiseul fut arrêté, emprisonné d'abord à Verdun, puis transféré à Orléans, où il ne fut mis en liberté qu'à la faveur de l'amnistie qui fut proclamée, lorsque le roi eut accepté la constitution. Il revint alors près de son souverain, dont il partagea tous les dangers, notamment à la journée du 10 août 1792, et qu'il ne quitta que lorsque l'infortuné monarque fut conduit dans la prison du Temple. A cette dernière époque, le duc de Choiseul émigra, et leva un régiment de hussards au service du gouvernement britannique. En passant d'Allemagne en Angleterre, il fut pris par les républicains, et eut encore cette fois le bonheur d'échapper à ses ennemis; mais le bâtiment, sur lequel il se trouvait avec plusieurs autres

émigrés, ayant échoué quelque temps après sur les côtes de Picardie, le duc de Choiseul fut arrêté et traduit devant une commission militaire. Le droit des gens et celui de l'humanité se réunissant en faveur des naufragés, la procédure dirigée contre le duc de Choiseul et ses compagnons d'infortune fut long-temps suspendue et reprise à de longs intervalles. Enfin Napoléon Buonaparte, devenu premier consul, en 1800, fit déporter sur les frontières de la Hollande tous les individus impliqués dans ce procès. Le duc de Choiseul, ayant obtenu quelque temps après la permission de rentrer en France, y vécut paisiblement dans ses propriétés, situées à Hounecourt, département des Vosges. Il fut nommé maire de cette commune, et membre du conseil-général du département. Après la restauration du trône des Bourbons, le duc de Choiseul fut créé pair de France, le 4 juin 1814; lieutenant-général, le 22 du même mois, et chevalier de la Légion-d'Honneur, le 19 septembre suivant. Il remplaça, au mois de décembre de la même année, le duc de Choiseul-Praslin, son cousin, dans le commandement de la 1re légion de la garde nationale parisienne. Lors de l'invasion de Buonaparte, en mars 1815, le duc de Choiseul suivit le roi à Gand. Rentré en France, dans la même année, à la suite de ce monarque, il fut choisi par S. M. pour présider le collége électoral du département des Vosges. Il fut nommé secrétaire de la chambre des pairs, le 12 octobre 1815, et y prononça un discours, le 28 février 1816, lors de la présentation du testament de la feue reine, Marie-Antoinette. (*États militaires, Moniteur*, *annales du temps.*)

DE CHOISEUL-BEAUPRÉ (François-Martial, *comte*), *lieutenant-général*, et issu de la branche des seigneurs de Sommeville, naquit le 8 octobre 1717. Après avoir servi pendant quelques années, il obtint une compagnie dans le régiment des gardes lorraines, à sa création, le 1er mai 1740. Il quitta cette compagnie pour prendre celle qui lui fut accordée, le 23 juillet 1743, dans le régiment de cavalerie du prince Camille. Il la commanda, la même année,

mi-brigade, et d'un bataillon de la 80e demi-brigade d'infanterie; marcha contre les insurgés; les chassa de tous les postes dont ils s'étaient emparés, et sauva par ce moyen la garnison de l'île. Guidé par son zèle, il se chargea souvent pendant le blocus de Malte par les Anglais de diverses opérations militaires; et c'est ainsi que dans une sortie qu'il commandait, il fut blessé à la tête d'un coup de fusil, qui lui brisa en trois parties la mâchoire inférieure du côté droit. Pendant son séjour à Malte, il avait profité du départ d'un bâtiment qui se rendait en Égypte pour adresser au général Buonaparte la demande de rejoindre la grande-armée d'expédition. L'ordre lui en fut effectivement expédié; mais il ne put lui parvenir, à cause des croisières ennemies qui interceptaient toute communication avec Malte. Les suites de la blessure qu'il avait reçue, et plus encore la mésintelligence dans laquelle il vivait avec le général Vaubois, déterminèrent le chef d'état-major Brouard à solliciter son retour en France. En ayant obtenu la permission, il s'embarqua, en février 1800, sur le vaisseau *le Guillaume Tell,* qui devait transporter en France les malades susceptibles de faire le trajet, et faire connaître au gouvernement la position fâcheuse dans laquelle se trouvait à cette époque la garnison française à Malte. Ce vaisseau, commandé par le contre-amiral Decrès, depuis ministre de la marine, fut à peine sorti du port de Malte, qu'une frégate, un brick et deux vaisseaux anglais vinrent l'attaquer. Dans le combat, qui fut des plus terribles, l'adjudant-général Brouard, quoiqu'il ne fût que passager, demanda de prendre part à l'action, et on lui donna le commandement de la batterie de 24. Il reçut plusieurs blessures légères en faisant servir cette batterie, et le contre-amiral Decrès fit le plus grand éloge de sa bravoure dans le rapport adressé au ministre de la marine sur le combat et la prise du *Guillaume Tell,* qui ne se rendit qu'après avoir perdu tous ses mâts et plus de la moitié de son équipage. L'adjudant-général Brouard étant rentré en France, fut employé à l'armée des côtes de l'Océan, en 1803, et eut le commandement supérieur de l'Ile-Dieu, alors en état de siége,

gadier, le 12 novembre 1768. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780, et celui de lieutenant-général, le. . . . . . . On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de lieutenant-général, après 68 ans 9 mois et 20 jours de service. (*Etats militaires.*)

DE CHOISEUL (Jacques-François), *marquis* de Beaupré, *maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs d'Aillecourt, entra au service, en 1647, comme cornette dans la compagnie que son père avait au régiment de cavalerie d'Orléans. Il se trouva au siége d'Ypres et à la bataille de Lens, en 1648, et obtint, au mois de décembre de cette dernière année, la compagnie de son père. Il la commanda au blocus de Paris; au siége de Cambray, et à la prise de Condé, en 1649; à la bataille de Rethel, en 1650; et à l'armée de Flandre, jusqu'à la paix des Pyrénées. Il devint premier capitaine et major de son régiment, en 1659. Ce régiment ayant été licencié par ordre du 13 février 1660, le marquis de Beaupré fut entretenu capitaine réformé. Il leva, par commission du 6 décembre 1663, une compagnie de chevau-légers, qui fut réformée en 1664. Il en leva, le 7 décembre 1665, une autre, que l'on incorpora dans le régiment de Canaples, dont il obtint la majorité, par brevet du 10 juin 1666. Il servit en sa qualité de major aux siéges de Tournay, de Douai et de Lille, en 1667. Il leva, par commission du 8 juillet de cette dernière année, un régiment de cavalerie de son nom (depuis Clermont-Prince), qu'il commanda à la conquête de la Franche-Comté, en 1668, et qui fut licencié par ordre du 24 mai de cette même année. Le marquis de Beaupré fut conservé capitaine en second de la compagnie de Bligny, par ordre du 26 mai. Il rétablit son régiment de cavalerie, le 9 août 1671, et le commanda aux siéges d'Orsoy, de Rhimberg et de Doesbourg, et au passage du Rhin, en 1672. Il passa ensuite sous les ordres de M. de Turenne; y servit aux siéges de Nimègue et de Bommel, et concourut à la prise de plusieurs

contre tous les efforts de l'armée ennemie. Dans cette action, qui fut très-meurtrière pour les Français, il fut blessé au front par une balle. En 1797, il passa à l'armée d'Italie, et entra des premiers dans le village de Stépizza, dont on s'empara le 27 mars. Il se distingua, à la même époque, à la prise de Chiusa, près de Tarvis; monta le premier à l'assaut des retranchements; passa par une embrasure au moment où les canonniers allaient mettre le feu aux pièces; pénétra dans le fort; y fit prisonnier le général autrichien Clebec, et le sauva de la fureur des soldats, qui, irrités de l'opiniâtre et inutile résistance de cet officier, voulaient le faire périr. Devenu chef de brigade, il fut employé, en 1798, à l'armée de Rome, dans la division du général Duhesme; se trouva à l'investissement de Civitella-del-Tronto, commencé le 7 décembre; à la prise de Pescara; fut chargé de poursuivre, avec 6 compagnies de grenadiers et quelque cavalerie, un corps de troupes napolitaines qui avait été forcé à la retraite, et le dispersa entièrement. Employé à l'armée de Naples, en 1799, il fut détaché, le 19 janvier, sur Benavente, à l'effet d'y enlever un trésor qu'on savait y être gardé. Étant parti de Maddaleni, avec la 17ᵉ demi-brigade de ligne et un détachement du 7ᵉ régiment de chasseurs à cheval, il se mit en devoir de traverser les gorges de l'Apennin, connues sous le nom de *Fourches-Caudines;* parvint à faire effectuer le passage du défilé, malgré tous les obstacles qui lui furent opposés; s'empara de Benavente, et se saisit de tout ce que cette ville renfermait de précieux. Instruit de la marche de l'armée sur Naples, il quitta Benavente le lendemain 20; mais à peine était-il sorti de cette ville, qu'il fut attaqué par plus de 12,000 paysans insurgés qui occupaient toutes les hauteurs environnantes, et qui s'étaient emparés d'un des défilés des *Fourches-Caudines.* Parvenus à cet endroit, après s'être fait jour à la baïonnette, les soldats français, déjà fatigués par le combat meurtrier qu'ils venaient de livrer aux insurgés, parurent effrayés des difficultés qui leur restaient à vaincre. Broussier, aussi judicieux qu'il était intrépide, sentit combien

DE CHOISEUL-BEAUPRÉ (Antoine-Cleriadus), *comte de Choiseul*, *lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 16 mars 1664. Il entra aux mousquetaires en 1683; devint lieutenant au régiment du Roi, en 1684, et servit à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg. Il obtint la charge de lieutenant-général en Champagne, au département de Chaumont, Vitry et Saint-Dizier, à la mort de son père, par provisions données à Versailles le 25 juin 1686, registrées au parlement le 6 août suivant. Il se trouva aux siéges et à la prise de Philisbourg, de Manheim, et de Frackendal, en 1688; fut fait capitaine au régiment du Roi, par commission du 12 mars 1689, et servit à l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Lorges. Il combattit à Fleurus, en 1690; fut employé au siége de Mons; se trouva au combat de Leuse, en 1691; au siége et à la prise des ville et châteaux de Namur; au combat de Steinkerque et au bombardement de Charleroy, en 1692. On lui donna le régiment d'infanterie d'Agénois, lors de sa formation, par commission du 14 octobre de la même année. Il commanda ce régiment à l'armée d'Allemagne, sous les maréchaux de Lorges et de Choiseul, en 1693 et 1694; à l'armée de Flandre, en 1695 et 1696; à l'armée de la Lys, sous le maréchal de Catinat, en 1697; et se trouva au siége d'Ath. Il servit à l'armée de Flandre, en 1702; passa, au mois de septembre, sous les ordres du marquis de Villars, en Allemagne, et combattit à Fridelingen, le 14 octobre. Créé brigadier, par brevet du 23 décembre suivant, et employé à l'armée de Bavière sous le maréchal de Villars, en 1703, il se trouva au siége de Kehl; à l'attaque des lignes de Stolhoffen; au combat de Munderkingen; à la bataille d'Hochstedt et à la prise de Kempten. Employé à la même armée, sous le maréchal de Marchin, en 1704, il combattit à la seconde bataille d'Hochstedt; obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre, et se démit du régiment d'Agénois. Il servit à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Marchin, en 1705. Etant passé en Italie, il s'y trouva à la bataille de Calcinato; au siége et au combat sous Turin, en 1706. Employé à l'armée d'Espagne, par lettres

mais ils eurent à soutenir, dans l'intérieur de la ville, un combat des plus meurtriers contre les habitants, qui, retranchés dans leurs maisons bien barricadées, engagèrent une lutte opiniâtre, dans laquelle il fallut toute l'intrépidité des soldats et la persévérance de leurs chefs pour parvenir à rester maîtres de la place. La prise d'Andria coûta aux Français 30 officiers, et 250 sous-officiers et soldats. Cette perte considérable porta les vainqueurs à exercer une vengeance terrible : 6000 habitants furent passés au fil de l'épée, et toute la ville devint la proie des flammes. La ville de Trani, que cet exemple aurait dû intimider, ne se montra au contraire que plus déterminée à se défendre : elle était regardée comme le boulevard de l'insurrection, et la principale place d'armes des révoltés. Outre les habitants, plus de 8000 hommes, anciens matelots, corsaires ou soldats napolitains, s'étaient chargés de sa défense. Le général Broussier marcha sur cette ville; arriva devant ses murailles le 1er avril, et fit dresser de suite des batteries, qui commencèrent à jouer dès le 2. Ayant ordonné l'assaut de la place, il conduisit lui-même deux attaques. Après avoir éprouvé une vive résistance, les Français étaient devenus maîtres des remparts, lorsque Broussier, reconnaissant que les maisons de la ville étaient crenelées, et que les rues étaient défendues par du canon et des coupures, il recourut à un expédient qui devait assurer la réussite de son attaque, en même temps qu'il épargnerait ses soldats. Il fit enfoncer les premières habitations; et ses grenadiers étant montés sur les faîtes, qui se trouvaient disposés en terrasses, ils marchèrent ainsi de maison en maison, balayant successivement tous les rebelles qui s'y trouvaient, et rendant nuls tous les moyens intérieurs de résistance qui avaient été préparés. La ville et le fort de Trani furent ainsi emportés. On trouva dans cette place 50 pièces de canon, 12 drapeaux, une grande quantité de munitions, de fusils et d'armes de toute espèce. Trani eut le même sort qu'Andria, il fut réduit en cendres, et tout ce qui s'y trouva en état de porter les armes fut passé au fil de l'épée. Le général Broussier fit aussi soumettre, par des

gen; au siége de Philisbourg, en 1734, et à l'affaire de Clausen, en 1735. Il fut fait capitaine-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Bretagne, par commission du 1er juin 1739; brigadier de cavalerie, par brevet du 1er janvier 1740; capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes de la reine, par provisions du 21 février 1741; et se démit alors de la compagnie des chevau-légers de Bretagne. Il marcha, au mois de septembre suivant, avec la gendarmerie, en Westphalie, où il passa l'hiver, et d'où il alla, au mois d'août 1742, sur les frontières de Bohême. Après plusieurs escarmouches, qu'on essuya dans les défilés et les gorges de l'entrée de ce royaume, l'armée française se retira sur la frontière de la Bavière, et le marquis de Choiseul rentra en France, avec la gendarmerie, au mois de janvier 1743. Il servit, la même année, sur le Rhin, sous les ordres du maréchal de Noailles; finit la campagne en Haute-Alsace, sous le maréchal de Coigny; et fut employé à l'armée du Rhin, sous le même maréchal, par lettres du 1er avril 1744. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 2 mai suivant, il concourut, comme brigadier, à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern, et se trouva à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Déclaré maréchal-de-camp, au mois de décembre, il se démit de la compagnie des gendarmes de la reine; fut employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er avril 1745, et se trouva au passage des Alpes, par la vallée de Spino; aux siéges et à la prise d'Acqui, de Saravalle, des ville et château de Tortone, de Plaisance, de Pavie, d'Alexandrie, de Valence, d'Asti, de Casal, et au combat de Rivarone. Il passa l'hiver à Asti, où il fut fait prisonnier de guerre avec toute la garnison, le 4 mars 1746. Ayant été échangé, en 1747, il se rendit en Provence le 20 mai; fut employé à l'armée de la frontière du Piémont, par lettres du 1er juin; se trouva au passage du Var; à l'attaque des retranchements de Montalban et de Villefranche; à la prise de ces places et de Vintimille, et au ravitaillement de cette dernière place, dans le courant d'octobre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748, il fut employé

vigilance des Russes, faisait filer le 4ᵉ corps, et marchait pour rejoindre par des détours la grande route de Smolensk, qui lui avait été coupée. Le général Broussier fit la campagne de Saxe à la grande-armée, en 1813, et continua à se distinguer en diverses occasions par sa bravoure, son dévouement et ses connaissances dans l'art de la guerre. Après les désastres de cette campagne, il fut nommé commandant supérieur de la ville de Strasbourg et du fort de Kehl. Le roi le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814. Vers la fin de cette année, il fut nommé par S. M. commandant du département de la Meuse; mais il mourut d'une attaque d'apoplexie, avant d'avoir pu se rendre au poste honorable qui lui était assigné. Il a emporté dans la tombe la réputation d'un militaire estimable sous tous les rapports. (*Moniteur, annales du temps.*)

DU BROUTAY, *voyez* DE QUELEN.

DE BRUC DE MONTPLAISIR (René), *marquis de la Guerche, maréchal-de-camp,* naquit à Paris en 1610. Il avait servi long-temps dans le régiment de Poitou infanterie, lorsqu'on l'établit lieutenant de roi à Arras, lors de la prise de cette place, en 1640. Il eut une compagnie de chevau-légers pour y tenir garnison, le 13 septembre 1649, et obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 11 septembre 1651. On lui accorda, le 10 décembre 1654, un régiment de cavalerie qu'avait eu le marquis du Plessis-Bellier, son beau-frère, qui venait de mourir. Il s'en démit en faveur du marquis de la Rablière, son frère, au mois de novembre 1657. En considération des services importants qu'il avait rendus au roi, S. M. érigea en sa faveur la seigneurie de la Guerche en marquisat, par lettres-patentes du mois de février 1682, qui furent enregistrées à la chambre des comptes de Bretagne, le 18 février 1684. Le marquis de la Guerche mourut à Arras, le 22 juin 1682. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 315.)

1738; obtint le gouvernement du fort Louis, le 5 septembre 1741, et passa au gouvernement de St.-Malo, en se démettant de celui du fort Louis, par provisions du 1er mai 1743. Nommé aide-de-camp du roi, par brevet du 1er mai 1744, il suivit S. M. aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes et de Fribourg. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1745, et continua de servir en qualité d'aide-de-camp du roi jusqu'à la paix. Il se trouva au siége de Tournay, et à la bataille de Fontenoy, en 1745, et à la bataille de Lawfeld, en 1747. Il ne servit plus depuis cette dernière affaire, et mourut à Paris, le 11 avril 1754, âgé de 65 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 213; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CHOISEUL-MEUSE (Jean-Baptiste-Armand, *marquis*), *lieutenant-général*, fut fait colonel aux grenadiers de France, en 1759. On l'employa comme aide-major-général, en 1766. Il obtint le grade de brigadier, le 22 janvier 1769, et celui de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il était pourvu de la charge de capitaine des gardes du prince de Condé, lorsqu'il mourut à Paris, au palais Bourbon, en décembre 1815. (*Etats militaires, Moniteur.*)

DE CHOISEUL (Louis), *marquis de Francières, maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs de Francières, fut d'abord fait capitaine au régiment de cavalerie d'Enghien (depuis Condé), le 24 janvier 1638. Il se trouva la même année au siége de Fontarabie; au combat de la Route, en 1639; au siége et au combat de Turin, en 1640; au siége d'Yvrée; au secours de Chivas; à la prise de Céva, de Pianezze, de Mondovi; au siége et à la prise de Coni, en 1641; aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642; aux combats de Villelongue et de Martoreil; au siége de Tamarit; au secours de Lérida, dont on fit lever le siége aux Espagnols, en 1643; aux combats de Fribourg, et aux siéges de Philisbourg, de Mayence et de Landau, en 1644. Nommé mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie, composé d'abord de 10 compagnies, qu'il leva par commission du 21 novembre de cette année, il obtint, le 31 décembre

suivant, un autre ordre pour le porter à 20 compagnies, et le commanda au siége et à la prise de la Mothe, en 1645. Il fut fait sergent de bataille, en 1646, et servit en cette qualité au siége de Dunkerque. Il obtint, par brevet du 16 juin 1647, le grade de maréchal-de-camp. Son régiment fut licencié en 1648. On lui donna le gouvernement, avec la charge de bailli, de Langres, en 1649. Il se démit, en 1651, de sa compagnie dans le régiment de Condé, en faveur de son fils, et ne servit plus (1). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 225; *Gazette de France.*)

DE CHOISEUL-FRANCIÈRES (Claude), *comte de Choiseul, maréchal de France*, fils du précédent, naquit le 1er janvier 1632. Il fut fait gouverneur et bailli de Langres, sur la démission de son père, en 1649. Il servit, dès la même année, comme volontaire, jusqu'en 1651, époque à laquelle il eut une compagnie au régiment de Condé, pareillement sur la démission de son père. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie, qu'il leva par commission du 6 mai 1653, il se trouva la même année au combat de Vitri-sur-Seine, où il se distingua, et aux siéges de Mouson et de Sainte-Ménéhould. Employé au siége d'Arras, en 1654, il combattit à l'attaque des lignes par les Espagnols, et y défit le régiment d'Obock, dont il enleva les tymbales. Il se signala, en 1655, aux siéges de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain. Employé au siége de Valenciennes, en 1656, il arrêta avec 12 escadrons français trente escadrons ennemis, qui se disposaient à piller les équipages de l'armée du vicomte de Turenne, alors occupée au siége de Cambray. Après avoir servi au siége de Montmédy, en 1657, il s'enferma dans Rethel, menacé par les ennemis, et marcha ensuite à la prise de Saint-Venant et de Mardik. Le maré-

(1) L'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, tom. IV, p. 846, lui donne la qualité de lieutenant-général des armées du roi; mais Pinard dans sa *Chronologie militaire*, tom. VI, pag. 225, dit n'avoir trouvé cette promotion dans aucun des registres du dépôt de la guerre.

chal de la Ferté lui donna, en 1658, le commandement d'un corps de 2000 hommes pour couvrir Landrecies, le Quesnoy et les places voisines, pendant le siége de Dunkerque. La paix se fit en 1659. On réduisit son régiment à une compagnie franche, le 18 avril 1661. Il marcha avec cette compagnie au siége de Marsal, qui finit par le traité de Nomeni, signé le 1er septembre 1663. Il se distingua en Hongrie sous le comte de Coligny, au combat de Raab ou de Saint-Godard, le 1er août 1664. Revenu en France, il rétablit son régiment, le 7 décembre 1665, et fut créé brigadier de cavalerie, par brevet du 4 mai 1667. Il se trouva, la même année, aux siéges et à la prise de Tournay, le 24 juin; de Douay et du fort de Scarpe, le 6 juillet; et de Lille, le 27 août. Il concourut, le 31 du même mois, à la défaite du comte de Marchin et du prince de Ligne, près du canal de Bruges, et y prit les tymbales d'un régiment ennemi, auquel il fit des prisonniers. Il servait en Flandre, en 1668, lorsque la paix fut conclue, le 2 mai. Son régiment fut licencié, le 24; mais on conserva sa compagnie, par ordre du 26. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 2 avril 1679, il passa en Candie sous le maréchal de Navailles; prit le commandement des troupes que le maréchal y laissa, et défendit glorieusement, pour la république de Venise, cette île, alors attaquée par les Musulmans (1). Lorsqu'il revint en France, après cette expédition, l'Europe entière retentissait du bruit de ses exploits. Il se démit de sa compagnie de cavalerie, au mois de mars 1672; servit comme maréchal-de-camp, sous le prince de Condé, au siége de Wesel, qui se rendit le 4 juin; au passage du Rhin, le 12 du même mois; à la conquête d'Arnheim, le 15; à la prise du fort de Skenk, le 19; de Nimègue, le 9 juillet; de l'île et de la ville de Bommel, le 26 septembre. Il servit, sous le même prince, en 1673; et, avec un seul bataillon et une compagnie de cavalerie, il défendit la

---

(1) Les Vénitiens l'avaient demandé à Louis XIV, pour servir sous le maréchal de Navailles.

ville de Bragne, près de Wesel, contre les efforts du prince d'Orange, qui ne put l'y forcer. Il combattit encore sous le prince de Condé à la bataille de Seneff, le 11 août 1674; chassa les ennemis d'une hauteur, et les contraignit de se retirer avec perte dans le village. Employé en Lorraine, pendant l'hiver, sous le maréchal de Rochefort, il prit la ville de Deux-Ponts et plusieurs châteaux. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 février 1676, il servit à l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Luxembourg; y défit une escorte de fourrageurs; et commanda l'arrière-garde de l'armée à la retraite sous Saverne. Employé à l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Créquy, en 1677, il combattit à Kokesberg, le 7 octobre, et se trouva à la prise de Fribourg, le 14 novembre. Il servit, sous le même maréchal, en 1678; contribua, le 6 juillet, à la défaite du comte de Stharemberg, retranché à la tête du pont de Rheinsfeld; passa la Kintzig, à la vue du duc de Lorraine, retranché sur l'autre bord; le chargea dans sa retraite et le mit en désordre, le 23 du même mois: on emporta, le 27, le fort de Kehl. Employé à l'armée du Bas-Rhin, en 1679, il eut part à la défaite des troupes de l'électeur de Brandebourg, le 21 juin; passa ensuite le Weser; et força, le 30, les ennemis qui s'étaient retranchés sur la rive opposée. L'électeur de Cologne le fit, avec la permission du roi, général-maréchal-de-camp de ses armées, par pouvoir du 11 mars 1684. Le comte de Choiseul réduisit la ville de Liége sous l'obéissance de l'électeur. Le roi lui donna le gouvernement de St.-Omer, par provisions du 12 août de la même année. L'électeur de Cologne lui fit présent de 3 pièces de canon, que le roi lui permit d'accepter, par brevet du 9 novembre. Le comte de Choiseul fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1688. Employé à l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Duras, en 1689, il commanda un corps séparé de 5000 hommes de cavalerie; passa le Rhin sur le pont d'Huningue, le 10 juin; campa à Wecler, à une lieue de Bâle; ravagea le marquisat de Dourlach, et enleva par-là, aux Impériaux, les moyens de subsister. Il avait ordre d'examiner les Suisses, qui tenaient alors leur diète, et qui délibéraient sur le parti qu'ils

devaient prendre; et on lui avait recommandé d'observer l'électeur de Bavière, et de se rapprocher du maréchal de Duras, si l'électeur joignait le duc de Lorraine. Il prit Bretten, le 12 juin; s'empara du château de Staffurt, et repoussa un corps qui s'était approché au secours de ces places. Employé, dans la même armée, sous M. le dauphin, et le maréchal de Lorges, en 1690, il se tint sur la défensive. Le comte de Choiseul ne servit point en 1691. On l'employa, en 1692, dans l'armée de Normandie, sous le maréchal de Bellefonds, pour la défense des côtes. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles le 27 mars 1693, il prêta serment le 28, et commanda l'armée d'Allemagne, conjointement avec le maréchal de Lorges, par pouvoir du 27 avril. Cette armée ne fit aucune expédition. Commandant l'armée de Normandie, par pouvoir du 28 avril 1694, il empêcha, par son autorité et la sagesse de ses ordres, que le Hâvre-de-Grâce ne se ressentît du bombardement de la flotte anglaise. Il eut le commandement de l'armée du Rhin, par pouvoir du 17 avril 1696. Il fit élever un fort sur le Rhin, vis-à-vis Schreck, y mit 200 hommes, le 30 juillet, et rendit tous les passages du Rhin impraticables aux ennemis. Il couvrit Philisbourg et Landau, fit raser les lignes que les Impériaux avaient sur le Spirebach, et envoya ensuite les troupes dans les quartiers d'hiver. Il commanda l'armée du Rhin, par pouvoir du 7 mai 1697. On se tint sur la défensive pendant toute cette campagne, c'est-à-dire, jusqu'à la paix de Riswick, signée le 30 octobre. Le maréchal de Choiseul n'a plus servi depuis. Il obtint le gouvernement de Valenciennes, par provisions du 22 septembre 1706, et se démit alors du gouvernement de Saint-Omer. Il mourut, le 15 mars 1711, à l'âge de 78 ans (1). Le comte de Choiseul fut l'un des plus grands capitaines d'un siècle si fécond en héros. Il passait pour être aussi habile guerrier que mauvais courtisan. (*Chronologie milit., tom. III, pag.* 66; *Histoire de M. de Quincy, Bauclas, Gazette de*

---

(1) Il était doyen des maréchaux de France, depuis 1707.

valier des Ordres du roi, le 1er janvier 1748, il fut reçu, le 2 février suivant. Il obtint, par provisions données à Versailles, le 9 mai 1751, la charge de lieutenant-général du gouvernement de Languedoc, au département du Bas-Languedoc; se démit, le 9 septembre suivant, de la charge de secrétaire-d'état et du département des affaires étrangères, et rentra au conseil, d'où il s'est retiré, au mois de juillet 1756. Il y rentra, le 2 juillet 1758, et mourut avant le 1er avril 1763. (*Chronologie milit.*, *tom. VII*, *p.* 187; *Gazette de France.*)

DE BRULART (René), *marquis de Genlis*, *lieutenant-général*, d'une autre branche de la même famille que les précédents, fut d'abord nommé lieutenant au régiment des gardes-françaises, le 24 décembre 1641; servit aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642, et à celui de Gravelines, en 1644. Devenu capitaine au même régiment, le 24 mai 1646, il servit au siége et à la prise de Courtray; au siége de Bergues, où il fut blessé à l'attaque de la demi-lune; à ceux de Furnes et de Dunkerque. Pendant le siége de cette dernière place, il fut un de ceux qui, à la tête des gardes, repoussèrent les ennemis dans une sortie, après un combat de plus de trois heures. Il se trouva, en 1647, à la prise du fort de la Knoque; au siége et à la prise de Dixmude, où il commanda l'attaque de la gauche de la demi-lune qu'on emporta. Il servit, la même année, à la prise des forts de Nieufdam et de l'Écluse; au siége et à la prise d'Ypres, et combattit à Lens, en 1648. Il fut employé au blocus de Paris, en 1649; au siége de Seurre, en 1650; à la soumission de la Rochelle, et au siége de la tour de Saint-Nicolas de cette ville, en 1651. Pendant le siége de Saintes, en 1652, il reçut dans son haut-de-chausse un coup de mousquet, qui ne le blessa point. Il obtint, le 3 décembre 1653, un régiment de cavalerie vacant par la mort du comte de Genlis, son neveu, et se démit de sa compagnie aux gardes. Il servit à l'armée de Turenne, qui couvrit le siége de Stenay, en 1654; marcha, la même année, au secours d'Arras; à la prise du Quesnoy; au siége et à la prise de Landrecies, de Condé,

vice du même jour, il se démit alors du régiment de Conti; marcha au passage des Alpes effectué par la vallée de la Stura; se trouva à la prise de Château Dauphin; au siége et à la prise de Demont; au siége de Coni et à la bataille de la Madona, qui se donna sous les murs de Coni. Il fut employé à l'armée du Bas-Rhin, par lettres du 1er avril 1745; se trouva à l'affaire de Northeim, et commanda l'arrière-garde au passage du Rhin. Il fut nommé, le 1er février 1746, lieutenant-général au gouvernement du Dauphiné, sur la démission du comte de Sassenage, et prêta serment pour cette charge, le 4 avril. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai suivant, il servit au siége de la citadelle d'Anvers; couvrit avec l'armée le siége des ville et château de Namur, et combattit à Raucoux. Il se trouva, en 1747, à la bataille de Lawfeld, et couvrit le siége de Berg-op-Zoom. On le créa lieutenant-général, le 10 mai 1748, et il fut envoyé, en décembre 1758, comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du roi auprès de l'empereur et de la reine de Hongrie. Créé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1760, on le reçut en cette qualité, le 2 février suivant. Le roi le nomma son ministre plénipotentiaire près du congrès d'Augsbourg, en mars 1761. Il se démit de la lieutenance-générale du Dauphiné, en juillet de la même année. Il fut nommé ministre-d'état, au mois d'août suivant, et prit séance au conseil dans le même mois. On le fit secrétaire-d'état avec le département des affaires étrangères, le 12 octobre; et il prêta serment en cette qualité, le 13 du même mois. Créé duc et pair, en octobre suivant, il prit alors le titre de duc de Praslin. Il obtint la charge de lieutenant-général en Bretagne, et prêta serment en cette qualité, le 12 décembre Il fut reçu et prit séance au parlement, comme pair de France, le 21 du même mois. Il fut exilé, le 24 décembre 1770, avec le duc de Choiseul (Étienne-François), son parent, dont il partagea la disgrâce. Il mourut vers l'an 1788. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 480; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE **CHOISEUL** (Renaud-César-Louis), *vicomte de Melun et de Choiseul*, puis *duc de Praslin*, *maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit le 18 janvier 1734. Il entra au service comme cornette dans le régiment de la Rochefoucauld cavalerie, et fut fait guidon de gendarmerie, le 20 mars 1749. Il passa colonel aux grenadiers de France, puis colonel du régiment de Poitou. On le créa brigadier d'infanterie, le 25 juillet 1762. Il fut menin de monseigneur le dauphin. On l'envoya, en mars 1764, complimenter, de la part du roi, l'empereur, l'impératrice-reine de Hongrie, et le roi des Romains, sur leur élection. Il fut nommé, en avril 1766, ambassadeur extraordinaire à la cour de Naples, où il résida jusqu'en 1771. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770. (*Etats militaires*, *annales du temps*.)

DE **CHOISEUIL-PRASLIN**, (Antoine - César, *comte*), *maréchal-de-camp*, fils de Renaud-César-Louis de Choiseul, qui précède, naquit à Paris, le 6 avril 1756. Il fut fait sous-lieutenant à la suite du régiment de Besançon artillerie, le 6 avril 1772; capitaine à la suite de la cavalerie, le 18 avril 1774, et remplacé dans le régiment Royal-Cravates, le 10 décembre 1776. Il devint mestre-de-camp en second du régiment de la Reine infanterie, le 3 juin 1779. (*Etats militaires*.)

DE **CHOISEUL-BUSSIÈRES** (Louis-Marie-Gabriel-César, *marquis*), *maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs et comtes d'Esguilly et de Bussières, naquit le 6 juin 1734. Il entra au service en qualité de second cornette des chevau-légers d'Orléans, en 1758; fut fait enseigne des gendarmes de Berri, le 10 février 1759; sous-lieutenant des gendarmes d'Orléans, le 22 mai suivant, et capitaine-lieutenant des gendarmes Dauphin, le 20 février 1761. Il fut envoyé comme ambassadeur à la cour de Turin, en 1765. On le créa brigadier de cavalerie, le 3 janvier 1770, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il mourut avant l'année 1784. (*Etats militaires*.)

DE CHOISEUL-PRASLIN (Charles), *marquis de Praslin, maréchal de France*, issu de la branche des seigneurs-marquis-de Praslin, apprit le métier des armes sous le maréchal de Matignon, et servit comme volontaire au siége de la Fère, où il se distingua, en 1580. Il avait une compagnie d'infanterie et une compagnie de chevau-légers, en 1584. Il leva un régiment d'infanterie, suivit le duc de Mayenne à la prise de Montignac-le-Comte, de Beaulieu, de Castel, de Saint-Bazeille, de Montségur et de Castillon, en 1586. Il se signala particulièrement aux siéges de ces deux dernières places, et au combat de Vimory, en 1587. On licencia son régiment après la campagne de cette dernière année. Devenu capitaine d'une compagnie de gendarmes, en 1588, il marcha, en 1589, sous le roi, au siége de Paris (1). Sur la fin du règne de Henri III, Choiseul engagea ses biens, leva des soldats et vint se ranger sous les bannières de Henri IV, avec lequel il combattit à Ivry, le 14 mars 1590. Il fut des premiers avec d'Aumont, d'Humières et Givry, à reconnaître Henri IV pour roi de France. Il accompagna ce prince au siége de Chartres, qui se rendit le 12 avril 1591; au siége de Rouen, et au combat d'Aumale, en 1592. Après la réduction de Paris, en 1593, le roi le fit capitaine de la 1re compagnie française des gardes-du-corps, vacante par la mort du comte de Clermont d'Entragues et du marquis de Richelieu, par provisions du 20 mars de cette année. Il fut successivement nommé gouverneur de Troyes; lieutenant-général du bailli de cette ville; capitaine d'une compagnie de 50 hommes d'armes; et commandant de la Champagne, province qu'il maintint dans l'obéissance. Il défit, en la même année 1593, sous le duc de Bouillon, l'armée du duc de Lorraine, qui assiégeait Beaumont; tua aux ennemis 1500 hommes, et leur prit 6 canons. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 7 janvier 1595. Il combattit à

(1) Il avait été arrêté et emprisonné à Paris, le 16 janvier de la même année 1589, par les factieux, et parce que son attachement au roi Henri III l'avait rendu suspect.

DE BRULART (Florimont II), *marquis de Genlis, maréchal-de-camp,* fils du précédent, était capitaine au régiment de cavalerie du maréchal d'Estampes, lorsqu'il obtint ce régiment, sur la démission du même maréchal, par commission du 27 mai 1651. Il commanda ce régiment à l'armée de Flandre, la même année; donna de grandes preuves de valeur à la défaite de la cavalerie espagnole, près de Landrecies, et, quoique âgé seulement de 17 ans, il fit le coup de pistolet avec un major ennemi qu'il tua. Créé maréchal-de-camp, le 16 mai 1652, il se trouva au combat de Blesnau, d'Étampes et du faubourg Saint-Antoine; servit au siége de Sainte-Ménéhould, en 1653, et mourut au mois de novembre suivant. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 362; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI; Gazette de France.*)

DE BRULART (Hardouin), *chevalier de Genlis, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, fut fait lieutenant au régiment d'Artois infanterie (depuis la Couronne), en 1672. Il se trouva aux siéges d'Orsoy, de Rimberg, de Doesbourg, d'Utrecht, et autres places de la Hollande, et au siége de Maestricht, où le régiment mérita le nom de la Couronne, par la distinction avec laquelle il y servit, en 1673. Il se trouva à la bataille de Turckeim; aux siéges de Dinant, de Huy et de Limbourg; à la bataille de Consarbruck, et à la défense de Trèves, en 1675. Il obtint la compagnie d'un de ses frères, qui devint colonel du régiment après la bataille de Consarbruck; commanda cette compagnie aux siéges de Bouchain, d'Aire et de Condé, en 1676, et au siége de Saint-Omer, en 1677. Pendant ce siége, il obtint, le 12 mars, le régiment de la Couronne, devenu vacant par la mort de son frère, qui avait été tué. Il commanda ce régiment à la bataille de Cassel, où il fut blessé; à la prise de Saint-Omer; aux siéges de Gand et d'Ypres, et à la bataille de Saint-Denis, près Mons, en 1678; au siége et à la prise de Luxembourg, en 1684. Créé brigadier d'infanterie, le 24 août 1688, et inspecteur-général de l'infanterie, le 2 décembre, il fut employé à l'armée d'Allemagne, par

de Guise, en 1616, il attaqua, le 7 janvier, à Nanteuil, près Pamprou, trois régiments du prince de Condé, les désarma et leur prit 5 drapeaux et 5 mestres-de camp. On accorda, la même année, au fils du marquis de Praslin, la survivance de la charge de lieutenant-général au gouvernement de Champagne. Le marquis de Praslin servit au siége de Rethel, qui se rendit au duc de Guise, le 16 avril 1617. Il avait reçu, le 15, une mousquetade qui lui avait percé la cuisse. Créé maréchal de France, par état donné au Plessis lès-Tours, le 24 août 1619, il prêta serment, le 25, et son état fut enregistré à la connétablie, le 12 mars 1622. Il assiégea, en 1620, le château de Caen, qui se rendit au roi au mois de juillet. Il alla, le 13 août, au-devant de la reine-mère, qui se rendait au château de Brissac pour son entrevue avec le roi. Pendant le siége de Saint-Jean-d'Angély, en 1621, le maréchal commanda, le 3 juin, une des attaques. Il entra dans le fossé, le 5, et y fut blessé : la place capitula le 23. Au siége de Montauban, il reçut, le 17 septembre, un coup de mousquet dans le ventre. Il chassa, le 23, les ennemis qui enlevaient une batterie de 4 canons, et défit, le 28, une partie du secours qu'on envoyait aux assiégés. Il courut le risque d'être enseveli sous une mine, le 29 du même mois. Après une forte attaque, faite le 1er jour d'octobre, il gagna, avec le maréchal de Chaulnes, une partie de l'ouvrage à cornes, et s'y logea avec tant d'avantage, qu'à la faveur de la sape on put pénétrer entre deux terres jusqu'à la contrescarpe de la ville. Le connétable de Luynes ayant levé le siége de Montauban, le 2 novembre, le maréchal de Praslin, qui était tombé malade, eut, le 10, la permission de quitter l'armée. Il commanda, sous le roi, lors de la défaite de M. de Soubise dans l'île de Ré, le 6 avril 1622. Il servit aux siéges de Royan, qui capitula, le 11 mai (1); de Negrepelisse, emporté d'assaut, le

---

(1) Le jeune roi Louis XIII, qui se trouvait à ce siége, dit au maréchal de Praslin : « C'est à vous de m'instruire de ce que je dois faire : c'est » pour la première fois que je me trouve à pareille fête. »

10 juin; du château, qui se rendit, le 11; de Saint-Antonin, pris à discrétion, le 22; du Mas-Saintes-Puelles, qui se soumit, le 2 juillet; de Bedarieux, qui capitula, le 12; de Mauguio, que le prince de Condé prit, le 1er août; et enfin de Lunel, qui se rendit, le 7. Le roi le fit gouverneur et lieutenant-général en Saintonge et au pays d'Aunis, sur la démission du duc d'Épernon, par provisions données au camp devant Montpellier, le 15 août. Il emporta, le 13 septembre, avec le régiment des gardes, l'ouvrage à cornes de Montpellier. Il prêta serment, pour le gouvernement d'Aunis, le 18 octobre. Le 19, le roi pardonna à la ville de Montpellier, et accorda la paix aux calvinistes. Le maréchal de Praslin fit enregistrer, au parlement de Paris, le 19 mars 1623, ses provisions de gouverneur et lieutenant-général de Saintonge et d'Aunis. Le duc de Rohan ayant fait, en 1625, une descente sur les côtes de Médoc et d'Olonne, fut battu, le 18 janvier 1626, par le maréchal de Praslin et le maréchal de Thoiras. Le maréchal de Praslin mourut, le 1er février 1626, âgé de 63 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 429; *Journal de Bassompierre, le Père Daniel, le Père d'Avrigny, l'abbé Le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri, Dictionnaire des Maréchaussées, l'abbé de Neufville, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VIII, pag.* 421; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V, pag.* 473; *et tom. VI, pag.* 227 *et* 298.)

DE CHOISEUL-PRASLIN (Roger), *marquis de Praslin, maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut nommé lieutenant-général en Champagne au département de Troyes, Langres, etc., en survivance de son père, par provisions du 2 février 1616, registrées au parlement, le 7 décembre

(1) Le maréchal de Praslin avait servi pendant 50 ans; il s'était trouvé à 47 batailles ou combats. Il avait soumis 53 villes rebelles, commandé 9 armées et reçu 36 blessures. Il fut considéré, à juste titre, comme un des premiers capitaines de son temps.

1617. Il servit comme volontaire sur la flotte du roi, commandée, en 1625, par le duc de Montmorency, et concourut à la défaite de la flotte rochelaise et à la prise des îles de Ré et d'Oleron. S'étant ensuite battu en duel, il fut disgracié et privé de la lieutenance-générale du gouvernement de Champagne, qu'on donna, à la mort de son père, au marquis de Vignolles. Il rentra en grâce, en 1627; servit à la tête d'une compagnie de chevau-légers, au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628; à l'attaque du Pas-de-Suze; aux siéges de Privas et d'Alais, en 1629; et à la conquête de la Savoie, en 1630. Il passa de là en Piémont, sous les ordres du duc de Montmorency; combattit à Veillane; se trouva au siége et à la prise de Saluces et de son château; à la prise du fort Saint-Pierre et du château de Bresol, et au combat du pont de Carignan. Il servit ensuite au siége de Trèves, en 1633, et à la prise de la Mothe, où il fut blessé, en 1634. Il combattit avec la plus grande valeur à Avein, en 1635, et servit au siége de Corbie, en 1636. A la mort du marquis de Vignolles, on lui rendit la charge de lieutenant-général au gouvernement de Champagne, avec le gouvernement des ville et bailliage de Troyes, par provisions données à Dangu, le 17 mars 1637, registrées au parlement, le 6 août suivant; et il prêta serment le même jour 17 mars. Il obtint, par provisions du 5 juillet, la charge de mestre-de-camp-général de la cavalerie, avec la compagnie qui y était attachée; servit au siége de Landrecies, et à celui de Maubeuge. Il passa au travers de l'armée ennemie, pour avertir la garnison laissée à Maubeuge qu'on marchait à son secours. Le cardinal de la Valette, après avoir fait lever au général ennemi le siége de cette place, fit celui de la Capelle, pendant lequel le marquis de Praslin servit avec distinction. Il défit 3 compagnies espagnoles de la garnison de la place, qui en étaient sorties pour tenir la campagne. A la formation des compagnies de cavalerie en régiments, le marquis de Praslin obtint, par commission du 24 janvier 1638, un de ces régiments, qui porta, pendant le temps qu'il l'eut, le nom de mestre-de-camp-général. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 21 avril suivant, il servit au siége de Saint-Omer,

LE BRUN (Étienne), *lieutenant-général.* Après avoir servi, pendant un an, en qualité d'enseigne dans le régiment d'Argenson, des milices du Dauphiné, il entra, au mois de février 1697, enseigne au régiment de la Couronne; servit en Flandre la même année, et au camp de Compiègne, en 1698. Nommé aide-major, au mois de février 1702, il se trouva, la même année, à la défaite des Hollandais, sous Nimègue, et à la défense de Bonn, en 1703. Il passa avec son régiment, au mois de décembre, en Espagne; et servit aux siéges et à la prise de différentes places du Portugal. Il obtint, le 14 février 1705, une commission pour tenir rang de capitaine, et servit, la même année, au siége de Gibraltar, sous le maréchal de Tessé; à celui de Carthagène, sous le maréchal de Berwick, en 1706, et à différents siéges et batailles, en 1707 et 1708. Il continua de servir à l'armée d'Espagne, sous le maréchal de Besons, en 1709. Il passa, avec son régiment, à l'armée de la frontière du Dauphiné, et y servit, en 1710, 1711, 1713 et 1714. Quelques blessures, qu'il avait reçues dans différentes occasions, l'empêchant d'agir avec l'activité qu'exige l'aide-majorité, il quitta cet emploi; passa à une compagnie, le 7 août de cette dernière année, et à la compagnie de grenadiers, par lettres du 25 septembre. Il se trouva, en 1719, au siége et à la prise du Port-du-Passage, de Fontarabie, des ville et château de Saint-Sébastien, d'Urgel, et au siége de Roses. Il devint major de son régiment, le 25 avril 1720, et lieutenant-colonel, le 7 octobre 1722. Créé brigadier, le 20 février 1734, il fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, et monta plusieurs tranchées au siége de Philisbourg. Il servit encore à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, et se trouva à l'affaire de Clausen. Nommé maréchal-de-camp, le 1er janvier 1740, il quitta la lieutenance-colonelle du régiment de la Couronne; fut nommé pour commander dans les Cévennes, le 1er février, et employé, comme maréchal-de-camp, en Languedoc, par lettres du même jour. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, le 10 mai 1748, on lui donna, le 1er juillet suivant, un ordre pour commander

na aussi, par commission du 22 juillet, le régiment de cavalerie qu'avait eu son frère. Il combattit, en 1641, à la bataille d'Honnecourt, perdue par le maréchal de Guiche. Il se trouva à la prise d'Ast, et au siége de Trin, en 1643; servit à la réduction de Sant-Y-A; contribua par son habileté à la reprise du château d'Ast, en 1644; à la reprise de Vigevano et de la Rocca; et au combat du passage de la Mora, en 1645. Il s'empara, en 1646, de deux tours entre Piombino et Porto-Longone; s'acquit une grande réputation au siége de cette dernière place, où il fit, le 13 octobre, un logement sur la contrescarpe; fut blessé à l'assaut, donné le 28; et porta au roi la nouvelle de la prise de cette forteresse. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 6 février 1647, il servit au siége de Crémone, qu'on leva au mois de novembre. Il obtint le gouvernement de Troyes, par provisions du 20 juin 1648; combattit à Crémone, dans le même mois de juin, et servit au siége de cette place. Il fut employé au blocus de Paris, sur la fin de cette année et au commencement de la suivante; marcha ensuite au siége de Cambray; et servit u siége et à la prise de Condé et de Maubeuge. Il se démit de son régiment, en 1650; fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er octobre 1655, et finit la campagne de cette année, sous le maréchal de la Ferté. Il se démit de la lieutenance-générale de Champagne, au mois d'avril 1684, et mourut à Praslin en Champagne, le 12 décembre 1690, âgé de 78 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 225; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CHOISEUL-PRASLIN (César)(1), *comte du Plessis*, puis *duc de Choiseul, pair* et *maréchal de France*, issu de la branche des comtes du Plessis, ducs de Choiseul, fut connu d'abord sous le nom de comte d'Hostel. La vivacité d'esprit et l'enjouement qu'il déploya dès son enfance le firent

---

(1) Il reçut le prénom de César, qui était celui du duc de Vendôme, son parrain.

nommer, par Henri IV, enfant d'honneur de Louis XIII. Ce dernier prince, devenu roi, fit le comte d'Hostel, à peine âgé de quatorze ans, mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, levé par commission du 16 septembre 1616. Ce régiment, après avoir été plusieurs fois licencié et remis sur pied, fut rétabli pour la dernière fois, le 3 août 1620, sous le nom de du Plessis que portait alors César de Choiseul (1). Il servit à la tête de ce régiment aux siéges de Saint-Jean-d'Angély, qui capitula le 23 juin 1621; de Clérac, rendu à discrétion le 4 août; de Montauban, levé le 2 novembre; de Monheurt, pris le 12 décembre, et de Royan, qui se rendit le 11 mai 1622. Pendant le premier siége de la Rochelle, en 1625, il fut envoyé avec son régiment dans l'île d'Oleron pour s'opposer à la descente des Anglais, dont il fit échouer les efforts. Les Anglais se portèrent, en 1627, sur l'île de Ré. Thoiras, qui y commandait, allait être obligé de capituler, lorsque Choiseul, bravant, sur de frêles embarcations, une flotte formidable, aborde dans l'île; bat l'Anglais Buckingham; favorise la descente des renforts amenés par Schomberg; taille en pièces l'arrière-garde ennemie, et lui prend ses canons et ses drapeaux, qui furent conduits en pompe à Paris. Choiseul déploya de grands talents militaires pendant le deuxième siége de la Rochelle, en 1628, et commanda dans cette ville, après sa reddition, qui eut lieu le 28 octobre. Il se distingua, sous les yeux du roi, en 1629, au Pas-de-Suze, que les Français forcèrent, le 6 mars, ainsi qu'au dégât de Montauban; et défit deux partis sortis de cette place, au mois d'avril. Il concourut à la prise de Privas, le 27 mai suivant; marcha, en 1630, au siége de Pignerol, que les Français prirent le 22 mars, et au combat de Veillane, où le prince de Piémont fut battu le 20 juillet. Il se trouva, le 6 août, à l'attaque du pont de Carignan, où il défit

(1) Presque honteux de commander si jeune à de vieux soldats, Choiseul résolut de partager leurs fatigues, et de marcher à leur tête, toujours à pied.

un grand corps de vieille infanterie espagnole ; au combat qui se donna, le 9, sur les bords du Pô, et au second secours de Casal, à l'occasion duquel on traita avec les ennemis, le 26 octobre. Sur la fin de la même année, il fut envoyé en Piémont auprès du duc de Savoie, et, en 1631, auprès de tous les princes d'Italie, avec le titre d'ambassadeur extraordinaire. En 1632, il fut nommé ambassadeur à Turin, où il demeura pendant trois ans. On le pourvut, la même année, du gouvernement de la province et de l'évêché de Toul. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 21 juillet 1635, et employé en cette qualité à l'armée d'Italie, sous le maréchal de Créquy, il servit au siége de Valence, qui fut levé le 28 octobre; et fortifia ensuite la ville de Brema, dans laquelle il commandait une garnison de 1500 hommes qui donnait beaucoup d'inquiétude aux habitants du Milanais. En 1636, à la tête de 800 chevaux, il chargea l'armée des Espagnols près du Tésin. Obligé après cette charge, de traverser 3 lieues de plaine, et poursuivi par des forces supérieures, il se mit à la tête du dernier escadron de son arrière-garde; battit tout ce qui l'approcha de trop près, et fit plusieurs prisonniers. Au combat de Buffarola, près du Tésin, le 23 juin, il fut exposé au plus grand feu pendant 17 heures, et chargea cependant jusqu'à trois fois les ennemis avec le régiment de Chamblay. En 1637, il marcha au secours de la Roque-d'Arasse, et y eut un cheval tué sous lui. Il remplit les fonctions de sa charge de maréchal-de-camp au combat de Montbaldon. Il n'eut part à aucune des expéditions de la campagne de 1638. En 1639, il servit sous les ordres du cardinal de la Valette, et remporta un avantage considérable, le 26 mars, sur les Espagnols retranchés à Chenciot dans le Monferrat : l'assaut dura 6 heures. A la défense de Turin, dans la même année, il fit une sortie sur les Espagnols, qu'il attaqua vivement dans le faubourg du Pô, et les poursuivit avec tant de vigueur, que beaucoup d'entre eux, réfugiés dans les maisons, se jetèrent par les fenêtres pour chercher à se sauver. La ville de Chivas fut reprise, le 28 juin, à l'attaque du comte du Plessis, qui y reçut un coup de mousquet en reconnaissant la place. Il

sauva Carmagnole, en s'y jetant avant que les ennemis pussent s'y rendre. Il combattit, le 20 novembre, sous le comte d'Harcourt, à la bataille de Quiers, où le prince Thomas perdit 3000 hommes. En 1640, il contribua au ravitaillement de Chivas. Les ennemis ayant assiégé Casal, dans la même année, on résolut d'attaquer leurs retranchements. En conséquence, le comte du Plessis, qui commandait un des corps de l'armée du comte d'Harcourt, mena, le 29 avril, en plein jour, son infanterie contre ces retranchements. Toujours repoussé, il remit sa troupe en bataille à 50 pas de la circonvallation, et sous le feu de l'artillerie et de la mousqueterie de la place. Enfin, sa quatrième attaque ayant mieux réussi, il s'ouvrit un passage; et le reste de l'armée l'ayant suivi, il acheva de battre les Espagnols. Au siége de Turin, il soutint, le 11 juillet, tout à la fois une sortie de la place et une attaque de l'armée ennemie. Battu à sa gauche par 9 pièces d'artillerie dressées sur une montagne, et par plusieurs corps d'infanterie postés sur une hauteur; chargé en arrière par la cavalerie et l'infanterie des assiégés, et pressé de front par de nombreuses troupes, il parvint cependant, avec 900 hommes de pied et 800 chevaux seulement, à repousser toutes les attaques de l'ennemi, auquel il tua 1000 hommes. Turin se rendit le 24 septembre, et le comte du Plessis en eut le gouvernement. Il surprit, en 1641, les Espagnols qui assiégeaient Tossan, et les contraignit de lever le siége. Il commanda la principale attaque au siége de Coni. Créé lieutenant-général des armées du roi, le 29 juillet 1642 (il était alors gouverneur de Carmagnole), il prit, sous le duc de Longueville, la ville de Nice-la-Paille, le 6 septembre. Il mit le siége devant Pont-de-Sture, le 15 octobre, et força cette place de se rendre, le 26 du même mois. Il s'empara du château de Tortone, le 26 novembre, et se rendit maître d'Ast, au mois de mai 1643; et de Trin, le 24 septembre suivant. Il réduisit, sous le prince Thomas, la ville de Sant-Y-A, le 29 août 1644. Promu au grade de lieutenant-général de l'armée de Catalogne, sous le comte d'Harcourt, par lettres du 29 juillet 1645, il fit en chef le siége de Roses, commencé dès le 2 avril précédent. Une

pluie prodigieuse ayant inondé les tranchées et les hutes, le soldat se dispersa dans les campagnes, et il ne resta que 300 hommes avec le général; mais le temps s'étant remis au beau, le jour de Pâques, le soldat revint sous ses drapeaux; et alors on continua, ou plutôt on recommença le siége. La place capitula, le 26 mai, après 49 jours de tranchée ouverte (1). Le comte du Plessis fut créé maréchal de France, par état donné à Paris, le 20 juin, et prêta serment en cette qualité, le 13 juillet. Il fut nommé, par pouvoir du même jour, lieutenant-général commandant l'armée d'Italie, sous le prince Thomas. Il leva, par commission du 20 mars 1646, un régiment d'infanterie pour tenir garnison dans la citadelle de Turin. Il eut ordre d'aller prendre le commandement de l'armée de terre, à la place du duc de Brezé, par lettres du 30 juin suivant. Il commanda, par pouvoir du 18 août, et conjointement avec le maréchal de la Meilleraye, l'armée de terre jointe à celle de la mer (2). Ils prirent Piombino, le 8 octobre, et Porto-Longone le 29. La prise de ces deux places ayant obligé le pape Innocent X à traiter de la paix, Choiseul fut nommé plénipotentiaire par le roi de France. Il fut envoyé en Languedoc, avec un pouvoir, pour y commander les troupes pendant qu'il y séjournerait : ce pouvoir est du 8 mars 1647. Nommé pour commander l'armée de Lombardie sous le duc de Modène, par pouvoir du 3 mai 1648, il passa le Pô avec 1200 hommes de pied et 800 chevaux; traversa une lieue d'eau en présence de 24 barques espagnoles armées; marcha contre le marquis de Caraccène qui était retranché devant Casal, d'où il assiégeait l'armée française, et l'obligea de se retirer. Il le poursuivit ensuite; le combattit près de Crémone; força ses retranchements; franchit 3 fossés pleins d'eau, et fit 3000 prisonniers : cette action eut lieu le 30 juin (3). L'armée française

---

(1) Il ne restait plus dans la place que 5 maisons; le canon des assiégeants avait tout détruit.

(2) Ces armées marchaient alors contre Rome.

(3) Un des fils du maréchal de Choiseul-Praslin, âgé de 20 ans, combattit vaillamment à cette affaire, et y fut tué.

étant trop faible pour investir régulièrement la place de Crémone, les Espagnols en rafraîchissaient la garnison. Ce motif détermina le maréchal de Choiseul à lever le siége de cette place, le 6 octobre. Dans la guerre dite de *la fronde*, Choiseul fut nommé commandant l'armée du roi devant Paris, conjointement avec le maréchal de Grammont, et sous les ordres du prince de Condé. Ils bloquèrent cette capitale, vers la fin de l'année 1648. Le maréchal de Choiseul reprit ensuite Brie-Comte-Robert, dont les Parisiens s'étaient emparés. Il s'opposa, en mars 1649, aux progrès de l'archiduc Léopold d'Autriche, qui s'était avancé avec une armée sur la rivière d'Aisne, et le contraignit de se retirer. Il fut nommé par le roi gouverneur de Monsieur; premier gentilhomme de sa chambre; chef de ses conseils, et surintendant de ses finances : il prêta serment pour toutes ces charges, le 6 mai 1649. Commandant en chef l'armée de Flandre, de Champagne, et des frontières du Luxembourg, par pouvoir du 24 mai 1650, il secourut Guise; prit Rethel, sur les Espagnols, le 14 décembre; et battit près de cette place, le 15 du même mois, don Estevan de Gamare et le vicomte de Turenne. Les Espagnols perdirent dans cette affaire 2000 hommes tués, 2000 faits prisonniers, 8 pièces de canon et tout le bagage de leur armée. Il leva un régiment de cavalerie, par commission du 23 avril 1652. On le fit ministre d'état, par commission du 18 août suivant. Il commanda l'armée de Champagne, par pouvoir du 2 juin 1653. Au siége de St^e^-Ménéhould, il se trouva trois fois obligé de reprendre la tranchée, les ennemis ayant chassé les soldats qui la gardaient, et ruiné les travaux avancés. St^e^-Ménéhould se rendit cependant au maréchal, le 26 novembre (1). Il se démit, au mois de mai 1656, de son régiment de cavalerie, en faveur de son fils. On lui donna, par lettres du 29 janvier

---

(1) Après la prise de Sainte-Ménéhould, Louis XIV, dînant chez le maréchal, lui adressa ces paroles : « Vous n'avez été chargé de cette en» treprise que parce que vous étiez seul capable de l'exécuter; ce qui est » impossible aux autres, n'est que difficile pour vous. »

1657, l'ordre de remettre la citadelle de Turin au duc de Savoie; et on licencia son régiment d'infanterie, qui y tenait garnison. Nommé pour commander les troupes destinées à passer en Italie, par pouvoir du 18 janvier 1664, il s'avança jusqu'à Lyon. Le traité de Pise, conclu le 12 février, et ratifié peu de temps après par le roi, détermina le rappel du maréchal à la cour. Il fut fait chevalier du Saint-Esprit, en 1662. On le créa duc et pair de France sous le nom de Choiseul, par lettres données à Paris, au mois de novembre 1665, registrées le 2 décembre au parlement, où il fut reçu le même jour. Il accompagna MADAME en Angleterre, en 1670. Il se rendit à Metz, en 1671, pour y épouser au nom de MONSIEUR la fille de l'électeur palatin. Il mourut à Paris, le 23 décembre 1675, âgé de 78 ans (1). Le maréchal de Choiseul était doué d'un génie aussi propre à la guerre qu'aux négociations politiques. Il voyait le danger partout où il était, l'envisageait sans le craindre, et ne le cherchait pas sans motifs. Il ne croyait une victoire glorieuse, que lorsqu'elle était utile. Il se possédait à un tel point, que son visage paraissait calme, lors même que son esprit était fortement agité. Il était honnête homme sans faste, et religieux sans superstition. On garde à la bibliothéque royale deux recueils manuscrits de ses lettres, et des mémoires qu'il rédigea depuis 1632 jusqu'en 1671. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 551; *Mémoires du maréchal du Plessis*; *Histoire militaire de M. de Quincy, Histoire de France, continuée par le Père Griffet; le président Hénaut, l'abbé Le Gendre, Bauclas, Histoire de France, par Anquetil, tom. VII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VIII, pag.* 424; *Gazette de France.*)

---

(1) En 1672, la France ayant trois armées sur pied, Choiseul, exprima à Louis XIV son regret de n'avoir point de commandement. Le monarque lui dit, en l'embrassant: « Monsieur le maréchal, on ne travaille que pour approcher de la réputation que vous vous êtes acquise; il est agréable de se reposer après tant de victoires. »

DE CHOISEUL DU PLESSIS-PRASLIN (Charles), *comte du Plessis, maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut nommé colonel d'un régiment de son nom (depuis Poitou), sur la démission de son père, par commission du 4 février 1643. Il commanda ce régiment aux siéges d'Ast et de Trin, et à la prise du pont de Sture, la même année; au siége et à la prise de Saint-Y-A, en 1644; au siége et à la prise de Roses, en 1645; et à la prise de Piombino et de Portolongone, en 1646. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 23 avril 1647, il continua de commander son régiment, en Languedoc, pendant toute la campagne. Il servit ensuite au secours de Casal; à la bataille de Crémone, et au siége de cette place, qu'on fut obligé de lever au mois d'octobre 1648. Il fut employé au blocus de Paris, en 1649; se trouva au secours de Guise et à la prise de Rethel; combattit vaillamment à la bataille qu'on donna sous cette place, le 15 décembre 1650, et y fut tué. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 224; *Gazette de France.*)

DE CHOISEUL-PRASLIN (Alexandre, *comte*), *maréchal-de-camp*, frère cadet du précédent, fut nommé colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (depuis Poitou) à la mort de son frère, par commission du 17 décembre 1650. Il commanda ce régiment à l'armée de Flandre, en 1651; obtint une compagnie au régiment de cavalerie du maréchal de Choiseul, son père, par commission du 17 février 1652; se trouva aux combats de Blesneau, d'Estampes et du faubourg Saint-Antoine, la même année; aux siéges de Vervins, de Rethel, de Mouzon et de Sainte-Ménéhould, en 1653; au siége de Stenay, au secours d'Arras, à la prise du Quesnoy, en 1654; au siége de Landrecies, où il reçut une blessure à la tête, et enfin aux siéges de Condé et de Saint-Guilain, en 1655. Il se démit de son régiment d'infanterie, en faveur de César-Auguste de Choiseul, son frère, le 24 mai 1656, et fut pourvu, le même jour, d'un régiment de cavalerie de son nom, sur la démission de son père. Il commanda ce régiment au siége de Valenciennes, la même année; à celui de Montmédy, en 1657; à la bataille des

Dunes, et à la prise de Dunkerque et d'Ypres, en 1658. La paix ayant été faite, en 1659, on licencia son régiment, par ordre du 18 avril 1661. Il le rétablit le 7 décembre 1665, et le commanda aux siéges de Tournay, de Douay, et de Lille, en 1667, et à la conquête d'une partie de la Franche-Comté, en 1668. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 27 mars de cette dernière année, il fut désigné, par lettres du 30, pour servir à l'armée des Pays-Bas, sous les ordres de MONSIEUR, dont il était gentilhomme de la chambre. La paix fut faite au mois de mai, et on licencia son régiment, par ordre du 24. Employé, par lettres du 20 avril 1672, à l'armée de Flandre, il fut tué d'un coup de canon au siége d'Arnheim, le 15 juin 1672, à l'âge de 38 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 415; *Gazette de France.*)

DE CHOISEUL (César-Auguste, *duc*), *pair de France* et *lieutenant-général*, frère puîné du précédent, fut d'abord chevalier de Malte, et connu sous le nom de chevalier du Plessis. Il eut les abbayes de St.-Sauveur, de Rhedon et de Bonneval. On lui donna, sur la démission du comte de Praslin, son frère, le régiment d'infanterie de son nom (depuis Poitou), par commission du 24 mai 1656. Il se trouva au siége de Valenciennes, et au combat sous cette place, la même année; aux siéges et à la prise de Montmédy, en 1657; de Gravelines, en 1658; de Charleroy, d'Ath, de Tournay, de Douay, de Lille, en 1667; de Besançon, de Dôle et de Gray, en 1668. Il fut créé brigadier d'infanterie, par brevet du 27 mars de cette dernière année, et promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 8 octobre 1669. Il eut des lettres du même jour pour servir en Candie; mais, sur la nouvelle que cette île était rendue, et que la paix était faite entre les Turcs et les Vénitiens, il n'entreprit point ce voyage. Employé, par lettres du 8 juillet 1672, à l'armée de Hollande, il servit au siége d'Arnheim. Son frère aîné y ayant été tué, le 15 juillet, il prit alors le nom de comte du Plessis. Il marcha avec le corps commandé par le comte de Chamilly, au siége de Genep qu'il investit; au siége et à la prise de Grave. Il servit, en 1673, sous le maréchal

de Turenne, à la prise d'Unna, de Camen, d'Altena, de Bielefeld, et à toutes les autres expéditions de cette campagne. Employé sous le même général, en 1674, il combattit à Sintzheim, le 16 juin; à Ladembourg, le 5 juillet; à Ensheim, le 4 octobre; à Mulhausen, le 29 décembre, et à Turkeim, le 5 janvier 1675. Employé à l'armée commandée par le maréchal de Créquy, en 1675, il servit au siége de Dinant; couvrit les siéges de Huy et de Limbourg; marcha vers Trèves, et fit des prodiges de valeur au combat de Consarbruck et à la défense de Trèves. Il combattit à Kokesberg, en 1676, sous le maréchal de Luxembourg. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 février 1677, il servit cette année au siége et à la prise de Valenciennes; à la bataille de Cassel; au siége et à la prise de Saint-Omer. Il se trouva aux siéges et à la prise de Gand et d'Ypres, en 1678, et de Luxembourg, en 1684. Il devint, le 1er juin de la même année, duc de Choiseul; pair de France; premier gentilhomme de la chambre de MONSIEUR, et gouverneur et lieutenant-général des ville, comté et évêché de Toul : toutes ces charges et dignités lui furent données après la mort de César-Auguste duc de Choiseul, son neveu, qui avait été tué au siége de Luxembourg. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1688. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, par lettres du 20 mars 1689, il se trouva à l'attaque de Valcourt, où les Français furent repoussés. Employé sous le maréchal de Luxembourg, par lettres du 19 avril 1690, il commanda l'aile droite de l'armée française à la bataille de Fleurus. Il eut part, en 1691, à la prise de Hall et à l'enlèvement d'un fourrage, près de Braine-le-Comte, et combattit à Leuze. Il ne servit plus depuis cette affaire (1). Envoyé, au mois de septembre 1696, en otage à Turin,

---

(1) On lit dans Moréri, premier Supplément, pag. 271 : « Le duc de » Choiseul fit encore la campagne de 1692, en Flandre, et commanda la » maison du roi au combat de Steinkerque, le 13 août. » Le duc de Choiseul ne fit point cette campagne. Il n'est porté ni sur les états du roi, ni sur ceux de paiements pour cette campagne et les suivantes.

pour l'exécution du traité de paix fait avec le duc de Savoie, il en revint au mois de janvier 1697. Il mourut, à Paris, le 12 avril 1705, âgé de 68 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 279; *Gazette de France, mémoire du temps.*)

DE CHOISEUL (Ferry), *vicomte d'Hostel, maréchal-de-camp*, issu de la branche des comtes d'Hostel, leva, par commission du 3 février 1630, un régiment d'infanterie de son nom, avec lequel il servit à la conquête de Savoie, et qui fut licencié après cette campagne. Le vicomte d'Hostel étant attaché à M. le duc d'Orléans, suivit, en 1632, le parti de ce prince, avec une compagnie de 60 maîtres, et se trouva à la bataille de Castelnaudary. Le prince lui donna, peu de temps après, la charge de capitaine de ses gardes, et celle de premier gentilhomme de sa chambre. Devenu mestre de-camp-lieutenant de cavalerie d'Orléans, lors de sa levée, par commission du 31 décembre 1643, il servit au siége de Gravelines, en 1644; à la prise de Cassel, de Mardick, de Linck, de Bourbourg, de Menin, et au siége de Bethune, en 1645. On lui donna le gouvernement de cette dernière place, par provisions du 1er septembre de la même année. Il leva, par commission du 14 mars 1646, un régiment d'infanterie de son nom, une compagnie de chevau-légers, et une de carabins pour tenir garnison dans Béthune. On lui donna encore une compagnie de cavalerie au régiment du Plessis-Praslin, par commission du 15 mai 1646. Il se démit du régiment de cavalerie d'Orléans, au mois de juin 1647, et obtint, le 19 juillet, le grade de maréchal-de-camp. Ayant pris le parti du prince de Condé, en 1651, on lui ôta le gouvernement de Béthune, et on licencia son régiment d'infanterie et ses compagnies de chevau-légers et de carabins, par lettres du roi adressées au maréchal d'Aumont, sous la date du 8 février 1652. Il fut rétabli dans son gouvernement, en vertu de l'amnistie, par lettres du dernier octobre de la même année. Il leva, par commission du 8 novembre suivant, un régiment de cavalerie, qui fut licencié en 1653. Il conserva le gouver-

nement de Béthune jusqu'à sa mort, arrivée au mois de février 1655. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 225; *Gazette de France.*)

DE CHOISEUL-PRASLIN (Jean-Baptiste-Gaston), *marquis de Praslin, lieutenant-général,* petit-fils du précédent, fut baptisé le 22 mai 1659, et connu d'abord sous le nom d'Hostel. Il servit comme volontaire sous le duc de Luxembourg, en 1676, et combattit à Kokesberg. Devenu lieutenant au régiment du Roi, il se trouva au siége et à la prise de Valenciennes, où il entra des premiers l'épée à la main. Il servit ensuite aux siéges de Cassel et de Saint-Omer. Il se trouva, en 1678, au siége de Gand, et à celui d'Ypres, où il fut dangereusement blessé à la tête. Il prit, en 1683, le nom de marquis de Praslin, lors de son mariage avec l'héritière de ce marquisat. Il servit, la même année, aux siéges et à la prise de Courtray et de Dixmude; obtint, par commission du 21 mars 1684, une compagnie au régiment de cavalerie du Roi; la charge de lieutenant-général du gouvernement de Champagne, et le gouvernement de Troyes, sur la démission du marquis de Praslin, son beau-père, par provisions du 7 avril suivant, registrées au parlement, le 30 juillet 1686. Il fut employé, la même année 1684, à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, puis au camp de la Saône, en 1685, 1686 et 1687. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 14 juin 1688, il servit, en 1689, à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, et combattit à Valcourt. Il se trouva à la bataille de Fleurus sous le maréchal de Luxembourg, en 1690; au siége et à la prise de Mons et au combat de Leuze, en 1691; au siége et à la prise des ville et château de Namur; au combat de Steinkerque, en 1692; et à la bataille de Nerwinde, en 1693. Il obtint, par commission du 29 août, la charge de mestre-de-camp-lieutenant du régiment Royal-Roussillon cavalerie; se démit de celui qu'il avait, et marcha au siége de Charleroi. Créé brigadier, le 28 avril 1694, il servit à l'armée de Flandre sous M. le dauphin; se trouva à la marche de Vignamont au pont d'Es-

pierres, et au bombardement de Bruxelles. Il fut employé sous le maréchal de Villeroy, en 1695 : à l'armée du Rhin sous le maréchal de Choiseul, en 1696 et 1697 ; au camp de Coudun près Compiègne, par lettres du 13 août 1698 ; et à l'armée d'Italie, par lettres du 31 mars 1701. Il combattit à Carpi et à Chiari, la même année ; et résida à Crémone pendant l'hiver. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 29 janvier 1702, il se démit de son régiment. Il contribua à chasser de Crémone les Allemands, qui avaient presque réussi à s'en emparer par surprise, le 18 février ; et le roi, pour le récompenser de cette action, le créa lieutenant-général de ses armées, par pouvoir du 9. Employé en cette qualité, par lettres du 21, il combattit à Luzzara ; commanda ensuite les troupes des deux couronnes à Mantoue ; servit aux siéges de Verceil, en 1704, et de Vérue, en 1705. Il se distingua à la bataille de Cassano, le 16 août ; y fut blessé, et mourut de sa blessure, le 23 octobre 1705. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 453 ; *mémoires du temps, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. IV, pag.* 857 ; *Gazette de France.*)

DE CHOISEUL-LA-BAUME (Claude-Antoine-Clériadus, *comte*), *lieutenant-général*, frère du précédent, naquit le 5 octobre 1733. Il entra au service comme cornette au régiment de cavalerie de la Rochefoucauld, le 5 juin 1746 ; le joignit à l'armée d'Italie ; et se trouva au combat du Tidon, et à la défense de la Provence, la même année. Il servit encore sur les frontières du Piémont, en 1747 et 1748. Il fut fait deuxième cornette de la compagnie des chevau-légers de la reine, avec rang de lieutenant-colonel de cavalerie, par brevet et commission du 1er février 1749 ; et devint successivement lieutenant et capitaine des gardes-du-corps du roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, et chambellan du même prince. Il obtint, le 15 juin 1753, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, et la lieutenance-générale du gouvernement de Champagne au département de Chaumont et dépendances, en survivance de son père, par provisions du 18 juillet 1755. Il prêta serment

pour cette charge, le 22 du même mois. Il fit la campagne de 1757 en Allemagne, et fut fait enseigne de la compagnie des gendarmes d'Orléans, le 29 novembre de la même année. Il se trouva avec cette compagnie à la prise de Cassel et de la Hesse; à la bataille de Lutzelberg, en 1758; et à la bataille de Minden, en 1759. Sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes écossais, par brevet du 19 avril 1760, il combattit à Corback, à Warbourg et à Clostercamps, la même année. On le nomma mestre-de-camp d'un régiment de dragons de son nom, par commission du 20 février 1761. Créé brigadier de dragons, par brevet du même jour, il se démit de la sous-lieutenance des gendarmes écossais; commanda une brigade de dragons à l'armée d'Allemagne; et se trouva aux affaires de Filinghausen, cette année, et de Johannesberg, en 1762. Déclaré, au mois de mai 1763, maréchal-de camp, pour prendre rang du 25 juillet 1762, jour de la date de son brevet, il se démit du régiment qu'il commandait. Il fut nommé lieutenant-général, au mois de décembre 1781. Le comte de Choiseul-Labaume a été une des victimes de la révolution française, et a été décapité le 4 mai 1794. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE CHOISEUL-GOUFFIER (N...., *comte*), *lieutenant-général*, était colonel du régiment de la Couronne infanterie, en 1764. Il a été promu au grade de lieutenant-général, le 13 avril 1814. (*Etats militaires.*)

DE CHOISEUL-GOUFFIER (N...., *comte*), *lieutenant-général* du 22 juin 1814. (*Etats militaires.*)

DE CHOISEUL-D'AILLECOURT (Michel-Félix, *comte*), *maréchal-de-camp* du . . . . . ., était colonel en second du régiment de Guienne infanterie, en 1784. Il a émigré. (*Etats militaires.*)

DE CHOISINET, *voyez* DE LA TOUR-DU-PIN.

CHOLET DE LA CHOLETIÈRE, *grand-maître d'artillerie*, fut pourvu de la charge de maître-général et visiteur de

l'artillerie de France, à la mort du sieur de Bournel de Lambercourt, par provisions données au Plessis-lès-Tours, le 7 décembre 1477. Il posséda cette charge jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 17 septembre 1479. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 479.)

CHONET DE BOLLEMONT (François-Charles-Robert), *général de division d'artillerie,* naquit à Arancy, en janvier 1749. Il entra au service comme aspirant au corps de l'artillerie, en 1764, et passa rapidement par tous les grades. Il commanda avec distinction l'artillerie de l'avant-garde de l'armée des Alpes, en 1792, et servit, en 1793, à l'armée de Belgique, où il fut nommé directeur du parc général de l'artillerie. Créé général de brigade, il fut employé à l'armée du Nord, en 1794, et y commanda l'artillerie au siége de Charleroi. Il fit la campagne de 1795, à l'armée de Sambre-et-Meuse, et commanda l'artillerie aux siéges de Maestricht et de Luxembourg. La reddition de la première de ces places fut due en partie aux savantes dispositions du général Bollemont, qui parvint à faire taire les batteries de la place. Il fut créé général de division, le 13 juin de cette même année, et commanda en cette qualité l'artillerie de l'armée de Sambre-et-Meuse. L'ennemi ayant menacé la place de Wurtzbourg, le général Bollemont accourut dans cette place pour dégager le grand parc d'artillerie de l'armée française qui s'y trouvait renfermé. Après être resté pendant trois jours sans communication avec l'armée, il fut obligé de céder aux forces supérieures de l'ennemi, et se rendit prisonnier de guerre. A son retour en France, il fut nommé inspecteur-général d'artillerie. En 1800, il fut choisi pour commander la place de Brest; mais il refusa d'accepter cet emploi. En 1802, il fut nommé membre du corps-législatif, par le département de la Meuse, dans lequel il était né et où il résidait. Il paraît qu'à cette époque, il avait quitté le service. (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

DE CIVRAC, *voyez* DURFORT.

DE CLAIRAVAUX, *voyez* D'AUBIÈRES.

CLAPARÈDE (Michel, *comte*), *pair de France* et *lieutenant-général*, naquit à Gignac en Languedoc, en 1774 (1). Il embrassa la carrière militaire, en 1792, et commença à servir comme volontaire dans un des bataillons du département de l'Hérault. S'étant fait distinguer par son intelligence et sa valeur, il fut bientôt appellé au grade de capitaine, par le choix unanime de ses frères d'armes. Il fit les premières campagnes de la révolution française aux armées d'Italie, de l'Ouest et d'Allemagne, et mérita le grade de chef de bataillon, qui lui fut accordé. Promu au grade d'adjudant-général, le 15 septembre 1800, il fit, en cette qualité, partie de l'armée d'expédition envoyée à St.-Domingue, et qui sortit des ports de France, le 14 décembre de la même année. L'adjudant-général Claparède, ayant été chargé d'occuper la partie espagnole de l'île, réussit complétement dans cette mission; prit possession de Saint-Yago, qui lui ouvrit ses portes, et envoya au Cap les généraux nègres Clervaux et Toussaint-d'O, qui se rangèrent, avec leurs troupes, sous les ordres du capitaine-général Leclerc. Cette opération étant ainsi heureusement terminée, Claparède en fut récompensé par le grade de général de brigade, qui lui fut conféré, le 27 novembre 1802. Il fut nommé, dans la même année, commandant de la ville du Cap, et ne quitta ce poste que pour aller commander l'avant-garde du corps d'armée envoyé dans le nord de l'île. Il conserva ce commandement jusqu'à son retour en France. Il fit partie de l'expédition qui sortit du port de Rochefort, en 1804, et qui arriva, le 22 février 1805, en vue de l'île de la Dominique, appartenant aux Anglais. L'attaque de l'île ayant été conclue, le général Claparède fit gravir rapidement par sa troupe un morne escarpé; s'empara du fort qui le défendait, et concourut par ce moyen à la prise de la Dominique. Revenu en France avec l'armée expédi-

---

(1) Le comte Claparède est issu d'une famille de robe.

tionnaire, le général Claparède fut employé, dans la même année 1805, à la grande-armée d'Allemagne, et se trouva à la bataille d'Ulm, au mois d'octobre. Napoléon, se préparant à la bataille, qui fut livrée, le 2 décembre suivant, et qui reçut le nom d'Austerlitz, avait reconnu une position très-favorable dite le *Santon;* et, la considérant comme la clef de ses opérations offensives, il la fit fortifier avec le plus grand soin et garnir de 18 pièces de canon. La garde de ce poste important fut confié au 17ᵉ régiment d'infanterie légère de la division du général Suchet, commandé alors par le général de brigade Claparède. Le jour de la bataille d'Austerlitz, le prince Bagration, à la tête de la colonne de droite de l'armée Russe, vint attaquer la position du Santon; mais tous ses efforts pour s'en emparer furent inutiles, et cette colonne, se trouvant écrasée par l'artillerie française, fut obligée de rétrograder jusqu'à Prosoritz. Le général Claparède se trouva, en 1806, aux combats de Wertingen, de Saalfelds, et à la bataille de Jéna, gagnée sur les Prussiens, le 14 octobre. Il combattit avec distinction à Pultusk, le 26 décembre, et y fut blessé. En 1807, il continua de servir à la grande-armée qui faisait la guerre en Pologne. Chargé de défendre, avec la brigade qu'il commandait (1), la tête de pont de Drewkenowo, sur l'Omulow, il fut attaqué dans cette position, le 11 juin, par une forte colonne de l'armée russe; mais il soutint avec la plus grande fermeté l'attaque de l'ennemi, et donna par ce moyen le temps au général Masséna d'arriver sur la ligne avec des renforts. Il fut créé général de division, le 8 octobre 1808. Employé en cette qualité à la grande-armée, en 1809, il y fit la campagne contre l'Autriche, sous les ordres du maréchal Oudinot. Marchant en tête du corps d'armée de ce maréchal, le général Claparède rencontra, dans la matinée du 3 mai, l'arrière-garde autrichienne en avant d'Ebersberg, et la fit attaquer par la brigade du gé-

(1) Cette brigade était composée du 17ᵉ régiment d'infanterie légère; ce régiment accrut encore dans cette affaire la brillante réputation qu'il s'était acquise depuis long-temps.

néral Coehorn, qui aborda hardiment l'ennemi, au moment où celui-ci s'avançait sur le pont qui traverse la Traun pour gagner la rive droite de cette rivière. Le mouvement des Autrichiens étant protégé par une nombreuse artillerie, la brigade Coehorn, qui s'était élancée plusieurs fois avec impétuosité, avait été arrêtée par la violence du feu des batteries ennemies. Le général Claparède s'avança alors avec le reste de sa division, et appuya les bataillons des tirailleurs du Pô et des voltigeurs corses (brigade Coehorn), qui continuaient à faire des prodiges de valeur. Bientôt cette masse serrée, s'avançant sur le pont qui était d'une longueur considérable, parvint à culbuter dans la Traun canons, caissons, chariots et soldats autrichiens. Déjà une partie de la division Claparède était arrivée aux portes d'Ebersberg, lorsque les premières arches du pont, du côté de cette ville, furent coupées par le feu qui s'y était communiqué de quelques maisons incendiées. Par cet événement, les troupes de la division se trouvèrent séparées au moment où elles avaient à lutter contre 30,000 Autrichiens, que le général Hiller avait formés en bataille sur les hauteurs en arrière de la ville. Cependant la division Claparède, forte seulement d'environ 7000 combattants, soutint un engagement, aussi inégal qu'il fut long, avec une résolution et une intrépidité au-dessus de tout éloge. Une poignée de braves, qui était au-delà du pont, aurait infailliblement succombé, si les communications n'avaient été rétablies par les autres divisions de l'armée, qui accoururent au secours de celle du général Claparède. Elle perdit dans cette occasion plus de 300 hommes tués et près de 700 grièvement blessés. La perte des Autrichiens s'éleva à 4500 hommes tués, 6 à 7000 prisonniers, 4 canons et 2 drapeaux (1). Le général Claparède se trou-

---

(1) Le 5ᵉ bulletin de la grande-armée, inséré dans le *Moniteur* du 13 mai 1809, s'exprime en ces termes : « La division Claparède, seule, et » n'ayant que 4 pièces de canon, lutta pendant 3 heures contre 30,000 en- » nemis, et se couvrit de gloire. Cette action d'Ebersberg est un des plus » beaux faits d'armes dont l'histoire puisse conserver le souvenir. »

va ensuite aux batailles d'Essling, les 21 et 22 mai, et de Wagram, le 6 juillet. Il fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 17 du même mois, et revêtu ensuite de la dignité de comte. Employé à l'armée de Portugal, en 1810, il y battit, en plusieurs occasions, le corps d'armée du général Silveyra, qui manœuvrait pour inquiéter les communications entre les différents corps de l'armée française; l'arrêta dans son mouvement, et le força de repasser le Duero à Lamégo, le 13 janvier 1811. Après cette expédition, la division Claparède, qui se trouvait isolée du reste de l'armée, fut livrée à elle-même pendant trois mois dans un pays occupé et parcouru en tous sens par différents corps de milices, et de levées en masses, commandés, pour la plupart, par des officiers anglais. Malgré les obstacles de toute espèce que le général Claparède eut à vaincre, ses opérations militaires entre le Duero et le Tage furent couronnées par des succès importants. Appelé à la grande-armée, en 1812, il y eut le commandement en chef d'un corps polonais au service de France; fit en cette qualité la campagne de Russie; se trouva à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre; partagea avec l'armée tous les dangers et les fatigues de la fatale retraite de Moscou; combattit au passage de la Bérésina, le 28 novembre, et y fut blessé. Il continua d'être employé à la grande-armée, en 1813, et soutint, le 23 août, un combat glorieux sur les hauteurs de Giezubel contre l'ennemi qui débouchait de la Bohême. Il concourut, le 17 octobre suivant, à l'enlèvement des positions retranchées que les Russes occupaient sur les hauteurs de Racknitz, près de Dresde. Étant rentré en France avec l'armée, en 1814, il commanda sous Paris une division d'infanterie composée de 6 régiments. Après la restauration du trône des Bourbons, le général Claparède fut créé chevalier de Saint-Louis, le 8 juillet de la même année 1814. S. M. Louis XVIII le fit grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 17 janvier 1815. Le comte Claparède prit, le 8 juillet de cette dernière année, le commandement de la place de Paris, et le quitta, le 18 novembre suivant, époque à laquelle il fut nom-

mé inspecteur-général des troupes stationnées dans la 1[re] division militaire. Il remplit encore maintenant cette fonction. En 1815, il fut l'un des membres du conseil de guerre chargé d'instruire l'affaire du maréchal Ney. En 1816, il fut aussi membre des conseils de guerre qui jugèrent le contre-amiral Linois, le colonel Boyer et le lieutenant-général comte Delaborde. En 1818, il fut désigné pour concourir à la formation du corps royal d'état-major. Créé pair de France, par ordonnance royale du 5 mars 1819, il fut reçu et prêta serment en cette qualité, le 13 du même mois. On lui confia, en 1820, la nouvelle organisation de l'infanterie dans le 4[e] arrondissement de l'inspection générale de cette arme. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CLARE, *voyez* O-BRIEN.

CLARKE (Henri-Jacques-Guillaume), *duc de Feltre, comte d'Hunebourg, maréchal de France*, naquit à Landrecies, dans le Hainaut, le 17 octobre 1765 (1). Destiné dès l'enfance à la carrière des armes, il entra comme cadet à l'École militaire de Paris, le 17 septembre 1781, et passa sous-lieutenant au régiment de Berwick, le 11 novembre 1782. Il devint cornette-blanc dans le 5[e] régiment de hussards, avec rang de capitaine, le 5 septembre 1784, et capitaine de remplacement au 16[e] régiment de dragons, le 11 juillet 1790. Il donna sa démission, dans la même année, pour se rendre en Angleterre en qualité de gentilhomme attaché à l'ambassade française. Étant rentré en France, il y reprit d'abord son grade de capitaine dans le régiment d'Orléans dragons; fut ensuite compris dans une réforme ordonnée par l'assemblée nationale, puis remis en activité, le 15 septembre 1791, avec le grade de capitaine de 1[re] classe au 14[e] régiment de dragons. Nommé lieutenant-colonel au 2[e] régiment de cavalerie, le 5 février 1792, il fit la campa-

---

(1) Il était issu d'une ancienne famille irlandaise, et fils d'un colonel d'infanterie au service de France.

gne de cette année à l'armée du Rhin; contribua à la prise de Spire, où il commandait la cavalerie, et fit prisonnière de guerre, en cette occasion, une grande partie des ennemis. Employé à la même armée, en 1793, il défendit avec succès, et quoique avec des forces très-inférieures, le passage de la Nahe, le 17 mars, jour de la déroute de Bingen. Les représentants du peuple, en mission près de l'armée du Rhin, le nommèrent général de brigade provisoire sur le champ de bataille, à l'affaire d'Hercheim, près de Landau, le 17 mai suivant. Il commanda en cette qualité 3 régiments de dragons à l'avant-garde de l'armée du Rhin, et devint, peu de temps après, chef de l'état-major-général de la même armée. Suspendu de ses fonctions, le 12 octobre de la même année, il fut ensuite arrêté et porté sur la liste des suspects. Sa suspension de service fut levée le 18 février 1795; mais la réintégration dans son emploi n'eut lieu que le 1er mars suivant, époque à laquelle il fut confirmé dans le grade de général de brigade. Il fut chargé, le même jour, de la direction historique et topographique du ministère de la guerre, et prit une grande part à la rédaction des plans dont l'exécution répandit alors un si grand éclat sur les armes françaises. Les services importants qu'il rendit dans cette partie du service militaire, lui méritèrent le grade de général de division, qu'il obtint le 17 décembre de la même année. En 1796, le directoire-exécutif lui confia une mission importante auprès du cabinet de Vienne; et, en 1797, il conclut avec le roi de Sardaigne un traité d'alliance avantageux pour l'armée d'Italie. Il donna de nouvelles preuves de son habileté diplomatique dans une seconde et importante négociation, entamée entre l'Autriche et le gouvernement français. Le général Buonaparte lui fut adjoint dans cette mission, qui amena la conclusion du traité de paix, signé le 17 octobre, à Campo-Formio. Après la révolution du 18 fructidor an 5 (4 septembre 1797), il fut rappelé de l'Italie. Il avait joui, pendant ses missions diplomatiques, du traitement d'activité attaché au grade de général de division; mais le directoire décida, le 22 septembre 1798, que le général Clarke ne recevrait plus à l'avenir que le traite-

ment de réforme. Il recouvra son emploi, après la révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799); reprit sa place de chef de bureau au bureau topographique du ministère de la guerre; et remplaça ensuite le général Meunier dans l'emploi de chef du dépôt de la guerre. Le premier consul Buonaparte, voulant se rapprocher de la Russie, l'envoya à Lille pour y préparer le départ des prisonniers de guerre russes. Les égards que Clarke eut pour eux lui valurent des remercîments de la part de l'empereur de Russie, et une épée enrichie de diamants que ce monarque lui fit remettre. Lors de l'ouverture du congrès de Lunéville, en septembre 1801, le général Clarke fut chargé d'y entamer les négociations, qui furent ensuite suivies par Joseph Buonaparte, frère du premier consul. Il fut nommé, par décret du 24 du même mois, commandant extraordinaire de Lunéville et du département de la Meurthe. Par autre décret, du 20 juillet suivant, Buonaparte le nomma ambassadeur de la république auprès du roi de Toscane. Après 3 ans de séjour dans ce pays, il fut rappelé à Paris; nommé membre du conseil-d'état et secrétaire du cabinet pour la guerre et la marine. Inscrit, le 28 octobre 1805, sur le tableau des officiers-généraux en activité à la grande-armée, le général Clarke accompagna Buonaparte, dans la campagne de cette année, contre l'Autriche, et se trouva à la bataille d'Ulm, ainsi qu'à plusieurs autres affaires, jusqu'à la prise de Vienne. Il fut nommé gouverneur de cette capitale et de la Basse-Autriche, ainsi que des provinces de Carinthie, Styrie, etc., le 15 novembre. On le créa grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 8 février 1806. Après la paix de Presbourg, le général Clarke fut chargé de la fixation de la ligne de démarcation des frontières du Brisgaw, entre le royaume de Wurtemberg et le grand-duché de Bade. A son retour à Paris, et avant la campagne de Prusse, il conclut avec M. Oubril, ministre plénipotentiaire de Russie, un traité de paix que cette puissance ne ratifia pas. Il commença, vers le même temps, les négociations pour la paix entre la France et l'Angleterre; mais, la mort du ministre anglais Fox ayant fait changer la face des affaires, ces négociations furent rom-

pues, et la campagne contre la Prusse fut ouverte. Le général Clarke accompagna encore Buonaparte au commencement de cette campagne. Il se trouva à la bataille d'Iéna, le 14 octobre, et fut ensuite nommé gouverneur de la ville d'Erfurth, qui se trouvait encombrée de prisonniers de guerre prussiens. Dans ce temps, il eut occasion de faire capituler les grenadiers du régiment saxon de Hundt, qui lui remirent leur drapeau, ainsi qu'une batterie de plusieurs pièces de canon attelées et approvisionnées. Aussitôt après la prise de Berlin par l'armée française, Clarke fut nommé gouverneur-général de cette capitale de la Prusse. Il remplit pendant un an cette fonction de la manière la plus honorable, et mérita par sa fermeté, sa modération et son inflexible probité, l'estime des habitants de Berlin. En 1807, il fut chargé de l'échange des ratifications du traité de paix entre la France et la Saxe; obtint, à cette occasion, la grand'croix de l'ordre de Saint-Hubert de Saxe, et reçut, en août de la même année, l'autorisation d'en porter la décoration. Buonaparte le nomma, par brevet du 9 du même mois, ministre de la guerre, en remplacement du maréchal Berthier. Il se distingua, dès son début dans ce ministère, par l'ordre et la méthode qu'il introduisit dans toutes les parties qui le composaient. Un des événements les plus remarquables de son administration, fut la formation de divers corps d'observation, et la mise sur pied, en moins de 5 semaines, d'une armée de 100,000 hommes, qu'il porta sur les bords de l'Escaut, à l'époque du débarquement de lord Chatam dans l'île de Walcheren, avec 55,000 Anglais (1). Dans la première huitaine de ce débar-

---

(1) Le général Clarke, en sa qualité de ministre de la guerre, donna, en septembre 1808, au sénat conservateur, communication de son rapport à l'empereur, relatif à la levée de 80,000 conscrits à prendre sur les classes des années 1806 à 1809, et de pareil nombre sur les classes de l'année 1810. (*Moniteur* du 7 septembre 1808.)

En 1812, avant l'ouverture de la campagne de Russie, il fit au chef de l'état un rapport sur la nécessité de diviser la garde nationale de l'empire en trois bans, et de lever 100 cohortes du 1er ban. (*Moniteur* du 16 mars 1812.)

quement, plus de 20,000 Français furent opposés aux ennemis; et quinze jours s'étaient à peine écoulés, que le général Clarke avait déjà fait réunir sur ce point plus de 40,000 hommes. Le danger étant imminent, Clarke fit encore marcher en Hollande près de 44,000 hommes. L'éclatant service qu'il rendit à la France, en cette occasion, fut récompensé par le grand-cordon de la Légion-d'Honneur, qui lui fut accordé le 14 mars 1809. Il avait reçu, en 1808, le titre de comte d'Hunebourg; et il fut revêtu, en 1809, de celui de duc de Feltre. Il continua de conserver le portefeuille de la guerre jusqu'à la restauration du trône des Bourbons, en 1814. La constance avec laquelle il avait soutenu les pénibles travaux de ce vaste ministère, mérite les plus grands éloges; et il s'y acquit des droits à l'estime générale, autant par l'exactitude que par la scrupuleuse intégrité qui caractérisèrent ses opérations. Le 8 avril 1814, il envoya son adhésion à la déchéance prononcée contre Napoléon, ainsi qu'aux actes du gouvernement provisoire; et, de ce moment, il prit peu de part aux affaires publiques. Il fut créé pair de France, par ordonnance royale du 4 juin suivant, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par autre ordonnance du 27 décembre de la même année. On l'avait admis au traitement d'activité de lieutenant-général, le 2 septembre précédent. Lorsque Buonaparte fit son invasion en France, en mars 1815, S. M. Louis XVIII nomma, le 11 du même mois, le duc de Feltre ministre-secrétaire-d'état au département de la guerre, en remplacement du maréchal Soult. Dans la position où se trouvaient alors les choses, il était difficile de remédier au mal qui se trouvait fait : néanmoins, le général Clarke, voulant donner au roi une preuve de sa fidélité et de son dévouement, n'hésita point à accepter le portefeuille que S. M. daignait lui confier. Au milieu du trouble et du désordre général qui régnaient, le duc de Feltre montra un calme et une présence d'esprit qui contribuèrent à donner aux opérations du gouvernement le caractère de dignité qu'elles devaient avoir. Les progrès de l'invasion de Buonaparte ayant obligé S. M. Louis XVIII de quitter Paris, puis la France, le duc de

Feltre accompagna son souverain à Gand, et continua d'être chargé du portefeuille de la guerre. Il reçut du roi une mission auprès du prince de Galles, alors régent d'Angleterre. Il remit, par ordre du roi, le portefeuille de la guerre au maréchal Gouvion-Saint-Cyr, le 8 juillet 1815, et fut nommé gouverneur de la 9ᵉ division militaire, le 15 septembre suivant. Il fut nommé membre du conseil privé de S. M., le 19 du même mois, et appelé de nouveau au ministère de la guerre, par ordonnance du 28. On lui donna le gouvernement de la 14ᵉ division militaire, le 10 janvier 1816; mais ce gouvernement ne l'empêcha point de continuer l'exercice des fonctions de ministre de la guerre. S. M. l'éleva à la dignité de maréchal de France, le 3 juillet suivant; et il prêta serment en cette qualité, entre les mains du roi, le 14 du même mois. Il fut créé duc et pair, par ordonnance du 31 août 1817. Le duc de Feltre offrit, en septembre de la même année, sa démission du ministère de la guerre, et elle fut acceptée par le roi. Le mauvais état de sa santé le porta à se retirer, en 1818, dans sa terre de Neuville, près de Saverne; et il y mourut le 28 octobre. Il était chevalier de l'ordre de la fidélité de Bade. Le duc de Feltre possédait plusieurs langues; il aimait les lettres et les cultivait dans ses moments de loisir. Il a rédigé un grand nombre de mémoires et de plans sur la diplomatie, sur la guerre et sur l'administration; tous sont remarquables par la clarté et la correction du style. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

CLARY (François-Joseph-Marie), *maréchal-de-camp*, entra au service, le 18 juin 1803. Il fut créé officier de la Légion-d'Honneur, le 3 janvier 1814, et promu au grade de maréchal de-camp, le 23 août de la même année. (*États militaires.*)

CLÉMENT DU METZ (Henri Iᵉʳ), *maréchal de France*, était en exercice de la charge de maréchal de France, au mois de juin 1204, époque à laquelle le roi Philippe Auguste lui fit don du château d'Argentan, en Normandie.

Dans l'acte qui établit cette dotation, Clément est qualifié de maréchal. C'est pendant qu'il possédait cette charge, que Philippe Auguste fit, avec l'évêque de Mâcon, le traité qui prouve évidemment que le sénéchal, le connétable et le maréchal étaient dès lors essentiellement officiers militaires. Henri Clément marcha au secours de Guillaume, sénéchal d'Angers, qui avait commencé pour le roi la conquête de l'Aquitaine. Il battit les seigneurs de Mauléon et de Mortemer, qui ravageaient les villes et les villages de Poitou soumis à Philippe Auguste. Leur défaite et la prise des gentilshommes rebelles, que Clément conduisit au roi devant la ville de Poitiers, dont ce prince formait alors le siége, contraignit cette dernière place de se rendre. Loudun, Niort, Fontenay, Melle, et toutes les autres places du Poitou, ainsi que celles de la Saintonge, imitèrent la soumission de Poitiers. Clément mourut de maladie à Angers, en 1214 (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 107; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI, pag.* 620.)

CLÉMENT DU METZ (Jean), *maréchal de France*, fils du précédent, fut pourvu, quoique fort jeune, de la charge de maréchal de France par Philippe Auguste, qui la lui donna en reconnaissance des services rendus par Henri, père de Jean Clément. Ce dernier exerçait cette charge au mois d'août 1223, comme il paraît par le serment qu'il fit de ne point prétendre à l'hérédité de cette dignité. Il assista à l'assemblée des grands de France, tenue à Saint-Denis, au mois de septembre 1235. Il mourut en 1262 (2). (*Chrono-*

---

(1) L'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne* le fait combattre à la journée de Bovines, en 1214; mais Rigord dit positivement que le maréchal Clément était malade à l'extrémité, lorsqu'un courrier vint lui apprendre la nouvelle de la victoire remportée dans cette journée.

(2) Filleau de la Chaise, auteur d'une histoire imprimée de saint Louis, *tom. I, pag.* 49, et l'auteur de l'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, placent au rang des maréchaux de France, en 1226, un Robert de Coucy, que le dernier historien de la maison de Coucy croit

logie militaire, tom. II, pag. 108 ; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI, pag.* 621.)

CLÉMENT (Albéric), *sieur du Metz, maréchal de France.* Le Père Daniel, l'auteur de l'histoire des Grands-Officiers de la Couronne, et presque tous nos écrivains modernes, commencent leur liste des maréchaux par cet Albéric; mais il est évident, par les registres tenus du temps de Philippe Auguste, que si Albéric Clément a été pourvu de cette dignité, ce n'a été qu'après le maréchal Pierre. Le Père Daniel veut encore que ce même Albéric n'ait été que maréchal du roi, et non pas maréchal de France (1). C'est

---

ne pouvoir être que Robert de Coucy, seigneur de Pinon, frère cadet d'Enguerrand III, sire de Coucy. Si ces auteurs avaient examiné attentivement la pièce sur laquelle ils fondent ce fait, ils se seraient aperçus que la qualité de maréchal de France ne pouvait convenir à Robert de Coucy, et qu'elle appartenait sûrement à un autre homme désigné dans la pièce par ce seul titre, et qui ne pouvait être que Jean Clément. Celui-ci, en effet, était pour lors le seul maréchal de France, et le fut encore long-temps après. On a le trésor des chartes et divers actes, soit du même temps, soit postérieurs, dans lesquels Robert de Coucy ne prend aucune qualité de cette espèce. Quant à Jean Clément, on l'y trouve toujours revêtu du titre de maréchal de France jusqu'en 1261.

(1) Le plus regretté de ceux qui furent tués au premier assaut du siége d'Acre, fut Albéric Clément, à qui l'histoire donne le titre de maréchal. Plusieurs ont remarqué que c'est le premier qui ait porté ce titre; mais on ne sait si leur remarque est tout-à-fait juste. Car premièrement, il ne paraît pas par l'histoire qu'Albéric ait eu le commandement de l'armée. Secondement, Rigord, *pag.* 191, ne l'appelle pas maréchal de France, mais maréchal du roi de France. Or, nos rois avaient des maréchaux, c'est-à-dire, des officiers ayant intendance sur leur écurie, sous le connétable, qui n'était pas alors commandant d'armée par son office. Ces maréchaux suivaient souvent les rois à la guerre, comme les autres officiers de leur maison. (*Histoire de France du Père Daniel*, tom. IV, pag. 66.) Il est certain que les maréchaux de France, en 1191, étaient officiers militaires. De ce que Rigord appelle Albéric maréchal du roi de France, et non pas maréchal de France, le Père Daniel conclut mal à propos qu'Albéric n'était pas maréchal de France. Cette qualité se trouve constatée par des monuments postérieurs. En 1223, Clément, dans son acte de prestation de serment, s'appelle lui-même ma-

une distinction aussi frivole que celle qu'il a voulu introduire pour les sénéchaux. Pinard, dans sa Chronologie militaire, a démontré, au chapitre de ces derniers officiers, le peu de solidité des arguments du Père Daniel, à cet égard. Albéric Clément fut tué à un assaut, au siége d'Acre, en 1191. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 105; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI, pag.* 621.)

CLERC (Antoine-Marguerite, *comte*), *maréchal-de-camp*, entra au service, comme soldat, dans le 10ᵉ régiment de chasseurs à cheval, le 10 novembre 1790. Il y fut fait fourrier, le 16 mai 1793; maréchal-des-logis-chef, le 3 avril 1794; et sous-lieutenant, le 5 janvier 1797. Depuis son entrée au service, jusqu'à la dernière époque que nous venons d'indiquer, il avait fait les campagnes des armées du Rhin et d'Italie, et s'était distingué en plusieurs occasions. Il avait été blessé d'un coup de sabre au poignet gauche, devant Landau, le 17 mai 1793; un coup de feu lui avait traversé le corps, et il avait reçu un coup de sabre à la main droite à l'affaire de la Reull, près de Manheim, le 28 mai 1794; enfin, il avait été atteint d'un coup de feu, le 20 août 1794, et d'un coup de sabre, le 3 avril 1795. Dans cette dernière année, cet officier fit partie d'un peloton qui enleva, sous les yeux du général Desaix, la grand'garde du régiment de hussards de Wurmser, ainsi qu'un poste de 200 hommes d'infanterie qui servait également de grand'garde aux troupes de la garnison autrichienne de Manheim. A l'affaire de Bellune, en Italie, Clerc, étant alors sous-lieutenant, combattit très-vaillamment; et, avec 4 chasseurs seulement, il fit prisonniers 300 soldats et 3 officiers autrichiens dans le

---

réchal du seigneur Louis roi de France; et dans des actes subséquents, particulièrement dans un acte du mois de septembre 1238 (*Duchesne, collection des historiens de France et autres*), il est appelé Jean, maréchal de France. S'il n'a pas eu le commandement en chef de l'armée au siége d'Acre, c'est qu'il n'était pas naturel que ce commandement lui fût conféré, lorsque plusieurs rois et princes de leur sang y commandaient en personne.

quartier-général ennemi. Il passa, avec son grade de sous-lieutenant, aux grenadiers à cheval de la garde consulaire, le 3 janvier 1800; y fut fait lieutenant en second, le 18 juillet de la même année; et lieutenant en premier, le 26 octobre suivant. Il entra comme capitaine-adjudant-major dans les chasseurs à cheval de la garde des consuls (depuis garde impériale), le 13 octobre 1801; y obtint le grade de capitaine titulaire, le 13 octobre 1802, et celui de chef d'escadron, le 3 septembre 1805. Il avait été nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. De 1797 à 1806, il avait servi activement aux armées d'Italie et des côtes de l'Océan, et à la grande armée; et s'était trouvé, avec son régiment, aux batailles d'Ulm et d'Austerlitz, en 1805. A cette dernière bataille, il chargea, à la tête de 100 chasseurs de son régiment, une colonne russe qui se dirigeait, en fuyant, vers le lac d'Augzed, et lui enleva 8 pièces de canon. Cette action brillante lui valut le grade d'officier de la Légion-d'Honneur, qui lui fut conféré le 14 juin 1806. Il fit les campagnes de 1806 et 1807 en Prusse et en Pologne; se trouva aux différentes affaires qui y eurent lieu; passa à l'armée d'Espagne, en 1808, et revint faire, à la grande-armée, la campagne d'Autriche, en 1809. Il fut fait colonel à la suite des cuirassiers, le 5 juin de cette dernière année, et colonel titulaire du 1er régiment de cuirassiers, le 6 juillet suivant. Il marcha, avec son régiment, à la campagne de Russie, en 1812, et fit la désastreuse retraite de Moscow. Il servit en Saxe, pendant la campagne de 1813, et fut blessé d'un coup d'obus à la bataille de Hanau, le 30 octobre. Il fit la campagne de France, en 1814, et fut blessé d'un autre éclat d'obus, le 30 mars, devant Paris. Il avait été créé chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer, le 18 septembre 1813. Il obtint de S. M. Louis XVIII la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 juillet 1814, et le grade de maréchal-de-camp, le 23 août de la même année. En 1816, il commandait le département de la Drôme, dans la 7e division militaire. Il passa, en 1818, au commandement du département de l'Orne, dans la 14e divi-

sion militaire. Le général Clerc, qui avait été créé baron en 1807, fut revêtu par le roi du titre de vicomte, par lettres-patentes du 28 mars 1818. Il a été nommé commandant de la 3e subdivision de la 14e division militaire, par ordonnance du 21 avril 1820. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

LE CLERC (Jacques-Gabriel-Louis), *marquis de Juigné, lieutenant-général*, naquit au mois de mai 1727. Il entra aux mousquetaires, le 7 juillet 1742, et se trouva avec ce corps à la bataille de Dettingen, au mois de juin 1743. Il obtint, le 4 octobre suivant, dans le régiment de cavalerie d'Egmont, une compagnie, qu'il commanda aux siéges de Menin et d'Ypres, et au camp de Courtray, en 1744; à la bataille de Fontenoy; aux siéges de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; au siége de Bruxelles et à la bataille de Raucoux, en 1746; et à la bataille de Lawfeld, en 1747. Devenu colonel du régiment d'infanterie de Blésois, par commission du 1er janvier 1748, il joignit ce régiment à l'armée d'Italie, et l'y commanda jusqu'à la paix. Le régiment de Blésois ayant été réformé et incorporé dans celui de Guienne, par ordonnance du 10 février 1749, le marquis de Juigné fut mis colonel à la suite du régiment des grenadiers de France, par ordre du 20 du même mois, et servit avec ce régiment au camp de Dieppe, en 1756; à la bataille d'Hastembeck; à la prise de Minden, de Hanovre et de plusieurs autres places de l'électorat; au camp de Closterseven; à la marche sur Zell, en 1757; et à la retraite de l'électorat de Hanovre, au commencement de 1758. Nommé colonel d'abord du régiment de Nice, puis du régiment de Champagne, par commission du 3 juin, il prit le commandement de ce dernier à la bataille de Crevelt, le 23 du même mois. Il commanda la colonne de la gauche, à l'attaque d'Herberen, au mois d'octobre suivant, et s'y distingua particulièrement, sous les ordres du marquis de Poyanne. Créé brigadier, par brevet du 10 février 1759, il commanda la brigade de son régiment à la bataille de Minden, le 1er août; aux combats de Corback et de Warbourg, en

1760; à l'attaque de Fillinghausen, en 1761; et à plusieurs actions qui eurent lieu vers la fin de cette campagne, et pendant celle de 1762. Déclaré, au mois de décembre de cette dernière année, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 25 juillet précédent, il se démit alors du régiment de Champagne. Il fut envoyé, en qualité de ministre plénipotentiaire, près la cour de Russie, le 25 décembre 1774. On le créa lieutenant-général, le 10 mars 1780. Il émigra en 1791, et commanda une partie de l'infanterie noble de l'armée des princes français. Il mourut le 4 août 1807. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 549; *mémoires du temps, Gazette de France, Nobiliaire universel de France, Paris,* 1817, *in-8°, t. XII, p.* 82.)

LE CLERC (Léon-Marguerite), *baron de Juigné, maréchal-de-camp,* frère puîné du précédent, naquit au mois de mars 1733. Il servit d'abord dans la marine en qualité de lieutenant de vaisseau. Il fut fait capitaine de cavalerie, en 1758; colonel aux grenadiers de France, en 1762, et colonel du régiment de Soissonnais, en juillet 1767. On le créa brigadier, le 3 janvier 1770, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il émigra en 1791, et mourut le 24 octobre 1810. (*Etats militaires, annales du temps, Nobiliaire universel de France, Paris,* 1817, *in-8°, tom. XII, pag.* 85.)

DE CLEREMBAULT (Philippe), *maréchal de France,* fut d'abord connu sous le nom de baron, puis de comte de Palluau. Il porta les armes dès l'âge de seize ans, sous le duc de Savoie et le maréchal de Créquy, et combattit à Buffarola, le 23 juin 1636. Il fut fait capitaine d'une compagnie d'arquebusiers à cheval de nouvelle levée, par commission du 12 novembre, puis capitaine-lieutenant des chevau-légers du cardinal de Richelieu. Il obtint, vers le même temps, le gouvernement de Niort. Il servit, sous le cardinal de la Valette, au siége de Landrecies, qui se rendit le 26 juillet 1637; à la défense des lignes françaises devant Arras, le 2 août 1640, et à la prise de cette place, le 9. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 14 avril 1642, il fut employé en cette qualité en Roussillon, sous les maréchaux de Schom-

berg et de la Meilleraye, et se trouva au siége de Perpignan, qui capitula le 29 août, pour se rendre le 9 septembre. A la mort du cardinal de Richelieu, la compagnie de chevau-légers du comte de Palluau fut mise en compagnie de gendarmes, et donnée au prince Maurice de Savoie. Le comte de Palluau en resta capitaine-lieutenant, par provisions du 12 décembre. Il servit, comme maréchal-de-camp, à l'armée de M. le duc d'Enghien, en 1643; se trouva au siége de Thionville, qui capitula le 10 août; à l'attaque de Sierk, emporté le 1er septembre; et à celle du château de cette place, qui capitula le 3. Il combattit à la première des trois journées de Fribourg, le 3 août 1644; et, avec le régiment de cavalerie d'Enghien, il y soutint l'attaque du prince, qui força une partie des retranchements des Bavarois. Le comte de Palluau releva, le 2 septembre, la tranchée au siége de Philisbourg, qui capitula le 9. Il leva, par commission du 20 mai 1645, un régiment d'infanterie de son nom, qu'on incorpora, le 20 octobre 1647, dans un autre régiment qui lui fut donné et avec lequel il combattit, le 3 août, à Nortlingue. Il leva un régiment de cavalerie, par commission du 20 mai 1646. On le nomma mestre-de-camp-général de la cavalerie, sur la démission du maréchal de Gassion, par pouvoir du 30 du même mois; et son régiment prit alors le nom de mestre-de-camp-général. Il concourut à la prise de Courtray, le 28 juin; de Bergues-Saint-Vinox, le 31 juillet; de Mardick, le 24 août; de Furnes, le 7 septembre; et de Dunkerque, le 7 octobre. Le comte de Palluau, étant à la tête des chevau-légers et des gendarmes de la garde, chargea, le 14 août 1647, près de la Bassée, 800 chevaux des ennemis, les pressa vivement de front, et les força de faire retraite du côté d'un marais, où le maréchal de Gassion, qui s'y trouvait avec ses troupes, les reçut si vigoureusement qu'ils se débandèrent et furent presque tous tués ou faits prisonniers. Le comte de Palluau revint avec l'armée devant Lens, qui se rendit le 3 octobre. Il eut un régiment d'infanterie de son nom, à la mort du maréchal de Gassion, par commission du 20 octobre, et le garda jusqu'à sa mort. On lui don-

na le gouvernement de la ville et de la citadelle de Courtray, aussi vacant par la mort du maréchal de Gassion, par provisions du même jour; et il se démit alors de celui de Niort. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 22 mars 1648, il servit à l'armée de Flandre sous le prince de Condé. Le comte de Palluau conduisit au siége d'Ypres 1200 hommes de la garnison de Courtray. Ypres s'étant rendu le 28 avril, on lui en donna le gouvernement, par provisions du 15 juillet. Employé, comme lieutenant-général, en Normandie, sous le comte d'Harcourt, par lettres du 29 janvier 1650, il suivit le roi dans cette province, et de là en Bourgogne, d'où on le détacha pour aller faire le siége de Bellegarde, que le comte de Tavannes lui rendit par capitulation. Commandant en chef l'armée du Berri, par pouvoir du 12 octobre 1651, et dans la province, par autre pouvoir donné à Bourges le 24, il reçut ordre de tailler en pièces les compagnies des gendarmes et des chevau-légers du comte de Saint-Géran, qui tenaient pour le prince de Condé, si elles ne joignaient l'armée du Berri. Cet ordre fut donné à Saint-Fargeau, le 17 avril 1652. Après trois mois et demi de siége, il obligea le marquis de Persan, qui commandait dans Montrond, pour le prince de Condé, de rendre cette place. Il obtint, le 24 août, un brevet, daté de Compiègne, par lequel le roi lui accordait la charge de maréchal de France, en considération de la prise du château et du fort de Montrond. On lui expédia son état de maréchal de France, le 15 février 1653. Il s'était démis, le 31 août 1652, de la charge de mestre de-camp-général de la cavalerie; mais il conserva son régiment, qui reprit le nom de Clerembault. Il fut fait gouverneur-général du Berri, sur la démission du prince de Conti, par provisions données à Paris, le 6 avril 1655, registrées au parlement de Paris, le 6 septembre suivant. On licencia son régiment de cavalerie, le 18 avril 1661. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant, et ne servit plus. Il mourut à Paris, le 24 avril 1665, âgé de 59 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 597; *Histoire militaire de M. de Quincy, Mémoires du Père d'A-*

vrigny, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag. 523; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 81.)

DE CLEREMBAULT DE PALLUAU (Philippe), *marquis de Clerembault, lieutenant-général*, fils du précédent, fut fait lieutenant au régiment Dauphin infanterie, en 1672, et se trouva, la même année, à tous les siéges que le roi fit en personne. Il servit au siége de Maestricht, en 1673; obtint une compagnie dans le régiment Dauphin, à la fin de la campagne; servit à la conquête de la Franche-Comté, en 1674; aux siéges et à la prise de Dinant et de Limbourg, en 1675; de Condé et de Bouchain, en 1676; de Valenciennes, de Cambray et de sa citadelle, en 1677; de Gand et d'Ypres, en 1678. Il obtint, par commission du 19 avril 1679, un régiment d'infanterie de son nom. Créé brigadier, le 10 mars 1690, et employé en cette qualité à l'armée du Piémont, sous le maréchal de Catinat, il servit à la prise de Cahors; combattit à Staffarde; se trouva au siége de la citadelle de Suze; aux siéges des ville et château de Villefranche, de Montalban, de Veillane, de Carmagnole, et du château de Montmélian, en 1691. Il combattit à la Marsaille, le 4 octobre 1693; fut chargé de porter au roi la nouvelle de la victoire remportée dans cette journée, et obtint le grade de maréchal-de-camp, le 18 du même mois. Employé en cette qualité, à l'armée d'Italie, il y servit en 1694, 1695 et 1696. Il se trouva, en cette dernière année, au siége de Valence, qu'on leva après la conclusion de la trêve avec l'empire. Il se démit, au mois d'avril 1697, de son régiment; servit, la même année, au siége et à la prise d'Ath, sous le maréchal de Catinat, et fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le duc de Bourgogne, par lettres du 18 juillet 1701. Employé à la même armée, sous le maréchal de Catinat, par lettres du 8 mai 1702, et créé lieutenant-général des armées du roi, par lettres du 23 décembre suivant, il servit à l'armée d'Allemagne sous le duc de Bourgogne, en 1703; se trouva

au siége de Brisack; monta le premier à l'assaut des contregardes de Landau; et combattit avec la plus grande valeur à Spire. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Tallart, en 1704, il combattit à la bataille d'Hochstedt, le 13 août. À cette funeste affaire, le marquis de Clerembault commandait un corps de troupes dans le village de Blenheim. Il sortit de ce village pour aller demander des ordres au maréchal de Tallart : ne le trouvant pas, il essaya de traverser le Danube, et s'y noya. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 463; *mémoires du temps, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII; Gazette de France, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 82.)

DE CLEREMBAULT (François), *marquis de Vendeuil, lieutenant-général*, de la même famille que les précédents, servit, dès 1652, dans le régiment de cavalerie de Grammont; se trouva au combat de Blesnau; à la bataille de Saint-Antoine, et à la prise de Vervins, de Rethel et de Mouzon, en 1653. Il se trouva aussi à la levée du siége d'Arras, et au combat livré sous cette place, en 1654. Il servit aux siéges de Landrecies, de Condé et de St.-Guilain, en 1655; au siége de Valenciennes, et au combat qui se donna sous les murs de cette ville, en 1656. Il obtint, au mois de mai 1657, une compagnie dans le même régiment; se trouva, la même année, à la prise de Saint-Venant; au secours d'Ardres, et à la prise de Mardick. Il combattit, en 1658, à la bataille des Dunes, et servit aux siéges et à la prise de Dunkerque, de Bergues, de Dixmude, de Menin et d'Ypres, et à l'armée de Flandre, en 1659. La suspension d'armes, conclue au mois de mai, arrêta alors les opérations militaires. La compagnie du marquis de Vendeuil ayant été réformée, le 18 avril 1661, il alla servir en Hongrie en qualité de volontaire, en 1663; combattit à Saint-Godard, en 1664, et revint en France, à la fin de l'année. Il entra ensuite dans les gardes-du-corps, avec lesquels il fit la campagne de 1667, et se trouva aux siéges de Tournay, de Douai et de Lille. Il obtint une place d'exempt

dans la compagnie des gardes-du-corps (depuis Bauveau), au commencement de 1668; se trouva à tous les siéges que le roi fit en personne, en 1672, et à celui de Maestricht, en 1673. Il concourut à la conquête de la Franche-Comté, en 1674; fut fait deuxième aide-major des quatre compagnies des gardes-du-corps du roi, par brevet du 21 juillet; passa en Flandre, et combattit avec la plus grande valeur à Seneff. Il était, en 1675, à l'armée qui couvrit les siéges de Dinant, de Huy et de Limbourg. Il eut, le 7 mars 1676, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie; servit aux siéges et à la prise de Condé et de Bouchain. Il accompagna le roi au siége de Valenciennes, en 1677; passa ensuite dans l'armée commandée par le maréchal de Créquy, et se distingua avec tout le corps au combat de Kokesberg. Il obtint le rang d'enseigne dans les gardes-du-corps, par brevet du 20 septembre, et marcha, en 1676, aux siéges et à la prise de Gand et d'Ypres. Il fut fait troisième lieutenant de la même compagnie des gardes-du-corps, par brevet du 1er juillet 1679, et servit, en 1684, à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg. Créé brigadier, par brevet du 24 août 1688, il accompagna M. le dauphin au siége de Philisbourg; à la prise de Manheim et de Franckendal, et à la soumission de Spire et de Worms. Il servit, en 1689, à l'armée de Flandre; combattit à Valcourt, et finit la campagne en Allemagne, sous le maréchal de Lorges. Il commanda la cavalerie de l'armée de Flandre, sous le duc du Maine, par commission du 12 avril 1690, et se distingua particulièrement à la bataille de Fleurus. Il devint second lieutenant de sa compagnie, le 4 septembre, et premier lieutenant, le 18 décembre suivant. Commandant la cavalerie de l'armée du roi, sous le duc du Maine, par commission du 14 mars 1691, il servit au siége et à la prise de Mons; passa avec la même commission dans l'armée commandée par le maréchal de Luxembourg; contribua à la victoire remportée à Leuze, et obtint, par provisions du 7 octobre, le gouvernement du fort Pecquay. Il servit, en 1692, au siége et à la prise des ville et château de Namur, et combattit à Steinkerque.

Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 30 mars 1693, et employé en cette qualité à l'armée de la Moselle, sous M. le dauphin, par lettres du 27 avril, il y commanda la cavalerie, sous le duc du Maine, par commission du 21 mai; servit, en 1694, à l'armée de Flandre, sous M. le dauphin et sous le maréchal de Villeroi, en 1695, 1696 et 1697. Il fut employé au camp de Coudun, près Compiègne, par lettres du 13 août 1698. En 1700, il accompagna Philippe V en Espagne, en qualité de lieutenant des gardes-du-corps. On l'employa à l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne, par lettres du 21 juin 1701. Créé lieutenant-général, le 29 janvier 1702, il fut employé à l'armée de Flandre, sous le même duc, par lettres du 21 avril, et contribua à la défaite des Hollandais, qui furent repoussés jusqu'à Nimègue. Il quitta les gardes-du-corps et le service, au mois de janvier 1703, et obtint alors la survivance du gouvernement du fort Pecquay pour son fils aîné. Il mourut en 1712. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 433; *mémoires du temps et Histoire de la maison du roi, par l'abbé de Nœufville, tom. I, pag.* 237.)

DE CLEREMBAULT DU CROCQ DE VENDEUIL (Louis), *maréchal-de-camp*, parent du précédent, servit d'abord comme lieutenant d'une compagnie de chevau-légers, et se trouva, le 3 août 1645, à la bataille de Nordlingue, après laquelle il fut fait capitaine au régiment de cavalerie de Grammont, par commission du 15 du même mois. Il commanda sa compagnie à la prise d'Heidelberg et de Trèves, la même année; au siége de Dunkerque, en 1646; à la prise de la Knoque et de Dixmude, en 1647; au siége d'Ypres et à la bataille de Lens, en 1648; au blocus de Paris; au siége de Cambray; à la prise de Condé; au secours de Guise; au siége et à la bataille de Rethel, en 1650, et à la défaite de plusieurs détachements de la cavalerie ennemie, en Flandre, en 1651. Nommé capitaine du même régiment, il le commanda aux combats de Blesnau et d'Etampes, en 1652. Il obtint le

grade de maréchal-de-camp, par brevet du 13 juin, et servit en cette qualité à la bataille du faubourg Saint-Antoine, le 2 juillet. Il commanda ensuite le régiment de Grammont aux siéges de Vervins, de Mouzon et de Sainte-Ménéhould, en 1653; au secours d'Arras, en 1654; à la prise de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain, en 1655; au siége et au combat de Valenciennes, en 1656. Il se démit de sa compagnie, au mois de mai 1657, servit jusqu'à la paix, et obtint la lieutenance de roi de Doullens, le 20 février 1665. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 366; *mémoires du temps.*)

DE CLERMONT (Raoul Ier), *comte de Clermont* en Beauvaisis, *connétable de France*, souscrivit les lettres-patentes relatives à la régale de Laon, données à Paris en 1158. Il y a lieu de croire que Raoul fut ensuite employé ailleurs qu'auprès du roi, puisque l'on trouve plusieurs lettres données en 1162 et 1163, où il est fait mention que la charge était vacante, ou que le connétable était absent; telles sont les lettres données à Paris, en 1162, par Louis-le-Jeune en faveur des bouchers; les coutumes de Lorris, octroyées à Villeneuve-le-Roi, par lettres-patentes de Louis VII, données à Sens en 1163; et enfin les priviléges de l'abbaye de Saint-Gilles, donnés à Étampes, en la même année. On trouve ensuite que Raoul a signé toutes les chartes et patentes de 1165 à 1189, ainsi qu'on peut le voir dans le recueil de Secousse, tom. I, III, IV, V, VII et VIII. Raoul de Clermont accompagna le roi Philippe Auguste dans son voyage en Terre-Sainte, et mourut pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, en juillet 1191. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 168; *Recueil des ordonnances*, *par Secousse*; *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. IX*, *pag.* 85.)

DE CLERMONT DE NESLE (Raoul), *connétable de France*, d'une autre branche de la famille du précédent, se croisa avec saint Louis, en 1267. Il s'embarqua, en 1270, pour

le voyage de la Terre-Sainte avec ce prince, qu'il suivit dans toutes ses expéditions. Il fut fait connétable, en 1285, à la mort d'Humbert de Beaujeu. Étant au siége de Gironne, en la même année, il défit, avec beaucoup de valeur, une partie considérable des ennemis. Vers ce temps, le roi d'Arragon, qui ne cessait de harceler l'armée française et de lui couper ses convois, s'étant mis en embuscade devant Bagnols et Gironne, avec 400 chevaux et 2000 hommes de pied, dans le dessein d'enlever un de ces convois, le connétable tomba sur lui avec 500 chevaux, le défit et l'obligea à prendre la fuite. En 1286, il fut nommé, avec le duc de Bourgogne, pour commander en Languedoc, et agir contre le roi d'Arragon. Tous deux furent revêtus de la qualité de lieutenants du roi dans le pays Toulousain, et ils chargèrent le sénéchal, ainsi que le viguier de Toulouse, de faire restituer les biens usurpés sur les seigneurs ecclésiastiques et laïcs, depuis l'union du comté de Toulouse au domaine royal. Philippe le Bel, mécontent d'Édouard, roi d'Angleterre, ayant déclaré la guerre aux Anglais, le connétable se rendit en Languedoc, convoqua la noblesse de tout le royaume, et défendit les tournois et les joutes, sous peine de confiscation de biens. Au mois de janvier 1264, il fit notifier au lieutenant du roi d'Angleterre en Aquitaine, la saisie de ce duché, et le somma de le lui remettre. Il fit divers règlements de police à Toulouse; restreignit l'exercice de la juridiction que l'évêque avait sur les clercs; assembla une armée destinée à la conquête de l'Aquitaine; et, pour être en état de fournir à l'entretien de cette armée, imposa six sols tournois par feu. Il marcha ensuite sur l'Aquitaine, et s'en saisit au nom du roi. Les Anglais lui livrèrent eux-mêmes les places dans lesquelles ils se trouvaient (1). Cependant le gouvernement britannique

---

(1) Deux lettres écrites par le connétable nous donnent une idée de l'autorité dont il jouissait. Par la première, datée de Bordeaux, le samedi après la Saint-Nicolas d'été de 1294, il mande au sénéchal de Beaucaire, que, par une grâce spéciale, il a permis au viguier d'Anduse de donner une de ses filles en mariage à un homme né dans la même vi-

fit partir d'Angleterre, sous le commandement du duc de Bretagne, une flotte considérable qui débarqua en Guienne, au mois de décembre 1294. Les Anglais s'emparèrent d'abord du bourg de la Réole, et prirent ensuite Bayonne, le 1[er] janvier 1295. Le connétable, secondé par le comte de Foix, et sous les ordres de Charles de Valois, frère du roi, reprit la Réole, Saint-Sever-Cap, et Podensac. La Réole avait été défendue par une garnison d'Anglais et de Gascons : les Anglais traitèrent secrètement avec le connétable, qui leur permit de se retirer; mais il choisit 60 Gascons, et les envoya au comte de Valois. Ce prince, pour les punir de leur trahison, les fit pendre. Cet exemple intimida ceux de la garnison de Podensac, qui prirent la fuite, et le comte de Valois emporta cette place d'assaut, en 1297. Le roi fit, pendant la campagne de Flandre, un détachement, qu'il mit sous les ordres du connétable. Celui-ci marcha le long de la Lys, y rencontra un corps d'ennemis qu'il battit complétement, et fit plusieurs prisonniers de distinction qu'il envoya au roi. Il eut, en 1300, le commandement général dans la Flandre. Le 11 juillet 1302, jour de la bataille de Courtray, le comte d'Artois résolut, contre l'avis du connétable, de forcer le camp des Flamands; ce prince fit même entendre à Clermont qu'il le soupçonnait d'intelligence avec les ennemis. Le prince lui repartit avec toute la vivacité qu'inspirent de pareils reproches, et ajouta : « Je ne suis point un traître; suivez-moi : » je vous mènerai si loin que vous n'en reviendrez point. » Ne prenant alors conseil que de son ressentiment et de son désespoir, il marcha à la tête des troupes. Un large fossé, plein d'eau, séparant les Flamands d'avec les Français, il franchit ce fossé, et attaqua les ennemis. Tous ceux qui l'accompagnaient y périrent : une partie de la cavalerie se

---

guerie, ce qui était défendu par les ordonnances royales. Par la seconde, datée du mardi avant Pâques de la même année 1294 (1295, n. st.), au camp de Podensac, il accorde à Jourdain, seigneur de l'île Jourdain, qui servait dans son armée, 400 liv. de rente sur les domaines du roi. (*Histoire du Languedoc*, tom. IV, pag. 82.)

précipita dans le fossé, tandis que l'autre resta exposée à une grêle de traits, et se trouva enveloppée d'une poussière épaisse. Le comte d'Artois survient alors, tente le passage, et augmente la confusion. Bientôt le connétable, abandonné des siens, et couvert de blessures, meurt en combattant, et sans vouloir de quartier. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 77; *Histoire de France, du Père Daniel, tom. V; Histoire du Languedoc. tom. IV, pag.* 50 *et suiv.*)

DE CLERMONT DE NESLE (Guy), *maréchal de France,* frère du précédent, avait été créé maréchal de France avant l'an 1296. Pendant le siége de Lille, formé, en 1297, par Philippe le Bel, ce prince détacha un corps de troupes, et en donna le commandement à Guy de Nesle et au connétable son frère. Ils défirent entièrement, le long de la Lys, un corps ennemi, et firent plusieurs prisonniers de distinction. Ils commandèrent l'attaque à la bataille de Courtray; et tous deux y périrent, le 11 juillet 1302. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 115; *Histoire de France, par le Père Daniel.*)

DE CLERMONT (Jean), *seigneur de Chantilly, maréchal de France,* sortait d'une autre branche de la famille des précédents. Le roi lui fit présent, le 3 novembre 1346, de la terre de Boomont, et le duc de Normandie lui donna, au mois d'avril 1347, la terre de Chantilly. On le créa maréchal de France, au mois de novembre 1352 (1), après la mort de Rogues de Hangest. Il fut envoyé, en 1354, sur les frontières de Picardie et de Flandre, pour la paix qui se négociait avec les Anglais. On le nomma lieutenant du roi en Poitou, Saintonge, Angoumois, Périgord, Limousin et partie d'Auvergne, par lettres du 1er janvier 1355. Il ob-

(1) L'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne* donne ici dans une erreur. Elle fixe sa nomination au mois d'août, immédiatement après la mort de Guy de Nesle. Rogues de Hangest succéda, au mois d'août, à Guy de Nesle, et Jean de Clermont succéda à son tour à Rogues de Hangest, au mois de novembre. Jean de Clermont n'a été payé comme maréchal de France qu'à partir du 1er décembre 1352.

tint, par autres lettres du 3 juin suivant, des aides en faveur des habitants du Limosin; et elles furent accordées, dans la vue de lui rendre plus agréable et plus facile son séjour dans cette province. A la journée de Poitiers, le 19 septembre 1356, il se trouva exposé au feu des Anglais, à la sortie d'un défilé. Son cheval s'étant abattu sous lui, il ne put se relever, et perdit la vie. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 131 ; *Histoire de France, du Père Daniel; Froissard, l'abbé Le Gendre, Moréry.*)

DE CLERMONT D'AMBOISE (1) (Georges), *marquis de Gallerande, maréchal-de-camp,* s'était attaché au service du roi Henri de Navarre, et le suivit dans toutes les guerres que ce prince eut à soutenir. Il commanda la droite des troupes du prince de Condé, à la bataille de Saint-Denis, en 1567, et se trouva aux batailles de Jarnac et de Montcontour, en 1569. Il commanda l'artillerie à la bataille de Coutras, en 1587; combattit sous les ordres de Henri IV, à Arques, en 1589; et à Ivry, en 1590. Il fut fait maréchal-de-camp, et payé comme tel, du 1er octobre 1591, pour être employé au siége de Rouen qu'on avait résolu d'entreprendre. Il continua de servir jusqu'à la paix de Vervins : on ne voit pas qu'il ait été employé depuis. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 36 ; *historiens du temps.*)

DE CLERMONT D'AMBOISE (Georges-Henri), *marquis de Clermont-Saint-Aignan, maréchal-de-camp,* arrière-petit-fils du précédent, entra au service comme cornette dans le régiment du mestre-de-camp-général de la cavalerie, le 5 avril 1675. Il se trouva, la même année, aux siéges de Condé, de Bouchain et d'Aire ; à celui de Valenciennes, à la bataille de Cassel et à la prise de Saint-Omer, en 1677; aux siéges de Gand et d'Ypres, et à la bataille de Saint-Denis, près Mons, en 1678. Il servit, en 1684, à l'armée de Flandre, qui couvrit le siége de Luxembourg. Il fut choisi pour être lieutenant-colonel du régiment de cava-

---

(1) Cette famille est originaire de Clermont en Anjou.

lerie du Terrail, et eut la commission de cet emploi le 20 décembre 1688. Il obtint, par commission du 22 février 1689, un régiment de cavalerie de son nom, qu'il commanda à l'armée de Flandre pendant plusieurs années, et avec lequel il se trouva à l'attaque de Valcourt; au combat de Fleurus; au siége de Mons; au combat de Leuze; au siége de Namur; à la bataille de Steinkerque; à celle de Nerwinde; au siége de Charleroi et au bombardement de Bruxelles. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 3 janvier 1696, il servit, la même année, à l'armée de la Meuse; fut employé au siége d'Ath, en 1697; au camp de Compiègne, en 1698; et passa en Italie, par lettres du 14 août 1701. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 29 janvier 1702, il fut blessé pendant le blocus de Mantoue, dans une affaire avec les Impériaux, le 22 mars, et mourut des suites de cette blessure, au mois d'avril suivant. Sa valeur et ses autres belles qualités le firent beaucoup regretter. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 529; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CLERMONT-GALLERANDE (Pierre-Gaspard, *marquis*), et d'une autre branche de la famille du précédent, naquit le 4 février 1682, et fut connu d'abord sous le nom de comte d'Amboise. Il entra aux mousquetaires, en 1697; fit la campagne de Flandre; et servit au camp de Compiègne, en 1698. Devenu sous-lieutenant au régiment du roi, en 1699, il marcha, en 1701, en Flandre, où l'on n'entreprit rien. Lieutenant réformé au même régiment, le 5, et lieutenant en pied, le 28 avril 1702, il contribua à la défaite des Hollandais, sous Nimègue; se trouva au siége de Brisack; à celui de Landau; et à la bataille de Spire, en 1703. Capitaine au même régiment, par commission du 27 janvier 1704, il servit à l'armée de la Moselle, cette année et la suivante. Mestre-de-camp réformé à la suite du régiment Royal-Dragons, par commission du 7 février 1706, il se démit alors de sa compagnie au régiment du roi. Il combattit à Ramillies, la même année, et servit en Flandre, en 1707. Aide-de-camp de M. le duc de Bourgogne, par brevet du

28 mai 1709, il se trouva à la bataille d'Oudenarde; combattit à Malplaquet, en 1709; et servit en Flandre, en 1710. Il fut nommé capitaine des gardes de M. le duc de Berri, le 31 janvier 1711; obtint, par commission du 5 septembre suivant, un régiment de dragons de son nom, et le commanda à l'attaque des retranchements de Denain; aux siéges de Douay et du Quesnoy, en 1712; à la défaite du général Vaubonne; et au siége de Fribourg, en 1713. Il se démit de son régiment, le 15 mai 1714, et obtint, le même jour, un nouvel ordre de mestre-de-camp réformé à la suite du régiment Royal-Dragons. Il prit le nom de marquis de Clermont-Gallerande à la mort de son père, le 17 avril 1715. On le créa brigadier de cavalerie, par brevet du 1er février 1719. Il fut fait capitaine des gardes de M. le duc d'Orléans, au mois de mars de la même année; grand-bailli de Dôle, au mois de mai suivant; premier écuyer de M. le duc d'Orléans, en 1724; et chevalier des Ordres du roi, le 3 juin. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment d'Orléans-Dragons, par commission du 27 juillet 1726, il fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 15 septembre 1733, et servit au siége et à la prise de Kehl. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 20 février 1734, il se démit du régiment d'Orléans-Dragons; fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril; servit au siége de Philisbourg, et y monta la tranchée, le 24 juin. On l'employa, par lettres du 1er mai 1735, à la même armée, qui n'entreprit rien, la paix ayant été faite au mois d'octobre. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 1er mars 1738. Employé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741, il partit de Givet, le 31 du même mois, avec la 3e division des troupes; la conduisit en Westphalie; marcha avec l'armée sur les frontières de la Bohême, au mois d'août 1742, et passa l'hiver en Bavière. Il obtint le gouvernement de Neufbrisack, par provisions du 13 mars 1743; rentra en France avec la 1re division de l'armée, et fut employé à l'armée de la Haute-Alsace, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er août. Il commanda à Neubrisack jusqu'à l'ouverture de la campagne

de 1744. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril de cette année, il contribua à chasser les ennemis de l'Alsace; passa le Rhin, le 28 août; servit au siége de Fribourg, et commanda, pendant l'hiver, à Brissac, par lettres du 1er novembre. Employé à l'armée du roi en Flandre, par lettres du 1er avril 1745, il servit au siége des ville et citadelle de Tournay; combattit à Fontenoy, où il commandait une des divisions de l'armée, et fut détaché, au mois de juillet, pour commander le camp de Chièvres, composé de 3 bataillons et de 32 escadrons. Chargé en chef du siége d'Ath, il fit ouvrir la tranchée dans la nuit du 1er au 2 d'octobre, et obligea la place de capituler le 8. Il commanda, pendant l'hiver, à Oudenarde, par lettres du 1er novembre. Il conduisit un corps de troupes pour l'investissement de Bruxelles, au mois de janvier 1746, et ne rentra à Oudenarde qu'après la prise de cette ville. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il combattit avec distinction à Raucoux, et retourna commander à Oudenarde, pendant l'hiver, par ordre du 1er novembre. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1747, il combattit à Lawfeld, alla commander en Alsace, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er novembre, et résida à Neubrisack. Ayant obtenu le commandement en Aunis et en Saintonge, par commission du 24 novembre 1751, il quitta alors l'Alsace et alla fixer sa résidence à la Rochelle. On joignit à son commandement celui du Poitou, par ordre du 25 avril 1755, et il fut employé en sa qualité de lieutenant-général sur les côtes de ces trois provinces, et sous les ordres du maréchal de Belle-Ile, par lettres du 31 décembre. Il mourut à la Rochelle, le 27 octobre 1756, âgé de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 222; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CLERMONT-GALLERANDE (Louis-Georges, *comte*), *maréchal-de-camp*, frère du précédent, naquit en 1684. Il entra aux mousquetaires, en 1698, et servit au camp de Compiègne, la même année. Nommé sous-lieutenant au régiment du Roi, au mois de mars 1701, il se trouva au

combat de Nimégue, en 1702; fut fait lieutenant, le 6 juin 1703; combattit, le même mois, à Eckeren, et servit en Flandre, en 1704 et 1705. Devenu capitaine au même régiment, par commission du 17 janvier 1706, il commanda sa compagnie à la bataille d'Oudenarde, en 1708; à celle de Malplaquet, en 1709; en Flandre, en 1710; à l'attaque d'Arleux, en 1711; à l'affaire de Denain et aux siéges de Douai, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712; au siége de Landau; à l'attaque des retranchements du général Vaubonne, et au siége de Fribourg, en 1713. Il obtint, le 1er janvier 1720, une commission de colonel réformé à la suite du régiment d'Auvergne, et la place de gentilhomme de la chambre de M. le duc d'Orléans, en 1724. Il servit avec le régiment d'Auvergne au camp d'Alsace, en 1732. Il se trouva aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, en 1733; à ceux de Tortonne et de Navarre; à l'attaque de Colorno, et aux batailles de Parme et de Guastalla, en 1734. Il obtint, par commission du 3 octobre de cette dernière année, la charge de colonel lieutenant du régiment d'infanterie d'Orléans, qui servait aussi en Italie; le commanda aux siéges de Révéré, de Reggio et de Reggiolo, en 1735, et rentra en France avec ce régiment au mois de septembre 1736. Créé brigadier, par brevet du 1er mars 1738, et employé en cette qualité à l'armée de Bohême, par lettres du 5 mars 1742, il joignit cette armée, au mois de mai; servit à la défense de Prague; se trouva à plusieurs sorties, et rentra en France avec l'armée, au mois de janvier 1743. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 février de la même année, il se démit du régiment d'Orléans, ne servit plus, et fut confirmé dans la charge de gentilhomme de M. le duc d'Orléans, le 1er février 1752. Il mourut à Paris, le 3 mars 1758, âgé de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 197; *mémoires du temps*, *Gazette de France*.)

DE CLERMONT DE GALLERANDE (Charles-Georges, *marquis*), *pair de France* et *lieutenant-général honoraire*, issu de la même branche que les précédents, naquit à Paris,

le 30 juillet 1744. Il avait été mestre-de-camp-commandant du régiment d'Orléans, lorsqu'il fut créé brigadier de cavalerie, le 1[er] mars 1780. On le nomma maréchal-de-camp, le 1[er] janvier 1784. S. M. Louis XVIII l'a créé pair de France, le 4 juin 1814, et commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. Le marquis de Clermont de Gallerande se trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1[er] septembre 1817, pour la retraite du grade de lieutenant-général honoraire, après 32 ans de service. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CLERMONT-D'AMBOISE (Clériadus), *marquis de Renel, maréchal-de-camp,* issu d'une autre branche de la famille des précédents, fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Renel. Il servit dans la compagnie de Bernard de Clermont-d'Amboise, son frère aîné, et se trouva au siége de la Mothe, en 1644. Bernard ayant été tué à ce siége, en 1645, Clériadus prit alors le titre de marquis de Renel, et obtint la compagnie qu'avait son frère au régiment de Magalotti (depuis Créqui). Il la commanda au siége d'Orbitello, et à la prise de Portolongone et de Piombino, en 1646; au siége de Crémone, en 1647; au siége de Tortose, en 1648; à l'armée de Catalogne, en 1649, et à celle de Flandre, en 1650 et 1651. Il fut fait mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, qu'il leva, par commission du 1[er] mars 1652. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 23 du même mois, il combattit à l'affaire du faubourg Saint-Antoine, la même année; servit aux siéges de Rethel, de Mouzon, et de Sainte-Ménéhould, en 1653; au siége de Stenay; au secours d'Arras, en 1654, et aux siéges de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain, en 1655. Il se trouva au siége de Valenciennes, en 1656, et fut tué au combat qui se donna sous cette place, le 16 juillet de la même année. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 330; mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CLERMONT-D'AMBOISE (Louis), *marquis de Renel, lieutenant-général*, frère du précédent, fut fait capitaine au régiment de cavalerie du marquis de Renel, son frère, dès 1652. Il se trouva, sous le maréchal de Turenne, au combat de Blesneau; au combat d'Étampes; à celui du faubourg Saint Antoine; et à la prise de Rethel et de Mouzon, en 1653. Il servit au siége de Stenay, et au secours d'Arras, en 1654; aux siéges et à la prise de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain, en 1655; au siége de Valenciennes et au combat sous cette place, en 1656. Le marquis de Renel, son frère, ayant été tué dans ce combat, Louis de Clermont-d'Amboise obtint, le 1er août, le régiment de cavalerie qu'avait ce frère, et servit avec ce régiment au siége de Montmédy, en 1657; et au siége de Gravelines, sous le maréchal de la Ferté, en 1658. On licencia son régiment, le 18 avril 1661; mais on lui conserva sa compagnie de mestre-de-camp, avec laquelle il marcha en Hongrie, sous le comte de Coligny. Il combattit à Saint-Godart, où il fut blessé. Étant rentré en France, il rétablit son régiment le 7 décembre 1665. Créé brigadier, par brevet du 15 juin 1667, il servit en cette qualité aux siéges et à la prise de Charleroi, d'Ath, de Tournay, de Douay, de Lille, et monta la tranchée devant cette dernière place, le 23 août. Son régiment fut de nouveau licencié, le 26 mai 1668, et on lui conserva enocre sa compagnie de mestre-de-camp. Il rétablit une seconde fois ce régiment, le 9 août 1671, et servit à tous les siéges que le roi fit en personne en Hollande, en 1672. Il fut fait gouverneur-général des places conquises sur les Hollandais dans la Frise, et nommé général des troupes de l'électeur de Cologne et de l'évêque de Munster. Il défit aux environs de Deyler un corps de 4000 hommes, que commandait le général Rabenhaupt, gouverneur de Groningue, tua 200 hommes et fit 300 prisonniers. Il passa en Alsace, sous les ordres de M. de Turenne, au mois d'octobre; fut fait maréchal-de-camp, par brevet du 8 novembre; et eut part, en 1673, à toutes les conquêtes que ce général fit sur l'électeur de Brandebourg. Il força cet électeur de lever le siége de Werle, et battit son arrière-garde près de Bielefeld.

Le marquis de Renel servit, en 1674, aux siéges et à la prise de Besançon et de Dôle. Il chargea un gros de cavalerie ennemie, qui, après avoir capitulé, cherchait à s'échapper de Besançon après la reddition de cette place; le dispersa, et lui fit 70 prisonniers. Il passa ensuite en Flandre, sous M. le prince de Condé; combattit à Seneff; et obtint, par provisions du 15 novembre, la charge de mestre-de-camp-général de la cavalerie, vacante par la mort du marquis de Fourilles. Employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er mai, il y commanda la cavalerie à la prise de Liége, de Dinant, de Huy et de Limbourg. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 février 1676, il fut employé en cette qualité à l'armée de Flandre, par lettres du 10 mars, et servit avec distinction aux siéges et à la prise de Condé et de Bouchain. Il se trouva, en 1677, au siége et à la prise de Valenciennes, et monta la tranchée devant cette place, le 11 mars. Il servit ensuite au siége de Cambray; y ouvrit la tranchée, dans la nuit du 28 au 29 mars, et fut tué d'un coup de canon, au siége de la citadelle de cette place, le 10 avril 1677. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 268; *mémoires du temps*, *Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Gazette de France.*)

DE CLERMONT-D'AMBOISE (Jean-Baptiste-Louis, *marquis*), *lieutenant-général,* petit-fils du précédent, naquit le 12 octobre 1702, et fut connu d'abord sous le nom de marquis de Renel. Il obtint, en naissant, le gouvernement de Chaumont, le grand-bailliage de cette ville et celui de Provins, qui vaquaient par la mort de son père. On lui donna une commission de capitaine réformé à la suite du régiment de cavalerie de Berri, le 1er novembre 1718, et il fut pourvu du régiment d'infanterie de Sancerre, par commission du 12 juillet 1723. Il commanda ce régiment au siége de Kehl, en 1733 (1); à l'attaque des lignes d'Etlingen; et au siége

(1) Le maréchal duc de Berwick, dont il était gendre, l'envoya porter au roi la nouvelle de la prise de Kehl.

de Philisbourg, en 1734. Créé brigadier, par brevet du 1er août, il finit la campagne en cette qualité. Il servit encore à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735. Il fut nommé lieutenant-général du gouvernement de l'Orléanais, au département du Blaisois, du Dunois, du Vendômois, du bailliage d'Amboise et dépendances, par provisions du 28 juillet 1736 Promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1738, il se démit du régiment de Sancerre, et prit, quelque temps après, le nom de marquis de Clermont-d'Amboise. Employé à l'armée de Bavière, par lettres du 1er avril 1742, il partit, le 16 avril, avec la 4e division; contribua à chasser les ennemis de la Bavière; se trouva à plusieurs escarmouches considérables, qui eurent lieu pendant le séjour de cette armée au camp de Nieder-Atlaich; marcha ensuite sur les frontières de Bohême, pour joindre l'armée commandée par le maréchal de Maillebois; passa l'hiver en Bavière; rentra en France avec la 2e division de l'armée, au mois de juillet 1743; et fut employé au pays Messin pendant le reste de la campagne, par lettres du 1er août. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er avril 1744, il concourut à la défense du Rhin, et à la reprise de Weissembourg. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 2 mai, il ne fut déclaré tel que le 13 août. Il se trouva en cette qualité à l'affaire d'Haguenau; passa le Rhin, le 28 du même mois; servit au siége et à la prise de Fribourg, par lettres du 1er avril 1745, et à l'armée du Rhin, sous M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive. Il servit à l'armée commandée par le même prince, par lettres du 1er mai 1746, et se trouva aux siéges de Mons et de Charleroi. S'étant réuni ensuite à l'armée de Flandre, il se trouva à la bataille de Raucoux. Il se rendit à Mons, le 15 avril 1747; fut employé à l'armée du roi, par lettres du 1er mai, et combattit à Lawfeld. Désigné pour servir à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril 1748, il la joignit le 1er mai, et y demeura jusqu'au 15 juin, époque à laquelle il cessa d'être employé, la paix ayant été faite. Il obtint le gouvernement de Mont-Dauphin, par provisions du 20 mars 1749, et se démit, au mois de sep-

tembre 1755, de la lieutenance-générale du Blaisois. Il mourut à Paris, le 18 septembre 1761, âgé de 59 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 305; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CLERMONT-D'AMBOISE (Jean-Baptiste-Charles-François), *marquis de Renel, maréchal-de-camp,* fils du précédent, fut baptisé le 6 août 1728, et connu d'abord sous le nom de *chevalier* de Clermont de Gallerande. Il avait été colonel du régiment de Bretagne, lorsqu'il fut créé brigadier d'infanterie, en 1756. On l'envoya comme ambassadeur près de la cour de Lisbonne, en juin 1767. Il fut créé maréchal-de-camp, le 1er mars 1780, et chevalier du Saint-Esprit, le 1er janvier 1784. Il fut massacré, le 10 août 1792, dans le château des Tuileries, où il s'était rendu pour défendre la personne du roi Louis XVI. (*Etats militaires, mémoires du temps.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (François, *comte*), *maréchal-de-camp*, d'une autre famille que les précédents (1), avait servi en qualité de lieutenant et de capitaine de chevau-légers à tous les siéges faits en 1621 et 1622, ainsi qu'à celui de la Rochelle, en 1627 et 1628, lorsqu'on lui donna, le 19 octobre 1629, le régiment de Piémont, qu'il joignit en Languedoc. Il le commanda à la conquête de la Savoie; au combat de Veillane; à la prise des ville et château de Saluce, et au combat du pont de Carignan, en 1630; au siége et à la prise de Vic et de Moyenvic; et au siége de Marsal, en 1631. Il commanda encore son régiment, en 1632, dans le Languedoc, contre les troupes de Monsieur; se trouva ensuite à la conquête de la Lorraine; au siége et à la prise de Nancy, en 1633; à la prise d'Haguenau, de Saverne, de Lunéville, de Bitche et de la Mothe; et au secours d'Heidelberg et de Philisbourg, en 1634. Il se signala à la bataille d'Avein; servit au siége de Louvain, en 1635; au siége et à la

(1) Cette famille est originaire de Clermont en Dauphiné.

reprise de Corbie, en 1636; aux siéges et à la prise de Landrecies, Maubeuge et la Capelle, en 1637; au siége de Saint-Omer; et au combat qui se donna sous cette place, en 1638. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 13 février 1639, il fut employé en cette qualité sur la flotte commandée par l'archevêque de Bordeaux; concourut à la défaite des ennemis, à Larédo, le 14 août, et resta en Guienne, sous les ordres du comte de Grammont, jusqu'au mois de septembre, époque à laquelle il conduisit un secours de 4000 hommes au prince de Condé, qui voulait secourir Salces. Il se démit, au mois de mars 1640, du régiment de Piémont, et conduisit en Italie un secours de 8000 hommes. Il commanda, la même année, 500 gentilshommes de la province du Dauphiné, qui l'avaient choisi pour chef, et qui offrirent leur secours au comte d'Harcourt occupé au siége de Turin. Le comte de Clermont donna de grandes preuves de bravoure à la défense des lignes devant Turin, qui furent attaquées, le 14 septembre, par le prince Thomas. Il servit, en qualité de maréchal-de-camp, dans l'armée commandée par le prince de Condé, en 1641; s'empara, le 6 juin, de la ville de Canet en Roussillon, et se trouva au siége d'Elne : ce fut sa dernière campagne. Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661. En qualité d'aîné de sa maison, il était premier baron, connétable et grand-maître héréditaire du Dauphiné. Il mourut dans son château d'Ancy-le-Franc, en Bourgogne, le 24 octobre 1679, âgé de 79 ans (1). (*Chronologie militaire, t. VI, pag.* 152; *Gazette de France, historiens du temps.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (Roger), *marquis de Crusy, maréchal-de-camp,* d'une autre branche de la famille du

---

(1) L'*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII, pag.* 915, lui donne à tort la qualité de lieutenant-général de Bourgogne. Charles-Henry comte de Clermont, son père, avait possédé la charge de lieutenant-général en Auxois, Autunois et Auxerrois; mais il s'en était démis, en 1626, en faveur du comte de Comarin, et son fils ne l'a pas possédée.

précédent, était capitaine d'une compagnie de chevau-légers et sergent de bataille, lorsqu'il servit comme aide-de-camp de M. le duc d'Orléans, pendant les campagnes de Flandre, en 1645 et 1646. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 23 octobre de cette dernière année, il fut employé à l'armée de Flandre, en 1647. Il leva, par commission du 20 mars 1649, un régiment de cavalerie de son nom, qui ne servit que pendant la durée de cette campagne. Il commanda la division des troupes de l'armée de Flandre, qui devait se rassembler à Reims, par ordre du 26 avril 1651. On ne le trouve plus employé depuis cette époque. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 221; *mémoires du temps.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (Gaspard, *marquis*, puis *duc*), *pair* et *maréchal de France*, petit-fils du précédent, naquit le 10 août 1688. Il fut d'abord fait cornette au régiment du Châtelet (depuis la Billarderie et Braque), le 8 janvier 1703; se trouva à la prise du fort de Kehl, le 9 mars, et au premier combat d'Hochstedt, le 20 septembre de la même année. Devenu capitaine au même régiment, à la mort de son frère, par commission du 5 mars 1704, il combattit à Hochstedt, le 13 avril suivant; à l'attaque des lignes de Weissembourg, le 3 juillet 1705; à la prise de l'île du Marquisat, le 20 juillet 1706; et servit, en 1707, à l'armée de Flandre, qui n'entreprit rien. Employé à la même armée, en 1708, il combattit à Oudenarde, le 11 juillet. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 30 avril 1709, il combattit à Malplaquet, le 11 septembre; fut employé, en 1710, à l'armée de Flandre, où l'on ne fit rien; et servit à la même armée, en 1711. Il se trouva, en 1712, à l'attaque du fort d'Arleux, qui fut emporté le 23 juillet; au combat de Denain, le 24 du même mois; à la prise de Douay, le 8 septembre; du Quesnoy, le 4 octobre, et de Bouchain, le 19. Il fut réformé le 10 avril 1712: mais on lui conserva sa compagnie de mestre-de-camp, qu'on incorpora dans le régiment d'Aubusson. Il concourut, en 1713, à la prise des villes de Spire, de Worms et

de Kaiserlautern; au siége de Landau, qui se rendit, le 20 août; à la défaite du général Vaubonne, dont on força les retranchements, le 20 septembre; au siége de Fribourg, abandonné par la garnison, le 1er novembre; et au siége du fort et des châteaux, qui se rendirent le 16. On le fit successivement brigadier, par brevet du 1er janvier 1716; commissaire-général de la cavalerie, par provisions du 5 février suivant; commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 1er janvier 1720; et chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 22 décembre 1731, il fut employé en cette qualité à l'armée du Rhin, par lettres du 15 septembre 1733, et se trouva au siége de Kehl, qui capitula le 28 octobre, et où il avait monté la tranchée, le 25. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1734, il combattit à l'attaque des lignes d'Etlingen, le 4 mai. Il obtint le gouvernement de Mont-Dauphin, par provisions du 1er juin; et marcha au siége de Philisbourg, où il monta la tranchée, le 10 juin et le 9 juillet. Philisbourg s'étant rendu le 18, le marquis de Clermont-Tonnerre suivit l'armée au siége de Worms, qui capitula le 23 du même mois. Créé lieutenant-général, par pouvoir du 1er août, il servit à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mars 1735, et fut pourvu de la charge de mestre-de-camp-général de la cavalerie, par provisions du 16 mars 1736. Il obtint le gouvernement de Béfort, par provisions du 26 janvier 1739, en remettant celui de Mont-Dauphin. Employé à l'armée de Bohême, par lettres du 20 juillet 1741, il commanda la 3e division de cette armée, qui partit de Dusseldorff, le 13 août. Il fit à cette armée les campagnes de 1741 et de 1742. Il ravitailla, le 9 mars de cette dernière année, le château de Frawemberg, en traversant les quartiers des ennemis qui bloquaient cette place. Il fit, le 24 mai suivant, la garnison de Vodnian prisonnière de guerre. Au combat de Sahai, livré le 25, la cavalerie qu'il commandait ayant été retardée par la difficulté des passages, il pressa si vivement la marche de la brigade du colonel-général, qui formait son arrière-garde, qu'elle arriva à temps pour soutenir l'infanterie. Il passa la Moldaw, le

27, avec la cavalerie qu'il commandait, et à la vue des ennemis. Il fut employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744. Les ennemis, voulant pénétrer en Alsace, surprirent un passage sur le Rhin, et occupèrent les lignes de la Lautern. Le marquis de Clermont attaqua leur centre à Weissemberg, le 5 juillet. Il marcha ensuite avec la brigade de Champagne, pour renforcer le détachement des troupes destinées à l'assaut des lignes de Suffelsheim. Il se distingua à l'attaque de ces lignes, qui furent forcées le 23 août. Employé au siége de Fribourg, il s'empara, le 5 novembre, de la demi-lune de la gauche ; ce qui contribua à forcer la place de se rendre dès le lendemain. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1745, il commanda la gauche de l'armée française à la bataille de Fontenoy, le 11 mai. Ayant ensuite rallié l'infanterie, il se porta au centre, et parvint à contenir les ennemis jusqu'à la dernière charge, malgré le feu violent auquel il se trouvait exposé. Il servit à la prise de Tournay, qui capitula le 23, et de la citadelle, qui se rendit le 20 juin. Il se trouva à la prise de Bruxelles, le 20 février 1746; et à la bataille de Raucoux, le 11 octobre suivant. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1747, il combattit vaillamment à Lawfeld, le 2 juillet, à la tête de 32 escadrons. Quoique exposé au feu de 40 pièces de canon, il soutint durant quatre heures l'infanterie française dans son attaque contre le village, qu'elle emporta. Il chargea ensuite la cavalerie ennemie, la battit, la poursuivit, lui fit plusieurs prisonniers, et s'empara de 2 pièces de canon. Créé maréchal de France, par état donné au camp de Hamal, en Brabant, le 17 septembre, il prêta serment en cette qualité le 3 décembre, et son état fut enregistré à la connétablie, le 14 septembre 1748. Il se démit, la même année, de la charge de mestre-de-camp-général de la cavalerie. Il assista au lit de justice tenu à Paris, par le roi, le 13 décembre 1755, et à celui tenu le 21 juillet 1761. Devenu doyen des maréchaux de France, il représenta le connétable au sacre du roi Louis XVI, en 1774. Il avait été élevé à la dignité de duc et pair, lorsqu'il mourut, le 16 mars 1781. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.*

372; *mémoires du temps*, *Gazette de France*, *Biographie universelle, ancienne et moderne*, *tom. IX, pag.* 90.)

DE CLERMONT-TONNERRE (Charles-Henri-Jules, *comte*, puis *duc*), *pair de France* et *lieutenant-général*, fils de Gaspard de Clermont-Tonnerre, qui précède, naquit le 7 avril 1720. Il fut nommé cornette de la compagnie mestre-de-camp du commissaire-général de la cavalerie, le 10 mars 1732. Il servit, en 1733, au camp du pays de Messin; obtint une compagnie dans le même régiment, par commission du 16 février 1734; se trouva, la même année, au siége de Philisbourg, et combattit à Clausen, en 1735. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 21 février 1740, il le commanda à la prise de Prague, en 1741; au bivouac de Piseck; à l'affaire de Sahai; au ravitaillement de Frawemberg; à la défense de Prague; et à la sortie faite de cette ville, en 1742. Il rentra en France avec l'armée, au mois de février 1743; se trouva, cette même année, à la bataille de Dettingen; et finit la campagne en Haute-Alsace, sous le maréchal de Coigny. Il servit, en 1744, à l'armée de Flandre commandée par le maréchal de Saxe, qui couvrit les siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; et occupa le camp de Courtray pendant le reste de la campagne, malgré la grande supériorité des ennemis. En 1745, il commanda son régiment à la bataille de Fontenoy; au siége des ville et citadelle de Tournay; à ceux de Dendermonde, d'Oudenarde et d'Ath; au siége de la citadelle d'Anvers; et à la bataille de Raucoux, en 1746. Créé brigadier, par brevet du 20 mars 1747, il commanda la brigade du régiment de cavalerie du roi à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet. Il se rendit au siége de Berg-op-Zoom, le 29 août, et y servit jusqu'à la prise de cette place. Il se trouva au siége de Maestricht, en 1748, et au camp d'Aimeries, en 1754. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il combattit à la bataille d'Hastembeck, et concourut à la prise de plusieurs place de l'électorat d'Hanovre. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er mai 1758, il fut employé en cette qua-

lité en Normandie, par lettres du 1[er] août suivant, et y servit jusqu'à la paix sous les ordres du duc d'Harcourt. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 juillet 1762. Il était commandant en chef en Dauphiné, lorsqu'il fut créé duc et pair, et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 mai 1784. Il a péri victime de la révolution française, le 26 juillet 1794. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 30; mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (Gaspard-Paulin), *lieutenant-général*, fils de Charles-Henri-Jules de Clermont-Tonnerre, qui précède, naquit à Noisy, le 23 août 1753. Il a été créé lieutenant-général, le 23 juin 1814. Il est chevalier de l'ordre de Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel. (*Etats militaires.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (François-Joseph, *marquis*), *maréchal-de-camp*, troisième fils du maréchal de Clermont-Tonnerre, naquit le 11 janvier 1726. Nommé cornette au régiment du mestre-de-camp-général de la cavalerie, le 12 juillet 1740, il servit à la prise de Prague, en 1741. Devenu capitaine au même régiment, le 9 mars 1742, il commanda sa compagnie au combat de Sahai; au ravitaillement de Frawemberg; à la défense et à la retraite de Prague, la même année; à la bataille de Dettingen et sur les bords du Rhin, en 1743; à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern; à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg, en 1744; et à l'armée du Bas-Rhin, en 1745. Nommé aide-maréchal-général-des-logis de la cavalerie de l'armée du roi, par ordre du 1[er] mai 1746, il se trouva aux siéges de la citadelle d'Anvers et de Namur, et à la bataille de Raucoux, la même année; à la bataille de Lawfeld et au siége de Berg-op-Zoom, en 1747. Il obtint, le 1[er] février 1748, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie; servit, la même année, au siége de Maestricht; au camp d'Alsace, en 1754; à la conquête du duché de Bergues et de Juliers; à la bataille d'Hastembeck; à la prise de Minden et d'Hanovre; au camp de Clostersevern; et à la marche sur les ennemis vers Zell, en 1757. Il se trouva à

la retraite de l'électorat de Hanovre et à la bataille de Crevelt, en 1758. Nommé lieutenant-colonel de son régiment, par commission du 10 février 1759, il le commanda à la bataille de Minden, le 1er août suivant. Il fut créé mestre-de-camp commandant du même régiment, par commission du 3 mai 1760; obtint le grade de brigadier, par brevet du 20 février 1761; servit sur les côtes, depuis 1760 jusqu'à la paix; et ayant été déclaré, au mois de février 1763, maréchal-de-camp avec rang du 25 juillet 1762, jour de la date de son brevet, il se démit de la charge de mestre-de-camp commandant de son régiment. Il mourut avant le 1er décembre 1771. (*Chronologie militaire, tom. VII, p.* 578; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CLERMONT-TONNERRE DE THOURY (Louis-François-Marie, *comte*), issu de la branche cadette de la maison de Clermont-Tonnerre, entra au service, en 1777, comme sous-lieutenant au régiment de Royal-Pologne cavalerie, dans lequel il fut fait capitaine à la suite. Il passa, en 1781, dans la compagnie écossaise des gardes-du-corps du roi Louis XVI, en qualité de sous-lieutenant, avec rang de lieutenant-colonel. Il émigra en 1791; joignit les princes français à Coblentz; fit la campagne de 1792 dans leur armée, et y servit jusqu'à l'époque à laquelle elle fut licenciée. Il fut créé maréchal-de-camp, en 1797. Il passa en Russie, et ne revint en France qu'après la restauration du trône des Bourbons, en 1814. Lors de l'invasion de Buonaparte en France, en 1815, le comte de Clermont-Tonnerre fut envoyé, le 18 mars, dans l'Artois, pour y accélérer la marche des volontaires royaux. Il se trouvait à Lille, au moment du passage de S. M. Louis XVIII qui se rendait à Gand, et il fit, dans la première de ces deux villes son service auprès du roi. Après le retour de S. M. à Paris, le comte de Clermont-Tonnerre fut employé sous le général comte de Bourmont, à la réforme des volontaires royaux, et alla ensuite prendre, à Versailles, le commandement de la compagnie écossaise des gardes-du-corps qui lui avait été confiée en l'absence du chef d'escadron. Ayant été compris dans les

réformes qui se faisaient alors, il obtint sa retraite comme lieutenant des gardes-du-corps, avec le grade de lieutenant-général, qui lui fut accordé le 1er novembre 1815. Il fut créé, le même jour, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE CLERMONT-MONT-SAINT-JEAN (N...., *marquis*), issu de la branche des seigneurs de Clermont-Mont-Saint-Jean, en Savoie, fut créé *maréchal-de-camp*, le 21 août 1800. (*Etats militaires*.)

DE CLERMONT-TONNERRE (Louis), *marquis de Chaste*, *maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs de Chaste, entra aux mousquetaires, en 1706, et se trouva à la bataille de Ramillies, au mois de mai de la même année. Il obtint une compagnie dans le régiment Royal-Piémont, le 27 avril 1707, et la commanda à l'armée de Flandre, cette année, et à la bataille d'Oudenarde, en 1708. Devenu colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 16 mai 1709, il le commanda, la même année, à l'armée du Dauphiné. On le fit colonel-lieutenant du régiment Dauphin infanterie, en se démettant de celui qui portait son nom, par commission du 15 avril 1710. Il commanda ce régiment à l'armée du Rhin, en 1710, 1711, 1712 et 1713, et se trouva, cette dernière année, au siége de Landau; à l'attaque des retranchements du général Vaubonne, et au siége de Fribourg. Il fut créé brigadier, par brevet du 1er février 1719; chevalier de Saint-Louis, en 1721, et sénéchal et bailli du Vélay, sur la démission de son père, par provisions du 30 mai 1730. Employé comme brigadier à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733, il servit aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, la même année; à ceux de Novarre et de Tortone, aux mois de janvier et de février 1734; à l'attaque de Colorno, et à la bataille de Parme, au mois de juin. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er août 1734, il se démit du régiment Dauphin; combattit à Guastalla, et y fut tué le 19 septembre

1734, à l'âge de 45 ans. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 120; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (François-Ferdinand), *comte de Morges*, puis *comte de Chaste, maréchal-de-camp*, frère du précédent, entra aux mousquetaires en 1710. Il fit cette campagne et la suivante en Flandre, et passa enseigne de la colonelle du régiment Dauphin infanterie, le 29 décembre 1711. Il servit avec ce régiment, en 1712, sur le Rhin; aux siéges de Landau et de Fribourg, et à l'attaque des retranchements du général Vaubonne, en 1713. Il eut une compagnie dans le même régiment, le 12 mai 1714. Nommé colonel du régiment d'infanterie de Luxembourg, par commission du 15 mars 1718, il le commanda aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzigithone et du château de Milan, en 1733; et à ceux de Novarre et de Tortone, aux mois de janvier et de février 1734. Créé brigadier, par brevet du 20 du même mois de février, il commanda une brigade à l'attaque de Colorno, les 5 et 6 juin, et à la bataille de Parme, le 29. Nommé colonel-lieutenant du régiment Dauphin, par commission du 21 août, il le commanda à la bataille de Guastalla, le 19 septembre, et obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 18 octobre. Il se démit alors du régiment Dauphin, et ne servit plus. Il était lieutenant de roi en Dauphiné, lorsqu'il mourut, le 9 janvier 1751, âgé de 50 ans. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 137; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (Aimé-Marie-Gaspard, *marquis*), *pair de France, maréchal-de-camp* du 19 mars 1815, commande en cette dernière qualité la 1re brigade de cavalerie de la garde royale. Il est chevalier de Saint-Louis et officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. Il a été créé pair de France, le 17 août 1815, et nommé ministre-secrétaire-d'état au département de la marine, le 14 décembre 1821. (*Etats militaires, Moniteur.*)

DE CLERMONT-TONNERRE (Jules, *duc*), *pair de France, maréchal-de-camp* du 23 août 1814, est employé en

cette dernière qualité dans l'état-major-général de la garde nationale de Paris. Il a été créé pair de France, le 4 juin 1815. (*Etats militaires*).

DE CLERMONT-TONNERRE (Louis, *comte*), *maréchal-de-camp* du. . . . . 1797. (*Etats militaires.*)

DE CLERMONT, *voyez* DE BOURBON *et* ROCHECHOUART.

DE CLÈVES (François), *duc de Nevers, pair de France,* et *commandant d'armée*, naquit le 2 septembre 1156. Il porta le titre de comte de Nevers jusqu'au mois de janvier 1539, époque à laquelle il devint duc de Nevers, dont il prit le titre. Il fut fait gouverneur-général du Nivernais, à la mort de son père, le 27 août 1521. Il fut créé pair de France, par lettres d'érection données à Paris, au mois de janvier 1539, registrées au parlement, le 17 février suivant. Il servit dans toutes les guerres contre l'empereur comme capitaine des lansquenets, et fut nommé capitaine d'une compagnie de 100 hommes d'armes, des ordonnances du roi, en 1544. Nommé colonel-général des lansquenets, ou de l'infanterie allemande, le 1er juillet de la même année, il conserva cette charge jusqu'en 1546, époque à laquelle elle fut supprimée. Il servit en Champagne pendant les siéges de Commercy, Ligny et Saint-Dizier, faits par l'empereur, et continua d'être employé jusqu'à la paix de Crépy, signée le 18 septembre. On le pourvut du gouvernement de Champagne et de Brie, à la mort du duc d'Orléans, par provisions données à Corbie, le 3 octobre 1545, registrées au parlement de Paris, en vacations, le 16 octobre, et la cour tenant le 17 novembre suivant. Il fut un des généraux de l'armée de Lorraine, sous le connétable, en 1552, et se trouva à la prise de Metz, Toul et Verdun, la même année. Pendant que les Impériaux faisaient le siége de Metz, il ne cessa de les harceler; leur prit plusieurs forts, et commanda sur la frontière de Champagne, l'année suivante. Il commanda, en 1554, dans les Pays-Bas, une division de l'armée du connétable, avec laquelle, étant passé dans l'évêché de Liége, il prit Bovines d'assaut; brûla Dinant; s'assura d'Orchimont; s'empara de Valsimont, du

château de Beaurin, et de plusieurs autres petits postes qui servaient de retraite aux ennemis toutes les fois qu'ils se répandaient sur les frontières de Champagne : il fit raser toutes ces places. Il tomba, le 23 juillet, sur un parti ennemi qui s'était écarté, et en tua le plus grand nombre. Ayant ensuite rejoint la grande-armée, il combattit vaillamment, le 13 août, à la journée de Renty. Nommé lieutenant-général commandant en chef l'armée du Hainaut, par pouvoir du 18 avril 1555, il fit entrer dans Mariembourg un convoi qui empêcha les Impériaux d'assiéger cette place. Il battit les ennemis à Germigny, le 13 juin, et à Givet, le 14. Il manqua les châteaux de Sautour et de Chimay; et, après avoir mis la frontière en sûreté, il envoya ses troupes en quartier. Il fut un des principaux officiers de l'armée que le duc de Guise conduisit en Italie, en 1556. Après s'être trouvé avec cette armée à la prise de quelques places, il revint en France, en 1557. Il eut le commandement de l'armée de Champagne, sous le connétable. Cette frontière paraissait menacée; mais ce ne fut qu'une feinte de la part des ennemis, qui tournèrent tout à coup leurs forces sur les frontières de Picardie, et firent le siége de Saint-Quentin. Le duc de Nevers voulait qu'on les attaquât avant la jonction de leurs troupes; et, si l'on eût suivi ce conseil, l'armée française n'aurait point été détruite au combat de Saint-Quentin. Il prit le commandement de cette armée après la prise du connétable, et le conserva jusqu'à l'arrivée du duc de Guise. Il recueillit les débris de cette armée; engagea la plupart des lansquenets qui voulaient se retirer à continuer le service; fortifia la frontière ; jeta du monde dans toutes les places; fit venir de Metz 4 enseignes d'infanterie et quelques troupes de la Champagne, et en forma un corps assez fort pour harceler les ennemis après le siége de Saint-Quentin, qu'ils avaient pris d'assaut, le 27 août. Le duc de Nevers assiégea et prit, en 1558, la forteresse d'Herbemont, située à l'entrée de la forêt des Ardennes. Cette place était importante par sa force et sa position, et son occupation servait à couvrir la Champagne, et à garantir cette province des courses des ennemis. Il força

aussi les ennemis d'abandonner plusieurs autres forts dont il s'empara. Servant au siége de Thionville, la même année, le duc de Nevers monta à l'assaut des casemates, et fit un logement sur les ruines d'une tour avec une extrême diligence. Les Espagnols n'ayant point osé l'attaquer, cet assaut et ce logement décidèrent du sort de la place, qui fut obligée de se rendre. Le duc de Nevers mourut le 13 février 1562. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 221; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, le président Hainaut, le Père Daniel, Histoire de France, par de Thou; Histoire militaire des Suisses, tom. IV; Histoire de France, par Anquetil, tom. IV.*)

DE CLISSON (Olivier), *connétable de France*, naquit en Bretagne. Il n'avait que 12 ans, lorsque Olivier de Clisson, son père, soupçonné d'intelligence avec les Anglais, eut la tête tranchée, le 2 août 1343, par ordre de Philippe de Valois. Jeanne de Belleville, mère de Clisson, irritée jusqu'à la fureur de la mort tragique de son mari, résolut de la venger, mena son fils en Angleterre, vendit ses biens, prit les armes, arma 3 vaisseaux, courut la mer, infesta les côtes de la Normandie, et fit mettre à mort tous les Français qui tombèrent en son pouvoir. Ce fut à la suite et sous les yeux de cette héroïne, que Clisson, âgé de 7 ans, fit ses premières armes. Il ne profita que trop bien des leçons qu'il reçut alors; et, si l'on peut le citer comme l'un des plus braves guerriers de son siècle, on doit dire en même temps qu'il fut le plus implacable dans sa haine, et le plus sanguinaire. Son talent pour la guerre commença à se manifester au siége de Rennes, formé par le duc de Lancastre, en 1356. En 1364, Clisson tenait le parti de Jean de Bretagne, comte de Montfort, contre Charles de Blois. Le 28 septembre, veille de la bataille d'Auray, on délibéra, dans le camp du comte de Montfort, si on irait attaquer ce jour-là même l'armée de Charles de Blois, qui était fatiguée par une longue marche. Cette attaque n'était cependant proposée que dans le cas où l'armée de Charles de Blois s'avancerait dans une prairie qui séparait les combattants. Le con-

seil penchait pour l'affirmative; mais Clisson rejeta cet avis : « Il serait honteux, dit-il, d'attaquer des ennemis surpris et fatigués. » Son opinion prévalut, et l'on attendit au lendemain. Le 29, la bataille d'Auray fut livrée, et Clisson commanda un des quatre corps qui composaient l'armée du comte de Montfort. On le vit, armé d'une hache, percer les plus épais bataillons; et, quoiqu'il eût perdu un œil dans cette affaire, il continua de combattre, de tuer et de poursuivre les fuyards jusqu'à huit lieues au-delà du champ de bataille. Clisson, jaloux des ménagements que le duc de Bretagne avait pour les Anglais, que ce duc comblait de bienfaits (1), offrit ses services à la France, qui les accepta. En mai 1368, il se rendit dans ce royaume, avec un grand nombre de gens de guerre, et s'attacha au connétable du Guesclin, avec lequel il se lia, en 1370, par une fraternité d'armes. Il marcha, dans la même année 1370, sous les ordres de du Guesclin, par lettres du 24 octobre, et contribua à la défaite du capitaine anglais Grandson, qu'il força de se rendre au connétable. S'étant mis seul à la poursuite de Neufville, autre capitaine anglais qui commandait 1200 hommes, il lui en tua 900, et fit le reste prisonnier : Neufville fut du nombre de ces derniers, et Clisson le prit de sa propre main. Nommé lieutenant du roi en Poitou, en 1371, Clisson obligea les Anglais de lever le siége de Moncontour. Il prit, en peu de temps, Saint-Jean-d'Angély, Angoulême, Taillebourg et Saintes. Clisson eût été comparable à du Guesclin, dont il cherchait à égaler la gloire, s'il en eût eu la générosité et l'humanité; mais le trait suivant prouve qu'il était loin de posséder ces vertus. Pendant le siége de Benou, les Anglais avaient poignardé un gentilhomme, ami de Clisson, nommé Payen. Les assiégés s'é-

---

(1) Cette brouillerie vint particulièrement de ce que le duc de Bretagne avait fait don du château de Gavres au fameux Jean Chandos. A ce sujet, Clisson dit au duc : « Au diable, monseigneur, si jamais Anglais » sera mon voisin. » Clisson alla de suite assiéger ce château, et le démolit entièrement.

tant rendus à discrétion au connétable, Clisson demanda la permission de disposer des prisonniers : elle lui fut accordée. Il se mit alors à la porte par laquelle les hommes de la garnison devaient sortir, et, avec le plus horrible sang-froid, il les assomma à mesure qu'ils passaient. Il servit comme lieutenant du roi dans le pays des Basses-Marches, en 1373. En 1377, le roi, mécontent du duc de Bretagne, nomma Clisson son lieutenant-général dans cette province, pour en achever la conquête. Clisson se rendit maître, le 15 août de la même année, de la ville d'Auray, que plusieurs autres généraux avaient inutilement assiégée. En 1380, le duc de Bretagne, toujours uni aux Anglais, aliéna les esprits des seigneurs bretons. Clisson, de l'aveu du roi, profita de cette mésintelligence, mit ses propres troupes en mouvement, et assiégea Guérande. Il fut cependant obligé de lever le siége de cette place ; mais alors il se mit à la poursuite du duc de Bretagne, et le suivit de ville en ville. Le duc eût été infailliblement perdu, sans l'arrivée d'une flotte anglaise. Le nombre des ennemis ne déconcerta pas Clisson : il prit Dinant, passa la garnison anglaise au fil de l'épée, et s'empara des meilleures places de Bretagne. Créé connétable de France par le roi Charles VI, et par provisions du 28 novembre 1380, il prêta serment en cette qualité, le 24 octobre 1381 (1). En 1382, les Flamands s'étant révoltés, le roi promit à leur souverain de le venger. A cet effet, le connétable de Clisson assembla une armée, dans laquelle il établit une exacte discipline, et força le pont de Commines. Les Flamands se rallièrent, et, par leur nombre, accablèrent à leur tour les Français. Sur ces entrefaites, Clisson accourt, et feint de vouloir passer la rivière vis-à-vis des Flamands, pendant qu'il fait tenter un passage à une lieue au-dessus de Commines. Par ce moyen, les Flamands, qui ne portaient

---

(1) Cette prestation de serment en original se trouve dans les manuscrits de Séguier au premier volume des Grands-Officiers. Il y en avait une copie au 259e volume des manuscrits de Brienne à la bibliothèque du roi ; mais elle était mal à propos datée du 21 octobre 1380, plus d'un mois avant que Clisson fût connétable.

leur attention que sur le connétable, furent surpris et attaqués par derrière, et prirent la fuite. Clisson ayant fait rétablir un pont qui avait été détruit, les Flamands revinrent à la charge, et attaquèrent ce pont avec fureur. Clisson se présente, et manœuvre de manière à obliger 9000 Flamands de lui faire tête. La victoire fut long-temps balancée; mais enfin l'ennemi se retira, laissant 3000 des siens sur la place. Afin de rassurer les esprits, Artevelle, général des Flamands révoltés (1), s'avança avec 40,000 hommes, et se porta près du village de Rosebecque, où il se retrancha. Clisson ayant résolu de l'attaquer, défendit d'abord à ses soldats, sous peine de la vie, de quitter leurs rangs sans permission; puis il forma un plan de bataille, inconnu jusqu'alors. Il fit un centre et des ailes composés d'infanterie, et distribua 12,000 gendarmes à pied sur ces ailes: le roi seul était à cheval dans le centre de cette armée. Le connétable de Clisson se plaça à l'aile droite, où était le comte de Flandre; et, l'action ayant été engagée, les Flamands furent battus, mis en fuite, et perdirent 25,000 hommes tués sur le champ de bataille. Pendant l'absence du roi, les Parisiens, qui étaient d'intelligence avec les Flamands, se révoltèrent pour la troisième fois depuis le règne de Charles VI. Cette circonstance obligea le roi de reprendre le chemin de sa capitale, où il rentra triomphant, le 10 janvier 1383. Le connétable de Clisson occupa les principaux postes de cette ville, et fit saisir les plus coupables parmi les révoltés : ils furent punis de mort. La tranquillité et le bon ordre étant rétablis dans Paris, le roi, suivi de beaucoup de membres de la noblesse, retourna en Flandre, où les Anglais s'étaient réunis aux insurgés. Le connétable leur fit lever le siége d'Ypres, et s'empara de Bergues, ainsi que de Gravelines. Il ne resta bientôt plus aux révoltés que Bourbourg, dont Clisson s'empara par famine. Il en avait promis le pillage aux soldats; mais elle en fut sauvée par une capitulation honorable que le duc de Bre-

(1) Cet Artevelle ou Artavelle était un brasseur de bierre, qui s'était mis à la tête des factieux.

tagne obtint. Clisson en fut irrité; et l'on prétend qu'il profita de cette circonstance pour montrer de l'ombrage au roi, et pour rendre suspecte la fidélité du duc de Bretagne, de tout temps ami des Anglais. Le duc qui en fut instruit, sentit renaître contre Clisson une haine mal éteinte; et lui en fit bientôt ressentir les effets. La ville de Brest étant alors au pouvoir des Anglais, le connétable en entreprit le siége en 1386 : le duc de Bretagne, par politique, et dissimulant le dépit secret que lui causait l'entreprise sur Brest, joignit ses troupes à l'armée du roi. Clisson employa ces troupes à fermer le passage de la mer. Il bâtit aussi deux forteresses sur le rivage, et fit bloquer le port par des vaisseaux. Déjà la garnison de Brest, vivement pressée, commençait à concevoir des inquiétudes, lorsque l'armée navale, envoyée par le roi d'Angleterre, vint au secours de Brest. Clisson laisse descendre ce secours à terre, tombe sur lui avec sa bravoure ordinaire, en tue une partie, et contraint le reste de remonter sur les vaisseaux. Cette victoire, qui devait assurer la ruine des assiégés, contribua au contraire à les sauver; car le duc de Bretagne, désespéré de voir Brest à la veille d'être rendu aux Français, retira ses troupes. Clisson n'ayant plus alors assez de soldats pour environner la ville, laissa libre un des côtés de la mer, et le duc de Lancastre en profita pour ravitailler la place pour deux ans. Clisson ayant reçu de nouveaux ordres de la cour, leva le siége de Brest. En 1387, le roi méditait une descente en Angleterre, où il régnait de grands troubles. Clisson, chargé de cette expédition, fit construire une flotte, sur laquelle 15,000 hommes choisis devaient monter. Le duc de Bretagne, dans le double dessein de satisfaire sa haine particulière contre Clisson, et de délivrer le roi d'Angleterre des inquiétudes que lui donnait l'armement des Français, eut recours à la plus noire des perfidies, et fit échouer le projet. Il combla de caresses le connétable, l'invita à l'accompagner et à examiner son château de l'Hermine qu'il faisait bâtir, le conduisit de chambre en chambre, et le fit arrêter par ses gens. Clisson fut chargé de fers et condamné à mort; mais un chevalier, nommé Bavarlen, chargé de le

coudre dans un sac et de le jeter à la mer, n'exécuta point l'ordre du duc, qui, revenu de son premier emportement, sut gré, dit-on, à ce chevalier de ne lui avoir point obéi. Clisson obtint sa liberté, mais à des conditions odieuses. Il fit les serments qu'on exigea, et promit tout; mais il ne tint rien. Ne respirant que vengeance contre le duc, il demanda justice au roi de France : ne l'ayant point obtenue, il résolut de se venger lui-même, et pour y parvenir, il se mit à ravager la Bretagne, et s'empara de plusieurs villes. Il ne se proposait rien moins que de dépouiller entièrement le duc; mais le roi leur ordonna à tous les deux de suspendre les hostilités. L'année suivante, le roi les invita à se rendre à Orléans, où il voulait terminer ce grand différend. Le connétable s'y rendit, mais le duc n'y parut point. Quelque temps après, le duc étant venu à Paris, le roi le réconcilia avec le connétable. Cette réconciliation n'étant pas sincère, la paix ne fut pas durable. En 1389, le duc attaqua les places du connétable, qui le fit plus d'une fois repentir d'avoir violé le traité. Cependant Clisson, ayant pris la résolution d'oublier, autant que possible, et sa haine et le duc de Bretagne, qui en était l'objet, se rendit, en 1390, à la cour, où le roi lui donna toute sa confiance. Le prince s'étant alors choisi de nouveaux ministres, les ducs de Berri et de Bourgogne, qui furent exclus des affaires, ne le pardonnèrent point à Clisson. Le duc de Bretagne, enhardi par le mécontentement des princes, ne garda plus le traité qu'il avait conclu avec le connétable. Dans le cours de l'année 1391, le duc de Bretagne et Clisson se prirent réciproquement beaucoup de villes, et se livrèrent plusieurs petits combats qui affaiblirent les deux partis sans rien décider. Le roi tint à Tours un conseil, dans lequel le duc de Bretagne fut condamné à remplir les articles du dernier traité fait avec le connétable. Dans la nuit du 13 au 14 juin de la même année, Clisson fut attaqué à Paris, dans la rue Culture-Sainte-Catherine, par 20 brigands ayant à leur tête Pierre de Craon, qui agissait à l'instigation du duc de Bretagne. Surpris en sortant de l'hôtel Saint-Paul, Clisson fut renversé de son cheval et reçut tant de coups et de bles-

sures, que ses assassins le laissèrent pour mort : il fut cependant assez heureux pour en revenir (1). Charles VI, irrité d'un pareil attentat, mit sur pied une armée qu'il destinait à châtier le duc de Bretagne ; mais un accident funeste, qui fit tomber ce prince dans une espèce de frénésie, empêcha cette expédition (2). Les ducs de Bourgogne et de Berri, devenus par cet événement les maîtres des affaires, sur la fin de 1392, et qui haïssaient Clisson, lui firent son procès, et le destituèrent de sa charge de connétable, le 25 novembre de la même année. Clisson se retira en Bretagne, où il recommença la guerre contre le duc de ce pays. Le roi, dans un intervalle de santé, les accommoda encore : cette fois la réconciliation fut sincère. Le duc écrivit à Clisson, et lui demanda une entrevue ; mais ce dernier, craignant qu'on ne lui tendît un nouveau piége, voulut que les fils du duc de Bretagne lui fussent donnés en otage : on les lui envoya. Clisson, ayant ainsi en son pouvoir l'héritier de la Bretagne, fut enfin convaincu de la bonne foi du duc, et vint au rendez-vous, conduisant l'enfant par la main. Après plusieurs heures de conférences, le duc et Clisson terminèrent leur traité d'accommodement. Le roi, étant parfaitement rétabli de sa maladie, fit casser l'arrêt porté contre Clisson, et lui offrit de revenir à la cour. Clisson refusa, et pressa seulement le rétablissement des sieurs de Noviant et de la Rivière, ses amis : on le lui accorda. Pierre de Craon, assassin de Clisson, ayant été livré à la justice,

(1) Le président Hénaut met cet événement sous 1393. Clisson cependant était encore connétable, lorsqu'il fut assassiné. Sa destitution de cette charge n'est que du 25 novembre 1392.

(2) Le 3 août 1392, le roi marchant en tête de son armée, et traversant la forêt du Mans, un homme mal vêtu lui apparaît subitement, saisit la bride du cheval de ce prince, et lui dit : « Noble roi, ne chevauche pas » outre ; retourne sur tes pas, tu es trahi. » Cette apparition fit sur l'esprit du monarque une telle impression, qu'il tomba dans une frénésie violente, qui dura plusieurs années. Ce fut pour amuser ce prince que l'on inventa, en 1395, les cartes à jouer, dont les figures retracent les costumes du temps.

le connétable demanda sa grâce et l'obtint. La mort du duc de Bretagne, en 1399, vint encore remettre Clisson sur la scène, et l'y fit paraître sous les couleurs les plus honorables. Le duc, en mourant, déclara Clisson tuteur de ses enfants, conjointement avec le duc de Bourgogne. Marguerite de Clisson, fille du connétable et femme du comte de Penthièvre, informée de cet événement, projeta de faire monter ses propres enfants sur le trône de Bretagne; et, pour parvenir à ce but, elle osa proposer au connétable, son père, de se défaire de ceux du duc de Bretagne, avant l'arrivée du duc de Bourgogne. Clisson rejeta cette proposition avec indignation, et saisit une hallebarde, dont il allait percer Marguerite de Clisson, lorsqu'elle se déroba par une fuite si précipitée, qu'elle se cassa la jambe. Le connétable assista, en 1401, au couronnement du jeune duc de Bretagne, et l'arma chevalier. Clisson mourut dans ses terres de Josselin, en Bretagne, le 23 avril 1407 (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 103; *Histoire de France du Père Daniel, Histoire de Bretagne, le président Hénaut, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Vie de Clisson dans les Hommes illustres, tom. VII, pag.* 287; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, Biographie universelle, ancienne et moderne, Histoire de France, par Anquetil.*)

DE CLOYS, *voyez* LE BLANC.

CLUTIN D'OYSEL (Henri), *commandant d'armée*, fut nommé, le 28 avril 1548, ambassadeur du roi en Écosse, où il passa avec André de Montalembert d'Essey. Il assista à toutes les opérations militaires qui eurent lieu dans ce pays, et eut, par pouvoir donné le 9 novembre 1550, le commandement pour ordonner de tout en Écosse, en l'absence des lieutenants-généraux-commandants. Il fut créé

---

(1) Clisson aimait à la fois la guerre, les intrigues et l'argent. Il laissa en mourant une fortune de 1,700,000 liv., somme que l'on trouve prodigieuse, lorsque l'on considère la valeur de l'argent au commencement du 15e siècle.

lieutenant-général commandant l'armée du roi en Écosse, par pouvoir donné à Saverne, le 6 mai 1552. La reine d'Écosse, afin d'animer les Écossais contre les Anglais, fit construire un fort sur la frontière d'Angleterre. Les Anglais, choqués de cet établissement, insultèrent ceux qui y travaillaient; mais ils furent repoussés par les Écossais. D'Oysel, sans consulter la reine ni les Écossais, se mit à la tête des troupes françaises et des écossaises affectionnées à la France; passa la rivière de Tuide avec du canon, et alla faire des courses sur les frontières d'Angleterre, où il ravagea quelques lieues de pays. La reine et le conseil d'Écosse le rappelèrent, et on fit connaître sa conduite au roi, qui lui ôta le commandement de l'armée. Il resta cependant ambassadeur en Écosse et fut envoyé, en 1561, en Angleterre, pour pénétrer les desseins de la reine Élisabeth sur la flotte qu'on y équipait. Il retourna ensuite en Écosse et revint en France, au mois d'octobre. S'étant distingué à la bataille de Dreux, il obtint le collier de l'ordre du Roi. Il fut envoyé à Rouen en 1562, pour engager les habitants à se soumettre au roi; mais il ne réussit point dans cette mission. Le prince de Condé, ayant fait solliciter par d'Andelot des secours auprès des princes d'Allemagne, la cour envoya d'Oysel pour balancer le crédit de d'Andelot. D'Oysel ne put réussir vis-à-vis des princes protestants, mais il tira des secours considérables des princes catholiques. Il fut chargé, en 1563, de concert avec Sébastien de l'Aubépine, évêque de Limoges, de traiter la paix avec la princesse de Condé, assiégée alors dans Orléans. Nommé ambassadeur à Rome, la même année, il arrêta les procédures qu'on y avait faites contre quelques évêques soupçonnés d'hérésie, et contre la reine de Navarre. Il soutint avec honneur, en 1564, la préséance des ambassadeurs de France sur ceux des autres couronnes. Il mourut à Rome, le 22 juillet 1566. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 205; *mémoires du temps.*)

DU CLUZEL (Antoine-Marie, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Nontron, en Périgord, le 10 août 1737. Il entra comme surnuméraire aux mousquetaires noirs, le 20 oc-

tobre 1750, et fut nommé enseigne de la compagnie colonelle au régiment de Saintonge infanterie, le 20 novembre 1752. Il était devenu lieutenant dans ce régiment, et servait, en 1754, au camp de Saint-Omer, sous les ordres de M. de Cremelies, lorsqu'il découvrit et fit arrêter un ingénieur, déguisé en paysan, qui, confondu avec les travailleurs employés au canal, était soupçonné d'avoir levé un plan intitulé *Lignes des Français devant Saint-Omer*. Ce plan fut effectivement trouvé dans un bâton creux que portait cet ingénieur, nommé Flobert, qui obtint sa grâce et parvint plus tard au grade de général, par la protection du maréchal de Belle-Ile. En 1755, le comte du Cluzel fut employé au camp d'Aimeries, sur la Sambre, sous les ordres du prince de Soubise. Le régiment de Saintonge, dans lequel le comte du Cluzel continuait à servir, était alors chef de la brigade allemande, composée des régiments de Nassau, la Dauphine et Saint-Germain. Le comte du Cluzel fut employé, en 1757, au camp de Saint-Malo, commandé par le duc d'Aiguillon. Il fut nommé capitaine d'une compagnie de son régiment, le 1er septembre de la même année. Après avoir fait sur les côtes un service très-pénible, à cause des Anglais, dont les escadres se tenaient toujours à vue et faisaient fréquemment, quoique sans succès, des tentatives de descente, le régiment de Saintonge se rendit à Brest, où il reçut l'ordre de s'embarquer sur l'escadre du maréchal de Conflans. Le sort ayant décidé sur quels vaisseaux les diverses compagnies de ce régiment passeraient, celle du comte du Cluzel monta à bord du *Northumberland*. Il y commanda la mousqueterie, au combat naval du 20 novembre 1759, dans lequel les vaisseaux français *le Thésée* et *le Superbe* furent coulés à fond. *Le Northumberland*, ayant été fortement engagé, fut sur le point d'éprouver le même sort (1). Une tempête des plus violentes mit fin à ce combat terrible, et les débris de la

---

(1) Dans cette journée désastreuse, le comte du Cluzel perdit un de ses frères, tué à bord du *Formidable*, qui resta au milieu de l'escadre anglaise, et y fut foudroyé.

flotte française vinrent débarquer à Rochefort, le 22 décembre suivant. Pendant cette expédition, le comte du Cluzel avait été nommé enseigne à drapeau au régiment des gardes-françaises. Il rejoignit ce régiment, le suivit à l'armée du maréchal de Broglie, et fit avec lui la campagne de 1760, en Hesse. Il passa, le 18 octobre 1761, enseigne à pique au même régiment des gardes-françaises; et bientôt après, il reçut du maréchal de Biron une marque de considération très distinguée, par sa nomination au grade d'enseigne des grenadiers, qui lui fut accordé en récompense de ses services. Le comte du Cluzel fit la campagne de 1762 dans le corps de réserve du prince de Condé, qui n'eut que des succès dans les glorieuses journées de Groningue, Johanesberg, etc. Le comte du Cluzel fut fait successivement sous-lieutenant de grenadiers, lieutenant au 2[e] de fusiliers, lieutenant au 2[e] de grenadiers, lieutenant au 1[er] de fusiliers, et lieutenant au 1[er] de grenadiers. Il obtint la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 5 juin 1770; fut fait colonel, le 16 avril 1786; capitaine en second de grenadiers, par commission du 6 avril 1788; et capitaine aux gardes, le 10 juillet 1789. Au commencement de la révolution française, le comte du Cluzel redoubla de zèle pour le service de son souverain; mais, voyant que tous ses efforts pour être utile au roi Louis XVI seraient infructueux, il émigra en 1791, et alla se placer dans les rangs de l'armée des princes français, frères du monarque. Il y fit la campagne de 1792 en qualité de capitaine d'hommes d'armes, et commanda une compagnie de gentilshommes au siége de Maestricht, en 1793. Il servit comme capitaine dans le régiment de Walstein, pendant l'année 1795 et les suivantes. Avec l'approbation de S. M. Louis XVIII, il rentra en France dans l'année 1800, et y fut mis en surveillance par ordre du gouvernement de Buonaparte. Après la restauration du trône des Bourbons, le comte du Cluzel obtint le grade de maréchal-de-camp, le 23 août 1814, pour prendre rang de la promotion de 1796. Il fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de St-Louis, le 3 mai 1816. On l'admit, dans la même année, à la retraite, après 58 ans et

demi de service. Il a été revêtu du titre de lieutenant-général honoraire; et l'avis de cette promotion lui a été transmis par une lettre très-flatteuse du duc de Feltre, ministre de la guerre, datée du 24 août 1816. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *tableau des pensions*.)

DE COCHEREL DE BOURDONNÉ (Charles), *maréchal-de-camp*, était capitaine au régiment de Rainville, depuis Menillet, dès 1617. Il se trouva au siége de Soissons, la même année; à l'attaque du Pont-de-Cé et à la soumission du Béarn, en 1621; aux siéges de St.-Antonin et de Montpellier, en 1622; au siége de la citadelle de Verdun, et à la prise de Vic et de Moyenvic, en 1631; au siége de Nancy, en 1633; à la prise d'Haguenau, de Saverne, de Lunéville et de la Mothe, et au secours d'Heidelberg et de Philisbourg, en 1634; au combat de Fresche et à la prise de Spire, en 1635. Il obtint, le 7 août de cette dernière année, le régiment dans lequel il était capitaine, et le commanda à la prise de Vaudemont, au mois de décembre. Il fut blessé, le 6 juillet 1636, dans une rencontre près de Dôle; servit, la même année, au siége de cette place; se trouva aux siéges de Landrecies, de Maubeuge et de la Capelle, en 1637; au siége de Saint-Omer, en 1638; reçut une blessure, le 25 juin, près de cette place; fut employé au siége d'Hesdin, en 1639, et reçut encore une blessure, à la défaite des Espagnols près du fort Saint-Nicolas, le 1er août. Il se trouva au siége et au combat d'Arras, en 1640; aux siéges d'Aire, de la Bassée et de Bapaume, en 1641. Nommé commandant à la Bassée, il remporta, le 12 septembre de cette dernière année, un avantage marquant sur les Espagnols, qui étaient venus faire un logement à Auchy. Il attaqua, le 10 décembre, 10 compagnies autrichiennes campées au village de Fromelle, les força, leur tua beaucoup de monde, et fit un butin assez considérable. Il ne rendit la place de la Bassée que le 11 mai 1642, après l'avoir défendue avec la plus grande valeur pendant vingt-quatre jours de tranchée ouverte. Il finit la campagne en Picardie, sous le comte d'Harcourt, et continua

de servir sous le duc d'Angoulême et le maréchal de Chatillon. Il fut nommé bailli de Montfort-l'Amaury, par provisions données à Paris, le 31 mai 1644, registrées au parlement, le 23 mars 1646. Il servit, en 1644, au siége de Sant-Y-A et à la prise d'Ast, et continua d'être employé à l'armée d'Italie, en 1645. Ayant obtenu le gouvernement de Vic et de Moyenvic, le 25 février 1646, il se démit de son régiment, et se rendit à Vic. Il fut fait maréchal-de-camp par brevet du 15 juin 1649; s'empara, en 1651, du château de la Garde, en Lorraine, et revint, après cette expédition, dans son gouvernement de Moyenvic, où il résida jusqu'à sa mort. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 236; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COEFFIER (Gilbert), *baron d'Effiat, maréchal-de-camp,* se trouva à la bataille de Saint-Denis, en 1567. Il était gentilhomme de la maison du duc d'Alençon, dès l'an 1570. Nommé capitaine de 50 hommes d'armes, en 1572, il servit en Flandre, à la tête d'un régiment, en 1582, sous le même prince, alors duc d'Anjou. Il se rendit, en 1584, en Auvergne, où il obtint le gouvernement de Clermont, avec un pouvoir pour commander dans toute la province. où il parvint à maintenir les intérêts du roi. En 1591, il joignit Henri IV au siége de Rouen, avec un nombre considérable de gentilshommes de la province d'Auvergne. Il retourna en Auvergne après la levée du siége. Créé maréchal-de-camp, le 10 septembre 1605, il eut un ordre du même jour pour commander en Basse-Auvergne, pendant la détention du comte d'Auvergne, gouverneur de la province. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 49; *état de maréchal de France de son fils, où ses services sont rappelés.*)

COEFFIER-RUZÉ (Antoine), *marquis d'Effiat, maréchal de France,* fils du précédent, dut son éducation au sieur Martin de Ruzé de Beaulieu, secrétaire-d'état, son oncle maternel, qui lui fit don d'une grande partie de ses biens,

à la charge de prendre le nom et les armes de Ruzé. S'étant fait remarquer par le cardinal de Richelieu, il fut destiné à la carrière militaire. On le créa chevalier de Saint-Michel et gentilhomme de la chambre du roi, le 27 décembre 1599. Nommé capitaine d'une compagnie de chevau-légers, le 19 avril 1610, il servit au siége de Juliers. On licencia sa compagnie, après la prise de cette ville. Il devint grand-maître et réformateur des mines et minières de France, sur la démission de son oncle, par provisions du 21 septembre. Il rétablit sa compagnie de chevau-légers, en 1615; suivit le roi dans son voyage de Guienne, et servit à l'armée du maréchal de Bois-Dauphin, dont le duc de Guise prit ensuite le commandement. Il fut fait conseiller-d'état, par brevet du 21 mars 1616; écuyer du roi, par provisions du 9 août; et capitaine d'une compagnie de 50 carabins, par commission du 3 février 1617. Il commanda au siége de Soissons 4 compagnies de cavalerie. Sa compagnie de carabins fut licenciée après le siége. On l'envoya servir en Flandre, par pouvoir du 30 octobre 1619. Il obtint l'érection de la baronie de Longjumeau en marquisat, par lettres du dernier septembre 1621, et l'érection de sa terre de Chilly, également en marquisat, par lettres données à Compiègne, au mois de mai 1624. Il fut nommé ambassadeur en Angleterre, la même année, pour négocier le mariage de Henriette de France avec Charles Ier. La conduite que tint, en cette circonstance, le marquis d'Effiat, lui obtint les bonnes grâces du roi d'Angleterre, qui sollicita pour lui le collier de l'ordre du Saint-Esprit. Cette décoration fut portée au marquis d'Effiat par le duc de Chevreuse, qui la lui remit à Londres, le 28 juin 1625. Il partit d'Angleterre avec 8 vaisseaux; joignit, le 14 septembre, l'armée navale commandée par le duc de Montmorency, qui battit les Rochelais, le 15; prit le fort de Saint-Martin, le 18; et s'empara du fort de l'île d'Oléron, le 20. Le marquis d'Effiat, ayant été désigné pour l'ambassade extraordinaire d'Allemagne, en 1626, se disposait à partir pour cette mission, lorsque le roi le nomma surintendant des finances du royaume. Ce fut en cette qualité qu'il présenta le tableau

de ces finances à l'assemblée des notables (1). Il eut des lettres de conseiller-d'honneur, datées de Blois, le 9 juin, registrées au parlement, le 24 mars 1627, et qui lui donnèrent voix et séance au parlement de Paris. Il fut nommé gouverneur et lieutenant-général en Touraine, sur la démission du marquis de Courtenvaux-Souvré, par provisions données à Villeroy, le 27 juillet 1627, registrées au parlement de Paris, le 5 août suivant. Il accompagna le roi aux voyages de Languedoc, d'Italie, de Piémont et de Savoie, en 1629. Il exerça la charge de grand-maître d'artillerie, aux siéges de Privas et d'Alais. Il eut un pouvoir, le 24 décembre de cette année, pour commander l'armée d'Italie sous le cardinal de Richelieu, conjointement avec les maréchaux de Schomberg et de la Force, et le duc de Montmorency. Créé gouverneur-général de l'Anjou, sur la démission de la reine-mère, par provisions données à Paris, le 1er février 1630, registrées au parlement de Paris, le 10, il se démit alors du gouvernement de Touraine. Au combat de Veillane, le 10 juillet, le marquis d'Effiat étant à la tête de 40 chevau-légers de la garde du Roi, essuya le feu d'un bataillon commandé par le prince de Piémont; marcha contre le prince Doria; et, soutenu par le duc de Montmorency, tailla en pièces 600 cavaliers ennemis, avant qu'ils eussent gagné le pont de Veillane, sur lequel le prince Doria fut fait prisonnier. Poursuivant sa victoire, le marquis d'Effiat dispersa ceux des ennemis qu'il avait devant lui; puis, revenant contre un régiment d'infanterie qui se retirait, et qui, pour se sauver, jetait ses armes par terre, il le suivit, en fit tous les officiers prisonniers de guerre, s'empara de 17 drapeaux, et tua un grand nombre de soldats. Il rejoignit ensuite le gros de l'armée, en marchant au petit pas, quoiqu'il eût à traverser, à la vue de l'ennemi, une plaine d'une demi-lieue d'étendue. Dans cette action glorieuse, le marquis d'Effiat avait chargé

---

(1) Le marquis d'Effiat administra les finances avec la plus grande sagesse. Il avait trouvé le taux de l'intérêt à 10 pour 100, et parvint à le réduire au denier 18. Le grand Colbert le fixa depuis au denier 20.

jusqu'à trois fois, sans casque, et armé de sa simple cuirasse : son cheval reçut 4 coups d'épée, un coup de pistolet dans le cou, et un à la cuisse. Le marquis d'Effiat se trouva à la prise de Massé, le 15 juillet; à celle de Saluces, le 20; enfin à celles du fort St.-Pierre, du château de Bresol, et de toute la vallée, qui se soumit. Il marcha à l'attaque du pont de Carignan, que les Français forcèrent, le 6 août. Créé maréchal de France, par état donné à Paris, le 1er janvier 1631, il prêta serment en cette qualité, le 27 du même mois. On le pourvut du gouvernement-général de l'Auvergne, et du gouvernement particulier de Cusset, sur la démission du duc de Chevreuse qui passait au gouvernement de Picardie, par provisions données à Fontainebleau, le 11 octobre, registrées au parlement de Paris, le 21 janvier 1632. Il obtint, par autres provisions du même jour, le gouvernement-général et la lieutenance-générale du Bourbonnais, sur la démission de M. le prince de Condé : le parlement enregistra ces provisions, le 21 janvier 1632. Il fut nommé, par commission donnée à Fontainebleau, le 12 octobre de la même année, pour administrer le gouvernement et la lieutenance-générale du Nivernais, pendant l'absence du duc de Mantoue : l'enregistrement s'en fit aussi au parlement de Paris, le 21 janvier 1632. Il se démit du gouvernement d'Anjou, en faveur du cardinal de la Valette. Il avait été désigné, par pouvoir du 17 mai 1632, pour commander l'armée que le roi envoyait au secours de l'électeur de Trèves; mais, étant tombé malade à Litzelstein, il y mourut le 27 juillet suivant, à l'âge de 51 ans (1). (*Chronologie militaire*, *tom. II, pag.* 493; *Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet*; *Journal de Bas-*

(1) Le marquis d'Effiat mourut au moment où un grand commandement allait lui fournir l'occasion de déployer ses talents militaires. Il eut la réputation méritée d'homme habile dans tous les emplois qu'il exerça, et celle d'homme libéral et bienfaisant. Il fut auteur de plusieurs ouvrages importants sur les finances, la diplomatie et les guerres du temps. Parmi ses enfants, on compte le marquis de Cinq-Mars, favori de Louis XIII, nommé grand-écuyer de France à 19 ans, et décapité à Lyon, le 12 septembre 1642, à l'âge de 22 ans.

sompierre, le Père d'Avrigny, l'abbé Le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Moréri, Mercure français.)

DE COEHORN (Louis, *baron*), *général de brigade*, naquit à Strasbourg, le 16 janvier 1771. Il entra au service, en août 1783, comme volontaire, au régiment colonel-général-dragons, dont son père était mestre-de-camp. Il passa, le 2 septembre 1784, sous-lieutenant de remplacement au régiment d'Alsace, dont son père était devenu colonel-commandant; fut fait sous-lieutenant en pied, le 29 novembre de la même année; lieutenant en second, le 22 septembre 1788; lieutenant en premier, le 1er avril 1791; et capitaine, le 9 juin 1792. Il fit, en cette dernière qualité, les campagnes de 1792 et 1793 en Amérique; mais une maladie grave, causée par les suites d'un naufrage sur la côte de la Guyane, l'obligea de revenir en France, où il servit comme simple soldat pendant six mois. Nommé capitaine-adjoint aux adjudants-généraux, le 22 mai 1794 (1), il fut employé dans ce grade à l'armée des côtes de Brest, jusqu'au 30 décembre de la même année. Il passa, le 31 du même mois et en la même qualité, à l'armée de Rhin-et-Moselle, avec l'adjudant-général Decaen, auquel il était attaché, et fit la campagne devant Mayence, jusqu'au 13 décembre 1795. L'adjudant-général Decaen ayant été réformé à cette dernière époque, Coehorn rentra alors à l'état-major-général de l'armée. Il fut adjoint, le 23 septembre suivant, à l'adjudant-général Montrichard, avec lequel il fit la campagne du Palatinat, jusqu'à la retraite de l'armée dans les lignes de la Queich. Il s'était trouvé aux affaires de Pfedersheim et de Lambsheim, et s'y était distingué. Lorsque les hostilités recommencèrent, en 1796, le capitaine-adjoint Coehorn fut employé auprès du général de brigade Sainte-Suzanne, avec

(1) Il dut sa réintégration dans ce grade à la recommandation du général en chef Hoche, qui lui remit à cet égard une note aussi flatteuse qu'honorable.

lequel il combattit aux affaires de Mutterstadt et d'Oggersheim. L'adjudant-général Decaen ayant remplacé le général Sainte-Suzanne dans le commandement de l'avant-garde de la division Beaupuis, le capitaine-adjoint Coehorn reprit ses fonctions auprès de cet adjudant-général, lors du passage du Rhin, dans la même campagne de 1796. Il se trouva à tous les combats, escarmouches, affaires et batailles que sa brigade livra ou eut à soutenir pendant cette laborieuse campagne; et il signala son courage particulièrement à l'affaire de Malsheim, aussi nommée bataille d'Etlingen, et à celle de Langenbruck. Observateur rigide de la discipline, il faillit être victime du zèle et de la fermeté héroïque qu'il déploya contre une troupe de pillards qu'il somma de rentrer dans le devoir, et contre laquelle il osa seul lutter corps à corps (1). Il fut fait prisonnier de guerre, le 23 septembre de la même année, et échangé le 9 mai 1797. Nommé aide-de-camp du général Decaen, le 24 juin suivant, il passa avec ce général à l'armée d'Angleterre, en 1798, et y servit sur les côtes de Cherbourg. Il fit la campagne de 1799 à l'armée du Danube, sous les ordres du général Jourdan. A l'affaire d'Oster-Ach, qui eut lieu le 22 mars, il parvint à dégager

(1) Après la prise de Kaiserslautern, en octobre 1796, Coehorn, conduisant dans le pays une colonne de chasseurs à cheval, s'aperçoit que cette troupe se livrait au pillage. Il reproche vivement à ces chasseurs leur insubordination et la bassesse de leurs actions; mais la menace et l'insulte furent toute la réponse qu'il reçut de cette troupe indisciplinée. Coehorn réitère alors la défense de piller, et menace de punir de mort le premier qui enfreindra cette défense. Effectivement, les vols continuant, il fait feu sur un des pillards qu'il étend à ses pieds, et en blesse un second. Cet acte de fermeté fait cesser le désordre; mais, lorsque Coehorn se retrouve à la tête du corps, il entend murmurer contre lui dans les rangs. « — Eh bien! oui, dit-il, c'est moi qui ai fait mon » devoir, et qui suis encore prêt à punir quiconque déshonorera le nom » français par des crimes : cependant, si quelqu'un de vous veut venger la mort de son camarade, me voilà prêt. » En même temps, il jette ses armes à terre, croise les bras, et regarde fièrement la troupe. Plusieurs furieux se jetèrent sur lui, et ce fut avec beaucoup de peine que les officiers parvinrent à le tirer des mains de ces forcenés, qui ne l'abandonnèrent qu'après lui avoir fait onze blessures graves.

et à sauver un bataillon de la 2e demi-brigade d'infanterie de ligne et une compagnie du 1er régiment de dragons, qui allaient être faits prisonniers. Il combattit avec la plus grande valeur à l'affaire de Liptingen, le 25 du même mois, et y fut blessé d'un coup de feu dans l'articulation du pied gauche: sa conduite, dans cette journée, fit demander pour lui le grade de général de brigade. Nommé adjudant-général, le 20 août suivant, on lui confia le commandement de la ligne du Rhin, depuis Strasbourg jusqu'à Neubrisack. Il passa, en mars 1800, dans la division du général Delmas. Les Autrichiens ayant été battus sur l'Alp par le général en chef Moreau, le 28 avril, Coehorn se mit à la poursuite des ennemis, après avoir passé le torrent un des premiers, et fit cette traversée sur les épaules d'un grenadier. Il contribua au gain de la bataille d'Engen-Slockach, le 3 mai, par la hardiesse des mouvements qu'il fit faire aux troupes sous ses ordres, et en s'emparant, après un combat des plus opiniâtres, des hauteurs de Hohen-Heben, où il enleva un drapeau aux ennemis. A la bataille de Moeskirch, livrée le lendemain 4 mai, Coehorn, qui commandait l'avant-garde de la division Delmas depuis le 30 avril précédent, reçut ordre de ce général d'opposer une résistance inébranlable aux efforts de l'ennemi. Dans la position critique où se trouvait alors cette division, son salut dépendait de la fermeté avec laquelle son avant-garde empêcherait les mouvements de l'ennemi, qui tendaient à cerner la division Delmas et à l'isoler du reste de l'armée. Vaincre ou périr était donc la seule alternative dans laquelle se trouvaient les troupes commandées par Coehorn. Ce brave officier justifia pleinement la confiance du général Delmas; et, malgré le feu terrible de l'ennemi et la grêle de mitraille qui renversait continuellement les rangs de sa troupe, Coehorn conserva sa position, et força les Autrichiens de renoncer à une attaque qui était repoussée avec un courage aussi héroïque. A la tête du 10e régiment de chasseurs à cheval, d'une partie du 4e régiment de hussards et d'un escadron du 11e régiment de chasseurs, Coehorn chargea dans la plaine de Meresheim la cavalerie légère de l'ennemi, qui, malgré sa

grande supériorité numérique et ses efforts courageux, fut poussée l'épée aux reins l'espace de plus de 1500 toises, et ne trouva son salut que sous la protection d'un régiment de cravates (manteaux-rouges), placé dans une espèce de cul-de-sac près du bois de Nordlingue. A l'affaire de Neubourg, le 26 juin, une forte colonne ennemie avait déjà gagné du terrain sur la gauche de la division Montrichard, lorsque l'adjudant-commandant Coehorn arriva au pas redoublé avec la tête de cette division, venant de Donawerth. Ce secours était attendu avec impatience, et le général Charles Grandjean, qui le commandait en chef, ayant pleine confiance dans les talents de Coehorn, lui laissa le soin de faire les dispositions propres à arrêter les progrès de l'ennemi. Sans vouloir attendre les autres troupes de la division, Coehorn résolut aussitôt de marcher à l'ennemi avec un demi-bataillon de la 14ᵉ demi-brigade d'infanterie légère, une compagnie de carabiniers et 2 escadrons du 11ᵉ régiment de chasseurs à cheval. A la tête de cette poignée de braves, il se dirigea par le chemin le plus court sur le centre de la colonne ennemie. Cette colonne quoique soutenue par le feu de 10 pièces de canon qui foudroyaient les assaillants, fut enfoncée à la baïonnette, puis sabrée et mise en déroute: on fit à l'ennemi un bon nombre de prisonniers, et Coehorn prit de sa main M. de Korneuter, major du régiment de Lascy. En 1801, il passa sous les ordres du général de division Sainte-Suzanne. Il fut employé dans la 26ᵉ division militaire, en 1802 et 1803, et au camp de Bruges, en 1804 et 1805. Employé dans la 1ʳᵉ division du 3ᵉ corps de la grande-armée, il fit la campagne de 1805 en Autriche. Le 30 octobre, étant suivi seulement de 2 ordonnances à cheval, il tomba sur un peloton de 60 chasseurs à pied russes qui s'étaient barricadés dans un parc à moutons, en sabra une partie, et fit le reste prisonnier. Dans cette affaire, qui eut lieu entre Ried et Lambach, Coehorn reçut un coup de carabine tiré à bout portant par un officier russe; mais ce coup, détourné adroitement, ne lui fit aucun mal. Il se trouva à l'entrée des Français dans Vienne, le 14 octobre suivant, et combattit à Austerlitz, le 2 décembre de la même année.

Employé, en 1806, à la grande-armée, il y fit la campagne contre la Prusse; se trouva à la bataille d'Auerstaedt, le 14 octobre, et y reçut plusieurs contusions de biscayen. Il fut cité très-honorablement dans le rapport du maréchal Davoust, sous les ordres duquel il avait servi à cette bataille mémorable. Il fut blessé dangereusement au front par une balle, dans une affaire qui eut lieu, la même année, en avant de Varsovie. Nommé général de brigade, le 21 mars 1807, il reçut le commandement de la 3[e] brigade du corps des grenadiers réunis, sous les ordres du maréchal Oudinot, et se distingua au combat de Veichselmonde, près de Dantzick. Il combattit à la bataille de Friedland, le 14 juin de la même année, et y fut blessé d'une balle dans la cuisse. Il passa l'année 1808 à Dantzick, avec le corps des grenadiers du maréchal Oudinot, et marcha avec ce corps à la campagne de 1809 contre l'Autriche. Employé dans la division du général Claparède, qui faisait partie du corps commandé par le maréchal Masséna, il attaqua, le 2 mai, à la tête des bataillons des chasseurs du Pô et des tirailleurs corses, l'arrière-garde autrichienne, en avant d'Ebersberg. Dans cette affaire, la brigade Coehorn fit des prodiges de valeur, força le pont sur la Traun, et contribua à soutenir avec avantage une lutte aussi terrible qu'inégale contre 30,000 Autrichiens, lorsque, par suite de l'incendie de plusieurs arches de ce même pont, la division Claparède se trouva momentanément séparée du reste de l'armée. Pendant cette action, le général Coehorn combattit avec une rare valeur, et eut un cheval tué sous lui. Il se trouva aux batailles d'Aspern et d'Esling, les 21 et 22 mai; au combat d'Enzersdorff, le 5 juillet; et à la bataille de Wagram, le 6 du même mois. A cette dernière affaire, il reçut plusieurs contusions. Désigné, en juillet 1811, pour servir à l'armée d'Espagne, il se rendit d'abord à Pampelune; mais, y étant tombé dangereusement malade, il fut obligé de quitter momentanément le service : il était perclus de tous ses membres. Sa santé s'étant rétablie, il reçut, en 1813, l'ordre de rejoindre à Mayence la grande-armée d'Allemagne, dans laquelle il fut employé sous les ordres du maréchal duc de

Raguse. Il se trouva aux batailles de Lutzen et de Bautzen, et à différents autres combats que son corps d'armée eut à soutenir jusqu'au 4 juin, jour de la signature de l'armistice conclue entre les armées belligérantes. Les hostilités ayant recommencé vers le mois d'août, le général Coehorn suivit les mouvements de son corps d'armée. Il se trouva aux batailles de Leipsick, les 16, 17 et 18 octobre; eut la cuisse emportée par un boulet, à la dernière de ces affaires; resta au pouvoir de l'ennemi, et fut transporté à Leipsick, où il mourut le 29 du même mois, des suites de l'amputation qui qui lui avait été faite. Le général Coehorn avait été créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 30 août 1809, et revêtu, la même année, du titre de baron. Il était aussi commandeur de l'ordre militaire de Maximilien-Joseph de Bavière. (*Brevets et états milit.*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DE COETHEN, *voyez* D'ANHALT.

DE COETLOGON (Alain-Emmanuel, *marquis*), *maréchal de France*, naquit, en 1646, d'une des plus anciennes familles de Bretagne. Il entra au sevice comme enseigne au régiment Dauphin infanterie, en 1668, et passa au service de mer, en 1670, en qualité d'enseigne de vaisseau. Nommé successivement lieutenant de vaisseau, en 1672, et capitaine de vaisseau, le 26 janvier 1675, il se trouva au combat naval qui fut livré, le 8 janvier 1676, entre Stromboly et Salinot, près de Melazzo. Il commanda le vaisseau *l'Eclatant* au combat naval gagné, le 2 juin, par le maréchal de Vivonne, sur la flotte combinée d'Espagne et de Hollande, et arrêta la marche de l'une des têtes de l'armée de Ruyter, qui fut mise en désordre. Il s'empara ensuite de la ville de Barlet, dans la Pouille, et y brûla un vaisseau de guerre et plusieurs navires marchands, sous le feu de l'artillerie de la place. En 1686, il commanda un vaisseau de guerre à l'entrée de la Méditerranée, et combattit 2 vaisseaux de guerre espagnols qui refusaient de saluer le pavillon français. Il se rendit maître, à l'abordage, d'un vaisseau algérien, en 1687. Il se trouva, le 1er juillet 1688, au bombardement d'Alger, sous le maréchal d'Estrées. Il se trouva

aussi au combat livré dans la baie de Bantry, sur les côtes d'Islande, entre Kork et Keinsale, par le comte de Château-Regnaud, qui mit en fuite l'amiral anglais, le 12 mai 1689. Pendant cette action, le vaisseau que commandait le marquis de Coëtlogon ayant pris feu, cet accident ne déconcerta pas le brave capitaine, qui continua de combattre, et le fit avec succès. Nommé chef d'escadre, le 1er novembre suivant, il servit en cette qualité, le 29 mai 1692, au combat de la Hogue, sous les ordres de M. de Tourville. Placé à l'arrière-garde de l'armée navale, où il faisait les fonctions de contre-amiral, et ne voyant pas d'occasion de combattre, il se sépara de cette arrière-garde, pénétra au travers de plusieurs vaisseaux ennemis, joignit son général, qui, environné par 5 brûlots qu'on avait attachés sur lui, courait le plus grand danger, et ménagea sa retraite. En 1693, il brûla dans le port de Gibraltar 2 vaisseaux de guerre ennemis, et se rendit maître de plusieurs navires marchands qui se trouvaient sous la forteresse de cette place. Il fut nommé capitaine-général, pour le roi d'Espagne, de toutes les armées et de toutes les flottes d'Espagne aux Indes, en l'absence du comte de Château-Regnaud, par pouvoir donné à Buen-Retiro, le 18 mars 1701, et on le créa lieutenant-général des armées navales du roi de France, le 1er juin suivant. Il servit en cette dernière qualité sur les côtes de Bretagne, et sous le maréchal d'Estrées, par lettres du 24 juin 1702. Étant sorti de Brest, en 1703, avec 5 vaisseaux, pour se rendre sur les côtes de Provence, il rencontra, le 22 mai, entre Tetubal et l'embouchure du Tage, une flotte marchande hollandaise venant de Portugal, et escortée par 5 vaisseaux de guerre. Il attaqua ces 5 vaisseaux, en coula un à fond, et prit les autres. Il commanda le corps de bataille au combat naval qui se donna, le 24 août 1703, à onze lieues de Malaga, par le comte de Toulouse, contre les flottes d'Angleterre et de Hollande. Il commanda aussi, en 1705, une escadre de 17 vaisseaux de guerre. On le nomma commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 1er novembre; conseiller au conseil de marine, en 1715; vice-amiral du Levant à la mort du maréchal de Château-Re-

gnaud, par provisions du 18 novembre 1716; grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du même jour; et chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. Il fut créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 1[er] juin 1730. Il était alors dangereusement malade, et mourut le 7 du même mois, âgé d'environ 85 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. III, pag. 236, Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; gazette du temps, Bauclas, le président Hénaut, son état de maréchal de France, suivant lequel il s'est trouvé à onze combats; Histoire de France, par Anquetil, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 181.)

DE COETLOGON (Louis-Emmanuel, *comte*), *lieutenant-général*, parent du précédent, fut d'abord capitaine réformé au régiment du mestre-de-camp-général des dragons, le 17 septembre 1720. Il obtint une compagnie dans le même régiment, le 7 juillet 1722, et fut pourvu de la lieutenance de roi de Rennes, sur la démission de son père, le 1[er] septembre 1723. Il commanda sa compagnie au camp de Stenay en 1727; à celui de la Moselle, en 1732; au camp du pays Messin, en 1733; à l'attaque des lignes d'Etlingen et au siége de Philisbourg, en 1734. Devenu colonel-lieutenant du régiment d'infanterie (depuis Penthièvre), par commission du 1[er] novembre 1734, il le commanda à l'armée du Rhin, en 1735, et se trouva à l'affaire de Clausen. Il marcha à la tête de son régiment avec la 2[e] division des troupes qui passèrent en Bavière, au mois d'août 1741; se trouva à la prise de Prague; au camp de Pisseck; au combat de Sahay; au secours de Frawemberg et à la défense de Prague, où il se distingua dans plusieurs sorties. Il se trouva aussi à la retraite de cette

---

(1) Dégoûté du service par les injustices que le ministre lui avait fait éprouver, il s'était retiré au noviciat des jésuites. Lorsqu'il y reçut, au lit de la mort, le bâton de maréchal de France qu'il avait long-temps désiré, et qu'il méritait à tant de titres, il eut la présence d'esprit de dire : « *Non nobis, domine, non nobis; sed nomini tuo da gloriam.* »

ville, sous les ordres du maréchal de Belle-Ile, en 1742, et rentra en France avec cette armée, au mois de février 1743. Créé brigadier, le 20 du même mois, il commanda le régiment de Penthièvre à la bataille de Dettingen, où il fut blessé, et finit la campagne en Basse-Alsace. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1744, il servit aux siéges de Menin et d'Ypres; couvrit celui de Furnes; passa, par lettres du 1er juillet, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, et finit la campagne au camp de Courtray. Il fut employé, par lettres du 1er mai 1745, à l'armée du Bas-Rhin, commandée par M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive. Déclaré, au mois de novembre, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié, le 1er mai précédent, il se démit du régiment de Penthièvre. Employé à l'armée commandée par M. le prince de Conti, par lettres du 1er mai 1746, il marcha, sous les ordres du comte d'Estrées, du camp sous Maubeuge jusqu'à Hérentals, et revint avec le même corps de troupes servir au siége de Mons et à celui de Charleroi. Il joignit ensuite le corps commandé par le marquis de Villemur entre la Sambre et la Meuse; servit au siége des ville et château de Namur, et combattit à Raucoux. Il se rendit en Bretagne, où il fut employé, par lettres du 23 octobre, et y résida jusqu'à la paix. Il eut, le 1er novembre 1748, un ordre pour continuer de commander dans cette province, en l'absence du gouverneur et des lieutenants-généraux. Déclaré, au mois de décembre suivant, lieutenant général des armées du roi, dont le pouvoir lui avait été expédié, le 10 mai précédent, il fut employé en cette qualité en Bretagne, par lettres du 1er janvier 1749, et y commanda en chef jusqu'au 1er mars 1757. A cette dernière époque, il fut employé en Normandie pour commander dans l'évêché d'Avranches, sous les ordres du duc d'Harcourt. Il commandait encore dans cette province, en 1762. Le comte de Coetlogon fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1755, et grand'croix du même ordre, le 1er septembre 1766. Il vivait encore en 1779. Nous ne connaissons pas l'époque de sa mort. (*Chronologie mi-*

litaire, tom. V, pag. 531; *Gazette de France, mémoires du temps, états militaires.*)

DE COIGNY, *voyez* DE FRANQUETOT.

COLBERT (Jules-Armand), *marquis de Blainville, lieutenant-général*, était le 4e fils du grand Colbert, ministre-secrétaire-d'état et contrôleur-général des finances sous Louis XIV. Il naquit en 1664, et fut connu d'abord sous le nom d'*Ormoy*. Il obtint, le 28 mars 1674, la charge de surintendant des bâtiments du roi, arts et manufactures de France en survivance de son père. Il prit le titre de marquis de Blainville, lors de son mariage avec Gabrielle de Rochechouart de Tonnay-Charente, le 15 juillet 1682. Il entra, la même année, lieutenant au régiment de Picardie, et servit, en 1683, aux siéges de Courtray et de Dixmude. Il se démit, au mois de septembre, de la charge de surintendant des bâtiments du roi; obtint, au mois de novembre suivant, une compagnie au régiment de Picardie, et servit à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684. Il fut nommé colonel du régiment de Foix, à sa création, le 13 septembre de cette dernière année, et pourvu de la charge de grand'maître des cérémonies de France, sur la démissiondu marquis de Rhodes, le 29 janvier 1685 : il prêta serment, pour cette charge, le 30 du même mois. En 1688, le marquis de Blainville servit au siége et à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Franckenthal. Il se distingua particulièrement au siége de Kocheim, qu'on emporta l'épée à la main, le 26 août 1689. Il obtint un régiment de son nom, le 6 septembre suivant, et se démit alors de celui de Foix. Il servait à l'armée d'Allemagne, en 1690, lorsqu'on lui donna, le 11 juillet, le régiment de Champagne, vacant par la mort du comte de Sceaux, son frère, tué à la bataille de Fleurus. Ayant rejoint ce régiment à l'armée de Flandre, il y fit la campagne sous le maréchal de Luxembourg. Il servit au siége et à la prise de Mons et de Namur, en 1691, et au combat de Steinkerque, en 1692 : il y fut blessé. Créé brigadier, le 30 mars 1693, il servit sur la Moselle, la même année, et fut employé à l'armée d'Allemagne, en 1694 et 1695. Il commanda, en 1694, les troupes du roi sur le Rhin, depuis Rhinzabern

jusqu'à Lauterbourg. Il servit à l'armée de la Meuse, en 1696; à celle de Flandre, en 1697; au camp sous Landau, en 1699; à l'armée d'Allemagne, en 1701; et fut employé, pendant l'hiver, dans les duchés de Limbourg et de Luxembourg, par ordre du 25 octobre. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 29 janvier 1702, et nommé pour commander dans Kayserwert, il soutint, dans cette place, 59 jours de tranchée ouverte, et tua 6 à 7000 hommes aux ennemis, par l'effet de son artillerie ou dans les fréquentes sorties qu'il fit faire. En allant visiter les ouvrages, il fut blessé à l'épaule d'un éclat de brique. Lorsqu'il rendit la ville, le 15 juin, elle était réduite en un monceau de pierres. Il dicta lui-même les conditions de la capitulation : la principale fut que les alliés feraient raser toutes les fortifications à leurs dépens, et que les otages qu'ils devaient donner pour garants de leur parole ne seraient renvoyés qu'après l'entière exécution du traité. Cette belle défense valut au marquis de Blainville le grade de lieutenant-général, qu'il obtint le 19 juin. Il servit dans les Pays-Bas, sous le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers; se signala à la bataille de Friedlingen, le 14 septembre; et commanda, pendant l'hiver, à Namur, par ordre du 16 novembre. Employé, en 1703, à l'armée de Bavière, sous les ordres du maréchal de Villars, il eut part à toutes les opérations de cette campagne. Il força les retranchements de la forêt Noire; emporta, le 29 avril, le poste de Biberach; et s'empara ensuite du château de Haslach. Il combattit avec valeur à la première bataille d'Hochstedt, et commanda à Ulm pendant l'hiver. Il fut employé, la même année, sous l'électeur de Bavière. Il servit, en 1704, sous le maréchal de Marchin, et s'empara de la petite ville impériale de Giengen. Détaché, au mois d'avril, pour favoriser le passage d'un convoi qui venait de Schaffhouse, il s'empara de Stockack et amena le convoi. Il donna les plus grandes preuves de bravoure et de conduite à la deuxième bataille de Hochstedt, le 13 août, y fut blessé et mourut à Ulm, le même jour, des suites de sa blessure. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 459; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Paul-Édouard), *comte de Creuilly, maréchal-de-camp*, neveu du précédent, naquit en 1686. Il entra aux mousquetaires, en 1701; se trouva au combat de Nimègue, en 1702; et à celui d'Eckeren, en 1703. Il obtint, le 2 juillet de la même année, une compagnie dans le régiment de Champagne, qu'il alla joindre à l'armée de Bavière, et commanda cette compagnie à la première bataille d'Hochstedt, au mois de septembre. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du régiment Royal-Dragons, le 12 mai 1704, il le commanda à la bataille de Ramillies, en 1706; à l'armée de Flandre, en 1707; à la bataille d'Oudenarde, en 1708; à celle de Malplaquet, en 1709; en Flandre, en 1710 et 1711; aux siéges de Douay et du Quesnoy, en 1712; et à ceux de Landau et de Fribourg, en 1713. Créé brigadier des armées du roi, le 1er février 1719, il servit en cette qualité au camp de Stenay, en 1727. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1734, et mourut à Paris, le 28 février 1756, âgé de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 90; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Louis-Jean-Baptiste-Antonin), *marquis de Seignelay, maréchal-de-camp*, neveu du précédent, naquit le 17 septembre 1732. Il entra aux mousquetaires, en 1749, et passa sous-lieutenant au régiment du Roi infanterie, en 1752. Il devint capitaine de dragons, en 1758; fut nommé colonel du régiment de l'Ile-de-France, le 20 février 1761; chevalier de Saint-Louis, la même année; puis colonel du régiment de Champagne, le 1er décembre 1762. On le créa brigadier des armées du roi, le 3 janvier 1770, et maréchal des camps et armées du roi, le 1er mars 1780. (*Etats militaires, Gazette de France, mémoires du temps.*)

COLBERT (Louis), *marquis de Linières, maréchal-de-camp*, fils aîné de Louis Colbert, Ier du nom, comte de Linières (1), naquit le 8 avril 1709. Il fut fait lieutenant ré-

---

(1) Louis Colbert, premier du nom, était le cinquième des fils du grand Colbert.

formé au régiment du Roi infanterie, le 3 février 1728; lieutenant, le 3 mars 1729; et capitaine, le 21 septembre suivant. Il commanda sa compagnie aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, en 1733, et à ceux de Tortone, de Novarre et de Sarravalle, en janvier et février 1734. Devenu guidon de la compagnie des gendarmes de Berri, avec rang de lieutenant-colonel de cavalerie, le 25 mars 1734, il quitta le régiment du Roi; servit avec la gendarmerie à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg. Il passa premier cornette de la compagnie des chevau-légers de la Reine, le 29 novembre; et devint, le 12 mars 1735, sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes Dauphin, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il se trouva en cette qualité à l'affaire de Clausen, au mois d'octobre, et marcha, au mois de septembre 1741, à l'armée de Westphalie. Nommé capitaine-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Bretagne, par commission du 1er mai 1742, il commanda cette compagnie sur les frontières de Bohême, et au secours de Braunaw, la même année; sur le Rhin, en 1743; à la reprise de Weissembourg et des lignes de la Lautern, au combat d'Haguenau et au siége de Fribourg, en 1744. Il fut déclaré, au mois de novembre, brigadier des armées du roi, dont le brevet lui avait été expédié dès le 2 mai précédent. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1745, il se trouva à la bataille de Fontenoy et au siége de Tournay. Il passa à la compagnie des gendarmes anglais, le 11 juin, en quittant celle des chevau-légers de Bretagne, et finit la campagne avec cette compagnie. Employé à l'armée du prince de Conti, par lettres du 1er mai 1746, le marquis de Linières servit au siége de Mons et de Charleroi. Réuni à l'armée du roi, il se trouva à la bataille de Raucoux, le 11 octobre 1746, et à celle de Lawfeldt, le 2 juillet 1747. Il fut nommé maréchal-de-camp, le 1er janvier 1748, et mourut à Paris, le 24 juillet 1761, dans la 52e année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 260; *Gazette de France, mémoires du temps.*)

COLBERT (Louis-François-Henri), *comte de Croissy, lieutenant-général*, fils de Charles Colbert, ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères (ce dernier frère du grand Colbert), naquit le 15 février 1677, et fut connu, jusqu'en 1712, sous le nom de chevalier de Croissy. Il entra aux mousquetaires, en 1691, et se trouva au siége de Mons et au combat de Leuze. Il obtint une lieutenance au régiment du Roi, le 15 décembre de la même année; servit au siége de Namur; se trouva à la bataille de Steinkerque, où il eut un cheval tué sous lui; et au bombardement de Charleroi, en 1692. Colonel du régiment de Santerre, à sa formation, le 4 octobre, il le commanda au siége de Huy; à la bataille de Nerwinde; au siége de Charleroi, en 1693; à la marche de Vignamont au pont d'Espierre, en 1694; à l'armée de la Meuse, en 1695, et à celle de Flandre, en 1696, 1697 et 1701. Il fut nommé brigadier des armées du roi, le 27 janvier 1702. Enfermé dans Kayserwert, il contribua à la vigoureuse défense qu'y fit le marquis de Blainville, son cousin. Il commanda la sortie du 22 mai, qui se fit en plein jour; chassa les ennemis de leurs tranchées; rasa une partie de leurs ouvrages, et reçut une blessure au bras. Employé à l'armée d'Allemagne, en 1703, le chevalier de Croissy se trouva au siége de Brisack, sous le duc de Bourgogne; monta la tranchée devant cette place, le 26 août; servit au siége de Landau, sous le maréchal de Tallart; et fut chargé de porter au roi les articles de la capitulation de cette place, ainsi que les drapeaux et étendards pris sur l'ennemi. A la bataille de Spire, avec la seule brigade du régiment du roi, il défit entièrement l'infanterie de la droite des ennemis, ce qui contribua beaucoup au gain de cette bataille. Il Combattit à Hochstedt, en 1704, et y demeura prisonnier. Il fut fait maréchal-de-camp, le 26 ootobre de la même année. Échangé, en 1706, il servit, l'année suivante, à l'armée de Flandre, sous le duc de Vendôme. Il commença la campagne sur le Rhin, sous le maréchal de Berwick, en 1708; passa, l'année suivante, en Flandre, au mois de juillet, et y commanda pendant quelque temps 8 bataillons et 8 escadrons, campés à deux lieues

de l'armée. Détaché, au mois d'octobre, sous les ordres du marquis de Puiguyon, pour faire le siége de Leffingen, il fut fait prisonnier dans une sortie que firent les ennemis. Échangé, en 1709, le chevalier de Croissy fut créé lieutenant-général des armées, le 29 mars 1710, et servit à l'armée de Flandre. Il obtint le gouvernement de Crécy, en Brie, le 1er septembre; continua de servir en Flandre, en 1711; se trouva à l'affaire de Denain, et aux siéges de Douay, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712. Il se trouva à la défaite du général Vaubonne; aux siéges de Landau et de Fribourg, en 1713, et fut blessé à ce dernier siége, le 13 octobre. A la mort du marquis de Sévigné, il obtint la charge de lieutenant de roi du comté Nantais, le 9 janvier 1714. En 1715, il fut nommé ambassadeur auprès de Charles XII, roi de Suède, et eut sa première audience de ce souverain, à Stralsund, le 14 mai (1). Il mourut à Paris, le 24 août 1747, à l'âge de 73 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 669; *mémoires du temps*, *Gazette de France*.)

COLBERT (Jean-Baptiste-Joachim), *marquis de Torcy et de Croissy*, *baron de Nogent*, *lieutenant-général*, neveu du précédent, naquit le 25 janvier 1703. Il entra, en 1718, aux mousquetaires; fut fait colonel-lieutenant du régiment Royal-Infanterie, le 6 mars 1719, et capitaine des gardes de la porte, le 6 décembre 1723. Il commanda son régiment au siége de Kehl, en 1733, et à celui de Philisbourg, en 1734; fut créé brigadier le 1er août, et finit la campagne en cette qualité. Parti de l'armée du Rhin, au mois d'octobre, il conduisit son régiment à l'armée d'Italie; arriva à Pavie, le 5 décembre, et y passa l'hiver. Il servit aux siéges des châteaux de Gonzague et de Révéré, en 1735, et rentra en France, en mai 1736. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1740, il servit à l'ar-

(1) On dit que Charles XII donna une audience au comte de Croissy sur la brèche de Stralsund, où ce monarque était assiégé. (*Histoire de Charles XII*, *par Voltaire*.)

mée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741; marcha avec la troisième division qui partit de Givet, le 31 du même mois; la conduisit en Westphalie, et commanda à Linn pendant l'hiver. Lorsque cette armée passa, au mois d'août, en Bohême, le marquis de Croissy marcha avec la 2e division; se trouva à plusieurs vives escarmouches, et rentra en France après la campagne. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1743, il se trouva à la bataille de Dettingen, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous le maréchal de Noailles. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, son beau-père, par lettres du 1er avril 1744, il fut chargé de porter au roi la nouvelle du succès de l'attaque des retranchements des ennemis à Suffelsheim et Angenheim, et fut créé lieutenant-général des armées, le 2 mai. Il servit en qualité de maréchal-de-camp à la reprise des lignes de Weissembourg et de la Lautern, et porta cette nouvelle au roi à Dunkerque, où il arriva, le 9 juillet. Retourné à l'armée, il se trouva à l'affaire d'Haguenau; fut déclaré lieutenant-général, le 26 août, et servit en cette qualité au siége de Fribourg. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er avril 1745, il concourut à la prise des ville et citadelle de Tournay, et combattit à Fontenoy. En 1746, il servit au siége de Namur; se distingua à la bataille de Raucoux, et combattit à Lauwfeldt, en 1747. Il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril; commanda en Poitou, par lettres du 1er mai 1758 jusqu'au 1er juin suivant, époque à laquelle il passa en Provence, où il servit; sous le maréchal de Lhomond, jusqu'au 1er novembre 1759. Il fut créé chevalier du Saint-Esprit, le 1er janvier 1773, et mourut avant le 1er décembre 1777. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 308; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Jean-Baptiste-François-Menelaï), *marquis de Sablé, lieutenant-général*, fils aîné du précédent, naquit le 27 mai 1728. Il entra aux mousquetaires, en 1742; se trouva à la bataille de Dettingen, l'année suivante; aux

siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; à l'affaire d'Haguenau, et au siége de Fribourg, en 1744. Devenu capitaine réformé au regiment de Berri cavalerie, le 29 janvier 1745, il combattit à Fontenoy et servit au siége de Tournay. Il fut fait capitaine en pied, le 7 juin; commanda sa compagnie au même siége; à l'affaire du Mesle; à la prise des ville et château de Gand, et des villes de Bruges, d'Ostende et de Nieuport, la même année; au siége de Bruxelles, et à la bataille de Raucoux, en 1746, et à celle de Lawfeldt, en 1747. Nommé colonel du régiment de Hainaut infanterie, le 1er janvier 1748, il le commanda au siége et à l'assaut du fort Saint-Philippe, en 1756, et sur les côtes depuis 1757 jusqu'à la paix. Il fut créé brigadier des armées du roi, le 20 février 1761, et on le déclara, au mois de décembre 1762, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié, le 25 juillet précédent : il se démit alors du régiment de Hainaut. Ayant obtenu, au mois de mars 1763, la charge de capitaine des gardes de la porte, en survivance du marquis de Croissy, son père, il prêta serment pour cette charge, le 15 du même mois. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, le 5 décembre 1781. Il assista aux assemblées de la noblesse d'Anjou pour l'élection des députés aux états-généraux du royaume, en 1789. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 574; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Charles-Antoine-Félix), *marquis de Torcy, maréchal-de-camp,* frère du précédent, naquit le 10 juillet 1729. Il entra aux mousquetaires, le 14 avril 1744; fit la campagne en Flandre, et se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Il obtint, le 14 décembre de la même année, la charge de guidon de la compagnie des gendarmes de la reine, avec rang de lieutenant-colonel de cavalerie. Il servit à la bataille de Fontenoy; aux siéges des villes et citadelles de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; aux siéges de Mons, de Charleroi et de Namur, et à la bataille de Raucoux, en 1746. Devenu en-

mée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741; marcha avec la troisième division qui partit de Givet, le 31 du même mois; la conduisit en Westphalie, et commanda à Linn pendant l'hiver. Lorsque cette armée passa, au mois d'août, en Bohême, le marquis de Croissy marcha avec la 2e division; se trouva à plusieurs vives escarmouches, et rentra en France après la campagne. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1743, il se trouva à la bataille de Dettingen, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous le maréchal de Noailles. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, son beau-père, par lettres du 1er avril 1744, il fut chargé de porter au roi la nouvelle du succès de l'attaque des retranchements des ennemis à Suffelsheim et Angenheim, et fut créé lieutenant-général des armées, le 2 mai. Il servit en qualité de maréchal-de-camp à la reprise des lignes de Weissembourg et de la Lautern, et porta cette nouvelle au roi à Dunkerque, où il arriva, le 9 juillet. Retourné à l'armée, il se trouva à l'affaire d'Haguenau; fut déclaré lieutenant-général, le 26 août, et servit en cette qualité au siége de Fribourg. Employé à l'armée du roi, par lettres du 1er avril 1745, il concourut à la prise des ville et citadelle de Tournay, et combattit à Fontenoy. En 1746, il servit au siége de Namur; se distingua à la bataille de Raucoux, et combattit à Lauwfeldt, en 1747. Il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril; commanda en Poitou, par lettres du 1er mai 1758 jusqu'au 1er juin suivant, époque à laquelle il passa en Provence, où il servit; sous le maréchal de Lhomond, jusqu'au 1er novembre 1759. Il fut créé chevalier du Saint-Esprit, le 1er janvier 1773, et mourut avant le 1er décembre 1777. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 308; *mémoires du temps, Gazette de France*.)

COLBERT (Jean-Baptiste-François-Menelaï), *marquis de Sablé, lieutenant-général*, fils aîné du précédent, naquit le 27 mai 1728. Il entra aux mousquetaires, en 1742; se trouva à la bataille de Dettingen, l'année suivante; aux

siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; à l'affaire d'Haguenau, et au siége de Fribourg, en 1744. Devenu capitaine réformé au regiment de Berri cavalerie, le 29 janvier 1745, il combattit à Fontenoy et servit au siége de Tournay. Il fut fait capitaine en pied, le 7 juin; commanda sa compagnie au même siége; à l'affaire du Mesle; à la prise des ville et château de Gand, et des villes de Bruges, d'Ostende et de Nieuport, la même année; au siége de Bruxelles, et à la bataille de Raucoux, en 1746, et à celle de Lawfeldt, en 1747. Nommé colonel du régiment de Hainaut infanterie, le 1er janvier 1748, il le commanda au siége et à l'assaut du fort Saint-Philippe, en 1756, et sur les côtes depuis 1757 jusqu'à la paix. Il fut créé brigadier des armées du roi, le 20 février 1761, et on le déclara, au mois de décembre 1762, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié, le 25 juillet précédent : il se démit alors du régiment de Hainaut. Ayant obtenu, au mois de mars 1763, la charge de capitaine des gardes de la porte, en survivance du marquis de Croissy, son père, il prêta serment pour cette charge, le 15 du même mois. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, le 5 décembre 1781. Il assista aux assemblées de la noblesse d'Anjou pour l'élection des députés aux états-généraux du royaume, en 1789. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 574; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Charles-Antoine-Félix), *marquis de Torcy, maréchal-de-camp,* frère du précédent, naquit le 10 juillet 1729. Il entra aux mousquetaires, le 14 avril 1744; fit la campagne en Flandre, et se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Il obtint, le 14 décembre de la même année, la charge de guidon de la compagnie des gendarmes de la reine, avec rang de lieutenant-colonel de cavalerie. Il servit à la bataille de Fontenoy; aux siéges des villes et citadelles de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745; aux siéges de Mons, de Charleroi et de Namur, et à la bataille de Raucoux, en 1746. Devenu en-

seigne de la compagnie des Gendarmes-Bourguignons, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, le 1er janvier 1748, il servit au siége de Maestricht, et se trouva à la prise de Hanovre et de plusieurs places de cet électorat. Il fut employé au camp de Clostersevern; se trouva à la marche sur Zell, en 1757; au combat de Sundershausen; à la prise de Cassel et de la Hesse, et à la bataille de Lutzelberg, en 1758. Il combattit à Minden, le 1er août 1759; fut fait capitaine-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Bourgogne, le 21 du même mois, et la commanda à l'armée d'Allemagne, en 1760. Créé brigadier, le 20 février 1761, le marquis de Torcy servit en cette qualité à l'armée d'Allemagne; passa à la charge de capitaine-lieutenant des chevau-légers Dauphin, le 11 janvier 1762, en se démettant des chevau-légers de Bourgogne, et servit encore en Allemagne. Il fut déclaré, au mois de juin 1763, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié, le 25 juillet 1762, et se démit alors de sa compagnie des chevau-légers Dauphin. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 572; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Édouard-François), *comte de Maulevrier, lieutenant-général*, frère du grand Colbert, naquit en 1634. Il obtint, le 30 mai 1651, une compagnie au régiment de Navarre. Il se signala à l'assaut du fort du Catelet, en Lorraine, où il reçut 8 coups de mousquet : on le crut tué, et il demeura long-temps parmi les morts. Le roi lui donna, le 2 mai 1658, une lieutenance au régiment des gardes. Il servit, la même année, à la bataille des Dunes; aux siéges et à la prise de Dunkerque, de Bergues, de Dixmude, de Furnes, de Gravelines, d'Oudenarde, de Menin et d'Ypres. Nommé pour commander à Philisbourg, le 13 juin 1661, il leva, le 17 du même mois, une compagnie franche d'infanterie pour tenir garnison dans cette place, dont il fut fait lieutenant de roi, le 29 septembre. Il eut une compagnie au régiment des gardes, le 22 juillet 1662, et se démit de la lieutenance de roi de Philisbourg et de la compagnie qui y tenait garnison. Il fut fait capitaine-lieu-

tenant de la seconde compagnie des mousquetaires, à la création de cette compagnie, le 9 janvier 1665, et se démit alors de la compagnie aux gardes. Cette même année, il marcha avec un détachement de mousquetaires sous la conduite de M. de Pradel, au secours des Hollandais, contre l'évêque de Munster, qui fut forcé de rendre aux Hollandais les places qu'il leur avait prises, et de faire la paix. Pendant la campagne de Flandre, en 1667, le comte de Maulevrier servit aux siéges et à la prise d'Ath, de Tournay, de Douay et de Lille. Pendant le siége de cette dernière place, il eut ordre d'attaquer la demi-lune, et, malgré une blessure qu'il avait reçue la veille, il chargea les ennemis, les débusqua de leurs postes, et s'empara de la demi-lune. Il fut créé brigadier de cavalerie, par brevet du 26 janvier 1668; servit en cette qualité à la conquête de la Franche-Comté, et commanda la compagnie des mousquetaires à tous les siéges qu'on entreprit. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 24 février 1669, il fut employé en cette qualité sous M. de Navailles, qui marcha au secours de Candie. Il prit part à toutes les sorties qui eurent lieu, et toujours avec succès : dans l'une, il fut blessé à la tête. Il se démit de la compagnie des mousquetaires, au mois d'avril 1672; commanda à Arnheim, dans la Gueldre hollandaise, pendant l'automne de la même année; fut employé sur la Sarre et dans Trèves, sous le marquis de Rochefort, par lettres du 10 décembre 1673, et résida à Trèves pendant l'hiver. Employé en Alsace, comme maréchal-de-camp, sous le marquis de Vaubrun, par lettres du 24 mars 1674, le comte de Maulevrier eut un ordre du même jour pour commander dans cette province en l'absence de M. de Vaubrun. Étant sorti de Philisbourg avec un corps de troupes, pour servir d'arrière-garde à M. de Turenne, qui passait le Rhin, il défit entièrement 100 cuirassiers et 200 fantassins à la bataille de Sintzheim, où il commandait l'aile droite, chargea deux fois les ennemis, les fit plier, et les força à la retraite. Il continua de servir en Alsace, en 1675, et y commanda un corps d'observation. Il fut créé lieutenant-général des armées, le 25 février 1676. Employé, au mois de

mars, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Luxembourg, il combattit à Kokesberg et contribua à la prise de Montbéliard. Il servit, en 1677, sous le maréchal de Créquy; commanda un corps de troupes en-deçà du Rhin; joignit l'armée, au mois d'octobre, et servit au siége de Fribourg, qui capitula. En 1678, il combattit au siége et à la prise de Gand et d'Ypres, sous le maréchal de Luxembourg; se trouva à la journée de Saint-Denys, près Mons, et défendit vigoureusement la porte du coteau, que les ennemis attaquèrent plusieurs fois, et toujours en vain : la défense de cette porte contribua beaucoup au gain de la bataille. Il obtint le gouvernement de Tournay, le 4 mars 1682. En 1683, il servit sous le maréchal d'Humières, au siége de Courtray; y ouvrit la tranchée, et poussa les travaux avec tant de diligence, qu'il força la ville et la citadelle de capituler dès le même jour. Il commanda dans Tournay et dans Ypres, pendant l'hiver de 1688, et fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre. Il servit sous le maréchal d'Humières, en Flandre, par lettres du 20 mars 1689; combattit à Valcour; et fut pourvu, le 30 octobre, du commandement d'Ypres, Bergues, Dunkerque, Gravelines, Bourbourg et autres places vers la mer. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Luxembourg, par lettres du 19 avril 1690, il commanda au camp devant Attigny pendant toute la campagne. Il commanda aussi à Tournay et à Ypres, pendant la campagne de 1691, les troupes destinées à la défense des lignes, par ordre du 5 août. Il eut le commandement à Dunkerque, Gravelines, Calais et Ardres, par ordre du 27 juin. Le comte de Maulevrier mourut à Paris, le 31 mai 1693, à la suite d'une longue maladie, causée, dit-on, par le chagrin de n'avoir pas été fait maréchal de France à la promotion du 27 mars précédent. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 261; *l'abbé de Neufville, tom. II, pag.* 198; *mémoires du temps, Gazette de France, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 573.)

COLBERT (Henri), *chevalier de Maulevrier, lieutenant-général,* frère puîné du précédent, fut reçu chevalier de

l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, le 20 novembre 1688. Il servit d'abord, pendant quelques années, dans le régiment de Navarre, et se trouva à la défense de Namur, en 1695. Devenu colonel de ce régiment, le 6 septembre, il le commanda à l'armée de la Meuse, en 1696; à l'armée de Flandre, en 1697; à l'armée d'Italie, en 1701, et combattit à Carpi et à Chiari. Il se jeta dans Caneto, le 1er décembre 1701; défendit cette place, pendant trois jours, contre toute l'armée du prince Eugène, et ne la rendit qu'après avoir épuisé tous les moyens de résistance en son pouvoir. Créé brigadier des armées, le 29 janvier 1702, il fut employé à l'armée d'Italie, par lettres du 21 février suivant; contribua aux victoires de San-Vittoria et de Luzzara, et à la prise de cette dernière place. Il servit à la reddition de Guastalla et de Borgo-Forte, la même année; à la défaite du prince de Starhemberg, près de Stradella, et à la victoire remportée à Castelnovo de Bormio, ainsi qu'à toutes les expéditions du duc de Vendôme dans le Trentin. Il se trouva à la défaite du général Visconti, en 1703. A la tête de 4 compagnies de grenadiers, il avait emporté, le 21 décembre 1702, une cassine retranchée et palissadée, près de Governolo. Il servit au siége et à la prise de Verceil, d'Ivrée et de la citadelle, en 1704; fut fait maréchal-de-camp, le 26 octobre; marcha, au mois de novembre, au siége de Vérue, qui se rendit, au mois d'avril 1705; et combattit à Cassano, au mois d'août. Il fut créé inspecteur-général de l'infanterie, le 1er septembre, et concourut à la prise de Socino, au mois d'octobre. Il se démit de son régiment, au mois de février 1706; se trouva à la bataille de Calcinato, au mois d'avril, et apporta au roi la nouvelle de la victoire qui y fut remportée. Il retourna ensuite en Italie, et combattit au siége de Turin et à la bataille qui se donna sous les murs de cette place. Passé à l'armée d'Espagne, par lettres du 4 avril 1707, il se trouva à la bataille d'Almanza; à la réduction de plusieurs villes du royaume de Valence; au siége et à la prise de Lérida. Il fut chargé de porter au roi la nouvelle de la prise du château de cette place, devant laquelle il avait monté la tranchée, le 4 octobre. Il servit au siége et à la

prise de Tortose, et de plusieurs forts du royaume d'Aragon, sous le duc d'Orléans, en 1708. Il fut employé, en 1709, à la même armée, sous le maréchal de Bellefonds, qui il se tint sur la défensive. Créé lieutetenant-général des armées du roi, le 29 mars 1710, le chevalier de Maulevrier servit, la même année, à l'armée de Flandre. Il se démit de son inspection générale, au mois de mars 1711; servit encore en Flandre, et mourut de la petite-vérole, à Cambray, le 25 août de la même année. (*Chronologie militaire, tom. IV*, *pag.* 672; *mém. du temps, Gaz. de France.*)

COLBERT (Louis-René-Édouard), *comte de Maulevrier, lieutenant-général,* neveu de Henri, et fils aîné d'Édouard-François Colbert qui précède, naquit le 14 septembre 1699. Il entra aux mousquetaires, en 1717, et fut fait lieutenant-général au gouvernement d'Anjou et du Saumurois, le 19 août. Nommé colonel du régiment de Piémont, le 6 mars 1719, il le commanda au siége de Kehl, en 1733; à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734. Créé brigadier, le 1er août de la même année, il servit à l'armée du Rhin, en 1735. Il se démit, au mois de février 1738, de la lieutenance-générale du gouvernement d'Anjou. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er janvier 1740, il se démit du régiment de Piémont. Il obtint la croix de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1741. Étant passé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, le 1er août de la même année, le comte de Maulevrier marcha avec la 1re division en Westphalie, et commanda, pendant l'hiver, dans le comté de Recklinghausen. Au mois d'août 1742, il marcha avec la même division sur les frontières de Bohême, où il prit part à plusieurs escarmouches très-vives. L'armée étant rentrée en Bavière, le comte de Maulevrier marcha au secours de Braunaw, et rentra en France, au mois de janvier 1743. Passé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er août 1744, il contribua à la reprise des lignes de Weissembourg et de la Lautern. Il se trouva à l'affaire d'Haguenau, et commanda dans une partie de l'Alsace pendant le reste de la campagne. Employé

à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Maillebois, il concourut à la prise de Cronembourg, au mois de mars 1745. Il servit à l'armée d'Italie, par lettres du 1[er] avril suivant, et fut créé lieutenant-général des armées, le 1[er] mai. Employé sous les ordres de l'infant don Philippe, il se trouva à la prise de la vallée de Spino et du château d'Acqui; aux siéges et à la prise des villes et châteaux de Tortone, de Plaisance et de Pavie; au combat de Rivaronne; aux siéges d'Alexandrie, de Valence, d'Asti et de Casal, etc., et passa l'hiver auprès de l'infant. Le comte de Maulevrier marcha, en 1746, au secours de Valence, dont il ne put empêcher la prise. Il servit au siége d'Acqui; combattit à Plaisance, le 16 juin; et se trouva à la bataille du Tidon, le 10 août; l'armée se replia en Provence, et se sépara au mois de mars. Cette armée ayant été réorganisée, le comte de Maulevrier y fut employé, par lettres du mois de juin 1747. Il passa le Var un des premiers; concourut à la conquête de Nice, de Villefranche, de Montalban et de Vintimille, et marcha au ravitaillement de cette dernière place, au mois d'octobre. Il fut pourvu du gouvernement de Saint-Jean-Pied-de-Port, le 4 mai 1748. Nommé dans le même temps ministre du roi, près l'infant duc de Parme, il conserva cette mission jusqu'à sa mort, arrivée le 29 novembre 1750. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 329; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Édouard-Victurnin-Charles-René), *comte de Maulevrier, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, naquit le 15 décembre 1754. Il fut fait sous-lieutenant dans le régiment de Champagne infanterie, en 1771; devint capitaine à la suite du régiment Dauphin cavalerie, en 1773, et eut une lettre de passe pour aller prendre le commandement de la compagnie colonelle dans le régiment mestre-de-camp cavalerie. On le nomma guidon des gendarmes de Flandre, avec rang de lieutenant-colonel, le 25 août 1773, et premier lieutenant des gendarmes d'Artois, avec rang de mestre-de-camp, le 11 novembre 1782. Il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire de S. M. près l'électeur de Cologne, en 1784, et créé chevalier de l'ordre royal

et militaire de Saint-Louis, le 28 avril 1789. Le comte de Maulevrier ayant émigré, en 1791, fit la campagne de 1792 à l'armée des princes, en qualité d'aide-de-camp du maréchal de Castries. Il reçut, le 14 janvier 1798, le brevet de maréchal-de-camp, à prendre rang du 31 décembre 1792. Pendant huit années, le comte de Colbert-Maulevrier s'est tenu constamment à la disposition de MONSIEUR, d'abord régent et depuis roi. Il rentra en France à la fin de 1800, avec l'agrément de S. M. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, il fut nommé capitaine des gardes du pavillon amiral. Il reçut le cordon rouge, en 1816, et fut alors nommé contre-amiral. Il mourut à Paris, le 2 février 1820. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

COLBERT (François-Gilbert Ier), *marquis de Saint-Pouange et de Chabanais, maréchal-de-camp*, issu d'une branche puînée de la maison de Colbert, entra aux mousquetaires, en 1693. Il se trouva à la bataille de Nerwinde, et au siége de Charleroi, la même année; à la marche de Vignamont au pont d'Espierres, en 1694, et obtint, le 8 octobre de cette année, une compagnie de cavalerie dans le régiment Dauphin-Étranger. Il la commanda à l'armée de la Meuse, en 1697; au camp de Compiègne, en 1698; en Allemagne, en 1701 et 1702; aux siéges de Brisack et de Landau, et à la bataille d'Hochstedt, en 1704. Créé brigadier des armées, le 26 octobre 1704, il servit en cette qualité à l'armée de la Moselle, en 1705; se trouva à la prise de Drusenheim, de Lauterbourg et de l'île de Marquisat, en 1706, et à l'armée du Rhin, en 1707. Il eut ensuite part à toutes les expéditions du maréchal de Villars en Franconie et en Souabe. Il servit à la même armée, en 1708; puis à celle de Flandre, où il se trouva à la bataille de Malplaquet, en 1709. Il fut employé en Flandre, en 1710 et 1711; sur le Rhin, en 1712; servit aux siéges de Landau et de Fribourg, et à la défaite du général Vaubonne, en 1713, et enfin au camp de la Meuse, en 1714. Il se démit de son régiment au mois de janvier 1716; fut créé maréchal-de-camp, le 1er février 1719, et mourut le 11 novembre de la même année. (*Chro-*

à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Maillebois, il concourut à la prise de Cronembourg, au mois de mars 1745. Il servit à l'armée d'Italie, par lettres du 1er avril suivant, et fut créé lieutenant-général des armées, le 1er mai. Employé sous les ordres de l'infant don Philippe, il se trouva à la prise de la vallée de Spino et du château d'Acqui; aux siéges et à la prise des villes et châteaux de Tortone, de Plaisance et de Pavie; au combat de Rivaronne; aux siéges d'Alexandrie, de Valence, d'Asti et de Casal, etc., et passa l'hiver auprès de l'infant. Le comte de Maulevrier marcha, en 1746, au secours de Valence, dont il ne put empêcher la prise. Il servit au siége d'Acqui; combattit à Plaisance, le 16 juin; et se trouva à la bataille du Tidon, le 10 août; l'armée se replia en Provence, et se sépara au mois de mars. Cette armée ayant été réorganisée, le comte de Maulevrier y fut employé, par lettres du mois de juin 1747. Il passa le Var un des premiers; concourut à la conquête de Nice, de Villefranche, de Montalban et de Vintimille, et marcha au ravitaillement de cette dernière place, au mois d'octobre. Il fut pourvu du gouvernement de Saint-Jean-Pied-de-Port, le 4 mai 1748. Nommé dans le même temps ministre du roi, près l'infant duc de Parme, il conserva cette mission jusqu'à sa mort, arrivée le 29 novembre 1750. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 329; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Édouard-Victurnin-Charles-René), *comte de Maulevrier, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, naquit le 15 décembre 1754. Il fut fait sous-lieutenant dans le régiment de Champagne infanterie, en 1771; devint capitaine à la suite du régiment Dauphin cavalerie, en 1773, et eut une lettre de passe pour aller prendre le commandement de la compagnie colonelle dans le régiment mestre-de-camp cavalerie. On le nomma guidon des gendarmes de Flandre, avec rang de lieutenant-colonel, le 25 août 1773, et premier lieutenant des gendarmes d'Artois, avec rang de mestre-de-camp, le 11 novembre 1782. Il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire de S. M. près l'électeur de Cologne, en 1784, et créé chevalier de l'ordre royal

Pourvu, en 1765, de la lieutenance de roi des ville, comté et évêché de Nantes et du comté Nantais, il prêta serment pour cette charge le 15 juin. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 235; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

COLBERT (Gilbert-Claude-Théophile), *marquis de Chabanais*, fils aîné de François-Gilbert II, naquit en 1735. Il entra second cornette des chevau-légers de la reine, le 16 février 1759; devint enseigne des gendarmes anglais, le 7 décembre suivant, et sous-lieutenant, le 20 février 1761. On le créa brigadier de cavalerie, le 3 janvier 1770, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Il mourut en 1789. (*Etats militaires, annales du temps.*)

COLBERT (Auguste-Marie-François), *général de brigade*, petit-fils de François-Gilbert II, marquis de Chabanais, entra au service, en 1793, dans le 7e bataillon de Paris, et y servit comme simple soldat jusqu'au mois d'octobre 1795, époque à laquelle il devint aide-de-camp du général Grouchy. Il suivit en la même qualité le général Murat dans l'expédition d'Égypte, et fut nommé chef d'escadron sur le champ de bataille de Salahié. Il reçut une blessure dangereuse pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, et obtint alors des armes d'honneur, à titre de récompense nationale. Étant repassé en France avec le général Desaix, il fut employé à l'armée d'Italie, en 1800; combattit vaillamment à Marengo, et y obtint, sur le champ de bataille, le grade d'adjudant-général-colonel du 10e régiment de chasseurs à cheval. Il commanda ce régiment à la grande-armée d'Allemagne, en 1805; se distingua, le 14 octobre, à l'attaque du pont d'Elchingen, sous les ordres du maréchal Ney, et y eut un cheval tué sous lui. Il signala son courage et ses talents militaires à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre suivant, et y mérita le grade de général de brigade, qui lui fut accordé le 24 du même mois. Employé, en 1806, dans la grande-armée, il fit la campagne contre les Prussiens et les Russes; eut beaucoup de part au gain de la bataille d'Iéna,

pendant laquelle il fit plusieurs charges brillantes, et fut cité avec éloges pour sa bravoure et sa bonne conduite. Il passa, en 1808, à l'armée d'Espagne, où il eut le commandement de l'avant-garde de la cavalerie du duc d'Istrie. Il se trouva, le 14 juillet, à l'attaque de Medina-del-Rio-Secco, et contribua à la prise de cette ville par les charges vigoureuses et réitérées qu'il fit exécuter. Le 3 janvier 1809, l'armée française, marchant sur Villa-Franca, se trouva en présence de l'arrière-garde anglaise, au défilé de Cacabellos. L'infanterie française s'étant avancée pour attaquer cette arrière-garde, le général Colbert se porta seul au milieu des tirailleurs fantassins pour reconnaître le terrain, et juger s'il pouvait former ses escadrons afin de charger l'ennemi. Il reçut alors dans le front une balle, qui le renversa de cheval. Revenu à lui, il se fit mettre sur son séant, et, apercevant les Anglais en déroute, il dit aux personnes qui l'entouraient : « Mes amis, je suis bien » jeune encore pour mourir; mais ma mort est digne » d'un soldat de la grande-armée, puisqu'en expirant, je » vois fuir les derniers et les plus mortels ennemis de ma » patrie » : quelques minutes après, il rendit le dernier soupir, et emporta les regrets de tous ses compagnons d'armes (1). Un décret impérial, sous la date du 1er janvier 1810, ordonna que sa statue, ainsi que celle de plusieurs autres généraux, morts comme lui au champ d'honneur, serait placée sur le pont de la Concorde (pont Louis XVI). (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

COLBERT (Pierre-David, *dit* Édouard, *comte*), *lieutenant-général des armées du roi*, frère puîné du précédent,

---

(1) Deux jours auparavant, Napoléon, passant en revue la brigade Colbert à Astorga, avait dit à ce général : « Vous m'avez prouvé en É- » gypte, en Italie et en Allemagne, que vous étiez un de mes plus bra- » ves guerriers; bientôt vous recevrez la récompense due à vos bril- » lants services. » — « Dépêchez-vous, sire, répondit Colbert : car, » bien que je n'aie encore que 30 ans, je sens que je suis déjà vieux. » Il était cependant loin de penser que sa fin dût être si prochaine. (*Victoires et conquêtes*, *tom. XVIII*, *pag.* 242.)

naquit à Paris, le 18 octobre 1774. Il entra au service dans le bataillon de Paris, dit de *Guillaume Tell*, le 23 août 1793, et fit la campagne de cette année à l'armée du Haut-Rhin. Il passa hussard au 11ᵉ régiment, en janvier 1794; y fut fait maréchal-des-logis, en septembre 1795, et sous-lieutenant, au mois d'octobre suivant. Il fit la campagne de ces deux années en Espagne et dans la Vendée. Il fut nommé adjoint aux commissaires des guerres, en juillet 1798, et commissaire des guerres, en 1799. Il fit partie de l'expédition d'Égypte, et y fut blessé d'un coup de feu au bras. On le nomma capitaine au 3ᵉ régiment de dragons, en décembre 1801, et capitaine-adjudant-major des mamelucks de la garde de Buonaparte. A son retour de l'expédition d'Égypte, il fut fait aide-de-camp du général Junot, avec lequel il servit à l'armée des Côtes, en 1803 et 1804. Il passa aide-de-camp du maréchal Berthier, major-général de l'armée, en septembre 1805, et fit en cette qualité la campagne de cette année contre l'Autriche. En 1806, il fut nommé chef d'escadron au 15ᵉ régiment de chasseurs à cheval; créé membre de la Légion-d'Honneur et chevalier de l'ordre de Bavière. Il fit la campagne de 1806 à la grande-armée, en Prusse et en Pologne; combattit avec distinction à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre, et y fut blessé d'un coup de feu à la cuisse. Nommé colonel du 7ᵉ régiment de hussards, dans le même mois de décembre, il continua de servir à la grande-armée, en Prusse et en Pologne. Il fut créé baron, en 1808. Promu au grade de général de brigade, le 9 mars 1809, il obtint la décoration d'officier de la Légion-d'Honneur, dans le même mois. Employé à la grande-armée, pendant la campagne de cette même année, contre l'Autriche, il y commanda une division de cavalerie, forte de 2000 chevaux, faisant partie du corps du maréchal Oudinot. Marchant à l'avant-garde du 2ᵉ corps d'armée commandé par le maréchal Lannes, il chargea, près d'Amstetten, le 1ᵉʳ mai, à la tête du 29ᵉ régiment de chasseurs à cheval, un corps de cavalerie ennemie, qu'il écrasa, et sur lequel il fit prisonniers 500 hulans. Il marcha avec sa brigade de cavalerie légère, sous les ordres du général

Montbrun, qui se joignit au corps d'armée commandé par le prince Eugène, vice-roi d'Italie. A la bataille de Raab, gagnée par ce prince sur l'armée autrichienne, le 14 juin, le général Colbert fut chargé de soutenir l'attaque de la division Serras contre la Maison-Carrée, dans laquelle les ennemis s'étaient retranchés. Il chargea vigoureusement et culbuta les hussards autrichiens de Ott, ainsi que plusieurs escadrons de l'insurrection hongroise. Le 9e de hussards ayant été attaqué par 2 régiments de cavalerie ennemie, le général Colbert accourut au secours de ce régiment, à la tête du 7e de la même arme, reçut avec fermeté la charge des Autrichiens, et parvint à les repousser. La bravoure et la conduite que Colbert déploya dans cette journée, contribuèrent beaucoup à en assurer le succès, et il fut un des généraux cités particulièrement avec éloge dans la relation de cette bataille. Il combattit avec la plus grande valeur à la bataille de Wagram, le 5 juillet de la même année, et y reçut trois coups de feu à la tête. Il fut créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 17 du même mois, et commandeur de l'ordre militaire de Bavière, en 1810. En sa qualité de général de brigade, on le nomma colonel commandant du 2e régiment de chevau-légers-lanciers de la garde impériale, le 14 mars 1811. Employé à la grande-armée de Russie, en 1812, il y servit sous les ordres du maréchal duc d'Istrie, et eut part aux principales affaires et aux batailles livrées dans cette campagne. Il s'empara de magasins considérables à Wilieka et à Orcha. Après avoir fait la funeste retraite de Moscow, il servit, en 1813, à la grande-armée d'Allemagne, sous les ordres du général Nansouty; se distingua en plusieurs occasions, et particulièrement à la bataille de Bautzen; et mérita le grade de général de division, qui lui fut accordé le 25 novembre. Il conserva son régiment de lanciers de la garde, avec lequel il servit, sous les ordres du général Sébastiani, pendant la campagne de France, en 1814. Il donna de nouvelles preuves de sa valeur et de son courage dans les champs de Montmirail, Craone, Champ-Aubert, etc., et ne déposa les armes qu'après l'abdication de Napoléon Buonaparte. S. M.

Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août de la même année 1814, et lui conserva le commandement des chevau-légers-lanciers, devenus lanciers royaux. En 1815, le général Colbert prit du service sous Buonaparte, pendant les cent jours, et se trouva, le 18 juin, à la bataille de Waterloo, où il fut blessé d'un coup de feu au bras gauche. Depuis le second retour en France de la famille des Bourbons, il a été classé parmi les lieutenants-généraux en disponibilité. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

COLBERT (Louis-Pierre-Alphonse, *comte*), *maréchal-de-camp,* frère puîné du précédent, entra au service, en 1793, comme soldat dans le 7e bataillon de Paris. Il passa ensuite dans la cavalerie légère, et y servit pendant quatre ans, pareillement en qualité de soldat. En 1797, il fut appelé aux fonctions administratives près des armées, parcourut rapidement cette carrière, et fut nommé commissaire-ordonnateur des guerres au retour de l'expédition de Saint-Domingue, dont il avait fait partie. Il devint ensuite commissaire-ordonnateur en chef de l'armée d'expédition en Pouille, commandée par le général Gouvion-Saint-Cyr. Ayant obtenu, en 1808, sa rentrée au service militaire, il passa colonel aide-de-camp au service du roi de Naples. Après avoir organisé le corps des vélites à cheval de la garde royale napolitaine, il rentra en France, en 1811, et fut nommé colonel du 9e régiment *bis* de hussards (depuis 12e régiment de la même arme), qui faisait alors partie de l'armée d'Aragon. Il servit aux armées d'Espagne, depuis lors jusqu'en 1814, époque à laquelle il revint en France avec les secours que le maréchal Suchet envoyait dans le midi de ce royaume. La belle conduite qu'il tint à la tête de son régiment, dans les différents combats qui eurent lieu contre les Autrichiens sous Lyon, lui valut le grade de maréchal-de-camp, que S. M. Louis XVIII lui accorda le 9 juillet 1814. Le comte Colbert fut créé chevalier de Saint-Louis, le 19 juillet de la même année, et commandeur de la Légion-d'Honneur, le 28 septembre suivant. Il a servi sans interruption, depuis 1793,

et a fait partie de l'expédition d'Égypte. Il était employé, en 1820, dans l'inspection générale de la cavalerie. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE COLIGNY DE CHATILLON (Gaspard, Ier du nom), *maréchal de France*, suivit Charles VIII dans la malheureuse expédition contre le royaume de Naples, en 1494, et combattit à Fornoue, en 1495. Il accompagna le duc de Nemours en Italie, au mois de juillet 1501. Il était lieutenant de la compagnie d'ordonnance du duc de Nemours, lorsque ce prince s'empara de plusieurs villes dans la Pouille, et fut tué au combat de Cerignoles, en 1503 : Chatillon fut fait prisonnier dans cette journée. Il retourna en Italie, au mois d'avril 1507, avec Louis XII, qui prit Gènes à discrétion. Il commanda l'avant-garde, sous les maréchaux de Chaumont et de Trivulce, à la bataille d'Aignadel, le 14 mai 1509. Il conduisit, au mois de décembre suivant, 50 hommes d'armes au secours de Ferrare, que les Vénitiens assiégeaient. Capitaine d'une compagnie de 50 lances, au commencement de 1515, il passa, la même année, sous François Ier, à l'expédition du Milanais, et se trouva au premier combat de Marignan, le 13 septembre. Dans cette journée, le roi, marchant pour arrêter le désordre de son avant-garde, laissa à Chatillon la conduite du centre de la bataille. François Ier créa, en faveur de Gaspard de Chatillon, une cinquième charge de maréchal de France, par état donné à Amboise, le 5 décembre 1516 (1). Chatillon devait exercer cette cinquième

(1) Cet état est rapporté dans l'histoire de la maison de Coligny, *aux preuves, liv. II, pag.* 292, et dans Godefroy, *Histoire des maréchaux de France, pag.* 94. L'historien *des Grands-Officiers de la Couronne* et l'auteur du *Dictionnaire des maréchaussées* avancent, sans réflexion, qu'il n'y avait alors que trois maréchaux de France. Voici leurs termes : « Chatillon devait exercer cette charge, en attendant qu'il y en eût une » vacante, sur les trois qui étaient alors remplies par Trivulce, Stuard ou » d'Aubigny, et Chabannes. » Il y avait alors quatre maréchaux de France, Trivulce, d'Aubigny, Lautrec et Chabannes. Ce fut donc une cinquième charge que créa François Ier en faveur de Chatillon.

charge, en attendant qu'il y en eût une vacante parmi les quatre précédemment créées, et la cinquième charge devait alors être supprimée. On le créa chevalier de Saint-Michel, en 1517. Il prit la place du maréchal de Trivulce, mort le 5 décembre 1518. Dans le nouvel état qu'on lui expédia le 6 décembre (1), il est qualifié conseiller, chambellan du roi et chevalier de son Ordre. Chatillon fut nommé l'un des ministres plénipotentiaires, pour le traité d'alliance entre le roi de France et celui d'Angleterre, en 1519. Il prit possession de la ville de Tournay, que le roi d'Angleterre était convenu de remettre au roi, et y conduisit 200 hommes d'armes. Il assista à l'entrevue des deux rois entre Ardres et Guines, en 1520, et fut choisi pour être un des juges du tournoi qui eut lieu au camp du Drap-d'Or. Il commanda, en 1521, avec le duc d'Alençon, l'avant-garde de l'armée dans la campagne que François Ier fit sur les frontières de Picardie contre Charles Quint, qui les ravageait. Les deux armées s'étant rencontrées près de Valenciennes, l'avis des principaux capitaines, et entre autres celui du connétable de Bourbon, était d'attaquer sur-le-champ; mais le maréchal de Chatillon combattit cet avis par des raisons assez plausibles. Le roi hésita, et Charles Quint profita de l'inaction des Français pour mettre son armée en sûreté. Chatillon fut nommé, en 1522, lieutenant-général commandant l'armée de Guienne, pour la mener au secours de Fontarabie, que Charles Quint assiégeait, mais il tomba malade à Acqs, et y mourut le 24 août 1522 (2). (*Chron. milit.*, t. II, *pag.* 218; *Histoire de France du Père Daniel, Dupleix, le président Hénaut, Le Gendre, Histoire de la maison de Coligny, Dictionnaire des maréchaussées, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, His-*

(1) Il est rapporté dans l'histoire de la maison de Coligny, *aux preuves, liv.* 2, *pag.* 292, et dans Godefroy, *pag.* 95.

(2) Brantôme a dit de lui : « C'était un bon et sage capitaine, du con» seil duquel le roi s'est fort servi, tant qu'il vécut, comme il avait rai» son ; car il avait bonne tête et était bon brave. »

toire de France, par Anquetil, tom. IV; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag. 238; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 575.)

DE COLIGNY-CHATILLON (Gaspard, IIe du nom), *comte de Coligny, colonel-général de l'infanterie française deçà les monts, et amiral de France*, fils du précédent, naquit le 16 février 1516. Après la mort de son père, il fut élevé par les soins du connétable Anne de Montmorency, son oncle, qui lui donna pour précepteur Nicolas Berault, habile grammairien du temps. Le jeune Coligny fit d'abord des progrès dans les langues et la philosophie; mais la crainte d'être forcé d'embrasser l'état ecclésiastique, s'il réussissait trop bien dans ses études, les lui fit abandonner. S'étant rendu à la cour, il s'y lia d'une amitié étroite avec le duc de Guise, l'un des cavaliers les plus accomplis qu'il y eût alors. Il fit ses premières armes, en 1542, sous M. le duc d'Orléans, au siége de Damvilliers; à la prise d'Arlon; et au siége de Montmédy, où il reçut une contusion à la tête. Il passa ensuite à l'armée de Flandre, et fut atteint d'un coup de mousquet à la gorge, au siége de Bintch. Quoiqu'il perdît beaucoup de sang, par suite de cette blessure, il s'opiniâtra à rester dans la tranchée, en disant : « qu'il sentait son mal mieux que personne. » Commandant un détachement de cavalerie, il battit une troupe d'ennemis plus forte que la sienne, et fit le commandant prisonnier de guerre. En 1543, il accompagna le roi à la soumission de la Rochelle; puis à l'expédition dirigée contre le pays de Luxembourg; et se trouva au secours de Landrecies, dont l'empereur fut contraint de lever le siége. En 1544, il alla servir en Italie, sous le comte d'Enghien; combattit avec distinction à la bataille de Cerisoles, le 14 avril, et fut armé chevalier, sur le champ de bataille même, par le comte d'Enghien. Il contribua puissamment à la prise de Carignan, en emportant la contrescarpe de cette ville, qui se rendit deux jours après. La reddition de cette place entraîna la soumission de tout le Montferrat, excepté Casal. Coligny,

étant revenu en France, alla finir la campagne dans l'armée du Hainaut, commandée par M. le dauphin. Boulogne s'étant rendue avant qu'on pût la secourir, le dauphin tenta de la reprendre, et la ville basse fut emportée de vive force; mais les troupes ne purent s'y maintenir. Coligny continua de servir au blocus de Boulogne, où il commanda un régiment d'infanterie jusqu'à la conclusion de la paix faite avec l'Angleterre, le 7 juin 1546. Il fut alors créé chevalier de l'Ordre du roi, et nommé capitaine de 50 hommes d'armes. Pourvu de la charge de colonel-général de l'infanterie française deçà les monts, par provisions du 29 avril 1547, il profita de la paix momentanée, faite avec Henri VIII, pour établir dans les bandes françaises un ordre et une discipline qui n'y existaient pas avant lui. Il y défendit le pillage et le meurtre, hors le cas d'une défense légitime, et fit des règlements qui servirent plus tard de base au code militaire. Malgré les efforts des Anglais, il construisit un fort à la *Tour d'ordre*, près de Boulogne, en 1548. On mit une garnison dans ce fort, sur la fin de 1549, et on attaqua Boulogne. On emporta les forts environnants, et la ville fut bloquée pendant l'hiver. Coligny négocia le traité signé le 24 mars 1550, et en exécution duquel les Anglais rendirent Boulogne. Il obtint le gouvernement général de Paris et de l'Isle-de-France, vacant par la mort de la Rochepot, par provisions données à Fontainebleau, le 9 septembre 1551, registrées au parlement, le 16 novembre suivant : on lui imposa la condition de se démettre de cette charge, en faveur du fils du connétable, lorsqu'il aurait l'âge requis pour l'exercer. En 1552, il commanda l'infanterie française à la prise des villes de Metz, Toul et Verdun. Il la commanda aussi au voyage d'Allemagne; aux siéges de Rodemack, de Damvilliers, d'Yvoy et de Montmédy; à la prise de Bouillon, d'Arlon et de Gloyon. Étant passé en Picardie, sous les ordres du duc de Vendôme, il fit le siége de Hesdin, qu'il soumit, et prit Terouanne. Créé amiral de France, à la mort de Claude d'Annebault, par provisions données à Châlons, le 11 novembre, il prêta serment, pour cette charge, le 12 janvier suivant. En 1553, commandant l'infanterie fran-

çaise dans l'armée de Picardie, sous le connétable, il eut part à la victoire qu'on remporta sur les Impériaux, au mois d'août. Il investit Cambray, au mois de septembre, et ravagea le pays des environs; mais les pluies qui survinrent l'obligèrent de lever le siége de cette place. Commandant l'infanterie sous le duc de Nevers, en 1554, il se trouva à la prise d'Orchimont, de Lonette, de Villarsy, de Valsemont et de Beaurin. Réuni à l'armée du roi, il servit au siége de Dinant. L'assaut de cette place ayant été résolu, les troupes françaises y montèrent avec courage; mais elles furent repoussées. Coligny, aidé alors par Montpezat, prend une enseigne, la plante sur la muraille, et force, par ce coup hardi, les assiégés à capituler : la citadelle se rendit le 13 juillet. Il marcha ensuite au siége de Renti, et combattit avec la plus grande valeur, à la bataille qui se donna, le 13 août, près de cette ville. Dans cette journée, Tavannes n'ayant point voulu attaquer avec la cavalerie, avant que les arquebusiers ennemis ne fussent délogés d'un bois qu'ils occupaient, Coligny mit pied à terre avec 1200 arquebusiers français, repoussa les Espagnols, les mit en déroute, et décida la victoire (1). L'empereur Charles Quint s'étant retiré après cette bataille, le roi leva le siége de Renti, et Coligny finit la campagne sous le duc de Vendôme, qui se tint sur la défensive. Il obtint une compagnie de 100 hommes d'armes. On le nomma gouverneur et lieutenant-général de Picardie, par provisions données à l'Isle-Adam, le 27 juin 1555, lors de la promotion du duc de Vendôme (alors roi de Navarre) au gouvernement de Guienne (2). Aidé du duc de Nevers, qui commandait l'armée en Picardie, Coligny ravitailla Marienbourg et Rocroy; défendit la frontière, et la préserva des attaques de l'ennemi. Il fut nommé ministre plénipotentiaire pour traiter, avec

---

(1) Le duc de Guise, qui se trouvait aussi à la bataille de Renti, s'attribua tout l'honneur de cette journée. Ce fut le sujet ou le prétexte de la rupture qui éclata alors entre Coligny et lui.

(2) Dans la même année 1555, l'amiral de Coligny protégea l'établissement d'une colonie française près de Rio-Janeiro, au Brésil.

l'empereur, d'une trêve qui fut conclue à Vaucelles, le 5 février 1556. Cette trêve devait durer cinq années; mais elle fut presque aussitôt rompue, par suite des intrigues des Guises. Il se démit du gouvernement de l'Isle-de-France, au mois d'août, en faveur du maréchal de Montmorency, fils aîné du connétable. Il se démit aussi de sa charge de colonel-général de l'infanterie deçà les monts, en faveur de d'Andelot, son frère. Après la rupture de la trêve, Coligny manqua Douay, au mois de janvier 1557. Il força Lens, pilla cette ville et la brûla; ravagea la frontière, et se jeta, au mois d'août, dans Saint-Quentin, que les Impériaux assiégeaient. Dès le lendemain de son entrée dans cette place, il fit une sortie, et reprit le faubourg de Lille. Le connétable de Montmorency marcha au secours de Saint-Quentin; mais, après la bataille qu'il perdit sous les murs de cette place, le 10 août, Saint-Quentin fut enlevé d'assaut par les ennemis, le 27 du même mois. Coligny, fait prisonnier, fut conduit au fort de l'Écluse, et n'en sortit, le 3 avril 1559, qu'après avoir payé 50,000 écus de rançon. Il s'était démis du gouvernement de Picardie, au mois de mars précédent (1). Coligny, lassé des intrigues de la cour, s'était retiré dans ses terres. Quelques conversations secrètes qu'il eut avec d'Andelot, son frère, sur les matières de religion, l'engagèrent à faire des lectures qui l'amenèrent insensiblement à partager les opinions des protestants. Il ne voulut pas d'abord faire profession ouverte du calvinisme; mais la publication des édits rendus contre les novateurs le porta à ne pas leur refuser son appui, qu'ils sollicitaient. Il se chargea de remettre au roi un mémoire en leur faveur, et plaida leur cause devant la reine-mère, Catherine de Médicis, à laquelle il se plaignit de la mauvaise administration des Guises. En 1560, il présenta, à l'assemblée tenue à Fontainebleau, une requête, au nom de 50,000 religionnaires, pour obtenir des temples;

(1) Ce fut par une ruse du duc de Guise que Coligny se démit de ce gouvernement. Coligny croyait qu'il serait donné au prince de Condé, et ce fut Brissac, confident et ami du duc, qui l'obtint.

et en même temps il attaqua le ministère sans ménagement. En 1561, il se joignit au roi de Navarre et au connétable : tous menacèrent de quitter la cour, si l'on n'en chassait les Guises. Dans la même année, il fut député, avec d'Andelot, son frère, comme médiateurs de la cour auprès des états de Saint-Germain et de Pontoise, assemblés par Charles IX, d'après son édit du mois de juillet. L'édit de 1562 semblait devoir rendre à la France sa tranquillité; mais le meurtre de quelques protestants tués à Vassy par les gens du duc de Guise ayant réveillé les craintes des religionnaires, Coligny s'unit alors au prince de Condé. Ce prince et lui rassemblèrent des troupes, et s'emparèrent d'Orléans, le 2 avril. Le prince fut nommé généralissime des huguenots, le 11 du même mois, et Coligny devint son lieutenant-général. Une conférence ayant été ouverte à Trasly, Coligny y fut le principal organe des protestants, pour lesquels il demanda à la reine-mère la permission de sortir du royaume. Toutes les négociations ayant été rompues, on se prépara de part et d'autre à la guerre. Coligny s'opposa longtemps à ce que les protestants appelassent en France des étrangers à leur secours; mais il y consentit enfin, lorsqu'il vit que les catholiques en avaient fait venir. Étant sorti d'Orléans avec les protestants, il indiqua au prince de Condé une position qui mit les troupes du prince à couvert de toute attaque. L'armée royale ayant alors reçu un renfort considérable, les protestants augmentèrent les garnisons de toutes les places qu'ils occupaient, et Coligny se retira dans Orléans. Pendant le siége de Bourges, les catholiques, qui manquaient de poudres, en firent venir un convoi considérable avec 6 pièces de canon, sous l'escorte d'un corps d'infanterie et de 4 compagnies de chevau-légers : Coligny en fut instruit. Il sortit d'Orléans, le 31 août; marcha toute la nuit; joignit le convoi, le 1er septembre, à Châteaudun, et défit l'escorte. Dans l'impossibilité où il se trouvait d'emmener le convoi faute de chevaux, il encloua les canons, mit le feu aux poudres, et rentra ensuite dans Orléans. L'armée du prince de Condé ayant été renforcée par 9000 hommes que d'Andelot avait amenés, le prince et

Coligny marchèrent, en novembre, vers Paris, qu'ils attaquèrent sans succès : ils décampèrent des environs de cette ville, le 10 décembre. Les armées catholique et calviniste s'étant rencontrées dans la plaine de Dreux, le 19 du même mois, s'y livrèrent une bataille qui fut des plus sanglantes. Dans cette journée, Coligny attaqua la gauche des catholiques; défit 8 compagnies de gendarmes; fit plier l'infanterie, et la mit en désordre. Il fit prisonnier le connétable Anne de Montmorency. Il tourna ensuite ses efforts contre le corps de bataille, composé des Suisses qui s'y étaient ralliés; mais il ne put les vaincre. L'infanterie huguenote fut défaite par le duc de Guise, et la cavalerie ayant été mise en désordre par le maréchal de Saint-André, le prince de Condé fut fait prisonnier. Dans cet état de choses, Coligny tenta une nouvelle attaque avec la cavalerie qu'il avait ralliée; et déjà il commençait à renverser la cavalerie catholique, lorsque la sienne fut attaquée en flanc par les vieilles bandes. Obligé alors de songer à la retraite, il la fit en bon ordre, et toujours en combattant, jusqu'au village de la Neuville (1). Le lendemain, il mit son armée en bataille, avec le projet d'attaquer l'armée catholique; mais les capitaines des reitres s'y étant opposés, il dut renoncer à cette tentative. Coligny, qui ne désespérait jamais de la fortune, rassembla les débris de son armée, et les cantonna en Normandie. Il y fut déclaré général en chef des huguenots, en l'absence du prince de Condé. Après avoir envoyé le connétable, son prisonnier, à Orléans, il prit le Puiset, et poursuivit, jusqu'à Fréteval, en Vendomois, un corps de troupes catholiques, qui se rendait à Blois. Le 2 janvier 1563, il prit la ville de Selles en Berri; s'empara de l'argenterie des églises, et la fit fondre pour payer les Allemands qui servaient dans son armée. Il s'empara de Saint-Aignan, de Montrichard, de Jargeau et de Sully. Le duc de Guise, poursuivant ses succès après

---

(1) Le maréchal de Saint-André avait été tué dans cette journée, et le duc de Nevers blessé mortellement.

la bataille de Dreux, vint assiéger Orléans, le 5 février; mais, au moment de donner l'assaut à cette place, il fut assassiné dans son camp, d'un coup de pistolet, par Poltrot de Méré (1). Coligny marcha en Normandie; fut repoussé avec perte devant Évreux; prit la ville de Saint-Pierre sur Dive, qu'il pilla; s'empara de Pont-l'Évêque; assiégea, le 1er mars, le château de Caen, qui se rendit le 2, et s'assura, par des détachements, de Saint-Lô, d'Avranches, d'Honfleur et de plusieurs autres places. Après avoir conféré le commandement de la province au comte de Montgommery, il partit de Caen, le 14 mars; mit à contribution Falaise et Argentan, dont il donna le commandement au sieur de Lorges; s'empara de Sées et de Mortagne, et regagna Orléans. La mort du duc de Guise amena un nouvel édit de pacification, qui fut publié, le 23 mars 1563, et Coligny se retira alors dans sa terre de Chatillon (2). Profitant de la paix, Catherine de Médicis se rendit à Bayonne avec son fils, Charles IX, y eut une entrevue avec le duc d'Albe; et, s'étant assurée des dispositions de l'Espagne, elle fit de nouvelles levées de troupes. Ces dispositions hostiles inquiétèrent les protestants, qui se mirent sur leurs gardes. Ils reprirent les armes, au mois de septembre 1567; mais, pour éviter de mériter le nom de rebelles, et prévenir en même temps l'effet des conseils des Guises sur l'esprit du jeune roi Charles IX, ils résolurent d'enlever ce prince pendant sa marche de Meaux à Paris. Coligny, qui accompagnait le prince de Condé dans toutes ses expéditions, commanda sous lui dans cette tentative, que la fermeté des

(1) Ce Poltrot de Méré accusa l'amiral de Coligny de lui avoir conseillé le meurtre du duc de Guise. Coligny s'en défendit mal; mais la connaissance que l'on a de son caractère semble repousser cette odieuse accusation.

(2) En apprenant que la paix avait été signée à Amboise, le 17 mars, Coligny fut outré de colère : « Ce trait de plume, dit-il, ruine plus d'églises que les forces ennemies n'en auraient abattu en dix ans. » Il fit même à cet égard de vifs reproches au prince de Condé.

Suisses fit échouer. Après cette levée de bouclier, les protestants ne pouvant plus reculer. Coligny marcha avec eux à la prise de Montreau, de Lagny, de St.-Denys, du Bourget et du pont de Charenton, et à l'attaque des faubourgs de Paris. A la bataille de Saint-Dénys, le 10 novembre, Genlis et Vardes commencèrent l'attaque avec l'aile gauche des protestants; ceux-ci étaient sur le point d'être enveloppés par l'armée royale, lorsque Coligny, précédé de ses arquebusiers, fondit sur la cavalerie des catholiques qui ne put soutenir ce choc : une p rtie fut culbutée. et l'autre repoussée jusqu'à la Chapelle. Coligny, emporté par son cheval, failli être pris près de Paris, et ne put rejoindre son armée que pour assister à sa retraite, qu'il fit exécuter en bon ordre (1). Le prince de Condé et Coligny, s'étant remis en bataille, le lendemain, brûlèrent la Chapelle et quelques moulins dans les environs de Paris. Coligny feignit d'attaquer Sens, pour donner le temps à son armée de passer la Seine : le succès répondit à son dessein. Il attaqua Bray, qui tint peu; s'empara de Nogent-sur-Seine; et commanda l'avant-garde dans la marche en Lorraine. L'armée protestante, après avoir joint, le 11 janvier 1568, le secours que lui amenait Casimir, comte palatin du Rhin, arriva devant Chartres, le 24 février. Pendant le siége de cette place, la Valette, mestre-de-camp-général de la cavalerie catholique, se porta à Houdan pour surprendre les quartiers les plus éloignés de l'armée protestante, et intercepter les convois. Coligny, instruit de ce dessein, marcha contre la Valette; lui tua beaucoup de monde; fit des prisonniers; prit 4 drapeaux, ainsi que tout le bagage, et revint au camp. La paix conclue, le 23 mars 1568, et enregistrée le 27, apaisa momentanément les troubles, et Coligny se retira dans ses terres. La guerre ayant recommencé avec plus d'animosité que jamais, au mois de septembre suivant, Coligny s'empara de Niort et de Mesle, dont les gouverneurs se rendi-

---

(1) Cette bataille ne dura que trois quarts d'heure, et chaque parti s'en attribua le gain.

rent à la vue de 3 pièces de canon. Il soumit le Poitou, l'Aunis, la Saintonge et l'Angoumois. Il marcha à Sausay, le 17 novembre, mit en fuite 600 cavaliers catholiques qui y étaient, et prit leurs équipages. Le 19, il attaqua le régiment de Brissac dans Ausence, lui tua 200 hommes, et contraignit le reste à se retirer dans le château, où il les aurait forcés s'ils n'eussent pas été secourus. Il tenta, au mois de décembre, de surprendre le quartier du duc d'Anjou (depuis Henri III), qui commandait l'armée royale; mais il fut repoussé. Au mois de février 1569, le duc d'Anjou s'étant emparé de Jarnac, Coligny reprit cette place, et fit faire le siége du château par Briquemaut, qui l'emporta en peu de jours. Le 13 mars suivant, il combattit à la bataille de Jarnac que les huguenots perdirent, et dans laquelle le prince de Condé fut tué. Coligny se retira, le même jour, à Saint-Jean-d'Angély, avec les débris de l'armée protestante. Il se rendit ensuite à Cognac près de Jeanne d'Albret, mère du prince du Béarn (depuis Henri IV). Ce jeune prince, âgé seulement de 16 ans, fut alors déclaré commandant-général des troupes protestantes; et Coligny eut sous lui le commandement de l'armée (1). L'amiral, ayant fait ses dispositions pour favoriser la jonction des troupes calvinistes avec celles du duc de Deux-Ponts, joignit, le 23 juin, les Allemands, qui étaient alors sous les ordres de Volrad, comte de Mansfeld (le duc de Deux-Ponts était mort après la prise de la Charité). Coligny battit, le 25 juin, à la Roche Abeille, 2 régiments de l'armée catholique, que cet événement força de se retirer, quoiqu'ils n'eussent perdu que 400 hom-

(1) Voltaire, dans sa Henriade, fait dire à Henri IV :

« Le ciel, qui de mes ans protégeait la faiblesse,
» Toujours à des héros confia ma jeunesse;
» *Coligny*, de Condé le digne successeur,
» De moi, de mon parti devint le défenseur :
» Je lui dois tout. . . . . . »

mes (1). Il secourut Niort par un détachement, en fit lever le siége au comte du Lude; s'empara de Brantôme, Château-l'Évêque, la Chapelle, Confolens, Chabannais, Saint-Genais, Tiviers, Saint-Sulpice, Nontron, Coutray, Sausay, Vivonne, Auriac, Châtellerault et Lusignan, et mit le siége devant Poitiers, qu'il investit le 24 juillet. Cette place fut attaquée vivement, et défendue avec le plus grand courage : Coligny y donna plusieurs assauts, où il fut repoussé. Le duc d'Anjou ayant assiégé Châtellerault, place très-importante pour les huguenots, et dans laquelle se trouvaient plusieurs de leurs principaux officiers qui étaient malades, Coligny leva le siége de Poitiers, le 7 septembre, marcha au secours de Châtellerault, et y fit entrer 400 arquebusiers, ce qui obligea le duc d'Anjou d'en lever le siége. Coligny fut déclaré, par arrêt du parlement du 13 du même mois, criminel de lèse majesté, et comme tel privé de ses dignités, charges et honneurs. Le même arrêt déclara ses enfants déchus de noblesse. On nomma à sa charge d'amiral, le 28; et, le même jour, on rendit un second arrêt qui assignait 50,000 écus de récompense à celui qui le tuerait. Trompé par les coureurs qu'il avait envoyés pour reconnaître la position de l'armée catholique, et qui lui rapportèrent qu'elle ne paraissait pas, il dirigea la marche de son armée vers Montcontour; mais son arrière-garde, commandée par Mouy, fut jointe, le 1er octobre, à Saint-Clair, par l'armée catholique, et mise en déroute. Coligny continua cependant de marcher vers Montcontour avec l'avant-garde et le centre, sans qu'on pût l'entamer. Avec un fort détachement de cavalerie, il alla aux catholiques, les chargea avec vigueur, les enfonça, les mit en déroute, prit 2 drapeaux, tua une partie de ceux qui lui étaient opposés, et obligea le reste de se sauver. Ayant été repoussé à son tour, par le duc de Montpensier, Coligny posta des arquebusiers

(1) Dans ce combat de la Roche-Abeille, Coligny sauva la vie à Strozzi, nouveau colonel de l'infanterie française, qui avait été obligé de se rendre, et qui courait risque d'être massacré.

sur tous les passages, assura sa retraite, et tint ferme jusqu'à la nuit, qui fit cesser le combat : il arriva à Montcontour, le 2 octobre. Le lendemain, l'action commença par la défaite des volontaires huguenots, dont le duc de Montpensier tailla en pièces une partie, et mit le reste en déroute. Coligny marcha alors avec 3 régiments d'arquebusiers, s'avança dans la mêlée, attaqua l'avant-garde catholique, et la fit plier plusieurs fois. Rencontré par le comte Rhingrave, ils se battirent à coups de pistolet. Dans ce combat, Coligny fut blessé au visage d'un coup de balle qui lui fit sauter quatre dents. Il tua de sa main le comte Rhingrave; mais il eût été enveloppé par les catholiques, si Mansfeld ne fut venu le dégager. Cependant sa blessure le contraignit de se retirer, et l'armée protestante fut entièrement défaite. Elle se retira en bon ordre, au moyen de la précaution que Coligny avait prise à l'avance de s'assurer de tous les passages, et arriva à Parthenay, d'où, après s'être reposée quelques heures, elle continua sa route jusqu'à Niort. Coligny laissa dans cette dernière ville, ainsi qu'à Saint-Jean-d'Angély, de fortes garnisons, puis se rendit à la Rochelle. Le duc d'Anjou prit Niort, Parthenay, Saint-Maixent, Fontenay, Châtellerault, Lusignan, et arriva, le 16 octobre, devant Saint-Jean-d'Angély, qui ne se rendit que le 2 décembre. Coligny, avec les débris de son armée, partit de la Rochelle; arriva, le 25 octobre, à Argental; traversa l'Auvergne, le Rouergue, le Quercy; se rendit à Montauban; s'empara d'Aiguillon, le 28 novembre, et du port Sainte-Marie, le 29. Les princes, avec le reste de l'armée protestante, l'y joignirent, le 10 décembre, et y restèrent jusqu'au 25. Coligny fit faire un pont sur la Garonne, et envoya un parti considérable ravager la Gascogne. L'armée calviniste partit de Valence, en Agénois, le 19 janvier 1570; passa le Tarn à Lisac; campa, le 22, à la bastide de Saint-Sernin; ravagea tous les environs de cette ville, et y commit des excès qui font horreur à l'humanité. Elle décampa le 31, et gagna le Lauraguais. Coligny fit assiéger Montastruc; prit Caraman d'assaut; passa les habitants au fil de l'épée, et brûla la ville. Il échoua devant Saint-

Félix; prit et brûla Lasbordes, Cuc et Auriac. Carcassonne ouvrit ses portes le 1er mars. Il s'empara, le 14, de Conques et de Villalier; tira des contributions de tous les environs du diocèse de Narbonne, ainsi que du pays de Sault et des frontières d'Espagne; prit Servian, le 22, et Cazoulz, le 24. Il arriva, à la fin de mars, près Montpellier; saccagea Pignan, le 2 avril; et brûla le Crès, le Terrail et Montferrier. Il fit le siége de Lunel; qu'il leva, le 9, après avoir perdu 500 hommes. Il le tenta une seconde fois; et fut encore repoussé, avec perte de 700 hommes tués, non compris les blessés. Il ne put prendre Aimargues; mais il en brûla les environs. Il marcha à Nîmes; prit d'emblée, le 16 avril, Margueritte et Besousse, et enleva d'assaut Saint-Privas. Castillon, Saint-Hilaire, Thesiers, se rendirent à discrétion. Il se saisit d'Aubenas; prit par escalade Saint-Julien et Saint-Juste-d'Ardèche; et se saisit de Saint-Montant, le 5 mai. Il mit le siége devant Montelimart; y perdit d'abord une partie de son artillerie; la reprit ensuite après un combat opiniâtre, et leva le siége, le 10 mai, avec perte de 400 hommes. Après avoir campé à la Voutte, il en partit le 22; joignit le reste de l'armée dans le Vélay; arriva à Saint-Étienne-en-Forez, le 26; continua sa route pour la Bourgogne; ne put prendre Clugny; et se rendit à Arnay-le-Duc, dont il s'empara le 25 juin. L'armée royale, commandée par le maréchal de Cossé, ayant marché au-devant des protestants, les deux armées se rencontrèrent à Arnay-le-Duc, n'étant séparées que par un ruisseau : celle du roi était composée de 12,000 hommes avec 12 pièces de canon. Coligny, qui n'avait que 2500 arquebusiers et 200 chevaux sans artillerie, prit une position très-avantageuse sur une colline coupée par plusieurs vallons, et au pied de laquelle était un étang dont les eaux servaient à un moulin. Près d'Arnay-le-Duc, se trouvait un autre moulin. Coligny plaça dans chacun de ces deux postes 400 arquebusiers pour les défendre. Le maréchal de Cossé attaqua Coligny le 27. Les catholiques, après un combat de six ou sept heures, ne purent forcer ni le passage du ruisseau, ni les postes de l'étang et du moulin. Ils furent repoussés de même

au centre, perdirent beaucoup de monde, et se retirèrent en désordre: la nuit fit cesser le combat (1). Le 28, les deux armées restèrent en bataille dans les mêmes postes; mais il n'y eut point de combat, et Coligny se retira, en quatre marches, à la Charité. Il pensa alors à la paix, et envoya, au nom des princes de Navarre et de Condé, des députés à la cour. Une trêve fut conclue, du 14 au 24 juillet; et, lorsqu'elle fut expirée, Coligny vint camper à sa terre de Châtillon-sur-Loing. La paix ayant été signée à Saint-Germain-en-Laye, le 8 août, et registrée au parlement, le 11, Coligny se retira à la Rochelle. Les conditions de cette paix étaient si avantageuses aux protestants que leurs chefs en conçurent quelques soupçons; mais, pour faire cesser ces craintes, la cour ne se contenta pas de négocier le mariage du roi de Navarre avec Marguerite de Valois, sœur du roi: elle parla de donner à Coligny le commandement d'une armée qui, disait-on, devait marcher en Flandre. Rassuré par ces dispositions, Coligny vint à Paris, et y reçut de la reine-mère et du roi un accueil des plus flatteurs: « *Je vous » tiens*, lui dit le roi, *et vous ne nous quitterez pas quand vous » voudrez* » (2); puis il ajouta: « *Voici le jour le plus heu- » reux de ma vie.* » (3). Coligny assista, en 1572, à la cérémonie du mariage du roi de Navarre (4). Au milieu des fêtes qui eurent lieu à cette occasion, l'amiral s'occupait sans relâche des préparatifs pour la guerre de Flandre, et chaque jour il en conférait avec le roi. Sortant du conseil, le 22 août de la même année, Maurevel, surnommé

---

(1) Henri IV aimait à se rappeler cette journée, et disait à cette occasion: « Mes premiers exploits d'armes ont été a Arnay-le-Duc. »

(2) On trouvera dans ces paroles du roi quelque chose de prophétique, si on les rattache aux massacres de la Saint-Barthélemy.

(3) Ces témoignages d'affection de la part du roi n'inspirèrent pas une égale confiance à tous les protestants. Un gentilhomme attaché à l'amiral lui demanda son congé. « Pourquoi donc »? dit Coligny. — « Parce qu'on vous fait trop de caresses », répondit le gentilhomme.

(4) En voyant suspendus aux voûtes de la cathédrale les drapeaux pris sur lui aux batailles de Jarnac et de Montcontour, Coligny dit à Damville: « Bientôt ils seront remplacés par d'autres plus agréables à des » yeux français. »

le *tueur de rois*, lui tira, par une fenêtre couverte d'un rideau, un coup d'arquebuse, dont les balles lui firent une grande blessure au bras gauche et lui coupèrent l'index de la main droite (1). Effrayés de cet événement, les amis de Coligny voulurent le transporter hors de Paris ; mais l'amiral n'y consentit point, disant : « Qu'il en serait tout ce qu'il » plairait à Dieu, puisqu'il était résigné à sa volonté ». Charles IX alla le visiter, et eut avec lui une longue conférence (2). Coligny ayant demandé une garde au roi, on mit dans sa maison des Suisses qui faisaient partie de la garde du roi de Navarre. Cette déférence contribua encore à rassurer l'amiral. Cependant, dans la nuit du 23 au 24 août, jour de la Saint-Barthélemy, la maison de Coligny (3) est entourée, on en fait ouvrir les portes au nom du roi, et celui qui en remet les clefs est poignardé sur-le-champ. Les Suisses de la garde navarroise, surpris et effrayés, fuient et se cachent : une partie est égorgée. Alors trois colonels des troupes françaises, accompagnés de *Petrucci*, siennois, et de *Bême*, allemand, montent précipitamment l'escalier avec les soldats qui leur servent d'escorte, enfoncent la porte de l'appartement de Coligny, et s'écrient tous ensemble d'une voix terrible : *A mort! à mort!* Au bruit qu'il avait entendu, Coligny, jugeant qu'on en voulait à sa vie, s'était

---

(1) Cet assassin, aposté par les Guises, s'était caché dans une maison devant laquelle l'amiral passait tous les jours pour se rendre chez lui en sortant du Louvre.

(2) « Mon frère, lui dit le roi, comptez que je vous regarde toujours » comme un fidèle sujet et comme un des plus braves généraux de mon » royaume. Reposez-vous sur moi du soin de faire observer mes édits, et » de vous venger, dès qu'on aura découvert les coupables. » — « Ils ne » sont pas difficiles à trouver, reprit Coligny; les indices sont assez clairs. » — « Tranquillisez-vous, répliqua le roi, une plus longue émotion pourrait » nuire à votre blessure. » En achevant ces mots, Charles IX alla du côté de la porte, demanda à voir la balle qu'on avait retirée de la blessure, et se fit raconter les circonstances du pansement; puis, après quelques signes d'attendrissement et d'intérêt pour le malade, il sortit. (*Histoire de France par Anquetil, tom. V, pag.* 228.)

(3) Elle était située rue de Béthizy, dans la portion qui fait aujourd'hui partie de la rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois.

levé; et, appuyé contre la muraille, il y faisait sa prière, lorsque *Béme*, l'apercevant le premier, lui dit, en lui présentant la pointe de son épée : « Est-ce toi qui es Coligny? » — C'est moi même, répond l'amiral d'un air tranquille. » Jeune homme, ajoute-t-il, tu devrais respecter mes che» veux blancs ». Pour toute réponse, le farouche *Béme* lui plonge son épée dans le corps, la retire fumante et s'en sert pour couper la figure de Coligny : l'amiral tombe baigné dans son sang (1) (2). Un arrêt du parlement, daté du 27 septembre suivant, déclara Coligny criminel de lèse-majesté, sa mémoire infâme, son nom aboli à jamais, ses biens confisqués, et ses enfants roturiers et inhabiles à jamais posséder aucune charge (3). Sous le règne de Henri III, la mé-

---

(1) Après cet horrible assassinat, Bême, se mettant à la fenêtre, s'écrie : « C'en est fait » ! — « M. d'Angoulême ne veut pas le croire qu'il » ne le voie », répond le duc de Guise, qui avait voulu présider à ce forfait. Le corps de Coligny fut alors jeté par les fenêtres, foulé aux pieds et livré à la populace, qui le mit en pièces. Les restes du malheureux Coligny furent pendus au gibet de Montfaucon, où Charles IX alla les voir, répétant, dit-on, le mot de Vitellius : « Que le corps d'un ennemi mort » n'a rien d'horrible, et ne sent pas mauvais. » Des serviteurs fidèles enlevèrent, au péril de leur vie, le corps de Coligny, et le transportèrent à Châtillon, où il fut enterré. M. de Montesquiou l'a fait placer, en 1786, dans un mausolée élevé au milieu de son jardin anglais, en sa terre de Maupertuis.

(2) Le même arrêt ordonna une procession solennelle tous les ans le jour de la Saint-Barthélemy, pour remercier Dieu d'avoir en ce jour préservé le royaume des mauvais desseins des hérétiques.

(3) . . . .
« Du plus grand des héros tel fut le triste sort;
» On l'accable, on l'outrage encore après sa mort.
» Son corps, percé de coups, privé de sépulture,
» Des oiseaux dévorants fut l'indigne pâture,
» Et l'on porta sa tête aux pieds de Médicis,
» Conquête digne d'elle et digne de son fils.
» Médicis la reçut avec indifférence,
» Sans paraître jouir du fruit de sa vengeance,
» Sans remords, sans plaisir, maîtresse de ses sens,
» Et comme accoutumée à de pareils présens. »

(VOLTAIRE, *Henriade*.)

moire de Coligny fut réhabilitée deux fois : 1° par l'édit de pacification, du mois de mai 1576, et 2° par lettres-patentes données à Malesherbes, le 10 juin 1599. Coligny eut les qualités les plus nécessaires à un grand homme de guerre et à un chef de parti, la fermeté et le talent de la persuasion. Malheureux dans presque toutes ses entreprises, il fut toujours supérieur aux coups du sort et semblait commander à la fortune. Lorsque ses troupes, battues, dispersées et découragées, étaient prêtes à fuir ou à déserter, son air tranquille et serein les rassurait; et, à voir la hardiesse de ses projets, il n'y avait personne qui ne lui crût des ressources secrètes, capables de réparer les plus grands désastres. Son discours était noble, pur et énergique; ses mœurs étaient irréprochables, et même sévères; il était bon mari, bon père, mais ennemi sombre : le plus laborieux des hommes, d'un secret impénétrable, jouissant d'un grand crédit parmi les siens et d'une haute réputation à l'étranger. On regrettera toujours qu'il n'ait employé tant de talents que contre son prince et sa patrie. (*Chron. milit., t. III, p.* 532; *Brantôme, la Popelinière, d'Aubigné, Davila, Histoire du Languedoc, Dupleix, Mémoires de Castelnau, le Père Daniel, nouvelle édition; de Thou, le président Hénaut, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil, Paris*, 1819, *in* 8°, *tom. IV et V; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IV, pag.* 240; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 576; *Abrégé chronologique de l'Histoire de France, par Chantreau.*)

DE COLIGNY (François), *comte de Châtillon, commandant d'armée*, fils du précédent, naquit le 28 avril 1557. Ayant eu le bonheur d'échapper aux massacres de la Saint-Barthélemy, en 1572, il se retira à Genève, et de là à Bâle, où il séjourna deux ans. En 1575, il rentra en France et se joignit, en Languedoc, au parti des mécontents qui avaient à leur tête le duc d'Alençon. Damville ayant assiégé Montpellier, en 1577, Chatillon défendit cette place pendant tout le mois de juillet, chassa les catholiques et sortit de la

ville, à la fin du même mois, pour aller chercher du secours et des vivres. Il leva dans les Cevennes une armée qui se trouva en présence de celle du roi, le 25 septembre : Chatillon conduisait alors l'avant-garde de celle des calvinistes. On se battit le lendemain, et les troupes du maréchal de Damville commençaient à faiblir, lorsque la nuit vint séparer les combattants. Les deux partis se disposaient à un second combat, le 1er octobre, lorsque l'on présenta aux généraux l'édit de pacification du mois de septembre : dès lors toutes les hostilités cessèrent. Après la publication de cet édit, Chatillon fut déclaré par le roi, et sur la nomination du roi de Navarre, gouverneur de Montpellier pour six ans. L'édit n'étant point observé, les hostilités recommencèrent, au mois de janvier 1578. Chatillon s'empara de Sérignac, proche Beaucaire; mais il abandonna cette place, qu'il ne pouvait conserver. Il attaqua Bessousses au diocèse de Nîmes, et emporta cette place, après un assaut qui dura quatre heures. En 1580, la garnison de Nîmes s'étant plainte à Chatillon des courses que faisaient les catholiques de la Calmette, Chatillon assiégea cette dernière ville, et la prit en trois jours. Informé que le connétable de Montmorency se préparait, au mois d'août, à donner l'assaut à Villemagne, Chatillon parut devant cette place; et, après des escarmouches qui durèrent tout le jour, Montmorency fut obligé de se retirer. Chatillon, toujours attaché au parti du roi de Navarre, et voulant l'entière exécution de l'édit donné à Nemours, le 7 juillet 1585, s'unit contre les ligueurs avec le duc de Montmorency, qui le fit son lieutenant-général en Languedoc, par lettres du 20 septembre de la même année. Chatillon, ayant pris la résolution de surprendre le Puy-en-Velay, arriva devant cette place, dans la nuit du 4 décembre, et fit de suite jouer le pétard à une des portes et au pont-levis; mais cette tentative échoua, et il se retira. Il en fit une autre sur le château de Polignac, dont il se rendit maître; après quoi, il alla rejoindre le duc de Montmorency. Le duc de Joyeuse, qui commandait l'armée de la ligue, se dirigeant vers l'Albigeois, au mois de novembre 1586, Chatillon le

harcela dans sa marche ; surprit dans un village une compagnie de cavalerie de son armée, en pilla les équipages, et emmena 100 chevaux, après avoir tué ou fait prisonniers les cavaliers. Cette même année, le roi de Navarre nomma Chatillon colonel-général de son infanterie. Les Allemands et les Suisses qui venaient au secours du roi, ayant passé le Rhin, au mois d'août 1587, Chatillon les joignit en septembre suivant, après avoir traversé, avec 2000 hommes qu'il conduisait, le Languedoc, le Dauphiné, la Bresse et la Franche-Comté. Dans cette marche, il fut exposé à mille dangers; mais il parvint à éviter les embuscades qu'on lui avait dressées de tous côtés. Les Allemands continuèrent leur marche, et vinrent passer la Seine au-dessus de Chatillon. Il y eut là une vive escarmouche entre les troupes de la garnison et celles que commandait Coligny, qui eut l'avantage sur les catholiques. Par suite d'une intelligence pratiquée avec le commandant du château de Montargis, on se décida à escalader cette place; mais le commandant trahissait; et Chatillon, qui déjà était monté à l'échelle, faillit périr. Dans cette escalade, 60 hommes furent tués, partie par une mine qui fit sauter le pont, et partie par la canonnade et la mousquetade tirées de dessus les remparts. Chatillon prit Château-Landon, que les Allemands pillèrent. Il s'approcha ensuite de Chartres, au mois de novembre. Vers ce temps, les reitres qui servaient dans l'armée du roi ayant demandé à se retirer, le roi y consentit, sous la condition qu'ils rendraient leurs drapeaux. Chatillon saisit cette occasion pour engager une partie de ces étrangers à le suivre en Vivarais; mais ils furent sourds à ses propositions, et prirent même la résolution de l'arrêter. Chatillon, après avoir mis en sûreté le prince de Conti, qu'il cacha dans le château d'un gentilhomme, déclara aux reitres qu'il n'était point d'humeur de se rendre, et que, pour conserver son honneur, il allait faire sa retraite au péril de sa vie. En effet, accompagné seulement de 120 hommes de cavalerie légère, et de 150 arquebusiers à cheval, il met l'épée à la main; la fait mettre à sa troupe; marche fièrement aux es-

cadrons qui avaient commencé à l'entourer, leur ordonne de lui ouvrir le passage, et leur impose tellement par cette démarche hardie qu'il les force de lui obéir. Il gagna ensuite le Vivarais, malgré la poursuite d'un détachement de l'armée catholique, contre lequel, pendant cinq jours, il tourna tête plusieurs fois, et qui ne put l'envelopper. En janvier 1588, il assiégea et prit par composition la ville de Bellegarde au diocèse de Béziers. Il chassa, en mai suivant, les ligueurs qui occupaient Sainte-Anastasie au diocèse d'Uzès (1). Il prit Collias, Remoulins, Saint-Alari, Tresque, Dousan, Marguerittes, et quelques autres châteaux près de Nîmes. Le comte de Chatillon se trouvait auprès du roi de Navarre, lorsque, le 8 mai 1589, les ligueurs insultèrent le faubourg de Tours, où le roi Henri III était enfermé. Dès que le roi de Navarre apprit le danger du roi de France, il détacha Chatillon avec plusieurs autres seigneurs, pour l'aller secourir. Chatillon, après avoir essuyé à découvert, et dans un espace de 300 pas, le feu des lignes ennemies, passe le pont, accourt au lieu du combat, suivi de 500 hommes d'élite, et attaque les ligueurs avec tant de furie, qu'il arrête tous leurs efforts : la défense du pont lui fut confiée pendant la nuit. Le 18 du même mois, Chatillon partit de Baugency, par ordre du roi de Navarre, pour faire une entreprise sur Chartres : il était accompagné par 300 chevaux et 400 arquebusiers. Il rencontra, entre Bonneval et Chartres, 300 cavaliers choisis dans l'élite de la noblesse de Picardie, et 200 arquebusiers qui, sous la conduite de Saveuse, allaient joindre le duc de Mayenne. Le combat s'engagea et fut sanglant ; mais la victoire demeura au comte de Chatillon. Dès le commencement de cette action, Chatillon, ayant été renversé de son cheval, continua de combattre à pied, et fut blessé ; 120 gentilshommes de Picardie y perdirent la vie, et 40 furent faits prisonniers : Saveuse fut

(1) Le vicomte de Turenne commandait alors avec le comte de Chatillon.

du nombre de ces derniers. Chatillon porta lui-même au roi, à Chatellerault, la nouvelle de cette victoire, et lui présenta 2 cornettes qu'il avait prises. A la journée d'Arques, le 21 septembre, Henri IV confia à Chatillon la garde du faubourg de Dieppe, appelé le Polet. Chatillon y fit une résistance si vigoureuse, qu'il contraignit les ligueurs de se retirer. Dans cette même journée, le roi, emporté par l'ardeur du combat, s'était engagé entre deux corps considérables de cavalerie, et courait le plus grand danger. Se voyant presque investi, il s'écria d'un ton de désespoir : « Eh quoi ! il n'y aura pas dans toute la France 50 gentils-» hommes qui aient assez de résolution pour mourir avec » leur roi? ». — « Courage ! sire, lui cria le comte de Cha-» tillon, nous voici prêts à mourir avec vous. » En disant ces mots, Chatillon charge les escadrons opposés, et dégage le roi. Henri IV, étant parvenu à la couronne de France, se démit de l'amirauté de Guienne, et la donna au comte de Chatillon, par provisions du 17 décembre. Chatillon fut nommé, le 28 janvier 1591, lieutenant-général commandant l'armée en Berri, Orléanais, Hurepoix, Vendomois et Auxerrois, à la place du prince de Conti, qui allait prendre le commandement de celle de Poitou. Au siége de Chartres, qui eut lieu au mois de février suivant, Chatillon fit exécuter une galerie couverte de son invention pour passer le fossé. Il attacha ensuite le mineur à la muraille, et obligea par ce moyen le gouverneur de capituler. Le comte de Chatillon mourut dans sa terre de Chatillon-sur-Loing, en octobre 1591, des suites de la fatigue qu'il avait essuyée au siége de Chartres, dont la prise lui était en partie due. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 369; *Davila, d'Aubigné, Histoire des Suisses, Histoire de France du Père Daniel, le président de Thou, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire du Languedoc, Histoire de France par Anquetil, tom. VI, pag.* 11 *et* 51; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 244.)

DE COLIGNY (Charles), *marquis d'Andelot, commandant d'armée*, frère du précédent, naquit le 10 décembre 1564. Il porta les armes en Rouergue pour le roi de Navarre, avec le comte de Chatillon, son frère. Au mois d'août 1577, ils reprirent la ville de Manguis, près de Sommières, où d'Andelot fut laissé en garnison par son frère, qui allait assembler dans les Cevennes un corps de troupes pour secourir Montpellier. En 1585, 1586 et 1587, d'Andelot servit, en Languedoc, à la tête d'un régiment, dans l'armée du duc de Montmorency, et eut part à presque toutes les expéditions particulières du comte de Chatillon, son frère. Il fut créé, vers 1596, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, auquel il fut toujours attaché. On le nomma maréchal-de-camp, en 1698, et gouverneur de Langres, sur la démission de Blerencourt, par provisions du 8 avril 1604. Il fut fait capitaine de 30 lances au titre de 50 (1), par provisions du 20 du même mois, et obtint la lieutenance de roi au gouvernement de Langres et ressort, et aux bailliages de Bassigny et de Vitry, par autres provisions du 21 du même mois. A la mort du sieur d'Inteville, le marquis de Chatillon fut nommé lieutenant-général en Champagne, au département de Chaumont, Vitry et Saint-Dizier, dans toute l'étendue du pays entre Saint-Dizier et Chaumont, à la réserve de Langres, par provisions données à Paris, le 20 janvier 1608, registrées au parlement de Paris, le 16 juin 1609. Il se démit de cette charge, le 7 juillet 1615, en faveur de son fils aîné. Il eut, en qualité de maréchal-de-camp, le commandement de l'armée assemblée en Champagne, par pouvoir du 28 novembre 1615. A la tête de 2500 hommes de pied et de 600 chevaux, il s'empara de Varennes et de Soyeras, en Bassigny, et en fit démolir les fortifications. Il prit ensuite le château de Brienne, le 19 décembre. Il assiégea la ville de Rosnay, qui promit de se rendre le 1er janvier suivant, si elle n'était

(1) C'était une compagnie de 50 lances réduite à 30, et que, suivant l'usage de ce temps, on appelait compagnie de 30 lances, au titre de 50.

pas secourue. D'Andelot, ayant appris que M. de Luxembourg venait de Ligny au secours de Rosnay, fit rompre les ponts et les bacs, par où il supposait que les ennemis pourraient passer la Marne. Luxembourg passa cependant cette rivière, malgré les précautions prises par d'Andelot, et vint camper, le 31 décembre, à deux lieues de Rosnay; mais d'Andelot, retranché dans son camp, y attendit son adversaire, qui se retira le 1er janvier 1616. D'Andelot prit possession de Rosnay, et la reddition de cette place détermina les commandants des châteaux de Pougy et de Vandœuvre à recevoir les garnisons qu'il y envoya. Cette expédition eut encore pour résultat de rendre la campagne libre, et de protéger le commerce de la ville de Troyes. D'Andelot, qui jusqu'alors avait professé la religion protestante, s'étant fait catholique, fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1619. Il mourut le 27 janvier 1632. (*Chronologie militaire, t. I, pag.* 380; *Histoire du Languedoc*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Mercure français*, *Gazette de France.*)

DE **COLIGNY** (Gaspard, IIIe du nom), *duc de Chatillon, maréchal de France*, fils de François de Coligny, qui précède, naquit le 26 juillet 1584, et porta d'abord le nom de marquis de Chatillon. Il fut créé amiral de Guienne, à la mort de Henri, son frère, par provisions données à Fontainebleau, le 4 octobre 1601, registrées au parlement de Paris, le 24 novembre suivant. Il obtint le gouvernement de Montpellier, aussi à la mort de son frère, par provisions du même jour. Le marquis de Châtillon fit ses premières armes en Hollande, contre les Espagnols. Il commanda à Aiguesmortes, par commission du maréchal de Montmorency, donnée à Beaucaire, le 4 décembre 1612. Il eut, en 1614, la charge de colonel-général des troupes françaises qui servaient en Hollande. A son retour en France, il obtint le gouvernement d'Aiguesmortes, par provisions du 10 mars 1616, et le grade de maréchal-de-camp, le même jour. Mécontent du duc de Montmorency, et sous prétexte que

le duc d'Uzès avait contrevenu à l'édit de pacification, le marquis de Chatillon assembla un corps de troupes, et s'assura d'Aimargues. La guerre allait se rallumer, lorsque l'on parvint, le 20 mai, à réunir les deux partis. Le roi réserva au marquis de Chatillon un état de maréchal de France, par brevet daté de Paris, le 6 juin 1620 (1), et ordonna que les appointements attachés à la dignité de maréchal lui fussent payés, à partir du 1[er] janvier de la même année; mais Chatillon n'eut point alors les honneurs de cette charge. Il embrassa, en 1621, la querelle des calvinistes, et s'empara de plusieurs places du Vivarais. Il augmenta la garnison de Villeneuve-de-Berg, au commencement du mois de mars; mais Montmorency détacha, le 5, deux régiments qui investirent cette ville, et s'y présenta lui-même, le 6 : les habitants lui en remirent les clefs. Le roi ordonna, vers ce temps, de rétablir la paix, et de mettre bas les armes : Chatillon congédia alors son armée. Montmorency avait aussi séparé la sienne. Cependant, la ville de Vals ayant refusé de recevoir un régiment qu'il y envoyait en quartier, Montmorency réunit ses troupes et marcha à Vals. Chatillon, de son côté, reprit les armes; mais, trop faible pour résister à son adversaire, il désarma de nouveau au mois de mars. Il enleva, au mois de juillet, la ville de Marguerittes qu'il brûla, et se saisit de Clapier et de Grabels, le 4 août. Chatillon abandonna le parti des calvinistes rebelles, au mois de novembre de la même année. Le roi le créa maréchal de France, par état donné à Paris, le 21 février 1622, et le dispensa, par lettres datées de Paris, le 18 mars, de prêter serment, parce qu'il servait en Languedoc. Chatillon prêta cependant ce serment, le 20 août, et l'enregistrement de son état de maréchal de France eut lieu à la connétablie, le 24 octobre. Le duc de Rohan ayant assiégé, dans la même année



(1) Chatillon y est qualifié de conseiller-d'état du roi; capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances de S. M.; gouverneur de Montpellier et d'Aiguesmortes, et colonel-général des troupes françaises entretenues en Hollande.

1622, la Tour-Carbonnière et Beaucaire, Chatillon sortit d'Aiguesmortes, au mois de mars; attaqua les troupes du duc devant la Tour-Carbonnière, les mit en fuite, et prit une partie de leurs équipages. Il empêcha, dans le mois d'avril, un lieutenant du duc de Rohan de se saisir des salines de Peccais; assiégea la Tour-l'Abbé, et l'obligea de capituler après deux jours de siége. Au mois d'août, il remit Aimargues sous l'obéissance du roi, et se démit du gouvernement d'Aiguesmortes. Montpellier se soumit au roi le 19 octobre. Il fut nommé, en 1629, pour commander au siége de Bois-le-Duc, sous le prince d'Orange; arriva, le 1er mai, devant cette place, avec 4 régiments français; enleva, le 1er juin, un ouvrage des assiégés; acheva, le 19, les galeries destinées à passer le fossé du grand fort; se logea, le 17, sur la fausse braye; et attacha, le 1er septembre, la galerie des Français au bastion de la porte de Vucht: Bois-le-Duc capitula le 14. Il commanda, sous le roi, l'armée de Savoie, conjointement avec les maréchaux de Créquy et de Bassompierre, et contribua à la prise de Montmélian, le 18 juin 1630. Il servit en Languedoc, avec le maréchal de Vitry, en 1632. Il commanda, par pouvoir du 18 février 1635, l'armée réunie sur les frontières de Lorraine, et qui devait agir en Flandre et en Hollande, conjointement avec le maréchal de Brézé. Le prince Thomas de Savoie, général de l'armée espagnole, ayant voulu s'opposer à la jonction des troupes françaises avec celles de Hollande, les maréchaux de Chatillon et de Brézé défirent, à Avein, le 20 mai, le général espagnol, qui perdit 4000 hommes tués, 900 prisonniers, 99 drapeaux, 12 cornettes, 3 guidons, tous ses bagages et 14 pièces de canon. Le gain de cette bataille facilita la jonction qui se fit ensuite avec le prince d'Orange, auquel les deux maréchaux eurent ordre d'obéir. Ils forcèrent Tirlemont, le 6 juin; s'emparèrent ensuite de Diest, et d'Arscot; menacèrent Bruxelles, et investirent Louvain, dont ils levèrent le siége, le 4 juillet, faute de vivres. Le maréchal de Chatillon commanda, conjointement avec le maréchal de Chaulnes, et par pouvoir du 1er août, l'armée de Picardie, qui ravagea l'Artois, au mois d'octobre. Il continua de com-

mander, en 1636, avec le maréchal de Brézé, l'armée qui servait en Hollande. Il commanda aussi celle de la frontière de Champagne, en 1637, par pouvoir du 25 décembre 1636, et s'empara d'Yvoy et de Damvilliers. Il leva une compagnie de chevau-légers, par commission du 22 février 1638; commanda l'armée de Flandre et d'Artois, par pouvoir du 15 avril; s'empara de plusieurs places; assiégea Saint-Omer, dont Piccolomini lui fit lever le siége; et fut battu, dans sa retraite, par le prince Thomas. Commandant l'armée qui devait secourir celle du pays d'Artois et de Luxembourg, par pouvoir du 1er avril 1639, il contraignit le comte Piccolomini de lever le siége de Mouzon, le 21 juin, et reprit Yvoy, sur les ennemis, le 2 août. Il commanda, avec le maréchal de Chaulnes, l'armée de Picardie et d'Artois, par pouvoir du 26 avril 1640; assiégea Arras, avec le maréchal de la Meilleraye; soutint l'attaque de ses retranchements, pendant l'espace de quatre heures; repoussa les ennemis; eut un cheval tué sous lui, et fut grièvement blessé: Arras capitula le 9 août (1). Il commanda, par pouvoir du 18 avril 1641, l'armée de Champagne, destinée à agir contre le comte de Soissons, qui s'était retiré dans Sedan. Il livra bataille au comte de Soissons, à la Marfée, près de Sedan, le 6 juillet, et y fut battu avant l'arrivée du maréchal de Brézé, qu'on lui avait adjoint dès le 1er du mois (2). Il ne servit point en 1642. Sa terre de Chatillon

---

(1) Au siége d'Arras, un des fils de Coligny ayant été renversé d'un coup de mousquet, le bruit courut qu'il était mort. « Il est bien heureux, » dit le maréchal, d'être mort dans une si belle occasion pour le service du » roi. » Ce père courageux eut bientôt le plaisir de revoir son fils vivant et couvert de gloire. (*Voyez* l'article biographique qui suit.)

(2) Les meilleurs historiens ont rendu un témoignage avantageux au maréchal de Chatillon sur ses manœuvres et sur le courage qu'il déploya dans cette journée; ils disent : qu'il choisit bien son champ de bataille; rangea bien son armée, et donna de bons ordres et de bons exemples; mais que tous ses efforts ne purent prévaloir contre la mauvaise volonté des troupes qu'il commandait. L'officier était mécontent qu'on l'employât contre un prince du sang qu'il estimait, et le soldat de ce qu'on lui avait fait des retenues sur d'anciennes montres (revues

fut érigée en duché-pairie, par brevet du 18 août 1643. On le nomma pour commander l'armée de Picardie à la place du duc d'Angoulême, par pouvoir du 25 septembre, même année. Il y fut peu de temps; et ayant quitté le service, il se retira dans son château de Chatillon, où il mourut le 4 janvier 1646. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 447; *Histoire des campagnes du maréchal de Chatillon, insérée dans les manuscrits de Béthune, Journal de Bassompierre, Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet; Le Vassor, Dupleix, Histoire du Languedoc, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag.* 861; *Moréri, l'abbé Le Gendre, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. VI et VII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 244; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 579.)

DE COLIGNY (Gaspard, IVe du nom), *duc de Chatillon, lieutenant-général,* fils du précédent, naquit le 9 mai 1620, et fut d'abord connu sous le nom de marquis d'Andelot. Il servit, comme aide-de-camp du maréchal de Chatillon, son père, en 1637; se trouva au siége d'Yvoy, et à celui de Saint-Omer, levé le 15 juillet 1638; et à la levée du siége de Mouzon, par Piccolomini, en 1639. Devenu mestre-de-camp du régiment de Beauce, à la mort du comte d'Onsain, et payé en cette qualité du 1er juillet, il marcha, sous le maréchal son père, à la prise d'Yvoy, et au siége d'Arras, en 1640. A l'attaque des retranchements français devant cette place, les ennemis ayant assailli le fort Rantzau, les Fran-

---

de solde), de sorte qu'après la plus faible résistance, toute l'armée, comme de concert, se débanda. Des corps entiers de cavalerie se retirèrent, cornettes hautes et trompettes sonnantes, et l'on entendit des soldats qui, joignant la raillerie à la désertion, disaient en fuyant : « *En voilà pour leurs cinq écus.* » Le malheureux Chatillon, après les plus grandes preuves de valeur, se trouvant presque seul sur le champ de bataille, fut obligé de rejoindre les fuyards, qui l'entraînèrent à huit lieues de là. (*Histoire de France par Anquetil, tom. VII, pag.* 146 *et* 147.)

çais, contraints de céder au nombre, abandonnèrent ce fort, après avoir soutenu trois assauts; mais le marquis d'Andelot, soutenu par le comte de Grancey, y rentra, après en avoir chassé les Espagnols; fut blessé à la main, et reçut sur ses armes un coup de mousquet, dont on le crut tué. Il se trouva à la bataille de la Marfée, le 6 juillet 1641. On le pourvut du régiment de Piémont, à la mort du marquis de Seneçay, par commission du 24 du même mois, et on incorpora alors le régiment de Beauce dans celui de Piémont. Il servit, en 1642, sous le maréchal de Grammont, au combat d'Honnecourt. Employé, sous M. le duc d'Enghien, en 1643, il combattit à Rocroy. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 27 mai de la même année; continua de servir, en cette qualité, à la même armée, et se trouva aux siéges de Thionville et de Sierk. Il se démit, au mois de mars 1644, du régiment de Piémont; prit, à la même époque, le nom de marquis de Chatillon, et se trouva au siége de Gravelines. Employé, en Allemagne, sous M. le duc d'Enghien, en 1645, il combattit à Nortlingue, et concourut à la prise de Trèves. Sa terre de Chatillon avait été érigée en duché-pairie, sous le nom de Coligny, par lettres du 18 août 1643; et le roi confirma cette érection sous le nom de Chatillon, par brevet du 23 février 1646. Le duc de Chatillon servit, sous M. le duc d'Enghien, au siége de Courtray, et passa en Hollande, sous le maréchal de Grammont: on méditait alors le siége d'Anvers, qui ne se fit point. Il servit en Catalogne, sous le prince de Condé, en 1647, et y commanda la cavalerie, par commission du 19 mars: il était désigné pour commander, dans cette armée, un corps séparé, si le prince jugeait à propos d'en former un. Le duc de Chatillon se trouva au siége de Lérida, qu'on leva le 17 juin. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 22 mars 1648, il servit, sous M. le prince de Condé, au siége d'Ypres. Il commanda le corps de bataille à l'affaire de Lens, et apporta à la cour la nouvelle de la victoire remportée dans cette journée. Employé à l'armée rassemblée dans les environs de Paris, en 1649, il fut chargé, le 8 février, par le prince de Condé, de l'attaque de Cha-

renton, où les Parisiens avaient mis une forte garnison. Les troupes royales, commandées par Chatillon, marchèrent à cette attaque avec la plus grande intrépidité; mais, en forçant la dernière barricade, Chatillon reçut une blessure dont il mourut à Vincennes, le lendemain 9 février 1649 (1). (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 36; *Gazette de France, le président Hénaut*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Mémoires du Père d'Avrigny*, *Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 244; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VII, pag.* 291; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 580.)

DE **COLIGNY-D'ANDELOT** (François), *colonel-général de l'infanterie française deçà les monts*, frère de l'amiral de Coligny (Gaspard Ier), qui précède, naquit le 18 avril 1521. Il fit ses premières armes avec ce même frère, au siége de Landrecies, en 1543. Étant passé en Italie, en 1544, il combattit à Cerisoles, le 14 avril, et s'y distingua tellement que le comte d'Enghien l'arma chevalier sur le champ de bataille. D'Andelot marcha ensuite au siége de Carignan, et contribua à la prise de la contrescarpe, qui fut enlevée d'assaut. Il revint en France, avec son frère, en 1545, et marcha, sous les ordres de M. le dauphin, au secours de Boulogne. Cette ville étant déjà rendue aux ennemis, lors de l'arrivée du secours, on tenta de la surprendre, et on y réussit pour la ville basse; mais on ne put s'y maintenir. La paix fut signée le 7 juin 1546. D'Andelot étant passé en Écosse avec les troupes qu'on y envoya, en 1548, sous le commandement d'André de Montalembert d'Essey, il y fit les fonctions de commandant et d'inspecteur de l'infan-

---

(1) Le duc de Chatillon laissa enceinte son épouse, Angélique de Montmorency, qui accoucha d'un fils. Celui-ci mourut à l'âge de 17 ans, et en lui finit la postérité de l'amiral Coligny.

terie. Les troupes arrivèrent à Dumbar, le 18 juin, et d'Essey commença les opérations par le siége d'Hadington, dans lequel les Anglais jetèrent du secours. Pendant ce siége, les Écossais se retirèrent de l'armée française; et les Anglais, instruits de cette défection, vinrent attaquer l'armée de France; mais ils furent battus et mis en fuite. On leur tua 800 hommes, et on leur fit 2000 prisonniers. Pendant cette bataille, la garnison anglaise de Dumbar avait de son côté fait une sortie sur les Français : elle fut repoussée et culbutée dans les fossés de la ville. D'Andelot, à son retour de la bataille, poursuivit les fuyards de cette garnison jusqu'aux portes de Dumbar; mais les herses, promptement abattues, l'empêchèrent d'aller plus loin. Il revint en France, en 1549, et servit à l'expédition de Boulogne, qui se réduisit à la prise de plusieurs forts des environs. La paix fut conclue, le 24 mars 1550, avec l'Angleterre, qui rendit Boulogne. D'Andelot passa en Italie, en 1551, sous les ordres de Termes (depuis maréchal de France), qui marchait au secours du duc de Parme attaqué par l'empereur. D'Andelot étant sorti de Parme, à la tête d'un détachement, marcha vers la Soragne, dans le territoire de Plaisance, et ravagea tout le canton. Il revenait de cette expédition, tout chargé de butin, lorsqu'il tomba dans une embuscade que lui avaient tendue les ennemis. Après un combat très-rude, il fut accablé par le nombre et obligé de se rendre : on le conduisit au château de Milan. La lecture des livres de Calvin, qu'il trouva moyen de se procurer, pendant sa détention, le séduisit à un tel point, qu'il embrassa la religion prétendue réformée, dans laquelle il parvint plus tard à entraîner ses frères. Il obtint sa liberté, par la trêve conclue à Vaucelles, le 5 février 1556. On lui donna, par provisions du 17 août suivant, la charge de colonel-général de l'infanterie française deçà les monts, vacante par la démission de l'amiral de Coligny, son frère. La paix avec l'Espagne ayant été rompue, au commencement de l'année 1557, d'Andelot trouva de nouvelles occasions de faire briller sa valeur. Les Français tentèrent inutilement de surprendre Douai; mais ils forcèrent, pillèrent et brûlèrent Lens, et

ravagèrent toute la frontière. Vers ce temps, l'empereur vint en Picardie, à la tête d'une armée, et mit le siége devant Saint-Quentin. D'Andelot, voulant conduire dans cette place un secours de 2000 hommes, fut égaré par le guide qu'il avait pris, tomba dans une embuscade, où son détachement fut taillé en pièces, et regagna avec peine la ville de Ham, où se trouvait l'armée commandée par le connétable. D'Andelot se mit à la tête d'un nouveau détachement, qu'il se chargea de conduire à Saint-Quentin; mais, après plusieurs escarmouches dans lesquelles il perdit beaucoup de monde, il ne put entrer dans cette place, le 10 août, qu'avec 500 hommes. L'armée française ayant été presque détruite, le même jour, par celle de l'empereur, la perte de cette bataille et la prise du connétable mirent la France à la veille d'éprouver les plus grands malheurs, et réduisirent la place de Saint-Quentin à ses propres forces. Coligny et d'Andelot résolurent cependant de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Pour remédier au ravage fait par le canon des ennemis, d'Andelot fit prendre de vieux bateaux que l'on plaça les uns sur les autres, et qui furent remplis de terre : par ce moyen, il mit les assiégés à couvert des boulets. Bientôt il ne se trouva plus dans Saint-Quentin que 800 hommes disponibles pour défendre les onze brèches faites par l'ennemi; et, pour surcroît d'embarras, un officier trahit sa patrie et abandonna un poste aisé à garder, mais difficile à attaquer. Dans cet état de choses, les deux frères Coligny ne purent soutenir l'assaut général qui se donna le 27 août; et la ville fut prise par l'endroit que l'officier avait lâchement abandonné. Coligny ayant été fait prisonnier, d'Andelot défendait encore la brèche sur laquelle il se trouvait, lorsque, par une attaque faite derrière lui par les Espagnols entrés dans la ville il se vit tout à coup environné d'ennemis. Blessé, et ne pouvant plus se défendre, il fut contraint de se rendre. Se souvenant alors de ce qu'il avait souffert dans le château de Milan, la crainte d'éprouver de nouveau un traitement rigoureux, lui inspira le plus vif désir de se sauver : il réussit, deux jours après, à s'évader du camp des Espagnols, et vint re-

joindre l'armée française devant Calais. Il commanda l'infanterie au siége de cette place, commencé par le duc de Guise, le 1[er] janvier 1558. Chargé de s'approcher du château avec 1200 arquebusiers, il fit faire une tranchée par laquelle les eaux s'écoulèrent dans la mer. Il contribua au succès de l'assaut et à la prise du château : la ville se rendit après huit jours d'attaque. Guines ayant été investi, le 13, fut pris d'emblée, le même jour. La brèche étant faite à la citadelle de cette place, d'Andelot fut chargé du commandement de l'attaque. Après un combat fort opiniâtre, et dans lequel il fut d'abord repoussé, il retourna à la charge avec des troupes fraîches, et emporta la brèche : la garnison retirée dans la vieille citadelle fut forcée de capituler, le 21, et sortit de la place, le 22 janvier. On enleva aussi la ville de Ham, la seule place qui restât alors aux Anglais. Quelque temps après, d'Andelot étant tombé dans la disgrâce du roi, à cause de ses sentiments sur le culte catholique (1), fut arrêté, conduit à Meaux, transféré ensuite au château de Melun, et privé de l'exercice de sa charge de colonel-général de l'infanterie. Il recouvra la liberté, en 1559, sur les instances du cardinal de Chatillon et de l'amiral de Coligny, ses frères, et par le crédit du connétable de Montmorency, son oncle, qui le fit aussi rétablir dans l'exercice de ses charges. Après le massacre commis à Vassi, le 1[er] mars 1562, par les gens du duc de Guise, les huguenots ayant repris les armes sous le prince de Condé, d'Andelot embrassa leur parti et se saisit, le 2 avril, de la ville d'Orléans. L'officier qui commandait pour le roi, dans cette place, disputa long-temps le terrain de rue en rue ; mais il fut enfin obligé de céder au nombre, et d'évacuer la ville (2).

(1) D'Andelot étant à la cour, le roi Henri II, avec lequel il avait été élevé, et qui l'aimait beaucoup, l'interrogea lui-même sur sa croyance. D'Andelot ne se borna pas à avouer sa nouvelle opinion ; mais il insulta aux dogmes, aux rites et aux ministres de la religion catholique, et en parla avec si peu de ménagement, qne le roi, irrité, donna l'ordre de l'arrêter.

(2) Dupleix dit par erreur que les protestants s'emparèrent d'Orléans, le 29 mars ; la prise de cette ville n'eut lieu que le 2 avril.

D'Andelot fut privé de nouveau de sa charge de colonel-général de l'infanterie. Chargé, par le prince de Condé, d'aller solliciter des secours étrangers en faveur des protestants, il se rendit en Allemagne, au mois de juillet, et obtint de différents princes 7000 hommes, dont 3000 d'infanterie. A la tête de ces étrangers, il partit d'Allemagne, à la fin du mois de septembre, et fut assez adroit pour leur faire traverser la France sans être attaqué par le maréchal de Saint-André, ni par le duc de Nevers, qui avaient projeté d'arrêter la marche des Allemands, et de les détruire. D'Andelot pilla Saint-Cyr et Fussy, qui avaient refusé d'ouvrir leurs portes; prit Châteauvillain, et mit ses troupes en quartier aux environs d'Orléans, où il arriva, le 16 novembre. Il resta dans cette place pour y commander, pendant que le prince de Condé et Coligny marchèrent vers Paris. Il joignit l'armée protestante pour se trouver à la bataille de Dreux, qui eut lieu le 19 décembre. Pendant le combat, D'Andelot, atteint d'une fièvre quarte, s'était retiré sur une hauteur, d'où il observait les mouvements des deux armées. S'étant aperçu qu'à une attaque faite par le duc de Guise, les reitres de l'armée protestante se débandaient, quoiqu'ils ne fussent attaqués que de fort loin, il courut pour les rallier; mais il ne put y réussir, et fut obligé de se sauver à Tréon. Il se rendit ensuite à Orléans, qu'il mit en état de soutenir un long siége. Le duc de Guise étant arrivé devant cette ville, le 5 février 1563, d'Andelot, qui était chargé de la défendre, confia la garde du faubourg du Portereau aux Français et aux Allemands : il plaça les premiers du côté d'Olivet, et les seconds du côté de Cléry. Le faubourg du Portereau fut attaqué avec vigueur, et les Allemands abandonnèrent leurs postes. Dès ce moment, les catholiques se seraient rendus maîtres des tourelles et des îles, si d'Andelot, qui accourut au point menacé avec un détachement de gentilshommes, n'eût fait hausser le pont-levis des tourelles, et fermer les portes de la ville. Il fit aussi élever des mantelets pour couvrir les tourelles et les îles; et ce ne fut qu'après une attaque des plus vigoureuses, que le duc de Guise parvint à s'emparer de ces tou-

relles. D'Andelot, par le moyen d'un retranchement, mit à couvert la porte et les îles. La fièvre ne le quittait point, et cependant il se trouvait toujours partout où sa présence était utile. Il reçut sur le pont un coup d'arquebuse dont il fut renversé, et dont on le crut mort. L'assassinat du duc de Guise ayant amené des négociations, il s'ensuivit une trêve conclue le 13 mars : la paix fut signée le 18, et publiée le 23. D'Andelot fut alors réintégré dans l'exercice de sa charge de colonel-général de l'infanterie. Il envoya les meilleures compagnies de cette arme au siége du Havre, auquel il ne voulut point servir par un ménagement secret pour la reine d'Angleterre, dont il espérait obtenir des secours dans le cas où les guerres de religion viendraient à recommencer. Ayant en effet déterminé les chefs des protestants à reprendre les armes, au mois de septembre 1567, il accompagna le prince de Condé et l'amiral de Coligny à la prise de Montereau, de Lagny, de Saint-Denys, et à toutes les autres expéditions qu'ils firent alors (1). D'Andelot, détaché avec un corps de troupes, vers Poissy, pour retarder la marche des troupes envoyées au roi par le duc d'Albe (2), ne put rejoindre l'armée qu'après la bataille de Saint-Denys. Dès le lendemain, il se montra dans la plaine pour attirer les troupes catholiques à une seconde action; mais ceux-ci ne s'étant pas présentés, il ravagea les environs de Paris. Dans la marche que les protestants firent en Lorraine, d'Andelot se mit à la tête d'un détachement de cavalerie, courut le pays et en tira des contributions. Après la jonction du prince Casimir avec les protestants, le prince de Condé vint assiéger, au mois de février 1568, la ville de

(1) *Voyez* dans cet ouvrage l'article consacré à Louis de Bourbon de Condé, premier du nom, *tom. III*, *pag.* 29 *et suivantes*, et l'article de l'amiral de Coligny, qui précède celui de d'Andelot dans le ce volume.

(2) Dupleix se trompe, quand il avance que d'Andelot s'était rendu à Poissy pour s'opposer au passage de Strozzi et de Brissac, qui menaient au roi deux régiments de Picardie. Ces deux régiments avaient joint le roi dès le mois de septembre, et d'Andelot ne marcha vers Poissy qu'au mois de novembre.

Chartres : d'Andelot servit à ce siége. La paix, publiée le 25 mars, fit cesser les troubles pour quelque temps, et d'Andelot rentra encore dans l'exercice de sa charge de colonel-général de l'infanterie. Il était dans ses terres, en Bretagne, lorsque l'on reprit les armes, au mois de septembre suivant. Il leva, dans cette province, des troupes, avec lesquelles il vint joindre à Beaufort, en Anjou, celles qui avaient été levés en Normandie et dans le Maine. Il eut alors plusieurs escarmouches vives avec l'avant-garde de l'armée du duc de Montpensier, dont le dessein était d'empêcher d'Andelot de passer la Loire. Dans une de ces escarmouches, d'Andelot fut sur le point d'être pris par Lourches, capitaine catholique, qui lui ordonna de se rendre, mais qui fut tué par Boisvert, maréchal-de-camp protestant. D'Andelot passa la Loire, malgré les obstacles qu'il y rencontra; s'empara de Thouars; fit enlever le duc de Roannes à Oiron; se saisit de Parthenay, et marcha, avec Coligny, contre la ville de Niort, qui se rendit sans résistance. Angoulême, Saint-Jean-d'Angély, et plusieurs autres places se soumirent également aux armes des calvinistes. D'Andelot prit le monastère de Saint-Florent, après quelques jours de siége. Dans le même temps, les protestants soumirent la Saintonge, l'Aunis et l'Angoumois. D'Andelot eut part à l'escarmouche de Pamprou, et au combat de Jasseménil. Il combattit, avec la plus grande valeur, à Jarnac, le 15 mars 1569. Pendant cette bataille, d'Andelot, secondé par La Noue, repoussa le corps de bataille et chassa Martigues de Bassac. D'Andelot fut repoussé à son tour par Brissac; mais ce ne fut qu'après plusieurs attaques et à défaut d'être secouru. Après la bataille de Jarnac, d'Andelot rallia les débris de l'armée protestante, et se rendit en Poitou pour y lever des troupes. Il tenta inutilement, le 1er mai, de surprendre le capitaine royaliste Landereau ; cet officier lui échappa, et fit même échouer d'Andelot devant Montaigu. L'attaque que d'Andelot fit sur Clisson fut également sans succès. Sa santé étant très-affaiblie, il se retira à Saintes, pour prendre quelque repos. Il y mourut, le 27 mai

1569, vivement regretté de tout son parti (1). (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 546; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IV et V; Brantôme, la Popelinière, d'Aubigné, Davila, Histoire du Languedoc, Dupleix, Mémoires de Castelnau, le Père Daniel, nouvelle édition de M. de Thou; le président Hénaut, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. X, pag.* 489; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. IV, pag.* 579.)

DE COLIGNY-SALIGNY (Gaspard II, *comte*), *maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs de Saligny, naquit le 10 juin 1590. Il était enseigne au régiment des gardes-françaises dès 1610. Il suivit le roi en Guienne, en 1615 et 1616; servit, en 1617, au siége de Soissons, et devint sous-lieutenant après ce siége. Il se trouva à l'attaque du Pont-de-Cé, en 1620; aux siéges et à la prise de Saint-Jean-d'Angély, de Clérac, de Montauban et de Monheurt, en 1621. Devenu capitaine au même régiment, le 1er janvier 1622, il commanda sa compagnie au secours de Ré; au siége de Saint-Antonin et à celui de Montpellier, en 1627. Il le commanda aussi lorsque l'on s'opposa à la descente des Anglais dans l'île de Ré; combattit, en cette occasion, avec la plus grande valeur, et concourut à rétablir l'ordre dans les troupes. Il servit ensuite au siége de la Rochelle, qui ne se rendit qu'en 1628. Nommé guidon de la compagnie des gendarmes de la garde du roi, le 1er janvier 1629, il se démit de sa compagnie aux gardes et obtint, cette même année,

---

(1) D'Andelot fut un capitaine vaillant et habile; mais il n'eut ni la prudence ni la modération de l'amiral de Coligny, son frère. Il était franc, sincère, ouvert et généreux, et s'attirait sans peine l'amitié de tout le monde. Il fut, entre les chefs calvinistes, un des plus affermis dans la nouvelle croyance. Les protestants ont pensé qu'il avait été empoisonné, et ce soupçon fut particulièrement fondé sur le mot du chancelier de Birague, qui dit, en parlant de la guerre de religion : « Elle » finira, non par les armes, mais par les cuisiniers. »

le gouvernement d'Autun et la charge de bailli du Charolais, qu'il conserva jusqu'à sa mort. Étant passé en Savoie, il se trouva à l'attaque du Pas-de-Suze, puis aux siéges de Privas et d'Allais. Après la conquête de la Savoie, où il avait accompagné le roi, en 1630, il marcha en Piémont avec deux brigades de sa compagnie, pour aller joindre le corps d'armée commandé par le duc de Montmorency. Il combattit, avec la plus grande valeur, dans les montagnes dont on força les passages, ainsi qu'à Carignan et Veillane. Il marcha, en 1632, en Lorraine; passa ensuite en Languedoc, où il se trouva à la bataille de Castelnaudary; et fut fut fait enseigne de sa compagnie, par brevet du 4 décembre de cette année. Il servit, en 1633, à la conquête de la Lorraine; commanda, en 1635, la compagnie dans laquelle il était guidon, à l'armée et sous les ordres du cardinal de la Valette; se trouva à la levée du siége de Deux-Ponts, par les ennemis; au secours de Mayence; à la prise de Bingen; au combat de Vaudrevange, et à la reprise de Corbie, en 1636. Devenu sous-lieutenant de sa compagnie, par brevet du 13 mars 1637, il servit au siége du Catelet. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 8 août, il fut employé dans l'armée que commandait le duc de Longueville, au comté de Bourgogne, et servit au siége et à la prise de Bletterans, qu'on enleva d'assaut; et à la prise de Blamont. Le comte de Saligny se trouva au siége de Saint-Omer, et au combat qui se donna sous cette place, en 1638. Détaché, avec un corps de troupes, après la levée de ce siége, il marcha en Artois, et se rendit maître de Renty. Employé sous le maréchal de Chatillon, en 1639, il fit entrer dans Mouson un secours considérable qui obligea le général Piccolomini à en lever le siége. Il servit ensuite à la réduction d'Yvoy. On l'envoya, en 1640, avec un corps de troupes, en Normandie, pour y pacifier une émeute et y maintenir l'autorité du roi : il réussit complétement dans cette mission, et commanda dans cette province pendant plusieurs années. Il devint capitaine-lieutenant des gendarmes de la garde, par provisions du 21 février 1647, et conserva cette charge jusqu'à sa mort, qui eut lieu au mois de mars 1651, (*Chron. milit.*, *tom. VI*,

pag. 138; *Histoire de la Maison du roi, par l'abbé de Nœufville, tom. I, pag.* 440) (1).

DE COLIGNY-SALIGNY (Jean), *comte de Coligny, commandant d'armée*, fils du précédent, naquit le 25 décembre 1617. Il fut d'abord page de la chambre de Louis XIII, puis page de la chambre du cardinal de Richelieu. Après avoir servi quelques années dans la compagnie des mousquetaires du même cardinal, il fut fait guidon des gendarmes de la garde, par brevet du 10 mars 1651; mais il n'y servit pas, s'étant démis de cette charge, dès le 26 du même mois. Il fut nommé, par provisions du même jour 10 mars, gouverneur des ville et château d'Autun, et obtint la charge de bailli du Charolais, à la mort de son père. Il suivit le parti du prince de Condé, qui le fit mestre-de-camp lieutenant du régiment du duc d'Enghien, son fils, par commission de 1652 : il servit ce prince jusqu'à la paix des Pyrénées. Il leva, en 1653, pour le service et par commission du même prince, un régiment de son nom. Il rentra, avec le prince de Condé, au service du roi, le 7 novembre 1659. Son régiment fut réduit à une compagnie de chevau-légers, le 12 avril 1661. Il se démit, au mois de janvier 1662, du régiment de cavalerie d'Enghien. Nommé, par pouvoir du 12 mars 1664, lieutenant-général-commandant l'armée que le roi envoyait en Hongrie, au secours de l'empereur, il combattit à l'aile gauche de l'armée impériale, à la bataille de Saint-Gothard, le 1er août (2). Pendant cette bataille, qui commença à neuf

---

(1) Il y a dans ce dernier ouvrage plusieurs erreurs; 1° le comte de Saligny ne fut point pourvu, en 1627, de sa compagnie aux gardes qu'il commandait dès 1622; 2° il ne devint enseigne que le 4 décembre 1632, et non pas en 1631; 3° il n'eut la sous-lieutenance qu'en 1637, et non en 1636; 4° enfin, il ne se démit point de la compagnie des gendarmes en 1655, puisqu'il était mort dès le mois de mars 1651.

(2) De Larrey, *Histoire de Louis XIV, tom. III, pag.* 283, *année* 1664, se trompe, en plaçant la bataille de Saint-Gothard au 3 août; la relation envoyée au roi par le comte de Coligny la fixe au 1er de ce mois. Le président Hénaut, le Père Davrigny, le Père Griffet, Bussy-Rabu-

heures du matin, et ne finit qu'à quatre heures après midi, les Turcs ayant mis en désordre les troupes du prince de Bade, Coligny chargea les ennemis, rétablit le combat, et força les Turcs de repasser le Raab : il tua, dans cette occasion, jusqu'à 30 Turcs de sa main. Depuis cette expédition, une goutte habituelle ne lui permettant plus de paraître à la cour ni à l'armée, il se retira dans son château, où il mourut, le 16 avril 1686. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 539; *Histoire de Louis XIV, par de Larrey; le Père Griffet, Bussy-Rabutin, le Père Davrigny.*)

COLLE (Jean-Théodore), *général de brigade*, naquit à Lorquin, en Lorraine, le 17 mai 1734. Il entra au service, le 1er avril 1753, comme soldat volontaire dans le régiment de la Dauphine (1). Il y fut fait sous-lieutenant, le 14 mai 1758, et lieutenant en second, le 19 janvier 1759. Il fit les campagnes de la guerre de Hanovre (dite de *sept ans*), en partie avec son régiment et en partie comme employé dans l'état-major-général de l'armée. Dans le cours de ces campagnes, il combattit avec valeur dans plusieurs occasions,

---

tin, prétendent que le comte de Coligny n'était point à cette bataille. Le père Griffet en particulier assure dans son *Journal historique de Louis XIV*, *pag.* 104 ; que les annales du temps marquent expressément que le comte de Coligny, étant tombé malade avant la bataille, s'était fait porter à Terna. La relation du combat envoyée au roi par le comte de Coligny, la réponse du roi qui félicite le comte sur l'honneur qu'il s'est fait et a la nation dans cette journée doivent affaiblir le témoignage des annalistes. Le Père Griffet ajoute, *pag.* 107, que le roi, après la victoire remportée sur les Turcs, écrivit trois lettres au comte de Coligny pour lui en témoigner sa reconnaissance, et lui envoya son portrait. On ne complimente point un général sur une victoire à laquelle il n'a point eu part. Le comte de Coligny ne tomba malade que le 20 septembre, et le roi, en étant informé, fit expédier au comte de la Feuillade un pouvoir de lieutenant-général, pour ramener les troupes en France. Ce pouvoir est du 18 octobre 1664.

(1) Ce régiment fut incorporé, en 1766, dans celui de Royal-Bavière, qui devint Royal-Hesse de Darmstadt, en 1780, et 94e régiment d'infanterie de ligne, en 1794.

et particulièrement, le 16 juillet 1760, à l'affaire d'Ensdorff, où il fut blessé dangereusement et fait prisonnier de guerre. On le nomma lieutenant en premier, le 18 mai 1767, et il obtint une pension de 300 livres sur le trésor royal, le 13 août 1768. Il fut fait capitaine, le 12 novembre 1770, et créé chevalier de Saint-Louis, en 1781. Il passa successivement deuxième lieutenant-colonel au 77e régiment d'infanterie, le 6 novembre 1791; premier lieutenant-colonel au 30e régiment de la même arme, le 5 février 1792; et colonel du 31e de ligne, le 20 janvier 1793. Il obtint le grade de général de brigade, le 19 mai de cette dernière année. Il fit les deux premières campagnes de la révolution française à l'état-major de l'armée du Rhin. Il y commandait la division du Bas-Rhin, lorsqu'il fut suspendu de ses fonctions, le 11 octobre 1793, par les représentants du peuple en mission près de cette armée. Ayant été réintégré, en 1794, il fut employé d'abord à l'armée des côtes de Cherbourg, et passa ensuite à celle des côtes de Brest, en qualité de chef de l'état-major du général en chef Hédouville. Il continua de servir dans la Vendée jusqu'à la pacification de ce pays, et en partit, en 1796, pour se rendre à l'armée du Rhin. La santé du général Colle était alors tellement délabrée par les fatigues de la guerre, que le ministre jugea convenable d'employer cet officier dans la 4e division militaire. Le général Colle, après avoir commandé en qualité de général dans cette division, y fut ensuite attaché avec le grade d'inspecteur aux revues qu'on lui donna le 25 mars 1803. Il fut créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars 1804. Il exerçait encore sa charge d'inspecteur aux revues, dans la 4e division militaire, lorsqu'il mourut à Nancy, le 22 septembre 1806. Il avait alors 53 ans 5 mois et 21 jours de services effectifs. (*Brevets et états militaires, annales du temps.*)

DU COLOMBIER, *voyez* DE BAITZ.

DE COMBAULT (Charles), *comte d'Auteuil, maréchal-de-camp,* naquit le 11 février 1701. Il fut fait lieutenant au régiment d'infanterie de Flandre, au mois de février 1712;

servit, la même année, à l'armée du dauphin, et se trouva aux siéges de Landau et de Fribourg; puis à la défaite du général Vaubonne, dans ses retranchements, en 1713. Il passa lieutenant au régiment des grenadiers, le 2 mai 1718, et servit en cette qualité aux siéges de Fontarabie, Saint-Sébastien, Castel, Urgel et Roses, en 1719 Devenu capitaine en second, le 22 mai 1720, et capitaine en pied, le 8 avril 1722, il commanda sa compagnie aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone, et du château de Milan, en 1733; à ceux de Tortone, de Sarravalle et de Novarre; à l'attaque de Colorno, et aux batailles de Parme et de Guastalla, en 1734; aux siéges de Révéré, de Reggio et de Gonzague, en 1735; et rentra en France, avec l'armée, en 1736. Il passa en Corse, avec son régiment, au mois de janvier 1739; y servit avec distinction; rentra en France, au mois d'avril 1741, et devint capitaine de grenadiers, le 2 octobre suivant. Il commanda sa compagnie à l'attaque du Château-Pont, en 1743; à celle des retranchements de Montalban et de Villefranche; et à la prise de Montalban, de Villefranche et de Nice, au mois d'avril 1744. Il obtint, le 19 mai de cette dernière année, une commission pour tenir rang de lieutenant-colonel; servit à la prise du château Dauphin; au siége de Demont, et à celui de Coni, où il reçut un coup de feu qui lui cassa le bras gauche. Il devint lieutenant-colonel de son régiment, le 10 septembre, et le commanda aux siéges de Tortone, de Novarre, d'Acqui, de Pavie, de Plaisance, de Valence, d'Alexandrie, d'Ast et de Casal, et au combat de Refudo, en 1745. Il le commanda aussi à la défense d'Asti, où il fut fait prisonnier de guerre, au mois de mars 1746. Il demeura, pendant la campagne de 1747, à Toulon et à Monaco, et passa l'hiver de 1747 à 1748 dans le comté de Nice. Il continua de servir sur cette frontière jusqu'à la paix, et obtint le grade de brigadier, par brevet du 10 mai 1748. Il servit en cette qualité au camp de Gray, en 1753, et sur les côtes, depuis 1756 jusqu'en 1760. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1761, il se démit alors de la lieutenance-colonelle du régiment de Flandre, et ne fut pas employé depuis. (*Chro-*

nologie militaire, tom. VII, pag. 441; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE COMBAULT-D'AUTEUIL (Auguste, *comte*), fut créé *maréchal-de-camp* le 21 décembre 1814. Il était alors ancien aide-de-camp de S. A. S. Mgr. le duc de Bourbon. Il figurait encore, en 1820, parmi les maréchaux-de-camp, aides-de-camp de ce prince. (*Etats militaires.*)

DE COMMINGES, *voyez* D'ARMAGNAC.

COMPANS (Jean-Dominique, *comte*), *pair de France* et *lieutenant-général*, naquit à Salière, en Languedoc, le 26 juin 1769. Il entra dans la carrière militaire, le 2 octobre 1791, lors de la formation des bataillons de volontaires nationaux, et fut élevé au grade de capitaine dans le 3ᵉ des bataillons de la Haute-Garonne, par le choix de ses concitoyens. En juin 1792, le 3ᵉ bataillon de la Haute-Garonne passa à l'armée des Alpes, puis à celle d'Italie, où Compans fit ses premières armes. Il fut employé, sous les ordres du général Dumerbion, à la défense du camp de Braour, que les Piémontais surprirent pendant une des premières nuits du mois d'avril, mais d'où ils furent repoussés avec perte. Il se trouva à l'attaque et à l'enlèvement du camp de Bruis, par une colonne française sous les ordres du général Dagobert. Il fut, le 8 septembre de la même année, du nombre des guerriers qui défendirent le village de Lantosca, et contribua à la vigoureuse résistance qui fut opposée aux troupes ennemies conduites par le duc d'Aoste. Le capitaine Compans se distingua, vers la fin du même mois, à la reprise du poste de Gillette, par quelques compagnies de son bataillon. L'armée austro-sarde manœuvrant, le 16 octobre suivant, pour couper la retraite des Français au pont du Var, le capitaine Compans fut bloqué et attaqué au village des Ferres par environ 1000 hommes. Il fit barricader dans ce poste les deux compagnies qu'il y commandait, repoussa avec vigueur toutes les attaques de l'ennemi, répondit avec fierté aux sommations qu'on lui fit de se rendre, et força, par sa bonne contenance, les assaillants de se retirer après

douze heures de blocus et de combat. Le lendemain, le général en chef Dugommier parvint à dégager le port de Gillette, et Compans contribua à cette opération en faisant une diversion utile à la tête de ses deux compagnies du 3e bataillon de l'Hérault, et de 300 gardes nationaux du département du Var. Vers la fin de novembre 1793, le 3e bataillon de l'Hérault passa à l'armée qui faisait le siége de Toulon, et y arriva au moment de l'attaque des forts et des positions retranchées qui couvraient les approches de cette ville. Pendant la durée de ce siége, le capitaine Compans fut promu au grade d'adjudant-général chef de bataillon, en récompense des services qu'il avait rendus à l'armée d'Italie, et notamment à Ferres. Il passa, peu de temps après, à l'armée des Pyrénées-Orientales, et y fut d'abord employé à l'état-major du général en chef Dugommier, qui, au moment où la campagne allait s'ouvrir, donna à Compans le commandement d'un des bataillons d'élite qui venaient d'être organisés. Employé, en cette qualité, sous les ordres immédiats du chef de brigade Lannes (depuis maréchal de France et duc de Montebello), Compans prit part à une infinité d'affaires de postes, d'escarmouches et de fausses attaques. Il combattit à la brillante affaire de Boulon, le 13 août 1794. Il se porta avec son bataillon de chasseurs, au col de Porteil, et y intercepta la retraite d'un convoi considérable d'artillerie et de bagages appartenant aux ennemis. Les Espagnols étant parvenus à surprendre le poste français placé sur la montagne boisée en avant de la Jonquière, l'adjudant-général Compans sortit de son camp sans attendre d'ordre, gravit la montagne à la tête de ses chasseurs, et, de concert avec le chef de bataillon Bon, il tomba avec vigueur sur les Espagnols, les repoussa et les força de rentrer dans leurs lignes. Le général Augereau fit, dans la relation qu'il donna de cette affaire, une mention très honorable de la conduite que l'adjudant-général Compans y avait tenue. Pendant la bataille du 20 novembre, dans laquelle le général en chef Dugommier fut tué, Compans fit plusieurs fausses attaques sur les redoutes de l'ennemi, qu'il força à rester dans ses positions sur ce point. Il concourut au succès

d'un combat livré le 30 du même mois, et pendant lequel il enleva impétueusement ces mêmes redoutes : pendant l'action, il eut son panache enlevé par un biscaïen. Quelques jours après, Compans quitta le commandement de son bataillon de chasseurs pour entrer à l'état-major-général de l'armée des Pyrénées-Orientales, où il continua de servir jusqu'à la paix avec l'Espagne. Dans ces entrefaites, il fut élevé au grade d'adjudant-général chef de brigade. Compans s'étant appliqué à bien étudier le travail des états-majors d'armée, cette partie du service lui devint bientôt familière ; et, après la dissolution de l'armée des Pyrénées-Orientales, il fut appelé successivement aux fonctions de chef d'état-major des 10ᵉ et 11ᵉ divisions militaires, sous le général Lauer ; des 10ᵉ et 11ᵉ, sous le général Châteauneuf-Randon, et enfin de la 9ᵉ et de la 18ᵉ, sous divers généraux. Vers le mois de septembre 1798, l'adjudant-général Compans quitta le midi de la France pour passer à l'armée d'Italie, où il fut employé en qualité de chef de l'état-major de la division du Brescian, sous les ordres du général Grenier. Il fit avec cette division toute la campagne de 1799. Le 26 mars, il signala son ardeur et son intelligence, en repoussant, à la tête d'un régiment suisse, un corps de troupes autrichiennes, qui, pendant le combat, s'était glissé dans les intervalles existants entre les divisions Delmas et Grenier, et menaçait les derrières de cette dernière division. Il combattit avec beaucoup de distinction à la journée du 5 avril, et se fit remarquer, le 17 du même mois, au combat de Vaprio, où il dirigea plusieurs charges, et se trouva plusieurs fois dans la mêlée. Dans le plus fort de l'action, l'adjudant-général Compans prit le commandement de la brigade du général Kister, qui venait d'être mis hors de combat, et couvrit avec cette brigade la retraite d'une partie de la division à laquelle elle appartenait. Il exécuta dans cette occasion tous ses mouvements avec le plus grand ordre quoique l'ennemi le poursuivît vigoureusement, en faisant un grand feu à mitraille. Le 12 mai suivant, pendant le combat de Pacetto, les Russes, attaquant pour la troisième fois le village de ce nom, d'où

ils avaient été repoussés, Compans se détacha d'une position voisine à la tête de 4 à 500 fantassins, et fondit impétueusement sur la droite des ennemis. Ce mouvement ranimant le courage des troupes de la division Gardanne, qui défendaient le poste de Pacetto, perdu et repris à deux fois, elles se précipitèrent de leur côté sur les Russes, et concoururent à les mettre dans une déroute complète. L'adjudant-général Compans se trouva à la bataille de San-Juliano, le 20 juin suivant, et s'y fit remarquer en combattant sur les points où le péril était le plus grand. Vers le soir, l'affaire étant encore indécise, le général Grenier lui confia le commandement d'une partie de sa réserve, avec ordre de culbuter la droite de l'ennemi. Compans exécuta ce mouvement avec autant d'intelligence que d'intrépidité, et contribua essentiellement au succès de cette journée, qui fut brillante pour les armes françaises. Il fut récompensé de ses services par le grade de général de brigade, qu'on lui accorda, le 23 du même mois. En cette qualité, il alla remplir les fonctions de chef de l'état-major du général Grenier, nommé commandant-supérieur des 7e et 8e divisions militaires, et chargé tant de la défense des Alpes depuis Genève jusqu'à la mer, que de la prompte organisation des renforts destinés à l'armée d'Italie. Il accompagna ce même général, qui prit bientôt après le commandement de la Maurienne et de la Tarentaise : la défense de cette dernière province fut confiée immédiatement au général Compans. Les ennemis occupant en avant de la Tuile une position avantageuse qui pouvait leur faciliter l'attaque du petit Saint-Bernard, Compans résolut de les déloger du poste de la Tuile, et le leur enleva l'épée à la main, le 17 août. Il suivit encore le général Grenier, appelé au commandement de la division réunie dans la vallée de Barcelonnette. Cette division s'était déjà mise en mouvement pour pénétrer dans les plaines du Piémont, et avait forcé le poste des barricades, lorsque le général Grenier reçut de Championnet, général en chef de l'armée d'Italie, le commandement de celle des Alpes, qui prit la dénomination d'aile gauche de l'armée

d'Italie. En partant pour ce nouveau poste, Grenier confia au général Compans le commandement de sa division. Compans marcha, le 2 septembre, sur Coni; balaya tous les postes ennemis qu'il rencontra, et prit position en avant de cette ville. Le 20 du même mois, il déboucha de Coni; attaqua vigoureusement les ennemis à Fossano et Savigliano; enleva ces deux places; fit 600 prisonniers, et tua beaucoup d'hommes aux Autrichiens. Les nombreuses incursions que Compans avait faites dans le pays aux environs de Coni lui avaient procuré les moyens d'approvisionner convenablement cette place importante. Le général Muller étant venu prendre le commandement de la division Grenier, Compans eut alors celui d'une brigade d'avant-garde, avec laquelle il campa d'abord à la Madona-del-Ulmo. Il se trouvait établi avec sa brigade à Murazzo, lorsque, le 31 décembre 1799, les généraux autrichiens, Mélas et Kray, fondirent sur lui à la tête d'environ 18,000 hommes. N'ayant à opposer que 5000 hommes à cette troupe ennemie, la brigade de Compans fit cependant une résistance longue et opiniâtre; mais déjà elle avait près de 500 hommes hors de combat, lorsqu'elle se vit forcée à la retraite. Débordée plusieurs fois par l'ennemi, elle eût été infailliblement enveloppée, sans la vigueur, le sang-froid et les bonnes dispositions du général Compans. La supériorité numérique des Autrichiens ayant obligé l'armée française de faire retraite, le 4 novembre, Compans fut désigné pour couvrir ce mouvement avec sa brigade. Il remplit cette mission difficile, en opposant la plus forte résistance aux efforts de l'ennemi, et notamment à l'embranchement des routes qui se dirigent de Genola et de Valdige sur Savigliano. Arrivé en avant de Centello, Compans reçut l'ordre de s'y arrêter, et de résister de nouveau aux Autrichiens. Il parvint à leur disputer le passage d'un pont assez long-temps pour assurer la retraite de la réserve de l'armée et celle de sa brigade : dans cette action, il eut un cheval blessé sous lui. La brigade Compans était campée à Vignolo, lorsqu'elle fut attaquée, le 6 novembre, par des forces ennemies très-supé-

rieures. L'action s'étant engagée, un bataillon français, qui s'était imprudemment avancé, fut chargé par 400 chevaux autrichiens, et mis en déroute. Compans, à la tête de deux escadrons de chaseurs, fond alors sur l'ennemi; le met en désordre; lui fait des prisonniers, et le force même d'abandonner les Français tombés en son pouvoir. Bientôt après, l'armée se sépara pour faire sa retraite par les vallées du Tanaro et de la Stura. La division Richepanse dut exécuter la sienne par cette dernière vallée. Compans, dont la brigade était placée dans la division Richepanse, prit part aux combats de San-Dalmazzo, de Robillante et de Vernante, les 10, 11 et 15 novembre. Ce fut à la résistance que sa brigade opposa aux ennemis, à l'entrée de la vallée, que la division Richepanse dut la conservation de son unique point de retraite. Dans le fort de l'action, un de ses bataillons ayant abandonné trop facilement une position avantageuse, Compans mit pied à terre, et, à la tête de ce même bataillon, alla reprendre la position. Après avoir cantonné à la Briga jusqu'à la chute des neiges, et gardé, sur les montagnes, tous les cols par où l'ennemi pouvait chercher à pénétrer, la brigade Compans fut envoyée dans la rivière de Gènes, sous les ordres du général Victor, et chargée de couvrir les quartiers d'hiver des Français. En 1800, Compans était employé sous les ordres du général Suchet, l'un des lieutenants du premier consul Buonaparte, lorsque l'ennemi sépara par ses manœuvres le corps de Suchet de l'armée commandée par le général en chef Masséna, en s'emparant des positions de Melagno, Settepani et San-Giacomo. Pour rétablir les communications interceptées, Compans attaqua, le 10 avril, d'après les ordres de Suchet, le poste de Melagno, à la tête de 1000 hommes. Après avoir gravi rapidement la montagne et poussé devant lui quelques avant-postes ennemis, il arriva à la tour de Melagno. Les Autrichiens s'avancèrent de leur côté, et à la faveur d'un brouillard très-épais, tombèrent sur les Français, et les sommèrent de mettre bas les armes. Pour toute réponse, Compans ordonne la charge; l'exécute lui-même à la tête

d'un bataillon de grenadiers; poursuit l'ennemi jusque dans ses retranchements; y pénètre en même temps que les Autrichiens; leur fait une centaine de prisonniers, et met le reste dans une telle déroute, que le lendemain plusieurs détachements égarés dans leur fuite vinrent se rendre aux Français. Le 11 du même mois, Compans attaqua avec 800 hommes les retranchements de Settepani, défendus par 1200 Autrichiens. Après un combat opiniâtre, dans lequel sa brigade eut 250 hommes mis hors de combat, il s'empara des retranchements, où il entra un des premiers, et fit 1000 prisonniers. Il concourut au combat de Rouchi-de-Mailla, le 19 du même mois; y marcha à la tête de 1200 hommes; profita habilement de l'accessibilité de son point d'attaque pour devancer les autres colonnes françaises; culbuta l'ennemi et lui fit 400 prisonniers. Chargé, le 20, de l'une des attaques contre San-Giacomo, et de tourner cette position par le côté en vue de Savonne, il marcha à la tête de 1500 hommes, gravit rapidement la montagne, et parvint à s'approcher jusqu'à 200 toises des retranchements. Après avoir reconnu le terrain et choisi le meilleur point d'attaque, il se disposait à commencer l'action, lorsqu'il fut atteint d'une balle qui le mit hors de combat : on le transporta à Draguignan. Vers la fin du mois de juillet, sa blessure étant guérie, il rejoignit l'armée d'Italie, où on l'avait appelé pour remplacer le général Bonami, dont la brigade servait dans la division du général Miollis. Les hostilités avaient alors cessé : et, jusqu'au moment où elles reprirent, Compans s'occupa avec le plus grand zèle de l'instruction de ses troupes. Lorsque la guerre recommença, dans l'hiver de 1800 à 1801, Compans fut placé avec sa brigade dans la division Loison, qui faisait partie de la lieutenance-générale du général Suchet. Il détermina la défaite d'un corps autrichien près de Volta, en faisant à la tête de la 13e demi-brigade d'infanterie légère une charge à la baïonnette, qui fut décisive. Au passage du Mincio par l'armée française, le 25 décembre la brigade Compans força l'ennemi de rentrer dans la tête de pont de Borghetto, et l'y contint : cette brigade eut

beaucoup à souffrir du feu de l'artillerie ennemie. Le lendemain, 26 décembre, la brigade Compans, qui avait passé le Mincio, fut mise à la disposition du général de division Delmas, commandant l'avant-garde de l'armée. Compans prit part à la gloire que les armes françaises s'acquirent dans cette journée, en appuyant et secondant puissamment la brigade du général Lapisse, qui eut à combattre des forces très-considérables. A l'affaire en avant de Parona, la brigade Compans repoussa devant elle et jusque sous les murs de Véronne toutes les forces que l'ennemi lui opposa : dans cette journée, le général Compans dirigea en personne plusieurs charges. Étant passé dans la lieutenance du centre, à l'avant-garde de la même armée, le général Compans prit part à toutes les actions qui eurent lieu jusqu'à la signature de l'armistice, et se distingua particulièrement à Montebello, Villafranca et Spaziano. Il se rendit ensuite à Ferrare, où il commanda pendant quelques jours l'avant-garde de l'armée stationnée dans le Ferrarais. En 1801, 1802, 1803 et 1804, il fut employé comme général de brigade dans la 27e division militaire. Il fut décoré de la croix de commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. Des camps de Boulogne et de Saint-Omer, où il servait au commencement de 1805, il marcha à la grande-armée d'Allemagne, combattit, avec sa valeur accoutumée, à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre, et y fut blessé. Pendant la campagne de 1806, contre les Prussiens, il remplit les fonctions de chef de l'état-major du 4e corps de la grande-armée. Il se trouva à la bataille d'Iéna, le 14 octobre, s'y distingua et y mérita le grade de général de division, auquel il fut promu le 23 novembre suivant. Il obtint, le 11 juillet 1807, la décoration de grand-officier de la Légion-d'Honneur, et fut élevé à la dignité de comte, en 1809. Il continua de servir activement pendant les années 1808, 1809, 1810 et 1811, et fit toutes les campagnes de ce temps sous les ordres de Napoléon Buonaparte. Employé, en 1812, à la grande-armée de Russie, il y servit dans le 1er corps commandé par le maréchal prince d'Eckmulh. A l'attaque faite, le 23 juillet, par les Russes, contre

le pont de Saltractka, près de Mohilow, le général Compans, après avoir concouru à repousser cette attaque, se mit à la tête du 111e régiment d'infanterie de ligne, et poursuivit l'ennemi jusqu'au bois en face de Nowo-Selki : là, il s'arrêta, croyant recevoir devant lui la totalité du corps russe commandé par le prince Bagration. Le général Compans combattit à la bataille de Smolensk, le 17 août, et concourut à la prise de cette place; son attaque fut dirigée sur le faubourg en arrière de Czenizi. Le 5 septembre suivant, la grande-armée française continuant sa marche sur Moscou, la division Compans déboucha par Golowine, et, appuyée par quelques détachements de cavalerie, elle s'avança jusqu'à Alexino, qui fut enlevé le même jour. Il força ensuite l'arrière-garde de l'armée russe d'évacuer le petit bois à droite d'Alexino. Cependant, les Russes faisant un feu très-meurtrier sur les masses françaises avec l'artillerie de leur redoute de Chewarino, Napoléon résolut de faire enlever cette redoute, et confia l'honneur de cette expédition au brave général qui venait de s'emparer d'Alexino. Compans, après avoir placé le 61e régiment d'infanterie de ligne derrière des mamelons garnis d'artillerie, fit canonner la redoute pendant quelques instants, et s'avança ensuite avec une vive résolution. Le combat fut des plus opiniâtres; la redoute, prise et reprise trois fois, resta enfin à la division Compans, qui acheta cette victoire par la perte de 1000 de ses braves (1). Maître de la position de Chewarino, Compans attaqua de nouveau la division du général russe Konowitzin, à laquelle il avait enlevé Alexino, et la força de courir dans le plus grand désordre pour rejoindre le centre de son armée : dans ce combat, qui se prolongea jusqu'à neuf heures du soir, les Russes perdirent beaucoup d'hommes tués, quelques prisonniers et 7 canons. A la bataille de la Mos-

(1) Napoléon, passant, le lendemain de cette affaire, la revue du 61e régiment, qui avait le plus souffert à l'attaque de la redoute de Chewarino, demanda au colonel ce qu'il avait fait d'un de ses bataillons : « Sire, répondit froidement cet officier, il est dans la redoute! »

kowa, gagnée sur l'armée russe, le 7 du même mois, la division Compans marcha d'abord avec celle du général Desaix sur le front de la redoute de gauche des Russes, voisine du bois de Passarewo; et dès six heures et demie du matin, elle se trouva en position devant cette redoute, et y engagea une vive fusillade : la redoute fut enlevée. Le général Compans, qui, dans cette occasion, avait combattu d'une manière très-distinguée, fut blessé. Pendant la désastreuse retraite de Moscou, Compans se trouva à différents combats, et particulièrement à la bataille de Maloïaroslawetz, le 24 octobre. Il y manœuvra avec habileté, et menaça une batterie de la droite de l'armée russe en position à la gauche d'un parc sur le chemin de Czernikowa : les Russes, craignant pour cette batterie, la désarmèrent et se retirèrent vers le centre de leur armée. Il se trouva aussi au combat de Wiazma, le 3 novembre, et parvint à contenir le général russe Miloradowitch qui tentait de faire tourner par sa nombreuse cavalerie les ailes de l'armée française. Pendant la campagne de Saxe, en 1813, le général Compans commanda une des deux divisions du 6e corps de la grande-armée, alors commandé par le maréchal duc de Raguse. Il avait été créé grand'croix de l'ordre de la Réunion, le 3 avril de la même année. A la bataille de Lutzen, le 2 mai, les ennemis marchant pour déborder la droite de l'armée française, en gagnant le chemin de Weissenfelds, le général Compans marcha à la tête de sa division et arrêta tout court le corps du général russe Wintzingerode (1). A la bataille de Bautzen, le 20 mai suivant, le général Compans attaqua vivement la ville de Bautzen; et les voltigeurs de sa division, s'élançant par les rochers qui formaient le pied des retranchements construits du côté du faubourg des Vandales, s'emparèrent de la batterie avancée, escaladèrent les remparts, et entrèrent dans la place.

---

(1) Dans la relation de cette affaire, adressée par Napoléon à l'impératrice-reine, le général Compans est qualifié de *général de bataille du premier mérite*. (*Moniteur* du 9 mai 1813, pag. 501.)

Le général Compans combattit avec valeur à la bataille de Wachau, le 16 octobre, et y fut blessé. Il combattit également avec la plus grande distinction aux batailles de Leipsick, les 16, 17, 18 et 19 octobre, et y reçut de nouvelles blessures. Il fit la campagne de France, en 1814. Ayant eu, le 24 mars, l'ordre de défendre la ville de Sézanne, il jugea convenable de se retirer pour couvrir le matériel considérable qui marchait à la suite de sa division; et ce fut au milieu de grands dangers, auxquels il sut échapper, qu'il parvint à se retirer en arrière de Réveillon. Sa division ayant été attaquée par le général York, se replia dans la direction de Coulommiers. Il fut attaqué à Chailly par un corps prussien qui lui prit 300 hommes, et le rejeta sur Coulommiers; mais, à l'aide d'un renfort de 1000 fuyards que le général Vincent avait rassemblés dans cette ville, il alla prendre position sur les hauteurs de Monsanglaust, après avoir détruit tous les postes du Grand-Morin. Ayant continué sa retraite sur Meaux, où il trouva 1500 hommes d'infanterie et 600 chevaux, il résolut de défendre la Marne; mais, le 22 mars, l'avant-garde prussienne ayant marché sur Meaux, le général Compans, obligé de suivre les mouvements de l'armée, se replia sur Claye. Il y fut renforcé de 3 bataillons de la jeune garde et de 800 chevaux, tant cuirassiers que lanciers polonais. Il continua sa retraite sur Ville-Parisis, puis sur Montsaigle, où il eut, avec les avant-gardes prussiennes, un engagement qui fut à son avantage. Il vint ensuite prendre position, d'abord à Bondi, puis sur la butte de Beauregard, qui touche le village de Belleville. Dans les mesures arrêtées pour la défense de Paris, le général Compans fut désigné pour couvrir, conjointement avec le général Ornano, les Prés-Saint-Gervais et le village de Pantin. Il prit part à la bataille de Paris, le 30 du même mois, et y déploya les travaux et les talents militaires dont il avait déjà donné tant de preuves. Après l'abdication de Napoléon Buonaparte et la restauration du trône des Bourbons, le général Compans fut nommé, le 23 avril, par MONSIEUR, frère du roi et lieutenant-général du royaume, membre de la commission du contentieux de la guerre. Par ordonnance

du 6 mai suivant, S. M. Louis XVIII le nomma membre du conseil de la guerre attaché à sa personne, et le classa dans la section de l'infanterie. On lui assigna, le 17 juin, les 9ᵉ et 10ᵉ divisions militaires, pour y remplir les fonctions d'inspecteur-général de cette arme. Le général Compans fut créé, le même jour, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il obtint la décoration de grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 14 février 1815. Le général Compans reprit du service, sous les ordres de Napoléon Buonaparte, lorsque celui-ci fit une invasion en France, en mars 1815. Il combattit à Waterloo, et y fut fait prisonnier. Il fut renvoyé en France, peu de temps après. S. M. Louis XVIII créa le général Compans pair de France, par ordonnance du 17 août de la même année. Ses lettres-patentes de comte et pair de France furent enregistrées à la cour royale de Paris, le 2 mai 1818. Le comte Compans est membre et l'un des fondateurs de la Société royale pour l'amélioration des prisons, créée en juin 1819. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

CONCHY (Vincent-Marcel, baron de), *lieutenant-général*, entra au service en qualité de sous-lieutenant au 56ᵉ régiment Bourbon infanterie, le 12 janvier 1792. Ce fut en cette qualité qu'il fit la campagne de cette année, ainsi que celle de 1793, pendant laquelle on le vit figurer successivement et à la défense de Lille et au siége de la citadelle d'Anvers. Pendant la même année, il combattit à la bataille de Nerwinde, et à celle de la montagne de Fer, livrée en avant de Louvain, le 22 du même mois. Rentré en France avec l'armée, il se trouva aux affaires qui eurent lieu près de Valenciennes, les 8 et 9 mai 1793. Vers la fin du même mois, le général en chef Custine, qui l'avait remarqué dans plusieurs occasions, le nomma adjoint aux adjudants-généraux. Dans le cours de la même campagne, il se distingua particulièrement au combat d'Orchies. Ayant passé ensuite à l'état-major particulier du général Pichegru, il se trouva aux combats de Mecron, de Courtray, ensuite au siége d'Ypres, puis à la bataille de Rousselier

et à l'affaire d'Oghelède. Enfin, au défaut d'officiers du génie, on jeta les yeux sur lui pour diriger les travaux d'un front d'attaque au siége de Bois-le-Duc, et il s'acquitta de cette fonction de manière à la conserver jusqu'à l'arrivée du général Dejean. Aussitôt que les fleuves furent suffisamment gelés pour qu'on en pût tenter le passage, l'armée du Nord marcha à la conquête de la Hollande. En cette occasion, il fut chargé, à la tête de 3 compagnies de grenadiers, d'essayer le passage de la Meuse, et d'attaquer le régiment de Hohenlohe, qui défendait l'île de Bomelle. Il exécuta ce mouvement avec une rare intrépidité; força ce régiment à quitter sa position; enleva la ville de Bomelle, où il prit 2 pièces de canon, et une partie de la garnison, qui se détermina enfin à effectuer sa retraite sur le Wahal. Il poursuivit cette troupe l'épée dans les reins; la culbuta de l'autre côté du Wahal, et lui enleva une batterie de 12 pièces d'artillerie tout attelées. Ce fut à la suite de ces diverses affaires que, le 3 avril 1796, il fut nommé lieutenant à la 37ᵉ demi-brigade, et, le 5 mars 1797, promu au grade d'adjudant-major dans la 54ᵉ. Peu de temps après, il devint aide-de-camp du général de division Boudet, sous les ordres duquel il fit la campagne du nord de la Hollande. Il se trouva à toutes les affaires de cette campagne, particulièrement à la bataille de Castricum, où il se distingua, et fut nommé chef de bataillon sur le champ de bataille, le 6 octobre 1799. Rentré en France à cette époque, il fut chargé de plusieurs missions importantes, relatives à la pacification de la Vendée et aux affaires d'Italie. A son retour, il devint aide-de-camp du général de division Dupont, alors chef d'état-major-général de l'armée de réserve. Il se trouva aux différentes batailles qui furent livrées à cette époque, et se distingua particulièrement à celle de Marengo. Il fit à la même armée la campagne de 1801, se trouva au passage du Mincio, effectué par l'aile droite de l'armée d'Italie commandée par le général Dupont, en présence de toute l'armée autrichienne. Lors de la paix, il rentra en France, avec son général, et fut décoré, comme tous les braves de cette époque qui s'étaient fait remar-

quer, de la croix de la Légion-d'Honneur, à la création de l'ordre. La guerre s'étant rallumée entre la France et l'Autriche, il fit les campagnes de 1805 et 1806; se trouva au combat de Haslach, près Ulm, où le général Dupont, avec 5000 hommes, soutint victorieusement les efforts d'un corps d'armée autrichien de 30,000. Il prit également part à l'importante affaire de Diersten. A l'issue de cette dernière campagne, il fut fait major du 56e régiment d'infanterie; puis, le 31 mars 1809, colonel en second, pour commander la 16e demi-brigade qu'il organisa, et avec laquelle il se rendit à la grande-armée d'Allemagne. Rentré en France, au mois de janvier 1810, il reçut l'ordre d'aller prendre en Espagne le commandement du 25e régiment d'infanterie légère au 6e corps d'armée commandé par le maréchal Ney; fit avec son régiment le siége de Rodrigo, à la suite duquel il fut créé officier de la Légion-d'Honneur; puis celui d'Alméida; passa ensuite en Portugal, sous les ordres du maréchal Masséna; et, lors de la retraite de l'armée de ce maréchal, forma l'arrière-garde avec son régiment. Dans cette retraite, il eut à soutenir plusieurs combats très-vifs, entre autres ceux de Redinha, de Sainte-Crux, de Four et de Haronzo. Le maréchal Ney, souvent témoin de la résistance opiniâtre de son régiment, pendant les 31 jours que dura la retraite, lui donna plusieurs fois des éloges et des marques toutes particulières de confiance. Enfin, pendant le reste de la campagne d'Espagne, son régiment fut celui de tous qui se trouva le plus souvent avec l'ennemi. On remarque que, dans la seule journée du 22 juillet 1812, il perdit plus de 300 hommes. Son régiment eût été complétement anéanti, sans le sang-froid imperturbable et la présence d'esprit avec lesquels il sut résister aux efforts de l'ennemi, et profiter de tous les avantages que lui offrait le terrain. Nommé, en récompense de cette conduite, général de brigade, le 8 février 1813, il reçut l'ordre de prendre le commandement des troupes qui occupaient la province de Guipuscoa, et fut chargé de faire une guerre active aux partisans espagnols. Par une suite d'attaques bien dirigées, il était parvenu à les expul-

ser de la province, quand la défaite de Vittoria força l'armée d'évacuer la péninsule. Il ramena son corps, sans être entamé, sur les bords de la Bidassoa, et reçut peu de temps après l'ordre de se rendre à Paris. A son arrivée, il fut envoyé au corps d'observation d'Italie, commandé par le prince Eugène. Dès le 27 novembre, sa brigade eut des succès signalés : quelques jours après, une colonne de 3000 hommes d'infanterie et de 400 chevaux fit un mouvement pour lui couper toute communication avec le prince. A cette vue, le général de Conchy, sans s'inquiéter de sa grande infériorité de forces, marcha avec impétuosité à la rencontre de l'ennemi, et en peu de temps le culbuta sur tous les points ; le força à repasser précipitamment l'Adige dans un désordre complet, après lui avoir tué 400 hommes et fait plus de 800 prisonniers. Il reçut à cette occasion des éloges flatteurs de la bouche du prince Eugène, et fut par lui créé baron et décoré de la Couronne de Fer, le même jour. Le 24 janvier suivant, ayant été chargé par le vice-roi de couvrir la droite de l'armée à l'embranchement de l'Adige et du Castagnero, il eut à soutenir dans cette position difficile une double attaque. Mais, ayant prévenu et chargé l'ennemi à propos, il le força à la retraite, après lui avoir fait éprouver une perte considérable ; et, après cette lutte opiniâtre, il resta maître des hauteurs qui assuraient la position de l'armée. Le 10 février, il eut une affaire très-vive avec un corps autrichien de 6000 hommes, qu'il força encore de repasser l'Adige. Telle était la position de l'armée française en Italie, quand elle reçut la nouvelle des événements qui venaient de se passer en France. D'après cette nouvelle, il fut conclu un traité entre l'armée française et l'armée autrichienne, pour l'évacuation du territoire italien. Ces événements ayant ramené le général de Conchy en France, le roi lui donna le commandement d'une des brigades de la garnison de Paris, et en même temps le créa chevalier de St.-Louis et commandeur de la Légion-d'Honneur. Il resta dans son commandement jusqu'au 20 mars 1815 ; il se retira alors du service, et refusa avec persévérance toute espèce de fonction jusqu'au second retour du

roi. Il fut nommé inspecteur-général d'infanterie, et en exerça les fonctions jusqu'au 25 avril 1821, époque à laquelle ses longs services, sa conduite au 20 mars, et sa capacité reconnue, lui méritèrent en même temps sa nomination au grade de lieutenant-général, et à une direction importante au ministère de la guerre, direction qu'il a conservée jusqu'à la fin de la même année 1821. (*Moniteur, documents officiels.*)

CONCINO-CONCINI, *marquis d'Ancre, maréchal de France*, gentilhomme florentin, vint en France avec la reine Marie de Médicis, en 1600. Ayant été naturalisé Français par lettres du mois de juillet 1601, il porta le nom de Concini et fut nommé écuyer de la reine. Il acheta, au mois de mai 1610, de la maison d'Humières, le marquisat d'Ancre, dont il prit le nom. Il acquit aussi, du duc de Bouillon, la charge de premier gentilhomme de la chambre du roi. Le crédit que Léonore Galigaï, sa femme (1), avait auprès de la reine, valut à Concini la plus haute faveur à la cour. Ce fut surtout après la mort de Henri IV, assassiné le 14 mai 1610, qu'il donna l'essor à son ambition. Nommé premier ministre, le 15 du même mois, il conserva cette charge jusqu'à sa mort. La reine régente le fit conseiller-d'état, le 26 juillet suivant : elle lui donna la lieutenance-générale au pays de Santerre et le gouvernement particulier des villes de Péronne, Montdidier et Roye, qui formaient cette lieutenance-générale, par provisions données, à Paris, le 18 septembre. Il prêta serment, pour ces dernières charges, le 23 du même mois; et l'enregistrement de ses provisions eut lieu, au parlement de Paris, le 18 novembre. Il obtint encore la lieutenance-générale au gouvernement de Picardie, par provisions données, à Paris, le 9 février 1611, registrées au parlement de Paris, le 21; et le gouvernement des ville et citadelle d'Amiens, à la mort du sieur de Tregny, le 1er juillet. Tant de faveurs répandues

(1) Elle était favorite de la reine : et Concini l'avait épousée, en 1604, depuis son arrivée en France.

sur un étranger, alarmèrent les principaux seigneurs du royaume, qui se liguèrent contre Concini. Il fut exilé dans son gouvernement d'Amiens, au mois de février 1613; mais il reparut bientôt après à la cour, revêtu de la charge de maréchal de France, vacante par la mort du maréchal de Fervacques, et qui lui fut accordée par état donné à Fontainebleau, le 18 novembre de la même année (1). Il prêta serment au roi, le 19 janvier 1614, et fit enregistrer son état à la connétablie, le 27 du même mois. En 1615, les mécontents du royaume, à la tête desquels se trouvaient les princes, ayant fait des démonstrations hostiles, et publié un manifeste contre la cour, Concini fut nommé général de l'armée de Picardie, par pouvoir du 14 août 1615. Il leva en Normandie, par ordonnance du 16, un régiment d'infanterie qu'il composa des vieilles bandes répandues dans cette province, et de quelques nouvelles levées (2). A la tête d'une armée composée de 9,500 hommes d'infanterie, 700 chevaux, 200 Irlandais et 300 Liégeois, il bloqua Corbie par deux forts qu'il fit construire auprès de cette place, et dans lesquels il logea son infanterie étrangère, et quelques compagnies de cavalerie, qui arrêtèrent les courses de la garnison. Les troupes que le prince de Condé avait laissées dans Clermont en Beauvaisis incommodant la Picardie et les provinces voisines, pour la levée des tailles, le maréchal d'Ancre marcha contre ces troupes et força la ville et le château de se rendre, le 19 octobre. On conclut une trêve avec le prince de Condé, à Fontenay-le-Comte, le 20 janvier 1616; et le roi, par son ordonnance du 23, donnée à Châtelleraut, accorda une suspension d'armes: la paix fut faite le 3 mai suivant. Le maréchal d'Ancre s'étant démis de la lieutenance-générale de Picardie, et du

(1) Le Père Daniel dans son *Histoire de France*, tom. XIII, pag. 65, et l'historien des *Grands-Officiers de la Couronne*, tom. VII, pag. 396, donnent par erreur à cette promotion la date du mois de février 1614.

(2) Ce régiment a d'abord porté le nom du maréchal d'Ancre, puis celui de son fils, en faveur duquel il s'en démit.

gouvernement de la ville et du château d'Amiens, on le pourvut, en échange, de la lieutenance-générale, au gouvernement de Normandie, et des gouvernements particuliers des ville et château de Caen et du Pont-de-l'Arche, par provisions du 23 juin. On y joignit, le 24 du même mois, la survivance de la lieutenance-générale et des gouvernements pour son fils; et, quelques mois après, le gouvernement de Quillebeuf. Il se démit, au mois de novembre, en faveur de Bernard Potier de Blerencourt, de la lieutenance-générale du pays de Santerre, et des gouvernements de Péronne, Montdidier et Roye. Le prince de Condé ayant été arrêté le 1[er] septembre 1616, la populace parisienne excitée par les plaintes et par les larmes de la duchesse douairière de Condé, s'ameuta devant l'hôtel de Concini, en enfonça les portes, brisa les fenêtres et pilla les meubles les plus précieux. La faveur dont Concini avait joui était alors un peu diminuée; mais le maréchal reprit bientôt un grand ascendant à la cour, où il s'empara de nouveau de toute l'autorité. Il leva, en vertu d'une ordonnance donnée à Paris, le 1[er] février 1617, un régiment d'infanterie, et un de 500 chevaux liégeois: ces 2 régiments furent licenciés après sa mort. Louis XIII ayant ordonné l'arrestation du maréchal d'Ancre, Vitré, capitaine des gardes, l'aborda, le 24 avril, au moment où il entrait au Louvre pour assister au conseil du roi, et lui demanda son épée. Concini, surpris de cet ordre, fit un mouvement comme pour se mettre en défense, mais il reçut, dans l'instant, trois coups de pistolet, qui le firent tomber mort (1). Ainsi périt cet étranger qui, comblé de

---

(1) Quand on apprit à Louis XIII la mort du maréchal d'Ancre, ce prince se montra aux fenêtres du Louvres, et dit, en s'adressant à ceux qui l'avaient défait de son ministre: « Grand merci à vous; à cette heure, je suis roi. » Ce monarque se rappelait sans doute alors que Concini, ne gardant aucune mesure avec lui, avait précédemment osé s'assurer de sa personne, lui défendre de sortir de Paris, et travailler à ne lui laisser que le vain titre de roi. Jouant un jour au billard avec Louis XIII, Concini mit son chapeau sur sa tête, et dit insolemment au prince: « Sire, » votre majesté me permettra bien de me couvrir. »

richesses et décoré des titres les plus flatteurs, avait osé gouverner une nation sans la connaître, et prétendre aux honneurs militaires, et aux récompenses de la valeur, sans avoir tiré l'épée. Son corps fut enterré secrètement le soir, dans l'église de St.-Germain-l'Auxerrois; mais le lieu de cette sépulture ayant été découvert, le peuple s'y attroupa, exhuma le cadavre, le traîna dans les rues et les places publiques, et finit par le pendre et le démembrer. Par arrêt du 8 juillet (1), la mémoire de Concini fut flétrie à perpétuité; ses biens furent confisqués, et son fils fut déclaré ignoble et incapable de posséder aucunes charges et dignités (2). (*Chronologie militaire, tom. II, page 402; Mémoires de Sully, le Père Daniel, histoire de la Mère et du Fils, Mémoires de la régence de Marie de Médicis. Mercure français, Histoire de Louis XIII, par Levassor, Moréri,*

---

(1) Par le même arrêt, Léonore Dori, dite Galigaï, maréchale d'Ancre, fut déclarée coupable de lèse-majesté divine et humaine, et, comme telle, condamnée à être décapitée en place de Grève, puis son corps brûlé et ses cendres jetées au vent. Après avoir donné quelques instants aux larmes et à la douleur, la maréchale s'arma d'une fermeté qui ne se démentit plus. Conduite au supplice dès le même jour, elle en vit les préparatifs sans témoigner le moindre effroi : « Intrépide, mais modeste, » dit Anquetil (*tom. VI, pag.* 393), elle mourut sans bravades et sans » frayeur. »

(2) La plupart des historiens du temps ont peint Concini comme ayant un caractère atroce et capable des plus grandes scélératesses; mais, dit Anquetil, (*Histoire de France, tom. VI, pag.* 390 *et* 391), ces historiens étaient vendus au nouveau gouvernement, ou entraînés par les préjugés qu'on a toujours contre les malheureux. Les mémoires de la régence de Marie de Médicis et Bassompierre disculpent Concini d'une partie des torts qu'on lui imputa, et disent : « que le maréchal était un » galant homme, d'un bon jugement, d'un cœur généreux, libéral jus» qu'à la profusion, de bonne compagnie, d'un accès facile, beau cava» lier, adroit à tous les exercices, jouant beaucoup, mais noblement, » enfin d'un esprit solide et enjoué. » Dans les stances faites par Malherbe sur la chute du maréchal d'Ancre, on trouve les deux vers suivants :

« Va-t-en à la malheure, excrément de la terre,
» Monstre, qui, dans la paix, fais les maux de la guerre. »

Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, **Bauclas**, *Histoire de France, par Anquetil, tom. VI; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. V, pag.* 16; *Biographie universelle ancienne et moderne, tom. II, p.* 103.)

de CONDÉ, *voyez* de Bourbon.

de CONÉGLIANO, *voyez* Jeannot de Moncey.

de CONFLANS (Eustache), deuxième du nom, surnommé *la grande barbe, vicomte d'Oulchy, maréchal-de-camp*, **issu de la branche des vicomtes d'Oulchy, seigneurs d'Armentières, fut député de la noblesse des bailliages du Vermandois, aux états de Blois, en 1588. On le reçut chevalier des Ordres du roi, le 5 janvier 1597. Il avait été capitaine de cent hommes d'armes, gouverneur de Saint-Quentin, ambassadeur extraordinaire en Flandre vers les archiducs, et chevalier d'honneur de la reine Marie de Médicis, lorsqu'on le créa maréchal-de-camp par brevet du 24 juillet 1622. Il fut employé en Champagne sous le duc de Nevers, et mourut le 19 juin 1628.** (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 80; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI, pag.* 147 (1).

de CONFLANS (Louis), *marquis d'Armentières, maréchal de France*, **issu de la branche des seigneurs de Saint-Rémy et d'Ennancourt, naquit le 27 février 1711. Il fut pourvu, en 1717, de la charge de premier gentilhomme de la chambre de M. le duc d'Orléans, régent; mais, à cause de sa trop grande jeunesse, cette charge fut successivement exercée, en son nom, par deux de ses oncles. Il entra aux mousquetaires, en 1726, et obtint le régiment d'infanterie d'Anjou, par commission du 16 septembre 1727. Il passa**

---

(1) L'historien des Grands-Officiers de la Couronne le qualifie mal à propos de lieutenant-général des armées du roi. La Chesnaye-des-Bois a commis la même erreur dans son Dictionnaire de la noblesse (*t. III, pag.* 214).

en Italie avec son régiment, au mois d'octobre 1733, et le commanda aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, la même année; à ceux de Novarre et du fort d'Orrono, de Tortone et de son château; à la bataille de Parme; et à celle de Guastalla, où il reçut une blessure, en 1734. Il obtint, par brevet du 18 octobre de cette dernière année, le grade de brigadier, et des lettres de service, du même jour. Il concourut, en 1735, à la prise du château de Gonzague; à celle de Reggiolo et de Révéré; et rentra en France, avec son régiment, au mois de septembre 1736. Employé, par lettres du 20 juillet 1741, dans l'armée auxiliaire envoyée à l'électeur de Bavière, il partit, le 21 août, avec la 4e division; marcha d'abord en Autriche, et de là en Bohême, où il se trouva à la prise de Prague. Il passa l'hiver aux environs de cette ville, et se trouva à la fameuse retraite que fit l'armée française, en 1742. Dans cette même année, le marquis d'Armentières, joint au comte d'Harcourt, s'était emparé de la ville de Plan et avait forcé la garnison de se rendre prisonnière de guerre. Il avait fait la plus belle défense dans la ville de Leulmeritz, et ne s'était rendu qu'à la dernière extrémité, et après avoir obtenu les honneurs de la guerre (1). Il rentra en France, au mois de février 1743; fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 du même mois, et se démit du régiment d'Anjou. Employé à l'armée de la Haute-Alsace, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er août 1743, il contribua à la défaite des ennemis à Rhinwillers. Il servit ensuite à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Saxe, par lettres du 1er avril 1744; couvrit les siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, et finit la campagne au camp de Courtray. Employé à l'armée du Roi, par lettres du 1er avril 1745, il concourut au siége des ville et citadelle de Tournay, et fut un des maréchaux-de-camp qui restèrent dans la tranchée devant Tournay pendant la bataille de Fontenoy. Détaché, le 5 juillet, avec 1000 grenadiers, 1000 fusiliers, 1000 cavaliers, et les régiments de

(1) Gazette de France des 6 octobre et 29 décembre 1742.

Linden et de Grassin, il chassa les ennemis des postes qu'ils occupaient entre Vaubec et Grammont; se porta jusqu'à Owerbalaere, et donna avis au roi que les ennemis rompaient leurs ponts sur la Dendre, et se retranchaient sur la Marque. Le 6 du même mois, commandant 40 compagnies de grenadiers, 40 piquets et 1000 chevaux, il poussa devant lui un détachement considérable des ennemis; parvint à la barrière de leur camp, et y demeura malgré le feu le plus vif, jusqu'à ce que l'armée du Roi fût arrivée au camp de la Chartreuse. Il servit ensuite, sous les ordres du comte de Lowendal, aux siéges et à la prise d'Ostende et de Nieuport, et monta la tranchée devant cette dernière place, le 2 septembre. Ayant rejoint la grande-armée, il en fut détaché, sous les ordres du comte de Clermont-Gallerande, pour servir au siége d'Ath, où il monta la tranchée, le 7 octobre. Après la prise de cette ville, le roi lui en ayant donné le commandement, il y commanda, pendant l'hiver, sous les ordres du maréchal de Saxe, par lettres du 1er novembre. Il commanda aussi un corps de troupes entre Bruxelles et Louvain, pendant le siége de cette première ville, au mois de février 1746. Employé à l'armée du Roi, par lettres du 1er mai suivant, il attaqua, le 14 juin, à Kerkem, un corps de hussards et de pandours qu'il mit en désordre, en tua une centaine et fit 20 prisonniers. Il s'empara de Leau, le 6 juillet, et se distingua particulièrement à l'arrière-garde de l'armée, lors de sa marche du camp des Cinq-Étoiles à celui de Thyne, le 19 août. Les dispositions prises en cette occasion, par le comte de Lowendal et le marquis d'Armentières, furent si bien secondées, que les ennemis essuyèrent une perte de plus de 2000 hommes. Le marquis d'Armentières demeura ensuite sous les ordres du maréchal de Saxe, qui couvrit le siége de Namur. Il combattit à Raucoux, et apporta au roi la nouvelle de la victoire remportée par l'armée française sur celle des alliés. Créé lieutenant-général, par pouvoir du 14 octobre, il commanda pendant l'hiver à Ath, par ordre du 1er novembre. Employé à l'armée du Roi, par lettres du 1er mai 1747, il combattit, le 2 juillet, à Lawfeld, et retourna ensuite commander à Ath, par lettres du

1er novembre. Envoyé à l'armée des Pays-Bas, par lettres du 15 avril 1748, il servit au siége de Maestricht, où il monta la tranchée, le 27 avril. Après la prise de cette place, il retourna à Ath, où il demeura jusqu'au 23 février 1749, époque à laquelle cette place fut remise à l'impératrice. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1753, il fut reçu le 2 février. Il assista au lit de justice, tenu à Versailles, le 21 août 1756. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se rendit à Dusseldorff, le 25 avril, et marcha avec l'armée jusqu'à Bielfeld, où elle arriva le 16 juin. Le marquis d'Armentières, commandant un corps de réserve, se porta, le 7 juillet, sur les hauteurs de Beverungen, avec 25 compagnies de grenadiers et 400 carabiniers. Il chassa de Lemford 200 hommes d'infanterie et 400 chevaux hanovriens. Il marcha, le 8, à Blankenau; y fit faire deux ponts sur le Weser, qu'il passa, le même jour, à midi, avec 15 compagnies de grenadiers, et s'empara du château de Furstemberg. Il conduisit son corps jusqu'à Boffthen; et, lorsque l'armée eut passé le Weser, il continua de marcher en avant avec 14 compagnies de grenadiers. Il enleva la ville d'Hyen, et combattit avec la plus grande distinction à Hastembeck. Après la capitulation de Clostersevern, l'armée marcha à Halberstadt. Le marquis d'Armentières en fut détaché, au mois d'octobre, avec 4 bataillons et 16 escadrons, pour tirer des contributions du pays de Quedlinbourg. Il passa l'hiver à Zell, qu'on évacua le 26 février 1758, et combattit à Crewelt, le 23 juin. Commandant avec M. de Poyanne les grenadiers de France, ainsi que les grenadiers royaux et les troupes légères, il attaqua, le 15 juillet, au camp de Frowilliers, l'arrière-garde des ennemis, à laquelle on prit une pièce de canon : on tua à cette arrière-garde 200 hommes, et on lui fit 100 prisonniers. Il continua de commander un corps séparé, qui suivit l'armée à mesure qu'elle avança sur la Lippe, et couvrit avec ce corps la route que tinrent M. de Chevert et le duc de Fitz-James, pour rejoindre l'armée après la bataille de Lutzelberg. Détaché, le 24 octobre, avec les grenadiers de France, 4 bataillons de grenadiers royaux, la brigade de Champagne,

celles du roi et de Bourgogne cavalerie, les hussards de Turpin, 8 pièces de canon et 2 obusiers, il marcha sur Restenfort. A son approche, le général russe, Kilmanseck, qui avait sous ses ordres un corps d'infanterie et de cavalerie, repassa la Verse, coupa ses ponts, et dirigea sa marche sur Munster. Le 25 du même mois, le marquis d'Armentières ayant été joint par le marquis de Poyanne, marcha en avant, obligea le général Kilmanseck de rentrer dans Munster et de s'y renfermer, après avoir coupé ses ponts. Le marquis d'Armentières fut employé pendant l'hiver, et commanda l'armée en l'absence du maréchal de Contades. En 1759, il commanda un corps séparé sur le Bas-Rhin; obligea les ennemis d'abandonner le pays, et occupa les rives de la Roer et de la Basse-Lippe. Il rassembla, au mois de juin, toutes les troupes qui étaient à ses ordres près de Wesel, et se mit en état de passer le Rhin au premier ordre du maréchal de Contades. Il marcha d'abord sur Dorstein, puis sur Schemberg, d'où il ne cessa d'inquiéter les ennemis par les fréquents détachements de volontaires qu'il envoyait de tous côtés. Il se dirigea, le 5 juillet, sur Borken; enleva, le 7, un magasin de grains à Coesfeld; se rendit, le 8, à Nottelen, et investit, le 9, la ville de Munster. Chargé de faire le siége de cette place, et voulant donner aux ingénieurs la facilité de s'approcher et de sonder la profondeur des eaux du fossé, afin de profiter des circonstances, si elles se présentaient heureuses, il fit faire, dans la nuit du 11 au 12, cinq attaques, dont trois fausses et deux vraies : elles furent toutes exécutées avec la plus grande bravoure; mais la défense des ennemis fut tellement vigoureuse, que les espérances conçues par le marquis d'Armentières ne purent être réalisées. Il fit ouvrir la tranchée, le 19, devant la ville, et, le 21, devant la citadelle. La garnison de la ville, qui craignit d'être forcée l'épée à la main, se retira, le 22, dans la citadelle. Pendant le siége de cette dernière, le marquis d'Armentières fit enlever tous les magasins de fourrages et d'avoine que les ennemis avaient laissés sur le bas Ems et dans l'évêché de Munster. La citadelle capitula le 25; et son gouverneur, le baron de Zastrow, lieutenant-géné-

ral, ainsi que 3490 hommes qui composaient la garnison de cette place, se rendirent prisonniers de guerre. Le marquis d'Armentières cantonna ensuite les troupes qui étaient sous ses ordres aux environs de Warbourg. Après la bataille de Minden, il se rapprocha de Cassel, et marcha à Wolfaghen pour faciliter la retraite de l'armée; mais, ayant été suivi dans sa marche par le prince de Holstein-Gottorp, il se replia dans le plus grand ordre, le 17 août, sur Frizlar, d'où il alla s'emparer de tous les défilés des environs de Marbourg. Il partit, le 27, pour se rendre sur le Bas-Rhin, et y prendre le commandement des troupes qui s'y trouvaient et de celles qui devaient s'y rendre de France. Ayant appris en chemin que les ennemis avaient ouvert la tranchée devant Munster, dans la nuit du 26 au 27, il rassembla toutes les troupes qui se trouvèrent en état de marcher; passa le Rhin, le 4 septembre, sur le pont de Wesel; et, après plusieurs marches forcées, arriva, le 6, à portée de Munster, dont les ennemis levèrent le siége avec tant de promptitude que le marquis d'Armentières ne put les joindre. Il entra dans la place, et prit sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour l'approvisionner et réparer les ouvrages que les ennemis avaient endommagés. Après avoir renforcé la garnison, il se mit en marche, le 11, pour aller sur le Rhin attendre la cavalerie qui venait de France. Les ennemis s'étant de nouveau rapprochés de Munster, le marquis d'Armentières rassembla toute l'infanterie et la cavalerie qui étaient sous ses ordres; marcha, le 21, à Dorstein; le 22, à Recklingausen; fit attaquer Luynen, qu'on emporta; y campa, le 24, et envoya des détachements de troupes légères jusqu'aux environs de Soest. On fit partir de Wesel, le 28, un convoi considérable de vivres et munitions de toute espèce destinés pour Munster, et sous une escorte commandée par le marquis Dauvet. Le général ennemi Imhoff ayant fait marcher un corps de troupes pour attaquer ce convoi, le marquis d'Armentières fit partir le vicomte d'Escars pour renforcer le marquis Dauvet; et, s'y étant porté lui-même, il fit attaquer les premières troupes des ennemis, et les obligea de se retirer: le convoi entra dans Munster, le 2 octobre. Le

celles du roi et de Bourgogne cavalerie, les hussards de Turpin, 8 pièces de canon et 2 obusiers, il marcha sur Restenfort. A son approche, le général russe, Kilmanseck, qui avait sous ses ordres un corps d'infanterie et de cavalerie, repassa la Verse, coupa ses ponts, et dirigea sa marche sur Munster. Le 25 du même mois, le marquis d'Armentières ayant été joint par le marquis de Poyanne, marcha en avant, obligea le général Kilmanseck de rentrer dans Munster et de s'y renfermer, après avoir coupé ses ponts. Le marquis d'Armentières fut employé pendant l'hiver, et commanda l'armée en l'absence du maréchal de Contades. En 1759, il commanda un corps séparé sur le Bas-Rhin; obligea les ennemis d'abandonner le pays, et occupa les rives de la Roer et de la Basse-Lippe. Il rassembla, au mois de juin, toutes les troupes qui étaient à ses ordres près de Wesel, et se mit en état de passer le Rhin au premier ordre du maréchal de Contades. Il marcha d'abord sur Dorstein, puis sur Schemberg, d'où il ne cessa d'inquiéter les ennemis par les fréquents détachements de volontaires qu'il envoyait de tous côtés. Il se dirigea, le 5 juillet, sur Borken; enleva, le 7, un magasin de grains à Coesfeld; se rendit, le 8, à Nottelen, et investit, le 9, la ville de Munster. Chargé de faire le siége de cette place, et voulant donner aux ingénieurs la facilité de s'approcher et de sonder la profondeur des eaux du fossé, afin de profiter des circonstances, si elles se présentaient heureuses, il fit faire, dans la nuit du 11 au 12, cinq attaques, dont trois fausses et deux vraies : elles furent toutes exécutées avec la plus grande bravoure; mais la défense des ennemis fut tellement vigoureuse, que les espérances conçues par le marquis d'Armentières ne purent être réalisées. Il fit ouvrir la tranchée, le 19, devant la ville, et, le 21, devant la citadelle. La garnison de la ville, qui craignit d'être forcée l'épée à la main, se retira, le 22, dans la citadelle. Pendant le siége de cette dernière, le marquis d'Armentières fit enlever tous les magasins de fourrages et d'avoine que les ennemis avaient laissés sur le bas Ems et dans l'évêché de Munster. La citadelle capitula le 25; et son gouverneur, le baron de Zastrow, lieutenant-géné-

ral, ainsi que 3490 hommes qui composaient la garnison de cette place, se rendirent prisonniers de guerre. Le marquis d'Armentières cantonna ensuite les troupes qui étaient sous ses ordres aux environs de Warbourg. Après la bataille de Minden, il se rapprocha de Cassel, et marcha à Wolfaghen pour faciliter la retraite de l'armée; mais, ayant été suivi dans sa marche par le prince de Holstein-Gottorp, il se replia dans le plus grand ordre, le 17 août, sur Frizlar, d'où il alla s'emparer de tous les défilés des environs de Marbourg. Il partit, le 27, pour se rendre sur le Bas-Rhin, et y prendre le commandement des troupes qui s'y trouvaient et de celles qui devaient s'y rendre de France. Ayant appris en chemin que les ennemis avaient ouvert la tranchée devant Munster, dans la nuit du 26 au 27, il rassembla toutes les troupes qui se trouvèrent en état de marcher; passa le Rhin, le 4 septembre, sur le pont de Wesel; et, après plusieurs marches forcées, arriva, le 6, à portée de Munster, dont les ennemis levèrent le siége avec tant de promptitude que le marquis d'Armentières ne put les joindre. Il entra dans la place, et prit sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour l'approvisionner et réparer les ouvrages que les ennemis avaient endommagés. Après avoir renforcé la garnison, il se mit en marche, le 11, pour aller sur le Rhin attendre la cavalerie qui venait de France. Les ennemis s'étant de nouveau rapprochés de Munster, le marquis d'Armentières rassembla toute l'infanterie et la cavalerie qui étaient sous ses ordres; marcha, le 21, à Dorstein; le 22, à Recklingausen; fit attaquer Luynen, qu'on emporta; y campa, le 24, et envoya des détachements de troupes légères jusqu'aux environs de Soest. On fit partir de Wesel, le 28, un convoi considérable de vivres et munitions de toute espèce destinés pour Munster, et sous une escorte commandée par le marquis Dauvet. Le général ennemi Imhoff ayant fait marcher un corps de troupes pour attaquer ce convoi, le marquis d'Armentières fit partir le vicomte d'Escars pour renforcer le marquis Dauvet; et, s'y étant porté lui-même, il fit attaquer les premières troupes des ennemis, et les obligea de se retirer: le convoi entra dans Munster, le 2 octobre. Le

celles du roi et de Bourgogne cavalerie, les hussards de Turpin, 8 pièces de canon et 2 obusiers, il marcha sur Restenfort. A son approche, le général russe, Kilmanseck, qui avait sous ses ordres un corps d'infanterie et de cavalerie, repassa la Verse, coupa ses ponts, et dirigea sa marche sur Munster. Le 25 du même mois, le marquis d'Armentières ayant été joint par le marquis de Poyanne, marcha en avant, obligea le général Kilmanseck de rentrer dans Munster et de s'y renfermer, après avoir coupé ses ponts. Le marquis d'Armentières fut employé pendant l'hiver, et commanda l'armée en l'absence du maréchal de Contades. En 1759, il commanda un corps séparé sur le Bas-Rhin; obligea les ennemis d'abandonner le pays, et occupa les rives de la Roer et de la Basse-Lippe. Il rassembla, au mois de juin, toutes les troupes qui étaient à ses ordres près de Wesel, et se mit en état de passer le Rhin au premier ordre du maréchal de Contades. Il marcha d'abord sur Dorstein, puis sur Schemberg, d'où il ne cessa d'inquiéter les ennemis par les fréquents détachements de volontaires qu'il envoyait de tous côtés. Il se dirigea, le 5 juillet, sur Borken; enleva, le 7, un magasin de grains à Coesfeld; se rendit, le 8, à Nottelen, et investit, le 9, la ville de Munster. Chargé de faire le siége de cette place, et voulant donner aux ingénieurs la facilité de s'approcher et de sonder la profondeur des eaux du fossé, afin de profiter des circonstances, si elles se présentaient heureuses, il fit faire, dans la nuit du 11 au 12, cinq attaques, dont trois fausses et deux vraies : elles furent toutes exécutées avec la plus grande bravoure; mais la défense des ennemis fut tellement vigoureuse, que les espérances conçues par le marquis d'Armentières ne purent être réalisées. Il fit ouvrir la tranchée, le 19, devant la ville, et, le 21, devant la citadelle. La garnison de la ville, qui craignit d'être forcée l'épée à la main, se retira, le 22, dans la citadelle. Pendant le siége de cette dernière, le marquis d'Armentières fit enlever tous les magasins de fourrages et d'avoine que les ennemis avaient laissés sur le bas Ems et dans l'évêché de Munster. La citadelle capitula le 25; et son gouverneur, le baron de Zastrow, lieutenant-géné-

[illegible] de Bourgogne [illegible], les hussards de l'Empire. Il [illegible] et [illegible]. Il marcha sur [illegible]. A son approche, le général [illegible], Kilmansegg, qui avait sous ses ordres un corps d'infanterie et de cavalerie, repassa la Verse, coupa ses ponts et dirigea sa marche sur Munster. Le 25 du même mois, le marquis d'Armentières ayant été joint par le marquis de Poyanne, marcha en avant, obligea le général Kilmansegg de rentrer dans Munster et de s'y renfermer, après avoir coupé ses ponts. Le marquis d'Armentières fut employé pendant l'hiver, et commanda l'armée en l'absence du maréchal de Contades. En 1759, il commanda un corps séparé sur le Bas-Rhin, obligea les ennemis d'abandonner le pays, et occupa les rives de la Roer et de la Basse-Lippe. Il rassembla, au mois de juin, toutes les troupes qui étaient à ses ordres près de Wesel, et se mit en état de passer le Rhin au premier ordre du maréchal de Contades. Il marcha d'abord sur Dorstein, puis sur Schemberg, d'où il ne cessa d'inquiéter les ennemis par les fréquents détachements de volontaires qu'il envoyait de tous côtés. Il se dirigea, le 5 juillet, sur Borken; enleva, le 7, un magasin de grains à Coesfeld; se rendit, le 8, à Notteleu, et investit, le 9, la ville de Munster. Chargé de faire le siége de cette place, et voulant donner aux ingénieurs la facilité de s'approcher et de sonder la profondeur des eaux du fossé, afin de profiter des circonstances, si elles se présentaient heureuses, il fit faire, dans la nuit du 11 au 12, cinq attaques, dont trois fausses et deux vraies: elles furent toutes exécutées avec la plus grande bravoure; mais la défense des ennemis fut tellement vigoureuse, que les espérances conçues par le marquis d'Armentières ne purent être réalisées. Il fit ouvrir la tranchée, le 19, devant la ville, et, le 21, devant la citadelle. La garnison de la ville, qui craignit d'être forcée l'épée à la main, se retira, le 22, dans la citadelle. Pendant le siége de cette dernière, le marquis d'Armentières fit enlever tous les magasins de fourrages et d'avoine que les ennemis avaient laissés sur le bas Ems et dans l'évêché de Munster. La citadelle capitula le 25; et son gouverneur, le baron de Zastrow, lieutenant-géné-

ral, ainsi que 3490 hommes qui composaient la garnison de cette place, se rendirent prisonniers de guerre. Le marquis d'Armentières cantonna ensuite les troupes qui étaient sous ses ordres aux environs de Warbourg. Après la bataille de Minden, il se rapprocha de Cassel, et marcha à Wolfaghen pour faciliter la retraite de l'armée; mais, ayant été suivi dans sa marche par le prince de Holstein-Gottorp, il se replia dans le plus grand ordre, le 17 août, sur Frizlar, d'où il alla s'emparer de tous les défilés des environs de Marbourg. Il partit, le 27, pour se rendre sur le Bas-Rhin, et y prendre le commandement des troupes qui s'y trouvaient et de celles qui devaient s'y rendre de France. Ayant appris en chemin que les ennemis avaient ouvert la tranchée devant Munster, dans la nuit du 26 au 27, il rassembla toutes les troupes qui se trouvèrent en état de marcher; passa le Rhin, le 4 septembre, sur le pont de Wesel; et, après plusieurs marches forcées, arriva, le 6, à portée de Munster, dont les ennemis levèrent le siége avec tant de promptitude que le marquis d'Armentières ne put les joindre. Il entra dans la place, et prit sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour l'approvisionner et réparer les ouvrages que les ennemis avaient endommagés. Après avoir renforcé la garnison, il se mit en marche, le 11, pour aller sur le Rhin attendre la cavalerie qui venait de France. Les ennemis s'étant de nouveau rapprochés de Munster, le marquis d'Armentières rassembla toute l'infanterie et la cavalerie qui étaient sous ses ordres; marcha, le 21, à Dorstein; le 22, à Recklingausen; fit attaquer Luynen, qu'on emporta; y campa, le 24, et envoya des détachements de troupes légères jusqu'aux environs de Soest. On fit partir de Wesel, le 28, un convoi considérable de vivres et munitions de toute espèce destinés pour Munster, et sous une escorte commandée par le marquis Dauvet. Le général ennemi Imhoff ayant fait marcher un corps de troupes pour attaquer ce convoi, le marquis d'Armentières fit partir le vicomte d'Escars pour renforcer le marquis Dauvet; et, s'y étant porté lui-même, il fit attaquer les premières troupes des ennemis, et les obligea de se retirer : le convoi entra dans Munster, le 2 octobre. Le

celles du roi et de Bourgogne cavalerie, les hussards de Turpin, 8 pièces de canon et 2 obusiers, il marcha sur Restenfort. A son approche, le général russe, Kilmanseck, qui avait sous ses ordres un corps d'infanterie et de cavalerie, repassa la Verse, coupa ses ponts, et dirigea sa marche sur Munster. Le 25 du même mois, le marquis d'Armentières ayant été joint par le marquis de Poyanne, marcha en avant, obligea le général Kilmanseck de rentrer dans Munster et de s'y renfermer, après avoir coupé ses ponts. Le marquis d'Armentières fut employé pendant l'hiver, et commanda l'armée en l'absence du maréchal de Contades. En 1759, il commanda un corps séparé sur le Bas-Rhin; obligea les ennemis d'abandonner le pays, et occupa les rives de la Roer et de la Basse-Lippe. Il rassembla, au mois de juin, toutes les troupes qui étaient à ses ordres près de Wesel, et se mit en état de passer le Rhin au premier ordre du maréchal de Contades. Il marcha d'abord sur Dorstein, puis sur Schemberg, d'où il ne cessa d'inquiéter les ennemis par les fréquents détachements de volontaires qu'il envoyait de tous côtés. Il se dirigea, le 5 juillet, sur Borken; enleva, le 7, un magasin de grains à Coesfeld; se rendit, le 8, à Nottelen, et investit, le 9, la ville de Munster. Chargé de faire le siége de cette place, et voulant donner aux ingénieurs la facilité de s'approcher et de sonder la profondeur des eaux du fossé, afin de profiter des circonstances, si elles se présentaient heureuses, il fit faire, dans la nuit du 11 au 12, cinq attaques, dont trois fausses et deux vraies : elles furent toutes exécutées avec la plus grande bravoure; mais la défense des ennemis fut tellement vigoureuse, que les espérances conçues par le marquis d'Armentières ne purent être réalisées. Il fit ouvrir la tranchée, le 19, devant la ville, et, le 21, devant la citadelle. La garnison de la ville, qui craignit d'être forcée l'épée à la main, se retira, le 22, dans la citadelle. Pendant le siége de cette dernière, le marquis d'Armentières fit enlever tous les magasins de fourrages et d'avoine que les ennemis avaient laissés sur le bas Ems et dans l'évêché de Munster. La citadelle capitula le 25; et son gouverneur, le baron de Zastrow, lieutenant-géné-

ral, ainsi que 3490 hommes qui composaient la garnison de cette place, se rendirent prisonniers de guerre. Le marquis d'Armentières cantonna ensuite les troupes qui étaient sous ses ordres aux environs de Warbourg. Après la bataille de Minden, il se rapprocha de Cassel, et marcha à Wolfaghen pour faciliter la retraite de l'armée; mais, ayant été suivi dans sa marche par le prince de Holstein-Gottorp, il se replia dans le plus grand ordre, le 17 août, sur Frizlar, d'où il alla s'emparer de tous les défilés des environs de Marbourg. Il partit, le 27, pour se rendre sur le Bas-Rhin, et y prendre le commandement des troupes qui s'y trouvaient et de celles qui devaient s'y rendre de France. Ayant appris en chemin que les ennemis avaient ouvert la tranchée devant Munster, dans la nuit du 26 au 27, il rassembla toutes les troupes qui se trouvèrent en état de marcher; passa le Rhin, le 4 septembre, sur le pont de Wesel; et, après plusieurs marches forcées, arriva, le 6, à portée de Munster, dont les ennemis levèrent le siége avec tant de promptitude que le marquis d'Armentières ne put les joindre. Il entra dans la place, et prit sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour l'approvisionner et réparer les ouvrages que les ennemis avaient endommagés. Après avoir renforcé la garnison, il se mit en marche, le 11, pour aller sur le Rhin attendre la cavalerie qui venait de France. Les ennemis s'étant de nouveau rapprochés de Munster, le marquis d'Armentières rassembla toute l'infanterie et la cavalerie qui étaient sous ses ordres; marcha, le 21, à Dorstein; le 22, à Recklingausen; fit attaquer Luynen, qu'on emporta; y campa, le 24, et envoya des détachements de troupes légères jusqu'aux environs de Soest. On fit partir de Wesel, le 28, un convoi considérable de vivres et munitions de toute espèce destinés pour Munster, et sous une escorte commandée par le marquis Dauvet. Le général ennemi Imhoff ayant fait marcher un corps de troupes pour attaquer ce convoi, le marquis d'Armentières fit partir le vicomte d'Escars pour renforcer le marquis Dauvet; et, s'y étant porté lui-même, il fit attaquer les premières troupes des ennemis, et les obligea de se retirer : le convoi entra dans Munster, le 2 octobre. Le

celles du roi et de Bourgogne cavalerie, les hussards de Turpin, 8 pièces de canon et 2 obusiers, il marcha sur Restenfort. A son approche, le général russe, Kilmanseck, qui avait sous ses ordres un corps d'infanterie et de cavalerie, repassa la Verse, coupa ses ponts, et dirigea sa marche sur Munster. Le 25 du même mois, le marquis d'Armentières ayant été joint par le marquis de Poyanne, marcha en avant, obligea le général Kilmanseck de rentrer dans Munster et de s'y renfermer, après avoir coupé ses ponts. Le marquis d'Armentières fut employé pendant l'hiver, et commanda l'armée en l'absence du maréchal de Contades. En 1759, il commanda un corps séparé sur le Bas-Rhin; obligea les ennemis d'abandonner le pays, et occupa les rives de la Roer et de la Basse-Lippe. Il rassembla, au mois de juin, toutes les troupes qui étaient à ses ordres près de Wesel, et se mit en état de passer le Rhin au premier ordre du maréchal de Contades. Il marcha d'abord sur Dorstein, puis sur Schemberg, d'où il ne cessa d'inquiéter les ennemis par les fréquents détachements de volontaires qu'il envoyait de tous côtés. Il se dirigea, le 5 juillet, sur Borken; enleva, le 7, un magasin de grains à Coesfeld; se rendit, le 8, à Nottelen, et investit, le 9, la ville de Munster. Chargé de faire le siége de cette place, et voulant donner aux ingénieurs la facilité de s'approcher et de sonder la profondeur des eaux du fossé, afin de profiter des circonstances, si elles se présentaient heureuses, il fit faire, dans la nuit du 11 au 12, cinq attaques, dont trois fausses et deux vraies : elles furent toutes exécutées avec la plus grande bravoure; mais la défense des ennemis fut tellement vigoureuse, que les espérances conçues par le marquis d'Armentières ne purent être réalisées. Il fit ouvrir la tranchée, le 19, devant la ville, et, le 21, devant la citadelle. La garnison de la ville, qui craignit d'être forcée l'épée à la main, se retira, le 22, dans la citadelle. Pendant le siége de cette dernière, le marquis d'Armentières fit enlever tous les magasins de fourrages et d'avoine que les ennemis avaient laissés sur le bas Ems et dans l'évêché de Munster. La citadelle capitula le 25; et son gouverneur, le baron de Zastrow, lieutenant-géné-

ral, ainsi que 3490 hommes qui composaient la garnison de cette place, se rendirent prisonniers de guerre. Le marquis d'Armentières cantonna ensuite les troupes qui étaient sous ses ordres aux environs de Warbourg. Après la bataille de Minden, il se rapprocha de Cassel, et marcha à Wolfaghen pour faciliter la retraite de l'armée; mais, ayant été suivi dans sa marche par le prince de Holstein-Gottorp, il se replia dans le plus grand ordre, le 17 août, sur Frizlar, d'où il alla s'emparer de tous les défilés des environs de Marbourg. Il partit, le 27, pour se rendre sur le Bas-Rhin, et y prendre le commandement des troupes qui s'y trouvaient et de celles qui devaient s'y rendre de France. Ayant appris en chemin que les ennemis avaient ouvert la tranchée devant Munster, dans la nuit du 26 au 27, il rassembla toutes les troupes qui se trouvèrent en état de marcher; passa le Rhin, le 4 septembre, sur le pont de Wesel; et, après plusieurs marches forcées, arriva, le 6, à portée de Munster, dont les ennemis levèrent le siége avec tant de promptitude que le marquis d'Armentières ne put les joindre. Il entra dans la place, et prit sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour l'approvisionner et réparer les ouvrages que les ennemis avaient endommagés. Après avoir renforcé la garnison, il se mit en marche, le 11, pour aller sur le Rhin attendre la cavalerie qui venait de France. Les ennemis s'étant de nouveau rapprochés de Munster, le marquis d'Armentières rassembla toute l'infanterie et la cavalerie qui étaient sous ses ordres; marcha, le 21, à Dorstein; le 22, à Recklingausen; fit attaquer Luynen, qu'on emporta; y campa, le 24, et envoya des détachements de troupes légères jusqu'aux environs de Soest. On fit partir de Wesel, le 28, un convoi considérable de vivres et munitions de toute espèce destinés pour Munster, et sous une escorte commandée par le marquis Dauvet. Le général ennemi Imhoff ayant fait marcher un corps de troupes pour attaquer ce convoi, le marquis d'Armentières fit partir le vicomte d'Escars pour renforcer le marquis Dauvet; et, s'y étant porté lui-même, il fit attaquer les premières troupes des ennemis, et les obligea de se retirer: le convoi entra dans Munster, le 2 octobre. Le

celles du roi et de Bourgogne cavalerie, les hussards de Turpin, 8 pièces de canon et 2 obusiers, il marcha sur Restenfort. A son approche, le général russe, Kilmanseck, qui avait sous ses ordres un corps d'infanterie et de cavalerie, repassa la Verse, coupa ses ponts, et dirigea sa marche sur Munster. Le 25 du même mois, le marquis d'Armentières ayant été joint par le marquis de Poyanne, marcha en avant, obligea le général Kilmanseck de rentrer dans Munster et de s'y renfermer, après avoir coupé ses ponts. Le marquis d'Armentières fut employé pendant l'hiver, et commanda l'armée en l'absence du maréchal de Contades. En 1759, il commanda un corps séparé sur le Bas-Rhin; obligea les ennemis d'abandonner le pays, et occupa les rives de la Roer et de la Basse-Lippe. Il rassembla, au mois de juin, toutes les troupes qui étaient à ses ordres près de Wesel, et se mit en état de passer le Rhin au premier ordre du maréchal de Contades. Il marcha d'abord sur Dorstein, puis sur Schemberg, d'où il ne cessa d'inquiéter les ennemis par les fréquents détachements de volontaires qu'il envoyait de tous côtés. Il se dirigea, le 5 juillet, sur Borken; enleva, le 7, un magasin de grains à Coesfeld; se rendit, le 8, à Nottelen, et investit, le 9, la ville de Munster. Chargé de faire le siége de cette place, et voulant donner aux ingénieurs la facilité de s'approcher et de sonder la profondeur des eaux du fossé, afin de profiter des circonstances, si elles se présentaient heureuses, il fit faire, dans la nuit du 11 au 12, cinq attaques, dont trois fausses et deux vraies : elles furent toutes exécutées avec la plus grande bravoure; mais la défense des ennemis fut tellement vigoureuse, que les espérances conçues par le marquis d'Armentières ne purent être réalisées. Il fit ouvrir la tranchée, le 19, devant la ville, et, le 21, devant la citadelle. La garnison de la ville, qui craignit d'être forcée l'épée à la main, se retira, le 22, dans la citadelle. Pendant le siége de cette dernière, le marquis d'Armentières fit enlever tous les magasins de fourrages et d'avoine que les ennemis avaient laissés sur le bas Ems et dans l'évêché de Munster. La citadelle capitula le 25; et son gouverneur, le baron de Zastrow, lieutenant-géné-

ral, ainsi que 3490 hommes qui composaient la garnison de cette place, se rendirent prisonniers de guerre. Le marquis d'Armentières cantonna ensuite les troupes qui étaient sous ses ordres aux environs de Warbourg. Après la bataille de Minden, il se rapprocha de Cassel, et marcha à Wolfaghen pour faciliter la retraite de l'armée; mais, ayant été suivi dans sa marche par le prince de Holstein-Gottorp, il se replia dans le plus grand ordre, le 17 août, sur Frizlar, d'où il alla s'emparer de tous les défilés des environs de Marbourg. Il partit, le 27, pour se rendre sur le Bas-Rhin, et y prendre le commandement des troupes qui s'y trouvaient et de celles qui devaient s'y rendre de France. Ayant appris en chemin que les ennemis avaient ouvert la tranchée devant Munster, dans la nuit du 26 au 27, il rassembla toutes les troupes qui se trouvèrent en état de marcher; passa le Rhin, le 4 septembre, sur le pont de Wesel; et, après plusieurs marches forcées, arriva, le 6, à portée de Munster, dont les ennemis levèrent le siége avec tant de promptitude que le marquis d'Armentières ne put les joindre. Il entra dans la place, et prit sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour l'approvisionner et réparer les ouvrages que les ennemis avaient endommagés. Après avoir renforcé la garnison, il se mit en marche, le 11, pour aller sur le Rhin attendre la cavalerie qui venait de France. Les ennemis s'étant de nouveau rapprochés de Munster, le marquis d'Armentières rassembla toute l'infanterie et la cavalerie qui étaient sous ses ordres; marcha, le 21, à Dorstein; le 22, à Recklingausen; fit attaquer Luynen, qu'on emporta; y campa, le 24, et envoya des détachements de troupes légères jusqu'aux environs de Soest. On fit partir de Wesel, le 28, un convoi considérable de vivres et munitions de toute espèce destinés pour Munster, et sous une escorte commandée par le marquis Dauvet. Le général ennemi Imhoff ayant fait marcher un corps de troupes pour attaquer ce convoi, le marquis d'Armentières fit partir le vicomte d'Escars pour renforcer le marquis Dauvet; et, s'y étant porté lui-même, il fit attaquer les premières troupes des ennemis, et les obligea de se retirer: le convoi entra dans Munster, le 2 octobre. Le

marquis d'Armentières retourna, le 3, à Dorstein ; fit quelque séjour dans ce camp et dans celui de Bockum ; y prit les dispositions nécessaires pour secourir Munster, devant lequel les ennemis avaient ouvert la tranchée, le 8 novembre; partit, le 16, de Dorstein ; et passa par Haltern, Seperac et Senden, où il arriva le 18. Il fit attaquer, dès le 19, les villages d'Amelbure et d'Albacten, d'où les ennemis furent chassés avec perte. Cependant le marquis d'Armentières ayant reconnu que la position avantageuse des ennemis ne permettait pas de les attaquer avec succès, évacua, le 28, les deux villages, et se replia sur Dorstein, où il arriva le 22. Il y prit les mesures convenables pour faciliter à la garnison de Munster une capitulation honorable. Après la prise de cette place, il revint en France. On lui donna le commandement des trois évêchés, Metz, Toul et Verdun, par commission du 31 janvier 1761. Il fut créé maréchal de France, le 2 janvier 1768, et mourut en 1774. (*Chronol. milit., tom. V, p.* 346; *mém. du temps*, *Gaz. de France.*)

DE CONFLANS-D'ARMENTIÈRES (Louis-Gabriel), *marquis, maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit le 28 décembre 1735. Il entra aux mousquetaires en 1750, et fut fait mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie d'Orléans, par commission du 10 avril 1752. Il commanda ce régiment au camp de la Sambre, en 1755 ; à la bataille d'Hastembeck, à la prise de Minden et d'Hanovre, et aux camps de Clostersevern et de Zell, en 1757. Il se trouva avec son régiment à la retraite de l'électorat d'Hanovre; à la bataille de Crewelt, et à celle de Lutzelberg, en 1758. Chargé de porter au roi la nouvelle du gain de cette dernière bataille, il arriva à Versailles, le 18 octobre. En 1759, après le combat d'Erbefeld, étant à la tête de 800 hommes, il poursuivit un corps de Hanovriens, et l'obligea de repasser la Roer. Il marcha ensuite sur Munster, sous les ordres du marquis d'Armentières, son père; se porta, le 7 juillet, avec 500 chevaux et 300 hommes d'infanterie, sur Hepenhul, d'où il alla, le 8, jusqu'au-delà de Munster, pour bloquer cette place du côté des en-

nemis. Il servit avec distinction au siége et à la prise de Munster, puis au secours qu'on donna à cette ville, lorsqu'elle fut assiégée par les ennemis à la fin de la campagne. Il se trouva aux affaires de Corback et de Warbourg, en 1760. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1761, il se trouva à l'affaire de Grunberg et de Lich, au mois de mars, et obtint, par commission du 27 avril, le corps de Fischer, qu'on mit sous le nom de régiment de dragons-chasseurs de Conflans, par ordonnance du même jour. Il se démit alors du régiment d'Orléans, et commanda son nouveau régiment à l'armée d'Allemagne, jusqu'à la paix. Il se trouva, le 15 juillet 1761, à l'affaire de Filinghausen. Il se mit, le 20, à la poursuite du prince Ferdinand qui était décampé de Soest; marcha sur Erveté; joignit une colonne des équipages ennemis, fit quelques soldats anglais prisonniers et prit quantité de chariots. Le 12 août, il attaqua, aux environs d'Husdelmen, un bataillon de la légion britannique, en tua une partie, et prit le reste, ainsi que tous les équipages. Le 20, il attaqua l'arrière-garde des ennemis à leur retraite d'Ippenburen, et emmena 40 prisonniers. Le 30, il attaqua l'arrière-garde d'un corps de 3000 hommes des ennemis qui se retiraient de Rhenne, fit 50 prisonniers, enleva les tentes de la cavalerie du corps de Scheiter, et une trentaine de voitures d'équipages. Détaché ensuite vers Osnabruck, il prit, dans cette ville, des magasins de farine et d'avoine, s'empara de 400 chevaux, et fit couper les jarrets à ceux qu'il ne put emmener: il fit conduire à Coesfeld 800 chariots chargés de subsistances, capturés en cette occasion. Dans le mois de septembre, il fit, près de Dulmen, quelques prisonniers de la légion britannique; enleva, près de Munster, un détachement de dragons qui en était sorti, et se saisit d'un convoi de provisions destinées pour cette place. Il fut alors déclaré brigadier. Attaqué par le prince héréditaire, près de Reclinghausen, le 25 juin 1762, il battit les troupes de ce prince, tua 20 hommes, en blessa deux fois autant, et prit 200 hommes à cheval avec un colonel, un cornette, des gendarmes hessois, un major, et un cornette des carabiniers de Bruns-

wick. Il marcha, au mois d'octobre, sur Smalenberg, d'où 400 hommes des ennemis se retirèrent à son approche. Les ayant attaqués dans leur retraite, il força 95 hommes d'infanterie, 14 officiers, et 132 hommes de cavalerie, de mettre les armes bas, et les fit prisonniers. Il fut déclaré, au mois de mai 1763, maréchal-de-camp, pour prendre rang du 25 juillet 1762, jour de la date de son brevet. Cependant il conserva son régiment sous le nom de Légion de Conflans. Il fut présenté à la cour de Florence, le 27 juillet 1764, et à S. M. l'impératrice de Russie, le 24 février 1765. On le créa lieutenant-général, le 5 décembre 1781. Il mourut en 1789. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 603; *états milit., mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE CONFLANS DE BRIENNE (Hubert, *comte*), *maréchal-de-camp*, issu de la branche des seigneurs de Fay-le-Sec, et de la même famille que les précédents, naquit vers 1690, et fut fait chevalier de Saint-Lazare, en 1705. Il entra dans la marine en 1706; servit à la fin de cette même année, et en 1707 et 1708, sous du Quesne-Guitton, et en 1709, sous Duguay-Trouin, avec lequel il concourut à la prise d'un vaisseau anglais. Il fit la campagne de mer de 1700, et contribua, en 1701, à la prise d'un vaisseau portugais. Devenu enseigne de vaisseau, en 1712, il arma cette année et les suivantes, jusqu'en 1719. Il fut chargé, en 1722, de reconduire à Constantinople Mehemet-Effendi, ambassadeur de la Porte-Ottomane. Il arma, en 1723 et 1724; fut fait lieutenant de vaisseau en 1727, et monta sur l'escadre qui se trouvait à Cadix pour observer les Anglais le long des côtes d'Espagne. En 1728 et 1729, il servit sur l'escadre qu'on envoya pour faire la guerre aux Tripolitains et pour bombarder leur ville. Il fit, en 1730, partie de l'escadre employée à protéger le commerce dans les parages de Tunis et d'Alger. En 1731, il fut fait lieutenant des gardes de la marine à Rochefort, et on le créa chevalier de Saint-Louis en 1732. Il eut, dans la même année, le commandement d'une flute qui portait des vivres et des munitions de guerre aux îles de Cayenne et de la Martini-

que. Pendant le trajet, il obligea une frégate anglaise de venir à son bord, et de rendre au pavillon du roi l'honneur qui lui était dû. Nommé capitaine de vaisseau en 1734, il fit partie d'une escadre d'observation sous Duguay-Trouin. Il servit dans la même escadre, en 1735, et fut employé sous le marquis d'Antin, en 1740 et 1741. Sur la fin de cette dernière année, le roi lui confia le commandement de la compagnie des gardes de la marine de Brest. Il commanda un vaisseau en 1743 et 1744. On le détacha, cette dernière année, avec 14 vaisseaux, pour escorter un embarquement de troupes à Dunkerque. Ayant ensuite fait voile vers l'Amérique, avec deux vaisseaux, il rencontra, à l'ouest de Berlingues, un bâtiment anglais de 70 pièces de canons qui se battit successivement avec les deux vaisseaux français. Le cômte de Conflans, par l'habileté de sa manœuvre, tint le vaisseau ennemi sous le feu et l'obligea de se rendre. Dans cette action, le capitaine anglais fut blessé à mort; 100 hommes de son équipage y périrent, et le vaisseau anglais fut mis entièrement hors de combat. La chute d'un barottin du gaillard d'arrière qui fut emporté, rendit, pendant quelques heures, le comte de Conflans perclus de tous ses membres. Le roi lui accorda, en 1745, une pension de 1500 livres sur la marine, et une autre de 1000 livres sur l'ordre de Saint-Louis. Dans la même année, le comte de Conflans fit route pour la Martinique, d'où on le détacha pour croiser vers la Grenade. Dans cette croisière, il s'empara d'un vaisseau anglais, et revint ensuite à la Martinique prendre le commandement d'une escadre qu'il ramena en France, et avec laquelle il escorta 36 navires marchands qui arrivèrent heureusement. Il commanda une escadre destinée à escorter une flotte de 250 voiles pour les Iles-du-Vent et Sous-le-Vent; et, malgré la supériorité des forces ennemies, il parvint à faire arriver ce convoi à sa destination. Il attaqua, sous le môle Saint-Nicolas, 5 vaisseaux de guerre anglais qu'il obligea de prendre la fuite. Dans un autre combat, il prit un vaisseau de guerre anglais, en coula à fond un second, mit en fuite un troisième, et prit 20 bâtiments marchands. Cette action occasiona la capture

de presque toute la flotte ennemie, composée de 70 navires, dont les corsaires français se saisirent. Le roi lui accorda, à cette occasion, une nouvelle pension de 1500 liv. sur le trésor royal. Ayant été nommé, par provisions du 1er mai 1747, gouverneur et lieutenant-général des Iles-Sous-le-Vent de l'Amérique, il monta, pour se rendre à cette destination, la frégate *la Renommée*, qui, après avoir soutenu, le 24 septembre, un combat des plus vifs contre une frégate anglaise, fut enfin contrainte de se rendre à un vaisseau de la même nation qui l'avait également attaquée. Dans le combat qui eut lieu avec ce dernier bâtiment, le comte de Conflans fut blessé d'un coup de fusil à la cuisse, et d'un éclat au bras. Il fut mené prisonnier en Angleterre. Échangé, en 1748, contre le général Ligonier, il obtint, le 1er avril, le grade de chef d'escadre, et se rendit à son gouvernement, où il résida depuis 1748 jusqu'en 1751. Il y rétablit le commerce, remit les fortifications dans un meilleur état, et fit régner le bon ordre et la discipline. Rappelé en 1751, il fut élevé, par pouvoir du 1er septembre 1752, au grade de lieutenant-général des armées navales. Il commanda, en 1756, une escadre destinée à croiser dans l'Océan, afin d'imposer aux ennemis et de favoriser la conquête de l'île Minorque. Créé vice-amiral de France, à la mort du marquis de Macnemara, par provisions du 14 novembre, il prêta serment en cette qualité, le 26. Il commanda dans l'Océan, en 1757, la même escadre que celle précédemment placée sous ses ordres. Il commanda aussi, en 1758, une escadre de 21 vaisseaux. Après 53 ans de service non interrompus, tant en paix qu'en guerre, le comte de Conflans fut créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 18 mars 1758, et prêta serment, pour cette charge, le 9 avril. Commandant l'escadre du roi, en 1759, il sortit de la rade de Brest le 14 novembre, et rencontra, le 20, à la hauteur de Belle-Ile, une escadre anglaise sous les ordres de l'amiral Hawke. Après quelques heures d'un combat désavantageux pour l'escadre du roi, un coup de vent, ou une fuite honteuse, ou une manœuvre maladroite

de l'amiral français, sépara les combattants (1), et les Français se retirèrent, partie à l'île d'Aix, partie dans la rivière de la Villaine (2). Le maréchal de Conflans mourut à Paris, en 1778. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 442; *mémoires du temps, états militaires, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil, tom. IX, pag.* 61 *et* 62.)

CONROUX (Nicolas), *baron de Pepinville, général de brigade,* naquit à Douay, le 17 février 1770. Il commença sa carrière militaire dans le 6ᵉ régiment d'artillerie, où il entra le 17 février 1786 (3). Il passa sous-lieutenant au 58ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 22 août 1792, et y fut fait lieutenant, le 11 septembre suivant. Il servit au siége de Thionville et à la campagne de Trèves, sous le général en chef Beurnonville, en 1792, et combattit à l'affaire d'Arlon, en 1793. Il se trouva aux combats de Kayserlautern; à la levée du blocus de Landau; à la conquête du palatinat du Rhin par le général en chef Hoche; à la reprise d'Arlon par l'armée de la Moselle; et aux batailles de Charleroi (4) et de

(1) Anquetil, *Histoire de France, tom. IX, pag.* 62.

(2) Dans cette journée, à laquelle on donna par dérision le nom de *bataille de M. de Conflans*, l'escadre française perdit un vaisseau qui fut pris, deux qui furent brûlés, et trois qui s'échouèrent ou s'engloutirent. (*Anquetil, tom. IX, pag.* 62.)

(3) Germain Conroux, son père, chevalier de Saint-Louis, était officier dans ce régiment.

Un frère du général Conroux s'est fait remarquer dans les armées françaises par sa bravoure, et en a donné plus particulièrement des preuves dans l'armée d'expédition d'Égypte, de 1798 à 1800.

(4) Pendant la bataille de Charleroi, Conroux reçut du général Morlot, dont il était alors aide-de-camp, la mission d'aller porter l'ordre de retraite à la 34ᵉ demi-brigade d'infanterie et au 14ᵉ régiment de dragons, qui étaient sur le point d'être cernés par l'ennemi. Sur le chemin que le lieutenant Conroux avait à parcourir pour exécuter cette mission, se trouvaient déjà beaucoup de tirailleurs ennemis, la plupart hussards. Conroux traversa courageusement leur ligne, parvint jusqu'au général Olivier qui commandait la brigade compromise, et lui transmit à temps l'ordre du général Morlot.

Fleurus, en 1794. Nommé capitaine de la 1re compagnie du 1er bataillon de la 116e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 20 avril 1795, il servit avec ce corps à l'armée de Sambre-et-Meuse, et combattit aux journées de Maestricht et de Juliers. En 1796, il servit à la même armée, en qualité d'aide-de-camp du général Bernadotte. Il se trouva, le 2 juillet, au passage du Rhin par l'armée française. Ayant été chargé de concourir à l'attaque d'une redoute en avant du village de Benndorf, Conroux se porta rapidement sur ce point, et concerta si bien son attaque avec celle de l'adjudant-général Mireur, qu'en moins de dix minutes le village et la redoute furent enlevés. Les Autrichiens s'étant avancés avec des forces supérieures pour reprendre cette position, l'adjudant-général Mireur fit braquer contre eux 2 pièces de canon, dont le feu fut si habilement dirigé par Couroux, que l'ennemi, se trouvant canonné, fut forcé de se retirer, après avoir essuyé une perte assez considérable. Le capitaine Conroux continua de servir, sur les bords du Rhin, jusqu'en 1797, époque à laquelle il marcha en Italie, sous les ordres du général Bernadotte. Il se trouva au passage du Tagliamento, le 16 mars suivant; à la prise de Trieste, et à celle de Gradisca, le 18 du même mois. La valeur qu'il déploya dans cette dernière affaire lui mérita le grade de chef de bataillon, auquel il fut promu, sur le champ de bataille, par le général en chef Buonaparte, qui le cita honorablement dans son rapport au gouvernement. En 1798, le chef de bataillon Conroux fut employé à l'armée dite d'Angleterre, sous les ordres du général Championnet, dont il était devenu aide-de-camp depuis plusieurs mois : cette armée s'opposa à une descente que les Anglais avaient tenté d'effectuer à Ostende. Au mois de novembre de la même année, Conroux empêcha la prise de Malines, en remportant le premier avantage sur les révoltés de la Belgique, avec une colonne dont le commandement lui avait été confié par le général Béguinot. Il eut, le 24 octobre 1798, une commission temporaire d'aide-de-camp de Championnet, général en chef de l'armée de Rome, et fut promu, par ce général, au grade de chef de brigade, sur le champ de ba-

taille, le 27 janvier 1799, lors de la prise de Naples : cette promotion fut confirmée, par le directoire exécutif, le 3 février suivant. Le chef de brigade Conroux, s'étant distingué aux affaires de Fossano et de Mondovi, fut nommé adjudant-général, par le général en chef Championnet, le 13 novembre de la même année; et cette promotion fut également confirmée par lettres de service du premier consul Buonaparte, en date du 16 avril 1800. Employé à l'armée de l'Ouest, Conroux y servit avec distinction en 1800 et 1801. Nommé chef de brigade titulaire de la 17ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne (depuis 17ᵉ régiment d'infanterie de ligne), il se comporta avec autant d'habileté que de bravoure au combat naval qui eut lieu, le 16 mai 1804, entre la flottille batave et l'escadre anglaise commandée par le commodore Sidney Smith : cette action eut lieu lors du passage de la flotille batave de Flessingue à Ostende (1). Le chef de brigade Conroux fit, à la grande-armée, la campagne de 1805 contre l'Autriche, et y servit sous les ordres du général Bisson. Le corps d'armée du général Murat, marchant sur Ried et Haag, le 31 octobre, le 17ᵉ régiment d'infanterie, commandé par Conroux, engagea fortement l'action avec un corps russe, dont il ébranla la ligne, ce qui permit aux chasseurs et aux dragons français de charger ce corps avec une telle impétuosité qu'il fut mis en déroute. Le colonel Conroux fut nommé général de brigade, par décret daté de Schœnbrunn, près Vienne, le 24 décembre suivant. Employé, en cette qualité, au 7ᵉ corps d'armée commandé par le maréchal Augereau, par lettres du 15 février 1806, il fit la campagne contre la Prusse; passa, le 9 novembre de la même année, à la division de réserve des grenadiers, commandée par le maréchal Oudinot; combattit vaillamment à la célèbre journée d'Iéna, le 14 octobre, et

---

(1) La conduite distinguée que tint en cette occasion le chef de brigade Conroux a été attestée dans une déclaration, donnée, le 20 juin 1805, par le vice-amiral Verhuell, qui commandait la flotille batave au combat du 16 mai 1804.

y fut blessé. Il combattit également avec distinction aux combats d'Ostrolenk et de Dantzick, et à la bataille de Friedland, en 1807. Buonaparte le créa commandant de la Légion-d'Honneur, le 22 juin 1807, et l'éleva à la dignité de baron de l'empire, le 19 mars 1808. Le général Conroux fut employé, en 1809, à la grande-armée, et y servit dans le corps commandé par le maréchal Oudinot. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, le baron Conroux se mit, par ordre de ce maréchal, à la tête de 1500 voltigeurs, qui furent embusqués sur le Danube et débarquèrent sur la rive gauche de ce fleuve, au-dessous de l'île de Lobau. Cette troupe repoussa tous les postes ennemis placés sur cette rive, et les força de se replier jusqu'au village de Muhlleuten. Le lendemain, 6 juillet, fut livrée la mémorable bataille de Wagram, que les Français gagnèrent sur les Autrichiens. Le général Conroux y donna des preuves de la plus grande valeur, et en fut récompensé par le grade de général de division, qui lui fut conféré le 31 du même mois. On l'employa en cette qualité à l'armée d'Anvers, par lettres de service du 25 août suivant. Désigné, le 26 mars 1810, pour servir à l'armée de Catalogne, il eut des lettres de service, du 10 septembre suivant, pour commander la 2e division du 9e corps de l'armée d'Espagne. Il servit à cette armée avec la plus grande distinction, et combattit à la bataille de Fuentes-de-Onoro, le 5 mai 1811. Les Espagnols ayant fait, dans le mois de juin suivant, des tentatives sur Séville et Grenade, le maréchal Soult, duc de Dalmatie, prit des mesures pour mettre en sûreté ces deux villes. Le général Conroux reçut alors l'ordre de marcher sur l'Andalousie, en traversant les chaînes de montagnes qui séparent l'Estramadure, et de manière à tomber sur le point de rembarquement des Espagnols à Huelba et Moguer. Cette dernière partie de l'expédition du général Conroux ne put réussir, parce que les Espagnols évacuèrent avec précipitation leur camp de Niebla à l'approche des colonnes françaises. Par ordre du duc de Dalmatie, daté de Séville, le 27 juillet 1812, le général Conroux passa au commandement de la 4e division de ligne et de la 3e division de dragons, en remplacement du général

Leval. Le 31 mai 1812, le général espagnol Ballesteros passa le Guadalite entre Bornos et Arcos, et se porta sur le derrière de la position de Bornos, dans l'espoir d'y surprendre les divisions aux ordres du général Conroux. Les troupes Espagnoles se trouvant en présence des divisions françaises, le 1er juin à six heures du matin, les premiers commencèrent vivement leur attaque par un grand feu de mousqueterie; mais, quoiqu'elles fussent beaucoup plus nombreuses que celles du général Conroux, elles ne purent résister à la valeur audacieuse du 9e régiment d'infanterie légère, du 96e régiment de ligne, d'un escadron du 5e régiment de chasseurs, et d'un détachement du 2e régiment de la même arme. Les Espagnols furent repoussés vigoureusement; culbutés jusqu'au-delà du gué de Guadalite, et perdirent, en cette occasion, 4 pièces de canon, 2 drapeaux et 5 à 600 hommes faits prisonniers : leur perte en hommes tués fut très-considérable. Cette affaire couvrit de gloire le général Conroux, ainsi que les braves troupes qu'il commandait (1). En 1813, pendant le siége de Saint-Sébastien par les Espagnols, le général Conroux fut chargé de garder, avec sa division, le débouché de Sarre. Ayant été attaqué, le 31 août, dans ce poste, il parvint à s'y maintenir. La division Conroux fut de nouveau attaquée à l'improviste, le 8 octobre, au moment où elle se disposait à passer la revue du duc de Dalmatie. Les Espagnols lui enlevèrent les redoutes dites de *Sainte-Barbe*, avant que le général Conroux pût arriver pour donner ses ordres; mais la bonne contenance que firent ses troupes, lorsqu'il se fut mis à leur tête, arrêta les progrès de l'ennemi. Le 20 du même mois, après une attaque très-vive, les généraux Conroux et Reille, chargeant à la tête d'une colonne de grenadiers, rentrèrent dans la redoute de *Sainte-Barbe* et s'y maintinrent. Le 10 novembre, le général anglais, lord Wellington, déboucha, avec 30,000 hommes, derrière la montagne de Rhune, et vint tomber sur la divi-

(1) *Voyez* sur l'affaire de Bornos le rapport du maréchal Soult, dans le *Moniteur* du 29 septembre 1812, pag. 1077.

sion Conroux, qui occupait cette montagne, le camp de Sarre et la redoute de *Sainte-Barbe*. Après une vive résistance de la part des Français, cette redoute resta à l'ennemi. Les troupes de la division Conroux, qui défendaient le sommet de la Rhune, voyant l'ennemi maître de *Sainte-Barbe*, craignirent d'être enlevées; et, sans attendre d'ordres, elles abandonnèrent le poste qui leur avait été confié et descendirent dans la plaine. Bientôt les autres divisions de l'armée française furent obligées d'évacuer leurs positions. Les ouvrages construits en seconde ligne, en arrière d'Ascuin, tombèrent aussi au pouvoir de l'ennemi; et ce fut en les défendant avec la plus grande vigueur, que le brave général Conroux, frappé d'une balle à la poitrine, tomba mort au milieu de ses troupes (1), qui le regrettèrent vivement : l'armée perdit en lui un de ses meilleurs et de ses plus courageux officiers. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CONTADES (Georges-Gaspard), *lieutenant-général*, naquit le 17 juin 1666. Il entra dans les pages du roi en janvier 1683; fit, en cette qualité, la campagne de Flandre, en 1684, et passa aux mousquetaires en 1686. Il devint successivement enseigne de la compagnie de Caillavel, au régiment des gardes-françaises, le 27 août 1687 ; enseigne de la compagnie des grenadiers de Beauregard, le 19 février 1689 ; puis de la compagnie de Saillant, aussi grenadiers, le 29 mars suivant. Il combattit avec la plus grande valeur à l'attaque de Valcourt, au mois d'août de la même année, et à la bataille de Fleurus, en 1690. Il servit au siége de Mons, en 1691, et y reçut, le 2 avril, une blessure à la tête qui obligea de le trépaner. Il devint sous-lieutenant de la même compagnie, le 6 juin suivant, et lieutenant de la compagnie colonelle, le 29 avril 1692. Il servit, avec cette compagnie, au siége et à la prise des ville

---

(1) Le général Conroux avait, dit-on, annoncé quelques jours auparavant : « que Sarre serait son tombeau. »

et château de Namur; combattit à Steinkerque, et marcha au bombardement de Charleroi, la même année. Il se trouva, en 1693, au siége de Huy; à la bataille de Nerwinde; au siége et à la prise de Charleroi; à la marche de Vignamont au pont d'Espierre, en 1694; et au bombardement de Bruxelles, en 1695. Il se démit de sa lieutenance, le 24 février 1697, et fut fait capitaine au régiment des gardes, le 7 mars suivant. Il commanda sa compagnie au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698; à Bruxelles, et à la défense des lignes, en 1701. Employé à l'armée de Flandre, en 1703 et 1704, il combattit avec valeur à Ramillies, en 1706. On le fit major du régiment des gardes, par brevet du 16 juin, après la mort de M. de Bernières, tué à cette bataille. Il servit, en qualité de major-général de l'armée de Flandre, par ordres des 18 juin 1706, 20 avril 1707, 7 mai 1708, 18 juin 1709, 24 avril 1710, 2 mai 1711, et 30 avril 1712. Pendant les campagnes de ces années, il fut créé brigadier, le 19 juin 1708, et se distingua dans toutes les occasions qui se présentèrent, notamment au combat d'Oudenarde, en 1708; à la bataille de Malplaquet, en 1709; à l'attaque d'Arleux, en 1711; à l'attaque des retranchements de Denain, et aux siéges de Douay, du Quesnoy, de Bouchain, en 1712. Nommé major-général de l'armée du Rhin, par ordre du 13 mai 1713, il servit, en cette qualité, au siége de Landau, à la défaite du général Vaubonne, au siége et à la prise de Fribourg : il fut blessé à l'attaque du chemin couvert de cette dernière place. Il accompagna le maréchal de Villars, à Rastadt, en 1714; vint rendre compte au roi des difficultés qui se rencontraient à la conclusion du traité, et retourna à Rastadt avec les instructions de Louis XIV. Lorsque le traité fut signé, il l'apporta au roi, qui lui donna l'expectative d'une place de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, avec la permission d'en porter les marques, par lettres du 24 avril. Il obtint le gouvernement de Schelestadt, par provisions du 30 juillet 1715, et eut une place de grand'croix de Saint-Louis, par provisions du 30 juillet 1719. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 30 mai 1713, et à celui de lieutenant-général des armées

du roi, le 30 mars 1720. Il obtint le gouvernement de Beaufort, en Anjou, par provisions du 15 juin 1721; et on lui accorda pour son fils aîné (depuis maréchal de France), la survivance de cette charge, par provisions du lendemain 16. Il fut pourvu du gouvernement de Guise en remettant celui de Schelestadt, par provisions du 20 juillet 1727. Nommé lieutenant-colonel du régiment des gardes, il y prit une compagnie de fusiliers, par commission du 4 janvier 1730. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733, il y servit aux siéges de Gerra-d'Adda et de Pizzighitone. Détaché, le 2 décembre, pour faire le siége du château de Crémone, il obligea la garnison de capituler le 4. Il rejoignit ensuite l'armée, et servit au siége du château de Milan, qui se rendit le 29. Il se trouva à la prise de Trezzo, de Lecco, de Fuentes, de Saravalle, de Novarre et d'Arrona, ainsi qu'à celle des ville et château de Tortone, en janvier et février 1734. Il combattit à Parme, au mois de juin, et à Guastalla, au mois de septembre suivant. Étant rentré en France, il se démit, au mois de mars 1735, de la lieutenance-colonelle du régiment des gardes et de la compagnie qu'il avait dans ce régiment (1). Il possédait encore les gouvernements de Beaufort et de Guise, lorsqu'il mourut, à Bourbon, le 3 octobre de la même année, à l'âge de 72 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 100, *mémoires du temps*, *Histoire de la maison du roi*, *par l'abbé de Nœufville*, *tom. III*, *pag.* 84; *Gazette de France*.)

DE CONTADES (Louis-Georges-Érasme, *marquis*), *maréchal de France*, fils du précédent, naquit en octobre 1704. Il fut successivement second enseigne au régiment des gardes-françaises, le 1er février 1720, et premier enseigne, le 2 juillet suivant. Il obtint le gouvernement de Beaufort, en Anjou, en survivance de son père, par provisions du 16 juin 1721. On le nomma lieutenant au régiment des gar-

(1) Le roi lui accorda en récompense de ses services une pension de 6000 liv., et l'agrément de vendre sa compagnie.

des, le 15 juin 1724, et capitaine, au même régiment, le 27 juin 1729. Il fut fait, par commission du 10 mars 1734, colonel du régiment d'infanterie de Flandre, lors de la promotion du marquis de Mison au grade de maréchal-de-camp. Il se démit, à cette époque, de sa compagnie au régiment des gardes, et alla rejoindre le régiment de Flandre à l'armée d'Italie. Détaché, le 1er juin, avec 400 hommes d'infanterie, il alla s'enfermer dans le château de Colorno. Les ennemis, au nombre de 14,000 hommes, l'y ayant attaqué, il leur opposa la plus vive résistance pendant deux heures, et n'abandonna la place qu'après en avoir reçu l'ordre du marquis de Maillebois, qui commandait le camp de Sacca. Il fit sa retraite par des prairies coupées de fossés pleins d'eau, et manœuvra si habilement que les ennemis, attachés à sa poursuite, ne purent entamer son arrière-garde. Il obtint le régiment d'Auvergne, à la mort du comte de Clermont, par commission du 15 du même mois de juin. Il combattit à Parme, le 29, et y fut blessé. Après la guérison de sa blessure, il rejoignit l'armée sur la Secchia, et combattit, à la tête du régiment d'Auvergne, à Guastalla, le 19 septembre. Créé brigadier, par brevet du 18 octobre, il passa l'hiver à Lodi, et servit en Italie, en 1736. Il entra en jouissance du gouvernement de Beaufort, à la mort de son père, le 3 octobre de la même année. Désigné pour servir en Corse comme brigadier, par lettres du 2 décembre 1737, il passa dans cette île, avec son régiment, au mois de janvier 1738, et y demeura l'année entière. Il eut ordre du roi de revenir en France, au mois de janvier 1739, pour y concerter les moyens de réduire les rebelles de la Corse. Il retourna dans cette île, au mois d'avril suivant, et y fit la campagne qui décida de la soumission de tout le pays. Il acheva, pendant l'hiver, le désarmement des peuples de la montagne, et revint à Bastia, en 1740. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er janvier de la même année. Il repassa en France, au mois de juin 1741, et fut employé à l'armée de Westphalie, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août : il y passa l'hiver. Il commanda, au mois d'août 1742, la 4e division de cette armée, qui partit de Dussel-

dorff, le 4 de ce mois, pour se rendre sur les frontières de Bohême, d'où elle vint ensuite sur le Danube. Il partit de Ratisbonne pour s'acquitter, auprès du roi, d'une commission particulière dont le maréchal de Maillebois l'avait chargé. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 1er avril 1743, il la joignit à Worms, et combattit à Ettingen. Le dérangement de sa santé l'obligea de quitter momentanément, au mois d'août, le service actif, et de passer l'hiver en France. Employé à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres du 1er avril 1744, il servit au siége de Menin; à celui d'Ypres, où il monta la tranchée, le 25 juin; et à celui de Furnes, où il monta la tranchée, le 8 juillet. Il passa à l'armée du Rhin, par lettres du 19. Détaché, le 27 août, pour suivre l'arrière-garde des ennemis jusqu'à Canstadt, au-delà du Neker, il revint, par les villes forestières, devant Fribourg, dont on faisait alors le siége. Il y servit à la seconde attaque du chemin couvert à la droite: elle réussit. Après la prise de cette place, qui capitula le 6 novembre, il conduisit des troupes à Worms, et fut employé, pendant l'hiver, sous les ordres du maréchal de Maillebois, par lettres du 1er novembre. On le fit inspecteur-général de l'infanterie, par ordre du 31 janvier 1745. Il se rendit, au mois de février, à Sarre-Louis, pour marcher sous les ordres du comte de Lowendal avec 15 bataillons et un régiment de dragons. Il se porta successivement sur le Rhin, en traversant l'Hunsruck; de là sur le Mein, et enfin sur la Lahn. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril, il y arriva, le 1er mai, pour l'ouverture de la tranchée devant Tournay. Il fut créé lieutenant-général, par provisions du même jour; mais le roi, ayant jugé à propos de ne déclarer sa promotion qu'au mois de novembre suivant, il continua de servir comme maréchal-de-camp. Il commanda le siége de Tournay, lorsque l'armée passa l'Escaut pour le combat de Fontenoy: Tournay capitula le 23 mai, et sa citadelle le 20 juin. Il servit au siége d'Ostende, qui capitula le 23 août, et à celui de Nieuport, où il monta la tranchée, le 1er septembre: cette ville battit la chamade le 5 septembre. Il commanda à Bruges, pendant l'hiver, par lettres du 1er no-

vembre. A la fin de cette année, il se rendit à Dunkerque, et ensuite à Calais, pour y faire les préparatifs d'un embarquement projeté, mais qui n'eut pas lieu. Étant revenu à Bruges, il y trouva l'ordre de conduire à Bruxelles 25 bataillons et 25 pièces de canon. Il arriva, à la fin de janvier 1746, devant cette place; attaqua la redoute des Trois-Troncs, et fit prisonnières de guerre les troupes qui la défendaient. Il força, le 4 février, le château de Wilworden, dont la garnison demeura prisonnière de guerre, et s'empara de Bruxelles, le 20 : après cette expédition, le marquis de Contades retourna à Bruges. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai, il y commanda plusieurs corps séparés. Il servit à la tête de la réserve de l'armée, à la bataille de Raucoux, le 11 octobre, et fut employé, pendant l'hiver, en Bretagne, par lettres du 8 du même mois. Il resta, dans cette province, jusqu'au mois de février de l'année suivante, empêcha les Anglais d'y pénétrer, et les força de se rembarquer. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1747, il attaqua le fort de la Perle, qui se rendit le 24 avril. Liefkenshoeck capitula le 25. Il emporta, l'épée à la main, les deux redoutes appelées les Kient, sur la chaussée qui conduit au Zandberg, et ouvrit la tranchée devant le Zandberg, qui capitula le 9 mai. Hulst lui ouvrit ses portes le 11, et Azel le 16. Il reçut, au mois de juillet, l'ordre de se rendre avec une partie de ses troupes devant Berg-op-Zoom, dont le siége avait été commencé par le comte de Lowendal. Sans se joindre au comte, il devait s'en tenir assez près pour être à portée de faire monter la tranchée, et pour remplacer le comte de Lowendal, si celui-ci tombait malade. Après la prise de Berg-op-Zoom, qui fut emporté d'assaut, le 16 septembre, le comte de Lowendal étant effectivement tombé malade, le marquis de Contades disposa tout pour le siége des forts Frédéric-Henri, Lillo et de Sainte-Croix : le comte de Lowendal, étant rétabli, les emporta le 12 octobre. Le marquis de Contades fut employé pendant l'hiver en Flandre, par lettres du 1er novembre. Il servit, dans la même province, par lettres du 15 avril 1748. S'étant mis à la tête de 2000 hommes, il escorta deux convois qu'il conduisit

à Berg-op-Zoom. Il se porta ensuite à Diest, pour couvrir les convois qu'on tirait de Louvain pendant le siége de Maestricht. Il rentra à Bruxelles après l'armistice, et y resta jusqu'à l'évacuation des Pays-Bas. La paix conclue à Aix-la-Chapelle ayant été rompue par les Anglais, le marquis de Contades fut employé à l'armée auxiliaire d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757. Il y commanda la première ligne de l'infanterie; s'empara de la Hesse, sans éprouver de résistance; rejoignit l'armée qui avait passé le Weser, et combattit, le 25 juillet, à la bataille d'Hastembeck, où il commanda encore la première ligne de l'infanterie. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1758, il combattit à Crewelt, le 23 juin. Il remplaça le comte de Clermont dans le commandement en chef de l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 4 juillet. Il suivit de près l'armée hanovrienne; lui rendit ses subsistances difficiles; offrit la bataille au prince Ferdinand de Brunswick, sur les hauteurs de Caster, et obligea ce prince de repasser sur la rive droite du Rhin. Le marquis de Contades fut fait maréchal de France, par état donné à Versailles, le 24 août. Le nouveau maréchal ayant conçu le projet de surprendre le camp que le prince de Holstein-Gottorp commandait à Bork, et qui était composé d'un gros corps d'infanterie et de 2000 dragons ou hussards, fit exécuter ce projet, dans la nuit du 28 au 29 septembre, avec le corps des grenadiers de France et des grenadiers royaux. Ces troupes commencèrent à déboucher à minuit à la droite de la Lippe, et leur avant-garde attaqua, à la pointe du jour, à un quart de lieue du village d'Hasselen, un poste retranché, que l'officier hanovrien qui y commandait défendit vigoureusement. Les ennemis ayant cependant abandonné tous les autres postes avec précipitation, furent poursuivis jusqu'à une demi-lieue au-delà du camp. Le prince de Holstein les rallia et les forma en bataille sur une bruyère en avant de Holstein, où il paraissait vouloir s'arrêter; mais, dès qu'il vit 2 escadrons français se déployer dans la plaine, il continua sa retraite sur Halteren : le camp du prince fut pillé; après quoi les Français repassèrent la Lippe. Les ennemis ayant attaqué, le 18 octobre, le duc de Chevreuse

dans son camp, les dragons français que l'on y surprit furent contraints de céder à des forces supérieures et de se replier. Le maréchal de Contades, averti de ce qui se passait, monta à cheval et se porta avec un corps d'infanterie au-devant de la division du duc de Chevreuse. Dès qu'il l'eut jointe, il fit des dispositions qui imposèrent aux ennemis et qui les obligèrent d'abandonner Werle. Le maréchal de Contades, après avoir visité, dans le courant de décembre, tous les postes français sur les deux rives du Rhin, établit son quartier-général à Crewelt, et se rendit à Paris. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1759. Il prêta serment, comme maréchal de France, le 24, et fut reçu chevalier des Ordres, le 2 février. Nommé pour commander l'armée du Roi en Allemagne, par pouvoir du 18, il arriva à Francfort, le 25 avril. A la tête de l'armée, il poussa les ennemis de poste en poste; s'empara de la Hesse, de Paderborn, de Munden, de Minden, d'Osnabruck, d'une partie de l'électorat d'Hanovre, de Munster et de sa citadelle. Il attaqua le prince de Brunswick, à Minden, le 1er août, et fut complétement battu (1). Il se tint le reste de la campagne sur la défensive. Ayant été rappelé, il remit le commandement de l'armée au duc de Broglie, le 1er novembre, et revint en France. Le roi lui donna, en 1762, le commandement de la province d'Alsace. Il était doyen des maréchaux de France, lorsqu'il mourut à Livry, le 19 janvier 1775. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 446; *mémoires du temps, Gazette de France, Nobiliaire universel de France, tom. I, pag.* 103.)

DE CONTADES (Érasme-Gaspard, *comte*), *maréchal-de-camp,* petit-fils du précédent, naquit à Angers, le 12 mars 1758. Il fut fait colonel du régiment des chasseurs de Picardie, le 11 novembre 1782; émigra, en 1791, et fit la campa-

---

(1) Le maréchal de Contades attribua sa défaite au duc de Broglie. (*Voyez* dans cet ouvrage, *tom. III, pag.* 234, la note à l'article *Broglie* (Victor-François.)

gne de 1792 à l'armée des princes français. Il servit, en qualité de major-général dans l'armée qui débarqua à Quiberon, en 1795, sous les ordres du marquis de Puysaye. Nous ne connaissons pas la date de la promotion du marquis de Contades au grade de maréchal-de-camp; mais nous trouvons cet officier porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite de ce grade de maréchal-de-camp, après 12 ans 9 mois et 16 jours de service. (*Etats militaires, Nobiliaire de France, par M. de Saint-Allais, tom. I, pag.* 104.)

DE CONTADES (Louis-Gabriel-Marie), *marquis de Gizeux, maréchal-de-camp,* frère puîné du précédent, naquit à Angers, le 11 octobre 1769. Il était colonel du régiment d'Anjou infanterie, lorsqu'il émigra, en 1791. Il fit la campagne de 1792 dans l'armée des princes français, et passa, en 1794, à Saint-Domingue, où il commanda une légion de l'armée royale, à la solde de l'Angleterre. Il a été créé maréchal-de-camp, le 27 décembre 1795. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à l'époque du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de maréchal-de-camp, après 18 ans 8 mois et 16 jours de service. (*Etats militaires, Nobiliaire de France, par M. de Saint-Allais, tom. I, pag.* 104.)

DE CONTENANT, *voyez* DE BAUVES.

CONTY, *voyez* DE BOURBON.

COQUILLE DU GOMMIER (Jacques-François), *général en chef,* naquit à la Basse-Terre (île de la Guadeloupe), en 1736. Il entra au service à l'âge de treize ans; mérita par sa bonne conduite la croix de Saint-Louis qui lui fut accordée, et se retira, avec le brevet de lieutenant-colonel, à la Martinique, où il se trouvait l'un des plus considérables et des plus riches planteurs, lorsque la révolution française éclata en 1789. Cette révolution s'étant propagée dans l'île de la Martinique, du Gommier fut nom-

mé député à l'assemblée coloniale, qui devait s'occuper de la réforme des abus. Bientôt après, la déclaration *des droits de l'homme* ayant été promulguée, les Noirs se révoltèrent contre leurs anciens maîtres. Obligé de défendre sa personne et ses propriétés, du Gommier eut à soutenir contre les Nègres et les mulâtres plusieurs combats sanglants, pendant et après lesquels les insurgés commirent des actes de barbarie que la plume se refuse à décrire. Cependant le patriotisme qui animait du Gommier et la considération dont il jouissait, le firent nommer colonel des gardes nationales de la Martinique. L'insurrection faisant des progrès effrayants, du Gommier se retira avec environ 4000 mille hommes dans le fort Saint-Pierre. Il y fut investi par une armée nombreuse et formidable de rebelles de toute couleur, sous la conduite d'un nommé Behague. Il soutint ce blocus pendant sept mois, malgré la diminution de plus d'un tiers de ses troupes que la famine avait enlevées progressivement. En 1791, lors de l'arrivée d'un nouveau gouverneur et des commissaires envoyés à la Martinique par le roi Louis XVI, du Gommier cessa de combattre, et se retira dans ses foyers. Il croyait y trouver le repos; mais sa vie se trouvant menacée et sa tête ayant été mise à prix, il fut obligé de fuir précipitamment, erra long-temps sans nourriture dans les déserts les plus affreux, et parvint enfin à gagner avec ses deux enfants un rivage, où il s'embarqua. Il passa en France, dans l'intention d'y solliciter des secours contre les ennemis de la révolution dans les colonies. Il arriva dans la métropole, en 1792, se présenta chez les ministres, et n'y recueillit que des refus et des dégoûts, pour tout fruit de ses sacrifices et de ses pénibles démarches. Il se disposait à retourner aux îles, lorsque la guerre vint interrompre les communications. Dans cet état de choses, du Gommier sollicita l'honneur de défendre sa patrie sur le continent. Il avait été nommé député de la Martinique à la convention nationale; mais il préféra suivre la carrière des armes. Il fut assez long-temps sans pouvoir obtenir du service; mais enfin on le nomma général de brigade, en 1793, et on l'envoya en

cette qualité à l'armée d'Italie. Cette armée, affaiblie par les détachements qu'on en avait distraits pour les faire marcher contre la ville de Toulon, en état d'insurrection, venait d'éprouver un échec à Lantofca. Sa gauche avait dû céder à des forces supérieures et s'était repliée sur Utelle. Ce fut le commandement de cette aile gauche que l'on donna dans ces circonstances au général du Gommier, qui établit son quartier-général à Utelle. Sur ces entrefaites, 8000 Austro-Sardes, aux ordres du général de Wins, venaient de descendre par la vallée de Blure-sur-Gillette et le Broc, et occupaient le poste de Gillette dans la vue de couper à l'armée française d'Italie ses communications avec l'intérieur de la France. A la nouvelle de cette invasion, du Gommier, après avoir confié à l'adjudant-général Despinois la défense d'Utelle, part à la tête de 300 chasseurs et grenadiers. Il fait surprendre par le chef de bataillon Martin le village de la Roque, dans lequel on fit prisonniers 88 Autrichiens, et où l'on délivra une compagnie française qui s'était retranchée dans un vieux château. Du Gommier de son côté, fait une marche de sept lieues pendant la nuit, réunissant tous les détachements qui se trouvent sur son passage, et arrive en présence de l'ennemi, le 16 octobre, au point du jour. Il avait tout au plus 1000 hommes sous ses ordres; mais, sans être arrêté par l'infériorité numérique de sa troupe, il attaque avec la plus grande impétuosité le poste de Gillette, défendu par 4000 hommes et 6 pièces de canon, culbute les Austro-Sardes et les force à évacuer Gillette. Les ennemis perdirent en cette occasion 800 hommes morts, 700 prisonniers, l'artillerie, les munitions et les tentes du corps d'armée du général de Wins. Cette action glorieuse garantit le pays d'une invasion, et rétablit la sûreté des troupes dans le comté de Nice. Le poste important d'Utelle, dégarni des troupes qui avaient été employées à l'expédition contre Gillette, se trouvant dans un danger imminent, du Gommier se hâta d'y revenir avec son détachement, et eut à se féliciter de sa prévoyance à cet égard; car, dans la nuit même de son retour à Utelle (22 octobre 1793), ce poste fut at-

taqué par le gros de l'armée austro-sarde. Un brouillard des plus épais, et qui rendait la nuit encore plus sombre, favorisant la marche des Austro-Sardes, ils arrivent sans être aperçus jusqu'aux avant-postes français, qu'ils trouvent endormis et fatigués d'une marche longue et pénible; ces avant-postes sont égorgés avant d'avoir pu se mettre en défense. Cependant la grand'garde française, avertie par le bruit, a le temps de signaler l'attaque de l'ennemi par une décharge de coups de fusil, et de se retirer sur Utelle. Le seul poste de la Madone, placé sur un pic très-élevé, n'avait point été surpris, et tenait encore : la conservation de ce poste était très-importante. Déjà l'ennemi se disposait à fondre sur les Français, lorsque le jour paraîtrait ; mais du Gommier avait de son côté pris toutes ses mesures, et attendait paisiblement le moment de l'attaque. Pour arriver jusqu'à lui, les Austro-Sardes devaient traverser un défilé couvert de rochers; et c'était là que du Gommier avait préparé ses moyens de succès. 600 Français, embusqués par ses ordres, devaient attendre l'ennemi, et ne l'attaquer que lorsqu'il serait engagé dans le défilé. D'un autre côté 200 hommes étaient envoyés au secours du poste de la Madone : tous ont reçu la défense de brûler une seule amorce, et c'est à la baïonnette qu'il leur est enjoint de repousser les assaillants. Enfin le jour paraît, et les Austro-Sardes, comptant sur une victoire certaine, s'enfoncent dans le défilé. Aussitôt les ordres de du Gommier sont ponctuellement exécutés; l'ennemi, surpris et attaqué de toutes parts, est repoussé avec perte, et 5000 Piémontais battent en retraite, dans le plus grand désordre, devant un nombre bien inférieur de Français. Après cette brillante affaire, du Gommier, remit le commandement de l'armée du comté de Nice, au général Dumerbion, et alla prendre, par ordre du comité de salut public, celui de l'armée qui assiégeait Toulon. Cette ville était alors au pouvoir des Anglais, et l'amiral Hood l'avait fait mettre dans un état de défense respectable. La garnison était forte d'environ 25,000 hommes, et l'armée des assiégeants s'élevait tout au plus à 40,000 combattants. Aussitôt que du Gom-

mier eut reconnu la place, il partagea ses troupes en deux corps destinés à attaquer sur autant de points différents. Il se réserva le commandement du premier, qui embrassait le front des défenses extérieures du côté de l'Ouest, et mit sous les ordres du général Lapoype le second corps en position au nord de la ville. Ce grand développement, la faiblesse de l'armée assiégeante, et la force des assiégés déterminèrent le général en chef du Gommier, sur la proposition du chef de bataillon du génie Marescot, à faire fermer par des lignes de contrevallation les vallées qui s'étendent entre les hauteurs de Piétaillas, des Arènes, des Gaux et de la Goubreu, par lesquelles la garnison pouvait faire le plus facilement des sorties. Jusqu'alors les dispositions d'attaque avaient été bornées à l'établissement de quelques batteries provisoires placées avec avantage par le chef de bataillon Buonaparte (Napoléon), commandant en second l'artillerie républicaine; mais, le 28 novembre au matin, du Gommier fit démasquer une batterie de 6 pièces de 24, établie snr la hauteur des Arènes, et qui pendant plusieurs jours dirigea sur le fort Malbousquet un feu très-vif, auquel l'ennemi répondit vigoureusement. L'occupation des Arènes par les assiégeants était très-préjudiciable aux assiégés : ces derniers firent, le 30 novembre, à la pointe du jour, une sortie forte de 5 à 6000 hommes, dans le dessein de repousser l'armée de siége et de détruire ses ouvrages. La colonne sortie de Toulon se sépara en deux, pour attaquer en même temps la montagne des Arènes, et les postes établis dans le vallon de Piétaillas. Déjà les Anglais s'étaient rendus maîtres de la hauteur des Arènes, ainsi que de la batterie nouvellement construite, et avaient encloué les pièces; ils menaçaient même de s'emparer par un détachement de la grande route d'Ollioules, lorsque du Gommier accourut au bruit des premiers coups de fusil qu'il entendit, et s'efforça de rallier les bataillons qu'il trouva épars et rompus. Après une harangue courte et énergique, adressée à ses troupes, il se met à leur tête et les précipite sur l'ennemi, qui, pressé à son tour et assailli de toutes parts, est obligé d'abandonner le terrain et les

canons dont il s'était saisi, et de rentrer dans la place, après avoir laissé sur le champ de bataille beaucoup de tués et de blessés. Parmi les prisonniers anglais, dont le nombre fut assez considérable, se trouvait le général en chef O-Hara, commandant des troupes dans Toulon. Dans cette journée, le général du Gommier reçut deux coups de feu, l'un au genou et l'autre au bras. En attendant l'arrivée de quelques bataillons aguerris, qui devaient venir de l'armée du Var, du Gommier, fit, le 14 décembre, accompagné des commandants Marescot et Buonaparte, la reconnaissance de la grande redoute anglaise, placée sur une hauteur vis-à-vis le village de la Seyne : l'escarpement et les fortifications de ce poste formidable, lui avaient fait donner le nom de *Petit-Gibraltar*. Après l'inspection du terrain, du Gommier fit les dispositions convenables pour enlever cette redoute, l'épée à la main; et, à cet effet, il rassembla, le 16, toutes ses troupes pour une attaque générale, qu'il fit commencer dans la nuit du 17 au 18. D'après les instructions de du Gommier, ces troupes gravissaient déjà la montagne et se portaient contre la redoute anglaise, lorsqu'un orage épouvantable qui éclata dans ce moment vint ajouter aux difficultés qu'offrait le terrain et aux effets du canon et de la mousqueterie ennemie. Rien cependant ne peut arrêter l'élan et le courage des braves soldats républicains, qui, montés sur les épaules les uns des autres, s'élèvent à la hauteur des embrasures de la redoute, et pénètrent dans l'intérieur, en profitant du recul que font les pièces, après avoir vomi leur charge. Bientôt le combat s'engage dans la redoute même. Les Anglais s'y battent avec intrépidité; favorisés d'ailleurs par des traverses disposées de manière à former une seconde enceinte, ils obligent une première fois les assaillants de se retirer par les embrasures qui leur ont servi d'entrée. Une seconde fois, les républicains rentrent par les mêmes moyens dans les redoutes : ils en sont encore chassés. Enfin, par un troisième et dernier élan, ces intrépides soldats s'établissent dans l'épaulement, et s'y maintiennent. Cependant la pluie qui tombe par torrents, les cris de victoire des Français, ceux de désespoir des Anglais voués à

une mort presque certaine, les éclats du tonnerrre qui domine le bruit des armes, tout concourt à mettre dans les rangs français un désordre, dont les Anglais allaient peut-être profiter pour se dégager, lorsque du Gommier fait avancer des troupes fraîches pour succéder à celles qui sont épuisées de fatigue. Ces nouveaux assaillants forcent toutes les traverses de l'intérieur de la redoute, égorgent les canonniers anglais sur leurs pièces, et tuent ou dispersent tout ce qui s'offre à eux. Au point du jour, l'ennemi avait totalement évacué la redoute, et s'était retiré sur les hauteurs qui dominaient les forts de l'Éguillette et de Balaguier. Pendant que du Gommier dirigeait en personne l'attaque de la redoute anglaise, le général Lapoype, de son côté, avait attaqué et enlevé un poste anglais établi sur la sommité retranchée de la montagne dite de la Croix-Faron. On évalua la perte des Français, dans cette journée, à 1200 hommes tués ou blessés, et celle des Anglais à 2000, morts, blessés ou faits prisonniers. Le résultat de cette affaire fut l'expulsion des Anglais de la totalité du promontoire, et l'occupation par les Français des forts de l'Éguillette, de Balagnier et de la Croix-Faron. Bientôt après, sur des démonstrations faites par les ordres de du Gommier, les ennemis abandonnèrent la redoute de Saint-André, les forts de Pomets et des deux Saint-Antoine, le formidable poste de Malbousquet et le camp de Saint-Elme. Les succès de l'armée républicaine et l'incendie de plusieurs maisons de la ville, par les batteries françaises, répandirent bientôt la confusion dans Toulon. La mésintelligence ne tarda pas non plus à se glisser parmi les troupes anglaises et espagnoles de la garnison. Décidés à abandonner la place, les Anglais détruisent tout ce qu'ils ne peuvent emporter ou emmener. Ainsi l'arsenal (1), les magasins de la marine et plu-

(1) Les forçats du bagne de Toulon rompirent leurs chaînes, et se jeterent dans l'arsenal où ils parvinrent à éteindre une partie des mèches enflammées que les Anglais y avaient attachées. Ce fut à ces hommes dégradés, mais moins féroces que les Anglais, que l'on dut la conserva-

sieurs des vaisseaux qui se trouvaient dans le fort furent livrés aux flammes. A la vue de ce vaste incendie, les républicains demandent qu'on les conduise à l'assaut, dans l'espoir de pouvoir empêcher les ennemis de se rembarquer; mais il était trop tard; et les Anglais, ainsi que leurs alliés, avaient déjà cherché leur salut à bord de leurs vaisseaux. Le 19 décembre au matin, du Gommier entra dans Toulon à la tête de son armée (1). En janvier 1794, l'armée espagnole inondait le Roussillon, occupait Collioure, Bellegarde et toutes les places fortes du pays, et menaçait Perpignan. Dans ces circonstances fâcheuses, le comité de salut public crut devoir donner le commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales au général du Gommier, déjà célèbre par ses succès dans les Alpes, et plus encore par la reprise de Toulon. A son arrivée à cettte armée, du Gommier se mit en mesure d'arrêter les progrès de l'ennemi. Il prit d'abord le Tech pour limite, et repoussa tous les postes espagnols au-delà de cette rivière. Du Gommier avait reçu du comité de salut public l'ordre de prendre l'offensive et d'attaquer Port-Vendre

---

tion d'une partie de cet édifice et de ce qu'il renfermait. De 41 vaisseaux ou frégates qui se trouvaient dans le port et dans la rade de Toulon lors de l'occupation de cette ville par les Anglo-espagnols, 12 furent brûlés et 8 emmenés par eux : 21 restèrent dans le port. Le magasin de la mâture et plusieurs autres devinrent la proie des flammes; mais le grand hangard, le magasin aux câbles, la corderie et les magasins à poudre furent conservés.

(1) Le spectacle que présentait alors cette ville était des plus douloureux. Un grand nombre d'habitants, craignant le ressentiment terrible de la convention nationale, étaient entassés sur le port, tendant, mais en vain, leurs mains suppliantes vers les Anglais, qui, désormais sourds aux cris et aux larmes de ces infortunés, leur refusaient un asile à bord de la flotte. Une partie de ces malheureux périt en cherchant à se sauver à la nage; l'autre partie fut mitraillée par ordre des commissaires conventionnels. Dès que du Gommier eut connaissance de l'ordre donné pour cette exécution sanguinaire, il eut le généreux courage d'en solliciter vivement la révocation : ses efforts furent inutiles.... La convention avait décrété, sur le rapport du comité de salut public, que la ville de Toulon serait rasée; mais ce décret n'eut point de suite.

et Collioure; mais, ayant reconnu que ce plan était vicieux, il résolut de commencer ses opérations par l'attaque du camp de Boulou. En conséquence, il fit faire, le 30 avril, sur toute la ligne des Espagnols, une attaque générale, dont le résultat fut l'enlèvement de plusieurs redoutes et positions importantes. Le lendemain, 17 mai, il fit marcher ses troupes contre le camp de Boulou, que les ennemis évacuèrent dans le plus grand désordre, après un combat dans leqnel les républicains déployèrent une intrépidité et un dévouement dignes des plus grands éloges. Pour mettre à profit la victoire qu'il venait de remporter, du Gommier donna au général Augereau l'ordre de remonter la vallée du Tech et d'aller attaquer les Espagnols sur la Mouga. La prise de St.-Laurent fut le fruit de cette expédition très-avantageuse en ce qu'elle procura aux Français beaucoup d'effets d'habillement, et toutes les ressources d'une fonderie qui approvisionna l'armée d'une quantité considérable de projectiles. Après la prise de St.-Laurent, du Gommier redoubla ses préparatifs pour le siége de Bellegarde, de Collioure et des autres places françaises occupées par les Espagnols. Les succès obtenus jusqu'alors par du Gommier avaient eu pour résultat de chasser les ennemis d'une partie du Roussillon, et de les forcer de laisser ces mêmes places à découvert. Vers la fin du mois de mai, du Gommier, jugeant que le moment était venu de tenter la reprise de Saint-Elme, Port-Vendre et Collioure, fit attaquer ces trois forteresses, qui tombèrent successivement au pouvoir des républicains. Les travaux que nécessitèrent les siéges de ces diverses places furent très-difficultueux; mais du Gommier, donnant lui-même l'exemple à ses troupes, était parvenu à vaincre tous les obstacles. La reprise de ces forteresses fut terminée le 29 mai, et la reddition des armes fut faite par les Espagnols au village de Banyuls-la-Maizo (1). Dans une sortie com-

(1) Lorsque les Espagnols pénétrèrent sur le territoire français en 1793, les habitants de Banyuls-la-Maizo, livrés à leurs propres forces, se défendirent dans les défilés qui mènent à leur village avec une résolution digne

binée qui avait été faite, le 16 mai, par les garnisons des trois places, du Gommier fut blessé, et il fût même tombé au pouvoir des Espagnols, sans le dévouement des soldats d'un bataillon du 28ᵉ régiment de ligne, qui se firent presque tous tuer à ses côtés en le défendant. Aussitôt après la prise de Collioure, du Gommier forma le blocus de Bellegarde, place qui par sa position est regardée avec raison comme une des clefs de la France dans cette partie de nos frontières. Il employa, tant à ce blocus qu'au corps d'observation, environ 35,000 hommes. De leur côté, les Espagnols avaient à peu près 60,000 hommes, dont 45,000 campés aux environs de Figuières, et 15,000 près de Puycerda; mais, ayant été battus, le 13 août, à Saint-Laurent-de-la-Mouga, ils avaient été obligés de se retirer avec perte, et de renoncer à secourir Bellegarde. Cette place ainsi abandonnée à ses propres forces n'en tint pas moins jusqu'au 18 septembre, jour où elle se rendit par capitulation à du Gommier, qui s'y empara de 66 bouches à feu et de 40 milliers de poudre. Le général espagnol comte de La-Union, n'ayant pas pu empêcher la reddition de Bellegarde, prit position entre cette ville et Figuières, avec 50,000 hommes. Sa ligne formée sur un développement de 5 lieues présentait une suite de fortifications, dans laquelle on comptait, depuis Saint-Laurent-de-la-Mouga jusqu'à la mer, plus de 90 redoutes, la

---

des Spartiates. Sommé de mettre bas les armes et de livrer passage aux troupes espagnoles, le maire de ce village, étant à la tête de ses concitoyens, répondit : « Les Français savent mourir, mais ne rendent point » leurs armes. » Le plus grand nombre des habitants succomba sous les efforts des Espagnols, et ce qui resta de ces généreux citoyens se dispersa dans l'intérieur du pays, où ils servirent de guides et d'éclaireurs à l'armée française. Après la prise de Collioure, la convention nationale décréta, 1° que les citoyens de Banyuls avaient bien mérité de la patrie, ainsi que l'armée des Pyrénées-Orientales; 2° que, sur la place de Banyuls, il serait élevé un obélisque de granit avec cette inscription : *Ici 7000 Es-* » *pagnols déposèrent les armes devant les républicains, et rendirent à la* » *valeur ce qu'ils tenaient de la trahison.* » Le souvenir de ce noble dévouement engagea du Gommier à choisir Banyuls-la-Maizo pour le théâtre de la reddition d'armes des Espagnols.

plupart flanquées et fraisées : le tout était soutenu par un vaste camp retranché établi à Liere. Comptant sur le courage de ses soldats qui étaient aguerris par des milliers de combats dans les montagnes, et habitués à affronter toutes sortes d'obstacles, du Gommier résolut d'attaquer les Espagnols, et commença ses opérations, à cet effet, dans la nuit du 16 novembre. L'attaque générale des redoutes espagnoles eut lieu, dès le 17, à six heures du matin, et cette journée fut couronnée d'un succès aussi brillant que complet ; mais la France le paya cher par la mort du général du Gommier, qui fut tué d'un coup d'obus, étant stationnaire sur la montagne Noire, au centre de son armée. Il eut la tête fracassée ; et cependant sa prudence ne l'abandonna pas, même dans les bras de la mort. Il profita d'un reste de vie qui l'animait encore pour dire à deux de ses fils, qui se trouvaient à ses côtés, et aux officiers qui l'entouraient : « Faites en sorte de cacher ma mort à » nos soldats, afin qu'ils achèvent de remporter la victoire, » seule consolation de mes derniers moments. » Il expira en prononçant ces mots. Du Gommier avait 58 ans lorsqu'il succomba glorieusement sur le champ de bataille. Il était l'idole de ses troupes, qui avaient pour lui un dévouement sans bornes. Avare du sang de ses soldats, il s'exposait souvent lui-même avec la plus grande intrépidité. Il visitait fréquemment les camps, et se plaisait à converser familièrement avec les soldats, auxquels il adressait presque toujours des paroles de bonté, d'encouragement ou d'espérance. Lorsque sa mort fut connue, un cri unanime s'éleva dans l'armée ; et de tous les rangs on entendit ces mots, comme autrefois, après la mort de Turenne : « *Nous avons perdu notre père.* » La tribune de la convention retentit des plus pompeux éloges de cet illustre général, et il fut décrété que le nom de du Gommier serait inscrit sur une des colonnes du Panthéon. En 1800, sous le consulat de Napoléon Buonaparte, les restes du général du Gommier et ceux du général Dagobert, qui étaient restés isolés à Bellegarde et à Mont-Libre, furent transférés à Perpignan, et inhumés sous la colonne dépar-

tementale avec cette inscription : « *Aux mânes des généraux* » *du Gommier et Dagobert, adoptés par la reconnaissance* » *du département des Pyrénées-Orientales.* » Deux des fils du général du Gommier, qui avaient servi dans son état-major, ont péri glorieusement pendant la guerre. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE CORBEIL DE GREZ (Jean), *maréchal de France,* était revêtu de cette charge lorsqu'il fut envoyé en Flandre pour les affaires du roi, en 1308. Dans l'accord qui fut fait entre le comte de Flandre et les habitants de Douay, et que le roi confirma à Lille, au mois d'octobre 1311, le sieur de Corbeil est nommé avec le titre de maréchal et de commissaire du roi. Il conclut au nom du roi, au mois de mai 1315, la paix avec le fils aîné du comte de Flandre. Le maréchal de Corbeil servait encore en Flandre, en 1318, sous le comte d'Évreux. Il mourut au mois de novembre 1318. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 117 ; *mémoires du temps.*)

DE CORBET, *voyez* D'ALÈS.

DE CORBONS, *voyez* GRIMALDY.

CORDA (Joseph, *baron*), *maréchal-de-camp au corps royal de l'artillerie*, naquit à Belrupt, en Lorraine, le 26 novembre 1773. Il entra, en qualité d'élève sous-lieutenant à l'école d'application de l'artillerie établie à Châlons, le 17 septembre 1792; fut fait lieutenant en second, au 7e régiment d'artillerie à pied, le 18 juin 1793, et passa lieutenant, au même régiment, le 13 novembre suivant. Il commanda en chef, et en cette dernière qualité, l'artillerie de l'une des divisions de l'armée de la Moselle, pendant deux campagnes. Il fut nommé capitaine en second, au même régiment, le 29 juin 1795, et capitaine en premier, le 1er mai 1802. Il avait servi sans interruption aux armées de Sambre-et-Meuse, du Nord, de la Moselle, d'Allemagne et du Rhin; et s'était trouvé aux batailles ou combats d'Honschoote, d'Orchies, de Pirmassens et de Pelingen, et aux siéges de Luxembourg et d'Ehrenbreitstein. Il passa, le 12 mars 1803, au com-

mandement de la 13e compagnie d'ouvriers d'artillerie, qu'il forma et organisa à Metz. Nommé chef de bataillon sous-directeur d'artillerie à Rennes, le 20 septembre 1805, il fut employé à l'armée d'Italie, en 1806, sous les ordres du maréchal Masséna, et servit au mémorable siége de Gaëte en qualité de commandant et de directeur d'artillerie. Il concourut en 1807, au siége de Dantzick, et y servit comme directeur d'artillerie et chef de l'état-major de cette arme, sous les ordres du général Lariboissière. Pendant ce siége, il reçut plusieurs blessures légères et quelques contusions. Nommé colonel attaché à l'état-major de l'artillerie, le 6 juin 1807, il fit la campagne de cette année, à la grande-armée, en qualité de directeur et de chef de l'état-major de l'artillerie du corps d'armée commandé par le maréchal Lannes. Il avait été créé membre de la Légion-d'Honneur, le 4 janvier 1807. Appelé à la direction d'artillerie de Metz, le 10 mars 1808, il fut détaché provisoirement de cette place, en 1809 et 1810, pour être employé comme chef d'état-major et directeur-général des parcs dans le corps d'armée qui fut opposé aux Anglais, lors de leur expédition contre Flessingue. Promu au grade de général de brigade, le 6 novembre 1810, il eut d'abord, en cette qualité, le commandement de l'artillerie des îles Ioniennes, à Corfou, puis ensuite de l'artillerie du 4e corps de la grande-armée. Il fit, avec ce corps, les campagnes de cette époque, et fut fait prisonnier de guerre le 13 février 1813. Étant rentré en France, le 15 juin 1814, on lui donna, le 21 du même mois, le commandement de l'école régimentaire d'artillerie établie à Toulouse. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de Saint-Louis, le 29 juillet de la même année, et officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 17 octobre suivant. Il passa au commandement de l'école régimentaire d'artillerie à Auxonne, le 10 février 1816 (1). Le

(1) On trouve, dans le *Moniteur* du 22 août 1817, un article sous la rubrique de Dijon, dans lequel il est dit que le gouverneur de la 18e division militaire, après avoir assisté aux exercices de l'école d'artillerie d'Auxonne, témoigna sa satisfaction de la bonne direction donnée à cette école par le général baron Corda.

maréchal-de-camp baron Corda fut admis au traitement de disponibilité, le 1er mai 1820. On le remit en activité le 1er juin suivant, et on l'employa comme président de la commission chargée de diriger les épreuves d'artillerie ordonnées par le gouvernement. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CORDEBEUF DE BEAUVERGER (Jean-François), *comte de Montgon, lieutenant-général*, entra au service comme cornette de la compagnie du colonel-général de la cavalerie, le 30 mars 1664; et combattit, la même année, sous M. de Turenne, à Sintzheim, Ensheim et Mulhausen. En 1675, il combattit aussi à Turkeim, le 5 janvier, et à Altenheim; et contribua, sous M. le prince de Condé, à faire lever aux ennemis les siéges de Haguenau et de Saverne. Devenu sous-lieutenant de la compagnie des gendarmes bourguignons, par brevet du 23 février 1677, il servit au siége et à la prise de Valenciennes et à la bataille de Cassel, où il eut le bras percé d'un coup de pistolet; et finit la campagne sous le duc de Luxembourg. Il marcha, en 1678, au siége et à la prise de Gand et d'Ypres. Il fut fait mestre-de-camp-lieutenant du régiment royal des cuirassiers, par commission du 6 août; et combattit à Saint-Denys, près Mons, à la tête des gendarmes bourguignons. Il se trouva au camp d'Artois, sous M. de Montberon, en 1680; au camp de la Haute-Alsace, en 1681 et 1682; servit à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684, et au camp de la Saône, en 1685, et les années suivantes. Il fut employé au même camp, du 6 juin au 12 août 1688; et servit au siége et à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Frankendal, la même année. Employé, en 1689, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, il passa ensuite dans celle que commandait le maréchal de Lorges, et servit, à la même armée, sous Mgr. le dauphin, en 1690. Créé inspecteur-général de la cavalerie et des dragons, par commission du 25 novembre, il exerça cette charge jusqu'en 1693, époque à laquelle elle fut supprimée, ainsi que toutes celles de même espèce. Nommé brigadier, par brevet

du 25 avril 1691, il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Lorges, et à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, en 1692. Il servit à l'armée de Flandre, en 1693; s'y trouva à la bataille de Neerwinde, et commanda pendant l'hiver sur la Meuse et sur la frontière de Champagne, sous M. le comte de Gacé, par ordre du 28 octobre. Il servit à l'armée de Flandre, sous Mgr. le dauphin, en 1694; et sous le maréchal de Villeroy, en 1695. On le nomma maréchal-de-camp, par brevet du 3 janvier 1696, et inspecteur-général de la cavalerie et des dragons, après le rétablissement de ces charges, par commission du 21 février suivant. Il fut employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Choiseul. Étant sorti de Philisbourg à la tête de 120 maîtres, il fut attaqué par un corps d'infanterie ennemie qui s'était embusqué sur son passage; mais il parvint à se faire jour au travers de cette troupe, et à rejoindre l'armée. Il se démit de son régiment, au mois de mars 1697; continua de servir sur le Rhin jusqu'à la paix, et obtint, par commission du 16 octobre 1700, une des charges de directeur-général de la cavalerie et des dragons: charge qu'il conserva jusqu'à sa mort. Employé d'abord en Alsace, par lettres du 9 mai 1701; puis à l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Villeroy, par lettres du 21 juillet suivant, il fut envoyé à l'armée d'Italie, sous le maréchal de Villeroy, par lettres du 14 août, et combattit à Chiari. Il passa l'hiver à Crémone, où il fut fait prisonnier, le 1er février 1702, après avoir eu son cheval tué sous lui, et avoir été foulé par les chevaux. Détaché, au mois de juin, sous les ordres du comte de Revel, il assiégea et prit la ville et le château de Castiglione-delle-Stivere, combattit à Luzzara et y fut blessé. Il marcha, au mois de novembre, sous les ordres du marquis de Barbesieux, qui s'empara de Saint-Benedetto, et de tous les magasins qui y étaient. Créé lieutenant-général, par pouvoir du 23 décembre, et employé, en cette qualité, à la même armée, en 1703, il contribua à la défaite de l'arrière-garde du général Stahremberg, près de Stradella; à la défaite des ennemis à Castelnovo-de-Bormia, à celle du général

Visconty, et à la prise d'Ast et de Villeneuve-d'Ast. Il servit, en 1704, au siége et à la prise de Verceil, d'Yvrée et de sa citadelle, et au siége de Verüe, en 1705. Il combattit, la même année, à Cassano et à Calcinato; et à l'attaque des retranchements sous Turin, en 1706. Il fut employé à l'armée du Dauphiné, sous le maréchal de Tessé, par lettres du 20 avril 1707; sous le maréchal de Villars, en 1708; et sous le maréchal de Berwick, en 1709, 1710, 1711 et 1712. Il marcha, cette dernière année, au ravitaillement de Gironne, et servit au siége et à la prise de Barcelonne, en 1714. Il n'eut plus d'occasion de servir jusqu'à sa mort, qui arriva le 7 mai 1730; il était alors âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 486; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE **CORDEBEUF DE BEAUVERGER** (Philippe-Gilbert), *comte, maréchal-de-camp*, parent du précédent, entra au service comme sous-lieutenant au régiment des gardes-françaises, le 14 février 1686, et y fut fait sous-aide-major, par brevet du 24 février 1689. Il se trouva, en cette qualité, à l'attaque de Valcourt, la même année; à la bataille de Fleurus, en 1690; et au siége de Mons, en 1691. Il eut un brevet pour tenir rang de lieutenant, en février 1692. Il servit au siége de Namur, et combattit à Steinkerque, la même année; et se trouva à la bataille de Neerwinde et au siége de Charleroi, en 1693. Nommé aide-major du régiment des gardes, le 2 septembre de cette dernière année, il continua de servir en Flandre. Il obtint une compagnie dans le même régiment, par commission du 25 février 1698, la commanda au camp de Compiègne, au mois d'août suivant; au combat de Nimègue, en 1702; à celui d'Eckeren, en 1703; à la bataille de Ramillies, en 1706; à Oudenarde, en 1708; et à la bataille de Malplaquet, en 1709. Il fut fait capitaine d'une compagnie de grenadiers, par lettres du 18 février 1710. Créé brigadier, par brevet du 29 mars suivant, il commanda sa compagnie de grenadiers en Flandre, et pendant les campagnes de 1710, 1711 et 1712, et s'y trouva à l'attaque d'Arleux; à celle de De-

nain, et aux siéges de Douay, du Quesnoy et de Bouchain. Il passa, en 1713, à l'armée du Rhin; servit aux siéges de Landau et de Fribourg, et contribua à la défaite du général Vaubonne. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er février 1719; et nommé gouverneur de l'île d'Oléron, par provisions du 21 avril 1720. Il se démit de sa compagnie, et alla résider à son gouvernement, où il mourut, le 13 octobre 1724. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 60, *mémoires du temps.*)

DE LA CORÉE, *voyez* DU PLESSIS.

LE CORNU (François), *marquis de Balivières, lieutenant-général*, entra comme cornette au régiment de cavalerie de Bouillon, le 2 avril 1675. Il servit à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Turenne; combattit à Altenheim, après la mort de ce général; marcha ensuite au secours d'Haguenau et de Saverne, dont les ennemis levèrent le siége; et combattit à Kokesberg, sous le maréchal de Luxembourg, en 1676. Il obtint une compagnie au même régiment, par commission du 12 mars 1677, et continua de servir à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créquy, jusqu'à la paix. Le régiment de Bouillon ayant été réformé, le 8 août 1679, le marquis de Balivières fut entretenu capitaine réformé à la suite du régiment de Crillon, par ordre du 15 du même mois. Il leva une compagnie dans le régiment de cavalerie de Bulonde, par lettres du 8 mars 1682; mais cette compagnie ne s'étant point trouvée complète, il fut cassé, au mois d'octobre 1683, et remplacé capitaine au régiment de cavalerie de Blaigny, le 24 juin 1684. Ce régiment ayant aussi été réformé, le 26 septembre suivant, le capitaine de Balivières fut fait capitaine réformé à la suite du régiment Royal Cavalerie, par ordre du 1er octobre. Il y obtint, le 20 février 1688, une compagnie, avec laquelle il servit, en 1688, au siége et à la prise de Philisbourg, de Manheim, de Franckenthal, et à la soumission des autres places du Palatinat. Il fut fait major de son régiment, par brevet du 15 janvier

1689; servit, la même année, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, et continua d'être employé en Allemagne, en 1690 et 1691. Devenu troisième enseigne de la compagnie des gardes-du-corps, par brevet du 12 novembre 1691, il obtint, le 13 du même mois, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie. Il fut fait deuxième enseigne de la même compagnie, le 21 janvier 1692; servit au siége de Namur; au combat de Steinkerque; au bombardement de Charleroi, la même année; au siége de Huy; à la bataille de Nerwinde; au siége de Charleroi, en 1693; et à l'armée de Flandre, jusqu'à la paix. Il devint premier enseigne, le 12 juin 1698; troisième lieutenant, par brevet du 27 juin 1699; et brigadier de cavalerie, par brevet du 29 janvier 1702. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 21 avril, il contribua à la défaite des Hollandais, sous Nimègue. Il devint 2e lieutenant de sa compagnie, le 14 février 1703, et 1er lieutenant, le 5 mai suivant. Il combattit, la même année, à Eckeren; fut employé à l'armée de Flandre, en 1704, et obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre. Il commanda à Thionville, pendant l'hiver. Étant sorti de cette place, le 10 mars 1705, avec un détachement de la garnison, pour aller contre un parti ennemi qu'il avait à dessein donné ordre de laisser passer, il l'enveloppa, le 11, et le défit si complétement, que de 500 hommes dont il était composé il n'en échappa que 40 : tout le reste fut tué ou pris. Le marquis de Balivières servit la même année, en Flandre, et fut employé en Lorraine, pendant l'hiver, sous le comte de Druy. Il combattit à Ramillies, en 1706; fit la campagne de 1707, en Flandre, sous le duc de Vendôme; et commanda au Cateau-Cambrésis, pendant l'hiver, par ordre du 18 octobre. Il combattit à Oudenarde, en 1708; à Malplaquet, en 1709; et commanda en Artois, pendant l'hiver, par ordre du 31 octobre. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 29 mars 1710, et employé en cette qualité à l'armée de Flandre, il marcha, avec le comte d'Estaing, pour soutenir la communication de l'armée de France avec Bouchain

mais les ennemis s'étaient déjà emparés de cette place avant l'arrivée du comte d'Estaing. Il servit encore à l'armée de Flandre, en 1711; commanda à Mézières, pendant l'hiver, par ordre du 29 octobre; se trouva à l'affaire de Denain; aux siéges de Douay, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712; à la défaite du général Vaubonne; et aux siéges de Landau et de Fribourg, en 1713. On lui donna le gouvernement de Rocroy, par provisions du 1er octobre 1718. Il obtint, par provisions du 6 février 1728, une place de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, dont l'expectative lui avait été accordée par lettres du 15 avril 1720. Il quitta les gardes-du-corps, au mois de février 1730, et mourut à Paris, le 18 juin 1730, âgé de 78 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 661; *mémoires du temps, Histoire de la maison du roi, par l'abbé de Nœufville, tom. I, pag.* 313; *Gazette de France.*)

LE CORNU (Nicolas-Pierre), *marquis de Balivières*, parent du précédent, naquit au Bois-André, en Normandie, le 12 juin 1738. Il fut créé *lieutenant-général*, le 13 août 1814, et grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. Il avait été admis, avant 1817, à la retraite du grade de lieutenant-général, après 53 ans et demi de service effectif. Il est mort en 1821. (*Etats militaires.*)

CORSIN (André-Philippe, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Piolenc, dans le comtat Venaissin, le 31 août 1733. Il entra au service, le 8 mars 1789, comme soldat dans le régiment du Perche infanterie, où il fut fait caporal-fourrier, le 1er mars 1791, et sergent, le 27 mai 1795.

---

(1) L'abbé de Nœufville, dans son *Histoire de la maison du roi*, le nomme par erreur Antoine, et se trompe aussi en disant que le marquis de Balivières parvint par degrés à être colonel d'un régiment qui porta son nom, et à la tête duquel il se distingua par une bravoure peu commune. Le marquis de Balivières n'eut point de régiment. C'est le chevalier de Balivières, son frère, qui en eut un.

Il devint adjudant-sous-officier dans la légion de police-générale, le 8 juin suivant, et y fut fait capitaine, le 8 septembre 1796. Il passa avec ce dernier grade dans le 12e régiment d'infanterie légère, le 18 octobre 1798. Il avait fait en ces diverses qualités les campagnes de 1792, 1793, 1794 et 1795, aux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. Il avait été blessé au bras droit, d'un éclat d'obus, à la bataille de Pirmassens, le 22 septembre 1793, et d'un coup de feu au pied gauche à la bataille de Fleurus, le 16 juin 1795. En 1796, il fit partie de l'expédition d'Irlande, sous le général Hoche, et fut embarqué à Dunkerque sur le bâtiment *la Charlotte* : cette épédition échoua. Il fit les campagnes de 1796 et 1797 à l'armée du Nord; celles de 1798, 1799, 1800 et 1801 aux armées d'Italie et du Rhin, et enfin celles de 1804 et 1805 aux armées de l'Ouest et de Hollande. Nommé, le 19 juin 1806, chef de bataillon au 12e régiment d'infanterie légère, dans lequel il était capitaine, il fut employé à la grande-armée, et y fit les campagnes de Prusse et de Pologne, en 1806 et 1807. Il obtint la décoration de la Légion-d'Honneur, le 8 mai de cette dernière année. Le 20 mai suivant, une division prusso-russe, forte de 6000 hommes, ayant débarqué dans l'île de Nehrung, avec le projet de se jeter dans la place de Dantzick assiégée par l'armée française, força et mit en déroute le 2e régiment d'infanterie légère. Corsin, arrivant sur ces entrefaites avec son bataillon, forma sa troupe en colonnes, et se précipita brusquement au milieu de l'ennemi. Quoique les forces des Prusso-Russes fussent infiniment supérieures à celles du chef de bataillon Corsin, celui-ci, après un combat opiniâtre, obligea les ennemis de quitter le champ de bataille dans le plus grand désordre, et de se retirer précipitamment sous la protection d'une escadrille et des batteries du fort Wasser. La perte des Prusso-Russes, en cette occasion, s'éleva à 1000 hommes, tués ou blessés, et le commandant de leur colonne fut trouvé parmi les morts. Cette action s'était passée en présence du maréchal duc de Montebello et du général Oudinot (depuis maréchal de France), qui donnèrent des éloges à la con-

duite du chef de bataillon Corsin, et le recommandèrent à Napoléon Buonaparte. En récompense de ses services, Corsin fut nommé colonel à la suite du 12ᵉ régiment d'infanterie légère, pour prendre rang du 3 juin 1807. Le 23 du même mois de mai, Corsin, étant de tranchée à la tête de son bataillon devant la place de Dantzick, le 22ᵉ régiment d'infanterie de ligne, qui était également de tranchée, fut attaqué et surpris par 2 bataillons de grenadiers prussiens, qui, après s'être emparés de la tête de sape et avoir égorgé les mineurs, se préparaient à enclouer l'artillerie qui se trouvait à leur portée. Le commandant Corsin, ne consultant alors que son courage et ne considérant que l'honneur des armes françaises, n'attend point d'ordre, et, se précipitant sur l'ennemi, à la tête des braves voltigeurs de son bataillon, il franchit la contrescarpe, descend dans le fossé de la place sous le feu croisé de l'artillerie et de la mousqueterie des assiégés, oblige les deux bataillons prussiens d'abandonner leur prise, les met en désordre, et les poursuit jusqu'aux poternes. Il reçut pendant cetre action plusieurs balles dans ses vêtements, et eut le bras gauche cassé d'un coup de feu. La brillante conduite du colonel Corsin ayant été signalée à Buonaparte par le maréchal Lefèbvre, qui commandait l'armée de siége, ce colonel fut élevé, le 23 mars 1808, à la dignité de baron d'empire, avec une dotation de 4000 francs de revenu. Il fut aussi nommé, le 28 du même mois, colonel titulaire du 4ᵉ régiment d'infanterie légère. Il obtint la décoration d'officier de la Légion-d'Honneur, le 28 juin suivant, et celle de commandant de cette légion, le 22 novembre. Il passa dans la même année à l'armée d'Espagne avec son régiment, et l'y commanda avec distinction, en Espagne et en Portugal, pendant cette campagne et celle de 1809. Il fut blessé à la jambe droite, à l'affaire de la Corogne, le 16 janvier de cette dernière année. Le 29 mars suivant, le 4ᵉ régiment d'infanterie légère ayant été chargé d'attaquer les redoutes de gauche qui couvraient la ville d'Opporto, fut repoussé jusqu'à trois fois de suite. Tous

les officiers supérieurs et la plus grande partie de ce régiment étaient déjà hors de combat, lorsque le colonel Corsin qui le commandait, et qui avait à peine pris le temps de se faire panser d'un coup de mitraille reçu à la cuisse droite, reparaît à la tête de son régiment, porté à bras par ses sapeurs. Après avoir relevé le courage de ses soldats, il tente une quatrième attaque qui réussit, enlève les redoutes, culbute l'ennemi et pénètre enfin dans la ville, où il entre en vainqueur, toujours porté par ses sapeurs. Cette glorieuse action et les éloges que lui donna le maréchal duc de Dalmatie valurent au colonel Corsin le grade de général de brigade, qui lui fut conféré, le 15 octobre suivant. Il continua d'être employé en cette qualité à l'armée d'Espagne, en 1809, 1810 et 1811. Il reçut une blessure à la jambe gauche, à l'affaire de Villa-Franca en Galice, le 29 août de cette dernière année, et fut cité avec éloges dans le rapport du comte Dorsenne, général en chef de l'armée du nord d'Espagne. Le baron Corsin fit la campagne de 1812 à la grande-armée de Russie, et s'y conduisit, en plusieurs occasions, avec sa bravoure accoutumée. Pendant la retraite de Moscou, il fut fait prisonnier de guerre à Orcha, en Lithuanie, le 20 novembre, et conduit à Saratof, près du Volga. Il rentra en France, le 6 août 1814, et fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 du même mois. On l'employa dans la 8ᵉ division militaire. Il commandait à Antibes, lorsque Buonaparte fit son invasion en France, en 1815. Quelques hommes appartenant à l'expédition de Buonaparte s'étant présentés devant Antibes, le 1ᵉʳ mars, le général Corsin les fit désarmer. Il fit arrêter et emprisonner un officier envoyé par Buonaparte pour sommer la ville d'Antibes de se rendre. Il s'assura aussi de la personne d'un autre officier qui était venu l'inviter à se rendre au golfe Juan, près de Buonaparte. Après le 20 mars, et lorsque Buonaparte eut ressaisi les rênes du gouvernement français, le général Corsin prit sous lui du service, et eut, au mois de juin, le commandement d'une division d'infanterie

dans le 2e corps de la grande-armée (1). En 1816, le baron Corsin eut le commandement du département de Vaucluse (8e division militaire). Il commandait le département des Bouches-du-Rhône, dans la même division militaire, lorsque S. M. Louis XVIII le créa grand-officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, au mois de mai 1821. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

---

(1) Biographie des hommes vivants, tom. II, pag. 240.

ADDITIONS,

RENVOIS ET CORRECTIONS.

TOME II.

BERTRAND (*comte*), page 204, 1re ligne de l'article biographique, *au lieu de : Gratien, lisez : Gatien.* Page 208, ligne 6e, après le mot Bade, *ajoutez ce qui suit :*

Napoléon Buonaparte étant mort à l'île Sainte-Hélène, le 5 mai 1821, le général comte Bertrand quitta alors cette île, passa d'abord en Angleterre, et se rendit ensuite en France, où il se mit à la disposition du ministre de la guerre. S. M., par ordonnance du 24 octobre de la même année, rendue sur le rapport du garde-des-sceaux, ministre de la justice, déchargea le général Bertrand des condamnations prononcées contre lui, le 7 mai 1816, et ordonna qu'il fût immédiatement mis en liberté (1). Cette ordonnance qualifie le comte Bertrand de lieutenant-général.

---

(1) L'un des considérants de l'ordonnance royale est conçu dans les termes suivants : « Nous avons reconnu que les faits imputés audit com- » te Bertrand permettaient de l'admettre à jouir de l'amnistie accordée » par la loi du 12 janvier 1816, et que ce général en rentrant en France, » et en se remettant à la disposition de notre ministre secrétaire-d'état » de la guerre, avait fait tomber le jugement rendu par contumace con- » tre lui, le 7 mai 1816, par le deuxième conseil de guerre de la pre- » mière division militaire. De l'avis de notre conseil, nous avons ordon- » né et ordonnons, etc. »

DE BIAUDOS (Jean-François), *marquis de Casteja.* Page 283, *ajoutez à la fin de l'article :* Il avait été créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

DE BIAUDOS (Stanislas), *comte de Casteja.* Page 284, ligne 10e de l'article, *au lieu de :* avril, *lisez :* août.

DE BIGARRÉ (*baron*). Page 304, ligne 1re de la note au bas de cette page, *au lieu de :* 14e de ligne, *lisez :* 4e de ligne.

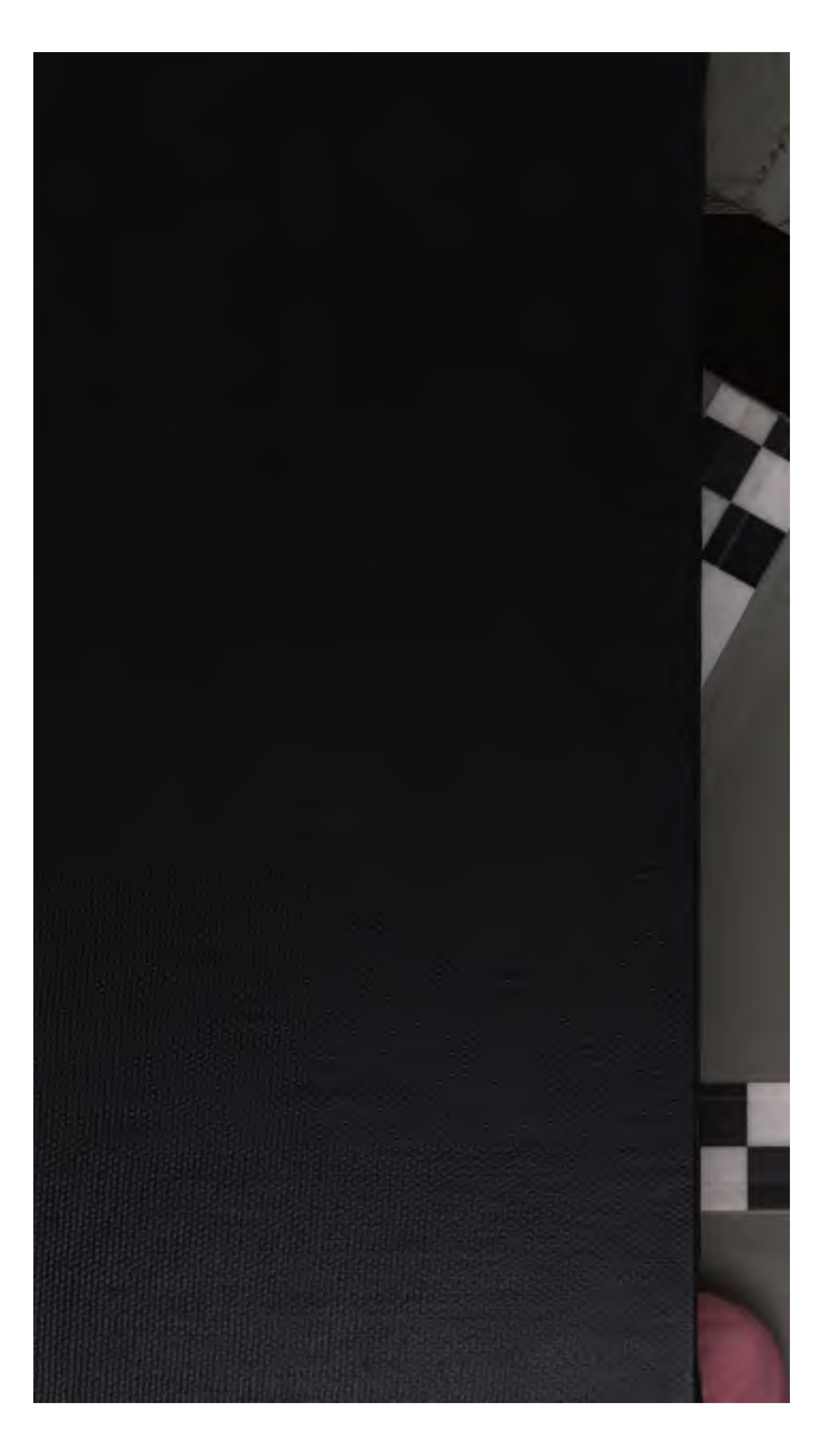
FIN DU TOME QUATRIÈME.

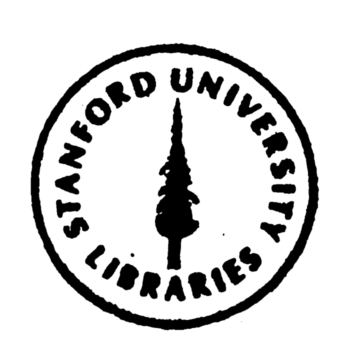


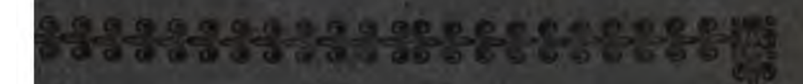


DATE DUE			






STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES



DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1821.

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

ANCIEN MAGISTRAT,

CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES, ETC.

TOME TROISIÈME.



BOURB — CARM



A PARIS,

Chez { l'AUTEUR, rue Saint-Honoré, nº 290, près l'église Saint-Roch;
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, nº 23
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, nº 17.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, Nº 15.

M. DCCC. XXI.


355.0944
C859

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

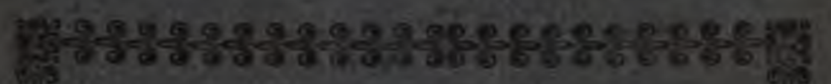
GÉNÉRAUX FRANCAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1821.









DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1821.

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

ANCIEN MAGISTRAT,

CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES, ETC.

TOME TROISIÈME.



BOURB — CARM



A PARIS,

Chez { L'AUTEUR, rue Saint-Honoré, n° 290, près l'église Saint-Roch;
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15.

M. DCCC. XXI.


5.0944
59

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1821.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1821.

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

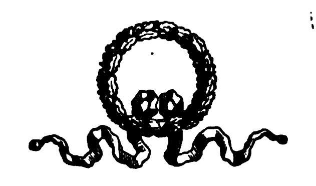
ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.
HORAT., *Od. IX, lib. IV.*

TOME TROISIÈME.

BOURB—CARM



A PARIS,

Chez
l'AUTEUR, rue Saint-Honoré, n° 290, près l'église Saint-Roch.
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

M. DCCC. XXI.

AVERTISSEMENT.

Pour remplir l'engagement qui avait été pris de faire entrer dans le Dictionnaire Historique et Biographique des Généraux les noms de tous les officiers supérieurs qui, à divers titres, ont appartenu aux armées françaises, on a classé, dans les premier et deuxième volumes, tous ceux qui s'y trouvaient appelés par l'ordre alphabétique; mais il est résulté de cette scrupuleuse exactitude que, soit par le défaut de renseignements suffisants, soit par la crainte de faire de fausses applications, on a dû se borner assez fréquemment, dans ces deux premiers volumes, à indiquer seulement les dates des dernières promotions, ou à renvoyer, pour plus de développement des services, à un Supplément qui fera suite à l'ouvrage.

Ces simples indications, ainsi que les renvois au Supplément, ont été supprimés dans le IIIe volume, parce que l'auteur s'est aperçu que leur fréquente répétition devenait fastidieuse, et, par conséquent, destructive de l'intérêt qu'il s'efforce de répandre sur son ouvrage.

MM. les Souscripteurs sont donc prévenus qu'à partir du IIIe volume, ils ne trouveront dans cet ouvrage des notices que sur les officiers-généraux anciens et modernes, dont les services seront parfaitement connus de l'auteur, et toutes les fois

que les détails en seront positifs et intéressants. Quant aux articles biographiques non traités et destinés à être placés dans le Supplément, on les y fera entrer, si les renseignements officiels qui manquent aujourd'hui pour compléter ces articles, sont fournis par les officiers-généraux vivants, ou par les familles de ceux qui sont décédés.

DICTIONNAIRE
HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE
DES
GÉNÉRAUX FRANÇAIS,
DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1820.

DE BOURBON (Louis Ier, *duc*), *commandant d'armée*, fils de Robert de France, premier duc de Bourbon et petit-fils de saint Louis, roi de France, fut appelé Louis-Monsieur du vivant de son père. Il succéda, en 1310, à Béatrix de Bourgogne, sa mère, dans la sirerie de Bourbon, et à Robert de France, en 1318, dans le comté de Clermont, dont il prit le titre. Il fit ses premières armes, en 1297, et se signala, cette année, à la bataille de Furnes, contre les Flamands, et au combat de Pont-à-Verdin. Il combattit à la funeste journée de Courtray, en 1302, et y commanda l'arrière-garde de l'armée, dont il sauva les débris. En 1304, il contribua beaucoup à la victoire de Mons-en-Puelle. Il fut chargé de conduire en Angleterre Isabelle de France, qui allait devenir reine de ce pays, et ne la quitta qu'après l'avoir vu couronner à Westminster. A son retour, il fut revêtu de la charge de grand-chambrier de France, l'une des cinq premières de la couronne. Par lettres données à Longchamp, le 13 septembre 1318, il fut nommé capitaine-général de la croisade que le concile de Vienne avait fait publier en 1312. En 1324, il eut le commandement de l'armée que le roi envoya en Guienne contre les Anglais, et réduisit les places de Montségur, Saint-Macaire, Sauveterre et Agen. Pour le récompenser de ses services, Charles-le-Bel érigea la sirerie de Bourbon en duché-pairie, par

lettres du 27 décembre 1327. La même année, il donna aussi, en pairie, au duc de Bourbon le comté de la Marche, en échange du comté de Clermont. Dans la guerre contre les Flamands révoltés, en 1328, le duc de Bourbon commanda neuf compagnies de gendarmes ses vassaux, et combattit avec gloire, le 24 août, à la journée de Mont-Cassel. Connu pour être aussi habile négociateur que grand capitaine, il fut envoyé à Londres pour aplanir les différens qui existaient entre le roi de France et Édouard III. Il réussit complétement dans cette mission. Philippe de Valois lui rendit, en 1331, le comté de Clermont, avec titre de pairie, par une générosité qui marquait combien les services du duc de Bourbon avaient été agréables à sa majesté. La guerre ayant été déclarée depuis par l'Angleterre à la France, le duc de Bourbon eut la conduite d'une partie de l'armée que Philippe de Valois rassemblait à Péronne. Il accompagna le roi au secours de Cambrai. Il fut envoyé, en 1340, au congrès d'Arras, tenu pour traiter de la paix, mais qui n'aboutit qu'à une prolongation de trêve. Il mourut vers la fin de janvier 1341, à l'âge de 62 ans. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Paris,* 1726, *tom. I, pag.* 297; *Art de vérifier les dates depuis la naissance de J. C., Paris,* 1818, *in-4°, tom. X, pag.* 333; *Histoire de France, par Anquetil, tom. II, pag.* 303.)

DE BOURBON (Jacques I[er]), *comte de la Marche, connétable de France,* suivit le duc de Normandie (1) à la guerre de Bretagne; se trouva à la bataille de Crécy, en 1346, et y fut blessé. Nommé pour aller commander dans tout le Languedoc, le 15 juin 1349, il défendit cette province contre les incursions des Anglais, jusqu'en juillet 1350; servit en Picardie en qualité de chevalier banneret, en 1351 et 1352, et fut fait connétable à la mort de Charles d'Espagne, le 8 janvier 1354. Cette même année, il eut ordre d'arrêter Charles II, roi de Navarre, accusé de l'assassinat de Charles

---

(1) Depuis roi sous le nom de Jean.

d'Espagne. Il le présenta au roi, qui fit grâce à Charles II à la prière des reines. En 1355, il commanda en Guienne, et sauva Toulouse en s'y jetant avec des troupes. Par ses fréquentes et vives sorties, il rendit tous les efforts des Anglais inutiles. Il se démit, le 6 mai 1356, de la charge de connétable, en faveur de Gauthier de Brienne, ce qui ne l'empêcha pas de se trouver, le 19 septembre suivant, à la bataille de Poitiers, où, après des marques de la plus grande valeur, il fut fait prisonnier. Il demeura en Angleterre jusqu'au 8 mai 1360, date de la signature du traité de Brétigny. En 1361, les compagnies dites des Tard-venus désolaient la Bourgogne et le Lyonnais, et s'étaient cantonnées à quelques lieues de Lyon, dans le bois du Goyet, près de Brignais; Jacques de Bourbon voulant leur donner la chasse, détacha, le 2 avril, quelques coureurs pour les reconnaître; mais il fut mal servi par ses éclaireurs. Les Tard-venus, postés sur une montagne, avaient placé dans un lieu couvert et inaccessible les meilleurs de leurs gens; le reste, en petit nombre, était en bataille sur une colline. Ils laissèrent approcher les coureurs de Jacques de Bourbon, qui ne découvrirent que ce qu'on voulut bien leur laisser apercevoir, et qui, à leur retour, inspirèrent à ce général un grand mépris de ces compagnies ennemies, qu'on lui assura être mal armées, et ne pas composer plus de 5 à 6 mille hommes, tandis qu'elles étaient réellement fortes de plus de 16,000. D'après ces faux rapports, Jacques de Bourbon ne délibéra pas long-temps, et s'avança vers la hauteur qu'elles occupaient. Un amas prodigieux de cailloux et de pierres, qu'elles firent pleuvoir sur les troupes du prince, mit promptement le désordre dans les rangs de ces dernières : et alors le corps de bataille des Tard-venus descendit de son embuscade, armé de lances de six pieds; fit en bon ordre le tour de la montagne, et, se tenant extrêmement serré, tomba sur ces troupes; les enveloppa; les renversa, et en tua un grand nombre. Jacques de Bourbon reçut dans ce combat plusieurs blessures, dont il mourut à Lyon, le 6 avril 1361. (*Dépôt de la guerre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. I, pag.* 328, *et VI, pag.* 164.)

DE BOURBON (Jean Ier, *duc*), *commandant d'armée*, arrière-petit-fils de Louis Ier, duc de Bourbon, qui précède, naquit au mois de mars 1381. Il succéda à Louis II de Bourbon, son père, dans le duché de Bourbon et dans la charge de grand-chambrier de France, qui lui fut ôtée pour être donnée à Philippe, son frère, comte de Nevers. En 1404, il porta le titre de comte de Clermont. Le 12 juin de cette année, le roi l'établit capitaine-général des pays de Languedoc et duché de Guienne, avec 300 hommes d'armes, et 150 arbalétriers ou hommes de trait à cheval. En 1411, le bâtard de Savoie envahit le Beaujolais et le pays de Dombes. Le comté de Clermont tomba dans la même année au pouvoir du duc de Bourgogne. Les trois fils du duc de Bourbon furent dans le même temps enlevés par le sire de Croï, dans le château de Monceaux, au comté d'Eu, et gardés prisonniers jusqu'à ce que le père du sire de Croï eût été mis en liberté par le duc d'Orléans. En 1412, il fut du nombre des princes qui signèrent la convention par laquelle ils s'obligeaient à mettre Henri IV, roi d'Angleterre, en possession des provinces cédées aux Anglais par le traité de Brétigny. Le duc de Bourgogne, alors maître des affaires du royaume, ayant amené le roi et le dauphin devant Bourges, pour attaquer la ligne des princes dans son centre, le duc de Bourbon défendit cette place pendant six semaines avec tant de valeur et d'habileté, que les assiégeants furent obligés de parler d'un accommodement. Le siége fut levé, et un traité de paix s'ensuivit presque immédiatement. La guerre intestine s'étant rallumée, le duc de Bourbon parcourut, avec une armée de Parisiens, l'Anjou, le Poitou et le Berri, et chassa les brigands qui désolaient ces provinces. En 1414, le roi le fit général de l'armée qu'il envoyait en Guienne contre les Anglais. Le duc de Bourbon assiégea dans la même année la ville de Compiégne. Hector de Bourbon, son frère naturel, y fut tué; et lui-même reçut, dans un assaut qu'il donna à cette place, une blessure qui le mit hors de combat. Il fit ensuite le siége de Bapaume, qu'il obligea de lui ouvrir ses portes, et celui d'Arras qui fut commencé vers la mi-juillet. Un accommodement, ratifié à Saint-

Quentin, le 16 octobre, vint mettre un terme à ce dernier siége. Les Anglais ayant fait une descente en Normandie, en 1415, le duc de Bourbon se rendit à l'armée. Il commanda l'avant-garde à la bataille d'Azincourt, le 25 octobre, fut fait prisonnier et conduit en Angleterre, où il mourut en janvier 1434, à l'âge de 53 ans et après 19 ans de captivité. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Paris*, 1726, *tom. I, pag.* 303; *Art de vérifier les dates avant la naissance de J. C., Paris*, 1818, *in-4°, tom. X, pag.* 341.)

DE BOURBON (Jean II, *duc*), *connétable*, surnommé *le Bon* et *le Fléau des Anglais*, petit-fils du précédent, naquit en 1426, et porta le nom de comte de Clermont jusqu'à la mort de son père. En 1449, il servit en Normandie, et se trouva à toutes les conquêtes qui se firent cette année sous le connétable de Richemont. Il eut le commandement de l'armée dans cette même province, et concurremment avec le même connétable. En 1450, il gagna la bataille de Formigny, où il fut créé chevalier. Il se trouva ensuite à la prise de Caen et de Cherbourg, et à la réduction du reste de la province. Il servit à la conquête de la Guienne, commencée au mois de mai 1451, et qui finit en août par la prise de Bayonne. Le roi lui donna le gouvernement de cette province, et celui de Bordeaux, le 23 juin, jour de la reddition de cette ville. N'ayant point assez de troupes dans son gouvernement, il ne put résister aux Anglais, qui reprirent Bordeaux par intelligence, le 23 octobre 1452, et presque toute la Guienne. Il se rendit dans ce pays, en 1453, pour en chasser les Anglais. L'armée française, campée à la vue de Castillon, fut attaquée, le 17 juillet, par Talbot, général des Anglais, qui fut battu et tué, et dont l'armée fut entièrement dissipée. Le comte de Clermont prit part à cette bataille; s'y distingua par une valeur incroyable, et contribua ensuite à la conquête de presque toutes les places de la province. Bordeaux s'étant rendu par capitulation, le 17 octobre, le roi en continua le gouvernement au comte de Clermont, ainsi que celui de Guienne. Il fut fait capitaine et gouverneur de la ville et du château de Blaye, par provisions du

4 février 1454, et devint duc de Bourbon à la mort de son père, le 4 décembre 1456. Par provisions données à Saint-Priest, le 12 mars 1457, il fut fait grand-chambellan de France, et prêta serment, pour cette charge, le 27 mai suivant. Il assista au couronnement de Louis XI, en 1461, et y représenta le duc de Normandie. Le roi lui ôta le gouvernement de la Guienne, le 24 février 1462. En 1463, il jeta les fondements de la ligue, dite du *bien public*, en s'unissant avec le duc de Bretagne et le comte de Charolais contre le roi. L'année suivante, il engagea dans cette ligue le duc de Berri, frère du roi, et plusieurs autres princes. En conséquence de cette association, on arma de tous côtés. En 1465, il leva un nombre considérable de troupes dans son duché de Bourbonnais; mais n'ayant pu tenir contre l'armée royale, qui attaqua Moulins, il se réfugia à Riom, où presque tous les princes rebelles se trouvèrent renfermés. Le roi, qui marcha sur cette ville, les y aurait forcés, sans la diversion que fit en leur faveur le comte de Charolais en Picardie, où le roi fut obligé de se rendre avec la plus forte partie de son armée. De son côté, le duc de Bourbon se rendit en toute hâte en Normandie, et entra par intelligence dans Rouen, où il reçut le serment des habitans, au nom du duc de Berri. La paix, qui fut conclue à Conflans et signée à Paris le 5 octobre, termina cette guerre. Le roi nomma le duc de Bourbon, par pouvoir du 19 novembre de la même année, son lieutenant-général au duché d'Orléans, au comté de Blois, en Sologne, Berri, Lyonnais, Albigeois, Vivarais, Vélay, Gévaudan, Rouergue, Quercy et Périgord (1). Le duc de Bourbon eut le gouvernement du Languedoc, sur la démission du comte du Maine, par provisions données à Orléans, le 5 juin 1466, enregistrées au parlement de Toulouse le 6 septembre suivant (2). Il fut fait chevalier de Saint-Michel à l'institution de cet ordre, le 1[er] avril 1469. Par lettres données à Amiens, le 13 mai

---

(1) Histoire du Languedoc, tom. V, pag. 32.

(2) Histoire du Languedoc, aux preuves, pag. 35.

1475, il fut établi de nouveau lieutenant-général pour le roi dans tous les pays du Lyonnais, Vélay, Vivarais, Gévaudan, Berri, Haute-Marche, Bourbonnais, Forez et Beaujolais. Quelque temps après, il se retira de la cour. Après la mort de Louis XI, il assista au sacre de Charles VIII, qui le nomma connétable, par provisions données à Blois, le 23 octobre 1483 (1). Il avait obtenu cette charge à la sollicitation d'Anne de France, dame de Beaujeu, sa belle-sœur, qui eut l'adresse d'empêcher qu'il n'en fît les fonctions. Cette circonstance porta le duc de Bourbon à se liguer, au mois de mai 1485, avec le duc d'Orléans contre le roi Charles VIII; mais au mois de septembre 1486, la comtesse de Beaujeu le fit rentrer dans son devoir. Il se retira à Moulins, où il mourut, le 1er avril 1488, âgé de 62 ans. (*Dépôt de la guerre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. I et VI, pag.* 311 *et* 227; *Histoire de France du P. Daniel; Histoire du Languedoc, tom. V, Commines, tom. I et II de la nouvelle édition.*)

DE BOURBON (Charles II, *duc*), *connétable*, arrière petit-fils de Jean Ier, qui précède, naquit le 17 février 1490. Il fut d'abord connu sous le nom de Charles-Monsieur, et prit celui de comte de Montpensier à la mort de son frère aîné, le 14 août 1501. Il devint duc de Bourbon, dont il prit le titre, le 10 mai 1505, par son mariage avec l'héritière de Pierre II, duc de Bourbon, mort dès le 8 octobre 1503. En 1507, il parut pour la première fois à l'armée, à la tête de cent hommes d'armes, et de cent archers levés à ses dépens, et accompagna Louis XII dans son expédition contre les Génois, qui s'étaient révoltés. Le 17 novembre 1508, il prêta serment au parlement, comme pair de France. Le 14 mai 1509, à la journée d'Agnadel, le général des Vénitiens, l'Alviane, mit d'abord en déroute l'avant-garde française. Le roi (Louis XII) en ayant été informé, se préparait

---

(1) Ces provisions se trouvent dans l'Histoire de Charles VIII, par Godefroy, pag. 359, et dans son Histoire des connétables, pag. 62.

à marcher contre l'ennemi ; mais le duc de Bourbon le devança, et étant accouru avec deux cents hommes d'armes, et deux cents gentilshommes italiens qu'il commandait, il repoussa l'Alviane, et le contint jusqu'à l'arrivée du roi, qui défit complétement les Vénitiens : leur général fut fait prisonnier. En 1512, le roi le nomma un des généraux envoyés au secours de don Juan d'Albret, roi de Navarre, et lui donna, par provisions du mois de septembre, le gouvernement du Languedoc, vacant depuis le décès de Pierre II, duc de Bourbon, mort en 1503(1). En 1513, il refusa le commandement d'une armée que le roi envoyait en Italie, mais il s'opposa fortement à l'irruption que les Suisses avaient faite en Bourgogne. Par provisions données à Paris, le 12 janvier 1515(2), François I[er] le fit connétable de France, et il prêta serment pour cette charge le même jour. Son premier soin fut de former un ordre militaire qui maintînt la discipline, dont le relâchement est toujous funeste aux peuples, et qu'il fit observer avec une entière exactitude. Il suivit la même année le roi en Italie, et conduisit l'avant-garde au passage des Alpes. Les chemins ordinaires aboutissant au pas de Suze se trouvaient occupés par les Suisses, qui prétendaient en disputer le passage. Le connétable prit une route jugée impraticable ; surmonta tous les obstacles qui l'arrêtaient à chaque pas, et, en cinq jours, campa avec son artillerie au bord de la Stura, à deux lieues de Coni. Les Suisses, surpris de ce passage qui tenait du prodige, parurent vouloir entendre à un accommodement, et par cette facilité apparente inspirèrent aux généraux français une confiance fondée sur leur probité : plusieurs même improuvèrent les sages précautions du connétable, dont l'avant-garde était toujours en état de combattre. Mais bientôt on rendit justice à l'étendue de ses vues et à la sagesse de sa conduite, lorsqu'on vit les

(1) Histoire du Languedoc, tom. V, pag. 106.

(2) Elles se trouvent dans les manuscrits de Séguier, au 1[er] vol. des Grands-Officiers, p. 110.

Suisses s'avancer dans le dessein de s'emparer de l'artillerie. Le connétable, pour donner au roi le temps de ranger le reste de ses troupes, fit passer un fossé à ses lansquenets. Ceux-ci furent rompus au premier choc par les Suisses; mais le connétable, la pique à la main, arrêta le vainqueur sur le bord du fossé, jusqu'à l'arrivée du roi. La victoire, long-temps disputée, demeura aux Français. Cette bataille, pendant laquelle le connétable de Bourbon avait dirigé toute l'action, se donna près de Marignan, le 13 septembre 1515. Elle valut la conquête du duché de Milan, dont le connétable fut fait vice-roi. L'empereur Maximilien ayant fait attaquer ce duché, en 1516, par les légions allemandes et suisses, le connétable, qui n'avait pas assez de troupes pour résister en pleine campagne, se renferma dans Milan, dont il fit augmenter les fortifications. Peu de temps après, il y reçut un renfort de 10,000 hommes, et Maximilien abandonna ses projets contre le Milanais. Le connétable fut rappelé de ce pays en la même année. Il devait tout espérer de la reconnaissance de la cour; mais Louise de Savoie, mère du roi, qui l'aimait, et qui ne put s'en faire aimer, résolut sa perte. On lui retrancha ses pensions en 1517. En 1520, il accompagna le roi à son entrevue avec le roi d'Angleterre, entre Ardres et Guines. En 1521, il conseilla à François Ier d'attaquer Charles-Quint, qui occupait près de Valenciennes une position désavantageuse; mais cet avis fut rejeté. A son préjudice et contre les droits de sa charge, le comte d'Alençon conduisit l'avant-garde de l'armée que le roi menait en Flandre. Suzanne de Bourbon, sa femme, étant morte le 28 avril de la même année, Louise de Savoie offrit sa main au connétable. Piquée du refus qu'il en fit, elle lui disputa les biens de la maison de Bourbon, et lui intenta à ce sujet un procès que termina un arrêt du mois d'août 1522, qui le dépouilla de la riche succession de cette maison. Outré et désespéré de ce qu'il considérait comme une injustice, le duc de Bourbon oublia ce qu'il se devait à lui-même; écouta les propositions que lui fit Charles-Quint pour l'attirer dans son parti; traita enfin avec ce prince, et en reçut le commandement de son

armée en Italie. Au mois de septembre 1523, il fut privé de son gouvernement et de sa charge de connétable (1). Il ne servit que trop bien l'empereur. Ses conquêtes en Italie; la mort de l'amiral de Bonnivet, qu'il poursuivit vivement dans sa retraite sur la Sésia (2); la défaite des troupes françaises à la journée de Rébec (3); le siége de Marseille, en 1524, qui n'échoua que parce que le duc de Bourbon n'avait pas le commandement en chef de l'armée de l'empereur (4); la défaite de l'armée de François Ier à Pavie, et la prise de ce prince, en 1525 (5); et enfin le siége de Rôme, formé le 6 mai 1527, firent connaître combien la France avait perdu, en perdant ce grand homme de guerre. Par le traité de paix, conclu à Madrid le 14 janvier 1526, entre l'empereur et François Ier (6), il fut stipulé que le duc de

---

(1) Quand le roi lui fit demander l'épée de connétable et son ordre, il répondit : « Le roi m'a ôté mon épée, quand il donna le commandement de l'avant-garde de l'armée de Flandre au comte d'Alençon; quant à l'ordre, je l'ai laissé sous mon chevet à Gentilly. » (*Voy.* le président Hénaut.)

(2) Le duc de Bourbon avait promis une forte récompense à qui lui amènerait Bonnivet vivant. L'ayant reconnu mort sur le champ de bataille, « Ah misérable! s'écria-t-il, c'est toi qui es cause de la perte de la France et de la mienne. »

(3) A Rébec, le connétable poursuivant les Français, trouva le chevalier Bayard blessé à mort au pied d'un arbre. « Ah! chevalier, dit le connétable, que je vous plains! » — « Ce n'est pas moi, monseigneur, lui répondit Bayard, qui suis à plaindre; je meurs pour mon roi, mais bien vous, qui portez les armes contre lui. »

(4) Le connétable avait promis que trois coups de canon suffiraient pour réduire la place. Un jour un boulet de canon tua quelques personnes dans la tente du marquis de Pescaire, qui dit au duc de Bourbon : « Ce sont les clefs de la ville que nous envoient les consuls. »

(5) Après la bataille de Pavie, le duc de Bourbon fit demander une audience au roi qui la lui accorda. Dans cette entrevue, il se jeta aux pieds de son souverain, et quelques larmes s'échappèrent de ses yeux; mais il se borna à ce stérile hommage.

(6) Le duc de Bourbon, touché du malheur de son souverain, et honteux de sa félonie, voulut réparer en quelque sorte son crime en passant en Espagne à la suite de François Ier pour veiller aux intérêts de ce mo-

Bourbon serait réintégré dans tous ses biens, sans être obligé de revenir en France, et que tous les procès intentés contre lui seraient suspendus pendant sa vie (1). En 1527, le duc de Bourbon fut chargé par l'empereur de conduire en Allemagne une armée considérable; mais voyant ses soldats prêts à se débander, faute d'avoir reçu leur paie qu'il n'avait pas le moyen de leur donner, il prit, dans cette extrémité, le parti de faire marcher ses troupes sur Rome, qui était entrée dans la ligue contre Charles-Quint. Après avoir reconnu les dehors de cette ville, et en avoir promis le pillage à ses soldats, il en ordonna l'assaut le 6 mai. Vêtu ce jour-là d'un habit blanc, « pour servir, » dit-il, de premier but aux assiégés, et de première enseigne aux assiégeants, » il s'arma d'une pique, et courut des premiers vers la brèche; mais, en y montant, il reçut un coup d'arquebuse qui le renversa dans le fossé. Profitant alors du souffle de vie qui lui restait, il se fit jeter un manteau sur le corps, pour dérober aux siens la connaissance d'une catastrophe qui pouvait les décourager. Il mourut le même jour des suites de cette blessure. Après sa mort, on reprit en France les procédures dirigées contre lui, et qui avaient été suspendues en exécution du traité de Madrid. Le lit de justice qui le priva de ses charges se tint le 26 juillet de la même année 1527, et l'arrêt ne fut publié que le lendemain (2) (3). (*Histoire des Grands-Officiers de la*

---

narque pendant les négociations entre l'empereur et son auguste prisonnier. Un seigneur espagnol, le marquis de Villarono, à qui Charles-Quint demanda son hôtel pour y loger Bourbon, répondit : « Je ne saurais rien » refuser à votre majesté, mais si le duc loge dans ma maison, j'y mettrai le feu au moment où il en sortira, comme à un lieu infecté par la » perfidie, et par conséquent indigne d'être habité par des gens d'honneur. »

(1) Recueil des traités de paix de Léonard, tom. XI, pag. 220.

(2) Registres du conseil du parlement de Paris, 1527.

(3) Le connétable de Bourbon était d'une humeur hautaine et difficile. Son caractère contribua autant que l'amour outragé de Louise de Savoie aux injustices qu'il éprouva. Long-temps avant sa défection, il répétait souvent avec complaisance la réponse d'un gentilhomme gascon,

battue et mise en déroute, le 22 juin de la même année, à Landriano, proche Milan, par Antoine de Lève. Le comte de Saint-Paul fut fait prisonnier dans cette journée, et celles de ses troupes qui ne tombèrent point au pouvoir de l'ennemi, s'étant débandées, repassèrent les Alpes, et rentrèrent en France : la paix se fit avec l'empereur, le 5 août suivant. En 1536, le roi ayant déclaré la guerre au duc de Savoie, le commandement de l'armée fut confié, par pouvoir du 14 juillet (1), au comte de Saint-Paul, qui prit Chambéry; battit les milices tarentaises, et soumit au roi tout le pays. En 1543, il secourut Landrecies contre les Impériaux, ne servit pas depuis, et mourut le 1er septembre 1545, âgé de 54 ans. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne ; le Président Hénault et le Père Daniel ; Brantôme ; Mémoires de Bellay ; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VII, pag.* 152; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IV.*)

DE BOURBON (Antoine), *roi de Navarre, commandant d'armée,* fils de Charles Ier, duc de Vendôme, né le 22 avril 1518, porta le titre de comte de Vendôme jusqu'au 25 mars 1537, époque à laquelle son père étant mort, il prit le nom de duc de Vendôme. Nommé, le 25 mai 1555, gouverneur de Picardie, après le décès de son père, il commanda en cette qualité l'armée de Picardie, sous le dauphin, en 1543; attaqua et prit Bapaume; abandonna cette place, sur un ordre du roi, et mena ses troupes à Cambrai. Il prit aussi plusieurs autres villes; eut une grande part à la levée du siége de Landrecies par les Impériaux, et continua de commander dans son gouvernement pendant les années suivantes. Le 20 octobre 1548, il épousa Jeanne, fille et héritière d'Henri d'Albret, roi de Navarre (2). En 1551, il porta la guerre sur la frontière des Pays-Bas; entra dans le Hainault et dans la Flandre, et ravagea ces provinces.

---

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) C'est de ce mariage qu'est né Henri IV. Henri d'Albret avait épousé Marguerite, sœur unique de François Ier, et veuve du duc d'Alençon.

Il était sur le point de surprendre Arras, lorsque les ennemis le prévinrent. En 1554, il passa la rivière d'Authie; campa auprès de Dampierre; se porta ensuite près d'Abbeville et de Doullens, où il croyait que les Impériaux devaient venir. Il mit dans ces villes de fortes garnisons; passa la Somme, et se retrancha, le 1er septembre, à Pontdormi, lieu propre à couvrir le pays et à couper le passage aux ennemis. Les Impériaux n'osant rien tenter de plus, pillèrent et brûlèrent notre frontière, et s'avancèrent jusqu'à Saint-Riquier; mais le duc de Vendôme ayant détaché contre eux trois cents gendarmes et quelques chevau-légers, ils cessèrent de piller et d'incendier le pays. Il envoya 120 gendarmes et neuf compagnies d'infanterie pour garantir Montreuil, d'où les Impériaux se retirèrent, et il mit ensuite ses troupes en quartiers d'hiver. Il prit le titre de roi de Navarre à la mort de son beau-père, le 25 mai 1555. Depuis la campagne de 1554 jusqu'en 1559, Antoine de Bourbon, toujours incertain et peu d'accord avec lui-même, fut tantôt uni aux Montmorency contre les Guises, tantôt intimidé par la reine, et cédant aux Guises (1). Amusé par les Espagnols sur la restitution de la Navarre; jouet de l'une et l'autre cour, il se prêta successivement à mille intrigues dont il fut toujours la dupe (2). A la mort de son beau-

---

(1) Dans un voyage qu'il fit à Saint-Germain, le duc de Guise refusa de lui céder l'appartement qu'il occupait et qui, étant le plus beau, devait naturellement servir à loger un roi, premier prince du sang. Le duc accompagna ce refus de bravades et de paroles insultantes.

(2) Ce prince était d'un caractère faible; mais il ne manquait pas de courage. Ayant été informé que François II, à la prière du duc de Guise, avait consenti qu'on se défît de lui lorqu'il entrerait chez le roi, il ne laissa pas de se rendre dans la chambre désignée pour cet assassinat. «S'ils me tuent, dit-il à un gentilhomme, portez ma chemise toute san-»glante à ma femme et à mon fils; ils liront dans mon sang ce qu'ils »doivent faire pour me venger.»

« Mon père malheureux (dit Henri IV), à la cour enchaîné,
» Trop *faible*, et malgré lui servant toujours la reine,
» Traîna dans les affronts sa fortune incertaine,
» Et toujours de sa main préparant ses malheurs,
» Combattit et *mourut pour ses persécuteurs.* » (Henriade.)

battue et mise en déroute, le 22 juin de la même année, à Landriano, proche Milan, par Antoine de Lève. Le comte de Saint-Paul fut fait prisonnier dans cette journée, et celles de ses troupes qui ne tombèrent point au pouvoir de l'ennemi, s'étant débandées, repassèrent les Alpes, et rentrèrent en France : la paix se fit avec l'empereur, le 5 août suivant. En 1536, le roi ayant déclaré la guerre au duc de Savoie, le commandement de l'armée fut confié, par pouvoir du 14 juillet (1), au comte de Saint-Paul, qui prit Chambéry; battit les milices tarentaises, et soumit au roi tout le pays. En 1543, il secourut Landrecies contre les Impériaux, ne servit pas depuis, et mourut le 1er septembre 1545, âgé de 54 ans. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne ; le Président Hénault et le Père Daniel ; Brantôme ; Mémoires de Bellay ; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine*, tom. *VII*, pag. 152; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IV.*)

DE BOURBON (Antoine), *roi de Navarre, commandant d'armée,* fils de Charles Ier, duc de Vendôme, né le 22 avril 1518, porta le titre de comte de Vendôme jusqu'au 25 mars 1537, époque à laquelle son père étant mort, il prit le nom de duc de Vendôme. Nommé, le 25 mai 1555, gouverneur de Picardie, après le décès de son père, il commanda en cette qualité l'armée de Picardie, sous le dauphin, en 1543; attaqua et prit Bapaume; abandonna cette place, sur un ordre du roi, et mena ses troupes à Cambrai. Il prit aussi plusieurs autres villes; eut une grande part à la levée du siége de Landrecies par les Impériaux, et continua de commander dans son gouvernement pendant les années suivantes. Le 20 octobre 1548, il épousa Jeanne, fille et héritière d'Henri d'Albret, roi de Navarre (2). En 1551, il porta la guerre sur la frontière des Pays-Bas; entra dans le Hainault et dans la Flandre, et ravagea ces provinces.

---

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) C'est de ce mariage qu'est né Henri IV. Henri d'Albret avait épousé Marguerite, sœur unique de François Ier, et veuve du duc d'Alençon.

Il était sur le point de surprendre Arras, lorsque les ennemis le prévinrent. En 1554, il passa la rivière d'Authie; campa auprès de Dampierre; se porta ensuite près d'Abbeville et de Doullens, où il croyait que les Impériaux devaient venir. Il mit dans ces villes de fortes garnisons; passa la Somme, et se retrancha, le 1er septembre, à Pontdormi, lieu propre à couvrir le pays et à couper le passage aux ennemis. Les Impériaux n'osant rien tenter de plus, pillèrent et brûlèrent notre frontière, et s'avancèrent jusqu'à Saint-Riquier; mais le duc de Vendôme ayant détaché contre eux trois cents gendarmes et quelques chevau-légers, ils cessèrent de piller et d'incendier le pays. Il envoya 120 gendarmes et neuf compagnies d'infanterie pour garantir Montreuil, d'où les Impériaux se retirèrent, et il mit ensuite ses troupes en quartiers d'hiver. Il prit le titre de roi de Navarre à la mort de son beau-père, le 25 mai 1555. Depuis la campagne de 1554 jusqu'en 1559, Antoine de Bourbon, toujours incertain et peu d'accord avec lui-même, fut tantôt uni aux Montmorency contre les Guises, tantôt intimidé par la reine, et cédant aux Guises (1). Amusé par les Espagnols sur la restitution de la Navarre; jouet de l'une et l'autre cour, il se prêta successivement à mille intrigues dont il fut toujours la dupe (2). A la mort de son beau-

---

(1) Dans un voyage qu'il fit à Saint-Germain, le duc de Guise refusa de lui céder l'appartement qu'il occupait et qui, étant le plus beau, devait naturellement servir à loger un roi, premier prince du sang. Le duc accompagna ce refus de bravades et de paroles insultantes.

(2) Ce prince était d'un caractère faible; mais il ne manquait pas de courage. Ayant été informé que François II, à la prière du duc de Guise, avait consenti qu'on se défît de lui lorqu'il entrerait chez le roi, il ne laissa pas de se rendre dans la chambre désignée pour cet assassinat. «S'ils me tuent, dit-il à un gentilhomme, portez ma chemise toute san» glante à ma femme et à mon fils; ils liront dans mon sang ce qu'ils » doivent faire pour me venger. »

« Mon père malheureux (dit Henri IV), à la cour enchaîné,
» Trop *faible*, et malgré lui servant toujours la reine,
» Traîna dans les affronts sa fortune incertaine,
» Et toujours de sa main préparant ses malheurs,
» Combattit et *mourut pour ses persécuteurs.* » (HENRIADE.)

père, il fut fait amiral de Guienne, par provisions données à Fontainebleau, le 5 juin 1555, registrées au parlement, le 29 avril 1557, et obtint le gouvernement de cette province, par autres provisions du 6 du même mois de juin 1555, registrées au parlement, le 4 mai 1557 (1). En 1559, on le chargea de conduire en Espagne la princesse Élisabeth. Après avoir inutilement négocié dans ce pays pour obtenir la restitution de son royaume, il revint en Béarn, bien déterminé à ne plus se mêler des affaires publiques. Cependant, François II étant mort en 1560, il se présenta à Charles IX, qui le fit lieutenant-général du royaume, par pouvoir du 6 décembre de cette année (2). Il abandonna alors la religion protestante, et forma, avec le duc de Guise et le connétable de Montmorency, l'union que les réformés appelèrent *le Triumvirat* (3). En 1562, il commanda l'armée du Berri, en vertu du pouvoir de lieutenant-général du royaume, et prit Blois, Tours et Bourges. Il conduisit ensuite cette armée en Normandie, et y attaqua la ville de Rouen. Étant dans la tranchée, il reçut un coup d'arquebuse dans l'épaule gauche. Cette ville ayant été prise, il y fit son entrée, porté dans son lit. Il mourut aux Andelis, le 17 novembre 1562, à l'âge de 44 ans, le 35ᵉ jour de sa blessure; et les historiens s'accordent à dire que cette blessure ne devint mortelle que par l'incontinence du malade, qui était épris depuis long-temps d'une violente passion pour la belle Bérandière du Rouet, l'une des filles d'honneur de la reine. (*Histoire des Grands-Officiers de la Cou-*

---

(1) Registres du parlement, au 6ᵉ volume des ordonnances d'Henri II, coté VV, fol. 84.

(2) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(3) Après le massacre des religionnaires tués à Vassy par les gens du duc de Guise, les ministres protestans vinrent porter leurs remontrances au roi, qui se trouvait alors à Monceaux. Catherine de Médicis les y reçut très-bien; mais Antoine de Bourbon les traita d'*hérétiques et de factieux*. Bèze, l'un de ces ministres, lui fit alors cette fière réponse : « Je parle pour une religion qui sait mieux supporter les injures que les » repousser; souvenez-vous, sire, que c'est une enclume qui a déjà usé » bien des marteaux. »

ronne; le Président Hénault; le P. Daniel; M. de Thou; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine; Histoire de France, par Anquetil.)

DE BOURBON (Henri), *commandant d'armée*, fils d'Antoine de Bourbon, qui précède, et de Jeanne d'Albret, fille et unique héritière d'Antoine d'Albret, roi de Navarre (1), naquit à Pau, en Béarn, le 2 août 1553. Il fut successivement *prince* de Vianes, *duc* de Beaumont; devint *prince* de Navarre en novembre 1562, après le décès de son père; *roi* de Navarre, le 9 juin 1572: et enfin *roi* de France, sous le nom d'Henri IV, le 1er août 1589, à la mort de Henri III (2). Élevé au château de Coaraze, situé au milieu des rochers, il y fut habillé et nourri comme les autres enfants du pays, dont il partageait tous les exercices; marchant tête et pieds nus tant en hiver qu'en été; grimpant avec les jeunes Basques sur les rochers et les montagnes; rivalisant avec eux d'adresse et d'audace, et habituant ainsi, de bonne heure, son corps à l'exercice et aux fatigues. A l'âge de sept ans, il fut appelé à la cour de Charles IX par Antoine de Bourbon, qui venait d'être nommé lieutenant-général du royaume. On lui donna pour précepteur La Gaucherie, homme sage et éclairé. De tous les ouvrages des anciens que La Gaucherie mit entre les mains de son élève, *les Hommes illustres* de Plutarque fut celui qui fixa le plus l'attention du jeune Henri : la maxime *vaincre ou mourir* fut celle qu'on lui vit affectionner le plus, et qu'il répétait souvent. Depuis la mort d'Antoine de Bourbon, Jeanne d'Albret faisait profession ouverte du calvinisme; et, s'occupant avec soin de l'éducation de son fils, elle appela près

(1) Jeanne d'Albret avait eu le courage d'accomplir le souhait de son mari, qui lui avait recommandé de chanter en accouchant, *pour ne pas faire un enfant pleureux et rechigné*. Aussitôt après la naissance du jeune Henri, son père lui frotta les lèvres avec de l'ail, et lui fit boire du vin pur, afin de lui former un tempérament robuste.

(2) Henri IV descendait en ligne masculine et directe de Robert, comte de Clermont, sixième fils de saint Louis.

d'elle Florent Chrétien, zélé huguenot, l'un des hommes les plus instruits et les plus judicieux de son temps, qui, selon les ordres de la reine de Navarre, éleva le prince dans cette doctrine. Henri de Navarre fut fait gouverneur et lieutenant-général en Guienne, par provisions données à Paris, le 26 décembre 1562 (1), registrées au parlement de Paris, le 3 août 1563; et il obtint la charge d'amiral de Guienne, par autres provisions données à Paris, le 1er janvier 1563, registrées au même parlement, le 5 août suivant (2) : ces deux charges étaient devenues vacantes par la mort de son père. En 1569, la troisième guerre de religion ayant commencé, Jeanne d'Albret se rendit à la Rochelle avec son fils, qu'elle dévoua dès lors à la défense du calvinisme (3), et qui commença son apprentissage militaire à l'armée des réformés, sous Louis Ier de Bourbon, prince de Condé, son oncle, et sous l'amiral de Coligny. Le 13 mars 1569, fut livrée la bataille de Jarnac, perdue par les religionnaires, et qui coûta la vie au prince de Condé. La consternation s'était répandue dans le parti protestant; mais la contenance de Coligny et la fermeté héroïque de la reine de Navarre, y ramenèrent bientôt l'espoir et la confiance. De l'avis de Coligny, Henri et son cousin, le jeune prince de Condé, que l'on avait éloignés du danger le jour de la bataille de Jarnac, et conduits malgré eux à Cognac, y furent présentés à l'armée calviniste. Jeanne d'Albret s'adressant alors aux officiers et soldats qui déploraient la perte qu'ils venaient de faire :

---

(1) Registres du parlement de Paris, au IIe vol. des ordonnances de Charles IX, coté AA, fol. 31. Ce gouvernement comprenait alors la Guienne, le Poitou, la Saintonge, l'Angoumois, le Limousin, la Rochelle et le pays d'Aunis.

(2) *Ibidem*, fol. 32 v°.

(3) La reine de Navarre réunissait toutes les qualités qui caractérisent un grand homme et un excellent politique. Henri IV hérita de toutes ces facultés. Dans la fameuse entrevue de Bayonne, où l'on prétend que fut résolue la perte des protestants, le duc de Médina ne put s'empêcher de dire en parlant de Henri : « Ce jeune prince a tout l'air d'un » grand roi ou d'un homme qui doit le devenir. »

« Voilà, mes amis, leur dit-elle, deux nouveaux chefs que » Dieu vous donne, et deux orphelins que je vous confie. » Aussitôt Henri fut proclamé chef du parti et généralissime des troupes. Au combat de la Roche-Abeille, il conduisit l'escadron qui attaqua et défit les Italiens. A la bataille de Moncontour, le 3 octobre suivant, s'étant aperçu que la cavalerie allemande, fortement exposée au feu du canon, abandonnait le poste qui lui avait été assigné, et laissait ainsi le passage libre aux catholiques, le prince de Navarre, sans crainte de s'exposer lui-même au péril qui faisait trembler et reculer les Allemands, pousse son cheval; engage cette cavalerie à tenir ferme, et l'y détermine, non-seulement par ses paroles, mais encore par l'exemple qu'il lui donne. Pendant cette bataille, Coligny fit retirer les jeunes princes du champ de bataille, et les fit escorter par 500 chevaux, sous la conduite de Ludowic, comte de Nassau. D'une colline où il se trouvait placé, Henri, qui observait tous les mouvements de l'ennemi, voulut fondre sur les catholiques avec son escorte; mais on le retint. « Ah! s'écria-t-il, nous perdons notre avantage, et par » conséquent la victoire. » Effectivement, les religionnaires perdirent cette bataille, et les chefs catholiques reconnurent eux-mêmes que, si l'on avait fait donner le corps du prince de Navarre, leur armée aurait été battue. En 1570, les huguenots étaient sur le point d'en venir de nouveau aux mains avec les troupes du roi, lorsque la paix fut signée à Saint-Germain-en-Laye, le 15 août. Charles IX confirma le prince de Navarre dans le gouvernement et l'amirauté de Guienne, par lettres patentes, du 3 septembre 1570, registrées au parlement de Paris, le 30 octobre suivant (1). Pour écarter les soupçons des huguenots, qui, malgré les avantages qu'on leur avait faits par la paix de Saint-Germain, témoignaient toujours une grande méfiance des catholiques, le roi s'occupa, en 1571, du ma-

(1) Le prince de Navarre, devenu roi de France en 1589, ne voulut point nommer à cette charge pendant les troubles, et ne s'en démit que le 25 septembre 1596.

riage de Marguerite de Valois, sa sœur, avec le prince de Navarre. La cérémonie de ce mariage se fit en l'église de Notre-Dame de Paris, le 18 août 1572 (1). Jeanne d'Albret, qui avait précédé son fils à la cour de Charles IX, mourut peu de temps après y être arrivée, et avant la célébration de ce mariage (2). Henri prit alors le titre de roi de Navarre. La cour hésitait si on l'envelopperait dans la proscription des protestants, que l'on devait massacrer le 24 août 1572, jour de la Saint-Barthélemi; et il ne dut, ainsi que le prince de Condé, la vie qu'aux représentations faites par le maréchal de Tavannes. Cependant, le jour de ce massacre, Charles IX, qui avait fait arrêter ces deux princes, les fit appeler, et ne leur donna que trois jours pour faire abjuration du calvinisme. Le roi de Navarre, cédant à la violence qui lui était faite, écrivit au pape; en reçut l'absolution; ordonna le rétablissement du catholicisme dans ses états, et y défendit l'exercice de la religion prétendue réformée. Ayant été mis en liberté, on l'envoya servir, en 1573, contre les calvinistes, au siége de la Rochelle, sous les ordres du duc d'Anjou. Étant entré, en 1574, dans la cabale des *politiques* ou *malcontents*, on lui donna des gardes; mais Henri III le remit en liberté, lorsqu'il revint de Pologne pour succéder à Charles IX. Après avoir vécu avec une apparente indifférence au milieu des troubles qui agitaient le royaume, il s'échappa de la cour, en 1576; se retira avec plusieurs de ses amis dans son gouvernement de Guienne, et envoya des députés à une conférence qui se tint à Moulins, et dont le résultat fut d'adresser au roi une requête expositive des demandes du roi de Navarre. Henri voulait une autorité presque indépendante dans son gouvernement de Guienne; la souveraineté dans ses domaines; le paiement des anciennes pen-

---

(1) Henri était alors âgé de 19 ans.

(2) Cette princesse vécut, « n'ayant des femmes que le sexe, l'âme » entière aux choses viriles, l'esprit puissant aux grandes affaires, le cœur » invincible aux grandes adversités. » (*Sang des Bourbons*, par J. A. Jacquelin, Paris, 1819, 1re partie, pag. 8.)

sions accordées à sa famille, et celui de la dot de sa femme. Après la paix, conclue au mois de mai de cette année, Henri III le confirma dans le gouvernement du Poitou et de l'Angoumois, comme dépendant de celui de Guienne, par déclaration en forme de provisions, données à Paris le 25 juillet, registrées au parlement de Paris le 7 août suivant (1). Il se cantonna dans la Guienne et le Poitou, pendant que le roi tenait à Blois les états du royaume, et se déclarait chef du parti de la ligue (2). Il prit la Réole, au mois de janvier 1577. En février suivant, il assiégea Marmande, dont il ne put se rendre maître. Un des détachements de ses arquebusiers, qu'il avait chargé de s'emparer des chemins creux peu distants des murs de cette place, ayant été attaqué par les assiégés, Henri, qui vit le danger de ses gens, accourut couvert d'une simple cuirasse, combattit tout le jour, et emporta ces postes. Devant Nérac, il repoussa, presque seul, un escadron de cavalerie, qui avait été détaché pour le surprendre. La paix se fit à Bergerac, au mois de septembre de la même année. Cette paix, qui fut suivie de l'édit de Poitiers, semblait devoir terminer le long cours des guerres de religion. Cependant, l'inexécution des traités détermina le roi de Navarre à rester

(1) Registres du parlement de Paris, 2e vol. des ordonnances de Henri III, coté DD, fol. 120.

(2) Il reçut à cette époque une députation des états de Blois contre les résolutions desquels il avait protesté, et qui l'envoyaient inviter, ainsi que le prince de Condé, devenu l'un des chefs des calvinistes, à ne point recommencer la guerre civile. Le tableau des horreurs qui l'accompagnent, fortement tracé par l'archevêque de Vienne, l'un des députés, arracha des larmes au roi de Navarre, qui répondit à la députation : « Je connais les douceurs de la paix : j'y suis sensible; mais je ne » l'achèterai jamais aux dépens de mon honneur et de ma conscience. » Rapportez à l'assemblée, ajouta-t-il, que j'ai toujours prié le Seigneur » et que je le prie encore du fond du cœur de me faire connaître la vé» rité. Si je suis dans le bon chemin, que Dieu m'y soutienne; sinon qu'il » m'ouvre les yeux, et je suis prêt, non-seulement à abjurer l'erreur, sans » aucun respect humain, mais encore à employer mes biens et ma vie » pour chasser l'hérésie du royaume et de tout l'univers, s'il est pos» sible. »

sous les armes, dans son camp de Nérac, où Catherine de Médicis se rendit, avec le projet de les lui faire poser, et de le détacher du parti huguenot. La reine-mère ayant réussi, par les séductions d'un essaim de jeunes et belles personnes, amenées à dessein, à détacher du parti du roi de Navarre plusieurs des seigneurs qui s'étaient voués à sa fortune, elle fit séduire, par le même moyen, le gouverneur de la Réole, qui eut la lâcheté de lui livrer ce fort. Henri apprit cette trahison à Auch, au milieu d'un bal que lui donnait Catherine de Médicis, et n'en témoigna aucune émotion; mais, au sortir de ce bal, il appela ses plus vaillants gentilshommes, et fut s'emparer, dans cette même nuit, de la ville de Flamarens. La guerre s'étant rallumée, il se rendit maître de Saint-Emillion, proche Libourne. Une entreprise des plus brillantes fut l'attaque de Cahors, que le roi de Navarre prit, en personne, en 1580. Cette ville était défendue par une forte garnison, sous les ordres de Vezins, gouverneur aussi vigilant qu'intrépide. Henri, après avoir fait faire à sa troupe une marche forcée de dix lieues, par un soleil brûlant, s'embusqua sous des noyers, et y attendit que la nuit vînt favoriser son entreprise. Il fit sauter une des portes par le moyen d'un pétard, et entra dans la place, lui septième. Un détachement de 700 hommes le suivait, tandis qu'un autre de la même force observait la campagne, pour empêcher les secours que pouvait recevoir la ville. Au bruit de l'explosion du pétard, Vezins fait mettre sa garnison sous les armes, et la mène contre le roi de Navarre. Les habitants de Cahors se joignent à ces troupes, et font pleuvoir les pierres et les tuiles sur les assaillants. Vezins est tué, après avoir donné la mort à plusieurs compagnons du roi. La défense continue cependant; le jour paraît, et Henri de Bourbon n'a emporté qu'une partie de la ville. Il continue à combattre au milieu du feu le plus vif, sans armes défensives, ayant les pieds écorchés et le corps couvert de contusions. Bientôt on vient lui apprendre qu'un renfort assez considérable arrive à la garnison, et on le conjure de se retirer. « Non, dit-il; il » est écrit là-haut ce qui doit être fait de moi dans cette

» occasion ; souvenez-vous que ma retraite hors de cette » ville, sans l'avoir assurée au parti, sera celle de ma vie » hors de mon corps. Il y va trop de mon honneur d'en » user autrement : ainsi qu'on ne me parle plus de com- » battre, de vaincre ou de mourir. » La troupe qui arrivait au secours de Cahors fut battue et dispersée ; mais il n'en fallut pas moins faire le siége particulier de chaque maison, et ce ne fut que dans la cinquième nuit de l'attaque que Cahors se rendit. Il ne resta pas à Henri un morceau entier de ses habits quand il eut terminé cette conquête, où la persévérance et l'obstination d'un courage étonnant furent portées au plus haut degré. On avait envoyé contre lui le maréchal de Biron, le militaire alors le plus renommé. Henri montra, dans une guerre savante, toute l'étendue de ses talents militaires ; mais comme il ne pouvait plus tenir la campagne depuis sa rupture avec le prince de Condé, il prit le parti de s'enfermer dans Nérac. Il se saisit cependant de Montségur, le 26 novembre 1580, et signa le même jour un traité de paix avec Henri III, qui le ratifia le 26 décembre suivant. Ce dernier prince, opprimé dans Paris par la ligue, et n'osant appeler à son secours le roi de Navarre, servait, malgré lui, d'appui au parti qui minait journellement l'autorité royale, et qui prétendait exclure du trône de France, et sous prétexte d'hérésie, le prince de Navarre, que la mort du duc d'Anjou, précédemment connu sous le nom de duc d'Alençon, appelait à succéder à Henri III. L'édit rendu à Nemours, le 9 juillet 1585, proscrivant les calvinistes, et attaquant directement les droits du roi de Navarre (1), il reprit les armes, répandit des manifestes dans le royaume, et pour éviter l'effusion du sang français, offrit un duel au duc de Guise, qui le refusa. Le duc de Montmorency, gouverneur du Languedoc, très-

---

(1) « Le roi de Navarre, dit l'historien Mathieu, parlant un jour au » marquis de La Force et à moi de l'extrême regret que son âme conçut » de l'édit de Nemours, dit que pensant à cela profondément, et tenant sa » tête appuyée sur ses mains, l'appréhension des maux qu'il prévoyait sur » son parti fut telle, qu'elle lui blanchit la moitié de la moustache. »

bon catholique, lui fit ouvrir les yeux sur les terribles conséquences de la ligue, et forma avec lui une alliance offensive et défensive (1). Trop faible pour tenir contre les armées royales répandues dans la Guienne, le roi de Navarre se rendit d'abord à la Rochelle, en attendant les secours qu'il espérait; mais l'inaction n'étant point du tout de son goût, il obtint des Rochelais 1200 fantassins, avec lesquels il fit attaquer Talmont. Il leva encore 2000 hommes aux environs de la Rochelle et les conduisit, sur trois vaisseaux, devant Talmont qui se rendit. Il mena ses troupes à Chisai, dans le Haut-Poitou, et le gouverneur de cette ville ne capitula que lorsque sa garnison manqua de tout. Il apprit à ce siége que les troupes protestantes d'Allemagne étaient prêtes à entrer en France. Il s'empara de Sauzay et de Saint-Maixant. Renforcé de 200 chevaux et de 1500 hommes, il entreprit le siége de Fontenay, la seconde place de guerre du Poitou, et en força les faubourgs après trois assauts. Pour réduire la ville, il eut recours à la sape, et conduisit lui-même les travaux, qui furent poussés si loin, que du logement du mineur on entendait la voix des soldats de la garnison employés à la garde des parapets. Le roi de Navarre ayant le premier reconnu cette circonstance, adressa la parole aux assiégés, du fond de ce souterrain, et se fit reconnaître. La surprise des assiégés fut extrême, ils demandèrent à capituler; et Henri ayant dicté les articles de la capitulation, ils ne voulurent d'autres sûretés que sa parole. Il se saisit de l'abbaye de Maillezau, de Mauléon, du château de la Garnache, et manqua Niort et Parthenay. Étant informé de l'approche de l'armée que l'on envoyait contre lui, sous les ordres du duc de Joyeuse, il fit démanteler et raser la plupart des villes qu'il avait prises, et vint de nouveau s'enfermer dans la Rochelle. En 1587, Joyeuse ayant repris quelques-unes de ces villes, quitta son armée et revint à la cour. Les soldats catholi-

(1) Ils n'écrivirent rien en cette occasion, et se contentèrent de se donner réciproquement la foi de chevalier.

ques, mal disciplinés, vécurent sans règle et sans commandement. Le roi de Navarre, profitant habilement de ce désordre, tire secrètement 1200 hommes de ses garnisons; se met à leur tête; tombe à l'improviste sur l'armée royale; taille en pièces six compagnies qu'il trouve partie au lit et l'autre partie à table; suit cette armée jusqu'à la Haye en Touraine; l'y tient assiégée pendant cinq jours; enlève le bagage du duc de Mercœur, et défait le grand convoi qui l'escortait. Il faisait, avec un avantage soutenu, la guerre dans les provinces méridionales du royaume, lorsqu'il apprit, vers le mois de septembre, que les Allemands, ses auxiliaires, entraient en France par la Lorraine. Aussitôt il interrompt ses succès pour les joindre; mais le duc de Joyeuse, qui reparut alors en Guienne, suivi de tous les courtisans d'Henri III, et de l'élite de la noblesse française, se mit en devoir de lui fermer le passage. Joyeuse se flattait d'obtenir une victoire assurée, et fondait cette confiance sur ce que ses troupes étaient numériquement très-supérieures à celles du roi de Navarre. Les deux armées se rencontrèrent à Coutras, en Périgord, le 20 octobre 1587, et l'action commença sur les neuf heures du matin (1). A dix heures, l'armée catholique était déjà en pleine déroute, et Joyeuse avait été tué, ainsi que 5000 hommes de ses troupes; 500 hommes furent faits prisonniers; et enfin le roi de Navarre, qui fit ce jour-là des prodiges de valeur (2),

---

(1) Quand les armées furent en présence, le roi de Navarre, s'adressant a ceux qui l'environnaient, déplora, dans les termes les plus touchants, les funestes effets des guerres civiles; s'attendrit sur le sort de la France, et prit tous les seigneurs à témoin des efforts qu'il avait faits pour terminer ses différents à l'amiable. « Périssent, ajouta-t-il, les auteurs de » cette guerre; et que le sang qui va couler retombe sur leur tête. » Puis se retournant vers les princes de Condé et de Conti et le comte de Soissons ses cousins: « Pour vous, je ne vous dis autre chose, sinon que vous » êtes du sang de Bourbon; et vive-Dieu! je vous ferai voir que je suis » votre aîné; — et nous, répondirent ces princes, que nous sommes de » bons cadets. »

(2) Il enfonça les premiers rangs des catholiques, et fit de sa main un bon nombre de prisonniers. S'apercevant que, dans la chaleur de l'ac-

remporta la victoire la plus complète (1). Parcourant ensuite le champ de bataille, il fit enterrer les morts; ordonna qu'on prît soin des blessés; reçut avec affabilité les prisonniers qu'on lui amenait en foule, et rendit à quelques-uns leurs drapeaux en récompense de leur bravoure. Il ordonna que le corps de Joyeuse fût porté au roi (2). En 1588, il reprit l'île de Marans, que les catholiques lui avaient enlevée. Indigné des insultes que le parti de la ligue avait faites à Henri III, le 12 août de la même année (à la journée des barricades), le roi de Navarre offrit à ce prince sa personne et ses soldats; mais ses offres ne furent point acceptées. Il reprit la Garnache, et enleva Niort par escalade, le 22 décembre de la même année, après un combat sanglant. En 1589 (3), il se rendit maître de Loudun, de l'Ile-Bouchard, de Mirebeau, de Châtellerault et de Vivonne, et prit encore la ville et le château d'Argenton, en Berri. Étant retourné à Châtellerault, au mois de mars, il y reçut un courrier que le roi lui envoyait, en lui demandant de traiter avec lui. Une trêve fut bientôt après signée entre les deux rois, et publiée par la déclaration que le roi de Navarre donna à Saumur, le 21 avril. Les deux princes s'abouchèrent ensuite au château de Plessis-les-Tours, et le roi de Navarre eut un pouvoir, en date du 26 du même mois, pour commander les armées françaises, sous l'au-

---

tion, plusieurs des siens se mettaient devant lui à dessein de défendre et de couvrir sa personne. « A quartier, je vous prie, leur dit-il, ne » m'offusquez pas; je veux paraître. »

(1) Modeste dans son triomphe, il vit, sans laisser paraître d'émotion, la salle où il s'était retiré pour prendre un léger repas, tapissée des étendards enlevés aux ennemis, et sa table environnée des vaincus qui, pleins d'admiration, s'empressaient autour de lui.

(2) Quelqu'un de sa suite ayant osé plaisanter sur le malheur arrivé à Joyeuse. « Silence, messieurs, dit Henri avec sévérité; ce moment est » celui des larmes, même pour les vainqueurs. » Avant de se coucher il écrivit au roi : « Sire, mon seigneur et frère, remerciez Dieu : j'ai battu » vos ennemis et votre armée. »

(3) Catherine de Médicis mourut le 5 janvier de cette année, au château de Blois, à l'âge de 71 ans.

torité du roi de France. Henri III marcha alors vers Poitiers, menacé par les ligueurs, et le roi de Navarre surprit Châteaudun. Ayant réuni leurs armées, et soumis ou forcé les petites villes qu'elles rencontrèrent sur leur passage, les deux rois formèrent le siége de Paris, le 2 juillet. Le 1er août suivant, Henri III fut blessé à mort, au château de Saint-Cloud, par un moine fanatique, nommé Jacques Clément. Le roi de Navarre lui succéda, sous le nom de Henri IV (1); conquit son royaume l'épée à la main; en devint enfin paisible possesseur, et mérita le glorieux surnom de *Grand*. Il fut cependant assassiné à Paris, le 14 mai 1610, par un monstre furieux et imbécile, nommé Ravaillac, et mourut le même jour, à l'âge de 57 ans, dans la 21e année de son règne (2). (*Mémoires de Sully; Histoire de France du Père Daniel; Davila; de Thou; Dupleix; Aubigné; le P. Matthieu; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, par le Père Anselme, tom. VIII, pag.* 884; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, p.* 355; *Biographie universelle, tom. XX, p.* 94; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V; Sang des Bourbons, par Jacquelin, Paris,* 1819, *Ire partie.*)

DE BOURBON (François), *comte d'Enghien, commandant d'armée*, frère d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, naquit au château de la Fère, le 23 septembre 1519. Il était frère puîné d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et peut être comparé aux plus vieux capitaines. En 1542, il servit dans l'armée commandée par le duc d'Orléans dans le duché de Luxembourg, et se trouva à la prise de toutes les villes et places de ce duché. Le roi lui confia, par pouvoir

(1) Parmi les seigneurs qui vinrent des premiers jurer obéissance aux pieds de Henri IV, fut Givry, qui, s'adressant au nouveau souverain, lui dit: « Sire, vous êtes le roi des braves, et vous ne serez abandonné que » des poltrons. » Cette heureuse saillie retint dans le parti du roi plusieurs chefs de l'armée.

(2) Henri IV avait fait abjuration solennelle du calvinisme, dans l'église de Saint-Denis, le 25 juillet 1593.

donné à Saint-Germain-en-Laye, le 28 avril 1543 (1), le commandement de l'armée de mer du Levant, et il eut ordre de se joindre à Barberousse, qui devait venir attaquer Nice avec les armées françaises de terre et de mer. En attendant le général turc, il attaqua Nice, et y fut battu par suite d'une trahison. Les flottes turque et française s'étant jointes à Marseille, elles en partirent le 5 août de la même année pour faire le siége de Nice, qui se rendit le 22. On attaqua ensuite le château, dont on fut obligé, faute de vivres, de lever le siége, le 8 septembre. Le roi donna au comte d'Enghien le gouvernement général du Piémont, sur la démission du maréchal d'Annebaut; par provisions du 6 décembre (2), et par pouvoir donné à Fontainebleau, le 26 du même mois (3), il lui confia le commandement de l'armée qu'il envoyait dans ce pays. En 1544, le comte d'Enghien prit les villes de Pallezol, de Crescentino, de Desannes et de Carmagnolles. Le 12 avril de la même année il livra bataille au marquis du Guast, général des troupes de l'empereur Charles, près Cérisoles. Étant placé au corps de bataille, le comte d'Enghien s'aperçut que les Italiens et les Grisons de la gauche de l'armée française abandonnaient leurs capitaines; il y accourt suivi de quelque cavalerie, et charge l'ennemi, dont il enfonce les bataillons; dans une seconde charge qu'il fit, les Grisons et les Italiens ayant pris la fuite, il se trouva investi de toutes parts par l'infanterie espagnole et allemande; mais, à la tête de 100 cavaliers qui lui restaient, il tint ferme contre 4000 hommes qui l'attaquaient. Ceux-ci apprenant alors la défaite du reste de leur armée, commencèrent à se retirer. Le comte d'Enghien les fit charger en flanc par 50 chevaux, et tomba avec le reste de sa compagnie sur l'arrière-garde de cette troupe ennemie, qu'il tua ou fit prisonnière. Les Français ne perdirent pas 300 hommes dans cette journée, qui

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres, manuscrits de Béthune.

(2) Elles sont rapportées dans les manuscrits de Béthune.

(3) Comptes de l'extraordinaire des guerres, et manuscrits de Brienne, à la bibliothéque du roi.

en coûta 12.000 aux Impériaux. Ces derniers abandonnèrent en outre sur le champ de bataille un butin immense, 15 pièces d'artillerie et 3000 prisonniers. Le fruit de cette victoire fut la prise de Carignan, de Montcallier, de Saint-Damien-de-Vigon, du pont de Sture, et de presque tout le Montferrat. Le comte d'Enghien fut pourvu du gouvernement de Languedoc, par provisions données à Fontainebleau, le 15 décembre, régistrées au parlement de Toulouse, le 5 février 1545 (1). En 1545; il quitta son gouvenement de Piémont pour prendre possession de celui du Languedoc, et fit son entrée à Toulouse comme gouverneur de la province, le 15 décembre. Il mourut le 23 février 1546, de la chute d'un coffre qui lui tomba sur la tête, dans un moment où il s'amusait avec de jeunes seigneurs à défendre un fort de neige. Ce fut une perte réelle pour la France, à qui sa valeur et ses victoires avaient donné les plus grandes espérances. (*Dépôt de la guerre*, *Histoire de France du Père Daniel; tom. IX; Histoire militaire des Suisses du baron de Zurlauben, tom. IV; Dictionnaire universel par Chaudon et Delandine, tom. VII, pag.* 152*; Histoire de France par Anquetil.*)

DE BOURBON (Louis I[er]), *prince de Condé, colonel-général d'infanterie*, né le 7 mai 1530, était frère de François de Bourbon, comte d'Enghien, et d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, qui précèdent. Connu d'abord sous le nom de M. de Vendôme, Louis de Bourbon était gentilhomme de la chambre du roi Henri II, en 1549. Il fit ses premières armes la même année, à la prise des forts des environs de Boulogne. La paix fut signée au commencement de l'année suivante. Il prit le titre de prince de Condé, lors de son mariage, le 22 juin 1551 (2). Au mois de novembre de la mê-

---

(1) Histoire du Languedoc, aux preuves, pag. 105.

(2) On lit dans la vie du prince de Condé, au tom. XIII des vies des hommes illustres de la France, pag. 3, à la note, que *le prince de Condé prit le titre de duc de Vendôme, lorsqu'Antoine son frère aîné le quitta pour prendre celui de Navarre.* Antoine ne prit le titre de roi de

me année, il alla servir en Piémont, comme volontaire, sous le maréchal de Brissac (1) ; se trouva au siége de Lantri et de sa citadelle ; à la prise de Saint-Balleing, et finit la campagne, sous le duc de Vendôme, son frère, en Picardie, où l'on ne fit rien de considérable. En 1552, il accompagna le roi à la prise des villes de Metz, Toul et Verdun ; dans sa marche sur la frontière d'Allemagne, et au duché de Luxembourg ; et revint ensuite à la cour. L'empereur ayant assiégé Metz la même année, le prince de Condé s'y rendit. Le duc de Guise, chargé de la défense de cette place, donna au prince la garde de la porte Saint-Thibaut. Ce poste, qui ne devait lui fournir l'occasion de se signaler qu'autant qu'il serait attaqué, ne fut point du goût de Condé ; il en laissa le commandement au duc d'Enghien, son frère, et servit en qualité de volontaire dans toutes les sorties, où on le vit plusieurs fois, en habit de simple cavalier, se livrer tout entier à son ardeur. A la tête de trois cornettes de cavalerie, il attaqua les ennemis, au mois d'août 1553, et contribua beaucoup à la victoire que le connétable remporta sur eux près de Doullens. Le prince, en les poursuivant l'espace de plus d'une demi-lieue, en tua ou en prit un grand nombre. Commandant 1200 hommes dans l'armée du roi, en 1554, il servit, sous le duc de Nevers, à la prise d'Orchimont, de Villarzy et d'Hiergues. Il se trouva, sous le roi, à l'assaut de Bouvines ; aux siéges de Dinant et de Renty ; et donna des marques d'une grande valeur au combat qui fut livré, le 13 août, près de cette place (2). Il fut, vers cette époque, créé chevalier de l'Or-

---

Navarre que le 25 mai 1555, à la mort d'Henri d'Albret son beau-père : le prince de Condé était connu sous ce nom dès son mariage, et n'a jamais porté celui de duc de Vendôme.

(1) Le prince de Condé était doué d'une impétuosité naturelle que Brissac ne parvint pas toujours à tempérer, quoiqu'il lui représentât qu'elle mettait souvent un obstacle à l'ensemble des opérations de l'armée.

(2) Dans l'histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. I, pag. 332, il est dit que le prince de Condé défit une partie des troupes du prince de Piémont en 1553, et qu'il se signala au combat d'Antibes, donné le

dre du roi. Capitaine de 50 hommes d'armes, il se rendit, au mois d'août 1555, à l'armée de Piémont, et y commanda la cavalerie en l'absence du duc d'Aumale, qui avait le commandement en chef de l'armée pendant la maladie du maréchal de Brissac. Au siége d'Ulpian, Condé assista à tous les travaux; monta à l'assaut à une des attaques; et on dut à son activité la prise de cette place, qui se rendit, le 19 septembre. La trêve conclue pour 5 ans, à Vaucelles, le 5 février 1556, fut rompue dès l'année suivante. A la bataille de Saint-Quentin, le 10 août 1557, le prince de Condé donna au connétable de Montmorency avis d'un mouvement des ennemis; mais ce dernier n'en ayant tenu aucun compte, la bataille fut perdue. Condé rallia alors un corps de troupes à la Fère, d'où il harcela les Espagnols par des courses continuelles. Envoyé ensuite à Soissons, son courage, sa prudence suppléèrent au petit nombre de troupes qu'il commandait, et il remporta plusieurs avantages sur les troupes de Charles-Quint. En 1558, il marcha aux siéges de Calais et de Thionville. On lui donna, par provisions datées de Folembray, le 17 août (1), la charge de colonel-général de l'infanterie française delà les monts, vacante par la démission du vidame de Chartres, qui venait d'être promu à la lieutenance-générale de Calais et du Calaisis. François II envoya le prince de Condé jurer au roi d'Espagne la paix qui avait été conclue, le 3 avril 1559, par Henri II (2). Le prince de Condé, accusé par les Guises d'avoir trempé dans la conjuration d'Amboise, se ren-

13 août de la même année. Le Père Anselme a sans doute voulu parler du combat de Renty, qui se donna le 13 août 1554, et non en 1553, comme il l'avance.

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) L'auteur des Vies des hommes illustres, tom. XIII, pag. 28, raconte que les Guises profitèrent de l'absence du prince de Condé pendant son voyage auprès du roi d'Espagne, pour faire donner au maréchal de Brissac le gouvernement de Picardie. Le prince de Condé ne fit ce voyage qu'après l'avénement de François II au trône, le 10 juillet 1559. Le maréchal de Brissac avait le gouvernement de cette province dès le 31 mars précédent : les provisions sont datées de ce jour.

dit à Orléans, où devaient se tenir les états-généraux, et y fut arrêté prisonnier, le 31 octobre 1560 (1); mis en jugement, et condamné à mort. L'exécution de ce jugement avait été fixée au 10 décembre, jour de l'ouverture des états. François II étant mort avant cette dernière époque, le prince de Condé obtint sa mise en liberté à l'avénement de Charles IX à la couronne. Il fut aussi absous par arrêt du conseil, du 18 décembre 1560; justifié et déclaré innocent par arrêt du parlement, du 13 juin 1561. Sur la démission du maréchal de Brissac, il fut pourvu du gouvernement général de Picardie, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 3 octobre suivant, registrées au parlement de Paris, le 27 novembre (2), et se démit de la charge de colonel-général de l'infanterie française delà les monts. Après le meurtre de quelques huguenots commis à Vassy, le 1er mars 1562, par les gens du duc de Guise, le prince de Condé embrassa publiquement le calvinisme, qu'il professait depuis quelques années. Il fit dans le même temps une levée de protestans; envoya d'Andelot se saisir d'Orléans; se rendit lui-même dans cette ville qui avait été prise, le 2 avril; en fit sa place d'armes; y publia son manifeste, le 8, et fut élu chef et général des huguenots, par acte signé le 11 du même mois. Blois, Beaugency, Tours, Angers, le pont de Cé, Poitiers, la Rochelle, Montauban Agen, Castres, Montpellier, Nîmes, Castelnaudary, Pézenas, Béziers, Aiguesmortes, Tournon, les Cévennes, le Vi-

(1) Ayant demandé à se justifier, le roi lui accorda une audience en présence de toute la cour et des ambassadeurs mandés à ce sujet. Condé y plaida sa cause avec l'assurance d'un innocent calomnié, et finit par cette protestation : « Si quelqu'un est assez hardi pour soutenir que j'ai » tenté de révolter les Français contre la personne sacrée du roi, et que je » suis auteur de la conspiration, renonçant au privilége de mon rang, je » suis prêt à le démentir par un combat singulier. » — Et moi, dit Guise, auquel ce défi paraissait adressé, et qui faute de preuves eût voulu » étouffer cette affaire, je ne souffrirai pas qu'un si grand prince soit noirci d'un pareil crime, et je le supplie de me prendre pour second. »

(2) Registres du parlement de Paris, au Ier vol. des ordonnances de Charles IX, coté Z, fol. 169.

varais. Maguelonne, Orange, Mornas, Sisteron, Grenoble, Pierrelatte, Montélimart, Romans, Gap, Valence, Lyon, Châlons-sur-Saône, Mâcon, Rouen, Pont-Audemer, Dieppe et le Havre-de-Grâce se déclarèrent pour le prince de Condé, qui cependant entreprit sans succès de s'assurer de Toulouse. Il envoya Montgommméry prendre Bourges. La ville se rendit, le 27 mai, et la tour fut obligée de capituler. Le prince de Condé nomma Baudiné général des religionnaires du Languedoc. L'armée du roi s'avançant vers Châteaudun, le prince de Condé sortit d'Orléans avec la sienne, prit une position assez avantageuse pour pouvoir en même temps couvrir Orléans; assurer ses convois et empêcher qu'on ne l'attaquât. Il tenta, le 2 juillet, de surprendre l'armée du roi; mais il échoua dans cette entreprise. Il marcha sur Beaugency; prit cette ville d'assaut, le 6 du même mois, et l'abandonna au pillage. L'armée royale ayant reçu un secours de 6000 Suisses et de dix cornettes de cavalerie allemande, le prince de Condé, qui se trouvait hors d'état de tenir la campagne, fit démanteler Beaugency; sépara son armée, et la dispersa dans les différentes villes dont il s'était emparé. Les conférences qui se tinrent les mois suivants étant devenues infructueuses, le roi prit Rouen d'assaut, le 26 octobre. De son côté, le prince de Condé, fortifié de 9000 hommes que lui amena d'Andelot, résolut d'attaquer Paris Il s'empara, dans sa marche, de Pluviers, qui se rendit, le 11 novembre. On fit pendre les deux capitaines qui y commandaient, et on égorgea les prêtres. La Ferté-Aleps, Estampes, Montlhéri, Dourdan, lui ouvrirent leurs portes. Il échoua, le 17, devant Corbeil; arriva à Villejuif le 24, et devant Paris le 25. Il eut quelque avantage dans le faubourg Saint-Victor; mais repoussé bientôt avec perte, il fut obligé de se retirer. De nouvelles conférences, aussi infructueuses que les premières, interrompirent encore les hostilités pour quelques jours. Ces conférences rompues, le prince résolut de forcer l'armée du roi dans ses retranchements, et de donner ensuite un assaut à Paris. L'indiscrétion d'un de ses officiers fit échouer son projet. Il y renonça; décampa, le 10 décem-

bre, des environs de Montrouge, Arcueil et Antony, que ses troupes brûlèrent; alla camper le même jour à Palaiseau, et le 11 à Limours. Il se présenta, le 12, devant Saint-Arnoul en Bauce, qui refusa d'ouvrir ses portes; cette ville fut forcée et pillée. L'armée du prince campa, le 15, à Ablis; le 16, à Gallardon; le 17, à Maintenon; le 18, à Néron; le 19, elle rencontra l'armée du roi dans la plaine de Dreux. Le prince, forcé de livrer bataille, attaqua d'abord les Suisses qui étaient au centre; les enfonça; battit la cavalerie qui vint à leur secours, et la mit en désordre. L'amiral de Coligny, secondant la valeur du prince, défit la cavalerie commandée par le connétable de Montmorency, qui fut blessé et se rendit prisonnier. La victoire paraissait assurée aux protestans; mais la bravoure et la fermeté des Suisses la rendit chancelante. Ils se rallièrent plusieurs fois; résistèrent avec intrépidité aux efforts de la cavalerie; enfoncèrent et dispersèrent un corps de lansquenets qui les attaquait; tentèrent d'abord avec succès la reprise de 8 pièces d'artillerie dont les huguenots s'étaient emparés au commencement de l'action; et lorsque obligés de céder au nombre ils se retirèrent, ce fut avec l'assurance que donne la victoire. Le duc de Guise, avec un renfort qu'il amenait à l'armée catholique, attaqua alors l'infanterie des religionnaires, et la tailla en pièces. Le maréchal de Saint-André se porta avec de l'infanterie contre la cavalerie du prince de Condé, et la mit en fuite. Ce prince, après des efforts surprenants, ne put rallier que 200 cavaliers qui l'abandonnèrent presque aussitôt. Environné de toutes parts; ayant reçu un coup d'épée au visage; blessé à la main, et son cheval abattu, Condé fut forcé de se rendre à Damville (1). On le transféra à Amboise, au mois de janvier suivant. L'assassinat du duc de Guise pendant le siége d'Orléans, détermina la cour à accorder la paix aux huguenots. On signa d'abord une trêve, le 13 mars 1563; puis la

(1) Le duc de Guise le reçut avec la plus grande affabilité; ils soupèrent ensemble, et comme il ne se trouvait qu'un lit, ils le partagèrent; on les eût crus les meilleurs amis du monde.

paix, le 18. L'édit de pacification fut donné à Amboise, le 19; publié à Paris, le 23, et enregistré au parlement et dans toutes les autres cours souveraines, le 27. Le prince de Condé et le connétable furent mis en liberté, et suivirent le roi dans sa marche au Havre, que les Anglais retenaient sous différents prétextes. Le connétable forma le siége de cette place, le 20 juillet; et le prince de Condé y servit à toutes les attaques. Le Havre se rendit, le 28, et les troupes du roi y entrèrent, le 31. L'édit de Roussillon, rendu en 1564, contre les huguenots; le refus de la lieutenance-générale du royaume, que le prince de Condé demanda en 1566, et la fierté avec laquelle le duc d'Anjou lui parla à cette occasion, aigrirent de nouveau le prince de Condé contre la cour. Il se disposa à reprendre les armes. Il assembla son armée, au mois de septembre 1567; forma le dessein d'enlever le roi à Monceau, et s'empara de Rosay en Brie, le 27. Le roi se retira à Meaux, et se mit en marche pour Paris, le 29 au matin, dans le milieu d'un bataillon carré formé par les Suisses, commandé par le colonel Pfiffer. Le prince de Condé harcela cette escorte jusqu'au Bourget sans pouvoir (1) l'entamer. Résolu d'attaquer Paris, il s'empara de Montereau, de Lagny et de Saint-Denis, le 30 septembre; brûla, pendant la nuit du 1er octobre, tous les moulins entre les portes du Temple et Saint-Honoré; insulta, le 2, le faubourg Saint-Denis; prit, le 26, le bourg et le pont de Charenton; resserra la ville et empêcha les vivres d'y entrer. A la bataille de Saint-Denis, le 10 novembre 1567, l'amiral ayant mis en déroute l'aile gauche de l'armée catholique, le prince de Condé prit alors le parti d'attaquer avec sa cavalerie le corps de bataille, qu'il pouvait prendre en flanc. Le maréchal de Montmorency marcha, de son côté, pour prendre le prince de la même manière. Mais Condé, laissant une partie de sa troupe pour tenir tête au maréchal, tomba avec le reste sur le corps de bataille; le mit en fuite, et le força d'abandonner le connétable cou-

(1) Anquetil dans son Histoire de France, tom. V, pag. 155, dit: *sans oser*.

vert de blessures. Le maréchal de Montmorency, après avoir taillé en pièces la partie des troupes qui lui avait été opposée, abandonna ses avantages pour aller secourir son père. Cette manœuvre sauva le prince de Condé. Il avait perdu la plus grande partie de sa cavalerie; son cheval venait d'être tué sous lui, et il était presque enveloppé, lorsque le maréchal de Montmorency se retira, laissant seulement un petit corps de troupes pour achever de combattre le prince, qui, secouru à propos, profita de la nuit pour se retirer à Saint-Denis. Ayant été joint la même nuit par d'Andelot, il brûla, le lendemain, la Chapelle et quelques moulins dans les faubourgs de Paris; chargea La Noue de conduire des troupes à Orléans, et partit, le 12 novembre, pour la Lorraine. Arrivé sur les frontières de cette province, le prince de Condé joignit, le 11 janvier 1568, 9000 hommes que lui amenait Casimir, comte palatin du Rhin (1); se mit en marche avec ces troupes; fit lever le siége d'Orléans, et se présenta devant Chartres, le 24 février. Le siége de cette ville fut long, par suite de la vigoureuse défense d'Antoine de Lignières. Le prince de Condé, après plusieurs attaques inutiles, détourna la rivière, et priva la ville de pain. Ayant reçu, le 14 mars, un trompette qui lui annonçait une cessation d'armes accordée par le roi, jusqu'au 25, il leva le siége, le 15 (2). On conclut la paix, le 23 mars; le parlement l'enregistra, le 26. Le prince rendit au roi toutes les places que les huguenots occupaient, et se retira dans son château de Royers en Bourgogne. Le maréchal de Tavannes, par ordre de Catherine de Médicis, tenta de l'y surprendre, le 15 août suivant. Mais Condé par-

---

(1) Lorsque les reitres amenés par Casimir arrivèrent à Pont-à-Mousson, ils demandèrent 100 mille écus qui leur avaient été promis; mais il n'y en avait pas 2000 dans la caisse de l'armée, et ces auxiliaires menacèrent alors de se retirer. Condé, sûr de l'attachement et du dévouement de son armée, osa proposer à ses troupes qu'il ne payait point, de lui fournir la somme nécessaire pour satisfaire les reitres, et, chose étonnante, chacun, jusqu'au dernier soldat, se cotisa pour la réaliser.

(2) Histoire manuscrite de la ville de Chartres, conservée dans la bibliothéque de la paroisse de Saint-Louis de Versailles, 2 vol. in-folio.

vint à se sauver ; et après des peines et des fatigues incroyables, il arriva, le 18 septembre, à la Rochelle, où il trouva une armée considérable. On lui avait ôté le gouvernement de Picardie, le 16 du même mois. S'étant avancé jusqu'à Loudun pour combattre le duc d'Anjou, nommé généralissime des troupes de Charles IX, il s'empara de presque toutes les villes d'Aunis, de Saintonge, d'Angoumois, de Poitou. Après le siége de Pons, qu'il venait de réduire, il marcha au secours d'un de ses capitaines nommé d'Acier, que le duc de Montpensier avait attaqué et menacé ; arriva à Aubeterre, le 1er novembre ; joignit d'Acier ; contraignit le duc de Montpensier à se retirer à Châtellerault ; brûla le château de Chauvigny, et se rendit dans le Bas-Poitou. Instruit de la marche de l'armée royale, le prince de Condé alla au-devant. Après plusieurs vives escarmouches à avantage égal de chaque côté, et la prise et la reprise de quelques châteaux où les deux partis exercèrent des cruautés inouïes, sans respect pour les capitulations, la rigueur de la saison força les généraux de mettre leurs armées en quartiers d'hiver. Celle du prince de Condé subsista avec aisance par la vente des biens d'église, la piraterie sur mer, et les secours puissants qu'elle reçut d'Élisabeth, reine d'Angleterre. Pendant cet hiver, les huguenots attaquèrent Lusignan sans succès ; prirent d'assaut et ruinèrent Saint-Michel-en-l'Herme, et rentrèrent en campagne, au mois de février 1569. Les deux armées se rencontrèrent à Jarnac, ville frontière du Limousin et de l'Angoumois, le 13 mars. Le duc de Montpensier, avec l'avant-garde de l'armée catholique, ayant tenté le passage d'un ruisseau défendu par l'amiral, que soutenaient d'Andelot et La Noue, le choc fut des plus rudes. Le prince de Condé marcha alors au secours de l'amiral ; renversa tout ce qui se rencontra devant lui, et arrêta l'avant-garde de l'armée royale. Blessé au bras, et ayant une jambe cassée de la ruade d'un cheval (1), il rassura la noblesse protestante, effrayée de ces

(1) Ce cheval était celui du duc de La Rochefoucault. Le prince, sans

accidents (1); continua de combattre avec la même ardeur; enfonça plusieurs escadrons, et attaqua le duc de Montpensier. Ce dernier, par sa vigoureuse résistance, donna le temps au duc d'Anjou de venir à son secours. Le prince de Condé ne put résister à ce nouveau choc. Soldat et capitaine en même temps, il arrêta cependant ceux qui pliaient; rallia les fuyards; ranima les uns par ses discours, et fortifia les autres par son exemple. Mais enfin, abandonné des siens; environné par les catholiques; son cheval, percé de plusieurs coups, s'étant renversé sur lui, Condé leva la visière de son casque, et se rendit à Dargence, qui le fit transporter au pied d'un arbre. Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou, apprenant que Condé était prisonnier, accourut en criant: Tue, tue, mordieu! et lui cassa la tête d'un coup de pistolet. Condé expira le 13 mai 1569. Avec un cœur droit, un esprit fin, une éloquence naturelle, de la hardiesse, de la prudence, du courage, et enfin toutes les qualités qui caractérisent un grand homme, Condé eut des faiblesses, et laissa trop souvent pénétrer ses projets. Il ne manqua à ce prince, né pour la gloire et le malheur de son pays, que de naître dans des temps plus heureux. (*Dépôt de la guerre*, *Vie des Hommes illustres de l'abbé Perrault*, *tom. X, pag.* 1; *de Thou*, *Davila*, *d'Aubigné*, *La Popelinière*, *Brantôme*, *Moréry*, *Histoire de France du Père Daniel*, *Histoire militaire des Suisses*, *Dictionnaire universel par Chaudon et Delandine*, *tom. V*, *pag.* 21; *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. IX*, *pag.* 387; *Histoire de France, par Anquetil*, *tom. V*.)

DE BOURBON (François), *prince de Conti, commandant d'armée*, fils du précédent, naquit le 19 août 1558. Il servit au siége de la Rochelle, en 1573, sous les ordres du duc

daigner se plaindre de ce funeste accident, s'adressa aux gentilshommes qui l'accompagnaient: « Apprenez, leur dit-il avec le plus grand sang-» froid, que les chevaux fougueux nuisent plus qu'ils ne servent dans une » armée. »

(1) « J'ai encore assez de courage, dit-il, pour donner une bataille. »

d'Anjou ; assista aux premiers états de Blois, en 1577, et fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1579. Il quitta la cour, en 1587, pour suivre le roi de Navarre ; et ayant été envoyé par ce prince, pour le remplacer auprès de l'armée allemande, il vint joindre les reitres, après leur défaite à Vimori, au mois d'octobre. Il parvint à les contenir pendant quelques jours, et gagna aussi les Suisses, qui penchaient à faire leur paix avec le roi ; mais, après la journée d'Auneau, il ne fut plus maître des uns ni des autres. Le prince, suivi de peu de gens, se retira alors chez lui par des chemins écartés. En 1588, il sollicita son absolution du pape, et il quitta le parti des religionnaires. Le 14 mars 1590, il combattit à côté du roi Henri IV, à la bataille d'Ivry. Il eut, par pouvoir donné au camp de Melun le 8 d'avril (1), le commandement de l'armée dans l'Anjou, la Touraine, le Maine, et vint mettre le siége devant la Ferté-Bernard : cette place, enclavée dans le pays du Maine, se rendit par capitulation. Dans la même année, il commanda une autre armée en Poitou, par pouvoir donné au camp devant Clermont le 1[er] d'octobre (2), et ce pouvoir lui donna en même temps le commandement dans les provinces d'Anjou, de Touraine, du Maine, Berri, Poitou, Blésois, Vendômois, Dunois et Limousin. Il continua de commander l'armée de Poitou, en 1591 et 1592. Le 14 mai de cette dernière année, il assiégea, de concert avec le prince de Dombes, la ville de Craon. Le duc de Mercœur vint au secours de la place. L'irrésolution des deux princes fit échouer cette entreprise, et occasionna la perte de leur armée. Tandis que dans le conseil les uns opinèrent pour qu'on livrât bataille, les autres se prononçaient pour la retraite. Ce dernier parti fut celui que l'on prit ; mais la peur ayant saisi les soldats, ils se débandèrent ; et le prince de Conti, après avoir fait de vains efforts pour les rassurer, fut lui-

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) Davila, pag. 873, prétend que le roi ôta au comte de Soissons le gouvernement de Poitou et de Touraine, pour en revêtir le prince de Conti. Il confond le commandement avec le gouvernement.

même contraint de se sauver, dans la journée du 24 du même mois. Nommé lieutenant-général commandant à Paris, sous le roi, qui s'en était réservé le gouvernement, par commission donnée à Fontainebleau le 17 de mai 1595, registrée au parlement de Paris le 23 du même mois (1), il y commanda jusqu'au retour du roi. Le gouvernement du Dauphiné étant devenu vacant par la mort du maréchal d'Aumont, il en fut pourvu par provisions du 17 décembre (2), et s'en démit au mois de mars 1602, en faveur de Charles de Bourbon, comte de Soissons. On lui donna le gouvernement d'Auvergne, sur la démission de Charles de Valois, comte d'Auvergne, depuis duc d'Angoulême, par provisions données à Paris le 9 décembre 1612, registrées au parlement de Paris le 9 février 1613 (3). Il conserva ce gouvernement jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 3 août 1614. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne; Histoire militaire des Suisses; Mémoires de Sully; Histoire du Père Daniel; le P. Matthieu; Davila; Histoire de France, par Anquetil, tom. V, pag.* 259, 423 *et* 456.)

DE BOURBON (Charles), *comte de Soissons, commandant d'armée,* frère du précédent, naquit à Nogent-le-Rotrou, le 3 novembre 1566. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1585. Mécontent de la cour, il embrassa le parti du roi de Navarre, en 1587. Il le joignit avec des troupes qu'il avait levées en Normandie, et il marcha avec lui en Saintonge et en Périgord. Il combattit pareillement avec lui à Coutras, le 20 octobre de la même année; et, à la tête de son escadron, il renversa tout ce qui se pré-

---

(1) Registres du parlement au Ier vol. des ordonnances de Henri IV. — Davila, pag. 1162, écrit que le roi, partant pour la Bourgogne, donna au prince de Conti le gouvernement de Paris. Dans la commission qui lui fut expédiée, il est fait lieutenant-général-commandant à Paris, et non gouverneur.

(2) Manuscrits de Sainte-Marthe.

(3) Registres du parlement de Paris, au Ier volume des ordonnances de Louis XIII, coté ZZ, fol. 350.

senta, et défit les catholiques, qui, ayant forcé deux quartiers, avaient compté sur une victoire. Il servit au siége de Marans, en 1588. Ayant suivi en Navarre le roi vainqueur, il s'éprit d'amour pour Catherine d'Albret, sœur de Henri IV, et la demanda en mariage, mais il fut refusé. Déchu de ses espérances, il revint en France, et fit sa paix avec la cour, après les barricades. Au mois de mars 1589, il défit, entre la Croix-du-Perche et Montigny, un parti considérable de ligueurs, dont le commandant fut dangereusement blessé et prit la fuite, laissant sur la place 50 morts avec son bagage. Le comte de Soissons se rendit ensuite à Blois. Il conseilla à Henri III de se retirer à Tours, où il serait plus à portée de se joindre au roi de Navarre, et de se défendre. Henri III connut l'utilité de son conseil, lorsqu'il se vit attaqué à Tours par les ligueurs, dont le comte de Soissons soutint tout un jour les efforts, à l'attaque du faubourg de Saint-Symphorien. Nommé lieutenant-général commandant l'armée en Bretagne, Poitou, Limousin, la Marche, Touraine, Maine et Perche, par pouvoir donné au camp de Pontoise le 17 juin de la même année (1), il s'avança avec peu de suite vers la Bretagne, où il devait être joint par les troupes répandues dans la province. Étant arrivé à Château-Giron, d'où il pouvait en trois heures se rendre à Rennes, il voulut, malgré les représentations qu'on lui fit, loger dans la première de ces villes. Le duc de Mercœur, qui était allé à Vitré, en partit, et vint l'investir le soir même. Le comte de Soissons fit armes de tout, et se battit en cette occasion comme un lion. On mit le feu à la maison où il était enfermé; et comme il vit que la flamme gagnait son appartement, il se détermina enfin à se rendre. On le conduisit prisonnier au château de Nantes, d'où il se sauva quelque temps après par un stratagème qui lui réussit. Il mena un renfort considérable au roi, près de Dieppe. S. M. le fit grand-maître de France, au mois de novembre. Le comte de Soissons commandait un corps de cavalerie à

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

l'armée du roi, lorsqu'elle emporta les faubourgs de Paris, le 1er novembre 1590. Il servit au siége de Chartres, commencé le 9 février 1591, et terminé le 19 d'avril par la prise de cette ville. Le roi étant occupé au siége de Rouen, en 1592, le comte de Soissons, qui l'y avait suivi, se déroba secrètement du camp, et passa en Béarn. Le mariage qu'il s'était proposé de conclure dans ce voyage, avec Marguerite d'Albret, à l'insu d'Henri, ne put s'accomplir, parce que le roi avait donné ses ordres dans la province, qui se souleva contre le comte de Soissons. En 1594, le roi assiégea la ville de Laon, dans laquelle le duc de Mayenne tenta de faire entrer un secours de cent chevaux et de deux cents arquebusiers. Le comte de Soissons, qui était de garde dans la tranchée le jour de cette tentative, défit la troupe envoyée par Mayenne. Laon se rendit au commencement du mois d'août. Le comte de Soissons suivit le roi en Bourgogne, en 1595; mais il ne partagea point avec ce prince la gloire de cette campagne. Pour avoir un prétexte de se retirer, il prétendit que sa charge de grand-maître de la maison du roi lui donnait le droit de commander les troupes en l'absence du monarque. Ce commandement lui ayant été refusé, il quitta l'armée avec une partie des gens de guerre qu'il avait sous sa conduite. En 1600, le duc de Savoie retenant injustement le marquisat de Saluces, le roi lui déclara la guerre, lui enleva la Savoie, la Maurienne, la Tarentaise, etc. Le comte de Soissons commanda, pendant cette campagne, l'armée, sous le roi, et eut part à toutes les opérations militaires. Le duc de Savoie s'étant enfin résolu à passer les Alpes, pour arrêter les progrès des Français, le comte de Soissons alla à sa rencontre, le 12 novembre, à Esme, et lui barra les chemins. Sur la démission du prince de Conti, il obtint le gouvernement du Dauphiné, le 22 mars 1602 (1). A l'avénement de Louis XIII à la couronne, il passa au gouvernement de Normandie, par provisions du 10 juin 1610 (2), registrées au parlement

(1) Manuscrits de Sainte-Marthe.

(2) *Ibidem.*

de Rouen le 6 juillet (1). Il fut nommé gouverneur, lieutenant-général et vice-roi en Canada, par provisions du 8 octobre 1612 (2), et mourut à Blandi, en Brie, le 1er novembre suivant. (*Dépôt de la guerre; Mémoires de Sully; le Président de Thou; le Père Daniel; Davila; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne; Histoire de France, par Anquetil, tom. VI; Art de vérifier les dates depuis la naissance de N. S., Paris*, 1818, *tom. XII, pag.* 273.)

DE **BOURBON** (Louis), *comte de Soissons, commandant d'armée*, fils de Charles de Bourbon, comte de Soissons, qui précède, naquit à Paris le 11 mai 1604, et fut connu sous le nom de duc d'Enghien jusqu'au 1er novembre 1612, qu'il prit le titre de comte de Soissons, à la mort de son père. Il fut nommé gouverneur du Dauphiné, sur la démission de son père qui passait au gouvernement de Normandie, par provisions du 10 juin 1610 (3). On lui donna la charge de grand-maître de France, en survivance de son père, par un brevet du 18 juin, et il entra en possession de cette charge par provisions données à Paris le 10 décembre 1612. Il prêta serment en cette qualité le même jour (4). On le créa chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1619. Il leva, par commission du 3 mars 1622, un régiment d'infanterie, qui fut licencié le 14 février 1623 (5). Il suivit le roi dans ses expéditions contre les calvinistes, et se trouva

---

(1) L'Histoire de la mère et du fils, tom. I, pag. 84, avance sans fondement que ce gouvernement était vacant par la mort du duc de Montpensier. A la mort de ce duc, M. le dauphin en avait été revêtu, par provisions du 3 mai 1608; mais à son avénement au trône, il le donna au comte de Soissons. — M. de Sully se trompe aussi, lorsqu'il écrit dans ses Mémoires qu'on l'ôta au fils du roi pour en pourvoir le comte de Soissons. Le dauphin, en devenant roi, cessait d'être gouverneur de Normandie.

(2) Dépôt du secrétariat de la maison du roi.

(3) *Ibidem.*

(4) Manuscrits de Séguier, au Ier vol. des Grands-Officiers de la Couronne.

(5) Dépôt du secrétariat de la maison du roi.

au combat du canal de Riez, en Poitou, le 16 avril 1622, et au siége de Royan, qui capitula le 11 mai. Nommé pour commander une armée dans le pays de Saintonge, d'Aunis, de Poitou, du Brouage, par pouvoir du 14 mai, il forma le second siége de la Rochelle, au mois de juillet; fit construire le fort Louis, pour empêcher les navires d'entrer dans le canal et d'en sortir; contraignit de se rembarquer sept navires des Rochelais descendus à son quartier. Au mois de juin 1626, le roi, partant pour la Bretagne, laissa dans Paris le comte de Soissons, avec la qualité de lieutenant-général commandant, et de chef du conseil qui devait rester dans cette ville (1). Après le supplice de Chalais, qui avait été impliqué dans une conjuration contre le cardinal de Richelieu, le comte de Soissons, qui s'était retiré sur la frontière pour y attendre le résultat de cette affaire, obtint la permission de voyager hors du royaume. Étant rentré en France, il servit, sous le roi, au troisième siége de la Rochelle, qui se soumit le 28 octobre 1628. En 1629 et 1630, il accompagna Louis XIII à son voyage d'Italie. En 1631, il commanda dans Paris et dans les provinces voisines, par pouvoir du 11 mars, enregistré au parlement de Paris le 14 (2). On le nomma gouverneur et lieutenant-général de Champagne et Brie, sur la démission du duc de Nevers, par provisions données à Compiégne le 18 septembre, registrées au parlement le 14 de novembre suivant (3). Il commanda de nouveau à Paris, pendant le voyage du roi à Metz, par pouvoir donné à Château-Thierry le 9 décembre, registré au parlement le 13 (4). Ayant obtenu le commandement de l'armée de Champagne, par

---

(1) Anquetil, dans son Histoire de France, tom. VI, pag. 477 et 478, dit que cette dernière charge ne fut donnée par Louis XIII au comte de Soissons que pour le tenir éloigné des autres chefs d'une conspiration ourdie contre le cardinal de Richelieu, premier ministre.

(2) Registres du parlement.

(3) Registres du parlement, au Ve volume des ordonnances de Louis XIII, coté DDD, fol. 332.

(4) *Ibidem.*

pouvoir du 15 avril 1635 (1), il assiégea Saint-Mihiel, le 29 septembre. Il était sur le point de faire monter à l'assaut, le 2 octobre, lorsque les assiégés lui demandèrent une suspension d'armes, et envoyèrent au roi pour lui offrir de rendre la place par composition. Commandant de l'armée de Champagne, par pouvoir du 7 juillet 1636, le comte de Soissons se rendit à Mouzon, pour arrêter les courses des Polonais, Hongrais et Croates, qui entraient en France par Yvoi, et marchaient vers Mézières. Ayant rencontré les ennemis à Yvoi, il leur livra un combat des plus sanglants, le 30 mai. La cavalerie française battit complétement les Polonais, qui perdirent tout leur bagage, et dont le général s'enfuit dans le Luxembourg, ayant perdu son bâton de commandement. Peu de temps après, les Polonais, Hongrais et Croates rentrèrent en France, au nombre de 4000, pillèrent deux villages, et tombèrent sur un troisième appelé Montfaucon, où ils firent les femmes et les enfants prisonniers. Le comte de Soissons étant accouru, donna la chasse à ces corps de partisans jusqu'à ce qu'ils eussent repassé la Meuse. Dans cette expédition, le prince resta vingt-quatre heures de suite à cheval. Il fut nommé, par pouvoir du 31 août de la même année (2), pour commander, sous Monsieur, l'armée de Picardie, destinée à s'opposer aux progrès des Espagnols, qui venaient de faire une irruption en Champagne et en Picardie. Il fit de suite renforcer les garnisons d'Abbeville, de Boulogne et de Vitri. Le roi ayant résolu de reprendre la ville de Corbie, qui avait été rendue aux Espagnols le 15 août, le comte de Soissons fut chargé de cette expédition. Ce prince partit de Compiégne le 14 septembre, et fit avancer ses troupes vers Corbie, qui se rendit le 10 novembre. Pendant le siége de Corbie, le comte de Soissons et le duc d'Orléans se concertèrent pour faire poignarder le cardinal de Richelieu; mais le coup manqua par la faiblesse du comte de Sois-

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) *Ibidem.*

sons, qui se retira au moment de donner le signal (1). En 1637, il commanda l'armée de Champagne, par pouvoir du 16 avril. Il se brouilla avec le cardinal de Richelieu, et se retira, avec la permission du roi, à Sédan, où le duc de Bouillon lui avait ouvert un asile. Il y demeura l'espace de quatre ans; mais l'ennui le gagna dans cette retraite. En 1641, le dépit de se voir oublié, et plus encore la haine qu'il portait au cardinal de Richelieu, le portèrent à traiter avec la maison d'Autriche. Il passa au service des Espagnols, et alla se joindre au général Lamboy. Le roi envoya contre lui le maréchal de Châtillon. Les troupes royales et celles commandées par le comte de Soissons s'étant trouvées en présence le 6 juillet de la même année, dans la plaine de Bazeille, près du bois de la Marsée, en vue de Sédan, l'action s'engagea; et, malgré toutes les bonnes dispositions qu'avait faites le maréchal de Châtillon, il fut complétement battu. Le comte de Soissons, entouré de quelques officiers, s'avançait dans la plaine, regardant fuir l'armée royale. Tout à coup on entend la détonation d'un coup de pistolet : le prince tombe, on le relève : il était mort. Le coup avait porté au milieu du front, la bourre était restée dans la tête, et il avait le visage brûlé par la poudre (2) (3). (*Dépôt de la guerre; Mercure français; le Président Hénault; Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet; Le Vassor; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XVI, pag.* 296; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VI et VII.*)

(1) Art de vérifier les dates depuis la naissance de J.-C., Paris, 1818, in-8°, tom. XII, pag. 275.

(2) Les uns dirent qu'il se tua lui-même en relevant avec son pistolet la visière de son casque; d'autres rapportèrent qu'on vit passer près de lui un cavalier qui, avec la rapidité de l'éclair, tira sur le prince un coup de pistolet à brûle-pourpoint, et disparut. Cette dernière opinion a généralement prévalu.

(3) On raconte de ce prince que, jouant aux cartes, il aperçut dans un miroir placé vis-à-vis de lui, un voleur occupé à couper le cordon de son chapeau, qui était orné de pierreries. L'ayant laissé faire, le prince se

DE BOURBON (Henri II), *prince de Condé, commandant d'armées*, petit-fils de Louis Ier de Bourbon-Condé qui précède, naquit à Saint-Jean-d'Angély, après la mort de son père, le 1er septembre 1588 (1). Lorsqu'il eut atteint sa septième année, le roi Henri IV le fit venir à sa cour; confia son éducation au marquis Pisani, seigneur d'un rare mérite, et le fit élever dans la religion catholique. Il fut pourvu du gouvernement de Guienne, sur la démission du roi, qui n'y avait point nommé depuis son avénement à la couronne. Les provisions lui en furent expédiées à Saint-Germain-en-Laye, le 27 septembre 1596, et furent registrées au parlement de Paris, le 7 mars 1597 (2). Henri IV lui fit épouser, en 1609, Charlotte-Marguerite de Montmorency. Peu de temps après ce mariage, le prince de Condé, alarmé des attentions marquées que le roi prodiguait à son épouse, en conçut de la jalousie; éloigna d'abord sa femme de la cour; se sauva ensuite avec elle à Landrecies, et la conduisit enfin à Bruxelles; puis il se retira seul en Allemagne. Étant revenu à Bruxelles, et ne s'y croyant point en sûreté, il se réfugia à Milan. Après la mort de Henri IV, il revint encore à Bruxelles; se réconcilia avec Charlotte-Marguerite de Montmorency, et négocia son rappel en France. Louis XIII le créa chevalier des Ordres du roi, le 18 octobre 1610. Il fit, comme gouverneur de la Guienne, son entrée à Bordeaux, le 2 juillet 1611. Dans le grand conseil tenu le 25

---

lève; prie le filou de tenir son jeu; descend à la cuisine; s'arme d'un couperet; remonte dans la salle de jeu; invite le filou à continuer de jouer pour lui, et se saisissant de son oreille, la lui coupe d'un seul coup. « Monsieur, dit-il au voleur, quand vous me rendrez mon cordon, je vous rendrai votre oreille. »

(1) Henri Ier de Bourbon Condé, dont il était le fils, mourut le 5 mai 1588; ainsi Henri II, prince de Condé, naquit 6 mois après la mort de son père, et non pas 13 mois, comme l'ont témérairement avancé quelques historiens. La preuve de ces faits est établie par l'extrait mortuaire du père et par l'extrait baptistaire du fils, qui sont conservés dans les archives de la maison de Condé.

(2) Registres du parlement de Paris, au IIIe vol. des ordonnances de Henri IV, coté TT, fol. 48.

avril 1612, il s'opposa au mariage proposé par Marie de Médicis, entre Louis XIII et l'infante d'Espagne. En 1614, irrité du refus que la reine lui avait fait du Château-Trompette, qui l'aurait rendu tout-puissant en Guienne; mécontent du rappel des anciens ministres, qu'il croyait avoir pour toujours éloignés, et de la fortune prodigieuse de Concini, qui disposait de tout à la cour, le prince de Condé s'aboucha avec le maréchal de Bouillon; et, excité par ce seigneur, se réunit, au commencement de janvier, dans la Champagne, aux mécontents qui projetaient un soulèvement général, sous le prétexte spécieux de la réforme du gouvernement. La reine régente apaisa le prince, par un traité qu'elle conclut à Sainte-Ménéhould, le 15 mai de la même année, et en lui donnant le gouvernement d'Amboise, dont il se démit, le 1er mars 1615. En cette dernière année, de nouveaux sujets de mécontentement ayant brouillé la régente et le prince, celui-ci rompt avec la cour, et se retire d'abord à Clermont en Bauvoisis. Se mettant bientôt à la tête d'environ 7000 hommes, il force Chauny; passe l'Aisne à Soissons; investit, le 28 septembre, Château-Thierry, qui capitule, le 30; et marche sur Épernay, qui se rend, le 6 octobre. Il passe ensuite la Seine à Méri; emporte et livre au pillage la ville d'Épougny. Ayant également passé la Loire, le 27 du même mois, il fut joint à Neuvi, les 28 et 29, par 600 reitres avec lesquels il s'avança vers le Poitou. Les calvinistes s'unirent à lui; Saint-Jean-d'Angély le reçut, et la Rochelle entra dans ses intérêts. La reine-mère eut alors recours à la négociation, et la paix fut signée à Loudun, le 3 mai 1616 (1). Le roi nomma le prince de Condé au gouvernement du Berri, sur la démission du maréchal de La Châtre, par provisions du 8 juin (2), et lui donna, le même jour, la ville et le château de Chinon. Le retour du prince de Condé dans la capitale fut un véritable triomphe. Mais

(1) Un arrêt du parlement l'avait déclaré criminel de lèse-majesté; mais il fut absous et réhabilité par le traité de Loudun.

(2) Original aux archives de la maison de Condé.

la reine-mère, conservant un grand ressentiment du traité de Loudun que la nécessité lui avait arraché, fit arrêter le prince de Condé, le 1er septembre. On le conduisit d'abord à la Bastille, d'où il fut transféré au château de Vincennes. On nomma à son gouvernement de Berri, le 11 novembre 1617. Il se démit de celui de Guienne, le 18 mai 1618. Par ordre de Louis XIII, il fut mis en liberté, le 20 du même mois, et, le 22, il parut une déclaration du roi rédigée dans les termes les plus avantageux que le prince pût désirer. Il fut rétabli dans le gouvernement de Berri, sur la démission du maréchal de Vitri, par de nouvelles provisions données à Paris, le 23 du même mois, registrées au parlement de Paris, le 16 novembre 1620; et l'on ajouta à ce gouvernement la lieutenance-générale de la même province, sur la démission du comte de Saint-Aignan (1). Le prince de Condé leva un régiment d'infanterie, par commission du 5 juillet 1620, et s'en démit, en 1622, en faveur de M. le duc d'Enghien (2). Il commanda l'armée du roi en Guienne, par pouvoir donné à Rouen, le 11 juillet 1620 (3). Le duc de Longueville, gouverneur de la Normandie, ayant embrassé le parti de la reine-mère, le roi se détermina à visiter cette province; et le prince de Condé l'y suivit, et l'accompagna de même dans l'expédition faite en Anjou pour soumettre les rebelles. Il fit attaquer le pont de Cé, qui tenait pour la reine-mère, et mit en déroute ceux qui se présentèrent pour défendre cette place. Il fut un des témoins de la réconciliation et de l'entrevue de la reine avec le roi. La paix fut signée, le 10 août, et l'entrevue se fit, le 13. Le prince de Condé accompagna ensuite le roi dans son voyage de Guienne et du Béarn, après lequel la cour revint à Paris, le 7 novembre. On le pourvut du gouvernement et de la lieutenance-générale du Bourbonnais, sur la démission du maréchal de Saint-Géran, sur la fin

(1) Original aux archives de la maison de Condé.
(2) Comptes de l'extraordinaire des guerres.
(3) *Ibidem.*

de l'année. Ses provisions furent registrées au parlement de Paris, le 2 décembre; et il fut reçu, le même jour, sénéchal et maréchal du Bourbonnais (1). Ayant appuyé le projet de guerre contre les calvinistes, il fut nommé pour commander l'armée du Bourbonnais et du Berry, par pouvoir du 19 mai 1621 (2); et se rendit maître, dans le même mois, de la ville de Sancerre, située sur une assez haute montagne, au milieu de la France, et qui par sa position commande le passage de la Loire. Les calvinistes s'y étaient défendus, en 1596, avec une opiniâtreté presque sans exemple; et ils se proposaient d'en faire une place d'armes d'où ils s'étendraient d'une part jusqu'à Paris, et de l'autre jusqu'à Poitiers. Le roi, qui était à Saumur, écrivit au prince de Condé, et lui ordonna de travailler à soumettre Sancerre par adresse et sans force ouverte. Le prince de Condé s'étant ménagé des intelligences avec les bons serviteurs du roi, il se servit d'eux pour intimider les échevins, et rendit les catholiques suspects aux calvinistes, et ceux-ci aux catholiques. Il chargea en même temps un capitaine fidèle au roi de se saisir du château, si les calvinistes du dehors s'introduisaient dans la ville. Cependant, pendant que le prince rassemblait son armée, Watteville entre, la nuit, dans Sancerre, avec 400 calvinistes bien armés. De son côté, le capitaine catholique se jette dans le château avec 40 hommes. Le prince, instruit de toutes ces circonstances, mande aussitôt les échevins, et quelques-uns des sujets restés fidèles à la cause royale. Il parle aux échevins en particulier; leur expose la faiblesse de Watteville, et le danger qu'ils courent s'ils persistent à désobéir au roi. En même temps il charge ceux qui sont d'intelligence avec lui de faire savoir sous-main à Watteville, que les principaux officiers de Sancerre traitent sans son aveu avec Condé, et que, pour rendre meilleure leur condition, ils le livreront au prince. Watteville se défie de la bourgeoisie, et les ha-

(1) Registres du parlement; il est dit dans les archives de la maison de Condé, qu'il acheta ce gouvernement 325,200 livres.

(2) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

bitans se défient aussi de lui. Le prince de Condé, profitant habilement de ces divisions, fomentées par ses soins, introduit 100 hommes dans le château. Watteville ayant alors demandé une conférence au prince, la bourgeoisie s'en alarme, et capitule. Quant à Watteville, réduit au désespoir, il sort de la ville. Il ne peut concevoir comment le prince avait pu, avec des paroles seulement, et sans aucunes troupes, se rendre maître d'une des plus fortes places de France par sa situation. Le prince de Condé fait démolir les murailles et toutes les fortifications de la ville et du château de Sancerre. Au mois de juillet, il prend à composition le château de Sully. Le prince de Condé commanda l'avant-garde de l'armée du roi, au combat de Riez, le 16 avril 1622. Il suivit le roi aux siéges de Royan, qui fut pris le 11 mai; de Sainte-Foix, qui se rendit le 24; de Clérac, qui se soumit le 29; de Nègrepelisse, emporté d'assaut le 10 juin; de Saint-Antonin, rendu à discrétion le 22 du même mois. Il accompagna le roi en Languedoc; prit Lunel, le 8 août, et servit au siége de Montpellier, où le roi entra, le 20 octobre. Le roi ayant conclu la paix à Montpellier sans en parler au prince, celui-ci, piqué de ce défaut de confiance, demanda et obtint la permission de faire un voyage à Notre-Dame de Lorette. A son retour d'Italie, il eut le commandement des armées du Languedoc, de Guienne, du Dauphiné, du Lyonnais, par pouvoir donné à Niort, le 10 octobre 1627 (1), et conserva ce commandement pendant les années 1628 et 1629. En 1627, le prince de Condé fit passer le Rhône à ses troupes, à Valence, le 11 décembre; prit le château de Saint-Auban en Vivarais, par un détachement; attaqua Soyon, qui se défendit jusqu'à la nuit, et où il entra, le 12. Le lendemain, il se saisit de Beauchâtel, et conduisit son armée dans le Bas-Languedoc. Il se rendit, le 15 janvier 1628, à Toulouse, où le duc de Rohan fut déclaré, en sa présence, criminel de lèse-majesté, par le parlement. Le 6 mars, il investit Pamiers. La

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres, manuscrits de Brienne, dépôt du secrétariat de la maison du roi.

brèche étant suffisamment ouverte, le 10, les assiégés offrirent de se rendre. Mais le prince ne les voulant recevoir qu'à discrétion, la plupart prirent la fuite. Ils furent poursuivis et ramenés au camp : les uns furent pendus, les autres condamnés aux galères ; et la ville fut mise au pillage. Le 18 avril, il assiégea Réalmont dans l'Albigeois ; y entra le 1er mai ; soumit ensuite Cassel-Franc, et prit, le 5 du même mois, Roquecesière, La Mouline et Caune. Il leva le siége de Viane, et s'empara de Saint-Sever, de Castelnau et de Brassac, le 19. Ayant pris Castelnau d'assaut, le 26, il vint camper devant Saint-Afrique, dont il emporta d'abord les dehors, et fit donner sans succès l'assaut à deux brèches. Le 5 juin, il tenta un troisième assaut qui ne réussit pas mieux : il fut repoussé après cinq heures de combat. Les femmes et les filles de la ville parurent sur la brèche, et la défendirent avec fureur. Le prince décampa, le 6 juin, sur les ordres qu'il reçut du roi d'aller faire du dégât aux environs de Castres. La garnison de cette ville, qui était nombreuse, en sortit, le 25 juin, pour empêcher ce dégât. Elle fut contrainte d'y rentrer, avec perte. Le prince conduisit ensuite son armée dans le vallon de Mazamet, au diocèse de Lavaux. Il prit et rasa St.-Albi, et emporta Mazamet d'assaut, au commencement d'août, après quinze jours de siége. Il mit garnison à Saint-Amans et à Angles, et fit raser Castellas, Jamès et Châteaufort, qui servaient de retraite ordinaire aux calvinistes rebelles. Il s'empara, le 17 septembre, des châteaux de Prades, de Burlas, de Langueri, aux environs de Castres, et reçut, le 19, les soumissions de la ville de Crousette. D'après les ordres du roi, il quitte le Languedoc ; se rend en Berri, puis en Bretagne, pour y prendre possession des places et des châteaux confisqués sur le duc de Rohan, et dont le roi avait donné la propriété au prince de Condé, par arrêt du conseil du 27 décembre 1628. Nommé gouverneur de Bourgogne et de Bresse, à la destitution du duc de Bellegarde, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 11 septembre 1631 (1), il se démit du

(1) Registres de la chambre des comptes de Dijon.

gouvernement de Bourbonnais. En 1632, le roi, partant pour le Languedoc, qui s'était déclaré pour Monsieur contre le cardinal de Richelieu, établit le prince de Condé lieutenant-général commandant dans les provinces de Nivernais, Berri, Bourbonnais, Touraine, Poitou, Aunis, Saintonge, Angoumois, haute et basse Marche, Limousin, haute et basse Auvergne, par pouvoir donné à Paris, le 12 août (1). En 1633, le duc de Féria paraissant vouloir donner à ses troupes des quartiers-d'hiver dans la Franche-Comté, le prince de Condé, pour garantir la Bourgogne des courses des Espagnols, tint sur pied un camp volant toujours prêt à s'opposer aux entreprises des ennemis; augmenta la garnison de Saint-Jean-de-Laune et celle des places frontières. Il eut le gouvernement-général de Lorraine, et le commandement de l'armée dans cette province, par pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le 15 avril 1635, registré au conseil souverain de Nancy, le 7 mai (2). Il ne parut qu'un moment en Lorraine, et fut aussitôt rappelé à Paris, où il arriva, le 30 juin. Nommé au commandement de l'armée de Franche-Comté, par pouvoir du 8 mai 1636, le prince de Condé fit sommer, le 27, la ville de Dôle de se rendre. Ce jour-là même, il prit les châteaux de Beintre et de Mussay; Chevigny, Orchelange, Authune, Montrelland, Mounières, Foucheras et Saint-Élie lui ouvrirent leurs portes; et les châteaux de Pesme et de Rochefort se soumirent aussi. L'armée du roi assiégea Dôle, qui se défendit avec valeur depuis le commencement de juin jusqu'au 15 août. A cette époque, le duc Charles de Lorraine ayant pénétré en Franche-Comté, et les Espagnols ayant pris la Capelle, le prince eut ordre du roi de lever le siége de Dôle; d'envoyer en Picardie une partie de son armée, et de couvrir avec l'autre la Bourgogne. Il fut chargé du commandement des armées du Roussillon et de Provence, par pouvoir du 16 avril 1637;

(1) Mercure français, tom. XVIII, pag. 536, où le pouvoir est rapporté en entier.

(2) Histoire de Louis XIII du Père Griffet, à la suite du Père Daniel; Mercure français, comptes de l'extraordinaire des guerres.

et de l'armée sur les frontières de Guienne, de Languedoc, Navarre, Béarn, et Foix, par pouvoir du 6 mars 1638, qui servit pour 1639. Au mois de juin 1638, l'armée du prince de Condé passa la rivière de Bidassoa; mit en désordre 2000 Espagnols qui voulurent s'opposer à ce passage, et les poursuivit jusque dans le bourg d'Irun, où les Français entrèrent. Le fort du Figuier, situé à l'entrée du port de Fontarabie, capitula. Le port du passage fut aussi abandonné par les Espagnols. Fontarabie fut assiégé au commencement de juillet. Le prince se chargea de la première attaque. L'archevêque de Bordeaux avait détruit une flotte espagnole qui venait au secours de cette place; mais les délais d'un assaut qu'on ne crut pas encore praticable, donnèrent le temps à l'amiral de Castille d'arriver assez tôt pour forcer les lignes françaises, le 7 juin. Les Espagnols prirent, en cette occasion, tout le canon et le bagage; et le prince de Condé ne put se sauver qu'en gagnant à la hâte la flotte de l'archevêque. Le prince de Condé fut nommé commandant en chef en Guienne, par pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le 6 octobre de cette année, registré au parlement de Bordeaux, le 16 (1). En 1639, il porta la guerre en Roussillon, et obligea la ville de Salces à se rendre, le 19 juillet. Il prit ensuite Canet et quelques autres petites villes ou châteaux, dont il fit détruire les fortifications. Il s'empara de Tantavel, le 6 septembre. Les Espagnols ayant entrepris de reprendre Salces, le 20 de ce même mois, le prince parut devant le camp espagnol, au mois d'octobre; mais une pluie abondante força son armée de se disperser pour éviter d'être submergée; et il se vit séparé des Espagnols par un grand lac qu'avait formé l'inondation. Il ne put rallier que 15,000 hommes, avec lesquels il tomba sur les retranchements ennemis. Il en fut repoussé, et Salces capitula. En 1640, il commanda les armées de Guienne, par pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le dernier de mars (2). En 1641, il eut le comman-

(1) Mercure français, tom. XXII, pag. 166.
(2) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

dement des armées de Catalogne, du Roussillon et du Languedoc, par pouvoir du 2 mars (1). Il prit en dix jours Elna, dans le Roussillon. Un détachement de 3000 hommes qu'on tira de son armée pour la Catalogne, ne lui permit pas de faire d'autres conquêtes. Louis XIII lui confia toute l'autorité pendant son expédition en Roussillon, en 1642. Le prince de Condé obtint la charge de grand-maître de France, vacante par la mort du comte de Soissons, par provisions du 12 mai 1643 (2), et fut fait chef des conseils sous l'autorité de la régente, le 14 du même mois. Il leva un régiment d'infanterie, par commission du 11 juin 1644 (3). Ce régiment fut licencié à sa mort. On le vit, dans la suite, étroitement uni à la reine dans l'administration des affaires, assidu et respecté au conseil. L'état jouit jusqu'à sa mort de la paix, et ne fut point troublé par les divisions, qui ne sont que trop ordinaires pendant les minorités. Il mourut le 26 décembre 1646, âgé de 58 ans. (*Histoire de Louis XIII du Père Griffet, à la suite du Père Daniel; Mercure français, Dupleix, Le Vassor, Histoire du Languedoc, Dépôt de la guerre, Dictionnaire universel par Chaudon et Delandine, tom. V, pag.* 22; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 390; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VI et VII.*)

DE BOURBON (Louis II), *prince de Condé*, surnommé *le Grand Condé, commandant d'armée*, fils de Henri II de Bourbon Condé, qui précède, naquit à Paris le 8 septembre 1621 (4). Il porta le nom de duc d'Enghien jusqu'au

(1) Dépôt de la guerre.

(2) Original aux archives de la maison de Condé.

(3) Dépôt de la guerre.

(4) « La plupart des grands capitaines sont devenus tels par degrés. » Ce prince était né général; l'art de la guerre semblait en lui un instinct » naturel; il n'y avait en Europe que lui et le Suédois Tortenson qui eus» sent eu à vingt ans ce génie qui peut se passer de l'expérience. Le grand » talent du prince dans la guerre était de prendre en un instant les réso» lutions les plus hardies, et de les exécuter avec non moins de pruden-

26 décembre 1646, époque à laquelle son père étant mort, il prit le titre de prince de Condé. En 1622, il eut, sur la démission de son père, un régiment d'infanterie de son nom, qui fut licencié le 14 février 1623. Il en eut un de cavalerie, aussi de son nom, par commission du 16 mai 1635 (1), lors de la première formation des régiments de cavalerie. Ces régiments, séparés par ordonnance du 30 juillet 1636, ne furent rétablis qu'en 1638. Le duc d'Enghien en obtint un, par commission du 24 janvier. Il en leva un d'infanterie, qui porta son nom, par commission du 8 juillet 1635 (2). En 1638, il parut pour la première fois à la cour, dont il attira tous les regards (3). Il fit sa première campagne en 1640, au siége d'Arras, qui se rendit le 10 août. En 1641, il suivit le maréchal de La Meilleraye, au siége d'Aire, qui capitula le 27 juillet. Nommé capitaine d'une compagnie royale, par commission du 10 novembre de la même année, il servit, en 1642, avec le vicomte de Turenne, dans l'armée de Roussillon; se trouva au siége de Perpignan, qui se rendit le 9 septembre; aux siéges de Collioure et de Salces, et commanda, pendant cette campagne, la noblesse du Languedoc, à la tête de laquelle il

---

» ce que de promptitude. Il fut encore admiré dans sa retraite; mais en- » fin le feu dévorant qui en avait fait dans sa jeunesse un héros impé- » tueux et plein de passions, ayant consumé les forces de son corps, né » plus agile que robuste, il éprouva la caducité avant le temps; et, son » esprit s'affaiblissant avec son corps, il ne resta rien du grand Condé » les deux dernières années de sa vie. » (VOLTAIRE, *siècle de Louis XIV*.)

(1) Comptes de l'extraordinaire des guerres.

(2) *Ibidem*.

(3) Sa taille, sans être haute, était bien proportionnée; il avait le front large, le nez aquilin; ses yeux vifs et pleins de feu annonçaient la fierté de ses sentiments. On disait de lui qu'il avait la figure d'un aigle et le cœur d'un lion. Il était passionné pour tous les exercices de corps, et il y excellait. Le cardinal de Richelieu, à qui l'expérience avait appris à connaître les hommes, dit un jour à Chavigny : « Je viens d'avoir avec » M. le duc une conversation de deux heures sur la religion, la guerre et » les intérêts des princes : ce sera le plus grand capitaine de l'Europe et » le premier homme de son siècle, et peut-être des siècles à venir. »

donna, en plusieurs occasions, des preuves éclatantes du talent qu'il avait pour la guerre. Il obtint le commandement des armées de Flandre et de Picardie, par pouvoir du 21 mars 1643; mais comme il était extrêmement jeune (il n'avait que 21 ans), on jugea convenable de lui adjoindre le maréchal de l'Hospital, pour modérer la vivacité de son courage. Les Espagnols assiégeaient alors Rocroi. La perte de cette place aurait ouvert la Champagne aux ennemis; aussi le duc d'Enghien résolut-t-il de tout entreprendre pour la secourir; mais on ne pouvait la sauver qu'en hasardant une bataille. Le maréchal de l'Hospital mettait un obstacle aux mesures qui pouvaient amener cette action générale. Le jeune duc, qui ne partageait pas la circonspection du vieux maréchal, usait de toute son adresse pour la rendre inévitable. Il fallait, pour attaquer les Espagnols, passer un défilé de bois et de marécages, à la vue d'une armée nombreuse. Don Francesco de Melos, qui commandait cette armée, négligea de faire occuper ce défilé. Condé sut profiter de cette faute; et, pendant que son infanterie effectuait le passage, il s'avança avec une partie de la cavalerie sur une petite éminence, à demi-portée du canon. Le général espagnol, persuadé que cette cavalerie était soutenue par l'infanterie, ne songea plus qu'à ranger ses troupes en bataille. A six heures du soir, le 18 mai, l'armée française était sortie du défilé, et se trouvait en présence des Espagnols. Le duc d'Enghien employa une partie de la nuit à faire reconnaître la position des ennemis (1), et à se disposer à la bataille pour le lendemain (2). La force des Espagnols s'élevait à 18,000 fantassins et 8000 cavaliers; celle du prince n'était que de

(1) Gassion avait été chargé de cette mission. Il vint rendre compte au duc des obstacles que la nature et le pays présentaient à l'exécution de son projet. Le duc insista. — « Mais, dit Gassion, si nous perdons la » bataille que deviendrons-nous? » — « Je ne m'en mets point en peine, » répondit le duc d'Enghien, parce que je serai mort auparavant. »

(2) Après avoir fait toutes ses dispositions, il s'endormit profondément, et il fallut l'éveiller à la pointe du jour, comme autrefois Alexandre à Arbelles.

15,000 hommes de pied et 7000 chevaux. Cette infériorité numérique n'arrêta point le duc d'Enghien, qui commença la journée du 19 mai par charger, avec sa cavalerie, un corps de 1000 mousquetaires retranchés dans un taillis : les attaquer et les battre fut l'affaire d'un instant. Animé par ce premier succès, il ordonne à Gassion, qui commandait la première ligne, de marcher autour du bois, sur la droite, et de prendre en flanc la cavalerie espagnole. S'étant mis lui-même en tête de la seconde ligne, il se porta sur la gauche et l'attaqua de front. Les escadrons espagnols ayant été rompus à la première décharge, se renversèrent et prirent la fuite. Après avoir donné l'ordre de les poursuivre, il tourna contre l'infanterie; tailla en pièces celle wallonne et allemande, et mit en fuite l'italienne. Apprenant alors que son aile gauche, commandée par le maréchal de l'Hospital, était en déroute, il cesse de poursuivre les fuyards; pénètre par derrière les bataillons espagnols et tombe sur leur cavalerie, qui venait de donner la chasse aux Français; mais, victorieuse sur ce point, elle ne jouit pas long-temps de sa victoire : tout fut passé au fil de l'épée. Il ne restait plus à combattre que ces fameuses bandes espagnoles, corps d'infanterie si formidable depuis Charles-Quint, et qui était commandé par le comte de Fuentès, l'un des premiers capitaines de son siècle. Resserrées en un seul corps, près de leur canon, ces bandes demeuraient fières et calmes au milieu d'une déroute générale. Cependant le duc d'Enghien marche contre elles : il en était à peine à cinquante pas, lorsqu'elles ouvrent leurs rangs et font une décharge de 18 canons chargés à cartouches, accompagnée d'une grêle de mousquetades. Trois fois le duc d'Enghien, ralliant son infanterie, recommence l'attaque; trois fois il charge les ennemis : il est repoussé, et ne peut parvenir à les rompre. Enfin, il fait avancer son corps de réserve; et étant joint par plusieurs escadrons qui venaient de poursuivre la cavalerie espagnole, il parvint à envelopper cette infanterie de tous côtés. Contraints de céder, les plus avancés des ennemis font signe du chapeau qu'ils demandent quartier. Le prince s'avançait pour recevoir leur

parole et leur donner la sienne, lorsque son geste, mal interprété, faisant croire aux Espagnols qu'il ordonne une autre attaque, une grêle de balles vint siffler autour de sa tête. Le Français n'attribuant cette méprise qu'à la perfidie, n'attend et n'écoute plus d'ordres; entre, l'épée à la main, jusqu'au milieu du bataillon espagnol; immole tout à son ressentiment, et au danger qu'a couru le prince. Condé fait de vains efforts pour arrêter le carnage. Ceux des vaincus qui peuvent échapper à la fureur du Français, ne trouvent d'asile assuré qu'aux pieds du duc d'Enghien: ils s'y jettent en foule, et lui demandent la vie. Le prince reçut, dans cette journée, plusieurs coups dans ses habits, dans ses bottes, et il eut un cheval blessé de 2 coups de feu. Les Espagnols perdirent 8000 hommes tués et 7000 qui furent faits prisonniers. Le comte de Fuentès fut trouvé expirant sur le champ de bataille (1), et presque tous les officiers furent pris ou tués : 18 pièces de campagne, 6 pièces de canon, 200 drapeaux, 60 étendards, un butin immense, le bagage et la caisse de l'armée espagnole, furent en outre le fruit de cette victoire. Le jeune prince reconnut la main de Dieu, dans une journée si glorieuse à la France; et, en héros chrétien, il fit éclater sa reconnaissance par les actions de grâces qu'il lui rendit, et qu'il lui fit rendre par son armée, au milieu du champ de bataille. Voulant profiter de sa victoire, le duc d'Enghien s'empara, au mois de juin, d'Émery, Barlemont, Maubeuge et Binch. Il forma le siége de Thionville; et s'en rendit maître, le 10 août, après une défense opiniâtre et quarante-cinq jours de tranchée ouverte. Il prit Sierk, le 2 septembre. Il fut nommé commandant de l'armée d'Allemagne, par pouvoir du 22 avril 1644 (2), et pourvu du gouvernement de Champagne et de

---

« (1) Si je n'avais pas vaincu, dit le duc d'Enghien, j'aurais voulu » mourir comme lui. »

Le comte de Fuentès, qui avait la goutte, s'était fait porter dans une espèce de chaise de bois qui fut trouvée criblée de coups, et portée à Rocroy, où elle est restée jusqu'en 1787, époque à laquelle on en fit présent au dernier prince de Condé, à son passage dans cette ville.

(2) Manuscrits Le Tellier.

Brie, sur la démission du maréchal de L'Hospital, par provisions données à Paris, le 16 mai, registrées au parlement de Paris, le 23 (1). Il avait prêté serment dès le 10. Le général Merci ayant pris Fribourg, le 28 juillet, le duc d'Enghien fut envoyé pour se réunir au vicomte de Turenne. Ils se déterminèrent à attaquer Merci près de Fribourg, dans des retranchements que l'art et la nature semblaient rendre inaccessibles. Pendant que Turenne, pour entrer dans la plaine, s'avançait dans le dessein de forcer un abattis d'arbres qui défendait le vallon, le duc d'Enghien se disposait à forcer l'ennemi par les hauteurs. Le 3 août, il commande quatre bataillons qui montent sur une côte escarpée, au travers d'une vigne coupée d'espace en espace, par des murailles hautes de 4 pieds qui soutenaient les terres, et formaient pour les Bavarois autant de retranchements. Au-delà de la vigne, on rencontrait un nouveau retranchement de bois de sapins entrelacés les uns dans les autres; et derrière ces arbres, les Bavarois faisaient un feu extraordinaire. Les Français poussèrent encore jusqu'aux bois de sapin; mais tant d'obstacles vaincus ayant épuisé l'ardeur du soldat, il resta tout à coup comme immobile entre le retranchement et le camp ennemi, et sous le feu meurtrier d'une artillerie formidable. Dans cette situation critique, le duc d'Enghien descend de cheval; se met à la tête de 2000 hommes du régiment de Conti; et, accompagné de la noblesse, qui met aussi pied à terre, il franchit le premier l'abattis de sapins; s'approche des retranchements, et y jette son bâton de commandant. Cette action hardie ranime le courage des soldats, qui se décident à braver mille morts plutôt que de laisser à l'ennemi un trophée si précieux. Tous, à l'exemple du duc d'Enghien, se précipitent par-dessus le retranchement; et 3000 hommes qui le défendaient s'enfuient et se cachent dans le bois, à la faveur des approches de la nuit. Le duc d'Enghien profite du peu de jour qui reste; rassemble son infanterie; s'em-

(1) Original, archives de la maison de Condé, registres du parlement.

pare d'une redoute, et fait monter sa cavalerie sur la hauteur. Merci, de son côté, se retranche sur une montagne près de Fribourg : il avait ménagé, dans ce second poste, tous les avantages du lieu que lui donnait le premier. Le 5 du même mois, la seconde action commença à 11 heures du matin, et ne finit qu'avec la nuit. Le prince fut toujours à cheval, à trente pas des retranchements. Le pommeau de la selle de son cheval fut emporté d'un coup de canon, et le fourreau de son épée fut rompu d'un coup de mousquet. Le vicomte de Turenne commandait l'avant-garde, à cette attaque. Les Bavarois n'ayant pu être forcés sur la montagne, le duc d'Enghien ne songea plus qu'à leur couper les vivres, pour les obliger d'en venir à un combat général, ou de se retirer en désordre. Merci ayant jugé en homme de guerre ce projet de son adversaire, décampa avec ses Bavarois. Le prince les poursuivit ; prit leur bagage et leur canon. Ainsi se terminèrent ces combats fameux, connus sous le nom de *journées de Fribourg*. Le 29 du même mois d'août 1644, Spire envoya ses clefs au duc d'Enghien ; Philisbourg se rendit le 9 septembre ; Worms et Oppenheim en firent autant ; et Mayence ouvrit ses portes, le 17. Nommé commandant de l'armée de Luxembourg, par pouvoir du 25 avril 1645 (1), le duc d'Enghien partit, au mois de juin, pour aller secourir, en Allemagne, le vicomte de Turenne, qui avait été battu par Merci à Mariendall. Il se saisit de plusieurs places qui servaient de passage sur le Rhin ; s'empara de Wimpfen, et emporta d'assaut Rottembourg, dans une nuit. Secondé du vicomte de Turenne et du maréchal de Grammont, il harcela long-temps le corps d'armée du général Merci. L'ayant rencontré à Nortlingue, en Souabe, où il était fortement retranché, le duc d'Enghien, contre l'avis de Turenne, et quoique inférieur en nombre, se détermina à le combattre (2). L'action eut lieu le 3 août.

(1) Manuscrits Le Tellier.

(2) Les généraux des troupes alliées de la France, mécontents d'agir sous les ordres du duc d'Enghien, avaient refusé positivement de suivre plus long-temps les mouvements de l'armée française. Turenne tâcha de

Le duc d'Enghien, qui se multipliait, pour ainsi dire, et qui portait ses vues partout, fut toujours exposé au plus grand feu. Il donna d'abord avec son infanterie, et fit reculer celle de l'ennemi. Celle-ci, quoique renforcée d'une nouvelle infanterie et d'un corps de cavalerie, fut une seconde fois contrainte de prendre la fuite. Cependant l'aile droite de l'armée française fut entièrement rompue par les troupes de Jean de Werth; et le maréchal de Grammont, qui la commandait, tomba au pouvoir des ennemis. Le vicomte de Turenne soutenait néanmoins les efforts de cette aile droite, lorsque le duc d'Enghien étant accouru à lui, tous deux rompent les escadrons ennemis; les mettent en désordre, et réparent la fuite de la cavalerie française. Le duc d'Enghien eut, dans cette journée, deux chevaux tués sous lui, et trois blessés; il reçut une forte contusion à la cuisse, un coup de pistolet dans le coude, et plus de vingt coups dans ses habits. La victoire coûta aux Français environ 4000 hommes. Turenne et Grammont furent blessés légèrement. Les Bavarois, complétement battus, perdirent 4000 tués; environ 2000 faits prisonniers, et parmi lesquels se trouvait Glesne, qui commandait sous Merci. On leur prit, en outre, 15 pièces de canon et 40 étendards. Merci fut trouvé au nombre des morts, et reçut, sur le champ de bataille, les honneurs funèbres que lui fit rendre le duc d'Enghien (1). Nortlingue et Dunckespiel, dans la Souabe, ouvrirent leurs portes au vainqueur. Le duc d'Enghien, assiégeant Hailbron, tomba malade, et le vicomte de Turenne fut chargé du commandement. En 1646, le duc d'Enghien commanda l'armée de Flandre, sous Monsieur,

---

rapprocher les esprits, et parvint à ranimer les Hessois; mais le général Kœnigsmarck, faisant monter les fantassins en croupe sur les chevaux de la cavalerie, disparut avec tous les Suédois sous ses ordres.

(1) Le duc d'Enghien marqua lui-même le lieu de sa tombe, et dicta cette épitaphe honorable :

Sta, viator! heroem calcas.
Arrête, voyageur: tu foules un héros.

par pouvoir du 24 avril (1), et en chef après le départ de Monsieur. Il se trouva au siége de Courtrai, pris le 28 juin; à celui de Bergues-Saint-Vinox, qui capitula le 1er août, et à celui de Mardick, qui se rendit le 24. Pendant ce dernier siége, les ennemis ayant fait une sortie contre la tranchée, le duc d'Enghien courut à eux des premiers; coupa la retraite à tout ce qui se présenta à lui, et fit tout tailler en pièces. Les assiégés faisant un grand feu des bastions et de la contrescarpe, le prince eut une partie du visage brûlée d'un pot à feu. Monsieur étant parti de l'armée pour retourner à la cour, le duc d'Enghien prit Furnes, le 7 septembre. Il assiégea ensuite Dunkerque. Les assiégés firent une sortie le 28 septembre, et chassèrent les travailleurs français, qui avaient entrepris de se loger sur la contrescarpe d'un bastion. Un capitaine suisse de l'armée du duc, nommé Pfiffer, saute dans la tranchée avec 100 hommes. A la vue de cette troupe, les ennemis disparaissent; se retirent derrière leurs palissades, et tirent avec furie derrière les gros pieux dont ils sont couverts. Les Suisses, abandonnés par les travailleurs, continuaient cependant l'attaque, et beaucoup d'entre eux étaient déjà étendus morts aux côtés de leur capitaine, qui avait reçu deux dangereuses blessures, lorsque le duc d'Enghien vint à leur secours; ramena les travailleurs, et rétablit les travaux. Le 1er octobre, le prince visitant les nouveaux ouvrages pour les perfectionner, un ingénieur fut tué auprès de lui. Retournant le soir à son quartier, et passant dans les tranchées, une volée de canon emporta la tête à un valet de pied qui le suivait; le sang de cet homme rejaillit sur le prince, qui fut blessé en six endroits différents, au cou et au visage, par les éclats du crâne. Les assiégés se défendaient avec vigueur; les environs de la place étaient inondés; il était difficile d'élever dans le sable des ouvrages solides; et de plus, l'incommodité des pluies, celle de la saison, ainsi que l'approche de l'armée de Picolomini, semblaient

(1) Manuscrits Le Tellier.

devoir faire échouer l'entreprise. Mais le duc d'Enghien triompha de tous ces obstacles; et, secondé par l'amiral hollandais Martin Tromp, il se rendit maître de Dunkerque. qui capitula le 7 octobre. La nouvelle ville fut remise aux Français le 10; les Espagnols sortirent le 11, et le prince y entra le même jour (1). Le 26 décembre, le duc d'Enghien prit le nom de prince de Condé, après la mort de son père. Son régiment de cavalerie prit aussi ce nom. Il eut le régiment d'infanterie de Condé, et une compagnie de chevau-légers, également à la mort de son père, par commission du 31 décembre, et céda alors au duc d'Enghien, son fils, le régiment d'infanterie qui portait ce nom. On le nomma gouverneur du Berri, par provisions du 1er janvier 1647 (2), registrées au parlement de Paris le 21 février suivant, à condition qu'il s'en démettrait le 31 décembre 1654, en faveur du prince de Conti, son frère. Il fut fait grand-maître de la maison du roi, par provisions du même jour (3); et gouverneur de Bourgogne et de Bresse, par brevet du 2 du même mois, et par provisions données à Paris le 5 (4): toutes ces charges vaquaient par la mort de son père. Il se démit alors du gouvernement de Champagne, en faveur du prince de Conti, son frère. On le nomma vice-roi de Catalogne, sur la démission du comte d'Harcourt, par provisions du 4 mars 1647. Commandant l'armée en Catalogne, en vertu d'un pouvoir du même jour (5), il assiégea Lérida (6); mais

---

(1) La capitulation est rapportée en entier dans l'Histoire de Dunkerque, par Faulconnier, pag. 185. La capitulation pour la bourgeoisie y est aussi, pag. 187 : cette dernière ne fut signée que le 10 octobre.

(2) Registres du parlement, manuscrits Le Tellier, dépôt du secrétaire de la province.

(3) Dépôt du secrétaire de la maison du roi. Original.

(4) Original, manuscrits Le Tellier, registres de la chambre des comptes de Dijon, dépôt du secrétaire d'état de la province.

(5) Manuscrits Le Tellier.

(6) La tranchée fut ouverte au son des violons : « C'était, dit J. A. Jacquelin (Sang des Bourbons, Paris, 1819, 1re partie), un usage des Espagnols qui, par un reste de l'ancienne chevalerie, mêlaient les fêtes

les maladies et la désertion ayant affaibli son armée, il leva ce siége, le 17 juin, à l'approche des Espagnols, qui s'avançaient avec des forces nombreuses (1). Le 6 octobre, il assiégea la ville et le château d'Ager, sur la frontière d'Aragon, et les emporta d'assaut, le 9. Presqu'au même temps, il contraignit deux fois les Espagnols de lever le siége de Constantin, et de se mettre à couvert sous les murs de Lérida, après leur avoir tué 1500 hommes. Il se défit de la vice-royauté de Catalogne sur la fin d'octobre. Nommé commandant de l'armée de Flandre, par pouvoir du 18 mars 1648, il prit Ypres, le 28 mai; se mit à la poursuite de l'archiduc Léopold de Lorraine, qu'il avait forcé à décamper, et le joignit dans la plaine de Lens, le 19 août. L'armée du prince était forte de 14,000 hommes, et avait 18 pièces de canon. L'archiduc étant avantageusement posté, et paraissant décidé à refuser le combat, le prince de Condé fit faire à dessein une marche rétrograde, pour attirer l'ennemi sur un terrain plus avantageux pour l'armée française; et, ce dessein ayant réussi, la bataille fut livrée le lendemain 20. L'archiduc, très-supérieur en nombre, mit d'abord la cavalerie française dans un si grand désordre, qu'on délibéra si l'on continuerait le combat, où si l'on se bornerait à faire retraite. Mais la bataille ayant été décidée, sur les conclusions du prince de

---

bats. Anquetil, dans son Histoire de France, tom. VII, pag. 211, s'exprime ainsi: « Soit que ce fût l'usage du pays ou par fanfaronnade, le prin- » ce de Condé fit ouvrir, etc. » On lit à ce sujet dans les Mémoires de la maison de Condé, écrits par le prince de Condé, mort en 1818 (Paris, 1820, tom. I, pag 66), le passage suivant: « Un peu trop de présomp- » tion égara sans doute en ce moment (celui du siége de Lérida) un jeune » prince que la fortune avait toujours favorisé jusqu'alors; et quand le » succès du siége eût été plus heureux, les violons seraient toujours de trop » dans son Histoire comme dans la tranchée. »

(1) Le prince de Condé fut d'autant plus sensible à cet événement, que c'était le premier de cette nature qu'il essuyait; mais comme en continuant le siége il exposait l'armée et la province à une perte presque certaine, il fit céder sans hésitation l'intérêt de sa réputation à celui de l'état.

Condé, il parcourut les rangs; anima le soldat, et s'exposa tellement lui-même, qu'il reçut un coup de mousquet dans les reins. Le succès de cette journée fut aussi décisif qu'il avait été inespéré. L'ennemi perdit 3000 hommes tués, 5000 faits prisonniers, 38 pièces de canon et 100 drapeaux ou étendards. Le prince de Condé reprit Furnes sur les Espagnols, le 10 septembre, et courut risque d'avoir la cuisse cassée d'un coup de feu qu'il reçut dans la tranchée. Le prince de Condé reçut une marque éclatante de satisfaction des services qu'il avait rendus, par le don que la reine-mère lui fit faire, par lettres-patentes du mois de décembre de la même année, du pays de Clermontais, pour en jouir, lui et ses successeurs, aux titres les plus honorables et avec les droits les plus éminents. Le prince de Condé avait humilié les ennemis étrangers; il fut rappelé à Paris, en 1649, pour soumettre le parti de la fronde. Il commanda l'armée devant Paris, par pouvoir du 30 janvier; y rétablit l'autorité royale; prit le parti du cardinal de Mazarin, et le ramena dans la capitale avec la cour, le 18 août. Le cardinal avait de grandes obligations au prince de Condé, qui avait forcé le parlement et le peuple de Paris à reconnaître Mazarin comme premier ministre; mais Condé désira que le cardinal ne fît rien sans le consulter. Il s'opposa au mariage de la nièce du cardinal avec le duc de Mercœur. Mazarin forma alors le projet d'abaisser la puissance et le crédit d'un prince qui lui portait ombrage; et, mettant de côté tout sentiment de reconnaissance, il tâcha de rendre Condé suspect à tous les partis. A la suite de toutes les trames ourdies par le cardinal, le prince de Condé fut arrêté, le 18 janvier 1650, ainsi que le prince de Conti, son frère, et le duc de Longueville. Étonné de l'ordre que lui donnait Guitaut, capitaine des gardes de la reine, il s'écria : « C'est donc là le prix de mes » services ! » Et s'adressant aux gendarmes rangés en haie sur son passage : « Mes amis, leur dit-il, ce n'est pas ici » la bataille de Lens. » On le conduisit d'abord à Vincennes, d'où il fut transféré à Marcoussi, le 28 août, puis au Havre-

de-Grâce, le 26 novembre. Ses régiments et sa compagnie de chevau-légers furent licenciés, par ordre du 20 janvier 1650. Cependant, le parlement ayant banni du royaume et à perpétuité le cardinal Mazarin; et la reine ayant été en quelque sorte forcée de signer la mise en liberté des princes, Mazarin, dans l'espoir de prévenir sa chute, se hâta de les délivrer lui-même, le 13 février 1651 (1). Le prince rentra dans Paris le 16, aux acclamations de tout le peuple (2). On rétablit ses régiments, par ordre daté du même mois. Il obtint la restitution de ses biens, de ses charges et de ses gouvernements; et, par une déclaration que la reine adressa au parlement le 27 mars, son innocence fut reconnue. Il se démit du gouvernement de Bourgogne, et fut pourvu de celui de Guienne, par provisions du 16 mai 1651, registrées au parlement de Paris le 12 juin suivant. Le cardinal, qui s'était retiré à Cologne, continuait de gouverner la reine; et, constant dans sa haine contre le prince, il proposa de le faire arrêter de nouveau. Condé, qui en fut averti, sortit de Paris dans la nuit du 5 au 6 juillet de la même année, et se retira à Saint-Maur. La froideur avec laquelle le roi le reçut, dans une visite qu'il vint lui faire, augmenta les défiances de Condé, qui dès lors se prépara à la guerre, et envoya Sillery à Bruxelles pour traiter avec le comte de Fuensaldagne, qui com-

---

(1) On trouve dans les manuscrits Le Tellier, tom. XV, fol. 84, la commission expédiée, le 10 février 1651, au duc de Grammont et au marquis de La Vrillière, pour faire sortir les princes de Condé et de Conti et le duc de Longueville de la citadelle du Havre, et les mettre en liberté. Le cardinal prévint l'ordre, et les fit sortir de son propre mouvement.

(2) Ni les fêtes qui célébrèrent son retour, ni l'exil de Mazarin ne purent le satisfaire : il avait à se venger de la cour. « Je suis entré dans cette » prison, disait-il plus tard au célèbre Bossuet, le plus innocent de tous » les hommes; mais j'en suis sorti le plus coupable. » (*Biographie universelle ancienne et moderne*, tom. IX, pag. 394. *Sang des Bourbons*, 1re partie.)

mandait les Espagnols. Le moment de la majorité de Louis XIV était arrivé, la cour fit faire encore une tentative pour enlever le prince dans le château de Trie, appartenant au duc de Longueville; mais il échappa à cette nouvelle embuscade. Il fit proposer des voies d'accommodement, par l'entremise du duc d'Orléans. La reine ayant été sourde à tout moyen de conciliation, Condé et ses partisans levèrent enfin l'étendard de la révolte. Il se rendit à Bordeaux, et vit bientôt une partie de la Guienne, plusieurs seigneurs et un grand nombre de gentilshommes se déclarer pour lui. Ayant levé à la hâte un corps de 10 à 12,000 hommes, il se rendit maître en quinze jours de la Guienne, de l'Angoumois, du Périgord et de la Saintonge. Il assiégea Cognac, sur la Charente, et s'en serait emparé, si le débordement subit de cette rivière n'avait entraîné les ponts et séparé ses quartiers; ce qui obligea le prince à lever le siége de cette place, au mois de novembre. Ses régiments et ceux de son fils avaient été licenciés, par ordre du 13 septembre précédent. Le 24 janvier 1652, il traita avec le duc d'Orléans, pour l'expulsion du cardinal Mazarin, et le duc joignit aussitôt ses troupes à celles des Espagnols, qui traversèrent la France pour se réunir au prince de Condé. La rivalité du commandement ayant jeté la division dans l'armée des princes, commandée par les ducs de Nemours et de Beaufort, Condé prit avec lui six personnes seulement; partit secrètement d'Agen le 24 mars, et se rendit, à travers mille dangers, à Orléans, où campait cette armée. Il se détermine aussitôt à attaquer le maréchal d'Hocquincourt, dont les quartiers étaient séparés, et qui le lendemain devait se joindre au vicomte de Turenne. Après s'être emparé de Montargis, où il savait que l'armée du roi avait un gros magasin de vivres et de munitions, il se saisit de Château-Renard; et, prenant ensuite l'élite de sa cavalerie, avec toutes les timballes et les trompettes de son armée, il fond, par une nuit obscure, sur les quartiers du maréchal d'Hocquincourt, distribués aux environs de Bleneau. Quoique sa troupe fût peu nombreuse, il attaqua

plusieurs de ses quartiers à la fois; et toutes ses trompettes ayant sonné par son ordre, l'alarme devint générale sur tous les points. A la lueur des feux qui s'allument de toutes parts, il fait poursuivre les fuyards; attaque les troupes que le maréchal avait rassemblées à la hâte; les force, et s'empare de cinq quartiers. Le reste des troupes du maréchal se jeta dans Bleneau, ou se sauva vers Auxerre. Deux jours après, le prince vint à Paris (1). Déjà il s'était emparé des villages voisins, pendant que Turenne s'approchait de la capitale pour le combattre. Dans la position où se trouvait Condé, il n'avait d'autre moyen de sauver ses troupes que de gagner Conflans et Charenton, et il se flattait d'y arriver avant que Turenne pût l'en empêcher; mais les deux armées s'étant rencontrées, le 2 juillet, au faubourg Saint-Antoine, alors commença un combat fameux dans nos annales, par l'importance de la cause et par la célébrité des deux généraux. On les vit déployer, sur un très-petit terrain, toute la science des attaques et tout l'art des retraites. Condé, à la tête de son escadron invincible, portait la mort et la terreur dans les rangs ennemis. Il se surpassa lui-même dans cette mémorable journée, qui aurait été décisive contre lui, par le secours d'une nouvelle armée dont il aurait été infailliblement accablé, si les bourgeois de Paris ne lui avaient ouvert leurs portes, à la persuasion de Mademoiselle, fille de Gaston, duc d'Orléans, qui monta sur les tours de la Bastille, et fit tirer le canon sur les troupes du roi (2). Le 21 octobre, le roi accorda une amnistie

---

(1) Dans une séance du parlement à laquelle il assista, Bailleul, qui présidait en l'absence de Molé, et Amelot, premier président de la cour des aides, lui dirent presqu'en même temps : « qu'ils s'étonnaient de » voir sur les fleurs de lis un prince qui venait de se liguer avec les enne- » mis des fleurs de lis, et qui, les mains encore toutes teintes du sang des » Français, voulait faire trophée de ses victoires dans le sanctuaire de la » justice. »

(2) Condé, rentrant dans Paris, et apercevant Mademoiselle, courut à elle tout couvert de sang et de poussière, ses cheveux épars et à moitié

générale. Le prince de Condé, qui était sorti de Paris cinq jours auparavant, se rendit en Flandre, et se livra aux Espagnols. Il se rendit maître de Rethel le 30 octobre, de Sainte-Ménéhould le 14 novembre, et fut déclaré généralissime des armées d'Espagne, le 25. Il prit Roye, en Picardie, le 7 août 1653. Rocroi se rendit à lui, le 30 septembre. En 1654, il fut destitué de sa charge de grand-maître et de ses gouvernements. En août de la même année, il assiégea Arras. L'archiduc Don Juan d'Autriche et le comte de Fuensaldagne commandaient avec lui. Le vicomte de Turenne s'approcha de leurs lignes pour les tenir en échec. Il n'était suivi que de la moitié de son armée. Si le commandement de l'armée espagnole n'eût point été partagé, le prince de Condé eût sur-le-champ attaqué celle du vicomte ; mais Fuensaldagne s'étant opposé à cette attaque, l'archiduc fut de son avis, et Turenne eut le temps de se retrancher et d'attendre des secours qu'il reçut, et avec lesquels il attaqua et força les lignes d'Arras, dans la nuit du 24 au 25 août. L'archiduc et Fuensaldagne ayant pris la fuite les premiers, le prince de Condé, qui se vit seul pour combattre trois corps d'armée, se décida à la retraite, et la fit en bon ordre avec sa cavalerie (1). Le 16 juillet 1656, le prince de Condé, joint à Don Juan d'Autriche, força le quartier du maréchal de La Ferté, devant Valenciennes : La Ferté fut fait prisonnier, et perdit 4000 hommes. Après cette défaite, Turenne leva le siége de Valenciennes. Le prince prit Condé, le 18 août. Il se rendit maître de Saint-Guilain, le 22 mars 1657. Le 1er juin, il se jeta dans Cambrai avec 2000 chevaux ; s'empara du châ-

---

brûlés, ses habits percés de coups, et tenant à la main son épée dont il avait perdu le fourreau. « Ah ! dit-il en abordant la princesse, tous mes » amis sont morts. » Puis il se jeta sur un siége et versa un torrent de larmes : il n'éprouva de consolation qu'en apprenant que ceux dont il pleurait la perte n'étaient que blessés.

(1) Le roi d'Espagne lui écrivit à ce sujet : « Mon cousin, je sais que » tout était perdu, et que vous avez tout réparé. »

teau, et força les Français de se retirer sans en faire le siége. Turenne ayant entrepris le siége de Dunkerque, l'archiduc Don Juan d'Autriche, qui avait laissé faire tranquillement les premières dispositions contre cette place, résolut tout à coup de l'aller secourir; et, partant avec précipitation, sans même se faire suivre par le canon, il arriva à un quart de lieue des lignes française, le 13 juin 1658. Malgré les remontrances du prince, l'archiduc voulut marcher à l'ennemi dès le 14. Condé s'étant posté sur une éminence, d'où il pouvait voir la position et juger les forces respectives des deux armées, s'adressa au duc d'York (depuis roi d'Angleterre), et lui dit : « *N'avez-vous jamais vu une bataille perdue? — Non. — Eh bien, vous allez en voir une.* » Effectivement, l'archiduc fut battu complétement et perdit beaucoup de monde. Pendant cette action, le prince de Condé avait maintenu le combat à l'aile qu'il commandait, et avait presque pénétré dans la ville; mais bientôt entouré de toutes parts, il se vit obligé de faire retraite. La paix se fit avec l'Espagne, le 7 novembre, et le traité des Pyrénées fut signé. Le prince de Condé revint en France. On lui rendit ses biens, et l'on rétablit ses régiments d'infanterie et de cavalerie, qu'il garda jusqu'à sa mort. Il fut aussi réintégré dans son gouvernement de Bourgogne et de Bresse, par provisions données à Aix, le 3 février 1660; et créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661. En 1668, il suivit le roi en Franche-Comté, dont on fit la conquête. Le prince de Condé soumit, le 7 février, la ville et le château de Besançon. Le roi le nomma commandant de l'armée sur la Sambre, par pouvoir du 30 mars. La paix fut conclue, entre la France et l'Espagne, le 2 mai. Commandant d'une armée en Hollande, par pouvoir du 18 avril 1672, le prince de Condé prit Vesel, le 4 juin, et Émeric, le 7. Le 12, il passa le Rhin à Tolhuis, à la vue de 4000 Hollandais : ce passage fut exécuté à la nage (1). Animé par la mort du duc de Longueville,

(1) C'est ce passage du Rhin que Boileau a immortalisé par ses vers.

tué dans cette action (1), et par une blessure qu'il reçut lui-même d'un coup de pistolet, qui lui cassa le poignet gauche, le prince de Condé tomba sur les ennemis, qu'il fit passer au fil de l'épée. Sa blessure l'ayant contraint de quitter le commandement de l'armée, il fut porté à Arnheim, et de là à Utrecht. Nommé commandant de l'armée du Bas-Rhin, vers Utrecht, par pouvoir du 3 avril 1673, il demeura à Utrecht pour défendre ce pays. Il prit le commandement de l'armée de Flandre, par pouvoir du 5 août. Il commanda l'armée de Franche-Comté, par pouvoir du 2 janvier 1674, et aida puissamment le roi à conquérir cette province. Commandant d'une des armées de Flandre, par pouvoir du 5 avril, il combattit le prince d'Orange, près le village de Seneff, entre Mons et Charleroi, le 11 août. L'armée du prince d'Orange était forte de 90,000 hommes: le prince de Condé n'en avait que 50,000. A la tête de la maison du roi, Condé passa le ruisseau de Seneff, en présence des ennemis rangés en bataille de l'autre côté; marcha à eux, l'épée à la main, jusqu'à la portée du pistolet, dont il essuya la décharge; les enfonça, et les mit en fuite. L'infanterie ennemie ayant occupé le village du Fay, le prince de Condé la fit attaquer par l'infanterie française (2). La nuit n'interrompit point l'action; elle continua deux heures au clair de la lune; l'obscurité la fit enfin cesser. Le prince d'Orange abandonna le champ de bataille, sur lequel le prince de Condé passa le reste de la nuit. Les en-

(1) Les Hollandais paraissaient disposés à mettre bas les armes, lorsque le duc de Longueville, cousin du prince de Condé, encore tout échauffé d'une partie de débauche faite la veille, accourut le pistolet à la main jusque sur le bord des retranchements, et s'écria en lâchant son coup: « Point de quartier à cette canaille. » Les Hollandais, forcés par cette action imprudente à se défendre, firent une décharge dont le jeune duc fut la première victime. Un carnage affreux suivit de près ce double accident. Ce fut à un mouvement involontaire que le prince de Condé dut de recevoir dans le poignet un coup de feu dirigé contre sa tête.

(2) Le carnage fut si affreux à l'attaque du village du Fay, que le prince de Condé, dont le cœur devait être endurci à de tels spectacles, ne put s'empêcher de frissonner. (Mémoires du marquis de La Farre.)

nemis avaient perdu dans cette journée 3000 hommes tués et 4000 faits prisonniers, parmi lesquels on comptait 500 officiers. On leur avait pris en outre un grand nombre de drapeaux et d'étendards. Le combat ayant recommencé le lendemain, le prince de Condé poursuivit le prince d'Orange dans des lieux presque inaccessibles. La bataille fut sanglante. Le prince de Condé se trouva à toutes les attaques, et se fit jour partout. Le prince d'Orange fit sa retraite, et le prince de Condé retourna dans son camp (1). Dans l'armée du prince d'Orange, les Hollandais eurent 6000 hommes tués ou blessés; les Espagnols, 3000; les Allemands, 600. On fit, sur toute cette armée, 1000 prisonniers, et on lui enleva une partie de ses équipages, 107 drapeaux ou étendards, 3 pièces de canon, 2000 chariots, 300 mille écus destinés aux troupes, et 60 pontons. Du côté des Français, la perte s'éleva à 6000 soldats, et à 1000 officiers, qui furent tués ou blessés. Le prince de Condé eut trois chevaux tués sous lui. Le prince d'Orange ayant assiégé Oudenarde, leva le siége, le 21 septembre, à l'approche du prince de Condé (2). Nommé commandant de l'armée de Flandre, par pouvoir du 1er avril 1675, le prince de Condé força Limbourg de capituler, le 18 juin : ce fut le duc d'Enghien, son fils, qui signa la capitulation. Le nombre des troupes qui composaient l'armée du prince ayant été réduit, cette armée ne fut plus

---

(1) On lit dans les Mémoires du marquis de La Fare, présent aux combats de Seneff, que le prince de Condé voulut hasarder une quatrième attaque contre le prince d'Orange; « mais il paraît qu'il n'y avait » plus que lui qui eût envie de se battre. Cette proposition fit frémir tout » le monde. » Folard dit que le prince tergiversa dans les trois combats de Seneff, qu'il se montra grand général au premier; qu'au second il n'était plus que soldat, et qu'au troisième il n'était ni l'un ni l'autre.

(2) Le prince de Condé s'étant rendu à la cour à la fin de la campagne, Louis XIV vint au-devant de lui au haut du grand escalier de Versailles. Le prince, qui montait lentement les degrés à cause de sa goutte, prie S. M. de l'excuser. « Mon cousin, répond le roi, ne vous pressez » pas; quand on est aussi chargé de lauriers que vous l'êtes, il est tout » simple qu'on ait de la peine à marcher. »

en état de rien entreprendre. A la mort du vicomte de Turenne, le prince de Condé reçut l'ordre d'aller prendre le commandement de l'armée d'Allemagne (1); son pouvoir est du 2 août. Il força Montécuculli de lever le siége d'Haguenau, le 22 août; celui de Saverne, le 14 septembre; le contraignit d'évacuer l'Alsace, et de repasser le Rhin. Ce fut le dernier exploit du prince de Condé. La goutte, dont il était attaqué, le détermina à se retirer à Chantilly, en 1679 (2). Il mourut à Fontainebleau (3), le 11 décembre 1686 (4). (*Chronologie militaire de Pinard, t. I, p.* 91, *le Continuateur du P. Daniel, de Larrey, le Président Hénault, Histoire militaire des Suisses, Mémoires du Père d'Avrigny, de la Vie et Actions du Prince de Condé, Histoire militaire de Louis-le-Grand, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. V, pag.* 23; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 391; *His-*

---

(1) Avant de partir pour ce commandement, Condé dit qu'il aurait bien voulu s'entretenir un quart d'heure avec l'ombre de Turenne, pour interroger ce grand homme sur ses vues et ses desseins. Preuve sans réplique de la haute estime qu'il avait pour lui. (Lettres de madame de Sévigné.)

(2) Il passa les dernières années de sa vie dans ce château, qu'il orna avec autant de goût que de magnificence. Il faisait des visites peu fréquentes à la cour. Admirateur de Corneille, il n'en encouragea pas moins Racine, dont les beautés sublimes le frappèrent, et devint son protecteur, ainsi que celui de Molière et de Boileau.

(3) Il s'était rendu dans cette ville, à la nouvelle de la maladie de la duchesse de Bourbon, sa petite-fille, attaquée de la petite-vérole.

(4) Son oraison funèbre fut prononcée par Bossuet : on y trouve un parallèle entre Condé et Turenne, qui est un des plus beaux morceaux d'éloquence de ce grand orateur.

Voici le portrait du prince de Condé, tel que l'a tracé Folard, digne appréciateur de sa gloire militaire : « Incapable de céder, quelques obstacles qu'il pût rencontrer dans la poursuite de ses desseins; d'un esprit très-vif, tout plein de feu, de lumières et de ressources; d'un coup d'œil admirable, impérieux quelquefois; violent dans le commandement, plus encore dans l'action, où l'on prétend qu'il suivait assez volontiers les voies meurtrières. » (Biographie universelle.)

toire de France, par Anquetil, tom. VII et VIII; Sang des Bourbons, par J. A. Jacquelin, 1re part.; Mémoires de la Maison de Condé, Paris, 1820, *tom. I.*)

DE BOURBON (Henri-Jules), *prince de Condé, commandant d'armé*, fils de Louis II, prince de Condé, qui précède, naquit le 29 juillet 1643. Il porta le nom de duc d'Enghien, pendant la vie de son père, et prit le nom de prince de Condé, le 11 décembre 1686. On le fit capitaine d'une compagnie de chevau-légers, sur la démission de son père, qui prenait la compagnie de Condé, par commission du 31 décembre 1646. Il fut nommé colonel d'un régiment d'infanterie, par commission du même jour, sur la démission de son père, qui devenait colonel du régiment de Condé. Il leva un régiment de cavalerie, par commission du 17 janvier 1649. Le duc d'Enghien ayant suivi le prince de Condé son père, lorsqu'il se livra aux Espagnols, on licencia ses régiments et sa compagnie de chevau-légers, par ordre du 13 septembre 1651. Revenu en France après la paix des Pyrénées, signée le 7 novembre 1659, on rétablit son régiment de cavalerie. Il fut fait grand-maître de France, sur la démission du prince de Conti, par provisions du 2 février 1660, et chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661. Il accompagna le roi aux Pays-Bas, dans la guerre contre l'Espagne, en 1667, et se trouva aux siéges de Tournai, de Douai et de Lille. Le roi rétablit son régiment d'infanterie (depuis Bourbon), par commission du 26 octobre de cette année, avec rang de ce jour seulement. En 1668, le duc d'Enghien marcha, sous les ordres de son père, à la conquête de la Franche-Comté. Il fut créé brigadier de cavalerie, par brevet du 2 février de cette année. On le nomma commandant de cavalerie dans l'armée que devait commander son père, par commission du 3 avril suivant. La paix se fit au mois de mai. Il commanda, par commission du 18 janvier 1669, la cavalerie dans l'armée du maréchal de Créqui, sur la frontière de la Lorraine, où il ne se fit aucune expédition. On lui donna le gouvernement

de Bourgogne et de Bresse, en survivance du prince de Condé, par provisions signées à Saint-Germain-en-Laye, le 22 janvier 1670, registrées au parlement de Paris, le 24 janvier 1671 (1). Il fut nommé pour commander la cavalerie de l'armée de Lorraine, par commission du 6 septembre 1670. La conquête de cette province fut faite en moins d'un mois. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 avril 1672, il servit à l'armée de Hollande, commandée par le prince de Condé, et se trouva à la prise d'Orsoi, d'Émeric, et au passage du Rhin à Tolhuis, au mois de juin. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 avril 1673, il servit dans l'armée employée à couvrir le Bas-Rhin. Il eut le commandement de l'armée du roi sous le prince de Condé, par pouvoir du 5 août de la même année. Cette armée fut chargée de veiller aux mouvements des Espagnols en Flandre. Commandant l'armée de Franche-Comté sous son père, par pouvoir du 2 janvier 1674, il joignit le duc de Noailles, qui avait commencé la conquête de la Franche-Comté. Il investit au mois d'avril la place de Besançon, que le roi prit au mois de mai. Il investit aussi, dans le même mois, la ville de Dôle, qui se rendit au roi au mois de juin. Il eut le commandement d'une des armées de Flandre, sous le prince de Condé, par pouvoir du 5 avril. Au combat de Seneff, le 11 août, le duc d'Enghien, quoique blessé d'un coup de mousquet à la jambe, combattit toujours aux côtés de son père; il aida le comte d'Ostain à remonter le prince de Condé, dont le cheval avait été tué, et continua de combattre avec lui jusqu'à la retraite du prince d'Orange. Commandant l'armée de Flandre sous le prince de Condé, par pouvoir du 1er mai 1675, il attaqua, au mois de juin, la ville de Lunébourg, qui se rendit le 21, après huit jours de tranchée ouverte. Il eut un ordre, le 30 juillet de la même année, pour commander en chef l'armée d'Allemagne, jusqu'à l'arrivée

---

(1) Original aux archives de la maison de Condé.

du prince de Condé, et un pouvoir du 2 août, pour la commander sans lui. Employé dans l'armée du roi commandée par MONSIEUR, en 1676, le duc d'Enghien servit cette année au siége de Bouchain; se trouva aux siéges de Valenciennes et de Cambray, en 1677, et au siége de Gand, en 1678. A la mort de son père, en 1686, époque à laquelle il prit le nom de Prince de Condé, on ne le désigna plus que sous celui de *M. le Prince.* Il fut fait colonel du régiment de Condé infanterie, et mestre-de-camp du régiment de Condé cavalerie, par commission du 28 du même mois. Il se démit des régiments d'Enghien, infanterie et cavalerie, en faveur du duc de Bourbon, son fils. Ces régiments prirent alors le nom de Bourbon, qu'ils ont conservé depuis. Il suivit le roi au siége de Mons, en 1691, et au siége de Namur, en 1692. Il commanda l'armée de Flandre sous le roi, par pouvoir du 27 avril; et sous Monseigneur, par pouvoir du 13 mai 1693. Ce fut sa dernière campagne (1). Il mourut le 1er avril 1709 (2). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 553; *Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, Hénault, de Larrey, le Continuateur du Père Daniel, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. V, pag.* 27; *Biographie universelle ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 396.)

(1) Ce prince était devenu sujet à des vapeurs; et, lorsque les accès de cette maladie le prenaient, il se croyait transformé en chien de chasse, et en imitait alors l'aboiement.

(2) M. le prince était né avec un esprit fin et délicat. Il fit long-temps le charme de la société, qu'il aimait beaucoup. Voulant faire peindre l'histoire du grand Condé, son père, il imagina une allégorie ingénieuse, pour ne point en retrancher les divers succès que Condé avait obtenus en combattant contre la France. Il fit peindre la muse de l'histoire, tenant un livre sur le dos duquel était écrit: *Vie du prince de Condé.* Cette muse arrachait du livre quelques feuilles qui, répandues çà et là, laissaient lire ces mots: *Secours de Cambray, retraite devant Arras, secours de Valenciennes,* etc.

DE BOURBON-CONDÉ (Louis III), *duc de Bourbon, lieutenant-général*, fils de Henri-Jules de Bourbon-Condé, qui précède, naquit le 11 octobre 1668, et fut connu sous le nom de M. le duc. Il eut d'abord la survivance du gouvernement de Bourgogne et de Bresse, par provisions données à Versailles, le 16 juillet 1685; et la charge de grand-maître de la maison du roi, aussi en survivance de son père, par provisions du 24 du même mois. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 juin 1686. On le nomma, par provisions, du 28 décembre suivant, colonel du régiment d'infanterie de Bourbon, et mestre-de-camp du régiment de cavalerie du même titre, sur la démission de son père, qui passait au régiment de Condé. Il fit sa première campagne sous M. le dauphin, en 1688, et se trouva aux siéges et à la prise de Philisbourg et de Manheim; à la soumission de Spire, de Worms, d'Oppenheim, de Trèves, et au siége de Franckendal. Il servit en Allemagne, en 1689, sous le maréchal de Lorges, qui se tint sur la défensive. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 avril 1690, il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous M. le dauphin, qui tint les ennemis en échec toute la campagne, et les empêcha de faire aucuns progrès. Employé en Flandre, par lettres du 14 mars 1691, il servit sous le roi, au siége de Mons, et monta plusieurs tranchées. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 mai 1692, et employé, en cette qualité, à l'armée de Flandre, par lettres du même jour, il servit, sous le roi, au siége et à la prise de Namur. Il commanda, à ce siége, l'attaque de l'ouvrage neuf; et, à la tête de 15 compagnies de grenadiers, soutenues par 7 bataillons, il emporta le chemin couvert en moins d'une demi-heure; contraignit les ennemis de se retirer dans le fort et de se rendre sur-le-champ. A l'attaque des chemins couverts et des contrescarpes de l'ouvrage à corne, le duc de Bourbon, commandant comme lieutenant-général, entra des premiers dans les palissades. Il se trouva à la bataille de Steinkerque, où, à la tête d'une division, il chargea plusieurs fois l'ennemi. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 27 avril 1693, il commanda l'aile gauche de

la ligne de la maison du roi, à la bataille de Néerwinde. Les troupes françaises avaient emporté le village de Néerwinde; mais comme de la possession de ce village dépendait la victoire, les ennemis, après un long et sanglant combat, le reprirent. Le duc de Bourbon s'étant mis alors à la tête de la brigade de Guiche, attaqua de nouveau le village de Néerwinde; l'emporta; repoussa les ennemis jusqu'à la plaine où étaient leurs canons; les chargea ensuite plusieurs fois avec la cavalerie qu'il commandait; conserva toujours l'avantage sur eux, et reçut plusieurs coups dans sa cuirasse et dans ses habits. Il contribua beaucoup, par cette action, au gain de la bataille. Il servit ensuite au siége et à la prise de Charleroi. Il fut employé, en 1694, à l'armée de Flandre, sous Monseigneur qui déconcerta les ennemis, par sa fameuse marche de Vignamont, au pont d'Espierre. Le duc de Bourbon servit, en 1695, au bombardement de Bruxelles, sous le maréchal de Villeroy, et, en 1696, en Flandre, sous le même général qui tint les ennemis en échec, mais n'entreprit rien. Cette campagne fut la dernière que fit le duc de Bourbon. A la mort de M. le prince de Condé, son père, il obtint le régiment d'infanterie et de cavalerie de Condé, par commission du 15 septembre 1709, et se démit de ceux de Bourbon, en faveur de M. le duc d'Enghien, son fils. Il mourut subitement, à Paris, le 4 mars 1710, dans la 42e année de son âge. (*Chronologie militaire, t. IV, p.* 549; *mémoires du temps, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, t. I; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. III, pag.* 207; *Biographie universelle ancienne et moderne, t. V, p.* 549.)

DE **BOURBON-CONDÉ**, (Louis-Henri), *duc de Bourbon, lieutenant-général*, fils de Louis de Bourbon Condé III, qui précède, naquit à Versailles, le 18 août 1692; et fut connu sous le nom de M. le duc d'Enghien, pendant la vie de M. le duc de Bourbon, son père. Il leva le régiment d'infanterie d'Enghien, par commission du 1er février 1706; et fut créé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1709. Il prit séance au parlement, en qualité de pair de France,

le 19 mars suivant. Ayant obtenu les régiments d'infanterie et de cavalerie de Bourbon, par commission du 15 septembre, il se démit alors de celui d'Enghien. Il devint duc de Bourbon, à la mort de son père, le 4 mars 1710; et fut depuis connu sous le nom de M. le duc. Nommé grand-maître de la maison du roi, et gouverneur et lieutenant-général de Bourgogne et de Bresse, par provisions données à Versailles, le même jour, il prêta serment, pour ces deux charges, le 24. On enregistra ses provisions au parlement de Dijon, le 20; et à la chambre des comptes, le 21 mai suivant. Colonel et mestre-de-camp des régiments d'infanterie et de cavalerie de Condé, par commission du 1er avril, il se démit de ceux de Bourbon : toutes ces charges vaquaient par la mort de son père. M. le duc fit sa première campagne la même année, en Flandre, sous le maréchal de Villars, qui se tint sur la défensive, et se trouva, en 1711, à l'attaque d'Hordaing. Commandant la cavalerie de l'armée de Flandre, par commission du 29 août 1712, il servit aux siéges de Douai, du Quesnoy, de Bouchain. Il se trouva, en 1713, au siége de Landau, et se distingua à la défaite du général Vaubonne, le 20 septembre. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 22 du même mois; il servit, en cette qualité, au siége de Fribourg. Louis XIV étant mort le 1er septembre 1715, le duc de Bourbon fut nommé chef du conseil de régence dans l'assemblée tenue au parlement de Paris, le 12 du même mois. Il fut promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mars 1718; et obtint, le 26 août suivant, la surintendance de l'éducation du roi Louis XV, qui fut déclaré majeur le 22 février 1723. Le duc d'Orléans, qui avait été régent du royaume, mourut le 2 décembre de cette même année; et le duc de Bourbon obtint, le même jour, la charge de premier ministre. On le fit grand-maître et surintendant des postes, par provisions du 2 juin 1724. Le régiment de Goësbriand fut mis sous le nom de Condé, par ordonnance du 12 décembre de la même année. Ayant été disgracié et remplacé par le cardinal de Fleury, évêque de Fréjus, M. le duc se retira à Chantilly, le 11 juin 1726; et se dé-

mit, le même jour, de la charge de grand-maître des postes. Il fut mestre-de-camp du régiment de dragons de Condé, par commission du 23 juillet 1731; et conserva ce régiment, ainsi que toutes ses autres charges, jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Chantilly, le 27 janvier 1740. Il était alors âgé de 42 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 40; *Dépôt de la maison du roi, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. I; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. III, pag.* 208; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. V, pag.* 349; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII.*)

DE BOURBON (Louis), *comte de Clermont, commandant d'armée*, frère de Louis III, duc de Bourbon Condé, qui précède, est né le 15 juin 1709. Il fut nommé colonel du régiment d'infanterie d'Enghien, le 1.er avril 1710. Ayant été tonsuré à l'âge de 9 ans, il fut successivement nommé aux abbayes du Bec, en 1717; de Saint-Claude, en 1718; de Marmoutiers-les-Tours et de Châblis, en 1721, et de Cercamp, en 1723. Il fut fait mestre-de-camp du régiment de Clermont cavalerie, le 5 janvier 1724. Créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février de la même année, il fut reçu le 3 juin suivant. Le pape lui accorda, en 1733, une dispense pour suivre la carrière militaire, sans renoncer à ses bénéfices. Le comte de Clermont fit sa première campagne au siége du fort de Kehl, qui se rendit au maréchal de Berwick, au mois d'octobre de cette même année. Il servait au siége de Philisbourg, lorsqu'il fut fait maréchal-de-camp, par brevet du 15 juin. Devenu lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 6 juillet 1735, il fit la campagne de cette année à l'armée d'Allemagne, jusqu'à la signature des préliminaires de paix. Cette armée avait contenu le prince Eugène, qui ne put rien entreprendre. Le comte de Clermont, ayant été nommé abbé de Saint-Germain-des-Prés, le 11 août 1737, se démit alors des abbayes de Saint-Claude, de Marmoutiers et de Cercamp. Il servit, en 1742, à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Noailles. Employé à l'armée sur le

Rhin, commandée par le même général, il combattit à Etlingen, le 27 juin 1743. Pendant la campagne de 1744, il servit dans l'armée commandée par le roi, et se trouva au siége de Menin, où il fit ouvrir la tranchée du côté de l'ouvrage à corne qui est devant la porte de Lille. Il commanda l'attaque de la droite contre Menin, qui capitula, le 3 juin. Il investit Ypres, le 6 juin; et s'empara de la redoute de Dickebusck, où on fit un sergent et quinze soldats prisonniers. Cette place aurait pu tenir long-temps, si le comte de Clermont n'eût, par une extrême diligence, prévenu le commandant, qui avait ordonné de faire abattre les arbres et les haies qui pouvaient servir à couvrir les premiers travaux des assiégeants. En effet, à la faveur de ces arbres, les ouvrages furent avancés jusqu'à 40 toises de la palissade, sans que les assiégés s'en fussent aperçus. Ypres capitula, le 27 du même mois, et le roi y fit son entrée, le 29. La place de Furnes, investie par le comte de Soissons, le même jour, 29 juin, demanda à capituler le 10 juillet; et la garnison en sortit le 13 (1). Après avoir fait le siége de Fribourg, il soumit la ville de Constance au mois de novembre. Il servit pendant la campagne de 1745, sous le roi; combattit à Fontenoi, le 11 mai; se trouva à la prise de Tournay, qui capitula le 23; et de la citadelle, qui se rendit le 20 juin. Il servit, en 1746, aux siéges de Louvain, qui ouvrit ses portes, le 6 mai; et d'Anvers, réduit le 20. Il commanda le siége de la citadelle d'Anvers, qu'il fit investir le 21 mai. La tranchée ayant été ouverte, du 25 au 26, les ennemis arborèrent le drapeau, le 31; la capitulation fut signée, le 1er juin; et la garnison sortit de la place, le 3. Le comte de Clermont forma, le 5 septembre, le siége de la ville de Namur; et obligea cette ville de capituler, le 19. Il attaqua les châteaux, le 25; la garnison en sortit, le 30. A la bataille de Raucoux, le 11 octobre suivant, le comte de Clermont chargea l'ennemi à la tête des troupes

---

(1) Le comte de Clermont quittait ordinairement la tranchée le dernier, et dirigeait toutes les opérations.

de la droite qu'il commandait. Au combat de Lawfeld, le 2 juillet 1747, il marcha à l'attaque de ce village avec 20 pièces de canon. Chargé de poursuivre la gauche de la cavalerie ennemie, il forma deux escadrons de troupes légères pour la suivre en ordre. Comme la cavalerie ennemie tenait ferme à peu de distance de Maestricht, il fit avancer du canon qui l'obligea de se retirer sous le feu de cette place. La paix se fit au mois d'avril 1748. On lui donna le gouvernement-général de Champagne et de Brie, par provisions du 19 septembre 1751. Il fut élu l'un des 40 de l'Académie française, le 1er décembre 1753. Nommé, par pouvoir du 17 janvier 1758, pour commander l'armée d'Allemagne, en remplacement du maréchal de Richelieu, il partit, le 29, pour en aller prendre le commandement, et arriva à Hanovre, le 14 février. Il signala son arrivée à cette armée, par le châtiment de quelques fournisseurs infidèles, et par le renvoi de 52 officiers qui furent cassés pour cause d'indiscipline. Après la bataille de Crewelt, qu'il perdit, le 23 juin de la même année, contre le prince Ferdinand de Brunswick, il sollicita lui-même son rappel, et fut remplacé par le marquis de Contades, auquel il remit le commandement, le 10 juillet. Il mourut, en 1771, sans enfants. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 599; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IX; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 86.)

DE **BOURBON** (Louis-Joseph), *prince de Condé, colonel-général de l'infanterie française*, fils de Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, qui précède, naquit à Paris, le 9 août 1736. Il fut d'abord grand-maître de la maison du roi, à la mort de M. le duc de Bourbon, son père, par provisions du 28 janvier 1740, et devint colonel du régiment d'infanterie, et mestre-de-camp de celui de cavalerie, de Condé, par commission du 21 février suivant. Il fut créé chevalier de la Toison-d'Or, le 6 juin de la même année. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier, et reçu le 2 février 1752, il prêta serment, pour la charge de grand-maître de la maison du roi, le 17 juin 1753, et prit posses-

Rhin, commandée par le même général, il combattit à Etlingen, le 27 juin 1743. Pendant la campagne de 1744, il servit dans l'armée commandée par le roi, et se trouva au siége de Menin, où il fit ouvrir la tranchée du côté de l'ouvrage à corne qui est devant la porte de Lille. Il commanda l'attaque de la droite contre Menin, qui capitula, le 3 juin. Il investit Ypres, le 6 juin; et s'empara de la redoute de Dickebusck, où on fit un sergent et quinze soldats prisonniers. Cette place aurait pu tenir long-temps, si le comte de Clermont n'eût, par une extrême diligence, prévenu le commandant, qui avait ordonné de faire abattre les arbres et les haies qui pouvaient servir à couvrir les premiers travaux des assiégeants. En effet, à la faveur de ces arbres, les ouvrages furent avancés jusqu'à 40 toises de la palissade, sans que les assiégés s'en fussent aperçus. Ypres capitula, le 27 du même mois, et le roi y fit son entrée, le 29. La place de Furnes, investie par le comte de Soissons, le même jour, 29 juin, demanda à capituler le 10 juillet; et la garnison en sortit le 13 (1). Après avoir fait le siége de Fribourg, il soumit la ville de Constance au mois de novembre. Il servit pendant la campagne de 1745, sous le roi; combattit à Fontenoi, le 11 mai; se trouva à la prise de Tournay, qui capitula le 23; et de la citadelle, qui se rendit le 20 juin. Il servit, en 1746, aux siéges de Louvain, qui ouvrit ses portes, le 6 mai; et d'Anvers, réduit le 20. Il commanda le siége de la citadelle d'Anvers, qu'il fit investir le 21 mai. La tranchée ayant été ouverte, du 25 au 26, les ennemis arborèrent le drapeau, le 31; la capitulation fut signée, le 1er juin; et la garnison sortit de la place, le 3. Le comte de Clermont forma, le 5 septembre, le siége de la ville de Namur; et obligea cette ville de capituler, le 19. Il attaqua les châteaux, le 25; la garnison en sortit; le 30. A la bataille de Raucoux, le 11 octobre suivant, le comte de Clermont chargea l'ennemi à la tête des troupes

---

(1) Le comte de Clermont quittait ordinairement la tranchée le dernier, et dirigeait toutes les opérations.

de la droite qu'il commandait. Au combat de Lawfeld, le 2 juillet 1747, il marcha à l'attaque de ce village avec 20 pièces de canon. Chargé de poursuivre la gauche de la cavalerie ennemie, il forma deux escadrons de troupes légères pour la suivre en ordre. Comme la cavalerie ennemie tenait ferme à peu de distance de Maestricht, il fit avancer du canon qui l'obligea de se retirer sous le feu de cette place. La paix se fit au mois d'avril 1748. On lui donna le gouvernement-général de Champagne et de Brie, par provisions du 19 septembre 1751. Il fut élu l'un des 40 de l'Académie française, le 1er décembre 1753. Nommé, par pouvoir du 17 janvier 1758, pour commander l'armée d'Allemagne, en remplacement du maréchal de Richelieu, il partit, le 29, pour en aller prendre le commandement, et arriva à Hanovre, le 14 février. Il signala son arrivée à cette armée, par le châtiment de quelques fournisseurs infidèles, et par le renvoi de 52 officiers qui furent cassés pour cause d'indiscipline. Après la bataille de Crewelt, qu'il perdit, le 23 juin de la même année, contre le prince Ferdinand de Brunswick, il sollicita lui-même son rappel, et fut remplacé par le marquis de Contades, auquel il remit le commandement, le 10 juillet. Il mourut, en 1771, sans enfants. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 599; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IX; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 86.)

DE BOURBON (Louis-Joseph), *prince de Condé, colonel-général de l'infanterie française*, fils de Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, qui précède, naquit à Paris, le 9 août 1736. Il fut d'abord grand-maître de la maison du roi, à la mort de M. le duc de Bourbon, son père, par provisions du 28 janvier 1740, et devint colonel du régiment d'infanterie, et mestre-de-camp de celui de cavalerie, de Condé, par commission du 21 février suivant. Il fut créé chevalier de la Toison-d'Or, le 6 juin de la même année. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier, et reçu le 2 février 1752, il prêta serment, pour la charge de grand-maître de la maison du roi, le 17 juin 1753, et prit posses-

sion de l'exercice de cette charge à cette époque. Nommé gouverneur et lieutenant général des provinces de Bourgogne et de Bresse, par provisions données à Versailles, le 19 mai 1754, il prêta serment, pour cette charge, le 3 juin suivant. Il fit sa première campagne en Allemagne, en 1757; se trouva à la bataille d'Hastembeck (1), et à la conquête de l'électorat d'Hanovre, et quitta l'armée après la capitulation de Closterseveru. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 3 février 1758, et employé en cette qualité à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er juin suivant, il se trouva à la bataille de Crewelt; obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 11 août, et finit la campagne sous les ordres du maréchal de Contades. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai 1759, il y eut le commandement de la cavalerie. A la bataille de Minden, il chargea plusieurs fois les ennemis à la tête de sa troupe, et déploya la plus grande valeur. Employé à la même armée, par lettres du 1er juin 1760, il se signala au combat de Corback, le 10 juillet. Le 26 du même mois, il fit attaquer, par un corps considérable de troupes, le village d'Eppinghausen, dont l'occupation était de la plus haute importance, pour pénétrer dans la plaine de Wolfhagen, où campaient les ennemis. Les troupes françaises ayant été repoussées deux fois à cette attaque, le prince de Condé y marcha lui-même; emporta le village pour la troisième fois, et le conserva. Le résultat de ce combat fut d'obliger le prince Ferdinand à abandonner Wolfhagen, où l'armée campa le 27. Le prince de Condé, commandant l'avant-garde de l'armée, se porta, le 30, à Oberweimar, d'où il chassa les ennemis. Après l'affaire de Warbourg, les Prussiens ayant fait passer un corps de

---

(1) A cette bataille, le jeune prince de Condé se trouvait tellement exposé au feu d'une batterie formidable, que le comte de la Touraille, son premier gentilhomme, crut devoir le supplier de faire quelques pas pour s'éloigner de la direction des boulets. « Moi! répondit tranquillement le prince; je ne trouve point ces précautions dans l'Histoire du grand Condé. »

troupes en-deçà de la Dymel, le prince de Condé y marcha, le 2 août, avec les grenadiers, une partie des carabiniers et trois régiments de troupes légères, et obligea l'ennemi de repasser cette rivière. Le 9 septembre, il commanda, à la vue des Prussiens, un fourrage général qui se fit tranquillement, au moyen des bonnes dispositions que ce prince avait prises. Employé à l'armée du Bas-Rhin, par lettres du 1er mai 1761, il y eut le commandement d'une avant-garde composée de plusieurs brigades d'infanterie et de cavalerie, de tous les dragons, des hussards, des volontaires de l'infanterie de Clermont, de Dauphiné et de Conflans. Par ses ordres, le marquis de Voyer s'empara du poste de Verle, qu'il ne put conserver, mais qu'il tint assez long-temps pour favoriser un fourrage général que fit l'avant-garde du prince de Condé. Au combat de Filinghausen, le 16 juillet, le prince de Condé, commanda 23 bataillons et 18 escadrons, avec lesquels il devait soutenir le corps du maréchal de Broglie. Ayant appris que le maréchal se retirait avec ses troupes, le prince fit faire le même mouvement rétrograde à son corps d'armée, et flanqua la gauche de l'armée du maréchal. Le 28 juillet, les ennemis ayant attaqué les troupes légères sur les hauteurs de Neheim, le prince de Condé, à la tête des grenadiers et des chasseurs, fit charger les Prussiens avec tant de succès, qu'ils furent obligés d'abandonner leurs chevaux, leurs outils et beaucoup d'armes. Il couvrit et protégea ensuite, avec sa réserve, les différentes marches de l'armée. Chargé, au mois de septembre, d'attaquer la ville de Meppen, il y fit ouvrir la tranchée, le 30, et obligea la garnison de se rendre prisonnière de guerre, le 3 octobre : cette garnison se composait de 500 hommes et de 170 officiers. On trouva dans la place 38 bouches à feu et beaucoup de munitions (1). Le prince de Condé quitta l'armée, lorsqu'elle prit ses quartiers d'hiver à la fin d'octobre, et revint à Paris. Étant

---

(1) Au siége de Meppen, le prince de Condé fut lui-même son premier ingénieur, et dirigea tous les travaux au milieu d'un feu des plus violents.

retourné à l'armée d'Allemagne, en 1762, il y battit, à Grummingen, le prince héréditaire de Prusse (Ferdinand de Brunswick), qui l'avait attaqué, et le força de repasser la Wetter. Le prince de Condé attaqua, le 30 novembre, le camp retranché des ennemis, à Johannsberg, près de Friedberg. Après avoir formé en colonne ses grenadiers royaux, et leur avoir défendu de tirer, il les dirigea vers un point menacé, et les précipita sur les Prussiens, qui ne purent résister à une charge aussi impétueuse. Lui-même, à la tête de quelques escadrons de gendarmerie et de dragons, chargea deux fois la cavalerie ennemie et la détruisit presque entièrement. Cependant, l'infanterie, qui formait le centre de l'armée du prince Ferdinand, étant encore intacte, le prince de Condé donna une nouvelle preuve du talent avec lequel il savait placer ses batteries : il foudroya d'abord la masse d'infanterie ennemie; se porta ensuite sur elle; l'enfonça, et remporta la victoire la plus glorieuse et la plus complète (1). La paix ayant été faite, le prince de Condé revint à la cour (2). La mort de la princesse son épouse répandit, dans ce temps, sur l'existence du prince une mélancolie qui lui fit chercher la solitude; et il se retira à Chantilly, où il se forma une société de savants, de gens de lettres et d'hommes célèbres, dont plusieurs furent combiés de ses bontés (3). Il se plaisait aussi à recevoir

---

(1) Louis XV, pour récompenser dignement la valeur du prince de Condé, lui fit don de plusieurs canons pris sur l'ennemi à la bataille de Johannsberg. Ces canons furent placés au château de Chantilly, qui appartenait au prince de Condé. En juillet 1789, un détachement de la garde nationale de Paris les y enleva.

(2) Son retour à Paris fut un véritable triomphe, d'autant plus flatteur qu'il était moins préparé, et que les hommages étaient libres. La première fois qu'il parut à la Comédie française, on y jouait une petite pièce intitulée : *Heureusement*. Un jeune militaire soupant avec une jolie femme, lui dit : « Je bois à Cypris! » Elle répond : « Et moi, je bois » à Mars! » Le public appliqua cette réponse avec acclamation au prince de Condé.

(3) Il mettait un discernement très-judicieux dans le choix de ceux qu'on lui proposait. « J'aime mieux, disait-il, les bons esprits que les » beaux esprits. »

fréquemment à des repas, qu'il appelait ses dîners militaires, la plupart de ses anciens compagnons d'armes (1). Le roi ayant ordonné un camp près de Compiégne, pour l'instruction militaire du dauphin, le prince de Condé s'y rendit, et se plut à donner à l'héritier du trône les premières leçons de l'art de la guerre. En 1771, le chancelier Maupeou ayant fait publier un édit, du 13 avril, portant suppression des parlements du royaume, le prince de Condé, qui professait un respect religieux pour l'inviolabilité de la justice et pour l'indépendance des juges, signa la déclaration célèbre connue sous le nom de *Protestation des princes du sang*. Le ministère, irrité de l'opposition qu'il trouvait à l'établissement des nouvelles cours de justice créées par lui, obtint que les princes seraient exilés. Le prince de Condé se rendit en conséquence à Chantilly; mais il en fut bientôt rappelé par Louis XV, qui l'aimait particulièrement. En 1787, on destina au prince de Condé le commandement d'un camp qui devait se rassembler sous Givet, pour protéger les républicains hollandais contre la Prusse et le stathouder; mais le roi de Prusse étant mort, les affaires changèrent de direction, et ce camp n'eut pas lieu. En 1788, un camp fut formé sous les murs de Saint-Omer, et le prince de Condé en reçut le commandement: il ne s'y fit que des manœuvres. Le 17 juillet 1789, c'est-à-dire, au commencement de la révolution, le prince de

(1) Dans un de ces dîners militaires, un officier entreprit la défense des punitions corporelles, introduites dans un code militaire qu'avait dressé le comte de Saint-Germain, récemment nommé au ministère de la guerre, et grand admirateur de la discipline du Nord. Le prince de Condé ne put se contenir, et le feu dans les yeux: « Monsieur, s'écria-» t-il, il existe en Europe une noble race de soldats que l'on peut mener » au bout du monde avec des paroles, que l'on punit ou que l'on récom-» pense d'un regard. Si vous l'avilissez, ce soldat, à ses propres yeux, » irez-vous encore lui parler d'honneur et de gloire? Croyez-vous que ce » soit à coups de bâton qu'à Rocroi et à Fontenoi l'on ait précipité nos » Français sur les vieilles bandes espagnoles et sur la colonne anglaise? » Contentons-nous d'être Français comme on l'était dans ces temps-là. » (Mémoires de la maison de Condé, Paris, 1820, tom. II, pag. 30.)

Condé sortit de France; se rendit d'abord à Bruxelles, auprès de l'archiduchesse Christine; puis à Turin, pour être plus à portée de seconder les rassemblements qui se formaient dans le midi de la France, afin de s'opposer aux entreprises des révolutionnaires. Au mois de juillet 1790, il publia un manifeste par lequel il déclara, qu'à la tête de la noblesse, qui s'était réunie à lui, il tenterait de venir en France, pour délivrer le monarque et relever le trône de ses rois. Ayant rejoint les princes français, MONSIEUR, frère du roi (aujourd'hui Louis XVIII), et M. le comte d'Artois, en Allemagne, le prince de Condé y organisa un corps d'armée composé d'émigrés, et avec lequel il se mit en marche de Kreutznach, le 1er août 1792, se dirigeant sur Spire pour se rapprocher de Landau, où il s'était ménagé des intelligences. Le général autrichien, qui commandait dans les environs de cette place un corps de 20,000 hommes, ayant refusé de faire un mouvement pour appuyer le coup de main projeté par le prince de Condé, l'entreprise sur Landau échoua. Le prince se préparait à entrer en France, lorsque la retraite inexplicable que les Prussiens firent en Champagne le força à se jeter, avec son corps d'armée, dans les gorges de la Forêt-Noire, où il établit son quartier-général à Willingen. En 1793, le gouvernement autrichien ordonna que le corps de Condé serait licencié à la date du 1er avril; mais, sur les réclamations faites par ce prince, l'empereur d'Allemagne révoqua l'ordre, et fit réunir le corps de Condé à celui que le comte de Wurmser commandait sur le Haut-Rhin. A l'attaque des lignes de Weissembourg, qui furent forcées par les Autrichiens et le corps des émigrés, le 13 octobre 1793, ces derniers se conduisirent avec une haute valeur dans l'entreprise contre les retranchements de Bergzabern. Dirigés par le prince de Condé qui marchait à leur tête, ils s'avancent avec intrépidité; bravent le feu des redoutes et s'emparent de 17 canons. Se portant ensuite avec la même impétuosité sur Weissembourg, ils y triomphent de la résistance opiniâtre des républicains et se rendent maîtres de la place. Le général Wurmser, qui donnait toujours les pos-

tes les plus périlleux aux émigrés, chargea le corps de Condé d'enlever le village de Berstheim, dont les républicains s'étaient emparés : l'attaque eut lieu le 2 décembre. Trois fois la légion de Mirabeau, qui faisait l'avant-garde de ce corps, avait pris et perdu ce village, lorsque les chasseurs nobles conduits par le comte de Vioménil, s'avancent sur le village, en criant : *à la baïonnette, à la baïonnette.* Le prince de Condé, qui ne voulait pas exposer cette troupe au feu d'une artillerie redoutable, s'efforça d'abord d'arrêter l'élan des émigrés ; mais les acclamations redoublant, il y céda, et le village fut emporté. Le duc de Bourbon, fils du prince de Condé, et le duc d'Enghien, son petit-fils, combattirent à cette affaire, et y furent blessés (1) (2). Les républicains perdirent en cette occasion 5 hommes et 7 pièces de canon. Deux jours après, le général Pichegru fit attaquer les postes voisins de Berstheim. Le prince de Condé y envoya des secours de cavalerie et d'infanterie, et rétablit d'abord le combat ; mais les alliés s'étant retirés derrière Haguenau, et ce mouvement laissant à découvert le corps des émigrés, le prince crut devoir abandonner sa position de Berstheim et fit sa retraite en bon ordre. Les lignes autrichiennes ayant été forcées, vers ce temps, par les républicains, le corps de Condé fut aussi obligé de quitter les siennes, dans lesquel-

---

(1) Le prince de Condé ayant mis pied à terre, se plaça en tête de deux bataillons de gentilshommes, et tirant l'épée : « Messieurs, leur dit-» il, vous êtes tous des Bayards, marchons au village ; mais je passe mon » épée au travers du corps de celui qui y entrera avant moi. » Ces paroles ne furent pas une vaine bravade. Le prince entra effectivement le premier dans Berstheim. C'est au sujet de cette journée que Delille fit ces vers :

« Condé, Bourbon, Enghien, se font d'autres Rocrois,
» Et, prodigues d'un sang chéri de la victoire,
» Trois générations vont ensemble à la gloire. »

(2) Le soir même de la journée de Berstheim, le maréchal Wurmser et plusieurs généraux autrichiens vinrent féliciter le prince de Condé et ses compagnons d'armes. « Eh bien, M. le maréchal, lui dit le prince, » comment trouvez-vous ma petite infanterie? » — « Monseigneur, elle » grandit au feu. »

les il était resté intact, et de se diriger sur Seltz, par Lauterbourg. Les campagnes de 1794 et 1795 se passèrent sans qu'aucun événement remarquable eût pu fournir au corps du prince de Condé de nouvelles occasions de se signaler. A l'ouverture de la campagne de 1796 (1), ce corps était posté entre Vieux-Brisach et Kappel. A la prise du fort de Kehl, par les républicains, le 25 juin, les Autrichiens ayant été forcés à la retraite, le duc d'Enghien chargea, avec beaucoup de bravoure, à la tête des cavaliers émigrés, et mit en désordre une compagnie de la 31e demi-brigade d'infanterie de ligne. Il défendit, le 26, le pont d'Offembourg avec une grande audace, et ne se retira, dans la vallée de Kentzig, que lorsqu'il vit les républicains maîtres des deux flancs de la ville. Le corps autrichien du général Stain évacua le camp de Bühl, le 28 juin; et le corps de Condé, obligé de suivre ce mouvement, se retira sur Lahr. Le 14 juillet, il occupait la hauteur d'Eltenmunster et de Huchstetten. Ce même jour, le général républicain Abatucci attaqua les gorges entre Eltenmunster et Schweighausen. Elles étaient défendues par le corps de Condé, qui opposa une forte résistance. Après deux heures d'une lutte sanglante, ce corps fut écrasé par le nombre des assaillants; obligé d'évacuer ses positions d'Eltenmunster et de Schweighausen, et de suivre le mouvement de retraite du général autrichien Froelich, sur Schonwald et Fribourg. Le 12 août, l'arrière-garde du prince de Condé fut attaquée en-deçà de Westerheim, par l'avant-garde républicaine sous les ordres d'Abatucci. La première ligne du corps des émigrés ayant été forcée de plier, le prince de Condé fit avancer d'autres troupes sous les ordres du duc d'Enghien; et le combat recommença avec une nouvelle vigueur; mais un corps de républicains ayant fait un grand détour et s'étant montré sur le flanc des émigrés, le duc d'Enghien ordonna la retraite. Le

(1) En 1795, le quartier-général de l'armée de Condé était établi à Malheim, près Bâle en Suisse. Ce fut là que le prince de Condé annonça à son armée la mort du jeune roi Louis XVII, et prononça à ce sujet un discours très-pathétique.

corps de Condé alla prendre position à Mindelheim au-delà de Kamlach. Cependant les manœuvres faites par le général républicain Férino ayant rendu la position du corps des émigrés impossible à défendre, le prince de Condé assemble un conseil où il fut mis en délibération si on profiterait des ténèbres de la nuit pour se retirer, ou si, par un coup audacieux, on préviendrait les attaques de l'ennemi : ce dernier parti fut adopté. En conséquence, le 13 août, avant le jour, deux colonnes (1) d'infanterie noble, suivies par la cavalerie, descendent en silence, et marchent l'arme au bras sur le village d'Ober-Kamlach. A deux heures du matin, les avant-postes républicains sont surpris par la colonne du duc d'Enghien, aux cris de *vive le roi! vive Condé!* Les émigrés pénètrent dans le village; forcent les républicains de l'évacuer, et les poursuivent jusqu'aux bois de Kamlach. Mais bientôt les républicains se rallient; reçoivent successivement des renforts, et prennent à leur tour l'offensive. Le prince de Condé accourt dans ce moment au secours de son petit-fils; et reconnaissant toute l'imminence du péril dans lequel ses troupes se trouvent engagées, il ordonne une retraite commandée par la prudence. Le corps des émigrés, qui avait fait dans cette journée des prodiges de valeur, perdit près de 500 gentilshommes (2). Après avoir occupé Landsberg, et s'être porté de Munich à Aicha, le prince de Condé attaqua, le 15 septembre, un détachement ennemi posté à Pottmer, et le fit replier jusqu'à Sinning. A la bataille de Biberach, le 2 octobre suivant, les Autrichiens firent à la hâte, et dans le plus grand désordre, un mouvement rétrograde. L'avant-garde du corps des émigrés, commandée par le duc d'Enghien, se trouva séparée du gros de l'armée. Au milieu d'un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, le prince de Condé, observant, avec un sang-froid imperturbable, et la retraite des Autrichiens, et

---

(1) Le prince n'avait en ce moment qu'environ 4000 hommes sous ses ordres. (Manuscrits de la maison de Condé, Paris, tom. II, pag. 111.)

(2) *Ibidem*, tom. II, pag. 112.

de Condé, au lieu de mettre bas les armes, se font jour, la baïonnette en avant, à travers les rues de Constance; et, tandis qu'une grêle de balles fond sur eux, ils enfoncent une porte, et parviennent à effectuer leur retraite, après avoir donné des preuves d'un courage et d'une intrépidité dignes des plus grands éloges. L'empereur de Russie rappela son armée, qui se mit en mouvement le 30 novembre. Le corps de Condé devait d'abord la suivre; mais, d'après de nouvelles dispositions, il fut décidé qu'il prendrait ses quartiers d'hiver en Autriche et en Bohême. Bientôt après, le prince reçut une dépêche qui lui annonçait que son corps cessait de faire partie de l'armée russe, et passait à la solde de l'Angleterre. En 1800, une expédition secrète, dans la Méditerranée, ayant été concertée entre les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg, le corps du prince de Condé fut destiné à en faire partie. Déjà il était en marche pour se rendre à Livourne, lorsqu'un courrier vint lui apporter, à Pordenone, l'ordre de s'arrêter. A cet ordre succéda, peu de temps après, celui d'aller joindre, en Bavière, le corps autrichien du général Kray, qui concentrait ses forces à Ulm. En arrivant en ligne, le corps de Condé occupa Rosenheim et Waserburg, sur l'Inn. On mit sous les ordres du prince un corps de troupes Wurtembergeoises. Les républicains ayant tenté le passage de l'Inn sur le pont de Rosenheim, dans la nuit du 8 au 9 décembre, un détachement du corps de Condé s'opposa avec succès à cette entreprise (1). Cependant les Français ayant effectué ce passage par un autre pont, le prince de Condé se replia jusqu'à Ændorff. Il fut chargé ensuite, par l'archiduc Jean, de se porter à Rothmann, en Styrie, pour défendre les gorges qui couvrent la capitale des états autrichiens, fortement menacée alors par les progrès des armées

(1) Il faut dire à la louange des émigrés français, qu'ils montrèrent beaucoup de résolution dans cette défense, et une grande intrépidité en achevant l'incendie du pont sous le feu violent de l'artillerie et de la mousqueterie de leurs compatriotes. (Victoires et conquêtes des Français, de 1792 à 1815, tom. XIII, note au bas de la page 206.)

républicaines. Après la conclusion de l'armistice, signé à Steyer le 20 décembre 1800, le corps de Condé, auquel on avait assigné, en Styrie, des cantonnements qui lui furent disputés par le général Mélas, fut obligé d'aller chercher un asile sur les frontières de la Croatie. En janvier 1801, le ministre anglais près de la cour de Vienne reçut de son gouvernement l'ordre de démonter la cavalerie de ce corps, et d'en vendre les chevaux. En même temps, on laissa entrevoir aux émigrés que ceux d'entre eux qui voudraient rester à la solde de l'Angleterre devaient se préparer à être employés dans des expéditions maritimes, et sur des points qu'on ne leur faisait point connaître. Le prince de Condé ne voulut point compromettre sa dignité, et accepter un rôle d'aventurier. Presque tous les émigrés imitèrent son exemple; et lorsque le commissaire anglais demanda l'état des hommes qui se résignaient à suivre les drapeaux britanniques, 28 seulement s'y étaient fait inscrire. Les traités faits entre l'Autriche et la France; l'alliance étroite que Paul I[er] venait de faire avec le premier consul Buonaparte; tout enfin démontrant au prince de Condé que ses efforts pour le rétablissement des Bourbons sur le trône de France ne seraient plus secondés, il quitta le continent, le 27 juin 1801; s'embarqua à Cuxhaven, et se rendit en Angleterre, où il se réunit aux princes français. Lorsque Sa Majesté Louis XVIII rentra en France, en 1814, le prince de Condé accompagna son souverain (1), qui lui rendit, par ordonnances des 15 et 20 mai, le titre de colonel-général de l'infanterie, et mit sous son commandement immédiat le 10[e] régiment de ligne, sous la dénomination de *Colonel-général*. Le prince de Condé fut également réintégré dans la charge de grand-maître de France, et entra à la chambre des pairs, en sa qualité de prince du sang. Il fut choisi, le 4 janvier 1815, avec l'approbation du roi, pour protec-

(1) Un des chefs de l'armée française qui assistait au débarquement du roi à Calais, dit au prince : « Monseigneur, les militaires vous reverront avec joie; vous leur avez donné de grands exemples et de belles leçons. »

teur de l'association paternelle des chevaliers de Saint-Louis. Il assista, le 17 mars suivant, à la séance royale tenue à la chambre des députés. Lors de l'invasion de Buonaparte, le prince de Condé quitta Paris, le 20 mars, en même temps que la famille royale, et résida, pendant les *cent jours*, tantôt à Bruxelles, tantôt à Gand. Étant rentré de nouveau en France, à la suite du roi, il assista, le 7 octobre, à l'ouverture des chambres, et y prêta serment à la charte constitutionnelle. Il fut créé grand'croix de l'ordre de la légion d'honneur, le 3 juillet 1816, et grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 10 du même mois. Il mourut à Paris, le 13 mai 1818, âgé de 81 ans et neuf mois. Son corps fut embaumé, et exposé dans une chapelle ardente (1). Par ordre du roi, la dépouille mortelle du prince de Condé fut déposée dans un des caveaux de l'église de Saint-Denis, le 26 du même mois (2). Une souscription fut ouverte pour l'érection d'une statue en l'honneur du prince; et l'esquisse de ce monument fut présentée, en août de la même année, par le statuaire Pigal, à S. M., qui daigna annoncer qu'elle en était satisfaite. (*Chronologie militaire de Pinard, tom. V, pag.* 613; *Histoire de France, par Anquetil; Mémoires de la maison de Condé, Paris,* 1820, *tom. II, pag.* 3 *et suiv.; Moniteur, annales du temps.*)

---

(1) Les princes de la famille royale et tous les grands corps de l'état vinrent jeter l'eau bénite sur le corps du prince, auquel une foule immense rendit pendant plusieurs jours les mêmes devoirs. Un invalide, âgé de 103 ans, nommé Leclerc, vint aussi visiter les restes inanimés du prince sous lequel il avait autrefois servi. Après avoir arrosé d'eau bénite le corps de son illustre chef, l'invalide s'écria d'une voix entrecoupée de sanglots : « Mon général, je ne vous verrai donc plus! » Puis s'adressant aux personnes qui l'entouraient : « Le général, dit-il, était comme moi; » il aurait mieux aimé, j'en suis sûr, périr au champ d'honneur, d'un » boulet de canon, que de mourir dans son lit. »

(2) Le prince n'avait pas droit à cette sépulture qui n'appartient qu'à la famille royale; mais S. M. voulut ainsi récompenser les éminents services rendus par le prince de Condé, et honorer sa mémoire d'une manière éclatante.

DE BOURBON (Louis-Henri-Joseph, *duc*), *prince de Condé*, *colonel-général de l'infanterie légère*, fils de Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, qui précède, naquit le 13 avril 1756. Il fut nommé grand-maître de France, en survivance de son père, le 26 avril 1770. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1773. En août 1782, il partit pour l'Espagne, sous le nom de comte de Dammartin, et se rendit avec M. le comte d'Artois (aujourd'hui MONSIEUR) au camp de Saint-Roch, devant Gibraltar. A son retour en France, il fut nommé maréchal-de-camp, le 22 novembre de la même année, et reçut, dans le même temps, la décoration de l'ordre de St.-Louis, des mains du roi Louis XVI. Il avait été créé chevalier de la Toison-d'Or, dans la même année. En 1788, il accompagna au camp de Saint-Omer le prince de Condé, son père, qui en avait le commandement. En juillet 1789, il quitta la France en même temps que le prince de Condé, et se rendit à Turin avec le duc d'Enghien, son fils. Tous deux signèrent, en 1791, le mémoire que les princes français adressèrent au roi sur les attentats révolutionnaires, dont ce monarque était la victime. Le duc de Bourbon rejoignit ensuite l'armée des princes sur les bords du Rhin. Il se rendit en Espagne pour solliciter auprès de la cour de Madrid l'armement des émigrés, sur les frontières du midi de la France. En 1792, il alla prendre, dans le pays de Liége, le commandement d'un corps d'émigrés qui faisait partie de l'armée des Pays-Bas, et avec lequel il pénétra en France par le duché de Luxembourg. Le mauvais succès de la campagne et la retraite des Pussiens, l'obligèrent à rétrograder jusqu'aux bords du Rhin. En 1793, le corps français, commandé par le prince de Condé, ayant été réuni aux troupes autrichiennes, sous les ordres du général comte de Wurmser, le duc de Bourbon, qui servait sous les ordres de son père (1), se distingua en plusieurs occasions pen-

(1) Le prince de Condé avait alors le rang de feld-maréchal-lieutenant, le duc de Bourbon celui de général-major, et le duc d'Enghien, fils de ce dernier, celui de major d'infanterie. (Mémoires de la maison de Condé, tom. II, pag. 70.)

dant la campagne de cette année. Au combat de Berstheim, le 2 décembre, il conduisit les 2e et 3e divisions de la cavalerie noble. S'étant élancé sur la cavalerie républicaine, il la chassait devant lui, lorsqu'un ravin profond vint présenter un obstacle à cette poursuite. Emporté par son ardeur, le duc de Bourbon franchit ce fossé avec quelques gentilshommes; met en fuite les cavaliers ennemis, et s'empare de deux pièces d'artillerie légère. La mêlée fut des plus sanglantes; le duc y reçut un coup de sabre à la main, et ses aides-de-camp furent tous tués ou dangereusement blessés à ses côtés. En août 1795, le désir qu'avait le duc de Bourbon de se réunir à MONSIEUR, qui se préparait à passer dans la Vendée, lui fit prendre la résolution de se rendre à Bremen, où il attendit les ordres de S. A. R. Au mois d'octobre, il alla joindre le prince à l'Ile-Dieu; demeura quelques jours dans la baie de Quiberon, et passa ensuite en Angleterre. En 1797, il se rendit en Russie au corps de Condé, qui venait de passer au service de cette puissance. Il suivit ce corps lorsqu'il fut envoyé en Suisse, en 1799, et donna des preuves d'une grande bravoure, dans plusieurs des circonstances où les émigrés se mesurèrent avec l'ennemi. En 1800, après la dissolution de la seconde coalition, et le licenciement du corps de Condé, le duc de Bourbon se rendit en Angleterre (1), où il resta jusqu'à la restaura-

(1) Ce fut en Angleterre que le duc de Bourbon apprit la fin tragique de son fils. Louis-Antoine-Henri de Bourbon-Condé, duc d'Enghien, né à Chantilly le 2 août 1772. Ce jeune et infortuné prince s'était montré de bonne heure digne rejeton de l'illustre race des Condé. A peine âgé de 21 ans, il servit, en 1792, dans le corps des émigrés commandés par le prince, son aïeul, et se distingua pendant cette campagne au passage de l'Inn, le 12 septembre, et à l'attaque des lignes de Weissembourg, le 13 octobre. Les manœuvres qu'il fit exécuter au combat de Berstheim, le 2 décembre de la même année, excitèrent l'admiration des vieux guerriers présents à cette affaire, dans laquelle il reçut une blessure. Il fut reçu chevalier de Saint-Louis, en 1794, et déjà il avait été créé chevalier du Saint-Esprit, en 1792. En 1796, il eut le commandement de l'avant-garde du corps de Condé, et se signala à la défense de Kehl et du pont d'Offembourg; à l'affaire de Westerheim, le 12 août; à l'attaque d'Oberkamlach, où il dirigea une des colonnes, le 13 du même mois, et

tion du trône de France, en 1814. Il fut nommé colonel-général de l'infanterie légère, par ordonnance du 15 mai de la même année, et devint pair de France, en sa qualité de prince du sang. En mars 1815, lors de l'invasion de

---

à la bataille de Biberach, le 2 octobre. Le prince de Condé lui donna, le 2 octobre 1797, le commandement du corps d'émigrés qui se rendait en Russie, pour y entrer au service de cette puissance. Ce corps étant venu joindre, en 1799, l'armée russe, qui se trouvait en Suisse, le duc d'Enghien combattit avec la plus grande valeur à la défense du village de Kreuzlingen, près de Constance. Après le traité de Lunéville, conclu en 1801, le duc d'Enghien, cédant aux pressantes invitations du cardinal de Rohan, vint établir sa résidence à Ettenheim, dans les états de ce prince. Les circonstances politiques firent passer, en 1802, les possessions du cardinal de Rohan sous la domination du grand-duc de Baden. Le duc d'Enghien obtint du grand-duc l'autorisation de continuer son séjour à Ettenheim. Il y vivait en simple particulier, s'occupant de la chasse et de la culture des fleurs, lorsque dans la nuit du 15 au 16 mars 1804, par la plus étrange violation du droit des gens et du territoire badois, des agents de Buonaparte vinrent l'arrêter. A peine lui donne-t-on le temps de s'habiller et de prendre quelques effets et de l'argent. On l'emmène par des chemins détournés, et on le conduit à Strasbourg, où on l'emprisonne dans la citadelle. Le 18 au matin, on le jette dans une voiture, qui, après une marche rapide de jour et de nuit, arrive le 20, à quatre heures et demie du soir, aux portes de la capitale, près de la barrière de Pantin. Là se trouve un courrier qui apporte l'ordre de conduire le prince à Vincennes. A peine avait-il pris un léger repas, qu'il s'étendit sur un mauvais lit, où il dormait profondément, lorsqu'à onze heures du soir on vint le réveiller en sursaut, pour le conduire devant une commission militaire nommée par Buonaparte. Interrogé pourquoi il a porté les armes contre sa patrie, il répondit : « J'ai combattu avec ma famille pour » recouvrer l'héritage de mes ancêtres; mais, depuis que la paix est faite, » j'ai posé les armes, et j'ai reconnu qu'il n'y avait plus de rois en Europe. » Frappés de tant d'intrépidité et d'innocence, les juges hésitent un moment, et écrivent à Buonaparte, pour lui demander sa résolution sur le sort du prince. La réponse fut : CONDAMNÉ A MORT. Déjà les soldats chargés de l'exécution étaient rassemblés : on conduit le prince dans les fossés du château. En y descendant par un escalier étroit et obscur, il se tourne vers l'officier et lui dit : « Est-ce que l'on veut me plonger tout » vivant dans un cachot? Suis-je destiné à périr dans les oubliettes? » — « Non, monseigneur, » lui répondit en sanglotant l'officier qui dirigeait sa marche. Arrivé au lieu du supplice, le prince voit un appareil militaire, et s'écrie : « Ah! grâce au ciel, je mourrai de la mort d'un » soldat. » Il demande un prêtre, et on le lui refuse. Indigné de ce re-

Buonaparte en France, le duc de Bourbon fut pourvu, par le roi, du commandement des départements de l'Ouest (13e division militaire). Il rédigea à Angers une proclamation pour exciter tous les habitants, depuis l'âge de 18 jusqu'à 50 ans, à prendre les armes pour la défense de la cause royale. Buonaparte s'avançant vers la capitale, les troupes de la 13e division prirent parti pour lui, et marchèrent contre le duc de Bourbon. Ce prince ne voulant pas, ainsi qu'il le déclara lui-même, que son nom servît de prétexte à une guerre civile, s'embarqua sur la Loire, au pont de Cé, le 22 mars; se rendit à Nantes, et passa de là en Angleterre. Après la seconde expulsion de Buonaparte, le duc de Bourbon revint en France; arriva à Bordeaux le 3 août 1815, et à Paris le 13 du même mois. Il quitta de nouveau la capitale, peu de temps après; débarqua à Douvres, le 30 août, et se rendit à Londres. Il fut créé grand'croix de la légion-d'honneur, le 3 juillet 1816, et grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 10 du même mois. Sur l'avis qui lui fut porté à Londres, en 1818, de la maladie du prince de Condé son père, le duc de Bourbon quitta l'Angleterre, et arriva à Paris, le 15 mai. Le prince de Condé était mort le 13. Le duc de Bourbon remplit aujourd'hui les fonctions de grand-maître de la maison du roi. (*Mémoires de la maison de Condé, Paris*, 1820, *tom. II; Moniteur, annales du temps.*)

---

fus, il ne profère cependant pas un mot; s'agenouille; élève son âme à Dieu, et après un moment de recueillement, se relève, et dit avec fermeté : « Marchons. » Prêt à recevoir le coup mortel, le duc d'Enghien, debout et de l'air le plus intrépide, dit aux soldats chargés de l'exécution : « Allons, mes amis.... » — « Tu n'as point d'amis ici, » répond une voix féroce et insultante. Le fatal signal est donné, et le prince tombe mort, percé de plusieurs balles. On jeta son corps tout habillé dans une fosse préparée d'avance. Ainsi périt, à l'âge de 32 ans, ce malheureux prince, qui, aux qualités physiques les plus agréables, joignait celles du cœur et de l'esprit. Avec lui fut éteinte la branche du grand Condé. (*Mémoires de la maison de Condé, tom. II, Sang des Bourbons, par J. A. Jacquelin, Paris*, 1819, 2e *partie; Biographie universelle ancienne et moderne, tom. XIII, pag.* 349.)

DE BOURBON (Armand), *prince de Conti, commandant d'armée,* second fils d'Henri de Bourbon II, prince de Condé; frère puîné du grand Condé, et chef de la branche de Bourbon-Conti, naquit à Paris, le 11 octobre 1629. Il fut destiné, dès son enfance, à l'état ecclésiastique. On le pourvut, en différents temps, des abbayes de Saint-Denys en Flandre, de Cluny, de Lerins, de Moléme. Il fut nommé gouverneur de Champagne et de Brie, sur la démission du prince de Condé son frère, par provisions données à Paris, le 10 janvier 1647, registrées au parlement de Paris, le 21 février. Le parlement ayant déclaré, en 1649, le cardinal Mazarin ennemi de l'état, délivra des commissions pour des levées de gens de guerre. Dans cette circonstance, le prince de Conti, gagné par la duchesse de Longueville, sa sœur, et par le coadjuteur de Retz, s'attacha au parti de *la fronde,* et fut nommé généralissime de l'armée du parlement, opposée à celle que le prince de Condé, son frère, commandait. Ce dernier, dans le dessein de bloquer Paris et les factieux, s'était saisi de toutes les avenues, à la réserve de Brie-Comte-Robert et de Charenton. Le prince de Conti s'empara de ce dernier poste, le 6 janvier, le fortifia, et y mit 3000 hommes pour faciliter l'entrée des vivres dans Paris. La reine accorda une amnistie générale, le 11 mars de la même année. Le prince de Conti leva un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 7 avril 1649. Il en eut un d'infanterie, sur la démission du baron de Dannevoux, par commission du 4 juin suivant. Ayant embrassé la querelle du prince de Condé, son frère, avec la cour, tous deux furent arrêtés le 18 janvier 1650, conduits d'abord à Vincennes, et transférés de là à Marcoussis, puis au Havre. On ôta au prince de Conti ses régiments, qui furent licenciés le 20 du même mois. Il recouvra sa liberté le 13 février 1651, et l'on rétablit ses régiments, par ordre du 26 du même mois. S'étant attaché de nouveau au parti du prince de Condé, son frère, on licencia encore ses régiments, par ordonnance du 13 septembre de la même année; et la cour fit investir, en 1653, la ville de Bor-

deaux, où il s'était renfermé. Il profita de l'amnistie qui lui fut accordée en juillet, et fit tout-à-fait sa paix avec la cour, en épousant, dans les premiers jours de 1654, Marie Martinozzi, nièce du cardinal Mazarin. Ce mariage le mit en grande faveur à la cour. Ses régiments d'infanterie et de cavalerie furent rétablis, par ordre du 11 mars de la même année. Nommé commandant de l'armée de Catalogne, par pouvoir du 4 mai 1654, il arriva à Perpignan, le 25 juin; fit investir Villefranche, qui se rendit le 5 juillet, et força les ennemis de lever le siége de Roses, le 17 août. Il assiégea Puicerda, qui capitula, le 21 octobre. Après cette campagne, le mauvais état de sa santé l'obligea de quitter l'armée. Il revint alors à Paris, et se rendit ensuite aux états de Languedoc. Le roi lui donna le gouvernement du Berri, sur la démission du prince de Condé, et les gouvernements particuliers des ville et tour de Bourges et d'Issoudun, par provisions données à Paris, le 8 janvier 1655, registrées au parlement, le 16 juillet. Il se démit alors du gouvernement de Champagne. Il obtint encore le gouvernement de Guienne, dont on dépouilla le prince de Condé. Les provisions en furent données à Paris, le 3 février de la même année. On joignit à ce dernier gouvernement celui du Château-Trompette. Au mois d'avril suivant, le prince de Conti se démit de celui du Berri. Les conquêtes qu'il fit dans la Catalogne, en 1655, se bornèrent au cap de Quiers, port de mer nécessaire à la ville de Roses, et à la prise de Castillon et de Cadagnes, au mois de juillet. Après ces expéditions, il laissa le commandement de l'armée à un de ses lieutenants. On lui donna un régiment de cavalerie étrangère, sur la démission du marquis de Langey, par commission du 15 février 1656. Il obtint la charge de grand-maître de la maison du roi, vacante par la mort du prince Thomas, par provisions du 28 mars suivant. Nommé au commandement de l'armée d'Italie, conjointement avec le duc de Modène, par pouvoir du 5 mai 1657, leur mésintelligence fit échouer les opérations de cette campagne. Ils obligèrent cependant les Espagnols d'abandonner le siége

de Valence. Ils tentèrent celui d'Alexandrie ; mais la jalousie de commandement qui les divisait, leur ayant fait négliger de suivre l'attaque avec vigueur, le comte de Fuensaldagne leur coupa les vivres et les fourrages, et les força de lever ce siége. Ils prirent ensuite le château de Varas et celui de Novi, sur les frontières du Milanais. Après la paix des Pyrénées, conclue le 7 novembre 1659, le prince de Conti se démit du gouvernement de Guienne en faveur du duc d'Épernon, et de la charge de grand-maître en faveur du duc d'Enghien, son neveu. On lui accorda le gouvernement de Champagne, par provisions du 26 janvier 1660, en attendant qu'on le pourvût d'un autre gouvernement. Ayant obtenu celui du Languedoc, à la mort du duc d'Orléans, par provisions données à Aix, le 26 février, il se démit alors du gouvernement de Champagne. Créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661, il ne reçut le collier de cet ordre que le 24 mars 1662. Il était à cette époque dans le Languedoc, où il s'était retiré, conservant seulement ses trois régiments. Il mourut à Pézenas, le 21 février 1666. (*Chronol. milit.*, *t. I*, *p.* 530; *Mém. du Père d'Avrigny*, *et de Larrey*, *le Continuateur du Père Daniel*, *Histoire milit. de Louis-le-Grand*, *par M. de Quincy; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Dictionnaire universel*, *par Chaudon et Delandine*, *tom. V*, *pag.* 64 ; *Biographie universelle ancienne et moderne*, *tom. IX*, *pag.* 511 ; *Histoire de France*, *par Anquetil*, *tom. VIII.*)

DE BOURBON (François-Louis), *prince de Conti*, *colonel-général*, fils d'Armand, prince de Conti, qui précède, naquit le 30 avril 1664. Il fut connu successivement sous le nom de comte de la Marche, de comte de Clermont, et de prince de la Roche-sur-Yon. Il fit sa première campagne en Flandre, en 1683, et se trouva au siége de Courtray et de Dixmude. Il obtint, par commission du 19 février 1684, un régiment de cavalerie de son nom (depuis Bourgogne), sur la démission de M. Dauger, et servit avec ce régiment au siége et à la prise de Luxembourg. Il se

démit de ce même régiment en faveur du duc de Bourgogne, au mois de juin 1685. Le comte de la Marche, qui était généralement aimé, n'ayant pu se concilier la bienveillance de Louis XIV, ni obtenir un emploi qu'il sollicitait, prit la résolution d'aller offrir ses services à l'empereur, alors en guerre avec les Turcs. En conséquence, il passa en Hongrie avec le prince de Conti, son frère; servit la même année au siége de Neuhausel; revint en France après la campagne; et prit le nom de prince de Conti à la mort de son frère, le 9 novembre. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 2 juin 1686. Il marcha sous M. le dauphin, en 1688, au siége et à la prise de Philisbourg et de Manheim; à la soumission de Spire, de Worms, d'Appenheim et de Franckendal. Il fit la campagne de 1689, en Allemagne, sous le maréchal de Lorges, qui n'entreprit rien. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 avril 1690, il servit en Allemagne sous M. le dauphin, qui arrêta les ennemis dans leurs projets. Employé en Flandre, par lettres du 14 mars 1691, il se trouva au siége de Mons, où il monta plusieurs tranchées. Étant passé ensuite à l'armée d'Allemagne, sous les ordres du maréchal de Lorges, par lettres du 28 avril, il fut détaché, le 24 août, avec 2000 hommes, pour s'assurer de la gorge de Gernsback, et couvrir la marche de l'armée. Il battit quelques partis des ennemis qu'il rencontra; fit plusieurs prisonniers; força les barrières et la redoute qui défendaient Gernsback, et s'empara de la ville. Nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 mai 1692, et employé en cette qualité à l'armée de Flandre, il y servit au siége et à la prise des ville et châteaux de Namur. Il mena plusieurs fois les troupes à la charge, et eut deux chevaux tués sous lui à la bataille de Steinkerque. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 27 avril 1693, il combattit à Néerwinde, où, après avoir fait occuper les haies qui couvraient le village de Lande-Fermé, il marcha à l'attaque des retranchements ennemis, dont on se rendit maître. S'étant mis ensuite à la tête de la brigade des gardes, il attaqua, pour la troisième fois, le village de Néerwinde; le força par la droite; s'y maintint

malgré les efforts des ennemis; passa dans la plaine avec les carabiniers; culbuta plusieurs escadrons; fit une seconde charge avec la compagnie des grenadiers à cheval; reçut un coup de sabre sur la tête; tua celui qui le lui avait donné, et poursuivit les ennemis malgré sa blessure. Il servit, à la fin de la campagne, au siége de Charleroy. En 1694, il était, sous M. le dauphin, à l'avant-garde de l'armée, lors de la marche de Vignamont au pont d'Espierre, qui déconcerta le prince d'Orange dans ses projets. Il servit au bombardement de Bruxelles, sous le maréchal de Villeroy, en 1695, et en Flandre, en 1696, sous le même général, qui n'entreprit rien. Après la mort de Jean Sobieski, la couronne de Pologne fut donnée au prince de Conti, qui apprit cette élection, par un courrier arrivé à Versailles, le 10 juillet 1697. Il partit de Paris le 3 septembre; mais lorsqu'il arriva en Pologne, il y trouva pour compétiteur Auguste II, électeur de Saxe, qui, soit par la force, soit par des largesses répandues à propos, se fit reconnaître par la majorité de la nation. Le prince de Conti se décida alors à revenir en France, sans montrer le moindre regret d'avoir perdu une couronne qu'il n'avait pas sollicitée. Il arriva à Paris le 12 décembre, et le 13 à Versailles. Il mourut à Paris, le 22 février 1709 (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 351; *mémoires du temps, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Biographie universelle ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 511.)

DE BOURBON (Louis-Armand), *prince de Conti, lieutenant-général,* fils de François-Louis de Bourbon, prince de Conti, qui précède, naquit le 10 novembre 1695. Il fut d'abord connu sous le nom de comte de la Marche; prit celui de prince de Conti à la mort de son père, le 22 février 1709, et fut fait chevalier des ordres du roi, le 1er janvier 1711. Il siégea au parlement comme pair de France,

---

(1) « Le prince de Conti, dit Voltaire, ressemblait au grand Condé » par l'esprit et le courage, et il fut toujours animé du désir de plaire, » qualité qui manqua quelquefois au grand Condé. »

le 8 du même mois. Il fit sa première campagne en 1713; se distingua au siége de Landau, et à la défaite du général Vaubonne. Il obtint le grade de maréchal-de camp, par brevet du 22 septembre, et servit en cette qualité au siége de Fribourg. On lui donna, par commission du 14 novembre, le régiment d'infanterie, ci-devant Barrois, qui prit son nom, par brevet du même jour : il a conservé ce régiment jusqu'à sa mort. On le nomma gouverneur et lieutenant-général du Poitou, en survivance du marquis de La Vieuville, par provisions du 29 avril 1717. Il entra le même jour au conseil de régence. Il obtint un régiment de cavalerie de son nom (depuis Poly), par commission du 15 mars 1718, et le gouvernement de Poitou, sur la démission du marquis de La Vieuville, par de nouvelles provisions du 9 juin suivant. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 janvier 1719, et employé en cette qualité à l'armée de la frontière d'Espagne, sous le maréchal de Berwick, il y commanda la cavalerie, par commission du 20 avril, et servit aux siéges de Fontarabie, des ville et château de Saint-Sébastien, du château d'Urgel et de Roses. Après cette campagne, le prince de Conti n'eut plus d'occasion de servir, et mourut le 4 mai 1727. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 60; *mémoires du temps.*)

DE **BOURBON** (Louis-François), *prince de Conti, commandant d'armée*, petit-fils de François-Louis de Bourbon, prince de Conti, qui précède, naquit à Paris, le 13 août 1717. Il fut nommé, en naissant, comte de la Marche, et devint prince de Conti, à la mort de son père, le 4 mai 1727. On le fit colonel du régiment d'infanterie de Brie, par commission du 22 juin 1726; et ce régiment fut mis sous le nom de la Marche, par ordonnance du même jour. Devenu colonel du régiment de Conti infanterie, après la mort du prince, son père, par commission du 1er juin 1727, il se démit alors du premier, qui reprit le nom de la province de Brie, par ordonnance du même jour. Gouverneur et lieutenant-genéral du Poitou, après son père, par provisions données à Versailles, le 7 juin de la même année,

il prêta serment, en cette qualité, le 30. Créé chevalier des Ordres du roi, le 1er juin 1732, il fut reçu le 1er juin 1733. Le roi lui donna le régiment de cavalerie, ci-devant Alincour, par commission du 20 janvier 1733. Le prince de Conti fit sa première campagne au siége de Kehl, qui capitula en octobre. Il servait au siége de Philisbourg, qui se rendit en juillet 1734, lorsqu'il fut nommé maréchal-de-camp, par brevet du 15 juin de la même année. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 6 juillet 1735, il servit, cette année, en Allemagne, jusqu'à la paix, dont les préliminaires furent signés le 2 octobre. Employé à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Broglie, par lettres du 1er novembre 1742, il partit, le 8 décembre, d'Eggenfelden, à la tête d'un nombreux détachement. On obligea les ennemis de lever le blocus de Braunau, le 9 décembre. Il commanda, pendant l'hiver, à Eggenfelden, et fut attaqué, le 27 mai, dans Dekendorff, dont il avait le commandement. L'attaque et la défense furent des plus vives; le bataillon de Champagne, enveloppé dans une redoute, se fit jour, la baïonnette au bout du fusil, à travers l'armée ennemie, et rejoignit le corps de troupes. Il commanda la réserve, lorsque l'armée revint en France, en juin et juillet. Il servit, sur le Rhin, le reste de la campagne, par lettre du 1er août; et fut employé à l'armée de la Haute-Alsace, commandée par le maréchal de Coigni, qui se tint sur la défensive. Nommé pour commander l'armée d'Italie, sous l'autorité de Don Philippe, par pouvoir du 1er février 1744, il partit de Paris, le 7 mars, pour se rendre à Aix; et ouvrit la campagne, les 1er et 2 avril, par le passage du Var, où il fit 80 prisonniers. Il campa, le 3, à Sainte-Marguerite; le 5, sur les hauteurs de la Vallée de Saint-Jean; et s'empara successivement des châteaux d'Apremont, d'Utelle, de Nice, de Castel-Novo, de la Scarenne, de Péglia, de Castillon et de la Turbie. Le 12, il investit les retranchements de Villefranche et de Montalban; les attaqua la nuit du 19 au 20 avril; fit prisonniers de guerre 5 bataillons piémontais, et leur commandant, au haut du col de Villefranche, et prit leurs drapeaux. Les

Piémontais abandonnèrent Villefranche, le 21. Le fort de Montalban se rendit, le 23; et la citadelle de Villefranche, le 25. Les garnisons de ces places, et le commandant de Villefranche, furent prisonniers de guerre. On trouva dans les retranchements et dans ces citadelles, 107 pièces de canon, 14 mortiers, 7 pierriers, et une très-grande quantité d'armes et de vivres de toute espèce. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, le prince de Conti entreprit de forcer le passage des Alpes, par la vallée de Sture et le Château-Dauphin ; 500 hommes bien déterminés, postés dans ces gorges, auraient pu suffire pour arrêter et détruire une armée de 50,000 hommes. Cependant le prince força le passage et emporta d'assaut Château-Dauphin, le 19 juillet, après un combat des plus sanglants. Démont, incendié par un boulet qui porta dans un magasin à mèches, se rendit à discrétion, le 17 août; 1100 hommes de la garnison furent prisonniers de guerre, et l'on prit 50 pièces de canon (1). Il investit Coni, le 13 septembre. Le roi de Sardaigne, renforcé par 2000 Autrichiens, s'étant avancé, le 30, sur deux colonnes pour secourir la place et attaquer l'armée française, le prince de Conti, à la tête de la cavalerie, se porta contre la première ligne des ennemis qui avait été mise en désordre par notre infanterie ; mais les chevaux de frise ayant arrêté la cavalerie française, le prince la fit replier et revint à la charge, conduisant les régiments d'infanterie de Lyonnais, de Beauce, de Brie, de Foix, de Flandre et de Stainville. Le combat dura jusqu'à la nuit. Le roi de Sardaigne profita de l'obscurité pour opérer sa retraite, laissant cependant une partie de son artillerie, et une grande quantité de chevaux de frise. Le prince reçut, dans ce combat, deux coups dans sa cuirasse, et eut deux chevaux blessés sous lui. Les pluies qui survinrent, le débordement du

(1) Depuis la paix de 1737, le roi de Sardaigne avait dépensé plus de 9 millions pour rendre Démont une place des plus formidables de l'Europe. Pendant qu'on en faisait le siége, un général espagnol ayant hasardé de dire que ce fort était imprenable, « Ce mot n'est pas français, » repartit le prince de Conti.

Gesse et de la Stura, inondèrent bientôt après la plaine de Coni, et obligèrent les alliés d'en lever le siége. Le prince ramena alors son armée en Savoie et en Dauphiné, après avoir fait sauter les fortifications de Démont. Commandant en chef l'armée du Bas-Rhin, par pouvoir du 1er avril 1745, il s'empara, le 15 juillet, de Germersheim, sur le Rhin. Cette ville assurait la marche des troupes qui défilèrent sous ses murailles. L'armée entière passa le Rhin, le 19, sur deux ponts, en plein jour, à la vue de l'ennemi, qui fut repoussé avec perte de 1000 hommes. A l'attaque de l'arrière-garde, le prince de Conti perdit 100 hommes. Cette armée qui était envoyée en Allemagne pour contrarier l'élection de l'empereur François-Étienne, avait ordre de se tenir simplement sur la défensive. Elle fut forcée de repasser le Rhin. Le prince de Conti commanda en chef l'armée sur les frontières d'Allemagne et du pays du Luxembourg, par pouvoir du 1er mai 1746. Il assiégea, le 25 juin, la ville de Mons, qui capitula le 11 juillet, et ouvrit ses portes le 13. On fit prisonniers 12 bataillons, dans cette capitale du Hainaut-Autrichien. Il fit faire, par le marquis de La Fare, le siége de Saint-Guilain, qui se rendit, le 25 juillet. Il avait investi, le 16 juillet, Charleroi, qui capitula, le 2 août. L'armée qu'il commandait ayant été jointe à celle du maréchal de Saxe, le 1er septembre, le prince de Conti revint en France, et ne servit plus (1). Il fut fait grand-prieur de France, le 15 avril 1749; et gouverneur du château d'Alais et du pays des Cevennes, par provisions du 3 décembre 1751. S'étant retiré dans sa terre de l'Ile-Adam, il y accueillit les savants et les hommes de lettres, dont il fut le protecteur et souvent le bienfaiteur. Ami et défenseur des lois, il se jeta entièrement dans l'opposi-

---

(1) Cette retraite de l'armée de la part du prince de Conti eut lieu à la suite d'une explication assez vive entre le roi et lui. La marquise de Pompadour, qui était présente, osa interrompre le prince de Conti pendant qu'il affirmait un fait, en lui disant : « Vous ne mentez jamais, » monsieur? » — « Pardonnez-moi, madame, quelquefois aux femmes; » et se retournant vers le roi, il continua la conversation.

tion aux mesures des ministres qui voulaient les enfreindre. En 1774, il obtint, de Louis XVI, le rappel du parlement de Paris, qui avait été exilé. Le monarque, à cette occasion, rappela à la cour le prince de Conti, qui y fut admiré et caressé, mais qui ne voulut pas s'y montrer souvent, parce qu'il n'approuvait pas les mesures et les projets du contrôleur-général Turgot (1). Il mourut, à Paris, le 2 août 1776, au palais du Temple, où il faisait sa résidence en qualité de grand-prieur de France (2) (3). (*Chronologie militaire, t. I, p.* 595; *Dictionn. universel, par Chaudon et Delandine, t. V, p.* 65; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. IX, pag.* 512; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Sang des Bourbons, par J. A. Jacquelin; Paris,* 1819, 2ᵉ *partie.*)

DE BOURBON-CONTI (Louis-François-Joseph), *comte de la Marche, lieutenant-général,* fils de Louis-François de Bourbon, prince de Conti, qui précède, naquit le 1ᵉʳ septembre 1734. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1750; et reçu, en cette qualité, le 17 mai suivant. Il devint colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (ci-devant Nivernais), par commission du 9 février 1753, et fut nommé gouverneur des haut et bas Berri. Il fit sa première campagne en Allemagne, en 1757; se trouva à la bataille d'Has-

---

(1) Un jour que la reine Marie-Antoinette se rendait à la salle d'opéra dans le château de Versailles, le prince de Conti se trouva dans le corridor sur son passage. « Ah! vous voilà, monsieur, lui dit cette princes- »se; que faites-vous ici? » — « Madame, lui répondit le prince, je suis »un Parisien qui vient voir la reine. »

(2) On assure qu'avant sa mort il se fit apporter un cercueil de plomb, s'y plaça lui-même, et plaisanta sur ce qu'il s'y trouvait à l'étroit.

(3) Un de nos poètes l'a peint avec assez de fidélité dans les vers suivants :

« Des héros de son sang il augmenta l'éclat.
» Mécène des savants, idole du soldat,
» Favori d'Apollon, de Thémis, de Bellone,
» Il protégea les arts et défendit le trône. »

tembeck, et à la conquête de l'électorat de Hanovre. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 3 février 1758, et employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1[er] juin suivant, il combattit avec la plus grande valeur, à Crewelt. Il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 11 août de la même année, et finit la campagne sous les ordres du maréchal de Contades. En 1790, il prêta le serment civique, le 3 avril. La convention nationale ayant décrété, dans la séance du 8 avril 1793, que les membres de la famille Bourbon restés en France, à l'exception de ceux détenus au Temple, seraient transférés et mis en arrestation, à Marseille; le prince de Conti fut conduit dans cette ville. On lut, à la convention nationale, le 27 juin suivant, une lettre de ce prince, datée du fort Saint-Jean, à Marseille; et par laquelle, en annonçant qu'il venait d'être acquitté des accusations portées contre lui, il demandait son élargissement. Il sollicita, par une autre lettre du mois d'août suivant, la permission de se retirer dans un état d'Italie, en paix avec la France. Le 13 septembre 1797, le prince de Conti partit de Paris, ainsi que madame la duchesse douairière d'Orléans et madame la duchesse de Bourbon, pour se rendre en Espagne. Il mourut en 1814. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 615; *Moniteur, annales du temps.*)

DE BOURBON (Louis), *comte, puis duc de Montpensier, commandant d'armée*, fils de Louis de Bourbon I[er], prince de la Roche-sur-Yon, naquit à Moulins, le 10 juin 1513. Il fut connu d'abord sous le nom de prince de la Roche-sur-Yon; suivit le roi François I[er] en Dauphiné, en 1536; et se trouva au siége d'Hesdin, en 1537. Le roi lui ayant cédé les comtés de Montpensier et Dauphiné d'Auvergne, par lettres données à Blois, au mois d'août 1538, il prit alors le titre de comte de Montpensier (1). Il fut créé duc de ce nom

---

(1) Les lettres de cession sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. III, pag. 517.

et pair de France, par lettres données à Fontainebleau, au mois de février 1539, registrées au parlement de Paris, le 6 mars suivant (1). En 1542, il fit la campagne du Roussillon, sous M. le dauphin; se trouva au siége de Perpignan, et servit en Champagne, en 1544. On le nomma, conjointement avec le prince de Melphes, et par pouvoir donné à Saint-Maur-les-Fossés, le 10 juillet, lieutenant-général commandant, à Troyes, l'armée de Champagne, pour veiller à la défense de cette province. Il servit, en 1549, au siége de Boulogne, où il donna des preuves d'une grande valeur, ainsi qu'à la bataille de Renty, en 1554. En 1557, à la journée de Saint-Quentin, il vit enlever son guidon, après que de Chandenier, qui le portait, eut été tué. Le prince s'avançant alors l'épée à la main au travers des ennemis, perça celui qui enlevait ce guidon, et le reprit; mais ayant été environné de tous côtés, il fut obligé de se rendre. Il obtint de Charles IX le gouvernement-général de Touraine, d'Anjou, du Maine, du comté de Laval, des grand et petit Perche, du Vendômois, du comté de Blois, du bailliage d'Amboise, et du Loudunois, à la création de ce gouvernement, par provisions données à Fontainebleau, le 20 août 1560, registrées au parlement de Paris, le 11 octobre suivant. Il s'en démit en faveur de son fils, en 1561. En 1562, il commanda l'armée assemblée en Touraine. Nommé pour commander celle de Guienne, d'Aunis et du Poitou, en l'absence du roi de Navarre, par pouvoir donné au bois de Vincennes, il joignit, avec cette armée, celle du roi, au siége de Bourges, qui se rendit le 31 août. Il marcha dans la Guienne, qu'il pacifia; et, continuant sa marche dans la Saintonge, il prit possession de la ville de Saintes; s'empara de l'île d'Oléron, et soumit Marennes. Il servit sous le roi au siége du Havre-de-Grâce, qui fut pris sur les Anglais, le 27 juillet 1563. Il fut pourvu du gouvernement du Dauphiné à la mort de Charles de Bourbon, prince de

---

(1) Les lettres sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. III, pag. 519.

la Roche-sur-Yon, son frère cadet, par provisions du 13 mai 1567 (1). En 1568, il commanda l'armée de Guienne et de Poitou; défit, le 25 octobre, Mouvans et Pierre Gourde, chefs des Hugenots (2), à la rencontre de Messignac; et joignit ensuite l'armée du duc d'Anjou, qui avait le commandement-général. Il conduisit l'avant-garde de l'armée du duc d'Anjou, à la bataille de Jarnac, le 13 mars 1569; et contribua beaucoup à la défaite du prince de Condé, qui, après avoir renversé plusieurs escadrons, tombait sur lui avec furie. Le duc de Montpensier tint ferme et donna le temps au duc d'Anjou d'arriver et d'achever la déroute (3). A la bataille de Montcontour, le 3 octobre, le duc de Montpensier commença l'attaque, à la tête de l'infanterie, et y donna les plus grandes marques de valeur. Le roi lui donna le gouvernement de Bretagne, à la mort du vicomte de Martigues, par provisions données au camp de Thonneboutonne, le 10 décembre de la même année, registrées au parlement de Bretagne, le 20 mars 1570, et à la chambre des comptes, le 10 mai (4). Il se démit alors du gouvernement du Dauphiné. En 1572, le duc de Montpensier quitta la cour, dont il était mécontent. Il y fut rappelé la même année, peu de temps avant la journée de la Saint-Barthelemi (5). Il servit au siége de la Rochelle, en 1573. En

(1) Manuscrits de Béthune, à la bibliothèque du roi.

(2) Le duc de Montpensier montra dans toutes les occasions beaucoup d'acharnement contre les protestants. « Il ne parlait que de pendre, dit » Brantôme, et s'il eût été cru, il n'en fût guère échappé. »

(3) Ce fut le duc de Montpensier qui, après la bataille de Jarnac, prononça au brave Lanoue sa sentence de mort. « Mon ami, lui dit-il du» rement, votre procès est fait de vous et de tous vos compagnons; songez » à votre conscience. » Lanoue fut cependant sauvé par un capitaine de l'armée royale, le vicomte de Martigues, qu'on appelait *le soldat sans peur.*

(4) Elles sont rapportées dans l'Histoire de Bretagne de dom Morice, tom. III, pag. 1368.

(5) Anquetil, dans son Histoire de France, tom. V, pag. 240, dit que pendant les massacres, le duc de Montpensier, ainsi que le duc de

1574, il commanda un corps d'armée, en Poitou et en Saintonge, contre les calvinistes commandés par Lanoue. Puygaillard servait avec lui. Ils prirent ensemble Fontenay-le-Comte, Talmont, et plusieurs autres petites villes, qu'ils remirent sous l'obéissance du roi. Le duc de Montpensier rassembla son armée à Saumur, le 1er août; en partit le même jour; réduisit Saint-Maixent, qu'on abandonna à son approche; s'empara des châteaux de la Forêt-sur-Seuvre, de Cherveux et d'Aulnay, des villes de Melle et de Marans. Il continua de commander dans ce pays, en 1575 et 1576. Il contribua au traité de paix conclu à Poitiers, au mois de septembre 1577. Il eut le commandement du Dauphiné, et de l'armée qui devait s'y rassembler, par pouvoir donné à Paris, le 28 mai 1580. Il se retira ensuite à Champigny, en Touraine, où il mourut, le 23 septembre 1582. (*Chronologie historique, tom. I, p.* 196; *de Thou, le Père Daniel, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. I; le Président Hénault, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XII, pag.* 188; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V.*)

DE BOURBON (François), *duc de Montpensier, commandant d'armée,* fils de Louis II de Bourbon, comte de Montpensier, qui précède, naquit vers 1542; fut d'abord dauphin d'Auvergne, et connu sous le nom de prince-dauphin, du vivant de son père, à la mort duquel il prit le titre de duc de Montpensier, le 23 septembre 1582. On le créa chevalier de l'Ordre du roi, le 7 décembre 1561. Il servit au siége de Rouen, en 1562, et à celui du Havre, en 1563. On le pourvut du gouvernement-général de Touraine, sur la démission de son père, qui passait à celui du Dauphiné, par provisions données à Champigny, le 30 septembre 1565, registrées au parlement de Paris le 13 mai 1566 (1). Ce

---

Guise et le bâtard d'Angoulême, se promenèrent dans les rues de Paris, disant que c'était la volonté du roi, qu'il fallait tuer jusqu'au dernier des huguenots, et écraser cette race de serpents.

(1) Registres du parlement de Paris, au IIIe volume des ordonnances de Charles IX, coté BB, fol. 126.

gouvernement comprenait alors la Touraine, l'Anjou, le Maine, le comté de Laval, le grand et le petit Perche, le Vendômois, le comté de Blois, le bailliage d'Amboise et de Loudunois. Le duché d'Anjou en ayant été distrait, le 8 février 1566, on incorpora, en faveur du prince-dauphin, au gouvernement-général de Touraine, le duché d'Orléans et le bailliage d'Estampes, par déclaration du roi, donnée à Moulins le 1er mars suivant, enregistrée au parlement de Paris le 13 mai (1). Il suivit le duc d'Anjou dans ses expéditions contre les huguenots, en 1567 et 1568, et se signala aux journées de Jarnac et de Montcontour, en 1569. La guerre ayant recommencé contre les huguenots, en 1573, il servit au siége de la Rochelle, l'année suivante. Il eut le commandement des armées en Dauphiné, Languedoc et Provence, par pouvoir donné au château du bois de Vincennes, le 4 mai (2). Ces armées avaient ordre de combattre le maréchal de Damville, s'il refusait de sortir du Languedoc, dont on voulait lui ôter le gouvernement. Henri III confirma, le 20 septembre suivant, le commandement de ces mêmes armées au prince-dauphin, qui les conduisit le long du Rhône. Les garnisons du Poussin et de Livron troublant le commerce et la navigation, il fit sommer les gouverneurs de rendre ces places. Ayant essuyé un refus, le prince-dauphin forma, au commencement d'octobre, le siége du Poussin, qu'il battit avec 14 pièces de canon. L'assaut fut donné, et repoussé avec perte de 800 hommes; mais les murailles de la ville s'étant écroulées d'elles-mêmes, les habitans désespérèrent de pouvoir réparer la brèche, et se retirèrent à Privas pendant la nuit. La ville déserte fut abandonnée au feu et au pillage. Le prince-dauphin reprit ensuite la plupart des places que les calvinistes occupaient dans le Vivarais; il assiégea Privas,

---

(1) registres du parlement de Paris au IIIe volume des ordonnances de Charles IX, coté BB, fol. 128 v°.

(2) Histoire du Languedoc, tom. V, aux preuves, pag. 240.

qui fut secourue, et qu'il ne put soumettre. Le maréchal de Bellegarde ayant été nommé pour commander en Languedoc, le prince-dauphin se retira. Il se démit, en 1575, du gouvernement de Dauphiné. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1579, et on l'envoya en ambassade à la cour d'Élisabeth. Il fut fait lieutenant-général commandant l'armée de monseigneur en son absence, et conjointement avec le maréchal de Biron, par pouvoir de François, fils de France, frère unique du roi, donné à Anvers, le 3 septembre 1582. Cette armée était aux Pays-Bas. Il se trouva au massacre d'Anvers, en 1583, lorsque les Français, qui tentèrent de surprendre cette ville, en furent repoussés avec une perte considérable. En 1587, il commanda, sous le roi, un corps d'armée composé de 1500 gendarmes et de 10,000 hommes de pied, destinés à se rendre auprès de Troyes, pour s'opposer au passage des protestants allemands, qui venaient joindre le prince de Condé. Il eut le gouvernement-général de la Normandie, sur la démission du duc d'Épernon, par provisions du 14 juillet 1588, et y commanda jusqu'à sa mort. Au mois d'avril 1589, il assiégea Falaise, après avoir défait 140 hommes de la garnison. Le comte de Brissac s'avança alors avec un corps de 6000 hommes et un grand nombre de *Gauthiers* (1), pour en faire lever le siége. Le duc de Montpensier, dont les forces étaient fort inférieures, crut qu'il serait imprudent d'attendre dans son camp celles du comte de Brissac. Il marche donc à sa rencontre; et, apprenant qu'il s'était logé dans les villages de Pierrefite, de Villers et de Courveaux, le duc partage ses troupes en quatre corps. Il culbute d'abord quelques compagnies postées hors de Pierrefite; entre dans le village, et tue ou prend

(1) Ces *Gauthiers* étaient des paysans de la Normandie que les vexations des gens de guerre rendirent soldats, et qui, dans l'espérance d'être délivrés de la taille, s'étaient attroupés et armés en faveur de la ligue. Ils prirent leur nom d'un village appelé la Chapelle-Gauthier, où demeuraient leurs principaux chefs.

tout ce qui se présente. Il obtient le même succès à Villers; et, quoique la nuit approchât, il pénètre jusqu'au troisième village, où la plupart des révoltés mettent les armes bas : 3000 d'entre eux y périssent, et 1200 sont faits prisonniers. Cette expédition étant ainsi terminée, il s'empare des deux Andelys. Après la mort d'Henri III, le duc de Montpensier suivit Henri IV à Dieppe, et se trouva à la bataille d'Arques, le 21 septembre. Il y chargea un escadron de cavalerie, qu'il rompit et mit en fuite. Les lansquenets du duc de Mayenne, par une insigne perfidie, feignirent de se rendre au roi, mais ayant été admis dans les retranchements, ils s'en rendirent aussitôt les maîtres, et tournèrent leurs armes contre les Français. Leur trahison aurait eu des suites, si le duc de Montpensier n'eût forcé les traîtres d'abandonner les retranchements. A la bataille d'Ivri, le 14 mars 1590, la cavalerie légère du roi courut risque d'être mise en déroute; et déjà les ennemis s'avançaient vers l'artillerie royale pour s'en saisir, lorsque le duc de Montpensier les attaqua de front, pendant que le baron de Biron les chargeait en queue. Dans cette journée, le duc de Montpensier eut son cheval tué sous lui, et fut renversé par terre; mais étant remonté sur un autre cheval, il tomba sur l'escadron ennemi, le dissipa et demeura maître du terrain. Il remit la ville d'Avranches sous l'obéissance du roi; servit au siége de Rouen, et à celui de Caudebec. Il se retira ensuite à Lisieux, où il mourut, le 4 juin 1592, âgé de 50 ans. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 256; *M. de Thou, Davila, d'Aubigné, Histoire du Languedoc, tom. V; Histoire de France, par Anquetil, tom. V.*)

DE BOURBON (Henri), *duc de Montpensier, commandant d'armée,* fils du précédent, naquit le 12 mai 1573, et porta le titre de prince de Dombes jusqu'au 4 juin 1592, époque à laquelle il prit le nom de Montpensier, à la mort de son père. Il eut le gouvernement de Bretagne, en survivance du duc de Montpensier, son grand-père, par provisions données à Paris le 27 mai 1575, registrées au parlement de

Rennes, le 10 octobre suivant (1). Il se démit de cette survivance, en même temps que son grand-père se démit du gouvernement en faveur du duc de Mercœur, au mois de septembre 1582. A la promotion de son père au gouvernement de Normandie, le prince de Dombes fut pourvu de celui du Dauphiné, par provisions du 14 juillet 1588. On le rétablit, par provisions données à Tours le 7 juin 1589, et registrées au parlement de Rennes, le 14 août suivant, dans la survivance du gouvernement de Bretagne qu'on donna à son père, après la destitution du duc de Mercœur (2). Nommé lieutenant-général, commandant l'armée de Bretagne, par pouvoir du 8 juillet de la même année (3), le prince de Dombes s'assura de Rennes; surprit deux cents chevaux du duc de Mercœur; fit prisonnier le commandant de cette troupe, et obligea les ligueurs de lever le siége de Vitré, formé depuis neuf mois. En 1590, il prit Hennebond; tailla en pièces, près de Josselin, les chevau-légers de l'armée ennemie, et donna un assaut au château de Montcontour, qui se rendit. En 1591, il se saisit, par assaut, de Plimeu, dont il fit pendre la garnison; de l'île de Brehal et de Guingamp. Repoussé devant Lamballe, il en leva le siége. Il fit attaquer la cavalerie légère du duc de Mercœur; enleva ses quartiers; la poussa jusqu'à Jugor, où était le duc, et en tua la plus grande partie. Bientôt après, il eut un succès pareil dans une seconde attaque contre la cavalerie du duc de Mercœur, près St.-Jean. Les barricades ayant été forcées, on fit un grand nombre de prisonniers, et on se saisit des chevaux ainsi que du bagage. La ville de Châtillon demanda à capituler; mais tandis qu'on parlementait, la place fut forcée, et presque tout ce qui s'y trouva fut passé au fil de l'épée. Le 14 mai 1592, il investit la ville de Craone. Le prince de Conti se rendit, onze jours après, au camp,

---

(1) Histoire de Bretagne, tom. III, pag. 1401.

(2) Histoire de Bretagne, tom. III, pag. 1499.

(3) Manuscrits de Béthune à la bibliothéque du roi.

devant cette place, avec plusieurs seigneurs, 300 gendarmes et 1200 hommes de pied; mais comme le commandement était partagé, le service en souffrit et les travaux n'avancèrent point, et le duc de Mercœur, instruit de la négligence des troupes, vint au secours des assiégés. On tint conseil. Le trouble et la confusion suivirent la diversité des avis. Cependant on se détermina à une retraite, en présence de l'ennemi. Les soldats marchaient en désordre. Le prince de Dombes, tout ensemble capitaine et soldat, retourna trois fois à la charge; mais son courage n'ayant pas été secondé, il perdit 600 hommes; eut un cheval tué sous lui, et vit son capitaine des gardes tomber mort à ses côtés. Il se retira accompagné d'un seul colonel. Cette défaite arriva le 24 mai. Il obtint, à la mort de son père, le gouvernement de Normandie, par provisions du 19 juin; fit son entrée à Caen le 4 mai 1493, et quitta le commandement de Bretagne le 20 août. Il fut confirmé gouverneur de Bretagne, après la mort de son père, par provisions données à Tours le 9 mars 1593. Le roi le nomma commandant de l'armée de Normandie, par pouvoir donné à Mantes, le 5 mai. Au siége de Dreux, le roi visitait la tranchée : le duc de Montpensier qui l'accompagnait, reçut, le 29 juin, à la mâchoire inférieure un coup de mousquet, qui lui causa dans la suite de longues et de fréquentes maladies. Dreux se rendit le 8 juillet. Rouen se soumit au roi le 27 mars 1594. Villars, gouverneur pour la ligue, exigea, pour rentrer dans l'obéissance, que le comte de Montpensier, gouverneur de Normandie pour le roi, n'exerçât point les fonctions pendant trois ans dans les villes et bailliages de Rouen et de Caux, et qu'il n'eût aucune autorité sur lui. Il était de l'intérêt du roi et du royaume de ménager, à quelque prix que ce fût, la réduction de Rouen. Le duc de Montpensier prévint les désirs du roi, et l'assura que ses avantages personnels, dont il faisait de grand cœur le sacrifice à S. M., ne seraient jamais un obstacle au bien public. Henri IV traita en conséquence avec Villars, qui se piqua à son tour de générosité, et qui fit au duc de Montpensier une cession volontaire du gouverne-

ment de Rouen. Toutes les villes de Normandie imitèrent l'exemple de Rouen, excepté Honfleur, que le duc de Montpensier obligea, quelque temps après, de reconnaître le roi. Le 5 janvier 1595, il fut nommé chevalier des Ordres du roi. Au mois d'août suivant, il conduisit du secours à la ville de Cambrai, assiégée par les Espagnols. Il se trouva, en 1596, au siége de la Fère et à la défense de Calais, dont les Espagnols voulaient se rendre maîtres. Au siége d'Amiens, qui se rendit au roi le 25 septembre 1597, il commanda l'avant-garde de l'armée qui observait l'archiduc, et fut douze jours et douze nuits sans désarmer. Au mois d'avril 1598, il se démit du gouvernement de Bretagne, en faveur de *César Monsieur*, fils naturel du roi. En 1600, il accompagna Henri IV dans la campagne de Savoie et de Bresse. Il mourut le 27 février 1608, à l'âge de 35 ans, des suites de la blessure qu'il avait reçue à Dreux. (*Chronologie militaire*, *tom. I, pag.* 358; *Histoire de France du Père Daniel, le Président de Thou, Mémoires de Sully, Dupleix, Histoire de Bretagne.*)

DE BOURBON (Louis-Auguste), *duc du Maine, grand-maître d'artillerie,* fils naturel de Louis XIV et de madame de Montespan, naquit à Versailles, le 31 mars 1670, et fut légitimé par lettres du mois de décembre 1673. Elles ordonnèrent qu'on l'appelât duc du Maine, et furent enregistrées au parlement et à la chambre des comptes, le 20 du même mois. Il obtint successivement la charge de colonel-général des Suisses et Grisons, vacante par la mort du comte de Soissons, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 1er février 1674, registrées au parlement le 9 mars suivant. On lui donna la compagnie-générale des Suisses, aussi vacante par la mort du comte de Soissons, par commission du 3 février. Il eut un régiment d'infanterie de son nom, vacant par la mort du maréchal de Turenne, par commission du 13 août 1675. Le roi ordonna, par lettres du mois de janvier 1680, enregistrées au parlement les 11 et 12 du même mois, que M. le duc du Maine porterait le

surnom de Bourbon. Il eut la principauté de Dombes, par le don que lui en fit, le 2 février 1681, Anne-Marie-Louise d'Orléans, duchesse de Montpensier, et il acquit le même jour le comté d'Eu. Le roi lui confirma, par de nouvelles lettres du mois de novembre, le nom de Bourbon et le titre de duc du Maine. On lui accorda le gouvernement-général du Languedoc, vacant par la mort du duc de Verneuil, par provisions données à Versailles le 29 mai 1682. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 juin 1686, et devint général des galères à la mort du duc de Mortemart, par provisions du 15 septembre 1688. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie, vacant par la mort du marquis du Bordage, par commission du 24 octobre, le duc du Maine fit sa première campagne sous monseigneur, aux siéges de Philisbourg, qui se rendit le 29 du même mois; de Manheim, pris le 11 novembre, et de Franckendal, dont on s'empara le 18. Il servit, en 1689, à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal d'Humières; y commanda la cavalerie, par commission du 20 mars, et se trouva au combat de Valcourt, le 27 août. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 avril 1690, il commanda la cavalerie de l'armée de Flandre, par commission du 12, et défit, le 30 juin, 2000 hommes de cavalerie, dans une attaque qui avait pour objet de couvrir la jonction du maréchal de Boufflers avec le duc de Luxembourg. Le lendemain, 1er juillet, il combattit à Fleurus, et y eut un cheval tué sous lui. Il commanda, par lettres du 14 mars 1691, la cavalerie de l'armée, qui fit le siége de Mons: cette ville se rendit le 9 avril. Il passa à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Luxembourg, par lettres du 28 du même mois, et combattit à Leuze, le 18 septembre. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 30 avril 1692, et créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 mai, il continua d'y servir en cette qualité, et se trouva au siége de Namur, qu'on prit le 5 juin; à celui du château, qui se rendit le 30, et combattit à Steinkerque, le 3 août. Employé à l'armée de la Moselle, sous monseigneur, il y commanda la cavalerie, par commission du 21 mai 1693. On le fit mes-

tre-de-camp, lieutenant du régiment royal des carabiniers à sa création, par commission du 1er novembre suivant. Il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 28 avril 1694. Le roi confirma en sa faveur le comté d'Eu en pairie, par lettres données à Versailles au mois de mai, registrées le 8 au parlement, où il fut reçu le même jour (1). Le duc du Maine se démit de sa charge de général des galères, le 1er septembre, et fut fait grand-maître et capitaine-général de l'artillerie, à la mort du maréchal d'Humières, par provisions données à Versailles le 10 du même mois. On le fit colonel-lieutenant des régiments royal-artillerie et des bombardiers, par commissions du 20 octobre. Il obtint la confirmation de duché-pairie pour sa terre d'Aumale, par lettres données à Versailles au mois de juin 1695, registrées au parlement le 1er juillet (2). Employé la même année à l'armée de Flandre, il chargea les ennemis à la tête d'un escadron, et eut un cheval tué sous lui à Bonet, le 30 août. Il servit, par lettres du 21 avril 1702, à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, et combattit les Hollandais à Nimègue, le 11 juin. Ce fut sa dernière campagne. Louis XIV, par les brevets des 20 et 21 mai 1711, son édit du mois de juillet 1714, et sa déclaration du 23 mai 1715, lui accorda beaucoup de priviléges, et des distinctions, qui furent en partie révoqués par édit du mois de juillet 1717. Cependant, le duc du Maine, qui avait été nommé surintendant de l'éducation du roi, fut confirmé dans ce poste éminent, par arrêt du parlement, le 2 septembre 1715. Il en remplit les fonctions jusqu'au 29 décembre 1718. A la mort de Louis XIV, en 1715, le duc du Maine avait été nommé membre du conseil de régence. Sur la demande du duc de Bourbon, le conseil de régence rendit, le 2 juillet 1717, une déclaration qui, pour cause de bâtardise, privait le duc du Maine et le comte de Toulouse des noms,

---

(1) Elles sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. III, pag. 237.

(2) *Ibidem*, tom. V, pag. 48.

droits et priviléges des princes du sang (1). Le duc du Maine fut long-temps en butte à la persécution du duc d'Orléans, régent du royaume, qui lui fit ôter, en 1718, la surintendance de l'éducation du jeune roi Louis XV. Il fut cependant rétabli, la même année, dans son rang de pair de France. Soupçonnés de liaisons avec l'Espagne, le duc et la duchesse du Maine furent arrêtés, le 29 décembre 1718. Le duc fut conduit au château de Dourlens. Reconnu innocent, il fut mis en liberté, et revint en son château de Sceaux, près Paris, au commencement de 1720. Il rentra en faveur à la cour, sous le ministère du cardinal de Fleury, en 1726, et mourut à Sceaux, le 14 mai 1736 (2). (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 500; *mémoires du temps, Histoire de France, par Anquetil, tom. VII et VIII; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXVI, pag.* 260.)

DE BOURBON (Louis-Auguste), *prince de Dombes, colonel-général des Suisses,* premier fils du duc du Maine, qui précède, naquit le 4 mars 1700. Il obtint d'abord la charge de colonel-général des Suisses et Grisons, en survivance de son père, par provisions du 12 mai 1710, et prêta serment, le 16. On lui donna le gouvernement-général du Languedoc, aussi en survivance du duc du Maine,

---

(1) Le duc du Maine avait épousé Anne-Louise-Bénédicte de Bourbon, petite-fille du grand Condé. Lorsque cette princesse vit son mari après la déclaration du conseil, elle lui dit avec indignation : « Il ne me reste » donc plus que la honte de vous avoir épousé. »

(2) Le duc du Maine, dit madame de Staal, avait l'esprit éclairé, fin et cultivé; il possédait toutes les connaissances d'usage, et spécialement celles du monde au souverain degré. Son caractère était noble et sérieux. Il aimait l'ordre, respectait la justice, et ne s'écartait jamais des bienséances. Le fond de son cœur ne se découvrait pas; la méfiance en défendait l'entrée. Son goût le portait à la retraite, à l'étude et au travail. Il cultivait les lettres; et, après la mort du grand Corneille, il se mit sur les rangs pour lui succéder à l'académie française; mais le roi lui refusa son consentement à cause de sa jeunesse. Il a traduit les premiers chants de *l'anti-Lucrèce.*

par provisions données à Versailles, le 11 mai 1712. Il fit sa première campagne en Hongrie, sous le prince Eugène, en 1717; arriva à Vienne le 17 mai, et alla servir au siége de Belgrade. Le 10 juillet, trois boulets de canon passèrent entre lui et le prince Eugène, à côté de qui il se trouvait. Le 5 août, il tenait le comte d'Estrades sous le bras, lorsqu'un boulet de canon emporta une jambe à cet officier, et coupa le pied d'un page qui était derrière lui. Il se trouva à la bataille du 16, où les Turcs furent défaits. Belgrade ayant capitulé, le 18, le prince de Dombes revint en France, au mois de septembre suivant. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1728, il fut reçu, le 2 février. Il servit au siége de Kehl, en 1733. Employé à celui de Philisbourg, en 1734, il y ouvrit la tranchée, à la tête du régiment des gardes-suisses, devant l'ouvrage de la tête du pont, pendant la nuit du 1er au 2 juin. Créé maréchal de camp, par brevet du 15, il monta la tranchée en cette qualité, le 1er juillet, et donna pendant le siége de grands exemples de bravoure. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, il se trouva au fourrage général qui se fit près de Mayence, le 9 juin, et fut exposé, pendant tout ce fourrage, au canon de la place. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 6 juillet, il finit la campagne en cette qualité. Le roi lui donna le régiment royal des carabiniers, sur la démission du duc du Maine, par commission du 3 mai 1736. Le duc du Maine étant mort le 14 du même mois, le prince de Dombes, son fils, entra le même jour en jouissance de la charge de colonel-général des Suisses, de celle de capitaine de la compagnie-générale, et du gouvernement de Languedoc. Il fut employé, par lettres du 16 octobre 1742, à l'armée de Flandre, qui garantit la frontière de l'attaque des ennemis. Il servit à l'armée commandée par le maréchal de Noailles, par lettres du 1er avil 1743, et combattit à Ettingen, le 27 juin. On passa le reste de la campagne sur la défensive. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il se trouva à l'attaque des lignes de Weissembourg, emportées le 5 juillet; à l'attaque des re-

tranchements de Suffelsheim, le 23 août, et au siége de Fribourg, qui se rendit le 6 novembre. Employé successivement à l'armée de Flandre, sous le roi, par lettres des 1er avril 1745, 1er mai 1746, 1er mai 1747, il servit au siége de Tournay; combattit à Fontenoi, en 1745; à Raucoux, en 1746, et à Lawfeld, en 1747. A cette dernière bataille, il commandait un corps de réserve, à la tête duquel il se distingua. Il ne servit plus après cette campagne, et mourut le 1er octobre 1755. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 575; *Mémoires du temps.*)

DE BOURBON (Louis-Charles), *comte d'Eu, grand-maître d'artillerie*, second fils du duc du Maine, et frère du précédent, naquit le 15 octobre 1701. Il fut fait grand-maître et capitaine-général de l'artillerie, en survivance de son père, par provisions données à Versailles le 12 mars 1710, et prêta serment, en cette qualité, le 16 du même mois. Il obtint, à la mort du duc de Luynes, le gouvernement-général de Guienne, par provisions du 28 décembre 1712. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1728, il fut reçu le 2 février. Il servit au siége de Kehl, qui se rendit le 28 octobre 1733. Employé, en 1734, sous le maréchal de Berwick, il se trouva au siége de Philisbourg, et alla, le 3 juin, avec ce maréchal, reconnaître l'endroit par lequel on devait former la première attaque de la place. Créé maréchal de camp, par brevet du 15, il releva la tranchée en cette qualité, le 2 juillet, et donna, dans tout le cours de ce siége, de grands exemples de valeur. Philisbourg se rendit le 18. Il marcha ensuite au siége de Worms, qui se rendit le 23. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, il alla, le 19 juin, avec le maréchal de Coigny, à un fourrage général près de Mayence, et y fut exposé au canon de cette place. Créé lieutenant-général des armées, par pouvoir du 16 juillet, il finit la campagne en cette qualité. Le duc du Maine étant mort le 14 mai 1736, le comte d'Eu entra en jouissance de la charge de grand-maître de l'artillerie; fut fait colonel-lieutenant du régiment Royal-Artillerie, et colonel d'un régiment d'in-

fanterie de son nom, par commission du 19 juin. Il fut employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Noailles, par lettres du 16 octobre 1742, à l'armée qui garantit la frontière de l'invasion des ennemis. Il servit à l'armée du Rhin, sous le même général, par lettres du 1er mai 1743; combattit et fut blessé à la bataille d'Ettingen, le 27 juin. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er avril 1744; il combattit à l'attaque des lignes de Weissembourg, qui furent emportées le 5 juillet. Il fut détaché, le 23 août, avec 16 bataillons, 16 escadrons et 6 pièces de canon, pour soutenir le chevalier de Belle-Isle et le comte de Berchény à l'attaque des retranchements construits par les ennemis en-deçà de Suffelsheim. Ces retranchements étaient défendus par 5000 hommes, que commandait le prince de Bade-Dourlack. On les emporta, l'épée à la main, après une résistance d'environ une heure, et l'on poursuivit les ennemis jusqu'à l'entrée de la plaine qui est entre la forêt de Haguenau et Suffelsheim. Après avoir rallié les troupes, on attaqua aussi ce village, qui était palissadé, et d'où l'on chassa les ennemis, qui y étaient en grand nombre : ils perdirent à ces deux actions 1500 hommes. Employé sous le roi, par lettres du 1er septembre, le comte d'Eu servit au siége de Fribourg, qui capitula le 6 novembre, et à celui des châteaux, qui se rendirent le 25. Il servit, sous le roi, à l'armée de Flandre, par lettres du 1er avril 1745; se trouva au siége de Tournay, qui fut investi le 25 avril; passa la nuit du 10 au 11 mai, à la tête de sa division, sur le champ de bataille de Fontenoi, et concourut à la victoire que le roi y remporta le 11. Tournay arbora le drapeau le 19 juin. Employé à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, par lettres du 1er mai 1746, il combattit à Raucoux, le 11 octobre. Il servit à la même armée, par lettres du 1er mai 1747, et combatit à Lawfeld, le 2 juillet. Le comte d'Eu obtint, à la mort du prince de Dombes, son frère, le gouvernement-général du Languedoc, par provisions du 23 octobre 1755; prêta serment, pour cette charge, le 30, et se démit du gouvernement de Guienne. Il obtint ensuite la charge de

colonel-général des Suisses et Grisons, par provisions du 1er novembre ; prêta serment le 9, et fut reçu le 29. Il obtint la compagnie-générale des Suisses, par commission du 1er novembre, et se démit de la charge de grand-maître de l'artillerie et du régiment Royal-Artillerie, au mois de décembre suivant. Il mourut en 1775. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 503 ; *mémoires du temps.*)

DE BOURBON (Louis-Alexandre), *comte de Toulouse*, *lieutenant-général*, dernier des enfants naturels de Louis XIV et de madame de Montespan, naquit le 6 juin 1678. Il fut légitimé, par lettres du mois de novembre 1681, registrées au parlement le 22, et obtint, au mois de novembre 1683, la charge de grand-amiral de France, vacante par la mort du comte de Vermandois. On lui donna, par commission du 20 février 1684, un régiment d'infanterie de son nom (depuis Penthièvre), et il le conserva jusqu'à sa mort. Il obtint le gouvernement-général de Guienne, par provisions du 1er janvier 1689. Il fit sa première campagne au siége de Mons, en 1691, et y monta la tranchée à la tête de son régiment (1). On le créa chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1692. Il accompagna le roi au siége et à la prise des ville et châteaux de Namur, et reçut une contusion au coude, ayant le bras appuyé sur le fauteuil du roi (2). Nommé aide-de-camp du roi, par brevet du 19 mai 1693, il l'accompagna dans son voyage de Flandre, et revint avec lui à la cour. Le roi lui donna un régiment de cavalerie (depuis Penthièvre), par commission du 29 août, et érigea de nouveau en sa faveur la terre de Damville en duché-pairie : les lettres à ce sujet furent données à Fontainebleau, au mois de septembre 1694, et registrées

---

(1) Un coup de canon ayant tué le cheval d'un écuyer assez près du roi et à côté du comte de Toulouse, qui n'avait pas encore 13 ans, ce jeune prince s'écria : « Quoi ! un coup de canon, n'est-ce que cela ? » et il ordonna aussitôt qu'on amenât un autre cheval.

(2) Louis XIV, tourmenté de la goutte, s'était fait transporter dans un fauteuil à la tête de la tranchée.

le 22 novembre au parlement de Paris, où le comte de Toulouse fut reçu le 27 du même mois (1). On lui accorda, par provisions données à Versailles le 19 mars 1695, le gouvernement-général de Bretagne (2), pour lequel il prêta serment le 30, en remettant le gouvernement de Guienne. On le fit conseiller au conseil des finances, le 28 mai suivant. Créé maréchal-de-champ, par brevet du 3 janvier 1696, il commanda la cavalerie de l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, qui n'entreprit rien. La terre de Penthièvre fut confirmée en duché-pairie en sa faveur, par lettres données à Marly, au mois d'avril 1697, registrées au parlement le 16 décembre 1698 (3). Le comte de Toulouse alla encore servir cette année à l'armée de la Meuse, fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 août, et finit la campagne en cette qualité. Nommé grand-amiral de France, le comte de Toulouse commanda une escadre dans la Méditerranée, en 1702; visita toutes les côtes de Sicile, et rentra à Toulon au mois d'octobre. Le marquisat d'Arc et le comté de Châteauvilain, furent érigés en duché-pairie, en faveur du comte de Toulouse, par lettres données au mois de mai 1703, registrées au parlement le 29 août suivant (4). En 1704, il commanda dans la Méditerranée une flotte destinée à seconder les opérations du roi d'Espagne, qui voulait reprendre Gibraltar, dont les Anglais s'étaient emparés. Il combattit, le 24 août, près de Malaga, la flotte combinée des ennemis; la battit, et l'aurait détruite, si, en suivant son avis, on avait recommencé à attaquer le lendemain. Après ce combat, le grand-amiral ramena sa flotte, d'abord vers les côtes d'Espagne,

---

(1) Elles sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag. 43.

(2) Au moment de signer les provisions pour ce gouvernement, Louis XIV s'aperçut qu'on y avait fait mention de la blessure reçue par le comte de Toulouse au siége de Namur. Il fit supprimer ce fait en disant : « C'est » pour mon fils une bagatelle qui ne mérite pas qu'on en parle. »

(3) Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag. 49.

(4) Elles sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag. 54.

et de là dans les ports de France. Le roi d'Espagne le créa chevalier de la Toison-d'Or, aussitôt qu'il eut appris le gain de la bataille du 24 août. On y avait admiré le courage, l'intrépidité, la capacité et le sang-froid du comte de Toulouse, quoique ce fût la première action de mer où il se trouvât. Il y fut blessé légèrement, et une partie de ceux qui servaient sur son bord, le furent à ses côtés. Il commanda, en 1706, la flotte qui bloqua Barcelone, dont les Espagnols levèrent le siége; mais il fut forcé de s'éloigner par la supériorité de la flotte de l'amiral Leake, qui parvint à ravitailler la place. Il obtint la charge de grand-veneur de France, par provisions du 5 mars 1714, prêta serment le 25 avril, et fut créé conseiller du conseil de régence et chef du conseil de la marine, le 18 septembre 1715. Une déclaration donnée, la même année, par le conseil de régence, le priva, pour cause de bâtardise, des noms, droits et priviléges des princes du sang; mais ce rang et ces prérogatives lui furent rendus en 1718. Il se démit du gouvernement de Bretagne en faveur de son fils, au mois de décembre 1736, et mourut le 1er décembre 1737, à l'âge de 59 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag. 421, mémoires du temps, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil, tom. VIII; Sang des Bourbons, par J. A. Jacquelin, Paris,* 1819, 2e *partie.*)

DE BOURBON (Louis-Jean-Marie), *duc de Penthièvre, lieutenant-général*, fils de Louis-Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse, qui précède, naquit à Rambouillet, le 16 novembre 1725. Il fut fait amiral de France, en survivance de son père, par provisions du 1er janvier 1734. On le nomma gouverneur et lieutenant-général de Bretagne, aussi en survivance de son père, par provisions du 31 décembre 1736. Il devint colonel d'un régiment d'infanterie, et mestre-de-camp d'un de cavalerie, à la mort de son père, par commission du 7 décembre 1737. Il obtint la charge de grand-veneur de France, à la mort du comte de Toulouse, par provisions du 1er janvier 1738. On le créa chevalier de la Toison-d'Or, le 27 avril suivant, et chevalier

des Ordres du Roi, le 2 février 1742. Il fit sa première campagne la même année, et accompagna le maréchal de Noailles en Flandre, où l'on se tint sur la défensive. Employé à l'armée du Rhin, sous le même général, en 1743, il combattit à Dettingen, où il se distingua par sa bravoure et son sang-froid. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 2 juillet, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous le maréchal de Noailles. Employé à l'armée du roi, par lettres des 1er avril 1744, 1er avril 1745, et 1er mai 1746, il se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes et de Fribourg, en 1744; aux siéges des ville et citadelle de Tournay, et à la bataille de Fontenoy, en 1745. La conduite brillante qu'il tint à cette bataille, lui mérita les éloges du maréchal de Saxe. Il servit au siége de Namur et à la bataille de Raucoux, en 1746. Il commanda cette année la cavalerie de l'armée, par commission du 1er mai. Les Anglais ayant tenté une descente en Bretagne à la fin de 1746, le duc de Penthièvre s'y rendit, pour la défense de cette province; y commanda, par lettres du 23 octobre, et conserva ce commandement pendant toute l'année 1747. Les précautions qu'il prit empêchèrent les ennemis de rien tenter contre la Bretagne. Il se démit, au mois de juillet 1755, de la charge de grand-veneur, en faveur du prince de Lamballe, son fils. Après avoir fait un voyage en Italie et à Rome, où il fut accueilli avec distinction par le pape Benoît XIV, le duc de Penthièvre rentra en France, et s'y livra tour à tour aux occupations de sa charge d'amiral de France, et aux exercices de bienfaisance et de piété. Il fit construire aux Andelys un hospice qui lui coûta plus de 400,000 francs, outre les fonds dont il le dota. En 1787, il fit élever avec la même magnificence un autre hôpital à Crécy. Il fut nommé, par le roi, président de l'un des bureaux de l'assemblée des notables, en 1789. Pendant les premiers orages de la révolution, le duc de Penthièvre resta dans son château de Bise, près de Vernon, avec madame la duchesse d'Orléans sa fille. Tous deux recueillirent alors les fruits de l'active bienfaisance, qui depuis long-temps leur faisait employer l'immense fortune dont ils jouissaient

à secourir les pauvres et les malheureux. La vénération qu'ils inspiraient servit à les garantir des fureurs révolutionnaires (1). Le duc de Penthièvre mourut à Bise, le 4 mars 1793. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 316; *Moniteur, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XIII, pag.* 381.)

DE BOURBON, *voyez* FRANCE, ORLÉANS et VENDÔME.

DE BOURBON-BUSSET (François-Louis-Antoine, *comte*) (2), *lieutenant-général*, naquit au château de Vésigneux, le 26 août 1722. Il entra aux mousquetaires dès le 19 décembre 1737, et obtint une compagnie dans le régiment de cavalerie d'Andlau, par commission du 28 août 1741. Il commanda cette compagnie à la prise de Prague, la même année; au combat de Sahay; au ravitaillement de Frawenberg; à la défense et à la retraite de Prague en 1742, et à la bataille de Dettingen, en 1743. Employé à l'armée du Rhin en 1744, il fut détaché à Weissembourg, et mis à la tête de deux compagnies, qui composaient toute la garnison de cette place. Y ayant été investi par l'armée autrichienne, il opposa une résistance suffisante pour ob-

---

(1) Le 20 septembre 1792, c'est-à-dire quarante jours après la chute du trône, la ville de Vernon donna à M. le duc de Penthièvre et à madame la duchesse d'Orléans une preuve éclatante de l'attachement qu'elle leur avait voué. Tous les citoyens s'assemblèrent dans la principale église pour y délibérer sur les mesures à prendre, afin de garantir le prince et sa fille de toutes espèces d'insultes. Il fut arrêté à l'unanimité que l'on chercherait le plus bel arbre de la forêt, et qu'il serait planté à la porte du château, décoré de tous les emblèmes de la liberté; que toute la ville en masse, les femmes, les enfans, les jeunes filles, vêtues en blanc, assisteraient à cette cérémonie, et qu'un tableau portant cette inscription en gros caractères : *hommage rendu à la vertu*, serait attaché à l'arbre qui devait être le gage du salut du prince et de la duchesse. Cette touchante cérémonie fut véritablement une fête de sentiment. (Dictionnaire universel.)

(2) La branche de Bourbon-Busset est issue de Louis de Bourbon, évêque de Liége, et de Catherine d'Egmont, duchesse de Gueldre. Ce Louis de Bourbon descendait en ligne directe de Saint-Louis, roi de France.

tenir une capitulation honorable. Il servit à l'armée du Bas-Rhin, en mai et juin 1745; au camp de Chièvres, en Flandre, au mois de juin, et au siége d'Ath, au mois de septembre. Créé mestre-de-camp du même régiment, par commission du 1er décembre de la même année, il le commanda au siége de Bruxelles et à la bataille de Raucoux, en 1746; à la bataille de Lawfeld et au siége de Berg-op-zoom, en 1747; au siége de Maestricht, en 1748; au camp de Sarre-Louis, en 1754; à la bataille d'Hastembeck, où il obtint les éloges du maréchal d'Estrées; à la prise de Minden et d'Hanovre; au camp de Clostersevern, et à la marche sur Zell, en 1757. Il se trouva en cette dernière année à la bataille de Rosbach, où il fut blessé. Il y soutint les efforts de l'ennemi à l'aile gauche, en attendant la réserve commandée par le comte de Saint-Germain. Créé brigadier, par brevet du 1er mai 1758, il fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du même jour; combattit, au mois de juin, à Crewelt, où il eut un cheval tué sous lui, et à la bataille de Lutzelberg, au mois d'octobre. Il servit sur les côtes, en 1759; fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai 1760, et se trouva aux affaires de Corback et de Varbourg. Il servit encore, en 1761, à l'armée d'Allemagne, que commandait le maréchal de Broglie, et se trouva, le 16 juillet, au combat de Filinghausen. Il obtint, le 1er août de cette année, un brevet qui rétablissait pour lui et ses descendants le titre de *cousin* du roi, dont avaient joui ses ancêtres, et qui avait été interrompu sans motifs connus. Son régiment ayant été incorporé, par ordonnance du 1er décembre, avec celui de Fumel, pour former le régiment Royal-Picardie, il fut alors déclaré maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 20 février précédent. Il fut pourvu de la charge de gentilhomme de la chambre de M. le comte d'Artois, par brevet du 16 septembre 1773, et obtint le grade de lieutenant-général, le 1er mars 1780. Il mourut le 16 janvier 1795. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 375; *Art de vérifier les dates, depuis J. C., Paris,* 1818, *in*-8°, *tom. VI, pag.* 436.)

DE BOURBON-BUSSET (François-Louis-Joseph, *comte*), *maréchal-de-camp*, petit-fils du précédent, né le 4 février 1782, fut fait aide-major des gendarmes de la garde, et gentilhomme d'honneur de MONSIEUR en 1814. Le roi le créa chevalier de Saint-Louis, le 20 août de cette année, et commandeur du même ordre, le 25 du même mois. Il suivit S. M. Louis XVIII à Gand, en mars 1815. Il fut nommé maréchal-de-camp le 18 mars 1815; chef d'état-major de la 1re division de cavalerie de la garde royale, le 9 septembre, et créé commandeur de la Légion-d'Honneur, le 31 décembre suivant. En 1820, il était employé dans l'inspection-générale de la cavalerie. En 1821, il obtint le commandement de la 2e subdivision de la 6e division militaire, en remplacement du marquis de Sourdis. Par ordonnance du 25 avril de cette dernière année, le roi l'admit dans le corps royal d'état-major, et le nomma aide-major de la garde royale, au lieu et place du comte du Coetlosquet, qui passait alors à d'autres fonctions. (*Art de vérifier les dates, depuis la naissance de J. C., Paris*, 1818, *in*-8°, *tom. VI, pag.* 439; *Moniteur, annales du temps.*)

DE BOURBONNE, *voyez* DE LIVRON.

DE BOURCET (Pierre), *lieutenant-général* du 25 juillet 1762; commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et chevalier de celui du Saint-Esprit. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 62.)

DE BOURCIER DE BARRY (Henri), *marquis de Saint-Aunets, lieutenant-général* du 15 mai 1649. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 54.)

BOURCIER (François-Antoine Louis, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à la Petite-Pierre, près Phalzbourg, le 23 février 1760, et entra en qualité de volontaire dans la légion royale, le 2 mars 1776. Étant passé dans le 1er régiment de chasseurs à cheval (alors Picardie), il y fut fait brigadier, le 15 janvier 1780; fourrier, le 20 janvier 1784;

adjudant, le 24 septembre suivant; sous-lieutenant, le 26 mars 1788, et quartier-maître-trésorier, le 10 septembre 1789. Il devint aide-de-camp du duc d'Aiguillon, le 7 juin 1792; passa ensuite à l'état-major du général en chef Custine; fut nommé adjudant-général, le 8 mars 1793; général de brigade, le 20 octobre suivant, et chef de l'état-major général de l'armée du Rhin, le 22 du même mois. Vers cette époque, il fut suspendu de ses fonctions, par les proconsuls républicains; mais ayant été bientôt après rappelé au service, il obtint le grade de général de division, le 9 juillet 1794. En 1795 et 1796, il eut le commandement d'une réserve de cavalerie à l'armée du Rhin. Au combat d'Ingolstadt, le 3 septembre de cette dernière année, il effectua une charge avec autant de bravoure que d'intelligence, et prit un escadron entier de la cavalerie légère des ennemis. Dans la même année, il protégea, à la tête de sa division, la mémorable retraite de Moreau devant l'armée autrichienne. L'expérience et les talents dont le général Bourcier avait donné de nombreuses preuves, le firent nommer, par le directoire exécutif, inspecteur-général de cavalerie, le 3 août 1797. En cette qualité, il organisa les 7 corps de cavalerie qui se distinguèrent dans les campagnes suivantes, sous les ordres des généraux Moreau et Masséna. En 1798, il servit comme inspecteur-général de la cavalerie à l'armée de Suisse, qui prit ensuite le nom d'armée du Danube. En 1799, le général Bourcier fut employé à l'armée de Naples. Il y commanda, dans le mois d'avril, une colonne qui battit et défit complétement un corps d'insurgés, qui s'étaient rassemblés à Andria (1). Pour récompenser le général Bourcier des importants services qu'il avait rendus, le premier consul le nomma conseiller-d'état et membre du conseil d'administration de la guerre, le 27 décembre 1802; puis officier de la Légion-d'Honneur, le 3 octobre 1803, et enfin grand-officier de cette même légion, le 14 juin 1804. Il lui confia aussi le commandement de

(1) *Voyez* le Moniteur du 23 floréal an VII (12 mai 1799).

la cavalerie légère à l'armée des Côtes. Employé à la grande-armée, en 1805, le général Bourcier y commanda une division de dragons, avec laquelle il se trouva, dans le mois d'octobre, au combat d'Elchingen ; aux affaires devant Ulm, et à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre. En 1806, il fit, à la même armée, la campagne contre les Prussiens, et fut chargé, après la prise de Berlin, de la direction-générale du grand dépôt des chevaux pris sur l'ennemi. En 1807, il servit, en qualité d'inspecteur-général de la cavalerie, aux armées d'Allemagne et d'Espagne. Buonaparte lui conféra la dignité de comte de l'empire, en 1808. Il se trouva à la bataille de Wagram, le 6 juillet 1809, et y fit preuve d'une grande valeur. Employé à la grande-armée de Russie, en 1812, il eut le bonheur d'échapper aux désastres de la retraite de Moscow, après laquelle il vint à Berlin, où il réorganisa toute la cavalerie de l'armée, en janvier 1813. Dans cette opération, le général Bourcier montra autant de zèle que de probité. S. M. Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis, le 19 juillet 1814, et inspecteur-général de la cavalerie, le 1er janvier 1815. Le comte Bourcier fut admis à la retraite, après 39 ans de service, le 1er janvier 1816; et élu membre de la chambre des députés, dans la même année. En 1817, le roi le nomma conseiller-d'état, et son commissaire près de la régie générale des subsistances. (*Brevets militaires*, *Moniteur*, *tableau des pensions inscrites au trésor public à l'époque du 1er septembre 1817*, *annales du temps*.)

DE BOURCK (Walter, *comte*), *marchal-de-camp*, était parvenu au grade de lieutenant-colonel dans les troupes du roi d'Angleterre. Il passa en France, en 1691, en qualité de lieutenant-colonel du régiment d'infanterie d'Atlone; servit à l'armée d'Italie, en 1692; se distingua à la bataille de la Marsaille, en 1693, et obtint, en 1694, le régiment dont il était lieutenant-colonel. Il le commanda, à l'armée d'Italie, cette année et la suivante; au siége de Valence, en 1696, et sur le Rhin, en 1697. Le régiment d'Athlone ayant été réformé, en 1698, le comte de Bourck

fut entretenu colonel réformé à la suite du régiment de Berwick, par ordre du 27 février de cette année, et obtint, par commission du 18 juin 1699, un régiment d'infanterie irlandaise, de son nom, qu'il commanda à l'armée l'Italie, en 1701. Il se trouva au combat de Chiari; à la défense de Crémone; à la bataille de Luzzara, en 1702; au passage dans le Trentin; aux combats de San-Vittoria et de San-Benedetto, en 1703. Créé brigadier, par brevet du 10 février 1704, et employé en cette qualité à l'armée d'Italie, il servit au siége de Verceil, d'Yvrée et de Verue, et au combat de Cassano, en 1704 et 1705. Il se trouva au siége et à la bataille de Turin, en 1706; au siége de Lérida, en 1707; à celui de Tortose et de plusieurs autres places, en 1708. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 mars 1709, il continua de servir en Espagne, sous le maréchal de Besons, qui se tint sur la défensive. Il passa en Dauphiné, sous le maréchal de Berwick, en 1710 et 1711; fut employé en Provence pendant l'hiver, par lettres du 7 novembre; servit encore en Dauphiné, en 1712; sur les frontières d'Espagne, en 1713, et au siége de Barcelonne, en 1714. Il mourut au mois de mars 1715. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 606.)

DE BOURCK (Jean-Raimond-Charles, *comte*), *lieutenant-général* du 17 novembre 1813, et commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur. (*États militaires.*)

DE LA BOURDAISIÈRE, *voyez* BABOU.

DE BOURDEILLES (Henri), *marquis d'Archiac, maréchal-de-camp*, né le 21 décembre 1571, obtint la compagnie d'ordonnances, vacante par la mort de Sansac, par commission donnée au camp, devant Chartres, le 25 mars 1591. Il suivit Henri IV à l'armée, et prêta serment, au camp de Villandreau, le 27 août 1592. On le nomma pour commander en Périgord, par ordre du 9 novembre de la même année; sénéchal du Périgord, par provisions données à Mantes le 23, et gouverneur de la même province,

par autres provisions du 24 octobre 1593. Il prêta serment, pour cette dernière charge, au parlement de Bordeaux, le 4 décembre. Il dissipa, la même année, les *croquants* (1), qui s'étaient soulevés, et contribua beaucoup à leur défaite. Il fut créé chevalier de Saint-Michel et marquis d'Archiac, pour lui et ses descendants mâles et femelles, par lettres-patentes données à Paris, au mois de mai 1609, registrées au parlement de Bordeaux le 1er juin suivant. On le nomma conseiller-d'état, par brevet du 10 janvier 1612, et il prêta serment en cette qualité le 17 du même mois. Il fut créé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, dans la même année. Il apaisa, en 1613, la querelle élevée entre plusieurs seigneurs du pays, relativement au prieuré de Tremolet. On lui donna, au mois d'avril 1617, un pouvoir pour commander en Guienne, en l'absence du maréchal de Roquelaure. Devenu maréchal-de-camp, par brevet du 3 juillet 1619, et reçu chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant, il servit en Guienne, sous le duc d'Elbœuf, en 1622, et contribua à la prise du château de la Force. Il obtint l'érection de la terre de Montrésor en comté, par lettres données à Paris au mois de février 1627, et demeura dans ses terres jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 14 mars 1641. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 57; *généalogie de la maison de Bourdeilles, dans la nouvelle édition des Mémoires de Brantôme.*)

DE BOURDEILLES (François-Sicaire, *marquis*), *lieutenant-général,* fils du précédent, était conseiller du roi et capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, dès 1641. Nommé sénéchal de Périgord, à la mort de son père, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye le 7 avril, et gouverneur de cette province, par autres provisions données au même lieu le 10, il eut un pouvoir pour y commander les troupes. Le parlement de Bordeaux en-

(1) On appelait ainsi certains paysans qui se révoltèrent sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII.

fut entretenu colonel réformé à la suite du régiment de Berwick, par ordre du 27 février de cette année, et obtint, par commission du 18 juin 1699, un régiment d'infanterie irlandaise, de son nom, qu'il commanda à l'armée l'Italie, en 1701. Il se trouva au combat de Chiari; à la défense de Crémone; à la bataille de Luzzara, en 1702; au passage dans le Trentin; aux combats de San-Vittoria et de San-Benedetto, en 1703. Créé brigadier, par brevet du 10 février 1704, et employé en cette qualité à l'armée d'Italie, il servit au siége de Verceil, d'Yvrée et de Verue, et au combat de Cassano, en 1704 et 1705. Il se trouva au siége et à la bataille de Turin, en 1706; au siége de Lérida, en 1707; à celui de Tortose et de plusieurs autres places, en 1708. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 20 mars 1709, il continua de servir en Espagne, sous le maréchal de Besons, qui se tint sur la défensive. Il passa en Dauphiné, sous le maréchal de Berwick, en 1710 et 1711; fut employé en Provence pendant l'hiver, par lettres du 7 novembre; servit encore en Dauphiné, en 1712; sur les frontières d'Espagne, en 1713, et au siége de Barcelonne, en 1714. Il mourut au mois de mars 1715. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 606.)

de BOURCK (Jean-Raimond-Charles, *comte*), *lieutenant-général* du 17 novembre 1813, et commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur. (*États militaires.*)

de la BOURDAISIÈRE, *voyez* Babou.

de BOURDEILLES (Henri), *marquis d'Archiac, maréchal-de-camp*, né le 21 décembre 1571, obtint la compagnie d'ordonnances, vacante par la mort de Sansac, par commission donnée au camp, devant Chartres, le 25 mars 1591. Il suivit Henri IV à l'armée, et prêta serment, au camp de Villandreau, le 27 août 1592. On le nomma pour commander en Périgord, par ordre du 9 novembre de la même année; sénéchal du Périgord, par provisions données à Mantes le 23, et gouverneur de la même province,

par autres provisions du 24 octobre 1593. Il prêta serment, pour cette dernière charge, au parlement de Bordeaux, le 4 décembre. Il dissipa, la même année, les *croquants* (1), qui s'étaient soulevés, et contribua beaucoup à leur défaite. Il fut créé chevalier de Saint-Michel et marquis d'Archiac, pour lui et ses descendants mâles et femelles, par lettres-patentes données à Paris, au mois de mai 1609, registrées au parlement de Bordeaux le 1er juin suivant. On le nomma conseiller-d'état, par brevet du 10 janvier 1612, et il prêta serment en cette qualité le 17 du même mois. Il fut créé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, dans la même année. Il apaisa, en 1613, la querelle élevée entre plusieurs seigneurs du pays, relativement au prieuré de Tremolet. On lui donna, au mois d'avril 1617, un pouvoir pour commander en Guienne, en l'absence du maréchal de Roquelaure. Devenu maréchal-de-camp, par brevet du 3 juillet 1619, et reçu chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant, il servit en Guienne, sous le duc d'Elbeuf, en 1622, et contribua à la prise du château de la Force. Il obtint l'érection de la terre de Montrésor en comté, par lettres données à Paris au mois de février 1627, et demeura dans ses terres jusqu'à sa mort, qui eut lieu le 14 mars 1641. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 57; généalogie de la maison de Bourdeilles, dans la nouvelle édition des Mémoires de Brantôme.*)

DE BOURDEILLES (François-Sicaire, *marquis*), *lieutenant-général,* fils du précédent, était conseiller du roi et capitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances, dès 1641. Nommé sénéchal de Périgord, à la mort de son père, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye le 7 avril, et gouverneur de cette province, par autres provisions données au même lieu le 10, il eut un pouvoir pour y commander les troupes. Le parlement de Bordeaux en-

(1) On appelait ainsi certains paysans qui se révoltèrent sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII.

registra les provisions de l'une et l'autre charge, les 6 et 8 août suivant. On le fit conseiller-d'état, par brevet du 21 mai de la même année. Il résida et commanda en Périgord jusqu'en 1651; fut créé maréchal-de-camp le 21 mai 1646, et lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 12 septembre 1650. Il servit au siége de Bordeaux. Employé à l'armée de Guienne, en 1651, il eut une commission, du 24 septembre, pour lever deux régiments d'infanterie de 12 compagnies de 50 hommes, les officiers compris; et quatre régiments de cavalerie, de 4 compagnies aussi de 50 hommes. Cette commission lui laissait la liberté d'en mettre un d'infanterie et un de cavalerie sous son nom, et de donner les autres aux gentilshommes de la province ainsi qu'il le jugerait à propos. On le créa chevalier des Ordres, par brevet du 25 du même mois. Il eut encore un ordre du roi, du 17 novembre, pour lever 4 régiments de cavalerie, et 2 d'infanterie de 12 compagnies, et servit à la levée du siége de Cognac par le prince de Condé. S'étant depuis déclaré pour ce prince, on le destitua de son gouvernement, le 28 décembre, et on lui ôta ses régiments. Il mourut, sans avoir été reçu chevalier des Ordres, le 8 mai 1672. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 80; *mémoires du temps, Brantôme.*)

DU **BOURDET**, *voyez* ACARIE *et* CUGNAC.

BOURDIN, *voyez* GREZIEUX-BOURDIN.

DE LA **BOURDONNAYE** (Anne-François-Augustin, *vicomte*), *général en chef,* naquit à Guérande, en Bretagne, le 27 septembre 1747. Il commença sa carrière militaire le 20 juillet 1761, en qualité d'enseigne de la compagnie-colonelle du régiment des Gardes-Lorraines, où il fut fait lieutenant le 18 janvier 1762. Par suite d'une nouvelle formation de ce corps, faite le 26 février 1763, le vicomte de la Bourdonnaye y devint sous-lieutenant. Il obtint la sous-aide-majorité, le 10 février 1764. Il avait fait plusieurs des campagnes de la guerre de *sept ans*, lorsqu'on le nomma capitaine de cavalerie, en 1769. Parvenu au grade de co-

lonel, en 1771, il fut employé dans les Alpes, sous le général Bourcet, et passa les quatre années suivantes à visiter et reconnaître les places fortes de cette partie des frontières de la France, et à y étudier les positions militaires. Il parcourut ensuite, et avec le même but, la Suisse, l'Allemagne et l'Italie. En 1776, il fut attaché au régiment d'infanterie de la Sarre, comme colonel en second; et il obtint le grade de brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1784. L'instruction solide qu'il avait reçue, celle qu'il y avait ajoutée par ses voyages, et ses manières distinguées, le firent choisir pour sous-gouverneur de LL. AA. RR. les ducs d'Angoulême et de Berri; et il remplit les fonctions de cette charge honorable jusqu'au moment de l'émigration des princes français. On le nomma maréchal-de-camp, le 9 mars 1788; major-général de la garde nationale de Nantes, en 1789, et commissaire pour la formation du département de la Loire-Inférieure, en 1790. En 1791, il fut employé comme maréchal-de-camp à Belle-Isle et à Brest. En 1792, il eut l'ordre de prendre le commandement de la ville de Lille, où il rétablit la tranquillité, après l'échec essuyé par les Français devant Tournay. Promu au grade de lieutenant-général, le 4 septembre de la même année, il fut appelé, dans le même temps, au commandement en chef de l'armée de l'intérieur, qui se réunissait à Châlons en Champagne. Après la réunion des armées de Dumouriez et de Kellermann, le directoire-exécutif confia au général de La Bourdonnaye le commandement en chef de l'armée du Nord. Arrivé à Douai le 28 du même mois, il y forma une colonne composée de quelques troupes prises dans la garnison de cette place, et marcha au secours de Lille. Le bombardement de Lille, par les Autrichiens, commença le 29; cependant, dès le 2 octobre, le vicomte de la Bourdonnaye était parvenu à renforcer la garnison de cette ville de 3600 hommes. Les assiégeants cessèrent de bombarder Lille dans la nuit du 6 au 7 du même mois; et le général de La Bourdonnaye y arriva le 12, avec le peu de monde qu'il avait pu réunir. Après avoir chassé les ennemis des bords de la Lys, et les avoir battus à Warneton, il entra en

Belgique; s'empara de Tournay, le 8 novembre; entra à Gand, qui lui ouvrit ses portes le 12; occupa Furnes, Ypres et Bruges, le 18. L'avant-garde de son armée entra à Anvers, le même jour. La mésintelligence qui régnait entre lui et le général Dumouriez lui fit solliciter son rappel en France; et, l'ayant obtenu, il revint commander la frontière du Nord, et fut chargé plus particulièrement de surveiller les côtes de Dunkerque et de Calais, lorsque la guerre maritime éclata. En janvier 1793, on le nomma commandant d'une armée dites des Côtes, mais qui n'était pas encore formée. Le 19 mars suivant, il reçut, à Rouen, l'ordre de se rendre à Rennes, pour réprimer les troubles qui régnaient dans cette contrée. Les efforts qu'il fit alors pour prévenir ou arrêter les effets de la guerre civile, semblaient lui promettre d'être couronnés de quelque succès, lorsqu'il fut mandé à Paris pour y rendre compte de sa conduite. Accusé dans l'assemblée nationale, le 13 mai, d'avoir fait rétrograder les troupes qui marchaient contre les Vendéens, il se justifia de cette inculpation dans la séance du 16. Le 4 juin suivant, il fut envoyé, comme général divisionnaire, à l'armée des Pyrénées-Occidentales. Après quelques marches et contremarches, et plusieurs engagements avec les Espagnols, commandés par Don Ventura, il les battit à la Croix-des-Bouquets, le 13 juillet, et les força de repasser la Bidassoa. Le 23, il remporta sur eux un nouvel avantage, dans l'attaque de la redoute dite de Louis XIV, d'où ils furent chassés avec perte assez considérable en hommes tués ou faits prisonniers, ainsi qu'en armes de différentes espèces. Pendant qu'il chassait ainsi l'ennemi du sol français, sa femme et ses enfants avaient été mis en état d'arrestation, et déportés à Blois. Cette circonstance, jointe à une blessure que le général de La Bourdonnaye avait reçue en la dernière campagne, le mirent dans le cas de se retirer de l'armée pour se rapprocher de sa famille, et de venir en même temps chercher à Dax un repos que les fatigues de la guerre lui avaient rendu indispensable. A peine fut-il arrivé dans cette ville, qu'il

y mourut, à la fin de novembre 1793. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA BOURDONNAYE-DE-BLOSSAC (Charles-Esprit-Clair, *comte*), *maréchal-de-camp*, né à Paris le 5 juin 1752, a été créé pair de France, le 17 août 1815. (*Etats milit.*, *Monit.*)

DE LA BOURDONNAYE, *voyez* DES PREZ.

DE BOURDONNÉ, *voyez* DE COCHÈRES.

DU BOURG (Emmanuel, *marquis*), *maréchal-de-camp* du 25 avril 1691, et chevalier de Saint-Louis. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 481.)

DU BOURG (N.....), *maréchal-de-camp* du 12 juillet 1792, chevalier de Saint-Louis. (*Etats militaires.*)

DU BOURG, *voyez* DU MAINE.

BOURGEAT (Jérôme-Dominique), *maréchal-de-camp*, né à Bermin, en Dauphiné, le 2 octobre 1760, a commandé l'école d'artillerie à Auxonne, en 1811, 1812 et 1813. (*Etats militaires.*)

BOURGEOIS (Pierre), *comte d'Origny, maréchal-de-camp*, mort en combattant au siége de Lérida, le 21 novembre 1645. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 217.)

BOURGEOIS (Charles-François, *baron*), *maréchal-de-camp*, né à Issy-sur-Seine, le 8 mars 1759, fut nommé officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, et général de brigade, le 6 août 1811.

BOURGEVIN-VIALART (Charles-Jean-Baptiste), *marquis de Moligny, maréchal-de-camp*, né à Paris le 24 décembre 1744, entra dans la première compagnie des mousquetaires de la garde du roi, le 23 janvier 1761. Parvenu au grade de capitaine de cavalerie, en 1776, il fut reçu chevalier de Saint-Louis par le maréchal duc de Richelieu, le 12 août 1787 (1). Il continua de servir en France jus-

(1) Les lettres expédiées en cette occasion au marquis de Moligny

qu'en 1791, époque à laquelle il émigra. On le nomma, à Coblentz, colonel en second du régiment des chasseurs royaux des princes, le 8 novembre de cette dernière année. Il passa colonel-commandant de ce même régiment, par brevet daté de Bingen le 27 juillet 1792, et fit la campagne de cette année sous les ordres du comte de Martanges. Il se trouva, en 1795, à la malheureuse expédition de Quiberon, en qualité d'officier supérieur dans un corps noble commandé par le comte de Oilliamson, lieutenant-général des armées du roi. Étant retourné en Angleterre avec les débris de l'armée royaliste, il y resta jusqu'en 1814, époque à laquelle il rentra en France. Les événemens du commencement de 1815 l'ayant mis dans le cas de quitter de nouveau sa patrie, il se rendit à Gand, à la suite de S. M. Louis XVIII, et ne revint en France qu'en juillet de la même année, lorsque les Bourbons y rentrèrent. On le créa maréchal-de-camp le 22 février 1815, pour prendre rang parmi les officiers de ce grade, à partir du 8 octobre 1805. Il a été admis à la pension de retraite, à la fin de 1815, après 42 ans de service (1). (*Brevets militaires*, *Tableau des pensions inscrites au trésor public*, *à l'époque du* 1er *septembre* 1817.)

DE **BOURGMARY**, *voyez* TIERSAINT.

DE **BOURGNON**, *voyez* MICOLON.

DE **BOURGOGNE** (Louis), *sieur de Mautour, maréchal-de camp* du 4 octobre 1651. (*Chronologie militaire*, *t. VI*, *pag.* 319.)

---

portent : « Que la décoration de Saint-Louis lui est accordée en considé-» ration de ses services pendant 27 ans, et de la campagne qu'il fit » en 1761. »

(1) Les attestations les plus honorables ont été données au marquis de Moligny par S. A. R. M. le duc de Berri et par les comtes de Vaudreuil, de Martanges et d'Oilliamson, sous lesquels il a servi à différentes époques, et notamment depuis 1791 jusqu'en 1815.

DE BOURGON (Jacques *Marin*), *maréchal-de-camp*, naquit au château de Bourgon, en Angoumois, le 7 juin 1742. Il entra au service, en qualité d'enseigne, dans le régiment de Bourgogne infanterie, le 3 septembre 1750; y fut fait lieutenant, le 27 avril 1754, et capitaine, le 11 août 1758. Il servit au siége de Louisbourg (Ile-de-France), en 1759, et y fut fait prisonnier de guerre. Employé en Corse, il y commanda une compagnie de volontaires; fit deux campagnes, dont une sous les ordres du maréchal de Vaux, et fut blessé d'un coup de feu au visage. On le nomma lieutenant-colonel du régiment de la Guadeloupe, le 18 août 1772, et chevalier de Saint-Louis, le 4 novembre 1774. Il obtint le brevet de colonel, le 4 novembre 1776. Il faisait partie de l'armée navale du comte de Guiche, lorsqu'elle livra trois combats aux Anglais dans les parages des Iles-du-Vent; et il servit ensuite sous les ordres du comte d'Estaing, lorsqu'on porta des secours à Sainte-Lucie, attaquée par les Anglais. Nommé lieutenant de roi des forts Bourbon et Saint-Louis, à la Martinique, le 10 juin 1780, il fut fait gouverneur de la Dominique, le 1er mars 1781. Cette dernière colonie ayant été remise aux Anglais, il passa commandant en second à la Martinique; fut créé maréchal-de-camp le 11 août 1788, et nommé gouverneur de Cayenne et de la Guyane française, le 14 juin 1789. Il rentra en France, par congé, le 9 juin 1791, et obtint, après le 10 août 1792, la retraite de maréchal-de-camp, qu'il avait demandée, ayant 47 ans 10 mois et 13 jours de service. En 1820, il était président du comité de l'association paternelle des chevaliers de Saint-Louis, à Angoulême, lieu de sa résidence. (*Brevets militaires, Tableau des pensions inscrites au trésor public, à l'époque du 1er septembre* 1817.)

DE BOURLAMAQUE (François-Charles), *maréchal-de-camp* du 25 juillet 1762, et commandeur de l'ordre de Saint-Louis. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 553.)

DE BOURLEMONT, *voyez* D'ANGLURE.

DE LA BOURLIE, *voyez* DE GUISCARD.

DE BOURMONT, *voyez* DE GHAISNE.

DE LA BOURNALIÈRE, *voyez* TUDERT.

DE BOURNAYS, *voyez* LE SÉNÉCHAL.

DE BOURNEL (Guillaume), surnommé *Burgonelli, maréchal de France*, est le troisième maréchal de France connu. Il vivait en 1194 et 1195, époque d'un don que le roi Philippe-Auguste lui fit, la 15e année de son règne. (*Chronologie militaire*, *tom. II*, *pag.* 106; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VIII*, *pag.* 151.)

DE BOURNEL DE LAMBERCOURT (Guillaume), parent du précédent, était maître-d'hôtel du roi lorsqu'il fut pourvu de la charge de *général-maître et visiteur de l'artillerie de France*, à la mort de Cadiot, par provisions données à la Délivrande, le 15 août 1473. Il prêta serment, le 17 du même mois, pour cette charge, et l'exerça jusqu'à sa mort, arrivée en décembre 1477. (*Chronologie militaire*, *t. III*, *pag.* 478.)

DE BOURNEL DE NAMPS (Jean-Charles), *marquis de Monchy*, de la même famille que le précédent, fut nommé *lieutenant-général* le 20 février 1734. Il était alors commandeur de l'ordre de Saint-Louis. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 114.)

BOURNET (Antoine-Armand-Barthélemi), *général de brigade* du 29 septembre 1793. (*États militaires.*)

DE BOURNONVILLE (Ambroise-François, *marquis*, puis *duc*), *maréchal-de-camp*, était capitaine de cavalerie au régiment du comte, puis maréchal de Guiche, dès le 24 janvier 1638. Il se trouva au siége de Saint-Omer, la même année; à ceux d'Yvoi et Damvilliers, en 1639; d'Arras, en 1640; d'Aire, de la Bassée et de Bapaume, en 1641; au combat d'Honnecourt, en 1642; à la bataille de Rocroi; au siége de Thionville, en 1643; à la bataille de Fribourg;

aux siéges de Philisbourg, de Mayence et de Landau, en 1644 : à la bataille de Nortlingen ; à la prise d'Hailbron et de Trèves, en 1645. Il leva, par commission du 22 décembre de cette année, un régiment d'infanterie vallonne, de son nom, qu'il commanda aux siéges de Courtray, de Bergues et de Dunkerque, en 1646 ; au siége de la Bassée, en 1647 ; au siége d'Ypres, et à la bataille de Lens, en 1648. Nommé maréchal-de-camp, par brevet du 16 février 1649, il resta à la cour cette année et les suivantes. On licencia son régiment, en 1651. Créé duc de Bournonville et pair de France, par lettres données à Compiégne, au mois de septembre 1652, il en prit le titre, et représenta le comte de Champagne au sacre du roi Louis XIV, le 7 juin 1654. Il obtint la charge de chevalier d'honneur de Marie-Thérèse d'Autriche, reine de France, le 20 janvier 1656, et le gouvernement-général de Paris et dépendances, en survivance du maréchal de l'Hopital, par provisions données à Versailles le 16 janvier 1657, registrées au parlement le 30 mai suivant. Il entra en jouissance de ce gouvernement le 20 avril 1660, à la mort du maréchal de l'Hopital. La mort du cardinal Mazarin, et la disgrâce de Fouquet, surintendant des finances, l'ayant obligé de quitter la cour, il se démit de ses charges, au mois de mai 1662 ; et embrassa l'état ecclésiastique, après la mort de sa femme. Il reçut l'ordre de la prêtrise en 1678, et mourut le 12 décembre 1693, en son château de la Motte-Tilly, près de Nogent-sur-Seine, où il s'était retiré. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 243 ; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. V, pag.* 838 ; *mémoires du temps.*)

DE BOURNONVILLE (Alexandre-Albert-François-Barthélemi, *prince*), *maréchal-de-camp*, neveu du précédent, naquit le 16 avril 1662. Il fut fait deuxième guidon de la compagnie des gendarmes de la garde, par brevet du 1er mars 1683 ; servit la même année au siége de Courtray, et l'année suivante à l'armée de Flandre, qui couvrit le siége de Luxembourg. Il devint premier guidon de gendarmes, le 26 juin 1685, et servit comme volontaire aux

siéges de Philisbourg, de Manheim et de Franckendal, en 1688. Il se trouva à l'attaque de Valcourt, en 1689; à la bataille de Fleurus, en 1690; au siége de Mons et au combat de Leus, en 1691. A cette dernière affaire, il tua, de deux coups d'épée, un officier ennemi qui lui avait tiré un coup de pistolet. Nommé second enseigne de sa compagnie, le 1er janvier 1692, il obtint, le 4 mai, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie; servit, la même année, au siége de Namur, et se trouva au combat de Steinkerque. En 1693, il commanda à Neerwinde la compagnie des gendarmes, à la tête de laquelle il chargea plusieurs fois les ennemis; défit et mit en fuite tout ce qui se rencontra vis-à-vis de lui. Il eut son cheval tué sous lui, et reçut deux coups de mousquet, dont l'un lui perça le poignet, et l'autre passa au travers de son corps. Il continua de servir à l'armée de Flandre jusqu'à la paix de Riswick. Il devint successivement premier enseigne de sa compagnie, le 1er août 1698; deuxième sous-lieutenant, le 15 juin 1701, et brigadier de cavalerie, par brevet du 29 janvier 1702. Il se trouva, en cette dernière qualité, au combat de Nimègue, la même année; à celui d'Eckeren, en 1703; servit à l'armée de Flandre, en 1704, et obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre de cette dernière année. En 1705, il était malade à Bruxelles, lorsqu'il apprit qu'il y avait apparence de combat. Il rejoignit aussitôt l'armée; mais ayant passé deux fois vingt-quatre heures à cheval, à la tête de sa troupe, sa maladie devint plus dangereuse, et il en mourut le 3 septembre. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 572; *mémoires du temps*.)

DE BOURRON, *voyez* SALART.

BOURSAUT (Pierre), *marquis du Viantais, maréchal-de-camp* du 11 novembre 1651. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 325.)

DE BOURZAC, *voyez* LA CROPTE.

DU BOUSQUET D'ARGENCE (René-Jacques-Jean-Hector, *marquis*), né à Saint-Hérie, près Saint-Jean-d'Angély, le

5 novembre 1765, fut créé *maréchal-de-camp* le 9 septembre 1803, et commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 24 août 1817. (*Etats militaires.*)

DU BOUSQUET, *voyez* RICOLLET.

DE BOUSSAC, *voyez* DE BROSSE.

BOUSSARD (Jean-Baptiste), *général de brigade* du 10 décembre 1793.*(*Etats militaires.*)

BOUSSARD (André-Joseph, *baron*), *général de division*, naquit à Binch, en Hainaut, le 13 novembre 1758. Il avait servi, en qualité d'officier, dans les troupes autrichiennes, lorsqu'en 1789 il prit parti dans les troupes belges, où il fut employé comme capitaine jusqu'en 1791, époque à laquelle il passa en France. Il y fut fait lieutenant, le 28 juillet de la même année; devint capitaine d'une des compagnies du régiment de dragons du Hainaut, le 1er octobre 1792, et fit la campagne de cette année. Il fut fait lieutenant-colonel de ce régiment, le 1er mars 1793; se trouva, le 7 du même mois, au combat de la Roche; soutint avec beaucoup de valeur l'attaque des Autrichiens; mais, se trouvant accablé par le nombre, il fit sa retraite en bon ordre. Ayant quitté, dans la même année, le régiment de dragons du Hainaut, il passa chef d'escadron au 20e régiment de dragons, et fut employé à l'armée d'Italie. A l'affaire de Mondovi, le 16 avril 1796, il chargea, avec 2 escadrons, la cavalerie piémontaise; la mit en déroute, et reçut 3 coups de sabre en se frayant un passage à travers l'armée ennemie. Au passage de l'Adda, le 10 mai, il traversa la rivière à la nage à la tête de 2 escadrons, atteignit l'autre rive et poursuivit l'ennemi. Aux combats de Castiglione, du 29 juin au 5 juillet, il se conduisit avec beaucoup de bravoure; et, avec un détachement de son régiment, il enleva un parti de hussards. Nommé chef de brigade du même régiment de dragons, le 7 janvier 1797, il fit partie de l'armée d'expédition d'Égypte, et se signala aux glorieuses journées d'Alexandrie, de Cheybreiss, des Pyramides et d'Aboukir. Sa valeur et sa conduite distin-

guée lui valurent le grade de général de brigade provisoire, qui lui fut conféré en Égypte par le général en chef Menou, le 23 septembre 1800. A la bataille d'Alexandrie, le 21 mars de cette dernière année, il avait chargé à la tête de sa brigade, avait culbuté la première ligne des Anglais, et reçut 3 blessures. Il revint en France après la capitulation arrêtée avec les Anglo-Turcs, et fut confirmé dans son grade de général de brigade par arrêté des consuls, en date du 14 décembre 1801. Il fut employé à l'armée des Côtes dans la 2e division de dragons, et eut un commandement dans la 11e division militaire en 1803. On le nomma commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. En 1806, il fit la campagne contre les Prussiens. A la tête d'une division de dragons, il se distingua à la prise de Lubeck, le 6 novembre; contribua à la destruction de la colonne ennemie commandée par le général Bila, et en poursuivit les débris jusque dans Anklam. Il fut légèrement blessé à l'attaque des retranchements des Russes à Czarnowo, le 22 décembre de la même année. En 1807, il fut encore blessé au combat de Pultusk contre les Prussiens. Employé à l'armée d'Espagne, il fut envoyé, en 1810, par le général Suchet pour disperser un rassemblement considérable de paysans insurgés, qui s'était formé à Castellon de la Plana. S'étant porté sur ce point à la tête de deux escadrons de cuirassiers et de hussards, il attaqua les rebelles et emporta le pont de Castellon, que ceux-ci avaient barricadé, et qu'ils défendirent avec beaucoup d'opiniâtreté. Pendant le siége de Lérida, il marcha, sous les ordres du général de division Musnier, à l'attaque des troupes du général O'Donell, qui cherchait à secourir la place. Ayant abordé impétueusement l'infanterie et l'artillerie ennemie, il ne leur donna pas le temps de se mettre en ligne, les déborda, et les força à une prompte fuite, qu'elles n'exécutèrent qu'en laissant le terrain jonché de leurs morts. La victoire remportée par suite de cette charge de cavalerie, l'une des plus belles et des plus vigoureuses qui aient eu lieu, mit au pouvoir des vainqueurs 8 colonels, 271 officiers, 5600 soldats, 1000 chevaux, 2 cais-

sons, 3 étendards, 1 drapeau et 500 mille cartouches. Elle mérita au général Boussard les témoignages les plus honorables de la satisfaction du général en chef Suchet. Boussard concourut à repousser l'attaque nocturne que le chef des Valenciens, Bassecourt, fit, le 26 novembre, contre le camp français à Vinaros, près d'Uldecona. S'étant mis à la tête des cuirassiers et des hussards, il chargea les assaillants; les mit dans le plus grand désordre, et les poursuivit l'épée aux reins jusqu'à Benicarlos. L'ennemi perdit dans cette occasion un grand nombre d'hommes qui furent tués ou blessés, ou qui, pour éviter d'être sabrés, se précipitèrent dans la mer et s'y noyèrent. A la bataille de Sagonte, le 25 octobre 1811, les Espagnols, ayant enlevé une position avantageuse, entouraient les canonniers français et les sabraient, lorsque le général Boussard vint avec sa brigade au secours de ces canonniers en chargeant 1500 cavaliers ennemis qui venaient de s'emparer de l'artillerie française. La mêlée fut longue et meurtrière; mais enfin l'ennemi, obligé de prendre la fuite, abandonna cette artillerie, et laissa 6 de ses propres canons au pouvoir du vainqueur. Il concourut ensuite à chasser l'ennemi au-delà de Betara, et à l'obliger de chercher son salut sur la rive droite du Guadalquivir. Il montra un zèle infatigable et beaucoup d'énergie dans plusieurs affaires qui eurent lieu aux approches de Valence et pendant l'investissement de cette place. Ayant rencontré près de Torrente, le 26 décembre, 20 escadrons espagnols rangés en bataille, il fondit sur eux avec un seul escadron du 4[e] de hussards qui lui servait d'escorte; mais cette inexcusable témérité mit sa vie en danger. Entouré par les cavaliers ennemis, il tomba en leur pouvoir, après avoir été couvert de coups de sabre; ses épaulettes, ses décorations et ses armes lui furent arrachées, et il eût infailliblement péri, ou du moins il serait resté prisonnier, si le général Delort, s'avançant avec le gros de la cavalerie française, n'eût forcé les Espagnols de prendre la fuite et d'abandonner le baron Boussard et ceux des hussards de son escorte qui n'avaient pas été massacrés. En récompense de ses services, et sur la demande du maréchal Suchet, il fut nommé

général de division, le 16 mars 1812. Il mourut le 11 août 1813, à Bagnères de Bigorre, où il s'était rendu pour rétablir sa santé. (*Brevets militaires, annales du temps.*)

DE BOUTHILLIER (Charles-Léon, *marquis*), *lieutenant-général,* né à Paris, le 21 juin 1743, entra au service dans la compagnie des chevau-légers, le 1er octobre 1758. Il devint successivement cornette au régiment de cavalerie d'Espinchal, le 7 avril 1761; lieutenant au régiment du Roi, en mai 1762; et capitaine au même régiment, en octobre 1771. Nommé colonel-provincial du régiment de Laon, le 20 mai 1774, il fut réformé la même année, et attaché à la suite de la garnison de Lille, en 1775. Il fut fait colonel en second du régiment de Béarn infanterie, en 1776, et créé chevalier de Saint-Louis, en 1777. Il devint colonel-commandant du régiment Royal-Infanterie, le 11 novembre 1782; passa colonel-commandant du régiment de Picardie, le 31 janvier 1785; fut nommé adjoint au conseil de la guerre, en décembre 1788, et maréchal-de-camp, le 20 mai 1790, conformément à l'ordonnance de 1788 (1). On l'employa dans la 17e division militaire, en mai 1791. Il avait été élu député de la noblesse de Berri aux états-généraux de 1789, et nommé commissaire de la noblesse pour assister aux conférences de conciliation entre les trois ordres. En qualité de membre du comité militaire, il fit souvent et au nom de ce comité des rapports à l'assemblée constituante (2). Ayant émigré, le 4 octobre 1791, il se rendit à

(1) Le marquis de Bouthillier avait acquis une juste réputation d'habileté pour l'administration militaire; et avant d'être nommé officier-général, on l'avait fait passer successivement dans différents corps dont les finances étaient dérangées.

(2) Nous croyons devoir citer ici ces rapports comme relatifs aux armées de terre et de mer, et faire connaître quelques-unes des opinions émises par le marquis de Bouthillier sur cette matière. Le 19 novembre 1789, il demanda la conservation du mode d'enrôlement alors existant. Le 18 janvier 1790, il présenta au nom du comité militaire un projet d'organisation de l'armée et des gardes nationales. Le 28 février, il vota contre le projet de fixer la paye du soldat à 32 deniers par jour. Le 19

Coblentz auprès des princes français, et y fut employé, en 1792, sous les ordres du comte de Broglie, à la rédaction des règlements militaires pour l'armée de Leurs Altesses Royales. Nommé major-général de l'armée du prince de Condé, le 1er juin de la même année, il servit en cette qualité et sans interruption jusqu'au 31 mars 1801, époque à laquelle cette armée fut licenciée. Étant rentré en France, il y vécut dans la retraite jusqu'au retour des Bourbons. Il fut nommé lieutenant-général, le 13 août 1814, et reçu, par le roi, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er janvier 1815. Il devint commandeur de l'ordre du Phénix de Hohenlohe, en juillet 1817, et mourut au château de Sillières, département de la Seine-Inférieure, le 18 décembre 1818. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

BOUTON (Ehrard), *comte de Chamilly*, *commandant d'armée*, naquit le 13 janvier 1630. Il fut nommé page du prince de Condé, alors duc d'Enghien, avec lequel il fit les campagnes de 1643, 1644, 1645, 1646 : se trouva, en 1643, à la bataille de Rocroi ; à la prise d'Émeric, de Barlemont, de Maubeuge, de Binck, de Thionville, de Serck ; aux deux combats de Fribourg ; au siége de Philisbourg, en 1644 ; à la prise de Wimpfen ; à l'assaut de Rottembourg ; à la bataille de Nortlingue, en 1645, et aux siéges de Courtray, de Mardick, de Furnes et de Dunkerque, en 1646. Devenu cornette de la compagnie des chevau-légers du

2

avril, il proposa un décret pour la formation des classes de la marine. Le 22 juillet, il fit des observations sur le nombre de troupes dont l'armée devait être composée. Le 9 septembre, il fit décréter que les corps d'artillerie et du génie continueraient à être séparés. A la suite d'un rapport sur la discipline, il fit décréter, les 13 et 14 juillet, les peines militaires et leur application. Il proposa, le 5 octobre, un décret sur les adjudants-généraux et les aides-de-camp. Le 1er février 1791, on décréta sur sa proposition l'établissement des masses dans les différents corps, et il fit adopter, le 7 mars, plusieurs articles sur l'engagement des recrues. Dans la discussion qui eut lieu, le 11 juin, sur le licenciement de l'armée, il se prononça contre le serment exigé des officiers.

général de division, le 16 mars 1812. Il mourut le 11 août 1813, à Bagnères de Bigorre, où il s'était rendu pour rétablir sa santé. (*Brevets militaires, annales du temps.*)

DE BOUTHILLIER (Charles-Léon, *marquis*), *lieutenant-général*, né à Paris, le 21 juin 1743, entra au service dans la compagnie des chevau-légers, le 1er octobre 1758. Il devint successivement cornette au régiment de cavalerie d'Espinchal, le 7 avril 1761; lieutenant au régiment du Roi, en mai 1762; et capitaine au même régiment, en octobre 1771. Nommé colonel-provincial du régiment de Laon, le 20 mai 1774, il fut réformé la même année, et attaché à la suite de la garnison de Lille, en 1775. Il fut fait colonel en second du régiment de Béarn infanterie, en 1776, et créé chevalier de Saint-Louis, en 1777. Il devint colonel-commandant du régiment Royal-Infanterie, le 11 novembre 1782; passa colonel-commandant du régiment de Picardie, le 31 janvier 1785; fut nommé adjoint au conseil de la guerre, en décembre 1788, et maréchal-de-camp, le 20 mai 1790, conformément à l'ordonnance de 1788 (1). On l'employa dans la 17e division militaire, en mai 1791. Il avait été élu député de la noblesse de Berri aux états-généraux de 1789, et nommé commissaire de la noblesse pour assister aux conférences de conciliation entre les trois ordres. En qualité de membre du comité militaire, il fit souvent et au nom de ce comité des rapports à l'assemblée constituante (2). Ayant émigré, le 4 octobre 1791, il se rendit à

(1) Le marquis de Bouthillier avait acquis une juste réputation d'habileté pour l'administration militaire; et avant d'être nommé officier-général, on l'avait fait passer successivement dans différents corps dont les finances étaient dérangées.

(2) Nous croyons devoir citer ici ces rapports comme relatifs aux armées de terre et de mer, et faire connaître quelques-unes des opinions émises par le marquis de Bouthillier sur cette matière. Le 19 novembre 1789, il demanda la conservation du mode d'enrôlement alors existant. Le 18 janvier 1790, il présenta au nom du comité militaire un projet d'organisation de l'armée et des gardes nationales. Le 28 février, il vota contre le projet de fixer la paye du soldat à 32 deniers par jour. Le 19

Coblentz auprès des princes français, et y fut employé, en 1792, sous les ordres du comte de Broglie, à la rédaction des règlements militaires pour l'armée de Leurs Altesses Royales. Nommé major-général de l'armée du prince de Condé, le 1er juin de la même année, il servit en cette qualité et sans interruption jusqu'au 31 mars 1801, époque à laquelle cette armée fut licenciée. Étant rentré en France, il y vécut dans la retraite jusqu'au retour des Bourbons. Il fut nommé lieutenant-général, le 15 août 1814, et reçu, par le roi, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er janvier 1815. Il devint commandeur de l'ordre du Phénix de Hohenlohe, en juillet 1817, et mourut au château de Sillières, département de la Seine-Inférieure, le 18 décembre 1818. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

BOUTON (Ehrard), *comte de Chamilly*, *commandant d'armée*, naquit le 13 janvier 1630. Il fut nommé page du prince de Condé, alors duc d'Enghien, avec lequel il fit les campagnes de 1643, 1644, 1645, 1646; se trouva, en 1643, à la bataille de Rocroi; à la prise d'Émeric, de Barlemont, de Maubeuge, de Binck, de Thionville, de Serck; aux deux combats de Fribourg; au siége de Philisbourg, en 1644; à la prise de Wimpfen; à l'assaut de Rottembourg; à la bataille de Nortlingue, en 1645, et aux siéges de Courtray, de Mardick, de Furnes et de Dunkerque, en 1646. Devenu cornette de la compagnie des chevau-légers du

---

avril, il proposa un décret pour la formation des classes de la marine. Le 22 juillet, il fit des observations sur le nombre de troupes dont l'armée devait être composée. Le 9 septembre, il fit décréter que les corps d'artillerie et du génie continueraient à être séparés. A la suite d'un rapport sur la discipline, il fit décréter, les 13 et 14 juillet, les peines militaires et leur application. Il proposa, le 5 octobre, un décret sur les adjudants-généraux et les aides-de-camp. Le 1er février 1791, on décréta sur sa proposition l'établissement des masses dans les différents corps, et il fit adopter, le 7 mars, plusieurs articles sur l'engagement des recrues. Dans la discussion qui eut lieu, le 11 juin, sur le licenciement de l'armée, il se prononça contre le serment exigé des officiers.

prince de Condé, il le suivit d'abord en Catalogne, aux siéges de Lérida, d'Ager, en 1646; puis en Flandre, au siége d'Ypres, à la bataille de Lens et à la prise de Furnes, en 1648. Il servit dans l'armée de Flandre, sous le comte d'Harcourt, en 1649; se trouva à la défaite des Lorrains, près Valenciennes, le 10 juin; à celle de 800 chevaux, entre Douai et Saint-Amand, le 23; aux siéges de Cambrai, de Condé et de Maubeuge. Sur la fin de cette campagne, il eut la lieutenance de la compagnie des chevau-légers du prince de Condé. Attaché dès l'enfance aux intérêts de ce prince, il le suivit à toutes ses expéditions. Il leva, en 1654, un régiment de cavalerie pour le service, et par commission de ce même prince. Étant gouverneur de la citadelle de Stenay, pour le prince de Condé, il reçut deux blessures à la défense de cette place, assiégée par l'armée du roi. Le prince de Condé le nomma maréchal-de-camp de ses armées, en 1658. A la paix des Pyrénées, le comte de Chamilly rentra en France, et le roi prit son régiment à sa solde, le 7 mars 1659. On le fit maréchal-de-camp, par brevet du 9 janvier 1660, et gouverneur du château de Dijon, le 15 décembre. Son régiment de cavalerie fut licencié le 18 avril 1661. Il fut élu représentant de la noblesse de Bourgogne aux états de la province, en 1662. Il fit la campagne de 1667, comme aide-de-camp du roi; eut part à tous les siéges qu'on entreprit; monta la tranchée à celui de Lille, le 20 août, et fut blessé devant cette place, le 22. Il servit à la conquête de la Franche-Comté, en 1668; fut chargé d'une attaque au siége de Dôle, et se fit le plus grand honneur en cette occasion. Il fut ensuite attaché, comme maréchal-de-camp, à l'armée que devait commander le prince de Condé sur la Sambre. La paix fut conclue le 2 mai. On l'employa, par lettres du 4 février 1671, en la même qualité de maréchal-de-camp, dans les troupes qui devaient marcher aux Pays-Bas, où le roi se rendait en personne, pour connaître par lui-même l'état de ses forces et de ses places de guerre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 18 avril 1672, il fut choisi pour commander l'armée assemblée dans l'électorat de Cologne

et dans l'évêché de Munster, par pouvoir du même jour. Le maréchal de Créqui ayant reçu l'ordre de se retirer dans ses terres, le comte de Chamilly commanda, par pouvoir du 6 mai, l'armée qui avait été destinée à ce maréchal, et qui devait être rassemblée près du Catelet. Le comte de Chamilly se saisit de Maseik, ville de l'évêché de Liége, sur la Meuse, le 15 mai, et y resta avec 12,000 hommes pour la faire fortifier. Il prit Genep, aussi sur la Meuse, le 3 juillet; Graven, le 14, et fit ensuite le blocus de Maestricht, avec 8000 chevaux et 15,000 fantassins. Il mourut en 1673. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 550; *Mémoires du Père d'Avrigny, le continuateur du Père Daniel, le Président Hénault, Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Gazette de France.*)

BOUTON (Noël), *marquis de Chamilly, maréchal de France*, frère du précédent, né le 6 avril 1616, servit comme volontaire au siége de Valenciennes, en 1656, sous le maréchal de la Ferté. Ils y furent l'un et l'autre faits prisonniers, le 16 juillet, par les troupes que commandait le prince de Condé. Nommé capitaine au régiment de cavalerie du cardinal Mazarin, commandé par le comte de la Feuillade, par commission du 8 février 1658, il servit en Flandre avec ce régiment; se trouva à la bataille des Dunes, le 14 juin; à la prise de Dunkerque, le 25; de Bergues-Saint-Vinox, le 2 juillet; de Furnes, le 3; d'Oudenarde, le 9 septembre, et d'Ypres, le 26. Il y eut une suspension d'armes le 8 mai 1659, et la paix se fit le 7 novembre suivant. Sa compagnie fut réformée le 18 avril 1661. En 1663, il passa en Portugal, où il fut fait capitaine dans le régiment de cavalerie de Briquematte, par commission du 30 avril 1664, et servit, sous Schomberg, à la prise de Valence, à celle d'Alcantara, le 24 juin; à la défaite des Espagnols, à Castel-Rodrigue; à la bataille de Villa-Viciosa, le 17 juin 1665, et à la déroute du marquis de Caracène, à Badajos. Il leva un régiment de cavalerie, dont il fut fait mestre-de-camp, et capitaine de la première compagnie de 80 hommes, le 7

décembre. Il se trouva à la prise de Beuses, de Guardia, d'Alquerie, de Payamoge, de San-Lucar, en 1666, et à celle de Forcira, en 1667. La paix ayant été faite entre l'Espagne et le Portugal, le 12 février 1668, le marquis de Chamilly revint en France. Il marcha en Candie, avec le duc de la Feuillade; s'y signala, en 1669, et fut blessé au siége de la capitale de cette île. Le roi lui donna, par commission du 8 juillet de la même année, le régiment de Bourgogne, vacant par la mort du comte de Roussillon. L'électeur de Cologne le fit colonel du régiment de Saint-Léger, destiné pour sa garde, par commission donnée à Bonn, le 23 novembre 1671. Ce régiment fut incorporé, par ordre du 6 mars 1672, dans le régiment de Bourgogne. Le marquis de Chamilly servit, la même année, dans le corps séparé que commandait le comte de Chamilly, son frère, et se trouva aux siéges de Burick, pris le 3 juin; de Wesel, rendu le 4, et de Groll, qui capitula le 9. L'évêque de Munster le fit brigadier dans ses armées, par brevet du 10 du même mois. Il marcha à la prise de Deventer, le 21, et continua de servir en Hollande, en 1673. Le roi le fit brigadier d'infanterie, par brevet du 29 novembre suivant. Il fut nommé gouverneur et commandant à Graves, par ordre du 26 mars 1674, et défendit cette place (1) pendant

---

(1) Parmi tous les braves qui composaient la garnison de Graves, se trouvait un officier qui, manquant un jour de courage, abandonna le poste qui lui avait été confié. A cette nouvelle, les autres officiers courent à Chamilly et lui demandent justice. Chamilly, par un trait de présence d'esprit admirable, ne veut pas laisser entrevoir qu'il puisse se trouver un lâche, et les recevant froidement il leur dit : « Vous vous battez bien; jugez mieux. Un tel a pu suivre mes ordres, et j'ai eu mes raisons. » La nuit suivante, dans la plus noire obscurité, il fait venir ce gentilhomme, qui se jette à ses pieds avec des témoignages d'un profond repentir. En lui parlant, comme Caton, sur l'honneur et sur la vie, Chamilly développa le courage de cet officier, qui devint dès lors le plus téméraire d'entre ses camarades. C'était aux endroits les plus périlleux qu'il recevait d'eux les excuses qu'ils crurent devoir lui faire sur leur méprise à son égard; et ce jeune homme poussa le courage à un tel point, que Chamilly fut obligé de lui ordonner en public de ménager sa personne.

93 jours. Le prince d'Orange, qui voulait s'en emparer, fut obligé de faire venir le reste de ses troupes, pour en hâter la prise. Le marquis de Chamilly ayant été informé que 400 Hollandais étaient descendus, pendant la nuit, dans une île de la Meuse, près de Clèves, y marcha aussitôt; et s'étant jeté à la nage, pour donner l'exemple aux troupes qu'il avait amenées, il aborde dans cette île et s'en empare, après avoir éprouvé une vigoureuse résistance. Quoique la garnison de Graves fût réduite à manger de la chair de cheval, elle était encore en état de tenir bien avant dans l'hiver; mais comme la place devait tomber faute de vivres, le roi envoya au marquis de Chamilly l'ordre de capituler. Il n'obéit cependant qu'après un second commandement, et le prince d'Orange lui accorda la capitulation la plus honorable, le 26 octobre (1). Le roi témoigna au marquis de Chamilly une extrême satisfaction de sa défense de Graves, et le fit maréchal-de-camp, par brevet du 19 novembre. Le marquis de Chamilly leva un régiment de cavalerie, et une compagnie franche d'infanterie, par commission du 9 décembre. Il obtint le gouvernement d'Oudenarde, par provisions du 18, et y résida en 1675. Dans la même année, il chassa les ennemis de Medelwerth sur la Meuse. Il attaqua, pendant la nuit du 6 au 7 août, le faubourg de Gand, du côté de Courtray; en délogea sept compagnies espagnoles; pénétra jusqu'à l'extrémité de ce faubourg, qu'il fit piller et détruire en partie, et se retira ensuite en bon ordre, malgré la poursuite d'un bataillon et de six escadrons ennemis. Il sortit, le 11 septembre suivant, d'Oudenarde, avec un fort détachement et du canon; s'empara, le 12, d'un retranchement, près de Witlen sur l'Escaut; chassa devant lui les milices ennemies; força

(1) Chamilly sortit de la place, le 28 octobre, à la tête de 900 braves, reste de 3600 soldats qui avaient composé la garnison. Il enleva, aux termes de la capitulation, tout le canon aux armes de France. Le prince d'Orange, pénétré de la plus haute estime pour Chamilly, lui fit don de 2 pièces de canon, dont la ville de Seavol, où cet officier commandé, lui avait fait présent.

cinq autres retranchements, et fit brûler plus de 400 maisons, un village, deux châteaux et plusieurs moulins : cette expédition se fit en moins de six heures. Il accompagna, vers le même temps, le maréchal d'Humières dans le pays de Waars et jusqu'aux portes de Gand. Le maréchal et lui y forcèrent deux retranchements, trois petits forts, et brûlèrent plus de 1200 maisons. En 1676, il contribua à la prise des châteaux des Escaussiennes. Il servit au siége de Condé, où il fut blessé en montant la tranchée, le 22 avril. Pendant ce siége, les ennemis ayant menacé Oudenarde, le marquis de Chamilly vint s'enfermer dans cette place, afin de pourvoir à sa défense. On réforma son régiment de cavalerie, le 27 octobre de cette dernière année. Il resta à Oudenarde pendant la campagne de 1677. Employé à l'armée de Flandre, en 1678, il fut blessé d'un coup de canon au siége de Gand, que le roi prit le 9 mars; et reçut une blessure à la tête au siége d'Ypres, qui se rendit le 25 du même mois. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 28 juin. Oudenarde ayant été rendu, à la paix, le marquis de Chamilly obtint le gouvernement de Fribourg, par provisions du 26 février 1679. Il eut le gouvernement de Strasbourg, par provisions du 23 octobre 1681; et le commandement en chef dans la Basse-Alsace, avec le commandement dans toute l'Alsace, en l'absence du gouverneur, par commission du 27 décembre suivant. Il se trouva à une des attaques de Kocheim, le 26 août 1689. On l'employa, en 1691, à l'armée d'Allemagne, qui se tint sur la défensive. Il fut employé dans la même armée, en 1692, et commanda l'aile gauche au combat de Pfortzheim, le 17 septembre. Il leva une compagnie franche d'infanterie de 100 hommes, pour tenir garnison à Strasbourg, par commission du 28 octobre. Il commanda, en 1693, l'attaque d'Heidelberg. Les assiégés, poussés et enveloppés par les batteries, abandonnèrent en plein jour la tête du faubourg. Le marquis de Chamilly s'avança pour l'occuper; entra par le rempart; fit ouvrir la porte de ce faubourg, et poursuivit les ennemis jusqu'à la porte de la ville, que les assiégés fermèrent, laissant en dehors 500 des leurs,

qui furent tués ou faits prisonniers. Dans la confusion de leur retraite, les ennemis n'ayant point eu la précaution de lever le pont-levis, le marquis de Chamilly profita de cette circonstance, et fit enfoncer la porte à coups de hache par le bataillon qu'il commandait. La ville fut emportée le 21 mai, et tout ce qui s'y trouva armé fut tué. Le château tint jusqu'au 23. Il se rendit maître du bourg de Zwingenberg, le 11 juillet. Employé dans la même armée, en 1694, il passa le Necker, le 18 mai, avec 4000 hommes et sept pièces de canon; attaqua et força les retranchements des ennemis; s'empara de Ladembourg, et de deux autres petits postes le long du Necker jusqu'au Rhin. Dans la même armée, où il servit en 1695, on ne fit aucune expédition; et ce ne fut qu'en 1696 qu'il fit rétablir toutes les redoutes le long du Rhin, et s'empara de tous les postes sur le bord de ce fleuve. Employé dans l'armée d'Allemagne, en 1697, il marcha, le 12 juillet, à la tête de 3000 chevaux et de 1200 grenadiers, pour couvrir un fourrage vers Steinbach, à une lieue au-dessus de Bade. Attaqué à son retour par le général Vaubonne, Chamilly lui tua 150 hommes et lui en prit 80. Il commanda, sous le maréchal d'Estrées, en Poitou, par pouvoir du 17; au pays d'Aunis, par pouvoir du 21; en Saintonge et en Angoumois, par pouvoir du 1er juillet. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles le 14 janvier 1703, il remplaça le maréchal d'Estrées dans le commandement en chef du pays d'Aunis, du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois, par commission du 21 février suivant, et conserva ce commandement jusqu'à la paix. Il prêta serment, comme maréchal de France, le 4 décembre 1704; fut créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1705, et mourut à Paris, le 8 janvier 1715, âgé de 79 ans (1) (2).

---

(1) Le maréchal de Chamilly était un des quatre braves cités sous Louis XIV pour la haute réputation qu'ils s'étaient acquise dans la défense des places. Les trois autres se nommaient Calvo, Montal et Dufay. Chamilly s'était illustré dans la défense de Graves, Calvo dans celle de Maestricht, Montal dans celle de Charleroy, et Dufay dans celle de Philisbourg.

(2) Le marquis de Chamilly était bienfaisant et généreux. Après la

(*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 113; *Mémoires du Père d'Avrigny, Journal historique du Père Griffet, Histoire militaire de M. de Quincy, le Président Hénault, Bauclas, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine; Biographie universelle, ancienne et moderne.*)

BOUTON (François), *comte de Chamilly, lieutenant-général,* fils de Ehrard Bouton, qui précède, naquit le 10 avril 1663. Il fut fait enseigne de la colonelle du régiment du Roi, le 3 janvier 1680, et obtint, par provisions du 14 février suivant, le régiment d'infanterie de Bourgogne, sur la démission du marquis de Chamilly, son oncle. Il commanda ce régiment au siége et à la prise de Luxembourg, en 1684; à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, en 1690; au siége et à la prise de Villefranche, de Montalban, de Sant-Ospicio, de Veillane, de Carmagnole, et du château de Montmélian, en 1691. Il servit à la même armée, en 1692. Créé brigadier, par brevet du 30 mars 1693, il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous les maréchaux de Lorges et de Joyeuse, la même année et en 1694. On le créa inspecteur-général de l'infanterie, par commission du 21 décembre de cette dernière année. Il marcha, l'année suivante, à l'armée d'Italie, où on ne fit aucune expédition. Il se trouva, en 1696, au siége de Valence; et servit à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1697. Nommé ambassadeur en Danemark, le 16 décembre, il se démit, au mois d'avril 1698, de son inspection et du régiment de Bourgogne; arriva en Dane-

---

belle défense de Graves, Louis XIV permit qu'il lui demandât une grâce. « Sire, lui dit Chamilly, je vous prie de m'accorder celle de » mon colonel, qui est à la Bastille. » — « Et qui peut être votre colonel? » lui repartit le roi avec surprise. — « C'est M. de Briquematte. J'ai eu » autrefois une compagnie dans son régiment; il m'a formé dans l'art de » la guerre, et je ne pourrais sans ingratitude oublier ce service. » Le roi accorda la grâce demandée.

mark au mois d'août; eut sa première audience publique de S. M. danoise, le 28 février 1700, et revint en France au mois de décembre 1702. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 23 décembre suivant, et employé, en cette qualité, en Poitou et en Aunis, en 1703, sous le maréchal de Chamilly, son oncle, il resta dans ces provinces pendant cette année et la suivante. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 26 octobre, il continua de servir dans les mêmes provinces jusqu'à la paix. Il obtint le gouvernement du château de Dijon, en 1710; et on lui donna le commandement du Poitou et du pays d'Aunis, en l'absence du maréchal de Chamilly, par commission du 18 avril 1714. Il eut le commandement en chef après la mort du maréchal, et le conserva jusqu'à la sienne, qui eut lieu à Paris le 23 janvier 1722. Il était alors âgé de 58 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 589; *mémoires du temps, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII; Gazette de France.*)

DE **BOUTTEVILLE**, *voyez* DE MONTMORENCY-LUXEMBOURG.

BOUVARD (Jean-Louis), *maréchal-de-camp*, naquit à Corancez, le 1er décembre 1768. Il entra au service comme volontaire dans le 3e bataillon du département de Loir-et-Cher, le 23 août 1792; y fut fait sous-lieutenant, le 29 du même mois; lieutenant, le 1er novembre suivant, et lieutenant-adjudant-major, le 5 juin 1796. Il devint adjoint à l'adjudant-général Deveaux, le 3 septembre de la même année; fut confirmé dans le grade de capitaine, par le ministre de la guerre, le 9 mars 1798; fut employé en qualité d'adjoint à l'état-major-général de l'armée d'Italie, le 22 septembre suivant, et entra capitaine de grenadiers au 51e régiment d'infanterie de ligne, le 21 mars 1801. Il passa avec son grade de capitaine de grenadiers dans la garde du roi de Naples, le 1er août 1806; et lorsque cette garde fut devenue celle du roi d'Espagne, il y obtint le grade de chef de bataillon, le 13 mars 1809. Il devint major des voltigeurs de la garde impériale de Napoléon, le 31 mai suivant; co-

lonel dans le même corps, le 20 juillet 1812, et eut, en cette dernière qualité, le commandement du 14ᵉ régiment de cette arme, le 1ᵉʳ février 1814. On le créa maréchal-de-camp, le 17 mars de la même année. Le général Bouvard a fait, dans les divers grades ci-dessus indiqués, les campagnes de 1792, 1793, 1794, 1795 et 1796, aux armées de la Vendée et de l'Ouest; celles de 1797 à 1805, inclusivement, à l'armée d'Italie; celles de 1806, 1807, et du commencement de 1808, à l'armée de Naples; celles de la fin de 1808 et de 1809 jusqu'en 1813, à l'armée d'Espagne; et enfin, celle de 1814, en France. Il fut fait prisonnier de guerre par les Autrichiens, le 1ᵉʳ mai 1799, et rendu à la liberté, le 1ᵉʳ mars 1801. Il reçut une balle dans l'épaule droite à l'affaire du 31 août 1813, sur la montagne de Saint-Martial, près d'Irun, en Espagne. Il a été créé membre de la Légion-d'Honneur, le 19 juin 1805; officier du même ordre, le 17 janvier 1815, et chevalier de Saint-Louis, le 17 septembre 1814. On le trouve classé dans le tableau des maréchaux-de-camp disponibles en 1821. (*Etats de services*, *Moniteur, Etats militaires*.)

BOUVET de Lozier (A. H., *comte*), *maréchal-de-camp*, né à Paris en 1769, servit d'abord dans l'infanterie, et émigra au commencement de la révolution française. Après avoir fait quelques campagnes dans l'armée du prince de Condé, il se retira en Angleterre. Son dévouement au service de la maison de Bourbon, détermina les princes à l'envoyer en France avec le grade d'adjudant-général dans l'armée royale. En 1804, il vint à Paris pour y concourir à l'exécution du plan de George Cadoudal et de Pichegru, et fut arrêté lors de la découverte de ce plan, dont l'objet était le renversement du gouvernement consulaire. Il fit au grand-juge, ministre de la justice, une déclaration qui fut rendue publique, et dans laquelle il reconnaissait le but de la conspiration et la participation qu'il y avait eue. Condamné à mort, il obtint sa grâce, à la sollicitation de madame Murat, sœur de Buonaparte; fut détenu pendant 4 ans au château de Bouillon, et ensuite déporté. La maison

de Bourbon ayant été rétablie sur le trône de France en 1814, le comte de Bouvet de Lozier fut créé maréchal-de-camp le 4 juin de la même année, et obtint le commandement militaire de l'île de Bourbon. Il était dans cette colonie, lorsque la nouvelle de l'invasion de Buonaparte y parvint, au mois d'août 1815. Les mesures courageuses et adroites qu'il prit alors furent tellement bien combinées, que l'île de Bourbon fut maintenue dans l'obéissance à l'autorité du roi. De retour en France, vers 1818, il fut d'abord classé parmi les généraux en non activité; mais par une ordonnance royale du 20 décembre 1820, S. M. lui donna le commandement de la seconde subdivision de la 8e division militaire. (*Annales du temps.*)

BOUVIER des Eclaz (Joseph, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Belley (Bugey), le 3 décembre 1758. Il entra comme dragon au 11e régiment, le 7 novembre 1778; servit en 1779 à l'armée des côtes du Hâvre, sous les ordres du maréchal Devaux; fut fait brigadier, le 4 avril 1782; maréchal-des-logis, le 13 septembre 1784; maréchal-des-logis-chef, le 10 mai 1786, et adjudant-sous-officier, le 1er mars 1789. Nommé lieutenant, le 3 juin 1792, il fit la campagne de cette année et celle de 1793, à l'armée du Rhin, sous les généraux en chef Custines et de Beauharnais. Il obtint le grade de capitaine, le 8 mars de cette dernière année, et fut employé à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se trouva à la bataille de Fleurus, le 26 juin 1794; y eut un cheval tué sous lui, et un autre blessé. En 1795, il se signala particulièrement en avant de Bamberg par une charge contre l'ennemi, auquel il fit plusieurs prisonniers. Sa bonne conduite sur le champ de bataille de Friedberg, le 18 mars 1797, le fit nommer chef d'escadron à la suite, par le général en chef Hoche. En 1798, il servit d'abord à l'armée dite d'Angleterre, et passa ensuite à celle d'Helvétie. Devenu chef d'escadron en pied, le 16 février 1799, il fut employé à l'armée du Rhin. Il se trouva à la bataille de Hohenlinden, le 3 décembre 1800; y fut chargé par le général Lecourbe de se porter avec 1200

hommes sur les derrières de l'ennemi, et exécuta ce mouvement avec une valeur et un succès qui contribuèrent beaucoup au gain de la bataille. Il fut nommé major du 17e régiment de dragons, le 29 octobre 1803, et donna de grandes preuves de bravoure à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805. On le nomma colonel du 14e régiment de dragons, le 20 septembre 1806, et officier de la Légion-d'Honneur, le 14 mai 1807. Créé général de brigade, le 8 octobre 1810, il fut employé à l'armée d'Espagne; s'y distingua à la bataille de Geborra, le 19 février 1811, et fut mentionné honorablement dans le rapport du maréchal Mortier, duc de Trévise. Il combattit vaillamment à Santa-Martha et Villalba, le 15 juin, et obtint la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur, le 6 août de la même année. Napoléon le créa baron de l'empire. Après la restauration du trône des Bourbons, le baron Bouvier des Éclaz fut nommé chevalier de Saint-Louis, par ordonnance royale du 19 juillet 1814. En 1815, il fut chargé de l'organisation des gardes nationales du département de l'Ain. On ne le trouve plus porté dans les états militaires, depuis 1816. (*Moniteur, annales du temps.*)

BOUVIER DE LA MOTTE (N....), *chevalier de Gondreville, maréchal-de-camp* du 22 octobre 1815. (*États militaires.*)

DE BOUVILLE, *voyez* JUBERT.

DU BOUZET DE ROQUÉPINE (Arnault), fut payé en qualité de *maréchal-de-camp* du 1er avril 1589, pour servir en Guienne sous le maréchal de Matignon, qui maintint la tranquillité dans cette province. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 27.*)

DU BOUZET (Louis-Gilles), *marquis de Roquépine*, de la même famille que le précédent, *maréchal-de-camp* du 31 septembre 1651. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 314.*)

DU BOUZET (Michel-François), *marquis de Marins, lieu-*

tenant-général du 10 juillet 1652. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag*. 128.)

DU BOUZET DE MARINS (François), *vicomte de la Montjoie, lieutenant-général,* de la même famille que les précédents, naquit à Brives, le 16 octobre 1742. Il entra au service comme enseigne au régiment de Talaru, le 6 juin 1752, et devint lieutenant, le 21 juin 1759. Il passa sous-lieutenant dans le régiment de Royal-Roussillon, le 14 janvier 1767; fut fait aide-major, le 12 octobre 1772; réformé, le 26 mars 1776, et remplacé capitaine en second, le 9 mai. Nommé major du 4e régiment de chasseurs, le 8 avril 1779, il fit les campagnes de Hanovre, en 1761 et 1762, et obtint la croix de Saint-Louis, le 29 août 1781. Il émigra au commencement de la révolution française. Créé maréchal-de-camp, le 23 novembre 1800, il a été employé dans la 10e division militaire, en 1816. On le trouve porté, pour la retraite de lieutenant-général honoraire, dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, le 1er septembre 1817. (*Etats militaires*, *Tableau historique de la noblesse, par Waroquier*, *pag*. 114.)

DE BOUZOLS, *voyez* DE MONTAGU.

DE BOVILLE, *voyez* DE ROSSIN.

BOYÉ (Charles-Joseph), *général de brigade* du 10 juin 1794. (*Etats militaires.*)

BOYELDIEU (N...., *baron*), *lieutenant-général* du 7 septembre 1813; fut créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 11 juillet 1807. (*Etats militaires.*)

BOYER (Joseph), *général de brigade* du 8 mars 1807. (*Etats militaires.*)

BOYER (Henri), *maréchal-de-camp* du 29 août 1803, et commandant de la Légion-d'Honneur du 14 juin 1804. (*Etats militaires.*)

BOYER (Jean-Baptiste), *général de brigade* du 28 septembre 1813. (*Etats militaires.*)

BOYER (Pierre-François-Xavier), *général de division* du 16 février 1814. (*Etats militaires.*)

BOYER DE CREMILLES (Louis-Hyacinthe), *lieutenant-général* né le 10 décembre 1700, entra cadet au régiment des gardes-françaises, en 1717; y servit pendant deux ans, et obtint, le 16 mars 1719, une compagnie dans le régiment de dragons de Goesbriant (depuis Condé), à la tête de laquelle il fit la campagne d'Espagne. Il commanda sa compagnie au camp de la Sambre, en 1727, et au siége de Kehl, en 1733. Nommé maréchal-général-des-logis des camps et armées du roi, sur la démission de M. de Mortières, par provisions du 6 février 1734, il n'en remplit point de suite les fonctions, et continua de servir avec sa compagnie au siége de Philisbourg, la même année. Après la prise de cette place, il obtint du maréchal d'Asfeld la permission d'exercer l'emploi d'aide-maréchal-des-logis à la place de M. de Comerfort, qui avait quitté cette fonction lors de la mort du maréchal de Berwick. Il continua de remplir les mêmes fonctions à l'armée du Rhin, en 1735; obtint, le 26 novembre, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de dragons, et se démit de sa compagnie. La guerre étant finie, il demanda, en 1737, la permission d'aller reconnaître la frontière des Pays-Bas, et l'obtint au commencement de 1740. Il employa cette année et une partie de celle de 1741, à la reconnaissance de la frontière entre Dunkerque et la Meuse. Ayant été nommé pour servir en qualité d'aide-maréchal-des-logis de l'armée du Bas-Rhin, par ordre du 1er août 1741, il se rendit à la cour, et fut chargé d'aller reconnaître et de diriger la marche de la 1re division de l'armée depuis Givet jusqu'à Neuss près du Rhin. Il concourut ensuite à la distribution des quartiers d'hiver, conformément aux vues militaires et politiques qui assurèrent le succès qu'on s'en était promis. Il passa l'hiver au quartier-général d'Udingen. Lorsque cette armée reçut, au mois d'août 1742, l'ordre de se rendre de Westphalie sur les frontières de Bohême, le sieur de Cremilles fut chargé d'aller reconnaître et de diriger la route qu'elle avait à tenir pour s'y rendre. Il prit de si justes

précautions avec les différents souverains dont on avait à traverser les états, que, malgré toutes les difficultés qui se rencontrèrent à chaque pas, par l'obligation de changer de système et de conduite avec chacun de ces différents princes, l'armée fut dans l'abondance jusqu'à sa destination, et vécut dans un si grand ordre et une si exacte discipline, qu'elle mérita le respect et l'admiration de toute l'Allemagne. La marche de cette armée ayant causé de justes inquiétudes aux ennemis de la France, ils tentèrent une diversion du côté de la Flandre, dont ils se promettaient de faire facilement la conquête. Le roi nomma le maréchal de Noailles pour commander sur cette frontière, et choisit le sieur de Crémilles pour y exercer la charge de maréchal-général-des-logis de l'armée : l'ordre lui en fut expédié le 21 août. Il quitta, à Amberg, l'armée du Bas-Rhin, et se rendit en Flandre au mois de septembre. Il y seconda si bien les vues du général, qu'avec très-peu de troupes on fit perdre aux ennemis toute espérance de pouvoir pénétrer dans ce pays, d'où ils furent même obligés de s'éloigner, après avoir fait des efforts réitérés pour percer par quelques endroits. Le sieur de Crémilles continua de remplir les fonctions de maréchal-général-des-logis de l'armée jusqu'à la paix, et prouva, dans les différentes et difficiles commissions dont il fut chargé, qu'il réunissait en sa personne, et la parfaite connaissance des détails, jusqu'aux plus petits, qu'on avait admirée dans M. de Chamlays, et les talents militaires de M. de Puységur, tous deux les plus habiles maréchaux-généraux-des-logis du règne de Louis XIV. Il mérita, comme eux, la confiance du roi, et celle des généraux et des ministres sous lesquels il servit. Il fut employé sur la frontière pendant l'hiver, par ordre du 1er décembre, et ne la quitta que pour venir travailler à la cour aux projets de la campagne suivante : ce fut son occupation pendant tous les hivers. Nommé maréchal-général-des-logis de l'armée du Rhin, par ordre du 1er avril 1743, il fit exécuter, avec la plus grande précision, le savant projet du maréchal de Noailles, qui non-seulement empêcha les ennemis de pénétrer en Bavière suivant leur dessein, mais

encore qui, après leur avoir coupé les vivres de toutes parts, les enferma à Dettingen, où ils étaient sur le point d'être détruits sans combattre, lorsqu'une circonstance particulière fit échouer une combinaison si bien concertée, et amena une bataille, dans laquelle le sieur de Crémilles seconda le général avec tant de valeur, de zèle et d'intelligence pour rétablir l'ordre, que les ennemis victorieux n'osèrent faire aucun mouvement pendant la retraite de l'armée. Le roi, en considération de la distinction des services rendus par le sieur de Crémilles dans cette journée (27 juin), lui accorda, par une promotion particulière, le grade de brigadier, dont le brevet lui fut expédié le 2 juillet. Le retour de l'armée de Bavière en Alsace détermina M. le maréchal de Noailles à repasser le Rhin, que l'armée anglaise franchit quelque temps après. Les dispositions journalières et les mouvements de l'armée furent si sages et si bien concertées, que, malgré la supériorité des ennemis, non-seulement les Français ne furent entamés nulle part, mais qu'encore la Basse-Alsace et la Lorraine furent mises à couvert de l'invasion dont elles semblaient menacées. Le sieur de Crémilles fut nommé maréchal-général-des-logis de l'armée du roi, par ordre du 1er avril 1744. Les siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes; la marche d'une partie des troupes de l'armée de Flandre en Alsace; les dispositions pour le passage du Rhin; les siéges des villes et château de Fribourg, lui fournirent l'occasion de montrer, sous les yeux du roi même, la supériorité de ses talents, et lui méritèrent le grade de maréchal-de-camp, que S. M. déclara, au mois de novembre, lui avoir accordé par brevet du 2 mai précédent. Maréchal-général-des-logis de l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du maréchal de Maillebois, par ordre du 1er novembre, et employé à cette armée comme maréchal-de-camp, par lettres du 1er décembre, il concourut, sous les ordres du même maréchal, à faire prendre des quartiers d'hiver sur le Rhin, sur le Mein et sur la Lahn. Après l'établissement de ces quartiers, il se rendit, par ordre du roi, à la cour, pour les dispositions relatives à la campagne suivante; mais ayant appris, au mois de

février 1745, que les ennemis s'avançaient sur la Lahn, d'où quelques-uns de nos quartiers s'étaient déjà repliés en-deçà du Mein, il repartit sur-le-champ pour se rendre à l'armée qui se rassemblait dans le pays de Darmstadt, et en dirigea la marche au-delà du Mein, conformément au projet du maréchal de Maillebois, qui serait allé au-devant des ennemis afin de les combattre, si le mouvement audacieux qu'il avait commandé ne les eût pas arrêtés dans le Westerwald. Maréchal-général-des-logis de l'armée du roi, par ordre du 1er avril suivant, le sieur de Crémilles contribua, par la manière dont il remplit les devoirs de sa charge, à la gloire que les armes de S. M. acquirent dans cette campagne, aussi remarquable par la victoire remportée à Fontenoy, que par la prise des ville et citadelle de Tournay; le succès du combat de Mesle; la prise de Gand et de son château, d'Oudenarde, de Bruges; des forts de Marienkerk, Albert et Plassendal, de Dendermonde; de la châtellenie d'Alost, d'Ostende, de Nieuport et d'Ath. Pour marquer au sieur de Crémilles sa satisfaction de la distinction avec laquelle il avait rempli les fonctions de sa charge de maréchal-des-logis, le roi lui permit de s'en démettre, et le créa, le 1er novembre, inspecteur-général de l'infanterie, de la cavalerie et des dragons, charge unique, qui fut créée en sa faveur. Quoiqu'il ne possédât plus la charge de maréchal-général-des-logis, il continua de servir en cette qualité à l'armée du roi, par ordre du 1er mai 1746. Il concourut à la prise de Louvain, de Malines, d'Anvers et de sa citadelle, de Namur et de ses châteaux, et à la victoire remportée à Raucoux. Le succès de cette bataille fut également dû à la valeur des troupes, et aux bonnes dispositions qui avaient été prises. Il obtint le titre de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 1er novembre. Nommé maréchal-général-des-logis de l'armée du roi, par ordre du 1er avril 1747, il dirigea la marche des troupes qui firent la conquête de l'Écluse, du Sas de Gand, des forts de la Perle, d'Issendick, Saint-Antoine et Sautberge, d'Hulst et d'Axel. Il se trouva à la bataille de Lawfeld, et eut encore la direction de la marche

des troupes qui firent le siége de Berg-Op-Zoom, dont la prise termina la campagne. Maréchal-général-des-logis de l'armée du roi, par ordre du 1er avril 1748, il conçut le projet de la prise de Maestricht, et fit seul toutes les dispositions nécessaires pour l'investissement de cette place. Ce projet, et son exécution à la vue d'une puissante armée ennemie, furent regardés, par les plus habiles militaires, comme une des plus savantes opérations dont il soit fait mention dans l'histoire, et méritèrent à M. de Crémilles le grade de lieutenant-général, que le roi lui accorda aussitôt après la prise de cette place : le pouvoir est du 10 mai, et les lettres de service en cette qualité sont du même jour. La paix s'étant faite dans ce temps-là, le sieur de Crémilles dirigea toutes les opérations relatives à l'évacuation des Pays-Bas. Il se rendit ensuite à la cour, et continua de jouir de la confiance des ministres de la guerre, qui le consultèrent dans les affaires les plus difficiles, et reconnurent dans toutes les occasions la sagesse de ses conseils. Il commanda le camp de Beaucaire, en Languedoc, par lettres du 13 juin 1753. On mit sous ses ordres, par autres lettres du 30 avril 1754, les 20 bataillons qui furent employés, en 1754 et 1755, aux travaux du canal nécessaire pour la jonction de la Lys avec l'Aa. Le roi lui donna le commandement de la province d'Artois, en l'absence du gouverneur-général de la province et du marquis de Céberet, par commission du 1er janvier 1755. Il fut employé, en qualité de lieutenant-général, sur les côtes de l'Océan, par lettres du 31 décembre de la même année. On lui donna le gouvernement d'Aire, avec le commandement de l'Artois, à la mort du marquis de Céberet, par provisions du 7 mai 1756, et on lui accorda les honneurs de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par lettres du 5 février 1757. Chargé d'une commission importante à l'armée d'Allemagne, il y fut employé, en sa qualité de lieutenant-général, par lettres du 1er octobre 1757, et y demeura jusqu'au mois d'avril 1758, époque à laquelle le maréchal de Belle-Isle, nommé depuis peu secrétaire-d'état de la guerre, ayant demandé au roi quelqu'un pour concourir avec lui à tous les détails d'une aussi grande

charge, S. M. choisit M. de Crémilles, et le fit revenir de l'armée. La commission qui lui fut donnée, le 9 du même mois, à cet effet, est conçue dans les termes les plus honorables, et elle est une preuve éclatante de la confiance que le roi avait dans les lumières du sieur de Crémilles. Il eut, le 27 mai suivant, deux brevets, l'un pour remplir, conjointement avec le maréchal de Belle-Isle, la place de directeur et d'administrateur-général de l'hôtel royal des Invalides; l'autre, pour la charge de surintendant de l'École royale militaire. Il obtint, par brevet du 30 janvier 1760, la charge de directeur-général des fortifications et du génie. Le maréchal de Belle-Isle étant mort, le 26 janvier 1761, la commission du sieur de Crémilles, pour remplir ces différentes charges conjointement avec lui, cessait alors d'avoir son effet; mais le roi, de plus en plus convaincu du zèle et des talents supérieurs de ce dernier, lui fit expédier, le 30 du même mois, de nouveaux brevets, qui lui assurèrent la direction-générale en chef de l'artillerie; les places de directeur et d'administrateur-général de l'hôtel royal des Invalides, et la surintendance de l'École royale militaire, pour exercer ces charges conjointement avec le secrétaire-d'état de la guerre. Il reçut une preuve non moins éclatante de la confiance du roi, qui l'autorisa, par une commission du même jour, à signer en commandement les expéditions relatives aux détails des fortifications et du génie, de l'artillerie, des Invalides et de l'École royale militaire. Il obtint la dignité de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 1er avril de la même année. Il donna, le 9 avril 1762, sa démission de toutes ses charges, et mourut avant le 1er novembre 1768. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 482; *mémoires du temps.*)

BOYER DE REBEVAL (Joseph, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Vaucouleurs, le 20 avril 1768. Il entra au service dans le régiment d'Auxonne artillerie, le 1er juin 1787; fut fait sous-lieutenant au 17e régiment d'infanterie (Auvergne), le 1er décembre 1791, et lieutenant, le 2 juin 1792. Il fit en ces diverses qualités les campagnes de 1792 à 1796

des troupes qui firent le siége de Berg-Op-Zoom, dont la prise termina la campagne. Maréchal-général-des-logis de l'armée du roi, par ordre du 1er avril 1748, il conçut le projet de la prise de Maestricht, et fit seul toutes les dispositions nécessaires pour l'investissement de cette place. Ce projet, et son exécution à la vue d'une puissante armée ennemie, furent regardés, par les plus habiles militaires, comme une des plus savantes opérations dont il soit fait mention dans l'histoire, et méritèrent à M. de Crémilles le grade de lieutenant-général, que le roi lui accorda aussitôt après la prise de cette place : le pouvoir est du 10 mai, et les lettres de service en cette qualité sont du même jour. La paix s'étant faite dans ce temps-là, le sieur de Crémilles dirigea toutes les opérations relatives à l'évacuation des Pays-Bas. Il se rendit ensuite à la cour, et continua de jouir de la confiance des ministres de la guerre, qui le consultèrent dans les affaires les plus difficiles, et reconnurent dans toutes les occasions la sagesse de ses conseils. Il commanda le camp de Beaucaire, en Languedoc, par lettres du 13 juin 1753. On mit sous ses ordres, par autres lettres du 30 avril 1754, les 20 bataillons qui furent employés, en 1754 et 1755, aux travaux du canal nécessaire pour la jonction de la Lys avec l'Aa. Le roi lui donna le commandement de la province d'Artois, en l'absence du gouverneur général de la province et du marquis de Céberet, par commission du 1er janvier 1755. Il fut employé, en qualité de lieutenant-général, sur les côtes de l'Océan, par lettres du 31 décembre de la même année. On lui donna le gouvernement d'Aire, avec le commandement de l'Artois, à la mort du marquis de Céberet, par provisions du 7 mai 1756, et on lui accorda les honneurs de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par lettres du 5 février 1757. Chargé d'une commission importante à l'armée d'Allemagne, il y fut employé, en sa qualité de lieutenant-général, par lettres du 1er octobre 1757, et y demeura jusqu'au mois d'avril 1758, époque à laquelle le maréchal de Belle-Isle, nommé depuis peu secrétaire-d'état de la guerre, ayant demandé au roi quelqu'un pour concourir avec lui à tous les détails d'une aussi grande

charge, S. M. choisit M. de Crémilles, et le fit revenir de l'armée. La commission qui lui fut donnée, le 9 du même mois, à cet effet, est conçue dans les termes les plus honorables, et elle est une preuve éclatante de la confiance que le roi avait dans les lumières du sieur de Crémilles. Il eut, le 27 mai suivant, deux brevets, l'un pour remplir, conjointement avec le maréchal de Belle-Isle, la place de directeur et d'administrateur-général de l'hôtel royal des Invalides; l'autre, pour la charge de surintendant de l'École royale militaire. Il obtint, par brevet du 30 janvier 1760, la charge de directeur-général des fortifications et du génie. Le maréchal de Belle-Isle étant mort, le 26 janvier 1761, la commission du sieur de Crémilles, pour remplir ces différentes charges conjointement avec lui, cessait alors d'avoir son effet; mais le roi, de plus en plus convaincu du zèle et des talents supérieurs de ce dernier, lui fit expédier, le 30 du même mois, de nouveaux brevets, qui lui assurèrent la direction-générale en chef de l'artillerie; les places de directeur et d'administrateur-général de l'hôtel royal des Invalides, et la surintendance de l'École royale militaire, pour exercer ces charges conjointement avec le secrétaire-d'état de la guerre. Il reçut une preuve non moins éclatante de la confiance du roi, qui l'autorisa, par une commission du même jour, à signer en commandement les expéditions relatives aux détails des fortifications et du génie, de l'artillerie, des Invalides et de l'École royale militaire. Il obtint la dignité de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 1er avril de la même année. Il donna, le 9 avril 1762, sa démission de toutes ses charges, et mourut avant le 1er novembre 1768. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 482; *mémoires du temps.*)

BOYER de Rebeval (Joseph, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Vaucouleurs, le 20 avril 1768. Il entra au service dans le régiment d'Auxonne artillerie, le 1er juin 1787; fut fait sous-lieutenant au 17e régiment d'infanterie (Auvergne), le 1er décembre 1791, et lieutenant, le 2 juin 1792. Il fit en ces diverses qualités les campagnes de 1792 à 1796

inclusivement, aux armées de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, et du Rhin. Employé à l'armée d'Italie en 1797, il fut blessé d'un coup de feu à la jambe droite au passage du Tagliamento, le 16 mars, et obtint le grade de capitaine, le 25 du même mois. En 1798 et 1799, il servit aux armées d'Angleterre et du Rhin. Il eut le rang de chef de bataillon, le 30 juillet de cette dernière année, et fut nommé chef de bataillon titulaire au 43e régiment d'infanterie, le 23 octobre suivant. Il fit la campagne d'Italie en 1800. Ayant été désigné par le général en chef pour commander un des bataillons de grenadiers de l'armée, il se trouva au passage du Tésin; s'élança à la tête de son corps dans un gué profond, où plusieurs de ses soldats se noyèrent; aborda d'abord dans une petite île; y fit bon nombre de prisonniers, et parvint ensuite à traverser entièrement la rivière, dont la rive opposée était garnie par une ligne autrichienne, qui faisait pleuvoir sur les attaquants une grêle de balles et de mitraille. Il déploya sa troupe sur cette rive, et favorisa par ce mouvement hardi le passage de toute l'armée. Le 25 décembre de la même année, il se trouva au passage du Mincio. Un corps de grenadiers hongrois occupait le village de Pozzolo, et menaçait de déboucher sur le flanc de la division du général Dupont. Le succès de l'opération dépendait de la prise de ce village. Le chef de bataillon Boyer ayant reçu ordre de l'attaquer, marcha deux fois pour s'en emparer, mais deux fois son bataillon fut repoussé. Il voulait tenter un dernier effort, lorsque ses soldats, rebutés, refusèrent de marcher. Un seul grenadier sort des rangs, apostrophe ses camarades en termes très-énergiques, et s'adressant au chef de batail-« lon : Marchons nous deux, mon commandant, puis-» qu'ils ne veulent pas avancer; nous enlèverons bien le » village sans eux. » Cette saillie militaire produisit le meilleur effet sur la troupe, et le commandant Boyer, se hâtant de profiter des bonnes dispositions des soldats, se précipite sur l'ennemi; enlève le village; y fait quelques prisonniers et s'empare de plusieurs drapeaux: il eut la cuisse traversée d'une balle. Il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur en 1804; chef de bataillon aux chasseurs à

pied de la garde impériale, le 30 août 1805; officier de la Légion-d'Honneur, en mars 1806, et major des vélites-chasseurs à pied dans la même garde, le 1er mai suivant. Désigné en 1807 pour servir à la grande-armée, on lui donna le commandement du 1er régiment de fusiliers de la garde. On l'envoya en Poméranie avec ce corps qui venait d'être formé, et qui devait concourir au blocus de Colberg. Le fort de Naugarten, espèce de poste avancé, situé au milieu de vastes marais et n'ayant qu'une seule entrée, gênait beaucoup les approches de Colberg. Déjà une brigade italienne, qui avait tenté de s'emparer de ce fort, avait été repoussée avec perte, lorsqu'on envoya le régiment de fusiliers commandé par Boyer pour l'enlever. Trois pièces de canon battaient le chemin creux qu'il fallait suivre pour s'en approcher. Boyer avait chargé un de ses bataillons d'attaquer le fort, pendant qu'avec un autre bataillon il observait la route de Colberg; mais voyant que l'attaque languissait, il donne ordre aux premières compagnies de se charger de fagots, de planches, etc.; s'arme lui-même d'un madrier; fait battre la charge; se précipite dans le chemin creux où la mitraille ne peut arrêter l'élan de ses soldats; arrive au fossé; le fait combler en un instant, et s'élance un des premiers sur le rempart, où bientôt toute sa troupe l'a suivi. L'ennemi, déconcerté par cette brusque attaque, ne résiste plus; le fort est pris; 300 soldats, plusieurs officiers supérieurs, 3 pièces de canon et quelques drapeaux tombent au pouvoir du commandant Boyer. L'ennemi perdit aussi plusieurs centaines d'hommes tués dans cette occasion. Employé à l'armée d'Allemagne en 1809, il délivra la ville de Marbourg d'un corps de partisans qui s'en était emparé. On le nomma général de brigade, en juin de la même année; commandeur de la Légion-d'Honneur, le 21 septembre suivant, et adjudant-général de la garde impériale, en décembre 1811. Il fit la campagne et la retraite de Russie en 1812, et reçut un coup de feu au poignet droit à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre. Il fit aussi la campagne de 1813 en Saxe; devint chevalier de la Couronne de fer, le 13 août; fut blessé d'un coup de feu

au ventre à la bataille de Dresde, le 26 du même mois, et obtint le grade de général de division, le 20 novembre suivant. Pendant la campagne de 1814, en France, il continua à se distinguer. Le 22 février, il attaqua à Mery plusieurs divisions des corps des généraux Blucher, Sacken et Jorck, qui avaient passé l'Aube pour rejoindre à Troyes l'armée du prince de Schwartzemberg; poussa l'ennemi au pas de charge; le culbuta, et s'empara de la ville, que les alliés incendièrent avant de l'évacuer. Il se trouva, le 7 mars, à la bataille de Craoné; y fit des prodiges de valeur, et reçut deux fortes contusions, l'une d'un boulet qui l'atteignit à la cuisse gauche, l'autre d'un biscaïen qui le frappa à la poitrine. Le roi le nomma chevalier de Saint-Louis, le 15 octobre de la même année. Le baron Boyer de Rebeval était encore classé parmi les lieutenants-généraux disponibles en 1820. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DU BOYS (N...), *maréchal-de-camp* du 21 septembre 1788. (*Etats militaires.*)

BOYVIN DE LA MARTINIÈRE (N...., *baron*), *général de brigade d'artillerie.* (*Etats militaires.*)

DE BOZELLY (Scipion, *comte*), *lieutenant-général* du 1er mars 1788. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 200.)

DE BRACHET (N...., *chevalier*), *maréchal-de-camp*, fut fait sous-aide-major des gardes-du-corps, le 12 janvier 1764; mestre-de-camp, en 1770, et sous-lieutenant des gardes-du-corps, le 1er janvier 1776. Il obtint le brevet de lieutenant, le 1er janvier 17...; fut fait brigadier de cavalerie, le 5 décembre 1781, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. Il était encore inscrit dans le tableau des officiers-généraux en activité en 1792; mais on ignore ce qu'il est devenu depuis cette dernière époque. (*Etats militaires.*)

DE BRAM (Jean), *baron de Lordat, maréchal-de-camp* du 10 mars 1641. (*Chronologie militaire, tom. VI, p.* 159.)

DE BRANCAS (Louis, *marquis*), *maréchal de France*, né le 19 janvier 1672, commença à servir dans les mousquetaires, en 1689. Il fit la campagne de 1690, en Allemagne, sous Monseigneur, qui couvrit cette frontière, et se trouva, en 1691, au siége de Mons, que le roi prit le 9 avril. Il entra dans le service de la marine, en 1692 : fut fait enseigne de vaisseau, en 1692; lieutenant, en 1693, et se trouva au siége et à la prise de Roses, le 9 juin. Il servit, en 1694, sur la flotte qui battit par mer la ville de Palamos. Cette ville fut prise d'assaut, le 7 juin, et la garnison du château se rendit à discrétion le 10. Il se trouva aussi au siége de Barcelonne, prise le 7 août 1697. Il quitta le service de mer, en 1699, et fut fait mestre-de-camp-lieutenant du régiment d'infanterie d'Orléans, à la mort du comte de Bailleul, par commission du 25 juillet. Il servit en 1701, dans les Pays-Bas espagnols, sous le maréchal de Boufflers, qui n'entreprit rien. Employé en Allemagne, en 1702, il se jeta dans la place de Kaiserwerth avant qu'elle fût investie, et fut blessé pendant le siége de cette ville, où il commanda une sortie qui lui fit obtenir le grade de brigadier, par une promotion particulière, en date du 4 juin. Il remplit les fonctions de ce grade pendant la continuation du siége, qui fut terminé le 15 du même mois de juin, après 59 jours de tranchée ouverte, par la capitulation de la place. Il acheva la campagne en Flandre, sous le duc de Bourgogne. Il servit, en 1703, à l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Villeroy et de Boufflers; combattit, le 30 juin, les Hollandais à Eckeren, et joignit avec un détachement le maréchal de Tallard devant Landau, qui capitula le 16 novembre. Il passa en Espagne au mois de décembre; suivit, en 1704, le roi catholique en Portugal, aux siéges de Salvatera, qui se rendit le 8 mars; de Ségura, pris le même jour; d'Idanha-Nova, emporté le 13; de Portalègre, dont la garnison fut prisonnière de guerre, le 1er juin; et de Castel-de-Vide, forcé le 25. On le fit maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre. Il conduisit, en 1705, un détachement au siége de Gibraltar, que les Espagnols levèrent, le 27 mars. Il se

démit, au mois de janvier 1706, du régiment d'Orléans, et conduisit un détachement au siége de Barcelonne, que le roi leva le 12 mai. Il joignit, en 1707, l'armée espagnole sur les frontières de Portugal. Chargé par le marquis de Bay de la conduite du siége de Ciudad-Rodrigo, il emporta d'assaut cette place, le 4 octobre, après treize jours de tranchée ouverte. Pour couper la retraite aux ennemis, on marcha de suite au château, où les Français entrèrent en même temps que le gouverneur. Il n'y eut que 500 Français ou Espagnols tués à ce siége, qui coûta aux alliés 800 hommes tués et 2500 faits prisonniers. Le marquis de Brancas fut revêtu la même année du caractère d'envoyé extraordinaire du roi à la cour de Madrid, pour complimenter le roi d'Espagne sur la naissance du prince des Asturies. Il continua d'être employé, en 1708, à l'armée d'Espagne; servit aux siéges de Tortose, qui capitula le 7 juillet; de Dénia, emporté d'assaut le 12 novembre; du château, dont la garnison fut faite prisonnière de guerre le 17; et de la ville d'Alicante, qui se rendit le 2 décembre. Il combattit, le 7 mai 1709, sous les ordres du marquis de Bay, dans la plaine de la Gudina, entre la Gevosa et la Gaya: l'armée portugaise commandée par milord Gallowai, y fut complétement défaite. On le créa commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 18 du même mois. Il marcha au siége du château d'Alcouchel, où l'on prit, le 1er juin, 3 pièces d'artillerie, et dont la garnison demeura prisonnière de guerre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 29 mars 1710, il servit à l'armée de Roussillon, et la commanda pendant le voyage du duc de Noailles en Espagne. Il se trouva au siége de Gironne, dont on ouvrit la tranchée le 27 décembre. Ce siége fut continué, en 1711, sous les ordres du duc de Noailles. La ville haute fut emportée d'assaut, le 23 janvier; la ville basse capitula le 25, et les forts de la montagne des Capucins furent évacués par les ennemis le 31. On lui confia le gouvernement de cette place, par provisions du 12 février. Il y fut investi, le 28 avril 1712, par les troupes du comte de Stahremberg; soutint plusieurs as-

sauts donnés au fort Rouge et à celui des Capucins, et s'y maintint jusqu'au 17 janvier 1713, époque à laquelle l'armée française, détachée du Dauphiné, obligea les Allemands de lever le blocus de Gironne, et ravitailla cette place qui en avait un extrême besoin (1). Nommé chevalier de la Toison-d'Or par le roi d'Espagne, au mois de février suivant, sa réception en cette qualité eut lieu à Madrid, le 29 novembre. Le roi Louis XIV le nomma ambassadeur extraordinaire en Espagne, en 1714. Il fut fait conseiller au conseil du royaume, et directeur-général des haras de France, au mois de septembre 1715. Il obtint la charge de lieutenant-général au gouvernement de Provence, à la mort du marquis de Simiane, par provisions données à Paris, le 3 juillet 1718, registrées au parlement de Provence, le 13 octobre, et à la chambre des comptes, le 26 novembre: il avait prêté serment en cette qualité, dès le 10 juillet. On le nomma conseiller-d'état d'épée, par brevet du 3 avril 1719. Il tint les états de Provence, en 1720, et fut envoyé dans ce même pays, en 1721, pour y rétablir l'ordre et la tranquillité que la peste avait interrompus. Créé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1724, il fut reçu le 3 juin suivant. Nommé ambassadeur extraordinaire en Espagne, le 2 novembre 1727, il arriva à Madrid, le 1er juin 1728, et eut sa première audience dès le lendemain. Il obtint le gouvernement de Neufbrisack, par provisions du 4 janvier 1729. Le roi d'Espagne le fit grand d'Espagne de la première classe, par décret du 15 février 1730. Il prit possession de cette grandesse, le 14 mai, et partit d'Espagne, le 10 septembre, pour revenir en France, où il arriva le 24 novembre. On le fit gouverneur des ville et château de Nantes, à la mort du maréchal d'Estrées, par provisions du 1er avril 1738; et ayant eu le même jour une commission pour commander en Bretagne, il se démit du gouvernement de Neufbrisack. Créé maréchal de France, par

---

(1) Pendant ce siége, qui dura plus de huit mois, le marquis de Brancas sacrifia des sommes immenses pour faire subsister sa garnison.

état donné à Versailles, le 11 février 1741, il prêta serment en cette qualité, le 11 juillet. Son état fut enregistré à la connétablie, le 4 septembre 1747. Il ne servit point depuis, et mourut à Paris, le 9 août 1750, dans la 79ᵉ année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 300; *Mémoires du Père d'Avrigny, Moréri, Bauclas, Journal de Louis-le-Grand, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis XIV, par le marquis de Quincy; Gazette de France.*)

DE BRANCAS (Louis-Paul), *marquis de Brancas*, puis *duc de Céreste-Brancas, lieutenant-général*, fils du précédent, né le 25 mai 1718, fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Brancas. Il entra aux mousquetaires, le 19 septembre 1733; fit avec ce corps la campagne de Philisbourg, en 1734, et celle du Rhin, en 1735. Il obtint une compagnie dans le régiment Royal-Piémont cavalerie, le 19 novembre 1737, et un régiment de cavalerie de son nom, le 28 octobre 1738. Il commanda ce dernier régiment en Flandre, où on se tint sur la défensive, en 1742; à la bataille de Dettingen, en 1743, et à l'armée de Flandre commandée par le maréchal de Saxe, en 1744. Créé brigadier, par brevet du 1ᵉʳ mai 1745, et déclaré tel, le 1ᵉʳ juin suivant, il combattit à Fontenoy; servit aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1ᵉʳ mai 1746, il couvrit avec le corps de l'armée les siéges de Mons, Charleroi, Namur, et combattit à Raucoux. On lui donna, sur la démission du maréchal de Brancas, son père, le gouvernement des ville et château de Nantes, par provisions du 21 février 1747. Il prit, au mois de mars, le nom de marquis de Brancas, en se mariant. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1ᵉʳ mai, il se trouva, le 2 juillet, à la bataille de Lawfeld. Il servit, en 1748, au siége de Maestricht, et fut déclaré, au mois de décembre de cette année, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 10 mai précédent. Il se démit alors de son régiment. Il devint grand d'Espagne de la première classe, à la mort de son frère aîné, le 3 février 1753. Il fut

pourvu de la lieutenance-générale du gouvernement de Provence, vacante par la mort de son frère, par provisions du 1er avril de la même année. Employé à l'armée d'Allemagne, le 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck; à la conquête de l'électorat d'Hanovre, et revint en France après la capitulation de Clostersevern. Il servit sur les côtes de Normandie, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, par lettres du 1er mars 1758; commanda à Bayeux pendant la campagne, et fut employé dans cette même place, par lettres du 1er mai 1759. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 17 décembre, il servit en cette qualité à l'armée du Bas-Rhin, par lettres du 1er mai 1761. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 7 juin 1767, et titré duc de Céreste-Brancas, le 16 février 1785. On le trouve inscrit dans le tableau des lieutenants-généraux existants en 1791; mais on ne sait pas ce qu'il est devenu depuis cette époque. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 670; *états militaires.*)

DE BRANCAS (Louis-François), *marquis, puis duc de Villars-Brancas, maréchal-de-camp*, d'une autre branche de la même famille que les précédents, servit et fit deux campagnes comme volontaire, sous le comte d'Harcourt. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 8 février 1650. On l'employa en cette qualité jusqu'en 1651, et il se trouva à la journée de Lagny, en 1650. Il quitta le service; devint duc de Villars-Brancas, et pair de France, à la mort de son père, le 23 janvier 1657; en prit le titre, et fit enregistrer ses lettres de duc au parlement de Provence, le 15 février suivant. Il mourut au mois d'octobre 1679. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 274; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE BRANCAS (Charles, *comte*), *maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, était attaché à M. le duc d'Orléans, et avait fait quelques campagnes en qualité de volontaire, lorsqu'il obtint une compagnie au régiment d'Orléans cavalerie, le 31 décembre 1643. Il servit avec ce régiment au siège de Gravelines, en 1644; à la prise de Cassel, de

Mardick, de Linck, de Bourbourg, de Béthune et de Saint-Venant, en 1645; de Courtray, de Bergues et de Dunkerque, en 1646. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, par commission du 6 juin 1647, il le commanda à l'armée de Flandre, la même année; au siége d'Ypres, et à la bataillle de Lens, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 16 janvier 1649, il servit au blocus de Paris, la même année; se démit du régiment d'Orléans, au mois de décembre 1650, et ne servit plus. Il prêta serment pour la charge de chevalier d'honneur de la reine Anne d'Autriche, le 19 juin 1661, et mourut le 8 janvier 1681, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire, t. VI, pag.* 238; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII, pag.* 437) (1).

DE BRANCAS (Marie-Joseph), *marquis d'Oyse, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, naquit le 18 octobre 1687. Il entra aux mousquetaires au mois d'octobre 1703, et fit la campagne de Flandre, en 1704. Il obtint une compagnie dans le régiment d'infanterie de son frère, par commission du 1er octobre de la même année, et la commanda à l'armée de Flandre, en 1705; à l'armée de la Moselle, en 1706; en garnison, en 1707, 1708 et au commencement de 1709. Il fut nommé colonel de ce régiment, sur la démission de son frère, par commission du 13 juillet 1709. Il continua de servir en garnison; mais ayant été nommé, par commission du 17 septembre 1711, colonel du régiment d'Orléanais, il se démit de celui qui portait son nom, et commanda le régiment d'Orléanais à l'armée du Rhin, en 1712. Nommé deuxième cornette de la compagnie des chevau-légers d'Orléans, par brevet du 4 mai 1713, avec commission du même jour pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, il se trouva aux siéges de Landau et de

---

(1) Dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, par le Père Anselme, le comte de Brancas a été mal à propos qualifié de lieutenant-général.

Fribourg. On le fit capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes d'Orléans, par provisions du 6 août 1715. Créé brigadier, par brevet du 1er février 1719, il servit au siége de Kehl, en 1733; se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er août de cette même année, et finit la campagne en cette qualité. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, il se trouva à l'affaire de Clausen, au mois d'octobre. Il ne servit pas depuis, et mourut avant le 1er décembre 1783. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 121.)

DE BRANCAS (Louis), *duc de Brancas, lieutenant-général*, arrière-neveu du précédent, naquit le 5 mai 1714, et fut connu d'abord sous le nom de comte de Lauraguais. Il entra aux mousquetaires, en 1730. Il fut fait duc, sur la démission du duc de Brancas, son père, au mois de juillet 1731, et prit le nom de duc de Lauraguais. Il obtint une compagnie dans le régiment de cavalerie de la Feronays, par commission du 2 juillet 1733; passa avec ce régiment à l'armée d'Italie, au mois d'octobre, et servit, la même année et les deux premiers mois de la suivante, à la conquête du Milanais, sous les ordres du maréchal de Villars. Devenu colonel du régiment d'infanterie d'Artois, par commission du 10 mars 1734, il le commanda la même année à l'attaque des lignes d'Etlingen; au siége de Philisbourg; à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du maréchal de Maillebois, au mois d'août 1741, et passa avec cette armée, au mois d'août 1742, sur les frontières de Bohême et de Bavière, où il se distingua à la tête de plusieurs détachements. Créé brigadier, par brevet du 2 février 1743, et colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (depuis Briqueville), par commission du 6 mars suivant, il se démit du régiment d'Artois. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai, il se trouva à la bataille de Dettingen, et finit la campagne en Basse-Alsace. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er avril 1744, il concourut à la défense des bords

état donné à Versailles, le 11 février 1741, il prêta serment en cette qualité, le 11 juillet. Son état fut enregistré à la connétablie, le 4 septembre 1747. Il ne servit point depuis, et mourut à Paris, le 9 août 1750, dans la 79e année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 300; *Mémoires du Père d'Avrigny, Moréri, Bauclas, Journal de Louis-le-Grand, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis XIV, par le marquis de Quincy; Gazette de France.*)

DE BRANCAS (Louis-Paul), *marquis de Brancas*, puis *duc de Céreste-Brancas, lieutenant-général*, fils du précédent, né le 25 mai 1718, fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Brancas. Il entra aux mousquetaires, le 19 septembre 1733; fit avec ce corps la campagne de Philisbourg, en 1734, et celle du Rhin, en 1735. Il obtint une compagnie dans le régiment Royal-Piémont cavalerie, le 19 novembre 1737, et un régiment de cavalerie de son nom, le 28 octobre 1738. Il commanda ce dernier régiment en Flandre, où on se tint sur la défensive, en 1742; à la bataille de Dettingen, en 1743, et à l'armée de Flandre commandée par le maréchal de Saxe, en 1744. Créé brigadier, par brevet du 1er mai 1745, et déclaré tel, le 1er juin suivant, il combattit à Fontenoy; servit aux siéges des ville et citadelle de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il couvrit avec le corps de l'armée les siéges de Mons, Charleroi, Namur, et combattit à Raucoux. On lui donna, sur la démission du maréchal de Brancas, son père, le gouvernement des ville et château de Nantes, par provisions du 21 février 1747. Il prit, au mois de mars, le nom de marquis de Brancas, en se mariant. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai, il se trouva, le 2 juillet, à la bataille de Lawfeld. Il servit, en 1748, au siége de Maestricht, et fut déclaré, au mois de décembre de cette année, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 10 mai précédent. Il se démit alors de son régiment. Il devint grand d'Espagne de la première classe, à la mort de son frère aîné, le 3 février 1753. Il fut

pourvu de la lieutenance-générale du gouvernement de Provence, vacante par la mort de son frère, par provisions du 1er avril de la même année. Employé à l'armée d'Allemagne, le 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck; à la conquête de l'électorat d'Hanovre, et revint en France après la capitulation de Clostersevern. Il servit sur les côtes de Normandie, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, par lettres du 1er mars 1758; commanda à Bayeux pendant la campagne, et fut employé dans cette même place, par lettres du 1er mai 1759. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 17 décembre, il servit en cette qualité à l'armée du Bas-Rhin, par lettres du 1er mai 1761. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 7 juin 1767, et titré duc de Céreste-Brancas, le 16 février 1785. On le trouve inscrit dans le tableau des lieutenants-généraux existants en 1791; mais on ne sait pas ce qu'il est devenu depuis cette époque. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 670; *états militaires.*)

DE BRANCAS (Louis-François), *marquis, puis duc de Villars-Brancas, maréchal-de-camp*, d'une autre branche de la même famille que les précédents, servit et fit deux campagnes comme volontaire, sous le comte d'Harcourt. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 8 février 1650. On l'employa en cette qualité jusqu'en 1651, et il se trouva à la journée de Lagny, en 1650. Il quitta le service; devint duc de Villars-Brancas, et pair de France, à la mort de son père, le 23 janvier 1657; en prit le titre, et fit enregistrer ses lettres de duc au parlement de Provence, le 15 février suivant. Il mourut au mois d'octobre 1679. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 274; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE BRANCAS (Charles, *comte*), *maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, était attaché à M. le duc d'Orléans, et avait fait quelques campagnes en qualité de volontaire, lorsqu'il obtint une compagnie au régiment d'Orléans cavalerie, le 31 décembre 1643. Il servit avec ce régiment au siège de Gravelines, en 1644; à la prise de Cassel, de

Mardick, de Linck, de Bourbourg, de Béthune et de Saint-Venant, en 1645; de Courtray, de Bergues et de Dunkerque, en 1646. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, par commission du 6 juin 1647, il le commanda à l'armée de Flandre, la même année; au siége d'Ypres, et à la bataillle de Lens, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 16 janvier 1649, il servit au blocus de Paris, la même année; se démit du régiment d'Orléans, au mois de décembre 1650, et ne servit plus. Il prêta serment pour la charge de chevalier d'honneur de la reine Anne d'Autriche, le 19 juin 1661, et mourut le 8 janvier 1681, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire, t. VI, pag.* 238; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII, pag.* 437) (1).

DE BRANCAS (Marie-Joseph), *marquis d'Oyse, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, naquit le 18 octobre 1687. Il entra aux mousquetaires au mois d'octobre 1703, et fit la campagne de Flandre, en 1704. Il obtint une compagnie dans le régiment d'infanterie de son frère, par commission du 1er octobre de la même année, et la commanda à l'armée de Flandre, en 1705; à l'armée de la Moselle, en 1706; en garnison, en 1707, 1708 et au commencement de 1709. Il fut nommé colonel de ce régiment, sur la démission de son frère, par commission du 13 juillet 1709. Il continua de servir en garnison; mais ayant été nommé, par commission du 17 septembre 1711, colonel du régiment d'Orléanais, il se démit de celui qui portait son nom, et commanda le régiment d'Orléanais à l'armée du Rhin, en 1712. Nommé deuxième cornette de la compagnie des chevau-légers d'Orléans, par brevet du 4 mai 1713, avec commission du même jour pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, il se trouva aux siéges de Landau et de

---

(1) Dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, par le Père Anselme, le comte de Brancas a été mal à propos qualifié de lieutenant-général.

Fribourg. On le fit capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes d'Orléans, par provisions du 6 août 1715. Créé brigadier, par brevet du 1er février 1719, il servit au siége de Kehl, en 1733; se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er août de cette même année, et finit la campagne en cette qualité. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, il se trouva à l'affaire de Clausen, au mois d'octobre. Il ne servit pas depuis, et mourut avant le 1er décembre 1783. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 121.)

DE BRANCAS (Louis), *duc de Brancas, lieutenant-général,* arrière-neveu du précédent, naquit le 5 mai 1714, et fut connu d'abord sous le nom de comte de Lauraguais. Il entra aux mousquetaires, en 1730. Il fut fait duc, sur la démission du duc de Brancas, son père, au mois de juillet 1731, et prit le nom de duc de Lauraguais. Il obtint une compagnie dans le régiment de cavalerie de la Feronays, par commission du 2 juillet 1733; passa avec ce régiment à l'armée d'Italie, au mois d'octobre, et servit, la même année et les deux premiers mois de la suivante, à la conquête du Milanais, sous les ordres du maréchal de Villars. Devenu colonel du régiment d'infanterie d'Artois, par commission du 10 mars 1734, il le commanda la même année à l'attaque des lignes d'Etlingen; au siége de Philisbourg; à l'armée du Bas-Rhin, sous les ordres du maréchal de Maillebois, au mois d'août 1741, et passa avec cette armée, au mois d'août 1742, sur les frontières de Bohême et de Bavière, où il se distingua à la tête de plusieurs détachements. Créé brigadier, par brevet du 2 février 1743, et colonel d'un régiment d'infanterie de son nom (depuis Briqueville), par commission du 6 mars suivant, il se démit du régiment d'Artois. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai, il se trouva à la bataille de Dettingen, et finit la campagne en Basse-Alsace. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Coigny, par lettres du 1er avril 1744, il concourut à la défense des bords

du Rhin; à la reprise des lignes de la Lautern et de Weissembourg; se trouva à l'affaire d'Hagueuau et au siége de Fribourg. Il servit à l'armée commandée par M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive, en 1745. Il fut créé chevalier de la Toison-d'Or, le 1er juin; déclaré, au mois de novembre, maréchal-de-camp, dont le brevet avait été expédié le 1er mai précédent, et se démit de son régiment. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il passa sous les ordres de M. le prince de Conti, par lettres du 1er juin; servit au siége de Mons, après lequel il rejoiguit l'armée du roi; couvrit le siége de Namur, et se trouva à la bataille de Raucoux. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1747, il combattit à Lawfeld. Il fut fait lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748, et déclaré tel au mois de décembre seulement. On le reçut au parlement comme pair de France, le 18 février 1751. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck; à la conquête de l'électorat de Hanovre, et à la bataille de Crewelt, en 1758. Il obtint le gouvernement de Guise, par provisions du 2 septembre de cette année, mais il n'a point servi depuis. Il prit le nom de duc de Brancas, à la mort de son père, le 29 février 1760. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 520.)

DE BRANCION, *voyez* RAGUET.

DE LA BRANGELIE, *voyez* JOUMART.

DE BRASSAC, *voyez* DE GALLARD.

BRAUN (Joseph), *maréchal-de-camp*, né à Landau, le 22 novembre 1759. (*Tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre* 1817.)

BRAYER (N....), *lieutenant-général* du 31 août 1813. (*Etats militaires.*)

DE BREANDE (N....), *maréchal-de-camp* du 3 janvier 1770. (*Etats militaires.*)

DE BRÉGY, *voyez* FLEXELLES.

DE BREHANT (Marie-Jacques, *marquis*), *maréchal-de-camp*, fut fait lieutenant-réformé dans le régiment de Nicolay-Dragons, le 30 janvier 1724. Il devint gentilhomme à drapeau au régiment des gardes-françaises, le 20 février 1732; deuxième enseigne, le 1er novembre 1733, et se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734. Nommé premier enseigne, le 4 mars 1735, il combattit à Clausen, au mois d'octobre; passa à une sous-lieutenance, le 13 mars 1741; fit la campagne de Flandre, en 1742; combattit à Dettingen, le 27 juin 1743, et parvint à une lieutenance, le 17 juillet suivant. Il servit aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; à l'affaire de Reischewaux, et au siége de Fribourg, en 1744; à la bataille de Fontenoy; aux siéges de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745. Il obtint, le 1er décembre, le régiment d'infanterie de Médoc, qu'il commanda au siége de Namur et à la bataille de Raucoux, en 1746. Il passa ensuite avec son régiment à l'armée d'Italie, où il arriva au mois de janvier 1747. Il contribua à faire lever aux ennemis le siége d'Antibes, et à les repousser au-delà du Var; se trouva à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban; à la prise de ces deux places, de Nice et de Vintimille, au mois de juin; au secours de Vintimille, et aux deux combats qui se donnèrent sous cette place au mois d'octobre. Il continua de servir à l'armée d'Italie jusqu'à la paix; obtint le grade de brigadier, par brevet du 10 mai 1748, et le régiment de Picardie, par commission du 25 août 1749, en se démettant de celui de Médoc. Il servit en qualité de brigadier, et commanda le régiment de Picardie au camp de Sarre-Louis, en 1753, et au camp de Dunkerque, en 1756. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck, où il reçut une contusion considérable à la cuisse; à la prise de Minden et de Hanovre, et à la marche sur l'ennemi vers Kehl. Il fut créé inspecteur-général surnuméraire de l'infanterie, par commission du

du Rhin ; à la reprise des lignes de la Lautern et de Weissembourg ; se trouva à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Il servit à l'armée commandée par M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive, en 1745. Il fut créé chevalier de la Toison-d'Or, le 1er juin ; déclaré, au mois de novembre, maréchal-de-camp, dont le brevet avait été expédié le 1er mai précédent, et se démit de son régiment. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il passa sous les ordres de M. le prince de Conti, par lettres du 1er juin ; servit au siége de Mons, après lequel il rejoignit l'armée du roi ; couvrit le siége de Namur, et se trouva à la bataille de Raucoux. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1747, il combattit à Lawfeld. Il fut fait lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748, et déclaré tel au mois de décembre seulement. On le reçut au parlement comme pair de France, le 18 février 1751. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck ; à la conquête de l'électorat de Hanovre, et à la bataille de Crewelt, en 1758. Il obtint le gouvernement de Guise, par provisions du 2 septembre de cette année, mais il n'a point servi depuis. Il prit le nom de duc de Brancas, à la mort de son père, le 29 février 1760. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 520.)

DE BRANCION, *voyez* RAGUET.

DE LA BRANGELIE, *voyez* JOUMART.

DE BRASSAC, *voyez* DE GALLARD.

BRAUN (Joseph), *maréchal-de-camp*, né à Landau, le 22 novembre 1759. (*Tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre* 1817.)

BRAYER (N....), *lieutenant-général* du 31 août 1813. (*Etats militaires.*)

DE BREANDE (N....), *maréchal-de-camp* du 3 janvier 1770. (*Etats militaires.*)

DE BRÉGY, *voyez* FLEXELLES.

DE BREHANT (Marie-Jacques, *marquis*), *maréchal-de-camp*, fut fait lieutenant-réformé dans le régiment de Nicolay-Dragons, le 30 janvier 1724. Il devint gentilhomme à drapeau au régiment des gardes-françaises, le 20 février 1732; deuxième enseigne, le 1er novembre 1733, et se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734. Nommé premier enseigne, le 4 mars 1735, il combattit à Clausen, au mois d'octobre; passa à une sous-lieutenance, le 13 mars 1741; fit la campagne de Flandre, en 1742; combattit à Dettingen, le 27 juin 1743, et parvint à une lieutenance, le 17 juillet suivant. Il servit aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; à l'affaire de Reischewaux, et au siége de Fribourg, en 1744; à la bataille de Fontenoy; aux siéges de Tournay, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, en 1745. Il obtint, le 1er décembre, le régiment d'infanterie de Médoc, qu'il commanda au siége de Namur et à la bataille de Raucoux, en 1746. Il passa ensuite avec son régiment à l'armée d'Italie, où il arriva au mois de janvier 1747. Il contribua à faire lever aux ennemis le siége d'Antibes, et à les repousser au-delà du Var; se trouva à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban; à la prise de ces deux places, de Nice et de Vintimille, au mois de juin; au secours de Vintimille, et aux deux combats qui se donnèrent sous cette place au mois d'octobre. Il continua de servir à l'armée d'Italie jusqu'à la paix; obtint le grade de brigadier, par brevet du 10 mai 1748, et le régiment de Picardie, par commission du 25 août 1749, en se démettant de celui de Médoc. Il servit en qualité de brigadier, et commanda le régiment de Picardie au camp de Sarre-Louis, en 1753, et au camp de Dunkerque, en 1756. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mars 1757, il se trouva à la bataille d'Hastembeck, où il reçut une contusion considérable à la cuisse; à la prise de Minden et de Hanovre, et à la marche sur l'ennemi vers Kehl. Il fut créé inspecteur-général surnuméraire de l'infanterie, par commission du

25 mai 1758; combattit à Crewelt, au mois de juin; à Minden, le 1er août 1759; se distingua à l'attaque des troupes ennemies qui avaient pris Hamelen, le 8, et devint inspecteur général de l'infanterie en charge, par commission du 18 janvier 1760. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er mai, il se trouva aux affaires de Corback et de Warbourg. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1761, il se démit du régiment de Picardie, et fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres des 1er mai 1761 et 1762. Il dirigea l'attaque de Kamen, dont il s'empara, au mois de juin 1761, et se trouva à l'affaire de Filinghausen, au mois de juillet. Il mourut à Paris, le 13 mai 1764, dans la 51e année de son âge. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 434; *Gazette de France.*)

BREISSAND (Joseph, *baron*), *général de brigade*, naquit à Sisteron (Basses-Alpes), le 2 avril 1770. Il entra au service le 19 mars 1786, comme volontaire, dans le régiment d'Aquitaine, d'où il sortit le 9 octobre 1787, par congé acheté. Nommé capitaine au 1er bataillon des volontaires du département des Basses-Alpes, le 1er septembre 1791, il y devint chef de bataillon, le 12 septembre 1792. Il fit en ces deux qualités, et avec distinction, les campagnes de l'armée des Alpes, jusqu'au 19 mai 1795, époque à laquelle il fut obligé de quitter son corps, par suite d'un coup de feu qu'il avait reçu à la cuisse lors de l'attaque du petit Mont-Cenis, le 27 avril précédent. Il fut placé, avec son grade de chef de bataillon, à la suite de la 19e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 27 juillet 1796; fit les campagnes d'Italie jusqu'en 1799, et se distingua dans toutes les occasions par son courage, son sang-froid et son habileté. Il commanda plusieurs places en Italie, depuis le 22 septembre 1797 jusqu'à la capitulation de Rome, en 1798. En cette dernière année, il était commandant de Pérouse (Peruggia), lorsqu'une insurrection très-dangereuse y éclata, et fut causée par une division d'opinions entre les habitants de cette ville. Déjà le sang avait coulé, et il allait ruisseler de toutes parts, lorsque le chef de bataillon Breis-

sand se rend sur la place publique, fend la foule, et adresse aux citoyens une harangue éloquente et persuasive en langue italienne. En vain quelques furieux menacent sa vie, dirigent des armes à feu et des épées nues contre lui; Breissand, conservant son sang-froid, parvient, malgré le péril imminent qui menace sa tête, à calmer la multitude, et à rétablir l'ordre et la tranquillité (1). En 1799, le chef de bataillon Breissand fut employé d'abord à l'armée des Grisons, puis à celle d'observation du Midi. Il fut blessé d'un coup de sabre à la main gauche, en chargeant contre la cavalerie autrichienne, au combat de Sutri, dans les états romains, le 9 août. Sur la proposition du général en chef Brune, il fut fait chef de la 3ᵉ demi-brigade provisoire d'Orient, le 17 juillet 1800, et continua de servir à la même armée jusqu'en 1803. On le nomma colonel du 35ᵉ régiment d'infanterie de ligne, le 15 décembre de cette dernière année, et officier de la Légion-d'Honneur, le 15 juin 1804. Il fut employé en Batavie pendant cette même année et en 1805. Il servit, en 1806, 1807, 1808, 1809 et 1810, aux armées d'Italie et d'Allemagne, où il se distingua en plusieurs occasions. Attaqué dans Pordenone, le 15 avril 1809, par plus de 4000 Autrichiens, le 35ᵉ régiment opposa, pendant six heures, la résistance la plus héroïque aux efforts de l'ennemi. Breissand, qui commandait ce régiment, fut atteint de deux coups de sabre, dont l'un à l'avant-bras droit et l'autre à l'épaule. Environné d'hommes tués, et soutenu par quelques sapeurs blessés, de son régiment, il se servait encore d'un fusil, qu'il n'avait pu recharger pour se défendre contre un peloton de Hongrois, lorsqu'il fut fait prisonnier. L'archiduc Jean, qui commandait les Autrichiens à cette affaire, frappé d'admiration pour la bravoure qu'avait déployée le colonel Breissand, lui fit offrir ses secours. « Je n'ai rien à demander à Votre » Altesse, répondit cet officier, si ce n'est qu'elle veuille

(1) En reconnaissance de cet important service, la ville de Pérouse chargea un sculpteur habile de faire deux bustes du commandant Breissand; elle en conserva un pour elle, et fit remettre l'autre à cet officier.

»bien avoir pour mes malheureux compagnons d'armes les »égards dus à leur courage, et me faire rendre mon épée »et ma décoration, que j'ai perdues dans le combat. — Un »brave tel que vous ne doit pas rester désarmé ; prenez »cette arme, dont vous savez faire un si noble usage, lui dit »l'archiduc, en lui ceignant sa propre épée; et je vais donner »des ordres pour que la décoration, dont vous êtes si digne, »vous soit remise, si on peut la retrouver sur le champ de »bataille.» Le colonel Breissand fut créé baron d'empire, le 15 août suivant. Employé à l'armée d'Espagne, en 1811, il y eut le gouvernement de la province d'Avila, où il sut maintenir la discipline la plus sévère parmi ses troupes. Par sa conduite loyale et désintéressée, il se concilia l'estime et l'affection des habitants, dont il emporta les regrets lorsqu'il quitta cette contrée. Promu au grade de général de brigade, le 6 août de la même année, il fit en cette qualité la campagne de Russie, en 1812, et y donna de nouvelles preuves d'habileté et de valeur. En 1813, il fut employé à la défense de Dantzick, sous les ordres du général Heudelet; rendit d'importants services en diverses occasions, où il se couvrit de gloire, et fut cité avec distinction dans les rapports adressés au gouvernement par le général Rapp, qui commandait en chef dans cette place. Il fut nommé commandeur de la Légion-d'Honneur, le 26 juin de cette même année, et mourut à Dantzick le 2 décembre suivant, des suites d'une blessure reçue la veille dans une sortie qu'il avait commandée. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE BRENDLÉ, *voyez* JOST.

BRENIER DE MONTMORAND (N...., *baron*), *lieutenant-général,* fut fait général de brigade, le 15 juin 1799; commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804; général de division, le 26 mai 1811; grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 26 décembre 1813, et chevalier de Saint-Louis, le 19 juillet 1814. Il était employé dans l'inspection-générale de l'infanterie, en 1820. (*Etats militaires.*)

DE BRESSEY (Jean-Claude, *comte*), *lieutenant-général*, était depuis long-temps ingénieur dans les troupes d'Espagne, lorsqu'il entra, en 1691, au service de France, où il obtint d'abord le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 30 avril 1692. Il fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 27 mai; servit au siége et à la prise des ville et château de Namur, et releva la tranchée, devant le château, dans la nuit du 25 au 26 juin. Il leva, par commission du 1er juillet de la même année, un régiment d'infanterie de son nom, et combattit à Steinkerque. Employé à la même armée, en 1693, il donna des preuves de valeur à la bataille de Néerwinde, et monta la tranchée, au siége de Charleroi, le 18 septembre. Il obtint le gouvernement de Bar-sur-Aube, par provisions du 8 novembre; se trouva, en 1694, à la fameuse marche de Vignamont au pont d'Espierre, et servit sur la Meuse, en 1695. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 janvier 1696, il continua de servir sur la Meuse, la même année et en 1697. Il se démit de son régiment, au mois de mars 1699, ne servit plus, et mourut au mois de février 1704. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 415.)

DE BRESSIEU, *voyez* DE MEILLON.

DE BRESSOLES, *voyez* DE CISCÉ.

LE BRET (Alexandre), *maréchal-de-camp* du 20 octobre 1565. (*Chronologie militaire, tom. IX, pag.* 255.)

DE BRETAGNE (Armand-François), *comte des Vertus, maréchal-de-camp* du 1er février 1719. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 40.)

DE BRETAGNE (Anne), *marquis de Lannion*, de la même famille que le précédent, *lieutenant-général* du 1er août 1734. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 166.)

DE BRETAGNE, *voyez* RICHEMONT.

DE LA BRETÊCHE, *voyez* DE JOUSSEAUME *et* SAVONNIÈRES.

trois positions aux ennemis, et se maintint dans la dernière pendant plusieurs heures. Le général de division Lorencey, sous les ordres duquel il servait, ayant été mis hors de combat dès le commencement de l'action, le général Brun avait pris le commandement provisoire de toute la division; et il ne quitta la dernière position, dont ses troupes s'étaient emparées, que sur un ordre impératif du duc de Reggio. Il effectua sa marche rétrograde en échiquier, et sans se laisser entamer par l'ennemi. Il se trouva au combat de Wurtschen, le 22 mai; à celui de Hoyerswerda, le 28 du même mois, et à la bataille de Jutterbock, le 6 septembre. Après la défaite des Français à Jutterbock, le maréchal Ney, qui était mécontent du gouverneur de Torgau, jugea à propos de confier le gouvernement de cette ville au général Brun. Cet officier, quittant alors sa brigade avec regret, vint s'enfermer dans Torgau, d'où il paraissait que l'armée française allait s'éloigner, d'après les instructions données par le maréchal. Le baron de Villeret s'occupa avec activité de mettre la place en état de défense. Napoléon ayant conçu le projet de livrer une bataille décisive à Leipsick, voulut faire de Torgau le dépôt général de son armée; et, en conséquence, il y envoya ses réserves et tous ses malades. Le commandement de cette place devint alors trop important pour un général de brigade, et le comte de Narbonne, aide-de-camp de Buonaparte, en fut nommé gouverneur. Le général Brun reçut dans le même temps des lettres de service pour commander, sous M. de Narbonne, la garnison de Torgau. Bientôt tous les malades de la grande-armée se trouvèrent réunis dans cette ville. Le typhus le plus terrible s'y développa, et la mortalité devint chaque jour de plus en plus effrayante. Le comte de Narbonne succomba, le 1er novembre, et fut remplacé par le général Dutaillis, qui se trouvait dans la place. Sous ce nouveau gouverneur, le général Brun continua de donner ses soins à l'approvisionnement et à la défense de Torgau. Ici l'histoire particulière du général Brun va se trouver confondue avec celle d'une garnison qui, par un courage et un dévouement

avait suivi le roi. On lui accorda, par commission du 14 mars 1619, une compagnie de 60 chevau-légers, qu'il commanda au voyage de Béarn, et on le créa chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre de la même année. Il commanda sa compagnie à l'attaque des retranchements du pont de Cé, en 1620; servit aux siéges de Saint-Jean-d'Angely, de Clérac et de Montauban, en 1621, et obtint, par commission donnée au camp devant Montauban, le 28 octobre, la charge de lieutenant de la compagnie des chevau-légers de M. le prince, qui lui donna le brevet, le 1er janvier 1622. Il eut le même jour un brevet de conseiller-d'état, et alla servir aux siéges de Saint-Antoni et de Montpellier. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 15 mars 1628, et employé en Languedoc, sous M. le prince de Condé, il le suivit au siége de Pamiers; à celui du Mas-d'Azil, et à toutes ses autres expéditions, jusqu'en 1631. Commandant dans la ville et citadelle de Laon, par commission du 5 août 1636, il leva, par autre commission du 16 du même mois, un régiment d'infanterie de son nom, qui fut licencié lorsqu'il quitta le commandement de Laon, en 1637. On lui donna le commandement de Troyes et de ses dépendances, le 25 juin 1641; et de nouveau, le 8 février 1642, celui des ville et citadelle de Laon, en l'absence du maréchal d'Estrées. Il obtint le régiment de Picardie, vacant par la mort du marquis de Nangis, son fils, par commission du 1er septembre 1644. Il se démit de ce régiment, au mois de mars 1645, et mourut au mois de novembre 1654. (*Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VII; chronologie militaire*, *tom. VI, pag.* 92; *Gazette de France.*)

DE BRICHANTEAU (François), *marquis de Nangis, maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit le 4 octobre 1618. Il fut cornette de la compagnie des chevau-légers du prince de Condé pendant quatre ans, et servit, en 1633, à la conquête de la Lorraine, et au siége de Nanci, où sa compagnie resta en garnison jusqu'en 1635. Devenu mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, qu'il leva, par commission du 16 août 1636, il se démit de la cornette

des chevau-légers de M. le prince de Condé ; suivit ce prince au siége de Dôle, la même année, et en Roussillon, en 1637. On licencia son régiment, à la fin de cette campagne. Il suivit le prince de Condé au siége de Fontarabie, en 1638; au siége de Salces, en 1639, et se distingua, cette même année, à la défaite de 1200 Croates de l'armée du cardinal-infant, près d'Aire. Il servait au siége d'Arras, en 1640, lorsqu'il obtint, par commission du 27 août, le régiment de Picardie, vacant par la mort du marquis de Breauté. Il commanda ce régiment pendant le reste de la campagne, et servit aux siéges d'Aire, de la Bassée et de Bapaume, en 1641. Il fut employé en Flandre et en Picardie, sous le comte d'Harcourt, qui se tint sur la défensive, en 1642. On lui donna 3000 livres de pension, par brevet du 24 décembre de cette année. Il combattit à Rocroy, en 1643; obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 13 juin, et servit au siége et à la prise de Thionville et de Sierk. Nommé conseiller d'état, par brevet du 27 février 1644, il prêta serment, le 12 mars. Employé, la même année, à l'armée de Flandre, il se trouva au siége de Gravelines, où il fut tué d'un coup de canon, le 14 juillet. (*Chronologie militaire*, *tom. VI, pag.* 176; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII, pag.* 896; *Gazette de France.*)

DE BRICHANTEAU (Louis-Armand), *marquis de Nangis, maréchal de France*, petit-neveu du précédent, naquit le 27 septembre 1682. Il n'avait que huit ans lorsque le marquis de Nangis, son père, brigadier d'infanterie et colonel-lieutenant du régiment Royal-Marine, mourut des blessures qu'il avait reçues, le 8 août 1690, à l'attaque d'un retranchement ennemi sur les bords du Rhin. Le roi donna ce régiment au sieur de Brichanteau fils, par commission du 3 septembre 1690, sous la condition de servir deux ans dans les mousquetaires avant d'en prendre le commandement. Il entra effectivement aux mousquetaires, en 1698; y servit cette année et la suivante; obtint le régiment de Bourbonnais, sur la démission du

marquis de Rochefort, par commission du 15 janvier 1700, et se démit du régiment Royal-Marine. Il servit à l'armée d'Allemagne, en 1701, sous le maréchal de Villeroi, qui ne fit aucune expédition. Employé à la même armée, sous le maréchal de Catinat, en 1702, il attaqua, le 30 septembre, le pont d'Huningue. Il fut détaché, avec 1000 fusiliers, pour soutenir le pont qu'on avait jeté sur le petit bras du Rhin, du côté des ennemis, qui l'attaquèrent vivement pendant la nuit, et qui furent repoussés. Il combattit à Frédelingen, le 14 octobre. Employé à l'armée de Bavière, en 1703, sous le maréchal de Villars, il se trouva au siége et à la prise du fort de Kehl, qui capitula le 9 mars; aux lignes de Lille; à la prise de Ketsingen, où il commanda 800 grenadiers, le 18. Il servit au passage des Montagnes-Noires, au mois d'avril; à la prise de la ville d'Aslak et du château d'Horneberg; à la défaite du comte de Stirum, à Hochstedt, le 20 septembre, et à la levée du siége d'Augsbourg par le prince de Bade, au mois de novembre. Employé à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Marchin, en 1704, on le détacha, au mois de janvier, avec 800 grenadiers, pour passer le Danube, et pour chasser les ennemis de leur quartier: dans sa course, il se trouva au siége de Wédélinghen. Il partit d'Augsbourg, au mois de mai, se rendit à Auverlinghen pour y faciliter le passage des recrues du maréchal de Tallart; rentra ensuite dans la Bavière, et servit, avec son régiment, à la canonnade de Stockach, et au second combat d'Hochstedt, le 13 août. A la tête de 30 compagnies de grenadiers, il chassa, le 11 septembre suivant, les ennemis du village de Halchtadt, après un combat opiniâtre. On le fit brigadier, par brevet du 26 octobre. Il servit, en 1705, sous le maréchal de Villars, à l'attaque des lignes de Weissembourg, qu'on emporta le 3 juillet, et y reçut deux contusions. Employé à l'armée du Rhin, sous le même général, en 1706, il eut part à la levée du blocus dn fort Louis, le 1er mai. Il attaqua la ville de Drusenheim avec 18 compagnies de grenadiers, et força le prince de Bade de l'évacuer, le 2 mai. Il marcha ensuite, sous les ordres du comte de Bourg, avec 800 grenadiers, et

emporta la redoute de Statmatt. Il alla ensuite, avec 1000 grenadiers et un régiment, observer les ennemis, qui paraissaient vouloir passer le Rhin. Détaché, au mois de mai 1707, il passa ce fleuve, à la tête de 400 grenadiers; attaqua les ennemis retranchés sur la rive opposée; força le général Janus, auprès de Lorch, le 20 juin; acheva, le 22, avec 40 compagnies de grenadiers, de chasser les ennemis de Suabs-Gæmund; eut part à la déroute des Impériaux, à Secknigen, le 23; à la prise de Lauffen, le 28, et à celle de Manheim, le 14 juillet. Il se jeta, avec 6 compagnies de grenadiers, dans la ville de Dourlach, le 15 août, et y tint pendant 18 jours jusqu'à l'arrivée d'un secours. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 19 juin 1708, il servit à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne et le duc de Vendôme, et se trouva au combat d'Oudenarde, le 11 juillet. Chargé de l'arrière-garde à la retraite de l'armée française, il soutint, le 12 du même mois, avec 500 grenadiers, l'attaque de l'avant-garde ennemie, et facilita au reste de l'armée le passage d'un défilé. Commandant, le 26 novembre, deux brigades d'infanterie, il arrêta, à Meldre, sur l'Escaut, 30 escadrons ennemis, et favorisa la retraite de l'infanterie, qu'il rejoignit après un heureux combat. Il servit, en 1709, à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Villars; se trouva au siége de Varneton, qui fut pris le 4 juillet, et enleva, le 24, 200 hommes dans l'abbaye d'Haunon, sur la Scarpe. A la bataille de Malplaquet, le 11 septembre, il enleva aux ennemis plusieurs drapeaux, qu'il porta au roi avec le détail de l'action. Employé à la même armée, sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou, il s'empara, le 20 juin 1710, du moulin et de la redoute de Biache, sur la Scarpe. Il obtint, par commission du 26 janvier 1711, le régiment d'infanterie du roi, vacant par la démission du marquis du Barail, et servit en Flandre, sous les mêmes maréchaux, qui se tinrent sur la défensive. Employé, sous le maréchal de Villars, en 1712, il eut part aux succès de la campagne de Flandre; concourut à la défaite des ennemis, à Denain, le 24 juillet; à la prise de Marchiennes, le 30 du même

mois; de Douai, le 8 septembre; du Quesnoy, le 4 octobre; de Bouchain, le 19; et à celles de Spire, de Worms, de Kaiserslautern et de Landau : cette dernière ville se rendit le 20 août. Il se trouva, en 1713, à la défaite du général Vaubonne, le 20 septembre; au siége de Fribourg, qui se rendit le 1er novembre, et à celui du fort et des châteaux, qui capitulèrent le 16. Pendant le siége de Fribourg, il emporta, l'épée à la main, la lunette de la tête du chemin couvert de cette place; repoussa les Impériaux, dans une sortie qu'ils firent le 8 octobre, et fut blessé, le 13, dans une attaque. Il commanda le camp de Marly, en 1715. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mars 1718, il obtint, sur la démission du marquis de Saint-Abre, le gouvernement de Salces, par provisions du 15 décembre 1719, et se démit, le 16, du régiment du Roi. On le nomma directeur-général de l'infanterie, par ordre du 1er mars 1721; chevalier d'honneur de l'infante, le 2 février 1724; chevalier d'honneur de la reine, par provisions données à Versailles le 30 mai 1725, et chevalier des Ordres du roi, le 16 mai 1728. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 15 septembre 1733, il se trouva au siége de Kehl, qui capitula le 28 octobre. Il servit à la même armée, par lettres du 1er avril 1734; concourut à l'attaque des lignes d'Etlingen, le 4 mai, et au siége de Philisbourg, où il monta à la tranchée les 9, 23 juin et 5 juillet : à cette dernière tranchée, il emporta, l'épée à la main, le chemin couvert. Détaché ensuite avec 14 bataillons, il couvrit les lignes exposées à l'attaque du prince Eugène, et passa 23 nuits de suite en bataille. La capitulation, pour Philisbourg, fut signée le 18. Il servit au siége de Worms, pris le 23 juillet; fut encore employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1735, sous le maréchal de Coigny, et s'empara du village et du pont de Ruinich. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles le 11 février 1741, il prêta serment, le 19; se démit de la direction-générale de l'infanterie, et mourut à Versailles le 8 octobre 1742, à l'âge de 61 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, p.* 308; *mémoires du temps, ceux du Père d'Avrigny, Morery, le*

Père Anselme, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Bauclas, Gazette de France.)

DE BRICHE (Louis-André, *vicomte*), *lieutenant-général*, né le 12 août 1772, entra cadet au régiment des chasseurs d'Alsace, en 1789. Étant passé dans le régiment Royal-cavalerie, il y fut fait successivement sous-lieutenant, lieutenant et capitaine. Il fit les premières campagnes de la révolution; se distingua en plusieurs occasions; eut un cheval tué, et plusieurs autres blessés sous lui. Devenu chef d'escadron au 11ᵉ régiment de hussards, et employé en cette qualité à l'armée d'Italie, il commanda ce corps, le 19 juin 1799, troisième jour de la bataille de la Trébia, et soutint la retraite de l'armée avec 600 hommes de troupes de toutes armes, jusqu'à l'entrée des montagnes, près de Modène. En 1800, il se distingua à la bataille de Marengo, le 14 juin, et donna des preuves de valeur au passage du Mincio, où il prit de sa main un major et plusieurs cavaliers autrichiens. Il continua de servir avec distinction, et remporta souvent des avantages sur l'ennemi, particulièrement dans les découvertes ou détachements qu'il eut souvent ordre de faire. En 1806, il était devenu colonel du 10ᵉ régiment de hussards, qu'il commanda à la bataille de Saalfeld, le 10 octobre. Dans cette affaire, le colonel Briche voyant le 9ᵉ de hussards ramené en désordre par la colonne des troupes prussiennes que conduisait le prince Louis (1), commande aussitôt la charge à son régiment; force l'ennemi à tourner bride; paralyse le feu de l'artillerie du prince; tue les canonniers sur leurs pièces; et, poussant cette charge avec vigueur pendant l'espace d'un quart de lieue, il s'empare de 2 canons d'infanterie, ainsi que d'un bon nombre d'hommes et de chevaux. Il combattit avec beau-

(1) Ce prince, qui était cousin-germain du roi de Prusse, fut tué d'un coup de sabre au travers du corps à la journée de Saalfeld, par un maréchal-des-logis du 10ᵉ régiment de hussards, nommé Cuindé, avec lequel il avait engagé un combat corps à corps.

coup de valeur à Jéna, le 14 du même mois, et y commanda son régiment, auquel il fit faire plusieurs charges avec succès, mais qui perdit beaucoup de monde par le feu meurtrier auquel il resta long-temps exposé. Ayant découvert, quelques jours après la bataille de Jéna, la marche que faisait le régiment prussien de la Reine-Dragons, pour venir surprendre le 10ᵉ régiment de hussards dans ses cantonnements, à Schuliz, près de Thorn, il fit monter sa troupe à cheval; tomba sur les dragons ennemis; manœuvra pour leur couper la retraite, et les défit entièrement. Quoique le 10ᵉ régiment eût été très-affaibli par les différents combats auxquels il avait pris part pendant la campagne de 1806, il soutint cependant, sous le commandement du colonel Briche, et pendant la campagne de 1807, en Pologne, la brillante réputation qu'il s'était précédemment acquise, et montra, particulièrement à l'affaire de Tikoczim, qu'il n'avait rien perdu de sa supériorité sur un ennemi avec lequel il avait eu de si fréquents engagements. Le colonel Briche reçut, à Breslaw, en Silésie, l'ordre de se rendre avec son régiment à l'armée d'Espagne. Employé au siége de Saragosse, en 1808, il s'y distingua en différentes occasions. Cette place ayant été prise, le 21 février 1809, le colonel Briche eut le commandement d'un détachement composé du 10ᵉ régiment de hussards et de deux bataillons d'infanterie, et fut chargé de communiquer avec l'armée de Catalogne : opération qui présentait de grandes difficultés. Après avoir avoir percé, avec des peines incroyables, à travers les montagnes les plus escarpées, et avoir lutté contre les troupes du général Reding, et un rassemblement considérable de miquelets, il parvint à la destination qui lui avait été assignée; mais il ne dut son salut et celui de ses troupes qu'aux prodiges de valeur qu'elles avaient faits pour sortir du pas périlleux où elles s'étaient trouvées engagées. Six mois après cette expédition, le colonel Briche reçut, du ministre de la guerre, l'ordre de rejoindre son corps d'armée. Il se trouva à la bataille d'Occana, le 19 novembre de la même année; y commanda 4 régiments de cavalerie légère, sous les ordres

du maréchal duc de Trévise, et culbuta la droite des ennemis. Cette action lui valut d'être recommandé par le maréchal à Napoléon, qui nomma le colonel Briche général de brigade, le 17 décembre suivant. A la bataille de Fuente de Cantos, le 15 septembre 1810, il chargea l'ennemi à la tête de sa brigade de cavalerie; mit les Espagnols et les Portugais en désordre; fit un grand nombre de prisonniers, et prit 6 pièces d'artillerie légère. Il chassa la cavalerie espagnole de Mérida, le 6 janvier 1811; passa avec sa bribage jusqu'à Albuquerque; poursuivit l'arrière-garde ennemie, et la sabra à la Botoa. Le 20 du même mois, étant employé au siége d'Olivença, et placé en observation à Talavera-la-Roa, il fut attaqué par les Espagnols, qu'il poussa vigoureusement jusqu'auprès de Badajoz. Le duc de Trévise le signala de nouveau à Napoléon, pour la conduite distinguée qu'il avait tenue à la bataille de la Gébora, le 19 février. A la bataille d'Albuhera, le 16 mai suivant, la cavalerie légère, sous son commandement, soutint l'attaque que dirigeait le général Godinot à l'extrême droite de l'armée. Les Français ayant perdu cette bataille, la brigade du général Briche protégea la retraite de l'armée dans la direction de Solana. Il fut nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 20 du même mois. Lors de la levée du siége de Badajoz, il fit replier, le 11 juin, les avant-postes des ennemis, et ouvrit la marche sur Los-Santos. Il poussa ensuite une reconnaissance jusque sous les murs d'Olivença, dont les ennemis s'étaient emparés peu de temps auparavant; et, ayant trouvé cette place abandonnée et sans défense, il en donna avis au général de division Godinot, qui la fit réoccuper le 21 du même mois. Sa brigade fit partie d'une colonne qui, vers le mois d'octobre, et sous les ordres du général Gérard, fouilla la Haute-Estramadure, et força le général espagnol Castanos à se retirer sur la frontière du Portugal. Pendant la campagne d'Allemagne, en 1813, le général Briche commanda l'avant-garde du 4ᵉ corps, qui décida le gain de la bataille de Lutzen, en tombant à propos sur l'aile gauche victorieuse des ennemis. Ayant perdu presque toute sa brigade à l'af-

faire de Dresde, on lui donna le commandement d'une division de cavalerie wurtembergeoise, qui servait dans l'armée française, et avec laquelle il enleva les redoutes du centre, à l'affaire de Bautzen. Il eut un cheval tué sous lui dans cette campagne, pendant laquelle il donna des preuves de valeur et de conduite qui lui méritèrent le grade de général de division, auquel il fut promu le 19 novembre, et la croix de l'ordre royal du Mérite militaire de Wurtemberg. En 1814, le général Briche fut employé à l'armée en France, et y eut le commandement de la 1re division de dragons, à la tête de laquelle il combattit avec succès pendant le cours de la campagne, et notamment à Brienne, à Pont-Chéry, près de Troyes, et à Rambervillers. Après le premier retour des Bourbons, il fut créé chevalier de Saint-Louis, le 19 juillet de la même année 1814; nommé l'un des inspecteurs-généraux de la cavalerie, et chargé de la nouvelle organisation de plusieurs régiments. Lors de l'invasion de Buonaparte, en mars 1815, le général Briche reçut l'ordre de se rendre à Nîmes, où M. le duc d'Angoulême avait établi son quartier-général. S. A. R. étant partie de cette ville, y laissa le général Briche au milieu des troupes de ligne, qui firent de vains efforts pour l'engager à se ranger du parti de l'usurpateur. Le 3 avril suivant, l'insurrection éclata parmi les troupes, et le général fut alors en butte aux plus mauvais traitements. Après lui avoir arraché ses épaulettes et ses décorations, on voulut le forcer, le pistolet sur la gorge, à crier *vive l'empereur!* mais, au péril de sa vie, il refusa de proférer ce cri. Les soldats, insurgés, s'emparèrent de lui; on le destitua, et on l'exila à Melun. En juillet de la même année, le roi étant rentré en France, récompensa la fidélité du général Briche, en le nommant commandant de la 9e division militaire; puis commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 3 mai 1816, et en lui conférant le titre de vicomte. En 1820, il est passé au commandement de la 4e division militaire. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

de la conduite du baron de Villeret pendant les *cent jours*; et S. A. R., en rentrant en France, expédia à cet officier une commission de commandant supérieur des départements de la Lozère et de l'Ardèche. Le général Brun exerça les fonctions que cette commission lui déférait, jusqu'à la publication de l'ordonnance royale du 19 juillet 1815, qui fit cesser les pouvoirs de cette nature. Il eût été facile au général Brun de rentrer en activité, et d'obtenir un commandement; mais il préféra se livrer aux douceurs de la vie privée et aux soins de l'agriculture, pour laquelle il avait pris un goût très-prononcé (1). En septembre 1817, le général Brun fut élu membre de la chambre des députés par ses concitoyens du département de la Lozère. Il siége encore dans cette chambre, où il s'est constamment fait remarquer par son zèle à défendre les intérêts de l'armée et les droits des militaires. Le général Brun de Villeret a été créé membre de la Légion-d'Honneur en 1807; chevalier de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, en 1808, et baron d'empire, le 20 juin 1813, il a été confirmé, en 1818, dans cette dignité par S. M., qui déjà l'avait nommé chevalier de Saint-Louis, le 1er novembre 1814, et commandeur de la Légion-d'Honneur, le 17 janvier 1815. Il a été fait maître des requêtes en 1819. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

---

ral Brun couvrit le maréchal de son corps, et, aidé de ses braves compagnons, il parvint à le conduire sain et sauf à Mende. Dans cette ville, le général Brun fut encore assez heureux pour rompre des combinaisons qui seraient devenues funestes au maréchal, sur les jours duquel il veilla activement pendant trois semaines, c'est-à-dire jusqu'au moment où un ordre du ministre de la guerre permit au duc de Dalmatie de se rendre dans ses foyers. Ainsi la France dut au généreux dévouement du général Brun la conservation d'un officier illustre, qui fut si long-temps l'honneur de ses armées, et dont S. M. a daigné reconnaître les éminents services.

(1) Il paraît certain que la crainte d'être appelé à des conseils de guerre, et de se voir dans le cas de porter des condamnations contre ses anciens compagnons d'armes, eut aussi beaucoup de part à sa détermination.

BRUNE (G.-M.-A., *comte*), *maréchal de France*, naquit à Brives-la-Gaillarde dans le Limousin, en 1763. Après avoir achevé ses études, il vint à Paris, où il fut tout à la fois homme de lettres et imprimeur. Au commencement de la révolution, il se livra tout entier à la politique; devint membre du club des cordeliers, et fut arrêté par suite de l'affaire du champ de Mars, en juillet 1791. Rendu à la liberté, il coopéra à la rédaction d'un journal jusqu'à l'époque du 10 août 1792, et fut alors envoyé en Belgique comme commissaire civil du gouvernement français. Étant revenu en France, en 1793, il embrassa l'état militaire; entra dans une compagnie de grenadiers de Paris, et servit dans l'armée de la Gironde. En 1794, il était devenu général de brigade, et ce fut en cette qualité qu'on l'employa à l'armée du Nord pendant la campagne de cette année. Il se trouvait à Paris à l'époque du 13 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795), et il y commanda, sous les ordres de Barras, le corps de troupes qui prit position dans la rue de l'Échelle, près du château des Tuileries. Il attaqua les sectionnaires qui s'étaient réfugiés dans la salle du Théâtre-Français, et les força de l'évacuer. En 1797, il passa avec son grade de général de brigade à l'armée d'Italie, commandée par Buonaparte, et fut placé sous les ordres du général de division Masséna. Il se distingua, le 12 janvier, à l'affaire de San-Michele, près de Véronne; se précipita, à la tête des grenadiers de la 75e demi-brigade, sur les pièces de canon autrichiennes, et les enleva à la baïonnette (1). Le 13 du même mois, il se trouva à la bataille de Rivoli. De concert avec le général Monnier, il attaqua les troupes du général Luzignan dans leur position de Monte-Brunisi. En peu d'instants la colonne autrichienne fut culbutée, et perdit beaucoup d'hom-

(1) Buonaparte rendant compte au directoire de l'affaire de San-Michel, fit le plus grand éloge de la bravoure du général Brune, et ajouta : « Le général Brune a reçu sept balles dans ses habits ; aucune ne l'a blessé : c'est jouer de bonheur. »

mes, qui furent faits prisonniers. Le général Brune se trouva, le 16, au combat de la Favorite; s'y distingua, et fut cité avec éloge dans le rapport du général en chef. Il obtint le grade de général de division, le 17 août. En 1798, le directoire exécutif ayant déclaré la guerre aux Suisses, Brune fut nommé commandant en chef des divisions de l'armée destinée à agir contre les cantons helvétiques : il établit son quartier-général à Payenne, dans le pays de Vaud, le 1er mars. Le 2, il fit occuper les environs de Fribourg; somma cette ville de se rendre, et l'emporta d'assaut, quoiqu'elle fût défendue par 1500 soldats bernois et 5000 paysans. Il avait dirigé, le même jour, une colonne sur Morat (1), que les Bernois évacuèrent. Par ses ordres, le général Rampon occupa, le 4, le défilé de Gümenen; força, le 5, le village du Neuneck, et emporta le camp ennemi après une action très-vive. Le général Brune s'empara des villes de Soleure et de Berne; et, étant entré dans cette dernière ville, le 6 du même mois, il y prit le commandement en chef de toute l'armée. Pendant cette courte campagne, conduite avec autant d'habileté que de générosité envers les vaincus, on prit aux ennemis 25 drapeaux, qui furent présentés au directoire-exécutif, le 18 mars. Ayant reçu l'ordre d'aller prendre le commandement en chef de l'armée française stationnée dans la répu-

---

(1) La ville de Morat est célèbre par la victoire que les Suisses remportèrent, le 3 mars 1476, sur les Bourguignons commandés par Charles-le-Téméraire. Après cette bataille, les Suisses rassemblèrent les ossements des vaincus et en élevèrent une pyramide, qui subsistait encore lorsque deux bataillons des départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne, faisant partie du corps d'armée du maréchal Brune, entrèrent à Morat après la retraite des Bernois, le 2 mars 1798. Ils détruisirent entièrement ce monument, et rendirent à la terre les tristes restes de leurs ancêtres, le jour même où les Suisses devaient célébrer l'anniversaire de la bataille de Morat, dans laquelle Charles-le-Téméraire avait perdu, avec tout son bagage, un diamant, le plus gros et le plus beau qui fût alors en Europe. Ce diamant, du poids de 55 karats, fut trouvé par un soldat, et vendu d'abord pour un écu. Il passa depuis en Angleterre; fut acheté par le régent de France, Philippe d'Orléans, et fait aujourd'hui partie des joyaux de la couronne de France.

courtisan favorisé qu'en prisonnier; et enfin les fréquents voyages qu'il fit d'Angleterre en France, pendant le temps de sa prison, sous le prétexte de payer sa rançon, le firent soupçonner de trahison. Dans un de ces voyages, le roi Jean II, surnommé le Bon, donna ordre de l'arrêter, le 16 novembre 1350. Il fut décapité le 19 du même mois. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 83; *Le Gendre et Froissart,* 1er *volume, pag.* 130 *et suiv.*; *Histoire de France, par Anquetil, tom. I, pag.* 364 *et* 365.)

DE BRIENNE (Gauthier), *duc d'Athènes, connétable de France,* d'une autre branche de la même famille que le précédent, gouverna avec sagesse la ville de Florence, en qualité de lieutenant-général de Charles de Sicile, duc de Calabre, que les Florentins avaient reconnu pour leur seigneur, en 1326. Il s'opposa, l'année suivante, à l'armée de Louis de Bavière, qui prétendait s'emparer du royaume de Naples. Il entreprit, en 1331, la conquête du duché d'Athènes, sur lequel il avait des prétentions; mais n'ayant obtenu aucun succès, il se retira en France, où il servit Philippe VI, dans les guerres qu'il eut à soutenir contre les Anglais, pendant les années 1339 et 1340. En 1341, les Florentins, après avoir perdu une bataille considérable contre ceux de Pise, demandèrent du secours au roi de Naples, qui leur envoya le duc d'Athènes. Celui-ci s'y conduisit si mal, que les habitans se révoltèrent et le chassèrent. De retour en France, il servit dans toutes les guerres, sous le roi Jean, qui le fit connétable, le 6 mai 1356, sur la démission du connétable de la Marche. Il fut tué à la bataille de Poitiers, le 19 septembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 87; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Froissart,* 1er *volume, pag.* 186.)

DE BRIENNE, *voyez* DE LOMÉNIE.

DE BRILHAC (François), *maréchal-de-camp* du 1er février 1719, et commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 34.)

de défense que la flotte hollandaise aurait pu lui fournir, le général Brune n'en continua pas moins ses préparatifs d'attaque contre l'ennemi. Le 9 septembre, à la pointe du jour, l'armée gallo-batave s'ébranla, et Brune se mit lui-même à la tête des troupes de la gauche, composée de corps français. L'avant-garde de cette colonne marcha sur Petten, et enleva les premiers postes ennemis avec beaucoup de vigueur. Une méprise dans la direction de la marche du centre de l'armée compromit ce centre, et devint en même temps fatale à l'aile droite. Ce contre-temps obligea le général Brune de faire rentrer l'armée dans ses premières positions, où il crut devoir attendre les renforts qui lui étaient promis par le directoire français. Il profita des circonstances pour presser le gouvernement hollandais d'accélérer la levée des gardes nationales, et fit fortifier son camp d'Alkmaer par des coupures et des retranchements. Le complément de l'armée anglaise et le contingent russe destinés à agir contre la Hollande débarquèrent au Texel, le 15 du même mois, et l'armée ennemie se trouva alors forte de 44,000 mille combattants : masse énorme, si on la comparait à la faible armée commandée par Brune. Cependant le même jour, 15 septembre, ce général fit attaquer le village de Warmenhuisen, dont les Anglais s'étaient emparés, et qui tomba au pouvoir des Bataves. Le 19, le duc d'York, commandant en chef l'armée anglo-russe, attaqua l'armée gallo-batave sur tous les points. Dans cette journée, qui reçut le nom de bataille de Bergen, les bonnes dispositions prises par le général Brune, les manœuvres savantes et hardies qu'il fit exécuter, le zèle des officiers généraux et la bravoure des soldats, rendirent infructueux tous les efforts d'un ennemi que sa supériorité numérique ne put garantir d'une défaite complète. Les alliés perdirent dans cette occasion 4500 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, 7 drapeaux, 20 pièces de canon, 6

avaient refusé de les défendre, et qui manifestèrent leur mécontentement, en disant qu'ils avaient entendu se rendre au stathouder et non aux Anglais.

DE BRIQUEVILLE (Gabriel), *marquis de la Luzerne*, *maréchal-de-camp*, servait depuis long-temps en Normandie, lorsqu'il embrassa le parti de Henri IV, aussitôt après la mort de Henri III. Il avait levé, le 20 avril 1589, un régiment d'infanterie de son nom, qu'il commanda à la bataille d'Arques, la même année; à celle d'Ivry, en 1590; au siége de Rouen, en 1591 et 1592; au siége de la Fère, en 1596, et à celui d'Amiens, en 1597. Son régiment ayant été licencié, le 6 mai 1598, après la paix de Vervins, il se retira en Normandie. Henri IV le créa chevalier de son Ordre, et gentilhomme ordinaire de sa chambre. En 1620, il prit parti pour la reine-mère; mais étant rentré presque aussitôt dans son devoir, il obtint, par brevet daté de Lisieux, le 23 juillet de la même année, le grade de maréchal-de-camp, pour commander les troupes en Normandie. On lui donna, le 14 août 1636, une commission pour commander au mont Saint-Michel, en l'absence de son fils, qui avait obtenu, le même jour, le gouvernement de cette place. Il mourut quelques années après. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 60.)

DE BRIQUEVILLE (Henri), *marquis de la Luzerne*, *maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut d'abord capitaine d'une compagnie de chevau-légers. Il servit au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628; à la conquête de la Savoie, en 1630, et à celle de la Lorraine, en 1633. Il combattit avec valeur à la bataille d'Avein, gagnée sur les Espagnols, le 20 mai 1635. Il obtint le gouvernement du mont Saint-Michel, par provisions du 14 août 1636, et se trouva au siége et à la prise de Corbie, la même année; aux siéges de Landrecies, de Maubeuge et de la Capelle, en 1637. Il devint mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, composé de 7 compagnies de 100 hommes qu'il leva, par commission donnée à Saint-Germain-en Laye, le 24 janvier 1638. Il commanda ce régiment, la même année, au siége de Lunéville, qu'on enleva d'assaut, et au siége de Brissack; au combat de la Route, en Piémont, le 20 novembre 1639; à la défaite de Léganès, devant Casal; au siége de Turin; aux

vivement, avait plusieurs fois été perdu et repris par les Gallo-Bataves, lorsqu'à trois heures après midi Brune se décida à tenter un nouvel effort pour repousser ses adversaires. Ses ordres ayant été bien exécutés, le village de Kastricum fut emporté à la baïonnette, malgré la résistance opiniâtre de 7 bataillons de grenadiers russes commandés par le général Essen. La cavalerie anglaise, sous les ordres d'Abercrombie, étant venue au secours de ces bataillons, le combat recommença avec une nouvelle fureur vers Kastricum; et les Gallo Bataves, épuisés de fatigue et inférieurs en nombre, durent céder un peu de terrain, et se retirer sur les hauteurs du village que nous venons de nommer : ils y furent ralliés par les généraux Boudet et Fusier. Le jour baissait, et la victoire était encore indécise; mais la cavalerie anglo-russe, étant parvenue à déborder la gauche de la ligne gallo-batave, menaçait de prendre à dos l'infanterie qui se trouvait dans la plaine. Dans cet état des choses, Brune résolut de faire un mouvement qui pouvait être décisif, et qui le devint en effet. Il ordonna aux hussards bataves de faire une charge en colonne pour dégager le général Boudet, et se porta lui-même contre l'ennemi à la tête de quelques escadrons. La cavalerie anglo-russe fut en peu d'instans enfoncée, sabrée et mise en désordre. Dans cette charge brillante, le général en chef Brune eut deux chevaux tués sous lui. L'infanterie anglaise ayant de son côté été repoussée par l'aile gauche de l'armée gallo-batave, les deux partis se trouvaient en observation vers les six heures du soir, lorsque les Anglais envoyèrent le général-major Don pour parlementer. Ainsi se termina la bataille de Kastricum, célèbre par l'acharnement avec lequel on se battit de part et d'autre. Dès le lendemain, le duc d'York, renonçant tout à coup à l'espoir de conquérir la Hollande, quitta sa position d'Alkmaar, et se retira avec tant de précipitation sur le Zyp, qu'il abandonna, dans Egmond-Aan-Zeé, deux ambulances de malades et de blessés russes et anglais. Brune ne fut pas plus tôt instruit de la retraite de l'ennemi, qu'il le fit poursuivre dans toutes les directions. Petten, Slapperdick et

Krabbendam furent repris le 8; Warmenhuysen, Heringkarspele et Dirkshorn, le 9. Brune porta, le même jour, son quartier-général à Alkmaar. La brigade anglaise du duc de Glocester fut chassée, le 10 et le 11, de toutes ses positions. On s'empara, le 10, de l'écluse de Zée-Dyk, dans laquelle les Anglais avaient déjà fait une coupure de 19 pieds : moyen atroce de se défendre, puisqu'il tendait à faire inonder par la mer un terrain immense et une population nombreuse. Enfin, du 12 au 13, l'armée gallo-batave occupa les positions les plus rapprochées du Zyp. Les Anglo-Russes ayant couvert, par de nombreux et formidables travaux, la position qu'ils avaient prise dans le Zyp, le général Brune ne voulut pas prodiguer le sang de ses soldats, en cherchant à forcer ses adversaires dans leur redoutable asile. Certain que l'armée ennemie allait se consumer elle-même dans l'étroite position où elle se trouvait placée, il attendit patiemment un résultat que la force des armes n'aurait pu avancer que de quelques jours. En effet, le duc d'York, pressé par le besoin de vivres, et calculant le danger de faire rembarquer l'armée anglo-russe à la vue d'un ennemi vigilant, et qui s'était mis en mesure, proposa, le 15, un armistice, et par suite, une capitulation, pour la libre retraite de son armée. Brune calcula tous les avantages qui pouvaient résulter de la prompte évacuation de la Hollande par les troupes ennemies, et accueillit les propositions du prince anglais. La capitulation fut signée le 18 octobre. Les alliés s'obligèrent, entre autres conditions, à évacuer la Hollande avant le 1er décembre; à rétablir dans leur intégrité les batteries qui avaient existé au Helder, et à laisser toutes celles élevées par eux dans les positions où ils se trouvaient alors. Huit mille Français et Bataves, faits prisonniers de guerre antérieurement à la campagne de 1799, et détenus en Angleterre, durent, aux termes de l'article 8, être renvoyés libres et sans condition dans leur patrie. Le 29 novembre, toutes les troupes russes et anglaises étaient rembarquées; et l'armée gallo-batave avait repris possession du Helder. En janvier 1800, le général Brune fut nommé con-

seiller-d'état, et attaché, comme président, à la section de la guerre. Vers ce temps, une nouvelle insurrection ayant éclaté dans la Vendée, les généraux Brune et Hédouville y furent envoyés, avec ordre de recourir à la force des armes, si la voie de la persuasion était insuffisante. Brune arriva à Nantes à la fin de janvier; et avant le 1er mars, il annonça au gouvernement la pacification entière du pays, et la soumission des chefs royalistes Bourmont et Sapeaux (1). Ces résultats furent obtenus, bien moins par les moyens de rigueur dont Brune et Hédouville avaient la disposition, que par l'esprit de conciliation dont ils se servirent avec succès. En mai de la même année, le prémier consul Buonaparte donna au général Brune le commandement de la seconde armée de réserve formée à Dijon. En septembre suivant, Brune remplaça le général Masséna dans le commandement en chef de l'armée d'Italie. La Toscane étant devenue le théâtre des scènes les plus déplorables, le général Brune fit sommer le marquis de Sommariva, commandant militaire pour le grand-duc, de dissoudre l'insurrection, et fixa un délai, passé lequel le pays serait occupé militairement par les Français, si les troupes insurgées n'étaient point rentrées dans l'ordre. Cette sommation étant restée sans réponse, Brune fit passer rapidement l'Apennin à une division de son armée, et elle occupa Florence, le 15 octobre. La ville d'Avezzo, quartier-général de l'insurrection toscane, fut emportée d'assaut, le 18, et livrée aux flammes. Ce châtiment terrible comprima la rébellion, et la tranquillité fut rétablie dans la Toscane. L'armistice qui avait été conclu à Pàsdorff, le 15 juillet, entre l'armée française et l'armée autrichienne, ayant été dénoncé aux avant-postes de cette dernière, en Italie, le 8 novembre, Brune se mit en mesure d'attaquer l'ennemi, aussitôt que le général Macdonald; qui marchait contre le Tyrol, s'y serait assez avancé pour couvrir le flanc gauche

(1) Ces deux chefs prirent plus tard du service dans les armées de Buonaparte.

DE BRIQUEVILLE (Gabriel), *marquis de la Luzerne, maréchal-de-camp,* servait depuis long-temps en Normandie, lorsqu'il embrassa le parti de Henri IV, aussitôt après la mort de Henri III. Il avait levé, le 20 avril 1589, un régiment d'infanterie de son nom, qu'il commanda à la bataille d'Arques, la même année ; à celle d'Ivry, en 1590 ; au siége de Rouen, en 1591 et 1592 ; au siége de la Fère, en 1596, et à celui d'Amiens, en 1597. Son régiment ayant été licencié, le 6 mai 1598, après la paix de Vervins, il se retira en Normandie. Henri IV le créa chevalier de son Ordre, et gentilhomme ordinaire de sa chambre. En 1620, il prit parti pour la reine-mère ; mais étant rentré presque aussitôt dans son devoir, il obtint, par brevet daté de Lisieux, le 23 juillet de la même année, le grade de maréchal-de-camp, pour commander les troupes en Normandie. On lui donna, le 14 août 1636, une commission pour commander au mont Saint-Michel, en l'absence de son fils, qui avait obtenu, le même jour, le gouvernement de cette place. Il mourut quelques années après. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 60.)

DE BRIQUEVILLE (Henri), *marquis de la Luzerne, maréchal-de-camp,* fils du précédent, fut d'abord capitaine d'une compagnie de chevau-légers. Il servit au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628 ; à la conquête de la Savoie, en 1630, et à celle de la Lorraine, en 1633. Il combattit avec valeur à la bataille d'Avein, gagnée sur les Espagnols, le 20 mai 1635. Il obtint le gouvernement du mont Saint-Michel, par provisions du 14 août 1636, et se trouva au siége et à la prise de Corbie, la même année ; aux siéges de Landrecies, de Maubeuge et de la Capelle, en 1637. Il devint mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, composé de 7 compagnies de 100 hommes qu'il leva, par commission donnée à Saint-Germain-en-Laye, le 24 janvier 1638. Il commanda ce régiment, la même année, au siége de Lunéville, qu'on enleva d'assaut, et au siége de Brissack ; au combat de la Route, en Piémont, le 20 novembre 1639 ; à la défaite de Léganès, devant Casal ; au siége de Turin ; aux

deux combats qui se donnèrent sous cette place, en 1640, et fut blessé d'une mousquetade à la jambe, à l'affaire du 11 juillet. Il servit à la prise de Bar-le-Duc, de Pont-à-Mousson, de Saint-Mihel, d'Épinal, et de la plus grande partie des places de la Lorraine et de la Franche-Comté, sous le comte Grancey, en 1641. Il obtint, le 25 novembre de la même année, le brevet de maréchal-de-camp, en considération de la distinction avec laquelle il avait servi pendant cette campagne. Employé, en 1642, à l'armée de Catalogne, sous le comte (depuis maréchal) de la Mothe-Houdancourt, il contribua à la défaite d'un corps de Castillans, qui marchait au secours de Collioure; servit avec beaucoup de distinction pendant le siége de Mouçon; fut blessé, le 7 octobre, à la bataille de Lérida, et mourut de cette blessure dans le même mois. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 164; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (Gabriel), *marquis de la Luzerne, maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut baptisé le 8 décembre 1630. Il obtint le gouvernement du mont Saint-Michel, à la mort de son père, par provisions du 10 décembre 1642; fit quelques campagnes en qualité de volontaire, et se distingua au passage de l'Escaut, effectué le 28 août 1651, à la vue des Espagnols. Il leva, par commission du 6 mai 1653, un régiment de cavalerie de son nom, qu'il commanda au siége de Sainte-Ménéhould, la même année; à celui de Stenay, et au secours d'Arras, en 1654; aux siéges de Landrecies, de Condé, et de Saint-Guilain, en 1655; de Valenciennes, en 1656; de Montmédi, en 1657; et au siége de Mortare, en 1658. La paix se fit en 1659. On licencia son régiment, par ordre du 18 avril 1661. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 12 mai 1667, il fut employé en Normandie, où on lui accorda la lieutenance de roi du bailliage de Caen, sur la démission du comte de Quincé, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 27 juillet 1668. Il déploya beaucoup de valeur, le 7 octobre 1677, au combat de Kokesberg, où il chargea avec plusieurs escadrons, quoiqu'il ne fût pas

commandé, et contribua à la prise de Berghem, en 1679. Il conserva la lieutenance de roi du bailliage de Caen jusqu'à sa mort, qui eut lieu en juillet 1684. Il était alors âgé de 55 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 413; *Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (François), *marquis de la Luzerne, maréchal-de-camp,* fils du précédent, fut fait lieutenant de roi au bailliage de Caen, à la mort de son père, par provisions du 24 juillet 1684. Il entra aux mousquetaires, avec lesquels il se trouva aux siéges de Philisbourg, de Manheim et de Franckendal, sous M. le dauphin, en 1688; à l'attaque de Valcourt, en 1689; à la bataille de Fleurus, en 1690; au siége de Mons, et au combat de Leuse, en 1691. Colonel du régiment d'infanterie de Périgueux, par commission du 24 février 1692, il passa cette année en garnison avec son régiment. Deuxième enseigne de la première compagnie des mousquetaires à la création de cette charge, par brevet du 1er février 1693, il combattit avec valeur à Neerwinde; servit au siége de Charleroi, la même année; devint premier enseigne, le 1er novembre, et continua de servir en Flandre jusqu'à la paix de Riswick. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 29 janvier 1702, il se trouva au combat de Nimègue, cette année; à celui d'Eckeren, en 1703; obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre 1704; reçut une blessure considérable à la bataille de Ramillies, en 1706; combattit à Oudenarde, en 1708, et se démit de l'enseigne des mousquetaires en quittant le service, au mois d'avril 1710. Il mourut à Paris, le 23 novembre 1727, âgé d'environ 64 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 570; *Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (François-Pierre), *comte de la Luzerne, lieutenant-général,* fils du précédent, naquit le 20 août 1704. Il fut fait lieutenant-réformé au régiment d'infanterie d'Orléans, en 1719; obtint une place de capitaine-réformé à la suite du même régiment, le 30 novembre 1720;

deux combats qui se donnèrent sous cette place, en 1640, et fut blessé d'une mousquetade à la jambe, à l'affaire du 11 juillet. Il servit à la prise de Bar-le-Duc, de Pont-à-Mousson, de Saint-Mihel, d'Épinal, et de la plus grande partie des places de la Lorraine et de la Franche-Comté, sous le comte Grancey, en 1641. Il obtint, le 25 novembre de la même année, le brevet de maréchal-de-camp, en considération de la distinction avec laquelle il avait servi pendant cette campagne. Employé, en 1642, à l'armée de Catalogne, sous le comte (depuis maréchal) de la Mothe-Houdancourt, il contribua à la défaite d'un corps de Castillans, qui marchait au secours de Collioure; servit avec beaucoup de distinction pendant le siége de Mouçon; fut blessé, le 7 octobre, à la bataille de Lérida, et mourut de cette blessure dans le même mois. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 164; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (Gabriel), *marquis de la Luzerne, maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut baptisé le 8 décembre 1630. Il obtint le gouvernement du mont Saint-Michel, à la mort de son père, par provisions du 10 décembre 1642; fit quelques campagnes en qualité de volontaire, et se distingua au passage de l'Escaut, effectué le 28 août 1651, à la vue des Espagnols. Il leva, par commission du 6 mai 1653, un régiment de cavalerie de son nom, qu'il commanda au siége de Sainte-Ménéhould, la même année; à celui de Stenay, et au secours d'Arras, en 1654; aux siéges de Landrecies, de Condé, et de Saint-Guilain, en 1655; de Valenciennes, en 1656; de Montmédi, en 1657; et au siége de Mortare, en 1658. La paix se fit en 1659. On licencia son régiment, par ordre du 18 avril 1661. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 12 mai 1667, il fut employé en Normandie, où on lui accorda la lieutenance de roi du bailliage de Caen, sur la démission du comte de Quincé, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 27 juillet 1668. Il déploya beaucoup de valeur, le 7 octobre 1677, au combat de Kokesberg, où il chargea avec plusieurs escadrons, quoiqu'il ne fût pas

commandé, et contribua à la prise de Berghem, en 1679. Il conserva la lieutenance de roi du bailliage de Caen jusqu'à sa mort, qui eut lieu en juillet 1684. Il était alors âgé de 55 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 413; *Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (François), *marquis de la Luzerne, maréchal-de-camp*, fils du précédent, fut fait lieutenant de roi au bailliage de Caen, à la mort de son père, par provisions du 24 juillet 1684. Il entra aux mousquetaires, avec lesquels il se trouva aux siéges de Philisbourg, de Manheim et de Franckendal, sous M. le dauphin, en 1688; à l'attaque de Valcourt, en 1689; à la bataille de Fleurus, en 1690; au siége de Mons, et au combat de Leuse, en 1691. Colonel du régiment d'infanterie de Périgueux, par commission du 24 février 1692, il passa cette année en garnison avec son régiment. Deuxième enseigne de la première compagnie des mousquetaires à la création de cette charge, par brevet du 1er février 1693, il combattit avec valeur à Neerwinde; servit au siége de Charleroi, la même année; devint premier enseigne, le 1er novembre, et continua de servir en Flandre jusqu'à la paix de Riswick. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 29 janvier 1702, il se trouva au combat de Nimègue, cette année; à celui d'Eckeren, en 1703; obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre 1704; reçut une blessure considérable à la bataille de Ramillies, en 1706; combattit à Oudenarde, en 1708, et se démit de l'enseigne des mousquetaires en quittant le service, au mois d'avril 1710. Il mourut à Paris, le 23 novembre 1727, âgé d'environ 64 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 570; *Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (François-Pierre), *comte de la Luzerne, lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 20 août 1704. Il fut fait lieutenant-réformé au régiment d'infanterie d'Orléans, en 1719; obtint une place de capitaine-réformé à la suite du même régiment, le 30 novembre 1720;

et passa, avec la même qualité, à la suite du régiment d'Aumont, par ordre du 5 mai 1723. Nommé exempt de la compagnie des gardes-du-corps (depuis Luxembourg), par retenue du 1er juin 1726, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, par commission du 28 février 1731, il servit sur le Rhin, en 1734, et se trouva au siége de Philisbourg. Il fut fait troisième enseigne de sa compagnie, par brevet du 12 octobre 1740. Devint deuxième enseigne, le 13 juillet 1742, et servit, cette année, en Flandre, où on se tint sur la défensive. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1743; premier enseigne de sa compagnie, le 4 août suivant, et employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er mai 1744, il suivit le roi aux siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes; passa de Flandre en Alsace, et se trouva au siége de Fribourg. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1745, il fut fait maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai, et déclaré tel, le 1er juin, avec des lettres de service en cette qualité. Il se trouva à la bataille de Fontenoy; aux siéges et à la prise des ville et citadelle de Tournai, d'Oudenarde et de Dendermonde. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, il couvrit, avec l'armée, les siéges de Mons, Charleroi, Namur, et combattit à Raucoux. Troisième lieutenant de sa compagnie, par retenue du 16 janvier 1747, il suivit le roi en Flandre; se trouva à la bataille de Lauwfeld, et couvrit, avec l'armée, le siége de Berg-op-Zoom. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai 1748, il devint deuxième lieutenant de sa compagnie, le 19 juin 1750. En 1754, il fut envoyé, par le roi, au corps de ville de Paris, pour y porter la nouvelle de la naissance du duc de Berri. A son retour à Versailles, il fut destiné à servir sur les côtes de l'Océan, le 26 septembre 1757, lors de la descente des Anglais aux environs de la Rochelle; mais les ennemis se rembarquèrent avant l'arrivée des officiers-généraux. Il devint premier-lieutenant de sa compagnie, le 9 avril 1760; fut employé à l'armée d'Allemagne, commandée par le prince de Soubise, par lettres du 1er mai 1761, et mourut à l'armée du Haut-Rhin, le 12 juin 1762, âgé de soixante

et un ans. (*Chronologie militaire, tom. V, p.* 499; *Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (Gabriel), *chevalier,* puis *comte de la Luzerne, maréchal-de-camp*, frère du précédent, naquit le 16 avril 1706. Il fut fait enseigne au régiment de Périgord, le 17 août 1716; devint lieutenant le 16 mars 1717; servit aux siéges de Fontarabie, de Saint-Sébastien et d'Urgel, en 1719, et passa capitaine-réformé dans le régiment de cavalerie de Bretagne, par commission du 7 janvier 1720. Nommé colonel du régiment d'infanterie de Périgord, sur la démission de son frère, par commission du 4 décembre 1722, il le commanda au siége de Dantzick, en 1733 et 1734. Assiégé, en 1734, dans le camp de Fahrweser, il fut chargé de capituler avec le comte de Munich, moyennant des conditions honorables. Il obtint le grade de brigadier, par brevet du 1er août de cette dernière année. Employé à l'armée du Bas-Rhin, par lettres du 1er août 1741, il commanda, pendant l'hiver, à Osnabruck, et marcha avec l'armée, au mois d'août 1742, sur les frontières de Bohême, où il se trouva à plusieurs actions. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1743, il se démit du régiment de Périgord; continua de servir à l'armée de Bavière; rentra avec cette armée en France, et fut employé, pendant le reste de la campagne, au pays Messin, par lettres du 1er août. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il se trouva à la prise de Weissembourg, à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Ce fut sa dernière campagne, sa santé ne lui ayant plus permis de continuer le service. Il mourut le 12 juin 1761. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 191; *Gazette de France.*)

DE BRIQUEVILLE (N...), *marquis de la Luzerne, lieutenant-général,* de la même famille que les précédents, fut d'abord capitaine de cavalerie au régiment qui, en 1746, portait le nom de Royal-Navarre. Il devint colonel du régiment de Bassigny, que l'on incorpora dans Royal-Comtois, en 1749, et fut fait alors colonel aux grenadiers de France. On lui donna, la même année, un régiment d'infanterie (de-

puis Soissonnais). Il servit avec distinction au siége de Mahon, en 1756; et obtint, le 15 février 1757, une pension de 2000 livres sur le trésor royal. Il fut créé brigadier d'infanterie, le 25 juillet 1762; maréchal-de-camp, le 16 avril 1767; et lieutenant-général, le 1er janvier 1784. (*États militaires.*)

DE BRISAY (Jacques-René), *vicomte de Denonville, maréchal-de-camp*, servit d'abord quelques années en qualité d'officier subalterne dans le régiment Royal-Infanterie, et y obtint une compagnie, le 17 mars 1663. Il commanda sa compagnie au siége de Gigery, et au combat qui se donna sous cette place, en 1664. De retour en France, il obtint la majorité de son régiment, par brevet du 8 février 1666, et se trouva aux siéges de Tournay, de Douai et de Lille, en 1668. On le tira du régiment Royal-Infanterie pour le faire major du régiment Colonel-Général des dragons, le 22 mai 1669. Il fit la campagne de 1672, et se trouva à toutes les expéditions. Il servit avec son régiment au siége de Maestricht, en 1673, et fut créé lieutenant-colonel du régiment de la Reine-Dragons, à la création de ce corps, par commission du 14 septembre de cette année. Il commanda son régiment à la bataille de Seneff, en 1674. Devenu mestre-de-camp du même régiment à la mort du chevalier d'Hocquincourt, par commission du 31 juillet 1675, il le commanda à la bataille d'Altenheim; au secours d'Haguenau et de Saverne, la même année; au combat de Kokesberg, sous le maréchal de Luxembourg, en 1676; à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créqui, qui fit le siége de Fribourg, en 1677; à l'attaque du pont de Seckingen; au siége de Kehl et du château de Lichtemberg, en 1678; au combat de Minden, en 1679, et au camp de la Sarre, en 1681. On le créa inspecteur-général des dragons au département de Flandre, Picardie, Artois et Hainaut, par commission du 3 août 1681; et il obtint le grade de brigadier, par brevet du 30 mars 1683. Nommé gouverneur et lieutenant-général du Canada et de la Nouvelle-France, au mois de janvier 1685, il

se démit du régiment de la Reine-Dragons, et de son inspection. Il arriva à Québec, en 1686; et après avoir, dans plusieurs occasions, battu et dissipé les Iroquois qui troublaient le commerce de la France, il les contraignit d'abandonner entièrement le pays. Il fit construire le fort Niagara, et pacifia tout le Canada. Nommé sous-gouverneur de M. le duc de Bourgogne, par commission du 16 août 1689, il revint en France, et prêta serment, le 14 janvier 1690. Il obtint les entrées chez le roi, le 16 du même mois, et le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 10 mars suivant. Il fut nommé sous-gouverneur des princes, frères de M. le duc de Bourgogne, par commission du 15 août de la même année; s'acquitta de cet emploi à la satisfaction de Louis XIV et de toute la cour, et mourut au mois de septembre 1710, âgé de 73 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 477; Gazette de France.*)

DE BRISAY DE DENONVILLE (Louis-René), *comte de Brisay, maréchal-de-camp,* petit-fils du précédent, naquit le 17 mai 1701. Il entra aux mousquetaires, en 1716, et fut fait cornette de la compagnie des chevau-légers de la garde du roi, par brevet du 5 janvier 1718. Il eut, le 25 novembre 1719, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie, à dater du 1er mars 1718; devint troisième cornette, le 25 janvier 1719; deuxième cornette, le 1er septembre suivant; et première cornette, le 5 octobre. Il fit la campagne de Philisbourg, en 1734, et obtint le grade de brigadier, par brevet du 1er août. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er janvier 1740, il se démit de sa charge de cornette des chevau-légers de la garde, au mois de mai 1742; quitta le service, et obtint, par provisions du 3 novembre 1749, la charge de lieutenant-général au gouvernement de l'Orléanais et au département du pays Chartrain, qui vaquait par la mort de son père. Il possédait encore cette charge en 1762. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag. 171; Gazette de France.*)

dans la première nomination des maréchaux d'empire, faite le 19 mai 1804, par Buonaparte, devenu empereur des Français. Il fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin suivant; et élevé à la dignité de grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 2 février 1805. Il revint en France dans la même année. En 1806, il commanda en chef le camp de Boulogne. En 1807, pendant la guerre de Pologne contre les Russes et les Prussiens, le maréchal Brune reçut de Napoléon le commandement d'un corps de troupes qui se rassembla à Magdebourg, et dont la force devait être portée à 80,000 hommes. Le maréchal, qui se trouvait dans cette ville vers le milieu d'avril, forma une ligne de troupes qui s'étendit jusqu'à la Baltique, et qui, en se réunissant par une chaîne de postes au corps du maréchal Mortier, se joignait ainsi aux autres corps de la grande-armée. Au mépris d'un armistice signé à Stralsund, le 29 avril, la marine suédoise s'étant permis d'exercer des hostilités contre les troupes françaises et alliées qui assiégeaient Colberg, le maréchal Brune crut devoir demander des explications à cet égard au roi Gustave, qui commandait en personne les troupes suédoises stationnées dans la Poméranie. Le monarque fit proposer au maréchal une entrevue, qui eut lieu à Schalskow, le 4 juin. Brune réclama l'exécution de l'armistice, et surtout celle de la clause stipulée dans un article additionnel, qui fixait le terme de trente jours au lieu de dix pour la reprise des hostilités après la dénonciation de la rupture. Le monarque suédois, interrompant brusquement le maréchal, déclara que sa volonté était immuable pour le délai de dix jours. Il écarta également la discussion entamée par le maréchal à la suite de l'exposé de la conduite de la marine suédoise. Il fit plus; il proposa au maréchal d'abandonner la cause de la France, et osa le sommer de se joindre aux émigrés que l'Angleterre avait à sa solde. Brune contenant son indignation, répondit comme devait le faire un homme d'honneur à une ouverture aussi singulière qu'elle était éloignée du but de l'entrevue, et se retira. L'armistice ayant été dénoncé par le roi de Suède, le corps

giment d'infanterie de Bourbon, par commission du 1er février de la même année. Il se démit du régiment d'Aunis, et commanda le régiment de Bourbon au camp de Sarre-Louis, en 1753; sur les côtes, en 1756, 1757 et 1758; et s'étant distingué à l'affaire de Saint-Cast, en Bretagne, le 11 septembre de cette dernière année, il fut choisi pour apporter la nouvelle du succès de cette affaire au roi, qui le créa brigadier, par brevet du 15 octobre. Il fut employé en Bretagne en cette qualité, par lettres du même jour. Déclaré, au mois de novembre 1761, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 20 février précédent, il se démit du régiment de Bourbon, et fut employé maréchal-de-camp en Bretagne, par lettres du 1er mai 1762. Il fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1765, et mourut avant le 1er décembre 1775. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 495; *Gazette de France.*)

DE BROCA (Charles-Louis), *maréchal-de-camp*, né à Montauban, en 1721, fut fait sous-lieutenant au régiment de Piémont, en 1741. Il y devint lieutenant, en 1742; capitaine, en 1745, et major, en 1757. On le créa chevalier de Saint-Louis, dans le courant de cette même année. Il fut nommé lieutenant-colonel du régiment de Dauphiné, en 1765; brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 1er mars 1784. On ignore ce qu'il est devenu depuis cette dernière époque. (*Etats militaires.*)

DU BROCARD, *voyez* DE BARAILLON.

BRODEAU DE LA CHASSETIERRE (Louis), *maréchal-de-camp* du 30 mars 1657.

DE BROGLIE (François-Marie, Ier, *comte*), *lieutenant-général*, fut élevé page du prince Maurice de Savoie, et devint gentilhomme de la chambre, et capitaine des gardes de ce prince. Il se signala dans l'armée du prince Thomas, en 1639, à la prise de Chivas, de Quiers, de Montcallier, d'Yvrée et de Trin, et se rendit maître du château de Mas-

sino et de Villeneuve. Il défendit, pendant 3 mois entiers, contre l'armée française, la ville de Coni, en 1641. Créé comte de Revel, par lettres du duc de Savoie, du 11 novembre 1643, il passa au service de France, en 1644, et fut nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie italienne du cardinal Mazarin, par commission du 21 octobre. Il servit, en 1645, à l'armée de Catalogne, qui couvrit le siége de Roses; fut un des commandants de la cavalerie au passage de la rivière de Noguère-Paillarèse; et se signala dans cette occasion en passant un des premiers cette rivière à la nage, et en chargeant avec vigueur les ennemis, qu'il repoussa. Il fut un des officiers qui, sous le comte d'Harcourt, contribuèrent le plus au gain de la bataille de Liorens, et à la prise de Balaguier. Nommé sergent de bataille, le 8 avril 1646, et maréchal-de-camp, le 26 août suivant, il servit au siége de Lérida; combattit avec valeur à l'attaque des lignes, le 21 novembre, et facilita la retraite de l'armée. Capitaine au régiment du cardinal Mazarin, par commission du 21 février 1647, il se trouva au second siége de Lérida, où il fut blessé, et à la prise d'Ager. Ayant été envoyé en détachement par le prince de Condé, il poursuivit les Espagnols, et les obligea de renoncer au projet qu'ils avaient formé de faire le siége de Constantin. Créé mestre-de-camp du régiment de Champagne, vacant depuis la mort du comte d'Origny, par commission du 12 février 1648, il servit au siége et à la prise de Tortose. On le fit gouverneur de Constantin et de Salo, par provisions du 31 décembre de la même année. En 1649, il monta le premier à l'escalade de Charenton; contribua ensuite à la défaite des troupes lorraines, près de Valenciennes; servit au siége de Cambrai; à la prise de Condé, et contribua à la défaite de 800 chevaux de la garnison de Douay. Il se démit du régiment de Champagne, au mois de juin; obtint le gouvernement de la Bassée, par provisions du 27 février 1650; leva une compagnie de 90 chevau-légers pour la garnison de cette ville, par commission du 5 mars, et se démit, le 11, du régiment du cardinal Mazarin, en faveur du comte

Carles, son frère. Il s'empara, le 12 juin, d'une redoute très-forte, sur la Lys, nommée la Gorghe, et qui était considérée comme un point très-avantageux. Il rendit des services signalés à la défense de Guise, assiégée par les Espagnols, et s'empara du château de Haleux, dans lequel il fit prisonniers cent maîtres qui le défendaient. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 septembre de la même année, il obtint, par brevet du 30 juin 1651, la confiscation des biens situés aux environs de la Bassée, appartenant à plusieurs gentilhommes qui étaient passés au service d'Espagne. Il défit, près de la Bassée, un parti espagnol, qui était venu se placer en embuscade. Il leva un régiment de cavalerie étrangère, de son nom, par commission du 25 février 1652, et le conserva jusqu'à sa mort. On le désigna chevalier des Ordres du roi, par brevet du 25 mars. Employé, la même année, à l'armée de Flandre, il y fut fait prisonnier de guerre, dans une escarmouche. En 1653, il investit, le 27 janvier, la ville de Vervins, qui se rendit le même jour au maréchal de Turenne. Il obtint un régiment d'infanterie allemande, sur la démission du comte de Schack, par commission du 27 février 1654. Avant que l'armée de Flandre se fût assemblée, le comte de Broglie ayant été informé que les Espagnols n'avaient laissé dans la ville d'Éterre, et dans le fort de la Gorghe, que 800 Irlandais, il sortit de la Bassée, à la tête de 200 chevau-légers et de 400 hommes de pied; passa la Lys; attaqua les Irlandais; les défit, et contraignit leur commandant de s'enfuir à la faveur des ténèbres. Il s'empara des châteaux de Camblin, Anvers et Houdin, en Flandre; marcha ensuite au siége d'Arras; commanda les Enfants-Perdus à l'attaque des lignes des Espagnols devant cette place, le 25 août, et y fut blessé. Il eut un pouvoir, du 6 mai 1655, pour commander, comme lieutenant-général, l'armée de Lombardie, en l'absence et sous l'autorité du duc de Modène. Il se trouva à la levée du siége de Bersello par les Espagnols, qui contraignirent à leur tour le duc de Modène de lever celui de Pavie. En 1656, on forma le siége de Valence, qui fut investie le 25 juin. Le

comte de Broglie étant allé reconnaître cette place, le 2 juillet, fut tué par un paysan qui était caché dans une pièce de blé. Il n'avait point été reçu chevalier des Ordres; mais, en considération des services éminents qu'il avait rendus, le roi permit à sa famille, par brevet du 10 janvier 1657, d'orner son tombeau et ses effigies des marques des ordres du Saint-Esprit et de Saint-Michel. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 88; *Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Gazette de France.*)

DE BROGLIE (Charles, *comte*), *lieutenant-général*, frère puîné de François-Marie de Broglie, qui précède, fut d'abord connu sous le nom de comte Carles. Il passa au service de France, avec son frère, en 1644; obtint, le 21 octobre, une compagnie dans le régiment de cavalerie italienne du cardinal Mazarin; devint lieutenant-colonel de ce régiment, le 19 mars 1645; servit, la même année, à l'armée qui couvrit le siége de Roses; combattit à Liorens, et se trouva à la prise de Balaguier. Il servit au siége de Lérida, en 1646; au second siége de cette place; à la prise d'Ager; au secours de Constantin, en 1647; au siége et à la prise de Tortose, en 1648; et continua de servir, en 1649, à l'armée de Catalogne, où l'on se tint sur la défensive, tout en empêchant les Espagnols de faire le siége de Barcelonne. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie italienne du cardinal Mazarin, sur la démission de son frère, par commission du 11 mars 1650, il servit à l'armée de Guienne, et contribua à la réduction de Bordeaux et de la province, cette année et les suivantes. Il fut fait, par commission du 4 septembre 1651, mestre-de-camp en chef du régiment de cavalerie de Mazarin, sur la démission de son frère, et à prendre rang du 13 février précédent, jour auquel cette démission avait été donnée. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1652, il servit à l'armée de Flandre, et eut une commission, datée de Melun le 16 juin, pour commander dans la Bassée, pendant tout le temps que le comte de Broglie, son frère, demeurerait prisonnier des ennemis. Employé, en

1653, dans l'armée commandée par le maréchal de la Ferté, il contribua à la défaite d'un détachement de troupes du prince de Condé, près de Varennes; à la réduction du château d'Orne et de Sorbée; au siége et à la prise de Réthel et de Mouzon. Il obtint le commandement dans Béfort et dans le château d'Esle, par commission du 18 février 1654; servit, la même année, au siége et à la prise de Stenay et au secours d'Arras. Étant passé en Italie, en 1655, avec le comte de Broglie, son frère, il se trouva au siége de Bersello, levé par les Espagnols, et à celui de Pavie, levé par les Français. Il fut naturalisé, avec Victor et Pierre-Jérôme de Broglie, ses neveux, par lettres du mois de février 1656, registrées à la chambre des comptes le 12 juin 1657. Il servit au siége de Valence, en 1656. Le comte de Broglie, son frère, y ayant été tué, il en prit le nom. On lui donna, par commission du 15 juillet, le régiment d'infanterie allemande qui vaquait par cette mort. Il eut le commandement de la Bassée, par commission du même jour, pendant la minorité de son neveu, à qui le roi conserva ce gouvernement. Par ordre du même jour, il commanda le régiment d'infanterie anglaise, dont son neveu était colonel. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 octobre de la même année. Il releva la tranchée devant Lamothe-au-Bois, le 10 septembre 1657, et fut blessé à la tranchée, devant Dunkerque, le 9 juin 1658. Son régiment d'infanterie fut incorporé, le 12 décembre 1659, dans le régiment d'Alsace. Il obtint, par commission du 16, un autre régiment que l'on composa des officiers et des soldats français qui se trouvèrent dans les régiments allemands et italiens dont la réforme était ordonnée. Il obtint le gouvernement d'Avesnes, par provisions du 22 mars 1660. On licencia son régiment de cavalerie, le 18 avril 1661, et celui d'infanterie, en 1666. Sa terre de Dormans fut érigée en marquisat, par lettres données en 1671. Employé, en qualité de lieutenant-général, par lettres du 23 août 1673, il servit dans l'armée commandée par M. le prince, pour le secours de Bonn, qui ne réussit point. Il attaqua, dans le mois de novembre, le château

comte de Broglie étant allé reconnaître cette place, le 2 juillet, fut tué par un paysan qui était caché dans une pièce de blé. Il n'avait point été reçu chevalier des Ordres; mais, en considération des services éminents qu'il avait rendus, le roi permit à sa famille, par brevet du 10 janvier 1657, d'orner son tombeau et ses effigies des marques des ordres du Saint-Esprit et de Saint-Michel. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 88; *Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Gazette de France.*)

DE BROGLIE (Charles, *comte*), *lieutenant-général,* frère puîné de François-Marie de Broglie, qui précède, fut d'abord connu sous le nom de comte Carles. Il passa au service de France, avec son frère, en 1644; obtint, le 21 octobre, une compagnie dans le régiment de cavalerie italienne du cardinal Mazarin; devint lieutenant-colonel de ce régiment, le 19 mars 1645; servit, la même année, à l'armée qui couvrit le siége de Roses; combattit à Liorens, et se trouva à la prise de Balaguier. Il servit au siége de Lérida, en 1646; au second siége de cette place; à la prise d'Ager; au secours de Constantin, en 1647; au siége et à la prise de Tortose, en 1648; et continua de servir, en 1649, à l'armée de Catalogne, où l'on se tint sur la défensive, tout en empêchant les Espagnols de faire le siége de Barcelonne. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie italienne du cardinal Mazarin, sur la démission de son frère, par commission du 11 mars 1650, il servit à l'armée de Guienne, et contribua à la réduction de Bordeaux et de la province, cette année et les suivantes. Il fut fait, par commission du 4 septembre 1651, mestre-de-camp en chef du régiment de cavalerie de Mazarin, sur la démission de son frère, et à prendre rang du 13 février précédent, jour auquel cette démission avait été donnée. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1652, il servit à l'armée de Flandre, et eut une commission, datée de Melun le 16 juin, pour commander dans la Bassée, pendant tout le temps que le comte de Broglie, son frère, demeurerait prisonnier des ennemis. Employé, en

1653, dans l'armée commandée par le maréchal de la Ferté, il contribua à la défaite d'un détachement de troupes du prince de Condé, près de Varennes; à la réduction du château d'Orne et de Sorbée; au siége et à la prise de Réthel et de Mouzon. Il obtint le commandement dans Béfort et dans le château d'Esle, par commission du 18 février 1654; servit, la même année, au siége et à la prise de Stenay et au secours d'Arras. Étant passé en Italie, en 1655, avec le comte de Broglie, son frère, il se trouva au siége de Bersello, levé par les Espagnols, et à celui de Pavie, levé par les Français. Il fut naturalisé, avec Victor et Pierre-Jérôme de Broglie, ses neveux, par lettres du mois de février 1656, registrées à la chambre des comptes le 12 juin 1657. Il servit au siége de Valence, en 1656. Le comte de Broglie, son frère, y ayant été tué, il en prit le nom. On lui donna, par commission du 15 juillet, le régiment d'infanterie allemande qui vaquait par cette mort. Il eut le commandement de la Bassée, par commission du même jour, pendant la minorité de son neveu, à qui le roi conserva ce gouvernement. Par ordre du même jour, il commanda le régiment d'infanterie anglaise, dont son neveu était colonel. Il fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 octobre de la même année. Il releva la tranchée devant Lamothe-au-Bois, le 10 septembre 1657, et fut blessé à la tranchée, devant Dunkerque, le 9 juin 1658. Son régiment d'infanterie fut incorporé, le 12 décembre 1659, dans le régiment d'Alsace. Il obtint, par commission du 16, un autre régiment que l'on composa des officiers et des soldats français qui se trouvèrent dans les régiments allemands et italiens dont la réforme était ordonnée. Il obtint le gouvernement d'Avesnes, par provisions du 22 mars 1660. On licencia son régiment de cavalerie, le 18 avril 1661, et celui d'infanterie, en 1666. Sa terre de Dormans fut érigée en marquisat, par lettres données en 1671. Employé, en qualité de lieutenant-général, par lettres du 23 août 1673, il servit dans l'armée commandée par M. le prince, pour le secours de Bonn, qui ne réussit point. Il attaqua, dans le mois de novembre, le château

fut rappelé de son gouvernement, et vécut absolument éloigné de la cour et des affaires jusqu'à la chute de l'empereur, en 1814. Il adressa, le 12 avril, son adhésion aux actes du gouvernement provisoire, et fut créé chevalier de St.-Louis, le 18 juin suivant; mais il n'obtint point la mise en activité, qu'il paraissait attendre. On présume que cet éloignement, dans lequel on le tint, le mécontenta, et le porta à prendre parti pour Buonaparte, lorsque celui-ci revint de l'île d'Elbe en France, au mois de mars 1815. Pendant les *cent jours*, le maréchal Brune fut pourvu du commandement en chef du 2e corps d'observation, stationné dans la Provence; mit Marseille en état de siége, et fit désarmer la garde nationale de cette ville. Il fut créé pair de France le 2 juin. Après la seconde chute de Buonaparte, le maréchal Brune conclut, le 9 juillet, une convention avec le commandeur Cocherano d'Osasco, commandant les troupes du roi de Sardaigne, et se retira à Toulon. Étant parti de cette ville pour revenir dans l'intérieur de la France, il fut assassiné à Avignon, dans les premiers jours d'août. (*Moniteur, ann. du temps, le continuateur d'Anquetil, tom I et II.*)

BRUNEL (N...., *baron*), *maréchal-de-camp* du 26 novembre 1814. (*Etats militaires.*)

DE LA BRUNERIE, *voyez* DODE.

BRUNET (Gaspard-Jean-Baptiste), *général en chef*, né à Valensol en Dauphiné, se prononça en faveur de la révolution française, et fut créé maréchal-de-camp, le 1er mars 1791. Il commanda, en 1792, l'avant-garde de l'armée du Var, et fut nommé, en décembre de la même année, par les commissaires de la convention, au commandement provisoire de cette armée, en remplacement du général Anselme. En 179[illegible] il servit à la même armée, qui avait pris le nom d'armée d'Italie, et que commandait le général Biron. Il concourut, le 14 février, avec le général Dagobert, à l'attaque des retranchements des Piémontais à Sospello. Ces retranchements furent enlevés avec beaucoup de valeur; et le général Brunet mérita une mention

le 27 août. Il servit aux siéges de Dôle, qui se rendit au roi, le 14 février 1668, et de Gray, pris le 19 du même mois. Il obtint, par provisions du 24 avril 1670, la compagnie des chevau-légers de Bourgogne, vacante par la démission du chevalier de Fourilles; servit aux siéges d'Épinal, pris à discrétion, le 25 septembre; de Chatté, rendu le 6 octobre, après six jours d'attaque, et à la conquête de la Lorraine. Il se démit, au mois de février 1671, du guidon des gendarmes de la garde; marcha, en 1672, à la prise d'Orsoy, le 3 juin; de Rheimberg, le 6; au passage du Rhin, le 12; à la soumission d'Utrecht, le 20; à celle de Doesbourg, le 21, et à la prise de Maestricht, le 29 juin 1673. Il leva, par commission du 1er mars 1674, un régiment de cavalerie de son nom (depuis Escouloubre); combattit à Seneff, le 11 août; chargea plusieurs fois les ennemis à la tête de la gendarmerie; conduisit l'arrière-garde après le combat, et retira les morts et les blessés du champ de bataille, après avoir battu plusieurs troupes de cavalerie de l'armée ennemie. Le roi, pour reconnaître ses services, commua, par lettres-patentes données à Versailles le 25, la compagnie des chevau-légers de Bourgogne en compagnie des gendarmes, sous le nom de *Gendarmes-Bourguignons;* et S. M. en fit le comte de Broglie capitaine-lieutenant, par les mêmes lettres. Il alla joindre l'armée du maréchal de Turenne; enfonça, à la tête de sa compagnie de gendarmes, la compagnie des chevau-légers de Lorraine, au combat de Mulhausen, le 29 décembre, où il fut blessé. Créé brigadier, par brevet du 12 mars 1675, il servit en Flandre, sous le roi et sous M. le prince de Condé, au siége de Limbourg, qui capitula, le 21 juin. Il fut blessé dans une action qui suivit le passage de la rivière d'Ill, en se battant contre deux escadrons ennemis. Il se démit, au mois de mars 1676, de son régiment de cavalerie. Il servit aux siéges de Condé, qui se rendit à discrétion, le 26 avril, et de Bouchain, qui capitula le 11 mai. Il repoussa une sortie des ennemis, et eut un cheval tué sous lui au siége d'Aire, qui se rendit le 31 juillet. Chargé de secourir Maestricht, sous les ordres du maréchal de Schom-

berg, il marcha à la tête d'un gros détachement; chargea les ennemis avec succès; mit en déroute leur arrière-garde, et obligea le prince d'Orange à lever le siége de cette place, le 27 août. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 25 février 1677, il servit dans l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créqui; combattit avec avantage la cavalerie ennemie à la canonnade du camp du prince Charles de Lorraine, le 15 juin; contribua à la défaite du prince de Saxe-Eysenach, le 24 septembre, et à celle de 2 régiments de l'armée commandée par le duc de Lorraine. Dans cette dernière affaire, qui eut lieu le 7 octobre, les ennemis laissèrent 600 morts sur le champ de bataille. Il fut détaché avec le marquis de Rannes pour couvrir la marche du maréchal de Créqui vers Rheinfeld, en occupant le débouché des montagnes. Le marquis de Rannes ayant été tué, le comte de Broglie combattit le duc de Lorraine jusqu'à ce que, sur des ordres précis du maréchal, il se retirât à la vue des ennemis, qui l'attaquèrent fréquemment, mais sans pouvoir l'entamer. Il marcha ensuite au siége de Fribourg, qui capitula le 14 novembre. Employé dans la même armée, et sous le même général, en 1678, il combattit, le 6 juillet, le comte de Stahremberg retranché au pont de Rhinfeld; eut part à la prise de Seckingen, qui fut forcé le 7; au bombardement de la redoute du pont et de la ville de Rhinfeld, et à la défaite des Impériaux, qui furent forcés, le 13, à Bolzhust. Il passa la Kintzig, le 23, à la vue du duc Charles retranché sur l'autre bord, et qui fit sa retraite vers Offembourg, avec perte de 800 hommes. Le comte de Broglie se trouva, le 27, à l'assaut du fort de Kehl, qu'on emporta l'épée à la main, et à la prise du château de Lichtemberg, le 15 octobre. Il servit au siége de Luxembourg, rendu le 4 juin 1684. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 août 1688, il commanda en Flandre, par commission du 20 septembre, et en Languedoc, par commission du 20 décembre. Il eut séance et entrée au parlement de Toulouse, par lettres-patentes du 3 décembre 1691. Il leva un régiment d'infanterie de son

nom, par commission du 22 mars 1702. On le fit bailli-d'honneur d'Avesnes, par lettres du 23 juin. Il se démit de son régiment, au mois d'avril 1703, et en même temps du commandement de la province du Languedoc. Sans autre secours que celui des milices, il avait maintenu ce pays dans la paix et l'obéissance; fait échouer les intrigues des ennemis de la France, qui y fomentaient la rébellion, et battu les calvinistes rebelles, toutes les fois qu'ils avaient osé prendre les armes. Il était le plus ancien des lieutenants-généraux, lorsqu'on le créa maréchal de France, par état donné à Versailles le 2 février 1724 (1). Il prêta serment pour cette charge, le 28 mars, et mourut dans son château de Buhy, le 4 août 1727, âgé d'environ 80 ans. (*Chronologie militaire, tom III, pag.* 198; *Journal historique du P. Griffet, gazettes, Mémoires du P. d'Avrigny, Histoire militaire de M. de Quincy, Bauclas, le président Hénaut.*)

DE BROGLIE (Charles-Amédée), *comte de Revel, lieutenant-général,* frère puîné de Victor-Maurice de Broglie, qui précède, était fort jeune lorsqu'on lui donna, par commission du 26 mai 1654, un régiment vacant par la mort du sieur de Maisonneuve, et qui fut licencié le 12 décembre 1659. Parvenu à l'âge de servir, il fut fait guidon des gendarmes écossais, par brevet du 18 juin 1666, et fit sa première campagne en Flandre, au siége et à la prise de Tournay, de Douai et de Lille, en 1667. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du régiment royal des cuirassiers, par commission du 12 janvier 1668, il se démit de la charge de guidon des gendarmes écossais, et servit à la conquête de la Franche-Comté. Il se trouva, en 1672, à toutes les opérations que fit le maréchal de Turenne; se signala et fut blessé, le 11 juin, à l'attaque des Hollandais, par le

(1) Comme il y avait 40 ans qu'il ne servait plus quand il fut fait maréchal de France, cette promotion donna lieu à beaucoup de plaisanteries.

duc de Longueville, sur les bords du Rhin. Il marcha, sous les ordres de Turenne, contre les troupes de l'électeur de Brandebourg, et se trouva à la reprise de plusieurs places de cet électorat, au mois de février 1673. Il revint au siége de Maestricht; combattit, à la tête de son régiment, à la journée de Seneff, en 1674; y donna des preuves de valeur, et fut blessé d'un coup de mousqueton dans le côté. Créé brigadier, par brevet du 12 mars 1675, il contribua, cette année, à la prise de Dinant, de Huy, de Limbourg; et à la prise de Condé, de Bouchain, d'Aire, en 1676. Il servit, en 1677, au siége et à la prise de Valenciennes, où il releva la tranchée dans les nuits du 10 au 11 et du 14 au 15 mars; à la bataille de Cassel; au siége et à la prise de Cambrai et de sa citadelle. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 28 janvier 1678, il rendit les plus grands services à l'affaire de Lauffembourg, le 15 juillet, ainsi qu'au siége et à la prise de Gand et d'Ypres. Il se démit, au mois d'août, du régiment des cuirassiers; passa à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créqui, et y finit la campagne. Employé en Catalogne, sous le maréchal de Bellefonds, par lettres du 14 mars 1684, il servit au siége de Gironne, qu'on emporta d'assaut, et qu'on fut obligé d'abandonner sur-le-champ. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 24 août 1688, il fut successivement employé, en Bretagne, sous le maréchal d'Estrées, par lettres du 9 mars 1689; dans le pays d'Aunis, sous le comte de Sourdis, par lettres du 4 mai 1690, et à l'armée de Roussillon, par lettres du 13 juin 1691. Il marcha au secours de Campredon, dont il fit lever le siége aux ennemis. Employé à la même armée, par lettres du dernier avril 1692, il s'y tint sur la défensive. Il servit, les cinq campagnes suivantes, sur le Rhin, sous les maréchaux de Lorges, de Joyeuse et de Choiseul : on s'y tint également sur la défensive. Employé à l'armée d'Italie, sous le maréchal de Villeroi, par lettres du 14 août 1701, il commanda la seconde ligne au combat de Chiari. Il fit la plus belle défense dans Crémone, dont les Allemands s'étaient déjà presque emparés par surprise, le 1er février 1702. Se

trouvant commandant en chef dans cette place, après la prise du maréchal de Villeroi et la mort du marquis de Crenan, tué au commencement de cette affaire, le comte de Revel obligea le prince Eugène et ses troupes de se retirer avec une perte considérable d'hommes et d'effets d'artillerie. Pour récompenser la valeur que le comte de Revel avait déployée dans la défense de Crémone, le roi lui donna le gouvernement de Condé, vacant par la mort du marquis de Crenan, par provisions du 8 mars 1702, et le nomma chevalier de ses Ordres. Employé sous M. le duc de Vendôme, il fit en chef le siége de la ville et du château de Castiglione-delle-Stivere, et attaqua, le 27 mai, la ville, qui capitula le 28. La garnison du château se rendit aussi à discrétion. Il combattit, la même année, à Luzzara; servit aux siéges et à la prise de Guastalla et de Borgoforte, et revint en France. Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 27 mai 1703; ne servit plus, et mourut à Paris, le 25 octobre 1707 (1). (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 331; *Gazette de France*.)

DE BROGLIE (François-Raimond-Félix), *comte de Revel, lieutenant-général,* frère de Charles-Amédée de Broglie, qui précède, fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Broglie. Il entra aux mousquetaires, en 1672; fit, avec ce corps, la campagne de Hollande; servit au siége de Maes-

---

(1) Madame de Sévigne (Lettre du 21 septembre 1689, tom. VII, pag. 222) parle du comte de Revel comme d'un homme très-brave et très-modeste. « Il se distingua beaucoup, dit-elle, au fameux passage du » Rhin et à Seneff. A la première de ces deux actions, il tomba dans le » fleuve, d'où on le tira par les cheveux. Son cheval étant tombé dans un » trou, il se dégagea; remonta sur un autre; passa le fleuve à la nage; » chargea les ennemis, et secourut très-à-propos M. le prince de Condé, » qui venait d'être blessé. »

C'est en parlant du fameux passage du Rhin que Boileau a dit dans son épitre IVe.

« Revel le suit de près; sous ce chef redouté,
» Marche des cuirassiers l'escadron indompté. »

tricht, en 1673; à la conquête de la Franche-Comté; combattit à Seneff, en 1674, et obtint une compagnie dans le régiment royal des cuirassiers, par commission du 12 novembre. Il servit, avec ce régiment, à l'armée qui couvrit les siéges de Huy, de Dinant, de Limbourg, en 1675; au siége de Condé, en 1676; au siége et à la prise de Valenciennes; à la bataille de Cassel, en 1677; au siège de Gand et d'Ypres; à la bataille de Saint-Denis, près Mons, en 1678; au camp de Flandre, en 1680; au camp de la Haute-Alsace, en 1681 et 1682; au siége de Courtray; à la prise de Dixmude, en 1683; à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684, et au camp de la Saône, en 1685, 1686 et 1687. Il fut employé au siége et à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Franckendal, en 1688; à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, en 1689; à la même armée, sous M. le dauphin, en 1690; sous le maréchal de Lorges, en 1691; et à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, en 1692. Il devint lieutenant-colonel de son régiment, le 4 mai 1693; se trouva, la même année, à la bataille de Néerwinde et au siége de Charleroi. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 10 février 1694, il servit à l'armée d'Allemagne jusqu'à la paix. Il y servit encore, en 1701, sous le maréchal de Villeroi; passa à l'armée d'Italie, au mois de février 1702; combattit à Luzzara; concourut à la prise de Guastalla et de Borgoforte, et fut fait brigadier, par brevet du 1er octobre. Il se trouva à la défaite du général Stahremberg; au combat de Castelnovo-de-Bormia, et à la défaite du général Visconti, à San-Sebastiano, en 1703; au siége et à la prise de Verceil, d'Yvrée et de sa citadelle, en 1704. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre, il se démit de son régiment, et marcha, en sa nouvelle qualité, au siége de Vérue, où il releva la tranchée le 10 décembre, et qui se rendit, au mois d'avril 1705. Il s'était distingué, le 16 octobre précédent, à l'attaque du pont de Serio. Il se trouva à la bataille de Cassano; à la prise de Socino, la même année; à la bataille de Calcinato; au siége de Turin, et au combat, sous cette

place, en 1706. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, par lettres du 20 avril 1707, il concourut à toutes les expéditions de ce général, et prit le nom de comte de Revel, le 25 octobre, à la mort de son frère. Il continua de servir, à la même armée, sous le maréchal de Berwick, en 1708; à l'armée de la frontière du Piémont, sous le même général, en 1709, 1710, 1711 et 1712; à l'armée d'Allemagne, en 1713; au siége de Landau et à celui de Fribourg : ce fut sa dernière campagne. Il obtint les honneurs de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par lettres du 20 janvier 1716; fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mars 1718, et grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, à la mort de M. de Chamlay, par provisions du 3 juillet 1719. Il mourut à Paris, au mois de juillet 1720. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 10; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE BROGLIE (Charles-Guillaume, *marquis*), *lieutenant-général,* fils de Victor-Maurice de Broglie, qui précède, naquit en 1669. Il fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique, et reçut le titre de bachelier en théologie. Il quitta cet état après la mort de son frère aîné, tué au siége de Charleroi, en 1693, et entra au service militaire en qualité de cadet. Il devint enseigne au régiment d'infanterie du Roi, en 1694; fit, cette année, la campagne de Flandre; y servit encore en 1695; fut fait capitaine au même régiment, le 19 août; continua de servir en Flandre, en 1696 et 1697, et au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698. Il obtint, par commission du 15 décembre de cette même année, le regiment d'infanterie de l'Isle-de-France; commanda ce régiment à l'armée d'Allemagne, en 1701; passa avec lui à l'armée d'Italie, au mois de juillet; combattit à Chiari, au mois de septembre; à Luzzara, en 1702; à Castelnovo-de-Bormia et à San-Benedetto, en 1703. Il servit au siége et à la prise de Verceil et d'Yvrée, en 1704. On le créa brigadier, le 26 octobre de la même année, et il fut employé en cette qualité au siége de Vérue. Il se trouva à la bataille de Cassano, et à la prise de Socino, en 1705. Il obtint une place d'inspecteur-général de l'infanterie, par

tricht, en 1673; à la conquête de la Franche-Comté; combattit à Seneff, en 1674, et obtint une compagnie dans le régiment royal des cuirassiers, par commission du 12 novembre. Il servit, avec ce régiment, à l'armée qui couvrit les siéges de Huy, de Dinant, de Limbourg, en 1675; au siége de Condé, en 1676; au siége et à la prise de Valenciennes; à la bataille de Cassel, en 1677; au siège de Gand et d'Ypres; à la bataille de Saint-Denis, près Mons, en 1678; au camp de Flandre, en 1680; au camp de la Haute-Alsace, en 1681 et 1682; au siége de Courtray; à la prise de Dixmude, en 1683; à l'armée qui couvrit le siége de Luxembourg, en 1684, et au camp de la Saône, en 1685, 1686 et 1687. Il fut employé au siége et à la prise de Philisbourg, de Manheim et de Franckendal, en 1688; à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Duras, en 1689; à la même armée, sous M. le dauphin, en 1690; sous le maréchal de Lorges, en 1691; et à l'armée de la Moselle, sous le marquis de Boufflers, en 1692. Il devint lieutenant-colonel de son régiment, le 4 mai 1693; se trouva, la même année, à la bataille de Néerwinde et au siége de Charleroi. Mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 10 février 1694, il servit à l'armée d'Allemagne jusqu'à la paix. Il y servit encore, en 1701, sous le maréchal de Villeroi; passa à l'armée d'Italie, au mois de février 1702; combattit à Luzzara; concourut à la prise de Guastalla et de Borgoforte, et fut fait brigadier, par brevet du 1er octobre. Il se trouva à la défaite du général Stahremberg; au combat de Castelnovo-de-Bormia, et à la défaite du général Visconti, à San-Sebastiano, en 1703; au siége et à la prise de Verceil, d'Yvrée et de sa citadelle, en 1704. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre, il se démit de son régiment, et marcha, en sa nouvelle qualité, au siége de Vérue, où il releva la tranchée le 10 décembre, et qui se rendit, au mois d'avril 1705. Il s'était distingué, le 16 octobre précédent, à l'attaque du pont de Serio. Il se trouva à la bataille de Cassano; à la prise de Socino, la même année; à la bataille de Calcinato; au siége de Turin, et au combat, sous cette

place, en 1706. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, par lettres du 20 avril 1707, il concourut à toutes les expéditions de ce général, et prit le nom de comte de Revel, le 25 octobre, à la mort de son frère. Il continua de servir, à la même armée, sous le maréchal de Berwick, en 1708; à l'armée de la frontière du Piémont, sous le même général, en 1709, 1710, 1711 et 1712; à l'armée d'Allemagne, en 1713; au siége de Landau et à celui de Fribourg : ce fut sa dernière campagne. Il obtint les honneurs de grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, par lettres du 20 janvier 1716; fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mars 1718, et grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, à la mort de M. de Chamlay, par provisions du 3 juillet 1719. Il mourut à Paris, au mois de juillet 1720. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 10; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE BROGLIE (Charles-Guillaume, *marquis*), *lieutenant-général,* fils de Victor-Maurice de Broglie, qui précède, naquit en 1669. Il fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique, et reçut le titre de bachelier en théologie. Il quitta cet état après la mort de son frère aîné, tué au siége de Charleroi, en 1693, et entra au service militaire en qualité de cadet. Il devint enseigne au régiment d'infanterie du Roi, en 1694; fit, cette année, la campagne de Flandre; y servit encore en 1695; fut fait capitaine au même régiment, le 19 août; continua de servir en Flandre, en 1696 et 1697, et au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698. Il obtint, par commission du 15 décembre de cette même année, le regiment d'infanterie de l'Isle-de-France; commanda ce régiment à l'armée d'Allemagne, en 1701; passa avec lui à l'armée d'Italie, au mois de juillet; combattit à Chiari, au mois de septembre; à Luzzara, en 1702; à Castelnovo-de-Bormia et à San-Benedetto, en 1703. Il servit au siége et à la prise de Verceil et d'Yvrée, en 1704. On le créa brigadier, le 26 octobre de la même année, et il fut employé en cette qualité au siége de Vérue. Il se trouva à la bataille de Cassano, et à la prise de Socino, en 1705. Il obtint une place d'inspecteur-général de l'infanterie, par

u régiment de cavalerie de
et servit, en 1691, à l'armée
ur la défensive. Il se rendit,
l'armée d'Italie, et se trouva
inélian, le 21 décembre. Il
en 1692; mais il ne se fit
ette année. En 1693, il com-
aille, et ensuite à la prise du
octobre. Il passa capitaine au
es, par commission du 11 dé-
e-camp-lieutenant du régiment
démission du comte de Vienne,
janvier 1694. Employé en Flan-
e trouva à la marche de Vignamont
22 août. Il servit au bombardement
4 et 15 août 1695; fut encore em-
même armée, qui couvrit les fron-
, au siége d'Ath, qui se rendit le 5
lun, près de Compiègne, en 1698,
re, en 1701, sous le maréchal de
rit rien. Employé, en 1702, sous
e et le maréchal de Boufflers, il se
Hollandais, sous les remparts de
Créé brigadier, par brevet du 23 dé-
1703, sous les maréchaux de Bouf-
trouva au siége de Tongres, qui fut
it employé à l'armée de la Moselle,
te de Coigny, qui observa seulement
au grade de maréchal-de-camp, par
de la même année, et employé à
le duc de Vendôme, en 1705, il ser-
, qui se rendit le 9 avril; au combat
it, et à la prise de Soncino, le 23 oc-
mée du Rhin, en 1706, sous le ma-
ontribua à la levée du blocus du fort
s; à la prise des retranchements de
nai, et commanda 400 dragons et 100
de Drusenheim, le 25 de Lauterbourg.

commission du 12 décembre de la même année, et se trouva aux batailles de Calcinato et de Turin, en 1706. Il fut employé sur la frontière du Dauphiné, depuis 1707 jusques et y compris 1712, et contribua à la défense de Toulon, en 1707. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 29 mars 1710; et le gouvernement de Gravelines, par provisions du 18 octobre 1712. Employé à l'armée du Rhin, en 1713, il servit aux siéges de Landau et de Fribourg. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 mars 1718. Nommé directeur-général de l'infanterie, par commission du 4 juillet 1719, en se démettant de son inspection, il en fit les fonctions jusqu'au mois de mai 1729, époque à laquelle on supprima cette place. Il ne servit plus, et mourut à Paris, le 13 novembre 1751, âgé de 82 ans (1). (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 39; *mémoires du temps.*)

DE BROGLIE (François-Marie, II, *duc*), *maréchal de France,* frère puîné de Charles-Guillaume de Broglie, qui précède, naquit le 11 janvier 1671, et fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Broglie. Il entra dans la compagnie des cadets de Besançon, en 1685; devint cornette dans la compagnie de son frère, au régiment des cuirassiers, le 15 janvier 1687; combattit à Valcourt, le 27 août 1689, et à Fleurus, le 1er juillet 1690. Il eut, par commission du 12

(1) Le marquis de Broglie était homme de beaucoup d'esprit, et fut fort aimé des troupes, dont il avait fait augmenter la paie. Le duc de Saint-Simon en dit beaucoup de mal, parce qu'il était de la cour intime du régent, et que ce duc, plein de fiel et d'orgueil, dénigre dans ses Mémoires tous ceux qui partageaient avec lui la faveur de ce prince. Le marquis de Broglie, dans une de ses tournées comme directeur-général de l'infanterie, s'avisa de dire dans un dîner, « que tout irait de mal en pis, » tant que l'état serait gouverné par un prêtre. » Le cardinal de Fleury, informé du propos par un commissaire des guerres, qui était de ce dîner, eut la petitesse de rappeler le marquis de Broglie et de supprimer son emploi. Celui-ci quitta le service; et, en mariant son fils à mademoiselle de Bezenval, il exigea que sa bru n'accepterait jamais aucune place à la cour. Ce fils a peu servi et a mené une vie assez obscure. Il eut de mademoiselle de Bezenval un fils unique de la figure la plus aimable et de la plus belle espérance, qui fut tué à Sundershausen, étant aide-de-camp du dernier maréchal de Broglie, son cousin issu de germain.

novembre, une compagnie au régiment de cavalerie de Saint-Valery (depuis Vogué), et servit, en 1691, à l'armée d'Allemagne, où l'on se tint sur la défensive. Il se rendit, sur la fin de la campagne, à l'armée d'Italie, et se trouva au siége et à la prise de Montmélian, le 21 décembre. Il continua de servir en Italie, en 1692; mais il ne se fit aucune expédition pendant cette année. En 1693, il combattit à la bataille de la Marsaille, et ensuite à la prise du fort de Sainte-Brigite, le 4 octobre. Il passa capitaine au régiment royal des Cravattes, par commission du 11 décembre. On le fit mestre-de-camp-lieutenant du régiment du Roi cavalerie, sur la démission du comte de Vienne, et par commission du 20 janvier 1694. Employé en Flandre, la même année, il se trouva à la marche de Vignamont au pont d'Espierre, le 22 août. Il servit au bombardement de Bruxelles, les 13, 14 et 15 août 1695; fut encore employé, en 1696, à la même armée, qui couvrit les frontières; servit, en 1697, au siége d'Ath, qui se rendit le 5 juin; au camp de Coudun, près de Compiègne, en 1698, et à l'armée de Flandre, en 1701, sous le maréchal de Boufflers, qui n'entreprit rien. Employé, en 1702, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Boufflers, il se trouva à la défaite des Hollandais, sous les remparts de Nimègue, le 11 juin. Créé brigadier, par brevet du 23 décembre, il servit, en 1703, sous les maréchaux de Boufflers et de Villeroi; se trouva au siége de Tongres, qui fut forcé le 10 mai, et fut employé à l'armée de la Moselle, en 1704, sous le comte de Coigny, qui observa seulement les ennemis. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 octobre de la même année, et employé à l'armée d'Italie, sous le duc de Vendôme, en 1705, il servit au siége de Vérue, qui se rendit le 9 avril; au combat de Cassano, le 16 août, et à la prise de Soncino, le 23 octobre. Employé à l'armée du Rhin, en 1706, sous le maréchal de Villars, il contribua à la levée du blocus du fort Louis par les ennemis; à la prise des retranchements de Drusenheim, le 1er mai, et commanda 400 dragons et 100 hussards; à la prise de Drusenheim, le 2; de Lauterbourg,

le 3, et de Haguenau, le 11. L'officier qui commandait l'attaque de l'Ile-de-Marquisat ayant été tué à la première décharge de l'ennemi, le comte de Broglie prit le commandement des troupes destinées à cette entreprise, et contraignit cette île de se rendre, le 20 juillet. Il obtint une place d'inspecteur-général de la cavalerie et des dragons, par ordre du 8 février 1707; servit à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Villars, par lettres du 20 avril suivant, et se signala, le 22 mai, à l'attaque et à la prise des retranchements de Stolhoffen. Détaché avec 1500 chevaux vers la Franconie, il en amena plusieurs otages, pour sûreté des contributions qu'il y avait établies. Il se trouva à la prise de Winhing, le 2 juin; à celle de Schorndorf, le 15; à la défaite du général Janus, auprès de Lorch, le 20; à la soumission de Suabs-Gæmund, le 22, et à la défaite de l'arrière-garde des Impériaux, près de Seckingen, le 23. Le comte de Broglie força seul Lauffen, à deux lieues au-dessus d'Hailbron, le 28; s'empara de ce poste important, et concourut à la prise de Manheim, le 14 juillet. Il servit, en 1708, à l'armée du Rhin, commandée par le maréchal de Berwick. De part et d'autre, les armées belligérantes ne firent que s'observer. Employé à l'armée de Flandre, en 1709, sous le maréchal de Villars, il servit au siége de Varneton, qui se rendit le 4 juillet; fit un fourrage, le 15 août, et repoussa quatre attaques des ennemis, qui y perdirent 500 hommes. Il combattit à Malplaquet, le 11 septembre; battit, le 11 octobre, un parti de fourrageurs ennemis; en tua 600; fit 150 prisonniers, et s'empara de 30 chevaux. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 29 mars 1710, il servit à l'armée de Flandre, sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou; emporta, l'épée à la main, le 2 juin, le poste de Biache, où il fit 220 prisonniers. Employé à la même armée, en 1711, il chargea, le 12 juillet, la garde avancée de l'armée ennemie, pendant qu'on attaquait d'un autre côté un corps de troupes des alliés, qui couvrait les travailleurs chargés de fortifier le poste d'Arleux. Il obtint le gouvernement du Mont-Dauphin, vacant par la mort du marquis de Magnac,

par provisions du 25 février 1712. Il servit, cette même année, à l'armée de Flandre; s'empara du poste de l'Écluse, sur la Sensée, le 30 mars; passa la Scarpe, le 7 juillet, pour couvrir les fourrageurs; battit, près d'Arras, 700 chevaux ennemis, et en prit 250. A l'attaque de Denain, le 24, il commanda 40 escadrons; força les lignes de communication des ennemis entre la Scarpe et l'Escaut; tomba ensuite sur un convoi de 500 chariots de pain, et battit l'escorte, composée de 500 hommes de pied et de 500 chevaux, qui furent tués ou pris. Par ordre du maréchal de Villars, il investit Marchiennes, sur la Scarpe : cette ville se rendit, le 30. Il marcha ensuite à Douai, qu'il investit, et qui fut pris, le 8 septembre. Il se trouva à la prise du Quesnoy, le 4 octobre, et de Bouchain, le 19. Employé à l'armée du Rhin, sous les maréchaux de Villars et de Besons, en 1713, il concourut à la soumission des villes de Spire, de Worms et de Kaiserslautern. Il investit, le 22 juin, la ville de Landau, qui se rendit, le 20 août. Il se trouva à la défaite du général Vaubonne, qu'on força dans ses retranchements, le 20 septembre. Il servit, comme volontaire, au siége de Fribourg, sous le maréchal de Villars. Les troupes françaises ayant attaqué le chemin couvert, laissèrent derrière elles une redoute défendue par 400 ennemis, qui, par leur feu, auraient obligé d'abandonner le logement que l'on avait fait; le comte de Broglie marcha à cette redoute, avec ce qu'il put rassembler de grenadiers, et l'emporta, l'épée à la main, quoiqu'il n'y eût aucune brèche : les grenadiers montèrent à cet assaut en grimpant sur les épaules les uns des autres. Fribourg fut abandonné par la garnison, le 1er novembre, et les forts et les châteaux capitulèrent, le 16. Le comte de Broglie eut, pendant l'hiver, le commandement des pays situés entre le Rhin, la Queiche et la Moselle, et y établit en quartiers une partie des troupes de l'armée : par ses soins, elles en sortirent parfaitement rétablies. Il commanda le camp de la Saône, par lettres du 14 mai 1714. On le fit directeur-général de la cavalerie et des dragons, par ordre du 4 juillet 1719. Il fut nommé ambassadeur en

d'Aalen, le 2 août (1). Il fut promu, ce même jour, au grade de général de division; eut, en cette qualité, le commandement de la 5e division militaire, dont Strasbourg était le chef-lieu, en 1797, et fut employé à la défense de Kehl. Appelé, par un arrêté du 23 juillet de la même année, au conseil-d'état, section de la guerre, il s'y fit remarquer par beaucoup de zèle et de dévouement pour la gloire nationale. En août 1799, il fut nommé commandant des troupes françaises stationnées dans les états romains; mais n'ayant point accepté ce commandement, on l'employa à l'armée du Danube. Il y servit aussi en 1800, en qualité de lieutenant-général du général en chef Moreau, et y eut le commandement de l'aile gauche, forte d'environ 16,000 hommes. Ayant passé le Rhin, vis-à-vis de Kehl, le 25 avril, il attaqua les colonnes ennemies sur les rives de la Kintzig, et les força, après un combat des plus opiniâtres, de se replier sur Offembourg, avec perte d'environ 1200 hommes. Le 27, d'après les ordres de Moreau, il fit repasser le Rhin à sa division, qui longea à marches forcées la rive gauche du fleuve, et vint remplacer, à Fribourg, en Brisgaw, le corps du général Gouvion-Saint-Cyr, qu'il flanqua dans sa marche par le Val-d'Enfer. Le corps du général de Sainte-Suzanne, qui, depuis le 29 avril, avait marché isolément sur la rive gauche du Danube pour flanquer et assurer la marche des diverses colonnes de l'armée, arriva à Donau-Eschingen (2), le 4 mai; se lia, le 10, par sa droite au corps du général Gouvion-Saint-Cyr; prit position à Alt-Steusslingen, et forma de nouveau l'aile gauche de l'armée. Le général de Sainte-Suzanne s'avançait sur Ulm, lorsque les lignes de son corps d'armée furent attaquées et forcées le 16

(1) Dans ses divers rapports sur les opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle, depuis l'ouverture de la campagne de 1796, adressés au directoire exécutif, les 28, 29 juin, 5, 6 et 11 juillet et 3 août, le général en chef Moreau cita avec les plus grands éloges la conduite et les talents du général de Sainte-Suzanne.

(2) C'est près de cet endroit, et dans la cour du château de Furstemberg, au grand-duché de Bade, que le Danube prend sa source.

mandait la droite de l'armée à la bataille de Guastalla, le 19; mais jugeant que le plus grand feu serait à la gauche, il y vint joindre le maréchal de Coigny, qui la dirigeait. Il donna dans cette occasion de nouvelles preuves de sa valeur, et de son zèle pour la gloire des armes françaises. Il ne servit point en 1735. La paix se fit au mois d'octobre. On lui donna le commandement-général de la province d'Alsace, par commission du 26 janvier 1739, et il demeura à Strasbourg jusqu'au mois de décembre 1741. Nommé pour commander l'armée de Bohême, en remplacement du maréchal de Belle-Isle, et sous l'électeur de Bavière, par pouvoir du 2 décembre, il partit de Strasbourg, le 8, pour aller joindre cette armée, avec laquelle il entra en Bohême. Il eut un pouvoir, du 1er mai 1742, pour commander l'armée de Bavière; mais ayant été obligé de s'enfermer dans Prague, avec l'armée de Bohême, il ne put joindre celle de Bavière. Il rassembla ses troupes, le 20, pour obliger les ennemis de lever le siége de Frawemberg, et fut joint à Pisseck, le 22, par le maréchal de Belle-Isle. Ils s'emparèrent de Vodnian, le 24, après quelques heures d'escarmouche; rétablirent le pont rompu par les ennemis; passèrent la Blanitz, le 25, et gagnèrent Sahay par une marche pénible de cinq lieues, dans des chemins entrecoupés de fossés, de marais et de rivières. Arrivés en présence des ennemis, ils forcèrent d'abord une de leurs ailes, et les obligèrent de se retirer dans un bois. Bientôt après ceux-ci en sortirent en ordre de bataille : toute leur cavalerie était placée au centre; mais ils furent si vivement repoussés, qu'ils regagnèrent encore le bois, d'où ils sortirent de nouveau avec 12 pièces de canon. Cependant, après une action qui dura cinq heures, Sahay fut emporté; et les Autrichiens, commandés par le prince de Lobkowitz, furent contraints d'abandonner le champ de bataille, et de lever le siége de Frawemberg. Le maréchal de Broglie détacha, le 27, une brigade d'infanterie et une de cavalerie, qui s'emparèrent du pont et de la ville de Thein. Cette prise facilita à l'armée française le passage de la Moldaw, soit sur ce point, soit sur le pont de Frawemberg :

pour s'avancer vers le centre des quartiers que les Autrichiens occupaient entre cette rivière et le Lokwitz. Le prince Charles de Lorraine, par la jonction de ses troupes avec celles du prince Lobkowitz, se voyant à la tête de 40,000 hommes, se mit à son tour à la poursuite du maréchal, qui n'en avait que 12,000. Ce dernier ayant mis le ruisseau de Wodnian entre sa petite armée et celle du prince Charles, forma trois pelotons de 4000 hommes; les rangea en bataille, et attendit de pied ferme les attaques du prince. Les Autrichiens parurent en effet sur les bords du ruisseau, le 6 juin, et attaquèrent avec un détachement un village qui était au front de l'armée française, mais furent repoussés avec perte : on se canonna tout le jour. Le maréchal attendant un renfort, qui fut coupé, cette circonstance le détermina à décamper à la hâte, et à se retirer derrière la Blanitz, d'où, à la faveur de la nuit, il se jeta dans Prague. On le créa duc de Broglie, par érection de la baronie de Ferrières en duché, par lettres données au mois de juin, enregistrées au parlement le 20 août suivant. Il obligea, au commencement de juillet, les habitants de Prague de remettre toutes les armes qu'ils avaient chez eux. L'armée ennemie investit, le 5, la ville de Prague et le camp du maréchal. Ce dernier proposa, par ordre du roi, un accommodement; mais les ennemis n'en voulant accepter qu'à des conditions honteuses et flétrissantes pour les Français, les maréchaux aimèrent mieux s'exposer à périr que de se rendre. Le maréchal de Broglie, forcé de rentrer dans la place, le 15 août, fatigua les assiégeants par de fréquentes sorties, et se tint toujours en garde contre les ennemis du dedans et les attaques du dehors. Obligé d'affermir le courage du soldat, qui manquait de vivres, il sut inspirer à la garnison un courage et une fermeté qui ne se démentirent point, et qui subsistaient encore, lorsque la nouvelle d'un secours conduit par le maréchal de Maillebois détermina le prince Charles à convertir le siége en blocus, et à décamper de devant Prague, le 13 septembre. Le maréchal força bientôt après le général Festelitz de s'éloigner des environs de la place, où les provisions

de toute espèce arrivèrent en abondance. Il eut, le 17, un ordre du roi pour commander les armées de Bavière, de Bohême, et celle qui était sous les ordres du maréchal de Maillebois, dans le cas où on pourrait les réunir. Le 22, il marcha à Rostock, avec 5 brigades d'infanterie et 800 hommes de cavalerie; chassa les Autrichiens d'un pont qu'ils occupaient sur la basse Moldaw; s'empara d'un autre pont à Kœnigsall, sur la haute Moldaw; prit Melnik sur l'Elbe; y fit 25 prisonniers, et se saisit de plusieurs magasins, dans un desquels on trouva 25,000 boulets et 3000 bombes. Il partit de Prague, le 27 octobre, déguisé en courrier pour aller prendre le commandement de l'armée du maréchal de Maillebois, qui, n'ayant pu pénétrer en Bohême, avait repris la route du Palatinat. Le maréchal de Broglie partit de Ratisbonne, le 18 novembre, pour joindre l'armée de Bavière. Il contraignit, le 9 décembre, le prince Charles de Lorraine de lever le siége de Braunaw. En 1643, il commanda encore l'armée de Bavière, et obtint le gouvernement de Strasbourg, à la mort du maréchal d'Asfeld, par provisions du 7 mars précédent. Aussi bon citoyen que grand général, il eut le courage de résister aux ordres qui lui prescrivaient de défendre la Bavière, pays ravagé, et où ses troupes auraient péri autant par la disette et les maladies que par le fer de l'ennemi. Après avoir envoyé successivement onze courriers à la cour pour y faire connaître l'indispensabilité d'une retraite, ne recevant aucune réponse, il prit sur lui, en juillet de la même année, de ramener son armée sur la frontière, où il en remit le commandement au maréchal de Saxe. Sacrifié à la politique ministérielle, il fut exilé dans sa terre de Broglie, où il mourut, le 22 mai 1745, à l'âge de 74 ans, et universellement regretté (1). (*Chronologie militaire, t. III, pag.* 290; *Mémoires de l'Europe; gazettes du temps, Mé-*

(1) Son zèle pour le service, sa vivacité et sa franchise lui faisaient mettre souvent beaucoup d'emportement dans ses réprimandes; mais bientôt la bonté naturelle de son caractère le portait à adoucir l'amertume de ses reproches. On pouvait le comparer au célèbre général romain Julius Agricola, qui disait : « Il vaut mieux offenser que haïr. »

moires du Père d'Avrigny; Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Bauclas, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VI, pag. 11; *Histoire de France, par Anquetil, Paris,* 1819, *tom. VIII.*)

DE BROGLIE (Victor-François, *duc*), *maréchal de France,* fils de François-Marie II, duc de Broglie qui précède, naquit le 19 octobre 1718, et fut d'abord connu sous le nom de *comte de Broglie.* Il eut une compagnie dans le régiment de cavalerie de M. le dauphin, le 15 mars 1734; joignit ce régiment à l'armée d'Italie; combattit à Parme, le 29 juin; à Guastalla, le 19 septembre; fut envoyé au roi pour annoncer le gain de cette dernière bataille; arriva à Versailles, le 26, et obtint, par commission du 15 octobre suivant, le régiment d'infanterie de Luxembourg, vacant par la mort du comte de Budes. Il continua de servir en Italie à la tête de ce régiment, jusqu'au mois de septembre 1736, époque à laquelle les troupes rentrèrent en France. Passé en Bavière, au mois de septembre 1741, il arriva avec l'armée devant Prague, le 14 novembre. Commandé, le 26, pour l'escalade de cette ville, le comte de Broglie, à la tête de 3 détachements du régiment de Piémont, y monta par la courtine, et, conjointement avec M. de Chevert, s'empara de la porte neuve, par laquelle on fit entrer les troupes. Nommé, le 1er mars 1742, aide-major-général de l'infanterie de l'armée de Bohême, dont son père avait pris le commandement, il servit au siége d'Égra, qui se rendit par sa capitulation, le 19 avril. Envoyé pour en porter la nouvelle au roi, le comte de Broglie arriva à Versailles, le 26 du même mois, et fut créé brigadier, par brevet du même jour. Il continua les fonctions d'aide-major-général de l'infanterie, sous le maréchal son père; se distingua à l'affaire de Sahai, et à la défense de Prague, d'où il sortit, au mois d'octobre, pour joindre l'armée de Bavière. Nommé major-général de cette armée, par ordre du 1er avril 1743, après la mort du comte de Champigny, il rentra en France, au mois de juillet sui-

vant. On l'employa comme brigadier à l'armée de la Haute-Alsace, commandée par le maréchal de Coigny : il y finit la campagne. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il y commanda le régiment de Luxembourg; servit à la prise de Weissembourg; à celle des lignes de la Lautern; à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Employé à l'armée du Bas-Rhin, sous M. le prince de Conti, par lettres du 1er avril 1745; et nommé maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai, il servit comme brigadier, le roi n'ayant déclaré la promotion au grade de maréchal que dans le mois d'octobre. Devenu duc de Broglie, par la mort de son père, le 22 du même mois, il en prit le titre. Il se trouva à la prise de Germsheim, le 15 juillet, et au passage du Rhin, effectué le 19, à la vue des ennemis. On se tint sur la défensive pendant tout le reste de la campagne. Employé comme maréchal-de-camp à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, et nommé inspecteur d'infanterie, le 21 du même mois, il combattit à Raucoux, le 11 octobre suivant. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1747, il combattit à Lawfeld, le 2 juillet. Il servit à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril 1748, et se trouva au siége de Maestricht. On signa les préliminaires de la paix, le 30 du même mois. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai de la même année, et gouverneur de Béthune, par provisions du 3 décembre 1751. Il fut employé au camp d'Aimeries, sous M. le prince de Soubise, par lettres du 13 juin 1753 : ce camp dura du 1er septembre jusqu'au dernier du même mois. Employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal d'Estrées, par lettres du 1er mars 1757, il commanda un corps de réserve pendant toute la campagne : combattit à Hastembeck, le 26 juillet, et s'empara de Minden, le 3 août. Ayant été chargé, le 24 du même mois, d'attaquer le poste de Rethem occupé par les ennemis, il y marcha avec 30 compagnies des grenadiers, un corps d'infanterie et 12 pièces de canon : les ennemis se retirèrent à son approche. On le détacha, le 7 octobre, avec 20 bataillons et 18 escadrons pour aller joindre l'armée

moires du Père d'Avrigny; Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis-le-Grand, par le marquis de Quincy; Bauclas, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VI, pag. 11; *Histoire de France, par Anquetil, Paris*, 1819, *tom. VIII.*)

DE BROGLIE (Victor-François, *duc*), *maréchal de France*, fils de François-Marie II, duc de Broglie qui précède, naquit le 19 octobre 1718, et fut d'abord connu sous le nom de *comte de Broglie*. Il eut une compagnie dans le régiment de cavalerie de M. le dauphin, le 15 mars 1734: joignit ce régiment à l'armée d'Italie; combattit à Parme, le 29 juin; à Guastalla, le 19 septembre; fut envoyé au roi pour annoncer le gain de cette dernière bataille; arriva à Versailles, le 26, et obtint, par commission du 15 octobre suivant, le régiment d'infanterie de Luxembourg, vacant par la mort du comte de Budes. Il continua de servir en Italie à la tête de ce régiment, jusqu'au mois de septembre 1736, époque à laquelle les troupes rentrèrent en France. Passé en Bavière, au mois de septembre 1741, il arriva avec l'armée devant Prague, le 14 novembre. Commandé, le 26, pour l'escalade de cette ville, le comte de Broglie, à la tête de 3 détachements du régiment de Piémont, y monta par la courtine, et, conjointement avec M. de Chevert, s'empara de la porte neuve, par laquelle on fit entrer les troupes. Nommé, le 1er mars 1742, aide-major-général de l'infanterie de l'armée de Bohême, dont son père avait pris le commandement, il servit au siége d'Égra, qui se rendit par sa capitulation, le 19 avril. Envoyé pour en porter la nouvelle au roi, le comte de Broglie arriva à Versailles, le 26 du même mois, et fut créé brigadier, par brevet du même jour. Il continua les fonctions d'aide-major-général de l'infanterie, sous le maréchal son père; se distingua à l'affaire de Sahai, et à la défense de Prague, d'où il sortit, au mois d'octobre, pour joindre l'armée de Bavière. Nommé major-général de cette armée, par ordre du 1er avril 1743, après la mort du comte de Champigny, il rentra en France, au mois de juillet sui-

vant. On l'employa comme brigadier à l'armée de la Haute-Alsace, commandée par le maréchal de Coigny : il y finit la campagne. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il y commanda le régiment de Luxembourg; servit à la prise de Weissembourg; à celle des lignes de la Lautern; à l'affaire d'Haguenau et au siége de Fribourg. Employé à l'armée du Bas-Rhin, sous M. le prince de Conti, par lettres du 1er avril 1745; et nommé maréchal-de-camp, par brevet du 1er mai, il servit comme brigadier, le roi n'ayant déclaré la promotion au grade de maréchal que dans le mois d'octobre. Devenu duc de Broglie, par la mort de son père, le 22 du même mois, il en prit le titre. Il se trouva à la prise de Germsheim, le 15 juillet, et au passage du Rhin, effectué le 19, à la vue des ennemis. On se tint sur la défensive pendant tout le reste de la campagne. Employé comme maréchal-de-camp à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1746, et nommé inspecteur d'infanterie, le 21 du même mois, il combattit à Raucoux, le 11 octobre suivant. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai 1747, il combattit à Lawfeld, le 2 juillet. Il servit à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril 1748, et se trouva au siége de Maestricht. On signa les préliminaires de la paix, le 30 du même mois. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mai de la même année, et gouverneur de Béthune, par provisions du 3 décembre 1751. Il fut employé au camp d'Aimeries, sous M. le prince de Soubise, par lettres du 13 juin 1753 : ce camp dura du 1er septembre jusqu'au dernier du même mois. Employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal d'Estrées, par lettres du 1er mars 1757, il commanda un corps de réserve pendant toute la campagne : combattit à Hastembeck, le 26 juillet, et s'empara de Minden, le 3 août. Ayant été chargé, le 24 du même mois, d'attaquer le poste de Rethem occupé par les ennemis, il y marcha avec 30 compagnies des grenadiers, un corps d'infanterie et 12 pièces de canon : les ennemis se retirèrent à son approche. On le détacha, le 7 octobre, avec 20 bataillons et 18 escadrons pour aller joindre l'armée

commandée par M. le prince de Soubise, en Saxe. Il combattit à Rosback, le 5 novembre; rejoignit ensuite l'armée dans l'électorat de Hanôvre, et y fut employé pendant l'hiver, par lettres du 29 novembre. Les ennemis ayant rompu la convention de Clostersevern, se rassemblèrent et marchèrent en force contre l'armée française. Le duc de Broglie fut chargé, le 21 décembre, d'aller prendre le commandement de 12 bataillons et de 8 escadrons dans le duché de Brême, pour agir sur la Wumme et tourner la droite des ennemis. Pour l'exécution de cet ordre, il passa la rivière, le 30, à pied, sur la glace, à la tête des grenadiers; marcha droit au poste de Wegesack, que les ennemis avaient abandonné la nuit; s'empara d'un magasin de 300,000 rations de foin, et établit son quartier à Gropel. Le 15 janvier 1758, il s'empara de Brême, en vertu de la capitulation qu'il accorda aux magistrats; y entra, le 16, à la tête des grenadiers; fit faire le logement des troupes, et retourna à son quartier. Il eut, le 17, de nouvelles lettres pour continuer d'être employé dans cette armée, sous les ordres de M. le comte de Clermont, et conserva le commandement dans le duché de Brême. Il le remit, le 20 février, au comte de Saint-Germain, et se rendit à Cassel, pour commander dans le landgraviat de Hesse. Le 23 mars, il évacua Cassel; se mit en marche pour joindre l'armée, et partit de Soest, le 28, avec toutes ses troupes marchant sur deux colonnes, dont chacune avait 3 divisions. La disposition de cette marche imposa aux ennemis, qui n'osèrent le poursuivre, à l'exception de quelques hussards qui se présentèrent et que l'on repoussa jusqu'à Soest. Il arriva à Cologne, le 7 avril, et en partit, le 8, pour rassembler un corps de troupes aux environs de Coblentz. Employé, par lettres du 1er mai, dans l'armée que devait commander M. le prince de Soubise, il y servit comme premier lieutenant-général. Il obtint les entrées de la chambre du roi, par brevet du 3 juillet. Commandant l'avant-garde de l'armée, il occupa Marpurg, le 16 du même mois; joignit, le 23, à Sundershausen un corps de 8000 hommes des ennemis commandés par le prince d'Isem-

bourg (1); battit ce corps, et lui prit 15 pièces de canon de seize. Il eut dans cette affaire un cheval blessé sous lui. Le roi lui fit don de 4 des canons pris sur l'ennemi, par lettres du 14 août suivant. Il combattit, le 10 octobre, sous les ordres du prince de Soubise, à Lutzelberg, où les ennemis furent battus. Ce fut en canonnant l'armée ennemie qu'il la força de se mettre en bataille. On l'employa, dans la même année, pendant l'hiver, par lettres du 15 novembre. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1759, il eut, par brevet du 2 février, la permission d'emporter les marques avant d'être reçu. Le prince de Soubise étant entré dans Francfort, le 2 janvier, le duc de Broglie eut le commandement de cette ville. Dans le mois de mars suivant, les Prussiens et les Hessois tentèrent une irruption dans les quartiers occupés par l'armée de l'empire. Le duc de Broglie partit de Francfort, le 7 mars; rassembla les troupes qui étaient à ses ordres, et tant par ses dispositions que par ses manœuvres, il fit échouer les projets des ennemis, qui se retirèrent aussi précipitamment qu'ils étaient venus. Ils revinrent cependant, au mois d'avril, au nombre de 40,000 hommes commandés par le prince Ferdinand de Brunswick, et attaquèrent, le 13, l'armée française à Bergen. Les dispositions du duc de Broglie furent faites avec tant d'habileté, et ses mesures concertées si sagement, qu'avec 28,000 hommes seulement, il repoussa les ennemis qui chargèrent jusqu'à trois fois; les battit; leur tua 6 à 7000 hommes; prit 7 pièces de canon, dont 3 de gros calibre, et les contraignit de se retirer en désordre : ce nouvel échec déconcerta entièrement leurs desseins. Le duc de Broglie les fit tellement harceler dans leur retraite, que chaque jour on leur fit des prisonniers, et qu'on leur prit 2 étendards : ils évacuèrent la Franconie, où ils ne purent conserver un seul poste. L'armée française rentra, le 19, dans ses canton-

(1) Les Mémoires de Bourlet, tom. Ier, pag. 86, disent qu'après l'affaire de Sunderhausen, le prince se retira à Eimbeck.

nements. Le duc de Broglie fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Contades, par lettres du 1[er] mai de la même année. Il fut créé prince de l'empire, pour lui et ses descendants mâles et femelles en ligne directe, par diplôme de l'empereur, donné à Vienne le 28 du même mois. Commandant une réserve considérable, il força les alliés d'abandonner Cassel et Munden; envoya des détachements jusqu'à Paderborn; chassa les ennemis de Melle, dont il s'empara; marcha, le 9 juillet, à Minden, qu'il emporta l'épée à la main; y prit le général Zastrow, 2 drapeaux, l'artillerie, des magasins de toute espèce, et ouvrit par la prise de cette ville l'entrée dans l'électorat de Hanôvre. L'armée francaise, commandée par les maréchaux de Contades et de Broglie, ayant été battue à Minden, le 1[er] août (1), se replia sur la Hesse, où elle se tint sur la défensive pendant le reste de la campagne. Le duc de Broglie attaqua cependant, au mois de septembre, la ville de Wetzlar, dont les ennemis s'étaient emparés; les força de l'abandonner et de repasser la Lahn. Il eut un pouvoir du 23 octobre pour commander en chef l'armée d'Allemagne, dont il prit le commandement, le 1[er] novem-

---

(1) Le duc de Broglie avait commandé la réserve qui formait la droite de l'armée à cette bataille. Le général anglais Clarke étant venu en France quelques années après, se rendit à Broglie, et dit en y arrivant: « M. le » maréchal, je suis le général Clarke; j'ai fait la guerre de *sept-ans* dans » l'armée des alliés; et, comme il y a dans cette guerre des événements » importants dont je n'ai pu deviner les causes, j'ai pensé que vous pou» viez m'éclairer à cet égard: c'est pour cela que je vous demande l'hos» pitalité pendant trois jours. » Il fut bien accueilli; et le troisième jour, au moment de quitter le maréchal, il lui dit: « Je ne saurais assez vous » remercier de l'accueil que vous m'avez fait, et surtout des éclaircisse» ments que vous m'avez donnés sur tant de points que je n'entendais » pas, et qui sont maintenant fort intelligibles pour moi; mais cepen» dant, M. le maréchal, pardonnez ma franchise, *Minden n'est pas clair.* » Pour entendre ce mot, il faut savoir qu'à la bataille de Minden, le maréchal de Contades avait ordonné au duc de Broglie de prendre l'ennemi en flanc, que le mouvement ne fut point exécuté, et qu'on attribua au duc de Broglie, depuis maréchal, la perte de la bataille. Le général Clarke, qui avait eu du maréchal des réponses précises et très-sa-

bre, après le départ du maréchal de Contades. Il fut créé maréchal de France, par état du 16 décembre suivant, et établit son quartier-général à Francfort pendant l'hiver. En 1760, il continua de commander l'armée d'Allemagne; battit le prince héréditaire de Brunswick à Corback, le 10 juin, et prépara, par cette victoire, la prise de Cassel et de Minden par le prince Xavier de Saxe, frère de madame la dauphine. Le 21 mars 1761, il remporta sur le même prince un avantage important à Grunberg, sur la rivière d'Ohn. Cette journée eut pour résultat la prise de 13 canons, 19 drapeaux, celle de 2000 hommes, la levée du siége de Cassel par les ennemis, et la rentrée de l'armée dans ses quartiers. Les maréchaux de Broglie et de Soubise ayant opéré, le 15 juillet de la même année, leur jonction à Soest, près de la Lippe, ils se trouvèrent être numériquement plus forts d'un tiers que le prince de Brunswick, et ils auraient pu écraser l'armée de ce dernier à Filinghausen, où ils l'attaquèrent, le 16; mais la mésintelligence qui régnait entre ces deux maréchaux, et le défaut de concert dans leurs opérations, leur fit éprouver une défaite complète (1), par suite de laquelle le duc de Broglie fut exilé

---

tisfaisantes sur tous les autres articles, n'avait pu obtenir sur celui-ci que des réponses évasives et des généralités plus propres à écarter la vérité qu'à la faire connaître. « Vingt fois je l'ai ramené sur cette bataille, a dit » le général Clarke; je l'ai pressé, je l'ai embarrassé; mais je n'ai pu lui » arracher un mot instructif: il ne m'a donné que des détails. » L'adieu du général Clarke au maréchal de Broglie était devenu à Berlin une formule familière et commune; et, lorsque quelqu'un ne répondait pas franchement à ce qu'on lui demandait, on disait: *Minden n'est pas clair*. Lors de la retraite du comte de Saint-Germain, après l'affaire de Corback, on fit cette épigramme:

« Avec Saint-Germain l'on demande
» Pourquoi tant de difficultés.
» Broglie a-t-il peur qu'on lui rende
» Ce qu'à Contade il a prêté?

(1) Le maréchal de Broglie accusa le prince de Soubise d'une jalousie envieuse qui, pour lui dérober la victoire, ne l'avait pas soutenu dans ses

dans ses terres. Il s'occupa dans la retraite de l'éducation de ses enfants; se fit chérir de ses voisins et adorer de ses vassaux. Il prêta néanmoins son serment comme maréchal de France, le 18 janvier 1762, entre les mains de S. M., qui lui remit le bâton de cette charge. Il fut reçu chevalier des Ordres du roi, le 2 février suivant. Rappelé à la cour, en 1764, on lui donna le gouvernement-général de Metz et du pays Messin, en février 1771, et le commandement en chef de cette province, en 1778. Il était encore en possession de ce commandement, lorsqu'en juillet 1789, le roi Louis XVI l'appela près de lui, et lui donna le commandement des troupes rassemblées dans les environs de Versailles et de Paris. Le 12 du même mois, il fut nommé au ministère de la guerre, dont il ne conserva le portefeuille que jusqu'au 16. S'étant mis en route pour regagner son gouvernement du pays Messin, il fut investi dans le palais épiscopal de Verdun par une multitude furieuse qui voulait y mettre le feu. Il parvint avec peine à gagner la citadelle, d'où il partit dès le lendemain matin. Lorsqu'il se présenta aux portes de Metz, elles lui furent fermées, et il fut obligé de se réfugier à Luxembourg, où l'empereur d'Autriche, Joseph II, lui adressa une lettre remplie de témoignages flatteurs d'estime et de considération. En décembre de la même année, le comité des recherches le comprit dans une liste de personnes accusées d'avoir fait partie d'une conspiration ourdie contre la nation en mai, juin et juillet précédents. Il fut

---

premiers succès. Le prince de Soubise, de son côté, taxa de vanité le duc de Broglie, en prétendant que pour acquérir une gloire sans partage, il s'était abstenu de concerter l'attaque. Dans cette espèce de procès entre les deux chefs de l'armée, le public se rangea du côté de M. de Broglie, qui n'en fut pas moins exilé, parce que la favorite prit le parti du prince. Le jour où la nouvelle de cet exil parvint à Paris, on donnait au Théâtre-Français *Tancrède*. Mademoiselle Clairon appuya avec affectation sur ces vers :

« On dépouille Tancrède, on l'exile, on l'outrage :
» C'est le sort des héros d'être persécutés. »

Le public en fit l'application au maréchal de Broglie.

déchargé de cette accusation par un jugement du Châtelet de Paris, daté du 1er mars 1790. Le prince de Broglie, son fils, membre de l'assemblée nationale, ayant fait, le 5 mars 1791, un rapport sur la conduite tenue par son père, cette assemblée décréta, le même jour, que le duc de Broglie serait maintenu provisoirement dans les rangs et grades dont il était revêtu. Le maréchal de Broglie refusa de profiter des dispositions favorables de ce décret, et se rendit auprès de M. le comte d'Artois, avec lequel il alla joindre l'armée du prince de Condé. En 1792, il commanda l'armée des princes, et fit la campagne de Champagne. Après la mort de Louis XVI, il entra dans le conseil de régence. En 1794, il leva, à la solde de l'Angleterre, un régiment qui fut réformé, en 1796. Il était devenu doyen des maréchaux de France, le 19 janvier 1795, par la mort du maréchal de Contades (1). Il passa, en 1797, au service de Russie, avec le grade qu'il avait en France; mais il n'y fut point employé activement. Il se disposait à rentrer dans sa patrie, lorsqu'il mourut à Munster en Westphalie, le 30 mars 1804, à l'âge de 86 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 458; *mémoires du temps; Gazette de France, Dictionnaire universel, tom. VI, pag.* 13; *Histoire de France, par Anquetil, tom. IX; Moniteur.*)

DE BROGLIE (Charles-François, *comte*), *lieutenant-général,* frère puîné de Victor-François de Broglie qui précède, naquit le 20 août 1719. Il fut d'abord nommé cornette au régiment de cavalerie de Berri, le 17 juin 1734; servit comme aide-de-camp de son père à l'armée d'Italie; se trouva aux batailles de Parme et de Guastalla, et obtint une compagnie au régiment Dauphin-Cavalerie, le 13 octobre de la même année. Il concourut, au mois de mai 1735,

---

(1) Varoquier, dans son État général de la France (Paris, 1789, t. II, pag. 51), dit que le duc de Broglie devint doyen des maréchaux de France, le 29 octobre 1788. Le duc de Broglie avait été nommé maréchal, le 16 décembre 1759, et il ne put arriver au décanat qu'après la mort du maréchal de Contades, dont la promotion datait du 24 août 1758.

à la prise de Gonzague, de Reggiolo et de Révéré, et passa à une compagnie du régiment de cavalerie de Chepy, le 17 septembre. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 18 avril 1741, il le commanda à l'armée de Bavière, en 1742 et 1743. Il servit comme aide-maréchal-général-des-logis de la cavalerie de cette armée, par ordre du 1er avril de cette dernière année. Rentré en France avec l'armée, au mois de juillet suivant, il finit la campagne en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny. Employé à l'armée de la Moselle, sous le duc d'Harcourt, en 1744, il y contribua à la défaite du général Nadasty, près Saverne; joignit avec cette armée celle du Rhin; servit au siége de Fribourg, et passa l'hiver en Souabe, sous les ordres du maréchal de Coigny. Il servit, en 1745, à l'armée du Bas-Rin commandée par M. le prince de Conti, qui se tint sur la défensive, et fut employé aux siéges de Mons et de Charleroi, sous les ordres du même prince, en 1746. Réuni, au mois de septembre de la même année, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, il combattit à Raucoux. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 20 mars 1747, il se trouva à la bataille de Lawfeld, le 2 juillet. Employé à l'armée de Flandre, le 1er avril 1748, il servit au siége de Maestricht. Il se démit de son régiment de cavalerie, au mois de mai 1752; fut placé colonel dans les grenadiers de France, par ordre du 30 du même mois, et devint en cette qualité brigadier d'infanterie. Il fut nommé, le 14 juillet de la même année, ambassadeur auprès du roi et de la république de Pologne, et eut sa première audience, le 27 août suivant. Il obtint, en mars 1755, la permission du roi pour faire un voyage à Paris, et prit congé, le 19 octobre, pour retourner à son ambassade. Il fut nommé maréchal-de-camp, par brevet du 23 juillet 1756, en se démettant de sa place de colonel dans les grenadiers de France. Créé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1757, il fut reçu, le 2 février suivant. Il revint encore à Paris, en 1758, pour y rétablir sa santé. Étant retourné de nouveau à Dresde, il s'y trouva lorsque le roi de Prusse s'en empara, et rendit dans cette circon-

stance des services importants à la famille royale de Pologne. De retour en France, il fut employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er juin de la même année; se distingua à l'attaque du camp de Borck, sous les ordres du marquis de Saint-Pern, et y reçut une contusion à une jambe. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1759, il servit dans le corps de réserve que commandait le maréchal de Broglie, son frère; s'empara de Hall, le 5 juillet, et se trouva à la bataille de Minden, le 1er août. Il fut fait maréchal-général-des-logis de cette armée par ordre du 1er novembre, époque à laquelle le duc de Broglie en prit le commandement. Il remplit les mêmes fonctions, par ordres des 1er mai 1760 et 1761, et obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 18 mai 1760. Il se distingua en plusieurs occasions, et se fit remarquer par sa belle défense de Cassel, au mois de février 1761. La guerre ayant été terminée, Louis XV lui confia la direction d'un ministère secret, qui avait pour objet de correspondre directement avec le roi; de lui proposer des plans, et de l'éclairer sur l'état de l'Europe. Ce ministère se trouvant fréquemment en opposition avec les actes du gouvernement, la position du comte de Broglie était difficile et embarrassante. Exilé par ordre du roi, il en reçut en même temps l'ordre de continuer sa correspondance avec ce prince. Rappelé à la cour, il se jeta avec ardeur dans le parti qui fit exiler le duc de Choiseul. Il fut lui-même exilé de nouveau, peu de temps avant la mort de Louis XV, et mourut, en 1781, dans une espèce d'oubli. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 692; *Histoire de France, par Anquetil; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VI, pag.* 15.)

DE BROGLIE (Claude-Victor, *prince*), *maréchal-de-camp*, fils aîné de Victor-François de Broglie qui précède, naquit en 1757. Il reçut du maréchal de Broglie, son père, des instructions précieuses sur l'art militaire. Il était colonel du régiment de Bourbon, en 1789, lorsqu'il fut élu député de la noblesse de Colmar et de Schelestadt aux

états-généraux. En juillet de la même année, il servit comme aide-de-camp du maréchal de Broglie, qui commandait les troupes rassemblées près de la personne du roi. Il embrassa le parti de la révolution, et se fit remarquer dans l'assemblée constituante par de nombreuses propositions, dont une grande partie avait rapport à l'organisation de l'armée. Après la session de 1791, il fut employé comme maréchal-de-camp à l'armée du Rhin, et se distingua par la conduite courageuse qu'il tint au camp sous Brisach dans une circonstance où des soldats mutinés voulaient faire violence aux autorités constituées. Lorsqu'on lui présenta les décrets du 10 août 1792, qui suspendaient le roi, il refusa de les reconnaître. Il refusa de même de souscrire l'acte de soumission demandé aux officiers de l'armée. Il fut suspendu de ses fonctions par les commissaires de l'assemblée législative, et se retira à Bourbonne-les-Bains, d'où il écrivit au président de cette assemblée pour protester de son civisme. Quelque temps après, il fut arrêté à Langres. Il réclama auprès de l'assemblée contre cette arrestation; demanda en même temps du service comme volontaire dans l'armée de M. de Biron; fut mis en liberté, et entra comme simple soldat dans la garde nationale parisienne. Il harangua, le 11 mars 1793, la convention nationale à la tête de sa section (celle des Invalides), et obtint les honneurs de la séance. Il fut arrêté de nouveau, en 1794, dans le département de la Saône, et traduit au tribunal révolutionnaire, qui le condamna à mort, le 27 juin. Il était alors âgé de 37 ans. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE BROGLIE (Victor-Amédée-Marie, *prince*), *maréchal-de-camp*, frère du précédent, naquit le 23 octobre 1772, fut destiné dès sa jeunesse à l'état militaire, et suivit, en 1789, le maréchal de Broglie, son père, qui avait été obligé de se réfugier en Allemagne, au commencement de la révolution française. Il fit la campagne de 1792 à l'armée des princes en qualité d'officier d'état-major, et reçut de LL. AA. RR. un brevet de colonel. En 1793, il

accompagna son père, lorsque ce dernier se rendit auprès de MONSIEUR, devenu régent de France, et fut chargé de tout le détail du ministère de la guerre que dirigeait alors le maréchal de Broglie. En 1794, il fut nommé aide-major du régiment Maréchal-de-Broglie, à la solde de l'Angleterre. Devenu colonel de ce régiment, à la mort du prince de Revel, son frère, il le conduisit, au mois de février 1795, dans le Brisgaw, où il fut licencié peu de temps après. Le prince de Broglie passa alors au corps du prince de Condé, dans lequel il servit jusqu'à son licenciement, en 1801. Il avait été créé chevalier de Saint-Louis, en 1797. Lors du mariage de M. le duc d'Angoulême, en 1799, le prince de Broglie fut nommé par le roi Louis XVIII gentilhomme de Son Altesse Royale; et, sur la demande de M. le prince de Condé, S. M. lui accorda, le 21 novembre 1820, le grade de maréchal-de-camp. Il fut envoyé par le roi, au commencement de 1801, près de MONSIEUR, comte d'Artois, qui se trouvait alors en Angleterre. Il vint à Mittau rendre compte de cette mission à S. M., qui lui donna la permission de rentrer en France. De retour dans sa patrie, il n'y prit aucune part aux affaires sous les gouvernements consulaire et impérial. En 1813, il refusa le commandement d'un régiment de gardes d'honneur. En 1814, après la rentrée du roi en France, le prince de Broglie fut employé comme adjoint à l'inspection générale de la cavalerie dans la première division militaire. Lors du débarquement de Buonaparte, en 1815, on l'envoya prendre le commandement du département de l'Orne. Il partit de Paris, le 17 mars, pour se rendre à ce poste, et resta dans la Normandie pendant l'interrègne, conformément aux instructions que le ministre de la guerre de S. M. lui avait données avant le départ pour Gand. Il reprit le commandement du département de l'Orne, malgré l'opposition du général Merlin, qui y commandait pour Buonaparte. Le roi le nomma membre de la commission chargée d'examiner la conduite des officiers de tout grade pendant l'interrègne. Il fut l'un des membres de la chambre des députés choisis par le département de l'Orne, en

septembre de la même année. Il commandait encore ce département en 1816 et 1817. (*Annales du temps.*)

DE **BROGLIE** (Alphonse-Gabriel-Octave), *prince de Broglie-Revel*, petit-fils de Victor-François de Broglie, maréchal de France qui précède (1), entra au service, le 9 décembre 1798, et fut créé *maréchal-de-camp*, le 16 octobre 1816. Il a été nommé, en 1821, commandant à Bourbon-Vendée (12e division militaire). (*Etats militaires.*)

DE **BROGLIE** (N...., *comte*), *maréchal-de-camp* du 4 juin 1814, de la même famille que les précédents, a été nommé par S. M. Louis XVIII chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de celui de la Légion-d'Honneur. Il est employé dans la 20e division militaire. (*Etats militaires.*)

DE **BROGLIE** (Amédée, *prince*), *maréchal-de-camp* du 30 mai 1813, aussi de la même famille que les précédents, a été nommé par S. M. Louis XVIII chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur. Il est employé dans l'inspection générale de l'infanterie. (*Etats militaires.*)

DE **BROISSIA**, *voyez* FROISSARD.

BRON DE BALLY (André-François, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Vienne en Dauphiné, le 30 novembre 1757. Il entra dans la carrière militaire, le 1er mai 1777, comme dragon au régiment du Roi; y devint brigadier le 20 juin 1783; fourrier, le 9 juillet 1784; maréchal-de-logis-chef, le 1er février 1788; et adjudant, le 1er mai 1789. Sa bonne conduite et son zèle pour le bien du service lui pro-

---

(1) Le prince Alphonse-Gabriel-Octave de Broglie est fils d'Auguste-Joseph de Broglie, prince de Revel, qui mourut à Schwilman en Westphalie, le 26 janvier 1795, et ce dernier était le cadet des enfants mâles du maréchal de France Victor-François de Broglie. A l'époque de sa mort, il faisait partie de l'armée des princes français, où il était colonel du régiment qui portait le nom de ce maréchal.

curèrent l'avantage d'être successivement nommé sous-lieutenant, le 15 septembre 1791; lieutenant le 1er juin 1792; et capitaine, le 1er avril 1793. Il fit la campagne de 1792 à l'armée du Var. Employé, en 1793, à l'armée des Pyrénées-Occidentales, il s'y trouva à toutes les affaires importantes, et se signala à celle du 24 juillet, où, à la tête de 100 dragons de son régiment, il exécuta avec le plus grand succès une charge de cavalerie contre les Espagnols; culbuta leur état-major; mit en fuite un régiment de cavalerie, et fit prisonnier un régiment d'infanterie. Il fut blessé dans cette action de deux coups de sabre et d'un coup de pistolet. Il continua de servir à la même armée pendant les campagnes de 1794 et 1795. Il fut nommé chef d'escadron au 24e régiment de chasseurs à cheval, le 11 mars 1794; passa à l'armée d'Italie, en 1796, et y servit sous le général en chef Buonaparte pendant la campagne de cette année, celle de 1797, et le commencement de celle de 1798. Il se distingua dans une attaque à Storo, sur les bords du lac d'Iseo, où, à la tête de 100 chasseurs, il fit prisonniers 2 bataillons autrichiens, et prit 8 pièces de canon. Il fut fait chef de brigade sur le champ de bataille de Brouck, le 20 avril 1797. Il devint commandant titulaire du 3e régiment de dragons, le 22 septembre suivant. Il fit, avec ce régiment, partie de l'expédition d'Égypte, qui appareilla des ports de France, en mai 1798. Il signala son courage en diverses occasions pendant toute la durée de cette expédition, et fut nommé général de brigade, le 22 septembre 1801. Dans une affaire qui eut lieu, le 13 mars de la même année, sur le lac Maréotis, près d'Alexandrie, il couvrit avec sa brigade de cavalerie la retraite de l'infanterie et de l'artillerie françaises, et les protégea contre les efforts des Anglais. Il eut dans cette affaire un cheval tué et un autre blessé sous lui. De retour en France avec les débris de l'armée expéditionnaire, il fut employé à l'armée d'Italie. Il fut fait commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. Dans la même année, il fut employé à l'armée de Naples, où il commanda la cavalerie. Il eut pendant long-temps le commandement de Matéra. Em-

ployé, en 1811, à l'armée d'Espagne, il y commanda une brigade de dragons; se trouva, en octobre, à l'affaire d'Arroyo-Molinos; y combattit vaillamment, et fut fait prisonnier. Il fut employé dans la 6ᵉ division militaire, en 1814 et 1815. Le roi le créa chevalier de Saint-Louis, le 20 août 1814. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à l'époque du 1ᵉʳ septembre 1817, pour la retraite de maréchal-de-camp, après 38 ans de service. (*Moniteur, annales du temps, tableau des pensions.*)

BRONIKOWSKI (N...., *comte*), *général de brigade*, a été employé en cette qualité en 1812 et 1813. (*Etats militaires.*)

DE BRONS (N....), *baron de Ceserac, maréchal-de-camp* du 1ᵉʳ janvier 1800. (*Etats militaires.*)

DE BROSSART DE GROMESNIL (David), *maréchal-de-camp* du 11 décembre 1652. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 387.)

DE BROSSE (Jean), *seigneur de Boussac et de Sainte-Sévère, maréchal de France*, fut conseiller et chambellan du roi Charles VII. Il devint capitaine de 40 hommes d'armes, par lettres du 26 mai 1423, et capitaine de 100 hommes d'armes, par lettres données à Mehun, le 17 juillet 1426 (1). Il accorda, le 26 septembre 1427, les premiers priviléges dont a joui depuis la ville de Boussac. Créé maréchal de France, en 1427, après la mort de Séverac, il défendit, contre les Anglais, en 1428 et 1429, la ville d'Orléans, dans laquelle il était entré en octobre 1428. Le bon

---

(1) Dans cette même année 1426, il fit assassiner publiquement à Poitiers, Lecamus de Beaulieu, favori de Charles VII. Cet assassinat, commis par ordre du connétable de Richemont, fut exécuté presque sous les yeux du roi, qui, par modération et par politique, se contenta d'éloigner le connétable de sa cour. (Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VI, pag. 30; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. III, pag. 324.)

ordre qu'il établit dans la place, et l'exacte discipline dans laquelle il maintint le soldat, assurèrent au dedans l'union des gens de guerre avec la bourgeoisie, pendant qu'une artillerie bien servie et de fréquentes sorties ruinaient au dehors les travaux des ennemis. Le 1er janvier 1429, il repoussa les Anglais du boulevart de la porte Renard, qu'ils prétendaient surprendre à la faveur d'une nuit extrêmement pluvieuse. Le lendemain, dans une sortie, il passa au fil de l'épée un grand nombre des assiégeants. Il sortit encore d'Orléans, au mois de février; passa vis-à-vis les Anglais, enfermés dans leurs bastilles, sans qu'ils osassent l'attaquer, et se rendit à Janville, où il joignit le comte de Clermont. Ils marchèrent ensemble au-devant de Fastol, général anglais, qui conduisait un convoi, et le rencontrèrent, le 12, à Rouvrai-Saint-Denis. A leur vue, l'Anglais rangea ses troupes derrière ses chariots. L'impatience du connétable d'Écosse, Jean Stuard, qui servait dans l'armée française, causa la perte de cette journée. Il donna, à la tête de son corps, sur les retranchements des ennemis, avant que le canon les eût suffisamment entamés. Le comte de Clermont fut alors obligé de faire cesser son feu, de peur qu'il n'atteignît les siens; et, pendant que les Français se précipitèrent tumultueusement sur les retranchements pour soutenir les Écossais, l'escorte anglaise, qui avait d'abord été mise en désordre, se rallia; monta sur les chariots; dirigea avec précision ses traits contre les assaillants, et les mit en fuite (1). Le comte de Clermont et le maréchal de Boussac rallièrent cependant les débris de leurs troupes; repassèrent au travers des bastilles des Anglais, et rentrèrent dans Orléans. Boussac accompagna Jeanne d'Arc (surnommée la Pucelle) lorsqu'elle partit de Blois, le 28 avril, à la tête de 10,000 hommes, escortant un grand convoi qu'elle fit entrer heureusement dans Or-

---

(1) Cette journée fut nommée *des harengs*, parce que, comme l'on était alors en carême, le convoi attaqué était composé en grande partie de cette [illegible] provision destinée aux troupes, qui, dans ce temps d'abstin[illegible] astreintes de faire maigre.

léans, le 29. Il reconduisit l'escorte à Blois, et amena un nouveau convoi, le 4 mai. Le 6 du même mois, il emporta d'assaut, avec la Pucelle, la bastille dite des Augustins, dans laquelle on tailla en pièces les Anglais qui s'y trouvèrent. Ceux-ci levèrent le siége d'Orléans deux jours après. Employé sous les ordres du duc d'Alençon et du connétable, le maréchal de Boussac chargea les Anglais à Patay, le 18 juin : il en demeura 2000 sur la place, et leurs généraux Talbot et de Scales furent pris, ainsi que plusieurs autres seigneurs de l'armée anglaise. Il assista au sacre du roi, à Rheims, le 17 juillet de la même année. Les Anglais ayant formé le siége de Compiègne, au mois de mai 1430, le comte de Vendôme et le maréchal de Boussac vinrent, le 1er novembre, au secours de la place; forcèrent les retranchements des ennemis ; les chassèrent de tous leurs postes; les mirent en fuite, et les contraignirent d'abandonner leur bagage et leur artillerie. Charles VII, par lettres-patentes données à Jargeau, le 11 novembre, nomma le maréchal de Boussac son lieutenant-général au-delà des rivières de Seine, Marne et Somme. Employé, sous le comte de Vendôme, il battit encore, sur la fin de cette année, les Anglais et les Bourguignons, à Germini. Un des généraux du duc de Bourgogne fut tué, et plusieurs seigneurs anglais furent faits prisonniers dans ce combat. Il était au moment de surprendre le château de Rouen, et peut-être de se rendre maître de la personne du roi d'Angleterre, pendant la nuit du 3 au 4 février 1432, lorsque les officiers de la troupe qu'il commandait s'avisèrent de disputer entre eux à qui aurait la meilleure part du butin que l'on espérait de faire sur l'ennemi. La contestation s'étant échauffée, Boussac eut la douleur de voir ces officiers reprendre le chemin de Beauvais, d'où ils étaient venus; et cette mésintelligence fit échouer une entreprise dont le succès paraissait assuré. Il fut un des généraux qui, en 1432, sauvèrent Lagny, assiégé par le duc de Bedfort. De concert avec le comte de Dunois, il força un quartier des Anglais. Bedfort, qui les commandait, se hâta de venir à leur secours; mais il fut repoussé après un sanglant

combat; et l'on fit entrer un grand convoi de vivres dans la place. Le comte de Dunois et Boussac, contents d'avoir ravitaillé Lagny, se retirèrent dans l'Ile-de-France; et Bedfort, soupçonnant qu'ils avaient quelque dessein sur Paris, leva brusquement le siége de Lagny, abandonnant son canon et une partie de son bagage. Le maréchal de Boussac mourut en 1433. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 159; *le Gendre, Bauclas, Morery, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, du Père Daniel; Mézerai, Dupleix, Monstrelet, Histoire de France, par Anquetil; Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine; Biographie universelle, ancienne et moderne.*)

DE BROSSE (Jean, IV[e] du nom), dit *de Bretagne, duc d'Étampes, commandant d'armée,* porta d'abord le nom de comte de Penthièvre, puis celui de duc d'Étampes. Il eut ce titre par lettres d'érection du comté d'Étampes en duché, données au mois de janvier 1536, registrées au parlement le 18 (1). On le nomma gouverneur et amiral de Bretagne, à la mort du baron de Châteaubriand, par provisions données à Fontainebleau le 25 février 1543 (2). Il fut créé duc de Bretagne, par provisions du dauphin, en date du 25 mars de la même année, enregistrées au parlement de Rennes le 19 avril. On le reçut à Rennes, en qualité de duc de Bretagne, le 27 juin suivant. Il fut fait, le 1[er] juillet 1544, colonel et chef-général des 48 enseignes suisses levées ledit jour, et servit à leur tête pendant toute la campagne, qui se termina par la paix de Crépy, signée le 18 septembre. Les Suisses furent licenciés immédiatement après ce traité de paix. La baronnie de Chevreuse fut érigée, en sa faveur, en duché, par lettres données à Paris, au mois de janvier

---

(1) Ces lettres sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. III, pag. 131.

(2) Elles sont rapportées dans l'Histoire de Bretagne de don Morice, tom. III, pag. 1045.

1546, registrées au parlement le 3 février 1547 (1). Le 20 mars 1562, il se démit du gouvernement de Bretagne. Par pouvoir donné à Blois, le 14 août suivant, on le nomma pour commander l'armée de Bretagne, s'il devenait nécessaire d'en assembler une. Il commanda dans cette province jusqu'à sa mort, qui eut lieu, à Lamballe, le 27 janvier 1565. *Chronologie militaire, tom. I, pag.* 229; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de Bretagne, de Dom Morice; Histoire militaire des Suisses.*)

DE BROSSE (Pierre-Michel, *vicomte*), *maréchal-de-camp,* était aide-major au régiment d'Eu, lorsqu'il entra dans le régiment des gardes-françaises, en 1743. Il y fut reçu premier lieutenant, en 1757; capitaine en second de la compagnie de Dampierre, en 1771, et capitaine en premier, en 1777. Il fut créé, vers cette dernière époque, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. On le nomma brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781. Il mourut le 12 juin 1809. (*Etats militaires.*)

DE LA BROSSE (Jacques), *maréchal-de-camp,* entra au service à l'âge de 30 ans, sous le duc de Guise, qu'il suivit dans toutes les guerres du temps, en Piémont, en Flandre, etc. Il donna, dans de nombreuses occasions, des preuves de la plus grande valeur, et d'une très-bonne conduite. Il fut établi gouverneur de François d'Orléans, duc de Longueville, qui mourut en 1551. Nommé commandant d'une compagnie de gendarmes, il se trouva, en 1552, à la prise de Toul, de Metz et de Verdun; et, s'étant jeté dans Metz, assiégée par l'empereur, il commanda la sortie du 1er décembre, conjointement avec le baron de Saint-Luc et le capitaine Lanque. Ils attaquèrent un grand convoi au quartier du marquis Albert; s'en emparèrent, et le firent entrer dans la ville. La Brosse, avec 140 gendarmes,

---

(1) Ces lettres sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. IV, pag. 342.

attaqua un bataillon des Impériaux, qu'il mit en déroute. Ayant été poursuivi par 16 enseignes que commandait Albert de Brandebourg, il rallia ses troupes; et, voyant que le général ennemi faisait des dispositions pour l'envelopper, et que le mouvement s'opérait en désordre, il en profita; tomba sur les ennemis; en tua 80; fit 10 prisonniers, et rentra dans la ville en bon ordre. Il accompagna le duc de Guise en Italie, en 1556, et revint avec ce prince, dont il était devenu le conseil dans toutes les occasions. Après la bataille de Saint-Quentin, en 1557, il se trouva au siége de Calais, en 1558. Il fut nommé, dans la même année, gouverneur de François II, conjointement avec Louis Prévost de Sansac, et obtint en même temps les appointements de maréchal de France, pour être revêtu de cette place lorsqu'il en vaquerait une. Il passa en Écosse, au mois de décembre 1559, pour y commander 2 ou 3000 hommes, que François II envoyait au secours de la reine d'Écosse. Les Anglais ayant fait partir une armée considérable pour former le siége du fort de Leith, La Brosse s'y jeta avec 4 compagnies de gens de pied, et quelques gentilshommes français et écossais. Il y fut joint par le vicomte de la Martigue, et tous deux défendirent cette place pendant trois mois, harcelant journellement les ennemis par des sorties vigoureuses. Enfin, les Anglais n'ayant pu forcer Leith, conclurent la paix, à Édimbourg, le 6 juillet 1560. La ville fut évacuée par suite d'articles particuliers, arrêtés et signés le 23 du même mois. La Brosse revint alors en France, et conduisit à Saint-Denis le corps de François II, au mois de décembre. Il se trouva à l'affaire de Wassy, le 1er mars 1562. Créé maréchal de camp, et payé en cette qualité du 1er avril suivant, pour servir dans l'armée commandée par le duc de Montpensier, il se trouva aux siéges de Bourges et de Rouen, et fut tué à la bataille de Dreux, le 19 décembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 9; *historiens du temps, de Thou, Histoire de France, du Père Daniel.*)

1546, registrées au parlement le 3 février 1547 (1). Le 20 mars 1562, il se démit du gouvernement de Bretagne. Par pouvoir donné à Blois, le 14 août suivant, on le nomma pour commander l'armée de Bretagne, s'il devenait nécessaire d'en assembler une. Il commanda dans cette province jusqu'à sa mort, qui eut lieu, à Lamballe, le 27 janvier 1565. *Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 229; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Histoire de Bretagne*, *de Dom Morice*; *Histoire militaire des Suisses*.)

DE **BROSSE** (Pierre-Michel, *vicomte*), *maréchal-de-camp*, était aide-major au régiment d'Eu, lorsqu'il entra dans le régiment des gardes-françaises, en 1743. Il y fut reçu premier lieutenant, en 1757; capitaine en second de la compagnie de Dampierre, en 1771, et capitaine en premier, en 1777. Il fut créé, vers cette dernière époque, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. On le nomma brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781. Il mourut le 12 juin 1809. (*Etats militaires*.)

DE LA **BROSSE** (Jacques), *maréchal-de-camp*, entra au service à l'âge de 30 ans, sous le duc de Guise, qu'il suivit dans toutes les guerres du temps, en Piémont, en Flandre, etc. Il donna, dans de nombreuses occasions, des preuves de la plus grande valeur, et d'une très-bonne conduite. Il fut établi gouverneur de François d'Orléans, duc de Longueville, qui mourut en 1551. Nommé commandant d'une compagnie de gendarmes, il se trouva, en 1552, à la prise de Toul, de Metz et de Verdun; et, s'étant jeté dans Metz, assiégée par l'empereur, il commanda la sortie du 1er décembre, conjointement avec le baron de Saint-Luc et le capitaine Lanque. Ils attaquèrent un grand convoi au quartier du marquis Albert; s'en emparèrent, et le firent entrer dans la ville. La Brosse, avec 140 gendarmes,

(1) Ces lettres sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. IV, pag. 342.

1546, registrées au parlement le 3 février 1547 (1). Le 20 mars 1562, il se démit du gouvernement de Bretagne. Par pouvoir donné à Blois, le 14 août suivant, on le nomma pour commander l'armée de Bretagne, s'il devenait nécessaire d'en assembler une. Il commanda dans cette province jusqu'à sa mort, qui eut lieu, à Lamballe, le 27 janvier 1565. *Chronologie militaire, tom. I, pag.* 229; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Histoire de Bretagne, de Dom Morice; Histoire militaire des Suisses.*)

DE BROSSE (Pierre-Michel, *vicomte*), *maréchal-de-camp*, était aide-major au régiment d'Eu, lorsqu'il entra dans le régiment des gardes-françaises, en 1743. Il y fut reçu premier lieutenant, en 1757; capitaine en second de la compagnie de Dampierre, en 1771, et capitaine en premier, en 1777. Il fut créé, vers cette dernière époque, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. On le nomma brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781. Il mourut le 12 juin 1809. (*Etats militaires.*)

DE LA BROSSE (Jacques), *maréchal-de-camp*, entra au service à l'âge de 30 ans, sous le duc de Guise, qu'il suivit dans toutes les guerres du temps, en Piémont, en Flandre, etc. Il donna, dans de nombreuses occasions, des preuves de la plus grande valeur, et d'une très-bonne conduite. Il fut établi gouverneur de François d'Orléans, duc de Longueville, qui mourut en 1551. Nommé commandant d'une compagnie de gendarmes, il se trouva, en 1552, à la prise de Toul, de Metz et de Verdun; et, s'étant jeté dans Metz, assiégée par l'empereur, il commanda la sortie du 1er décembre, conjointement avec le baron de Saint-Luc et le capitaine Lanque. Ils attaquèrent un grand convoi au quartier du marquis Albert; s'en emparèrent, et le firent entrer dans la ville. La Brosse, avec 140 gendarmes,

---

(1) Ces lettres sont rapportées dans l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. IV, pag. 342.

attaqua un bataillon des Impériaux, qu'il mit en déroute. Ayant été poursuivi par 16 enseignes que commandait Albert de Brandebourg, il rallia ses troupes ; et, voyant que le général ennemi faisait des dispositions pour l'envelopper, et que le mouvement s'opérait en désordre, il en profita ; tomba sur les ennemis ; en tua 80 ; fit 10 prisonniers, et rentra dans la ville en bon ordre. Il accompagna le duc de Guise en Italie, en 1556, et revint avec ce prince, dont il était devenu le conseil dans toutes les occasions. Après la bataille de Saint-Quentin, en 1557, il se trouva au siége de Calais, en 1558. Il fut nommé, dans la même année, gouverneur de François II, conjointement avec Louis Prévost de Sansac, et obtint en même temps les appointements de maréchal de France, pour être revêtu de cette place lorsqu'il en vaquerait une. Il passa en Écosse, au mois de décembre 1559, pour y commander 2 ou 3000 hommes, que François II envoyait au secours de la reine d'Écosse. Les Anglais ayant fait partir une armée considérable pour former le siége du fort de Leith, La Brosse s'y jeta avec 4 compagnies de gens de pied, et quelques gentilshommes français et écossais. Il y fut joint par le vicomte de la Martigue, et tous deux défendirent cette place pendant trois mois, harcelant journellement les ennemis par des sorties vigoureuses. Enfin, les Anglais n'ayant pu forcer Leith, conclurent la paix, à Édimbourg, le 6 juillet 1560. La ville fut évacuée par suite d'articles particuliers, arrêtés et signés le 23 du même mois. La Brosse revint alors en France, et conduisit à Saint-Denis le corps de François II, au mois de décembre. Il se trouva à l'affaire de Wassy, le 1er mars 1562. Créé maréchal de camp, et payé en cette qualité du 1er avril suivant, pour servir dans l'armée commandée par le duc de Montpensier, il se trouva aux siéges de Bourges et de Rouen, et fut tué à la bataille de Dreux, le 19 décembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 9 ; *historiens du temps, de Thou, Histoire de France, du Père Daniel.*)

DE LA **BROSSE** (N.), *maréchal-de-camp*. La minute du brevet qui lui accorde ce grade porte la date du 29 janvier 1645, et il y est désigné pour servir au siége de Roses, sous le comte du Plessis-Praslin. On le trouve aussi payé à l'extraordinaire des guerres, comme maréchal-de-camp, pendant une partie de ce siége ; mais on n'a pas pu découvrir ses services antérieurs ou postérieurs à cette époque. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 193.)

DE LA **BROSSE**, *voyez* DE BAUDIN.

DES **BROSSES** (Marie-Yver), *baron du Goulet, maréchal-de-camp*, naquit à Verneuil, en Normandie. Il avait été lieutenant-colonel du régiment de Chartres cavalerie, lorsqu'on le créa brigadier de cette arme, le 20 février 1761. Il fut créé maréchal-de-camp, le 20 avril 1768, et commandant de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 28 octobre 1777. Il a émigré en 1791. (*Etats militaires.*)

BROSSIN DE SAINT-DIDIER (Gabriel-Jean-François), *maréchal-de-camp*, né à Mamers, le 12 novembre 1749. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite de maréchal-de-camp honoraire, après 33 ans et 3 mois de service. (*Tableau des pensions.*)

BROUARD (Étienne, *baron*), *maréchal-de-camp*, né à Vire en Normandie, le 29 août 1765, était avocat à l'époque de la révolution. En 1791, il abandonna la carrière du barreau pour s'enrôler dans les volontaires nationaux que l'on organisait alors, et fut fait capitaine dans le 2e bataillon du Calvados, en septembre de la même année. Il fit en cette qualité la campagne de 1792 ; fut nommé, par le général Dampierre, capitaine-adjoint à l'état-major de l'armée du Nord, le 26 avril 1793, et devint quelques mois après adjudant-général chef de bataillon. S'étant prononcé hautement contre les atrocités qui se commettaient en 1793, il fut mis en état d'arrestation et jeté dans les cachots, où il resta plus de 6 mois. Il ne dut la conservation de la vie, qu'à la députation entière du Calvados, qui parvint

à empêcher qu'on ne le traduisît au tribunal révolutionnaire. Au moment de son arrestation, le comité de salut public venait de lui expédier le brevet de général de brigade, qu'il ne reçut pas. Rendu à ses fonctions militaires, il fit à l'armée du Nord les campagnes de 1794 et 1795, et obtint le grade d'adjudant-général chef de brigade, le 13 juin de cette dernière année. Il servit, dans le même grade à l'armée des côtes de Cherbourg, en 1796, et à celle d'Italie, en 1797. Ayant été nommé président d'un conseil de guerre de la Lombardie, chargé de juger un avocat de Milan, prévenu d'être espion des Vénitiens, cet accusé fut acquitté, et l'adjudant-général Brouard le fit mettre de suite en liberté, quoique le général en chef, trompé sur le compte du prévenu, eût déjà fait commander le piquet qui devait fusiller cet accusé. La fermeté des principes de justice que déploya l'adjudant-général Brouard pour faire maintenir le jugement et la mise en liberté du prévenu, eut un succès complet et lui valut les éloges des généraux qui se trouvaient à Milan, et ceux des plus notables habitants de cette ville. En 1798, il fut employé comme adjudant-général dans la 23ᵉ division militaire (la Corse). Désigné pour faire partie de l'armée d'expédition d'Égypte, il s'embarqua à Ajaccio, le 15 mai 1798, et se trouva à la prise de Malte, le 10 juin suivant. Le général en chef Buonaparte, qui commandait cette expédition, le fit chef de l'état-major des troupes, qui, sous les ordres du général Belgrand-Vaubois, furent chargées de la conservation et de la défense de Malte. Après la destruction presque totale de la flotte française à Aboukir, les Maltais, à l'instigation des Anglais, se mirent en état d'insurrection générale; massacrèrent un grand nombre de Français, notamment la garnison de la Cité-Vieille; s'emparèrent des bourgs de Burmola, de la Victorieuse, et de la Sangle, après avoir égorgé les postes qui en avaient la garde, et menaçaient de faire subir le même sort à toute la garnison française de Malte. Dans cette périlleuse circonstance, le chef d'état-major Brouard, ayant reçu carte blanche du général Vaubois, se mit à la tête d'un détachement de la 19ᵉ de-

de Toulon, en 1709, 1710, 1711 et 1712; au secours de Gironne, en 1713; au siége de Barcelonne, en 1714; aux siéges de Fontarabie, de Saint-Sébastien, d'Urgel, de Roses, en 1719. Il fut fait major de son régiment (alors d'Olonne), le 21 octobre 1725; et lieutenant-colonel du même régiment (alors Montmorency, et depuis Bauffremont et Fleury), le 27 octobre 1732. Il se trouva au siége de Kehl, en 1733; au siége de Philisbourg, en 1734; à l'armée du Rhin, en 1735, et fut créé brigadier, par brevet du 1er mars 1738. Employé en Corse, par lettres du 1er mars 1739, il y passa, au mois d'avril, avec son régiment, et eut part à toutes les expéditions des troupes françaises dans cette île, d'où il revint, en 1741. Employé à l'armée de Bavière, par lettres du 5 mars 1742, il combattit à Sahay; concourut à la défense de Prague; se distingua dans deux sorties principales; quitta Prague, avec l'armée, au mois de décembre, et rentra en France, avec la 7e division de cette armée, au mois de février 1743. Créé maréchal-de-camp, le 20 du même mois, il quitta alors la lieutenance-colonelle du régiment de Fleury. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, il combattit à Dettingen; alla commander à Thionville, sous le comte de Danois, par lettres du 1er août, et fut employé à Sarre-Louis pendant l'hiver, par lettres du 21 décembre. Employé à l'armée d'Italie, sous M. le prince de Conti, par lettres du 1er février 1744, il se trouva à toutes les expéditions que fit ce prince pendant cette campagne, et commanda pendant l'hiver dans le comté de Nice, par lettres du 1er novembre. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1745, il servit à différents siéges; combattit à Rivaronne; concourut à la prise d'Alexandrie, de Valence, d'Asti, de Casal; passa l'hiver en Italie, et continua d'y servir, en 1746. Il se trouva au combat de Plaisance; à celui du Tidon, et finit la campagne, en Provence, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle. Employé à la même armée, par lettres du 1er juin 1747, il se trouva au passage du Var; au siége et à la prise de Montalban, de Villefranche et de Vintimille. Il était, le 19 juillet, à l'attaque des retranche-

et qui faisait partie de la 12e division militaire. En 1804, il continua à être employé dans la 12e division militaire, et fut nommé officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin. On le créa général de brigade, le 1er février 1805, et il fit en cette qualité la campagne d'Allemagne, cette année, et celle de Pologne, en 1806. Après le passage du Bugon, cette même année, Napoléon l'ayant chargé de chasser le Russes de plusieurs retranchements qu'ils avaient élevés, il s'acquitta avec succès de cette mission, à la tête des 17e et 30e régiments qui composaient sa brigade, et fut blessé à la prise d'une forte redoute, par un biscayen qui le frappa à la tempe droite, et le priva de la vue de ce côté. Il fit les campagnes de l'armée d'Allemagne, en 1807 et 1808; fut nommé baron d'empire, le 19 mars de cette dernière année; eut le commandement de l'île d'Aix (dans la 12e division militaire), en 1809, et *s'y trouvait en arcel,* lorsque les Anglais lancèrent des brûlots pour incendier la flotte française mouillée en rade de cette île. Il continua à avoir un commandement dans la 12e division militaire, pendant les années 1810, 1811, 1812, 1813, 1814 et 1815. Le 19 mai de cette dernière année, Buonaparte, revenu de l'île d'Elbe en France, le nomma lieutenant-général; mais cette promotion ne fut pas confirmée par le roi. Dans le même mois, le général Brouard, qui commandait à Nantes, fut élu membre de la chambre des députés par le collége électoral de cette ville: cette chambre, dite des *cent jours,* fut dissoute aussitôt après la seconde restauration. Mis à la demi-solde après le licenciement général de l'armée, le général Brouard a été depuis replacé dans le cadre des officiers disponibles, et il figure comme tel dans ceux de 1820 et de 1821. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA BROUE (Jean-Marie), *marquis de Vareilles, maréchal-de-camp* du 10 février 1759.

DE LA BROUE DE VAREILLES (Jean-Marie), *maréchal-de-camp* du 10 février 1759, mourut avant le 1er novembre 1765. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 364.)

DE BROUILLY (Antoine), *marquis de Piennes, lieutenant-général*, servit d'abord pendant plusieurs campagnes comme capitaine de chevau-légers, puis comme aide-de-camp du maréchal de la Meilleraye. Il donna de grandes preuves de valeur à la prise de Collioure, en 1642. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie française du cardinal Mazarin, par commission du 5 mars 1644, il combattit à Fribourg; marcha aux siéges de Philisbourg, de Germesheim, de Spire, de Worms, de Mayence et de Landau. En 1645, il se trouva, le 3 août, à la bataille de Nortlingen, où il fut blessé; à la prise de cette place; à celle de Dunkelpiel, d'Hailbrom et de Trèves. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 8 mai 1646, il servit avec beaucoup de distinction au siége et à la prise de Longwy. Il contribua, la même année, à la défaite de 200 soldats de la garnison d'Arson, et se fit beaucoup d'honneur à la prise d'un convoi destiné pour la ville de Menene, et escorté par 700 Espagnols. Il commanda, en 1647, un corps de cavalerie envoyé sur la frontière entre la Picardie et la Champagne, pour s'opposer aux desseins des ennemis : les instructions qu'il reçut à ce sujet portent la date du 28 avril. Nommé gouverneur d'Ardres, le 17 février 1648, il leva, par commission du même jour, un régiment d'infanterie pour tenir garnison dans cette place, où il résida, en 1649 et 1650. Nommé gouverneur et lieutenant-général de Pignerol, sur la démission du comte de Maleissy, par provisions du 1er janvier 1651, il se démit du gouvernement d'Ardres et du régiment qui y tenait garnison. On le créa lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 février, et mestre-de-camp en chef du régiment dont il était mestre-de-camp-lieutenant, sur la démission du cardinal Mazarin, par commission du 15 : il se rendit alors dans son gouvernement. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 20 mai 1654, il rendit des services signalés au combat qui eut lieu, en novembre de cette année, entre les armées française et espagnole sur la rivière de Bormida en Milanais. Il continua de servir à cette dernière armée jusqu'à la paix. Il se démit, au mois d'avril 1655, de son régiment de cavalerie

en faveur de son frère. On le lui rendit, à la mort de ce frère, par une nouvelle commission du 30 avril 1659, et il le conserva jusqu'au 20 juillet 1660, époque à laquelle on le licencia. Le marquis de Piennes fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1661. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 95 ; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, l'abbé de Nœufville.*)

DE BROUILLY (César), *marquis de Wartigny, maréchal-de-camp*, du 10 février 1704, fut tué au siége de Verceil, le 24 octobre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 545.)

DE LA BROUSSE (Nicolas), *comte de Verteillac, maréchal-de-camp* du 25 avril 1691, fut tué sous les murs de Philippeville, le 4 juillet 1693. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 482.)

BROUSSIER (Jean-Baptiste, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Ville-sur-Saulx, près Bar-sur-Ornain, le 10 mars 1766. Destiné à l'état ecclésiastique, il avait passé quelque temps au séminaire de Toul lorsque la révolution française éclata. En 1791, il s'enrôla dans le 3e bataillon du département de la Meurthe, où, par le choix de ses camarades, il fut nommé capitaine. Il fit ses premières armes sous les ordres du général Beurnonville, et marcha, en 1792, à la conquête de la Belgique. Blessé grièvement à la jambe gauche, dans le combat de Vavren, près de Consarbruck, il eut le courage de déguiser la douleur qu'il ressentait ; et, afin de ne point décourager les soldats de sa compagnie, il ne quitta le champ de bataille que lorsque l'épuisement de ses forces l'y eut contraint. Il était devenu chef de bataillon, lorsqu'en 1796 il fut employé à l'armée de Sambre-et-Meuse. Ayant été chargé, par le général Colaud, de défendre un village dont l'ennemi voulait s'emparer, afin de pouvoir tourner et envelopper la division commandée par ce général, Broussier mit tant de promptitude et de précision dans l'exécution des ordres qu'il avait reçus, qu'après s'être rendu maître d'un défilé, il s'y maintint

contre tous les efforts de l'armée ennemie. Dans cette action, qui fut très-meurtrière pour les Français, il fut blessé au front par une balle. En 1797, il passa à l'armée d'Italie, et entra des premiers dans le village de Stépizza, dont on s'empara le 27 mars. Il se distingua, à la même époque, à la prise de Chiusa, près de Tarvis; monta le premier à l'assaut des retranchements; passa par une embrasure au moment où les canonniers allaient mettre le feu aux pièces; pénétra dans le fort; y fit prisonnier le général autrichien Clebec, et le sauva de la fureur des soldats, qui, irrités de l'opiniâtre et inutile résistance de cet officier, voulaient le faire périr. Devenu chef de brigade, il fut employé, en 1798, à l'armée de Rome, dans la division du général Duhesme; se trouva à l'investissement de Civitella-del-Tronto, commencé le 7 décembre; à la prise de Pescara; fut chargé de poursuivre, avec 6 compagnies de grenadiers et quelque cavalerie, un corps de troupes napolitaines qui avait été forcé à la retraite, et le dispersa entièrement. Employé à l'armée de Naples, en 1799, il fut détaché, le 19 janvier, sur Benavente, à l'effet d'y enlever un trésor qu'on savait y être gardé. Étant parti de Maddaleni, avec la 17ᵉ demi-brigade de ligne et un détachement du 7ᵉ régiment de chasseurs à cheval, il se mit en devoir de traverser les gorges de l'Apennin, connues sous le nom de *Fourches-Caudines;* parvint à faire effectuer le passage du défilé, malgré tous les obstacles qui lui furent opposés; s'empara de Benavente, et se saisit de tout ce que cette ville renfermait de précieux. Instruit de la marche de l'armée sur Naples, il quitta Benavente le lendemain 20; mais à peine était-il sorti de cette ville, qu'il fut attaqué par plus de 12,000 paysans insurgés qui occupaient toutes les hauteurs environnantes, et qui s'étaient emparés d'un des défilés des *Fourches-Caudines.* Parvenus à cet endroit, après s'être fait jour à la baïonnette, les soldats français, déjà fatigués par le combat meurtrier qu'ils venaient de livrer aux insurgés, parurent effrayés des difficultés qui leur restaient à vaincre. Broussier, aussi judicieux qu'il était intrépide, sentit combien

il était dangereux de tenter une attaque de vive force. Il eut recours à une ruse de guerre, pour attirer l'ennemi dans la plaine. Ayant fait coucher un bataillon de sa demi-brigade dans un fossé couvert par un épais buisson, il donna ordre à un détachement de grenadiers de faire une attaque, et de simuler ensuite une fuite complète : cette ruse eut un plein succès, et l'ennemi s'étant mis à la poursuite des fuyards, tomba dans l'embuscade, où il reçut une décharge à bout portant. Broussier paraît alors avec les chasseurs à cheval du 7ᵉ régiment ; charge l'ennemi impétueusement ; et, secondant les efforts de son infanterie, il poursuit les insurgés pendant l'espace de 3 milles ; en tue plus de 800 ; empêche le reste de se rallier, et continue sa marche à la vue des rebelles qui n'avaient pas pris part à ce combat, et qui, frappés de terreur, n'osèrent descendre des hauteurs où ils étaient postés (1). Le grade de général de brigade, donné à Broussier le même jour, fut la récompense de sa belle conduite dans cette action. En arrivant devant Naples, il battit et dissipa un rassemblement de lazzaronis et de paysans, qui menaçaient le quartier du général Duhesme. Le 3 du même mois, il attaqua, sur la gauche de la ville de Naples, le grand pont situé près du quartier de la Magdeleine; s'empara de vive force du fort del Carmine, qui défendait ce pont; s'y saisit de 8 pièces de canon et de 4 drapeaux; mit en fuite les lazzaronis, et fit prisonnier un bataillon d'Albanais. Le 25 février, il fut laissé à Foggia, dans la Pouille, par le général Duhesme, pour contenir la populace, qui était en fermentation par suite d'une insurrection manifestée à San-Severo. Chargé ensuite de soumettre Trani et Andria, qui étaient en état de rébellion, il marcha, le 21 mars, sur Andria, qu'il fit cerner dès le lendemain, et dont il ordonna de suite l'assaut. Un obus ayant renversé la porte dite de Trani, les Français se précipitèrent par cette ouverture ;

(1) Ce combat eut lieu précisément sur le terrain où les Romains avaient passé sous le joug des Samnites.

mais ils eurent à soutenir, dans l'intérieur de la ville, un combat des plus meurtriers contre les habitants, qui, retranchés dans leurs maisons bien barricadées, engagèrent une lutte opiniâtre, dans laquelle il fallut toute l'intrépidité des soldats et la persévérance de leurs chefs pour parvenir à rester maîtres de la place. La prise d'Andria coûta aux Français 30 officiers, et 250 sous-officiers et soldats. Cette perte considérable porta les vainqueurs à exercer une vengeance terrible : 6000 habitants furent passés au fil de l'épée, et toute la ville devint la proie des flammes. La ville de Trani, que cet exemple aurait dû intimider, ne se montra au contraire que plus déterminée à se défendre : elle était regardée comme le boulevard de l'insurrection, et la principale place d'armes des révoltés. Outre les habitants, plus de 8000 hommes, anciens matelots, corsaires ou soldats napolitains, s'étaient chargés de sa défense. Le général Broussier marcha sur cette ville; arriva devant ses murailles le 1er avril, et fit dresser de suite des batteries, qui commencèrent à jouer dès le 2. Ayant ordonné l'assaut de la place, il conduisit lui-même deux attaques. Après avoir éprouvé une vive résistance, les Français étaient devenus maîtres des remparts, lorsque Broussier, reconnaissant que les maisons de la ville étaient crenelées, et que les rues étaient défendues par du canon et des coupures, il recourut à un expédient qui devait assurer la réussite de son attaque, en même temps qu'il épargnerait ses soldats. Il fit enfoncer les premières habitations; et ses grenadiers étant montés sur les faîtes, qui se trouvaient disposés en terrasses, ils marchèrent ainsi de maison en maison, balayant successivement tous les rebelles qui s'y trouvaient, et rendant nuls tous les moyens intérieurs de résistance qui avaient été préparés. La ville et le fort de Trani furent ainsi emportés. On trouva dans cette place 50 pièces de canon, 12 drapeaux, une grande quantité de munitions, de fusils et d'armes de toute espèce. Trani eut le même sort qu'Andria, il fut réduit en cendres, et tout ce qui s'y trouva en état de porter les armes fut passé au fil de l'épée. Le général Broussier fit aussi soumettre, par des

détachements, les villes de Ceglée et de Carbonara, qui firent résistance, et furent traitées comme Trani et Andria. Vers cette époque, à la suite des querelles existantes depuis long-temps entre le général en chef Championnet et le commissaire civil du gouvernement français Faypoul, Championnet fut destitué et traduit devant un conseil de guerre. Broussier fut un des généraux qui partagèrent sa disgrâce. Après la révolution du 30 prairial an 7 (18 juin 1799), qui amena un changement dans le personnel du directoire-exécutif, Broussier fut réintégré dans son grade. En 1800, il fut employé à l'armée de réserve, qui marcha en Italie. A la tête de 1200 hommes d'infanterie et de 300 chevaux, il passa l'Adda, le 13 juin, en présence de l'ennemi, qu'il battit complétement à Cava et Aspinadi. Avec ses 300 chevaux, il battit le régiment de Bassi, qui en avait 900, et lui en prit 200. Il s'empara de Crémone, le même jour. Il continua d'être employé à l'armée d'Italie, en 1801 et 1802. En 1804, il fut créé général de division, le 2 février, et commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin. On lui donna, dans la même année, le commandement des troupes de la garnison de Paris, et il conserva cet emploi jusqu'en 1807. Employé, en 1809, à l'armée d'Italie, il y commanda la 2ᵉ division d'infanterie. Le 10 avril, il réunit ses troupes à Ospedaletto. Le 11, il resta sur la rive gauche du Tagliamento, pour couvrir le passage du pont de Dignano, et maintint l'ennemi avec beaucoup d'intrépidité. Il passa le Tagliamento dans la nuit du 11 au 12; et, d'après les ordres du prince vice-roi d'Italie, il repassa ce fleuve, le 14; fit rompre les ponts de Dignano et de Spilimvergo, et vint prendre position sur la Livenza. Après le combat de Fontana-Fredda, il couvrit, avec sa seule division, la retraite de l'armée, et soutint, à plusieurs reprises, le choc de la cavalerie, ainsi que le feu de l'artillerie ennemie, sans qu'aucun de ses carrés fût entamé. A la bataille de la Piave, il attaqua le centre des Autrichiens, et fit tourner bride à une forte colonne de cavalerie ennemie, qui s'était ébranlée pour charger l'artillerie de sa division.

Il passa l'Izonso, le 15. Le 16, il concourut à l'attaque des Autrichiens, près de Prewald, et fit mettre bas les armes à quelques troupes qui s'étaient jetées dans les forts de cette ville. Il prit part, le 18, au combat de Tarvis, qui rendit l'armée d'Italie maîtresse du fort Malborghetto. Il concourut, le 22, à la prise de Laybach. Après s'être emparé de Gratz, le général Broussier bloqua, du 1er au 19 juin, le fort de Schelsberg, qu'on regarde comme la citadelle de la basse Styrie, mais, ayant été informé que le corps autrichien de Giulay s'avançait par la route de Marburg, pour lui faire lever ce blocus, l'infériorité numérique de ses forces décida Broussier à évacuer Gratz, et à prendre une position concentrée sur la rive droite de la Muhr. Il exécuta ce mouvement avec le plus grand ordre, dans la nuit du 20 au 21, et prit, ce dernier jour, position à Wildon. Cependant, sur la connaissance qu'il eut des mouvements de l'ennemi, il jugea plus convenable de donner que de recevoir le combat, et retourna prendre ses anciennes positions dans Gratz et autour du fort. Ses avant-postes ayant été attaqués le 24, Broussier sortit de Gratz, et se porta avec sa division au-devant de l'ennemi, qui cherchait à s'établir à Callsdorff. En moins d'une demi-heure, le corps autrichien, fort de 20,000 hommes, et ayant 2000 chevaux et 30 bouches à feu, fut mis en déroute par 4 bataillons français, et s'enfuit dans le plus grand désordre jusqu'à Wildon. Dans ce combat extraordinaire, le 9e régiment d'infanterie de ligne se couvrit de gloire, par l'intrépidité, l'ordre, le silence et le sang-froid qu'il déploya pendant l'attaque. Le 25 du même mois, le général Broussier marcha de nouveau sur Gratz, où les débris du corps de Giulay s'étaient jetés après l'affaire de Callsdorff. Il envoya le colonel Gambin, avec 2 bataillons du 84e de ligne et 3 pièces de canon, pour s'emparer de Gratz. Cette petite troupe s'introduisit de vive force dans la ville, et y soutint vaillamment, pendant deux jours, le choc de forces très-supérieures, et sous les efforts desquelles elle eût vraisemblablement succombé, si Broussier ne fût

venu à propos à son secours (1). Il rentra en vainqueur dans Gratz, le 27, et y reprit ses anciennes positions. Dans le mémorable combat de Gratz, le corps de Giulay avait eu 1200 hommes tués sur le champ de bataille, et le nombre de ses blessés fut si considérable, que les hôpitaux et les maisons des faubourgs de cette ville en étaient encombrés. Le général Broussier se trouva, avec le corps d'armée d'Italie dont sa division faisait partie, à la bataille de Wagram, le 6 juillet. Ce corps d'armée, commandé par le prince Eugène, formait le centre de la grande-armée française. Broussier donna dans cette bataille de nouvelles preuves de valeur et de conduite, et s'y couvrit de gloire. Employé, en 1812, sous les ordres du prince vice-roi d'Italie, il fit la campagne de Russie dans le 4ᵉ corps, dont il commanda une division. Au combat d'Ostrowno, le 27 juillet, il s'empara d'une éminence faisant face au plateau occupé par les Russes; et, ayant ensuite formé sa division en carré double par régiment, il passa un ravin, et contribua à forcer les ennemis d'évacuer leurs positions et de se retirer derrière le Lutchesa. Il se trouva à la bataille de de la Moskowa, le 7 septembre, et s'y distingua. Pendant la retraite de Moscou, il protégea la marche des troupes par les manœuvres qu'il fit exécuter. Il combattit avec valeur à Maloiaroslawetz, le 24 octobre. Il passa le Wop, le 10 novembre, abandonnant sur la rive plus de 60 pièces de canon qu'il avait fait enclouer. Attaqué, le même jour, par le corps russe du général Ilowaiski, il parvint à arrêter les progrès que faisaient les Cosaques, et à continuer sa marche rétrograde en bon ordre. Au combat de Krasnoi, le 15 du même mois, la division Broussier fut chargée de tenir tête à l'ennemi pendant que le vice-roi, trompant la

(1) Napoléon passant la revue du 84ᵉ régiment dans l'île de Lobau, le 7 juillet suivant, récompensa par des éloges et par une distribution de croix de la Légion-d'Honneur le dévouement de ce corps Il fit mettre à l'ordre du jour que la devise UN CONTRE DIX serait gravée sur le support de l'aigle de ce régiment, qui avait fait à lui seul 450 prisonniers, dont 8 officiers d'état-major, et pris 2 drapeaux.

vigilance des Russes, faisait filer le 4ᵉ corps, et marchait pour rejoindre par des détours la grande route de Smolensk, qui lui avait été coupée. Le général Broussier fit la campagne de Saxe à la grande-armée, en 1813, et continua à se distinguer en diverses occasions par sa bravoure, son dévouement et ses connaissances dans l'art de la guerre. Après les désastres de cette campagne, il fut nommé commandant supérieur de la ville de Strasbourg et du fort de Kehl. Le roi le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814. Vers la fin de cette année, il fut nommé par S. M. commandant du département de la Meuse; mais il mourut d'une attaque d'apoplexie, avant d'avoir pu se rendre au poste honorable qui lui était assigné. Il a emporté dans la tombe la réputation d'un militaire estimable sous tous les rapports. (*Moniteur, annales du temps.*)

DU BROUTAY, *voyez* DE QUELEN.

DE BRUC DE MONTPLAISIR (René), *marquis de la Guerche, maréchal-de-camp,* naquit à Paris en 1610. Il avait servi long-temps dans le régiment de Poitou infanterie, lorsqu'on l'établit lieutenant de roi à Arras, lors de la prise de cette place, en 1640. Il eut une compagnie de chevau-légers pour y tenir garnison, le 13 septembre 1649, et obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 11 septembre 1651. On lui accorda, le 10 décembre 1654, un régiment de cavalerie qu'avait eu le marquis du Plessis-Bellier, son beau-frère, qui venait de mourir. Il s'en démit en faveur du marquis de la Rablière, son frère, au mois de novembre 1657. En considération des services importants qu'il avait rendus au roi, S. M. érigea en sa faveur la seigneurie de la Guerche en marquisat, par lettres-patentes du mois de février 1682, qui furent enregistrées à la chambre des comptes de Bretagne, le 18 février 1684. Le marquis de la Guerche mourut à Arras, le 22 juin 1682. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 315.)

le 19 septembre 1805, il fut pourvu du commandement de l'école d'artillerie à Auxonne, le 18 février 1806, et se retira du service, le 3 septembre 1809. Il a fait, dans les divers grades ci-dessus indiqués, les campagnes de 1792 et 1793, à l'armée du Nord et de la Moselle; a été prisonnier de guerre depuis le 18 octobre de cette dernière année, jusqu'au mois d'août 1795; a servi aux armées d'Angleterre, du Danube et du Rhin, pendant les campagnes de 1798, 1799 et 1800; aux camps de Bayonne et de Saintes, en Amérique et à l'armée d'Italie, pendant les années 1803, 1804 et 1805, et enfin à l'armée d'Italie, en 1809. Le général Buchet a donné, dans toutes les occasions, des preuves de valeur et de talent, et s'est fait remarquer par ses connaissances dans l'arme de l'artillerie. Il a été créé chevalier de Saint-Louis en 1790, et officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. (*Brevets militaires, annales du temps.*)

BUCHOLTZ (N....), *maréchal-de-camp*. On trouve dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 17 septembre 1817, un article concernant la veuve Bucholtz. Ce sont les seuls renseignements que nous avons pu nous procurer sur cet officier.

DE BUCQUOY (Jean), *sieur de La Mothe*, fut nommé maréchal-de-camp, le 1er avril 1638, pour servir en cette qualité sur la flotte commandée par l'archevêque de Bordeaux. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 144.)

DE BUDES (Jean-Baptiste), *comte de Guébriant, maréchal de France*, naquit au château de Plessis-Budes, en Bretagne, le 2 février 1602, et fut d'abord connu sous le nom de Plessis-Budes. Il entra de bonne heure au service, comme soldat dans le régiment du sieur du Plessis-Buat, mestre-de-camp entretenu par les états de Bretagne; fit ses premières armes en Hollande, et montra beaucoup de courage et de résolution dans les différentes affaires auxquelles il se trouva. Lorsqu'il fut bien aguerri, le sieur de La Courde, son oncle, gouverneur de Vendôme, le fit re-

gadier, par brevet du 13 du même mois, il passa à l'armée du Roussillon, sous le comte de Schomberg, où il commanda la cavalerie, par commission du 5 avril suivant, et se trouva au combat de Morillas. Commandant encore la cavalerie de l'armée de Catalogne, par commission du 2 avril 1675, il contribua à la prise de plusieurs petites places, ainsi qu'à celle d'Ampurias, de Bellegarde, et du château de la Capelle. Nommé visiteur de la cavalerie, par ordre du 24 octobre, il eut le commandement de toute celle qui se trouvait en Guienne, par autre ordre du même jour. Employé à l'armée du Roussillon, sous le maréchal de Navailles, en 1676, il y commanda la cavalerie, par commission du 7 mars, et eut part à la prise de Figuières. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 25 février 1677, il servit à l'armée de Roussillon jusqu'à la paix; combattit à Épouilles, la même année; défit un corps de 800 miquelets dans cette province, et y resta en quartier d'hiver, sous les ordres du maréchal duc de Navailles. Il contribua à la prise de Puicerda, en 1678. Employé sous le maréchal de Créqui, par lettres du 26 avril 1679, il attaqua les défilés occupés par les troupes de Brandebourg, près de Minden; y défit 2000 chevaux et 400 dragons, et fit 200 prisonniers. Ayant été nommé lieutenant de roi et commandant à Lille, en l'absence du maréchal d'Humières, par commission du 1er juillet 1681, il se démit de son régiment de cavalerie. Il obtint le gouvernement de Bouchain, par provisions du 1er octobre 1688; fut créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 10 mars 1690, et ne servit plus. Le roi le nomma grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, à la création de cet ordre, par provisions du 8 mai 1693. Le marquis de la Rablière mourut à Bouchain, au mois d'octobre 1704. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 344; *mémoires du temps*, *Gazette de France.*)

DE BRUC (Jacques-Henri-Louis), *vicomte de Montplaisir,* né à Nantes, le 14 janvier 1745. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public à

l'époque du 1er septembre 1817 (tom. III, pag. 503), pour la retraite du grade de *général de brigade*, après 37 ans et 9 mois de service.

BRUCE (N....), *général de brigade*. On le trouve porté dans le tableau des officiers composant l'état-major-général de l'armée en 1812.

DE BRUGEN, *officier des troupes saxonnes*, obtint, le 1er juillet 1759, un brevet pour tenir rang de maréchal-de-camp dans les troupes de France. Il retourna en Saxe après la paix. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 388.)

DE BRUGES (N...., *comte*), *lieutenant-général* du 15 décembre 1814, a été nommé grand'croix de la Légion-d'Honneur, le 15 août 1815. (*Etats militaires.*)

DE BRUGES (N...., *vicomte*), *lieutenant-général* du. . . ., mort le 4 novembre 1820. (*Moniteur.*)

BRUGUIÈRE, *voyez* BRUYÈRES.

DE BRULART DE SILLERY (Roger), *marquis de Puisieux*, *lieutenant-général*, naquit en mars 1640, et fut fait capitaine au régiment d'infanterie de Turenne, dès 1655. Il servit, en 1656, au siége de Valenciennes, où il eut la mâchoire cassée, dans la tranchée, le 2 juillet. Il se trouva aux siéges de Montmédi, de Saint-Venant; au secours d'Ardres, et à la prise de Mardick, en 1657; à la bataille des Dunes; au siége et à la prise de Dunkerque, de Bergues, de Dixmude, de Furnes, d'Oudenarde, de Menin et d'Ypres, en 1658. Il marcha comme volontaire en Hongrie, en 1664; combattit à Saint-Godart, le 1er août; revint en France, au mois d'octobre, avec les troupes, et fut fait lieutenant-colonel de son régiment, le 3 mai 1665. Il commanda ce régiment, en 1666, en Hollande, sous M. de Pradel, et servit, en 1667, aux siéges et à la prise de Charleroi, d'Ath, de Tournay, de Douai et de Lille. Il obtint le gouvernement d'Épernay, le 18 août 1668. Il ménagea, en 1672, la neutralité de Cologne; se trouva, la même année, au siége et à la prise de Maseick, de Saint-Tron, de Tongres, de Rées, d'Arnheim, du fort de Skenk, de Nimègue et de Crève-

cœur. Créé brigadier d'infanterie, le 20 août, il marcha à la conquête de l'île et de la ville de Bommel; fit la campagne de 1673, sous M. de Turenne, en Allemagne; sous le même général, en 1674; combattit à Sintzeim et à Ensheim. Il reçut à cette dernière bataille un coup de mousquet, qui lui perça l'épaule, ce qui l'obligea de revenir en France pour se faire guérir. On lui donna le commandement de Verdun et du pays Verdunois, le 24 février 1675. Il servit, la même année, sous M. de Turenne; combattit à Altenheim, après la mort de ce général; et lorsque Louis XIV eut donné le régiment de Turenne à M. le duc du Maine, le marquis de Puisieux en fut fait colonel-lieutenant, par commission du 14 août. Il se rendit dans son commandement de Verdun, où il resta jusqu'en 1679. On le fit maréchal-de-camp, le 25 février 1676. Il obtint le gouvernement d'Huningue, dont il fut le premier gouverneur, par provisions du 7 août 1679. Il se démit alors du commandement de Verdun, et, au mois de décembre suivant, du régiment du Maine. Il résida à Huningue jusqu'en 1697. Il eut un ordre du 20 juin 1695, pour commander en Alsace en l'absence du marquis d'Huxelles. Créé lieutenant-général des armées du roi, le 3 janvier 1696, il fut employé en cette qualité à l'armée du Rhin, cette année et la suivante, et continua néanmoins de commander en Alsace. On le nomma ambassadeur en Suisse, le 1er décembre 1697, puis conseiller-d'état d'épée, et chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1705. Il revint de son ambassade, en 1708; ne servit plus; se démit du gouvernement d'Huningue, et mourut le 28 mars 1719. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 398; *mémoires du temps.*)

DE BRULART DE SILLERY (Louis-Philogène), *marquis de Puisieux, maréchal-de-camp*, neveu du précédent, naquit le 12 mai 1702, et fut d'abord connu sous le nom de comte de Sillery. Il entra aux mousquetaires, en 1716; obtint une compagnie au régiment de cavalerie de Villeroi, le 6 mars 1719, et la commanda, la même année, aux siéges de St.-Sébastien, de Fontarabie et d'Urgel. On lui accorda, le 25

septembre 1721, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie; mais il quitta sa compagnie, au mois de novembre suivant. Il prit le nom de marquis de Puisieux, en 1727, et obtint, dans la même année, le gouvernement de la ville d'Épernay, devenu vacant par la mort de Carloman-Philogène Brulart de Sillery, son oncle. Il leva, par commission du 2 février, une compagnie au régiment de Royal-Roussillon cavalerie, en conservant son rang de mestre-de-camp, et servit au camp de la Saône, la même année. On l'employa au camp de la Meuse, en 1730, et au siége de Kehl, en 1733. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, le 10 mars 1734, il le commanda à l'attaque des lignes d'Etlingen et au siége de Philisbourg. Il obtint, le 1er août, le grade de brigadier. Son régiment resta à Trèves pendant la campagne de 1735. Nommé ambassadeur auprès du roi des Deux-Siciles, il prit congé de S. M., le 25 juillet 1736; se rendit à Naples, où il arriva, le 19 octobre, et d'où il repartit, en mai 1739, pour revenir en France. Employé comme brigadier à l'armée de Bavière, par lettres du 11 mars 1742, il marcha avec son régiment, sous les ordres du duc d'Harcourt, puis sous ceux du comte de Saxe; commanda un corps de cavalerie au passage du Rhin à Manheim, le 21 mars; joignit l'armée que commandait le maréchal de Maillebois sur les frontières de Bohême; s'y trouva à la prise d'Ellenbogen et de Caaden; au secours de Braunau, dont on fit lever le siége aux ennemis, et au ravitaillement d'Égra. Créé maréchal-de-camp, le 20 février 1743, il se démit de son régiment, et rentra en France. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, il se trouva à la bataille de Dettingen, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous le maréchal de Noailles. Sa santé ne lui permit plus de servir en campagne. On le nomma successivement ministre plénipotentiaire au congrès de Bréda, au mois de septembre 1746; conseiller-d'état d'épée, le 27 octobre; secrétaire-d'état au département des affairesétrangères, le 21 janvier 1747, et ministre-d'état le même jour. Il prêta serment, et prit séance au conseil aussi le même jour. Créé che-

valier des Ordres du roi, le 1er janvier 1748, il fut reçu, le 2 février suivant. Il obtint, par provisions données à Versailles, le 9 mai 1751, la charge de lieutenant-général du gouvernement de Languedoc, au département du Bas-Languedoc; se démit, le 9 septembre suivant, de la charge de secrétaire-d'état et du département des affaires étrangères, et rentra au conseil, d'où il s'est retiré, au mois de juillet 1756. Il y rentra, le 2 juillet 1758, et mourut avant le 1er avril 1763. (*Chronologie milit.*, *tom. VII*, *p.* 187; *Gazette de France.*)

DE BRULART (René), *marquis de Genlis*, *lieutenant-général*, d'une autre branche de la même famille que les précédents, fut d'abord nommé lieutenant au régiment des gardes-françaises, le 24 décembre 1641; servit aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642, et à celui de Gravelines, en 1644. Devenu capitaine au même régiment, le 24 mai 1646, il servit au siége et à la prise de Courtray; au siége de Bergues, où il fut blessé à l'attaque de la demi-lune; à ceux de Furnes et de Dunkerque. Pendant le siége de cette dernière place, il fut un de ceux qui, à la tête des gardes, repoussèrent les ennemis dans une sortie, après un combat de plus de trois heures. Il se trouva, en 1647, à la prise du fort de la Knoque; au siége et à la prise de Dixmude, où il commanda l'attaque de la gauche de la demi-lune qu'on emporta. Il servit, la même année, à la prise des forts de Nieufdam et de l'Écluse; au siége et à la prise d'Ypres, et combattit à Lens, en 1648. Il fut employé au blocus de Paris, en 1649; au siége de Seurre, en 1650; à la soumission de la Rochelle, et au siége de la tour de Saint-Nicolas de cette ville, en 1651. Pendant le siége de Saintes, en 1652, il reçut dans son haut-de-chausse un coup de mousquet, qui ne le blessa point. Il obtint, le 3 décembre 1653, un régiment de cavalerie vacant par la mort du comte de Genlis, son neveu, et se démit de sa compagnie aux gardes. Il servit à l'armée de Turenne, qui couvrit le siége de Stenay, en 1654; marcha, la même année, au secours d'Arras; à la prise du Quesnoy; au siége et à la prise de Landrecies, de Condé,

de Saint-Guilain, en 1655; au siége de Valenciennes, et au combat sous cette place, en 1656; au siége de Cambrai, en 1657. Créé brigadier de cavalerie, le 8 juin 1658, il servit au siége et à la prise de Saint-Venant; à la bataille des Dunes; à la prise de Dunkerque, de Bergues, de Dixmude, d'Oudenarde, de Menin et d'Ypres. Son régiment ayant été licencié, le 18 avril 1661, il y conserva cependant sa compagnie Mestre-de-Camp. Il rétablit ce régiment, par lettres du 7 décembre 1665. Employé, en 1667, sous le maréchal d'Aumont, il servit au siége et à la prise de Bergues, de Furnes, de Courtray et d'Oudenarde. Son régiment fut de nouveau licencié, le 24 mai 1668, et on lui conserva encore sa compagnie Mestre-de-Camp, par ordre du 26. Le roi ayant pris, le 19 décembre 1669, cette compagnie ainsi que celle du comte de Lannion, en forma la compagnie des gendarmes d'Anjou (depuis Aquitaine), dont le marquis de Genlis fut fait capitaine-lieutenant, le même jour 19 décembre : il conserva cette compagnie jusqu'à sa mort. On le fit maréchal-de-camp, le 27 août de l'année suivante. Il servit en cette qualité, et par lettres du 4 février 1671, sous le duc de Duras; accompagna le roi dans son voyage des Pays-Bas; fut employé dans l'armée du roi en Hollande, par lettres du 20 avril 1672; se trouva au siége et à la prise d'Orsoy, de Rhimberg, de Doesbourg et d'Utrecht; commanda dans cette dernière place, sous le duc de Luxembourg, et eut part à la prise de Bodegrave et de ses retranchements. Chargé de faire démolir les fortifications entre Bodegrave et Niverbourg, il fit brûler, par le marquis de Sourche, 20 navires et 30 tonneaux des ennemis sur le canal de Swamerdam, et retourna à Utrecht. Ayant été détaché par le roi pour aller s'emparer du château de Vaux, près de Besançon, il s'en rendit maître, le 3 mai 1673, et revint ensuite en France, où il ramena une partie des troupes qui étaient sous ses ordres. En 1674, il servit au siége de Besançon; repoussa avec beaucoup de valeur les ennemis dans une sortie; investit Dôle; attaqua et prit le chemin couvert. Dans la nuit qui suivit cette attaque, les ennemis ayant fait une

té, on le chargea de diriger l'exécution du plan qu'il avait présenté. Guébriant choisit pour l'embarquement les points de Baccarach et d'Ober-Wesel. Le 28 décembre, à deux heures après minuit, il fit commencer le passage du fleuve, et dirigea en personne celui de Baccarach. Au moyen des bonnes dispositions prises par lui, toute l'armée avait franchi le fleuve; le 4 janvier 1640, sans que l'ennemi en eût eu connaissance. Dès que Guébriant se trouva au-delà du Rhin, il attaqua le bourg de Laurick, et l'emporta d'emblée. L'armée du roi alla prendre ses quartiers dans la Wétéravie (Haute-Hesse). Le comte de Guébriant avait levé, par commission du 2 janvier, un régiment d'infanterie, qui, par lettres du 24 du même mois, fut augmenté de 10 compagnies. Il leva aussi, en Allemagne, un régiment de dragons, par commission du 20 mars. Don Juan Verdago, gouverneur de Franckenthal, avait profité de l'éloignement de l'armée du roi, pour venir, le 12 mars, assiéger Bingen, avec 1200 hommes de pied, 150 chevaux, 4 pièces de canon et 1 mortier. La nouvelle de cette agression étant parvenue au duc de Longueville, il donna ordre au comte de Guébriant de ravitailler la place. Ce dernier partit de Wetter, le 22 mars, avec 300 chevaux et 400 mousquetaires. Il se fit précéder par 200 cavaliers, ayant chacun en trousse un sac de blé, qu'ils parvinrent à jeter dans la place; et lui-même fit une diligence si extraordinaire, qu'en deux jours il parcourut un espace de 30 lieues, après avoir caché sa marche aux ennemis, et évité la rencontre de trois châteaux-forts, qui leur appartenaient. Il n'avait eu d'autre dessein que celui de rafraîchir la ville; mais, voyant que Verdago avait fait retirer à la hâte ses canons hors des batteries, il résolut de profiter de l'épouvante qui s'était répandue dans le camp ennemi. Étant tombé

(1) Dans son Histoire du maréchal de Guébriant, pag. 163, le Laboureur n'hésite point à placer ce passage du Rhin au-dessus de celui que César fit effectuer sur le même fleuve, pour conduire ses armées de la Gaule en Germanie.

DE BRULART (Florimont Ier), *marquis de Genlis, maréchal-de-camp,* frère du précédent, commença à servir dans la cavalerie; se trouva au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628; à l'attaque du Pas-de-Suze, aux siéges de Privas et d'Alais, en 1629; et à la conquête de la Savoie, en 1630. Mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, qu'il leva, par commission du 2 février 1632, il le commanda en Picardie, la même année, et au siége de Nanci, en 1633. Il se signala à la bataille d'Avein, gagnée sur les Espagnols, le 20 mai 1635; servit au siége de Louvain, la même année; en Hollande, en 1636; en Picardie, en 1637; et au siége de Saint-Omer, en 1638. Son régiment ayant été licencié, à la fin de cette campagne, il fut fait enseigne de la compagnie des gendarmes d'Orléans, en 1639; servit au siége d'Hesdin, la même année, et à celui d'Arras, en 1640. Lieutenant de la même compagnie, en 1641, il se trouva aux siéges d'Aire, de la Bassée et de Bapaume; à ceux de Collioure et de Perpignan, en 1642; fut employé à l'armée de Flandre, en 1643, et au siége de Gravelines, en 1644. Il devint capitaine de la compagnie des gendarmes d'Orléans, sur la démission du marquis de Mauny, par provisions du 10 avril 1645. Il obtint, au mois de mai suivant, l'érection de la terre de Genlis en marquisat, et une place de gentilhomme ordinaire de la chambre du roi. Il se trouva à la prise de Cassel, de Mardick, de Bourbourg, de Menin, de Béthune et de Saint-Venant, la même année. Créé maréchal-de-camp, le 8 mai 1646, il commanda la compagnie d'Orléans au siége et à la prise de Courtray, de Bergues; fut blessé à ce dernier siége, et servit à ceux de Mardick et de Dunkerque. Nommé commandant à Chauny en l'absence du gouverneur, par ordre du 18 juillet 1647, il y résida jusqu'à la paix des Pyrénées. Il se démit de la compagnie des gendarmes d'Orléans, en faveur d'un de ses fils, au mois de septembre 1658; ne servit plus, et mourut dans une de ses terres en Picardie, le 10 janvier 1685, âgé de 83 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 207; Gazette de France.*)

DE BRULART (Florimont II), *marquis de Genlis, maréchal-de-camp,* fils du précédent, était capitaine au régiment de cavalerie du maréchal d'Estampes, lorsqu'il obtint ce régiment, sur la démission du même maréchal, par commission du 27 mai 1651. Il commanda ce régiment à l'armée de Flandre, la même année; donna de grandes preuves de valeur à la défaite de la cavalerie espagnole, près de Landrecies, et, quoique âgé seulement de 17 ans, il fit le coup de pistolet avec un major ennemi qu'il tua. Créé maréchal-de-camp, le 16 mai 1652, il se trouva au combat de Blesnau, d'Étampes et du faubourg Saint-Antoine; servit au siége de Sainte-Ménéhould, en 1653, et mourut au mois de novembre suivant. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 362; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI; Gazette de France.*)

DE BRULART (Hardouin), *chevalier de Genlis, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, fut fait lieutenant au régiment d'Artois infanterie (depuis la Couronne), en 1672. Il se trouva aux siéges d'Orsoy, de Rimberg, de Doesbourg, d'Utrecht, et autres places de la Hollande, et au siége de Maestricht, où le régiment mérita le nom de la Couronne, par la distinction avec laquelle il y servit, en 1673. Il se trouva à la bataille de Turckeim; aux siéges de Dinant, de Huy et de Limbourg; à la bataille de Consarbruck, et à la défense de Trèves, en 1675. Il obtint la compagnie d'un de ses frères, qui devint colonel du régiment après la bataille de Consarbruck; commanda cette compagnie aux siéges de Bouchain, d'Aire et de Condé, en 1676, et au siége de Saint-Omer, en 1677. Pendant ce siége, il obtint, le 12 mars, le régiment de la Couronne, devenu vacant par la mort de son frère, qui avait été tué. Il commanda ce régiment à la bataille de Cassel, où il fut blessé; à la prise de Saint-Omer; aux siéges de Gand et d'Ypres, et à la bataille de Saint-Denis, près Mons, en 1678; au siége et à la prise de Luxembourg, en 1684. Créé brigadier d'infanterie, le 24 août 1688, et inspecteur-général de l'infanterie, le 2 décembre, il fut employé à l'armée d'Allemagne, par

lettres du 30 avril 1689; contribua à la conquête du Palatinat, sous le maréchal de Duras; servit l'année suivante à la même armée, sous Monseigneur et le maréchal de Lorges; passa, sous M. de Catinat, à l'armée d'Italie; se trouva à la prise de Villefranche, de Montalban, de Nice, de Veillane, de Carmagnoles, et du château de Montmélian, en 1691. Il commanda, pendant l'hiver, sous M. de Tessé, sur les frontières de Savoie et de Piémont, par ordre du 26 octobre. Employé, sur la Meuse, sous le marquis de Boufflers, par lettres du 30 avril 1692, il servit aux siéges des ville et châteaux de Namur; combattit à Steinkerque; contribua à chasser les ennemis de Saint-Tron et de Tongres, et se trouva au bombardement de Charleroi. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 30 mars 1693, il se démit du régiment de la Couronne. Employé à l'armée de Catalogne, par lettres du 27 avril, il servit au siége de Roses; fut un des officiers-généraux qui investirent cette place, le 28 mai, et y monta la tranchée, le 2 juin. Après ce siége, on se tint sur la défensive. Il prit le nom de marquis de Genlis, en 1694. Il se trouva à la bataille du Ter; se distingua au siége et à la prise de Palamos; entra l'un des premiers dans la place, en passant par la brèche, et servit au siége de Gironne. Après la prise de cette place, on lui en donna le gouvernement, le 30 juillet, et il y demeura pendant le reste de la campagne. On le créa directeur-général de l'infanterie, le 22 décembre de la même année. Il continua de servir, en Catalogne, sous le duc de Vendôme; se trouva à la levée du siége de Palamos par les ennemis, en 1695; à la défaite du prince de Darmstadt, en 1696; et au siége de Barcelonne, où il monta la tranchée, les 16 juin et 22 juillet 1697. Il était encore directeur-général de l'infanterie, et occupé à faire les réformes, lorsqu'il mourut, à Montpellier, le 30 avril 1699. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 491; *Gazette de France.*)

DE BRULART (Charles), *du Rancher, maréchal-de-camp*, d'une autre branche de la même famille que le précédent,

de BRULART (Florimont II), *marquis de Genlis, maréchal-de-camp,* fils du précédent, était capitaine au régiment de cavalerie du maréchal d'Estampes, lorsqu'il obtint ce régiment, sur la démission du même maréchal, par commission du 27 mai 1651. Il commanda ce régiment à l'armée de Flandre, la même année; donna de grandes preuves de valeur à la défaite de la cavalerie espagnole, près de Landrecies, et, quoique âgé seulement de 17 ans, il fit le coup de pistolet avec un major ennemi qu'il tua. Créé maréchal-de-camp, le 16 mai 1652, il se trouva au combat de Blesnau, d'Étampes et du faubourg Saint-Antoine; servit au siége de Sainte-Ménéhould, en 1653, et mourut au mois de novembre suivant. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 362; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VI; Gazette de France.*)

de BRULART (Hardouin), *chevalier de Genlis, maréchal-de-camp,* neveu du précédent, fut fait lieutenant au régiment d'Artois infanterie (depuis la Couronne), en 1672. Il se trouva aux siéges d'Orsoy, de Rimberg, de Doesbourg, d'Utrecht, et autres places de la Hollande, et au siége de Maestricht, où le régiment mérita le nom de la Couronne, par la distinction avec laquelle il y servit, en 1673. Il se trouva à la bataille de Turckeim; aux siéges de Dinant, de Huy et de Limbourg; à la bataille de Consarbruck, et à la défense de Trèves, en 1675. Il obtint la compagnie d'un de ses frères, qui devint colonel du régiment après la bataille de Consarbruck; commanda cette compagnie aux siéges de Bouchain, d'Aire et de Condé, en 1676, et au siége de Saint-Omer, en 1677. Pendant ce siége, il obtint, le 12 mars, le régiment de la Couronne, devenu vacant par la mort de son frère, qui avait été tué. Il commanda ce régiment à la bataille de Cassel, où il fut blessé; à la prise de Saint-Omer; aux siéges de Gand et d'Ypres, et à la bataille de Saint-Denis, près Mons, en 1678; au siége et à la prise de Luxembourg, en 1684. Créé brigadier d'infanterie, le 24 août 1688, et inspecteur-général de l'infanterie, le 3 décembre, il fut employé à l'armée d'Allemagne, par

lettres du 30 avril 1689; contribua à la conquête du Palatinat, sous le maréchal de Duras; servit l'année suivante à la même armée, sous Monseigneur et le maréchal de Lorges; passa, sous M. de Catinat, à l'armée d'Italie; se trouva à la prise de Villefranche, de Montalban, de Nice, de Veillane, de Carmagnoles, et du château de Montmélian, en 1691. Il commanda, pendant l'hiver, sous M. de Tessé, sur les frontières de Savoie et de Piémont, par ordre du 26 octobre. Employé, sur la Meuse, sous le marquis de Boufflers, par lettres du 30 avril 1692, il servit aux siéges des ville et châteaux de Namur; combattit à Steinkerque; contribua à chasser les ennemis de Saint-Tron et de Tongres, et se trouva au bombardement de Charleroi. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 30 mars 1693, il se démit du régiment de la Couronne. Employé à l'armée de Catalogne, par lettres du 27 avril, il servit au siége de Roses; fut un des officiers-généraux qui investirent cette place, le 28 mai, et y monta la tranchée, le 2 juin. Après ce siége, on se tint sur la défensive. Il prit le nom de marquis de Genlis, en 1694. Il se trouva à la bataille du Ter; se distingua au siége et à la prise de Palamos; entra l'un des premiers dans la place, en passant par la brèche, et servit au siége de Gironne. Après la prise de cette place, on lui en donna le gouvernement, le 30 juillet, et il y demeura pendant le reste de la campagne. On le créa directeur-général de l'infanterie, le 22 décembre de la même année. Il continua de servir, en Catalogne, sous le duc de Vendôme; se trouva à la levée du siége de Palamos par les ennemis, en 1695; à la défaite du prince de Darmstadt, en 1696; et au siége de Barcelonne, où il monta la tranchée, les 16 juin et 22 juillet 1697. Il était encore directeur-général de l'infanterie, et occupé à faire les réformes, lorsqu'il mourut, à Montpellier, le 30 avril 1699. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 491; *Gazette de France.*)

DE BRULART (Charles), *du Rancher, maréchal-de-camp,* d'une autre branche de la même famille que le précédent,

fut fait enseigne au régiment des gardes-françaises, en 1647. Il se trouva au siége d'Ypres; à la bataille de Lens, en 1648, et au siége de Bordeaux, en 1650. Il obtint une lieutenance, le 11 juin de cette année. Il se trouva à la bataille du faubourg Saint-Antoine, en 1652; au siége de Sainte-Ménéhould, en 1653; au siége de Stenay; au secours d'Arras, en 1654; aux siéges de Landrecies, de Condé et de Saint-Guilain, en 1655, et parvint à une compagnie au mois de décembre de la même année. Il commanda cette compagnie au siége et au combat de Valenciennes, en 1656; à la bataille des Dunes; aux siéges de Dunkerque, d'Oudenarde et d'Ypres, en 1658. Il se signala, le 12 septembre de cette dernière année, à l'affaire où le comte de Lègue fut défait avec 3000 hommes, sous les murs de Menin. Il servit aux siéges de Tournay, de Douai et de Lille, en 1667; à la conquête de la Franche-Comté, en 1668; et obtint le gouvernement du Quesnoy, par provisions du 5 mai 1669. Il leva une compagnie franche de dragons, pour tenir garnison au Quesnoy, par commission du 26 janvier 1673. Il fit la petite guerre avec tant de succès, que le roi lui permit de lever un régiment de dragons, dont il fut fait mestre-de-camp, le 8 décembre 1674. Il battit les ennemis en plusieurs rencontres; se démit de sa compagnie aux gardes, au mois de janvier, et de son régiment, au mois de novembre 1676. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 25 février 1677. Assiégé dans le Quesnoy, en 1712, il contribua à la défense de cette place, autant que son âge pouvait le permettre, et y mourut trois jours avant la reddition de la ville, le 1er juillet 1712, à l'âge de 88 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 437; *Gazette de France.*)

DES BRULYS, *voyez* ERNAULT.

DE BRUN (Ferdinand-Agathange, *marquis*), *lieutenant-général,* entra aux mousquetaires, en 1700. Il obtint, dans le régiment de cavalerie de Noailles, le 13 février 1702, une compagnie, qu'il commanda à l'armée d'Allemagne; à celle de la Moselle; aux expéditions du maréchal de

Villars dans la Souabe et la Franconie, et enfin à l'armée du Rhin, depuis 1702 jusqu'en 1709. Devenu colonel du régiment d'infanterie de Lannois, le 14 mars 1710, il contribua à la belle défense de Bouchain, que fit le marquis de Ravignan, en 1711, et y fut fait prisonnier de guerre avec la garnison. Le régiment de Lannois ayant été réformé, le 20 septembre 1714, le marquis de Brun fut mis colonel-réformé à la suite du régiment de Tallart, le 15 octobre. On lui donna le régiment d'infanterie des Landes, le 15 septembre 1730. Il le commanda au siége de Kehl, en 1733. Créé brigadier, le 20 février 1734, il fut employé en cette qualité à l'armée du Rhin, pendant cette année. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1738; se démit du régiment des Landes; fut employé à l'armée de Bavière, sous le duc d'Harcourt, puis sous le comte de Saxe, par lettres du 1er mai 1742; contribua à chasser les ennemis de la Bavière; marcha avec l'armée sur la frontière de Bohême; passa l'hiver en Bavière; rentra en France avec la 3e division de l'armée, au mois de juillet 1743, et finit la campagne, en Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, le 2 mai 1744, il fut employé à l'armée du Rhin comme maréchal-de-camp, par lettres du 1er avril; concourut à la défense du Rhin; servit avec beaucoup de distinction à la prise de Weissembourg, et fut déclaré lieutenant-général, le 13 août. Il passa le Rhin, le 29 du même mois; servit au siége et à la prise de Fribourg. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er avril 1745, il se trouva aux siéges du château d'Aqui, de Sarravalle, de Tortonne et de son château, de Plaisance, de Pavie; au combat de Rivaronne; aux siéges d'Alexandrie, de Valeuse, d'Asti et de Casal. Il mourut, dans le comté de Bourgogne, au mois de février 1746 (1). (*Chronologie militaire, tom. V, p. 274; Gazette de France.*)

---

(1) C'était un homme froid, sévère et d'un aspect imposant; rien ne put jamais le faire consentir au mariage de sa fille avec M. le comte de Tavannes qui l'avait enlevée, et qu'il fit condamner par contumace à avoir la tête tranchée.

replier lui-même sur le gros de son armée (1). La position prise et reprise par Guébriant, était aussi difficile à garder qu'elle était importante ; mais, par les bonnes dispositions qu'il fit, il la conserva jusqu'au moment où l'armée confédérée décampa, le 22, pour se porter sur Wildungen. Piccolomini essaya, le 3 septembre, de forcer les confédérés dans cette position ; mais il fut repoussé avec perte. Le duc de Longueville, attaqué, depuis le 1er septembre, d'une fièvre continue qui le mettait hors d'état de commander son armée, quitta Wildungen, le 12 septembre, pour se faire porter à Cassel. Les directeurs des armées confédérées donnèrent, d'un commun accord, le commandement provisoire de cette armée au comte de Guébriant, qui, depuis la maladie du duc, avait rempli, à la satisfaction de tous, les devoirs de cette charge. Les ennemis avaient abandonné Fritzlar et s'étaient emparés d'Ocker, dans l'intention d'y établir un pont sur le Wéser. Guébriant et Banier, pour s'opposer à l'exécution de ce projet, vinrent attaquer le château de Forstemberg, qui se rendit sans résistance, et où les confédérés établirent leur camp en présence de celui des Impériaux, qui se trouvaient à Ocker. La disette de vivres et le dépérissement, que les voyages et les campements avaient occasionés dans les deux armées belligérantes, les empêchèrent de rien entreprendre l'une contre l'autre. Le corps de troupes françaises s'étant séparé momentanément du corps suédois, Guébriant établit son quartier-général à Dassel, et marcha ensuite à Erfurt, qui avait été désigné pour la réunion de ces deux corps, et où il arriva le 26 décembre. Sur les avis que l'on reçut de la marche des ennemis dans la Bohême, la Suabe, le Wurtemberg, la Fran-

(1) Le maréchal-général Banier combla d'éloges le comte de Guébriant, et lui dit, entre autres choses flatteuses : « Je ne sais, monsieur, » ce que je dois le plus estimer en cette belle entreprise, de votre vail- »lance ou de votre conduite. Vous êtes bien digne de la réputation que »vous avez en Allemagne ; mais je dois cette reconnaissance à votre ver- »tu de déclarer que vous en méritez davantage. » (Histoire du maréchal de Guébriant par le Laboureur, pag. 224.)

conie et le Haut-Palatinat, Guébriant et Banier résolurent d'avancer rapidement, pour surprendre leurs quartiers. On se porta sur Hoff, le 6 janvier 1641; et de là sur Straubing, où l'empereur d'Allemagne fut sur le point d'être pris. On canonna Ratisbonne, dans lequel ce souverain s'était retiré. La résolution avait été prise pour mettre les troupes en quartiers; mais le jour fixé pour l'exécution de cet arrangement, Banier, sous le prétexte que la répartition de ces quartiers avait été injustement faite, se sépara inopinément de l'armée française, et marcha vers la Bohême. Guébriant se dirigea sur la Franconie. Il s'éleva parmi les divers corps de troupes des mutineries causées par divers motifs, et entre autres par le défaut de paiement; elles furent toutes apaisées par les soins du comte de Guébriant. Quoique celui-ci eût à se plaindre de la disjonction des armées, par le fait de Banier, il n'hésita pas à marcher en Misnie pour secourir ce maréchal, lorsqu'il le sut attaqué et poursuivi par les Impériaux. Déjà Banier faisait, depuis 13 jours, une retraite, à la vérité glorieuse, lorsque Guébriant vint le rejoindre à Zinckan, en Bohême, le 30 mars. Les quartiers de l'armée confédérée furent départis ce même jour : mais Banier ayant contrevenu à la fixation qui en avait été faite, il s'éleva un grand différent entre lui et Guébriant : ce dernier s'empara d'autorité de ceux qui lui avaient été assignés, et établit son quartier-général à Naumbourg, le 10 avril. Le roi le nomma gouverneur de la ville et du château d'Auxonne, par lettres données à Saint-Germain, le même jour. Les vivres et les fourrages ayant été épuisés dans les quartiers en moins de dix jours, Guébriant passa la Saale, et vint prendre position aux environs de Weissenfelds. Les ennemis marchèrent contre lui, s'emparèrent de cette ville, et y établirent une position; mais Guébriant, les ayant attaqués, les força de décamper le 17 mai, et de se retirer sur Bernbourg. Il marcha ensuite à Halberstadt, où il y avait un magasin considérable de grains, et s'empara de cette ville. Banier, qui fut attaqué d'une fièvre violente, s'y fit transporter, et y mourut le 20 mai. Il imita le duc de Weymar, et fit don de ses armes à Guébriant. Après la

BRUN (Pierre-Bertrand-Louis), *baron de Villeret, maréchal-de-camp*, naquit en Languedoc, le 3 février 1773. Issu d'une famille de robe, il fut destiné au barreau; mais la réquisition militaire l'ayant atteint, il profita des connaissances qu'il avait acquises en mathématiques pour se faire admettre à l'école d'artillerie, où il entra comme élève, le 12 mars 1798. Nommé lieutenant d'artillerie, le 20 avril 1799, il fut envoyé en Hollande, pour y servir dans une compagnie active. Le général Macors, qui commandait l'artillerie de l'armée française en Batavie, ne tarda pas à le distinguer, et lui fit remplir, pendant deux ans, les fonctions de chef de son état-major. Il fut fait capitaine au 2e régiment d'infanterie de ligne, le 23 mai 1805. Ayant suivi le général Macors au camp de Boulogne, son activité et ses connaissances le firent remarquer par le général Soult (depuis maréchal de France et duc de Dalmatie), qui se l'attacha en qualité d'aide-de-camp, le 12 octobre de la même année. Il accompagna ce général dans les campagnes d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Portugal et d'Espagne. Il fut fait chef de bataillon, le 18 février 1808. En 1809, le maréchal Soult l'envoya au quartier-général de la grande-armée, en Allemagne, pour justifier aux yeux de Napoléon les opérations et les malheurs de l'armée de Portugal. D'abord mal reçu par Buonaparte, qui avait conçu des préventions défavorables contre le maréchal, Brun parvint cependant, après plusieurs conférences très-orageuses, à rétablir la vérité des faits, et retourna ensuite auprès du maréchal, lui portant le brevet de major-général, pour commander sous le roi Joseph toutes les armées d'Espagne. Le chef de bataillon Brun s'était signalé en Portugal par son zèle et son activité. Il était entré avec l'avant-garde de l'armée à Braga et à Oporto, et, dans cette dernière ville, il avait été des premiers à porter, sous le feu de l'ennemi, des secours à 5 ou 600 Portugais, qui couraient le risque de se noyer dans le Duero, par suite de l'enfoncement de plusieurs bateaux, sur lesquels ils se trouvaient. En Andalousie, le chef de bataillon Brun fut placé, par le général en chef, à la tête d'un

leur donnant la chasse en rase campagne pendant trois heures, et les défit si complétement, qu'à peine il put s'en échapper 300. Le nombre des prisonniers faits sur l'ennemi s'éleva à 750, et celui des morts fut plus considérable. La famine s'étant introduite dans le camp des confédérés, sous Wolfenbuttel, les généraux des troupes alliées résolurent de lever le blocus de cette place. Cette opération eut lieu le 12 septembre, contre l'avis de Guébriant, qui fit à ce sujet une protestation : on vint camper sur la Leyne. Les Suédois voulurent se retirer de la confédération ; mais Guébriant parvint encore cette fois à les y retenir. Il jeta, vers la fin d'octobre, un secours dans Gottingue, dont Piccolomini fut obligé de lever le siége. Les troupes hessoises se séparèrent dans le même temps de l'armée confédérée. D'un autre côté, l'armée suédoise paraissait disposée à en user de même; et les Weymariens manifestaient un grand mécontentement. Guébriant sollicita de nouveau son rappel à la cour de France. On lui donna, par commission du 17 octobre, le régiment de cavalerie, vacant par la mort de Muller. La séparation des armées suédoises et françaises eut lieu à Presly, le 3 décembre; et Guébriant se mit en marche pour aller joindre les Hessois en Westphalie. Par lettres données à Corbie, le 12 octobre précédent, le roi l'avait nommé lieutenant-général, pour commander l'armée confédérée, jusqu'à ce que le duc de Longueville, qui continuait d'être malade, pût aller reprendre ce commandement. Guébriant fut reconnu en cette qualité par les alliés. S. M. lui fit expédier, le 15 du même mois, un brevet de réserve de l'ordre du Saint-Esprit, pour être reçu au plus prochain chapitre. La jonction avec les Hessois, commandée par le comte d'Ébersteiu, eut lieu le 12 à Wésel, où les confédérés passèrent le Rhin, les 12 et 13. Le 14, ils arrivèrent devant Ordinghen, dont on forma aussitôt le siége, et qui se rendit le 16. Guébriant battit le même jour les coureurs des garnisons de Wenloo et de Gueldres. Il marcha, le 17, pour aller combattre Lamboy, dans ses retranchements de Kempen. La victoire que remporta Guébriant, dans cette journée, fut des plus signalées, et eut

trois positions aux ennemis, et se maintint dans la dernière pendant plusieurs heures. Le général de division Lorencey, sous les ordres duquel il servait, ayant été mis hors de combat dès le commencement de l'action, le général Brun avait pris le commandement provisoire de toute la division; et il ne quitta la dernière position, dont ses troupes s'étaient emparées, que sur un ordre impératif du duc de Reggio. Il effectua sa marche rétrograde en échiquier, et sans se laisser entamer par l'ennemi. Il se trouva au combat de Wurtschen, le 22 mai; à celui de Hoyerswerda, le 28 du même mois, et à la bataille de Jutterbock, le 6 septembre. Après la défaite des Français à Jutterbock, le maréchal Ney, qui était mécontent du gouverneur de Torgau, jugea à propos de confier le gouvernement de cette ville au général Brun. Cet officier, quittant alors sa brigade avec regret, vint s'enfermer dans Torgau, d'où il paraissait que l'armée française allait s'éloigner, d'après les instructions données par le maréchal. Le baron de Villeret s'occupa avec activité de mettre la place en état de défense. Napoléon ayant conçu le projet de livrer une bataille décisive à Leipsick, voulut faire de Torgau le dépôt général de son armée; et, en conséquence, il y envoya ses réserves et tous ses malades. Le commandement de cette place devint alors trop important pour un général de brigade, et le comte de Narbonne, aide-de-camp de Buonaparte, en fut nommé gouverneur. Le général Brun reçut dans le même temps des lettres de service pour commander, sous M. de Narbonne, la garnison de Torgau. Bientôt tous les malades de la grande-armée se trouvèrent réunis dans cette ville. Le typhus le plus terrible s'y développa, et la mortalité devint chaque jour de plus en plus effrayante. Le comte de Narbonne succomba, le 1er novembre, et fut remplacé par le général Dutaillis, qui se trouvait dans la place. Sous ce nouveau gouverneur, le général Brun continua de donner ses soins à l'approvisionnement et à la défense de Torgau. Ici l'histoire particulière du général Brun va se trouver confondue avec celle d'une garnison qui, par un courage et un dévouement

héroïques, se couvrit d'une gloire immortelle. Tous les hôpitaux se trouvant encombrés, les églises, les édifices publics et les maisons particulières furent convertis en dépôts de malades. La mort marqua constamment de 250 à 300 victimes par jour, depuis le 15 novembre jusqu'au 1er janvier, et une odeur cadavéreuse se manifestait sans cesse dans tous les quartiers de la ville. Cependant, dans cette affreuse situation, sans espoir d'être secourue par la grande-armée française, qui avait été forcée de repasser le Rhin; assiégée par les Prussiens, qui toutes les nuits bombardaient la place, la garnison de Torgau, calme et inébranlable, ne laissa pas échapper un murmure; pas une seule proposition ne fut faite pour se rendre, et l'on déploya dans la défense le même courage et la même résignation qu'on aurait pu le faire, s'il eût été permis d'espérer des secours et d'entrevoir un terme aux maux dont on était obsédé. Vers le mois d'octobre, la ration du soldat fut réduite à une demi-livre de viande de cheval salé et à une livre de pain. Dans les premiers jours de décembre, le gouverneur ayant calculé l'époque présumée de l'épuisement total des subsistances dans Torgau, envoya le général Brun ouvrir, avec le général prussien Tauensien, des négociations relativement à la reddition de la place; mais seulement pour le jour où la garnison aurait consommé sa dernière ration. La mission donnée au général Brun fut remplie avec succès; et la capitulation qui s'ensuivit fut avantageuse, et surtout honorable pour la garnison de Torgau : l'époque de la reddition de cette place fut fixée au 6 janvier 1814. Lorsque ce terme arriva, il se trouva, par suite d'une mortalité devenue plus terrible qu'on ne l'avait prévu, que la garnison avait encore des vivres pour six jours. Le conseil de défense pensa que ce serait perdre le mérite de tout ce qu'on avait fait jusqu'alors, si l'on rendait Torgau, tant qu'il y resterait une ration à consommer. Le général Brun, fidèle interprète des sentiments de la garnison qu'il commandait, offrit d'aller rompre la capitulation; et, sa proposition ayant été acceptée à l'unanimité par le conseil, il sortit de la ville, et

alla déclarer au général prussien que ce dernier était maître du sort de la garnison, mais qu'elle avait pris la résolution irrévocable de ne remettre la place que six jours après le premier terme convenu, c'est-à-dire lorsqu'elle aurait épuisé entièrement ses vivres. Une constance aussi héroïque après un siége qui, par ses horreurs, était dans le cas d'amollir les cœurs les plus inflexibles, frappa d'admiration le général Tauensien. Il savait que la moitié de la ville était brûlée; que le reste était presque inhabitable; que les rues, les places publiques et les remparts étaient jonchés de cadavres qu'on ne pouvait plus enterrer; et qu'enfin, sur 25,000 hommes renfermés trois mois auparavant dans la place, 8000 seulement étaient encore vivants. Après avoir donné de grands éloges à la garnison de Torgau, et essayé en même temps, mais vainement, de faire changer la détermination que lui apportait le général Brun, M. de Tauensien se montra généreux, et consentit au délai demandé. Le 10 janvier 1814, le général Brun sortit de Torgau à la tête de 6000 hommes, qui furent conduits prisonniers en Silésie. Les blessés et les non-combattants furent dirigés sur la France; mais les souverains alliés refusèrent de ratifier la capitulation en ce qui concernait ces malheureux, qui essuyèrent beaucoup de mauvais traitements à Leipsick, où on les retint, au mépris de la convention stipulée. M. de Tauensien ayant été accusé par l'opinion d'avoir reçu de l'argent pour consentir à la capitulation de la garnison de Torgau, qu'il pouvait, disait-on, forcer de se rendre à discrétion, ce général crut trouver un moyen de justification dans la mesure odieuse de faire arrêter le gouverneur de Torgau et le général Brun de Villeret, sous prétexte qu'après la capitulation ils auraient fait jeter des armes dans l'Elbe. Les deux généraux français furent traités de la manière la plus rigoureuse à Berlin et à Leipsick, et ils ne durent leur liberté qu'aux événements qui accompagnèrent le rétablissement des Bourbons sur le trône de France. Rentré dans sa patrie, en juin 1814, le général Brun fut nommé, par le roi, commandant du département de la Lozère (9e division militaire), le 23 du même mois. A l'avénement

du maréchal duc de Dalmatie au ministère de la guerre, le général Brun fut nommé secrétaire-général de ce ministère, le 18 décembre 1814, et prit une part très-active aux grandes mesures d'organisation qui furent adoptées par le duc. En 1815, lors de l''invasion de Buonaparte, le duc de Dalmatie quitta le ministère; et le général Brun qui, dès ce moment, ne mit plus aucun intérêt à la conservation de sa place, demanda sa retraite du service : elle lui fut accordée par le duc de Feltre, le 14 mars. Dans la position où se trouvaient les choses, le général Brun, afin de se mettre à l'abri des insinuations qu'il prévoyait pouvoir lui être faites pour l'engager à reprendre du service sous Buonaparte, se retira dans sa terre de Malzieu; mais ses calculs furent trompés, et un ordre de joindre l'armée lui fut adressé dans sa retraite. Ayant refusé d'obtempérer à cet ordre, on lança contre lui un mandat d'arrêt que le général Gilly fut chargé de mettre à exécution : la perte de la bataille de Waterloo et les événements qui s'ensuivirent empêchèrent cette arrestation (1). Le duc d'Angoulême avait eu connaissance

(1) Vers ce temps, c'est-à-dire après la capitulation de Paris, le duc de Dalmatie, major-général de l'armée de Buonaparte, jugea à propos de se rendre à Saint-Amand, son pays natal (département du Tarn), et d'aller chercher pour quelques jours un asile à Malzieu, auprès du général Brun de Villeret, qui lui fit l'accueil dû à un bienfaiteur. Mais alors une insurrection royaliste venait d'éclater dans ces contrées, et la présence du maréchal Soult acheva d'y échauffer toutes les têtes, qui étaient déjà en grande fermentation. Des gardes nationales se dirigèrent de tous les points sur Malzieu, pour arrêter le duc de Dalmatie. Le général Brun opposa au torrent qui menaçait la liberté et même la vie de son hôte, beaucoup de courage, de dévouement, et toute l'influence dont il jouissait dans le pays. Il parvint à assurer au maréchal la faculté de se rendre partout où il lui plairait; mais celui-ci, qui était arrivé avec la cocarde blanche et en manifestant hautement l'intention de se dévouer au roi, ne voulut point disparaître, dans la crainte de faire soupçonner de fausseté les démonstrations qu'il avait faites; et il préféra demander au général Brun une escorte pour aller à Mende se mettre à la disposition du conseil royal. Des amis et des compatriotes du général Brun se réunirent au nombre de 200 pour former cette escorte, qui eut à faire une marche pénible, et à traverser diverses colonnes. La vie du duc de Dalmatie fut souvent en danger; mais chaque fois le géné-

de la conduite du baron de Villeret pendant les *cent jours*; et S. A. R., en rentrant en France, expédia à cet officier une commission de commandant supérieur des départements de la Lozère et de l'Ardèche. Le général Brun exerça les fonctions que cette commission lui déférait, jusqu'à la publication de l'ordonnance royale du 19 juillet 1815, qui fit cesser les pouvoirs de cette nature. Il eût été facile au général Brun de rentrer en activité, et d'obtenir un commandement; mais il préféra se livrer aux douceurs de la vie privée et aux soins de l'agriculture, pour laquelle il avait pris un goût très-prononcé (1). En septembre 1817, le général Brun fut élu membre de la chambre des députés par ses concitoyens du département de la Lozère. Il siége encore dans cette chambre, où il s'est constamment fait remarquer par son zèle à défendre les intérêts de l'armée et les droits des militaires. Le général Brun de Villeret a été créé membre de la Légion-d'Honneur en 1807; chevalier de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, en 1808, et baron d'empire, le 20 juin 1813, il a été confirmé, en 1818, dans cette dignité par S. M., qui déjà l'avait nommé chevalier de Saint-Louis, le 1er novembre 1814, et commandeur de la Légion-d'Honneur, le 17 janvier 1815. Il a été fait maître des requêtes en 1819. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

---

ral Brun couvrit le maréchal de son corps, et, aidé de ses braves compagnons, il parvint à le conduire sain et sauf à Mende. Dans cette ville, le général Brun fut encore assez heureux pour rompre des combinaisons qui seraient devenues funestes au maréchal, sur les jours duquel il veilla activement pendant trois semaines, c'est-à-dire jusqu'au moment où un ordre du ministre de la guerre permit au duc de Dalmatie de se rendre dans ses foyers. Ainsi la France dut au généreux dévouement du général Brun la conservation d'un officier illustre, qui fut si long-temps l'honneur de ses armées, et dont S. M. a daigné reconnaître les éminents services.

(1) Il paraît certain que la crainte d'être appelé à des conseils de guerre, et de se voir dans le cas de porter des condamnations contre ses anciens compagnons d'armes, eut aussi beaucoup de part à sa détermination.

en conséquence, traître à la patrie, et mis hors la loi. Buonaparte, fidèle à la cause des révolutionnaires, s'arma alors contre Paoli. Il servit dans l'escadre commandée par le contre-amiral Truguet; fut mis à la tête d'une expédition chargée d'attaquer les îles du détroit de Boniface; s'empara de Saint-Étienne et de son fort, et prit possession de la Magdeleine, au nom de la république française; mais il ne put conserver long-temps ses conquêtes. L'expédition des Français contre la Corse eut le résultat le plus désastreux, et le parti des novateurs fut poursuivi et proscrit rigoureusement par Paoli. Buonaparte, frappé d'un décret de bannissement, fut contraint de quitter la Corse avec toute sa famille, et vint se réfugier à Marseille, où se formait alors le plan d'une fédération méridionale, pour s'affranchir de la tyrannie de Robespierre. Vers le même temps, la convention nationale ordonna le siége de Toulon, qui s'était rendu aux Anglais. L'occasion était favorable pour les officiers sans emploi. Salicetti, député de la Corse, prenant un vif intérêt à la famille de Buonaparte, présenta Napoléon à son collègue Barras, membre de la commission révolutionnaire chargée de surveiller les opérations du siége de Toulon. Sur cette recommandation, Napoléon, alors capitaine en deuxième dans le 4e régiment d'artillerie, fut placé sous les ordres du général du Theil, désigné pour commander l'artillerie de ce siége. Le général du Theil, servant à regret une cause dont il désavouait les principes et les excès, se pressa peu d'arriver au poste qui lui avait été assigné. Il parut cependant un instant au quartier-général de l'armée de siége; promut Buonaparte au grade de chef de bataillon, et se retira. Napoléon se trouvant alors le plus ancien officier d'artillerie présent, reçut, des représentants Barras et Fréron, le commandement de cette arme. L'intelligence avec laquelle il prépara et fit servir les batteries, hâta la prise de Toulon (1). Elle lui valut aussi les éloges du général

(1) On a cité ce trait de Buonaparte à l'occasion de l'attaque du fort Faron, l'un de ceux qui défendaient Toulon. Un commissaire de la con-

mes, qui furent faits prisonniers. Le général Brune se trouva, le 16, au combat de la Favorite; s'y distingua, et fut cité avec éloge dans le rapport du général en chef. Il obtint le grade de général de division, le 17 août. En 1798, le directoire-exécutif ayant déclaré la guerre aux Suisses, Brune fut nommé commandant en chef des divisions de l'armée destinée à agir contre les cantons helvétiques : il établit son quartier-général à Payenne, dans le pays de Vaud, le 1[er] mars. Le 2, il fit occuper les environs de Fribourg; somma cette ville de se rendre, et l'emporta d'assaut, quoiqu'elle fût défendue par 1500 soldats bernois et 5000 paysans. Il avait dirigé, le même jour, une colonne sur Morat (1), que les Bernois évacuèrent. Par ses ordres, le général Rampon occupa, le 4, le défilé de Gümenen; força, le 5, le village du Neuneck, et emporta le camp ennemi après une action très-vive. Le général Brune s'empara des villes de Soleure et de Berne; et, étant entré dans cette dernière ville, le 6 du même mois, il y prit le commandement en chef de toute l'armée. Pendant cette courte campagne, conduite avec autant d'habileté que de générosité envers les vaincus, on prit aux ennemis 25 drapeaux, qui furent présentés au directoire-exécutif, le 18 mars. Ayant reçu l'ordre d'aller prendre le commandement en chef de l'armée française stationnée dans la répu-

(1) La ville de Morat est célèbre par la victoire que les Suisses remportèrent, le 3 mars 1476, sur les Bourguignons commandés par Charles-le-Téméraire. Après cette bataille, les Suisses rassemblèrent les ossements des vaincus et en élevèrent une pyramide, qui subsistait encore lorsque deux bataillons des départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne, faisant partie du corps d'armée du maréchal Brune, entrèrent à Morat après la retraite des Bernois, le 2 mars 1798. Ils détruisirent entièrement ce monument, et rendirent à la terre les tristes restes de leurs ancêtres, le jour même où les Suisses devaient célébrer l'anniversaire de la bataille de Morat, dans laquelle Charles-le-Téméraire avait perdu, avec tout son bagage, un diamant, le plus gros et le plus beau qui fût alors en Europe. Ce diamant, du poids de 55 karats, fut trouvé par un soldat, et vendu d'abord pour un écu. Il passa depuis en Angleterre; fut acheté par le régent de France, Philippe d'Orléans, et fait aujourd'hui partie des joyaux de la couronne de France.

blique Cisalpine, le général Brune remit celui de l'armée d'Helvétie au général Schawembourg, et se rendit à Milan. Il donna ses soins au rétablissement de l'ordre et au maintien de la discipline dans toute l'étendue de ce commandement, et l'armée française dut son salut aux sages et prudentes mesures prises par son chef dans un pays qui était en proie aux séditions. D'après les ordres du directoire, il appuya, par la force armée, les changements que le gouvernement français voulut introduire dans l'organisation de la république Cisalpine, et fit accepter la nouvelle constitution donnée à ce pays. Nommé pour commander l'armée gallo-batave, il fut remplacé à celle d'Italie par le général Joubert, le 1er novembre 1798. Aussitôt après son arrivée en Hollande, le général Brune visita toutes les forteresses, et prit les mesures convenables pour défendre ce pays, menacé d'une invasion de la part des Anglo-Russes. Le 19 août 1799, une flotte anglaise, composée de 15 vaisseaux de ligne, 45 frégates, bricks ou cutters, et d'à peu près 130 bâtiments de transport, parut devant le Texel, et débarqua, le 27, au Helder 15,000 hommes, commandés par le général Abercrombie, qui se mit en mesure d'envahir une partie de la Nord-Hollande. Le général Daendels, qui commandait dans cette province une division de l'armée gallo-batave, n'avait pu, à cause de l'infériorité numérique de ses troupes, empêcher le débarquement. Aussitôt que le général Brune eut connu le point sur lequel les Anglais avaient opéré leur descente, il y fit avancer des troupes à marches forcées. Les partisans de la maison d'Orange s'étaient refugiés sur les vaisseaux de la flotte hollandaise, et par une défection honteuse, dont ils ne tardèrent pas à se repentir, les officiers de cette flotte refusèrent d'obéir à l'ordre que donnait l'amiral Story de combattre la flotte anglaise (1). Privé des moyens

(1) Le prince d'Orange arriva au Texel, le 8 septembre, et prit momentanément possession de la flotte hollandaise; mais quelques jours après, tous les vaisseaux orangistes furent conduits dans les ports de la Grande-Bretagne, au grand désappointement des lâches marins qui

de défense que la flotte hollandaise aurait pu lui fournir, le général Brune n'en continua pas moins ses préparatifs d'attaque contre l'ennemi. Le 9 septembre, à la pointe du jour, l'armée gallo-batave s'ébranla, et Brune se mit lui-même à la tête des troupes de la gauche, composée de corps français. L'avant-garde de cette colonne marcha sur Petten, et enleva les premiers postes ennemis avec beaucoup de vigueur. Une méprise dans la direction de la marche du centre de l'armée compromit ce centre, et devint en même-temps fatale à l'aile droite. Ce contre-temps obligea le général Brune de faire rentrer l'armée dans ses premières positions, où il crut devoir attendre les renforts qui lui étaient promis par le directoire français. Il profita des circonstances pour presser le gouvernement hollandais d'accélérer la levée des gardes nationales, et fit fortifier son camp d'Alkmaer par des coupures et des retranchements. Le complément de l'armée anglaise et le contingent russe destinés à agir contre la Hollande débarquèrent au Texel, le 15 du même mois, et l'armée ennemie se trouva alors forte de 44,000 mille combattants : masse énorme, si on la comparait à la faible armée commandée par Brune. Cependant le même jour, 15 septembre, ce général fit attaquer le village de Warmenhuisen, dont les Anglais s'étaient emparés, et qui tomba au pouvoir des Bataves. Le 19, le duc d'York, commandant en chef l'armée anglo russe, attaqua l'armée gallo-batave sur tous les points. Dans cette journée, qui reçut le nom de bataille de Bergen, les bonnes dispositions prises par le général Brune, les manœuvres savantes et hardies qu'il fit exécuter, le zèle des officiers-généraux et la bravoure des soldats, rendirent infructueux tous les efforts d'un ennemi que sa supériorité numérique ne put garantir d'une défaite complète. Les alliés perdirent dans cette occasion 4500 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, 7 drapeaux, 20 pièces de canon, 6

---

avaient refusé de les défendre, et qui manifestèrent leur mécontentement, en disant qu'ils avaient entendu se rendre au stathouder et non aux Anglais.

obusiers, 18 caissons, 24 voitures d'équipages, environ 200 chevaux d'artillerie, et plus de 4000 fusils. La bataille de Bergen eut en outre le très-grand avantage de dissiper les vives inquiétudes et l'effroi général que les premiers succès des Anglais et l'arrivée des Russes avaient jeté parmi les habitants de la Hollande, qui, alors, redoublèrent d'efforts pour conserver le territoire de leur république. Le général Brune, attendant toujours les renforts qui lui étaient promis, et sans lesquels il ne voulait pas prendre l'offensive, employa le temps qui s'écoula, depuis le 19 septembre jusqu'au 1er octobre, à s'affermir dans ses positions et à augmenter ses moyens matériels de défense. N'ayant point assez de troupes pour faire occuper l'espace compris entre le Zuyderzée et l'Océan, il fit inonder les trois grands polders de Purmer, Beemster et Schermer. De son côté, le duc d'York, ayant reçu de nouvelles troupes anglaises et russes, se détermina à faire une seconde attaque, le 2 octobre. Le combat fut des plus opiniâtres sur tous les points, et n'eut cependant rien de décisif. Il dura jusqu'à la nuit, et les deux armées bivouaquèrent à peu de distance l'une de l'autre. Cependant le général Brune, voyant son centre entamé et sa gauche en partie débordée, jugea convenable de faire un mouvement en arrière, et fit mettre ses troupes en marche à minuit, afin de prendre une position plus resserrée et par conséquent plus forte. Il ne fut point inquiété dans ce mouvement, qu'il déroba à l'ennemi, en faisant allumer de grands feux sur le front de la ligne qu'il quittait. Le 6 du même mois, les Anglo-Russes attaquèrent l'armée gallo-batave à Bakkum et à Kastricum. Brune, après avoir opposé une résistance vigoureuse aux premières attaques faites sur le front de sa ligne, se retira en arrière du second de ces deux villages, pour éviter d'être coupé par une colonne ennemie qui filait par les dunes; mais il masqua le débouché de Noorddorp par une batterie d'artillerie légère, disposée de manière à balayer la plaine de Kastricum, la grande route et le pied des dunes. Le combat se soutenait depuis long-temps avec un acharnement égal de part et d'autre, et le terrain, disputé

vivement, avait plusieurs fois été perdu et repris par les Gallo-Bataves, lorsqu'à trois heures après midi Brune se décida à tenter un nouvel effort pour repousser ses adversaires. Ses ordres ayant été bien exécutés, le village de Kastricum fut emporté à la baïonnette, malgré la résistance opiniâtre de 7 bataillons de grenadiers russes commandés par le général Essen. La cavalerie anglaise, sous les ordres d'Abercrombie, étant venue au secours de ces bataillons, le combat recommença avec une nouvelle fureur vers Kastricum; et les Gallo Bataves, épuisés de fatigue et inférieurs en nombre, durent céder un peu de terrain, et se retirer sur les hauteurs du village que nous venons de nommer: ils y furent ralliés par les généraux Boudet et Fusier. Le jour baissait, et la victoire était encore indécise: mais la cavalerie anglo-russe, étant parvenue à déborder la gauche de la ligne gallo-batave, menaçait de prendre à dos l'infanterie qui se trouvait dans la plaine. Dans cet état des choses, Brune résolut de faire un mouvement qui pouvait être décisif, et qui le devint en effet. Il ordonna aux hussards bataves de faire une charge en colonne pour dégager le général Boudet, et se porta lui-même contre l'ennemi à la tête de quelques escadrons. La cavalerie anglo-russe fut en peu d'instans enfoncée, sabrée et mise en désordre. Dans cette charge brillante, le général en chef Brune eut deux chevaux tués sous lui. L'infanterie anglaise ayant de son côté été repoussée par l'aile gauche de l'armée gallo-batave, les deux partis se trouvaient en observation vers les six heures du soir, lorsque les Anglais envoyèrent le général-major Don pour parlementer. Ainsi se termina la bataille de Kastricum, célèbre par l'acharnement avec lequel on se battit de part et d'autre. Dès le lendemain, le duc d'York, renonçant tout à coup à l'espoir de conquérir la Hollande, quitta sa position d'Alkmaar, et se retira avec tant de précipitation sur le Zyp, qu'il abandonna, dans Egmond-Aan-Zeé, deux ambulances de malades et de blessés russes et anglais. Brune ne fut pas plus tôt instruit de la retraite de l'ennemi, qu'il le fit poursuivre dans toutes les directions. Petten, Slapperdick et

Krabbendam furent repris le 8; Warmenhuysen, Heringkarspele et Dirkshorn, le 9. Brune porta, le même jour, son quartier-général à Alkmaar. La brigade anglaise du duc de Glocester fut chassée, le 10 et le 11, de toutes ses positions. On s'empara, le 10, de l'écluse de Zée-Dyk, dans laquelle les Anglais avaient déjà fait une coupure de 19 pieds : moyen atroce de se défendre, puisqu'il tendait à faire inonder par la mer un terrain immense et une population nombreuse. Enfin, du 12 au 13, l'armée gallo-batave occupa les positions les plus rapprochées du Zyp. Les Anglo-Russes ayant couvert, par de nombreux et formidables travaux, la position qu'ils avaient prise dans le Zyp, le général Brune ne voulut pas prodiguer le sang de ses soldats, en cherchant à forcer ses adversaires dans leur redoutable asile. Certain que l'armée ennemie allait se consumer elle-même dans l'étroite position où elle se trouvait placée, il attendit patiemment un résultat que la force des armes n'aurait pu avancer que de quelques jours. En effet, le duc d'York, pressé par le besoin de vivres, et calculant le danger de faire rembarquer l'armée anglo-russe à la vue d'un ennemi vigilant, et qui s'était mis en mesure, proposa, le 15, un armistice, et par suite, une capitulation, pour la libre retraite de son armée. Brune calcula tous les avantages qui pouvaient résulter de la prompte évacuation de la Hollande par les troupes ennemies, et accueillit les propositions du prince anglais. La capitulation fut signée le 18 octobre. Les alliés s'obligèrent, entre autres conditions, à évacuer la Hollande avant le 1er décembre; à rétablir dans leur intégrité les batteries qui avaient existé au Helder, et à laisser toutes celles élevées par eux dans les positions où ils se trouvaient alors. Huit mille Français et Bataves, faits prisonniers de guerre antérieurement à la campagne de 1799, et détenus en Angleterre, durent, aux termes de l'article 8, être renvoyés libres et sans condition dans leur patrie. Le 29 novembre, toutes les troupes russes et anglaises étaient rembarquées; et l'armée gallo-batave avait repris possession du Helder. En janvier 1800, le général Brune fut nommé con-

seiller-d'état, et attaché, comme président, à la section de la guerre. Vers ce temps, une nouvelle insurrection ayant éclaté dans la Vendée, les généraux Brune et Hédouville y furent envoyés, avec ordre de recourir à la force des armes, si la voie de la persuasion était insuffisante. Brune arriva à Nantes à la fin de janvier; et avant le 1[er] mars, il annonça au gouvernement la pacification entière du pays, et la soumission des chefs royalistes Bourmont et Sapeaux (1). Ces résultats furent obtenus, bien moins par les moyens de rigueur dont Brune et Hédouville avaient la disposition, que par l'esprit de conciliation dont ils se servirent avec succès. En mai de la même année, le prémier consul Buonaparte donna au général Brune le commandement de la seconde armée de réserve formée à Dijon. En septembre suivant, Brune remplaça le général Masséna dans le commandement en chef de l'armée d'Italie. La Toscane étant devenue le théâtre des scènes les plus déplorables, le général Brune fit sommer le marquis de Sommariva, commandant militaire pour le grand-duc, de dissoudre l'insurrection, et fixa un délai, passé lequel le pays serait occupé militairement par les Français, si les troupes insurgées n'étaient point rentrées dans l'ordre. Cette sommation étant restée sans réponse, Brune fit passer rapidement l'Apennin à une division de son armée, et elle occupa Florence, le 15 octobre. La ville d'Avezzo, quartier-général de l'insurrection toscane, fut emportée d'assaut, le 18, et livrée aux flammes. Ce châtiment terrible comprima la rébellion, et la tranquillité fut rétablie dans la Toscane. L'armistice qui avait été conclu à Pasdorff, le 15 juillet, entre l'armée française et l'armée autrichienne, ayant été dénoncé aux avant-postes de cette dernière, en Italie, le 8 novembre, Brune se mit en mesure d'attaquer l'ennemi, aussitôt que le général Macdonald, qui marchait contre le Tyrol, s'y serait assez avancé pour couvrir le flanc gauche

(1) Ces deux chefs prirent plus tard du service dans les armées de Buonaparte.

de l'armée d'Italie. En attendant, il fit faire, vers la fin de décembre, des reconnaissances sur la ligne autrichienne, depuis Dezenzano jusqu'à Borgoforte, et repousser tous les postes avancés qui se rencontrèrent sur cette ligne. Le passage du Mincio étant la première opération militaire que le premier consul avait prescrite au général Brune, celui-ci fit manœuvrer d'abord son aile droite, pour enlever aux Autrichiens toutes les positions qu'ils avaient sur la rive droite de cette rivière. La victoire complète remportée par les Français à Pozzolo, le 25 décembre, fut le résultat de cette manœuvre. Brune ayant manœuvré de manière à tenir le général autrichien Bellegarde dans l'incertitude sur le point où l'armée française tenterait le passage du Mincio; Brune, disons-nous, fit effectuer ce passage, à Monzambano, le 26 du même mois. L'ennemi y opposa en vain une longue et vigoureuse résistance; il fut complétement battu, et dès le même soir, la presque totalité de l'armée française fut établie sur la rive gauche du Mincio. Le 27, l'ennemi fut encore battu à Salionze, et les événemens de cette journée accélérèrent la retraite du général Bellegarde, qui se concentra dans son camp, sous Véronne. Les affaires des 25, 26 et 27 décembre avaient coûté aux Autrichiens environ 12,000 combattants, tués, blessés ou faits prisonniers, ainsi qu'un assez grand nombre de canons, de drapeaux et de bagages. Pour compléter l'exécution du plan d'opérations tracé par le premier consul, il restait encore au général Brune à forcer le passage de l'Adige. Ayant fixé le point de Bussolengo pour ce passage, il fit faire des démonstrations devant Véronne et sur le Bas-Adige, à Tomba et Santa-Lucia. Par ses ordres, une reconnaissance générale fut faite, le 30 décembre, sur toute la ligne ennemie. Le 1er janvier 1801, les compagnies de carabiniers de l'avant-garde française passèrent le fleuve, sous la protection d'une batterie de 60 pièces de canon, et ne rencontrèrent aucun obstacle. Le général Brune, surpris luimême du silence qui régnait du côté des ennemis, commençait à soupçonner quelque ruse de guerre; mais il n'en faisait pas moins travailler avec activité aux ouvrages

que nécessite toujours une opération telle que celle qu'il avait entreprise, lorsqu'un parlementaire autrichien vint lui annoncer la conclusion d'un nouvel armistice, conclu à Steyer, le 25 décembre, entre le prince Charles et le général en chef Moreau. Le parlementaire proposa en même temps, de la part du général Bellegarde, une semblable convention. Brune, d'après les instructions qu'il avait reçues du premier consul, ne refusa point d'entrer en pourparlers à ce sujet; mais comme la cession, par les Autrichiens, de Mantoue, Peschiera, Ferrare et Ancône était le *sine qua non* de l'armistice qu'il était autorisé à souscrire, il fit continuer le passage de l'Adige immédiatement après le départ du parlementaire, et s'établit sur la rive gauche du fleuve. Il fit occuper par un corps de cavalerie le pays plat entre Mantoue et Legnano; détacha, sous le commandement du général Moncey, l'aile gauche de son armée, à laquelle il donna l'ordre de faire sa jonction avec l'armée des Grisons, qui s'avançait vers Trente, et marcha avec le reste de ses troupes sur Véronne. Après avoir vaincu des obstacles presque insurmontables, l'avant-garde de cette dernière colonne vint occuper les hauteurs qui dominent la ville : les autres divisions arrivèrent sous les murs de Véronne en suivant la grande route. Le 2 janvier 1801, à huit heures du soir, Brune fit attaquer les hauteurs de San-Leonardo et de Taglia-Fermo, que la brigade du général Colli enleva à la baïonnette. Il se proposait de presser vivement Véronne; mais cette ville fut évacuée dans la nuit du 2 par les Autrichiens, à l'exception de 1700 hommes, sous les ordres du général Rieze, qui ouvrit les portes, le 3, à la première sommation qu'on lui fit, et se retira dans le château et dans les forts de San-Felice et San-Pietro. Le général Bellegarde, après avoir évacué son camp de San-Martino, sous Véronne, avait fait prendre position à ses troupes sur les hauteurs de Caldiero. Elles y furent attaquées, le 5 janvier, par le général Brune, qui, malgré leur vive et longue résistance, les força d'abandonner le plateau qu'elles occupaient, et de se retirer derrière l'Agno. Brune, continuant sa marche sur Vicence,

obligea le général Bellegarde de quitter sa position à Montebello, et celle plus formidable encore qu'il avait prise en se couvrant du torrent de l'Agno. Les Français entrèrent dans Vicence, le 8 janvier. Brune effectua presque sans obstacle le passage de la Brenta, dans la journée du 11, et envoya le 1er régiment de hussards s'emparer de Fontaniva et de Citadella, où l'ennemi n'avait laissé que quelques détachements, qui se retirèrent. On prit possession de Trévise, le 14. Le général Brune ayant reçu, à Villa-Orba, un parlementaire du général Bellegarde, se rendit de suite à Trévise, où il signa d'abord une suspension d'armes. Le 16, il conclut un armistice, dont la durée s'étendait jusqu'au 2 février. Entre autres conditions de cet armistice, la remise à l'armée française de la place de Peschiera, de la presqu'île de Sermione (1), des châteaux de Véronne, de Legango, Ferrare, et des ville et fort d'Ancône, fut stipulée par l'article 7. On voit que la place de Mantoue ne fut point comprise dans cette cession; aussi l'armistice de Trévise ne fut point ratifié par le premier consul, qui, dans ses instructions adressées au général Brune, avait nommément désigné cette place, et qui menaça de dénoncer l'armistice de Steyer, si Mantoue n'était point remise aux Français. La cession définitive de cette place fut la condition d'un nouvel armistice conclu à Lunéville, le 26 du même mois de janvier. Après le traité de Lunéville, signé le 9 février suivant, le général Brune ramena en France son corps d'armée, à l'exception de 22,000 hommes destinés à former les garnisons des places du Piémont et de la Cisalpine. Il fut nommé ambassadeur à Constantinople, où il arriva le 6 janvier 1803. Il obtint les plus grands honneurs de la part du ministère ottoman; et le sultan Selim III, après l'avoir accueilli avec toute la considération due à un brave guerrier, lui fit de riches présens. Pendant la durée de cette ambassade, le général Brune fut compris

(1) C'est dans la presque île de Sermione que se trouvait la maison de plaisance du voluptueux Catulle. Elle y existait encore à l'époque dont nous parlons ici.

dans la première nomination des maréchaux d'empire, faite le 19 mai 1804, par Buonaparte, devenu empereur des Français. Il fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin suivant; et élevé à la dignité de grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 2 février 1805. Il revint en France dans la même année. En 1806, il commanda en chef le camp de Boulogne. En 1807, pendant la guerre de Pologne contre les Russes et les Prussiens, le maréchal Brune reçut de Napoléon le commandement d'un corps de troupes qui se rassembla à Magdebourg, et dont la force devait être portée à 80,000 hommes. Le maréchal, qui se trouvait dans cette ville vers le milieu d'avril, forma une ligne de troupes qui s'étendit jusqu'à la Baltique, et qui, en se réunissant par une chaîne de postes au corps du maréchal Mortier, se joignait ainsi aux autres corps de la grande-armée. Au mépris d'un armistice signé à Stralsund, le 29 avril, la marine suédoise s'étant permis d'exercer des hostilités contre les troupes françaises et alliées qui assiégeaient Colberg, le maréchal Brune crut devoir demander des explications à cet égard au roi Gustave, qui commandait en personne les troupes suédoises stationnées dans la Poméranie. Le monarque fit proposer au maréchal une entrevue, qui eut lieu à Schalskow, le 4 juin. Brune réclama l'exécution de l'armistice, et surtout celle de la clause stipulée dans un article additionnel, qui fixait le terme de trente jours au lieu de dix pour la reprise des hostilités après la dénonciation de la rupture. Le monarque suédois, interrompant brusquement le maréchal, déclara que sa volonté était immuable pour le délai de dix jours. Il écarta également la discussion entamée par le maréchal à la suite de l'exposé de la conduite de la marine suédoise. Il fit plus; il proposa au maréchal d'abandonner la cause de la France, et osa le sommer de se joindre aux émigrés que l'Angleterre avait à sa solde. Brune contenant son indignation, répondit comme devait le faire un homme d'honneur à une ouverture aussi singulière qu'elle était éloignée du but de l'entrevue, et se retira. L'armistice ayant été dénoncé par le roi de Suède, le corps

d'observation commandé par le maréchal Brune se mit en mouvement le 11 juillet, et se dirigea sur Stralsund. Après un combat qui eut lieu le 6 août, toute l'armée suédoise fut obligée de se renfermer dans cette place, que le maréchal fit complétement investir. Dans la nuit du 14 au 15, la tranchée fut ouverte, malgré une sortie que firent les Suédois. Le 20, les batteries assiégeantes étaient achevées, et les pièces sur le point d'être démasquées, lorsque le roi de Suède, ayant inutilement demandé à entrer en pourparler avec le maréchal Brune, se décida à quitter Stralsund, et à se réfugier avec sa troupe dans l'île de Rugen. Le maréchal avait fait répondre au roi Gustave que, ne lui inspirant aucune confiance pour l'avenir, il croyait ne pouvoir plus compter sur la parole d'un prince qui se jouait aussi légèrement des conventions arrêtées et signées. Il rejeta également la proposition d'une capitulation qui lui fut faite par le général Peyron, aide-de-camp du roi, assisté de deux des principaux magistrats; et, ayant fait prendre possession des portes de la ville, il y fit son entrée dans la soirée du 20. Stralsund était armé de 400 bouches à feu, et on y trouva des magasins considérables de vivres et de munitions. Le maréchal fit aussitôt les dispositions nécessaires pour opérer un débarquement dans l'île de Rugen. Gustave abandonna cette île, et se retira à Stockholm. Le baron de Toll, gouverneur de Rugen, ne voulant pas courir les chances d'une attaque qu'il prévoyait ne pas pouvoir soutenir, fit proposer un arrangement; et s'étant rendu à Stralsund auprès du maréchal, ils y arrêtèrent une convention qui fixa au 9 septembre l'évacuation de l'île par les troupes suédoises, et son occupation par les Français. La ligne de démarcation fixée par cette convention, procura à ces derniers l'occupation entière de la Poméranie suédoise, et compléta les conquêtes faites par la grande-armée pendant la campagne de 1807. Le maréchal se rendit ensuite à Hambourg, en qualité de gouverneur-général des villes anséatiques. Accusé d'avoir vendu à prix d'argent des faveurs commerciales à quelques négociants anglais, le maréchal Brune encourut l'animadversion de Napoléon:

fut rappelé de son gouvernement, et vécut absolument éloigné de la cour et des affaires jusqu'à la chute de l'empereur, en 1814. Il adressa, le 12 avril, son adhésion aux actes du gouvernement provisoire, et fut créé chevalier de St.-Louis, le 18 juin suivant; mais il n'obtint point la mise en activité, qu'il paraissait attendre. On présume que cet éloignement, dans lequel on le tint, le mécontenta, et le porta à prendre parti pour Buonaparte, lorsque celui-ci revint de l'île d'Elbe en France, au mois de mars 1815. Pendant les *cent jours*, le maréchal Brune fut pourvu du commandement en chef du 2[e] corps d'observation, stationné dans la Provence; mit Marseille en état de siége, et fit désarmer la garde nationale de cette ville. Il fut créé pair de France le 2 juin. Après la seconde chute de Buonaparte, le maréchal Brune conclut, le 9 juillet, une convention avec le commandeur Cocherano d'Osasco, commandant les troupes du roi de Sardaigne, et se retira à Toulon. Étant parti de cette ville pour revenir dans l'intérieur de la France, il fut assassiné à Avignon, dans les premiers jours d'août. (*Moniteur, ann. du temps, le continuateur d'Anquetil, tom I et II.*)

BRUNEL (N...., *baron*), *maréchal-de-camp* du 26 novembre 1814. (*Etats militaires.*)

DE LA BRUNERIE, *voyez* DODE.

BRUNET (Gaspard-Jean-Baptiste), *général en chef*, né à Valensol en Dauphiné, se prononça en faveur de la révolution française, et fut créé maréchal-de-camp, le 1[er] mars 1791. Il commanda, en 1792, l'avant-garde de l'armée du Var, et fut nommé, en décembre de la même année, par les commissaires de la convention, au commandement provisoire de cette armée, en remplacement du général Anselme. En 1793, il servit à la même armée, qui avait pris le nom d'armée d'Italie, et que commandait le général Biron. Il concourut, le 14 février, avec le général Dagobert, à l'attaque des retranchements des Piémontais à Sospello. Ces retranchements furent enlevés avec beaucoup de valeur; et le général Brunet mérita une mention

très-honorable dans le rapport que le ministre de la guerre Beurnonville adressa à ce sujet au président de la convention nationale, le 23 du même mois. Le général Brunet se distingua par sa bravoure, son intelligence et son activité dans les affaires qui eurent lieu les 1er et 2 mars entre les troupes françaises et celles du roi de Sardaigne. Il enleva aux ennemis le poste formidable du Belvédère, défendu par 5000 hommes et quelques canons; fit 200 prisonniers, et s'empara de 2 pièces d'artillerie. Le 20 mai de la même année, il fut nommé commandant en chef de l'armée d'Italie, sous les ordres de Kellermann, général en chef des armées réunies des Alpes et d'Italie. Le général Brunet annonça au ministre de la guerre, par une lettre du 2 juin, que les troupes sous ses ordres avaient fait replier tous les avant-postes du camp établi par l'ennemi sur la montagne de la Fourche. Le 17 du même mois, il échoua complétement dans l'attaque de ce camp et de celui de Saours. Au mois d'août suivant, il fut mis en état d'arrestation, comme prévenu de correspondances suspectes et d'intelligences avec les principaux auteurs de la reddition de Toulon aux Anglais. Ayant été transféré à Paris, il fut emprisonné à l'Abbaye; traduit au tribunal révolutionnaire, qui le condamna à mort, le 6 novembre, et décapité le même jour. Il subit son sort avec beaucoup de résignation et de courage. (*Moniteur, annales du temps.*)

BRUNET (Jean-Baptiste), *lieutenant-général,* fils du précédent, naquit à Reims, le 7 juillet 1763. Il était devenu colonel de la 9e demi-brigade d'infanterie légère, lorsqu'il fut employé, en 1794, à l'armée de Sambre-et-Meuse, où il se distingua en diverses occasions. Il fut promu au grade de général de brigade, le 11 juin de la même année. Employé, en 1801, dans l'armée d'expédition de Saint-Domingue, il y commanda l'avant-garde du général Rochambeau. En 1802, il enleva aux Noirs les forts de la Liberté, de l'Anse et de la Hougue, et s'empara, en mai, de la personne de Toussaint-Louverture. Commandant la place du Môle, il y fut attaqué, le 18 novembre, par les Noirs,

qu'il laissa à dessein pénétrer dans la place, où il en fit un grand carnage. Il remplaça ensuite le général Watrin dans le commandement de la partie de l'ouest et du sud. Il commanda aux Cayes-Saint-Louis, après le départ du général Desbarreaux. On le nomma général de division, le 1er juin 1803. Il fut fait prisonnier par les Anglais, en revenant en Europe, et resta en Angleterre pendant plusieurs années. Étant rentré en France, il fit plusieurs campagnes, et se trouvait un des généraux de l'armée sous Paris en 1815 (1). (*Etats militaires.*)

BRUNET (Vivant-Jean, *baron*), *maréchal-de-camp*, né le 9 mai 1778. On le trouve compris dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1815, pour la retraite du grade de maréchal-de-camp, après 16 ans de service.

BRUNETEAU DE SAINTE-SUZANNE (Gilbert-Joseph-Martin, comte), *pair de France et lieutenant-général*, né à Poivre, en Champagne, le 7 mars 1760, entra de bonne heure dans les pages de MADAME, belle-sœur de S. M. Louis XVI. Il fut fait sous-lieutenant au régiment d'Anjou, infanterie, en 1779; devint lieutenant en second, le 20 mars 1784, et lieutenant en premier, le 1er octobre 1789. On le nomma capitaine au 36e régiment d'infanterie, le 6 novembre 1791. Il était capitaine de grenadiers, dans le même régiment, au commencement de 1793. Nommé adjudant-général, le 1er mai de cette dernière année, il fit les premières campagnes de la révolution; y déploya beaucoup de zèle, de bravoure et d'intelligence; obtint, en mars 1795, le grade de général de brigade, et fit, dans ce grade, la

---

(1) C'est à tort que la Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VI, pag. 117, fait mourir le général Brunet à Saint-Domingue, en 1802. Il échappa à la maladie contagieuse, qui enleva tant de braves à l'armée française. — La Biographie moderne, tom. I, pag. 206, s'est également trompée, lorsqu'elle n'a donné que le grade de général de brigade à cet officier.

campagne de cette année à l'armée du Rhin. Employé, en 1796, à l'armée de Rhin-et-Moselle, sous les ordres du général Desaix, l'un des lieutenants du général en chef Moreau, il se trouva au passage du Rhin, le 19 juin, et y commanda une partie des troupes qui abordèrent dans les îles de ce fleuve, sous le feu de l'ennemi. Ayant été chargé de mettre obstacle à la marche des corps autrichiens que l'on savait venir du Haut-Rhin, il se porta sur Urlaffen et Simmern; repoussa une des colonnes qui voulaient l'empêcher d'entrer à Urlaffen; lui fit une centaine de prisonniers, et s'empara du village, ainsi que de Windschlæg. Dans un combat sur la Renchen, le 28 du même mois, il fut chargé de contenir les troupes autrichiennes qui se portaient sur l'aile gauche de l'armée française, et fit exécuter, en cette circonstance, des manœuvres et des attaques qui contribuèrent puissamment aux succès de cette journée. Le 4 juillet, il reçut du général Desaix l'ordre d'attaquer les redoutables positions que les Autrichiens occupaient entre Rastadt et Gerspach. Après avoir forcé le village d'Oos, dans lequel il fit quelques prisonniers, il tourna les hauteurs de Kappenheim, qu'il avait jugées inabordables de front, et obligea l'ennemi à la retraite. À la bataille d'Ettingen, le 9 du même mois, il déboucha, avec son infanterie et la première ligne de la cavalerie, par le bois de Sandwirh. La brigade Delmas, qui devait seconder ce mouvement, ayant été retardée dans sa marche par des accidents de terrain, les troupes commandées par Sainte-Suzanne se trouvèrent bientôt battues de front, en flanc et en écharpe, par le canon des ennemis. Cependant l'artillerie légère s'étant mise en batterie par ordre de ce général, elle parvint à rétablir l'égalité d'un combat, dont les résultats finirent par être totalement à l'avantage de l'armée française. Après la bataille d'Ettingen, la division du général Sainte-Suzanne fut une de celles employées à la poursuite des ennemis dans les montagnes d'Albe, où ce général se signala de nouveau par les marches et les manœuvres habiles qu'il fit exécuter. Il se distingua de même à l'affaire

d'Aalen, le 2 août (1). Il fut promu, ce même jour, au grade de général de division ; eut, en cette qualité, le commandement de la 5e division militaire, dont Strasbourg était le chef-lieu, en 1797, et fut employé à la défense de Kehl. Appelé, par un arrêté du 23 juillet de la même année, au conseil-d'état, section de la guerre, il s'y fit remarquer par beaucoup de zèle et de dévouement pour la gloire nationale. En août 1799, il fut nommé commandant des troupes françaises stationnées dans les états romains ; mais n'ayant point accepté ce commandement, on l'employa à l'armée du Danube. Il y servit aussi en 1800, en qualité de lieutenant-général du général en chef Moreau, et y eut le commandement de l'aile gauche, forte d'environ 16,000 hommes. Ayant passé le Rhin, vis-à-vis de Kehl, le 25 avril, il attaqua les colonnes ennemies sur les rives de la Kintzig, et les força, après un combat des plus opiniâtres, de se replier sur Offembourg, avec perte d'environ 1200 hommes. Le 27, d'après les ordres de Moreau, il fit repasser le Rhin à sa division, qui longea à marches forcées la rive gauche du fleuve, et vint remplacer, à Fribourg, en Brisgaw, le corps du général Gouvion-Saint-Cyr, qu'il flanqua dans sa marche par le Val-d'Enfer. Le corps du général de Sainte-Suzanne, qui, depuis le 29 avril, avait marché isolément sur la rive gauche du Danube pour flanquer et assurer la marche des diverses colonnes de l'armée, arriva à Donau-Eschingen (2), le 4 mai ; se lia, le 10, par sa droite au corps du général Gouvion-Saint-Cyr ; prit position à Alt-Steusslingen, et forma de nouveau l'aile gauche de l'armée. Le général de Sainte-Suzanne s'avançait sur Ulm, lorsque les lignes de son corps d'armée furent attaquées et forcées le 16

(1) Dans ses divers rapports sur les opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle, depuis l'ouverture de la campagne de 1796, adressés au directoire exécutif, les 28, 29 juin, 5, 6 et 11 juillet et 3 août, le général en chef Moreau cita avec les plus grands éloges la conduite et les talents du général de Sainte-Suzanne.

(2) C'est près de cet endroit, et dans la cour du château de Furstemberg, au grand-duché de Bade, que le Danube prend sa source.

au matin, entre Erbach et Asch. Dans cette position critique, il fit exécuter une manœuvre habile et hardie qui tira ses troupes du pas dangereux où les combinaisons du général en chef les avaient engagées. Il avait déjà resserré sa ligne et rétabli le combat avec avantage, lorsque, ayant reçu avis d'un secours que le général Gouvion-Saint-Cyr lui amenait, et voyant les Autrichiens faire un mouvement rétrograde, il fit poursuivre vivement leur arrière-garde, et reprit les positions qu'il avait été forcé d'abandonner. Attaqué de nouveau à Erbach, le 24, il résista aux efforts de deux fortes colonnes autrichiennes commandées par l'archiduc Ferdinand; leur fit éprouver des pertes assez considérables, et se maintint dans ses positions sur les bords du Danube : cette action fut vive et très-sanglante. D'après les ordres qu'il reçut, le général de St^e.-Suzanne se rendit à Mayence, pour organiser un corps de réserve qui s'y rassemblait. S'étant avancé avec ce corps vers la Franconie, il força le passage de la Nidda, le 3 juillet; passa le Mein, le 11, sur deux ponts qu'il avait fait établir près de Francfort; prit position le même jour à Neu-Wissembourg et Hanau, et battit le lendemain un corps autrichien qui était venu attaquer ses avant-postes. Il continua à manœuvrer avec son corps d'armée détaché sur le Danube, jusqu'à la conclusion de l'armistice signée à Steyer, le 25 décembre. Napoléon le nomma sénateur, le 21 avril 1804; et grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin suivant. En 1805, il fit partie de la commission envoyée par le sénat à Lintz, en Autriche, pour complimenter l'empereur sur ses dernières victoires. Il obtint la sénatorerie de Pau, le 19 mai 1806, et on lui donna le commandement de la 2e légion de réserve de l'intérieur, le 20 mars 1807. En 1809, au moment de l'expédition des Anglais contre la Hollande, il fut nommé inspecteur de la ligne de défense des côtes de Boulogne, et y prit des mesures propres à les faire respecter. A cette dernière époque, il était revêtu du titre de comte, qui lui avait été conféré lors de la création de cette dignité par Buonaparte. Il continua à siéger au sénat, jusqu'en 1814; y vota, le 1er avril de cette année, la déchéance de Napo-

léon, et la création d'un gouvernement provisoire. Le roi le nomma pair de France, le 4 juin suivant; chevalier de Saint-Louis, le 27 du même mois; et comte et pair de France, le 31 août 1817. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

BRUNETEAU DE SAINTE-SUZANNE (Jean-Chrysostôme), *maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit à Poivre, en Champagne, le 4 mars 1773. Il entra au service, comme cadet-gentilhomme, dans le régiment d'Anjou infanterie, le 10 juillet 1789; fut réformé en 1791, et nommé, le 15 septembre de la même année, sous-lieutenant au même corps, où il devint adjudant-major, puis capitaine, les 14 et 18 octobre 1793. Il fut suspendu de ses fonctions militaires, comme noble, le 14 février 1794. A cette dernière époque, il avait fait la campagne de 1792, à l'armée du Rhin; celle de 1793, aux armées du Nord et du Rhin, et s'était trouvé à la prise de Spire et de Mayence, en 1792; au blocus de Dunkerque et à celui de Maubeuge; aux affaires près de Landau, et aux combats de la Chapelle-Sainte-Anne et de Cassel, en 1793. On le réintégra dans son grade de capitaine, en août 1795, et il fut classé comme tel dans le 2e bataillon des Pyrénées-Orientales. Ce bataillon étant entré dans la composition de la 5e demi-brigade d'infanterie, en juillet 1796, le capitaine de Sainte-Suzanne fut mis à la suite de ce corps, avec lequel il fit les campagnes d'Italie, en 1796 et 1797, et se trouva aux batailles d'Arcole, de Rivoli et de la Favorite. Nommé adjoint aux adjudants-généraux, le 27 décembre 1798, il fut employé, cette année, à l'armée de l'Ouest; passa à l'armée d'Italie, en 1799; combattit à Jeacomo, sous Vérone; à Cassano, et se distingua à Novi, où il fut fait chef de bataillon sur le champ de bataille, le 18 août. Employé à l'armée du Rhin, il se trouva aux batailles et combats d'Engen, de Moeskirch, de Briebrack, de Nortlingen, d'Unterhaussen et d'Hohenlinden, en 1800; au passage de l'Inn, et au combat de Lambach, en 1801. Nommé, le 2 août 1802, chef de brigade commandant

l'infanterie de l'expédition destinée pour l'Inde, il prit part, dans le même mois, à plusieurs combats livrés ou soutenus par la flottille de Boulogne; s'embarqua pour les Indes orientales, le 28 février 1803; débarqua à l'Ile-de-France, le 22 août suivant, et y fit les campagnes de 1803, 1804 et 1805. Il était colonel du régiment de l'Ile-de-France depuis le 24 août de cette dernière année, lorsqu'on le nomma commandant de l'île Bourbon, le 7 octobre 1809. Cette île ayant été attaquée, en 1810, par 60 voiles anglaises, portant 800 matelots et 7000 hommes de débarquement, le colonel de Sainte-Suzanne, qui n'avait à sa disposition que 300 hommes de troupes de ligne, et 300 gardes nationales mobiles, refusa de se rendre aux premières sommations qui lui furent faites. N'ayant ni places fortes ni vaisseaux pour protéger la défense de l'île, il en disputa néanmoins le terrain pied à pied, et ne la rendit qu'après avoir perdu l'élite de sa petite troupe, et lorsque l'ennemi se fut rendu maître de la moitié de la ville de Saint-Denis, place ouverte, qui est le chef-lieu de l'île. La capitulation qu'il fit en cette circonstance fut des plus honorables, et jugée telle par une commission d'enquête, qui approuva la conduite qu'avait tenue le colonel de Sainte-Suzanne. Étant revenu en France, il fut nommé colonel du 29ᵉ régiment d'infanterie légère, le 14 mars 1811, et chevalier de la Légion-d'Honneur, le 19 décembre suivant. Employé à la grande-armée, en 1812, il fit la campagne de Russie; se trouva aux batailles de Schassniki et de Smolensk; à l'affaire de Borisow; fut fait prisonnier de guerre au passage de la Bérésina, le 27 novembre, et ne rentra en France que le 26 juin 1814. Le roi le nomma maréchal-de-camp, le 6 septembre suivant; chevalier de Saint Louis, le 26 octobre, et commandant de la place de Landau, le 11 décembre de la même année. Pourvu du commandement de la place de Schlestadt, le 4 mai 1815, il y fut bloqué par des troupes saxonnes et wurtembergeoises, fortes de 8 à 9000 hommes, et commandées par les généraux Stoctmayer et Lecoq. Pendant ce blocus, qui dura deux mois, le général de Sainte-Suzanne, n'ayant sous

ses ordres que 4000 hommes, presque tous de garde na
le, repoussa cependant deux attaques très-vives, et f
sorties, dans l'une desquelles il s'empara du quartier-g
ennemi, à Chatenai. Il refusa d'obtempérer aux so
tions qui lui furent faites plusieurs fois de remettre la
aux troupes alliées, et ne la rendit qu'au roi (1).
créé officier de la Légion-d'Honneur, le 4 décembre
S. M. lui donna le commandement du département
Corrèze, le 25 du même mois, et celui de la 2e subdi
de la 19e division militaire, le 20 mai 1818. Il était
pourvu de ce commandement, à la fin de 1820. (*I*
et Etats militaires, annales du temps.)

BRUNI (Jean-Baptiste, *baron*), *maréchal-de-c*
naquit à Lyon, au mois de novembre 1769. En
service, comme soldat, le 6 juin 1785, il était s
au régiment de Lyonnais, au commencement de la
lution, en 1789. Il fit preuve de bonne conduite lo
événemens d'Aix et de Montpellier, en 1790 et 1791.
nommé colonel de la demi-brigade qu'on forma av
bataillons du régiment de Lyonnais, et remplit ensu
fonctions d'agent supérieur à l'armée du Rhin, pe
les années 1794 et 1795. En 1796, il commanda le qu
général de la division Férino; et, après l'affaire d'
Kamlach, qui eut lieu le 13 août, entre les émig
corps de Condé et les républicains, il parvint à obt
mise en liberté des prisonniers faits dans ce comb
colonel Bruni refusa d'adhérer à la nomination de
naparte au consulat à vie. Employé dans l'expé
de Saint-Domingue, il fut fait prisonnier, et c
pendant quelques mois à la Jamaïque. Il revint en F
vers la fin de 1804, étant alors colonel de la 89e dem
gade. Il refusa encore son adhésion à l'élévation de

(1) Dans un ordre du jour donné à Landau, le 18 janvier 1
maréchal duc d'Albuféra témoigna sa satisfaction des services
général de Sainte-Suzanne avait rendus dans cette place.

naparte à la dignité d'empereur; aussi ne fut-il nommé que provisoirement colonel du 82e régiment d'infanterie de ligne, qu'il réorganisa dans la Vendée. Il eut ensuite le commandement en pied de ce régiment, et celui d'un camp où furent rassemblées 15 compagnies de grenadiers, en 1805 et 1806. Dans cette dernière année, il devint colonel du 62e régiment d'infanterie, alors au service du roi de Naples, et y servit jusqu'au mois de mars 1809. Il fut créé, la même année, membre de la Légion-d'Honneur. Il fit, sous les ordres du général Grenier, la campagne contre l'Autriche, dans l'armée d'Italie, commandée par le vice-roi prince Eugène. Sur la demande de ce prince, le colonel Bruni obtint de Buonaparte la décoration de chevalier de la Couronne-de-Fer; fut créé baron, et reçut une dotation sur le Hanovre. Il avait été précédemment nommé commandeur de l'ordre des Deux-Siciles, par le roi de Naples, Joseph Buonaparte. Après la campagne de 1809, il passa en Calabre avec son régiment. Créé général de brigade, le 6 août 1811, il fit la campagne de Russie, en 1812, sous le maréchal Ney, et fut nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 2 septembre. Pendant la retraite de Moscow, l'armée française ayant traversé la Prusse, le prince Eugène, qui avait alors le commandement en chef de cette armée, nomma le général Bruni gouverneur de Stettin; mais cet officier n'ayant pas eu la possibilité de pénétrer dans cette place, il resta à Berlin, où il remplit les fonctions de chef de l'état-major du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Chargé ensuite de la défense de Spandau, il s'acquitta dignement de cette mission; et, quoique la place fût en mauvais état de défense, il ne la rendit que le 24 avril 1813. Il avait obtenu une capitulation honorable, qui sauva la garnison. Buonaparte néanmoins donna ordre de le mettre en jugement; mais l'affaire n'eut pas de suite. Étant revenu à Paris, au mois de septembre 1813, Bruni fut nommé commandant d'une division de l'armée qui se trouvait réunie à Anvers. Des observations, qu'il fit sur l'état des choses d'alors, ayant déplu, on lui retira les lettres de service de ce commandement de division, et on ne

lui en donna que pour une brigade. En mars 1814, il fut des premiers à donner son adhésion à la déchéance de Napoléon et aux actes du gouvernement provisoire. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de Saint-Louis, le 21 août 1814. Dans la même année, il fut envoyé en Corse, pour y servir sous les ordres du chevalier Bruslart, commandant supérieur de la 23e division militaire. En 1815, pendant les *cent jours*, il commanda, à Ajaccio, la 2e subdivision de cette division; prit toutes les mesures nécessaires pour la défense de cette place; et, aidé des régiments 4e d'infanterie légère et 9e de ligne, il soutint avec zèle et énergie la cause du roi contre les insurgés, qui avaient pris les armes en faveur de Buonaparte. Ajaccio tenait encore pour le roi, un mois après l'entrée de Buonaparte à Paris; mais tous les efforts du général Bruni n'ayant pu empêcher la substitution du drapeau tricolore au drapeau blanc, ni la défection des troupes, il quitta son commandement, que déjà la junte nommée par Napoléon lui avait retiré dès le 19 avril. Il fut destitué par Buonaparte, le 22 mai, et réintégré, en juin; mais comme il refusa d'être employé activement dans l'armée, on l'envoya à Strasbourg. Lors de la seconde rentrée du roi, le baron Bruni fut d'abord admis à la retraite. Bientôt après, le lieutenant-général marquis de Rivière, commissaire du roi dans le midi de la France et dans la Corse, le fit employer dans cette île, sous les ordres du lieutenant-général comte Willot, qui en était gouverneur. Après le rappel du comte Willot, le général Bruni eut le commandement supérieur de la 17e division militaire. En reconnaissance de l'excellente conduite qu'il avait tenue aux mois de mars et d'avril 1815, la ville d'Ajaccio lui décerna une épée, par délibération du 14 mai 1816; et S. M. daigna permettre au général Bruni d'accepter ce don. Rappelé en France, au commencement de 1821, il a été chargé, le 8 mai, du commandement de la ville de Bourges (21e division militaire). (*Etats militaires.*)

DE LA BRUNIE (Bernard), *maréchal-de-camp*, entra au service, comme cadet, en 1694, et devint lieutenant au régiment de Poitou, au mois de juin de la même année. Après avoir servi, en diverses qualités et avec distinction, dans les armées de Flandre, d'Allemagne, du Rhin, de la Moselle et du Dauphiné, depuis 1695 jusqu'en 1727, il parvint à la lieutenance-colonelle du régiment de Poitou, le 10 mai 1728; servit, en cette qualité, aux siéges de Gerra-d'Adda, de Pizzighitone et du château de Milan, en 1733; à ceux de Tortonne et de Novarre; à l'attaque de Colorno; aux batailles de Parme et de Guastalla, en 1734; et obtint le grade de brigadier, le 18 octobre de la même année. Employé, en cette qualité, par lettres du même jour, il continua de servir à l'armée d'Italie; se trouva aux siéges de Révéré, de Reggio et de Reggiolo, en 1735, et rentra en France avec le régiment, au mois d'août 1736. Employé à l'armée d'Allemagne, par lettres du 1er avril 1743, il eut, le même jour, un ordre pour commander à Philippeville, où il n'arriva que le 8 juin, en revenant d'Allemagne. Il commanda dans cette place pendant toute la campagne, et retourna joindre son régiment, au mois de décembre. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il se trouva à la reprise de Weissembourg, et montra beaucoup de bravoure à l'attaque du village d'Alstadt. Il fut déclaré, le 13 août, maréchal-de-camp, dont le brevet lui avait été expédié dès le 2 mai; quitta la lieutenance-colonelle du régiment de Bourbon; combattit à Haguenau, et fut nommé, le 15 octobre, pour commander à Colmar, où il résida jusqu'à sa mort, arrivée en 1748. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 203.)

DE BRUNIER DE LARNAGE (Pierre), *lieutenant-général*, fut fait lieutenant au régiment d'infanterie de Tessé, au mois d'août 1695, et passa capitaine au même régiment, le 16 mars 1704. Il servit aux armées de la Meuse et de Savoie, depuis 1695 jusqu'en 1706; se trouva aux différents siéges et combats qui eurent lieu à ces armées, et fut blessé au siége de Turin, en 1706. Il servit à la défense

de Toulon, en 1709, 1710, 1711 et 1712; au secours de Gironne, en 1713; au siége de Barcelonne, en 1714; aux siéges de Fontarabie, de Saint-Sébastien, d'Urgel, de Roses, en 1719. Il fut fait major de son régiment (alors d'Olonne), le 21 octobre 1725; et lieutenant-colonel du même régiment (alors Montmorency, et depuis Bauffremont et Fleury), le 27 octobre 1732. Il se trouva au siége de Kehl, en 1733; au siége de Philisbourg, en 1734; à l'armée du Rhin, en 1735, et fut créé brigadier, par brevet du 1er mars 1738. Employé en Corse, par lettres du 1er mars 1739, il y passa, au mois d'avril, avec son régiment, et eut part à toutes les expéditions des troupes françaises dans cette île, d'où il revint, en 1741. Employé à l'armée de Bavière, par lettres du 5 mars 1742, il combattit à Sahay; concourut à la défense de Prague; se distingua dans deux sorties principales; quitta Prague, avec l'armée, au mois de décembre, et rentra en France, avec la 7e division de cette armée, au mois de février 1743. Créé maréchal-de-camp, le 20 du même mois, il quitta alors la lieutenance-colonelle du régiment de Fleury. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril, il combattit à Dettingen; alla commander à Thionville, sous le comte de Danois, par lettres du 1er août, et fut employé à Sarre-Louis pendant l'hiver, par lettres du 21 décembre. Employé à l'armée d'Italie, sous M. le prince de Conti, par lettres du 1er février 1744, il se trouva à toutes les expéditions que fit ce prince pendant cette campagne, et commanda pendant l'hiver dans le comté de Nice, par lettres du 1er novembre. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1745, il servit à différents siéges; combattit à Rivaronne; concourut à la prise d'Alexandrie, de Valence, d'Asti, de Casal; passa l'hiver en Italie, et continua d'y servir, en 1746. Il se trouva au combat de Plaisance; à celui du Tidon, et finit la campagne, en Provence, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle. Employé à la même armée, par lettres du 1er juin 1747, il se trouva au passage du Var; au siége et à la prise de Montalban, de Villefranche et de Vintimille. Il était, le 19 juillet, à l'attaque des retranche-

en masse, et de la conduire à l'attaque. Aussitôt les tambours battent la charge, et la redoutable colonne s'élance sur le pont; mais les trente pièces de canon de l'ennemi vomissant la mort dans les rangs des grenadiers, ceux-ci s'arrêtent et paraissent hésiter. Un moment d'incertitude de plus, et tout était perdu; mais, à la voix de leurs généraux, qui donnent l'exemple, les grenadiers s'élancent de nouveau; traversent le pont; culbutent l'ennemi; dispersent ses bataillons, et enlèvent 22 pièces de canon. La perte des Autrichiens fut évaluée à près de 3000 hommes morts, blessés ou faits prisonniers, et celle des Français, à 1000 hommes hors de combat (1). Buonaparte fit poursuivre le troupes de Sébottendorff jusqu'à Fontana. Pizzighitone se rendit le 12, après une canonnade assez vive, et Crémone ouvrit ses portes. Le général Beaulieu était alors en marche pour se retirer derrière le Mincio, et se mettre sous la protection des fortifications de Mantoue. Napoléon, qui sut toujours se servir de l'opinion publique, comme d'un levier non moins puissant que les armes, résolut de ne pas différer de s'emparer de Milan, afin de dónner aux peuples d'Italie la plus haute idée de ses forces. Il projetait en même temps de s'occuper, dans cette ville, de la nouvelle organisation politique de la Lombardie, qu'il venait de conquérir. Milan n'était défendu que par 1800 hommes, que le général piémontais Colli avait jetés dans le château, après sa défaite à Buffarola. Le 13 mai, une députation de la ville vint, à Marignan, apporter à Buonaparte les clefs de Milan, où le général Masséna entra, le 14. Buonaparte y fit son entrée triomphante, le 15; y établit son quartier-général, et dès le lendemain, il s'occupa de presser le siége de la citadelle. Il imposa sur la ville une contribution de 20 millions, qui fut en partie payée avec des espèces monnayées provenant de la fonte de l'argenterie des églises. En même temps, les

(1) Pour éterniser la mémoire de cette action glorieuse, Buonaparte, devenu tout-puissant en France, donna le nom de *rue du Pont de Lodi* à une de celles qui furent construites à Paris sous son consulat.

giment Royal-Infanterie, le 14 septembre suivant. Il devint lieutenant-colonel du régiment de Brie infanterie; fut créé brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 1er janvier 1784. (*Etats militaires.*)

DE BRUY, *voyez* MARION.

DE BRUYÈRES-CHALABRE (N....), fut fait brigadier d'infanterie, le 10 février 1759, et *maréchal-de-camp,* le 3 janvier 1770. (*Etats militaires.*)

DE BRUYÈRES-CHALABRE (Jacques-Paul, *comte*), *maréchal-de-camp,* naquit au château de la Pommarède en Languedoc, le 24 août 1736; entra au service dans le régiment de Béarn, et obtint successivement divers grades dans ce régiment, ainsi que dans ceux de Royal-Marine et d'Anjou. Il était, en 1771, capitaine aux grenadiers de France. On le fit colonel-commandant du régiment de Limosin infanterie, le 13 avril 1780; brigadier d'infanterie, le 1er janvier 1784, et maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. (*Etats militaires, tableau de la noblesse, par Waroquier.*)

DE BRUYÈRES SAINT-MICHEL (N...., *baron*), avait été colonel en second du régiment Royal-Marine, lorsqu'on le créa brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780. Il fut promu au grade de *maréchal-de-camp,* le 1er janvier 1784. (*Etats militaires.*)

BRUYÈRES (N..., *baron*), *général de brigade,* servit d'abord à l'état-major de l'armée d'Italie, et devint ensuite aide-de-camp du général Leclerc, qu'il accompagna à l'armée du Rhin, en Portugal et à Saint-Domingue. Il obtint dans cette colonie le grade de colonel, et fut envoyé deux fois en France pour y remplir des missions relatives à l'armée expéditionnaire. Après la mort du général Leclerc, il eut le commandement d'un régiment d'infanterie, avec lequel il fit les campagnes d'Allemagne, en 1806 et 1807. Il se distingua en plusieurs occasions, et particulièrement à la bataille d'Eylau, le 8 février de cette dernière année. En récompense de ses services, il obtint le grade de géné-

ral de brigade et la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Employé à l'armée d'Espagne, en 1808, il continua de servir avec distinction, et fut tué, le 3 décembre, sur la promenade dite du Prado, dans une affaire qui précéda la prise de Madrid, où les Français entrèrent le 4. (*Etats militaires, annales du temps.*)

BRUYÈRES (N...., *comte*), *général de division*, commença à servir dans l'arme de la cavalerie; passa successivement par tous les premiers grades, et devint colonel du 23e régiment de chasseurs à cheval. Il se distingua en différentes occasions à la tête de ce régiment, et notamment à la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806. La bravoure qu'il avait déployée dans cette journée lui valut le grade de général de brigade, auquel il fut promu, le 30 décembre suivant. Il fut employé, en 1809, dans la guerre contre les Autrichiens; combattit avec la plus grande valeur à Znaim, le 11 juillet, et fut cité à cette occasion comme un officier-général de la plus haute espérance. Il avait été créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin précédent, et il fut promu au grade de général de division, en 1810. Employé, en 1812, à la grande-armée, il fit la campagne de Russie, où il commanda une division de cavalerie légère, sous les ordres du prince Murat. Il se trouva à la prise de Vilna, le 28 juin; attaqua les Russes avec la plus grande intrépidité au combat d'Ostrowno, le 25 juillet; contribua au gain de la bataille de Smolensk, le 17 août; chargea vigoureusement les ennemis à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre; pénétra dans leurs masses avec sa division, et y fit un grand carnage. Après avoir échappé aux désastres de la funeste retraite de Moscou, le général Bruyères fut employé, en 1813, à l'armée d'Allemagne. Il se signala, les 21 et 22 mai, aux batailles et combats de Bautzen, où il eut une jambe emportée par un boulet. Depuis 1813, on ne le trouve plus porté dans les listes des officiers-généraux. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE BRUZAC, *voyez* DE CRUSSOL.

qu'il avait choisi pour son opération. Le 29 mai, à deux heures du matin, toutes les colonnes françaises se dirigèrent sur Borghetto, où Buonaparte avait résolu d'effectuer le passage du Mincio. L'avant-garde chassa d'abord un corps de 5000 hommes qui défendait les approches du pont, dont les Autrichiens coupèrent une arche, en se retirant. Déjà l'on s'occupait à raccommoder ce pont, sous le feu de l'artillerie ennemie, lorsque 50 grenadiers français, impatients de joindre l'ennemi, se jettent à l'eau, tenant leurs fusils élevés sur leurs têtes. Les soldats autrichiens, croyant revoir la terrible colonne de Lodi, lâchent pied, et donnent, par leur éloignement, la facilité de rendre le pont praticable. Bientôt le Mincio est franchi (1), et les Autrichiens poursuivis jusqu'à Valeggio, dont on s'empare. En même temps, Buonaparte fait marcher la division Augereau sur Peschiera, afin de couper aux ennemis les gorges du Tyrol, et de leur ôter tout moyen de retraite. Le général autrichien, instruit de cette manœuvre, se hâte de gagner la route de Castelnovo. Augereau arrive à Peschiera, qu'il trouve évacué. Enfin, on s'empare de Castelnovo, ainsi que de Rivoli, et dès lors les Autrichiens sont presque entièrement expulsés de l'Italie. Il ne leur restait plus que la forteresse de Mantoue et le château de Milan. L'occupation de Véronne

(1) Dans son rapport au directoire-exécutif, Buonaparte dit que, pour citer les hommes qui se sont distingués au passage du Mincio, il faudrait qu'il nommât tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde. « Rien » n'égale, dit-il, leur intrépidité, si ce n'est la gaieté avec laquelle ils » font les marches les plus forcées. Ils chantent tour à tour la patrie et » l'amour. Vous croirez peut-être qu'arrivés à leurs bivouacs, ils doivent » au moins dormir. Point du tout. Chacun fait son plan d'opération du » lendemain, et souvent l'on en rencontre qui voient très-juste. L'autre » jour je voyais défiler une demi-brigade; un chasseur s'approche de mon » cheval, et me dit : « Général, il faut faire cela. » — Malheureux, lui ré» pondis-je, veux-tu bien te taire! C'était justement ce que j'avais ordon» né que l'on fît. Je l'ai fait chercher en vain; il avait disparu. » Buonanaparte, dont l'imagination était nourrie de la lecture des grands capitaines, voulait faire ce soldat officier, et imiter en cela Turenne, qui en pareille circonstance récompensa par ce grade un soldat qui avait pénétré son plan.

le 19 septembre 1805, il fut pourvu du commandement de l'école d'artillerie à Auxonne, le 18 février 1806, et se retira du service, le 3 septembre 1809. Il a fait, dans les divers grades ci-dessus indiqués, les campagnes de 1792 et 1793, à l'armée du Nord et de la Moselle; a été prisonnier de guerre depuis le 18 octobre de cette dernière année, jusqu'au mois d'août 1795; a servi aux armées d'Angleterre, du Danube et du Rhin, pendant les campagnes de 1798, 1799 et 1800; aux camps de Bayonne et de Saintes, en Amérique et à l'armée d'Italie, pendant les années 1803, 1804 et 1805, et enfin à l'armée d'Italie, en 1809. Le général Buchet a donné, dans toutes les occasions, des preuves de valeur et de talent, et s'est fait remarquer par ses connaissances dans l'arme de l'artillerie. Il a été créé chevalier de Saint-Louis en 1790, et officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. (*Brevets militaires, annales du temps.*)

BUCHOLTZ (N....), *maréchal-de-camp.* On trouve dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 17 septembre 1817, un article concernant la veuve Bucholtz. Ce sont les seuls renseignements que nous avons pu nous procurer sur cet officier.

DE BUCQUOY (Jean), *sieur de La Mothe,* fut nommé maréchal-de-camp, le 1er avril 1638, pour servir en cette qualité sur la flotte commandée par l'archevêque de Bordeaux. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 144.)

DE BUDES (Jean-Baptiste), *comte de Guébriant, maréchal de France,* naquit au château de Plessis-Budes, en Bretagne, le 2 février 1602, et fut d'abord connu sous le nom de Plessis-Budes. Il entra de bonne heure au service, comme soldat dans le régiment du sieur du Plessis-Buat, mestre-de-camp entretenu par les états de Bretagne; fit ses premières armes en Hollande, et montra beaucoup de courage et de résolution dans les différentes affaires auxquelles il se trouva. Lorsqu'il fut bien aguerri, le sieur de La Courde, son oncle, gouverneur de Vendôme, le fit re-

venir en France, et le présenta au roi, qui se trouvait alors au camp devant Allais. Guébriant se distingua en plusieurs occasions au siége de cette place, et se fit remarquer par S. M., qui lui destinait un emploi favorable; mais un duel, qu'il eut en 1626, l'ayant obligé de sortir de France, pour éviter la colère du roi (1), il se rendit à Venise. Il ne revint à la cour qu'après avoir obtenu, par l'entremise de ses amis, sa rentrée en grâce auprès de S. M. On lui donna, le 24 janvier 1630, sur la démission de son oncle, une compagnie dans le régiment de Piémont infanterie, qu'il alla rejoindre en Italie. Il reçut devant Vigen une mousquetade à la joue : cette blessure, qui avait été dangereuse, l'obligea de porter un emplâtre le reste de sa vie. Il obtint, le 21 mars 1631, l'agrément du roi pour une charge de capitaine au régiment des gardes-françaises, sur la démission du marquis de Viantais, et suivit, en cette qualité, S. M. dans les voyages qu'elle fit en France et en Lorraine, jusqu'en 1635. A cette dernière époque, on l'envoya servir à l'armée d'Allemagne, sous les ordres du cardinal de Lavalette. Il y commanda 12 compagnies du régiment des gardes. L'armée française, qui se trouvait à Mayence, ayant été obligée à la retraite, le comte de Guébriant soutint, le 20 septembre de la même année, une attaque de la part des ennemis, près de Messenheim. Dans cette journée, il parvint à ébranler 3 régiments de cavalerie hongroise, qu'il mit bientôt après dans une déroute complète. Les Impériaux perdirent en cette occasion un grand nombre d'hommes tués ou noyés, beaucoup de chevaux et tous leurs canons. Cependant l'armée française, continuant sa retraite, éprouva des embarras, qui firent prendre au cardinal de Lavalette la résolution d'abandonner le bagage et même l'artillerie, afin de marcher avec plus de rapidité et de devancer les ennemis. Guébriant, après avoir fait remarquer que la perte de cette artillerie donnerait plus d'audace aux Impériaux, se chargea de la conduire, et jura de périr, ainsi que ses

---

(1) Les duels étaient alors très-sévèrement défendus, et les lois punissaient rigoureusement les duellistes.

compagnons, avant de la laisser prendre. Elle fut placée à l'arrière-garde, et par conséquent très-exposée. En effet, quinze régiments ennemis vinrent l'attaquer; mais Guébriant soutint vaillamment leur choc impétueux, et les contraignit à prendre la fuite, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de prisonniers. L'armée française acheva enfin sa retraite, et arriva dans le pays Messin. Guébriant fut reçu avec des témoignages éclatants de la satifaction de S. M., pour les services importants qu'il avait rendus. Vers ce temps, les Espagnols firent une invasion en France; et, après s'être emparés de plusieurs villes, ils menacèrent Guise, place importante de la Picardie, dont la prise leur eût ouvert le chemin de la capitale. Guébriant fut nommé, le 6 juillet 1636, pour commander dans cette place, où il alla promptement se jeter avec 6000 hommes. Les fortifications de Guise avaient été négligées depuis long-temps; et, malgré les soins que prit le comte de Guébriant, cette place était encore en assez mauvais état de défense, lorsque l'armée ennemie parut sous ses murs, le 13 juillet. Le prince Thomas, commandant les Espagnols, descendit dans la plaine de Rucoy, y mit ses troupes en bataille, avec 25 pièces d'artillerie, et fit sommer Guébriant de rendre la ville. Ce dernier répondit négativement à cette sommation, et dit au parlementaire: « Je ferais abattre moi-même trente brasses de muraille, » si je croyais abréger le siége, en donnant à l'ennemi la fa» cilité de tenter un assaut. » La fermeté de cette réponse engagea le prince Thomas à se retirer dès le même jour. Au mois de septembre suivant, Guébriant sortit de Guise avec un détachement; marcha contre le capitaine Lorme, major de la Capelle, qui ravageait la campagne, le battit et le fit prisonnier. Les ennemis ayant été forcés de regagner leurs frontières, Guébriant fut rappelé à la cour, où S. M., après l'avoir reçu avec des témoignages d'affection, récompensa ses services par le grade de maréchal-de-camp, qu'elle lui donna le 1[er] avril 1637. Par lettres du même jour, le roi le désigna pour aller servir en Valteline sous les ordres du duc de Rohan, qui avait terminé, dès le 26 mars,

et à l'insu de S. M., la guerre contre les Grisons, par un traité désavantageux. Le comte de Guébriant, en arrivant en Valteline, ne put faire autre chose que de conserver l'armée et de la retirer en bon ordre. Il fut chargé, le 4 mai, de mener, conjointement avec le maréchal-de-camp Lecques, cette armée en Italie; mais un second ordre du 28 ayant séparé l'armée en deux corps, Lecques marcha avec l'un en Italie, et Guébriant conduisit l'autre en Franche-Comté, pour y faire partie de l'armée commandée par le duc de Longueville. Il se présenta, le 27 juin, devant Montagu, et s'empara de cette place forte ainsi que de son château, malgré la résistance de la garnison et celle des bourgeois, ainsi que des paysans qui avaient pris les armes. Il envoya au duc de Longueville trois drapeaux, dont on s'était emparé dans Montagu. Il prit aussi Bournay, Pibly, Ruergues, Pressilly, Beauregard, Binan, et plusieurs autres villes ou châteaux du bailliage d'Aval, en Franche-Comté. Ayant fait sa jonction avec le duc de Longueville, dans le mois d'août, il lui fit agréer le conseil du siége de Blétérans, place forte, qui, étant la clef du bailliage d'Aval, pouvait assurer la possession des conquêtes que l'on venait de faire. Pour commencer l'exécution de ce projet, le duc de Longueville mit à la disposition de Guébriant 200 chevaux et 100 dragons, avec lesquels ce dernier battit le pays; poussa les ennemis devant lui, et se rendit maître des deux postes importants de Coges et de Jousseau. Le siége de Blétérans fut formé le 25 août; et Guébriant fit les approches de cette place le 26. Il commanda l'une des attaques à l'affaire générale qui fut donné le 31; combattit avec la plus grande valeur; eut sa cuirasse frappée d'un grand nombre de mousquetades, et fut renversé d'un coup de pierre dans un marais, ce qui ne l'empêcha pas de remonter à la brèche, et de contribuer puissamment à la prise de la ville. Les ennemis y avaient mis le feu; mais Guébriant, humain autant que brave, s'empressa de le faire éteindre et de prendre des mesures pour que les femmes, et les filles, qui s'étaient retirées dans les églises, fussent respectées. Le château de Blétérans s'étant rendu par capitulation, le 3 septembre,

l'armée française entra en quartiers, et Guébriant fut rappelé à la cour, par ordre du 26 novembre (1). Le roi, voulant secourir le duc de Weymar, son allié, fit rassembler sur la frontière du Bassigny un bon nombre de régiments destinés à passer ensuite en Allemagne, et donna au comte de Guébriant la direction de ces troupes, ainsi que le commandement dans les bailliages du Bassigny, de Langres et de Chaumont, par commission du 4 février 1638. Guébriant eut ordre, par lettres du 13 mars suivant, de mener au duc de Weymar, qui se trouvait en Allemagne, un corps de 4000 hommes. Ayant passé le Rhin à Neubourg, le 3 mai, il y joignit le duc, qui l'accueillit avec les plus grands témoignages d'estime et de considération. Les troupes françaises et celles du duc, ayant été réunies à Rotelen, présentèrent un effectif d'environ 10,000 hommes, avec lesquels on commença le blocus de Brisach, le 1er juin. Les Impériaux, qui tenaient cette place, prirent des mesures pour la ravitailler, et chargèrent leurs généraux Gœntz et Savelli de cette opération importante. Ces deux officiers, ayant voulu faire entrer un convoi dans la place, furent complétement défaits, le 10 août, à la bataille de Wirthenweil. On leur enleva une quantité considérable de blés et de munitions; et ils perdirent en outre 1500 hommes tués, 1200 faits prisonniers, 11 canons, 2 mortiers, et 56 étendards ou drapeaux. Guébriant, qui conduisit l'aile droite dans cette action, y fit des prodiges de valeur, et reçut des éloges de la part du duc de Veymar, par lequel il fut embrassé devant toute l'armée (2). Le siége de Brisach com-

---

(1) Le roi l'accueillit avec beaucoup de distinction, et dit qu'il trouvait en Guébriant un maréchal-de-camp qui, à 37 ans, était l'un des plus expérimentés gentilshommes et des premiers capitaines de son royaume.

(2) Le duc de Weymar lui adressa publiquement ces paroles : « Monsieur, vous avez fait des merveilles dans cette bataille. Je ne vous offenserai point de vous dire que vous avez surpassé l'opinion que j'avais de vous, puisque vous vous êtes surpassé vous-même. Je me suis toujours beaucoup promis de votre valeur et de votre grande conduite; mais je

mença dès le lendemain, et Guébriant fut chargé du détail des opérations qui y étaient relatives. Cependant les Impériaux n'avaient point renoncé à secourir cette place, dont la possession était pour eux d'une haute importance; et leurs généraux Gœutz et Lamboy se présentèrent, le 20 octobre, en vue du camp des assiégeants, avec une armée de 15,000 hommes. Le 24, ils attaquèrent les lignes de circonvallation, et commencèrent par remporter des avantages tellement marquants sur les assiégeants, que le duc de Weymar crut *tout perdu,* et le déclara à Guébriant; mais ce dernier, déterminé, ainsi que les siens, à mourir plutôt que de laisser la victoire aux Impériaux, marcha en désespéré à leur rencontre; fondit l'épée à la main sur les premiers qu'il rencontra; les poussa jusqu'au gros de leur armée, où il en fit un grand carnage, et finit par mettre tous le corps ennemi dans une déroute complète. Les Impériaux perdirent dans cette journée près de 3000 hommes, et se hâtèrent de décamper pendant la nuit suivante. Les travaux du siége furent poussés avec une nouvelle vigueur; et Guébriant prit d'assaut, le 28 octobre, deux redoutes, qui étaient dans une île qui était au-dessus de Brisach. Bientôt cette ville fut réduite à la dernière extrémité, par le défaut de subsistances; et après avoir enduré un mois de famine, son gouverneur demanda à capituler, le 15 décembre. Les articles de la capitulation furent signés le même jour; la garnison sortit de la place le 19, et le duc de Weymar y fit son entrée, accompagné du comte de Guébriant. Après la prise de Brisach, l'armée weymarienne se dirigea sur la Franche-Comté. Elle arriva à Rhinfeld, le 7 janvier 1639, et en partit le 8, pour se porter sur Landscroon, dont Guébriant s'empara le 10. Le 12, elle passa le Doubs au pont de Sainte-Ursine. Guébriant prit le Val-de-Mostau le 14, la ville le 16, et Pontarlier le 25. Il se rendit maître de

---

» n'eusse osé espérer ce que je viens de voir et que vous venez de faire. » Le duc jura ensuite à Guébriant une amitié de frère, et lui demanda la sienne.

Noseroy, le 14 février; de Château-Villain, le 19; et de Monssaujin, le 20. Il força, le 2 avril, le château de Lachaux, et s'empara ensuite de l'abbaye de Baulmes. Le duc de Weymar, qui avait laissé Guébriant en Franche-Comté, pour se porter dans le Brisgaw, où il avait pris la ville de Thannes, revint au quartier-général de Pontarlier, le 18 juin; et Guébriant, d'après les instructions qu'il avait reçues de la cour, négocia, auprès du duc, la remise de Brisach entre les mains du roi. Cette négociation présentait beaucoup de difficultés, aussi n'eut-elle, pour le moment, aucun résultat. Il avait formé le dessein de s'emparer de Salins; mais le duc de Weymar ayant résolu de retourner en Allemagne, cette entreprise ne put être réalisée. Le 8 juillet, l'armée weymarienne reprit le chemin de Brisgaw, et arriva le 15 à Huningue, où le comte de Guébriant se trouva atteint d'une maladie grave. Le duc de Weymar, attaqué lui-même d'une fièvre violente, se fit porter le 16 à Neubourg, où les médecins reconnurent qu'il était attaqué de la peste. Il mourut de cette maladie le 18; et, pour témoigner au comte de Guébriant toute son affection et sa haute considération, il ordonna qu'on lui présentât de sa part son cheval de bataille, son épée et ses pistolets (1). Aussitôt après la mort de ce prince, Guébriant s'assura de la ville de Brisach, et engagea les troupes weymariennes au service du roi. Le duc de Longueville vint prendre le commandement de l'armée weymarienne, qui s'empara des villes de Neustadt, Oppenheim, Bingen, Kreutznach, et autres places et châteaux. Cette armée prit ses quartiers d'hiver dans le Bas-Palatinat. La difficulté de se procurer des vivres dans les cantonnements, entraîna la nécessité de changer les quartiers, et décida le duc de Longueville à assembler à Kreutznach, le 21 décembre, un conseil pour délibérer sur le déplacement des troupes. Guébriant opina pour leur faire passer le Rhin; et son avis ayant été adop-

(1) Bernard de Saxe, duc de Weymar, s'était acquis la réputation de grand capitaine.

autres divisions arrivèrent, et prirent successivement les positions que Buonaparte leur avait assignées (1). Cependant, des indices de soulèvements nouveaux se manifestaient dans le pays conquis; les communications avec la rivière de Gênes étaient menacées, et les équipages de siége n'étaient point préparés. Buonaparte, qui, dans les premiers temps de sa gloire militaire, sut allier souvent une grande prudence à beaucoup d'audace, se borna cette fois à bloquer Mantoue; et, après avoir laissé devant cette place les troupes nécessaires pour cette opération, il retourna sur ses pas, avec divers détachements de son armée, pour rétablir l'ordre dans l'intérieur de l'Italie. Les rapides succès de son armée avaient contraint le roi de Sardaigne, le duc de Parme et celui de Modène, à faire leur paix avec la république. Le grand-duc de Toscane, voué au bonheur de ses sujets, manifestait des intentions pacifiques; mais il n'en était pas ainsi de Naples, Rome et Venise, seules puissances dont Buonaparte eût à redouter les efforts. Aussi se décida-t-il à faire marcher rapidement une forte colonne sur la Romagne, pour imposer aux gouvernements romain et napolitain, et ôter à ses adversaires le temps de se concerter entre eux. La conviction bien réelle du génie de Buonaparte, et de l'invincible valeur de son armée, suffit pour engager la cour de Naples, toute ennemie qu'elle fût de la France (2), à proposer à Buonaparte une suspension d'armes, que celui-ci signa, le 5 juin 1796,

---

l'attaque de ce faubourg; on le vit grimper avec une audace incroyable, et sous le feu de l'ennemi, au haut d'une tour, en ouvrir la porte et y introduire les Français.

(1) A la vue de Mantoue, les soldats, emportés par un excès d'audace bien naturel à des hommes qui avaient surmonté tant d'obstacles, prétendaient se former en colonnes, et enlever cette ville d'emblée. On leur montra les canons dont les remparts étaient hérissés. « A Lodi, répondirent-ils, il y en avait bien davantage. » Avec de tels soldats que ne peut-on pas entreprendre!

(2) La reine de Naples, Marie-Caroline de Lorraine, archiduchesse d'Autriche, aïeule de la princesse Caroline-Ferdinande-Louise, veuve de

et qui fut suivie d'un traité de paix définitif, conclu à Paris, le 10 octobre suivant. Napoléon, qui, par ce traité, avait fait sans péril un grand pas dans l'exécution de ses vastes combinaisons, tourna ses vües contre les États romains. Pie VI, irrité d'avoir perdu le comtat Venaissin et Avignon, était entré, comme souverain, dans la ligue des rois contre la France, et devait fournir aux alliés un contingent de 25 à 30,000 hommes, sur lequel il en avait déjà donné 15 à 18,000. Le gouvernement français, de son côté, avait à venger la mort de Basseville, envoyé extraordinaire près du saint-siége, et qui avait été massacré à Rome, le 13 janvier 1793. Depuis cette époque, toute communication se trouvait interrompue entre la France et Rome. Buonaparte dirigea sur la capitale du monde chrétien ses phalanges victorieuses, qui passèrent le Pô, le 16 juin, et se rendirent promptement maîtresses de Bologne, du château d'Urbin, de Ferrare, de Reggio et de Pistoïa : on trouva dans ces places une artillerie considérable, dont on se servit pour pousser vivement le siége de Mantoue. Le pape voyant l'armée française aux portes de sa capitale, craignit le renouvellement de la désastreuse époque (en 1507) où le connétable de Bourbon, commandant les troupes de Charles-Quint, livrait la ville sainte au pillage, et où les soldats chrétiens assiégeaient et faisaient prisonnier le pape Clément VII, dans le château Saint-Ange. Il proposa à Buonaparte un armistice, que ce général accepta, et qui fut conclu à Bologne, le 26 juin. Par ce traité, le saint-père fut contraint de céder à la France les légations de Bologne et de Ferrare, ainsi que les côtes de l'Adriatique, depuis l'embouchure du Pô jusques et y compris la citadelle d'Ancône, qui dut être livrée, avec toute son artillerie, et ses munitions de guerre et de bouche. Sa Sainteté s'obligea en outre à fermer tous ses ports aux bâtiments des puissances en guerre avec la république; à payer une contribution de

l'infortuné duc de Berri, était sœur de Marie-Antoinette, épouse de Louis XVI. La reine de Naples avait puisé dans les malheurs de sa sœur une haine implacable contre les Français.

replier lui-même sur le gros de son armée (1). La position prise et reprise par Guébriant, était aussi difficile à garder qu'elle était importante ; mais, par les bonnes dispositions qu'il fit, il la conserva jusqu'au moment où l'armée confédérée décampa, le 22, pour se porter sur Wildungen. Piccolomini essaya, le 3 septembre, de forcer les confédérés dans cette position ; mais il fut repoussé avec perte. Le duc de Longueville, attaqué, depuis le 1er septembre, d'une fièvre continue qui le mettait hors d'état de commander son armée, quitta Wildungen, le 12 septembre, pour se faire porter à Cassel. Les directeurs des armées confédérées donnèrent, d'un commun accord, le commandement provisoire de cette armée au comte de Guébriant, qui, depuis la maladie du duc, avait rempli, à la satisfaction de tous, les devoirs de cette charge. Les ennemis avaient abandonné Fritzlar et s'étaient emparés d'Ocker, dans l'intention d'y établir un pont sur le Wéser. Guébriant et Banier, pour s'opposer à l'exécution de ce projet, vinrent attaquer le château de Forstemberg, qui se rendit sans résistance, et où les confédérés établirent leur camp en présence de celui des Impériaux, qui se trouvaient à Ocker. La disette de vivres et le dépérissement, que les voyages et les campements avaient occasionés dans les deux armées belligérantes, les empêchèrent de rien entreprendre l'une contre l'autre. Le corps de troupes françaises s'étant séparé momentanément du corps suédois, Guébriant établit son quartier-général à Dassel, et marcha ensuite à Erfurt, qui avait été désigné pour la réunion de ces deux corps, et où il arriva le 26 décembre. Sur les avis que l'on reçut de la marche des ennemis dans la Bohême, la Suabe, le Wurtemberg, la Fran-

(1) Le maréchal-général Banier combla d'éloges le comte de Guébriant, et lui dit, entre autres choses flatteuses : « Je ne sais, monsieur, » ce que je dois le plus estimer en cette belle entreprise, de votre vail- » lance ou de votre conduite. Vous êtes bien digne de la réputation que » vous avez en Allemagne ; mais je dois cette reconnaissance à votre ver- » tu de déclarer que vous en méritez davantage. » (Histoire du maréchal de Guébriant par le Laboureur, pag. 224.)

au mépris de l'armistice conclu avec le pape, s'étaient insurgés, et se portaient envers les Français aux plus horribles excès. Il fit marcher contre les révoltés le général Augereau, qui les battit complétement à Lugo, et imposa à cette ville un châtiment terrible (1). Le 6 juillet, Buonaparte était arrivé devant Mantoue, après avoir envoyé, pour le siége de cette place, la plus grande partie de l'artillerie qu'il venait de conquérir en Italie. Sous ses yeux, les travaux de ce siége furent conduits avec la plus grande vigueur. Le 17 du même mois, Napoléon, dont le génie bouillant souffrait impatiemment les lenteurs d'un siége en règle, voulut essayer de se rendre maître de la place par un coup d'audace qui offrait des probabilités de succès, et dont la non réussite ne pouvait compromettre en rien le salut de l'armée; mais la chaleur excessive qui régnait alors ayant desséché les eaux du lac formé par le Mincio, les chaloupes sur lesquelles il avait fait embarquer 800 grenadiers, pour s'emparer par surprise de la porte de Catana, ne purent manœuvrer dans un limon bourbeux, et il fallut renoncer à cette entreprise. Les opérations du siége furent continuées avec la plus grande célérité; et, le feu des batteries françaises ayant fait un grand ravage dans la place, Buonaparte se crut bientôt en droit de la faire sommer. Le gouverneur, Canto d'Irlès, Espagnol d'origine, brave et habile militaire, refusa d'obtempérer à cette sommation, et déclara qu'il défendrait Mantoue jusqu'à la dernière extrémité (2). La place fut vigoureusement

---

(1) *Voyez* l'article *Augereau*, tom. I, pag. 217. On peut lire aussi dans le VI[e] vol. des Victoires et Conquêtes, pag. 103, et dans les Mémoires de Salgues, tom. I, pag. 360, l'arrêté foudroyant que prit Augereau, pour prévenir le suites de la révolte des habitants de la Romagne.

(2) Mantoue, devenue l'une des places les plus fortes de l'Europe, par les ouvrages dont on a successivement couvert ses accès, était alors défendue par une garnison de 13,000 hommes, 180 grosses pièces de rempart, 76 mortiers ou obusiers, et 76 pièces d'artillerie légère. Le prince Eugène avait été obligé par les troupes françaises d'en lever le blocus,

mort de Banier, les Impériaux cherchèrent à corrompre les officiers des troupes allemandes qui servaient dans l'armée suédoise. Le colonel Moragne forma un parti très-dangereux; et le comte de Nassau tenta de son côté d'ébranler la fidélité des Weymariens. Le comte de Guébriant parvint, par son habileté, sa fermeté et la confiance qu'il inspirait aux troupes, à rétablir le calme dans l'armée. Après avoir envoyé à la cour de France un état de la situation où se trouvaient les choses, il sollicita vivement son rappel, et la nomination d'un général en chef. Il avait établi son camp à Oscherleben, où il battit, le 4 juin, un corps que Piccolomini avait fait marcher contre lui. Les troupes de Lunébourg tenaient bloquée la ville de Wolfenbuttel, dont Guébriant crut devoir se rapprocher pour empêcher les Impériaux de faire lever ce blocus. Cette sage prévoyance fut couronnée du plus grand succès. En effet, l'archiduc Léopold et Piccolomini s'avancèrent dans cette intention; et le 29 juin, ils présentèrent la bataille aux confédérés. Guébriant, avec des troupes parmi lesquelles régnait une assez grande mésintelligence, n'en remporta pas moins une victoire complète sur les Impériaux, qui perdirent dans cette action près de 2000 hommes tués, 1500 blessés, et 45 drapeaux ou étendards. Guébriant avait constamment payé de sa personne dans cette journée, et rétabli le combat en faveur de son armée, par la vigueur avec laquelle il avait conduit lui-même des régiments contre l'ennemi, au plus fort de la mêlée. Les ennemis décampèrent; et Guébriant, après les avoir encore forcés d'abandonner leur position de Hessedan, voulait continuer de les poursuivre : mais les confédérés s'opposèrent à ce dessein, et le forcèrent de retourner au camp de Wolfenbuttel. Ils s'opposèrent également à ce qu'il secourût la ville de Dorstein, assiégée par Hasfeld. Le comte de Broé étant venu se mettre en embuscade, avec 2000 chevaux, auprès du camp des confédérés, afin d'être à portée de surprendre leurs fourrageurs, le comte de Guébriant marcha contre les ennemis, dans la nuit du 23 au 24 août; et, les ayant rencontrés à la pointe du jour, il les fit charger avec beaucoup d'impétuosité;

leur donnant la chasse en rase campagne pendant trois heures, et les défit si complétement, qu'à peine il put s'en échapper 300. Le nombre des prisonniers faits sur l'ennemi s'éleva à 750, et celui des morts fut plus considérable. La famine s'étant introduite dans le camp des confédérés, sous Wolfenbuttel, les généraux des troupes alliées résolurent de lever le blocus de cette place Cette opération eut lieu le 12 septembre, contre l'avis de Guébriant, qui fit à ce sujet une protestation : on vint camper sur la Leyne. Les Suédois voulurent se retirer de la confédération ; mais Guébriant parvint encore cette fois à les y retenir. Il jeta, vers la fin d'octobre, un secours dans Gottingue, dont Piccolomini fut obligé de lever le siége. Les troupes hessoises se séparèrent dans le même temps de l'armée confédérée. D'un autre côté, l'armée suédoise paraissait disposée à en user de même; et les Weymariens manifestaient un grand mécontentement. Guébriant sollicita de nouveau son rappel à la cour de France. On lui donna, par commission du 17 octobre, le régiment de cavalerie, vacant par la mort de Muller. La séparation des armées suédoises et françaises eut lieu à Presly, le 3 décembre; et Guébriant se mit en marche pour aller joindre les Hessois en Westphalie. Par lettres données à Corbie, le 12 octobre précédent, le roi l'avait nommé lieutenant-général, pour commander l'armée confédérée, jusqu'à ce que le duc de Longueville, qui continuait d'être malade, pût aller reprendre ce commandement. Guébriant fut reconnu en cette qualité par les alliés. S. M. lui fit expédier, le 15 du même mois, un brevet de réserve de l'ordre du Saint-Esprit, pour être reçu au plus prochain chapitre. La jonction avec les Hessois, commandée par le comte d'Éberstein, eut lieu le 12 à Wésel, où les confédérés passèrent le Rhin, les 12 et 13. Le 14, ils arrivèrent devant Ordinghen, dont on forma aussitôt le siége, et qui se rendit le 16. Guébriant battit le même jour les coureurs des garnisons de Wenloo et de Gueldres. Il marcha, le 17, pour aller combattre Lamboy, dans ses retranchements de Kempen. La victoire que remporta Guébriant, dans cette journée, fut des plus signalées, et eut

pour résultat la prise des généraux Lamboy, Mercy et Laudron; celle de 5000 hommes, tant officiers que soldats; et de tout le canon, du bagage et des drapeaux de l'ennemi, qui eut en outre 2000 hommes tués sur la place. Guébriant fit poursuivre rapidement les débris de l'armée de Lamboy, qui furent bientôt anéantis. Les drapeaux pris furent envoyés en France; et S. M. en fit don au comte de Guébriant. Cette victoire de Kempen, qu'on nomme aussi de Creweldt et de Saint-Antoine, fut d'une très-haute importance pour les confédérés. Nuitz fut investi le 23 janvier, et capitula le 26; Kempen se rendit le 7 février, et son château le 10; Léria ouvrit ses portes le 13, et son château le 15. On s'empara de Ulkrat, le 24; de Duren, le 26; et l'on mit ensuite les troupes en quartiers. Le comte de Guébriant fut nommé maréchal de France, par état donné à Narbonne, le 22 mars. Ayant reçu un renfort de 30 compagnies hollandaises, il passa le Rhin à Cologne, le 6 mai, et campa à Ordinghen, le 20 juin. Il établit ensuite son camp à Hoitun; présenta la bataille aux ennemis vers la fin de septembre; et, sur le refus qu'ils firent de l'accepter, il vint dans le pays de Gueldres pour les y attirer, et prit ses quartiers dans celui de Brunswick. Il se présenta, le 19 avril suivant, devant Leichnick; ouvrit la tranchée le même jour, et emporta la place d'assaut le 1er mai. Il leva le siége du château, le 23. Il marcha ensuite au secours du général suédois Torstenson, et obligea les Impériaux de lever le siége de Leipsick. Abandonné ensuite par le général suédois, et se trouvant fort avancé dans le pays ennemi, il fut obligé à une retraite; mais il la fit des plus glorieuses. Il commanda, en 1643, pendant le siége de Thionville, une armée chargée d'observer les troupes de Lorraine et de Bavière, qu'il tint en échec, et dont il battit plusieurs fois l'arrière-garde. Thionville se rendit au duc d'Enghien, le 10 août. Ayant été renforcé par des troupes tirées de l'armée du duc d'Enghien, et qui lui furent amenées par le comte de Rantzau, l'armée du maréchal de Guébriant passa le Rhin, près de Benfeldt, le 2 novembre 1643, et se dirigea sur le pays de Wittemberg, où elle inves-

tit Rothweil, dès le 8 du même mois. Les travaux du siége ayant été poussés avec la plus grande vigueur, le maréchal donna, le 17 au matin, des ordres pour un assaut. Il alla ensuite visiter les ouvrages, et faire battre en brèche; mais, étant demeuré assez long-temps en observation dans un endroit découvert, il fut atteint d'un coup de canon qui lui fracassa le bras droit : on le transporta à l'abbaye de Rothmunster, où on fit l'amputation. Malgré toutes les souffrances qu'il éprouvait, il ne cessa point de s'occuper de la réduction de Rothweil. Cette ville capitula le 19; et le maréchal s'y étant fait transporter le 21, y mourut le 24. Le jour même de sa mort, son armée, privé d'un chef aussi illustre, se laissa surprendre dans ses quartiers, et fut mise en déroute. Le corps du maréchal de Guébriant fut transporté à Paris, où le roi le fit enterrer, avec une grande pompe, dans l'église de Notre-Dame. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 524; *Histoire du maréchal de Guébriant, par Le Laboureur, Paris,* 1656, *in-fol.; Dupleix, le président Hénaut, Mémoires de d'Avrigny, Histoire de France, continuée par le Père Griffet; l'abbé de Nœufville, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, l'abbé Le Gendre, Bauclas, Histoire de France par Anquetil, Gazette de France.*)

DE BUDES DE GUEBRIANT (N....), de la même famille que le précédent, était colonel du régiment de Penthièvre, en 1765. On le créa brigadier, le 1er mars 1780, et *maréchal-de-camp*, le 5 décembre 1781. (*États militaires.*)

DE BUDES DE BLANCHELANDE (N....), de la même famille que les précédents, fut créé *maréchal-de-camp,* le 9 mars 1788. (*Etats militaires.*)

DE BUISSON (Pierre), *chevalier de Beauteville, lieutenant-général,* entra aux mousquetaires, en 1729, et passa lieutenant au régiment de Normandie, le 1er août 1733. Il leva, le 10 novembre, dans le même régiment, une com-

BUONAPARTE (Napoléon), *général en chef*, naquit à Ajaccio, en Corse, le 5 févier 1768 (1). Après la pacification de la Corse, Charles Buonaparte, père de Napoléon, se fit aimer des Français qu'on avait envoyés pour soumettre ce pays à l'obéissance du roi, et gagna surtout l'affection du comte de Marbeuf, gouverneur-général. Ce dernier conçut une prédilection toute particulière pour le jeune Napoléon; l'envoya en France, en 1777; le plaça d'abord près de M. l'abbé de Marbeuf, évêque d'Autun, et le fit entrer ensuite à l'école militaire de Brienne. Napoléon Buonaparte fut élevé, dans cette école, aux frais du gouvernement français. Il avait été recommandé par M. de Marbeuf, et M. le comte de Brienne le prit aussi sous sa protection. En 1781, il se présenta au concours pour l'arme de l'artillerie; et, sur 36 concurrents, il obtint la douzième place. Il fut en conséquence nommé sous-lieutenant au service de France, et attaché au régiment de la Fère. Après avoir passé sept ans à Brienne, il fut envoyé à l'école militaire de Paris, où il entra le 22 octobre 1784 (2). La revolution française ayant éclaté en 1789,

(1) Il était issu d'une famille noble de Corse, alliée, dès 1633, à la maison de Gondi, qui avait été revêtue en France, pendant plusieurs générations, des dignités les plus éminentes. (*Histoire de la maison de Gondi, par M. de Corbinelli, originaire de Florence, tom. I, pag.* 208.) Son père, Charles Buonaparte, après avoir rempli avec distinction les fonctions de la magistrature, quitta la robe pour prendre l'épée, et combattit vaillamment pour l'indépendance de sa patrie, sous Paschal Paoli, dont il devint l'ami. Lorsque la Corse envoya, en 1776, une députation des trois Ordres au roi de France, Charles Buonaparte fut choisi pour représenter la noblesse.

(2) Napoléon Buonaparte développa, à l'école de Paris, le caractère sombre et rêveur qu'il avait manifesté dans toutes ses actions à l'école de Brienne. Jamais il ne se mêlait affectueusement aux jeux de ses camarades; il parlait peu, aimait la solitude, et, de toutes ses études, il paraissait n'aimer que celles qui avaient des rapports avec l'art de la guerre. Pendant les hivers, il s'amusait à élever des remparts de neige, creuser des fossés, figurer des tours et des bastions, représenter tout l'appareil d'un siége, et simuler des attaques et des combats. Quelques biographes lui ont attribué l'aventure du jeune officier qui, ayant solli-

Buonaparte, qui était né au milieu des combats soutenus pour la cause de la liberté de la Corse, sa patrie, fut naturellement porté par son caractère, ses goûts et ses habitudes, à prendre parti pour les novateurs(1). Paoli, rappelé de la Corse par l'assemblée constituante, vint en France, en 1789, et fut reçu avec enthousiasme par les patriotes, qui lui décernèrent une couronne civique. Il accueillit avec tendresse le jeune Napoléon, fils de son ancien ami, et l'emmena avec lui, lorsqu'il retourna en Corse. Buonaparte s'y fit remarquer parmi les plus ardents partisans de la révolution, et fut fait lieutenant-colonel de la garde nationale d'Ajaccio. En 1793, Paoli fut accusé à la convention nationale de servir la cause des aristocrates; déclaré,

---

cité vainement la permission de monter dans un ballon que l'on se préparait à lancer au Champ-de-Mars, se jeta en colère sur l'aérostat, et le perça de son épée. M. Salgues, dans ses Mémoires pour servir à l'Histoire de France (t. I, p. 70), assure que l'audacieux et impatient jeune homme se nommait Dupont.

Le même auteur s'exprime ensuite ainsi : « Outre son goût pour la so»litude et les mathématiques, Napoléon professait une admiration par»ticulière pour l'histoire ancienne, et s'étudiait à imiter les manières, »les actions et jusqu'au langage des hommes les plus célèbres de l'anti»quité. Il faisait de Plutarque sa lecture favorite; en portait toujours »un volume avec lui; aimait surtout les Spartiates, et affectait de s'ex»primer, comme eux, en phrases courtes et sentencieuses. Son amour »pour les sciences exactes avait nui à ses progrès dans les lettres. Il n'eut »jamais qu'une connaissance très-imparfaite des langues anciennes, et »parlait même assez mal la langue française. Lorsqu'il écrivait, son style »était brusque, dénué de grâce et d'harmonie. »

Un des professeurs de l'École-Militaire, M. de l'Éguille, chargé de rédiger des notes sur les divers élèves, écrivit à côté du nom de Buonaparte : « Corse de nation et de caractère; il ira loin, si les circonstan»ces le favorisent. »

(1) On assure cependant qu'il balança assez long-temps entre les conseils de la reconnaissance qui lui faisait une loi de servir la cause du roi, et ceux de l'ambition qui le portait à s'attacher au parti révolutionnaire. — « Si j'avais été maréchal de France, a-t-il dit depuis, j'aurais embrassé »la défense de la cour; mais sous-lieutenant, et sans fortune, j'ai dû me »jeter dans le parti qui m'offrait le plus de chances pour mon avance»ment. »

en conséquence, traître à la patrie, et mis hors la loi. Buonaparte, fidèle à la cause des révolutionnaires, s'arma alors contre Paoli. Il servit dans l'escadre commandée par le contre-amiral Truguet; fut mis à la tête d'une expédition chargée d'attaquer les îles du détroit de Boniface; s'empara de Saint-Étienne et de son fort, et prit possession de la Magdeleine, au nom de la république française; mais il ne put conserver long-temps ses conquêtes. L'expédition des Français contre la Corse eut le résultat le plus désastreux, et le parti des novateurs fut poursuivi et proscrit rigoureusement par Paoli. Buonaparte, frappé d'un décret de bannissement, fut contraint de quitter la Corse avec toute sa famille, et vint se réfugier à Marseille, où se formait alors le plan d'une fédération méridionale, pour s'affranchir de la tyrannie de Robespierre. Vers le même temps, la convention nationale ordonna le siége de Toulon, qui s'était rendu aux Anglais. L'occasion était favorable pour les officiers sans emploi. Salicetti, député de la Corse, prenant un vif intérêt à la famille de Buonaparte, présenta Napoléon à son collègue Barras, membre de la commission révolutionnaire chargée de surveiller les opérations du siége de Toulon. Sur cette recommandation, Napoléon, alors capitaine en deuxième dans le 4[e] régiment d'artillerie, fut placé sous les ordres du général du Theil, désigné pour commander l'artillerie de ce siége. Le général du Theil, servant à regret une cause dont il désavouait les principes et les excès, se pressa peu d'arriver au poste qui lui avait été assigné. Il parut cependant un instant au quartier-général de l'armée de siége; promut Buonaparte au grade de chef de bataillon, et se retira. Napoléon se trouvant alors le plus ancien officier d'artillerie présent, reçut, des représentants Barras et Fréron, le commandement de cette arme. L'intelligence avec laquelle il prépara et fit servir les batteries, hâta la prise de Toulon (1). Elle lui valut aussi les éloges du général

(1) On a cité ce trait de Buonaparte à l'occasion de l'attaque du fort Faron, l'un de ceux qui déf[illegible] sion. Un commissaire de la con

en chef Dugommier, et le grade de général de brigade, qui lui fut conféré, le 6 février 1794, à titre de récompense de la conduite et des talents qu'il avait déployés pendant le siége de cette ville (1). L'armée républicaine victorieuse entra, le 19 décembre 1793, dans la ville de Toulon, qui fut livrée aux vengeances terribles de la convention et de ses féroces commissaires (2). Napoléon fut re-

vention voulut blâmer la position d'une batterie que venait d'établir le jeune commandant d'artillerie. « Citoyen, lui dit fièrement Buonaparte, » faites votre métier de député, et laissez-moi faire le mien d'artilleur. » La batterie restera là, et je réponds du succès. »

Dans un ouvrage anglais, imprimé à Londres en 1816, on trouve l'anecdote suivante, que l'auteur assure lui avoir été racontée par Buonaparte lui-même, dans sa traversée d'Europe à l'île Sainte-Hélène. On a dit et rappelé souvent que Napoléon avait eu une maladie de peau assez commune parmi les gens de guerre. Interrogé si le fait était vrai, il répondit qu'étant dans une batterie, au siége de Toulon, au moment où un bâtiment anglais qui s'était approché du rivage venait de tuer 2 canonniers, il avait saisi le refouloir de la main d'un des mourants qui avait la gale, et que, peu de jours après, il s'était trouvé infecté de cette maladie.

(1) Ce fut au siége de Toulon que Buonaparte commença à se distinguer par son intelligence et son audace. Il s'était aperçu que les généraux avaient fait de mauvaises dispositions; il eut le courage de le dire et d'en indiquer de meilleures. On rit d'abord de sa présomption; mais on reconnut ensuite qu'il avait raison, et on suivit le plan qu'il proposait. Le général en chef Dugommier l'appela à un conseil qu'il tint le 26 décembre. (Mémoires de Salgues, tom. I, pag. 112.)

(2) M. Gallois s'exprime ainsi dans la continuation de l'Histoire de France par Anquetil (tom. X, pag. 105): « Nous ne répéterons pas ici » l'imputation qu'on lui a faite (à Buonaparte) depuis sa chute d'avoir » commandé et dirigé le feu du canon qui fit périr plusieurs milliers de » Toulonnais (dans les mitraillades ordonnées par les commissaires de la » convention, après la prise de Toulon). Nous ne transcrirons pas davan» tage la lettre exécrable qu'on l'accuse d'avoir écrite du champ du carna» ge aux représentants du peuple.... Ces accusations, qui n'ont jamais été » prouvées, pourraient bien n'être que des actes d'une vengeance peu gé» néreuse, et ne méritent pas d'occuper une place dans l'histoire. » M. Salgues, dans ses Mémoires pour servir à l'Histoire de France (tom. I, pag. 126), révoque également en doute l'authenticité de la lettre, et fonde ce doute sur ce qu'il paraît difficile de croire que Buonaparte aurait

commandé à la convention nationale, dans le rapport du général Dugommier sur le siége de Toulon; et le représentant Poultier, commissaire envoyé dans la Provence, le chargea de la défense des côtes de la Méditerranée. Il s'acquitta de cette mission de manière à faire louer son intelligence, et l'économie dont il avait donné des preuves en supprimant les batteries partout où il avait jugé qu'il était impossible aux ennemis de tenter une descente. Il indiqua aussi des travaux à faire, et proposa le rétablissement du fort Saint-Nicolas, à Marseille. En 1794, Buonaparte commanda en chef l'artillerie de l'armée d'Italie. Après la révolution du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), qui mit un terme au régime affreux et sanglant de la terreur, Buonaparte fut suspendu de ses fonctions, et arrêté par ordre du représentant du peuple Beffroi, commissaire de la convention près l'armée d'Italie. Salicetti, député de la Corse, qui avait conservé quelque crédit, parvint cependant à faire révoquer l'arrêté de son collègue Beffroi, et Napoléon recouvra sa liberté; mais il fut compris dans la réforme adoptée par le gouvernement sur la proposition du député Aubry, président du comité militaire. Il se rendit à Paris, pour y détruire, s'il était possible, les préventions élevées contre lui; et n'ayant pu réussir, il se trouva bientôt réduit à un état voisin du besoin. Dans cette extrémité, il sollicita la permission de quitter le service de France, et de passer à celui de la Porte ottomane, qui armait alors contre l'Autriche, et recherchait les officiers français, surtout ceux de l'artillerie. Le comité de salut public refusa la permission, sur l'avis de Jean-Debry, qui représenta que l'armée française manquait de bons officiers de cette arme. Jean-Debry, et Fréron, parvinrent même à faire donner à Buonaparte le commandement de l'artillerie en Hollande. Napoléon se disposait à partir,

---

écrit aux représentants du peuple Fréron et Robespierre jeune, qui se trouvaient alors à Toulon, pour leur apprendre ce qu'ils savaient comme lui de la mitraillade des Toulonnais, ordonnée par eux, et exécutée sous leurs yeux.

pour aller prendre ce commandement, lorsque les circonstances qui précédèrent la journée du 13 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795), vinrent lui ouvrir une nouvelle carrière. Après la chute de Robespierre, la France était passée du joug des *terroristes* sous le sceptre des *thermidoriens* (1). La convention nationale, sous prétexte de veiller à la conservation de la constitution, voulut se perpétuer, et rendit un décret par lequel elle maintenait dans leurs fonctions de représentants du peuple les deux tiers de ses membres qui devaient être remplacés. Ce fut alors que les sections de Paris manifestèrent une opposition très marquée aux prétentions de la convention qui, ne pouvant se soutenir par le droit, essaya de se conserver par la force. Elle appela autour d'elle le plus de troupes réglées qu'elle put réunir; fit sortir des bagnes les démagogues fanatiques et les agents de la terreur, qu'elle avait précédemment désarmés et incarcérés; les décora du titre de patriotes de 1789, et les appela au secours de la république. On vit alors accourir à Paris, de tous les points de la France, les incendiaires de la Vendée, les démolisseurs de Lyon, les assassins du 2 septembre, et une foule d'officiers qui avaient été chassés des armées, pour cause d'ineptie ou de terrorisme. La convention les ayant rassemblés au nombre de 3000, les arma; leur donna le nom de *phalange sacrée;* et, sur la proposition de Barras, mit à leur tête Napoléon Buonaparte. Malgré tous ces préparatifs hostiles, la presque totalité des sections de Paris refusait de transiger avec la convention, et s'occupait, dans les assemblées primaires, de faire des choix pour le renouvellement de la représentation nationale. La convention avait fixé au 20 vendémiaire la réunion des assemblées électorales; mais quelques sections, bravant le décret, se réunirent dès le 11. Celle de *Lepelletier* fut cernée, dans la nuit du 12, par les troupes conventionnelles. Le 13, les deux partis, qui réciproque-

(1) On nommait ainsi les députés de la convention et leurs nombreux adhérents, qui avaient fait la révolution du 9 thermidor.

ment n'avaient voulu se prêter à aucun accommodement, se trouvèrent en présence et en armes. Buonaparte avait rangé le *bataillon sacré* sur la terrasse, devant le château des Tuileries, où siégeait la convention. Une pièce de quatre et une de huit, placées par ses ordres, défendaient la rue du Dauphin, et menaçaient le portail de Saint-Roch. A cinq heures après midi, l'action s'engagea sur tous les points entre les troupes conventionnelles et parisiennes. Sur les degrés de l'église Saint-Roch se trouvait rassemblée une foule considérable, qui se composait d'un bataillon de la section de la *Butte-des-Moulins*, et d'un grand nombre d'individus non armés, amenés sur ce point par la curiosité, ou par le bruit d'une pacification prochaine dont l'annonce avait été répandue. Buonaparte, voulant déloger le bataillon de la Butte-des-Moulins de ce poste, fit avancer par la rue du Dauphin ses deux pièces d'artillerie, qui tirèrent à mitraille, et firent un ravage effroyable dans les rangs pressés contre lesquels elles furent dirigées. En peu de temps, il devint maître du terrain qu'il avait jonché de morts et de mourants, et sa colonne, continuant à faire des progrès effrayants, rompit, à coups de canon, tous les obstacles qui lui furent opposés. A huit heures du soir, les troupes de la convention étaient partout victorieuses et maîtresses du champ de bataille. Dans la séance du 18 vendémiaire (10 octobre), Barras, qui avait commandé en chef les troupes conventionnelles, fit, à la convention nationale, le plus grand éloge de Buonaparte; attribua aux dispositions promptes et savantes faites par ce dernier le succès de la défense du lieu des séances de l'assemblée, et obtint pour lui séance tenante la confirmation du grade de général en second de l'armée de l'intérieur. Quelque temps après, Napoléon fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, en remplacement du général Schérer (1). Il arriva au quartier-

(1) En apprenant sa nomination au commandement de l'armée d'Italie, il s'écria : « J'y perdrai la tête, ou l'on me reverra plus haut qu'on » ne s'y attend. » — « Avancez-le, disait un général au directoire, ou il » s'avancera sans vous. » (*Mémoires de Salgues, tom. I, pag.* 189.)

d'un homme d'état consommé (1). La ville de Reggio (2), dans le duché de Modène, avait arboré le drapeau tricolore, dès le 26 août. Bientôt cet exemple fut suivi dans les légations de Ferrare et de Bologne, que le pape avait cédées à la France, par l'armistice du 26 juin précédent; et la *république Cispadane* fut fondée. A l'imitation de leurs voisins, les Lombards adoptèrent aussi le gouvernement républicain, sous le nom de *république Transpadane*. Tout en donnant ses soins à la création de ces deux républiques, Buonaparte n'avait point oublié qu'une des dépendances de la république française, que la Corse, sa patrie, était encore au pouvoir des Anglais, qui l'avaient envahie en 1794. Un grand nombre de Corses, mécontents du joug oppresseur des Anglais, et qui s'étaient réfugiés sur le continent, vinrent s'établir à Livourne, aussitôt que les Français eurent pris possession de ce port. Napoléon, attentif à tout ce qui se passait, prit, auprès de ces réfugiés, des renseignements sur la situation des choses en Corse, et se mit en mesure de profiter des intelligences qu'ils s'étaient ménagées dans ce pays. Il fit secrètement des préparatifs dans le port de Livourne; et, lorsqu'il sut que les Anglais avaient dégarni la Corse pour occuper Porto-Ferrajo, dans l'île d'Elbe, il confia au général Gentilli, son compatriote, la conduite d'une expédition, qui aborda en Corse le 19 octobre, et se rendit, en quelques jours, maîtresse de cette île, que les Anglais évacuèrent précipitamment. Pendant que les blocus de Mantoue se continuait, des maladies épidémiques, d'un caractère très-fâcheux, faisaient de grands ravages dans l'armée française, et moissonnaient beaucoup de braves que le hasard des batailles avait épargnés. D'un

(1) On prétend qu'à cette époque Buonaparte était devenu familier avec la politique de Machiavel, et que ce fut dans le livre de ce Florentin qu'il puisa les principes de la conduite qu'il tint dès lors et dans la suite.

(2) Reggio est la patrie de l'Arioste, qui y naquit en 1474. Ce poète célèbre, auteur du poëme d'*Orlando Furioso* (Roland le Furieux), mourut en 1533.

approfondie de l'art de la guerre (1). Le 13 du même mois, il fit forcer les gorges de Millésimo par la division Augereau. Le général autrichien Provéra, qui les avait vaillamment défendues, fut contraint de se rendre prisonnier, avec 1500 hommes, dans le château de Cossaria. Le 14, Buonaparte fit effectuer le passage de la Bormida, et chassa les ennemis de Dégo, après un combat très-opiniâtre. Dans les journées des 13 et 14, les coalisés avaient perdu 22 pièces de canon, 15 drapeaux, 2500 hommes tués, et 8 à 9000 faits prisonniers (2). Le projet de Napoléon étant de se porter sur Mondovi, afin de se placer entre l'armée austro-sarde et la capitale du Piémont, qu'elle devait protéger, il prit, en conséquence, toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de ce plan hardi, dont la réussite eut lieu en moins de quinze jours. Après leurs défaites à Montenotte, Millésimo et Dégo, les troupes de Beaulieu s'étaient retirées précipitamment par les routes d'Acqui et de Gavi, pour se mettre sous la protection des remparts de Tortonne. Buonaparte jugea le moment favorable pour attaquer l'armée sarde, que commandait le général Colli, et l'isoler du grand corps d'armée des alliés. Par ses ordres, le général Augereau quitta, le 16 avril, les hauteurs de Monte-Zemolo, et vint attaquer les redoutes qui protégeaient le camp retranché de Céva. Les Piémontais y firent une longue et vigoureuse résistance; mais le général Colli craignant de se voir tourné par les colonnes des généraux Serrurier et Rusca, que Napoléon avait fait avancer pour soutenir l'attaque d'Augereau, évacua pendant la nuit son camp de Céva, fit sa retraite sur Mondovi, et prit une forte position au confluent de la Corsaglia et du Tanaro. Le 18, Buonaparte porta son quartier-géné-

---

(1) Buonaparte n'était âgé que de 26 ans, et n'avait servi jusqu'alors que dans l'arme de l'artillerie.

(2) Le directoire-exécutif adressa au général Buonaparte, sous la date du 4 floréal an 4 (23 avril 1796), une lettre de félicitation sur les victoires remportées par l'armée d'Italie.

Sardaigne, renfermé dans sa capitale avec les débris de son armée, commençait à trembler sur son trône; et le peuple de Turin, qui craignait les horreurs d'un siége et celles du pillage, demandait la paix à grands cris. Le 27 avril, le général Colli écrivit à Buonaparte, pour lui annoncer que son souverain allait envoyer à Paris des plénipotentiaires pour y traiter de la paix, et qu'en attendant les forteresses demandées seraient remises à l'armée française. En même temps, le roi de Sardaigne envoya traiter avec Buonaparte des conditions d'une suspension d'armes, qui fut signée à Cherasco, le 28. Les négociations furent suivies avec beaucoup d'activité, et la paix définitive entre la république et le gouvernement sarde fut signée, à Paris, le 15 mai. Les conditions de ce traité furent toutes à l'avantage de l'armée française, qui, outre les places de Céva, Coni et Tortonne, déjà accordées par l'armistice, obtint encore les forteresses de Suze, d'Exiles, de l'Assiette, de la Brunette, de Château-Dauphin et d'Alexandrie. A cette dernière place pouvait être substituée celle de Valence, si le général en chef de l'armée française le préférait. L'occupation de ces forteresses procura des approvisionnements considérables en tous genres, et dans la seule ville de Tortonne, dont l'armée d'Italie prit possession le 6 mai (1), on s'empara de plus de 100 pièces de canon de bronze. Ainsi Buonaparte trouvait, dans les succès mêmes qu'il venait de remporter, les moyens de s'en procurer de nouveaux.

» chers stériles. Illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie, vous » égalez aujourd'hui par vos services l'armée conquérante de Hollande et » du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné » des batailles sans canon, passé des rivières sans ponts, fait des marches » forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. » Les phalanges de la liberté étaient seules capables de souffrir ce que » vous avez souffert. Grâces vous en soient rendues, soldats! la patrie » reconnaissante vous devra sa prospérité; et si, vainqueurs de Toulon, » vous présagiez l'immortelle campagne de 1813, vos victoires actuelles » en présagent une plus belle encore. »

(1) Les fortifications nouvelles de cette place avaient seules coûté au roi de Sardaigne plus de 15 millions de livres tournois.

A la nouvelle de l'armistice conclu entre les armées française et sarde, le général autrichien Beaulieu s'était hâté d'opérer précipitamment une retraite, qu'il avait jugée indispensable pour couvrir le Milanais, menacé par les Français; et, dès le 2 mai, il traversa le Pô sur le pont de Valence, qu'il coupa. Buonaparte, qui n'était pas homme à se laisser devancer, en mesures promptes et rapides, par le général autrichien, avait, de son côté, fait avancer ses troupes à marches forcées : ses colonnes arrivèrent sur le Pô presque en même temps que celles de Beaulieu. Ce fleuve offrait aux Autrichiens la meilleure ligne défensive qu'ils pouvaient désirer, et son passage était désormais le seul obstacle qui pût arrêter l'armée française, et ralentir l'accomplissement des projets de Napoléon. Trois endroits, Valence, Plaisance et Crémone, paraissaient les seuls où l'on pût espérer d'effectuer ce passage; mais le premier et le dernier de ces points offraient de graves inconvénients, soit par la quantité de torrents ou de rivières qui coulent transversalement dans la direction des routes, soit à cause du Tésin, qu'il aurait fallu franchir, et qui présentait de grandes difficultés naturelles, augmentées encore par les travaux que les Autrichiens avaient faits sur ses bords. Buonaparte, avec ce coup d'œil rapide qui lui était propre, reconnut bientôt les avantages ou les inconvénients du terrain sur lequel il avait à manœuvrer; et, la prudence lui défendant d'exécuter le passage du Pô à Valence ou à Crémone, il résolut de le traverser à Plaisance (1). Pour réussir dans cette entreprise, il fallait tourner la gauche de l'armée autrichienne; donner le change au général Beaulieu, et l'empêcher de mettre obstacle à cette manœuvre, qui était extrêmement hasardeuse. Buonaparte calcula avec tant de justesse toutes ses combinaisons militaires, qu'elles eurent un plein succès. Il fait de grandes démonstrations

---

(1) En cela, il fut, dit le continuateur d'Anquetil, plus avisé que François Ier. Ce fut en 1525 que François Ier fit effectuer le passage du Pô, auquel M. Gallais fait ici allusion.

à recommencer le combat. Napoléon descend alors de cheval, prend un drapeau (1), se met à la tête de ces braves, et s'élance sur le pont. Le feu de l'ennemi redouble, et fait un ravage horrible dans la colonne serrée des assaillants, où tous les coups portaient. Muiron, aide-de-camp du général en chef, est tué roide à ses côtés; et si Napoléon ne fut pas lui-même atteint, il le dut au dévouement de l'adjudant-général Belliard, et de quelques officiers de son état-major qui le couvrirent de leurs corps. Enfin, la colonne française fait encore un mouvement rétrograde. Buonaparte, entraîné par les grenadiers qui abandonnaient le pont, était remonté à cheval, lorsqu'une décharge à mitraille écrase et renverse tout ce qui l'entourait. Le coursier qu'il montait, effrayé par cette terrible canonnade, se jette dans le marais et s'y embourbe avec son cavalier. Les Autrichiens, qui s'étaient mis à la poursuite de la colonne en retraite, eurent bientôt dépassé le général en chef de plus de cinquante pas. Belliard, ayant vu le danger que courait Buonaparte, encourage les grenadiers qui fermaient la marche de la colonne; leur fait faire volte-face, repousse l'ennemi, et donne le temps à Napoléon de se retirer du bourbier (2). Buonaparte rejoignit la colonne, ordonna la retraite sur la rive droite de l'Adige, et fit prendre position à ses troupes près du village de Ronco. Pendant qu'à la droite de l'armée française Augereau éprouvait un si rude échec, Masséna avait réussi dans son entreprise contre la colonne du général autrichien Provera, qu'il avait culbutée près de Bionde, et chassée de Porcil. Quoique Buonaparte se fût convaincu des difficultés du terrain sur lequel il avait opéré la veille, il n'en persista pas

(1) Le corps-législatif décida que les 2 drapeaux portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis, par Buonaparte et Augereau, seraient donnés à ces deux généraux comme récompense nationale.

(2) Si les Autrichiens avaient su qu'ils tenaient, pour ainsi dire, l'homme qui devait un jour remuer toute l'Europe et mettre l'Autriche à deux doigts de sa perte, il est probable qu'ils eussent tenté de plus grands efforts pour s'en rendre maîtres.

res, ils forcèrent à la retraite le général Liptay : celui-ci ne put même rallier ses troupes à Cadagno, et fut obligé de repasser l'Adda à Pizzighitone. La perte des Autrichiens dans cette action s'éleva à 300 hommes tués, 500 faits prisonniers, 300 chevaux, bon nombre de pièces d'artillerie, et quantité de bagages. Après avoir ainsi défait Liptay, Buonaparte jugea fort sagement que Beaulieu marcherait au secours de ce général. En conséquence, il revint sur ses pas; envoya le général Laharpe sur Cadagno, et fit observer Pizzighitone et le cours de Lambro par le reste de son armée. Effectivement, Beaulieu, arrivé à Casal-Pusterlengo, fit attaquer de nuit la division du général Laharpe, qui se laissa surprendre. Ce général fut tué dans l'action ; mais le général Berthier, ayant pris le commandement de la division, culbuta à son tour les Autrichiens; s'empara de Casal-Pusterlengo, et força Beaulieu de se replier précipitamment sur Lodi, où il se disposa à défendre le passage de l'Adda. Sur ces entrefaites, le duc de Parme, épouvanté par la présence d'une armée dont les exploits étaient si rapides, conclut une suspension d'armes avec le général Buonaparte, et s'obligea à payer une contribution militaire qui fut fixée à 2 millions de francs, 1700 chevaux de diverses armes, 2000 bœufs, 10,000 quintaux de blé et 5000 d'avoine. Dans cette circonstance, Buonaparte voulut imiter les Romains, qui ornaient leur capitale par les chefs-d'œuvre des arts enlevés aux peuples vaincus. Il exigea que vingt des plus beaux tableaux, qui se trouvaient dans les états de Parme et de Plaisance, fussent mis à sa disposition, pour être envoyés à Paris (1). On a vu plus haut que Beaulieu,

(1) Parmi ces tableaux choisis par Buonaparte se trouvait la communion de Saint-Jérôme, chef-d'œuvre du Dominiquin. Le duc de Parme fit proposer à Napoléon de lui payer particulièrement deux millions, s'il voulait lui laisser ce tableau. Buonaparte, dont l'unique fortune consistait alors dans son traitement de général en chef, refusa fièrement de souscrire à cette proposition, et répondit au grand-duc : « Honoré de la » confiance de la république, je n'ai pas besoin de millions. Tous les » trésors des deux duchés ne sauraient valoir à mes yeux la gloire d'offrir » à ma patrie le chef-d'œuvre du Dominiquin. »

retiré derrière l'Adda, se préparait à en défendre le passage à Buonaparte. Maître d'un fleuve aussi rapide que profond; recevant des subsistances de Mantoue et attendant des renforts, le général autrichien, tout battu qu'il avait été, pouvait encore rétablir les affaires en sa faveur : Buonaparte ne conçut cependant aucune crainte. Pour la seconde fois, il donna le change à Beaulieu sur le point où il comptait opérer, et envoya, le 10 mai, de son quartier-général, alors établi à Casal-Pusterlengo, des ordres à toutes ses divisions pour une bataille générale, à laquelle il voulait engager son ennemi. Beaulieu, qui redoutait d'en venir aux mains avec les Français, se retira du côté de Créma, laissant toutefois 10,000 hommes, sous le commandement du général Sébottendorff, pour défendre le pont de Lodi. Buonaparte avait encore cette fois à choisir entre trois points pour tenter le passage de l'Adda; mais il manquait de bateaux et d'équipages pour l'exécuter à Pizzighitone, et il aurait fallu faire deux jours de marches forcées pour aller l'essayer par le pont de Cassano, que Beaulieu pouvait détruire. Ces diverses considérations déterminèrent Napoléon à choisir le pont de Lodi, quoique ce point fût le plus fortifié, et celui sur lequel on devait s'attendre à éprouver le plus de résistance. Le pont de Lodi, devenu si célèbre par le glorieux passage de l'armée française. avait 100 toises de longueur. Il était défendu par les 10,000 hommes du général Sébottendorff, et par 30 pièces d'artillerie disposées de manière à le balayer, dans le cas où les Français voudraient le traverser. Le 11 mai, Buonaparte fit marcher sur Lodi les divisions Masséna et Augereau. La brigade Dallemagne chassa d'abord un bataillon du régiment de Nadasty; lui fit repasser l'Adda, et s'empara d'un de ses canons. Pendant que les autres divisions de l'armée arrivaient, Buonaparte se porta à la tête du pont, pour en faire lui-même la reconnaissance. Une batterie de canons, élevée par son ordre et sous ses yeux, malgré une grêle de mitraille épouvantable, fut bientôt en état de répondre à l'artillerie des Autrichiens. Dans le même temps, il ordonne à Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée

en masse, et de la conduire à l'attaque. Aussitôt les tambours battent la charge, et la redoutable colonne s'élance sur le pont; mais les trente pièces de canon de l'ennemi vomissant la mort dans les rangs des grenadiers, ceux-ci s'arrêtent et paraissent hésiter. Un moment d'incertitude de plus, et tout était perdu; mais, à la voix de leurs généraux, qui donnent l'exemple, les grenadiers s'élancent de nouveau; traversent le pont; culbutent l'ennemi; dispersent ses bataillons, et enlèvent 22 pièces de canon. La perte des Autrichiens fut évaluée à près de 3000 hommes morts, blessés ou faits prisonniers, et celle des Français, à 1000 hommes hors de combat (1). Buonaparte fit poursuivre le troupes de Sébottendorff jusqu'à Fontana. Pizzighitone se rendit le 12, après une canonnade assez vive, et Crémone ouvrit ses portes. Le général Beaulieu était alors en marche pour se retirer derrière le Mincio, et se mettre sous la protection des fortifications de Mantoue. Napoléon, qui sut toujours se servir de l'opinion publique, comme d'un levier non moins puissant que les armes, résolut de ne pas différer de s'emparer de Milan, afin de dónner aux peuples d'Italie la plus haute idée de ses forces. Il projetait en même temps de s'occuper, dans cette ville, de la nouvelle organisation politique de la Lombardie, qu'il venait de conquérir. Milan n'était défendu que par 1800 hommes, que le général piémontais Colli avait jetés dans le château, après sa défaite à Buffarola. Le 13 mai, une députation de la ville vint, à Marignan, apporter à Buonaparte les clefs de Milan, où le général Masséna entra, le 14. Buonaparte y fit son entrée triomphante, le 15; y établit son quartier-général, et dès le lendemain, il s'occupa de presser le siége de la citadelle. Il imposa sur la ville une contribution de 20 millions, qui fut en partie payée avec des espèces monnayées provenant de la fonte de l'argenterie des églises. En même temps, les

---

(1) Pour éterniser la mémoire de cette action glorieuse, Buonaparte, devenu tout-puissant en France, donna le nom de *rue du Pont de Lodi* à une de celles qui furent construites à Paris sous son consulat.

artistes que le directoire lui avait envoyés, sur sa demande, s'occupaient de la recherche de tous les objets d'arts ou curieux qui furent enlevés, et adressés au musée de Paris (1). Buonaparte, tout en s'occupant, à Milan, de l'organisation administrative de la Lombardie, faisait avancer ses colonnes dans le Milanais, à la poursuite des débris de l'armée autrichienne. Une de ces colonnes s'empara de la ville de Côme, le 17 mai, et s'approcha de Modène. Le duc de Modène s'enfuit à Venise, et de cette retraite, il fit demander à Napoléon une suspension d'armes, que ce dernier lui accorda, par un armistice conclu le 20, et dont les principales conditions furent le paiement à la république française de 7 millions 500,000 livres, ainsi que la remise de vingt tableaux, au choix des artistes attachés à l'armée d'Italie. A la conduite modérée que les Français avaient tenue dans le Milanais, lorsqu'ils en firent la conquête, succédèrent bientôt des violences, telles que s'en permettent presque toujours les subalternes, lorsqu'ils sont autorisés à requérir de force les denrées dans les campagnes. Ce motif d'une part, et de l'autre l'enlèvement de l'argenterie des églises, ainsi que les taxations imposées aux riches habitants de Milan, pour le paiement des 20 millions de la contribution militaire, concoururent à opérer dans la Lombardie un mouvement insurrectionnel spontané. Buonaparte était à Lodi, lorsque l'avis de cette insurrection lui parvint. Le général français, qui n'était pas homme à reculer à l'aspect du danger, prend aussitôt avec lui 300 chevaux et un bataillon de grenadiers; rebrousse chemin, le 24 mai, et arrive à Milan, où sa seule présence suffit pour rétablit l'ordre. Il marche ensuite vers Pavie, qui était le foyer central de l'insurrection, et arrive sous les murs de cette place, après avoir fait incendier le village de Binasco. Pavie fut soumis, après avoir essayé vainement de se défendre; et Buonaparte tira de cette ville une vengeance bien propre à ré-

(1) Le détail de ces objets se trouve dans le *Moniteur* du 18 prairial an 4 (6 juin 1796).

pandre l'effroi parmi les Italiens, et à détruire la rébellion jusque dans ses racines (1). Cependant Beaulieu avait profité du peu de temps que Buonaparte avait consacré à réduire l'insurrection des Lombards, pour se replier sur le Mincio, au-delà duquel il prit une position déjà redoutable par elle-même, et qu'il chercha à rendre inexpugnable par tous les moyens que l'art put lui fournir. Buonaparte ayant mis son armée en mouvement, fit lui-même la reconnaissance de la ligne ennemie, et arrêta aussitôt ses dispositions d'attaque. Donnant une troisième fois le change au général autrichien, il lui fit croire que son intention était de tourner ses positions par le haut du lac de Garda, et fit manœuvrer ses divisions en conséquence; mais de manière à pouvoir les réunir promptement sur le point

(1) Avant d'employer la force pour réduire les rebelles, Buonaparte avait cherché à les faire rentrer dans le devoir par la voix de la douceur. Ayant mandé près de lui l'archevêque de Milan, il l'avait envoyé porter aux habitants de Pavie des paroles de paix et de conciliation; mais le peuple de Pavie, qui se trouvait renforcé de 5 ou 6 mille paysans, persista aveuglément dans la rébellion. Voici en quels termes Buonaparte rendit compte au directoire de l'expédition contre cette ville: « Je me portai à la pointe » du jour sur Pavie; les avant-postes des rebelles furent culbutés. La ville » paraissait garnie de beaucoup de monde, et en état de défense. Le château avait été pris, et nos troupes (300 hommes) faites prisonnières. Je » fis avancer l'artillerie, et après quelques coups de canon, je sommai ces » misérables de mettre bas les armes, et d'avoir recours à la générosité » française. Ils répondirent que tant que Pavie aurait des murailles ils ne » se rendraient pas. Le général Dammartin fit placer de suite le 6e bataillon » de grenadiers en colonne serrée, la hache à la main, avec 2 pièces de » huit en tête. Les portes furent enfoncées; cette foule immense se dispersa, se réfugia dans les caves et sur les toits, essayant en vain, en jetant des tuiles, de nous disputer l'entrée des rues. Trois fois l'ordre de » mettre le feu à la ville de Pavie expira sur mes lèvres, lorsque je vis » arriver la garnison du château qui avait brisé ses fers, et venait, avec » des cris d'allégresse, embrasser ses libérateurs. Je fis faire l'appel; il se » trouvait qu'il n'en manquait aucun. Si le sang d'un Français avait coulé je voulais faire élever des ruines de Pavie une colonne sur laquelle » j'aurais fait écrire : *Ici était la ville de Pavie*. J'ai fait fusiller la municipalité, arrêter 200 otages que l'on fait passer en France. Tout est » aujourd'hui parfaitement tranquille, et je ne doute pas que cette leçon » ne serve de règle aux peuples d'Italie. »

qu'il avait choisi pour son opération. Le 29 mai, à deux heures du matin, toutes les colonnes françaises se dirigèrent sur Borghetto, où Buonaparte avait résolu d'effectuer le passage du Mincio. L'avant-garde chassa d'abord un corps de 5000 hommes qui défendait les approches du pont, dont les Autrichiens coupèrent une arche, en se retirant. Déjà l'on s'occupait à raccommoder ce pont, sous le feu de l'artillerie ennemie, lorsque 50 grenadiers français, impatients de joindre l'ennemi, se jettent à l'eau, tenant leurs fusils élevés sur leurs têtes. Les sòldats autrichiens, croyant revoir la terrible colonne de Lodi, lâchent pied, et donnent, par leur éloignement, la facilité de rendre le pont praticable. Bientôt le Mincio est franchi (1), et les Autrichiens poursuivis jusqu'à Valeggio, dont on s'empare. En même temps, Buonaparte fait marcher la division Augereau sur Peschiera, afin de couper aux ennemis les gorges du Tyrol, et de leur ôter tout moyen de retraite. Le général autrichien, instruit de cette manœuvre, se hâte de gagner la route de Castelnovo. Augereau arrive à Peschiera, qu'il trouve évacué. Enfin, on s'empare de Castelnovo, ainsi que de Rivoli, et dès lors les Autrichiens sont presque entièrement expulsés de l'Italie. Il ne leur restait plus que la forteresse de Mantoue et le château de Milan. L'occupation de Véronne

---

(1) Dans son rapport au directoire-exécutif, Buonaparte dit que, pour citer les hommes qui se sont distingués au passage du Mincio, il faudrait qu'il nommât tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde. « Rien » n'égale, dit-il, leur intrépidité, si ce n'est la gaieté avec laquelle ils » font les marches les plus forcées. Ils chantent tour à tour la patrie et » l'amour. Vous croirez peut-être qu'arrivés à leurs bivouacs, ils doivent » au moins dormir. Point du tout. Chacun fait son plan d'opération du » lendemain, et souvent l'on en rencontre qui voient très-juste. L'autre » jour je voyais défiler une demi-brigade; un chasseur s'approche de mon » cheval, et me dit : « Général, il faut faire cela. » — Malheureux, lui ré- » pondis-je, veux-tu bien te taire! C'était justement ce que j'avais ordon- » né que l'on fît. Je l'ai fait chercher en vain; il avait disparu. » Buonaparte, dont l'imagination était nourrie de la lecture des grands capitaines, voulait faire ce soldat officier, et imiter en cela Turenne, qui en pareille circonstance récompensa par ce grade un soldat qui avait pénétré son plan.

devenait un des fruits les plus utiles que l'armée française pût recueillir de la dernière victoire remportée sur Beaulieu. Cette ville appartenait aux Vénitiens; mais comme ceux-ci avaient permis aux Autrichiens d'occuper Peschiera, Buonaparte usa de représailles, et fit entrer la division Masséna dans Véronne, le 3 juin 1796 (1) (2). Nous venons de dire que Mantoue était la seule forteresse qui restât aux Autrichiens dans l'Italie : ce fut là que Beaulieu se réfugia, après sa dernière défaite. Buonaparte fut à peine maître de Véronne, qu'il donna ordre à ses colonnes de poursuivre les débris de l'armée autrichienne. Dès le 4 juin, la division Augereau se trouvait devant Mantoue, et avait déjà pris possession du faubourg de Cériolo (3). Les

---

(1) Après la mort de Louis XVI, Monsieur (aujourd'hui Louis XVIII) quitta Turin, et se rendit à Véronne, où il se trouvait encore quelques jours avant l'entrée des troupes françaises dans cette place. Le sénat de Vénise avait long-temps refusé d'obtempérer aux demandes du directoire-exécutif, qui exigeait l'expulsion du prince des états vénitiens; mais lorsque la victoire eut rendu les Français tout-puissants en Italie, les sénateurs vénitiens donnèrent à Monsieur, et avec arrogance, l'ordre précis de s'éloigner des terres de la république. Le prince français, outragé, montra dans son indignation une juste fierté, et répondit qu'il sortirait sans regret des états de Venise, mais qu'il exigeait avant son départ qu'on rayât du livre d'or les six noms de sa famille qui y étaient inscrits, et de plus, qu'on lui rendît l'épée que son aïeul Henri IV avait donnée à la république. Le sénat, respectant peu l'infortune et la grandeur d'âme du prince français, consentit sans peine à la première demande; mais sur la seconde, il répondit qu'il ne rendrait l'épée qu'après avoir été remboursé des sommes considérables que la république vénitienne avait prêtées à Henri IV. Cette réponse indécente de la part d'un gouvernement qui, en osant la faire, se plaçait au rang des prêteurs sur gages, était d'autant plus déplacée, qu'en 1601, les ambassadeurs de la république avaient rendu à Henri IV l'obligation qu'il avait souscrite de sa main pour le paiement de ces mêmes sommes.

(2) Dans sa lettre du 3 juin au directoire-exécutif, Buonaparte dit : « Je n'ai pas caché aux habitants de Véronne que si le *prétendu roi de* » *France* n'eût évacué leur ville avant mon passage du Pô, j'aurais mis » le feu à une ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire » français. »

(3) Un tambour, âgé de douze ans, se distingua particulièrement dans

autres divisions arrivèrent, et prirent successivement les positions que Buonaparte leur avait assignées (1). Cependant, des indices de soulèvements nouveaux se manifestaient dans le pays conquis; les communications avec la rivière de Gênes étaient menacées, et les équipages de siége n'étaient point préparés. Buonaparte, qui, dans les premiers temps de sa gloire militaire, sut allier souvent une grande prudence à beaucoup d'audace, se borna cette fois à bloquer Mantoue; et, après avoir laissé devant cette place les troupes nécessaires pour cette opération, il retourna sur ses pas, avec divers détachements de son armée, pour rétablir l'ordre dans l'intérieur de l'Italie. Les rapides succès de son armée avaient contraint le roi de Sardaigne, le duc de Parme et celui de Modène, à faire leur paix avec la république. Le grand-duc de Toscane, voué au bonheur de ses sujets, manifestait des intentions pacifiques; mais il n'en était pas ainsi de Naples, Rome et Venise, seules puissances dont Buonaparte eût à redouter les efforts. Aussi se décida-t-il à faire marcher rapidement une forte colonne sur la Romagne, pour imposer aux gouvernements romain et napolitain, et ôter à ses adversaires le temps de se concerter entre eux. La conviction bien réelle du génie de Buonaparte, et de l'invincible valeur de son armée, suffit pour engager la cour de Naples, toute ennemie qu'elle fût de la France (2), à proposer à Buonaparte une suspension d'armes, que celui-ci signa, le 5 juin 1796,

---

l'attaque de ce faubourg; on le vit grimper avec une audace incroyable, et sous le feu de l'ennemi, au haut d'une tour, en ouvrir la porte et y introduire les Français.

(1) A la vue de Mantoue, les soldats, emportés par un excès d'audace bien naturel à des hommes qui avaient surmonté tant d'obstacles, prétendaient se former en colonnes, et enlever cette ville d'emblée. On leur montra les canons dont les remparts étaient hérissés. « A Lodi, répondirent-ils, il y en avait bien davantage. » Avec de tels soldats que ne peut-on pas entreprendre!

(2) La reine de Naples, Marie-Caroline de Lorraine, archiduchesse d'Autriche, aïeule de la princesse Caroline-Ferdinande-Louise, veuve de

et qui fut suivie d'un traité de paix définitif, conclu à Paris, le 10 octobre suivant. Napoléon, qui, par ce traité, avait fait sans péril un grand pas dans l'exécution de ses vastes combinaisons, tourna ses vues contre les États romains. Pie VI, irrité d'avoir perdu le comtat Venaissin et Avignon, était entré, comme souverain, dans la ligue des rois contre la France, et devait fournir aux alliés un contingent de 25 à 30,000 hommes, sur lequel il en avait déjà donné 15 à 18,000. Le gouvernement français, de son côté, avait à venger la mort de Basseville, envoyé extraordinaire près du saint-siége, et qui avait été massacré à Rome, le 13 janvier 1793. Depuis cette époque, toute communication se trouvait interrompue entre la France et Rome. Buonaparte dirigea sur la capitale du monde chrétien ses phalanges victorieuses, qui passèrent le Pô, le 16 juin, et se rendirent promptement maîtresses de Bologne, du château d'Urbin, de Ferrare, de Reggio et de Pistoïa : on trouva dans ces places une artillerie considérable, dont on se servit pour pousser vivement le siége de Mantoue. Le pape voyant l'armée française aux portes de sa capitale, craignit le renouvellement de la désastreuse époque (en 1507) où le connétable de Bourbon, commandant les troupes de Charles-Quint, livrait la ville sainte au pillage, et où les soldats chrétiens assiégeaient et faisaient prisonnier le pape Clément VII, dans le château Saint-Ange. Il proposa à Buonaparte un armistice, que ce général accepta, et qui fut conclu à Bologne, le 26 juin. Par ce traité, le saint-père fut contraint de céder à la France les légations de Bologne et de Ferrare, ainsi que les côtes de l'Adriatique, depuis l'embouchure du Pô jusques et y compris la citadelle d'Ancône, qui dut être livrée, avec toute son artillerie et ses munitions de guerre et de bouche. Sa Sainteté s'obligea en outre à fermer tous ses ports aux bâtiments des puissances en guerre avec la république; à payer une contribution de

---

l'infortuné duc de Berri, était sœur de Marie-Antoinette, épouse de Louis XVI. La reine de Naples avait puisé dans les malheurs de sa sœur une haine implacable contre les Français.

qui était sa position centrale. Écraser d'abord les troupes des généraux autrichiens Liptay, Koblos et Ochskay, fut la première opération qu'il se proposa, et qu'il fit commencer dès le 14 au matin. Dans cette journée mémorable, où toutes les lignes françaises et autrichiennes se trouvèrent engagées, le combat fut opiniâtre et les succès long-temps balancés; mais le génie de Buonaparte et la valeur de ses soldats fixèrent enfin la victoire dans l'armée française. Celle des Autrichiens, forcée sur tous les points, et complétement battue, se retira dans le plus grand désordre, après avoir éprouvé des pertes énormes. Une seule colonne ennemie, commandée par le général Provera, avait réussi à passer l'Adige, le 13 au soir, vers Aughiari, et se dirigeait sur Mantoue. Buonaparte, après avoir chargé ses généraux de poursuivre les débris de l'armée d'Alvinzi, part avec la division Masséna, et vient établir son quartier-général à Roverbella, le 15 au soir. Déjà Provera était arrivé devant Saint-Georges, et avait sommé le général Miollis de lui remettre les retranchements qui défendaient ce faubourg de Mantoue : Miollis avait refusé d'obtempérer à cette sommation. Buonaparte supposa, avec beaucoup de sagacité, que Provera, rebuté de sa tentative inutile sur Saint-Georges, se porterait à la Favorite. Effectivement, le général autrichien voyant ses efforts paralysés par la courageuse résistance de Miollis, avait trouvé moyen de communiquer, dans la nuit du 15, avec Wurmser, toujours enfermé dans Mantoue; et tous deux avaient concerté une attaque sur la Favorite et sur Motella, pour le lendemain. Le 16, au matin, les Autrichiens attaquèrent la Favorite et San-Antonio. Wurmser, à la tête des troupes sorties de Mantoue, parvint jusqu'au dernier de ces postes ; mais le général Serrurier, qui l'occupait, s'y maintint, et repoussa toutes les attaques. Buonaparte avait fait marcher contre la colonne de Wurmser, qui fut contrainte de rentrer avec perte dans Mantoue. Il fit ensuite attaquer avec vigueur celle de Provera. Ce dernier, qui croyait n'avoir affaire qu'aux troupes du blocus, se vit bientôt enveloppé de toutes parts, et obligé de se rendre prisonnier, avec 5000 hommes, reste

au mépris de l'armistice conclu avec le pape, s'étaient insurgés, et se portaient envers les Français aux plus horribles excès. Il fit marcher contre les révoltés le général Augereau, qui les battit complétement à Lugo, et imposa à cette ville un châtiment terrible (1). Le 6 juillet, Buonaparte était arrivé devant Mantoue, après avoir envoyé, pour le siége de cette place, la plus grande partie de l'artillerie qu'il venait de conquérir en Italie. Sous ses yeux, les travaux de ce siége furent conduits avec la plus grande vigueur. Le 17 du même mois, Napoléon, dont le génie bouillant souffrait impatiemment les lenteurs d'un siége en règle, voulut essayer de se rendre maître de la place par un coup d'audace qui offrait des probabilités de succès, et dont la non réussite ne pouvait compromettre en rien le salut de l'armée; mais la chaleur excessive qui régnait alors ayant desséché les eaux du lac formé par le Mincio, les chaloupes sur lesquelles il avait fait embarquer 800 grenadiers, pour s'emparer par surprise de la porte de Catana, ne purent manœuvrer dans un limon bourbeux, et il fallut renoncer à cette entreprise. Les opérations du siége furent continuées avec la plus grande célérité; et, le feu des batteries françaises ayant fait un grand ravage dans la place, Buonaparte se crut bientôt en droit de la faire sommer. Le gouverneur, Canto d'Irlès, Espagnol d'origine, brave et habile militaire, refusa d'obtempérer à cette sommation, et déclara qu'il défendrait Mantoue jusqu'à la dernière extrémité (2). La place fut vigoureusement

(1) *Voyez* l'article *Augereau*, tom. I, pag. 217. On peut lire aussi dans le VIe vol. des Victoires et Conquêtes, pag. 103, et dans les Mémoires de Salgues, tom. I, pag. 360, l'arrêté foudroyant que prit Augereau, pour prévenir le suites de la révolte des habitants de la Romagne.

(2) Mantoue, devenue l'une des places les plus fortes de l'Europe, par les ouvrages dont on a successivement couvert ses accès, était alors défendue par une garnison de 13,000 hommes, 180 grosses pièces de rempart, 76 mortiers ou obusiers, et 76 pièces d'artillerie légère. Le prince Eugène avait été obligé par les troupes françaises d'en lever le blocus,

poussée, et les Français pouvaient espérer enfin d'emporter ce boulevart de la Haute-Italie, lorsque Buonaparte fut informé qu'une nouvelle armée, forte de 60,000 hommes, et commandée par le vieux feld-maréchal Wurmser, s'avançait des montagnes du Tyrol, pour secourir Mantoue. Soutenu par les belliqueux Tyroliens, le général autrichien se présenta brusquement devant la ligne française, et l'attaqua sur tous les points. Du côté des Autrichiens, l'assaut fut terrible : la défense des Français fut des plus opiniâtres. Cependant, ces derniers furent forcés dans une partie de leurs positions, et éprouvèrent des pertes assez considérables en hommes et en artillerie. A la vue du danger imminent qui le menace, Buonaparte ne se laisse point abattre, et son génie lui inspire le moyen de sauver son armée. Comptant sur l'intrépide courage de ses soldats, il lève le siége de Mantoue. L'impossibilité du transport entier de l'artillerie qu'il avait rassemblée sur ce point, lui fait abandonner devant la place tout cet attirail de guerre. D'un coup d'œil rapide et exercé, il étudie la position, et juge les mouvements de l'ennemi. Il voit les forces autrichiennes séparées par de grands intervalles, et forme sur-le-champ le projet de les attaquer séparément. Il se jette d'abord sur Brescia, dont la division Augereau s'empare; bat les Autrichiens à Lonato et à Salo; leur tue beaucoup d'hommes; leur en prend 800 et 2 pièces de canon. Cependant Wurmser, ayant réussi dans une attaque contre la division Masséna, à la Corona, était arrivé, le 31 juillet, à Mantoue, où il avait fait entrer tous les équipages de siége ainsi que les approvisionnements abandonnés par Buonaparte. Ce dernier, qui poursuivait ses succès contre le général Quasdanowich, avait prévu que Wurmser ne tarde-

---

après huit mois, en 1702. Les Français, qui défendaient cette place, en 1707, ne la rendirent, le 23 mars, après la bataille de Turin, que par suite d'une capitulation générale pour l'évacuation de la Lombardie. En 1734, le duc de Mortemart en fit le siége, que les troupes combinées de France, d'Espagne et de Sardaigne lui firent lever.

un arsenal bien approvisionné, et 4000 fusils, que l'empereur d'Allemagne venait tout récemment d'envoyer à Sa Sainteté. Rome cependant était en proie à une terreur qui s'accroissait à mesure de l'approche de l'armée victorieuse. Le pape sentit alors qu'il n'avait d'autre parti à prendre que celui de subir la loi des républicains. Il écrivit à Buonaparte, « qu'il s'en remettait à la générosité française, » promettant de souscrire d'avance à toutes conditions justes et raisonnables, et s'obligeant, sous sa foi et parole, » de les ratifier et approuver. » Il annonçait en même temps au général français l'envoi de plénipotentiaires, chargés de conclure la paix. Elle fut signée à Tolentino, quartier-général de Buonaparte, le 19 février. Par le traité, le saint-père renonça à toute alliance avec les puissances ennemies de la France, et à tous droits et prétentions sur Avignon et le comtat Venaissin. Le souverain pontife céda en même temps à la France les légations de Ferrare et de Bologne, ainsi que la Romagne, et consentit à l'occupation, par les Français, des ville, citadelle et territoire d'Ancône, jusqu'à la paix générale. Il s'obligea en outre à verser dans la caisse de l'armée d'Italie 30 millions, au lieu des 16 qui restaient dus alors sur la contribution stipulée dans l'armistice de Bologne; à désavouer solennellement le meurtre de Basseville, et à payer 300,000 francs, à titre de dédommagement pour ceux qui avaient pu souffrir de cet attentat. Buonaparte stipula aussi que l'école des arts, instituée à Rome pour les Français, serait rétablie, et dirigée comme avant la guerre, et que le palais où cette école avait été placée serait rendu, sans dégradation, à la république française, dont il était la propriété. Ce fut par le traité de Tolentino que se termina la mémorable campagne de 1796, en Italie, où l'Europe vit quelques milliers de soldats invincibles, conduits par un homme doué d'un génie extraordinaire, disperser successivement trois grandes armées autrichiennes. Pendant que Buonaparte imposait au pape les conditions d'un traité avantageux à la république, l'Autriche s'occupait à réunir, dans les montagnes du Tyrol, une quatrième armée destinée à agir contre l'Italie, et dont

1000 à 1200 hommes, sa situation était éminemment critique; mais bientôt, revenu du premier moment de surprise, et éclairé par un trait de lumière, il conçoit qu'il ne peut être attaqué à Lonato que par les débris d'une division ennemie, qui, battue la veille, avait été poussée sur Dezenzano et sur le lac de Garda, et essayait de rejoindre le général Quasdanowich. S'adressant au parlementaire, il lui demande, avec un mélange de colère et de dignité, par quel motif il osait venir ainsi sommer un général vainqueur. « Allez, ajouta-t-il, allez dire au général qui vous » a envoyé, que s'il a prétendu faire une insulte à l'armée » française, je suis ici pour la venger; qu'il est lui-même » mon prisonnier; que si dans huit minutes il n'a pas » mis bas les armes, et si une seule amorce est brûlée, je » le fais fusiller, lui et ses gens. » Puis, faisant ôter le bandeau qui couvrait les yeux du parlementaire, il lui dit encore: « Vous voyez le général Buonaparte, au milieu de » son état-major et de l'armée républicaine. Rapportez à » votre général qu'il lui est loisible de faire une bonne capture. » L'officier étant reparti, Buonaparte fit aussitôt avancer les grenadiers qui gardaient le quartier-général et quelques pièces d'artillerie. Le chef de la colonne ennemie, fort surpris d'apprendre que Buonaparte et son état-major se trouvaient à Lonato, demanda à son tour à capituler. « Non, dit Buonaparte avec fierté; je ne puis capituler » avec des hommes qui sont mes prisonniers. » L'Autrichien insistait; mais lorsqu'il vit Napoléon faire une démonstration d'attaque, il se rendit avec 3 bataillons, forts d'environ 3000 hommes, 20 hulans, 3 drapeaux et 4 pièces de canon. Ce trait d'audace, qui dévoile bien le caractère de Buonaparte, fut bientôt connu de toute l'armée, et servit à accroître l'enthousiasme et la confiance du soldat pour un homme qui venait d'échapper, par la force de son génie, à un danger imminent. Buonaparte, certain d'avoir neutralisé le corps ennemi de Quasdanowich, rejeté dans les montagnes qui avoisinent Salo, résolut de livrer à Wurmser le combat dont il avait fait les dispositions à Lonato. Les deux armées se trouvèrent en présence à Castiglione, le 5

août. Celle des Autrichiens y fut complétement battue (1), et perdit environ 3000 hommes tués ou faits prisonniers, 20 pièces de canon, et 120 caissons de munitions. Cette défaite de Wurmser décida du sort de la campagne, et le général autrichien fut obligé de gagner les gorges du Tyrol, après avoir jeté des renforts considérables dans Mantoue. La victoire de Castiglione valut en outre aux Français la reprise de toutes les places qu'ils avaient abandonnées. Buonaparte ayant reçu des renforts, fit reprendre le blocus de Mantoue. Wurmser, de son côté, voyant que l'armée française ne faisait point de mouvement pour l'inquiéter dans les positions qu'il avait prises, reporta, vers le 18 août, le corps de Davidowich sur Roverèdo, et fit avancer celui Wukassowich sur San-Marco. Le projet du général autrichien était de contraindre l'armée française à repasser l'Adige et le Mincio, et il voulait rétablir les communications de l'armée autrichienne avec Mantoue sans s'exposer à une bataille. En isolant ainsi ses corps d'armée les uns des autres, le vieux feld-maréchal parut avoir méconnu la prévoyante activité de son dangereux rival, et oublié les événements bien récents de Lonato et de Castiglione. Buonaparte, informé des mouvements de son adversaire, fit reconnaître tout le front de la ligne ennemie; et, trouvant le corps de Wurmser séparé de celui de Davidowich par une chaîne de montagnes qui devait rendre les communications difficiles, il résolut sur-le-champ d'écraser le corps de ce dernier général, avant que le feld-maréchal pût le secourir. Pour cet effet, il mit ses divisions

(1) « Ce combat de Castiglione, dit M. Salgues dans ses Mémoires » (*tom. I*, *pag.* 372 *et* 373), est peut-être de tous les faits d'armes de Buo-» naparte celui qui l'honore davantage. Courage, présence d'esprit, ac-» tivité, génie militaire, il déploya tout dans cette grande et mémorable » circonstance. La moindre hésitation, la faute la plus légère, perdait » l'armée française : le talent d'un seul homme la sauva. Il est vrai que » le courage, l'habileté et le dévouement de ses officiers-généraux le se-» condaient puissamment. Augereau, Masséna, Marmont, Dallemagne, » Berthier, Serrurier, etc., se distinguèrent par des traits d'héroïsme » dont aucune autre armée ne donnait d'exemples. C'était une pépinière » d'habiles et audacieux capitaines. »

en mouvement, le 2 septembre. Le 3 et le 4, elles eurent des engagements avec l'ennemi, à San-Marco, dont elles se rendirent maîtresses; à Caliano et à Roveredo, où il fut livré une bataille des plus opiniâtres, dont le résultat fut complétement au désavantage des Autrichiens. Dans ces deux journées, ils perdirent 7 à 8000 hommes, 25 pièces de canon, 50 caissons, 7 drapeaux et beaucoup de fusils. Informé, par ses éclaireurs, que le général Davidowich, après avoir été battu, ralliait ses troupes dans une position formidable, derrière le torrent de Lavis, sur la route de Botzen à Trente, Buonaparte fit reprendre aussitôt les armes aux divisions Masséna et Vaubois, et se porta à l'avant-garde, afin de diriger lui-même les attaques. Pour arriver à la position prise par Davidowich, il fallait passer sur un pont défendu par une forte batterie d'artillerie, et par de nombreuses baïonnettes. Les soldats français se rappellent alors le pont de Lodi, et les obstacles qui se présentent devant eux ne leur paraissent plus insurmontables. L'obscurité de la nuit ne peut même les arrêter; le pont est franchi, et l'armée française entre dans la ville de Trente. Pour l'exécution du plan qu'il avait formé, Wurmser dirigeait personnellement la colonne de son armée qu'il faisait marcher le plus directement au secours de Mantoue. Il apprit, à Bassano, vers le 6 septembre, la défaite de son lieutenant Davidowich; et jugeant, avec la lenteur autrichienne, les opérations subséquentes de Buonaparte, il resta tranquille dans cette position de Bassano. Mais Napoléon, qui avait résolu de mettre obstacle aux desseins de son adversaire, fit faire à ses troupes une marche forcée de 20 lieues en deux jours, et arriva dans la vallée de la Brenta. Le 8, il fait attaquer Wurmser par la division Augereau. Les Autrichiens, forts de leurs positions, se défendirent long-temps avec beaucoup de vigueur; mais enfin ils furent culbutés, mis en déroute, et les Français se rendirent maîtres de Bassano. Cette journée valut aux vainqueurs à peu près 3000 prisonniers, 35 pièces de canon attelées, un pareil nombre de caissons, deux équipages de pont, dont un de 32 bateaux, et plus de 200 fourgons,

également attelés. Wurmser se dirigea alors sur Véronne, afin de se rendre à Mantoue; mais, au lieu de 25,000 hommes qu'il espérait conduire dans cette dernière place, il ne lui en restait plus que 14,000. Masséna s'empara de Vicence, et Augereau marcha sur Padoue. Buonaparte avait pris toutes ses mesures pour empêcher Wurmser de se jeter dans Mantoue, ou du moins pour le forcer encore à un nouveau combat en rase campagne; mais le général Sahuguet, commandant les troupes du blocus, ayant négligé d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu de détruire plusieurs ponts, afin de couper les communications entre Legnago et Mantoue, Wurmser entra dans cette dernière place, le 13 septembre. Le même jour, Augereau s'était emparé de Legnago, où il avait fait 1673 hommes prisonniers de guerre, pris 32 pièces de canon, et rendu la liberté à 500 Français. Wurmser avait fait camper, au dehors de Mantoue, 13 bataillons et 20 escadrons. Buonaparte les fit attaquer, les 14 et 15, à Due-Castelli et Saint-Georges; et le résultat de ces deux combats fut de renfermer le général ennemi dans la place. Vers le 21 du même mois, Napoléon quitta son camp devant Mantoue; remit au général Kilmaine le commandement supérieur des deux divisions destinées à continuer le blocus général de cette place, et se rendit à Milan, où l'appelaient de nouveaux soins à donner à l'affermissement de ses conquêtes en Italie. Déjà l'esprit d'insurrection s'était allumé chez les Lombards, qui voulaient secouer le joug de la maison d'Autriche. Buonaparte, dont les projets se trouvaient en harmonie avec les instructions du directoire-exécutif de la république française, s'appliqua à fomenter cette insurrection, qui bientôt s'étendit sur les deux rives du Pô. Buonaparte voulait pour lui seul la gloire d'opérer la grande révolution qui devait donner l'indépendance à l'Italie; mais il fallait ménager le directoire français, dont les commissaires lui faisaient éprouver des contrariétés sans cesse renaissantes; et, en même temps, ne pas heurter les préjugés nationaux, dans un pays où le clergé et la noblesse exerçaient une grande influence : cette tâche difficile, Napoléon sut la remplir avec toute l'habileté

d'un homme d'état consommé (1). La ville de Reggio (2), dans le duché de Modène, avait arboré le drapeau tricolore, dès le 26 août. Bientôt cet exemple fut suivi dans les légations de Ferrare et de Bologne, que le pape avait cédées à la France, par l'armistice du 26 juin précédent; et la *république Cispadane* fut fondée. A l'imitation de leurs voisins, les Lombards adoptèrent aussi le gouvernement républicain, sous le nom de *république Transpadane*. Tout en donnant ses soins à la création de ces deux républiques, Buonaparte n'avait point oublié qu'une des dépendances de la république française, que la Corse, sa patrie, était encore au pouvoir des Anglais, qui l'avaient envahie en 1794. Un grand nombre de Corses, mécontents du joug oppresseur des Anglais, et qui s'étaient réfugiés sur le continent, vinrent s'établir à Livourne, aussitôt que les Français eurent pris possession de ce port. Napoléon, attentif à tout ce qui se passait, prit, auprès de ces réfugiés, des renseignements sur la situation des choses en Corse, et se mit en mesure de profiter des intelligences qu'ils s'étaient ménagées dans ce pays. Il fit secrètement des préparatifs dans le port de Livourne; et, lorsqu'il sut que les Anglais avaient dégarni la Corse pour occuper Porto-Ferrajo, dans l'île d'Elbe, il confia au général Gentilli, son compatriote, la conduite d'une expédition, qui aborda en Corse le 19 octobre, et se rendit, en quelques jours, maîtresse de cette île, que les Anglais évacuèrent précipitamment. Pendant que les blocus de Mantoue se continuait, des maladies épidémiques, d'un caractère très-fâcheux, faisaient de grands ravages dans l'armée française, et moissonnaient beaucoup de braves que le hasard des batailles avait épargnés. D'un

---

(1) On prétend qu'à cette époque Buonaparte était devenu familier avec la politique de Machiavel, et que ce fut dans le livre de ce Florentin qu'il puisa les principes de la conduite qu'il tint dès lors et dans la suite.

(2) Reggio est la patrie de l'Arioste, qui y naquit en 1474. Ce poète célèbre, auteur du poëme d'*Orlando Furioso* (Roland le Furieux), mourut en 1533.

autre côté, l'Autriche rassemblait une troisième armée, plus forte que les précédentes, et chargeait le général Alvinzi de la conduire en Italie. Cet état de choses eût pu décourager un autre général que Buonaparte; mais ce capitaine, déjà célèbre, allait encore prouver à l'Europe, « que la fortune, malgré l'inconstance dont on l'accuse, » se range ordinairement du côté des combinaisons habiles » et des grandes résolutions (1). » Les armées françaises, commandées par Jourdan et Moreau, venaient d'être obligées de se retirer de l'Allemagne, lorsque le général autrichien Alvinzi partit du Tyrol, à la tête de 45,000 hommes, et se dirigea contre le vainqueur de Beaulieu et de Wurmser. A cette époque, l'armée d'Italie, affaiblie par de nombreuses pertes, ne comptait pas au-delà de 36 à 38,000 hommes. Réduit à des forces bien inférieures à celles de ses adversaires, Buonaparte n'en parut point étonné; il chercha des ressources dans son génie, et en trouva. La protection qu'il avait accordée à l'établissement des républiques Cispadane et Transpadane, le persuada qu'avec l'aide des peuples d'Italie, dont il s'était concilié l'attachement, il ne lui serait pas impossible de conserver ses conquêtes; et son cœur, avide de renommée, s'ouvrit même à l'espoir de nouveaux triomphes. Toutes les forces autrichiennes, sous le commandement d'Alvinzi et de Wurmser, pouvaient être évaluées à 60,000 hommes. Buonaparte résolut d'abord d'attendre tranquillement le premier de ces généraux, et de continuer à resserrer le second dans Mantoue. Alvinzi commença ses opérations par le passage du Tagliamento, le 29 août, et les continua par celui de la Piave, les 1er et 2 novembre. Ses lieutenants, Davidowich, Quasdanowich et Provera, marchèrent sur divers points, et obtinrent quelques succès sur les divisions françaises. Alvinzi, commettant la même faute que Beaulieu et Wurmser, avait isolé ses colonnes les unes des autres, et celle de Davidowich

---

(1) Ces expressions sont celles d'un historien militaire contemporain, le général Jomini.

se trouva bientôt éloignée des débouchés de la Brenta. Buonaparte connaissant néamoins tout le danger de la position dans laquelle les opérations de l'ennemi venaient de le placer, jugea qu'il fallait empêcher la réunion de Davidowich avec Alvinzi, ou se résoudre à perdre l'Italie. Il savait d'ailleurs qu'une retraite n'était pas moins dangereuse qu'une défaite, surtout avec des soldats français, que les mesures timides découragent, peut-être, autant que les revers. Ces considérations pressantes le déterminèrent à concentrer une partie de son armée sur un point où il pût être à même de secourir le général Vaubois, sur l'Adige, et le général Kilmaine, devant Mantoue. Il fit donc rétrograder les divisions Augereau et Masséna sur Véronne, où elles arrivèrent dans la journée du 7 novembre, et le 11, il marcha à la rencontre d'Alvinzi, qui s'avançait sur Villa-Nova. Le 12, il fit attaquer le général ennemi, à Caldiero : les résultats de cette journée furent désavantageux pour les divisions Augereau et Masséna, que Buonaparte fit replier le soir même sous les murs de Véronne (1). Dès lors, la position de l'armée française devint inquiétante. La division Vaubois pouvait être forcée dans les positions de la Corona et de Rivoli ; et, dans ce cas, il ne serait plus resté à Buonaparte aucun espoir de rétablir les affaires. Alvinzi employa les journées des 13 et 14 à délibérer sur la suite de ses opérations, et se décida enfin à faire marcher 12 bataillons pour attaquer Véronne, pendant que 12 autres bataillons iraient tenter le passage de l'Adige, à Zévio. Buonaparte ne fut pas plus tôt instruit des combinaisons de son adversaire, qu'il se mit en mesure de les déjouer. Après avoir donné au général Vaubois l'ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité dans sa position de la Corona, il détacha du blocus de Mantoue 3000 hommes, auxquels il confia

---

(1) Au combat de Caldiero, la 75e demi-brigade marcha pour soutenir la retraite de la division Masséna, qui se repliait en désordre. La bonne contenance de cette demi-brigade et son feu bien soutenu arrêtèrent l'ennemi. Pour rappeler cette glorieuse action, Buonaparte fit écrire sur le drapeau de ce corps : *La 75e arrive, et bat l'ennemi.*

la défense de Véronne; fit repasser l'Adige aux divisions Augereau et Masséna, dans la nuit du 13 au 14, et marcha avec elles sur Ronco. Son intention était de tomber sur les derrières d'Alvinzi; de lui enlever ses parcs, ses magasins, et de lui ôter toute communication avec ses lieutenants. Arrivé à Ronco, il fit à l'instant jeter un pont sur l'Adige. La division Augereau y passa, et se dirigea sur Arcole. Ce village est situé au milieu d'un marais profond et étendu, coupé dans tous les sens par des canaux et des ruisseaux, dont le principal est l'Alpon, espèce de torrent qui coule des montagnes de *Sette-Communi*. Plusieurs digues ou chaussées servent de communication aux habitants de cette contrée aquatique; et l'une de ces chaussées, celle qui mène de Ronco à Arcole, est coupée par l'Alpon, que l'on passe en cet endroit sur un pont en bois assez étroit et fort élevé, aboutissant à quelques maisons, que l'ennemi avait crénelées. Lorsque l'infanterie légère d'Augereau se présenta devant ce pont, elle le trouva barricadé, et défendu par du canon et par quelques bataillons croates et hongrais. Ceux-ci opposèrent une forte résistance, et la division Augereau éprouva les plus grands obstacles pour déboucher sur le pont. Il était cependant urgent pour les Français de forcer ce passage, avant qu'Alvinzi pût envoyer des renforts à ses troupes. Le succès dépendait d'un élan d'enthousiasme et d'intrépidité, dont les généraux français s'empressèrent de donner l'exemple, en se précipitant en tête de la colonne; mais cette fois la fortune trahit leur dévouement et leur courage. Exposés au feu le plus terrible, et écrasés par une grêle de balles et de mitraille, les grenadiers français reculent épouvantés. Augereau se saisit d'un drapeau, s'élance sur le pont, et appelle à lui tous les braves; mais les décharges de l'ennemi étaient si vives, que tous les pelotons français étaient écrasés en arrivant à portée. Tout à coup Buonaparte paraît, au milieu de son état-major, à la tête de la colonne. « Soldats, dit-il, n'êtes-vous donc plus » les vainqueurs de Lodi? Qu'est devenue cette intrépidité » dont vous avez donné tant de preuves? » A ces mots, l'enthousiasme renaît, et les grenadiers demandent eux-mêmes

à recommencer le combat. Napoléon descend alors de cheval, prend un drapeau (1), se met à la tête de ces braves, et s'élance sur le pont. Le feu de l'ennemi redouble, et fait un ravage horrible dans la colonne serrée des assaillants, où tous les coups portaient. Muiron, aide-de-camp du général en chef, est tué roide à ses côtés; et si Napoléon ne fut pas lui-même atteint, il le dut au dévouement de l'adjudant-général Belliard, et de quelques officiers de son état-major qui le couvrirent de leurs corps. Enfin, la colonne française fait encore un mouvement rétrograde. Buonaparte, entraîné par les grenadiers qui abandonnaient le pont, était remonté à cheval, lorsqu'une décharge à mitraille écrase et renverse tout ce qui l'entourait. Le coursier qu'il montait, effrayé par cette terrible canonnade, se jette dans le marais et s'y embourbe avec son cavalier. Les Autrichiens, qui s'étaient mis à la poursuite de la colonne en retraite, eurent bientôt dépassé le général en chef de plus de cinquante pas. Belliard, ayant vu le danger que courait Buonaparte, encourage les grenadiers qui fermaient la marche de la colonne; leur fait faire volte-face, repousse l'ennemi, et donne le temps à Napoléon de se retirer du bourbier (2). Buonaparte rejoignit la colonne, ordonna la retraite sur la rive droite de l'Adige, et fit prendre position à ses troupes près du village de Ronco. Pendant qu'à la droite de l'armée française Augereau éprouvait un si rude échec, Masséna avait réussi dans son entreprise contre la colonne du général autrichien Provera, qu'il avait culbutée près de Bionde, et chassée de Porcil. Quoique Buonaparte se fût convaincu des difficultés du terrain sur lequel il avait opéré la veille, il n'en persista pas

(1) Le corps-législatif décida que les 2 drapeaux portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis, par Buonaparte et Augereau, seraient donnés à ces deux généraux comme récompense nationale.

(2) Si les Autrichiens avaient su qu'ils tenaient, pour ainsi dire, l'homme qui devait un jour remuer toute l'Europe et mettre l'Autriche à deux doigts de sa perte, il est probable qu'ils eussent tenté de plus grands efforts pour s'en rendre maîtres.

moins, le 16, dans son projet de tenter le passage à Arcole, dont Alvinzi s'était empressé de venir défendre le pont avec le gros de ses troupes. Cette fois encore, les Français repoussèrent l'ennemi jusqu'au pont; mais ce fut en vain qu'ils firent les plus grands efforts pour franchir le terrible passage; ils durent se retirer de nouveau, et aller reprendre leurs positions à Ronco (1). Buonaparte enfin, persuadé de l'inutilité de ses tentatives sur ce point, pensa qu'il pourrait réussir à passer l'Alpon vers son embouchure; et, s'étant porté sur ce point, il y fit construire un pont de chevalets. Le 17, à la pointe du jour, commença le troisième acte de cette terrible lutte; mais cette fois les dispositions du général en chef furent si bien prises, que l'ennemi, culbuté sur tous les points, se vit obligé d'abandonner le champ de bataille, après avoir éprouvé des pertes considérables (2). La bataille d'Arcole, l'une des plus mémorables qu'on puis-

(2) Dans la nuit du 16 au 17, Buonaparte, toujours infatigable, parcourait son camp, seul et sous un vêtement fort simple, afin de s'assurer par lui-même si les fatigues n'avaient rien fait perdre aux soldats de leur vigilance, et pour observer en même temps les mouvements de l'ennemi. Il trouve une sentinelle endormie, lui enlève son arme avec précaution et sans l'éveiller, et fait la faction à sa place. Quelque temps après, le soldat ouvre les yeux, se voit désarmé, reconnaît son général, et s'écrie: « Je suis perdu! » — « Rassure-toi, lui dit Buonaparte avec douceur; après tant de fatigues, il peut être permis à un brave tel que toi de succomber au sommeil; mais une autre fois, choisis mieux ton temps. »

(2) Pendant l'action, Buonaparte n'ayant point assez de troupes disponibles pour tourner le flanc droit des Autrichiens, qui était couvert par le marais, usa d'un stratagème dont son expérience lui fit espérer quelques succès. Il savait que l'apparition subite d'un corps, quelle que soit sa force réelle, sur le flanc d'une troupe déjà occupée de l'ennemi qu'elle a devant elle, ébranle au premier abord le moral du soldat. Il ordonna en conséquence au lieutenant Hercule, de la compagnie de ses gardes à cheval, de descendre l'Adige avec 25 chevaux, de tourner rapidement le marais sans se laisser apercevoir, et de tomber avec impétuosité sur l'ennemi, en faisant sonner plusieurs trompettes à la fois. Le lieutenant exécute cet ordre avec une célérité et une bravoure dignes d'éloges; et sa présence imprévue au-delà du marais causa dans les mouvements de l'armée autrichienne un moment d'hésitation, dont Buonaparte sut habilement profiter.

se lire dans l'histoire de nos guerres, puisqu'elle dura trois jours consécutifs sur le même terrain, coûta aux Autrichiens 8 à 9000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, 4 drapeaux, 18 pièces de canon et beaucoup d'équipages. La perte des Français ne fut jamais bien connue; mais elle dut être considérable. Alvinzi, après sa défaite à Arcole, se retira sur Montebello, dans le dessein de gagner Vicence, et de chercher à faire sa jonction avec Davidowich par les gorges de la Brenta. L'actif Buonaparte, soupçonnant le projet de son adversaire, résolut d'en prévenir l'exécution, en se portant sur le corps de Davidowich pour l'écraser dans la vallée de l'Adige, comme il avait fait de celui d'Alvinzi dans les champs d'Arcole. Dès le 18, Buonaparte met ses divisions en marche pour aller joindre le général Vaubois, qui avait été obligé par Davidowich de se retirer derrière le Mincio. L'exécution du plan, parfaitement combiné par Buonaparte, devait entraîner la perte de la colonne du lieutenant d'Alvinzi; mais Davidowich, informé, dans la journée du 19, de la défaite des Autrichiens à Arcole, sentit le danger de sa position; et il était déjà en retraite vers les montagnes du Frioul, lorsque les divisions françaises se présentèrent pour l'attaquer : son arrière-garde fut cependant atteinte sur plusieurs points, et perdit quelques centaines d'hommes. La saison étant avancée, Alvinzi fit prendre des cantonnements à son armée, qui avait un grand besoin de repos. Wurmser n'avait tenté que le 23 novembre, une sortie de la place de Mantoue; mais alors les troupes que Buonaparte avait détachées du blocus, pour défendre Véronne, étaient revenues prendre leur position devant la première de ces places, et la tentative de Wurmser n'aboutit qu'à un combat, dans lequel il perdit 200 hommes faits prisonniers, 1 obusier et 2 canons. Buonaparte fit aussi prendre des quartiers à ses troupes, et envoya à Paris son aide-de-camp Lemarrois, pour présenter au directoire les 4 drapeaux pris sur les Autrichiens à Arcole. Les efforts faits par l'Autriche pour délivrer Mantoue avaient été appuyés par des manœuvres secrètes, tendantes à entraîner dans de nouvelles hostilités

contre les Français les états de Naples, de Rome et de Venise. Les deux derniers s'étaient prêtés à ces manœuvres; et Venise surtout, indépendamment de l'ouverture de ses arsenaux et de ses magasins au général autrichien, avait permis l'organisation, sur son territoire, de différentes bandes de partisans, qui interceptaient les communications des Français entre l'Adda et l'Adige, et qui massacraient les soldats voyageant isolément dans cette contrée. Le château de Bergame, en assez bon état de défense, était devenu le repaire de ces bandes. Buonaparte chargea le général Baraguey-d'Hilliers de les disperser. Il fallut combattre; mais enfin le château de Bergame fut pris, le 27 octobre 1796, et reçut une garnison française. Les partisans furent presque tous passés au fil de l'épée, et les bords de l'Adda furent purgés des bandits qui les infestaient. Sur ces entrefaites, Buonaparte s'était rendu à Bologne, pour y préparer une démonstration tendante à faire cesser les entreprises et les armements cachés, qui avaient lieu dans tous les états de l'église. Il avait tiré de la Lombardie, vers le milieu de décembre, environ 3000 hommes, pour remplir l'objet qu'il se proposait. Cette colonne allait entrer sur le territoire papal, lorsque Napoléon apprit, à Bologne, le 10 janvier 1797, que le feld-maréchal Alvinzi, renforcé par de nouvelles troupes venues des états autrichiens, avait commencé, dès le 7, un mouvement général contre l'armée française. Aussitôt il fait rétrograder, à marches forcées, la colonne qui se trouvait à Bologne; part en poste, et arrive à son quartier-général de Véronne, le 12. Déjà Alvinzi et ses lieutenants avaient obtenu quelques succès sur divers corps français, qui avaient été obligés de se replier. Napoléon reçut, dans la journée du 13, les rapports dont il avait besoin pour juger les intentions de son adversaire, et prit sur-le-champ la résolution de marcher droit à Alvinzi, et de le combattre. Le général en chef de l'armée française connaissait trop bien le terrain sur lequel il allait opérer, pour ne pas espérer un plein succès. Après avoir expédié des ordres à tous ses généraux, il partit de Véronne dans la soirée du 13, et arriva vers minuit à Rivoli,

qui était sa position centrale. Écraser d'abord les troupes des généraux autrichiens Liptay, Koblos et Ochskay, fut la première opération qu'il se proposa, et qu'il fit commencer dès le 14 au matin. Dans cette journée mémorable, où toutes les lignes françaises et autrichiennes se trouvèrent engagées, le combat fut opiniâtre et les succès long-temps balancés; mais le génie de Buonaparte et la valeur de ses soldats fixèrent enfin la victoire dans l'armée française. Celle des Autrichiens, forcée sur tous les points, et complétement battue, se retira dans le plus grand désordre, après avoir éprouvé des pertes énormes. Une seule colonne ennemie, commandée par le général Provera, avait réussi à passer l'Adige, le 13 au soir, vers Aughiari, et se dirigeait sur Mantoue. Buonaparte, après avoir chargé ses généraux de poursuivre les débris de l'armée d'Alvinzi, part avec la division Masséna, et vient établir son quartier-général à Roverbella, le 15 au soir. Déjà Provera était arrivé devant Saint-Georges, et avait sommé le général Miollis de lui remettre les retranchements qui défendaient ce faubourg de Mantoue : Miollis avait refusé d'obtempérer à cette sommation. Buonaparte supposa, avec beaucoup de sagacité, que Provera, rebuté de sa tentative inutile sur Saint-Georges, se porterait à la Favorite. Effectivement, le général autrichien voyant ses efforts paralysés par la courageuse résistance de Miollis, avait trouvé moyen de communiquer, dans la nuit du 15, avec Wurmser, toujours enfermé dans Mantoue; et tous deux avaient concerté une attaque sur la Favorite et sur Motella, pour le lendemain. Le 16, au matin, les Autrichiens attaquèrent la Favorite et San-Antonio. Wurmser, à la tête des troupes sorties de Mantoue, parvint jusqu'au dernier de ces postes; mais le général Serrurier, qui l'occupait, s'y maintint, et repoussa toutes les attaques. Buonaparte avait fait marcher contre la colonne de Wurmser, qui fut contrainte de rentrer avec perte dans Mantoue. Il fit ensuite attaquer avec vigueur celle de Provera. Ce dernier, qui croyait n'avoir affaire qu'aux troupes du blocus, se vit bientôt enveloppé de toutes parts, et obligé de se rendre prisonnier, avec 5000 hommes, reste

des 8000 auxquels il avait fait passer l'Adige. (Il avait déjà perdu 2000 hommes et 14 pièces de canon, que la division Augereau lui avait enlevés en tombant sur son arrière-garde, lorsqu'il avait passé l'Adige à Aughiari.) Ainsi, en trois jours, et par un emploi presque magique de ses forces, Buonaparte avait livré deux batailles; détruit deux corps d'armée; fait plus de 20,000 prisonniers; pris 44 pièces de canon, avec leurs caissons, des bagages immenses, et mis les Autrichiens hors d'état de tenir la campagne (1). Les restes fugitifs de l'armée d'Alvinzi, poursuivis sans relâche, furent encore battus à Carpedenolo, le 26 janvier, et à Avio, le 27. On trouva, à Trente, 3000 blessés ou malades, que l'ennemi recommanda à l'humanité des vainqueurs. Buonaparte fit prendre à ses troupes des positions, d'où elles pouvaient s'opposer à toute nouvelle tentative de la part de l'ennemi. Un dernier triomphe allait mettre le comble aux succès de l'invincible armée d'Italie. La garnison de Mantoue était réduite à la disette la plus effroyable; 5000 chevaux de cavalerie avaient été mangés, et les aliments les plus vils allaient bientôt être épuisés. Les habitants de Mantoue étaient aussi dans l'état le plus déplorable, et la fièvre pestilentielle, qui moissonnait les soldats, étendait égalcment ses ravages sur cette population. Wurmser, après avoir mis en usage tous les moyens possibles de résistance, se détermina à capituler. La convention fut signée, le 22 février, et les Français entrèrent dans la ville, où ils trouvèrent (outre l'équipage de siége qu'ils avaient abandonné avant la bataille de Castiglione), 500 bouches à feu, 17,000 fusils, 529,000 livres de poudre, 1,274,000 cartouches, 187,000 boulets, 14,000 bombes, un équipage de 25 pontons, et 60 drapeaux ou étendards. Le maréchal Wurmser eut la libre sortie de Mantoue, avec

---

(1) La victoire de Rivoli couvrit de gloire Buonaparte; c'était la plus importante et la plus périlleuse qu'il eût remportée. Il y déploya un talent, une activité, une présence d'esprit qui le placent au rang des premiers capitaines. (*Mémoires de M. de Salgues, tom. I, pag. 445 et 446.*)

son état-major, 200 hommes de cavalerie, 500 personnes à son choix (1) et 6 pièces d'artillerie ; mais la garnison, forte de 12 à 13,000 hommes, fut prisonnière de guerre, et conduite à Trieste, pour y être échangée aux termes de la capitulation. Buonaparte accorda en outre au général autrichien 200 chariots, qui ne devaient pas être visités (2). Augereau fut chargé par Buonaparte de porter les drapeaux au directoire-exécutif, qui fit publier à Paris la capitulation de Mantoue, avec une solennité remarquable. Aussitôt après la reddition de Mantoue, Buonaparte revint à son projet d'expédition contre les états du pape, et se rendit à Bologne, pour en hâter l'exécution. Il publia dans cette ville un manifeste contre la cour de Rome, et une proclamation adressée tant à l'armée qu'au peuple romain. Il déclara en même temps l'armistice rompu, et donna ordre au ministre Cacault de quitter la cour du souverain pontife. Le pape, de son côté, réduit à ses propres forces, fit marcher 3 ou 4000 hommes de troupes, qui vinrent prendre position sur la Senio, où elles se retranchèrent. Bientôt après, elles y furent battues, et perdirent 14 pièces de canon, 8 drapeaux, 400 hommes tués et 1000 prisonniers. Buonaparte fit avancer son armée sur Faenza, qui voulut se défendre, mais que l'on força. En peu de jours, la Romagne, le duché d'Urbin et la Marche d'Ancône tombèrent au pouvoir de l'armée française. On trouva, à Ancône, pris le 9 février, une centaine de pièces de canon,

(1) M. Salgues, dans ses Mémoires, dit que le maréchal profita de cette dernière condition pour faire sortir de Mantoue un grand nombre d'émigrés français, qui s'y trouvaient renfermés, et qu'une loi barbare condamnait à la mort.

(2) Buonaparte traita le feld-maréchal Wurmser avec tous les égards dus au rang, à l'âge, aux talents et à la valeur de cet illustre adversaire. Dans son rapport au directoire, Napoléon se plut à rendre une justice éclatante au feld-maréchal, et, après avoir démontré la constance et le courage de ce vieux guerrier depuis la bataille de Bassano, il ajouta : « Ce » grand nombre d'hommes qui s'attachent toujours à calomnier le mal- » heur ne manqueront pas de chercher à persécuter Wurmser, mais la » postérité le vengera. »

un arsenal bien approvisionné, et 4000 fusils, que l'empereur d'Allemagne venait tout récemment d'envoyer à Sa Sainteté. Rome cependant était en proie à une terreur qui s'accroissait à mesure de l'approche de l'armée victorieuse. Le pape sentit alors qu'il n'avait d'autre parti à prendre que celui de subir la loi des républicains. Il écrivit à Buonaparte, « qu'il s'en remettait à la générosité française, » promettant de souscrire d'avance à toutes conditions justes et raisonnables, et s'obligeant, sous sa foi et parole, » de les ratifier et approuver. » Il annonçait en même temps au général français l'envoi de plénipotentiaires, chargés de conclure la paix. Elle fut signée à Tolentino, quartier-général de Buonaparte, le 19 février. Par le traité, le saint-père renonça à toute alliance avec les puissances ennemies de la France, et à tous droits et prétentions sur Avignon et le comtat Venaissin. Le souverain pontife céda en même temps à la France les légations de Ferrare et de Bologne, ainsi que la Romagne, et consentit à l'occupation, par les Français, des ville, citadelle et territoire d'Ancône, jusqu'à la paix générale. Il s'obligea en outre à verser dans la caisse de l'armée d'Italie 30 millions, au lieu des 16 qui restaient dus alors sur la contribution stipulée dans l'armistice de Bologne; à désavouer solennellement le meurtre de Basseville, et à payer 300,000 francs, à titre de dédommagement pour ceux qui avaient pu souffrir de cet attentat. Buonaparte stipula aussi que l'école des arts, instituée à Rome pour les Français, serait rétablie, et dirigée comme avant la guerre, et que le palais où cette école avait été placée serait rendu, sans dégradation, à la république française, dont il était la propriété. Ce fut par le traité de Tolentino que se termina la mémorable campagne de 1796, en Italie, où l'Europe vit quelques milliers de soldats invincibles, conduits par un homme doué d'un génie extraordinaire, disperser successivement trois grandes armées autrichiennes. Pendant que Buonaparte imposait au pape les conditions d'un traité avantageux à la république, l'Autriche s'occupait à réunir, dans les montagnes du Tyrol, une quatrième armée destinée à agir contre l'Italie, et dont

le commandement fut donné à l'archiduc Charles, qui s'était déjà rendu célèbre par les succès qu'il venait de remporter en Allemagne sur les généraux Jourdan et Moreau (1). De son côté, Buonaparte s'était occupé à régler les affaires des républiques Cispadane et Transpadane, et à renforcer son armée avec des troupes tirées de ces nouveaux états. Le directoire-exécutif, profitant de la suspension des hostilités sur le Rhin, lui envoyait dans le même temps deux divisions, tirées des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, et présentant ensemble un effectif de 18,000 combattants; ce qui devait porter l'armée d'Italie à environ 70,000 hommes. A l'ouverture de la campagne de 1797, l'armée du prince Charles n'était forte que d'environ 50,000 hommes; mais elle attendait de nombreux renforts, qui devaient arriver vers le mois d'avril. La différence numérique, toute au désavantage de l'Autriche, se trouvait d'ailleurs compensée par l'appui des peuples belliqueux du Tyrol, et par les dispositions hostiles de la république de Venise, qui, sous prétexte de couvrir sa capitale, avait déjà rassemblé 10,000 Esclavons, qu'elle se disposait à faire marcher au premier signal pour seconder les Autrichiens. Dès le 22 février 1797, Buonaparte mit en mouve-

---

(1) « Le prince Charles, dit M. Salgues, dans ses Mémoires, tom. I, » pag. 481, s'était montré au sortir de l'adolescence digne des plus hau» tes destinées, et il était du très-petit nombre d'hommes vantés dans leur » jeunesse qui n'eussent point démenti une réputation précoce. Sa valeur » personnelle, poussée jusqu'à la témérité, avait plus d'une fois étonné » l'ennemi, raffermi les troupes ébranlées, et alarmé les témoins de ses » exploits. Avec une santé délicate, on l'avait vu braver les fatigues, l'in» tempérie des saisons, les veilles, les rigueurs du froid, comme un sim» ple volontaire. Présent partout où le danger l'appelait, unissant la fer» meté à la vigilance et l'activité à la prudence, il s'était montré égale» ment capable de commander, de se faire craindre, et de se faire aimer. » Peu de généraux étaient plus populaires avec plus de sévérité; il joi» gnait l'affabilité d'un prince poli et généreux à la gravité et à l'as» surance d'un capitaine. Son instruction, fruit d'une éducation soi» gnée et d'une noble émulation, avait perfectionné sa capacité naturel» le. » Cet éloge, rempli de vérité, démontre à quel adversaire Napoléon allait avoir affaire.

ment ses divisions, qui poussèrent l'ennemi devant elles, et le forcèrent de se replier sur tous les points. Le 16 mars, il ordonna une reconnaissance sur le Tagliamento; et, ayant su qu'il était guéable presque partout, il fit ses dispositions pour en tenter le passage. Le prince Charles, qui n'avait pas voulu prendre l'offensive avant l'arrivée des renforts qu'il attendait, se mit en devoir de disputer ce passage; mais il ne put empêcher son adversaire de l'effectuer, le même jour 16 mars. Par suite de cette première opération, qui coûta aux Autrichiens 500 hommes faits prisonniers et 6 pièces de canon, Palma-Nova ouvrit ses portes. Gradisca fut aussi enlevé de vive force, le 19, par le général Bernadotte, qui y prit 2500 hommes, 8 drapeaux et 10 pièces de canon. Gorizia et Ponteba tombèrent également au pouvoir des Français. La Chiuza-di-Pletz fut emporté d'assaut, et Tarvis fut occupé. Pendant que Buonaparte combattait les troupes commandées par le prince Charles en personne, le général Joubert, à qui il avait confié le soin d'agir, dans le Tyrol, contre les généraux Kerpen et Laudon, battait les Autrichens à Cembra, Neumarck, Kerpen et Clausen, et s'emparait de Botzen ainsi que de Brixen. Le 29 mars, il fit sa jonction avec le corps principal de l'armée d'Italie, qui s'avançait sur Klagenfurt. Buonaparte établit son quartier-général dans cette dernière ville, le même jour. L'extrême rapidité avec laquelle Napoléon venait de faire mettre à exécution ses savantes combinaisons, avait déconcerté l'archiduc, qui, malgré le renfort de troupes autrichiennes venues du Rhin, voyait son armée diminuée de près d'un quart, en 20 jours de campagne. Cette considération détermina le prince à se retirer derrière la rivière de Mhur. Le sénat de Venise avait fait marcher, sur le lac de Garda, un corps d'Esclavons, et excité ses peuples de terre-ferme à se soulever contre les Français. D'un autre côté, la jonction de Joubert avec le gros de l'armée avait dégarni en partie le Tyrol, qui était en insurrection. Ainsi, quoique vainqueur, Buonaparte ne pouvait se dissimuler le danger de sa situation. Deux partis s'offraient à lui : revenir sur ses pas, ou marcher sur la capitale de l'Autriche. Il s'arrêta

au dernier, comme plus audacieux et plus conforme à son génie entreprenant. Napoléon, déjà proclamé le premier capitaine de l'Europe, ambitionnait alors le titre de pacificateur, qui pouvait lui procurer une illustration non disputée par ses rivaux de gloire. Il écrivit donc à l'archiduc, une lettre, datée de son quartier-général de Klagenfurt, le 31 mars, et fit à ce prince des ouvertures de paix. L'archiduc répondit qu'il n'avait aucun pouvoir pour traiter d'un accommodement que le bonheur des peuples lui faisait personnellement désirer, et qu'il ne pouvait entrer dans aucune négociation à cet égard sans l'aveu de ses supérieurs, auxquels il en allait référer. Il termina sa lettre par des témoignages d'estime et de considération distinguées pour le général en chef de l'armée d'Italie. D'après cette réponse, les opérations contre l'armée autrichienne recommencèrent, le 2 avril, et l'ennemi fut battu dans les combats de Dirustein et de Hundsmarck. Buonaparte avait porté, le 5, son quartier-général à Judemburg; et il se prépara à tenter, sous peu de jours, un dernier effort pour conquérir la paix, et même à l'aller chercher sous les murs de Vienne, s'il y était obligé. Toutefois, les derniers revers essuyés par l'Autriche avaient répandu l'effroi dans la capitale des états autrichiens. L'imminence du danger parut telle, que l'empereur d'Allemagne, se rappelant la proposition récente de Buonaparte, lui envoya les généraux Bellegarde et Meerveld, pour traiter d'une convention. Les commissaires autrichiens arrivèrent à Judemburg, le 7 avril; et, le même jour, fut signé un armistice de six jours. Napoléon transféra son quartier-général à Léoben; et ce fut dans cette ville que furent arrêtés et signés, le 15 du même mois, les préliminaires (1) qui devinrent les fondements du traité

---

(1) Parmi les articles de ces préliminaires se trouvaient ceux-ci : la renonciation à la Belgique par l'empereur d'Autriche; la reconnaissance des limites de la France telles qu'elles avaient été décrétées par les lois de la république; l'établissement et l'indépendance de la république Lombarde. (*Histoire abrégée des traités de paix, par Koch, continuée par Schœl;* Paris, 1817, tom. V, pag. 26 et suiv.)

de paix conclu à Campo-Formio, et que Buonaparte signa au nom de la république française, le 17 octobre suivant. Pour paralyser plus sûrement les intentions hostiles du gouvernement vénitien, Napoléon avait fait fomenter dans les états de la république un esprit d'insurrection contre le gouvernement aristocratique du sénat. Ce moyen avait réussi; et, dès le mois de mars, le gouvernement de Venise s'était vu obligé de tourner ses forces militaires contre les insurgés de Brescia et de Bergame; mais, lorsque Buonaparte se fut enfoncé dans la Carinthie, le moment parut favorable au sénat, pour mettre à exécution ses projets de vengeance contre les Français. Tous les agents du gouvernement vénitien reçurent des instructions en conséquence; et bientôt le tocsin donna le signal d'une insurrection générale. Les Français qui se trouvaient à Vicence et à Padoue n'échappèrent qu'avec beaucoup de peine à un massacre. Ils furent moins heureux à Véronne, où, le lundi de Pâques (17 avril 1797), après vêpres, tous les soldats isolés furent poignardés; les malades et les blessés, égorgés dans les hôpitaux. Buonaparte, occupé des préliminaires de paix qui se négociaient à Léoben, avait cependant écrit, dès le 9 avril, au doge de Venise, pour demander satisfation des attentats commis sur les Français. La réponse évasive qu'il reçut du sénat décida la destruction de la république vénitienne; et, aussitôt que la convention de Léoben fut signée, Napoléon dirigea ses colonnes sur les états vénitiens, et les fit précéder par un manifeste, où il exposait les griefs de la France contre ces états. Bientôt elles occupèrent Padoue, Vicence, Bassano, Sacile et Véronne. Ces mouvements de l'armée d'Italie, dans un moment où la convention faite avec l'Autriche ne laissait au sénat vénitien aucun espoir de secours, inspira les plus vives alarmes aux olygarques. Impuissants pour se défendre, les sénateurs eurent recours aux négociations, et envoyèrent des députés à Buonaparte. Il eut avec eux une conférence, dans les lagunes de Malghera, le 3 mai. Une fermentation générale se manifestait alors dans les états de terre-ferme appartenant à la république de Venise, et des

cris de liberté s'y faisaient entendre; la flotte même avait pris part à l'insurrection, et parlait déjà d'arborer le drapeau tricolore. Dans cette extrémité, le grand conseil de la république se démit de ses fonctions, le 11 mai; et on déclara, le même jour, que l'ancienne forme de gouvernement démocratique serait rétablie. Cependant, dès le lendemain, un rassemblement d'Esclavons et de matelots mit au pillage les maisons des 30 sénateurs qui composaient le nouveau comité de gouvernement; Venise fut exposée, pendant seize heures, à toutes les horreurs d'une guerre civile, et ne fut sauvée de la fureur des séditieux que par l'arrivée de 3000 Français, que les habitants appelèrent à leur secours, et que Buonaparte y envoya (1). Une autre insurrection, préparée de longue main, éclata à Gènes, le 21 mai de la même année; et, dès le 22, la souveraintė du peuple y fut proclamée par les révolutionnaires. Le ministre de la république française, Faypoult, avait appuyé ce mouvement, d'après les ordres du directoire. Buonaparte, informé de ce qui s'était passé à Gènes, y envoya un de ses aides-de-camp, avec une lettre pour le doge, dans laquelle il demandait l'élargissement de tous les Français qui avaient été arrêtés le jour de l'insurrection; des dédommagements pour les maisons qui avaient été pillées; le désarmement du peuple, et le châtiment de ceux qui avaient excité la multitude contre les Français. Ces demandes ayant été accordées, Buonaparte conclut, le 10 juin, avec les députés de la république de Gènes, une convention pour l'établissement d'un gouvernement provisoire. Le 30 du même

(1) Par une des conditions du traité de Campo-Formio, Venise passa sous le joug de l'Autriche; ainsi tomba la plus florissante et la plus illustre des républiques de l'Europe moderne. Elle avait échappé aux entreprises d'Attila et de Genseric; lutté contre l'empire ottoman; bravé 200 ans auparavant toutes les forces de la ligue de Cambray; elle ne put échapper aux combinaisons de Buonaparte. Venise avait eu son premier doge en 697; elle se donna un doge représentant le corps aristocratique en 1297; et ce fut en 1797 qu'elle perdit son gouvernement et sa liberté.

mois, il installa, à Milan, le directoire de la république Cisalpine, qui avait été reconnue par le traité de Campo-Formio. Par sa lettre du 1er août, il annonça au directoire français que l'expédition partie de Venise s'était emparée, aux acclamations d'un peuple immense, des forts de Corfou, où elle avait trouvé 600 pièces de canon, dont une partie en bronze. Après avoir donné tous ses soins à l'affermissement des nouvelles républiques fondées en Italie; distribué des récompenses nationales aux soldats de son armée; envoyé au directoire les trophées de ses victoires, et adressé à ses troupes, de son quartier-général de Milan, le 14 novembre, une proclamation, par laquelle il leur annonçait son départ pour le congrès de Rastadt, Napoléon quitta l'armée d'Italie, le lendemain 15; s'arrêta à Rastadt, où il conféra avec les plénipotentiaires français, et arriva à Paris, le 25. Sa présentation au directoire eut lieu, le 10 décembre suivant, et fut des plus brillantes. A la suite d'un discours rempli d'éloges brillants et flatteurs, le président lui donna, au nom du peuple français, l'accolade fraternelle (1). Le directoire avait arrêté, le 9, que Buonaparte prendrait le commandement de l'armée d'Angleterre, aussitôt que sa mission diplomatique, pour l'exécution du traité de Campo Formio, serait terminée. Le 25 du même mois, il fut nommé membre de l'institut national des sciences et arts. Il partit de Paris, le 22 février 1798, et se rendit à Dunkerque, avec quelques officiers de marine, pour visiter les côtes, et préparer les opérations relatives à une descente en Angleterre. Long-temps avant la révolution de 1789, le cabinet de Versailles avait médité le projet d'une colonie française en Égypte, pour servir d'entrepôt au

---

(1) Le directoire, le corps-législatif, les ministres, les autorités civiles et militaires, les tribunaux, les citoyens les plus notables, tous s'empressèrent à l'envi de fêter le vainqueur d'Italie. La rue Chantereine, où demeurait Buonaparte, prit le nom de *rue de la Victoire*. A l'étranger même, on s'entretint de sa renommée; le général Tarleton fit son éloge au parlement d'Angleterre, et le sculpteur Merchi fit son buste à Madrid.

commerce de l'Inde. Soit que Buonaparte eût eu connaissance de ce projet, qui se trouvait déposé au ministère des affaires étrangères; soit que son imagination, ouverte aux grandes conceptions, lui eût suggéré l'idée de cette entreprise, toujours est-il vrai qu'il s'en occupa pendant les négociations de Campo-Formio(1); et qu'après avoir mûri, dans les premiers mois de 1798, le plan qu'il avait conçu en Italie, il le soumit au directoire, qui l'approuva, et qui, par une lettre du 5 mars 1798, lui donna les pouvoirs nécessaires pour faire opérer un grand armement dans la Méditerranée (2). Cet armement se fit à Gènes, à Civita-Vecchia, à Bastia, et principalement à Toulon. Buonaparte arriva dans ce dernier port, le 8 mai 1798; adressa une proclamation aux soldats de terre et aux marins; s'embarqua, le 19, à bord du vaisseau *l'Orient,* de 120 canons, et partit avec une flotte de 15 vaisseaux de guerre, 14 frégates, 2 bricks, plusieurs cutters, avisos, chaloupes canonnières, et 400 bâtiments de transport. Les forces des quatre armements réunis présentaient un total de 36,000 hommes de troupes de terre, et 10,000 gens de mer. L'amiral Brueys commandait en chef les forces navales. La flotte se dirigea sur Malte, et parut, le 10 juin, devant cette île, dont la possession était nécessaire aux vues de Buonaparte. Il fit demander au grand-maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem la permission, pour l'escadre,

---

(1) Il fit venir de Milan tous les livres de la bibliothéque ambroisienne relatifs à l'Orient, et l'on remarqua, lorsqu'il les rendit, qu'ils étaient tous marqués de notes aux pages qui traitent spécialement de l'Égypte.

(2) Il paraît constant que les cinq despotes qui gouvernaient alors la France, sous le titre de directeurs, étaient déjà importunés par la présence de Buonaparte, dont ils avaient deviné l'ambition. « Ils adoptèrent donc le projet de Napoléon, parce qu'il les affranchissait à la fois de la honte de le craindre et du danger de le combattre; et ils lui prodiguèrent tous les moyens d'arriver à son but, et de satisfaire son ambition dans un pays dont la conquête et la possession même ne pouvaient jamais leur inspirer d'inquiétudes. (*Le continuateur d'Anquetil, tom. X, pag.* 471.)

d'entrer dans le port, et pour les bâtimens de convoi, celle de faire de l'eau. Ces deux demandes ayant été refusées, Buonaparte fit exécuter rapidement un débarquement sur divers points, et ordonna l'attaque de Malte, l'une des plus fortes places connues. Après avoir essayé inutilement de résister aux efforts des assaillants, le grand-maître, Ferdinand de Hompesch, proposa une capitulation. Buonaparte dicta alors les conditions d'une convention, qui fut conclue le 12 juin, et par laquelle l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem renonça à ses droits de propriété et de souveraineté, tant sur l'île de Malte que sur celles de Goze et de Cumino. En conséquence, Malte fut remise à l'armée française, et Buonaparte y fit son entrée, à la tête des troupes débarquées. Il s'occupa aussitôt à régler toutes les dispositions administratives de sa nouvelle conquête; y laissa 4000 hommes, sous les ordres du général Vaubois, et rejoignit la flotte, qui appareilla, le 19 juin, pour suivre sa destination. Le 1er juillet (43e jour, depuis le départ de Toulon), la flotte française arriva, sans aucun accident, en vue de la ville d'Alexandrie, et mouilla près de la côte, vers le fort Marabou. Buonaparte sachant qu'une escadre anglaise, sous les ordres du contre-amiral Nelson, et envoyée à la poursuite de la flotte française, avait déjà paru à Alexandrie, et qu'elle ne pouvait être éloignée, craignit d'être troublé dans son débarquement; et donna, en conséquence, l'ordre de mettre les troupes à terre dès le même jour. Le 2, il passa en revue les troupes débarquées; et, quoique ni les chevaux ni l'artillerie ne fussent encore à terre, il fit marcher de suite contre Alexandrie. Trouvant les habitants disposés à se défendre, il voulut essayer d'abord la voie des négociations; mais, ses parlementaires n'ayant point été accueillis, il ordonna l'escalade de l'enceinte de la porte de la ville, dite *des Arabes*. Cette opération ayant eu un prompt succès, on attaqua et on prit le fort triangulaire, qui défend le vieux port d'Alexandrie. On pénétra, toujours en combattant, dans le fort du phare, et enfin dans la ville, où Buonaparte faillit être atteint d'une balle. Dans ce même jour, la ville fut soumise; mais

non sans quelques pertes éprouvées par les Français (1). Le 3, l'armée acheva son débarquement. Le 5, Buonaparte conclut, avec les schéicks des Arabes du désert, un traité verbal, par lequel ceux-ci s'engagèrent à ne point harceler les troupes françaises, et à rendre les prisonniers qu'ils avaient faits. Il assembla, le même jour, à son quartier-général, les schéicks, mollahs et schérifs d'Alexandrie, et prit avec eux l'engagement de faire respecter la religion musulmane, ainsi que les propriétés des habitants, à condition que ceux-ci ne chercheraient à nuire ni à l'armée ni à aucun individu de la nation française. Il organisa ensuite le gouvernement et l'administration d'Alexandrie; nomma le général Kleber gouverneur de cette ville, et constitua le schéick Sédi-Mohamet-el-Coraïm dans les fonctions de commandant turc. Convaincu de la nécessité de marcher sans délai sur le Caire, ville capitale de l'Égypte, pour prévenir la résistance des beys (2), il mit ses troupes en mouvement; quitta Alexandrie, le 9, et arriva, le 10, à Damanhour (3), où se trouvaient déjà réunies les divisions Desaix, Bon, Régnier et Menou. Le

(1) Buonaparte, qui s'attachait à entourer ses soldats des illusions de la gloire, ordonna que les corps des guerriers qui avaient succombé dans cette première lutte, fussent ensevelis au pied de la colonne de Pompée.

(2) Le mot *bey* en langue arabe équivaut à celui de prince.

(3) Buonaparte avait eu à choisir entre deux routes pour faire marcher son armée sur le Caire : l'une, par Rosette, offrait moins de difficultés, mais était la plus longue; l'autre, par Damanhour, obligeait à passer 14 lieues de désert. Accoutumé aux vrais préceptes, il avait préféré la dernière; mais son armée eût beaucoup à souffrir de la privation d'eau et des atteintes d'une chaleur insupportable. Un phénomène, connu en physique sous le nom de *mirage*, et qui est assez ordinaire dans les plaines sablonneuses et alcalines d'Afrique, fit éprouver aux soldats français le supplice de Tantale. Ils croyaient voir à une certaine distance une immense plage d'eau sous la forme d'un lac. Trompés par cette vision, ils pressaient leur marche en haletant; mais ce lac où ils croyaient étancher leur soif, semblait fuir devant eux, et se montrait toujours à la même distance.

12, l'armée se dirigea sur Rahmaniech, où elle arriva le même jour. Chemin faisant, la division Desaix battit et mit en fuite un parti de Mameloucks : ce fut le premier engagement entre les Français et cette cavalerie si renommée (1). Le 15, il y eut un combat, en vue de Chebreisse, entre la flottille française, qui suivait, par le Nil, les mouvements de l'armée, et la flottille des beys: cette dernière fut obligée de se retirer, après un combat assez vif. Les colonnes françaises avaient pris part à cette affaire, et battu un corps ennemi qui avait voulu s'opposer à leur marche : elles entrèrent à Chebreisse, le même jour. Le 18, elles vinrent bivouaquer au village d'Alkam (ou El-Hanka). Mourad-Bey, chef suprême des Mameloucks, n'avait d'abord envoyé contre les Français qu'une partie de ses troupes; mais lorsqu'il eut connaissance du premier échec qu'elles avaient reçu à Chebreisse, il rassembla 6000 hommes, tous à cheval, et les fit camper sur les bords du Nil, entre Giseh et Embabeh. Buonaparte, sachant que le bey se disposait à bien recevoir son attaque, donna, le 22, ses ordres pour le combat. A deux heures du matin, le 23, toutes les divisions se mirent en mouvement; et, lorsque le soleil vint éclairer l'horizon, l'armée fit une halte spontanée pour saluer les pyramides, qui s'offraient pour la première fois à ses regards étonnés. « Soldats, dit Buonaparte (avec l'accent d'un noble enthousiasme), vous allez combattre aujourd'hui les dominateurs de l'Égypte : songez que, du haut de ces monuments, quarante siècles vous contemplent. » A l'approche des Français, les Mameloucks sortirent de leurs retranche-

---

(1) Buonaparte avait couru le danger d'être pris ou massacré par ce même parti. Il marchait à une assez grande distance des corps d'armée, accompagné seulement de quelques gardes et de plusieurs officiers de son état-major. Le hasard voulut qu'il ne fût point aperçu des Mameloucks, dont il n'était cependant séparé que par une légère élévation de terrain. Napoléon, qui toute sa vie crut, dit-on, au fatalisme, plaisanta de ce péril en disant : « Il n'est point écrit là-haut que je doive être pris par les Arabes. »

mens, et entamèrent une charge vigoureuse. Bientôt l'action fut engagée sur tous les points ; mais les dispositions prises par Buonaparte, et la valeur de ses troupes, triomphèrent promptement de tous les obstacles. Les Mameloucks, battus, furent poursuivis jusqu'au-delà de Giseh, où le quartier-général s'établit le même jour. Cette bataille, dite des Pyramides, coûta à l'ennemi plus de 3000 hommes, qui furent presque tous tués dans le combat, 40 pièces d'artillerie, 400 chameaux chargés de bagages, et un grand nombre de chevaux richement équipés. Les soldats français firent un butin immense sur les Mameloucks, qui, richement vêtus, et couverts des plus belles armures, portaient sur eux tout ce qu'ils possédaient en or et en argent. L'armée bivouaqua, le soir, près des villages de Giseh et d'Embabeh. Après leur défaite, les Mameloucks évacuèrent le Caire, que Buonaparte fit aussitôt occuper, et où il entra lui-même, le 23 juillet. Dès qu'il fut établi dans la capitale de l'Égypte, Napoléon donna ses premiers soins à l'administration du pays déjà conquis. Après avoir fait prendre quelque repos à ses troupes, il les dirigea sur plusieurs points dans le Delta, ainsi que vers le lac Menzaleh et les frontières de Syrie. Ayant appris qu'Ibrahim-Bey, dont le quartier-général était à Belbéis, paraissait vouloir tenir la campagne, il se détermina à marcher contre lui. Ibrahim avait aussi conçu le projet de s'emparer de la caravane qui revenait de la Mecque, sous la conduite de Saleh-Bey, émir-hadji (prince des pèlerins) ; mais la cavalerie française, vint à propos au secours de cette caravane, que Buonaparte fit escorter jusqu'au Caire. Les Mameloucks n'ayant point osé attendre les Français à Belbéis, Buonaparte continua de les poursuivre en se dirigeant sur Salahieh. Son armée bivouaqua au village de Koraïn, le 10 août. Le 11, elle eut à Salahieh, avec les troupes d'Ibrahim, un engagement, dans lequel tout l'avantage demeura aux Français. Maître de Salahieh, Buonaparte y laissa la division Reynier, et se mit en route, le 14, pour retourner au Caire. A quelque distance de Koraïn, il reçut le rapport de l'amiral Gantheaume sur le désastreux combat naval qui avait eu lieu, le 1er août,

dans la rade d'Aboukir, entre la flotte française, et celle des Anglais, commandée par l'amiral Nelson. Après avoir lu ce rapport, sans laisser paraître aucune émotion, Buonaparte, s'adressant à l'officier qui le lui avait apporté, dit avec le plus grand sang-froid : « Nous n'avons plus de » flotte : eh bien ! il faut rester en ces contrées, ou en sor» tir grands comme les anciens (1). » De retour au Caire, Buonaparte n'hésita point à y faire connaître l'annéantissement de son armée navale; mais il prit en même temps des mesures pour paralyser la funeste impression que cet événement pouvait produire sur les habitants de l'Égypte. Il s'occupa activement de l'organisation administrative du pays; donna au comte amiral Gantheaume le commandement des débris de l'armée navale, consistant en deux vaisseaux de guerre et quatre frégates; fit prendre des positions à ses troupes, et envoya des instructions aux généraux. Il écrivit dans le même temps au schériff de la Mecque et au pacha de Saint-Jean-d'Acre, et s'efforça de leur persuader que les Français n'étaient venus en Égypte que pour soustraire ce pays au joug oppresseur des Mameloucks, et non pour faire la guerre aux Musulmans. Sachant, par expérience, que l'éclat des fêtes publiques présente un ressort politique que l'on peut souvent faire mouvoir avec succès, il fit faire, le 18 août, en sa présence et en celle du lieutenant du pacha, ainsi que des autorités locales du Caire, la rupture annuelle de la digue destinée à retenir les eaux du Nil captives à l'époque du déborde-

(1) Après ce combat (celui d'Aboukir), Buonaparte se trouva dans la position d'Agathocle devant Carthage. Il fallait vaincre ou périr; il soutint ce grand revers avec beaucoup de calme, et osa même s'en servir pour inspirer de plus fortes résolutions à ses compagnons d'armes. (*Le continuateur d'Anquetil, tom. X, pag.* 483.)

Dans ce combat d'Aboukir, *l'Orient*, vaisseau amiral, avait sauté en l'air. Les Anglais avaient capturé 9 vaisseaux et coulé bas une frégate. Une autre frégate avait été brûlée par les Français; l'amiral Brueys, les capitaines du Petit-Thouars, Thévenin et Casa-Bianca avaient péri glorieusement. Tous les autres capitaines, à l'exception d'un seul, avaient été blessés; et les Français avaient perdu plusieurs milliers de marins.

ment périodique de ce fleuve, et jusqu'à ce qu'elles aient atteint la hauteur nécessaire, pour qu'on puisse naviguer dans la ville. Le 20, il fit célébrer avec toute la pompe orientale et le faste européen la fête de Mahomet. Le 21, il arrêta la formation d'un institut destiné à s'occuper des progrès et de la propagation des lumières; et l'ayant divisé en quatre sections, mathématique, physique et histoire naturelle, économie politique, littérature et arts, il le composa d'individus pris parmi la commission des sciences et arts qui l'avait accompagné, et de quelques officiers et administrateurs de l'armée. L'institut tint sa première séance le 24. M. Monge en fut nommé président, et Buonaparte vice-président. Le 22 septembre 1798, il fit célébrer avec beaucoup de pompe, par toute l'armée, l'anniversaire de la fondation de la république française. Les lieutenants de Buonaparte avaient défait sur plusieurs points, les Mameloucks rassemblées par Mourad-Bey dans la Haute-Égypte; et à la suite de plusieurs actions, différentes tribus d'Arabes Fellahs et Bédouins (1), ainsi que plusieurs troupes d'insurgés, avaient été dipersées. Tout enfin paraissait assez tranquille en Égypte, et il semblait que les peuples de ce pays commençaient à s'accoutumer aux formes du nouveau gouvernement que leur avait donné Buonaparte, lorsque le 21 octobre, à la pointe du jour, une révolte éclata dans les différents quartiers et dans tous les environs du Caire (2). Les insurgés se portèrent par détachements nombreux dans les quartiers habités ou fréquentés par les Français; massacrèrent tous ceux

---

(1) La population de l'Égypte se compose de quatre races d'hommes: la première, et la plus ancienne, est celle des *Coptes*, qui professe un christianisme corrompu par les dogmes d'Eutichès; la deuxième, celle des Arabes-Fellahs, qui descendent des premiers vainqueurs de l'Égypte, et habitent les bords du Nil; la troisième, celle des Arabes-Bédouins (du mot *bedouah*, désert), qui vit à la manière des peuples nomades; et la quatrième, celle des Turcs.

(2) La population du Caire est un mélange de Coptes, d'Arabes, de Turcs, de Juifs, de Grecs, d'Arméniens et d'Européens: elle s'élevait alors à plus de 300 mille individus.

de ces derniers qu'ils rencontrèrent, ainsi que les habitants qu'ils soupçonnaient être leurs partisans; s'emparèrent de quelques maisons, et se retranchèrent dans la grande Mosquée. Le général Dupuy, commandant la garnison du Caire, fut tué en voulant rétablir l'ordre. Buonaparte était allé visiter l'île de Roudah, où il voulait faire quelques établissements militaires, lorsque la nouvelle de cette révolte lui parvint. Aussitôt il revint en ville pour prendre des mesures de répression, et fit placer, vers la chute du jour, des canons en batteries à l'entrée des principales rues. Les insurgés, selon l'usage général en Orient de ne rien entreprendre après le coucher du soleil, se retirèrent dans les maisons, et cessèrent de tirer sur les Français; mais le lendemain ils firent entrer par plusieurs issues, dont ils étaient demeurés maîtres, une foule d'Arabes et de paysans armés. Buonaparte, qui avait fait établir sur le revers du Mokatam des batteries, avec lesquelles il pouvait écraser la ville, envoya cependant des parlementaires, choisis parmi les principaux habitants, pour offrir aux insurgés un généreux pardon; mais ceux-ci ayant refusé d'accéder aux propositions qu'il leur fit faire, le général en chef se vit forcé de recourir à la force pour les réduire. Par son ordre les batteries du mont Mokatam furent démasquées, et, celle de la citadelle jouant en même temps, il en résulta un bombardement terrible, dirigé particulièrement sur la grande mosquée. Ce bombardement commença à quatre heures du soir. La crainte d'être ensevelis sous les décombres de la mosquée, réduisit enfin les insurgés à implorer la générosité de Buonaparte; mais celui-ci, jugeant qu'un châtiment sévère pouvait seul garantir de rébellions futures, répondit aux parlementaires des insurgés : « Vous avez refusé ma clémence, quand je vous l'offrais; l'heure de la vengeance est sonnée; vous avez commencé : c'est à moi de finir. » Le bombardement continua, et les révoltés, cherchant alors dans leur désespoir les derniers moyens de salut, tentèrent de s'ouvrir un passage, les armes à la main; mais ils ne trouvèrent que la mort sous les baïonnettes françaises. A huit heures du soir, les

d'Afrique, prenant ainsi la route la plus longue, mais aussi la plus sûre, et mouilla le 1er octobre dans le port d'Ajaccio en Corse. Les vents étant restés contraires jusqu'au 7, Buonaparte profita de ce temps pour faire préparer une felouque munie de bons rameurs, et qui pût prendre la *Muiron* à la remorque, dans le cas d'une rencontre avec les Anglais. Les frégates remirent à la voile le 7 au soir. Après quarante-huit jours de la traversée la plus étonnante, sur une mer couverte d'ennemis, Buonaparte entra dans le port de Fréjus le 9 octobre 1799; et, sans s'embarrasser de l'observation de la *quarantaine*, il se mit en route, le 17, pour Paris, où il arriva inopinément, le 23, à la grande surprise de tout le monde. Son voyage, en traversant la France, fut une véritable marche triomphale : partout il fut reçu, fêté et accompagné par la population des villes et des campagnes, avec les démonstrations du plus grand enthousiasme : cet enivrement universel s'étendit à la capitale (1). Buonaparte, à peine arrivé en France, reconnut qu'elle se trouvait dans la position critique que lui avaient signalée les papiers publics qu'on lui avait transmis en Égypte. En effet, toutes les factions, et elles étaient nombreuses, se trouvaient inquiètes et mécontentes; toutes tendaient à détruire le gouvernement d'alors, sans être bien fixées sur celui par lequel elles devaient le remplacer. La plus grande division régnait entre le directoire exécutif et les deux conseils (celui des anciens et celui des

(1) « Quel triomphe pour un citoyen! quelle plus belle récompense des » services rendus à la patrie! Et comment Buonaparte ne contracta-t-il » pas dès lors l'engagement sacré, inviolable de consacrer sa vie au bon» heur d'une nation qui lui témoignait avec tant d'éclat son affection, » sa confiance sans bornes et son dévouement absolu! Heureux, s'il » n'eût point oublié plus tard qu'un citoyen appelé au timon de l'état » par le vœu presque unanime de ses compatriotes, ne peut point, sans en» courir la vengeance du ciel et l'abandon des hommes, fouler aux pieds » les libertés publiques, substituer ses volontés aux volontés générales, et » placer sa patrie sous la verge du despotisme, après l'avoir sauvée des fureurs de l'anarchie et de l'invasion des étrangers. » (*Victoires et conquêtes des Français de 1792 à 1815*, tom, XI, pag. 225.)

ordres du général Bon, s'empara de ce port, où Buonaparte se rendit, le 27 octobre, accompagné des membres de l'institut d'Égypte. Il s'empressa de reconnaître la ville, le port et la côte, et d'ordonner tout ce qu'une place pouvait exiger sous les rapports des fortications, de la marine et du commerce. Il traversa ensuite la mer Rouge près de Suez, à un gué praticable à marée basse, et alla visiter les *sources de Moïse*. A son retour, il se trouva arrêté dans sa marche par la marée qui avait haussé et fermé le passage. Il remonta vers le golfe; mais, mal dirigé par l'Arabe qui lui servit de guide, il fut sur le point d'être submergé, et ne dut la vie qu'à ce même garde qui, le chargeant sur ses épaules, l'emporta avec rapidité. En continuant les recherches, on trouva, à deux lieues et demie de Suez, les vestiges d'un ancien canal, dont les savans rapportèrent la confection au temps des califes Fatimites. Enchanté de cette découverte, Buonaparte ordonna à l'ingénieur des ponts et chaussées de reconnaître ce canal et d'en niveler tout le cours. Pendant son voyage à Suez, Buonaparte apprit l'occupation du fort El-Arich, bâti sur le chemin de Syrie en Égypte, par un parti de Mamelouks et de troupes de Djezzar pacha. Déjà il avait connaissance d'un firman du grand-seigneur, qui appelait aux armes tous les défenseurs de l'islamisme; et il ne pouvait plus douter des intentions hostiles de la sublime Porte. Pour déconcerter les plans de ses ennemis, Buonaparte résolut d'aller attaquer le pacha de Damas jusque dans sa capitale, et de tenter la conquête de Syrie. De retour au Caire, il s'empressa de réunir les troupes qu'il destinait à cette expédition, et dont le nombre s'éleva à environ 13,000 hommes. L'impossibilité de faire suivre l'artillerie de siége à travers le vaste désert qui sépare Alexandrie de Ramanieh, détermina Buonaparte à la faire embarquer à bord de quelques frégates, que le contre-amiral Pérée eut ordre de conduire vers Jaffa. Le 6 février 1799, toutes les troupes de l'expédition partirent de Katieh pour traverser le désert qui conduit au fort d'El-Arich. Pendant trois jours elles eurent à souffrir tous les tourmens de la chaleur et de la soif. Elles arrivè-

rent enfin sur les hauteurs qui dominent El-Arich, le 9 au matin. Ce fort était occupé par 2,000 hommes environ de troupes de Djezzar pacha, et d'Ibrahim-Bey. Il fallait s'emparer d'abord du village d'El-Arich. L'attaque des Français fut des plus impétueuses, et la défense des ennemis très-opiniâtre; aussi le carnage fut-il d'autant plus grand, que les assiégés refusèrent de se rendre, même lorsqu'on se fut emparé du village. Jamais peut-être les Français n'avaient montré plus d'intrépidité que dans cette occasion, où ils firent eux-mêmes une perte considérable en hommes tués ou blessés. Le château d'El-Arich étant à l'abri d'une attaque de vive force, on se borna à en faire le blocus. Buonaparte était encore au Caire, le 9 février; et, quoiqu'il y eût eu avis qu'une croisière anglaise, turque et russe avait commencé, dès le 3, le bombardement d'Alexandrie, il se décida à laisser continuer ce bombardement, dont le but lui parut être de le détourner de son expédition contre la Syrie. En conséquence, il partit, le 10, et étant arrivé à El-Arich, le 17, il fit sommer, le 18, le commandant du fort, qui capitula, le 19. Le 21, l'armée se remit en marche sur Jaffa. Buonaparte ne partit d'El-Arich que le 23, pour aller rejoindre la colonne d'avant-garde, commandée par le général Kléber; mais cette colonne avait été égarée dans le désert par le guide qui la conduisait, et les divisions qui marchaient à sa suite avaient également pris une fausse direction. Napoléon, qui croyait trouver son armée à Kan-Younes, fut très-surpris d'y rencontrer un corps de Mameloucks, échappés au combat d'El-Arich. Il n'avait avec lui que ses guides à cheval, et un faible détachement du corps des dromadaires. L'audace seule pouvant le tirer de la position critique dans laquelle il se trouvait, il se mit à la tête de ses guides, et s'avança rapidement sur Kan-Younes. Les Mameloucks, prenant ce détachement pour l'avant-garde de l'armée, abandonnèrent le village sans combattre; s'enfuirent à toute bride, et se réfugièrent dans le camp d'Abdallah-Pacha, que l'on apercevait à une lieue de là, sur la route de Gaza. L'armée cependant étant rentrée dans la

bonne voie, arriva, le 24, à Kan-Younes, d'où Buonaparte la fit repartir, le 25. Vers le soir, il fit attaquer le camp du pacha, qui, après un engagement très-court, se retira précipitamment et abandonna Gaza, dans lequel les Français trouvèrent 16,000 livres de poudre, une grande quantité de cartouches et plusieurs pièces de canon. Ayant appris, le 28, que l'ennemi rassemblait ses forces à Jaffa (1), Buonaparte donna ordre à ses divisions de se mettre en marche, pour s'approcher de cette ville, qu'il fit investir dès le 3 mars. La tranchée fut ouverte le 4; et, toutes les batteries se trouvant en état de tirer sur la place, le 7, Buonaparte envoya sommer le commandant, qui, pour toute réponse, fit couper la tête au Turc, porteur de cette sommation. A sept heures du matin, le feu commença; et, vers quatre heures du soir, Napoléon, qui s'était transporté dans la tranchée, ayant reconnu la brèche praticable, ordonna l'assaut. Alors commença, sur les murs écroulés de la ville, un combat terrible entre les assiégeants et les assiégés. Les premiers étant enfin parvenus à pénétrer dans Jaffa, le carnage des troupes de la garnison et des habitants y devint d'autant plus épouvantable, que les Français avaient à venger la mort de quelques soldats de la division du général Bon, qui avaient été égorgés le matin, dans la place, où ils avaient eu l'audace de s'introduire. Dans le désordre affreux occasioné par la fureur des assaillants et le désespoir des assaillis, il devint impossible aux généraux français de faire entendre la voix de l'humanité, et de faire même respecter leur autorité. La ville fut, pendant toute la nuit, en proie aux horreurs du pillage, du viol et du meurtre (2), et la conduite que tinrent les soldats français, dans cette occasion, fut diamétralement opposée à la générosité dont ils avaient fait preuve en Égypte. Dès le lende-

---

(1) Cette ville est l'ancienne Joppé, célèbre dans l'histoire des Israélites.

(2) Buonaparte dit lui-même à cette occasion, que jamais le fléau de la guerre ne s'était montré sous des formes plus hideuses.

main de l'entrée à Jaffa, la peste commença à exercer ses ravages sur l'armée. On avait trouvé dans cette ville quarante pièces d'artillerie, formant l'équipage de campagne de Djezzar-Pacha; plus, une vingtaine de pièces de rempart, tant en fer qu'en bronze, et enfin quinze petits bâtiments de commerce chargés de vivres. Buonaparte, ayant pris la résolution de marcher sans délai sur Saint-Jean-d'Acre, donna les ordres nécessaires pour mettre Jaffa en état de défense, et pour faire établir un hôpital et des magasins. Le 15, l'armée s'avança sur Zéta; et elle eut un engagement, sur les hauteurs de Quâquoum, avec la cavalerie d'Abdallah, qui lui fit éprouver un échec. Le 16, l'avant-garde s'empara de Caïffa, ville située au pied du Mont-Carmel. Le 18, elle effectua le passage de la rivière du Kerdannech, et prit position sur une hauteur qui domine Saint-Jean-d'Acre, à 1000 toises de distance de la place. Saint-Jean-d'Acre, outre sa nombreuse garnison, devait être défendue par deux hommes qui, seuls, valaient une armée musulmane : le premier était le commodore Sidney-Smith, commandant dans ces parages une division navale anglaise; le second, un émigré français, nommé Phélipeaux, d'abord élève à l'École-Militaire de Paris, dans le même temps que Buonaparte, puis officier, avant la révolution, dans le 3[e] régiment d'artillerie (Besançon), et qui avait figuré, en 1795, parmi les principaux chefs de l'insurrection du Berri. Cet habile officier, présenté à Djezzar par Sidney-Smith, obtint la confiance du pacha, et la justifia pleinement, par la manière dont il fit exécuter les travaux de défense de Saint-Jean-d'Acre. Sir Sidney-Smith avait enlevé une partie de la flottille française, qui portait l'artillerie et les munitions destinées au siége de cette place. Phélipeaux s'empressa de faire servir à la défense de Saint-Jean-d'Acre les moyens que Buonaparte avait destinés à sa destruction. La confiance de ce dernier dans le succès de son entreprise, ne parut pas diminuée par la perte de son artillerie. Il fit ouvrir la tranchée, le 20 mars, à environ 150 toises de la place. Le 26,

les assiégés tentèrent une sortie, pour détruire les ouvrages commencés; mais ils furent repoussés, et contraints de se retirer en désordre. Le 28, l'artillerie, qui se composait seulement de 4 pièces de 12, 8 pièces de 8, et 4 obusiers, fut démasquée; et l'on commmença, le même jour, à battre la place en brèche. Vers ce temps, les nombreux partisans que Djezzar avait en Syrie, et le pacha de Damas, nommé généralissime de l'armée du grand-seigneur, faisaient des rassemblements considérables de troupes, et se disposaient à faire lever le siége de Saint-Jean-d'Acre. La prolongation de ce siége entraîna bientôt, du côté des Français, la disette des munitions de guerre et celle des vivres. D'après les rapports qui lui furent faits par les officiers-généraux envoyés sur plusieurs points, pour reconnaître l'armée dite *des pachas*, Buonaparte sentit qu'il était urgent pour lui d'en venir à une action générale avec les nouveaux ennemis, qu'il voulait éloigner de Saint-Jean-d'Acre. Laissant devant cette place deux divisions seulement, il partit, le 15 avril, avec le reste de son armée, et se rendit sur les hauteurs du Mont-Thabor. Là, il trouva, le 16, un rassemblement considérable de Mameloucks, de Janissaires, de Maugrabins et d'Arabes. Il fit former ses divisions en 4 grands carrés, disposés de manière à présenter les trois angles d'un triangle équilatéral; et, ayant par cette manœuvre placé l'ennemi au centre du triangle, il se trouvait en mesure de le battre, et de lui couper la retraite. Ces dispositions prises, il ordonna l'attaque. Cette multitude d'ennemis fut chargée à la baïonnette; enfoncée; mise dans la plus grande déroute, et perdit plus de 6000 hommes. Après cette victoire, Buonaparte retourna avec ses troupes au siége de St.-Jean-d'Acre. Le jour même de son retour devant cette place, le contre-amiral Pérée arriva à Jaffa, avec 3 frégates portant 3 pièces de 24, 6 de 18, et des munitions de guerre. Le tout fut promptement débarqué, et expédié à l'armée de siége. Du 6 au 10 mai, Buonaparte fit tenter plusieurs assauts, dans lesquels la valeur, l'audace et l'intrépidité françaises se manifestèrent d'une manière éclatante, mais qui ne purent cependant vaincre l'indomptable résis-

tance des assiégés. Buonaparte fut enfin convaincu que tous ses efforts seraient désormais inutiles pour réduire Saint-Jean-d'Acre, avec une armée qui avait éprouvé des pertes assez considérables, et qui manquait d'une partie des choses essentielles à la réduction d'une forteresse. Cette considération, à la vérité un peu tardive, jointe aux avis qu'il avait reçus de l'Égypte, où des mouvements insurrectionnels commençaient à avoir lieu, et à la certitude du rassemblement d'une autre armée des pachas, dans les montagnes qui bordent le Jourdain, tout enfin le détermina à lever le siége de Saint-Jean-d'Acre, et à retourner au Caire. Après avoir annoncé cette résolution à son armée, par une proclamation, datée du 17 mai, il fit ses dispositions pour une retraite, qui fut commencée dans la nuit du 20. La levée du siége se fit en bon ordre, et on jeta à la mer l'artillerie qui pouvait retarder la marche de l'armée dans le désert. Napoléon fit aussi transporter ses malades à Jaffa, et donna ordre de ravager le pays, et de détruire toutes les ressources dont les Turcs auraient pu profiter pour s'approcher de la frontière d'Égypte. L'armée arriva, le 25, à Jaffa, où elle séjourna, les 26 et 27, pour faire sauter les fortifications de la place, et achever de ruiner le pays des Naplousains (1). Elle partit de Jaffa (2), le 28 mai, et fit sa

---

(1) Ces peuples étaient connus autrefois sous le nom de *Samaritains*.

(2) Sir Robert Wilson, colonel anglais, et, après lui, quelques écrivains, ont accusé Napoléon d'avoir fait empoisonner 580 malades qui se trouvaient dans les hôpitaux de Jaffa au moment de l'évacuation de cette ville. L'authenticité de ce fait a été contestée par un témoin oculaire de ce qui se passa alors à Jaffa. (Voyez *les Mémoires de M. Miot, commissaire des guerres attaché à l'armée d'Égypte*). Nous croyons devoir imiter la réserve de M. Gallois, qui, dans sa continuation de l'Histoire de France d'Anquetil (*tom. X*, *pag.* 487), s'exprime ainsi : « Nous n'avons » point parlé de l'horrible imputation qu'on lui a faite (à Buonaparte) » d'avoir empoisonné ses malades à Jaffa pour se dispenser de les ramener en Égypte. L'histoire ne doit recueillir des faits de cette nature » qu'avec des preuves, et n'admet pas pour telles les conjectures de la » méchanceté, les ouï-dire de la sottise, et les ressentiments de l'esprit » de parti. »

rentrée au Caire, le 14 juin. De retour dans cette ville, Buonaparte ne tarda pas à se convaincre de l'exactitude des rapports de ses lieutenants, qui tous lui avaient annoncé qu'une grande crise se préparait. Effectivement, Mourad-Bey, et tous les autres chefs des Mameloucks, commencèrent bientôt à accourir du fond des déserts vers la Basse-Égypte, dans l'espoir de se réunir aux mécontents, qui attendaient une armée ottomane, que l'on savait se former dans l'île de Rhodes. Buonaparte s'occupa dès lors du soin de répartir ses troupes de manière à pouvoir repousser l'ennemi sur les différents points où il se présenterait. Il fit en même temps marcher contre les Mameloucks, qui avaient établi leur camp dans l'oasis de Sébabyar, d'où ils furent chassés, avec perte de 700 chameaux et d'un certain nombre d'hommes tués, parmi lesquels se trouvait Osman-Bey. L'armée ottomane embarquée sur des vaisseaux turcs et anglais, partit de Rhodes; cingla vers l'Égypte; parut, le 11 juillet, devant Alexandrie, et prit station, le même jour, dans la rade d'Aboukir. Le 13, au soir, les Français purent compter dans cette rade 113 bâtiments ennemis, dont 13 vaisseaux de 74, 9 frégates et 17 chaloupes canonnières : le reste était composé de bâtiments de transport, portant environ 18,000 hommes de troupes, commandées par Séid-Mustapha-Pacha, séraskier de Romélie. Cette troupe débarqua, le 14; s'empara, les 15 et 16, des redoutes en avant du fort d'Aboukir, et du fort même. Buonaparte désigna le bourg de Ramanieh comme premier rendez-vous général de l'armée, et envoya des ordres à tous ses généraux pour l'approvisionnement des places, et la tranquillité des provinces soumises à leurs commandements. Mustapha-Pacha, au lieu de marcher de suite contre l'armée française, s'établit militairement dans la presqu'île, et y fit tracer une grande ligne de retranchements. Le général en chef de l'armée d'Égypte, calculant tout le parti qu'il pouvait tirer de cette faute, prit la résolution d'attaquer les Osmanlis dans leurs retranchements. Il porta, le 23, son quartier-général à Alexandrie; visita, le 24, et dans le plus grand détail, les forti-

cations de cette place, et se prépara à livrer bataille le lendemain. Aussitôt que l'armée fut arrivée, le 25, en présence des retranchements ennemis, Buonaparte fit former les colonnes d'attaque et donna le signal du combat. Les mamelons occupés par les Turcs, en avant de ces retranchements, furent enlevés à la baïonnette, et l'armée française se porta aussitôt contre la grande redoute qui formait la tête de la seconde ligne de bataille de l'ennemi. La position de cette redoute, dans l'espace étroit formé par la presqu'île, ne laissait aux Osmanlis d'autre retraite, en cas d'échec, que par la mer; aussi prirent-ils la résolution de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité : le combat fut terrible. Les Turcs étant sortis de leurs retranchements, pour marcher au-devant des assaillants, la mêlée devint affreuse, et l'on se battit long-temps corps à corps. Les Osmanlis, voulant arracher les baïonnettes françaises, qui leur donnaient la mort, se précipitèrent en désespérés sur les colonnes, en ne faisant usage que de leurs sabres et de leurs pistolets. La 18ᵉ demi-brigade parvint à repousser ces furieux jusqu'au pied des retranchements, qu'elle tenta vainement d'enlever de vive force. Cette demi-brigade ayant été obligée à son tour de rétrograder, les Turcs la poursuivirent; mais comme ils s'occupaient à couper les têtes des Français tombés en leur pouvoir (1), le général Murat, qui commandait la cavalerie française, profita du désordre que cette exécution barbare mettait dans les rangs ennemis, et, par un mouvement exécuté à propos et avec beaucoup de rapidité, il parvint à les séparer de la redoute. Buonaparte, témoin de ce qui se passait, fait avancer des troupes d'infanterie, qui escaladent la redoute et s'en em-

---

(1) Les Osmanlis ont conservé la coutume sanguinaire de couper les têtes de leurs ennemis. Ils tiennent cet usage barbare de leurs aïeux, les Tartares et les Turcomans. On paye dans les armées ottomanes un prix convenu pour chaque tête apportée pendant ou après le combat. Ce fut l'appât de cette récompense, et le désir de l'obtenir proptement, qui perdirent les Turcs, en leur faisant abandonner les retranchements qui devaient les protéger.

parent. Alors les Turcs essaient vainement de se défendre en dehors de leurs retranchements; l'infanterie française les presse et les accule entre la mer et la cavalerie de Murat. De ce moment, le carnage devient horrible; tous les Osmanlis qui se trouvent sur ce point sont tués ou se noient, en se jetant à la mer. Cependant, Mustapha-Pacha, avec toute sa maison et ses principaux chefs, tenait encore dans le village d'Aboukir. Murat s'étant jeté avec sa cavalerie entre le village et le fort, toute retraite fut aussi fermée au pacha, qui se défendit en vain, et fut fait prisonnier, avec les Janissaires qui l'accompagnaient. Jamais victoire n'avait été plus prompte et plus décisive que celle remportée dans cette journée. Toutes les tentes, tous les bagages, et toute l'artillerie de l'armée ennemie, tombèrent au pouvoir des Français; et des 18,000 Osmanlis qui avaient débarqué, il ne restait plus que 5000 hommes, qui s'étaient réfugiés dans le fort d'Aboukir, et les 200 Janissaires faits prisonniers: tout le reste avait péri par le fer et le feu ou dans les eaux. Buonaparte fit investir ce fort dès le même jour, et en ordonna le bombardement. Les assiégés se défendirent avec vigueur; mais, écrasés par les bombes, les obus et les boulets, et réduits à la misère la plus affreuse, ils sortirent, le 2 août, de la place, sans avoir demandé à capituler, et vinrent se mettre à la discrétion des Français. Ceux-ci leur prodiguèrent tous les égards et tous les soins que peuvent inspirer la générosité et l'humanité. Une partie de ces malheureux, ayant usé avec trop d'avidité des vivres qui leur furent distribués, mourut d'indigestion. Ainsi se termina, à la gloire des Français, cette menaçante expédition des Turcs. Pendant que Buonaparte faisait le siége de Saint-Jean-d'Acre, il avait reçu d'Europe, par la voie d'Alexandrie, des nouvelles qui lui avaient fait connaître les querelles existantes entre le directoire-exécutif et les deux conseils du gouvernement français. Il avait appris en même temps la perte de ses conquêtes en Italie, et les échecs éprouvés par l'armée du Rhin. Son frère, Joseph Buonaparte, lui avait mandé qu'une crainte générale s'était emparée des esprits; qu'on craignait le retour de l'a-

dès le 26, son avant-garde se trouva en présence d'un corps ennemi, fort de 6000 hommes d'infanterie et d'environ 4000 chevaux, qui furent culbutés et mis en déroute. Après cette affaire glorieuse, qui prit le nom de combat de la Chiusella, Buonaparte se rendit à Chivasso, pour y passer la revue des troupes de son avant-garde (1). A la nouvelle de la marche imprévue des Français, le général Mélas, qui commandait les forces autrichiennes en Italie, se hâta d'accourir à Turin avec le plus de troupes qu'il put réunir; mais déjà Buonaparte avait fait effectuer le passage de la Sésia, le 28 mai. Celui du Tésin eut lieu le 2 juin, et le général français Monnier s'empara le même jour de Milan. Buonaparte, ayant fait son entrée dans cette capitale de la Lombardie, s'empressa de réorganiser la république Cisalpine. Sur ces entrefaites, le fort de Bard, que l'on avait investi, capitula. La garnison demeura prisonnière de guerre, et l'on trouva dans la place 18 canons et une grande quantité de munitions. Mais, d'un autre côté, Masséna, après la défense la plus vigoureuse et la plus honorable, avait été obligé de rendre Gènes, par capitulation. Par les ordres de Buonaparte, tous ses lieutenants continuèrent leurs mouvements sur divers points, et de manière à pouvoir battre en détail les différents corps de l'armée autrichienne, qui se trouvaient disséminés, et que Mélas n'avait point encore pu rallier. Bientôt les manœuvres et les mar-

---

(1) Napoléon, qui connaissait bien le caractère national des Français, savait employer à propos des paroles magiques, par lesquelles il stimulait leur courage. A cette revue, il prodigua les louanges à tous les corps qui s'étaient distingués depuis l'ouverture de la campagne; et s'adressant particulièrement à la 28e demi-brigade de ligne, il lui dit : « Soldats, » il y a deux ans que vous vous battez dans les montagnes, souvent pri» vés de tout. Vous avez fait votre devoir sans murmurer. Je sais en» core qu'il vous était dû, il y a quelques jours, huit mois de paie, et que » vous marchiez à l'ennemi sans proférer une seule plainte. Je récom» penserai votre conduite, et, *pour vous prouver ma satisfaction, je » veux qu'à la première affaire, vous marchiez en tête de l'avant-garde.* » Ces paroles se répandirent promptement dans l'armée, et tous les corps briguèrent l'honneur de marcher à l'avant-garde.

nements de deux frégates, sans toutefois mettre ces deux officiers dans la confidence de ses desseins. Il quitta Alexandrie, le 5 août, pour se rendre au Caire, où il arriva, le 10. Il crut cependant devoir profiter de la victoire d'Aboukir pour entrer en négociation avec le grand-visir, qui se trouvait alors à Damas, où il attendait la réunion d'une seconde armée turque, pour se porter en Égypte. Buonaparte offrit de restituer ce pays à la Porte ottomane, si elle voulait renoncer à l'alliance de la Russie et de l'Angleterre : l'influence de ces deux puissances mit des obstacles à cette négociation Napoléon redoubla de soins pour affermir la tranquillité intérieure, et pour établir l'ordre dans toutes les parties du service administratif. Il fit partir, pour le Saïd, ou Haute-Égypte, une commission composée de savants, qui avaient à leur tête M. Vivant-Denon, membre de l'institut, et dicta lui-même la série de questions dont cette commission devait donner la solution. Ayant été informé que la croisière anglaise n'avait plus paru, depuis le 11 août, devant Alexandrie et la côte de Rosette, il choisit ce moment pour son départ d'Égypte; mais, voulant le tenir secret jusqu'au dernier moment, il donna le change à tout le monde, en annonçant qu'il allait faire une tournée dans le Delta. Il partit du Caire, le 18 août, emmenant avec lui les généraux Berthier, Lannes, Murat, Marmont et Andréossy ; les savants Monge, Bertholet et Denon, et 250 guides commandés par le général Bessières. Arrivé à Alexandrie, le 21, il écrivit au divan d'Égypte, pour l'informer de son départ, et au général Kleber (1), pour lui remettre le commandement de l'armée. Il adressa à ses soldats une proclamation, dans laquelle il manifesta tous ses regrets de les quitter. Le 22, au soir, il sortit du port d'Alexandrie sur une embarcation, monta à bord de la frégate la *Muiron*, que commandait Gantheaume, et partit accompagné de la frégate la *Carrère*, d'une pinque et de deux avisos. Cette escadrille rangea les côtes

(1) Dans sa lettre à Kléber, il dit que l'intérêt de la patrie et *l'obéissance* le décident à se rendre en Europe.

d'Afrique, prenant ainsi la route la plus longue, mais aussi la plus sûre, et mouilla le 1er octobre dans le port d'Ajaccio en Corse. Les vents étant restés contraires jusqu'au 7, Buonaparte profita de ce temps pour faire préparer une felouque munie de bons rameurs, et qui pût prendre la *Muiron* à la remorque, dans le cas d'une rencontre avec les Anglais. Les frégates remirent à la voile le 7 au soir. Après quarante-huit jours de la traversée la plus étonnante, sur une mer couverte d'ennemis, Buonaparte entra dans le port de Fréjus le 9 octobre 1799; et, sans s'embarrasser de l'observation de la *quarantaine*, il se mit en route, le 17, pour Paris, où il arriva inopinément, le 23, à la grande surprise de tout le monde. Son voyage, en traversant la France, fut une véritable marche triomphale : partout il fut reçu, fêté et accompagné par la population des villes et des campagnes, avec les démonstrations du plus grand enthousiasme : cet enivrement universel s'étendit à la capitale (1). Buonaparte, à peine arrivé en France, reconnut qu'elle se trouvait dans la position critique que lui avaient signalée les papiers publics qu'on lui avait transmis en Égypte. En effet, toutes les factions, et elles étaient nombreuses, se trouvaient inquiètes et mécontentes; toutes tendaient à détruire le gouvernement d'alors, sans être bien fixées sur celui par lequel elles devaient le remplacer. La plus grande division régnait entre le directoire exécutif et les deux conseils (celui des anciens et celui des

---

(1) « Quel triomphe pour un citoyen! quelle plus belle récompense des » services rendus à la patrie! Et comment Buonaparte ne contracta-t-il » pas dès lors l'engagement sacré, inviolable de consacrer sa vie au bon- » heur d'une nation qui lui témoignait avec tant d'éclat son affection, » sa confiance sans bornes et son dévouement absolu! Heureux, s'il » n'eût point oublié plus tard qu'un citoyen appelé au timon de l'état » par le vœu presque unanime de ses compatriotes, ne peut point, sans en- » courir la vengeance du ciel et l'abandon des hommes, fouler aux pieds » les libertés publiques, substituer ses volontés aux volontés générales, et » placer sa patrie sous la verge du despotisme, après l'avoir sauvée des fureurs de l'anarchie et de l'invasion des étrangers. » (*Victoires et conquêtes des Français de* 1792 *à* 1815, tom, XI, pag. 225.)

cinq-cents). Les membres de chacun de ces trois pouvoirs étaient même peu d'accord entr'eux. Deux lois tyranniques, celles des *otages* et de l'*emprunt forcé*, venaient d'être rendues, et comblaient la mesure du mécontentement général. Toutes les parties du service et de l'administration, tant civile que militaire, étaient en souffrance, et, pendant que l'ennemi menaçait au dehors, la guerre civile était prête à éclater au dedans. Chacun sentait le mal, et depuis long-temps on disait hautement, qu'il fallait employer les remèdes, même les plus violents, pour le guérir; mais de quelle main se servir pour les appliquer? Buonaparte est arrivé; et tous les yeux, toutes les espérances se tournent vers lui, et sa présence fixe presque toutes les irrésolutions. Nous devons dire ici, avec le continuateur d'Anquetil (*tom. X, p.* 489), que « si, comme on n'en peut douter, il avait conçu le » projet de changer un gouvernement dont tout attestait » la faiblesse et l'instabilité, il ne pouvait rentrer en France » plus à propos. » En effet, bientôt tous les partis lui firent des ouvertures (1), et chacun des trois pouvoirs chercha, de son côté, à le ranger de son bord. Buonaparte, se dérobant aux hommages flatteurs dont on l'entourait, parut ne s'occuper que du soin de répondre à la confiance nationale; mais il s'efforça de se rendre impénétrable. Froid et réservé avec les magistrats supérieurs; caressant, simple et modeste avec les soldats, il dissimula à tous ses vues et ses affections, réussit à masquer les unes et les autres, et par cette politique adroite se fit rechercher de tous les côtés. Il s'établit cependant une association d'intérêt entre lui et le directeur Sieyes, aux yeux duquel Buonaparte parut vouloir se contenter du rôle d'agent principal dans le changement que ce directeur méditait. Un grand nombre d'officiers sans emploi, qui se trouvaient alors dans la capitale, of-

---

(1) On a dit qu'un de ces partis, celui des *modérés*, lui proposa l'exemple de Monck, et négocia avec lui pour le rapprocher d'un membre du directoire, Sieyes, qui projetait le rétablissement des Bourbons sur le trône de France.

fraient à Buonaparte des auxiliaires sur lesquels il pouvait compter. La garnison de Paris fut facilement gagnée, et plusieurs généraux déjà célèbres, tels que Moreau, Lefebvre, Macdonald, Berthier, Murat, Lannes, Marmont et Andréossi, promirent de coopérer à l'entreprise. Avec de tels moyens, Buonaparte devait être sûr de réussir dans tout ce qu'il lui conviendrait d'entreprendre. Tout étant préparé, le 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799) fut le jour fixé pour le grand événement. Ce jour-là, ceux des membres du conseil des anciens qui étaient dans le secret de la conjuration, se rassemblèrent; décrétèrent la translation de la représentation nationale à Saint-Cloud; chargèrent en même temps le général Buonaparte de l'exécution de cette mesure, et mirent à sa disposition la garde du corps législatif, ainsi que toutes les troupes de la garnison de Paris. Des cinq membres du directoire, Sieyes et Roger-Ducos parurent seuls donner leur assentiment à cette mesure; Barras envoya sa démission : Gohier et Moulin refusèrent de donner la leur. Buonaparte passa ce même jour la revue de toutes les troupes, au Champ-de-Mars, et les prépara à bien servir ses projets. Le 19 brumaire, le conseil des anciens s'assembla à Saint-Cloud. Buonaparte demanda à y être introduit; et, ayant été admis, il prononça un discours, dans lequel il exposa la situation critique des choses : il chercha en même temps à se justifier des imputations d'ambition qui pesaient sur lui, et déclara qu'aussitôt que les dangers qui lui avaient fait conférer des pouvoirs extraordinaires seraient passés, *il abdiquerait ces pouvoirs*. Du conseil des anciens, il se rendit au conseil des cinq-cents, que présidait son frère, Lucien Buonaparte, et où la séance allait être très-orageuse. On venait d'y prêter le serment de *s'opposer au rétablissement de toute espèce de tyrannie,* lorsque Buonaparte entra, accompagné de quatre grenadiers. A sa vue, l'indignation la plus vive se manifesta; de tous côtés on entendit crier, avec l'accent de la fureur : *Des sabres ici!..... des hommes armés!..... à bas le dictateur, le Cromwel!.... hors la loi! hors la loi!...* Bientôt le tumulte augmente; une foule de membres se

précipitent au milieu de la salle, et entourent le général. Un des compatriotes de Buonaparte, Aréna, lève sur lui un poignard et veut l'en frapper; mais un des grenadiers de l'escorte (1), détournant l'arme, reçoit le coup dans le bras droit. Sur ces entrefaites, le général Lefebvre (depuis duc de Dantzick) arrive avec un piquet de grenadiers, écarte et disperse les députés, et enlève Buonaparte au danger qui menaçait sa tête. Napoléon, sentant que le conseil des cinq-cents pouvait encore prendre des résolutions vigoureuses et paralyser la révolution naissante, résolut de le prévenir, et envoya un piquet de grenadiers qui s'établit, l'arme au bras, au milieu de l'assemblée, et inspira aux membres de l'opposition une terreur telle, qu'ils se hâtèrent de fuir par les portes et les fenêtres, pour se soustraire aux baïonnettes. La désertion du conseil des cinq-cents abandonnant à celui des anciens le soin de la chose publique, ce dernier se forma en comité général, et prit une détermination qui fut l'accomplissement du projet médité par les conjurés. Le décret porta l'abolition du directoire, l'expulsion de soixante membres du conseil des cinq-cents, la création provisoire d'une nouvelle magistrature destinée à exercer le pouvoir exécutif, et la désignation de Sieyes, Roger-Ducos et Buonaparte, pour remplir cette magistrature sous le nom de *consuls de la république* (2). Un mois après l'établissement du gouvernement provisoire, Sieyes et Roger-Ducos donnnèrent leur démission, et furent remplacés par Cambacérès et Lebrun. Une nouvelle constitution (celle de l'an 8) succéda à celle de l'an 3, qui avait elle-même succédé à celle de 1793; et Buonaparte se vit définitivement placé à la tête du gouvernement, sous le titre de *premier consul de la république*. Parvenu ainsi à la suprême

(1) Il se nommait Thomé, et fut créé officier dans la nouvelle garde consulaire.

(2) Le continuateur d'Anquetil dit que cette révolution releva la France du profond avilissement où elle était tombée, et il ajoute qu'elle fut accueillie partout avec autant de joie que de reconnaissance. (*Tom.* X, *pag.* 507 *et* 508.)

puissance, il sentit que, pour s'affermir dans le poste périlleux où sa fortune venait de le placer, il devait répondre à l'attente de tous les gens de bien (1), et que le rôle de pacificateur était un de ceux qu'il devait principalement jouer. Pour parvenir à ce but, il écrivit directement au souverain de la Grande-Bretagne, et lui proposa de s'entendre avec lui pour mettre un terme au fléau de la guerre qui, depuis huit ans, étendait ses ravages sur tant de peuples : cette démarche ne fut point accueillie. Il en tenta une autre qui eut plus d'effet. Il fit habiller à neuf tous les soldats russes, prisonniers de guerre en France, et les renvoya dans leur patrie, sans aucune proposition d'échange. Touché de ce trait de générosité,

(1) Il s'empressa de se créer un nouveau titre à la reconnaissance publique, en faisant clore la liste des émigrés et rayer les noms d'un grand nombre de membres de l'assemblée constituante qui s'y trouvaient inscrits. Il rendit à leurs familles, à leurs amis, à leurs emplois, à leurs propriétés, ceux qu'on en avait injustement séparés. Il adoucit la sévérité des formes, et fit briller de nouveau les principes de justice. (*Mémoires de Salgues*, tom. III, pag. 293.) Il rappela de l'exil MM. de Vaublanc, Pastoret, Muraire, Boissy-d'Anglas, Suard, Dumas, Dumolard, et plusieurs autres que les décrets du 18 fructidor avaient bannis de leur patrie. Il prit des mesures pour la restauration des finances, et fit faire des recherches contre quelques fournisseurs des armées, qui furent obligés à des restitutions. Il réorganisa les tribunaux; institua les préfectures; négocia avec les États-Unis d'Amérique pour rétablir la bonne harmonie entre les deux gouvernements. M. Salgues, dans ses Mémoires pour servir à l'Histoire de France, après avoir expliqué en détail tout ce que nous venons de résumer dans cette note, s'exprime ainsi (*tom. III*, *pag.* 325 *et* 326) : « Tel était l'art avec lequel Buonaparte rassemblait les éléments de cette grandeur future vers laquelle tendaient » toutes ses pensées, toutes ses actions. Infatigable au travail, inflexible » dans ses résolutions, impénétrable dans ses desseins, nul homme » n'était plus ardent et plus appliqué. Il se levait de grand matin, se couchait tard, et passait souvent une partie des nuits avec ses secrétaires. » Sa vie était d'une frugalité austère, et ses repas d'une sobriété presque » lacédémonienne : il restait à peine une demi-heure à table. Presque insensible au plaisir de l'amour, affectant le mépris de l'or, quand il fallait » l'acquérir par des moyens obscurs, indifférent à toutes les autres séductions, il ne semblait occupé que de sa gloire. La force et l'activité de » son âme, la vaste étendue de sa pensée, sa haute habileté, frappaient » les esprits, même les plus vulgaires; mais tout n'était pas sans tache. »

Paul Ier, empereur de Russie, rappela les troupes qu'il avait encore en Allemagne, et déclara qu'il ne voulait plus faire partie de la coalition armée contre la France. Napoléon s'appliqua en même temps à resserrer les liens de bonne intelligence qui unissaient la Prusse à la France, et sollicita la médiation du roi Frédéric-Guillaume, pour obtenir la paix avec l'Allemagne. Il renouvela auprès de l'empereur d'Autriche la proposition qu'il avait faite au roi d'Angleterre : François II ne parut pas éloigné de l'accueillir ; mais les intrigues et l'or du cabinet britannique rompirent bientôt après les négociations ouvertes entre les cabinets de Vienne et de Paris, et l'Autriche ordonna des levées considérables de gens de guerre. La Bavière de son côté fit cause commune avec les ennemis de la France ; et l'Angleterre promit de soudoyer 12,000 Bavarois. Vers le même temps, de nouveaux rassemblements d'insurgés s'étant formés dans une partie de la Bretagne et de la Normandie, dans l'Anjou, le Maine et le Poitou, le premier consul ordonna aux généraux Brune et Hédouville de réduire les royalistes de la Vendée, par le fer, si la voix de la persuasion était insuffisante. En se conformant aux instructions qu'ils avaient reçues, ces deux généraux parvinrent en peu de temps à tout pacifier, par les seuls moyens de conciliation. Les habitants, qui s'étaient soulevés, rentrèrent paisiblement dans leurs foyers ; et leurs chefs capitulèrent à des conditions avantageuses : quelques-uns d'entre eux, tels que MM. de Bourmont et de Scépeaux, furent admis dans la suite à prendre du service dans les armées de Buonaparte. Cependant le refus de traiter de la paix, fait par l'Autriche et l'Angleterre, et les armements considérables que préparaient ces deux puissances, engagèrent Buonaparte à faire un appel au peuple français. Il demanda de *l'argent, du fer et des soldats,* pour pouvoir conquérir cette paix qu'on lui refusait. La nation répondit généreusement à l'appel de son premier magistrat ; et la première conscription militaire fut levée sans aucun obstacle, excepté dans quelques départements de l'Ouest, où on l'avait politiquement suspendue. On vit alors se renouveler le même élan qui, en 1793

et 1794, avait fourni un si grand nombre de défenseurs à la patrie. Toutes les parties de l'administration militaire reçurent une vive impulsion. En moins de deux mois 40,000 chevaux furent rassemblés, et un parc considérable d'artillerie fut formé à Paris. Le premier consul confirma le général Moreau dans le commandement de l'armée du Rhin, et s'occupa de former une armée de réserve, destinée à agir en Italie, pour faire une diversion importante en Allemagne. Il réorganisa aussi l'armée d'Italie, que commandait alors Masséna, et qui, par la coupable insouciance du directoire, se trouvait dans le désordre et le dénûment le plus complet. Il avait chargé le général Suchet de s'opposer aux efforts du général Mélas, qui paraissait vouloir pénétrer en France, par la Ligurie, et menaçait en même les ports de Toulon et de Marseille. Suchet s'illustra par la défense du pont du Var, et parvint, par des succès rapides, à forcer les ennemis de se replier sur l'Italie. Buonaparte donna au général Alexandre Berthier le commandement de l'armée de réserve, qui se rassemblait à Dijon, et qui devait être forte d'environ 60,000 hommes. Il traça la marche de cette armée, et indiqua ses débouchés en Italie par le mont Saint-Bernard. Ayant résolu d'aller prendre le commandement en chef en Italie, il quitta Paris, le 6 mai 1800, et se rendit à Dijon, où il passa l'armée de réserve en revue. Après avoir organisé les cadres d'une seconde armée de réserve, il se rendit à Genève, où il arriva le 8. Là, il reçut du général Marescot, commandant-général du génie, tous les renseignements que cet officier avait recueillis en faisant une reconnaissance, pour s'assurer de la possibilité du passage des Alpes par le point indiqué. Après avoir écouté tous les détails que Marescot lui donnait avec la plus grande clarté, Buonaparte termina l'entretien par cette dernière question. « Croyez-vous enfin que l'armée puisse tenter ce passage ? — Oui, général, répondit l'intrépide ingénieur ; cela est possible aux soldats français. — Eh bien ! partons, reprit Buonaparte. » Dès le 17 mai, l'avant-garde,

aux ordres du général Lannes, avait déjà pénétré dans l'étroite vallée de la Drance, par le col Major, jusqu'à Saint-Pierre, et se trouvait ainsi au pied du grand Saint-Bernard, là où finit tout chemin praticable. Renouveler les prodiges opérés autrefois par Annibal; se frayer une route à travers des monts couverts de neiges éternelles, dont le sommet se perd dans les nues; escalader des rochers inabordables, et affronter des abîmes, telle était la tâche glorieuse que l'armée française se disposait à remplir. Le mont qu'il fallait gravir, appelé par les Romains *Mons Penninus*, est le plus élevé de la longue chaîne des Apennins qui sépare la Suisse de l'Italie. La nature y a rassemblé tout ce qui peut arrêter l'audace de l'homme, et glacer son courage : des rochers pendants en précipices, des gouffres immenses, des monceaux de glace prêts à se briser sous les pas, un froid excessif, nulle trace de végétation, une vaste et profonde solitude, dont le silence n'est interrompu que par le fracas des avalanches, le bruit sourd et lointain des torrents, et le cri sauvage de quelques animaux féroces. Ce fut au pied de ce mont qu'on rassembla l'artillerie et toutes les munitions. Le transport de ces objets était impraticable avec des chevaux ou des mulets de trait; mais le courage et l'industrie des Français vinrent suppléer à tout. Les canons, les obusiers, les affûts sont démontés, et placés, les uns dans des troncs d'arbres creusés, les autres sur des traîneaux à roulettes; les munitions sont chargées à dos de mulet, et les caissons démontés doivent être portés par des chevaux. Les hommes, officiers et soldats, s'offrent avec un égal empressement, s'attellent intrépidement à des câbles, et gravissent le périlleux sentier que l'on a tracé, traînant après eux une partie de tout cet attirail de guerre : mais on ne peut marcher qu'un à un, et quiconque tenterait de dépasser son camarade, courrait risque de s'engloutir à jamais dans des abîmes immenses. Malgré les obstacles et les dangers sans cesse renaissants, sur un espace de six milles, la courageuse persévérance des Français parvint à effectuer ce mémorable passage; et, après six heures de la

marche la plus laborieuse (1), toute l'artillerie et toutes les munitions furent enfin réunies autour de l'hospice bâti sur le mont Saint-Bernard. On n'eut à regretter que la perte d'une pièce de 8 et de 3 canonniers, qui, s'étant un peu écartés du chemin, furent entraînés par une avalanche (2). Buonaparte avait fait remettre aux religieux de l'hospice du Saint-Bernard une assez forte somme, au moyen de laquelle ces bons moines achetèrent et distribuèrent, avec une patience et une gaieté admirables, le pain, le vin et la viande aux troupes, à mesure qu'elles arrivaient. Après cette halte, qui eut lieu le 18 mai 1800, l'armée se remit en marche pour descendre le versant méridional du Saint-Bernard. La pente en était rapide et effrayante, et la neige, qui commençait à fondre, se crevassant en s'affaissant, il ne fallait qu'un faux pas pour être entraîné dans les précipices. Quelques hommes et plusieurs chevaux périrent, écrasés contre des rochers, ou engloutis dans des fondrières de neige. Pour éviter ces accidents, les soldats imaginèrent de se laisser glisser sur la neige jusqu'au bas de la pente. Les généraux et officiers suivirent cet exemple, et Buonaparte lui-même employa ce moyen, pour descendre plus vite et avec moins de danger (3). Les Autrichiens, qui occupaient Aoste et

---

(1) Lorsque, engourdis par le froid ou harassés de fatigues, les soldats sentaient que leurs forces et leur courage allaient les abandonner, ils demandaient qu'on battît la charge; et c'est au bruit du tambour, répété au loin par les échos des montagnes, et en s'excitant encore par des chants guerriers, que les futurs vainqueurs de l'Italie arrivèrent enfin à la cime du Saint-Bernard.

(2) Afin de stimuler l'ardeur des troupes, Buonaparte avait promis mille francs pour chaque canon amené avec son affût sur le sommet de la montagne. Lorsqu'il fut question de distribuer cette juste récompense du zèle et de la fatigue des soldats, tous, d'un commun accord, refusèrent de l'accepter, montrant ainsi que la gloire et l'honneur d'avoir bien mérité de la patrie étaient le seul prix qu'ils enviassent.

(3) Pendant que le gros de l'armée gravissait ainsi le Saint-Bernard, une colonne commandée par le général Moncey (depuis duc de Conégliano) débouchait par le St-Gothard, et une autre colonne forte d'environ 1000 hommes, sous les ordres du général Berthezenne, traversait

Châtillon, furent débusqués de ces deux villes, le 18 et le 19 mai, et perdirent 400 hommes tués ou faits prisonniers, et 3 pièces de canon. Napoléon établit son quartier-général à Aoste, le 21. L'avant-garde de l'armée se trouva arrêtée, dans sa marche, devant la ville et le château de Bard, sur le chemin qui conduit d'Aoste à Ivrée. Nous avons dit, à l'article du général Alexandre Berthier (*tom. II*, *pag.* 199), par quel moyen ingénieux et hardi ce général, après s'être emparé de la ville de Bard, était parvenu à faire passer l'artillerie de l'armée sous le tir du canon du fort. Aussitôt que cette artillerie eut rejoint l'avant-garde, Buonaparte donna ordre d'attaquer vigoureusement la ville et la citadelle d'Ivrée, défendues par 4000 Autrichiens. Ceux-ci, pendant deux jours, opposèrent la résistance la plus opiniâtre; mais le 25, les Français montèrent à l'assaut; enlevèrent tous les ouvrages à la baïonnette, et se rendirent maîtres de la ville et de la citadelle. L'ennemi se retira en désordre, par le pont de Chiusella, sur Chivasso, après avoir perdu beaucoup d'hommes et d'artillerie, et laissé 300 prisonniers au pouvoir des vainqueurs. Le premier consul fit marcher rapidement sur Turin ; et,

---

le Simplon. La marche de cette dernière troupe présenta un fait si extraordinaire, que nous croyons devoir en rapporter ici quelques détails. La colonne arriva, le 28 mai, à l'un des ponts où le passage ne pouvait s'effectuer que sur des pièces de bois ordinairement placées sur un intervalle de 10 toises séparant deux rochers. Cette espèce de pont avait été emporté par un éclat de roche qui, détaché du haut de la montagne, avait tout entraîné dans le torrent coulant au pied des rochers. Le général Berthezenne n'avait à sa disposition aucuns moyens pour rétablir ce pont. Un soldat s'offre de mettre les pieds dans la rangée de trous pratiqués pour fixer les pièces de bois, puis de tendre une corde à hauteur d'hommes en marchant de cavité en cavité jusqu'à ce qu'il soit parvenu à la fixer à l'autre extrémité de l'espace entièrement vide, au-dessus de l'abîme. La proposition de cet audacieux soldat est acceptée, et bientôt la corde est tendue. Le général Berthezenne donne alors l'exemple de passer, s'accrochant à la corde par la main; et c'est ainsi que 1000 Français, se suspendant entre le ciel et le plus effroyable abîme, franchissent l'intervalle, chargés de leurs armes et de leurs bagages.

dès le 26, son avant-garde se trouva en présence d'un corps ennemi, fort de 6000 hommes d'infanterie et d'environ 4000 chevaux, qui furent culbutés et mis en déroute. Après cette affaire glorieuse, qui prit le nom de combat de la Chiusella, Buonaparte se rendit à Chivasso, pour y passer la revue des troupes de son avant-garde (1). A la nouvelle de la marche imprévue des Français, le général Mélas, qui commandait les forces autrichiennes en Italie, se hâta d'accourir à Turin avec le plus de troupes qu'il put réunir; mais déjà Buonaparte avait fait effectuer le passage de la Sésia, le 28 mai. Celui du Tésin eut lieu le 2 juin, et le général français Monnier s'empara le même jour de Milan. Buonaparte, ayant fait son entrée dans cette capitale de la Lombardie, s'empressa de réorganiser la république Cisalpine. Sur ces entrefaites, le fort de Bard, que l'on avait investi, capitula. La garnison demeura prisonnière de guerre, et l'on trouva dans la place 18 canons et une grande quantité de munitions. Mais, d'un autre côté, Masséna, après la défense la plus vigoureuse et la plus honorable, avait été obligé de rendre Gènes, par capitulation. Par les ordres de Buonaparte, tous ses lieutenants continuèrent leurs mouvements sur divers points, et de manière à pouvoir battre en détail les différents corps de l'armée autrichienne, qui se trouvaient disséminés, et que Mélas n'avait point encore pu rallier. Bientôt les manœuvres et les mar-

---

(1) Napoléon, qui connaissait bien le caractère national des Français, savait employer à propos des paroles magiques, par lesquelles il stimulait leur courage. A cette revue, il prodigua les louanges à tous les corps qui s'étaient distingués depuis l'ouverture de la campagne; et s'adressant particulièrement à la 28e demi-brigade de ligne, il lui dit : « Soldats, » il y a deux ans que vous vous battez dans les montagnes, souvent pri» vés de tout. Vous avez fait votre devoir sans murmurer. Je sais en» core qu'il vous était dû, il y a quelques jours, huit mois de paie, et que » vous marchiez à l'ennemi sans proférer une seule plainte. Je récom» penserai votre conduite, et, *pour vous prouver ma satisfaction, je » veux qu'à la première affaire, vous marchiez en tête de l'avant-garde.* » Ces paroles se répandirent promptement dans l'armée, et tous les corps briguèrent l'honneur de marcher à l'avant-garde.

ches des Français eurent pour résultat de forcer l'ennemi à la retraite au-delà de l'Oglio, jusqu'au pied des montagnes. Pavie et Plaisance furent occupées par les troupes de Napoléon, qui porta son quartier-général dans la première de ces deux villes. Il y apprit la capitulation de Gènes, et fut informé que le général Ott, qui avait commandé le siége de cette place, marchait pour se joindre à Mélas, et avait pris position à Casteggio et Montebello. La marche rapide que Buonaparte avait fait faire à ses troupes empêchait la jonction des deux généraux ennemis, et mettait le général en chef autrichien dans une position embarrassante. Napoléon sentant la nécessité de livrer bataille avant que la masse des troupes ennemies pût se réunir, et que Mélas fût à même de se servir avec avantage de son immense cavalerie, donna en conséquence l'ordre d'attaquer, le 9 juin, le corps du général Ott, fort d'environ 16,000 hommes de vieilles troupes, appuyé d'une artillerie nombreuse, et fortement posté sur les hauteurs de Casteggio. Après cinq heures d'un combat opiniâtre, ce village fut emporté. Le général Ott ayant rallié ses troupes à Montebello, un nouveau combat s'y engagea bientôt ; et les Autrichiens commençaient à prendre des avantages, lorsque Buonaparte, qui venait d'arriver sur le champ de bataille, fit marcher contre eux le général Victor, avec une réserve de six bataillons. L'ennemi, forcé sur tous les points et presque enveloppé, fut obligé à la retraite, et poursuivi, l'épée aux reins, jusqu'à Voghera : les deux affaires de Casteggio et de Montebello coûtèrent aux Autrichiens 3000 hommes tués, 5000 prisonniers, 6 pièces de canon et plusieurs drapeaux. Ces brillants succès n'étaient que le prélude de la célèbre bataille de Marengo. Le 12 juin, Buonaparte porta son quartier-général à Voghera ; et, dans la nuit du 12 au 13, il fit prendre position à ses divisions, qui s'établirent sur la rivière de la Scrivia. Les forces de Buonaparte s'élevaient, sur ce point, à environ 30,000 hommes : celles de Mélas pouvaient être évaluées de 40 à 50,000 hommes. La cavalerie du général ennemi était plus nombreuse et mieux montée que celle des Français, et son artillerie était plus

forte. Les Français passèrent la Scrivia, dans la matinée du 13 juin, et se formèrent dans la plaine de San-Guiliano. Étonné de ne pas trouver l'ennemi en bataille dans cette plaine, Buonaparte se persuada que Mélas faisait une marche de flanc; et, dans cette croyance, voulant faire observer la route d'Acqui et la communication de Gènes, il détacha promptement le corps du lieutenant-général Desaix (1) sur sa gauche, à Rivalta; se porta de sa personne à Castelnovo-di-Scrivia; fit reconnaître, par sa cavalerie légère, toute la plaine entre la Scrivia et la Bormida; parcourut lui-même cet espace à la tête de ses guides, et se convainquit que le seul village de Marengo était occupé par 4 à 5000 Autrichiens. Il fit attaquer ce village par la division Gardanne, qui l'emporta après avoir éprouvé une faible résistance. On poursuivit vivement les Autrichiens, jusqu'à leurs retranchements sur la Bormida. Le premier consul revenait à son quartier-général de Voghera, lorsque des rapports, qui lui parvinrent à Torre-di-Garafola, lui firent pressentir que Mélas avait pris la résolution de livrer bataille, pour s'ouvrir un passage à travers l'armée française, et qu'en faisant défendre faiblement le village de Marengo, le général ennemi n'avait voulu que lui donner le change sur sa détermination. Buonaparte s'arrêta donc à Garafola, et y passa la nuit à faire des dispositions, qui ne pouvaient plus être que tardives (2). Il se hâta de rappeler le corps de

(1) Desaix avait quitté l'Égypte, par suite de la convention signée à El-Arich, le 24 janvier 1800, pour l'évacuation de ce pays par les Français. Au mépris de cette convention et des passe-ports qui lui avaient été délivrés par le commandant de la station anglaise devant Alexandrie, il avait été fait prisonnier dans la traversée, et retenu à Livourne par l'amiral anglais, lord Keit. Rendu à la liberté, il arriva à Toulon, le 3 mai. Buonaparte se hâta de l'inviter à se rendre à l'armée d'Italie. La quarantaine fut abrégée pour Desaix, qui vint en poste prendre le commandement de deux divisions, avec le titre de lieutenant-général.

(2) Quelques historiens militaires ont blâmé Bonaparte d'avoir, même dans la supposition d'un mouvement de flanc par le général Mélas, négligé de concentrer toutes ses forces; et ils taxent d'imprévoyance, bien extraordinaire de la part d'un général si habile, l'envoi du corps de Desaix sur Rivalta.

Desaix, qui était le plus nombreux de l'armée; mais déjà ce lieutenant-général avait détaché la division Boudet sur Acqui, pour essayer de se lier avec les troupes de Masséna et de Suchet. Cependant, Mélas avait passé la journée du 13 à réunir les troupes des généraux Haddick, Kaim et Ott; et, après avoir passé le Tanaro, il avait pris position avec 40,000 hommes en avant d'Alexandrie. Le 14 juin, à 5 heures du matin, Mélas passa la Bormida sur trois points; se forma en autant de colonnes, précédées par une nombreuse artillerie, et à huit heures, il attaqua la division Gardanne, à Pedebrossa, en avant de Marengo. Buonaparte donna l'ordre de défendre ce village jusqu'à la dernière extrémité; mais Mélas ayant fait marcher sa seconde ligne à l'appui de la première, le combat devint terrible : Marengo fut pris et repris plusieurs fois; et les Français furent enfin obligés de l'abandonner. Sur un autre point, le général ennemi Kaim s'était emparé de Castel-Ceriolo, et menaçait de prendre en flanc, et de déborder la droite de la ligne française. Buonaparte, pour donner aux divisions repoussées le temps de se rallier, fit avancer les deux bataillons de grenadiers de la garde consulaire. Cette troupe, forte seulement de 900 hommes, repoussa, sans être ébranlée, les charges multipliées de la nombreuse cavalerie ennemie, et parut, selon la belle expression du général Berthier, *une redoute de granit, contre laquelle tous les efforts de l'ennemi devinrent impuissants*. Le village de Castel-Ceriolo fut repris par les Français; mais, malgré tous les efforts de ces derniers, l'ennemi gagnait toujours du terrain, et à cinq heures du soir la bataille semblait perdue. A ce moment, on vint annoncer au premier consul que les têtes de colonnes de la division Desaix paraissaient à la hauteur de San-Guiliano. Buonaparte, qui jusqu'alors avait mis tous ses soins à soutenir sa droite, et à ralentir le mouvement de retraite par échelons, arrêta tout-à-fait ce mouvement; et, se portant sur le front des colonnes, il les parcourut. L'espoir et la confiance brillaient dans ses regards. « Français, s'écria-t-il, c'est avoir » trop fait de pas en arrière; le moment est venu de mar-

BUONAPARTE (Louis, *connétable de France, et colonel-général des carabiniers*, frère puîné de Napoléon Buonaparte, naquit à Ajaccio en Corse, le 2 septembre 1778. Il entra de bonne heure au service, et fit, sous Napoléon, les premières campagnes de l'armée d'Italie. Quelque temps après le 18 brumaire, il fut envoyé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg; mais la mort de l'empereur Paul Ier le mit dans le cas de s'arrêter à Berlin, où il séjourna pendant un an. A son retour en France, il fut nommé colonel du 9e régiment de dragons, et devint général de brigade, le 24 mars 1803. Lors de l'avénement de son frère Napoléon à l'empire, en 1804, il fut créé connétable de France et colonel-général des cuirassiers. Il accompagna Napoléon en Italie, en 1805, et fut fait gouverneur-général du Piémont. En 1807, il eut le gouvernement de la ville de Paris; se rendit ensuite en Hollande pour y commander l'armée du Nord, et bientôt son frère le nomma roi de Hollande. Napoléon avait établi un système continental, destiné à ruiner le commerce de l'Angleterre, et il voulait que tous les gouvernements alliés à la France exécutassent rigoureusement les mesures de prohibition déterminées par ce système. Ces mesures devenaient désastreuses pour la Hollande, dont elles anéantissaient le commerce. Louis Buonaparte, dans l'intérêt du pays qu'il gouvernait, s'écarta des ordres qu'il avait reçus de Napoléon, et favorisa secrètement, pendant assez long-temps, le commerce maritime avec les Anglais; mais lorsqu'il vit que Napoléon exigeait l'exécution rigoureuse des mesures auxquelles les Hollandais se refusaient, il préféra abdiquer la souveraine puissance; quitta la Hollande, et se retira à Gratz en Styrie, où il vécut en simple particulier jusqu'en 1813, époque à laquelle il se rendit à Rome. Il refusa de prendre aucune part aux événements politiques qui eurent lieu depuis lors, et de venir occuper à la chambre des pairs la place que Napoléon lui avait assignée pendant les *cent jours*. Par suite des arrangements pris par les souverains alliés, relativement à la famille Buonaparte, le séjour du prince Louis fut fixé dans les états du pape. Il

parlementaire envoyé par le général Mélas se présenta, chargé de proposer des arrangements. Le premier consul envoya le général en chef Berthier pour traiter avec Mélas; et, au bout de quelques heures, il ratifia une convention d'armistice, dont une des conditions fut la remise à l'armée française des forteresses, villes et châteaux de Tortonne, d'Alexandrie, Milan, Turin, Pizzighitone, Plaisance, Coni, Céva, Savonne, Gratz, et du fort d'Urbain. Par un autre article de la convention, on stipula la restitution aux Français de toute l'artillerie qu'ils avaient perdue en Italie pendant la désastreuse campagne de 1799. Telle fut l'issue de la bataille de Marengo, l'une des plus décisives de toutes celles qui furent livrées dans le cours de la révolution française (1). L'armistice conclu, Buonaparte quitta le champ de bataille, et se rendit à Milan, où il fit son entrée triomphante, le 17 juin. Il prescrivit rapidement une nouvelle forme d'administration provisoire pour la Lombardie et le Piémont; et, voulant relever le trône pontifical, qu'il avait lui-même détruit quelques années auparavant, il chargea de cette mission le général Murat, qui s'en acquitta avec empressement. Il partit de Milan, le 28 juin; arriva, le 30, à Lyon; parcourut tous les quartiers de cette ville qui avaient été détruits en 1793; donna des ordres pour faire rendre à cette seconde capitale de la France son an-

---

(1) Dans cette journée mémorable, tout fut d'abord perdu, et tout fut ensuite gagné. M. Gérard Lacuée, alors aide-de-camp du premier consul, a assuré qu'après la bataille de Marengo, il se rendit près de Buonaparte qu'il trouva dans une petite maison construite au milieu des vignes. Le premier consul, seul et paraissant absorbé dans une profonde rêverie, arpentait à grands pas l'espace qui était court et étroit. L'aide-de-camp lui fit un rapport qui fut écouté avec distraction. Tout à coup Napoléon se mit à réciter avec beaucoup de chaleur ces quatre vers de la *Mort de César*:

« J'ai servi, commandé, vaincu quarante années;
» Du monde, entre mes mains, j'ai vu les destinées,
» Et j'ai toujours connu qu'en tout événement,
» Le destin des états dépendait d'un moment. »

ses sujets, aidés de quelques troupes russes et saxonnes, l'expulsèrent en 1813. Il revint en France, et fut obligé de s'en éloigner lors de la restauration du trône des Bourbons, en 1814. Il se retira alors en Suisse; mais il revint à Paris, en avril 1815. Pendant les *cent jours*, il fut nommé pair de France, le 2 juin; accompagna Napoléon dans sa campagne sur la Sambre; revint encore à Paris, après la bataille de Waterloo; en partit, le 27 juin, et se rendit d'abord en Suisse, puis dans le royaume de Wurtemberg, où le roi son beau-père lui a donné un asile, et l'a créé comte de Montfort. Il avait été décoré du grand-cordon de la Légion-d'Honneur, en septembre 1806, et créé grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Il est chevalier de l'ordre de la Couronne de Saxe, grand-croix de l'ordre de Saint-Joseph de Wurtzbourg, et chevalier de l'ordre de Saint-André de Russie. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE BUSANÇOIS, *voyez* DE BEAUVILLIERS *et* CHABOT.

BUSSET, *voyez* DE BOURBON.

DE BUSSET (Pierre-Louis), *maréchal-de-camp*, originaire suisse, naquit à Rueil près Paris, le 12 mars 1736. Il entra au service de France, en octobre 1749, comme cadet dans la compagnie d'Erlach du régiment des gardes-suisses; fut nommé enseigne dans le régiment suisse d'Hallwyl, en octobre 1755; passa, en la même qualité, dans le régiment suisse de Castella, en 1761, et y devint successivement sous-lieutenant, puis sous-lieutenant des grenadiers, et enfin lieutenant avec commission de capitaine. En 1780, il quitta le régiment de Castella, ayant été nommé à cette époque aide-major et grand-juge de la compagnie des Cent-Suisses du roi. Il obtint ensuite le brevet de mestre-de-camp d'infanterie pour servir sous le prince de Condé, alors colonel-général de cette arme. Il fut créé maréchal-de-camp, le 6 avril 1792, pour prendre rang à la promotion du mois de février 1791. Il avait fait alors les campagnes ci-après détaillées. En 1757, les Anglais

ayant fait une descente à l'île d'Aix, le sieur de Busset servit, avec un détachement du régiment d'Hallwyl, à défendre la côte entre la Rochelle et Rochefort. Cette troupe, secondée par les gardes-côtes, fit si bonne contenance et manœuvra de telle manière, que les Anglais, croyant avoir affaire à un plus grand nombre d'hommes et désespérant de réussir dans leur tentative, mirent à la voile et se retirèrent dans les premiers jours d'octobre. En 1758, le sieur de Busset commanda 30 hommes de la compagnie colonelle du régiment d'Hallwyl, qui furent embarqués sur *le Raisonnable*, et partirent de Rochefort, le 9 mars, pour se rendre à Québec en Canada. *Le Raisonnable* faisait partie d'une escadre commandée par le marquis des Gauttes. Ce bâtiment ayant été dématé de son beaupré, fut obligé de venir se réparer à Lorient, d'où étant parti pour se rendre à Brest, il fut rencontré au large du bec de Raz, le 29 avril, par une escadre anglaise, forte de 6 vaisseaux et une frégate. Attaqué par 2 vaisseaux, l'un de 74 et l'autre de 64 canons, *le Raisonnable* fit une vigoureuse défense; mais après un combat des plus meurtriers, le chevalier de Rohan, qui commandait ce vaisseau, fut contraint de se rendre. Dans ce combat, 200 hommes avaient été tués et 100 blessés; la mâture et les manœuvres avaient été hachées, et *le Raisonnable* avait reçu dans son bois 135 coups de canon, dont 14 à flottaison. Le sieur de Busset eut le bas de la cuisse emporté par un boulet de canon de 32 livres de balles, et sa blessure, large et profonde, fut jugée fort dangereuse. Il en fut cependant guéri au bout de huit mois par les soins des chirurgiens anglais. Échangé, en 1761, il fit, avec le régiment de Castella, la campagne de 1762, en Allemagne, puis les campagnes de Corse, où il fut employé à la guerre de montagne contre les insurgés. En 1792, les Cent-Suisses, dans lesquels servait alors le sieur de Busset, ayant été réformés, le 16 mars, il conduisit un détachement d'élite de cette troupe à Coblentz, où se trouvaient les princes français. Il servit, la même année, sous leurs ordres, en Allemagne, en Lorraine et en Champagne. Après la retraite du roi de Prusse,

dans le Tyrol italien. L'armée d'Italie, sous les ordres du général Brune, auquel Buonaparte, en la quittant, avait confié le commandement, gagna la bataille de Pozzolo; remporta la victoire dans les combats de Montebello et de Castel-Franco; fit le siége de Peschiera, et s'empara de la Toscane. Par suite des opérations de ces armées, les généraux autrichiens s'étaient vus obligés de demander la cessation des hostilités, et de signer la convention d'armistice de Steyer, le 25 décembre 1800, et celle de Trévise, le 16 janvier 1801. Murat, chargé d'une expédition contre le royaume de Naples, la termina par un armistice conclu avec le roi des Deux-Siciles, et signé à Foligno, le 18 février. Le traité de paix avec l'Autriche avait été signé, à Lunéville, le 9 du même mois. Par un autre traité, conclu à Madrid, le 21 mars suivant, l'Espagne avait cédé à la France le duché de Parme et la Louisiane. La paix fut également signée, le 28 mars, à Florence entre la république française et le roi des Deux-Siciles, qui, par ce traité, renonça, en faveur de la France, à la souveraineté de l'île d'Elbe; à la principauté de Piombino, et aux états des présides de la Toscane. L'île d'Elbe étant alors occupée en partie par les Anglais, Murat fut chargé de s'en emparer; et déjà il avait réduit la place de Porto-Ferrajo à la nécessité de capituler très-prochainement, lorsque les préliminaires de paix avec l'Angleterre, signés à Londres le 1er octobre, entraînèrent l'évacuation par les Anglais de Porto-Ferrajo, ainsi que celle de tous les ports et îles qu'ils occupaient alors dans la Méditerranée et l'Adriatique. La guerre ayant été déclarée, vers le même temps, entre l'Espagne et le Portugal, le premier consul fit marcher, contre cette dernière puissance, le corps d'observation dit *de la Gironde*, sous les ordres du général Gouvion-Saint-Cyr. Cette expédition se termina par un traité de paix, signé à Madrid le 29 septembre 1801. Par suite de deux conventions, stipulées entre les généraux français et les commandants des troupes anglo-turques, le corps du général Belliard avait quitté l'Égypte, le 9 août; et celui qui se trouvait réuni à Alexandrie, sous les ordres du général en chef

Menou, l'évacua dans les derniers jours de septembre. Aussitôt après la conclusion du traité de Lunéville, Buonaparte dirigea particulièrement son attention sur la marine; résolut de la tirer de l'état d'anéantissement dans lequel elle était tombée, et fit préparer quelques expéditions maritimes. Celle commandée par l'amiral Linois remporta, les 4 et 9 juin 1801, une victoire signalée sur les Anglais, à Algésiras, vis-à-vis Gibraltar. L'ancien projet d'une descente en Angleterre avait été repris par le premier consul, qui trouva, dans l'entière pacification du continent, les moyens de se livrer presque exclusivement à cet objet. Il choisit le port de Boulogne pour point central de tous ses armements; organisa, par arrêté du 12 juillet 1801, neuf divisions de bâtimens légers; désigna des corps d'infanterie et des détachements d'artillerie, pour faire le service de cette flottille, et nomma le contre-amiral Latouche-Tréville pour la commander. Il fit exercer les troupes embarquées aux manœuvres de mer, aux abordages et aux débarquements. Il ordonna la construction d'un grand nombre de chaloupes canonnières et de bombardes. Cependant le gouvernement anglais, alarmé de tous ces préparatifs, rassembla, dans la rade de Déal, une escadre, qui mit à la voile, le 1er août, sous le commandement de l'amiral Nelson, et se dirigea sur Boulogne. Le 4, Nelson fit commencer le bombardement de la flottille française; mais cette tentative fut sans succès, et l'amiral regagna les côtes d'Angleterre. Il reparut devant Boulogne, le 15 du même mois; tenta de surprendre la flottille, dans la nuit du 15 au 16; fut repoussé avec vigueur; perdit beaucoup de monde et quelques bâtiments, et fut encore obligé de se retirer. Des négociations tendantes à la paix définitive entre les gouvernements français et britannique avaient été ouvertes à Londres; elles eurent enfin pour premier résultat les préliminaires qui furent signés le 1er octobre. Paul Ier, empereur de Russie, qui avait péri dans la nuit du 23 au 24 mars précédent, était entré dans une ligue des puissances du Nord, confédérées pour mainte-

nir l'indépendance de la navigation européenne. Cette ligue était le fruit des mesures diplomatiques du premier consul. Alexandre Ier, successeur de Paul, adopta un système pacifique; et, tout en refusant de seconder les vues de Napoléon, il ne voulut point abandonner la cause de la France, et offrit sa médiation pour la paix générale. Les ministres plénipotentiaires conclurent à Paris, le 8 octobre 1801, un traité pour le maintien de la paix et de la bonne intelligence entre la Russie et la république française. Le 9 du même mois, furent signés, à Paris, les articles préliminaires de la paix entre la France et la Porte ottomane, et cette paix fut conclue définitivement, le 25 janvier 1802. Le premier consul, tout en s'occupant de rétablir les relations politiques de la France avec les souverains de l'Europe, avait porté son attention sur la répression de quelques troubles intérieurs. La déportation d'un grand nombre de révolutionnaires de 1793; une loi tendant à établir la sûreté publique, et l'établissement de tribunaux spéciaux pour juger les délits que commettaient différentes bandes de brigands, furent les moyens efficaces qu'il employa pour ramener le bon ordre et la tranquillité. Il travailla en même temps avec une égale activité à étendre et consolider l'influence de la France sur les états qui l'avoisinaient. Il se prêta d'abord à l'établissement d'une nouvelle constitution que la Hollande se donna. La Suisse était depuis deux ans dans un état voisin de l'anarchie, et son antique constitution avait été détruite. Le chargé d'affaires de France eut ordre de donner une nouvelle forme de gouvernement à l'Helvétie. Une assemblée extraordinaire, tenue à Lyon, sous le nom de *consulte-cisalpine*, régla définitivement, pour l'Italie, la forme du gouvernement, qui, jusqu'alors, n'avait été que provisoire, et la république italienne fut fondée. En exécution de l'article 15 des préliminaires signés à Londres, les ministres plénipotentiaires de France, d'Angleterre, d'Espagne et de Hollande, s'étaient réunis à Amiens, pour s'y occuper des moyens de donner une paix stable à l'Europe. Le traité qui cimenta

toutes les campagnes qui eurent lieu jusqu'en 1801. Il avait été fait chef de brigade du 6e régiment de cavalerie, le 2 janvier 1799. Il devint premier aide de-camp du général en chef Jourdan, le 16 mars 1804; servit sous ce général à l'armée d'Italie, et fut créé officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin de la même année. En 1806, il fut employé en Calabre, lors du siége de Lamantea. Le 16 septembre 1807, il fut fait chef de l'état-major du maréchal Jourdan, alors gouverneur de Naples, et devint peu de temps après commandant de place de cette capitale. Il passa à l'armée d'Espagne, le 29 juillet 1808, et fut chargé du commandement de la place de Madrid, le 19 mars 1809. En vertu d'un ordre du ministre de la guerre de France, il passa, le 4 du même mois, au service du gouvernement espagnol, et y obtint le grade de maréchal-de-camp, le 21 avril suivant. Il rentra au service de France, le 8 janvier 1813, et fut créé maréchal de-camp, par décision de S. M. Louis XVIII, datée du 31 octobre 1814. Il a été admis à la retraite, le 31 mai 1815, après 40 ans 5 mois et 12 jours de service. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE CADEROUSSE, *voyez* D'ANCEZUNE.

DE CADEVILLE, *voyez* AMELINE.

CADOUDAL (George), *lieutenant-général vendéen*, né à Brech près d'Auray, dans la Basse-Bretagne, en 1769, ne fut connu dans les guerres civiles que sous son seul prénom de *George*. Il avait à peine fait ses études au collége de Vannes, lorsque la révolution française éclata, en 1789. Il ne prit d'abord aucune part aux événements politiques; mais, en mars 1793, il se réunit comme simple cavalier aux troupes de la première insurrection du Morbihan. Ce mouvement n'ayant eu aucune suite, George, instruit, en novembre suivant, que les Vendéens venaient de passer la Loire, se décida à les aller joindre. Il se mit à la tête d'une cinquantaine de paysans bas-bretons, il traversa les forêts, et après avoir essuyé en route

les chefs, Christophe et Dessalines, ayant été amenés en partie par la force des armes, et en partie par des négociations, à faire leur soumisssion, Toussaint-Louverture, qui se vit abandonné des siens et pressé de toutes parts, fit des propositions d'accommodement que le général Leclerc accepta, et la colonie rentra momentanément sous la domination de la métropole. Par le résultat des opérations militaires de la dernière campagne, des divers traités qui en avaient été la suite, et des grandes mesures administratives prises par le premier consul, la France, tranquille au-dedans, en paix avec tous ceux qui s'étaient montrés ses ennemis les plus acharnés, la France, couverte de gloire et environnée d'éclat, tourna tous ses regards sur celui qui, en si peu de temps, avait rendue à la patrie d'aussi éminents services. Elle crut devoir lui en témoigner sa reconnaissance, en consolidant dans ses mains le pouvoir suprême. Organe de la nation, le tribunat prit l'initiative; et, dans sa séance du 6 mai 1802, il émit le vœu qu'il fût donné au général Buonaparte, premier consul de la république, un gage éclatant de la reconnaissance nationale. Le sénat-conservateur, auquel ce vœu fut transmis, décréta, le 8, que Napoléon Buonaparte était réélu premier consul pour les dix années qui devaient suivre immédiatement celles pour lesquelles il avait été précédemment nommé. De leur côté les deux consuls, collègues de Buonaparte, arrêtèrent, le 10, que le peuple français serait consulté sur cette question: « Napoléon Buonaparte sera-t-il consul à vie? » A peine cet appel à la nation fut-il rendu public, que, de toutes les parties de la France, on vit arriver au gouvernement des adresses, qui ne laissèrent aucun doute sur la solution de la question. Effectivement, le sénat-conservateur ayant fait faire le dépouillement des votes émis dans toutes les communes, déclara, le 2 août (14 thermidor, an 10), que Napoléon Buonaparte était proclamé par le peuple *premier consul à vie*. Pendant le laps de temps qui s'était écoulé depuis la proposition faite pour prolonger le consulat de Buonaparte jusqu'à sa nomination au consulat à vie, une loi sur le recrutement successif de l'armée avait été rendue le

18 mai (1), et le sénat avait décrété, le 19, la création et la formation d'une Légion-d'Honneur, dont le premier consul était déclaré chef (2). Le plan que nous avons adopté pour la rédaction de cet ouvrage, n'admettant que l'insertion des faits applicables aux *généraux français,* nous sommes obligés de terminer l'article consacré à Napoléon Buonaparte, à l'époque à laquelle il sortit du cadre de ces mêmes généraux, pour prendre le titre de chef suprême du gouvernement français. Nous laissons à l'histoire le soin de montrer cet homme extraordinaire, continuant à marcher à pas de géant dans la vaste carrière que son ambition lui avait ouverte, et, après avoir donné des lois à l'Europe, sous les titres successifs de consul à vie, d'empereur des Français (3), de roi d'Italie (4), etc.; obligé d'abdiquer la suprême puissance, le 11 avril 1814, et mourant dans l'exil le 5 mai 1821, à l'île Sainte-Hélène, où il avait été relégué en 1815 (5). (*Moniteur, le continuateur*

(1) Cette loi établit ce que l'on appela la *conscription militaire,* dont Buonaparte fit depuis le plus étrange abus, pour enlever l'élite de la jeunesse française qu'il sacrifiait sur les champs de bataille à son insatiable ambition.

(2) Cette grande et belle institution associa aux mêmes récompenses et aux mêmes honneurs les services civils et militaires. Tous les braves qui avaient précédemment obtenu des armes d'honneur y furent agrégés de droit.

(3) Le 18 mai 1804.

(4) Le 10 mars 1805.

(5) M. Gallais, continuateur d'Anquetil, après avoir mis sous les yeux de ses lecteurs le tableau rapide des événements du 18 brumaire et de l'élévation de Buonaparte à la première magistrature, établit un parallèle entre les diverses révolutions qui se sont succédé en France depuis 1789 jusqu'en 1814, et s'exprime ainsi (*tom. X, pag.* 508 *et* 509) : « Depuis la révolution de 1789 jusqu'à celle du 18 brumaire, l'esprit » démocratique avait tourné toutes les têtes, bouleversé toutes les pro- » priétés, et renversé toutes les institutions que la sagesse des temps » avait consacrées. Depuis la révolution du 18 brumaire jusqu'à la restau- » ration de 1815 (celle qui replaça l'auguste dynastie des Bourbons sur le » trône de France), une main puissante s'occupait du soin de relever le

d'Anquetil, tom. X et XI; Mémoires pour servir à l'Histoire de France, par M. de Salgues; Histoire abrégée des traités des paix, par M. de Koch, ouvrage continué par F. Schoël; Victoires et conquêtes des Français de 1791 *à* 1815, *annales du temps*.)

BUONAPARTE (Joseph), *lieutenant-général*, frère aîné de Napoléon Buonaparte, naquit à Ajaccio en Corse, le 7 janvier 1768. Sa famille ayant été obligée de quitter la Corse, en 1793, il vint se réfugier avec elle à Marseille. Il ne commença à paraître sur la scène politique qu'après la journée du 13 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795), dans laquelle son frère Napoléon avait commandé une portion des troupes directoriales. Il fut fait commissaire des guerres et employé en cette qualité à l'armée d'Italie, en 1796. Dans la même année, il fut élu député du département du Liamone au conseil des cinq-cents, qui l'admit parmi ses membres dans la séance du 12 juin. En 1797, il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire auprès du saint-siége; quitta Rome après l'assassinat commis sur le général Duphot, le 27 décembre, et revint à Paris, où il arriva, le 22 janvier 1798. Il fut élu secrétaire du conseil des cinq-cents, le 21 juin. Après la révolution du 18 brumaire an 8

» trône et de l'entourer d'institutions, qui, comme autant de fortes bar» rières, garantissent les rois des insurrections populaires, et les peuples » du despotisme et des malheurs de l'anarchie. Depuis le 14 juillet 1789 » jusqu'au 18 brumaire, toutes les factions, toutes les passions, toutes » les ambitions se sont partagé la France, l'ont pillée, ravagée, meurtrie » et avilie. Depuis le 18 brumaire jusqu'au 30 mars 1814, une seule ambi» tion a fait taire toutes les autres; un seul homme a régné; et quels que » soient d'ailleurs les reproches qu'on lui a faits, reproches que nous ne » lui épargnerons pas, il faut dire qu'il a régné avec gloire. L'époque de » son élévation fut en même temps celle de la réhabilitation de la Fran» ce. Les malheurs et les humiliations que nous avons éprouvés depuis, » n'ont pas effacé tous nos souvenirs, et ne doivent pas nous dispenser » d'être juste. » Cette citation suffira pour faire connaître à nos lecteurs dans quel sens et vers quel but Napoléon Buonaparte dirigea le timon du gouvernement, qui lui avait été confié.

(9 novembre 1799), Napoléon Buonaparte, son frère, devenu premier consul, le fit conseiller-d'état. Nommé ministre plénipotentiaire pour conclure un traité de commerce avec les États-Unis d'Amérique, il signa ce traité à Paris, le 30 septembre 1800. Il souscrivit à Lunéville, le 9 février 1801, le traité de paix avec l'Allemagne, et signa, à Amiens, le 27 mars 1802, celui entre la France et l'Angleterre. Il fut nommé sénateur, le 4 août de cette dernière année. Napoléon le créa prince français, en 1804, et le nomma grand-cordon de l'ordre de la Légion-d'Honneur, le 2 février 1805. Dans la même année, il fut appelé à la présidence du sénat en qualité de grand-électeur, et eut la direction du gouvernement pendant que Napoléon était à la tête des armées. Joseph Buonaparte, destiné par son frère à jouer un grand rôle dans les affaires politiques, fut successivement nommé colonel; devint ensuite un des lieutenants-généraux de Napoléon; commanda en chef l'armée de Naples, et fut fait lieutenant-général de ce royaume, qu'il envahit à la tête d'une nombreuse armée. Il entra à Naples, le 13 février 1806, jour de l'évacuation de cette ville par le roi Ferdinand. Bientôt après, Napoléon le fit roi de Naples. En 1808, il passa du trône de Naples à celui d'Espagne, qu'il fut forcé d'abandonner vers la fin de 1813. Étant rentré en France, il y fut chargé par son frère d'une partie du gouvernement, de concert avec l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, impératrice-régente. En 1814, il reçut le titre de lieutenant-général de l'empire, et le commandement de la garde nationale parisienne. Après l'abdication de Napoléon, il quitta la France, et se rendit en Suisse dans le pays de Vaud. Pendant les *cent jours*, il vint rejoindre Napoléon, et figura à l'assemblée du champ-de-mai. La seconde expulsion de Napoléon ayant obligé Joseph Buonaparte de quitter de nouveau la France, il passa alors en Amérique, où il fixa sa résidence à New-York. Il avait été créé grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer, et chevalier de l'ordre de la Toison-d'Or. (*Moniteur, annales du temps.*)

BUONAPARTE (Louis), *connétable de France, et colonel-général des carabiniers*, frère puîné de Napoléon Buonaparte, naquit à Ajaccio en Corse, le 2 septembre 1778. Il entra de bonne heure au service, et fit, sous Napoléon, les premières campagnes de l'armée d'Italie. Quelque temps après le 18 brumaire, il fut envoyé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg; mais la mort de l'empereur Paul Ier le mit dans le cas de s'arrêter à Berlin, où il séjourna pendant un an. A son retour en France, il fut nommé colonel du 9e régiment de dragons, et devint général de brigade, le 24 mars 1803. Lors de l'avénement de son frère Napoléon à l'empire, en 1804, il fut créé connétable de France et colonel-général des cuirassiers. Il accompagna Napoléon en Italie, en 1805, et fut fait gouverneur-général du Piémont. En 1807, il eut le gouvernement de la ville de Paris; se rendit ensuite en Hollande pour y commander l'armée du Nord, et bientôt son frère le nomma roi de Hollande. Napoléon avait établi un système continental, destiné à ruiner le commerce de l'Angleterre, et il voulait que tous les gouvernements alliés à la France exécutassent rigoureusement les mesures de prohibition déterminées par ce système. Ces mesures devenaient désastreuses pour la Hollande, dont elles anéantissaient le commerce. Louis Buonaparte, dans l'intérêt du pays qu'il gouvernait, s'écarta des ordres qu'il avait reçus de Napoléon, et favorisa secrètement, pendant assez long-temps, le commerce maritime avec les Anglais; mais lorsqu'il vit que Napoléon exigeait l'exécution rigoureuse des mesures auxquelles les Hollandais se refusaient, il préféra abdiquer la souveraine puissance; quitta la Hollande, et se retira à Gratz en Styrie, où il vécut en simple particulier jusqu'en 1813, époque à laquelle il se rendit à Rome. Il refusa de prendre aucune part aux événements politiques qui eurent lieu depuis lors, et de venir occuper à la chambre des pairs la place que Napoléon lui avait assignée pendant les *cent jours*. Par suite des arrangements pris par les souverains alliés, relativement à la famille Buonaparte, le séjour du prince Louis fut fixé dans les états du pape. Il

avait été décoré du grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 2 février 1805, et créé grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer. (*Moniteur, annales du temps.*)

BUONAPARTE (Jérôme), *commandant d'armée,* dernier frère de Napoléon Buonaparte, naquit à Ajaccio en Corse, le 15 décembre 1784. Il commença à servir dans la marine; y obtint d'abord le grade de lieutenant de vaisseau, et fit partie de l'expédition de Saint-Domingue, en 1801. Étant revenu en France avec des dépêches du général en chef Leclerc, il repartit bientôt après pour se rendre à la Martinique, dont le premier consul, son frère, lui avait donné le commandement. Vers la fin de 1802, les hostilités ayant recommencé avec l'Angleterre, il établit une station devant la rade de Saint-Pierre et l'île de Tabago; mais ayant failli être pris, il se réfugia à New-York, dans les États-Unis. En mai 1805, il vint débarquer à Lisbonne, après avoir échappé aux croisières anglaises. On l'envoya réclamer auprès du dey d'Alger les Génois qui se trouvaient esclaves en Afrique; et il en ramena 250 dans le port de Gênes. En 1806, il fut chargé du commandement d'une escadre, avec le titre de capitaine de haut-bord, et se rendit de nouveau à la Martinique, d'où il revint en France avec son escadre, la même année. A son retour, il obtint le grade de contre-amiral. En 1807, il passa, par ordre de Napoléon, dans l'armée de terre; eut le commandement d'un corps d'armée, composé de Bavarois et Wurtembergeois, et fit la campagne contre les Prussiens. Le grade de général de division lui fut alors conféré. Il épousa, le 22 août de la même année, la princesse Frédérique-Catherine, fille du roi de Wurtemberg, et devint, peu de temps après, roi de Westphalie. En 1812, il commanda l'un des corps de la grande armée; commença la campagne contre la Russie, et déploya quelque valeur aux combats d'Ostrowno et de Mohilow. Napoléon ayant imputé au peu d'activité et à la négligence de Jérôme la non réussite de quelques opérations militaires, ce dernier fut renvoyé dans son royaume de Westphalie, d'où

ses sujets, aidés de quelques troupes russes et saxonnes, l'expulsèrent en 1813. Il revint en France, et fut obligé de s'en éloigner lors de la restauration du trône des Bourbons, en 1814. Il se retira alors en Suisse; mais il revint à Paris, en avril 1815. Pendant les *cent jours*, il fut nommé pair de France, le 2 juin; accompagna Napoléon dans sa campagne sur la Sambre; revint encore à Paris, après la bataille de Waterloo; en partit, le 27 juin, et se rendit d'abord en Suisse, puis dans le royaume de Wurtemberg, où le roi son beau-père lui a donné un asile, et l'a créé comte de Montfort. Il avait été décoré du grand-cordon de la Légion-d'Honneur, en septembre 1806, et créé grand-dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Il est chevalier de l'ordre de la Couronne de Saxe, grand-croix de l'ordre de Saint-Joseph de Wurtzbourg, et chevalier de l'ordre de Saint-André de Russie. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE BUSANÇOIS, *voyez* DE BEAUVILLIERS *et* CHABOT.

BUSSET, *voyez* DE BOURBON.

DE BUSSET (Pierre-Louis), *maréchal-de-camp*, originaire suisse, naquit à Rueil près Paris, le 12 mars 1736. Il entra au service de France, en octobre 1749, comme cadet dans la compagnie d'Erlach du régiment des gardes-suisses; fut nommé enseigne dans le régiment suisse d'Hallwyl, en octobre 1755; passa, en la même qualité, dans le régiment suisse de Castella, en 1761, et y devint successivement sous-lieutenant, puis sous-lieutenant des grenadiers, et enfin lieutenant avec commission de capitaine. En 1780, il quitta le régiment de Castella, ayant été nommé à cette époque aide-major et grand-juge de la compagnie des Cent-Suisses du roi. Il obtint ensuite le brevet de mestre-de-camp d'infanterie pour servir sous le prince de Condé, alors colonel-général de cette arme. Il fut créé maréchal-de-camp, le 6 avril 1792, pour prendre rang à la promotion du mois de février 1791. Il avait fait alors les campagnes ci-après détaillées. En 1757, les Anglais

ayant fait une descente à l'île d'Aix, le sieur de Busset servit, avec un détachement du régiment d'Hallwyl, à défendre la côte entre la Rochelle et Rochefort. Cette troupe, secondée par les gardes-côtes, fit si bonne contenance et manœuvra de telle manière, que les Anglais, croyant avoir affaire à un plus grand nombre d'hommes et désespérant de réussir dans leur tentative, mirent à la voile et se retirèrent dans les premiers jours d'octobre. En 1758, le sieur de Busset commanda 30 hommes de la compagnie colonelle du régiment d'Hallwyl, qui furent embarqués sur *le Raisonnable*. et partirent de Rochefort, le 9 mars, pour se rendre à Québec en Canada. *Le Raisonnable* faisait partie d'une escadre commandée par le marquis des Gauttes. Ce bâtiment ayant été démâté de son beaupré, fut obligé de venir se réparer à Lorient, d'où étant parti pour se rendre à Brest, il fut rencontré au large du bec de Raz, le 29 avril, par une escadre anglaise, forte de 6 vaisseaux et une frégate. Attaqué par 2 vaisseaux, l'un de 74 et l'autre de 64 canons, *le Raisonnable* fit une vigoureuse défense; mais après un combat des plus meurtriers, le chevalier de Rohan, qui commandait ce vaisseau, fut contraint de se rendre. Dans ce combat, 200 hommes avaient été tués et 100 blessés; la mâture et les manœuvres avaient été hachées, et *le Raisonnable* avait reçu dans son bois 135 coups de canon, dont 14 à flottaison. Le sieur de Busset eut le bas de la cuisse emporté par un boulet de canon de 32 livres de balles, et sa blessure, large et profonde, fut jugée fort dangereuse. Il en fut cependant guéri au bout de huit mois par les soins des chirurgiens anglais. Échangé, en 1761, il fit, avec le régiment de Castella, la campagne de 1762, en Allemagne, puis les campagnes de Corse, où il fut employé à la guerre de montagne contre les insurgés. En 1792, les Cent-Suisses, dans lesquels servait alors le sieur de Busset, ayant été réformés, le 16 mars, il conduisit un détachement d'élite de cette troupe à Coblentz, où se trouvaient les princes français. Il servit, la même année, sous leurs ordres, en Allemagne, en Lorraine et en Champagne. Après la retraite du roi de Prusse,

les princes se rendirent à Liége, où ils congédièrent leur armée. Les Cent-Suisses furent compris dans cette mesure, mais LL. AA. RR. leur délivrèrent des certificats de zèle et de dévouement, et promirent de les récompenser lorsque les circonstances le permettraient. Après la restauration du trône des Bourbons, en 1814, S. M. Louis XVIII accorda au sieur de Busset, qui était chevalier de Saint-Louis depuis 1777, la croix de commandeur de cet ordre, par ordonnance du 25 août 1814, et le gratifia en même temps d'une pension de 1500 fr., sur le même ordre, et payable par la caisse des Invalides. Le maréchal-de-camp de Busset a été admis au maximum de la pension de retraite de son grade, après 49 ans et 6 mois de service. (*Brevets et états militaires, tableau des pensions inscrites au trésor public à l'époque du 1er septembre* 1817.)

DE BUSSEUL (Antoine-Louis, *vicomte*), né à Saint-Lotin en Franche-Comté, le 29 octobre 1759, a été nommé *lieutenant-général*, le 28 décembre 1814, et créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 8 octobre 1815. Il est porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à l'époque du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de lieutenant-général, obtenue après 35 ans 3 mois et 4 jours de service. (*États militaires.*)

DE BUSSY, *voyez* RABUTTIN *et* LE ROY.

DE BUSSY DE VAIR, *voyez* HUAULT.

DE BUTTLER (Richard), Irlandais d'origine, entra au service de France, en 1653, et devint *maréchal-de-camp*, par brevet du 26 mai 1654.

DE BUTTLER (Pierre), *vicomte de Galmoy, lieutenant-général*, né le 21 mars 1652, était comte de Newcastel et pair d'Irlande. Il passa en France, en 1691, et obtint le régiment de cavalerie de la reine d'Angleterre, que l'on forma, en 1692, sur les côtes de Normandie avec les débris de plusieurs régiments. Il se trouva, avec ce régiment,

au siége de Roses, en 1693. Créé brigadier, le 28 avril 1694, il servit à l'armée d'Allemagne, puis à celle de la Moselle, sous le marquis d'Harcourt, en 1695; à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1696; et enfin à l'armée de la Moselle, sous le marquis d'Harcourt, en 1697. Le régiment de dragons à pied de la reine d'Angleterre, et le régiment de Charlemont, des troupes du même prince, ayant été réformés, par ordre des 27 et 28 février 1698, on en composa un régiment d'infanterie, dont le vicomte de Galmoy fut fait colonel, le 28 du même mois : ce régiment porta son nom. Employé à l'armée d'Italie, par lettres du 21 juin 1701, il combattit à Carpi et à Chiari; se distingua particulièrement à la défense de Crémone, le 1er février 1702, et combattit à San-Vittoria et à Luzzara, la même année. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 23 décembre, et employé en cette qualité à l'armée d'Allemagne, il servit au siége de Brisack; à celui de Landau, et à la bataille de Spire, en 1703. Il passa, sur la fin de cette année, au service du roi d'Espagne, qui le fit lieutenant-général de ses armées, le 1er mars 1705. Il fut employé en cette qualité à l'armée d'Italie, en 1706, et se trouva au siége de Furm, ainsi qu'au combat sous cette place. Il servit à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Berwick, en 1708; à l'armée des frontières du Dauphiné, en 1709; à l'armée de Flandre, en 1710, 1711 et 1712; et se trouva, en cette dernière année, aux siéges de Douai, du Quesnoy et de Bouchain. On l'employa en Espagne, en 1713, et il servit au siége de Barcelone, en 1714. Son régiment fut licencié, par ordre du 30 janvier 1715. Revenu en France, en 1722, il obtint, le 10 mai, un pouvoir de lieutenant-général des armées du roi, pour prendre rang du 1er mars 1705, jour auquel il avait obtenu ce grade en Espagne. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 618.)

C

DE CABANAC, *voyez* SEGUR.

CACATTE (Léonard), *maréchal-de-camp*, naquit à Limoges, le 27 novembre 1760. Il entra au service, le 11 avril 1779, dans le 54e régiment d'infanterie (ci-devant Roussillon), d'où il sortit, par congé, le 20 décembre 1780. Il avait fait, avec ce régiment, les campagnes de 1779 et 1780, sur mer. Au commencement de la révolution française, il reprit du service dans le 2e bataillon du département de la Haute-Vienne; y fut fait lieutenant, le 18 octobre 1791, et capitaine de la compagnie des canonniers, le 17 septembre 1792. Il fut nommé aide-de-camp du général Jourdan, commandant en chef l'armée de Sambre-et-Meuse, le 30 septembre 1793; fut fait adjudant-général chef de brigade provisoire, le 28 juillet 1794, et devint titulaire de ce dernier grade, le 13 juin 1795. Il avait fait en ces diverses qualités les campagnes de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se trouva, avec la même armée, au passage du Rhin, en juin 1796; y commanda l'avant-garde de la division du général Grenier; franchit le fleuve à Urdingen; fit à l'ennemi 300 prisonniers, et s'empara de plusieurs canons, ainsi que de leurs caissons. Immédiatement après ce passage, il prit les villes de Kayserwerth et de Ratingen. Ayant rencontré, le 3 août, une arrière-garde autrichienne près d'Eltmann, il la chargea à la tête de quelques troupes légères; la culbuta; lui fit 200 prisonniers, et occupa le village. A la prise de Bamberg, le 4 du même mois, il chargea l'ennemi à la tête du 2e régiment de dragons, et fut momentanément fait prisonnier; mais, ayant été dégagé presque aussitôt, il continua de combattre avec beaucoup de valeur, et fit un grand nombre de prisonniers. Le 8 du même mois, il prit la ville d'Amberg, et fit éprouver à l'ennemi une perte assez considérable en hommes et en chevaux. Il servit avec distinction pendant

toutes les campagnes qui eurent lieu jusqu'en 1801. Il avait été fait chef de brigade du 6ᵉ régiment de cavalerie, le 2 janvier 1799. Il devint premier aide de-camp du général en chef Jourdan, le 16 mars 1804; servit sous ce général à l'armée d'Italie, et fut créé officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin de la même année. En 1806, il fut employé en Calabre, lors du siége de Lamantea. Le 16 septembre 1807, il fut fait chef de l'état-major du maréchal Jourdan, alors gouverneur de Naples, et devint peu de temps après commandant de place de cette capitale. Il passa à l'armée d'Espagne, le 29 juillet 1808, et fut chargé du commandement de la place de Madrid, le 19 mars 1809. En vertu d'un ordre du ministre de la guerre de France, il passa, le 4 du même mois, au service du gouvernement espagnol, et y obtint le grade de maréchal-de-camp, le 21 avril suivant. Il rentra au service de France, le 8 janvier 1813, et fut créé maréchal de-camp, par décision de S. M. Louis XVIII, datée du 31 octobre 1814. Il a été admis à la retraite, le 31 mai 1815, après 40 ans 5 mois et 12 jours de service. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE CADEROUSSE, *voyez* D'ANCEZUNE.

DE CADEVILLE, *voyez* AMELINE.

CADOUDAL (George), *lieutenant-général vendéen*, né à Brech près d'Auray, dans la Basse-Bretagne, en 1769, ne fut connu dans les guerres civiles que sous son seul prénom de *George*. Il avait à peine fait ses études au collége de Vannes, lorsque la révolution française éclata, en 1789. Il ne prit d'abord aucune part aux événements politiques; mais, en mars 1793, il se réunit comme simple cavalier aux troupes de la première insurrection du Morbihan. Ce mouvement n'ayant eu aucune suite, George, instruit, en novembre suivant, que les Vendéens venaient de passer la Loire, se décida à les aller joindre. Il se mit à la tête d'une cinquantaine de paysans bas-bretons, il traversa les forêts, et après avoir essuyé en route

quelques petits combats, il arriva à Fougères, où son détachement fut armé par les soins des chefs royalistes. George suivit depuis ce moment l'armée vendéenne, et s'y distingua en plusieurs occasions. S'étant fait remarquer par sa force corporelle et son courage, il fut nommé officier pendant le siége de Granville, dans le même mois de novembre 1793. A la bataille du Mans, perdue par les royalistes, le 12 décembre suivant, George Cadoudal, s'étant embusqué avec ses Morbihanais près de Pont-Lieu, soutint les premiers chocs des républicains. Après cette désastreuse affaire et celle de Savenay, l'armée vendéenne ayant été forcée de se disperser, George retourna dans ses foyers attendre une nouvelle occasion de faire usage des connaissances militaires que déjà il avait acquises. Une nouvelle insurrection royaliste eut lieu dans le Morbihan, et George en devint l'un des artisans les plus actifs. De concert avec Lemercier, dit *la Vendée,* son ami et son compagnon d'armes, il parcourut le pays; y fit de nombreux enrôlements de paysans, et engagea même beaucoup de matelots alors oisifs sur la côte. Dans une de leurs courses, George et Lemercier furent surpris par un détachement républicain, et conduits dans les prisons de Brest, où leur captivité dura plusieurs mois. Tous deux parvinrent à s'évader sous des habits de matelots, et allèrent rejoindre le corps royaliste commandé par le comte de Silz. L'organisation de cette armée étant alors terminée, George n'y put obtenir que le grade de chef de canton. Il prit part en cette qualité aux opérations militaires qui eurent lieu jusqu'à la pacification de la Mabilais, en 1795. S'étant prononcé contre cette pacification, il reprit bientôt après les armes, et combattit, en juin de la même année, à Grand-Champ, où son parti fut battu. Ce fut lui qui, après la malheureuse issue de cette affaire et la mort du comte de Silz, tué pendant l'action, rallia les débris des corps vendéens. En juillet suivant, l'expédition préparée en Angleterre, et depuis trop connue sous le nom de *Quiberon,* ayant abordé les côtes de France, George se hâta de seconder le chevalier de Tinteniac, auquel le commandement des royalistes du Mor-

bihan avait été dévolu. Il rassembla sous Carnac un corps de paysans destinés à soutenir le débarquement des troupes expéditionnaires, et marcha ensuite avec une des colonnes dirigées vers les côtes du Nord, dans la vue de faire plusieurs diversions dans l'intérieur du pays, et d'opérer une jonction avec le corps de Charette ou celui de Stofflet. La colonne de Tinteniac s'empara de Josselin; mais son chef ayant été tué dans l'avenue du château de Coetlogon, par un grenadier républicain qu'il poursuivait, George prit le commandement de cette colonne, désignée sous le nom d'*armée rouge*, parce que les paysans qui la composaient avaient tous endossé l'uniforme anglais. Quoique le désastre de Quiberon eût rendu très-difficile le retour des Morbihanais dans leur pays, George parvint à les y ramener; et le succès de cette opération accrut la réputation d'habileté qu'il s'était déjà faite parmi les siens. Rentré en Basse-Bretagne, il s'y considéra comme le chef du parti royaliste dans cette contrée; mais il adopta le système anti-nobiliaire, qui consistait à écarter du commandement les nobles, ainsi que les officiers émigrés. Vers ce temps, les soldats républicains, commandés par le général en chef Hoche, occupant tout le Morbihan, George fut obligé, dans le mois d'août, de licencier toute sa troupe; mais il prit en même temps ses mesures pour opérer un nouveau rassemblement, dès que le moment serait devenu opportun; et bientôt il eut un état-major, un corps d'élite permanent et des chefs de divisions. A peine âgé de 26 ans, il se vit alors aussi puissant dans le Morbihan, que Charette, l'un des principaux chefs royalistes, l'était dans la Vendée. Il mit Charette à même de favoriser utilement le débarquement de S. A. R. M. le comte d'Artois, lorsque ce prince descendit à l'Ile-Dieu. George alors eut plusieurs engagements sérieux avec les républicains. A la tête de 3000 hommes, il attaqua à l'improviste le bourg d'Elven, défendu par 300 grenadiers républicains; mais, malgré le sang-froid et l'intrépidité dont il donna de nombreuses preuves en cette occasion, il ne put parvenir à vaincre cette poignée de braves, qui firent une défense héroïque,

et parvinrent, après un long combat, à s'ouvrir, par un trait d'audace, un passage au travers des nombreux assaillants qui les cernaient de toutes parts. Les succès remportés par le général républicain Hoche sur l'armée vendéenne de la rive droite de la Loire avaient obligé cette dernière à déposer ses armes. Bientôt George se trouva de son côté accablé par les forces républicaines, qui s'étaient portées dans le Morbihan. Dans cette extrémité, il fit demander, en mai 1796, une suspension d'armes au général Hoche, qui la refusa, et exigea la soumission entière des Morbihanais ainsi que leur désarmement (1). George feignit alors de céder; mais il donna des ordres secrets pour qu'une partie des armes fût encaissée et enfouie avec soin dans les entrailles de la terre. George, ainsi que ses principaux officiers, parvinrent à se soustraire à la surveillance des autorités républicaines, en se tenant cachés dans les bois et dans les fermes écartées. En 1797, les royalistes de l'intérieur s'occupaient d'un plan général, tendant à renverser le gouvernement républicain; et George, qui s'était assuré l'appui du gouvernement anglais, attendait que le signal fût donné pour réunir ses fidèles Morbihanais et recommencer les hostilités; mais la journée du 18 fructidor (4 septembre 1797) fit échouer de nouveau tous les projets des royalistes, et Cadoudal fut forcé de demeurer dans une inaction qui dura deux ans. Il employa ce temps à étendre ses connaissances militaires; à affermir l'influence qu'il avait acquise sur les paysans bas-bretons, et à entretenir chez ceux-ci le désir de reprendre les armes dès que l'occasion favorable s'en présenterait. En janvier 1799, tout annonça une nouvelle coalition des puissances contre la France. George disposant des éléments insurrection-

(1) « De tous les pays qui composaient la chouannerie, celui du Morbihan était le plus difficile à soumettre. Georges avait à lui seul plus de talents et de vertus guerrières que tous les autres chefs. Les bandes organisées sous ses ordres avaient plus de régularité, et leur bravoure était célèbre dans toute la Bretagne. » (*Victoires et conquêtes des Français*, tom. VI, pag. 154 et 155.)

nels qu'il avait su se ménager, donna aux chefs royalistes, cachés dans le Maine et dans la Bretagne, l'avis d'un prochain soulèvement; et en même temps, il s'adressa à monseigneur le comte d'Artois et au gouvernement anglais, pour en obtenir des armes et des munitions. Profitant bientôt après de ce que la guerre était déjà commencée sur les frontières, il forma ses rassemblements vers le mois d'août, et occupa le camp de Beauchène, où il exerçait ses paysans et ralliait les déserteurs. Plusieurs des principaux chefs royalistes étant alors arrivés d'Angleterre, il les convoqua en conseil-général au château de la Jonchère. Il fut décidé dans cette assemblée que George Cadoudal conserverait le commandement en chef du Morbihan et des Côtes-du-Nord : on y arrêta aussi le commencement des hostilités contre les républicains. George occupa en conséquence un grand nombre de bourgs ; menaça la ville de Vannes, et s'empara de quelques canons à Sarzeau (1). La guerre civile se poursuivait partout avec la plus grande activité et surtout dans la Basse-Bretagne, lorsque la révolution du 18 brumaire (9 novembre 1799) mit Napoléon Buonaparte à la tête du gouvernement français, et paralysa encore une fois les efforts du parti royaliste. Les généraux Brune et Hédouville, envoyés par le premier consul pour réduire à l'obéissance les départements de l'Ouest, parvinrent à ramener par la persuasion quelques chefs de l'insurrection, qui capitulèrent à des conditions avantageuses, au commencement de l'année 1800. George fut du nombre de ceux qui se refusèrent opiniâtrément à toute espèce d'accommodement, et qui restèrent encore en armes pendant quelque temps. Dans le mois de décembre précédent, il avait dirigé une expédition sur les bords de la Vilaine pour recevoir un transport de fusils et de munitions qu'y débarquèrent les Anglais. Il escorta ces objets avec 800 hom-

---

(1) Il jouissait de la confiance entière de ses troupes, et se trouvait alors le seul général en chef royaliste qui ne fût pas noble. (*Biographie universelle, ancienne et moderne*, tom. XVII, pag. 158.)

mes dans l'intérieur du pays, et répartit ces secours entre les divisions royalistes. Il rentra ensuite dans ses cantonnements, où il s'occupa à rallier autour de lui une quinzaine de mille hommes. Cependant son obstination à refuser la paix attira bientôt contre lui toute l'armée commandée par le général Brune. George disputa le terrain; mais jugeant enfin que toute résistance était alors inutile, il songea à participer à la pacification. Il conclut à Theix, le 9 février 1800, une convention avec le général Brune; s'obligea de licencier ses troupes, et promit de remettre l'artillerie et les fusils qu'il possédait, mais à des conditions favorables aux Morbihanais. Il se rendit ensuite à Paris pour obtenir la rectification de cette convention. Après avoir séjourné un mois dans la capitale, sans avoir pu obtenir satisfaction; craignant d'ailleurs que Buonaparte ne le fît arrêter, il partit secrètement, et se rendit en Angleterre (1), où il fut accueilli avec distinction par le gouvernement britannique. S. A. R. Monsieur, comte d'Artois (2), lui donna, au nom du roi, le cordon rouge et le grade de lieutenant-général. George Cadoudal repassa secrètement en France vers la fin de 1800, avec le commandement-général des départements du Morbihan, d'Ile-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord et du Finistère. D'après les plans dressés par le marquis de Rivoire, ancien officier de la marine royale, il avait conçu l'espoir de surprendre Belle-Ile et de s'emparer de Brest; mais ces projets furent éventés et ne purent réussir. La vie du premier consul Buonaparte ayant été mise en danger, le 3 nivôse an 9 (24 décembre 1800), par l'explosion d'une *machine infernale*, George fut soupçonné d'avoir été l'âme de la conspiration qui avait employé

---

(1) On a dit que Buonaparte lui avait fait offrir un grade supérieur dans les armées républicaines, et qu'on avait employé toutes sortes de moyens pour le séduire.

(2) Ce prince avait été revêtu, dès le 28 janvier 1793, du titre de lieutenant-général du royaume de France.

cet odieux moyen (1). Devenu dès lors un objet de terreur et d'inquiétude pour Napoléon, il fut exposé à toutes les recherches de la police consulaire, qui lui fit tendre des piéges, et qui, dit-on, voulut le faire assassiner par des agents envoyés de Paris (2). Ne se trouvant plus en sûreté dans le Morbihan, il repassa en Angleterre, où il eut des relations avec Pichegru, et concerta avec cet ex-général républicain les moyens de renverser le gouvernement de Buonaparte (3). Il proposa d'attaquer Napoléon publiquement et à force ouverte au milieu de ses gardes; et ce fut avec l'intention d'accomplir ce dessein, qu'il débarqua en France, le 21 août 1803, après s'être fait précéder de plusieurs de ses officiers, qu'il destinait à ce coup de main. S'étant dirigé sur Paris par des stations que ses affidés lui avaient préparées à l'avance, il resta caché dans divers domiciles, attendant que Pichegru lui donnât le signal d'agir. Cependant, dans le mois de février 1804, la police consulaire s'étant procuré des révélations de la part des conjurés subalternes, la plupart des adhérents de George furent bientôt arrêtés, et lui-même fut recherché avec un soin et une activité extraordinaires. Après avoir changé plusieurs fois de domicile, il s'aperçut enfin que son dernier asile était observé, et prit aussitôt la résolution de fuir en cabriolet. Arrivé près du palais du Luxembourg, il fut cerné et son cheval fut arrêté. Il tire alors ses pistolets, les décharge sur deux agents de la police qu'il étend morts sur le pavé, et cherche encore à s'évader; mais au milieu de la foule d'émissaires qui l'environne et d'une populace nombreuse qui

---

(1) George a toujours nié qu'il eût autorisé ce moyen terrible de destruction. (*Biographie universelle*, tom. XVII, pag. 159.)

(2) Les auteurs de la même Biographie disent qu'il pénétra le dessein de ces agents, et qu'il les fit fusiller par ses soldats.

(3) Buonaparte regardait George comme un ennemi tellement dangereux, qu'après la paix d'Amiens il fit demander au gouvernement anglais, par M. Otto, qu'on le lui livrât, et qu'il chargea depuis M. Andréossy de renouveler la même demande. (*Biographie universelle*, tome XVII, pag. 159.)

s'est ameutée, il est saisi par un boucher et conduit à la Préfecture de police, où il déclara, avec autant de sang-froid que de courage, qu'il était à la tête de la conspiration tendante à rétablir les Bourbons sur le trône. On le traduisit avec un grand nombre de ses co-accusés au tribunal criminel, devant lequel il déploya beaucoup de calme et de fermeté. Dans le cours de la procédure, il évita avec le plus grand soin de compromettre aucun de ses compagnons d'infortune. Il fut condamné à mort, avec 11 de ses officiers, le 11 mai 1804; transféré de la maison de justice à Bicêtre; jeté dans un cachot, et exécuté le 24 juin suivant. Sa sécurité ne l'abandonna pas un seul moment, et il en donna encore de grandes preuves au moment de son supplice. S. M. Louis XVIII a daigné anoblir, par lettres-patentes du 12 octobre 1814, Joseph Cadoudal, père de George, en récompense des services rendus à la cause royale par ce dernier. Ce fut par le même motif que Joseph Cadoudal, frère de George, fut nommé dans le même temps colonel de la légion du Morbihan. Il est encore chef de ce corps, devenu le 26e d'infanterie de ligne. (*Moniteur*, *annales du temps*.)

CAFFARELLI DU FALGA (Louis-Marie-Joseph-Maximilien), *général de division*, naquit au Falga dans le Haut-Languedoc, le 13 février 1756 (1). Après avoir fait ses études à l'école de Sorèze, il entra dans le corps royal du génie, où il se fit remarquer par son zèle et ses talents. A l'époque de la révolution française, il en embrassa les principes, mais sans en outrer les conséquences. En 1792, il servait comme officier d'artillerie à l'armée du Rhin. Les commissaires de l'assemblée nationale ayant demandé à cette armée sa soumission aux décrets qui abolissaient

(1) Aîné de neuf frères et sœurs, il leur servit de père lorsqu'ils devinrent orphelins, et montra un grand désintéressement, en partageant également avec eux un héritage dont les lois l'autorisaient à prendre la moitié.

la royauté, Caffarelli refusa avec fermeté de reconnaître l'autorité de l'assemblée sur cette matière, et déclara en même temps qu'il était l'ennemi des factieux. Cette noble et courageuse conduite l'ayant fait destituer, il retourna dans son pays natal, où il fut mis en arrestation pendant quatorze mois. Il eut cependant le bonheur d'échapper aux proscriptions de 1793, et fut employé dans les bureaux du comité militaire, où ses avis contribuèrent beaucoup au succès des opérations. En 1795, il obtint d'être de nouveau employé aux armées; fut envoyé à celle du Rhin, avec le grade de chef de bataillon, et s'y distingua, le 5 septembre, au passage du Rhin, près de Dusseldorff, sous les ordres du général Kléber. Il avait passé le fleuve avec la première colonne, et s'était conduit avec autant de courage que de discernement dans l'opération de l'embarquement des troupes, qu'il avait dirigée, de concert avec le chef de bataillon Poitevin. Pendant la retraite de l'armée de Jourdan vers les bords de la Nahe, Caffarelli prit part à plusieurs combats, et entre autres à celui du 7 décembre près de Creutznach. Il y fut atteint, à la jambe gauche, d'un boulet de canon, qui nécessita l'amputation (1). Il revint alors en France, et se fixa à Paris, où il s'occupa à rédiger d'excellents Mémoires sur diverses branches d'administration, sur des matières de philosophie, et particulièrement sur l'instruction publique, l'un des principaux objets de ses méditations et de ses travaux. A la formation de l'institut national, il en fut nommé membre-associé (2).

---

(1) Il souffrit cette opération avec le même calme et la même résignation qu'il avait souffert celle de la pierre à l'âge de 12 ans. Ni l'une ni l'autre ne lui arrachèrent une seule plainte.

(2) On lit dans le *Moniteur* du 11 ventôse an 6 (1er mars 1798) le paragraphe suivant : « Le général Scherer a donné sa démission de ministre » de la guerre ; il est remplacé par le général Caffarelli-Dufalga, extrême- » ment estimé de Buonaparte pour ses talents, membre de l'institut na- » tional, et, dit-on, l'un des meilleurs administrateurs que l'on connaisse. » Si cette nomination de Caffarelli au ministère eut effectivement lieu, elle ne fut suivie d'aucun effet.

Il languissait cependant dans une espèce d'obscurité, lorsque Napoléon Buonaparte le fit attacher, en 1798, à l'armée d'expédition d'Égypte, avec le grade de général-commandant l'arme du génie. Il se trouva, avec cette armée, à la prise de Malte, le 10 juin de la même année, et concourut à la prise d'Alexandrie (d'Égypte), le 2 juillet suivant. Quoiqu'il fût privé d'une jambe, il n'en combattit pas avec moins d'ardeur et de dévouement à l'affaire de Salahieh, le 11 août. Le général en chef Buonaparte ayant arrêté au Caire, le 22 du même mois, la formation d'un institut destiné à s'occuper de la propagation des lumières en Égypte, et de la recherche des faits importants concernant ce pays, Caffarelli fut nommé membre de cette corporation, et attaché à la classe d'économie politique. Après la première insurrection du Caire, qui eut lieu le 21 octobre, il fut chargé de mettre cette place à l'abri de toute entreprise au dehors ou dans l'intérieur. Sous sa direction et d'après ses plans, plusieurs ouvrages importants furent ajoutés à ceux qui existaient déjà au château ou citadelle du Caire, et il compléta le système de défense par la construction de plusieurs forts. En décembre de la même année, il accompagna Buonaparte dans le voyage fait à Suez, et partagea avec lui le danger d'être englouti dans la mer Rouge par la crue subite des eaux. En cette occasion, Caffarelli s'oublia lui-même pour aider à sauver le général en chef, auquel il donna toujours les preuves du plus grand dévouement. En mars 1799, il fit partie de l'expédition en Syrie. Ce fut d'après son avis que Buonaparte fixa le point de la principale attaque de Jaffa, qui fut pris d'assaut, le 7 mars. L'armée française fit le siége de Saint-Jean-d'Acre, devant lequel la tranchée fut ouverte, le 20 du même mois. L'ardent et infatigable Caffarelli dirigea les travaux du génie. Il fit exécuter ces travaux avec une telle activité, qu'on put dire qu'il avait communiqué à tous les travailleurs le feu de son caractère. Le 9 avril, en visitant la tranchée, il s'approcha du pont que l'on creusait pour faire une nouvelle mine. Ayant appuyé son bras droit sur le revers du boyau, il négligea l'avis qui lui fut donné sur

le danger qu'il courait dans cette position. Une balle qui l'atteignit bientôt après au bras droit lui fracassa le coude, et nécessita une amputation, par suite de laquelle il mourut, le 27 du même mois. Il fut enterré devant les tentes du quartier-général. Le général Caffarelli fut universellement regretté de l'armée, à laquelle il s'était rendu cher par ses talents distingués, ainsi que par des qualités toutes chevaleresques (1) (2). (*Moniteur*, *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. VI, pag.* 461; *Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. VI, pag.* 472; *annales du temps.*)

CAFFARELLI (Marie-François-Auguste, *comte*), *lieutenant-général*, frère puîné du précédent, naquit au Falga, en Languedoc, le 7 octobre 1766. Il embrassa de bonne heure la profession des armes, et servit en Sardaigne, depuis 1785 jusqu'en 1792, comme simple officier, dans le régiment de Piémont. En 1793, il prit parti dans un régiment de dragons français, et devint aide-de-camp du général Dagobert. Il obtint le grade d'adjudant-général chef de brigade, le 28 mars 1794; fut employé en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Orientales, et fit plusieurs campagnes, pendant lesquelles il se distingua par beaucoup de valeur et de conduite. Après la révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), le premier consul Buonaparte l'attacha à sa personne, comme aide-de-camp; le fit ensuite chef d'état-major de la garde consulaire; puis le créa général de brigade, le 16 mai 1802. Il fut envoyé à Rome, en 1804, pour déterminer le pape à venir couronner Na-

---

(1) L'ordre du jour du 28 avril 1799 s'exprimait en ces termes : « Il » emporte au tombeau les regrets universels; l'armée perd un de ses plus » braves chefs, l'Égypte un de ses législateurs, la France un de ses meil- » leurs citoyens, les sciences un homme qui y remplissait un rôle cé- » lèbre. »

(2) On a trouvé dans ses manuscrits un *Traité sur le droit de propriété*, et un autre sur l'*Instruction publique*. Ses occupations militaires ne lui permirent pas de mettre la dernière main à ces deux ouvrages.

poléon comme empereur, et s'acquitta de cette mission avec beaucoup d'habileté. Nommé général de division, le 1er février 1805, il alla présider le collége électoral du département du Calvados, et se rendit ensuite à la grande-armée, en Allemagne, où il servit d'abord comme aide-de-camp de Napoléon. Le général de division Besson ayant été blessé au passage de la Traunn, le 31 octobre, Caffarelli fut désigné pour le remplacer. Placé sous les ordres du maréchal Lannes, il commanda sa division à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre. Un corps de hulans russes ayant imprudemment poursuivi une troupe de cavalerie française à travers les intervalles de l'infanterie des divisions Caffarelli et Rivaud, ces deux généraux formèrent de concert une ligne, au moyen de laquelle ils prirent entre deux feux les hulans russes, qui perdirent en un instant plus de 400 hommes. La division du général Caffarelli contribua ensuite à achever de vaincre les ennemis; à les poursuivre, et à leur enlever une grande partie des équipages de leur armée. La valeur et la belle conduite que Caffarelli déploya dans cette célèbre journée lui valurent la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur, qu'il obtint le 26 du même mois. Il fut nommé grand'croix de cette même Légion, le 8 février 1806. Vers le même temps, il passa en Italie avec le prince Eugène Beauharnais, qui venait d'être nommé vice-roi de ce pays, et qui le fit bientôt après ministre de la guerre. Il obtint la décoration de commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer. Il fut revêtu de la dignité de comte de l'empire, en 1809. Employé à l'armée d'Espagne, en 1810, il y eut le gouvernement de la Biscaye. Il marcha, en juin 1811, contre le chef de guérillas Espoz-Y-Mina; rencontra un de ses partis dans la vallée d'Ulzama, le 9 juin; le battit; le dispersa, et lui enleva un convoi de provisions. En 1812, il était gouverneur de la Biscaye, de la Navarre et de la Vieille-Castille. Il prit part aux opérations des corps français qui forcèrent les Anglais à lever le siége de Burgos, le 22 septembre. Après avoir secondé l'armée française, dans sa poursuite de l'armée anglo-portugaise jusque sur le Duero, Caffarelli partit de Cigalès, le

3 novembre, avec les troupes qu'il avait amenées, et retourna sur le territoire de son gouvernement. Pour soutenir l'armée de Portugal, il avait cru devoir évacuer momentanément les côtes de la Biscaye. Les Espagnols et les Anglais, cherchant à profiter de son absence, serrèrent de très-près la place de Santona, sur la côte de San-Ander; et déjà ils se préparaient à faire régulièrement le siége de cette place, lorsque Caffarelli, qui, depuis son retour à Vittoria, s'était occupé de pacifier le nord de la Biscaye et le Guipuscoa, se porta sur Santona, vers la fin de décembre. A son approche, les Espagnols levèrent précipitamment le blocus; se retirèrent dans les vallées de Sober et de Ruerga, et les bâtiments anglais s'éloignèrent de la côte Le 31, il établit son quartier-général à Bilbao, et quelques jours après Santona fut ravitaillé. Il continua de servir en Espagne jusqu'en 1814, époque à laquelle il rentra en France. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, dans la même année. Lors de l'invasion de Napoléon Buonaparte en France, le comte Caffarelli reprit près de lui ses fonctions d'aide-de-camp, et fut envoyé en Bretagne, avec la qualité de commissaire extraordinaire commandant la 13e division militaire. Il donna des ordres et prit des mesures, pour empêcher qu'aucun agent royal pût pénétrer dans les places de son commandement. Buonaparte le créa pair de France, le 2 juin (1); mais cette nomination n'a point été confirmée par le roi. Le comte Caffarelli est porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor pubic, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de lieutenant-général, après 30 ans de service. (*Moniteur, annales du temps.*)

DE CAGNY, *voyez* ROZEL.

DU CAILLOUD, *voyez* ROMANET.

CAILLOUX, *voyez* POUGET.

---

(1) Dans cette nomination, le comte Caffarelli est qualifié de conseiller-d'état.

DE CALDAGUÈS (Raimond, *comte*), *lieutenant-général*, naquit le 3 août 1752. Il entra au service, en 1763, comme sous-lieutenant, dans le régiment de Soissonnais, et fit les deux campagnes de Corse, depuis 1768 jusqu'à la conquête de cette île par le comte de Vaux, en 1769. Pendant ces campagnes, il eut part à différentes actions de guerre, et notamment à la défense de Borgo, où les troupes, sous les ordres du comte de Narbonne-Fritzlar, attaquèrent la partie du village occupée par les ennemis, et furent repoussées avec une grande perte : les détachements qui garnissaient les retranchements furent obligés de capituler, après avoir perdu la moitié de leurs soldats dans différentes sorties. En 1776, le comte de Caldaguès fut fait lieutenant dans le régiment de Soissonnais. Il passa aux États-Unis d'Amérique, en 1780, sous les ordres du comte de Rochambeau, et fut nommé lieutenant au même régiment, en 1781. Il se trouva à différents combats, et servit, la même année, au siége d'York-Town, défendu par 8000 Anglais, qui capitulèrent, après 19 jours de tranchée ouverte. La bonne conduite que tint le comte de Caldaguès à ce siége, lui fit accorder par le roi une pension de 400 livres. Après avoir fait quatre campagnes en Amérique, il revint en France, en 1783, époque à laquelle la paix fut signée. Il devint capitaine au régiment de Soissonnais, 1784 ; fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1785 ; passa major au régiment d'Angoumois, en 1786 ; et fut fait lieutenant-colonel de ce régiment, en 1791. Il émigra, en 1792, avec les officiers de son régiment ; se rendit en Espagne, et y obtint de S. M. Catholique la permission de lever un régiment, qu'il forma, en 1793, sous le nom de *Royal-Roussillon*, et avec lequel il fit, dans l'armée espagnole de Catalogne, les campagnes de 1793, 1794 et 1795, contre les Français républicains. En 1796, il fut nommé colonel-commandant du régiment de Bourbon, dont il devint colonel-propriétaire, en 1798. Créé brigadier des armées du roi d'Espagne, en 1802, il commanda en second l'armée de Catalogne, en 1808, et fut nommé maréchal-de-camp sur le champ de

bataille, pour avoir fait lever le siége de Gironne aux Français, qui perdirent en cette occasion toute leur artillerie. Il venait d'être nommé, par le roi d'Espagne, général en chef de l'armée de Catalogne, lorsqu'il fut surpris et fait prisonnier de guerre par les Français, dans le village de Vendrell, le 22 décembre de la même année. Conduit en France, il y demeura prisonnier de guerre jusqu'à ce que la première restauration du trône des Bourbons vînt, en 1814, le rendre à la liberté. Il retourna en Espagne prendre son grade de maréchal-de-camp, et y fut employé, en 1815, dans l'armée de Catalogne, avec ordre d'être à la disposition du prince français duc d'Angoulême. S. A. R. l'ayant appelé près de sa personne, l'envoya à Puycerda, et lui confia le commandement de la Cerdaigne française, ainsi que celui du département de l'Arriége. Par le moyen des intelligences qu'il se ménagea dans ce département, il y prépara les habitants à faire un mouvement en faveur de la cause des Bourbons, lorsque le prince serait disposé à y venir. Il organisa aussi, dans le même but, plusieurs compagnies franches, auxquelles il fit faire de fréquentes incursions dans ce même département. Le duc d'Angoulême lui conféra le grade de lieutenant-général, le 12 juillet de la même année, et lui donna, le même jour, l'ordre d'entrer dans le département de l'Arriége, avec une seule compagnie franche. Le comte de Caldaguès exécuta cet ordre; et, ayant été secondé par l'armement spontané des habitants, il se rendit maître de tout le pays en deux jours, et obligea toutes les troupes qui lui étaient opposées à se retirer. Il informa aussitôt S. A. R. de l'heureux succès de cette opération; lui fit connaître qu'elle pouvait avec sécurité se rendre dans le département de l'Arriége, et lui donna avis de l'évacuation de Toulouse par le général Decaen. Le duc d'Angoulême le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 juillet, pour le récompenser d'avoir soumis le département de l'Arriége à l'autorité du roi. S. M. confirma cette promotion. Le comte de Caldaguès avait été également nommé par S. A. R. commandant de la 10e division militaire, le 27 juillet; mais il

ne conserva ce commandement que jusqu'en août suivant, époque à laquelle il dut le quitter, par suite des dispositions de l'ordonnance royale fixant l'âge au-delà duquel les officiers ne doivent plus être conservés au service actif. Sa délicatesse ne lui permettant pas de servir deux souverains, il envoya à S. M. Catholique sa démission de maréchal-de-camp. Le roi d'Espagne ne répondit à cette démission que par l'envoi d'un brevet de lieutenant-général, qui fut expédié en 1816. Par ordonnance de Sa Majesté Louis XVIII, en date du 12 mars de la même année, le comte de Caldaguès fut nommé prevôt de la cour prevôtale du département du Cantal. Il obtint, en septembre suivant, l'autorisation de porter la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Herménégilde d'Espagne. Il est aussi chevalier de l'ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne, de 3e classe. On le trouve porté dans le tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre 1817, pour la retraite du grade de maréchal-de-camp, après 55 ans de service. (*Brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE CALONNE (Charles), *baron de Courtebonne, maréchal-de-camp,* était lieutenant de la compagnie de chevau-légers commandée par son père, lorsqu'il obtint, après la mort de celui-ci, la lieutenance de roi, de Calais, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 2 novembre 1637. On lui accorda le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 26 mars 1652. Il eut ensuite une commission pour commander à Hesdin. Il obtint l'érection de la baronnie de Courtebonne en marquisat, par lettres du mois de juin 1671, registrées au parlement et à la chambre des comptes, les 6 et 12 septembre 1672. On lui donnna la lieutenance de roi au gouvernement de Flandre, par provisions du 19 avril 1693. Il était en possession de toutes ses charges et emplois, lorsqu'il mourut, au mois d'octobre 1695. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 351.)

DE CALONNE (Jacques-Louis), *marquis de Courtebonne, lieutenant-général,* fils du précédent, entra au service, le 1er octobre 1672, en qualité de cornette au régiment de

cavalerie de Sourdis. Il servit au siége de Maestricht, en 1673, et finit la campagne sous le duc de Luxembourg. Il obtint une compagnie au même régiment, par commission du 14 septembre; combattit à Seneff, en 1674; couvrit les siéges de Dinant, de Huy, de Limbourg, en 1675, et se trouva aux siéges de Condé et de Bouchain, en 1676. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, sur la démission du marquis de Givry, par commission du 6 janvier 1677, il servit en Allemagne, sous M. de Créqui; se trouva à la canonnade du camp du prince d'Eisenack; au siége et à la prise de Fribourg; aux siéges de Gand et d'Ypres, en 1678. Son régiment ayant été réformé, le 8 août 1679, on l'incorpora, par ordre du 15, avec sa compagnie, dans le régiment de Condé. Il se trouva au camp d'Artois, en 1682; au combat du Ter et au siége de Gironne, sous le maréchal de Bellefonds, en 1684. Il servait, la même année, comme maréchal-des-logis de la cavalerie, lorsqu'il contribua à la défaite des Espagnols à Pont-Mayor. Il fut employé au camp de l'Adour, sous M. de Boufflers, en 1685 et 1686. Il obtint le gouvernement d'Hesdin, sur la démission du duc de Créqui, par provisions du 22 janvier 1687; et rétablit son régiment, par lettres du 20 août 1688. Il eut, le 3 avril 1689, un ordre pour commander à Hesdin, en l'absence de son père, qui avait le commandement de l'Artois. Il fut employé, la même année, à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, et soutint les troupes qui combattirent à Valcourt. On le créa inspecteur-général de la cavalerie, le 19 avril 1690, et il exerça cette charge jusqu'en 1693, époque à laquelle toutes celles de cette espèce furent supprimées. Il combattit à Fleurus, en 1690; servit au siége de Mons, en 1691, et fut créé brigadier, le 25 avril de la même année. Employé en cette qualité à l'armée de Flandre, par lettres du dernier du même mois, il combattit à Leuze, sous M. de Luxembourg; se trouva au siége des ville et château de Namur; au combat de Steinkerque, en 1692, et servit à l'armée de la Moselle, sous M. le dauphin, en 1694. Il fut fait de nouveau inspecteur-général de la cavalerie et des

dragons, au rétablissement de ces charges, par commission du 21 décembre, et servit à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1695. Il obtint, après la mort de son père, la charge de lieutenant de roi, en Artois, par provisions du 19 octobre. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 3 janvier 1696, il fut employé, la même année, à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy; servit à l'armée de la Meuse, sous M. de Boufflers, en 1695, et au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698. Il commanda dans la Flandre espagnole, sous M. d'Artagnan, en 1701; fut ensuite employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Boufflers, et commanda, sous M. d'Artagnan, à Anvers, pendant l'hiver. Employé à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, en 1702, il contribua à la défaite des Hollandais, sous Nimègue; marcha, avec M. de Bedmar, au siége d'Hulst; enleva, le 27 août, le fort Saint-André; et, le lendemain, le fort Ferdinand, où il fit prisonniers 3 officiers et 62 soldats. Promu au grade de lieutenant-général, le 23 décembre, et employé en cette qualité à l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne, en 1703, il se trouva au siége et à la prise de Brisack, devant lequel il monta la tranchée, le 1er septembre. Pendant le siége de Landau, il fut détaché, le 15 octobre, avec 2500 hommes, et chassa un corps de 600 hussards et de 800 chevaux ennemis, qui voulaient soutenir les lignes du Speyerbach. Il obligea cette troupe de se jeter dans Neustadt, où elle fut faite prisonnière de guerre. Il se trouva ensuite à la bataille de Spire. Créé directeur-général de la cavalerie, le 15 décembre de la même année, il servit en cette qualité à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Tallart, pendant la campagne de 1704, et combattit à Hochstedt. Il mourut le 17 février 1705, âgé de 52 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 480; *annales du temps.*)

DE CALONNE (Louis-Jacques), *marquis de Courtebonne, maréchal-de-camp,* frère puîné du précédent, naquit le 2 juin 1699. Il fut fait lieutenant de roi, en Artois, à la mort de son père, par provisions du 20 février 1705. Étant

entré aux mousquetaires, en 1715, il devint guidon de la compagnie des gendarmes de la reine, par brevet du 22 juin 1716. Il obtint, le 1er octobre 1719, une commission pour tenir rang de mestre-de-camp de cavalerie; fut fait sous-lieutenant de la même compagnie, le 13 novembre 1726; se trouva au siége de Kehl, en 1733; à l'attaque des lignes d'Etlingen; au siége de Philisbourg, en 1734, et à l'affaire de Clausen, en 1735. Créé brigadier, le 1er janvier 1740, il marcha, avec la gendarmerie, en Westphalie, au mois d'août 1741, et fut fait, le 30 septembre suivant, capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes bourguignons, qu'il commanda sur les frontières de Bohême, et au secours de Braunau, dont on fit lever le siége aux ennemis. Il rentra en France, au mois de janvier 1743; joignit, le 12 juillet de la même année, l'armée du Rhin, et finit la campagne en Haute-Alsace. Employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1744, il contribua à la reprise de Weissembourg, et fut déclaré, le 13 août, maréchal-de-champ, dont le brevet lui avait été expédié le 2 mai précédent. Il se démit alors de la compagnie des gendarmes bourguignons; se trouva à l'affaire d'Haguenau, et servit au siége de Fribourg. Ce fut sa dernière campagne. Il quitta le service, et mourut le 11 août 1753. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 206.)

DE CALVO (Jean-François), *lieutenant-général,* baptisé le 28 juillet 1625, et connu sous le nom du *brave Calvo*, était au service d'Espagne, lorsqu'à la soumission des Catalans il passa à celui de France, en 1641. Il se trouva, sous le maréchal de Lamothe, aux combats des 19 janvier, 24 et 30 mars 1642; à la prise de Tamarith; au secours de Lérida, dont on força les ennemis de lever le siége, la même année; au secours de Flix, de Mirabel, du Cap-de-Quiers, en 1643; au combat sous Lérida, où le maréchal de Lamothe fut battu, en 1644; à la bataille de Liorens; à la prise de Balaguier, sous le comte d'Harcourt, en 1645, et au siége de Lérida, sous le même général, en 1646. Devenu premier capitaine au régiment de cavalerie d'A-

guilar, lors de sa création, le 6 janvier 1647, il servit au second siége de Lérida, sous M. le prince de Condé; au siége et à la prise de Tortose, sous le maréchal de Schomberg, en 1648, et au secours de Barcelonne, dont le comte de Marchin empêcha les ennemis de faire le siége, en 1649. On le créa maréchal-de-camp, le 14 novembre 1651; mais, sur les plaintes portées par des officiers plus anciens que lui, on révoqua ce brevet, le 3 janvier 1652. Il servit, la même année, à la défense de Barcelonne; au secours de Roses; au siége de Gironne, et se trouva au combat de Bordilly, en 1653. Il obtint, l'année suivante, un régiment de cavalerie de son nom, et servit aux siéges et à la prise de Villefranche et de Puycerda, du Cap-de-Quiers, de Castillon et de Cadagnes, en 1655. Son régiment ayant été licencié, le 20 juillet 1660, on lui conserva sa compagnie mestre-de-camp, avec laquelle il passa en Italie, et ensuite en Hongrie, où il combattit à Saint-Godard, le 1er août 1664. Il rétablit son régiment, le 7 décembre 1665; fut fait brigadier de cavalerie, le 12 mai 1667, et servit aux siéges et à la prise de Bergues, de Furnes, de Tournay, de Courtray, d'Oudenarde. Il concourut à la conquête de la Franche-Comté, en février et mars 1668. La paix ayant été faite, le 2 mai, son régiment fut licencié de nouveau, le 24; mais on lui conserva encore sa compagnie de mestre-de-camp. Il rétablit ce régiment, par lettres du roi, du 9 août 1671; fut nommé l'un des visiteurs de la cavalerie, par commission du 6 novembre; servit à tous les siéges que le roi fit en personne, en 1672, et obtint le commandement dans Arnheim, par commission du 8 septembre. Il eut part à la surprise de Voerden; au secours de cette même place, et à la prise de Bodegrave. Il servit, en 1673, sous les ordres de M. le prince de Condé, puis du duc de Luxembourg, avec lequel il se retira sous Maestricht; combattit avec la plus grande valeur à Seneff; marcha au secours d'Oudenarde, en 1674, et fut employé en Lorraine, sous le marquis de Rochefort, par lettres du 31 janvier 1675. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 2 avril, et employé en cette qualité à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai,

il concourut à la prise de Dinant, de Huy, de Limbourg, et fut nommé, par commission du 30 juillet, pour commander à Maestricht, Limbourg, Huy, et à la citadelle de Liége, en l'absence du maréchal d'Estrades, qui s'était rendu à Nimègue, en qualité de ministre plénipotentiaire. Dans cette campagne, il avait été détaché pour assiéger Saint-Vuit, dans le Luxembourg. Il s'empara de cette place; la démantela en moins de six heures, et y fit un grand butin. En mai 1676, il s'empara de la petite ville de Sittard, et mit à contribution tout le pays de Maeswahal. La place de Maestricht ayant été investie, en juillet 1676, Calvo dit aux ingénieurs : « Messieurs, je n'entends rien à la »défense d'une place : tout ce que je sais, c'est que je ne »veux pas me rendre. » Il se défendit effectivement pendant 50 jours avec la plus grande valeur; fit tous les jours des sorties qui étaient autant de combats, et donna le temps au maréchal de Schomberg de le secourir. Le prince d'Orange leva le siége, le 27 août, après avoir essuyé des pertes considérables. Calvo obtint du roi le gouvernement d'Aire, par provisions du 29 août, et fut créé lieutenant-général, le 30 du même mois. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Schomberg, par lettres du même jour, il conserva le commandement de Maestricht jusqu'en 1679. Au mois de mai 1678, il fit sortir un fort détachement de sa garnison pour surprendre Leaw, dont il s'empara le 4, et où il fit 35 officiers et 400 soldats prisonniers de guerre. Maestricht fut rendu aux Hollandais, après la paix, signée le 10 août. Il s'empara, le 25 mars 1676, de la ville et du duché de Clèves, sur l'électeur de Brandebourg, qui refusait de signer le traité de pacification. Employé à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Créqui, par lettres du 26 avril, il combattit, le 11 juin, près de Minden, et se distingua, le 30, au passage du Weser, où les troupes de Brandebourg furent battues. Calvo fut confirmé, le 7 septembre, dans le gouvernement d'Aire, cédé à la France par le traité de paix. Employé à l'armée de Catalogne, sous le maréchal de Bellefonds, par lettres du 4 mars 1684, il passa la rivière du Ter à la nage ; chargea les ennemis au-

dragons, au rétablissement de ces charges, par commission du 21 décembre, et servit à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1695. Il obtint, après la mort de son père, la charge de lieutenant de roi, en Artois, par provisions du 19 octobre. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 3 janvier 1696, il fut employé, la même année, à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villeroy; servit à l'armée de la Meuse, sous M. de Boufflers, en 1695, et au camp de Coudun, près Compiègne, en 1698. Il commanda dans la Flandre espagnole, sous M. d'Artagnan, en 1701; fut ensuite employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Boufflers, et commanda, sous M. d'Artagnan, à Anvers, pendant l'hiver. Employé à l'armée de Flandre, sous M. le duc de Bourgogne, en 1702, il contribua à la défaite des Hollandais, sous Nimègue; marcha, avec M. de Bedmar, au siége d'Hulst; enleva, le 27 août, le fort Saint-André; et, le lendemain, le fort Ferdinand, où il fit prisonniers 3 officiers et 62 soldats. Promu au grade de lieutenant-général, le 23 décembre, et employé en cette qualité à l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne, en 1703, il se trouva au siége et à la prise de Brisack, devant lequel il monta la tranchée, le 1er septembre. Pendant le siége de Landau, il fut détaché, le 15 octobre, avec 2500 hommes, et chassa un corps de 600 hussards et de 800 chevaux ennemis, qui voulaient soutenir les lignes du Speyerbach. Il obligea cette troupe de se jeter dans Neustadt, où elle fut faite prisonnière de guerre. Il se trouva ensuite à la bataille de Spire. Créé directeur-général de la cavalerie, le 15 décembre de la même année, il servit en cette qualité à l'armée du Rhin, sous le maréchal de Tallart, pendant la campagne de 1704, et combattit à Hochstedt. Il mourut le 17 février 1705, âgé de 52 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 480; *annales du temps.*)

DE CALONNE (Louis-Jacques), *marquis de Courtebonne, maréchal-de-camp,* frère puîné du précédent, naquit le 2 juin 1699. Il fut fait lieutenant de roi, en Artois, à la mort de son père, par provisions du 20 février 1705. Étant

ge de Roses; combattit à Liorens; servit au siége et à la prise de Balaguier, en 1645; aux deux siéges de Lérida, en 1646 et 1647, et à celui de Tortose, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 5 avril 1649, et employé en cette qualité à l'armée de Catalogne, sous le duc de Mercœur, il continua de servir dans cette province, où l'on se tint sur la défensive, en 1650, et concourut, en 1651, à la défense de Barcelone, qui ne se rendit que le 13 octobre 1652. Commandant la cavalerie de l'armée de Catalogne, par commission du 18 mai 1653, il fut blessé et fait prisonnier à Palamos, le 1[er] août, et mourut de ses blessures, le 21 du même mois (1) (2). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 257.*)

DE CAMBIS (Louis-Dominique, *comte*), *lieutenant-général,* de la même famille que le précédent, baptisé le 10 août 1669, fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Velleron. Il entra cornette au régiment de cavalerie de Jeoffreville, le 15 mars 1689; servit au siége de Cahors, et combattit à Staffarde, en 1690. Devenu lieutenant au même régiment, en 1691, il se trouva à la conquête du comté de Nice. Il obtint une compagnie, par commission du 29 novembre 1692; combattit à la bataille de la Marsaille, en 1693; continua de servir en Italie, où on se tint sur la défensive, en 1694 et 1695, et y servit au siége de Valence, en 1696. Exempt de la compagnie de Lorges (depuis Luxembourg), par retenue du 15 avril 1697; il

(1) Moréri et l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne lui donnent par erreur la qualité de lieutenant-général des armées du roi.

(2) Jacques de Cambis, son fils, qui servait près de lui à la même affaire, fut aussi blessé, et mourut à Palamos. Leurs deux corps furent apportés et inhumés dans la cathédrale d'Alais, où l'on conservait l'épée de Jacques de Cambis père, sur laquelle étaient gravés ces mots :

« Je suis Cambis pour ma foi;
» Ma maîtresse est mon roi;
» Si tu m'attends, confesse-toi. »

delà du Pont-Major; contribua à leur défaite, et fut près d'enlever le duc de Bournonville. Il se trouva à l'assaut de Gironne, dont on leva le siége. Le roi le nomma chevalier de ses Ordres, le 31 décembre 1688. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, par lettres du 15 avril 1689, il commanda un corps séparé pendant la campagne, par ordre du 4 mai; et servit, sous le maréchal de Luxembourg, par lettres du 19 avril 1690. Il avait été destiné pour commander un corps séparé, par ordre du 20 mai; mais il mourut à Deinse, le 29 mai 1690, à la tête de ce corps. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag. 274; mémoires du temps, Histoire de France, du président Hénault; Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, Gazette de France.*)

DE CAMBIS (Jacques), *baron d'Alais, maréchal de-camp,* était attaché au marquis de Gassion dès 1630, et avait une compagnie dans son régiment au service du roi de Suède. Il passa au service de France, en 1635, et se trouva, la même année, à la défaite de 1400 Lorrains près de Chaté; à la prise de Channes par capitulation, et à celle de Neufchâteau par assaut. Il servit aux siéges de Dôle, en 1636; de Landrecies, de Maubeuge, et de la Capelle, en 1637. Il devint, en 1638, lieutenant-colonel du régiment de Gassion; servit aux siéges de Saint-Omer et d'Hesdin; se trouva au combat de Saint-Nicolas en Picardie; à la défaite des paysans révoltés en Normandie, près Avranches, au mois de novembre 1639; au siége d'Arras; à la défaite de l'escorte d'un convoi ennemi, et à la prise de ce convoi, en 1640. Il servit aussi à la prise de Lillers; au siége d'Aire, et à l'enlèvement d'un quartier de Croates, en 1641. On sépara du régiment de Gassion 6 compagnies composées de Français, et on en composa un régiment dont le baron d'Alais fut fait mestre-de-camp, le 28 novembre de cette même année. Il commanda son régiment aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642; resta en Catalogne; contribua à la levée du siége de Flix, de Mirabel et du cap de Quiers, en 1643, et se trouva au combat de Lérida, en 1644. Il couvrit le sié-

ge de Roses; combattit à Liorens; servit au siége et à la prise de Balaguier, en 1645; aux deux siéges de Lérida, en 1646 et 1647, et à celui de Tortose, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 5 avril 1649, et employé en cette qualité à l'armée de Catalogne, sous le duc de Mercœur, il continua de servir dans cette province, où l'on se tint sur la défensive, en 1650, et concourut, en 1651, à la défense de Barcelone, qui ne se rendit que le 13 octobre 1652. Commandant la cavalerie de l'armée de Catalogne, par commission du 18 mai 1653, il fut blessé et fait prisonnier à Palamos, le 1er août, et mourut de ses blessures, le 21 du même mois (1) (2). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 257.)

DE CAMBIS (Louis-Dominique, *comte*), *lieutenant-général,* de la même famille que le précédent, baptisé le 10 août 1669, fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Velleron. Il entra cornette au régiment de cavalerie de Jeoffreville, le 15 mars 1689; servit au siége de Cahors, et combattit à Staffarde, en 1690. Devenu lieutenant au même régiment, en 1691, il se trouva à la conquête du comté de Nice. Il obtint une compagnie, par commission du 29 novembre 1692; combattit à la bataille de la Marsaille, en 1693; continua de servir en Italie, où on se tint sur la défensive, en 1694 et 1695, et y servit au siége de Valence, en 1696. Exempt de la compagnie de Lorges (depuis Luxembourg), par retenue du 15 avril 1697; il

---

(1) Moréri et l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne lui donnent par erreur la qualité de lieutenant-général des armées du roi.

(2) Jacques de Cambis, son fils, qui servait près de lui à la même affaire, fut aussi blessé, et mourut à Palamos. Leurs deux corps furent apportés et inhumés dans la cathédrale d'Allais, où l'on conservait l'épée de Jacques de Cambis père, sur laquelle étaient gravés ces mots :

« Je suis Cambis pour ma foi;
» Ma maîtresse est mon roi :
» Si tu m'attends, confesse-toi. »

delà du Pont-Major; contribua à leur défaite, et fut près d'enlever le duc de Bournonville. Il se trouva à l'assaut de Gironne, dont on leva le siége. Le roi le nomma chevalier de ses Ordres, le 31 décembre 1688. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, par lettres du 15 avril 1689, il commanda un corps séparé pendant la campagne, par ordre du 4 mai; et servit, sous le maréchal de Luxembourg, par lettres du 19 avril 1690. Il avait été destiné pour commander un corps séparé, par ordre du 20 mai; mais il mourut à Deinse, le 29 mai 1690, à la tête de ce corps. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag. 274; mémoires du temps, Histoire de France, du président Hénault; Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, Gazette de France.*)

DE CAMBIS (Jacques), *baron d'Alais, maréchal de-camp,* était attaché au marquis de Gassion dès 1630, et avait une compagnie dans son régiment au service du roi de Suède. Il passa au service de France, en 1635, et se trouva, la même année, à la défaite de 1400 Lorrains près de Chaté; à la prise de Channes par capitulation, et à celle de Neufchâteau par assaut. Il servit aux siéges de Dôle, en 1636; de Landrecies, de Maubeuge, et de la Capelle, en 1637. Il devint, en 1638, lieutenant-colonel du régiment de Gassion; servit aux siéges de Saint-Omer et d'Hesdin; se trouva au combat de Saint-Nicolas en Picardie; à la défaite des paysans révoltés en Normandie, près Avranches, au mois de novembre 1639; au siége d'Arras; à la défaite de l'escorte d'un convoi ennemi, et à la prise de ce convoi, en 1640. Il servit aussi à la prise de Lillers; au siége d'Aire, et à l'enlèvement d'un quartier de Croates, en 1641. On sépara du régiment de Gassion 6 compagnies composées de Français, et on en composa un régiment dont le baron d'Alais fut fait mestre-de-camp, le 28 novembre de cette même année. Il commanda son régiment aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642; resta en Catalogne; contribua à la levée du siége de Flix, de Mirabel et du cap de Quiers, en 1643, et se trouva au combat de Lérida, en 1644. Il couvrit le sié-

ge de Roses; combattit à Liorens; servit au siége et à la prise de Balaguier, en 1645; aux deux siéges de Lérida, en 1646 et 1647, et à celui de Tortose, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 5 avril 1649, et employé en cette qualité à l'armée de Catalogne, sous le duc de Mercœur, il continua de servir dans cette province, où l'on se tint sur la défensive, en 1650, et concourut, en 1651, à la défense de Barcelone, qui ne se rendit que le 13 octobre 1652. Commandant la cavalerie de l'armée de Catalogne, par commission du 18 mai 1653, il fut blessé et fait prisonnier à Palamos, le 1er août, et mourut de ses blessures, le 21 du même mois (1) (2). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 257.)

DE CAMBIS (Louis-Dominique, *comte*), *lieutenant-général*, de la même famille que le précédent, baptisé le 10 août 1669, fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Velleron. Il entra cornette au régiment de cavalerie de Jeoffreville, le 15 mars 1689; servit au siége de Cahors, et combattit à Staffarde, en 1690. Devenu lieutenant au même régiment, en 1691, il se trouva à la conquête du comté de Nice. Il obtint une compagnie, par commission du 29 novembre 1692; combattit à la bataille de la Marsaille, en 1693; continua de servir en Italie, où on se tint sur la défensive, en 1694 et 1695, et y servit au siége de Valence, en 1696. Exempt de la compagnie de Lorges (depuis Luxembourg), par retenue du 15 avril 1697; il

---

(1) Moréri et l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne lui donnent par erreur la qualité de lieutenant-général des armées du roi.

(2) Jacques de Cambis, son fils, qui servait près de lui à la même affaire, fut aussi blessé, et mourut à Palamos. Leurs deux corps furent apportés et inhumés dans la cathédrale d'Allais, où l'on conservait l'épée de Jacques de Cambis père, sur laquelle étaient gravés ces mots :

« Je suis Cambis pour ma foi;
» Ma maîtresse est mon roi :
» Si tu m'attends, confesse-toi. »

delà du Pont-Major; contribua à leur défaite, et fut près d'enlever le duc de Bournonville. Il se trouva à l'assaut de Gironne, dont on leva le siége. Le roi le nomma chevalier de ses Ordres, le 31 décembre 1688. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, par lettres du 15 avril 1689, il commanda un corps séparé pendant la campagne, par ordre du 4 mai; et servit, sous le maréchal de Luxembourg, par lettres du 19 avril 1690. Il avait été destiné pour commander un corps séparé, par ordre du 20 mai; mais il mourut à Deinse, le 29 mai 1690, à la tête de ce corps. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag. 274; mémoires du temps, Histoire de France, du président Hénault; Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, Gazette de France.*)

DE CAMBIS (Jacques), *baron d'Alais, maréchal de-camp,* était attaché au marquis de Gassion dès 1630, et avait une compagnie dans son régiment au service du roi de Suède. Il passa au service de France, en 1635, et se trouva, la même année, à la défaite de 1400 Lorrains près de Chaté; à la prise de Channes par capitulation, et à celle de Neufchâteau par assaut. Il servit aux siéges de Dôle, en 1636; de Landrecies, de Maubeuge, et de la Capelle, en 1637. Il devint, en 1638, lieutenant-colonel du régiment de Gassion; servit aux siéges de Saint-Omer et d'Hesdin; se trouva au combat de Saint-Nicolas en Picardie; à la défaite des paysans révoltés en Normandie, près Avranches, au mois de novembre 1639; au siége d'Arras; à la défaite de l'escorte d'un convoi ennemi, et à la prise de ce convoi, en 1640. Il servit aussi à la prise de Lillers; au siége d'Aire, et à l'enlèvement d'un quartier de Croates, en 1641. On sépara du régiment de Gassion 6 compagnies composées de Français, et on en composa un régiment dont le baron d'Alais fut fait mestre-de-camp, le 28 novembre de cette même année. Il commanda son régiment aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642; resta en Catalogne; contribua à la levée du siége de Flix, de Mirabel et du cap de Quiers, en 1643, et se trouva au combat de Lérida, en 1644. Il couvrit le sié-

ge de Roses; combattit à Liorens; servit au siége et à la prise de Balaguier, en 1645; aux deux siéges de Lérida, en 1646 et 1647, et à celui de Tortose, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 5 avril 1649, et employé en cette qualité à l'armée de Catalogne, sous le duc de Mercœur, il continua de servir dans cette province, où l'on se tint sur la défensive, en 1650, et concourut, en 1651, à la défense de Barcelone, qui ne se rendit que le 13 octobre 1652. Commandant la cavalerie de l'armée de Catalogne, par commission du 18 mai 1653, il fut blessé et fait prisonnier à Palamos, le 1er août, et mourut de ses blessures, le 21 du même mois (1) (2). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 257.)

DE CAMBIS (Louis-Dominique, *comte*), *lieutenant-général,* de la même famille que le précédent, baptisé le 10 août 1669, fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Velleron. Il entra cornette au régiment de cavalerie de Jeoffreville, le 15 mars 1689; servit au siége de Cahors, et combattit à Staffarde, en 1690. Devenu lieutenant au même régiment, en 1691, il se trouva à la conquête du comté de Nice. Il obtint une compagnie, par commission du 29 novembre 1692; combattit à la bataille de la Marsaille, en 1693; continua de servir en Italie, où on se tint sur la défensive, en 1694 et 1695, et y servit au siége de Valence, en 1696. Exempt de la compagnie de Lorges (depuis Luxembourg), par retenue du 15 avril 1697; il

---

(1) Moréri et l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne lui donnent par erreur la qualité de lieutenant-général des armées du roi.

(2) Jacques de Cambis, son fils, qui servait près de lui à la même affaire, fut aussi blessé, et mourut à Palamos. Leurs deux corps furent apportés et inhumés dans la cathédrale d'Allais, où l'on conservait l'épée de Jacques de Cambis père, sur laquelle étaient gravés ces mots :

« Je suis Cambis pour ma foi;
» Ma maîtresse est mon roi;
» Si tu m'attends, confesse-toi. »

delà du Pont-Major; contribua à leur défaite, et fut près d'enlever le duc de Bournonville. Il se trouva à l'assaut de Gironne, dont on leva le siége. Le roi le nomma chevalier de ses Ordres, le 31 décembre 1688. Employé à l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Humières, par lettres du 15 avril 1689, il commanda un corps séparé pendant la campagne, par ordre du 4 mai; et servit, sous le maréchal de Luxembourg, par lettres du 19 avril 1690. Il avait été destiné pour commander un corps séparé, par ordre du 20 mai; mais il mourut à Deinse, le 29 mai 1690, à la tête de ce corps. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag. 274; mémoires du temps, Histoire de France, du président Hénault; Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Mémoires du Père d'Avrigny, Gazette de France.*)

DE **CAMBIS** (Jacques), *baron d'Alais, maréchal de-camp*, était attaché au marquis de Gassion dès 1630, et avait une compagnie dans son régiment au service du roi de Suède. Il passa au service de France, en 1635, et se trouva, la même année, à la défaite de 1400 Lorrains près de Chaté; à la prise de Channes par capitulation, et à celle de Neufchâteau par assaut. Il servit aux siéges de Dôle, en 1636; de Landrecies, de Maubeuge, et de la Capelle, en 1637. Il devint, en 1638, lieutenant-colonel du régiment de Gassion; servit aux siéges de Saint-Omer et d'Hesdin; se trouva au combat de Saint-Nicolas en Picardie; à la défaite des paysans révoltés en Normandie, près Avranches, au mois de novembre 1639; au siége d'Arras; à la défaite de l'escorte d'un convoi ennemi, et à la prise de ce convoi, en 1640. Il servit aussi à la prise de Lillers; au siége d'Aire, et à l'enlèvement d'un quartier de Croates, en 1641. On sépara du régiment de Gassion 6 compagnies composées de Français, et on en composa un régiment dont le baron d'Alais fut fait mestre-de-camp, le 28 novembre de cette même année. Il commanda son régiment aux siéges de Collioure et de Perpignan, en 1642; resta en Catalogne; contribua à la levée du siége de Flix, de Mirabel et du cap de Quiers, en 1643, et se trouva au combat de Lérida, en 1644. Il couvrit le sié-

ge de Roses ; combattit à Liorens ; servit au siége et à la prise de Balaguier, en 1645 ; aux deux siéges de Lérida, en 1646 et 1647, et à celui de Tortose, en 1648. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 5 avril 1649, et employé en cette qualité à l'armée de Catalogne, sous le duc de Mercœur, il continua de servir dans cette province, où l'on se tint sur la défensive, en 1650, et concourut, en 1651, à la défense de Barcelone, qui ne se rendit que le 13 octobre 1652. Commandant la cavalerie de l'armée de Catalogne, par commission du 18 mai 1653, il fut blessé et fait prisonnier à Palamos, le 1er août, et mourut de ses blessures, le 21 du même mois (1) (2). (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 257.)

DE CAMBIS (Louis-Dominique, *comte*), *lieutenant-général,* de la même famille que le précédent, baptisé le 10 août 1669, fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Velleron. Il entra cornette au régiment de cavalerie de Jeoffreville, le 15 mars 1689 ; servit au siége de Cahors, et combattit à Staffarde, en 1690. Devenu lieutenant au même régiment, en 1691, il se trouva à la conquête du comté de Nice. Il obtint une compagnie, par commission du 29 novembre 1692 ; combattit à la bataille de la Marsaille, en 1693 ; continua de servir en Italie, où on se tint sur la défensive, en 1694 et 1695, et y servit au siége de Valence, en 1696. Exempt de la compagnie de Lorges (depuis Luxembourg), par retenue du 15 avril 1697 ; il

---

(1) Moréri et l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne lui donnent par erreur la qualité de lieutenant-général des armées du roi.

(2) Jacques de Cambis, son fils, qui servait près de lui à la même affaire, fut aussi blessé, et mourut à Palamos. Leurs deux corps furent apportés et inhumés dans la cathédrale d'Allais, où l'on conservait l'épée de Jacques de Cambis père, sur laquelle étaient gravés ces mots :

« Je suis Cambis pour ma foi ;
» Ma maîtresse est mon roi :
» Si tu m'attends, confesse-toi. »

servit au camp de Compiègne, en 1698; à l'armée d'Allemagne, en 1701, et à la défaite des Hollandais, sous Nimègue, en 1702. Il eut rang de mestre-de-camp de cavalerie, par commission du 1[er] juillet 1703; combattit à Eckeren, la même année, et continua de servir en Flandre, où on se tint sur la défensive, en 1704 et 1705. Il combattit à Ramillies, en 1706, et à Oudenarde, en 1708. Il obtint le gouvernement des ville, viguerie et citadelle de Sisteron, au mois de mai 1709; combattit à Malplaquet, le 11 septembre; et devint deuxième enseigne de la compagnie des gardes-du-corps, dans laquelle il servait, par brevet du 20 du même mois. Créé brigadier, par brevet du 29 mars 1710, il fut employé à l'armée de Flandre, en 1711 et 1712; se trouva, cette dernière année, aux siéges de Douai, du Quesnoi, de Bouchain; et à ceux de Landau et de Fribourg, en 1713. Il devint premier enseigne de sa compagnie, le 21 juillet 1716; fut créé maréchal-de-camp, le 1[er] février 1719, et passa troisième lieutenant de la même compagnie, le 29 août 1720. On lui donna l'expectative d'une place de grand' croix de l'ordre de Saint-Louis, avec la permission d'en porter les marques, par lettres du 20 décembre 1722. Il prit le nom de comte de Cambis en se mariant, au mois d'avril 1724. Nommé dans le même temps ambassadeur en Savoie, il revint de cette ambassade, en 1728; devint deuxième lieutenant, le 1[er] avril 1729, et premier lieutenant, le 1[er] février 1730. Nommé pour commander en Dauphiné, par commission donnée à Fontainebleau, le 10 octobre 1733, il quitta les gardes-du-corps, le 1[er] février 1734; obtint 6000 livres de pension, et une place de grand' croix de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 16 du même mois. Il fut promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, le 1[er] août suivant. Nommé ambassadeur en Angleterre, le 5 novembre 1736, il se démit du commandement du Dauphiné, se rendit en Angleterre, au commencement de 1737, fut nommé chevalier des Ordres du roi, le 2 février 1739, et mourut à Londres, le 8 février 1740. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 171; *mémoires du temps, Histoire de la maison du roi, par*

l'abbé de Nœufville, tom. I; pag. 319; *Gazette de France.*)

DE CAMBIS (Louis-Joseph-Nicolas, *marquis*), *lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 1er mars 1725. Il entra aux mousquetaires en 1739, et fut fait capitaine au régiment de cavalerie de Bourbon, le 6 mai 1740. Il obtint le gouvernement des ville et citadelle de Sisteron, à la mort de son père, le 1er juin suivant. Il commanda sa compagnie en Westphalie, sur les frontières de Bohême, en Bavière, et sur les bords du Rhin, en 1741, 1742 et 1743; à la prise de Weissembourg et de lignes de la Lautern, et à l'affaire d'Haguenau, en 1744. Devenu mestre-de-camp-lieutenant du même régiment, par commission du 10 septembre, il le commanda au siége de Fribourg, la même année; puis sur le Bas-Rhin, pendant l'hiver, et pendant les premiers mois de la campagne de 1745. Il joignit l'armée de Flandre, au mois de juin; campa quelque temps à Chièvres, sous le marquis de Clermont-Alexandre, et servit, sous ses ordres, au siége d'Ath. Il se trouva au siége de Bruxelles et à la bataille de Roucoux, en 1746; à la bataille de Lawfeld, et au siége de Berg-op-Zoom, en 1747; au siége de Maestricht, en 1748, et fut fait brigadier de cavalerie, par brevet du 10 mai. Il servit en cette qualité au camp de Gray, en 1754; à la bataille d'Hastembeck; à la prise de Minden et de Hanovre, et à la bataille de Rosbask, en 1757. Le roi l'avait créé chevalier de Saint-Louis, le 3 janvier de cette dernière année. Il fut employé sur les côtes, en 1758 et 1759, et se trouva aux affaires de Corback et de Warbourg, et à la bataille de Clostercamps, en 1760. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 20 février 1761, il se démit alors du régiment de cavalerie de Bourbon, et ne fut pas employé depuis. On le créa lieutenant-général, le 1er mars 1780. La date de sa mort ne nous est point connue. (*Chronologie militaire, tom. VII, pag.* 412; *Gazette de France.*)

DE CAMBIS D'ORSAN (N...., *comte*), *lieutenant-général*, de la même famille que les précédents, servait en 1741, en qualité d'aide-de-camp du vicomte de Chayla, lieutenant-général. Il commanda un régiment d'infanterie de son nom, depuis le mois de février 1749 jusqu'en avril 1762, époque à laquelle ce régiment fut incorporé dans celui de Royal. Le comte de Cambis fut alors réformé, et obtint le grade de brigadier d'infanterie, par brevet du 25 juillet suivant. On le créa maréchal-de-camp, le 12 novembre 1768, et lieutenant-général, le 1er mars 1784. (*Etats militaires.*)

CAMBRIELS (Pierre-Dominique), naquit à la Grasse, département de l'Aude, le 17 janvier 1767. Il entra au service en qualité de volontaire dans le 2e bataillon de l'Aude, le 10 novembre 1791; fut nommé sergent-major, le 1er avril 1792, et parvint successivement par divers grades jusqu'à celui de chef de bataillon, qu'il obtint, le 27 mars 1793. Il fit les campagnes de 1792 à l'armée des Alpes, et celles de 1793 à l'armée des Pyrénées-Orientales, à la tête du 6e bataillon de l'Aude. Après la paix avec l'Espagne, il passa à l'armée d'Italie, où la 2e demi-brigade de l'Aude, qu'il commandait alors comme plus ancien chef de bataillon, fut incorporée dans la 4e demi-brigade de ligne. Le 19 mars 1797, à la tête du 1er bataillon de cette demi-brigade et de deux compagnies de grenadiers du même corps, il enleva de vive force la redoute et le fort de la Chiuza, qui couvraient et défendaient la grande route de la Carinthie, et arrêtaient la marche de l'armée française. Après la rentrée de l'armée en Italie, et à l'époque du traité de Campo-Formio, il commanda la place de Vérone, où toute la division Augereau, de laquelle la 4e demi-brigade fesait partie, était en garnison. Le bruit ayant couru que les négociations allaient être rompues, il reçut du lieutenant-général Brune, qui avait remplacé le général Augereau, l'ordre de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre le fort Saint-Pierre en état de défense. Le chef de bataillon Cambriels s'occupa sans re-

lâche de réparer et augmenter les fortifications de ce fort, et parvint à y faire placer, en peu de jours, 48 pièces en batterie. La paix avec l'Autriche ayant été décidément signée, la 4e demi-brigade se rendit à l'armée d'Angleterre, et le chef de bataillon Cambriels reçut l'ordre de conserver le commandement du fort Saint-Pierre, jusqu'à ce qu'il eût fait évacuer sur Mantoue tout l'approvisionnement de siége. Cette opération étant terminée, il rejoignit son corps, alors en garnison à Cherbourg. En 1799, il fit la campagne d'Hollande, et en 1800 celle du Rhin. D'après une nouvelle organisation de l'armée, qui eut lieu à cette dernière époque, il passa dans la 50e demi-brigade de ligne. Après la bataille de Hohenlinden et la paix qui en fut la suite, ce corps prit ses cantonnements sur le Danube, entre Ingolstadt et Ratisbonne. Le chef de bataillon Cambriels reçut une lettre du ministre de la guerre qui l'informait que celui de la marine l'avait demandé pour chef d'état-major d'une expédition secrète, commandée par le contre-amiral Lacrosse. Le ministre lui laissait la liberté d'accepter ou de refuser ce poste; mais il lui prescrivait de s'expliquer sans délai. Ne prévoyant pas que la paix générale, qui était signée avec toute l'Europe, fût troublée de long-temps, le chef de bataillon Cambriels accepta les fonctions de chef d'état-major qui lui étaient offertes, et se rendit en conséquence à Paris pour y prendre les ordres du ministre de la marine, à la disposition duquel il avait été mis par celui de la guerre; mais quelque diligence qu'il fît, il n'arriva dans la capitale qu'après le départ de l'expédition pour la Guadeloupe. Le ministre de la marine ne l'ayant remplacé que provisoirement, lui donna l'ordre de se rendre à Brest pour s'y embarquer sur le premier bâtiment qui partirait pour les Antilles. Peu de temps après son arrivée à Brest, et au moment où il se disposait à partir, la nouvelle de l'insurrection des Nègres de la Guadeloupe, et celle de l'embarquement forcé du capitaine-général, parvinrent au gouvernement français, qui se hâta d'organiser une expédition pour aller rétablir l'ordre dans cette colonie. Le commandement de cette expédition fut confié au lieutenant-général Riche-

panse, qui se rendit à Brest avec un chef d'état-major. La position du chef de bataillon Cambriels se trouvant entièrement changée, il se disposait à rentrer dans son corps lorsque le général Richepanse, sous les ordres duquel il avait déjà servi, le détermina à le suivre; l'attacha à son état-major, et lui donna, le jour même du débarquement à la basse-terre, le commandement du 2ᵉ bataillon de la 66ᵉ demi-brigade. Après plusieurs affaires très-meurtrières, mais qui ne furent point décisives, les insurgés, qui occupaient les bords de la mer, furent forcés de rentrer dans le fort Saint-Charles, dont on forma d'abord le blocus. On s'occupa ensuite des travaux que les localités et les ressources du pays permettaient de faire pour entreprendre le siége de ce fort. L'ennemi, de son côté, fit tout ce qu'il put pour empêcher la continuation des travaux et l'établissement des batteries. Le 18 mai 1802, l'armée d'expédition eut à soutenir une double attaque de la part des Noirs, qui, d'un côté, se portèrent sur le corps d'observation à l'habitation Legret, où le bataillon expéditionnaire, commandé par le chef Pilet, les fit repentir de leur audace. D'un autre côté, une sortie du fort Saint-Charles s'avança sur la garde de la tranchée que commandait le chef de bataillon Cambriels : l'ennemi fut attendu sur ce point avec beaucoup de sang-froid jusqu'à son arrivée à la tête des travaux. Les Français sautant alors par-dessus les épaulements, coururent aux Noirs; tuèrent le commandant de la sortie, ainsi qu'un grand nombre des siens, et obligèrent le reste à se replier sur le fort dans le plus grand désordre. Le 22 du même mois, les ennemis, craignant un assaut, évacuèrent ce fort à huit heures du soir par la poterne du Galion, avec environ 400 hommes de troupes soldées, commandées par Delgrès, et accompagnés d'une foule de Noirs armés de toutes pièces. Ils se rallièrent aux autres Nègres, qui occupaient le Parc et le Matouba, où les dispositions qu'ils ajoutèrent aux défenses naturelles, déjà très-formidables, pouvaient les rendre absolument maîtres de refuser un combat désavantageux, et de se répandre à volonté par des irruptions soudaines dans

toutes les parties de la basse-terre. Ils avaient leurs avant-postes en avant de l'habitation Guichard, au sommet de l'angle formé par la rivière Noire et la rivière des Pères, dont les rives sont à pic et à plus de cinquante pieds de profondeur. La masse des révoltés se trouvant placée à la vaste habitation d'Anglemont, défendue par les rivières et fortifiée de parapets armés de palissades et de canons, une attaque de front fut regardée comme impossible à tenter; et il fallut que le général Richepanse se décidât à diviser ses forces, et à tâcher de mettre un ensemble qui empêchât ses troupes d'avoir à combattre séparément. Le 28, à deux heures du matin, le 2[e] bataillon de la 66[e] demi-brigade, commandé par le chef Cambriels, auquel le général en chef avait adjoint son aide-de-camp, le capitaine Lapointe, partit de Legret; et par des chemins qu'il se traça dans d'horribles précipices, il franchit les mornes Houël et Colin, la rivière des Pères, l'habitation Lassalle, d'où il chassa l'ennemi, et parvint, en poursuivant les Noirs jusqu'au Presbytère, à les forcer de se retirer à Danglemont. Le même jour, le 3[e] bataillon du même corps, commandé par le chef de bataillon Lacroix, était parti de la basse-terre vers six heures du matin, et devait, en passant par le morne Fifi-Massieu, se réunir sur l'habitation Lassalle au chef de bataillon Cambriels, afin d'attaquer simultanément la position fortifiée de Danglemont. L'ordre portait que ces deux bataillons seraient de dix à onze heures sur l'habitation Lassalle. Le chef de bataillon Cambriels s'en était déjà rendu maître à dix heures; mais le chef de bataillon Lacroix rencontra des obstacles qui l'empêchèrent de forcer le passage de la rivière des Pères, et par conséquent le morne Fifi Massieu, d'où il devait se diriger sur l'habitation Lassalle. Cependant environ 200 hommes de ce bataillon trouvèrent le moyen de se rallier au chef de bataillon Cambriels. L'attaque devait se faire au plus tard à midi par les deux bataillons réunis : il était environ quatre heures, et rien n'annonçait que le chef Lacroix dût arriver avec le reste de son bataillon. Dans cette position, le chef de bataillon Cambriels prit en particulier le capi-

taine Lapointe, aujourd'hui maréchal-de-camp, et lui dit : « Mes munitions sont presque épuisées, et je ne puis » m'en procurer, puisque nous sommes au milieu des en-» nemis, et par conséquent sans communication avec le » reste de l'armée : je manque aussi de vivres ; il serait trop » dangereux d'attendre plus long-temps l'arrivée du chef de » bataillon Lacroix, par la raison que la nuit approche ; je » suis donc décidé à attaquer seul, persuadé d'ailleurs que » je réussirai. Mais, dans le cas contraire, et dans l'hypo-» thèse où, périssant dans l'attaque, je ne pourrais justifier » moi-même ma détermination auprès du général en chef, » je vous prie de lui dire que je n'ai pas cru, dans la position » critique où nous nous trouvons, devoir différer plus long-» temps l'attaque. » Le chef de bataillon Cambriels réunit alors son bataillon et les hommes du 3ᵉ qui l'avaient rejoint ; en forma trois colonnes ; se mit à la tête de celle du centre, et marcha au pas de charge sur l'ennemi. Ses troupes, marchant à l'envi l'une de l'autre sur Danglemont, bravèrent pendant un quart-d'heure une grêle de balles et de boulets sans pouvoir riposter Rien ne les arrêta cependant, et déjà plusieurs soldats avaient franchi les retranchements, lorsque les ennemis, poussés à bout, se sauvèrent dans l'habitation ; mirent le feu à leurs poudres, et se firent sauter au nombre d'environ 400, parmi lesquels était Delgrès. Une trentaine de Français, dont un capitaine et un lieutenant, périrent dans cette occasion, et le chef de bataillon Cambriels y reçut un éclat à la cuisse droite (1). Après cette affaire, le chef de bataillon Cambriels fut envoyé à la Capesterre, et chargé de fouiller les bois de ce quartier, ainsi que ceux de la Goyave et du petit bourg, dans lesquels s'était réfugié un grand nombre de Nègres qui faisaient des incursions sur les habitations. Le plus grand nombre, profitant de l'amnistie qui avait été accordée, revinrent sur leurs habi-

(1) Tous les détails que nous venons de donner sur les services du chef de bataillon Cambriels, à la Guadeloupe, sont extraits des rapports adressés dans le temps par le général Richepanse au ministre de la marine et des colonies.

tations, et les autres furent détruits. Enfin, après que l'ordre et la tranquillité furent rétablis, le chef de bataillon Cambriels reçut l'ordre d'aller prendre le commandement supérieur de la grande-terre. Le 23 septembre 1804, il fut nommé colonel du 66e régiment, dont les trois premiers bataillons étaient à la Guadeloupe et les quatre autres en Europe. Le 22 septembre 1808, il écrivit au ministre de la marine pour lui demander l'autorisation de revenir en France. L'ayant obtenue, il partit de la Guadeloupe, le 15 juin 1809, sur la frégate *la Furieuse*. Le 21 juillet suivant, il fut pris par les Anglais sur cette frégate, qui tomba en leur pouvoir, après un combat de sept heures, dans lequel Cambriels reçut trois éclats de bois qui le blessèrent légèrement au bras droit, à la main gauche et au menton. Il fut conduit à la Nouvelle-Écosse, et de là en Angleterre, d'où il fut renvoyé en France sur parole. Nommé colonel du 31e léger, le 22 août 1812, il se trouva, le 7 octobre 1813, à l'affaire du camp de Berra en Espagne, et y reçut un coup de feu qui lui traversa la jambe droite. En 1814, lors de la nouvelle organisation de l'armée, il fut nommé colonel du 3e régiment d'infanterie légère, et fut créé maréchal-de-camp, le 27 juin 1815. Étant à Paris, dans le mois de juin suivant, il reçut du ministre de la guerre l'ordre de prendre le commandement d'une brigade et de la ligne de défense de la Villette, sous les ordres du lieutenant-général Ambert. Il suivit ce général à l'armée de la Loire, où il commanda, jusqu'au licenciement de l'armée, la première brigade de la division Travot. Après ce licenciement, il se retira dans ses foyers. On le trouve classé, en 1821, parmi les maréchaux-de-camp disponibles. Le général Cambriels a été fait officier de la Légion-d'honneur, le 24 août 1814. (*Brevets et états militaires, Moniteur, annales du temps.*)

CAMBRONNE (Pierre-Jacques-Étienne, *baron*), *maréchal-de-camp,* naquit à Saint-Sébastien près de Nantes en Bretagne, le 26 décembre 1770. Fils d'un négociant qui tenait un rang assez considérable, il reçut une éducation

soignée, et embrassa la cause de la révolution avec ardeur. Devenu officier de la garde nationale de Nantes, il s'enrôla volontairement, et servit dans la légion nantaise, qui se distingua souvent pendant la guerre contre les Vendéens. Il était capitaine, en 1795, lors de l'affaire de Quiberon, si funeste aux royalistes, et donna, en cette occasion, des preuves d'une humanité, qui alors était rare et même dangereuse, en sauvant de la fureur des révolutionnaires plusieurs émigrés pris les armes à la main (1). Après la pacification de la Vendée, il passa à l'armée des Alpes, servit ensuite dans l'armée du général Masséna, en Suisse; se trouva à bataille de Zurich, gagnée sur les Russes, en 1799, et se signala dans cette ville, à la tête d'une compagnie de grenadiers de la 46e demi-brigade d'infanterie de ligne. Il commandait cette même compagnie, le 27 juin 1800, au combat d'Oberhausen, où fut tué l'intrépide Latour-d'Auvergne-Corret, premier grenadier de la république (2), et fut proclamé pour succéder à ce beau ti-

(1) Dès 1792, Cambronne avait eu le courage de donner chez sa mère un asile à un curé réfractaire, pour le soustraire à la mort. Lorsqu'il fut traduit devant le conseil de guerre de la 1re division militaire en 1816, il produisit plusieurs certificats authentiques qui attestèrent les divers traits d'humanité et de générosité que nous signalons ici.

(2) Théophile-Malo de Latour-d'Auvergne-Corret était né à Carhaix en Basse-Bretagne, le 23 octobre 1743. Il entra au service en 1767, comme sous-lieutenant dans la 2e compagnie des mousquetaires; passa ensuite au service d'Espagne; donna des preuves de la plus grande valeur au siége de Mahon, et reçut, en récompense de ses services, une décoration qu'il accepta, en refusant la pension qui y était attachée. S'étant déclaré pour la révolution française, il servit à l'armée des Pyrénées-Orientales; ne voulut accepter aucun grade au-dessus de celui de capitaine, et commanda cependant en cette simple qualité toutes les compagnies de grenadiers formant l'avant-garde, et appelées *Colonne infernale*. Son chapeau et son manteau qu'il avait l'habitude de tenir sous le bras gauche, lorsqu'il combattait, furent si souvent criblés de coups de feu que les soldats disaient: « Notre capitaine a le don de charmer les balles. » Les généraux en chef l'appelaient aux conseils de guerre, et se trouvaient bien des avis qu'il y donnait. Il fit long-temps le service de général, sans vouloir en recevoir le grade. Après la paix faite avec l'Es-

tre, dont sa valeur et son caractère le rendaient déjà digne. Parvenu successivement aux grades de chef de bataillon et de colonel, il se distingua en diverses occasions, et notamment à la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806. Il fit

---

pagne, il s'embarqua pour se rendre en Bretagne; mais ayant été pris par les Anglais, il resta long temps en Angleterre. Lorsqu'il fut échangé, il revint en France, et se rendit à Paris, où il se disposait à jouir du repos acheté par tant de glorieuses fatigues, lorsqu'il apprit que le fils d'un de ses amis se trouvait appelé au service militaire par la loi sur la première réquisition, et que le père, vieillard octogénaire, était inconsolable de cette séparation. Aussitôt il court se présenter au directoire; obtient la faculté de remplacer le jeune soldat; part pour l'armée, et pendant deux campagnes, le sac sur le dos, toujours au premier rang et au poste le plus périlleux, il combat avec une valeur que l'âge ne peut refroidir, et anime les grenadiers, ses compagnons d'armes, par ses discours et ses exemples. Le premier consul Buonaparte lui donna le titre de *premier grenadier de la république française*, et lui décerna un sabre d'honneur. Modeste autant que brave, Latour-d'Auvergne écrivit alors à un de ses amis : « Il » n'est aucun des grenadiers, mes camarades, qui ne mérite cette arme » autant que moi. Allons : il faudra la montrer de près à l'ennemi. A mon » âge (il avait 52 ans), ajoutait-il, la mort la plus désirable est celle d'un » grenadier sur le champ de bataille, et je la trouverai, je l'espère. » Son vœu fut exaucé. Grenadier dans la première compagnie de la 46ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne, commandée par le capitaine Cambronne, Latour-d'Auvergne eut le cœur atteint d'un coup de lance, qui lui perça le corps de part en part, au moment où il repoussait une charge de houlans au combat d'Oberhausen, le 27 juin 1800. L'armée porta son deuil pendant trois jours. On lui éleva, au lieu même où il avait succombé, un monument simple, et en cela digne du héros qu'il allait receler. Lorsqu'on le descendit dans sa tombe, un grenadier lui tourna la face du côté de Neubourg, en disant : « Il faut le placer comme il était » de son vivant, faisant face à l'ennemi. » Les consuls de la république ordonnèrent que le nom de Latour-d'Auvergne serait toujours inscrit en tête du contrôle de la compagnie des grenadiers dont il avait fait partie; et avant la nouvelle organisation de l'armée, en 1814, le plus ancien grenadier de cette compagnie portant le cœur du héros dans une boîte de vermeil, répondait : *présent*, toutes les fois qu'à l'appel on prononçait le nom de Latour-d'Auvergne. Ce guerrier généreux avait autant d'érudition que de bravoure, et possédait toutes les langues. Tous ses loisirs étaient consacrés à des méditations, et l'on trouvait toujours un livre à côté de son épée. Il a publié sur les *origines gauloises* un ouvrage qui fait beaucoup d'honneur à ses profondes connaissances.

encore avec distinction la campagne d'Autriche en 1809. A l'ouverture de celle de 1812 contre la Russie, il était devenu major du 3e régiment de voltigeurs de la garde impériale. Il déploya le même courage dans cette campagne et pendant la funeste retraite de Moscou; fit ensuite la campagne de Saxe, en 1813, et rentra en France avec son régiment, après avoir fait admirer de nouveau sa bravoure et ses talents militaires à la bataille de Hanau. Il avait été créé précédemment baron d'empire, et fait commandant de la Légion-d'Honneur, le 6 avril de cette même année 1813. Buonaparte, pour le récompenser de ses services, le nomma général de brigade, le 14 septembre suivant. Employé en cette qualité pendant la campagne de France, en 1814, Cambronne fut blessé grièvement à la bataille de Craone, le 6 mars, et à celle qui fut livrée sous les murs de Paris, le 30 du même mois. Les événements militaires ayant forcé Napoléon d'abdiquer, Cambronne sollicita et obtint la permission de le suivre à l'île d'Elbe, et fut nommé commandant de l'escorte que les puissances alliées permirent à l'ex-empereur des Français d'emmener avec lui. Buonaparte lui donna le commandement de Porto-Ferrajo, ainsi que la direction du matériel de sa garde, et le chargea de l'instruction des corps militaires. Lors de l'invasion de Buonaparte, en mars 1815, le général Cambronne reçut le commandement de l'avant-garde de ses troupes; s'empara de Sisteron et de Grasse, le 5 du même mois; marcha sur Lyon, et escorta Napoléon jusqu'à Paris, où il arriva, le 20. En récompense de son zèle et de son dévouement, Buonaparte le nomma lieutenant-général (1), grand-officier de la Légion-d'Honneur, comte de l'empire et pair de France. Ces diverses nominations n'ont point été confirmées par le roi. Il accompagna Napoléon pendant la courte campagne de Belgique. A la bataille de Waterloo, Cambronne commandait une des divisions de la garde impériale. Cet-

(1) Cambronne refusa ce grade, alléguant qu'il était encore trop jeune pour en être revêtu.

te garde combattit avec la plus grande intrépidité, long-temps même après que les autres corps de l'armée eurent été mis en déroute, et la division du général Cambronne fut presque entièrement détruite. Entourés d'ennemis nombreux, et sommés de mettre bas les armes, les braves Français qui composent cette division préfèrent une mort glorieuse, et Cambronne répond en leur nom et au sien : « La garde » meurt; elle ne se rend pas. » Ce fut alors qu'il tomba au milieu des siens, où les Anglais le ramassèrent tout couvert de blessures, qui d'abord furent jugées mortelles. Il en guérit cependant, et fut conduit prisonnier en Angleterre, d'où il envoya, le 20 juillet, à S. M. Louis XVIII, sa soumission et son serment de fidélité, en demandant en même temps à être remis à la tête de son régiment de la garde. Compris dans la disposition de l'ordonnance royale du 24 juillet, qui prescrivait la mise en jugement des généraux qui avaient attaqué le gouvernement royal à main armée, il s'empressa d'écrire au ministre de la guerre qu'aussitôt qu'il serait rendu à la liberté, il paraîtrait devant ses juges. Effectivement, étant arrivé à Calais, le 27 septembre, il se présenta au commandant de cette place; fut conduit, sous escorte, à Paris, et renfermé dans la prison de l'Abbaye. Traduit, le 26 avril 1816, devant le conseil de guerre de la 1re division militaire, il y fut acquitté de toutes les inculpations dirigées contre lui, et ce jugement, que le commissaire du roi avait frappé d'appel, fut confirmé, le 4 mai suivant, par le conseil de révision. Le baron Cambronne est maintenant employé comme maréchal-de-camp à Lille (16e division militaire). Il a obtenu de S. M. la décoration de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

LE CAMUS (François-Germain), *marquis de Bligny, maréchal-de-camp*, fut fait lieutenant au régiment du Roi, en 1673; servit en cette qualité pendant les campagnes de cette année et celles de 1674, 1675, 1676, 1677 et 1678, et se trouva à différents siéges et batailles. Il obtint, le 7 sep-

soignée, et embrassa la cause de la révolution avec ardeur. Devenu officier de la garde nationale de Nantes, il s'enrôla volontairement, et servit dans la légion nantaise, qui se distingua souvent pendant la guerre contre les Vendéens. Il était capitaine, en 1795, lors de l'affaire de Quiberon, si funeste aux royalistes, et donna, en cette occasion, des preuves d'une humanité, qui alors était rare et même dangereuse, en sauvant de la fureur des révolutionnaires plusieurs émigrés pris les armes à la main (1). Après la pacification de la Vendée, il passa à l'armée des Alpes, servit ensuite dans l'armée du général Masséna, en Suisse; se trouva à bataille de Zurich, gagnée sur les Russes, en 1799, et se signala dans cette ville, à la tête d'une compagnie de grenadiers de la 46e demi-brigade d'infanterie de ligne. Il commandait cette même compagnie, le 27 juin 1800, au combat d'Oberhausen, où fut tué l'intrépide Latour-d'Auvergne-Corret, premier grenadier de la république (2), et fut proclamé pour succéder à ce beau ti-

---

(1) Dès 1792, Cambronne avait eu le courage de donner chez sa mère un asile à un curé réfractaire, pour le soustraire à la mort. Lorsqu'il fut traduit devant le conseil de guerre de la 1re division militaire en 1816, il produisit plusieurs certificats authentiques qui attestèrent les divers traits d'humanité et de générosité que nous signalons ici.

(2) Théophile-Malo de Latour-d'Auvergne-Corret était né à Carhaix en Basse-Bretagne, le 23 octobre 1743. Il entra au service en 1767, comme sous-lieutenant dans la 2e compagnie des mousquetaires; passa ensuite au service d'Espagne; donna des preuves de la plus grande valeur au siége de Mahon, et reçut, en récompense de ses services, une décoration qu'il accepta, en refusant la pension qui y était attachée. S'étant déclaré pour la révolution française, il servit à l'armée des Pyrénées-Orientales; ne voulut accepter aucun grade au-dessus de celui de capitaine, et commanda cependant en cette simple qualité toutes les compagnies de grenadiers formant l'avant-garde, et appelées *Colonne infernale*. Son chapeau et son manteau qu'il avait l'habitude de tenir sous le bras gauche, lorsqu'il combattait, furent si souvent criblés de coups de feu que les soldats disaient: « Notre capitaine a le don de charmer les balles. » Les généraux en chef l'appelaient aux conseils de guerre, et se trouvaient bien des avis qu'il y donnait. Il fit long-temps le service de général, sans vouloir en recevoir le grade. Après la paix faite avec l'Es-

Les écoles de cavalerie ayant été établies, il fut d'abord élève de celle de Besançon, puis maître d'équitation à cette école et ensuite à son régiment. L'instruction brillante et solide qu'il donna à ce corps le fit remarquer du duc de Choiseuil, alors ministre de la guerre, qui le fit passer, en qualité d'officier supérieur, dans le régiment de Clermont cavalerie, en 1768 (1). Ce fut dans ce corps que Canclaux développa en grand une activité infatigable et un talent supérieur pour instruire les troupes dans l'art des manœuvres et de la tactique (2). Il obtint une commission de colonel, en 1772, et la croix de l'ordre de St.-Louis, en 1773. Le régiment de Clermont cavalerie étant devenu Conti-Dragons, Canclaux le commanda jusqu'au 1er mars 1784, époque à laquelle il fut créé brigadier de dragons. On l'éleva au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788, et on lui donna l'expectative de la première inspection de cavalerie qui viendrait à vaquer. L'attachement qu'il portait au régiment de Conti, le décida à demander d'en conserver le commandement, ce qui lui fut accordé à la sollicitation du prince de Conti, colonel-propriétaire de ce régiment. En 1790, il fut nommé l'un des inspecteurs chargés de revoir les comptes des régiments, et de recevoir leurs plaintes. Il eut dans son arrondissement les corps stationnés sur les bords de la Loire, depuis Orléans jusqu'en Bretagne. La prudence, la sagesse et la modération qu'il apporta dans cette mission le firent choisir, en février 1791, pour aller, avec une commission civile, prendre connaissance des mouvements insurrectionnels qui venaient d'éclater dans le département de Morbihan. On lui donna, dans le même temps, le commandement de ce département, où il parvint à prévenir ou réprimer pendant assez long-temps les factions qui cher-

---

(1) Canclaux n'avait alors que 28 ans.

(2) Il a publié, sous le titre *d'instruction à l'usage du régiment de Dragons-Conti*, un ouvrage dans lequel les principes de la petite guerre sont développés avec une netteté et une précision qui le rendent extrêmement utile pour les officiers d'avant-garde et les partisans.

tembré 1684, une compagnie au même régiment, et la commanda à l'armée de Flandre, qui couvrit le siége de Luxembourg, en la même année. Devenu colonel du régiment de Saintonge, à sa formation, par commission du 8 septembre de cette même année, il le commanda à l'armée de la Moselle et à la bataille de Fleurus, en 1690; au siége de Mons, puis sur la Moselle, en 1691; à l'armée du Rhin, en 1692 et 1693; à l'armée d'Italie, en 1694; et à l'armée d'Allemagne, en 1695. Créé brigadier d'infanterie, le 3 janvier 1696, il servit à l'armée de la Meuse, et à celle de Flandre, en 1697; à l'armée de Flandre, en 1701; à celle du Rhin, en 1702; se trouva à l'attaque du pont d'Huningue; à la prise de Neubourg et à la bataille de Frédélingen. Il fut employé à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Villars, en 1703, et combattit à la première bataille d'Hochstedt. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 10 février 1704, il se démit du régiment de Saintonge, et se trouva à la bataille d'Hochstedt, sous les ordres du maréchal de Marchin, la même année. Il continua de servir à l'armée du Rhin, sous le même général, en 1705, et sous le maréchal de Villars, en 1706. Il servit à l'armée d'Espagne; se trouva à la bataille d'Almanza, et au siége de Lérida, en 1707, et au siége de Tortose, en 1708. Il fut employé à la même armée, sous le maréchal de Besons, en 1709; à l'armée du Rhin, sous le maréchal d'Harcourt, en 1710; quitta le service à la fin de cette campagne, et mourut le 9 mars 1728, âgé de 71 ans. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 540.)

CANCLAUX (Jean-Baptiste-Camille), *comte* et *pair de France*, *général en chef*, naquit à Paris, le 2 août 1740. Il entra au service, en 1756, comme volontaire dans le régiment de cavalerie de Fumel (depuis Royal-Picardie); fit dans ce régiment les six campagnes de la guerre d'Allemagne, d'abord en qualité de cornette, puis comme capitaine, depuis 1760, époque à laquelle on lui donna une compagnie. Après la paix de 1763, il fut réformé comme capitaine; mais il obtint l'aide-majorité de son régiment.

Les écoles de cavalerie ayant été établies, il fut d'abord élève de celle de Besançon, puis maître d'équitation à cette école et ensuite à son régiment. L'instruction brillante et solide qu'il donna à ce corps le fit remarquer du duc de Choiseuil, alors ministre de la guerre, qui le fit passer, en qualité d'officier supérieur, dans le régiment de Clermont cavalerie, en 1768 (1). Ce fut dans ce corps que Canclaux développa en grand une activité infatigable et un talent supérieur pour instruire les troupes dans l'art des manœuvres et de la tactique (2). Il obtint une commission de colonel, en 1772, et la croix de l'ordre de St.-Louis, en 1773. Le régiment de Clermont cavalerie étant devenu Conti-Dragons, Canclaux le commanda jusqu'au 1er mars 1784, époque à laquelle il fut créé brigadier de dragons. On l'éleva au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788, et on lui donna l'expectative de la première inspection de cavalerie qui viendrait à vaquer. L'attachement qu'il portait au régiment de Conti, le décida à demander d'en conserver le commandement, ce qui lui fut accordé à la sollicitation du prince de Conti, colonel-propriétaire de ce régiment. En 1790, il fut nommé l'un des inspecteurs chargés de revoir les comptes des régiments, et de recevoir leurs plaintes. Il eut dans son arrondissement les corps stationnés sur les bords de la Loire, depuis Orléans jusqu'en Bretagne. La prudence, la sagesse et la modération qu'il apporta dans cette mission le firent choisir, en février 1791, pour aller, avec une commission civile, prendre connaissance des mouvements insurrectionnels qui venaient d'éclater dans le département de Morbihan. On lui donna, dans le même temps, le commandement de ce département, où il parvint à prévenir ou réprimer pendant assez long-temps les factions qui cher-

---

(1) Canclaux n'avait alors que 28 ans.

(2) Il a publié, sous le titre *d'instruction à l'usage du régiment de Dragons-Conti*, un ouvrage dans lequel les principes de la petite guerre sont développés avec une netteté et une précision qui le rendent extrêmement utile pour les officiers d'avant-garde et les partisans.

chaient à entraver la marche des autorités. En 1792, il commandait le département du Finistère, et y remporta, le 8 juillet, près de Quimper, un avantage marquant sur un parti d'insurgés. Il obtint le grade de lieutenant-général, le 7 septembre suivant. Il fut appelé à Paris, où on lui donna le commandement de l'armée des Pyrénées; puis envoyé à Brest pour présider à un nombreux embarquement de troupes destinées à une expédition contre Saint-Domingue, et fut enfin nommé général en chef de l'armée de l'Ouest. Cinquante mille Vendéens, sous les ordres de Cathelineau, étant venus assiéger la ville de Nantes, le 29 juin 1793, Canclaux, qui se trouvait alors dans cette place, prit des mesures vigoureuses pour la mettre en état de défense, et parvint à repousser les assaillants, après plusieurs combats opiniâtres et très-meurtriers pour les deux partis. Il y eut son habit traversé d'une balle, qui blessa derrière lui un de ses aides-de-camp. Après la levée du siége de Nantes, il se jeta dans la Basse-Vendée; y poursuivit les débris des divisions royalistes, et fit enlever de vive force, par le général Beysser, le port Saint Pierre, qui passait pour une des clefs de ce pays. La colonne de droite de son armée battit, le 16 septembre suivant, à Montaigu, les troupes vendéennes commandées par Charette. Déjà il s'était rendu maître de plusieurs autres postes des royalistes, lorsque ceux-ci vinrent, le 19 du même mois, présenter, près de Torfou, le combat à la division républicaine, commandée par le général Kléber : cette division fut battue. Une autre colonne, commandée par Beysser, ayant également essuyé un échec considérable à Montaigu et Clisson, le 21, Canclaux jugea convenable de se replier sur Nantes. Chemin faisant, il fut attaqué par les troupes de Bonchamp et celles de plusieurs autres chefs royalistes, qu'il culbuta. Il continua ensuite son mouvement rétrograde. Il venait de remporter à Saint-Symphorien, le 30 du même mois de septembre, une victoire sur Bonchamp, lorsqu'il reçut, le même jour, sa destitution prononcée par la convention nationale, qui le remplaça par

le général Léchelle (1). Il se retira alors dans ses propriétés à Saussay, département de l'Oise ; mais, après la révolution du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), il fut rappelé à ses fonctions, et nommé de nouveau général en chef de l'armée de l'Ouest. Après quelques opérations militaires contre les Vendéens, des propositions de pacification ayant été faites, Canclaux eut, le 15 février 1795, avec le chef royaliste Charette une entrevue qui se termina, après trois jours de conférences, par un traité de paix définitif, signé le 17 du même mois. Lors de l'expédition des Anglais et des émigrés français, à Quiberon, Canclaux, qui s'était concerté avec Hoche, seconda puissamment ce général en chef, en lui envoyant de Nantes toutes les troupes dont il pouvait disposer. Sa santé ayant été considérablement affaiblie par toutes les fatigues qu'il avait essuyées, soit à la guerre, soit dans l'organisation de plusieurs corps de troupes, le comité de salut public le rappela à Paris. En 1796, on l'envoya dans le Midi pour y procéder à la formation d'une armée destinée à passer en Italie. Dans la première quinzaine du mois de décembre de la même année, il fut nommé ministre plénipotentiaire de la république française à la cour de Naples, où il fut remplacé, en septembre 1797, par Treilhard. En avril 1799, il fut nommé un des cinq membres composant le bureau militaire établi près du directoire exécutif. Après la révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), Buonaparte, devenu premier consul, donna au général Canclaux le commandement de la 4e division militaire, et le chargea de concourir avec le général Hédouville à pacifier ou soumettre ce qui restait à cette époque d'insurgés vendéens. En mai 1800, Canclaux fut nommé inspecteur-général de la cavalerie de la 2e armée de réserve, et envoyé à Dijon avec des pouvoirs fort étendus. On l'em-

(1) Canclaux était de la caste noble, et ce fut le motif de sa destitution.

chaient à entraver la marche des autorités. En 1792, il commandait le département du Finistère, et y remporta, le 8 juillet, près de Quimper, un avantage marquant sur un parti d'insurgés. Il obtint le grade de lieutenant-général, le 7 septembre suivant. Il fut appelé à Paris, où on lui donna le commandement de l'armée des Pyrénées; puis envoyé à Brest pour présider à un nombreux embarquement de troupes destinées à une expédition contre Saint-Domingue, et fut enfin nommé général en chef de l'armée de l'Ouest. Cinquante mille Vendéens, sous les ordres de Cathelineau, étant venus assiéger la ville de Nantes, le 29 juin 1793, Canclaux, qui se trouvait alors dans cette place, prit des mesures vigoureuses pour la mettre en état de défense, et parvint à repousser les assaillants, après plusieurs combats opiniâtres et très-meurtriers pour les deux partis. Il y eut son habit traversé d'une balle, qui blessa derrière lui un de ses aides-de-camp. Après la levée du siége de Nantes, il se jeta dans la Basse-Vendée; y poursuivit les débris des divisions royalistes, et fit enlever de vive force, par le général Beysser, le port Saint-Pierre, qui passait pour une des clefs de ce pays. La colonne de droite de son armée battit, le 16 septembre suivant, à Montaigu, les troupes vendéennes commandées par Charette. Déjà il s'était rendu maître de plusieurs autres postes des royalistes, lorsque ceux-ci vinrent, le 19 du même mois, présenter, près de Torfou, le combat à la division républicaine, commandée par le général Kléber : cette division fut battue. Une autre colonne, commandée par Beysser, ayant également essuyé un échec considérable à Montaigu et Clisson, le 21, Canclaux jugea convenable de se replier sur Nantes. Chemin faisant, il fut attaqué par les troupes de Bonchamp et celles de plusieurs autres chefs royalistes, qu'il culbuta. Il continua ensuite son mouvement rétrograde. Il venait de remporter à Saint-Symphorien, le 30 du même mois de septembre, une victoire sur Bonchamp, lorsqu'il reçut, le même jour, sa destitution prononcée par la convention nationale, qui le remplaça par

le général Léchelle (1). Il se retira alors dans ses propriétés à Saussay, département de l'Oise; mais, après la révolution du 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), il fut rappelé à ses fonctions, et nommé de nouveau général en chef de l'armée de l'Ouest. Après quelques opérations militaires contre les Vendéens, des propositions de pacification ayant été faites, Canclaux eut, le 15 février 1795, avec le chef royaliste Charette une entrevue qui se termina, après trois jours de conférences, par un traité de paix définitif, signé le 17 du même mois. Lors de l'expédition des Anglais et des émigrés français, à Quiberon, Canclaux, qui s'était concerté avec Hoche, seconda puissamment ce général en chef, en lui envoyant de Nantes toutes les troupes dont il pouvait disposer. Sa santé ayant été considérablement affaiblie par toutes les fatigues qu'il avait essuyées, soit à la guerre, soit dans l'organisation de plusieurs corps de troupes, le comité de salut public le rappela à Paris. En 1796, on l'envoya dans le Midi pour y procéder à la formation d'une armée destinée à passer en Italie. Dans la première quinzaine du mois de décembre de la même année, il fut nommé ministre plénipotentiaire de la république française à la cour de Naples, où il fut remplacé, en septembre 1797, par Treilhard. En avril 1799, il fut nommé un des cinq membres composant le bureau militaire établi près du directoire exécutif. Après la révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), Buonaparte, devenu premier consul, donna au général Canclaux le commandement de la 4e division militaire, et le chargea de concourir avec le général Hédouville à pacifier ou soumettre ce qui restait à cette époque d'insurgés vendéens. En mai 1800, Canclaux fut nommé inspecteur-général de la cavalerie de la 2e armée de réserve, et envoyé à Dijon avec des pouvoirs fort étendus. On l'em-

(1) Canclaux était de la caste noble, et ce fut le motif de sa destitution.

tint une lieutenance, le 15 mai 1726; fut employé au camp de la Moselle, en 1727, et obtint, le 29 septembre 1731, une compagnie dans le régiment de Dragons de Nicolay. Il passa avec ce régiment à l'armée d'Italie, au mois d'octobre 1733, et se trouva à tous les siéges qu'on y entreprit, ainsi qu'aux batailles de Parme et Guastalla. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment des cuirassiers du roi, le 25 novembre 1734, il continua de servir à l'armée d'Italie; contribua à la prise de Gonzague, de Reggiolo et de Révéré, en 1735; rentra en France avec son régiment, au mois de juin 1736, et obtint, par provisions du 21 mars 1737, le gouvernement d'Hesdin, sur la démission de son père. En 1742, il commanda son régiment sur la frontière de Flandre, où on empêcha les ennemis de pénétrer. Il le commanda aussi, en 1743, à la bataille de Dettingen, et vint finir la campagne en Alsace. Il servit, en 1744, au siége de Menin; fut déclaré, le 7 juin, brigadier, dont le brevet lui avait été expédié le 2 mai précédent, et eut, le même jour, des lettres de service pour l'armée de Flandre, où il servit au siége d'Ypres. Il passa, par lettres du 19 juillet, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, et finit la campagne au camp de Courtray. Employé à l'armée de Flandre, le 1[er] avril 1745, il combattit à Fontenoy; se trouva aux siéges des ville et citadelle de Tournai, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, et servit au siége de Bruxelles, au mois de janvier 1746. Employé à l'armée de Flandre, le 1[er] mai suivant, il couvrit avec le corps de l'armée les siéges de Mons, Saint-Guilain, Charleroi, Namur, et combattit à Raucoux. Il se distingua, en 1747, à la bataille de Lawfeld. Créé maréchal-de-camp, le 1[er] janvier 1748, il se démit de son régiment de cuirassiers; fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril, et servit au siége de Maestricht. Il fut nommé ambassadeur en Suède, le 24 mai 1749; créé conseiller-d'état d'épée, au mois de septembre 1757, et promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, le 1[er] mai 1758. Il fut rappelé de l'ambassade de Suède, en 1762; passa à celle des Provinces-Unies, en 1763, et mourut en

Hollande en 1767. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 590; *Gazette de France.*)

DE CARDEVAQUE (Anne-Gabriel-Pierre, *chevalier*), *marquis d'Havrincourt, lieutenant-général,* né le 23 septembre 1739, entra au service, le 15 janvier 1753, dans la première compagnie des mousquetaires de la maison du roi. Devenu aide-de-camp du duc de Chevreuse, mestre-de-camp des dragons, il fit, sous ce général, la campagne de 1758, et se trouva à la bataille de Crewelt, où, pendant cinq heures, 4 régiments de dragons commandés par le duc essuyèrent, dans un état d'immobilité, le feu d'une batterie de canon et d'obusiers. Capitaine au régiment de cavalerie d'Espinchal, il fit en cette qualité les campagnes de 1759, 1760 et 1761; combattit à Minden, la première de ces trois années, et y eut un cheval blessé dans une charge contre l'infanterie anglaise. Il se trouva aussi, en 1760, au combat de Warbourg, où l'armée hanovrienne, commandée par le prince Ferdinand de Brunswick, battit un corps français sous les ordres du chevalier Dumuy. Le marquis d'Havrincourt fut fait colonel au corps des grenadiers de France, le 1er décembre 1762, et devint mestre-de-camp, commandant du régiment Royal-Étranger cavalerie, le 4 août 1770. On le nomma successivement brigadier, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781; mais cette dernière promotion n'ayant été déclarée qu'un an après avoir été faite, le marquis d'Havrincourt commanda son régiment de cavalerie pendant ce laps de temps. Il émigra au commencement de la révolution française, et servit, en 1792, dans son grade de maréchal-de-camp, à l'armée de S. A. S. M. le duc de Bourbon. Il passa ensuite comme capitaine d'infanterie dans le régiment du comte de Béthizy, son beau-frère. Ce régiment ayant été licencié, le comte d'Havrincourt entra, avec le même grade, dans le régiment allemand de Walstein (à cocarde blanche), soldé par l'Angleterre; et il y fut employé jusqu'à ce que, ce régiment ayant été rappelé en Angleterre, il n'y eut plus moyen de conti-

tint une lieutenance, le 15 mai 1726; fut employé au camp de la Moselle, en 1727, et obtint, le 29 septembre 1731, une compagnie dans le régiment de Dragons de Nicolay. Il passa avec ce régiment à l'armée d'Italie, au mois d'octobre 1733, et se trouva à tous les siéges qu'on y entreprit, ainsi qu'aux batailles de Parme et Guastalla. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment des cuirassiers du roi, le 25 novembre 1734, il continua de servir à l'armée d'Italie; contribua à la prise de Gonzague, de Reggiolo et de Révéré, en 1735; rentra en France avec son régiment, au mois de juin 1736, et obtint, par provisions du 21 mars 1737, le gouvernement d'Hesdin, sur la démission de son père. En 1742, il commanda son régiment sur la frontière de Flandre, où on empêcha les ennemis de pénétrer. Il le commanda aussi, en 1743, à la bataille de Dettingen, et vint finir la campagne en Alsace. Il servit, en 1744, au siége de Menin; fut déclaré, le 7 juin, brigadier, dont le brevet lui avait été expédié le 2 mai précédent, et eut, le même jour, des lettres de service pour l'armée de Flandre, où il servit au siége d'Ypres. Il passa, par lettres du 19 juillet, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, et finit la campagne au camp de Courtray. Employé à l'armée de Flandre, le 1er avril 1745, il combattit à Fontenoy; se trouva aux siéges des ville et citadelle de Tournai, d'Oudenarde, de Dendermonde et d'Ath, et servit au siége de Bruxelles, au mois de janvier 1746. Employé à l'armée de Flandre, le 1er mai suivant, il couvrit avec le corps de l'armée les siéges de Mons, Saint-Guilain, Charleroi, Namur, et combattit à Raucoux. Il se distingua, en 1747, à la bataille de Lawfeld. Créé maréchal-de-camp, le 1er janvier 1748, il se démit de son régiment de cuirassiers; fut employé à l'armée de Flandre, par lettres du 15 avril, et servit au siége de Maestricht. Il fut nommé ambassadeur en Suède, le 24 mai 1749; créé conseiller-d'état d'épée, au mois de septembre 1757, et promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, le 1er mai 1758. Il fut rappelé de l'ambassade de Suède, en 1762; passa à celle des Provinces-Unies, en 1763, et mourut en

Hollande en 1767. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 590; *Gazette de France.*)

DE CARDEVAQUE (Anne-Gabriel-Pierre, *chevalier*), *marquis d'Havrincourt, lieutenant-général,* né le 23 septembre 1739, entra au service, le 15 janvier 1753, dans la première compagnie des mousquetaires de la maison du roi. Devenu aide-de-camp du duc de Chevreuse, mestre-de-camp des dragons, il fit, sous ce général, la campagne de 1758, et se trouva à la bataille de Crewelt, où, pendant cinq heures, 4 régiments de dragons commandés par le duc essuyèrent, dans un état d'immobilité, le feu d'une batterie de canon et d'obusiers. Capitaine au régiment de cavalerie d'Espinchal, il fit en cette qualité les campagnes de 1759, 1760 et 1761; combattit à Minden, la première de ces trois années, et y eut un cheval blessé dans une charge contre l'infanterie anglaise. Il se trouva aussi, en 1760, au combat de Warbourg, où l'armée hanovrienne, commandée par le prince Ferdinand de Brunswick, battit un corps français sous les ordres du chevalier Dumuy. Le marquis d'Havrincourt fut fait colonel au corps des grenadiers de France, le 1er décembre 1762, et devint mestre-de-camp, commandant du régiment Royal-Étranger cavalerie, le 4 août 1770. On le nomma successivement brigadier, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781; mais cette dernière promotion n'ayant été déclarée qu'un an après avoir été faite, le marquis d'Havrincourt commanda son régiment de cavalerie pendant ce laps de temps. Il émigra au commencement de la révolution française, et servit, en 1792, dans son grade de maréchal-de-camp, à l'armée de S. A. S. M. le duc de Bourbon. Il passa ensuite comme capitaine d'infanterie dans le régiment du comte de Béthizy, son beau-frère. Ce régiment ayant été licencié, le comte d'Havrincourt entra, avec le même grade, dans le régiment allemand de Walstein (à cocarde blanche), soldé par l'Angleterre; et il y fut employé jusqu'à ce que, ce régiment ayant été rappelé en Angleterre, il n'y eut plus moyen de conti-

nuer d'y servir. Il fut créé lieutenant-général à prendre rang du 20 janvier 1801, par S. M. Louis XVIII, qui daigna lui faire connaître cette promotion par une lettre datée de Hartewelt, le 1er janvier 1812. Il revint dans sa patrie après le rétablissement de l'auguste famille des Bourbons sur le trône de France, et fut admis en septembre 1817, à la retraite du grade de lieutenant-général, après 45 ans 10 mois et 24 jours de service. (*Etats militaires, tableau des pensions.*)

CARLET (Louis-François), *marquis de la Rozière, maréchal-de-camp,* naquit au pont d'Arche, près Charleville en Rhetelais, le 10 octobre 1735. Il entra au service, en 1745, comme volontaire au régiment de Conti infanterie, où servait son père (1), et fit ses premières armes en Italie. Devenu lieutenant au régiment de Touraine infanterie, en 1746, il combattit à Raucoux, le 11 octobre de la même année, et se trouva ensuite à la bataille de Lawfeld, ainsi qu'aux siéges de Berg-op-Zoom et de Maestricht. En 1750, il passa du régiment de Touraine aux écoles de mathématiques et de dessin établies à Mézières. En 1752, il suivit aux Indes orientales le célèbre abbé Lacaille, en qualité d'ingénieur dans la brigade destinée pour les colonies. Étant revenu en Europe, en 1756, il composa son premier ouvrage sur l'art militaire, ayant pour titre : *Stratagèmes de guerre.* Il devint, en cette même année, aide-de-camp du Comté de Revel, et aide-maréchal-des-logis de l'armée auxiliaire de France, destinée pour la Bohême. Il commença, en 1757, la guerre de *sept ans* dans l'armée de Westphalie, et se trouva à la bataille de Rosbach, où il fut chargé de la direction d'une division d'artillerie. Le comte de Revel ayant été tué, le marquis de la Rozière s'attacha au corps d'armée du duc de Broglie, et

(1) Le père du marquis de la Rozière, Jean Carlet, est mort en 1780, avec le grade de brigadier des armées du roi, qui lui avait été conféré en 1763.

fit avec ce général et les maréchaux de Soubise et d'Estrées toute la guerre de *sept ans*. Il se trouva à la prise de Bremen; fut blessé à la bataille de Sundershausen, et nommé capitaine de dragons sur le champ de bataille; combattit à Lutternbergh, et à Berghem, en 1759; au passage de l'Hom; à l'affaire de Corback, en 1760, et servit à la prise de Cassel, en 1761. A l'affaire de Frawemberg, il fut sur le point de faire prisonnier le prince Ferdinand de Brunswick; mais au moment où il allait le prendre, son cheval s'étant abattu, il ne put que saisir la housse du prince que la vitesse de son coursier fit échapper. La manière distinguée dont il s'était conduit dans cette affaire lui valut le grade de lieutenant-colonel de dragons au régiment du roi, et la croix de chevalier de Saint-Louis. Il se trouva aux batailles de Grienberg, de Fillinghausen, et au passage du Weser. Il enleva d'assaut, l'épée à la main, la cascade de Cassel, et fit la garnison prisonnière de guerre : ce fut un de ses plus beaux faits d'armes. Quelque temps après, il fut pris par les montagnards écossàis dans la forêt de Sababord, où il était allé faire une reconnaissance, et fut conduit au quartier-général du roi de Prusse. Il y resta pendant trois semaines avant d'être échangé (1). Lorsque cet échange fut fait, il vint reprendre ses fonctions à l'armée, où il déploya de nouveau son courage et son habileté, notamment à la bataille de Wilhenstadt; au combat de Morchom; à la retraite de la Hesse, sous le maréchal d'Estrées; à celle de Dilhemstadt, où il chargea vigoureusement l'avant-garde ennemie, et à l'affaire de Amenebourg, où il dirigea les opérations, lorsque

---

(1) Lorsqu'il fut présenté au roi de Prusse, ce monarque lui dit : « Je » désirerais vous renvoyer à l'armée française; mais lorsqu'on a pris un » officier aussi distingué que vous, on le garde le plus long-temps possi- » ble; j'ai des raisons pour que vous ne soyez pas échangé dans les cir- » constances présentes; ainsi vous resterez avec nous sur votre parole. » Le prince Ferdinand de Brunswick se rappelant l'attaque de Frawemberg, dit à ceux qui l'entouraient, en montrant le marquis de la Rozière : « Voilà le Français qui m'a fait le plus de peur de ma vie. »

MM. de Castries et de Saarfield y eurent été blessés, et jusqu'à l'arrivée du marquis de Ségur. Après la paix de 1763, qui termina la guerre de *sept ans*, le marquis de la Rozière fut employé dans le ministère secret du comte de Broglie, qui faisait le plus grand cas de ses talents militaires et de ses qualités personnelles. Il passa ensuite en Angleterre, par ordre de Louis XV, pour reconnaître les côtes de ce royaume, et s'acquitta de cette mission importante, en 1765 et 1766, avec autant de courage que d'intelligence et de fidélité. Chargé de reconnaître toutes les côtes et tous les ports de France, il présenta, pour le port de Rochefort, le pays d'Aunis et le port de Brest, des projets de défense, qui donnèrent la mesure de son génie militaire, et que le roi approuva. Il indiqua également des travaux à faire pour la sûreté de St.-Malo, du Clos-Poulet, de Lorient et de toute la côte de Bretagne. Ces nombreux travaux furent en partie exécutés, et leur conception prouve que le marquis de la Rozière était l'un des officiers les plus instruits de l'arme du génie. En 1768, le gouvernement le chargea de rédiger, sur les dépêches des ministres et des généraux, l'histoire des guerres de France sous les règnes de Louis XIII, Louis XIV et Louis XV (1). En 1770, le roi lui confia la rédaction d'un plan général de campagne contre l'Angleterre. S. M. le créa brigadier de dragons, le 11 novembre de la même année; lui donna le commandement de Saint-Malo, et le nomma, quelque temps après, maréchal-général-des-logis de l'armée destinée à descendre en Angleterre. En 1780, le roi voulant récompenser quatre cents ans de services militaires importants, rendus par la famille Carlet, et surtout ceux du sieur de la Rozière, érigea la terre de Wagnon en marquisat de la Rozière. En 1781, le marquis de la Rozière fut nommé commandant du corps d'armée destiné à s'emparer des îles

(1) Le marquis de la Rozière a terminé les 4 premiers volumes in-4° de cet ouvrage, trouvé parmi ses nombreux manuscrits, que les événements de la révolution ont empêché de livrer à l'impression.

de Jersey et de Guernesey. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 5 décembre de la même année. En mai 1791, il émigra avec son fils aîné, alors capitaine de dragons ; rejoignit les princes français à Coblentz, et fut mis à la tête des bureaux de la guerre établis par eux. Il fit la campagne de 1792, en qualité de maréchal-de-camp et de maréchal-général-des-logis de l'armée des princes, et fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. En 1794, il passa d'Allemagne en Angleterre sur l'ordre qui lui fut adressé de Saint-Pétersbourg par S. A. R. M. le comte d'Artois. Il reçut en plusieurs occasions, de ce prince et de MONSIEUR, actuellement Louis XVIII, des lettres aussi flatteuses qu'honorables. Il fut employé comme quartier-maître-général du corps des émigrés et des troupes anglaises dans l'expedition des îles Dieu et Noirmoutiers. A son retour de cette expédition, il fut sollicité vivement par le gouvernement turc pour passer au service de la Porte ottomane qui lui offrait de grands avantages; mais il préféra d'entrer à celui de la Russie, avec le grade de général-major. En 1797, il passa en Portugal avec le grade de lieutenant-général et de quartier-maître-général des armées portugaises. En 1799, sur la demande du gouvernement anglais, il fut envoyé à Londres; mais en 1800, le prince-régent de Portugal le rappela à Lisbonne, et lui confia, en 1801, le commandement de l'armée destinée à défendre le nord du Portugal. Il déploya dans ces campagnes des talents qui lui méritèrent la bienveillance du souverain et la croix de commandeur de l'ordre du Christ. En 1802, il fut fait inspecteur-général des frontières et des côtes du royaume. Il était encore en possession de cet emploi important et digne d'un militaire distingué, lorsqu'il mourut à Lisbonne, le 7 avril 1808, emportant les regrets de ceux qui l'avaient connu, et terminant une carrière remplie de travaux glorieux (1). (*Etats militaires, annales du*

---

(1) Le marquis de la Rozière est auteur de plusieurs ouvrages et cartes militaires fort estimés. Il a aussi fourni beaucoup d'articles militaires

temps, Nobiliaire universel de France, tom. II, pag. 147 et suivantes.)

CARLET (Jean), *marquis de la Rozière, maréchal-de-camp*, fils du précédent, naquit à Paris, le 10 avril 1770. Il entra au service, comme sous-lieutenant au régiment de Dragons d'Orléans, en 1784; devint capitaine de cavalerie, et adjoint au corps de l'état-major-général de l'armée, en 1788, et fut employé, en cette qualité, dans la Bretagne. Il émigra, avec le marquis de la Rozière, son père, en mai 1791; fit, comme aide-major-général de l'armée des princes, la campagne de 1792, et fut fait, cette même année, colonel de chasseurs royaux, pendant le siége de Thionville. Après le licenciement de l'armée des princes, il passa au service d'Autriche, dans le régiment hongrois des hussards de Wurmser, avec lequel il fit les campagnes de 1793 et 1794. Étant passé au service d'Angleterre, il fit la campagne de 1795 et 1796, et entra ensuite, comme capitaine de cavalerie, au service du Portugal. Il fit la campagne de 1802, en qualité d'adjudant-général de cavalerie de l'armée portugaise du nord, qui était commandée par son père. En récompense de ses services distingués, il obtint la croix de chevalier, puis celle de commandeur de l'ordre portugais du Christ. (Il était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, depuis 1796.) On le nomma adjudant-général de son père, lorsque celui-ci eut l'inspection-générale des côtes et frontières du Portugal. Il fut fait maréchal-de-camp au service de cette puissance, en 1807. Rentré en France en 1814, après la restauration de la famille des Bourbons sur le trône de France, il fut admis au service dans son grade de maréchal-de-camp, et employé comme tel, en 1815, à Angers, sous les ordres de M. le duc de Bourbon. S. M. Louis XVIII lui confia, en la même

---

à l'Encyclopédie, et a rédigé plusieurs projets d'ordonnances militaires. On trouve le détail de ses premiers ouvrages dans le Nobiliaire universel de France, tom. II, pag. 151.

année, le commandement du département de la Haute-Vienne. Placé dans des circonstances difficiles, lors de l'invasion de Buonaparte, le marquis de La Rozière sut concilier les divers intérêts, par sa modération et sa fermeté. Il eut ensuite un commandement dans le Midi. On le trouve classé, en 1821, parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires, annales du temps.*)

CARMAIN, *voyez* DE MONTLUC.

ADDITIONS,

RENVOIS ET CORRECTIONS.

TOME Ier.

AUBRY de la Bouchardebie, pag. 196, *supprimez* à la fin de l'article la phrase commençant par le mot : Buonaparte, et finissant par celui : année; et *remplacez* cette phrase par la suivante : Buonaparte, qui avait voulu donner au général Aubry une nouvelle récompense de ses services, lui avait conféré le titre de comte, le 28 septembre précédent.

d'AUMONT (Louis-Marie), pag. 242, ligne 12e, *au lieu de :* 1792, *lisez :* 1692.

d'AUMONT (Louis-François), pag. 244, ligne 4e, *au lieu de :* Dunkerque, *lisez :* Steinkerque.

de BARLOT, pag. 337, *au lieu de :* BARLOT du Chatelar, *lisez :* BARLOT du Chatelier.

TOME II.

de BELLE, pag. 97, ligne 9, *au lieu de :* parent, *lisez :* frère.

de BÉTHISY (Eugène-Eustache), pag. 240, 10e ligne de l'article, *après ces mots :* Il fit les campagnes de 1757, 1758, 1759 et 1760 en Allemagne, *lisez :* se trouva à la retraite de Zell; aux batailles de Crewelt, de Lutzelberg et de Minden; au combat de Corbach. Page 241, ligne 5, *après le mot :* légèrement, *lisez :* au cou. Page 242, ligne 5, *au lieu de :* et les régiments, *lisez :* et 4 des 6 régiments.

DE BÉTHISY (1) (Charles, *comte*), *maréchal-de-camp*, neveu de Jules-Jacques, et fils d'Eugène-Eustache, qui précèdent, naquit en 1779. Il entra au service en 1785, comme officier au régiment du Roi infanterie, et fut fait capitaine de cavalerie en 1789. Ayant émigré en 1791, il entra immédiatement dans la compagnie des chasseurs nobles du regiment du Roi, qui servait dans l'armée du prince de Condé. Il devint aide-de-camp du général comte de Béthisy son père, en 1792, et fut fait colonel en second dans un des régiments des princes de Hohenlohe, au commencement de 1793. Il se distingua particulièrement, dans cette campagne, à l'affaire de Bodenthal, où, étant arrivé le premier sur la montagne que le comte de Béthisy son père attaquait avec des forces très-inférieures, il fit de sa main quatre prisonniers. On le chargea de porter la relation de cette affaire au maréchal de Wurmser, commandant en chef de l'armée autrichienne, et au prince de Condé. Le 2 décembre de la même année, à l'affaire de Berstejm, marchant à la tête de son régiment, il sauta le premier dans une batterie de trois pièces de canon, dont il s'empara. Cette action lui valut la croix de Saint-Louis; il avait reçu quatre blessures pendant la campagne de 1792. Il passa, en 1794, à la lieutenance-colonelle du régiment des hussards de Rohan, qu'il commanda, en Hollande, dans les campagnes de 1795 et 1796. Pendant la dernière de ces campagnes, il commanda en chef une division d'arrière-garde, composée de trois régiments d'infanterie et de deux régiments de hussards, avec lesquels il soutint, dans le village de Nieuhuis, une attaque de six heures, par des forces bien supérieures aux siennes. Cette affaire, comme très-brillante, fut mise à l'ordre de l'armée. Rentré en France, en 1814, après la restauration du trône des Bourbons, il fut fait lieutenant de la compagnie de Luxembourg, des gardes-du-corps du roi, et on le créa maréchal-de-camp, à prendre rang de 1809. Pendant les *cent jours,*

---

(1) L'article imprimé sous ce nom, pages 242 et 243 du volume II, étant incomplet, doit être supprimé et remplacé par celui-ci.

en 1815, le roi lui donna le commandement supérieur d'une partie de la Flandre. Toutes les places de son commandement furent les premières de France à reprendre le drapeau blanc. Il fut nommé, le 8 septembre de la même année, commandant de la 3ᵉ brigade d'infanterie de la garde, composée des 3ᵉ et 6ᵉ régiments. Il a été élu, aussi dans la même année, membre de la chambre des députés par le département du Nord, qui lui a de nouveau confié cette éminente mission, en 1820. (*Brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE BIAUDOS (Stanislas), *comte de Casteja*, pag. 285, ligne 2, *après* 1780, *ajoutez* : et. *Remplacez* dans la même ligne, la virgule par un point après 1784. Lignes 3 et 4, *supprimez* ces mots : et fut tué au château des Tuileries, à la journée du 10 août 1792, et *remplacez-les* par cette phrase : Il émigra en 1791, et mourut le 10 mai 1793 à Maestricht.

BIDAL (Claude-François), *marquis d'Asfeld*, pag. 287, 1ʳᵉ et 2ᵉ lignes de l'article, *au lieu de* : maréchal-de-camp, *lisez* : maréchal de France.

DE BLANCHEFORT DE CANAPLES, *marquis de Créqui*, pag. 320, 2ᵉ ligne de l'article, *au lieu de* : maréchal-de-camp, *lisez* : maréchal de France.

BLON, pag. 351, *au lieu de* : BLON-CHADENAS, *lisez* : BLON-CHADENAC.

DE BOUCHET, pag. 465, ligne 25, *au lieu de* ces mots : appelé au commandement de la 21ᵉ et la, *lisez* : nommé adjudant-commandant et employé comme tel dans la 21ᵉ qu'il. Page 466, lignes 7 et 24, *au lieu de* : 1794, *lisez* : 1795.

FIN DU TOME TROISIÈME.

LE FILS ADULTÉR




Stanford University Libraries
3 6105 124 413 704

